

COLLECTION

DE

DOCUMENTS INÉDITS

SUR L'HISTOIRE DE FRANCE,

PUBLIÉS

PAR ORDRE DU ROI

ET PAR LES SOINS

DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

PREMIÈRE SÉRIE.

HISTOIRE POLITIQUE.

ARCHIVES
LÉGISLATIVES
DE LA VILLE DE REIMS.

COLLECTION
DE PIÈCES INÉDITES
POUVANT SERVIR
A L'HISTOIRE DES INSTITUTIONS
DANS L'INTÉRIEUR DE LA CITÉ;

PAR PIERRE VARIN,
ANCIEN SECRÉTAIRE DU COMITÉ DES CHARTES ET INSCRIPTIONS, ET DOYEN DE LA FACULTÉ
DES LETTRES DE RENNES.

Humani generis mores tibi nosse volenti
Sufficit una domus.....
(JUVÉNAL, sat. XIII, v. 160.)

PREMIÈRE PARTIE.

COUTUMES.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET.

M DCCC XL.

COUTUMES

DES

COURS ECCLÉSIASTIQUES ET CIVILES.

---

§. 1.

COUTUMES DE LA COUR ECCLÉSIASTIQUE DES ARCHEVÊQUES.

ARCHIVES

LÉGISLATIVES

DE LA VILLE DE REIMS.

PRIVILEGIA curie [1] remensis archiepiscopi. Ann. 1269

Bibl. Roy., mss. ancien fonds de Baluze, 446, fonds latin, 5210.

Anno Verbi incarnati millesimo ducentesimo sexagesimo nono, jussus a domino, de ipsius remensi curia, ad ejus instructionem aliqua scribere, scripturam hanc ei mitto ut instructus eamdem curiam que

[1] Cette cour, à laquelle on donnait encore au XIII[e] siècle le nom de *cour de l'archevêque*, prit bientôt celui d'*officialité*. Voici ce qu'écrivait dans le siècle dernier, sur les officialités de Reims, Bidet, l'un des plus consciencieux historiens de la localité :

« Vers l'an 1166 les évêques se sont donné « des officiaux ordinaires ; ils en faisoient « précédemment les fonctions eux-mêmes, « assistés des dignités des cathédrales et des « abbés de leurs diocèses.

« Les officiaux ayant autrefois attiré à eux « la plupart des affaires civiles, ils en furent « dépouillés par l'appel comme d'abus.

« L'appel des sentences des officiaux des « évêques ressortit au tribunal de l'official « métropolitain ; celui du métropolitain au « primat, et de celui-ci au pape, qui, à cet « effet, est tenu de déléguer des juges sur « les lieux.

« .... Il paroît, par plusieurs lettres du « pape Alexandre III, que la juridiction de « l'officialité [diocésaine ?] de Reims com- « mença sous l'archevêque Henri de France. « Elle s'étend sur tous les ecclésiastiques de « la ville et du diocèse, autres que ceux qui « en sont exempts. Le scel de cette juridic- « tion est une tête de cerf, que l'archevêque « Gervais a mise dans ses armes *. L'appel « des jugemens de l'officialité de Reims se

* Voici ce que dit de ce scel Lacourt, dans son Marl. annoté, II, *not. in front.*, fol. 14, verso : « Le « sceau de l'officialité de Reims est encore aujour- « d'hui la figure d'un cerf élevé sur un piédestal, et « autour du cerf ces paroles latines : *Remensis cervus*. « J'ai vu de très-anciens sceaux de l'officialité de « Reims, où, d'un côté, étoit une tour fort élevée, « diminuant de distance en distance dans la hauteur, « et montant vers le haut, et finissant en pointe, « à peu près comme étoit la tour de Saint-Rigobert, « qui étoit dans la première cour, proche de l'église « Notre-Dame et du palais archiépiscopal ; et de « l'autre côté, pour contre-scel, étoit la figure du « cerf. »..... Et plus loin, fol. 40, verso : « Ce sceau « prouve que les officiaux ne sont pas plus anciens « que Gervais. » Voir un dessin de ce sceau et de son contre-scel, Bibl. Roy., mss. Reims, cart. VI et X. Voir aussi ce que dit de la tour de Saint-Rigobert, Marlot, II, 353. Consulter enfin ce même auteur, II, 115, sur le cerf d'airain fondu par Gervais, et dont l'image fut empreinte sur le sceau de l'officialité. A l'occasion de ce cerf, Lacourt ajoute, à la page 115 de Marlot, une note marginale qu'il nous paraît curieux de transcrire : « Hæc cervi effigies

Ann. 1269. maxima est pars sui regiminis et honoris, ad honorem Dei, et communem subjectorum utilitatem, feliciter valeat gubernare, et ut indeceptus per sibi adulancium fraudibus precavere : protestans quod nulli noceat si

« relève directement à Rome, à cause de la « primatie de l'archevêque de cette ville. Les « juges de cette officialité sont l'official dio- « césain, le vice-gérant et le promoteur.

« L'official métropolitain de Reims est juge « d'appel des officiaux de la province ecclé- « siastique de la ville ; il connaît du bien ou « mal jugé de leurs sentences ; et attendu « la primatie de l'archevêque de Reims dans « la Gaule Belgique, il n'y a appel de ses « officiaux diocésains et métropolitains qu'au « pape, qui doit commettre en France des « juges pour y statuer définitivement. Les « juges de l'officialité métropolitaine de cette « ville sont l'official métropolitain, le vice- « gérant et le promoteur.

« Quelques chapitres, comme celui de « Reims, ont des officiaux * qui sont juges « des chanoines seulement. » (Bidet, *Mém.*, II, p. 114.)

« ænea, postquam 635 annis remensium archiepisco- « porum palatium in cujus editu collocata fuerat, « nobilitasset, exeunte anno 1692, deposita et con- « fracta est ; cum Centauri, in eam pridem dirigentis « jaculum, imago lapidea supersit in fastigio basi- « licæ B. Mariæ, e regione dicti palatii posita .... » Lacourt fait ici allusion à une figure connue à Reims sous le nom de Sagittaire, et qui, placée au sommet du pignon le plus élevé de la cathédrale, décoche une flèche dirigée contre le cerf d'airain des archevêques. Ce cerf, comme le dit Lacourt, n'existe plus, mais le Sagittaire subsiste toujours, et ce menaçant hiéroglyphe dressé par le chapitre au sommet de son église, ajoute aux renseignements que fournira bientôt notre opuscule, un renseignement contemporain de cet opuscule même, sur le mauvais vouloir qui animait le chapitre contre son archevêque. C'est l'histoire sculptée confirmant l'histoire écrite.

* Outre ces officiaux du chapitre il y avait encore les officiaux de l'archidiacre, supprimés en même temps que la juridiction de celui-ci, en 1392. On peut voir dans Marlot, I, 463, quel était le sceau des archidiacres ; quant à celui des officiaux capitulaires, on en trouve la description dans la nomenclature suivante des différents sceaux du chapitre, nomenclature dressée vers le commencement du XVIII[e] siècle par le chanoine Lasalle, et qui se trouve maintenant en notre possession :

Anciens sceaux de l'église de Reims.

« Il y a un ancien sceau d'argent de figure oblongue ou ovale, pointue par les deux bouts, pendant à une chaîne d'argent, dont la figure est de la S. Vierge tenant N. S. sur le bras gauche et un lis de la main droite, avec une légende autour, écrite en caractère du XI[e] siècle environ, en ces termes : *Sigillum S. Marie remensis metropolis.* — Le contre-scel est aussi d'argent pendant à une branche de la même chaîne, portant une colombe les ailes étendues, avec ces mots autour : *Confirma hoc Deus.*

« Un autre ancien sceau de cuivre rond portant la figure d'une église, dont la devanture n'a qu'une porte et deux clochers étroits et en pointe aux deux côtés ; une autre flèche au milieu du chœur et une conque ou abside plus basse au fond du chœur, avec ces mots : *Sigil. rem. ecclesie metropolis*, en caractère à peu près de même temps que le précédent. — Le contre-scel, aussi de cuivre, tenant au sceau par une chaîne de cuivre, représente une porte cochère, ou portail, au milieu d'un mur, avec ces mots : *Nota rem. ecclesie.*

« Un autre sceau de cuivre de figure ronde et d'une gravure fort antique, représente deux chanoines assis, ayant le corps revêtu et la tête couverte d'une espèce de chape d'hiver, avec une fleur de lis entre les deux. Autour de ces figures on lit ces mots : *Senescalli et offic. ecclesie remensis.* — A ce sceau appartient un contre-scel ovale qui y doit être attaché à la chaîne de cuivre, représentant un portail en pyramide, avec ces mots : *Contrasigill. senescallor.*

« Un autre sceau de cuivre de figure ovale à deux pointes, représentant l'Annonciation de la S. V., c'est-à-dire la S. V. et un Ange, avec ces mots : *S. capituli Sce Marie remens. ad cas*, c'est-à-dire *ad causas* ; c'est le sceau de l'officialité du chapitre, autant qu'on en peut juger. — Le contre-scel qui tient au sceau par une chaîne de cuivre est de figure ronde, et représente la devanture d'un château, la porte au milieu, avec une pyramide au-dessus et deux tourelles aux deux coins, avec ces mots : *Contrasigillum causarum.*

« Un autre sceau de cuivre, de figure ovale, à deux pointes, représentant aussi l'Annonciation de la

dixero veritatem, cum nemini velim detrahere, nec intendo; sed veritatem de terra extrahere, que ibi tamdiu latuit in profundo, ut omnia patefiant, et ambulet quisque non in tenebris, sed in lucem (*sic*) : rogans eciam insuper ut simplicitati mee parcatur ac inbellicitati (*sic*), si verba rudia et minus fortassis ordinate quam deberem, sim loqutus, nam ejus clericis in litterali sciencia me fateor juniorem et minimum inter omnes. Ann. 1269.

Est autem remensis curia sedes metropolis, inter omnes alias utilitate, auctoritatisque dignitate, post Romam dumtaxat, obtinens principatum. Per eam enim tanti auctoritate (*sic*) archipresulis, tantum territorium spiritali gladio cohercetur; in ea namque viget et viguit ecclesiastica jurisdictio et ampliata est ab antiquo, magis quam in omni alia, post Romam, de mundo curia : ubi tam de dyocesi ordinarie in omni casu et inter omnes, quam a provincia tam populosa et magna, ab audienciis suffraganeorum aut eorum officialium omnibus de quavis provincia in jurisdictione precellentium, et a quibusdam inferioribus prelatis ejusdem provincie, eciam obmisso medio, per appellacionem vel negligenciam, inter eorum subditos, et contra ipsos suffraganeos eorum officiales et familias, immediate per simplicem querimoniam, devolute undique cause confluunt et tractantur et agitantur ibidem, etiam jure non scripto, id est consuetudinibus, per quas ita hujusmodi jurisdictio ampliatur : in tantum eciam quod precipue in dyocesi, a quavis laicali justicia ante litem contestatem (*sic*) absque ullo gravamine, et post litem contestatem a gravamine, in omni casu, excepto fortassis de roya terre, aut de causa sanguinis, ad remensem curiam generaliter, indifferenter et immediate appellatur; et ibi appellationes et cause hujusmodi retinentur hactenus pacifice et tractantur. Habet igitur ista curia quod non habet alia; nam eciam remensis civitas per

S. V., mais d'une gravure plus profonde, avec une légende autour en lettres gothiques, portant ces mots : *Sigillum hospitalis ecclesie remensis.*

« Environ 1700 on a fait faire un nouveau sceau de cuivre, de figure ronde, environ deux pouces et demi de diamètre, représentant la S. V. assise sur un trône en forme d'autel garni de colonnes, sous un pavillon, tenant N. S. du bras gauche, et un sceptre de la main droite, avec ces mots autour : *Sigillum Sanctæ Mariæ remensis ecclesiæ metropolis.* On s'est servi depuis de ce sceau pour sceller les provisions des bénéfices.

« Plus, un autre sceau d'argent de figure ronde, environ deux pouces et demi de diamètre, représentant les deux sénéchaux revêtus de surplis, aumusses et bonnets, assis sur un tribunal ou siége de judicature, avec ces mots autour : *Senescalli et officiarii ecclesiæ remensis.* On se sert de ce sceau pour sceller les provisions des officiers de justice des terres du chapitre. »

Ann. 1269. eam cohercendo debitores injuriatoresque suos servatur; frequentatione litigancium studio quod inibi viget propter illam [curiam?] in legibus et decretalibus aliis, scolarium propter factum ad discendum, quampluribus [*sic*, quamplurium?] vere propter lucrum quamquam sit carior (*sic*) inibi residentibus, dictatur (*sic*, ditatur?) ac eciam decoratur.

Consuetudines [1] vero per quas, ut superius est tactum, ampliata est ita [2] remensis curie jurisdictio, introductionem et ortum habuerunt maxime a prepotentibus [3] bone memorie Guillermo ad Albas Manus et Guidone immediate successore ipsius, quondam remensis ecclesie archipresulibus, qui tunc cum archiepiscopatu [4] remensi et dignitate cardinalatus et sedis apostolice legacionis officio, per totam remensem provinciam usque ad suum obitum prefulserunt. Unde utraque auctoritate, metropolitana videlicet et legacionis, fungi valentes, se in partem metropolitane [5] convertentes illius auctoritate, cum ex alia possent, si exinde referretur questio [6], se tueri, ordinariam omnimodam, immediatam [7] etiam vel quasi, jurisdictionem ecclesiasticam per totam remensem provinciam, diuturnis temporibus, videlicet quamdiu vixerunt [8], archipresules absque reclamacione aliqua excercuerunt. Quod quidem excercicium succedentes archiepiscopi remenses trahentes ad consequentiam, longevo usu ac frequentacione assidua, hec [9] jurisdictio sine contradictione vel interrupcione aliqua, in consuetudinem ultra quam datum esset ei a jure communi [10], est inducta. Et ita viguit per longissima tempora, donec forte peccatis eamdem regencium exigentibus, et prout in sequentibus habebitur, in multis casibus est restricta [11].

Processu vero temporis ita plene quasi ordinarie, jure consuetudinario, ut est dictum, curia remensi jurisdictionem suam per remensem provinciam excercente, adeo eciam ampliarie et amplarie quod ad hoc non sufficerent duo officiales inibi sedentes, sed insuper ab ipsa curia

[1] Le *Gall. christ.*, IX, 112 et 113, emprunte à notre manuscrit deux citations, dont la première commence au mot *Consuetudines*.

[2] Le Gall. christ., *ista*.

[3] Ibid., *temporibus*.

[4] Ibid., *archipræsulatu*.

[5] Ibid., *metropolitanam*.

[6] Les trois premières lettres de ce mot sont enlevées du manuscrit. Les auteurs du *Gall. christ.* avaient lu ainsi les quatre dernières ...*stro*.

[7] Le Gall. christ., *mediatam*.

[8] Ibid., *vixerint*.

[9] Ibid., *licet*.

[10] Ibid., ... *esset et a jure eodem*.

[11] Ici finit la première citation du *Gall. christ.*

quamplures alii officiales qui dicebantur foranei, per remensem provinciam longe lateque essent dispersi, esset itaque adeo plena dicta curia quod fere singuli suffraganei, communitates seu communie civitatum et majorum villarum, capitula, collegia, abbates et eciam quamplures barones et comites provincie remensis, haberent suos nobiles et magnos procuratores singulos generales in ipsa curia omni tempore residentes; et ob tante jurisdictionis excercicium, nobilibus preclarum scolaribus vigeret ibi studium, nobilioribusque legum professoribus ibidem regentibus eciam decoratum. Item et essent eciam officiales remenses adeo onerati, ac circa tam arduas provincie causas intenti, quod minores causas remensis diocesis dedignarentur audire; ymo ipsas ad archidiaconos remenses committebant audiendas, per que quidem et similia, eisdem archidiaconis per occupacionem suam, et permissionem et negligenciam superioris, jurisdictio quam adhuc detinent extitit ab eisdem usurpata. Tandem [1] recordacionis misere Juhellus, de Britonorum provincia que maxime in jurisdictione penitus nulla [2] erat, ad tantum remensis provincie regimen pontificale translatus [3], sui tanti dominii tanteque ipsius jurisdictionis remensis provincie omnimodo ignarus, perfidorum prevaricatorumque iniquissimo ductus consilio, questionem movit contra ejus suffraganeos statim ex arrupto, a qua perseveranter adherens illorum consilio dolosorum, non potuit refrenari. Unde et per hoc deducta fuit in judicium jurisdictio coram papa, super quam suam causam eodem Juhello tanquam ignaro minime defendente, senteneiam diffinitivam, que redacta fuit in jus per decretales inde factas contra se in pluribus et multis casibus, reportavit, quam tunc et diu postea idem Juhellus, predictis mandacibus hoc falso dantibus eidem intelligi, semper habuit pro se latam; donec rei veritate comperta apud ipsum, tandem senciens se ita deceptum et traditum, persecutus est traditorem adeo quod ille fugiens nunquam postea apparuit ante ipsum. Tunc vero tanta ira succensus idem Juhellus nunquam postea loqui de curia audire potuit; tunc Sadeto petenti ab eodem Ann. 1269.

[1] Ici commence la seconde citation du *Gall. christ.*

[2] Ce mot de *nulla* est omis par le *Gall. christ.*

[3] A partir de ce mot, le *Gall. christ.* cite, comme empruntées au manuscrit, deux lignes qui ne s'y trouvent pas, et qui y sont remplacées par seize autres lignes, finissant à ces mots : *Ymo tantus furor dominum Juhellem*, par lesquels le *Gall. christ.* reprend sa citation littérale.

Ann. 1269. sibi dari officium actorum ad vitam suam, hoc sibi concessit, quicquam petitum fuit ab eo de curia gratis dedit, ipsam pro derelicto habuit, nichil retinuit de eadem. Ymo tantus furor dominum Juhellum cognito[1] tanto dampno arripuit, quod quadam die dominica in mane[2], indutis pontificalibus quibus erat in morte sepeliendus, omni de ejus familia ignorante penitus, nudis tamen pedibus, clam de Porta Martis domo sua solus exivit; et quasi desperatus ymo demens, mitra in capite, baculo pastorali in manu, a parte cuspidis sive caude tenens illum capite in lutum ad terram perlutosam stratum, et vicos civitatis tempore hyemali, frigido ac pluvioso, sic procedens usque ad forum clamando : *Harou!* ad populares se vertit, apud quos suum plangens dolorem, clamorem deposuit, et ad hospicium se recepit apud ipsos, nec postea reversus est ad propria. Sed abhinc iter arripuit clamorem suum declaraturus ad papam; in qua via, videlicet Parisius, in dolore cordis et tristitia finit vitam suam. Erat autem jam in etate decrepita constitutus, et ideo ad decipiendum magis levis; nec amisit, nisi quia deceptus, nam impiger et animosus erat valde. Eo autem sic mortuo, succedente bone memorie Thoma quondam archiepiscopo, Othobonus tunc remensis archidiaconus qui adhuc est, eumdem Thomam statim in adventu suo invasit; et per avunculum suum Innocencium papam quartum tunc Lugduni residentem, in civitate et toto archidiaconatu remensi privari fecit eumdem omni jurisdictione spiritali, sic quod idem Thomas per hoc coactus fuit ire Romam, et jus suum ibi redimere; ita etiam quod dictus archidiaconus et ejus successores remanserunt nichilominus archiepiscopis in jurisdictione per civitatem et archidiaconatum perpetuo pariter adequati, prout in litteris papalibus super hoc confectis noscitur contineri[3]. Non autem extitit idem Thomas in culpa amissionis hujusmodi, quia inde fecit quod potuit; sed si verum audeo dicere, vis in quam resistere non potuit, illata fuit eidem pariter et rapina.

Prefato itaque Juhello postquam novit, ut dictum est, sentenciam contra se ita latam, curiam suam pro derelicto habente, et nihil sibi

[1] Le Gall. christ., *agnito*.

[2] Le *Gall. christ.* passe la préposition *in*.

[3] Ici se termine l'emprunt fait par les auteurs du *Gall. christ.* à notre manuscrit. — L'acte obtenu par Thomas, dans sa querelle avec son archidiacre, est une bulle donnée le 16 janvier 1254. On peut le voir sous cette date dans nos *Archives administratives*.

exinde nisi forte aliquid de sigillo retinente : maxime cum non esset nisi Ann. 1269.
[in parte?] concremata curia, dederunt eidem Juhello falso intelligi ministeriales ejusdem curie, quod erat totaliter combusta; vel cum non esset nisi in parte diminuta jurisdictio, suggesserunt ei falso quod erat penitus enervata. Ipsi dolosi ab illo die sese injungentes insimul et firmantes, ita quod eo nemo pro dolo ipsorum poterat penetrare, totum preoccupaverunt; et emolumentum quod de dicta curia ut suum debuisset consequi archiepiscopus deceptus, in hoc etiam officiales in deceptione tenentes, et obsulsantes ora sua, illi fallaces partiti sunt inter eos usque ad tempus bone memorie Thome de Bellomanso immediate eidem Juhello succedentis. Qui cum esset junior nutritus in ecclesia, et ideo magis cautus, et videns clarius, ivit eis ad manus et ad se, sicut erat eis necesse, retraxit quod potuit ab eisdem. Sed ei quasi ad dorsum mansure [*sic*, mensure?] partientes, et eum de cauda piri pagantes, in respectu tamen de hoc quod retractum fuit ab eisdem lupis rapacibus, tanta rabies eos arripuit quod insaniam suam convertentes in pauperes, insilierunt in eos ad rapinam. Tunc qui supervenerunt et alii de curia majores advertentes et comperti de dolo, cum zizaniam et spinas extirpare deberent, vineamque replantare et Ecclesie sicuti poterant et ad eos pertinebat [succurrere?], in contrarium agentes, colendo et multiplicando spinas et tribulos, igne cupiditatis malorum omnium radicis succensi, et hujusmodi lucrum dampnabile [sectantes?], converterunt se cum illis : et deinde iste morbus contagiosus per singulos fere usque ad minimum est diffusus. Oriuntur inter eos invidia, livor, aviditas ex quibus nascitur odium. Faciunt sibi partes et firmant : tam de procuratoribus, notariis, quam aliis, omnes in turbine currunt ad spolium sicuti canes ad cadaver; morsibus sese a cadavere ut canes reiciunt majores, mediocres et minores; ardet quilibet majorem partem habere de ove. Infinitus notariorum est numerus in civitate remensi et extra, per totam provinciam et diocesim ubique residencium, et qui officia curie et maxime de recipiendis recognicionibus et contractibus quibuscumque excercebant. Omnes parrochiales presbiteri, capellani, conducticii, matricularii totius dyocecis, et alii qui clerici appellantur facti sunt notarii curie remensis, qui omnes in campis, villis et locis suis excercent officia notarie (*sic*, notorie?) et maxime quilibet recogniciones re-

Ann. 1269. cipit et quoscumque contractus, quorum eciam quamplures nec intelligunt nec sciunt legere nec scribere, per alios scribi faciunt et apponi. Venduntur communiter littere generales de citandis, monendis et excommunicandis quibuscumque, ad voluntatem impetrantis, durature quedam per annum, alie plus vel minus, secundum quod cavetur in contractu. Tabellionum, apparitorum et aliorum confusus est numerus. Currunt registratores per patriam. Festinat quilibet ad lucrum et laborat. Queque sunt venalia. Cives, advocati, ecclesie, domus religiose habent notarios in domibus suis domesticos, et de propria familia eorumdem scribunt; a quocumque omnia transeunt ad sigillum, dum tamen pecunia afferatur. Quis scripsit vel quis signavit penitus ignoratur; tamen pro pecunia totum sigillatur : multa pecunia extorquetur; pauca cadit in bursam domini tanquam decepti, sed multum peccatum et dedecus in caput ejus. Mittuntur a latere curie frequenter et assidue, per remensem provinciam, ad execuciones et delegaciones in casibus arduis, minores clerici, persone viles et indiscreti conducticii, ymo tales vias ementes, qui turpia committunt, cum ad hoc mitti deberent honestiores, periciores et majores. Confunditur inde curia; oritur scandalum, questio refertur; clamor ad archiepiscopum deportatur; confusus et erubescens ad suos ministeriales recurrit, qui decepcionibus eumdem pacificant mandaciis et faloribus; et error et peccatum remanet sicut prius, ymo crescit. Lupis itaque impletur curia insidiantibus ut rapiant ovem et devorent. Committuntur falsitates; non puniuntur mali, sed dimittuntur. Videntur ibi esse quasi nundine inter valles ubi nullus ordo, sed omnia confusa sunt et turbida, et assiduus error ibi semper inhabitat. Et quid plura? Multiplicata est ibi tanta iniquitas, duravit et crevit ista pestis, maxime ab illo tempore vacationis post Thomam usque ad adventum reverendi patris domini Johannis qui tunc (*sic*, nunc?) preest, et tantum exinde ortum est scandalum, et tanta diffamacio ubique cucurrit, quod curia remensis non appellabatur curia, sed publice camera falsitatis. Multo plura etiam veritatis possem dicere de ista materia; sed grave et durum est explicare veritatem in multis et de multis, nec volo nec intelligo apprehensione illorum ministerialium et major (*sic*, majorum?) de curia de quibus suprascripsi, officiales qui fuerunt predictis temporibus continui;

non omnes tamen ex quo venio [1] ad dicendum, veritatem, sed bonos et justos excipio; quia credo quamplures eorum ab omni munere excussisse manus suas, nemine tamen eorum excusso de negligentia et remissione, nec eciam de ignorancia cum nimis essent crassa et suppina, quia suis temporibus ista facta fuerunt. Et si non viderunt debuissent vidisse et scivisse; et si viderunt et sciverunt non restiterunt, et resistere voluerint nec potuerunt, dimisissent officium et sic essent sine culpa; caveant sibi : si bene fecerint, habeant. A fructibus ejus cognoscitur quisque, et opera ejus sequntur illum. Ann. 1269.

Desolata itaque malo peccato remensi curia, misericordia Dei efusa est super eam; nam advenit tempus gratie, plenitudo temporis in quo novus homo creatus, novus preficitur in presulatum remensis ecclesie sepedicto Thome immediate succedens, nomine gratie Johannes videlicet appellatus, qui licet humiliter ut agnus intraverit (de quo multi ipsum per patriam fatue reprehendunt, nam dicitur quod acres in principio, in fine franguntur; et alibi : debile principium melior fortuna sequetur) ipse, sicuti credo firmiter, ipsam ad omne bonum mentem suam dirigens, nisi, quod absit, permittat eum Dominus perverti a mandacibus pessimis, proficiet in melius, exibit ut leo et faciet finem bonum. In primis enim ad spiritalia erigens, ut decuit, curam suam, remensem curiam ad quam tanta pertinet jurisdictio, ad honorem Dei et communem subjectorum utilitatem reparavit; et statim prout melius fieri potuit, ad ordinem et statum debitum feliciter reduxit; et ordinacionem in ea constituit que scripta et apperta pendet ibidem publice in loco eminenti, per quam cuncta patefiunt et in lucem procedunt; confusio ex qua tot et tanta mala processerunt abicitur; notariorum numerus refringitur et certus statuitur; officia ordinantur; queque in ordine suo manent firma; mali ejecti sunt, boni quoque retenti sunt; capiuntur falsarii, puniuntur delinquentes; omnes inhabitantes in ea, eciam officiales, per eam astringuntur; scandalum extinguitur; infamia moritur, fama bona recuperatur. Indebite ergo reprehenditur qui ita bene incepit, qui prius cucurrit ad majus ruinosum reedificandum, qui vineam extirpatam replentavit, qui coluit ortum in deserto et plantavit

[1] Ce passage est évidemment corrompu. L'auteur avait pu mettre, dans sa mauvaise latinité, *....tamen ex iis conveno, ad....* ou bien *....tamen ex quibus venio loqui, ad....*

Ann. 1269. de novo ut crescat et multiplicet et fructum afferat, non tantum tempore ipsius plantatoris ob tantis [*sic*, optantis?] quod duret edificium in eternum; et non assimilitur (*sic*) et comparetur qui totum evellit in destructionem posteriorum ipsius, nec curat nisi de suo tempore. Iterum egregius ille reparator non ligatus cupiditate, omne malum lucrum, omnem venalitatem a se omnino abjecit; non timuit custus, sed, cum labore et liberacione majori quam potuit, quos credidit utiliores et digniores tanto regimine semper advocavit, quibus honorem suum commisit in hac parte, et ad victum proprium ipsos in superiori domus sue honorifice tenuit; et si aliquis extra esse voluit, ad libitum ipsius pro expensis suis eidem est largitus, et jam ad remuneracionem eorum largiter incepit ut apparet; et si de ipsis confidit, et ad ipsos de hoc quod sibi commissum est se expectat, non est mirum. Peccat ergo qui eundem ita cito et noviter reprehendit, quia certe optimum est ejus initium in hac parte : sed de bono quisque tacet, de malo autem clamant omnes.

Mars 1267. Tenor autem illius constitucionis gloriose que curiam nostram purgavit tantis malis, et veritatem que sub terra tanto tempore latuit, fecit apparentem que magis eciam imposterum apparebit, talis est :

Nos officiales remenses, circa statum curie que sint Deo placida, et subditis utilia, de bonorum virorum et jurisperitorum consilio, statuimus et ordinamus : In primis quod omnibus notariis, tam foraneis quam residentibus, quorum effrenata multitudo confusionem inducebat, et ex qua multa mala procedebant, omnino amotis, revocentur certi et tot quod non excedant numerum sexaginta et decem ad plus, quorum eciam aliquibus singulis singula officia assignentur; sigillifero, registratore, receptore actorum, in dicto numero sexaginta et decem notariorum minime computatis.

Item, ordinamus quod jurent advocati quod injustam causam non fovebunt scienter; et quod fidele dabunt officialibus consilium requisiti.

Item, quod jurent procuratores et advocati quod acta legent in judicio fideliter et perfecte et sigillata; nec sigillanda nec sine sigillo in judicio admittantur.

Item, nullus procurator in causis provincie sit residens in civitate remensi, exceptis tantum in causis prelatorum et locorum sive perso-

narum in signum (*sic*, insignium?), ut pote ducum, comitum et cu- Ann. 1269.
juslibet ecclesie cathedralis, sive collegii.

Item, quod peticiones super gravaminibus, ubi appellatum est a gravamine; item, peticiones omnes, exceptis illis tantummodo ubi appellatum est ab iniqua, et causis que centum solidos non excedunt, excepciones seu facta proposicionis, per advocatos et jurisperitos proponentur; et in fine inscribatur nomen advocati cujus consilio facta fuerint premissa, et jurent procuratores de hoc se non intromittere et notarii.

Item, nullus procurator sit advocatus in eadem causa, vel e converso.

Item, quod intelloqutoriis et sentenciis diffinitivis audiendis, et in qualibet parte judicii ubi debet disputari de jure, non compareat nec audiatur procurator sine advocato disputaturus per se de jure, et nisi causa prius per advocatum fuerit disputata; nisi procurator doceat coram officialibus quod pars sua non habuerit vel habere noluerit advocatum aut non possit.

Item, nullus notarius vel apparitor sit procurator.

Item, nullus procurator subtrahat salarium alicui advocato.

Item, quod non sig.. [netur?] aliqua notula ut prius ut prius (*sic*) nisi per officialem : et hoc tantumm.... ervetur [tantummodo servetur?] in provincia et non in diocesi.

Item, nullus advocatus faciat tale pactum cum aliquo procuratore generali, nec eciam e converso, ut aliquis advocatus sit ad omnes causas quas dictus procurator habet vel habebit in curia; nisi sit procurator unius persone tantum vel alicujus colegii.

Item, ad delegaciones et exequciones per provinciam mittantur certi notarii; et de hiis eciam nullus ad hoc ire presumat, nisi de mandato speciali officialis et per litteras per officialem signatas. Quibus sic missis certum statuimus salarium, videlicet decem solidos parisienses tam pro expensis quam pro salario pro qualibet dieta. Et si administrentur ei expense, tam pro se quam pro equo suo et garcione, computata eciam in illis expensis locacione equi et garcionis, pro salario suo habeat quatuor solidos parisienses, nec plus nec minus recipiat; et quamcito talis missus exequtor ad partem pro qua missus est perve-

Ann. 1267. nerit, oferat se illi pro tali salario ante ceptum negocium, et exponat ei, et significet quod tale est salarium, ut pars eligere possit et in ejus opcione sit, aut expensas ministrare et dare quatuor solidos pro salario, aut solvere decem solidos pro toto.

Item, nullus procurator aliquid scribat quod debeat sigillari; innovet (*sic*, ymo nec?) aliquid nisi scriptum et signatum per manus notarii sigilletur.

Item, quod accipiatur moderate de scripturis; et in magnis scripturis, utpote attestacionibus et posicionibus, semper apponatur in fine quantum inde percipiatur : et si questio referatur quod immoderate plusquam sit debitum quis inde acceperit, officiales corrigant et emendent.

Item, quod nullus notarius sit conductius [conducticius?] alicui advocato vel procuratori, id est quod fiat pactum cum aliquo advocato vel procuratore, seu aliquo de curia et e converso, de quota parte scriptorum suorum, vel de quota parte sue mercedis quam habere debeat pro salario suo : et hoc inhibemus tam notariis, advocatis, procuratoribus quam aliis de curia.

Item, quod nullus sit notarius residens extra civitatem remensem.

Item, quod nullus notarius sit de familia sive ad expensas alicujus domus religiose, vel alicujus civis, seu presbiteri, vel advocati.

Item, quod nullus notarius de una curiarum pro delicto suo ejectus, recipiatur in alia.

Item, quod nullus notarius scribat pro posse suo aliquam litteram.... (que non?) debeat transsire ad sigillum de jure, vel secundum formam et stilum curie.

Item, quod nullus notarius scribat litteram unam unde plures littere debeant fieri.

Item, quod nullus notarius ad recogniciones recipiendas vel alia negocia, in diocesi ire presumat, nisi de speciali mandato officialis vel sigilliferi sive registriferi, et nisi super certis negociis expressis in litteris curie super hoc sibi datis : ita eciam quod nulla alia negocia in illa missione exequatur, et nullus ad premissa mittatur, nisi notarius; quibus sic missis certum statuimus salarium, videlicet tres solidos parisienses pro dieta, nec plus, nec minus, deductis expensis et scriptura sua.

Item, quod nullus notarius usurpet officium alterius aliqua fraude vel aliquo modo. Ann. 1267.

Item, quod sigillentur omnes littere recognitorie infra duos menses a tempore recepte recognicionis a notario, et redimantur infra dictum tempus, et ultra non sigillentur; et hoc semper significent partibus notarii in receptione earumdem.

Item, quod in recognicionibus recipiendis sint fideles, cauti et diligentes notarii, ad hoc certi deputandi in qualibet curiarum, usque ad numerum infrascriptum; qui nec recipiant aliquam recognicionem, nisi prius per se vel per testes cognoverint recognoscentem, et nisi ad peticionem recognoscentis; et semper querant a recognoscente, utrum velit super hoc tradi litteras parti alteri, expositis ei ad clarum intellectum modo et forma et omnibus articulis in litteris apponendis; quod si voluerint et petierint, recipiant et tradant : aliter non. Nec recipiatur aliqua recognicio in taberna, vel prisonia, seu loco inhonesto.

Item, et de officio apparitorum quos ad hoc certos, videlicet in curia remensi usque ad octo, in curia domini remensis archidiaconi totidem, et in curia domini remensis ecclesie archidiaconi quot voluerint deputamus, districtius inhibemus ne de aliqua monicione super litteris recognitoriis se intromittere audeant, vel presumant, nec eciam de aliqua [alia causa?], nisi semper super illa alia, ab officiali vel registratore seu sigillifero petita licencia super hoc et obtenta.

Item, quod nec eant ad citaciones faciendas extra parrochias remenses; nec eciam signent vel scribant aliquid quod debeat sigillari; nec citent aliquem de civitate auditurum raciones contra monicionem factam, et per hoc suspendeatur monicio, nisi de die citacionis facte usque ad crastinum, si dies non fuerit feriata; et si fuerit feriata, ad diem non feriatam immediate sequentem. Nec citent aliquem de hora in horam eadem die nisi cum causa, et tunc similiter petita licencia super hoc et obtenta.

Item, quod non fiant arrestaciones vel saisine, nisi de mandato speciali officialis mandantis, vel ejus vicesgerentis, vel sigilliferi, seu registriferi.

Item, quod non requiratur aliqua causa in una curia per aliquem notarium, vel apparitorem, vel alium de curia, nisi de mandato offi-

Ann. 1267. cialis mandantis vel ejus vicesgerentis, quo die vel quo tempore causam inquisitam inchoavit.

Item, quod nulli concedantur littere generales.

Item, quod in uno citatorio contineantur tantum sex nominati et uni persone responsuri tantum, nisi sit causa conjuncta, videlicet pluribus responsuris super eodem.

Item, quod nullo modo signetur littera monitoria, nisi prius videatur littera recognitoria sigillata.

Item, quod non fiat monicio per unam litteram, nisi tantum de una recognitoria littera.

Item, quod statim notule et acta processus omnia sigillentur, vel saltem infra diem partibus assignatam.

Item, quod nullo modo de cetero instituantur registrarii in diocesi; et si ad presens sunt, eos penitus revocamus.

Item, quod non emanent littere de audiencia ex notulis non sigillatis.

Item, quod caveant audienciarii ne dent litteras contrarias; nam si quis eorum in hoc [peccasse?] compertus fuerit, non tantum per penam amissionis curie, sed ad refundendum expensas parti quam leserit, vel alias gravaverit, per officialem puniatur.

Item, quod non sit aliquis notarius plurium curiarum simul et semel, sed unius tantum.

Ad hujus autem observacionem ordinacionis quam sub pena excommunicacionis servari precipimus, juramenta recipimus, statuentes ut qui contra venerit, non solum ut transgressor juramenti, sed tanquam excommunicatus et alias gravius, puniatur. Datum anno millesimo ducentesimo sexagesimo sexto mense marcio [1].

In provincia vero impediunt multipliciter et perturbant jurisdictionem remensis curie, suffraganeorum officiales; in diocesi vero, officiales archidiaconorum remensium, et omnes temporalem justiciam habentes. Audita enim confirmacione domini remensis qui nunc preest, timuerunt ipsum; et dubitantes ne tantus homo aut eorum jurisdictionem auferret ab eis, aut usurparet, vel suam rigidius retineret, aut asperius procederet contra ipsos, sicuti sciebatur esse potens, et no-

[1] La place de cet instrument serait dans nos *Archives administratives*, s'il était isolé : nous l'avons maintenu ici pour ne pas morceler le manuscrit qui nous l'a fourni.

bilis, et credebatur vir animosus. Et factum est totum contrarium. Ann. 1269.
Nam formidantes, ut dictum est, paraverunt se et firmaverunt contra eum ab inicio : et temptando paulatim, cognoscentes tepuditatem partis alterius, et quod non esset qui eis resisteret, intraverunt in eam ita profundo archidiaconales, quod jam fere totum preoccuparunt; et alii exercicium ejusdem jurisdictionis curie remensis magis ac magis taliter impedierunt, quod remanet quasi vacua et penitus desolata; nec colligitur ibi nisi grapium post vendemiam, et fragmentum. Nam archidiaconales dicentes se equales domino in jurisdictione, in civitate et diocesi, non suffit (*sic*) eis equalitas; sed totum sibi preoccupare conantes, ad partem suam decanos quos instituunt et destituunt, attraxerunt; et per consequens presbiteros et deinde populum sibi quasi totaliter converterunt : et jam multo magis impedit et usurpat ille minor qui nichil habet, nisi tamen ex permissu. Provinciales vero contra ordinacionem bullatam capiunt appellantes, inregistrant ipsos, proferunt ut arbitri, redimunt appellantes in scripturis, non permittunt mandata curie remensis execucioni demandari, saltem nisi cum magna gravitate custuum, circuitus, et expensarum. Nec excommunicati auctoritate curie remensis evitantur; nec conductum habet remensis curia, nam procuratores veniendo ad eam, et recedendo ab ea, vulnerantur ab adversariis, et turpiter pertractantur. In diocesi vero domini temporales et justicie capiunt appellantes litigantes ad curiam, procuratores, et litteras curie deferentes; capiuntur presbiteri, vulnerantur, occiduntur, non audent excommunicare, nec mandata curie exequi, nec solum verbum sonare, eciam contra rusticos atque viles. Hiis et aliis modis quampluribus impeditur jurisdictio, ymo pocius enervatur : et certe nunquam ego qui sum alumpnus curie, vidi eam ad nichilum sicuti est nunc redactam. Cause enim tante diminucionis sunt hec : Primo quia non retinetur jurisdictio quamvis posset detineri. Secundo propter scandalum et diffamacionem de quibus superius tactum est, que tractum a longo tempore habuerunt. Tercio quia bene non servantur consuetudines, factum et stilus per que jurisdictio ampliabatur. Quinto (*sic*, quarto?) vero legati qui presentes in loco sunt a longo tempore, per quos in multo ordinariorum omnium et plus eciam metropolis est jurisdictio diminuta.

Ann. 1269. In remensi curia per ordinacionem factam, est certus numerus, sexaginta et decem notariorum videlicet, constitutus, sigilliferis et registrariis minime computatis, quibus distincte et divisim officia curie assignantur, prout in minori tabello in consistorio pendente continetur. Hec autem sunt officia curie : audiencia, attestaciones, posiciones, recogniciones, apparitores; et tria principalia, videlicet sigillum, camera, registrum [1] : et ista tria principaliter et specialiter reservantur domino remensi per clericos suos proprios excercenda.

Sigillum est clavis curie que omnia claudit, firmat et reserat; pons per quem omnia transeunt. Sigilli officium majus est omnibus dignius atque nobilius, et qui ipsum excercet major debet esse et discrecior inter omnes. Ad ipsum enim pertinet tocius curie regiminis major cura verum [2]; nam ad ipsum vel ejus noticiam perveniunt quecumque emergunt et curie deferuntur, et est pilerium magistrale. Debet eciam scire jura, vel saltem de necessitate exercicium curie, quod in consuetudinibus, facto et stilo, consistit; et eciam instruere et facere advertentes officiales eum contingit, si forte aliquid reprehensibile ab eis emanaverit per errorem. Tenetur eciam iste cognoscere omnes de curia advocatos, procuratores, et maxime notarios singulos, manus eorum atque signa, quantum sciunt atque valent. Item, debet corrigere maxime notarios; omnium excercicium officiorum debet scire; tueri officia; quoslibet in statu suo tenere, ordinacionem custodire, et in suo statu et robore firmiter teneri facere et servari. Tamen istud officium alleviatum est valde et exhoneratum per ordinacionem, quia continetur in eadem, et servatur quod nichil potest sigillari, nisi sit de manu notarii scriptum et signatum, et quod nullus notarius debet scribere aliquid pro posse suo, quin de jure vel secundum consuetudines et stilum curie, debeat transsire ad sigillum; et ita omnes scripture et littere signantur signis notariorum, eciam cum signo officialis si quando

[1] Le soin avec lequel l'auteur de l'opuscule que nous publions fait ressortir toutes les charges de l'office de registrateur, nous porte à croire qu'il l'exerçait lui-même au moment où il écrivait. Ce qui nous confirme dans cette opinion, c'est le dévouement dont il fait preuve pour les intérêts de l'archevêque. Or, le registrateur était l'un des trois clercs dont l'archevêque s'était réservé l'institution dans sa cour, qu'il tenait dans sa dépendance, et qu'il chargeait de défendre spécialement ses intérêts.

[2] Ne faudrait-il pas : *totius curie regimen et major cura rerum?*

apponatur; unde non habet sigillator nisi respicere signa cum sigillat. Ann. 1269.
Et ante ordinacionem omnia videre oportebat, unde oportebat tunc sigilliferum plures litteras cancellare et disrumpere, propter earum ineptitudinem, quam eciam sigillare. Tamen non debet sigillator de toto in hoc confidere, sed cavere et respicere quod omnia transeant in justicia et honore. Nec debet se exhonerare de toto, et aliis onus totum imponere, quin manum apponat et juvamen in hiis que faciunt ad correctionem et retencionem jurisdictionis, et honorem curie, et diligat alia officia, maxime registrum et officium actorum et conservet, cum magis quam alia indigeant, quia servari nequeant sine ipso. Omnia vero ista pertinent ad eumdem; nec potest se excusare, nec dicere quod solum officium ejus sit sigillare, pecuniam recipere, et eam domino integram conservare. Hoc enim tantummodo facere, et de aliis non curare, non est perfecta fidelitas, nec est predictum officium excercere.

Registrum est liber sive quaternum ubi tocius remensis civitatis et diocesis parrochie seriatim inscribuntur. Item et ubi tam de provincia, quam de civitate, et diocesi, omnes nominatim continentur qui pro contemptibus tenentur curie ad emendas : de quibus contemptibus constat per rescriptiones, aut ex notulis per assignacionem dierum, super quibus per audienciam transeant justiciales littere ; et de audiencia remittuntur in registro inscribende. Registrum autem est de novo ordinatum, et in tres partes voluminum redactum est et conscriptum. Prima enim pars continet majorem archidiaconatum ; secunda minorem, et tercia provinciam et emendas excessuum : non enim omnes qui tenentur in emendis possunt registrari, nisi illi de quibus constat, ut dictum est, per litteras audiencie pro contumaciis, aut per testimonium apparitorum, vel eciam per aggravaciones excommunicationum latarum in provincia pro recognitis vel eciam judicatis; que quidem aggravaciones, prout de novo statutum est, inceperunt transire per signum registrarii. Hic autem multum, ymo nimium, oporteret insistere et morari, si explicaretur causa que vix intelligeretur, quare omnes excommunicati non possunt registrari : et ideo causam subicio quia securum est de emenda que posita est in registro quod non amittitur ; illas autem que registrari non possunt, exequtores presbiteri qui

Ann. 1269. excommunicatos denunciant sibi directos, in scripturis suis debent ponere et habere, et de illis multe perduntur per negligenciam et fraudem eorumdem. Registri autem officium odibile est ultra modum, super omnia eciam servilia opera ponderosum, et qui ipsum excercet satis habet laqueum in colo; asinus enim est curie, et talis debet esse quod pacienter sustinere valeat clamores, noisias, jurgia, minas, rixas, convictia multipliciter eidem cotidie inferenda. Debet igitur esse, prout res expostulat, paciens, rigidus et firmus, diligens, pre omnibus cautus, et non timidus. Ad ipsum enim pertinet quod non sit graciosus, qui gracias impedit ne fiant, et idcirco odiosus, eciam illis qui magis eum sustinere et juvare deberent. Item ejus est officium registrare et deregistrare, absoluciones concedere, omnes emendas tam excessuum quam alias exigere, et recipere; et per excommunicationem, et quandoque contra presbiteros maxime et alios[1] tales ecclesiasticos per saisinam bonorum, ad satisfaciendum super illis eos qui tenentur in eisdem, cohercere. Item negocia, cause pro curia, et omnia mandata que a domino remensi, vel apparitore, vel legato, diriguntur officialibus undecumque veniant, committuntur registratori facienda. Per ipsius autem officium delinquentes puniri debent, et jurisdictio retineri, officialibus maxime interponentibus partes suas, prout debent. Et est istud officium ambiosius in multo, et gravius aliis omnibus : et in verba et clamorem tocius populi incidit qui tantum onus tantamque turbacionem assumit; quia etiam si daret totum gratis et remitteret, excoriator clamaretur, et esset omnibus odiosus, et omnes ei essent ingrati. Item omnes casus et excessus qui emergunt contra curiam, quam cito ad curiam per clamorem, vel aliter, deveniunt, ad aures officialium vel sigilliferi ad quos clamor de talibus defertur plusquam ad alios, scire debet, ut exinde negocium procuret. Et est sciendum quod omnes qui habent facere ad registrarium, defraudare ipsum et decipere tendunt semper pro suis viribus et laborant.

In curia est camera ubi recipiuntur acta; et dicitur camera, officium camere, vel officium actorum. Est autem illud officium nobile et perpulcrum. Qui illud excercet, habet illam cameram, et ad ejus officium

[1] Le mot *alios* est ajouté par une main postérieure.

pertinet ibi acta recipere, transcribere, vel transcribi facere, et signare transcripta, collacione prius inde facta; signata partibus reddere, et originalia eorum que penes curiam perpetuo remanent, ibi retinere et fideliter conservare, ut ad illa semper imposterum, si necesse fuerit, habeatur recursus. Item de ejus officio sunt diffinitive sentencie, intelloqutorie, revocaciones inhibicionum, et alie pronunciaciones facte in jure quocumque ab officialibus remensis curie; proferuntur similiter et absoluciones ad cautelam: quas quidem sentencias intelloqutorias, revocaciones, pronunciaciones et absoluciones ad cautelam, debet scribere vel scribi facere, signare scriptas, partibus quibus competit vel quorum interest reddere, et adversariis inde copiam deliberare; et breviter omnium acta causarum que ad curiam remensem per apellacionem devolvuntur, videlicet universa acta tocius cause, processus habiti in priori judicio, et omnes probaciones tam per instrumenta quam per testes habitas [habite?] in secundo judicio, et quicquam breviter remittitur in causis et processibus tam prioris judicii quam secundi, vel reportatur de provincia ad remensem curiam ad mandatum ejusdem curie, sunt de officio isto et ad ipsum pertinent; et ecce quomodo. Causa ad remensem curiam per appellacionem devoluta, judex inferior a quo appellatum est, ad mandatum curie remensis, remittit eidem curie remensi ad diem ad hoc partibus in curia remensi assignatum, universa acta et processus illius cause habite coram illo judice interclusa sub sigillo ipsius. Ista acta sic reportata ad curiam remensem, publicantur ibidem, et veniunt ad cameram; et ita fit de qualibet causa; et hoc est de priori judicio. Item in causa appellacionis que ventilatur in curia remensi, fiunt probaciones tam per testes quam per instrumenta, super gravaminibus et super factis propositis in remensi curia. Item, et fiunt posiciones super istis. Iste probaciones et posiciones audiuntur in provincia per exequtores ad hoc, ab ipsa curia de latere curie, missos, vel multo magis, et pluries et sepius propter expensam, per alios exequtores de provincia in partibus illis, secundum quod partes volunt et petunt, ad hoc ab ipsa curia remensi deputatos. Et iste probaciones et posiciones remittuntur ab ipsis exequtoribus, clause sub sigillis eorum ad curiam remensem, et ibi reportantur ad diem ad hoc partibus assignatam; et tunc publicantur et veniunt ad cameram. Et ita fit de qua-

Ann. 1269.

Ann. 1269. libet causa appellacionis : et hoc est de secundo judicio. Tamen excipio quod aliquando, sed raro, audiuntur posiciones in ipsa curia remensi, in causis appellacionum que non veniunt ad cameram quando ita fiunt et audiuntur in curia; sed remanent illis qui deputati sunt in curia ad audiendum posiciones in curia. Preterea contingit aliquando, sed tamen raro, quod provinciales judices, videlicet suffraganeorum officiales, propter dubietates vel aliis de causis, remittunt suis superioribus, videlicet remensis curie officialibus, sentencias diffinitivas in causis de quibus cognoverunt, sine appellacione interjecta, proferendas : et tunc universa acta causarum illarum remittunt cum partibus ad curiam remensem, sub eorum sigillis interclusa, que publicantur similiter et veniunt ad cameram. Et sciendum est quod quicquam de actis et processibus, et eciam probacionibus et posicionibus, venit ad cameram, cujuscumque sit judicii prioris vel secundi, bis transcribitur et bis redimitur. Insuper aliquando appellatur a curia remensi ad papam, vel legatum, in causis ordinariis, videlicet in causis diocesis; vel eciam in causis appellacionum impetrantur judices delegati : ad eorum mandatum remittunt eis officiales remenses universa acta sub sigillo curie remensis interclusa; nec recurritur ad priores judices inferiores, sed tantum ad remenses officiales immediate inferiores; et tunc omnia acta illa tam prioris judicii quam secundi, que jam alias bis transcripta fuerant in camera, bis iterum rescribuntur ibidem et in ista remissione ultima; et ita aliquando contingit quod unius cause processus et acta universa, tam prioris judicii quam secundi, que ita remittuntur ad tercium judicium, quater in camera rescribuntur, et quater ibi redimuntur. Et hec sunt que pertinent ad officium camere, vel ad officium actorum. Nec est pretermittendum quod ad istud officium pertinent omnes taxaciones expensarum, tam pro contumaciis quam judicatis.

Audientia est hostium curie : per illam enim intratur curiam, nec sine ipsa curia potest stare; et qui illud officium auferet, curiam totam defaciet. Quicumque vero litigans venit ad curiam ad diem litis, sive sit actor, sive reus, primo adit audientiam, et se poni facit in audientia contra suum adversarium in sero. Que quidem audiencia in illo sero clamatur. Si vero adversarius non comparuerit crastina die in mane, post factum breviculum, ne littere dentur contrarie, in quo similiter

iterum ille poni se facit contra adversarium, clamacione facta illo mane per apparitorem de mandato officialium, ire ad litteras audiencie tunc impetrat ille comparens contra adversarium absentem; litteras de audiencia justiciales, videlicet monitorias pro illa contumacia, et excommunicatorias si sit actor, impetraturus. Que quidem littere justiciales mittuntur ad registrum, et registrantur; et transeunt per duo officia, audienciam videlicet, et registrum, signate signo utriusque, antequam veniant ad sigillum. Si vero sit reus impetrator, habet litteras simplices expectatorias; et si velit in eisdem habebit quod citetur contra eum pro expensis. Et similiter actor impetrans, si voluerit, habebit in suis litteris justicialibus, quod iterum reus citetur super expensis, et ad videndum taxacionem earum, et in causa processurus; et antequam dentur iste littere, clamabitur ibi iterum proprio nomine ille contra quem littere petuntur dari si est presens, vel aliquis pro ipso. Et tunc si non apparerit, vel alius pro ipso, dantur littere sic petenti, et signatur breviculum de absencia. Si vero apparerit, et inhiberit ne littera detur contra ipsum, et offerat procedere, non datur littera; sed tunc remittitur utraque pars ad officiales, et signatur breviculum de presencia. Et ita ad excercentes istud officium pertinet, prius ab eis in sero facta et clamata audiencia, et contradictoribus tunc signatis, crastina die hora debita, per breviculum propter contrarium, litteras ita dare. Ad officium autem istud excercendum sex clerici specialiter sunt deputati, licet ad hoc tres vel duo sufficerent hiis diebus. Ann. 1269.

Officium attestacionum est locus ubi testes producuntur, recipiuntur, jurantur, et jurati examinantur; quorum attestaciones in scriptis rediguntur, bis transcribuntur, quia inde utrique parti suum transcriptum vel copia detur; et originale in curia apud illud officium perpetuo retinetur. Ad illud autem officium octo clerici qui premissa excercent, specialiter deputantur; quamvis ad hoc duo vel unus sufficerent hiis diebus, quia non audiuntur ibi testes de causis provincie : tamen si venirent, audirentur; sed nunquam veniunt, ymo semper mittuntur audiri ad partes suas, ut parcatur laboribus et expensis. Et idcirco de causis civitatis et diocesis remensis que paucissime sunt vel quasi nulle, maxime propter curias archidiaconorum, testes ibi tantummodo audiuntur. Sed tamen isti ad hoc magis utiles et discreti, mittuntur ad

Ann. 1269. delegaciones et exequciones in provinciam, in arduis causis videlicet, pro testibus audiendis, vel aliis, cum contingit.

Posicionum officium est locus in curia ubi, post litem contestatem (*sic*) recipiuntur juramenta calumpnie, vel de veritate dicenda. Item, sub juramentis prestitis, audiuntur posiciones et responsiones parcium; et ad illud officium excercendum, sunt quatuor clerici specialiter deputati, licet ad hoc hiis diebus sufficeret eciam unus solus, quia parum aut nichil auditur in curia de posicionibus causarum provincie, quia in provincia audiuntur, et reportantur ad cameram : et de causis civitatis et diocesis, est maxima raritas, propter causam maxime de qua alibi supra tangitur; et de scripturis ita fit sicut superius est expressum.

Recognicionum officium est recipere recogniciones per illos qui ad hoc sunt deputati, a quocumque, super debitis, obligacionibus, contractibus, et aliis quibuscumque super quibus potest fieri recognicio, ut super hoc conficiantur littere curie recognitorie, et tradantur : et valent, et robur firmitatis obtinent, ac si coram judice ordinario, id est coram officiali, in jure essent facte. Et ad istud officium excercendum, quadraginta quinque notarii curie sunt specialiter deputati : et hoc ideo tantus istorum est numerus, quia in istis recognicionibus emolumentum sigilli curie pro majori parte consistit, cum omnes consueverint, in istis partibus multo magis quam alibi, recognitorias litteras habere de quocumque; et in ordinacione cum aliis curiis archidiaconatus actum fuerit quantum quelibet curia haberet clericos qui recogniciones reciperent, prout in ordinacione continetur : in qua eciam expresse est cautum qualiter in ipsis recognicionibus recipiendis, dicti clerici debeant se habere.

Apparitores sunt qui faciunt apparere, et clamando in curia appellant partes alteras ad peticionem parcium adversarum, nominibus propriis venire ad judicium, et eos (*sic*, eas?) introducunt ad sedem cum judex precipit; sedem custodiunt, hostiarii sunt curie, citaciones faciunt in civitate; ad eorum testimonium emanent littere de audiencia contra contumaces de citationibus factis ab eisdem. In numero sunt octo. Qualiter se habere debeant in suo officio, et quid facere, cautum est in ordinacione expresse.

Ne videar incidisse contrarium, magnificando curiam primo eciam Ann. 1269.
in presenti ut videtur, ac eciam ipsam similiter in presenti quasi esset idem tempus postea faciem (*sic*, faciam?) de quasi nullam; utique verum dixi, nec est ibi contrarium, quia etsi curia, que major eciam fuerat quam est dictum, restricta fuerit postea quoad provinciam primo per Juhellum, et deinde quoad civitatem et diocesim per Thomam, ut est superius explicatum, nichilominus tantum ei remansit tunc potestatis, quantum superius est expressum; qua licet potestate, curia post restituciones hujusmodi, prout erat sui juris, per aliquod tempus pacifice usa sit, tamen adhuc eadem plenarie uteretur, cum hoc sibi jus tribuat; et usa semper fuisset eciam ab illo tempore, nisi ita fuisset, propter deffectum regiminis, prout supra alibi dictum est, adnullata. Unde ad hoc quod relevetur curia, et ad statum prosperum reducatur, de necessitate oportet quod vinea que per malos colonos desiccata est, et facta sterilis, reparetur; et reparata, et bene culta, in sua cultura bona teneatur : edificium quod quasi funditus diruit, relevetur; relevatum in suo statu bono teneatur : id est quod jurisdictio viriliter resumatur, resumpta retineatur, quia non est edificium ita forte quin diruat, si retentum non fuerit, et servatum. Et ecce qualiter hoc esse potest[1]. In sentencia vero que contra curiam, ut alibi supra est tactum, tempore Juhelli lata fuit, consuetudines eidem curie extiterunt reservate; super quibus, probacione pendente, compromissum fuit[2] in dominum Petrum tunc episcopum albanensem, a quo super hiis composicione ordinata, vel ordinacione composita, que (*sic*) fecit procurare et que adhuc penes nos habetur, necesse fuit ut stilus mutaretur, sicuti de sacerdocio quod non esset translatum, necesse habuit translacio (*sic*) esse facta[3]. Et idcirco venerabiles viri et prudentissimi qui tunc et ante et postea officiales remensis curie per longa tempora extiterunt, ut peritissimi, et omnino in facto et stilo curie excercitati, deliberacione eciam prehabita, cum advocatis et aliis peritissimis mu-

[1] Cette phrase tout entière a été ajoutée par la même main qui écrivait le texte. Elle aura été introduite, sans doute, pour faire ressortir la liaison qui unit les deux propositions entre lesquelles elle se trouve; mais elle rend inutile le mot de *vero* que le commentateur aura oublié d'effacer dans la phrase suivante.

[2] Voyez dans les *Archives administratives*, à la date du 28 janvier 1248, l'instrument dont il est ici question.

[3] Ce texte est évidemment altéré.

Ann. 1269. taverunt tunc, facta composicione, stilum prout res expostulavit; et litteras communes, et formulas que cursum habuerunt in provincia, secundum ordinacionem illam et alias condiderunt; per quas quidem, et alia que eciam facti et stili tam de consuetudine quam de jure, prout ad utilitatem curie et jurisdictionem ampliandam seu eciam retinendam, melius fieri potuit, in processibus et aliis, facta fuerunt et statuta, et usque ad hec tempora servata et retenta, invitis eciam provincie ordinariis, et ipsis ab inicio resistere et pro suis viribus repugnare cognantibus, curia remensis nichilominus jurisdictionem suam obtinuit excercere. Per istam igitur viam veterem que tacta est et usitata procedatur, et oblivioni non tradatur, nec aliquo modo queratur via nova et incerta per quam possit domari. In talibus enim fere tota jurisdictio ecclesiastica consistit, maxime in ista curia, et per talia est ampliata. Et servantur consuetudines in diocesi, que multe sunt, et maxime illa ex qua curia brachium evocat seculare; nam sine illa non potest finaliter jurisdictio ecclesiastica bene stare. Nec de toto debent officiales suis scriptis juribus inherere; in ipsis enim non predicta, sed pocius contraria invenirent. Factum igitur cognoscere studeant et laborent; et eo modo quo dictum est procedant, corrigant delinquentes, maxime in curiam. Super omnia ordinacionem quam mali tanto habent odio, servari faciant; officia juvent, et in suo statu bono firmiter teneri faciant, maxime registrum per quod jurisdictio retinetur, quod habet apud ipsos maxime, et ipsi apud illud, plusquam ad alios facere, sine quorum auxilio multum non valet dictum registrum, et nichil omnino si, quod absit, impediatur ab eis. Non de multis casibus qui cotidie possunt accidere, maxime in jurisdictione retinenda, se exhonerent : nec de hoc dicant se posse intromittere, dicendo eciam quod est officium alterius, et non suum, et de hoc mittendo ad alium. Nec hiis modis et aliis, abiciant a se curam, nec dicant, nec intendant solum ad eos pertinere audire causas, et sentencias proferre, que rare sunt hiis diebus. Non dicant, pro Deo, se habere socios in eorum officio : nec grave gerant si dominus predicta tria officia sibi retinet, per clericos ab ipso electos, excercenda, nec si velit aliquid scire de curia sua; non respicientes retro, nec adherentes verbis illorum qui possunt eis sufflare in aure, quod aliquis archiepiscopus remensis usque ad istum, non

intromisit se unquam de curia remensi, nec scire voluit quid esset, nec curavit, sed semper fuerunt domini dicte curie officiales; et quod fecerunt et disposuerunt de predictis officiis et aliis, pro sue libito voluntatis. Non dicant, pro Deo, meliorem esse curiam et pinguiorem quam umquam fuit, eo quod plus inde redditur domino quam umquam redditum fuit; quia nulla est comparacio de valore qui modo est, ad illum qui fuit in preteritis. Verum est tamen quod plus redditur; quia nichil alii domini perceperunt ut decepti, et dominus qui nunc est percipit; quia sibi cavit et melius eciam sibi cavebit imposterum, Deo dante : nec potest ita impediri curia quin aliquid valeat, et hoc propter territorium quod est tantum. Item, non timeant officiales justiciam facere, nec querant amiciciam vel favorem magnatum, vel majorum; nec eis parcant in injuriam alterius et maxime domini detrimentum [1]. Item, si forte, quod absit, negligentes fuerint vel remissi, non excusent se, pro Deo, dicendo se habere nullum caput. Item, nec abiciendo a se curam vel laborem, vacent ludis, solaciis, spaciis et aliis occiosis, quia ipsorum officium non est opus bacchalarii, vel eciam domicelli; ymo requirit eciam totum tempus. Vidi enim quamplures probos homines officiales remenses qui, in sedendo semper aut ad causas, aut ad mensam, aut ad libros, vel alias excercendo officium, vel dormiendo horis suis debitis, nichil omnino vacuo implebant totum tempus. Nec in excuciendo eciam ab omni munere manus suas, consistit tantummodo perfecta fidelitas; sed in diligencia et solicitudine quibus suis meritis, graciam Dei primo, et deinde sui domini cui serviunt, Deo dante, consequantur. Item, tria officia domini excercentes, illa per se ipsos excerceant, et non per alios. Item, sese ad invicem diligant; pro Deo, non sint discordantes. Non impediat unus alium invidia motus, vel alio malo modo. Non exhoneret se aliquis eorum de multis factis curie qui accidunt, dicendo : Non est meum officium, eatis ad illum; quia sunt multi casus ubi quilibet debet manum apponere pro utilitate et honore curie. Non respiciant ad compota habenda, nec in eis apponant metas; videlicet, ut si reddiderint tantum in hoc anno, quantum in preterito reddiderunt; et sic de annis singulis futuris; et

Ann. 1269.

[1] Le texte portait *documentum*; une main à peu près contemporaine a substitué à ce mot celui de *detrimentum*.

Ann. 1269. per hoc debeant deliberari, et quod in hoc dominus sit contentus, quia non sunt equales annee[1], quia crescent et decrescent secundum diligenciam et negligenciam ipsorum et officialium. Tamen non credo aliquomodo quod minus debeat valere quam modo valeat; et de plus certus sum, si diligencia debita adhibeatur. Non enim est officium tam magnum grave et ponderacionis quin de facili bene fiat, et minimum negligencia et remissione. Sint ergo diligentes omnes predicti, quia non tantum sibi datus est honor, sed onus grave quod non possunt perficere sine maxima diligencia et labore, quibus totum tempus implebunt, si bene velint agere. Nec opportet ut acquirant ut domini, sed pocius sicut servi : nec tantum domino reddere integre quod receperint, si eciam hoc fiat potest eos excusare, sed cum hoc fideliter laborare. Et quia de milibus non unus perfectus, maxime hiis diebus, et semper crescit cupiditas qui (*sic*, que?) tamdiu est, incepit, necesse est patrifamilias, id est domino, ut mittat manum ad arratrum et bene respiciant (*sic*, respiciat?) ante et retro. Non secundum tantum exposicionem Evangelii mittat manum ad currum ne cadat; mittat eciam manum ad fabricam, si velit habere pecuniam : et recolat de proverbio rustici dicentis : Cujus est asinus, teneat illum per caudam. In omnibus, pro Deo, fiat justicia, quia hec est fabrica monetarii. Non sit semper novus, non subiciatur tutele qui debet esse tutor. Pro Deo, non sit levis ad credendum; quia quasi nulli spiritui est credendum, maxime hiis diebus; et qui leviter credit, de levi decipitur. Miraculose regna gubernaret qui non pertimesceret sibi dici veritatem; qui nullum sibi contrarium, nil sibi bona nova audiri pateretur : baculum enim Moysi oporteret illum habere qui vellet transire per medium sicci maris. Et (*sic*, est?) sine dubio scienter ducere dominum ut secum [*sic*, cecum?] in foveam socium[2] ut ubi [ibi?] cadat et pereat, si detur ei intelligi quod terre sue et rerum ipsius status sit bonus, et in ista eciam decepcione teneatur, si contrarium sit verum : nec potest ei destructio melius sibi queri. Et idcirco caveat sibi dominus, et advertat quod illi qui circuunt

[1] Au-dessus de ce mot, une autre main à peu près contemporaine a écrit *annate*.

[2] Le mot de *socium* est effacé, et celui de *cecum* lui est substitué par une main qui semble différente de celle qui a écrit le texte. Nous rétablissons la première leçon pour jeter un peu de jour sur cette phrase, qui, comme la précédente et la suivante, nous paraît corrompue.

dominos et magnates solent querere et facere pro posse suo, ut ipsi domini sui nichil sciant de factis rebus et negociis propriis, et quod nichil de se agant : et in ista decepcione, in tali ignorancia, impaupertate, et debitorum oppressione solent tenere eosdem, ut per hoc sint domini tales maledicti, et regnent; et tunc dicunt intra se, quod bonum habent dominum; benefacient cum eo factum suum. Unde ve illi domino cujus servi facti sunt divites de suo, et ipse pauper; et accipit supra se debita, et familia ejus obvenciones terre sue. Caveat igitur dominus, et hoc Deus advertat, nec sic de illis dominis quia ita decipiuntur, faciat de se : audiat suos compotos, et racionem villicacionis sue de quolibet in presencia omnium; de familia inquirat et adiscat; loquatur cum suis ministris et qui habent officia, et curet scire veritatem que pocius a minoribus poterit extorqueri. De curia sua teneat quod jam bene incepit, videlicet ordinacionem factam et tria ejus officia; et de hospicio quod sint morantes insimul cum expensis ipsius domini, sicuti adhuc fit in presenti : de quibus expensis audiat compotum cum aliis, non per alium, sed ab illo eodem qui ad hoc est constitutus. Nichil in mundo de curia sua vendi permittat, sed predictis suis tribus officiis sit contentus. Ad minus de cetero tres registrarios habeat; nam de minori numero potest bene registri officium nullo modo excerceri; et dividatur inter eos ut non saltem unus ad alium se expectet. Habeat unus excessus per se, alius registrum civitatis et diocesis, et tercius semper eat in provinciam honorifice cum duobus equis pro emendis, quia aliter non venirent, nec quicquam valeret registrum in provincia; et ut saltem possessio per hoc valeat retineri : et non per alium sed per ipsum excerceat istud negocium, nec detur ei potestas alium substituendi loco sui. Et breviter si velit dominus quod curia sibi valeat plusquam possit cogitare, et de jure et justicia, et quod vivat cum honore et pacis transquillitate, et quod sit archiepiscopus sue civitatis et dyocesis, redimat sibi per pensionem vel [aliter?] curias archidiaconorum remensium [1], sciturus quod in mini- Ann. 1269.

[1] Ce conseil, donné par d'autres sans doute, avait déjà reçu un commencement d'exécution. Voir aux *Archives administratives* la bulle d'Innocent IV, datée du 16 janvier 1254. Toutefois la juridiction de l'archidiacre ne fut définitivement échangée contre une pension que long-temps après, en vertu d'une bulle de Clément VII, datée du 25 décembre 1392. Voir cet instrument sous sa date dans les *Archives administratives*.

Ann. 1269. mum potest eis dare; nec credat alicui de contrario : sunt enim eidem dicte curie archidiaconorum in majori adversitate et dampno quam posset credi, maxime quia nichil eis contradicitur hiis diebus. Item, retineatur jurisdictio cum hoc de facili possit fieri, saltem per excommunicacionum sentencias in personas, et interdictum in terras. Et quid plura multa circa materiam istam possem exprimere, et causas assignare? Sed ne tanta prolixitas vertatur in tedium, finem facio. In generali tamen, prius breviter hoc prolato : quod sciat dominus quod quicumque est remensis archiepiscopus duos habet principales adversarios : videlicet capitulum remense, et cives. Et isti duo adversarii faciunt archiepiscopo quotquot potest habere alios adversarios, et acquirunt; quod si sciret archiepiscopus, posset se de ipsis deliberare, et eos suppeditare de facili, et sue penitus supponere voluntati. Sed de facili transeunt, et archiepiscopus deceptus et ignorans, opprimitur et gravatur. Multa eciam facit dictum capitulum, usurpat, occupat et delinquit contra dictum archiepiscopum in prejudicium et maximum dampnum ipsius, in temporali et spirituali, maxime contra curiam. Et ad hoc advertat dominus quod quicumque est canonicus remensis, est de capitulo; et quicquid simiIetur vel disimiletur : tamen et officiales sui et ejus consiliarii, aut sunt canonici, aut sunt in expectacione, et quasi in certa spe prebendas obtinendi. Caveat igitur sibi dominus; cognoscat se ipsum et suos, et respiciat ad opus suum; ut in medio istius nacionis perverse, id est istius seculi, taliter se habere valeat, populum sibi commissum gubernare, quod sit ad laudem Dei et honorum (*sic*), utilitatem corporum et salutem animarum; et sic transcire temporalia ut non amittat eterna : quod ei prestare dignetur cui est honor et potestas, virtus, fortitudo et imperium per infinita secula seculorum. Amen.

Diximus supra de illis qui habent officia; de quibus est sciendum quod quodlibet officium in curia, habet suum locum proprium, et camerulam separatim et divisim in ordine suo dispositum. Nunc autem dicendum est de simplicibus notariis carentibus officiis. Et notandum est quod ipsi possunt scribere et signare omnia que non spectant ad predicta officia; videlicet communes litteras, citaciones, moniciones pro recognito, aggravaciones, suspensiones monicionum factarum pro

recognito. Item, ut procedatur ad excomunicacionem post monicionem elapsam. Item, litteras de minus juste, litteras de post, inhibiciones, cessiones et hujusmodi litteras communes. Item, processus, videlicet peticionis littere, contestaciones, excepciones, raciones, omnes copias instrumentorum et litterarum, dum non sit de officiis, notulas, facta, proposita, et si qua sint similia, que omnia possunt omnes alii officia habentes cum suis officiis signare et scribere. Ann. 1269

Sequitur de emolumento curie. Et generaliter totum curie emolumentum est notariorum, apparitorum, advocatorum et procuratorum, prout sibi acquirunt quilibet in statu suo, sine exactione aliqua vel tributo superiori reddendum. Verumptamen ipse dominus archiepiscopus habet sua tria officia, sigillum, registrum et acta, cum suis pertinenciis, de quorum emolumento suis clericis, ad eadem exercenda constitutis, necnon et ejus officialibus, expense pro victu eorumdem ministrantur. Et sciendum quod secundum quod curia crescit et decrescit, augmentatur et diminuitur, emolumentum valet et percipitur. Sigillum autem et officium camere certa sunt officia; et quod in eis percipitur certum est, taxatum et limitatum : nam sigillum de notula percipit denarium; de littera, tres nummos; de sentencia diffinitiva, tres solidos; de copia sentencie, duodecim denarios; de intelloqutoria, sex[1] denarios; de revocacione inhibicionis, totidem; et de absolucione ad cautelam, totidem; de sigillatis actis, et de sigillatis attestacionibus, si essent eciam mille rotuli in talibus, tres denarios tantum; et de posicionibus quantumcumque sigilletur in una massa, unum solum denarium. De cartis autem et litteris contractuum et recognicionum, taxatum est a longo tempore percipere de qualibet libra contenta in littera, unum denarium; videlicet de centum libris, centum denarios; de mille libris, mille denarios, et sic de talibus singulis. Et idem est de testamentis; et de questoribus quantum potest habere, percipit sigillator. Et in istis recognicionibus, emolumentum sigilli pro majori parte consistit. Tamen ista taxacio in hujusmodi recognicionibus non tenet, nec tenere potest, propter curias archidiaconorum, cum una curia propter aliam minus percipit, et minus vendit, ut plures clientulos

[1] Au-dessus, d'une autre main, *xi*.

Ann. 1269. habeat : et ita in istis multo minus, eciam in triplo, percipiatur quam taxatur. In camera autem certa tenet scripture taxacio : videlicet de una littera absolucionis ad cautelam, duodecim nummi habentur; de revocacione inhibicionis, totidem; de una intelloqutoria, ad minus totidem, et aliquando multo plus, secundum quod in ea plus facti scribitur. Item, de una sentencia, ad minus duos solidos, et aliquando quatuor vel quinque, vel eciam decem si contingeret, secundum quod in ea major est scriptura. Item, de qualibet libra pro expensis taxatis, duodecim denarios; ut si taxate sint expense ad centum libras, habeat inde taxator centum solidos, et ita de talibus singulis. Item, de scriptura actorum quam quod (*sic*, quicquid?) consuevit taxari, que carior est inter magnas scripturas curie, et semper cara esse consuevit. Et in istis actis fere totum emolumentorum officium (*sic*, emolumentum officii?) camere, in respectu aliarum scripturarum ejusdem officii, consistit. Et ita in istis duobus officiis, sigilli videlicet et camere, totum est certum, et de plano sine aliquo impedimento, turbacione et angustia, possunt commode excerceri. In registri autem officio, totum est contrarium; quia nichil ibi certum continetur, nichil taxatum, nichil penitus limitatum. Ibi sunt impedimenta omnia, clamores, turbaciones et angustie. Quicquid inde percipitur, cum magna violencia, magno dolere, labore et angustia extrahitur. Ad adnullandum vel auferendum emendam quamlibet, importunitate precium aliquando eciam quasi violentarum, et modis aliis quibus potest, quosque laborat et conatur. Non pertransit aliqua tam sit minima sine precibus ad hoc porectis : preces refutantur, offensa incurritur, odium oritur, clamores elevantur. Tandem convincia et mine inferuntur. Emolumentum istius officii multum consistit in emendis pro excessibus, quia magne sunt, sed tunc preces accurrunt; tolluntur multi excessus venire ad emendas impedimentis multorum, et per defectum auxilii; et de convictis emende multum ad diminucionem veniunt, precibus et per sordes magnatum sive majorum. Ad hoc autem communes emende registri de civitate et diocesi, pro contemptibus recognitis et judicatis, devenerunt quod secundum magis et minus, equaliter pro emenda qualibet, non percipiuntur plusquam duo solidi turonenses, si tantum eciam habeatur. Sed hoc esset multum et magne divicie, si ad absolucionem veni-

rent secundum quod est excommunicatorum multitudo; quia infinitus est numerus, et quasi omnes sunt ligati; et cotidie multo plures registrantur quod de registro tollantur, et magis cotidie crescit contumacia, et de levi incidunt, et difficile exeunt, quia nolunt. De provincia autem parum aut nichil habetur, quia a remotis, et male sunt visitati. Et sciendum est quod registrum non potest valere multum sine auxilio maxime officialium qui habent de excessibus maxime cognoscere et judicare, et registrarius negocia exinde sumptibus registri procurare; et si, quod absit, impedirent quid (*sic*, quin?) hoc esset, hoc bene sciri potest. Item, de civitate et diocesi remensibus, fere totum emolumentum camere provenit, maxime propter acta. Quantum valent ista officia habebitur in compotis exinde coram domino faciendis. Item, sigillator solus exercet ejus officium cum uno garcione ceram calefaciente (*sic*); registrifer cum uno scriptore. Receptor actorum quamplures habet scriptores qui scribunt; et ipse signat, ordinat, et conservat. Ann. 1269.

LIBER PRACTICUS

DE CONSUETUDINE REMENSI.

[PARS PRIMA.]

I. Consuetudo remensis que pro jure servatur.

[1.] Si murus inter me et te positus adeo bassus est, quod [tu?] supra meum, et ego supra tuum, videamus, et postea levatus fuerit murus, nec tu, nec ego, fenestram faciemus, ut [tu?] supra meum et ego [supra?] tuum videamus sicut ante; nam etsi in publico supra tuum videro, non propter hoc visuram absconditam habebo.

[2.] Si communem parietem habuimus qui portet tuum stillicidium, et ego levare murum voluero, et supra edificare; tu debes stillicidium id supra tuum trahere; et amodo commune non erit, sed tuum proprium, nisi aliunde supra istum parietem levare volueris, sicut et ego levavi; nam tunc stillicidium quod super istum communem parietem sic elevatum erit, commune fiet. In elevatione quidem muri nichil pones nisi aliunde volueris illo super edificato uti; tunc enim medietatem expense solves.

[3.] Si clausura inter me et te fuerit, et corruerit, et ego eam reficere voluero, tunc solves medietatem expensarum, non obstante si dicas te nichil habere in dicta clausura; nam semper communis judicabitur, nisi per impositionem tigni, vel alio modo, tua ostendatur.

[4.] Si paries inter me et te communis corruerit, et ego profundius cellarium propter cavernam, vel celarium, facere voluero, id faciam meis expensis usque ad id locum in quo secundum naturam terre vel parietis incipere deberes; paries enim propter suam ponderositatem, vel propter terre debilitatem, profundius appetit fundamentum.

[5.] Si paries communis minetur ruinam, et ego velim eam reficere, et tu autem non velis; per operarios, vel alios bonos viros, debet justicia inquirere utrum periculosus sit paries, vel ultra sic stare possit; et secundum quod invenerint, faciet fieri.

[6.] Si communem parietem habuimus, ego in eo arcum facere non potero, sine tuo consensu, licet mihi liceat lignum [*sic,* tignum?] admittere (?) etiam attingens plus quam medietatem muri.

[7.] Si tecti mei stillicidium in tuo solo recipiatur, non tamen propter hoc in pariete meo fenestram facere possum, quamvis alias fuerit.

[8.] Si manscionarius alicujus, alterius mansionarium vulneraverit, vel aliter delinquerit (*sic*), et a justicia loci ad presens forefactum captus fuerit, et id delictum dicte justicie emendaverit, nichilominus id delictum negare poterit, et solo suo juramento liberabitur, nisi coram scabinis emendam fecerit; nam tunc negare non poterit.

[9.] Si justicia[rius] non probat in sua curia quicquam, nec in altera, nisi de catallo suo agatur, et si justicia[rius] in curia alterius agat de delicto, ille contra quem agitur suo solo juramento liberabitur.

[10.] Si quis contra quem aliquos testes velit producere, potest si velit, III, vel IIII^or, vel plures, nominare; sed non poterit plures quam duos producere in judicio, vel presentare; et hoc est propter inconveniens quod sequeretur; nam ille contra quem testes producuntur, potest unum levare tanquam perjurum, et si levaverit satis est, quia per alium solum nichil probatur; sed si producerentur III testes, et unum levaret, nichilominus actor per alios duos probaret quod intenderet, et ita reus teneretur levare duos, quod esset inconveniens.

[11.] Ad hoc autem ut testis valeat debet dicere quod presens fuerit, et vidit id quod testificatur, et quod de hoc faciet tantum quantum testis facere debet. Sed si ab inicio dicat ita : Ego facio testimonium pro *tali* contra *talem;* vel si dicat ita : Ego sum testis *talis* contra *talem ;* non habet necesse in fine dicere, quod tantum faciet quantum testis facere debet.

[12.] Testis autem non debet esse excommunicatus, nec natus de non legitimo matrimonio, nec criminosus.

[13.] Sin autem aliquis in mainburnia existens testimonium tulerit,

mainburniator potest id revocare; et tunc non valebit. Sed valebit donec mainburniator id revocaverit, si [1] testis etatis XVIII annorum sit.

[14.] Notandum autem, quod testis levatus debet pugnam facere, et ille similiter qui eum levat, nisi forte minores XXV annorum vel minores [*sic*, majores?] LX fuerint, vel ipsi (?) impedimentum corporis habuerint; tunc enim ponent campiones. Quod si infirmitas corporis non appareat, credetur suo juramento quod talem habet infirmitatem quam nominavit; nam semper nominare debet impedimentum, si evidenter non appareat; etiam autem antequam campionem possit quis ponere, jurare debet quod bona fide amicos suos requisivit quod pro ipso bellum facerent.

[15.] Si alicui deferatur juramentum, necesse habet jurare, vel referre jusjurandum; et hoc super quovis debito, et inter quasvis personas.

[16.] Si quis ab inicio specificaverit qualiter probare velit quod intendit, sive per testes, sive per juramenta, ad aliam probationem reverti non poterit. Si autem indeterminate dixerit se velle probare, audietur offerendus quascumque probationes.

[17.] Si panis alicujus parvus ad fenestram, vel in halla, captus fuerit, et ille recognoverit panem suum, solvet V. S. pro emenda; si autem voluerit jurare quod panis suus non est, sive dicat quod panis ille qui parvus est captus non fuerit inter suos panes, sive dicat illos inter quos panis ille captus fuerit suos non esse, liberabitur.

[18.] Sciendum etiam est, quod quando frumentum mercabile, non plus, vel minus IIII denar[iatarum?], de meliori, vel pejori, valet IIII^tuor^ solid[os?], communiter denariata panis debet ponderare crammisiam.

[19.] Si quis ex eadem fornera in diversis locis panes vendiderit, et in quolibet loco panis capiatur, si ille cujus panis est juraverit panem suum esse, et de eadem furnera, non solvet plus quam unam emendam; et hoc si in eodem banno panis ille vendatur : nam si in diversis bannis panis ejusdem furnere capiatur, in quolibet banno solvet unam emendam. Si autem in eodem loco ex diversis furneriis panes vendiderit, non capientur plures panes, sed unus solummodo.

[1] Le manuscrit fait du mot *si* le commencement d'un paragraphe que nous commençons à *Notandum*.

[20.] Si quis extraneum arrestaverit, vel arrestari fecerit, et propter hoc arrestatus moram per diem unum, vel plures, fecerit, si postea apparuerit [quod?] injuste fuerit arrestatus ille, qui arrestari fecit nichil ei reddat pro expensis et dampnis; quod est valde iniquum. Sed inde ab initio poterit reme^{m} [*sic*, remedium?] apponere.

[21.] Si res tuas arrestari fecero, et aliquis veniat qui dicat res tuas, vel aliquam de ipsis, suam esse, et hoc juraverit, res ista tunc dearrestabitur; dum tamen ille qui jurat talis sit persona cui credi debeat, nisi tu dicas rem tuam esse.

[22.] Si quis juste arrestatus fuerit, tenetur ad justiciam XXX denar.

[23.] Si res alicujus in domo tua arrestari fecero, et tu res illas tua voluntate ei liberaveris, tu teneris michi reddere dampna que per illam deliberationem sustinuero, et nichilominus ad justiciam quinque solidos.

[24.] Si rem mobilem quis anoctare voluerit, per justiciam faciet hoc. Justicia vero nunciari faciet domino rei, quod nisi infra octo dies rem suam redemerit, vendetur. Si autem res inmobilis debeat anoctari, propter anoctationem debentur justicie XL denarii, et durat ista anoctatio XL diebus antequam vendatur.

[25.] Si debitor solvere noluerit, vel commode non potuerit, tenebit prisoniam secundum consuetudinem ville que talis est : Hora prima veniet in prisoniam usque ad meridiem, et tunc recedet usque ad nonam; et a nona usque ad complectorium, tenebit prisoniam; ad complectorium autem recedet. Diebus autem feriatis non tenebit prisoniam.

[26.] Sciendum est autem, quod qui prisoniam tenet, vivit de proprio, si habet unde possit; quod si non habet, creditor ministrabit ei; et de hoc debet justicia inquirere veritatem per juramentum illius qui prisoniam tenet, si talis sit cui credi debeat, vel alio modo.

[27.] Quamdiu autem quis prisoniam tenet, non compellitur solvere; quod si prisoniam non tenuerit, corpus ejus detineri poterit donec debitum solutum fuerit.

[28.] Quamdiu autem quis prisoniam tenet, res suas detrahere, vel vendere, nec pignori obligare potest, nisi de voluntate et assensu illius pro quo prisoniam tenet.

[29.] Mortuo patre, liberi in mainburnia matris remanent, nec aliquis ex parte patris eos petere poterit, nisi causam ostenderit efficacem. Et hoc multo forcius de patre observandum est.

[30.] Si quis locaverit equum suum, et moriatur, vel ledatur sine culpa conductoris, conductor nichilominus reddet estimationem equi, vel deteriorationem, et hoc sive estimatus fuerit equus, sive non, nisi conductor juret quod culpa sua mortuus non est, quo casu liberabitur.

[31.] Si tibi fundum vendidero, et ibi domum feceris, et postea fundus cum domo a te vendicetur, debeo tibi garandizare non solum fundum, sed et domum cum fundo.

[32.] Si quis rem aliquam acquisiverit, potest de illa facere suam voluntatem; et si eam vendiderit alteri, non retraheretur ab emptore pro eodem precio ab alicujus (*sic*), racione proximitatis.

[33.] Si usus, vel consuetudo, allegetur, non probatur, sed per judicem de hoc inquiritur.

[34.] Si quis existens in patris, vel matris, vel advunculi mainburnia, delinquerit (*sic*), si mainburnitor propter hoc conjunctus recognoverit illum in sua mainburnia esse, et delictum fecisse, solvet emendam ac si ipsemet deliquisset; quod si negaverit simplici verbo illum in suam mainburniam esse, liberabitur, et ille qui dicitur deliquisse convenietur. Si autem recognoverit illum in sua mainburnia esse, negaverit [autem] eum deliquisse, injungetur ei suo juramento quod ab illo qui est in mainburnia super illo delicto fide inquirat veritatem; et si ad diem sibi assignatam dicat suo juramento, quod per illam inquisionem (*sic*) non potuerit reperire illum deliquisse, liberabitur ipse, et ille qui in mainburnia est.

[35.] Si quis in mainburnia existens in aliam villam venerit, et ibi manens delinquerit (*sic*), mainburnitor defendet se, ac si cum eo in eadem villa maneret. Mainburnia enim non rumpitur propter hoc quod in diversis locis morantur.

[36.] Si quis contraxit matrimonium, statim [exit] de mainburnia, etiam si cum patre et matre in eadem domo remanserit.

[37.] Notandum eciam quod quilibet potest filium, vel nepotem, vel fratrem, quocienscumque voluerit, negare in sua mainburnia esse, et quocienscumque voluerit eundem in sua mainburnia recipere, et

sic de die in diem persona varietate [*sic,* variare?]; quod est iniquum; sed si eum postea reponere in suam mainburniam voluerit, coram judice vel testibus debet hoc facere, aliter non.

[38.] Filius autem in absentia patris non potest exire de mainburnia sine causa, nisi etatis sit XVIII annorum, vel circiter, et discretionem habuerit; nam tunc posset coram judice se extra mainburniam ponere.

[39.] Si plures fuerint liberi emancipati, et alter eorum sine liberis vel herede moriatur, hereditas ejus non ad fratres, vel sorores, sed ad parentes, reverteretur sed [*sic,* si?] ambo parentes vivant; quod si alter parentum mortuus fuerit, non tota illius mortui hereditas ad unum parentem revertetur, sed solum ista que ex parte sua veniebat; alia autem medietas ad parentes propinquiores defuncti ex altera parte reverteretur.

[40.] Si reus negaverit quod actor petit, [et?] si actor, quia testes non habet ad probandum, dicat se probaturum contra eum per vadium belli, non auditur, nisi reus appellatus fuerit de crimine. Tunc enim accusator audiretur [(] quod est verum de illo crimine quod pendet ex veteri discordia, sicut est de treuga, vel pace fracta, vel de consimilibus [)], et maxime si unum testem secum habeat; et hoc est propter presumptionem. Et tunc reus poterit levare quem voluerit de duobus. [(] Quam [*sic,* Quum?] discordiam non habuerim, [si?] accuset me super hoc quod sine diffidatione tanquam proditor eum cum armis vulneravi, non auditur offerens vadium, sed si velit hoc probare [)]. Nec potest alter eorum campionem ponere, nisi propter etatem, vel corporis infirmitatem; nec auditur reus de morbo, tempore illo quo dicitur crimen commisisse; quod si velit jurare impedimentum post illud tempus super ipsum venisse, audietur; nisi actor et illud in vadio belli addiderit, scilicet quod cum tali morbo crimen commiserit [1].

II. Utrum ad reprobacionem testium debeat admitti factum directe contrarium, ante, vel post, publicatas attestaciones.

In curia remensi consuerunt, nondum publicatis actestacionibus,

[1] Dans tout ce dernier paragraphe il règne une obscurité qui doit tenir à la suppression de quelques mots et peut-être de quelques lignes.

proponere super directe contrario, et testes producere ad reprobandum testium partis adverse dicta. Credo de jure hoc non debere admitti, quia hoc non est in effectu, nisi super principali dilaciones ampliare; preterea quia non possunt argui sive redargui testium dicta, nisi cognita. *C. de Test., l. si quis testibus* [1]. Credo eciam quod publicatis actestacionibus, de directe contrario non potest aliquid dici, saltem pars admictere non tenetur contradicta testium partis adverse, secundum senteneiam domini Innocencii pape, propter timorem subornacionis. Et si tu dicas quod eodem modo possent subornari testes super articulis dependentibus, dico quod non ita presumitur, cum illi non potuerunt ab inicio previderi sicut directo contrarii.

III. De degradacione militis, et quis degradare militem possit et qualiter; et de intellectu *c. Extrav. de foro competenti, postulasti.*

In questione Baldoyni militis de Cathalauno, ubi agebatur ad degradacionem, dicebant quidam quod cum abbas sub quo cubabat et levabat non posset eum degradare, non poterat per consequens de hoc cognoscere. Contra *Extrav. de foro competenti, c. postulasti* [2]. Sed ergo (*sic*, ego?) sen[tencialiter?] dico quod non obstat; quia ibi judex qui tulit sentenciam, non poterat eam exequcioni mandare, non quia non caderet sub potestate sua, sed tantum propter defectum territorii. Sed hic ipsa exequcio de natura sua non cadit sub potestate abbatis. Ista theorica videtur esse tuta. Ad hoc *Glosa Extrav., de raptoribus, c. primo* [3]. Sed peccat hic in materia (?), quia cum in ordinacione militis nullus imprimatur caracter, sufficit ei dicere pro degradacione que non cadit in talibus : Amplius non geras te pro milite.

IV. De offensa manifesta, et utrum [absolucio ad cautelam debeat dari propter?] factum quod est de sui natura peccatum, vel propter factum extrinsecus probatum.

Nota. Exceptio de manifesta offensa que repellit petentem absolucionem ad cautelam, debet niteri (*sic*) de offensa que sui natura est maleficium. Nam cum absolucio ad cautelam detur propter appellacio-

[1] *Cod.* lib. iv, tit. xx, l. 13. [2] *Decretal.*, lib. ii, tit. ii, c. 14. [3] *Decretal.*, lib. v, tit. xvii.

nem, [non debet dari ?] ubi jura non deferunt appellacioni, nec annuunt absolucioni; et hoc est in offensa sui natura manifesta vel notoria, facti evidencia. Sed in aliis que non sunt offensa, seu maleficium, sui natura, sed propter extrinsecum probatum apud judicem, sicut instrumenta exibere, vel non exibere, gerere magisterium, vel non gerere [absolucio debet dari ?]; quia in talibus admictunt jura appellacionem, et beneficium absolucionis ad cautelam. Iste est intellectus glose Innocencii, *in c. Solet* [1] et vide *ff. de appellacionibus, l. creditor, §. jussus* cum glosa [2].

V. Utrum heredes pro dimidia parte nascentis habeant in singulis rebus suam portitionem (*sic*); vel utrum sufficit quod in residuo habeant, et qualiter, et per que facta aliquis gerat se pro herede; et de dotalicio uxoris.

In questione domus mee, quoad heredes, dicas quod non debetur eis porcio nascentis in singulis rebus nascentis; sed sufficit quod in universo residuo nascentis remaneat sibi dimidia pars. Per hoc heredes sunt exclusi. Relicta Guichardi bene habet, facta estimacione dotalicii, ad hereditatem, ad valorem sui dotalicii, in utensilibus domus, in vinis, in blado et aliis mobilibus, et in quibusdam aquestibus quos Guichardus fecerat, qui ascendunt ad summam centum librarum turonensium; nec potest in mei prejudicium vesci bonis mariti, quia amicis suis optuli me facere quod deberem, contra creditores heredes saltem; quia ipsi se gesserunt cum relicta Guichardi pro herede (*sic*) Guichardi, componendo cum ea. Preterea quia ipsi tenent heredietatem (*sic*) Guichardi. Item locando mihi partem suam, reconducendo a me partem meam, videntur jus suum ypotece remisisse; quia plus est facere, quam solum (?) negligere. Sic sol. contra : *ff. quibus modis pignus solvitur, §. si in venditione* et *§. non videtur* [3]. *Arguit glosa Innocencii, Extrav. de accusatione c. nulli Episcoporum*, ad finem [4]; *glosa C. si aliena res pignori l. 2* [5].....

[1] *Sext.*, lib. v, tit. xi, c. 2.
[2] *Digest.*, lib. xlix, tit. 1, l. 28, §. 1.
[3] *Ibid.*, lib. xx, tit. vi, l. 4, §. 1, et l. 8, §. 15.
[4] *Decretal.*, lib. v, tit. 1, c. 5.
[5] *Cod.*, lib. viii, tit. xvi.

VI. Utrum testis dicens se nescire de matrimonio, et postmodum deponens de matrimonio, sit perjuris (*sic*), et utrum ei sit credendum in prejudicium secundi matrimonii.

In questione Bertrandi et Agnessonne, cum testes ante litem motam per juramenta sua dixissent se nil scire de matrimonio quod satis faciat (?) in recenti, et postea in judicio dixissent se scire, videtur quod sint perjuri, et non sit eisdem credendum. *Extrav. de testibus, c. sicut*[1]; *de probationibus, c. per tuas*[2]; *C. de non numerata pecunia, l. generaliter*[3]; et maxime in prejudicium sequentis matrimonii de quo constabat rei evidencia, sollempnizactione, impregnacione uxoris, que probacio evidencior est quam que habetur per probaciones, ut notatur in *c. solet* per dominum Innocencium[4].

VII. Ad quem pertinet electio et taxacio numeri (?) fratrum eligendorum ad confessiones audiendas, juxta decretum : *Super katedram*[5].

In conf[essione?] Fratrum Minorum, dico quod episcopus habet taxacionem numeri confessorum, quia et electio, et taxacio numeri, pertinent ad episcopum.... Item quia taxatio debet fieri juxta numerum cleri et populi quem estimare pertinet ad episcopum sub cujus regimine sunt. Item dico quod episcopus oblatos seu presentatos, etc. (*sic*).

VIII. Utrum judex procedens ex officio tam super fama, quam super facto, habeat adhibere aliquem qui partem faciat.

In questione torn[acensi?], cum ad articulum de fama negata probanda, peteretur quod officialis adhiberet aliquem qui vicem actoris gereret, cum in omni negocio tres desiderantur persone, ut *Extrav. de verborum significacione, c. forus, §. in omni negocio*[6]; respondeo non esse necesse, quia cum judex ex officio possit de principali cognoscere, fama deferente, poterit de incidenti, scilicet de fama, si negetur, cognoscere, eciam nullo extrinsecus accedente; sicut dicimus

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 9.
[2] *Ibid.*, lib. II, tit. XIX, c. 10.
[3] *Cod.*, lib. IV, tit. XXX, l. 11.
[4] *Sext.*, lib. V, tit. XI, c. 2.
[5] *Clement.*, lib. III, tit. VII, c. 2.
[6] *Decretal.*, lib. V, tit. XL, c. 10.

in conservatore qui de notorio tantum habuit cognoscere; quia si neget notorium, etc. Preterea si judex, allegata fama, et fame articulo pertransito, reum inveniret culpabilem, condempnaret eumdem : ergo erat judex, licet declinabilis; sed judex de declinatoria que cadit in eodem genere fori, habet cognoscere; et in illo, §. *in omni negocio,* dicit glosa : *Scilicet non notorio.*

IX. Utrum et qualiter ex factis presumatur injuria.

Teneo pro regula, quod ex communi facto injusto, et prejudiciali alii, quod non excusatur per aliquam circonstanciam, nec habet declaracionem intencionis alterius quam contumelie inferende, habet presumpcionem contumelie, et ex eo potest agi injuria. Item teneo pro regula quod presumpcionem (*sic*)[1] injurie surgentem ex aliquo facto, nullum (?) factum quod non potest esse licitum, vel saltem non dampnabile, non tollit presumpcionem injurie; et est notandum quod licet in factis presumatur ignorancia, in eis que juris sunt presumitur sciencia.

X. Utrum capitulum aliquid possit statuere; et qui faciant corpus, et qui non.

In questione S. Quintini, quod capitulum de beneficiis infra suam ecclesiam constitutis, et inter sibi subditos, possit aliquid statuere et ordinare : *Extrav. de constitutionibus,* per totum; *Innocencius in c. postulasti, Extrav. de foro competenti*[2]; *C. de sacrosanctis ecclesiis, l. jubemus*[3]. Quod cappellani non faciant unum corpus, nec possint per unum procuratorem agere, vel se deffendere : *Extrav. de excessibus prelatorum, c. dilecta; Innoc. in eodem c., in glosa,* ad finem, que est notabilis[4].

XI. Utrum delegati possunt ad cautelam absolvere, vel attemptata revocare.

[1] Le texte est évidemment corrompu dans ce passage, et dans beaucoup d'autres, où l'ignorance du copiste nous a coûté des peines infinies, sans que nous soyons toujours parvenu à rétablir un sens satisfaisant.

[2] *Decretal.,* lib. II, tit. II, c. 14.

[3] *Cod.,* lib. I, tit. II, l. 10.

[4] *Decretal.,* lib. V, tit. XXXI, c. 14.

Innocencius videtur dicere quod delegatus judex non possit absolvere ad cautelam, in principio *c. solet*[1]; sed glosa ibidem contraria, que videtur verior; quia delegatus vicem gerit delegantis : *Extrav. de officio et potestate judicis delegati, c. sane*[2]. Item potest quod idem est, vel majus, scilicet revocare actemptata. Iterum ad hoc : *Extrav. de testibus, c. veniens*[3]. Bene verum est quod si papa judici delegato certam formam (?) dedisset, forsitan in aliam non posset; arguit *C. de procuratoribus, l. si* (sic) *maritus*[4].

XII. Utrum jus mihi quitum (?), a me sine facto meo auferri possit, et de intellectu, *l. C. de sentenciam passis, l. final*[5].

In questione communitatis laudunensium ecclesiarum, dico quod meum factum est, sine facto meo non auferetur a me; non obstat *C. de sentenciam passis, l. final.*, sicut patet per eam. Item de jure : unus erat fiscus, modo sunt plures fisci.

XIII. Utrum culpa creditoris relevet moram, et de posteriore mora, et de posteriore culpa.

In questione Colardi de Funis civis remensis, dico quod post moram debitoris, culpa creditoris non relevat; secus de dolo, vel posteriore mora : *ff. de periculo et commodo rei vendite, l. illud,* in principio[6]; *ad legem adquiliam, l. item si obstetrix,* ad finem[7].

XIV. Utrum consuetudo astringit venientes de extra incontinenti recessuros.

In questione Tornacensium, Insulensium et Hanonensium, consuetudo patrie astringit aliunde venientes, quatenus est racionabilis, si ibi venerint remansuri; aliud si confestim recessuri, cum ibi nihil agant unde forum sorciantur; VIII^a *distinct.*[8], *c. quecumque* (sic), in glosa.

XV. Utrum fidejussor habeat actionem contra debitorem

[1] *Sext.*, lib. V, tit. XI, c. 2.
[2] *Decretal.*, lib. I, tit. XXIX, c. 11.
[3] *Ibid.*, lib. II, tit. XX, c. 11 et 38.
[4] *Cod.*, lib. II, tit. XIII, l. 21.
[5] *Cod.*, lib. IX, tit. LI.
[6] *Digest.*, lib. XVIII, tit. VI, l. 17.
[7] *Cod.*, lib. IX, tit. II, l. 9.
[8] *Decret.*, part. I, dist. VIII.

morosum, racione dampnorum que incurrit fidejussor [eciam?] sua fidejussoris culpa.

Pro questione fidejussoris contra debitorem morosum, ad recuperacionem dampnorum, eciam culpa et impericia fidejussoris factorum, lex videtur expressa : *ff. de periculo et commodo rei vend., l. illud* [1]; licet sit argumentum contra : *Quod quis culpa, etc.,* regula juris; et ad hec *lex ff. de evictionibus, l. si per imprudenciam* [2].

XVI. De quarta productione, et qualiter detur, tam in principali causa, quam super exce[ptione?]

In peticione quarte productionis, innuitur (?) a doctoribus, *l. in pecuniariis, ff. de dilacionibus* [3]; *Extrav. de testibus, c. in causis et c. ultra* [4], quod in causis pecuniariis prima dilacio datur faciliter; secunda, et tercia, exquisita racione impedimenti; quod eciam credo supponi *in Authen. de testibus, §. quia vero* [5], sed addat sollempnitatem juramenti; quod tamen in declinatoriis et dilatoriis facilius tenerem, et maxime si causa celeritatem desideraret.

XVII. Utrum appellatus contumax debeat in expensis, racione contumacie, condempnari.

De appellante, non est dubium quod si non prosequatur causam opposicionis, quod debet condempnari in expensis parti adverse. De appellato dicunt quidam quod sufficit quod possit contra eum procedi ad sentenciam per contumaciam; quod non credo : ymmo condempnabitur in expensis propter contumaciam suam, per constitucionem *Ju. qr. cordi.*

XVIII.

In causa magistri Johannis Parvi, quod nominacio regis, licet trahatur ad tempus gracie in virtute, non tamen in tempore, arguit optime *C. de testamen. manu. l. 1* [6].....

[1] *Digest.*, lib. XVIII, tit. VI, l. 17.
[2] *Ibid.*, lib. XVI, tit. II, l. 51.
[3] *Ibid.*, lib. II, tit. XII, l. 10.
[4] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 15 et 55.
[5] *Authen.*, coll. 7, tit. II, novell. XC, cap. 4.
[6] *Cod.*, lib. VII, tit. II.

XIX. Utrum statuens possit adicere penam ad suum commodum.

. . . .

XX. Utrum mortuus tempore probacionis durante, videatur fuisse tempore mortis religiosus.

De negocio S. Martini tornacensis, dixi quod inspecta composicione que monachis et conversis (?) illius monasterii sepulturam liberam concedebat, conversus in probacione, non facta professione, mortuus, haberi debebat pro monacho, seu converso, habita presumpcione perseverantis voluntatis, favore religionis; de quo *Hostiensis in c. de hiis, Extrav. de sepulturis* [1]. Arguunt pro et contra : *Extrav. de regularibus transeuntibus ad religionem, c. beneficium* [2]; *de sententia excommunicacionis, c. religioso* [3].

XXI. Utrum electio a minori parte valeat, et utrum appellacioni in electionibus sit deferendum?

In negocio electionis tornacensis, dico quod electio facta a minori parte nulla est ipso jure, simpliciter et absolute; sed per comparacionem ad aliam electionem, in eodem contextu factam, de non ydonea persona, valere posset; sic *in electione* (?), *quia propter c. in Genesi* [4]. Argumentum contra (?) *in c. auditis* [5], sed glosa solvit; et ita, cum in talibus non sit deferendum appellacioni, propter periculum quod est in mora, et ut nullus propter opposicionem privetur jure suo, potest ad novam electionem procedi, et erit impendenti nova electio, usque in eventum prime electionis. Hoc autem teneas, quod si prima electio sic facta a minore parte tercia (?), tene quod scriptum est et notatum *in c. scriptum est* [6], in fine.

XXII. Utrum amittens actionem per adicionem, et sit (?) confusionem, possit ex equitate ad eam restitui.

In causa fratris ab. S. Petri Cathalaunensis, dato quod per adicio-

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. XXVIII, c. 4.
[2] *Sext.*, lib. III, tit. XIV, c. 4.
[3] *Ibid.*, lib. V, tit. XI, c. 21.
[4] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 42 et 55.
[5] *Ibid.*, c. 29.
[6] *Ibid.*, c. 22.

nem hereditatum in inmobilibus, esset actio sibi competens contra defunctum confusa, tamen restitueretur ex equitate; scilicet ne suum perderet : *ff. de solutionibus, qui res, §. aream,* in glosa[1]; *qui satis dare cogantur, l. de die*[2].

XXIII. Utrum ex actis apparens factum indigeat proposicione.

Item licet ex actis factum..... appareat, credo quod opus est proposicione, si quis se vult juvare ex eo, ne tollatur adversario sua defensio. Arguit contra *Extrav. de exceptionibus, c. pastoralis,* in glosa[3] Innocentii, *de debito in diem;* sed non obstat racio, scilicet quia negocium contingit, quia ex eodem non procedit; quod tangitur *Extrav. de electione, c. per inquisicionem*[4] *de exceptionibus, c. denique*[5].

XXIV. Utrum recognicio predecessoris contra successorem prejudicet ut ei jus aufferat.

De eo qui recognovit jus patronatus ad alium, pro parte dimidia, pertinere; quia sua recognitio videbatur quedam simplex enunciatio sine juramento, item talis recognitio non aufert nec jus, nec possessionem, ipso jure, ex quo successor habet bonam fidem, quod recognitionem compatitur, sua presentatio habebit effectum.

XXV. De decretali : *Si judex laicus, de sentencia excommunicacionis......*[6].

In causa S. Quintini, respondi quod ecclesia vendicante seu repetente clericum detentum a judice laico, judex laicus detinebit eum donec constiterit ipsum esse notorie clericum, vel super hoc famam esse, vel quod pro tali communiter teneatur. Item, etsi judice clerico dicente illum fuisse deprehensum in habitu clericali, vestes, etc., si judex laicus dicat illum ante deprehensionem se pro laico communiter gessisse.....

[1] *Digest.*, lib. XLVI, tit. III, l. 98.
[2] *Ibid.*, lib. II, tit. VIII, l. 8.
[3] *Decretal.*, lib. II, tit. XXV, c. 4.
[4] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 26.
[5] *Ibid.*, lib. II, tit. XXV, c. 1.
[6] *Sext.*, lib. V, tit. XI, c. 12.

XXVI. Quedam prefacio ad presentandum clericum ut confirmetur.

Ne, ut ita dixerim, nephas commictere, atque illotis manibus factum electionis exponere videar, aliqua loco prefationis premittem (*sic*) quoniam, nisi fallor, prefationes ad delectacionem [*sic*, lectionem?] intente materie, facilius perducunt, et ipsius evidenciorem prestant intellectum ut *in l. 1 de origine juris*[1]. Sed quoniam : Multitudo onerosa [*sic*, numerosa?] etc., *in au*[*thenticis?*] *de refer*[*endariis*] in fine et : Gaudent brevitate moderni *ff. quod metus causa, l. 1*[2], paucis agam, *ff. de prescriptis verbis, l. 1*[3].

Habundet? celum desuper, effundant montes jocunditatem, et colles leticia letabuntur.

Verba proposita sunt prophetica, sed ea a propheta non teneo, sed a lege in qua recitata sunt : *C. de summa trinitate et fide chatolica, Epistola : Inter claras, §. liquet igitur*[4]; in quibus verbis tria principaliter denotantur, que in qualibet electione ad regimen corporis seu universitatis, et specialiter alicujus collegiate ecclesie, sunt necessaria. Primum quod electus regi celesti sit acceptus, et gratus. Secundum quod suis superioribus in terra sit obediens et devotus. Tercio requiritur quod suis eciam superioribus, et sibi subjectis, sit utilis et benignus. Quorum primum notatur cum dicitur : Habundet, *etc.* Secundum, cum dicitur : Effundant, *etc.* Tercium cum dicitur : Et colles, *etc.* In quibus verbis triplex status tangitur; primus supercelestium, secundus subcelestium presidencium, tercius subditorum et obediencium.

Dico igitur quod qui eligitur ad regimen alicujus universitatis, seu corporis, debet esse regi celesti acceptus, et gratus, per rectam fidem, et religionem veram, et non fictam. Ista enim duo sunt necessaria, et requiruntur in quolibet presidente; quia sicut dicitur in lege : Nichil est quod lumine clariore prefulgeat, quam recta fides in principe. Est enim princeps quicumque inter alios obtinet principatum, sicut preses, etc.; *ff. de officio presidis, l. 1*[5]. *Extra. de verborum*

[1] *Digest.*, lib. I, tit. II.
[2] *Ibid.*, lib. IV, tit. I, glos., l. I.
[3] *Ibid.*, lib. XIX, tit. V.
[4] *Cod.*, lib. I, tit. I, l. 9, §. 6.
[5] *Digest.*, lib. I, tit. XVIII.

significacione, C. quamvis[1]. Item requiritur in principe, et quolibet presidente, vera et non ficta religio. Sicut in lege dicitur : Nihil est, quod ita nequeat occasui subjacere, quam vera religio; nam cum auctorem vite vel luminis utraque respiciant, recte et tenebras respiciunt [*sic,* respuunt], et nesciunt subjacere defectui, ut in epistola predicta *inter claras* arguit primum paragraphum (*sic*), scilicet *de recta fide*[2]; commendationem recipit ex remuneratione et preeminatione (*sic*) recte credentis, et punitione male credentis; *C. de summa trinitate et fide chatolica, l.* 1[3]. Et quia bonum est boni hominis nomen ferre, *ff. ad Trebellianum, l. facta,* §. *sciendum*[4] (sic)...; item per veram contemplacionem, et religionem, debent aliis presidentes se tales reddere, ut jam aliquid supra hominem habeant. Secundum philosophum, homo naturaliter est medius inter bruta quibus est superior, ut susten. separata [*sic,* et substancias separatas?] quas communi nomine vocamus angelos, quibus est inferior. Est enim homo infra angelos, et supra bruta. Ter ergo poterit considerari homo. Primo ut communicat cum brutis, merito scilicet, quia regitur et ducitur passione, et vivit vita voluptuosa; tunc est bestia, et homine pejor, quia non regitur racione et prudencia. Secundo dico quod homo censetur ut homo, cum scilicet regitur in agibilibus secundum racionem et prudenciam. Tercio consideratur homo quasi quidem melius homine per sanctam contemplacionem, et veram religionem, et talis melius homine, et divinus, seu semideus reputatur; nam tales quodam modo a passionibus et carnalibus voluptatibus abstracti sunt; et quia vivere in carne, et non frui carne, est magis angelicum quam humanum, idcirco sic viventes censentur quid divinum, et talis homo dicitur semideus, sicut hec traduntur a philosopho, et recitantur in libello : *De regimine principum, in C. Hic sunt modi vivendi;* et in ultimis duobus modis vivendi posuerunt philosophi duplicem felicitatem, scilicet contemplativam et politicam, in vita voluptuosa nullam; sicut nec theologi ponunt. I. *Eth.* Item prelatus debet esse activus, *Extra. de renunciacione, c. nisi cum pridem,* §. *fin*[5]. Preterea dixi : veram religionem et non fictam,

[1] *Decretal.,* lib. V, tit. XL, c. 9.
[2] *Cod.,* lib. I, tit. I, l. 8.
[3] *Ibid.,* l. I.
[4] *Digest.,* lib. XXXVI, tit. I, l. 63, §. 10 (?)
[5] *Decretal.,* lib. I, tit. IX, c. 10.

quia qui se componit ut alter appareat quam sit, mendax est, quia committitur mendacium non solum verbis, sed et factis. II. *Eth.*

Secundo in presidente requiritur quod suis superioribus, etc. Simpliciter enim et absolute decet quemlibet esse humilem, dum tamen se non nimis deiciat; ut licet quemlibet presidentem principem, seu prelatum, deceat fore magnanimum, ut per hujusmodi virtutem impellatur ad magna et ardua bona, nec tamen ulterius impellatur quam deceat statum suum, debet humilitatem habere per quam spes ipsius moderetur; ita quod humilitas est media inter presumptionem et superbiam ex una parte, et pusillanimitatem et dejectionem ex altera; nam presumptionem deprimit ne quis ultra quam deceat impellatur in ardua, pusillanimitatem moderetur ne quis plus desperet, vel plus se deiciat, quam deceat; x° (?) *Eth.* Magnum est enim obediencie premium et transgressionis supplicium. *ff. de re militari, l. desertorem, §. in bello*[1]. *Extra. de majoritate et obediencia, c. illud*[2]. Item ad hoc inducas *in Authen. ut cum de appellacione cognoscitur, §. ceterum, collac.* VIII[3].

Tercio, dico quod prelatus debet esse subditis utilis et benignus, quia bonum anime debet intendere, non proprium. *C. de emendacione justiniani codicis, ar. prin.*[4] *de caducis tollendis, ar. fin.*[5]; *in Autent. ut divine jussiones,* in principio, *collac.* VIII[6]. Item debet esse benignus ut sic se faciat amari; et hoc continget si se reddiderit beneficum, *C. de inofficioso testamento, l. si quando, §. illud*[7], item fortem et cordatum ad deffensionem juris ecclesie pro qua fixit manum; item si se reddiderit equalem et justum; hoc enim diligunt subditi, et contrarium abhorrent. Et quia subditi interdum non adeo sunt perfecti, et boni, quod amore virtutum trahantur ad bonum, oportet quod prelatus faciat se timeri per punitiones et correptiones (*sic*) duras, *ff. de justicia et jure, l. 1, ar. prin.*[8].

XXVII. Quid fiet ubi contra appellantem, non obstante

[1] *Digest.*, lib. XLIX, tit. XVI, l. 3, §. 15.
[2] *Decretal.*, lib. I, tit. XXXIII, c. 5.
[3] *Auth.*, coll. VIII, tit. XVIII, novel. 115.
[4] *Pref. cod.*
[5] *Cod.*, lib. VI, tit. L.
[6] *Auth.*, coll. VIII, tit. XV, novel. 114.
[7] *Cod.*, lib. III, tit. XXVIII, l. 35, §. 1.
[8] *Digest.*, lib. I, tit. I.

ejus appellacione, proceditur, et contra appellatum sic procedentem pronuntiatur; qui appellatus postmodum appellat, et appellacionem prosequitur.

Quidam agebat contra quosdam religiosos. Appellavit ad remensem curiam. Religiosi, contempta appellacione, processerunt in quodam articulo. Contrariam sentenciam reportaverunt. Appellaverunt ad curiam remensem. Dicebat pars adversa se non debere respondere, nec procedere, quia inhibicio judici facta non erat, propter quod processum per eum nolui revocare. Decrevi supersedendum fore in primo negocio, donec fuisset expeditum de secundo. De ista materia vide Innoc. *de appellationibus raciona* [sic, *recusacionibus?*], *etc., super eo quod* [1]; appellacione pendente, non est privandus aliquis jure suo.

XXVIII. Exceptio de fornicacione ante matrimonium perpetrata, non habet locus (*sic*) contra agentem ad solemnizacionem matrimonii faciendam; sed perpetrata post, obstat.

Agebatur de matrimonio consummato. Proponebatur in causa appellacionis quod mulier pluries fornicata fuerat ante matrimonium, et post. Exceptionem de fornicatione ante non admisi; sed de fornicatione post, admisi quantum ad impediendam sollempnizationem matrimonii, non quantum ad adjudicationem.

XXIX. Compromisso utrum sufficiat ad excipiendum ne aliquis agat.

Nota. Non sufficit dicere compromissum esse; et receptum a partibus, nisi dicatur fidem vel juramentum intervenisse; quia si sola pena interposita fuerit, pena soluta, solvitur compromissum, et potest ad judicem ire; *ff. de ar., l.* 1 *Si tam.* (?).

XXX. Habens probacionem juris sui, caute agit si eam offerat ante litis ingressum, propter expensas; et qualiter, quoad hoc, est differencia inter actorem et reum.

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVIII, c. 10.

Si aliquis habet paratam probationem intentionis sue, caute agit, si eam offerat parti ante litis ingressum, ne in questione expensarum possit adversarius ignoranciam causare, seu pretendere. Sed certe istud actori non video prodesse, quia sic reus metu hujus[modi?] cederet questioni et liti, quod esset durum. Unde dico quod potest litem contestari simpliciter, prout est propositum et narratum; sed in posicionibus non potest probabiliter negare de quo verisimiliter per instrumenta ei constat. Unde consilium est quod, visis instrumentis, petat dilacionem ad denunciandum ei a quo causam habet, si agatur ypothecarie contra possessorem, actor, vel ad deliberandum, si conveniatur ex tractu defuncti.

XXXI. Qualiter peccatum extra causam (?) non est causa sufficiens condempnacionis expensis, sed victoria.

Quedam mulier petebat quemdam sibi adjudicari in sponsum. Ille excipiebat quod ipsa erat ei affinis, eo quod habuerat quemdam alium in virum qui erat isti conjunctus in gradu prohibito; et probavit, et fuit absolutus ab impetitione actricis. Vir petebat expensas. Mulier e contra dicebat quod non debebat habere expensas, eo quod erat in pari causa cum sciret impedimentum subsistere, tempore sponsalium contractorum. Dixi eam non esse audiendam, quia iste expense debentur gracia victorie; ex quibus expensis duo tantum casus excusant, scilicet justa ignorancia, et adversarii contumacia; et iste casus non est unus ex illis; licet enim vir peccavit sciens impedimentum subesse, non tamen peccavit littigando : ymo hoc tacere non poterat, et mulier fatue resistebat.

XXXII. Utrum omnes res uxoris dotales presumantur, et an a tempore probacionis legitime defensionis debeantur expense; et de nascenti, in quo casu alienari possit; et utrum possessitones (*sic*) habite ab uno latere proficiant ad alienacionem bonorum ex alio latere habitorum nascencium.

In causa Baudeneti Barbete actoris, Baudenetus probavit actionem suam. Rei vero ad sui deffensionem proposuerunt in lite contestata,

quod si aliqua fecerant de contestatis, hoc fecerant utendo jure suo, quod erant domini domorum de quarum possessione agebatur. Sine dubio in propositionibus reperies positum et propositum, quod Robinus, Herbinus, et uxor Galteri, erant heredes proximiores Agnesonie, et est probatum optime per testes; et ita, licet Galterus non esset heres Agnesonie, verumptamen uxor ipsius erat heres, et per consequens domina domorum, et per eam Galterus ejus maritus, ymo simpliciter quia maritus est dominus rerum dotalium, et omnia bona uxoris de consuetudine et jure sunt dotalia, nisi si qua reperiantur excepta. Item quod iste domus fuissent Agnesonie, probatur per testes ab ipsis reis productos. Item per instrumentum productum ex parte Baudeneti in modum probationis, ad probandum qualiter Thomas pater Baudeneti missus fuerat in possessionem illorum domorum que erant Agnesonie, et fuerunt iste domus proclamate et vendite tanquam Agnesonie. Item probatum est per multos testes quod post decessum patris Agnesonie, mater ipsius Agnesonie possederat istas domos tanquam suas, et post decessum matris provenerant ad ipsam Agnesoniam, et ita ex premissis patet quod domus iste, quas ad ipsam Agnesoniam provenisse certum est ex parte matris, adhuc presumuntur fuisse Agnesonie tempore mortis sue, et per consequens pertinere ad heredes ipsius ex parte matris, nisi probetur quod iste domus exierint de domanio ipsius Agnesonie tempore quo vivebat; sed certe licet satis videatur probatum quod pro parte exierint, pro alia parte non potuit Agnesonia alienare, nisi ob necessitate famis, secundum quod recepi ab illis qui magis consuetudines, et earum intellectus, noverunt; et ratio ad hoc, quia alias in fraudem eorum qui deberent succedere in nascenti, reciperentur credita, et postmodum ea actione excommunicacionis sentencia subsecuta, privarentur illi eis que consuetudo eisdem voluit salva esse. Item per propositionem secundam ipsius Baudesonii, ipsa Agnesonia habebat alia preter illud nascens, propter quod non sequebatur quod illud nascens de quo agitur alienare in totum possit, nam sicut apparet per probationes, ista alia provenerant Agneti ex parte patris, et ita heredes ex parte matris nichilominus poterant impedire alienationem nascentis de quo agitur, scilicet ex parte matris; nam si propter ea que superessent ex uno latere de nascenti, possent

alienari in solidum que essent ex alio latere, possent alii ex alio latere defraudari; quod est contra mentem consuetudinis supradicte. Sed forte istud Baudesonio non nocet, quia licet hoc probaverit, hoc fecit ad sui deffensionem; nec videtur de intencione adversarii confiteri, qui excipit. In questione expensarum videtur facienda condempnatio a tempore quo rei probaverunt rem illam ad se pertinere ex nascenti.

XXXIII. Quod factum dicatur contrarium, ut publicatis attestacionibus, proponi non posset.

Dicebat quidam transactum esse super quodam debito, publicatis attestacionibus. Replicabatur a parte adversa quod transactio facta fuerat in scriptis, ita scilicet quod inde scriptura fieret, et aliter non valeret. Certe istud factum videbatur non admictendum, quia directo contrarium. Nec obstat *Extra. de fide instrumentorum, c. Cum Johannes* [1]; quia ibi loquitur de modo, non conditione. *Extra. de testibus, in cap. fraternitatis* [2]; videtur Innocencius notare contrarium; sed non faciat, si bene actendatur.

XXXIV. Utrum peti possit absolucio ab injusta et justa excommunicacione per procuratorem.

Ubi petitur absolutio ab injusta, non est opus persone presencia; unde potest peti per procuratorem, quia tali nichil debet injungi, nec debet jurare; licet quidam contra : *Extra. de rescriptis, ab excommunicato,* in glosa Innoc. [3]. Item pronunciatum fuit quod eciam potest peti absolucio a sententia excommunicationis, eciam justa, per procuratorem, licet non debeat inpendi.

XXXV. Utrum obligatus ad chevagium et forismaritagium sit servus, et utrum possit religionem ingredi, et fieri sacerdos invito domino, et quid tunc erit.

Quidam qui tenebatur ad cavagium et forismaritagium, et non ad manum mortuam, ingressus fuit religionem. Dico quod talis non est

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XXII, c. 10.
[2] *Ibid.*, lib. II, tit. XX, c. 17.
[3] *Decretal.*, lib. I, tit. III, c. 41.

servus, quia multa potest que non potest servus, sed est condonnatus, unde tenuit ingressus, sicut in ascriptitio [1], et preter domini et contra eciam voluntatem : sed portabit sarcinam, saltem per alium, vel monasterium pro se. Hoc autem indubitatum est, quod si esset sacerdos, non posset revocari; quod nec servus tamen crederem, quod deberet specialiter domino servire. Pro hoc vide *Extra.* (sic), *in Decretis*, LIIII, *district.*, *c.* [*ex*] *antiquis*, *et c. frequens*, *et c. gravis.* [sic, *generalis?*] [2].

XXXVI. Prefacio pro presentacione cujusdam electi in abbatem.

In nomine Domini, amen. Ne nulla prefatione premissa, atque, ut ita dixerim, illotis manibus ad intentam materiam descendere me continguat, seu factum electionis exponere, utar prefatione, quoniam, nisi fallor, prefationes hujusmodi ad delectacionem intente materie libencius nos perducunt, et rei de qua agitur evidentiorem prestant veritatem; ut *ff. de origine juris, l.* 1 [3] [*C.?*]. *Si cer*[*tum?*] *pe*[*tatur*] *l.* 1 [4]. Ne tamen onerosus videar, paucis agam; arguit *ff. quod metus causa, l.* 1 [5], *de prescriptis verbis, l.* 1 [6], *de appell. l. ampliorem* [7].

Dico igitur sic : Virtutum premia merentibus tribui convenit.

Verba ista scripta sunt *C. de statuis. d. fin.* [8]; et in verbis propositis duo principaliter denotantur. Primum qualis esse debeat electi conditio, dum dicit : Virtutum premia merentibus. Secundo denotatur per quem modum procedere debeat electio : Tribui convenit.

Primo igitur denotatur qualis et quis electus esse debeat, quam virtuosus, pollens moribus et virtutibus, quum virtuosis et meritis debetur premium seu remuneracio; nam is locum mortui, vel aliter recedentis, meretur invadere, qui ordinem stipendiorum et laboris merito sequebatur. Et alibi dicitur, quod agentes in rebus, post palmam

[1] Vid. *Cod. in Auth. adscriptitios*, lib. I, tit. III.
[2] *Decretal.*, part. I, distr. LIV, c. 9, 10, 12.
[3] *Digest.*, lib. I, tit. II.
[4] *Cod.* (?), lib. IV, tit. II.
[5] *Digest.*, lib. IV, tit. I.
[6] *Ibid.*, lib. XIX, tit. V.
[7] *Cod.*, lib. VII, tit. LXIII, l. 57.
[8] *Ibid.*, lib. I, tit. XXIV, l. 4

laboris et meriti, principatus honore remuneramus *C. de officio magistri officiorum, l. nemo*[1]; *de agentibus in rebus, l.* 1, *lib.* XII°[2]. Non autem demeritis, seu male meritis, debetur honoris premium, sed egestas perpetua; ut *ff. depositi, l. bona fides*[3]; *de negociis gestis, l. sive hereditaria* (?)[4]. Sciendum est autem quod non solum virtuosis debetur honoris premium, sed eciam bene dispositis; sunt enim quedam virtutes, et sunt quedam bone dispositiones ad virtutem. Differunt autem virtus quod sonat in habitu, et dispositio, quoniam dispositio de facili mobilis, habitus autem de difficili mobilis, nisi grandis fiat permutatio, etc..... In prima specie generaliter differunt, et aliter, quoniam virtuosus per habitum delectabiliter agit opera virtutis; non sic autem dispositus; ut dicit *Philosophus, II Eth.* De primo, scilicet ad hoc facit *in Authen. de monachis, §. hinc autem, collat. prima*[5]. Quod dispositio sit de facili mobilis, etc., faciunt jura; quia consuetudo quod (*sic*) est jus moribus et usibus introductum, dum est in inducendo, de facili interrumpitur, quoniam solo actu unico; non sic autem cum est probata et prescripta, quia tunc non uno actu tollitur..... et tantumdem temporis ad eam tollendam requiritur, quanti actus et tempora requirebantur ad eam inducendam. Sic intelligo *ff. de legibus, l. de quibus*[6]; *Extra. de prescriptionibus, c. auditis*[7]; et hoc sapit Innoc. in apparatu suo *Extra. de privilegiis, super c. accedentibus*[8]. Advertendum est autem, quod non attenditur premium, seu meritum, in virtute, seu disposicione, in se; sed in ordinatione secundum virtutem, et bonam dispositionem, quia secundum philosophum, parum aut nichil proficit ad salutem; virtuosi enim, et bene dispositi, et non operantes secundum bonam dispositionem et virtutem, similes sunt laborantibus, id est infirmis, qui medicos audiunt studiosos, faciunt autem nichil horum que precepta sunt; quemadmodum nec illi bene habebunt corpus, nec isti animam : *II Ethi*[*ca*]*rum*. Unde sicut ibi non coronantur fortissimi, sed agonizantes, non debetur corona habentibus virtutem fortitudinis

[1] *Cod.*, lib. I, tit. XXXI, l. 2.
[2] *Ibid.*, lib. XII, tit. XX.
[3] *Digest.*, lib. XVI, tit. III, l. 31.
[4] *Ibid.*, lib. III, tit. V, l. 22.
[5] *Authent.*, coll. I, tit. V, novel. 5.
[6] *Digest.*, lib. I, tit. III, l. 32.
[7] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVI, c. 15.
[8] *Ibid.*, lib. V, tit. XXXIII, c. 15.

solum per habitum, sed agonizantes, id est fortiter certantes, et alios superantes. Ad hoc facit *c. Extra. de verborum significacionibus, c. forus, §. in omni quoque negocio*[1], ubi dicitur : « Judex dictus « est quasi jus dicens populo, sive quod jure disceptet. » Non est ergo judex si non est in eo justicia, non tantum per habitum, sed per operationem et effectum, ut ibi dicitur evidenter. Ad hoc facit *ff. de justicia et jure, l. jus pluribus*[2]; *de origine juris l. 2, §. post originem*[3].

Secundo tangitur munus remuneracionis, et qualiter, scilicet meritis et virtuosis, honor liberaliter concedatur, non per symoniam, vel ambitionem, turpiter adquiratur, quod sapit cum dicit : Tribui convenit. Si enim in civilibus officiis et dignitatibus reprobatur ambitio, ut probatur *C. de agentibus in rebus*[4], ubi dicitur : « Omni honestione [*sic*, objectione?] cessante ; » et *de re militari, in l. contra publicam*[5], ubi dicitur : « quod honoris augmentum non ambitione, « sed labore ad unumquemque convenit devenire ; » et *de diversis officiis et aparitoribus judicum, l. ad splendidiorem, libro* XII[6]; multo forcius in ecclesiasticis officiis, et dignitatibus, reprobatur ambitio, et symonie perversitas amplius detestanda. Arguit ad consequenciam *Extra. de custodia crismatis et eucharistie, c. fin*[7]. Unde dicit lex, quod nemo gradum sacerdocii precii venalitate mercetur, et quantum quisque mereatur, non quantum dare sufficiat, estimetur. Profecto enim quis locus tutus, et que causa esse poterit excusata, si veneranda Dei templa pecuniis expugnentur. Ut queratur cogendus, rogatus recedat, invitatus fugiat, sola sibi suffragetur necessitas excusandi ; profecto enim indignus est sacerdocio si fuerit ordinatus indigne. Est autem prenotandum quod in unoquoque composito nature, artis, vel artificii, duo principaliter attenduntur, materia scilicet et forma ; forma vero principalius ; nam forma dat esse rei, et, forma mutata, res prope interiit : *ff. ad exhibendum, l. Ju. l.* 1 [sic, *Julianus?*], *§. si quis rem*[8]; *Instit. de rerum divisione, cum ex aliena*[9]. Preterea in sillogismo, quod est quoddam compositum artis, forma prin-

[1] *Decretal.*, lib. v, tit. xl, c. 10.
[2] *Digest.*, lib. i, tit. i, l. 11.
[3] *Ibid.*, lib. i, tit. ii, l. 2, §. 13.
[4] *Cod.*, lib. xii, tit. xx, l. 1.
[5] *Ibid.*, lib. xii, tit. xxxvi, l. 14.
[6] *Cod.*, lib. xii, tit. lx, l. 7.
[7] *Decretal.*, lib. iii, tit. xliv.
[8] *Digest.*, lib. x, tit. iv, l. 9, §. 2.
[9] *Institut.*, lib. ii, tit. i, §. 25.

cipalius attenditur, quam materia; unde dicitur quod syllogismus peccans in forma, sillogismus non est. Sillogismus vero peccans in materia, sillogismus est, et sillogismus dicatur. Verum in electione (?), quod est quoddam compositum artis, principalius attenditur materia quam forma, [(]est autem materia electi persona [)] quod apparet; nam plus puniuntur peccantes in materia, quam peccantes in forma. Eligentes enim personam indignam scienter, ipso jure privati sunt potestate eligendi; quia beneficiis ecclesiasticis que obtinent triennio sunt suspensi. Peccantes autem in forma electionis, non sunt privati potestate eligendi ipso jure; sed per sentenciam sunt privandi; nec admittunt (*sic*) beneficia ecclesiastica que habent, ut hec probantur *Extra. de electione, c. cum in cunctis*, §. *clerici*; et *in c. quia propter*[1], cum multis aliis; et est argumentum a posteriori, scilicet ab effectu. Similem argumentacionem habemus *C. de summa Trinitate et fide catholica, l.* 3[2], ubi dicatur : « Quod disputantes publice, etc. » in glo. Item si cassetur electio vitio persone, non poterit cassatus in eadem ecclesia promoveri; quod est intellectum, vitio non purgato. Si vero cassatur electio propter peccatum in modo et forma electionis, poterit electus alias, eciam in eadem ecclesia, promoveri. Arguit *Extra. de electione, c. consideravimus, c. super eo, c. cum inter canonicos*[3].

XXXVII. Qualiter ordinarius ecclesiasticus habet procedere contra clericum diffamatum de crimine, racione bonorum; et in casu ubi procedere non vellet, quid habet facere dominus temporalis sub cujus districtu bona tenet clericus.

Clericus est diffamatus de homicidio, vel de *tali* crimine, propter quod bona sua debent confiscari. Prelatus suus hoc ordine procedere debet. Primo requiret eum, vocando eum super *tali* crimine responsurum. Si non venerit, bona ipsius annotabit, id est describet, seu in scripturam rediget, et in banno domini ponet, et erit saisitio quedam verbalis. Post ista sequetur sollempnis requisitio ipsius clerici, per

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 7, §. 3, et c. 42.

[2] *Cod.*, lib. I, tit I.

[3] *Decretal.*, lib. I, tit V, c. 10, 12, 21.

edicta, seu secundum morem judicis. Et si non venerit ex eo tempore, anno computato, et elapso, si non venerit, nunquam postea audietur de bonis, quantumcumque velit postea suam probare innocentiam; super crimine semper audietur sine prefinitione temporis. Iste est intellectus jurium : *ff. de requirendis reis, per totum*[1], *et C.*[2], et que (?) notantur (?) in summa. In domino temporali qui nullam juridictionem habet in clericum, bona tantum immobilia clerici habet sub districtu suo et juridictione, dico quod si ordinarius clerici processum suum legitimum fecerit, ut supra dictum est, eciam si ordinarius legem confiscationis nollet in clericum exercere, tamen dominus temporalis qui de consuetudine, non de jure, cum soli imperatori hoc competat, jus habet confiscandi, legem confiscationis exercebit, aperta sibi via per legitimum processum ordinarii. Arguit *ff. de contra*[*ria*] *tu*[*tele*][3], *si post mortem*[4]. Preterea dico quod in ista confiscatione que fit per anni lapsum a tempore sollempnis requisitionis, non habet locum retrotractus ad tempus prime requisitionis. Dixi supra ubi ordinarius fecit suum processum contra clericum se subtrahentem; si vero ordinarius sub dissimulatione transiret, dominus temporalis posset eum requirere de procedendo, et denunciare ei crimen, etc.; et si ordinarius nollet procedere, posset superiorem ipsius adire.

XXXVIII. De actione ypothecaria, et quo tempore habeat proponi exceptio de non excussione principalis debitoris, et de multis aliis hanc materiam tangentibus.

Agit quidam ypothecarie contra possessorem, et dicit in libello principalem debitorem excussum lite contestata. Negando (?) excipit reus de ordine, et dicit principalem debitorem non excussum. Dixerunt quidam factum non debere admicti, quia ista exceptio ordinis ante litem contestatam habet locum..... Preterea, quia in isto facto proponitur contrarium ejus quod actor proposuerat in libello, dixi contrarium; quia ista exceptio, etsi sit ordinis, dico quod non est

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XVII passim.
[2] *Cod.*, lib. IX, tit. XL.
[3] *Digest.*, lib. XXVII, tit. V.
[4] Cette loi est la dixième du titre IV du livre XXXVII du *Digeste*, et n'appartient point au titre : *De contraria tutele*.

ordinis conventionis, sed condempnationis, et exactionis, sive executionis; quia eciam si reus condempnatus esset, posset dicere : Excutiatur primo debitor principalis. Preterea fit litis contestatio per confessionem, sicut per negationem; sed si reus post narrationem actoris diceret : « Verum est quod ego teneo assignamentum, sed volo quod « prius excuciatur debitor principalis; » certum est quod audiretur; ergo, etc.; prima allegatio actoris non potest tollere reo suam deffensionem. Post factum admissum et probatum, actor excussit debitorem, et fecit eum excommunicari; quo facto, de hoc replicavit. Factum admisi, quia proficit, quandocumque quesita, defensio seu replicatio; sed debet haberi racio temporis quo replicatio quesita est. Propter expensas quidam voluerunt dicere quod libellus non procedit ubi dicatur debitor excussus. Hoc est falsum, et asininum; nam cum agatur ypothecarie, sufficit jus assignamenti ex parte actoris, facultas restituendi ex parte rei. Unde credem *(sic)* quod si actor probaret ista duo, esto quod non probaret debitorem excussum, deberet optinere. Hostiensi dicitur notorie contrarium; sed primum teneo, quia ista verba : *De debitore excusso,* quantum ad ypothecam qua agitur, sunt quasi extraloquta, unde non habent effectum. Arguit *ff. de verborum obligacionibus, l. que extrinsecus* [1].

XXXIX. Quod proposita admittantur post conclusionem in causa.

Post conclusionem proponebatur quod acta cause essent falsa. Videbatur factum admicti debere, quia questio falsi, eciam post sentenciam, audiretur usque ad xx annos. Sed non obstat, quia et exceptio Macedoniani post sentenciam admicteretur, sed non postquam esset in causa conclusum. Sed plus est de questione falsi que totum irritat, et irritum monstrat ipso jure. Sed adhuc idem dico, quia, si postquam esset conclusum in causa, proponeretur quod testes in causa producti essent corrupti, etc.; non audiretur proponens; ergo, etc. Hec teneo, maxime ad instanciam partis. Judex tamen ex officio hoc posset et deberet rimari. *Extra. de fide instrumentorum, cum Johannes,* ad finem [2]. Et idem

[1] *Digest*, lib. XLV, tit. I, l. 65.

[2] *Decretal.*, lib. II, tit. XXII, c. 10.

dico de exibitione actorum, vel instrumentorum, postquam esset in causa conclusum. *Extra. de fide instrumentorum, c. cum dilectus*[1].

XL. Utrum major et jurati alicujus ville corpus faciant a jure probatum, et utrum jurabunt, et posicionibus respondebunt, per sindicum.

In causa de Fara, et de officiali laudunensi, dixi quod Fara est corpus probatum a jure : *ff. quod cujuscumque universitatis, l.* 1, in glosa[2]; *Innoc. Extra. de excessibus prelatorum, c. dilecta*[3]; et intelligo quod actum sit contra majorem et juratos, tanquam contra rectores ipsius ville, cum libellus, seu articuli, essent eis porrecti sub nomine officii, propriis eorum nominibus non expressis : *ff. de stipulatione servorum, l. plt.* — [sic, *proinde?*][4]; preterea litiscontestacio facta fuit sub nomine eorum communi. Item dico quod per sindicum potuerunt jurare, et licet in propriis personis juraverint, nichilominus ad positiones partis adverse potuerunt per sindicum eorum, seu procuratorem, respondere; nam cum ista facultas jurandi, scilicet per sindicum, eis de jure communi competat, uno actu non potuerunt istud amictere : *Extra. de privilegiis, c. accedentibus*[5]; licet quibusdam videretur contrarium, propter connexitatem inter articulum de jurando, et articulum de positionibus respondendo; de ista materia : *Extra. de foro competenti, c. postulasti*[6].

XLI. De patre emente redditum ad vitam alterius filiorum.

In causa Renaudi et Remigii ejus filii, faciat pro Remigio quod pater providit sibi tantum pure, alii sub conditione, si redditum illi (?) assignaret; quod intelligo de assignatione speciali : *ff. de heredibus instituendis, l. circa*[7]. Et si dicatur quod pater intelligitur providere liberis : *ff. de probationibus, si pactum*[8]; respondeo : Verum est, nisi pater providendi liberis suis, seu heredibus, certum modum adjecisset, seu conditionem, quod hic fecit. Sed non extat conditio; quod autem

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XXII, c. 9.
[2] *Digest.*, lib. III, tit. IV.
[3] *Decretal.*, lib. V, tit. XXXI, c. 14.
[4] *Digest.*, lib. XLV, tit. III, l. 7 (?).
[5] *Decretal.*, lib. V, tit. XXXIII, c. 15.
[6] *Ibid.*, lib. II, tit. II, c. 14.
[7] *Digest.*, lib. XXVIII, tit. V, l. 2.
[8] *Ibid.*, lib. XXII, tit. III, l. 9.

ipsi Remigio, patre mortuo, redditus debeatur, saltem quantum ad alios heredes qui non habent causam conditionis, ex premissis relinquitur; preterea quia conditio assignationis ad ipsum non refertur, sed tantum ad alios, quod apparet ex lectione instrumenti. Item ipse cum patre stipulatus est conventiones observari, conditione non repetita; propter quod, in dubio si quod sit, debet presumi, et credi, quod eidem puri fuerint redditus in premissis, cum pro aliis esset inutilis stipulatio. Preterea in fine instrumenti eque principaliter, sicut pater, pro confirmatione contractus ad sumptus se obligat, sicut pater. Item quod illi fratres, in solvendo eidem Remigio, sine conditione, sive protestacione, suam intentionem quam habuerunt in contrahendo, declaraverunt. Si in lictera esset, quod patre mortuo redditus solveretur Remigio filio, sive illi, etc., ita quod non precederet dictio *sive,* non videretur dubium quin, assignatione in personis aliorum non facta, redditus Remigio deberetur; sed certe idem est precedat dictio *sive,* vel non precedat, sive proferatur ab homine, ut *in Auct. C. de constituta pecunia, si quando quis* [1], sive a lege, ut *ff. de stipulatione servorum, l. sive* [2].

XLII. Quedam prefacio [3].

. . . .

XLIII. Utrum exceptionem proponens debeat incontinenti in expensis condempnari si defecerit in probando; et si condempnatus non fuerit, utrum postea debeat condempnari.

Si ab altero litigancium proponatur factum aliquod peremptorium, et non probetur, si perpendatur malicia in proponente dum proponitur, fiet condempnatio expensarum sub conditione, si defecerit in probando; quod tenet Innocentius; vel tunc, cum in probatione defecerit. Quod si factum non fuerit, in fine litis non potuerunt peti, ut innuit *Innoc. Extra. de dolo et contumacia, c. finem,* in fine glos.[4]. Contrarium dicit *de appellatione, c. sepe* [5]; et istud equius videretur,

[1] *Cod.,* lib. IV, tit. XVIII, l. 1.

[2] *Digest.,* lib. XLV, tit. III, l. 15.

[3] Le texte qui suit ce titre n'est que l'abrégé de celui que nous avons donné sous le n° XXXVI.

[4] *Decretal.,* lib. II, tit. XIV, c. 5.

[5] *Ibid.,* lib. II, tit. XXVIII, c. 44.

saltem in casibus in quibus ibi loquitur; scilicet ubi debentur expense propter contumaciam precedentem, et propter exceptionem improbabilem, propositam, non admissam.

XLIV. De excommunicatis pro participacione, licet non participaverint.

Nota. Pro excommunicatis pro participatione, quod si in veritate non participaverint, non tenet sentencia, quantumcumque precesserit monitio; quod tamen de monitione est necesse, secundum formam et tenorem qui traditur (*sic*) in const. Gregorii (*sic*); pro hoc quod notat Innoc. *in c. quia in cunctis* (sic), *de concessione prebende* [1], et *de cohabitacione clericorum et mulierum c. tua* [2]. Sed si judex citaret, an [3] deberet comparere citatus.

XLV. Utrum hec verba : *Spoliatus fui possessione plene libertatis,* sonant spoliationem vel turbationem.

In causa Hueti Le Cras, cum excipiendo dilatorie proponeretur contra eum, quod adversaria sua, cum esset et fuisset in possessione cujusdam domus plene et libere, fuerat spoliata possessione plene libertatis, quare, etc. Duxi quod hoc sonabat in turbationem, non dejectionem, et propterea non admisi, quia quod dicebatur de possessione plene libertatis, non representabat quid possessionis; sed tantummodo arguit aliam possessionem : *ff. de vi, et vi armata, l. vim facit,* cum glosa sua [4].

XLVI. De placito bannali et jurisdictione, utrum vendi possunt.

Jurisdictio habet partes subjectivas, id est species; ut quia civilis, vel criminalis; temporalis, sive spiritualis, sive ecclesiastica; et dico quod temporalis distinguitur ab ecclesiastica, non ex [natura?] rei, que deducitur in judicium, immo pocius ex censura; nam propter

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. VIII.

[2] *Ibid.*, lib. III, tit. II, c. 8.

[3] Ce mot nous semble devoir être effacé.

[4] *Digest.*, lib. XLIII, tit. XVI, l. 11.

censuram ecclesiasticam, etsi temporale quid in judicium deducatur, est jurisdictio saltem spirituali annexa; et credo quod omne jus quod est talis nature, quod non cadit nisi in personam ecclesiasticam, hoc est sub racione alicujus spiritualis. Sed certe sic indicere bannum, seu sic placitare, magis respicit actum quam speciem, et videtur modus actus jurisdictionis, scilicet placitandi, scilicet sic placitare; nec est idem quod generalis jurisdictio, quod quidam dicere voluerunt; quia verbum generale sonat in extentionem ad personas; sed sic placitare, sonat in quandam simultatem. Unde videtur quod si non licet vendere juridictionem ecclesiasticam, per consequens non modum, scilicet sic placitare bannaliter; potissime cum modus sit ejusdem censure. Si dicas, habet multa incommoda et inhonesta; et certe multa commoda, et que videntur secundum jus; quia breves cause, etc.; et iste sunt breves, tum propter causas, tum propter personas. Preterea si tenet placitum bannale de jure, quod patet; quia voluntate littigancium hoc posset fieri, et induci multo forcius consuetudine racionibus predictis, non potest remicti sive vendi, si non tenet. Cum dicis quod potest vexationem redimere, verum est; sed non licet per peccuniam aliquid spirituale, vel quasi, obtinere; sed certe hic non querunt aliquid optinere, sed certe ymmo absolvi ab illo placito; sed si licet redimenti, tamen, peccuniam recipiens comittit symoniam. Unde dico quod in hoc casu magis videretur agendum ad temperamentum, quam ad impletionem talis contractus, qui nullus est; nec sequitur, gratis debet remitti; ergo sic potest agi. Remedium hujus negocii colligi potest, *Extra. ne prelati vices suas, c. 1 et 2*[1]; *de rerum permutacione, c. ad questiones*[2]. Preterea recorderis de hoc quod notatur, *Extra. de symonia, c. ad aures*[3], scilicet quod non licet redimere vexationem suam per peccuniam, etc.......; et eciam quod sequitur in fine illius glose. Item propter illa specialia que habet istud placitum bannale, videtur non modus placitandi, ut supradictum est, ymmo videtur species jurisdictionis distincta. Arguit *de sponsalicia largitate, in Auth., ut sponsalitio largitas, ar. prin., collatione VIII* [sic, *IX?*][4]. Et quia ex hoc nomen speciale assumpsit, et dicitur *placitum bannale,*

[1] *Decretal.*, lib. V, tit. IV.
[2] *Ibid.*, lib. III, tit. XIX, c. 6.
[3] *Decretal.*, lib. V, tit. III, c. 24.
[4] *Authent.*, coll. IX, tit. II, nov. 119.

argumentum *in Aut.,* [sic, *Instit.?*] *de locatione et conductione,* §. *adeo* [1]. Et si tu dicas quod hoc facit ibi auctoritas legis, dicam et hic auctoritas consuetudinis; non obstat quia dicitur quod, sublato placito bannali, salva manet jurisdictio in aliis diebus, quia nichilominus hic aliquid sublatum esse videtur, sicut potest videri in servitute duccendi aquam ad fundum (?) diurna et nocturna, quod diurna sublata per prescriptionem vel remissionem, licet de nocte possit duci aqua ad sufficienciam, quia nec metimur talia penes rei indigenciam, tamen hic aliquid videtur remissum; et eodem modo in foris pluribus diversorum dierum et locorum, et veritatis [*sic*, mercatis?] rerum venalium. Pro hoc facit *Extra. de concessione prebende et ecclesie non vacantis, c. cum dilectus* (*sic*) [2], quod loquitur de concessione prebende que venerat ad decanum ex concessione regia. Preterea si jurisdictio est potestas de publico, etc., et hic de ista potestate detrahitur, scilicet convocationis, et aliorum; ergo detrahitur de jurisdictione quantum ad sui amplitudinem. Preterea dicunt quod censura que est quid spirituale, non remittitur, nisi ex quadam consequencia. Sed respondeo quod totum remittitur, et totum spirituale; nec debet eadem res tam vario jure censuri (*sic*). Conssensus vero episcopi, qui colligitur ex eo quod permisit fieri collectam pro precio hujus contractus solvendo, non sufficit, quia requiritur quod conssensus interponatur principaliter ab (*sic*) hoc ipsum. Preterea, licet testes civium videantur deponere quod episcopus possit omnia facere sine conssensu capituli, dico tamen quod causa restringit dictum; quia in reddendo causam sue sciencie, dicunt de minoribus. Preterea deficit contractus ex altero latere, cum illi cives qui contrahebant nomine aliorum civium, non haberent mandatum, et capitulum renunciavit antequam cives ratificassent; quod potuerunt indubitanter, cum contractus nondum esset perfectus. Preterea intelligo petitum interesse quod succedit loco rei petite, sed si non est rei petite commercium, nec interesse, talis peticio; si enim ageretur ad interesse, deceptionis ageretur per medium, quia interesset civium non fuisse deceptos.

[1] *Instit.*, lib. III, tit. XXV, §. 3.

[2] *Decretal.*, lib. III, tit. VIII, c. 16.

XLVII. Utrum decani vice episcoporum jurisdictionem excerceant, et ad quos ab audientia eorum appelletur, et qualiter probetur consuetudo, et utrum facto inepto admisso excusetur excipiens factum hujusmodi ineptum probans; et utrum verba obscura posita in libello, debeant interpretari contra libellum edentem.

In causa decani yprensis, dico quod decanus, seu curia, prescripsit in subjectos curie morinensis, non contra ecclesiam morinensem, licet ista prescriptio cedat ad incommodum ecclesie seu curie morinensis. Pro hoc bene inducas *Extra. de prescriptionibus, c. cum ex officii* [1]; et ex hoc dico, quod inspicietur conditio subjectorum, et quantum ad tempus prescriptionis, et quantum ad scientiam vel ignoranciam : *ff. de contrahenda emptione, l. in hujus* [2]. Preterea ista consuetudo, sive prescriptio, videtur generalis; unde sufficerent esse contra ecclesiam decem anni : *Extra. de consuetudine, c. in fin.* (*sic*), in glosa Innocen. [3]. Preterea in causa ista oportet succumbere excipientem de jurisdictione, quia curia remensis ad minus est in possessione, vel quasi, recipiendi tales appellationes; ergo effectus hujus possessionis stabit, non obstante oppositione sequente. *Extra. de causa possessionis, c. cum ecclesia sutrina* [4]. Junge quod est infra, §. : Lictera domini morinensis [5].

XLVIII. Utrum qui prescribit jus non debere vocari, videatur prescripsisse jus non teneri admittere venientem.

In questione domini Enjoranni, videtur mihi quod non vocari ad electiones sit actus qui respicit jus, scilicet non debendi interesse in illis; et ideo qui in non vocando [prescribit?], videtur prescribere in non recipiendo, etiam sponte venientem; et hoc sapiunt verba constitutionis, scilicet : Qui volunt, possunt, et debent interesse.

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVI, c. 16.
[2] *Digest.*, lib. XVIII, tit. I, l. 12.
[3] *Decretal.*, lib. I, tit. IV.
[4] *Decretal.*, lib. II, tit. XI, c. 3.
[5] Voyez plus bas, n° LIII.

XLIX. De pactis juxta contractum incontinenti appositis; utrum possit excipi contra agentem qui pactum non implevit a non agis (?).

In causa Hueti le Cras, dico quod ista exceptio quam proponebat mater uxoris sue, videtur ordinis, non dilatoria solucioni; unde et in litiscontestacione, et post, potest proponi. Item videtur quod debeat admitti, sicut videremus (?) in actione exempto, *per* §. *offerri*, et in convencionibus innominatis. Sed contra, quia vestimentum contractus efficax, sicut stipulatio, habetur pro rei interventu; et hic semper fingitur stipulatio intervenisse : *C. de rei uxorie. De re per explatico* (*sic*)[1]. Sed certe hoc est verum, quod ista sunt paria, quantum ad hoc quod detur actio, sed non quantum ad excipiendum de ordine; ut *in* §. *offerri*. Credo quod hic est unus contractus, scilicet datio dotis ob causam matrimonii, et pactum (?) quoddam incontinenti appositum, ut fiat quietacio; et hic non est excipiendum, sed agendum ad modum. *C. de hiis que sub modo, l.* 1[2]. Si enim venderem tibi equm, et conveniret incontinenti quod irem pro te Romam (?); si contra te peterem precium, posses excipere quod prius traderem tibi equum, sed non posses excipere quod irem prius Romam (?), sed agendum esset ad illud; secundum (?) ego non teneo. Contrarium enim verum est per *l. ff. de contrahenda emptione, l. pacta conventa*[3]. Preterea quidam dicebant non interesse matris de quitatione petita. Arguit *ff. de pactis, l. nemo*[4]. Dico contra per *l. C. de pactis inter emptorem et venditorem, l. fin.*[5]. Finaliter dico quod si Huetus confiteatur proposita, vel possint probari infra tempus modicum statuendum a nobis, fiat quod excipiendo desideratur.....

L. Utrum dominus feudi habeat cognoscere de rapina rei ecclesiastice, vel utrum judex ecclesiasticus.

In negocio comitis Hanonie, quod dominus feodi possit revocare, et compellere partes ut revocent processum, et revocari faciant, faciunt

[1] *Cod.*, lib. v, tit. xiii.
[2] *Ibid.*, lib. vi, tit. xlv.
[3] *Digest.*, lib. xviii, tit. i, l. 72.
[4] *Digest.*, lib. ii, tit. xiv, l. 61.
[5] *Cod.*, lib. iv, tit. liv.

jura : *Constitut. Frederici, imperiabilem (sic)*, §. *preterea*[1] cum multis jur. x^e^ *collationis*. Sed cum hic agatur de rapina, de depredatione rei ecclesiastice, ecclesia habet cognoscere; et vide quod notat *Extra. de foro competenti, cum sit*[2].

LI. Utrum pater emens reditum pro filio, et ei donans, et postmodum ponens bona omnia in manu sancte matris ecclesie, videatur revocare donacionem.

In questione Johannis la Pance, cui pater donaverat annuum redditum dum erat in potestate, et pater in morte omnia bona posuit in manu ecclesie; numquid per hoc videatur revocasse donationem? Videtur quod sic, quia non solum expresse, sed et tacite, talia revocantur; et qui donat omne, nihil excipit : *ff. de donationibus inter virum et uxorem, l. cum hic status*, §. *si maritus*[3]. Item quia scit, vel scire debet, hoc remansisse in bonis suis. Item per hoc consulitur creditoribus qui certant de dampno vitando; filius vero certat de lucro. Item per hoc consulitur anime defuncti; et caritas ordinata, et potissime in tali puncto. Contra credo quod requiritur revocatio specialis, ut sit voluntas evidens revocandi; nam in oscuro seu dubio, promptiores esse debemus ad confirmandum, ut *in l. cum hic status*, §. 1[4]. Item quia, etsi juris auctoritate hoc remansit in bonis patris, tamen reputatione non erat in bonis. Arguit *ff. de donationibus inter virum et uxorem, l.* 3, §. 1[5]; *de legatis, I, quod in rerum natura*[6]; *de legatis, II, l. Gaius*, §. *fin.*[7]. Pro hoc induco : *C. familie Herciscunde, quociens*[8]; et est bonum argumentum, quia ibi specialiter ordinata non tenent, nisi morte sequta. Item arguit quia in facto hujusmodi est bonorum omnium alienatio; et tamen per institucionem heredis, ejus cui donatum erat cum alio, non revocatur donacio; ut notat Azo in summa, *p. l. de inofficiosis donationibus, l.* 2[9].......

[1] *Feud.*, lib. II, tit. LV.
[2] *Decretal.*, lib. II, tit. II, c. 8.
[3] *Digest.*, lib. XXIV, tit. I, l. 32, §. 7.
[4] *Ibid.*
[5] *Ibid.*
[6] *Digest.*, lib. XXX, tit. I, l. 24.
[7] *Ibid.*, lib. XXXI, tit. I, l. 86.
[8] *Cod.*, lib. III, tit. XXXVI, l. 10.
[9] *Ibid.*, lib. III, tit. XXIX.

LII. ..... Utrum idem sit de re, et de ejus augmento; et utrum rex de claustro cognoscat, vel judex ecclesiasticus.

De claustro cathalaunensi, quod sufficit proponere et probare, prout notat Innocencius *Extra. de jurejurando, c. fin.*[1]; si obiciatur de augmento, respondeas quod idem debet esse judicium de augmento, et eo quod augetur. Preterea quia est in confinio et circuitu ecclesie; *in Decret.* XVII, *q.* IIII[a], *c. sicut, et c. si quis*[2]. Item quia donatio facta ecclesie liberalissime est et largissime interpretanda, *in Auth. de non alienandis, c. sinimus*[3]. Item quia donator, et successores, per pacientiam, cum sciencia, sic interpretati sunt : *ff. de legibus, l. minime sunt mutanda*[4]. Preterea, nota quod interpretatio non requirit certum tempus, sed prescriptio sit; quod episcopus dando claustrum liberum, videatur jurisdictionem quam habebat donasse : *Extra. de donationibus pastoralis*[5]. Nec litigabitur de claustro coram rege, quia res sancta sicut muri civitatis, etc..... Nec racio pateretur quod rex tanquam superior poneret manum suam, et inde aufferret; et nichilominus canonici contra episcopum procederent remediis consuetis.....

LIII[6].

Lictera domini episcopi morinensis remissiva, innuit magistrum R. Chevalet sensisse quod decanus yprensis processerit contra Yprenses ad commodum ipsius episcopi; ita quod ad ipsum episcopum apellandum non esset.

Ista positio non multum videtur propria, et valde competenter est arguta et reprehensa, ut mihi videtur, in eadem lictera remissiva. Videtur autem dominus episcopus in libello illo alium ponere intellectum, scilicet quod decanus processerit ex officio quod ei incumbit racione decanatus. Sed hoc dicere, non bene consonat verbum libelli ubi dicitur : *Vice et auctoritate,* etc.; quia licet decanus [*sic,* decani?] ex institucione sua facta forte per episcopum [(]*forte* dico, quia apud nos instituuntur per archiepiscopum[)] nanciscantur jurisdictionem

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XXIV.

[2] *Decret.*, part. II, caus. XVII, quest. IV, c. 6 et 7.

[3] *Auth.*, coll. II, tit I, novel. VII, c. 2, §. I.

[4] *Digest.*, lib. I, tit. III, l. 23.

[5] *Decretal.*, lib. III, tit. XXIV, c. 7.

[6] Pour le sommaire de cette question, voyez celui de la question n° XLVII.

quam habent, non tamen exercent eam vice et auctoritate episcopi, sed sua; sicut est videre in electo in episcopum confirmato, qui confirmacione de se facta per metropolitum, jurisdictione nanciscitur quam exercet postea non vice et auctoritate metropoliti, sed sua. Et idcirco, servata proprietate verborum, libellus debet intelligi ubi decanus procedebat vi commissionis sibi facte ab episcopo; et innictuntur actores in eo non solum consuetudini, sed et juri, dum dicitur : competenter et legittime appellavit. Quod eciam innuit libellus, maxime quod proprie sumptum implicat; et quatenus juri inmictitur libellus, veritatem non continet, si do quod procedit decanus ex commissione speciali; quia tunc de jure appellandum est ad supra proximum. Sed an consuetudo sit probata? Credo quod non; quia cum illa consuetudo sit contra jura, et contra racionem, non est ultra suos terminos extendenda; et ita non extendetur ad decanum yprensem in quo non probatur prescripta; preterea quia non est probatum de tempore competenti; et hoc potissime apparet per factum ex parte decani excipiendo proponitum, et probationem ipsius. Sed videtur obstare quod probatum est, quod cum de consuetudine illa referretur questio, pronunciatum fuit pluries consuetudinem talem esse, et ab illis sentenciis non extitit appellatum; et ita talis sentencia facit jus, quicquid sit de tempore. Sed respondeo quod talis sentencia facit jus inter partes dumtaxat; sed cave quod multum confidit pars adversa in eo quod factum ex parte decani excipiendo propositum, videtur prorsus impertinens, cum libellus loquatur ubi decanus procedit vi commissionis sibi facte per episcopum morinensem, et excipitur de processu quem facit decanus racione sui officii; et ita factum istud non proficit, nec ejus probatio; et tenebitur decanus ad expensas. Sed ab expensis eum excuso, propter judicem qui modis omnibus voluit ad factum responderi (*sic*) et probationes super eo fieri; et licet judex factum non approbaverit, admictendo probationem super eo dedit occasionem expensis. Preterea licet factum videatur impertinens, proficiet tamen in hoc et ejus probatio, ut seducto vacacionis tempore, appareat consuetudo allegata, in libello non prescripta, que nec alias erat probata, ut supra dixi. Preterea, sicut supra visum est, libellus patitur multiplicem intellectum, licet ille de commissione magis proprius videatur, et licet jura dicant quod in iniciis faveatur

actori. Dico tamen quod si actor formavit libellum habentem multiplicem intellectum, vel alium oscurum, et requisitus a reo se non declaraverit, facienda est interpretacio contra eum. Nunc ego dico, quod cum decanus reus excipiendo ad alterum intellectum libelli, de pluribus se retulerit, scilicet ubi decanus processit racione officii, et actor non reclamavit, nec se ad alterum intellectum determinavit, sed super exceptione proposita probationes admisit, videtur libellum suum ad illum intellectum traxisse, et determinasse, cujus procequcioni consensit; nam reus excipiendo quodam modo querit mentem et intellectum actoris, et certe quod actor post talem, saltem tacitam, sui determinacionem, post multos labores et expensas, vagetur in rei elusionem, et alium sibi, seu libello suo, causetur intellectum, rationabile non videtur. Arguit *ff. de doli exceptione, l. pure, §. si donavi* [1]. Si hec via optineat de jure intencionem nostram, habebimus in principali, et in expensis, et remensis curia non tangetur; propter quod ad hec debent officiales se facilius declinare. Habemus et aliam viam optinendi, que superius est tacta.

LIV. Si appelletur a subdelegatis cognoscentibus cum delegato, ad quem appellatur, utrum ad delegantem primum, vel utrum ad subdelegantes.

Sentenciam Innocencii quam videtur tenere *de officio delegati judicis, super questionum articulis* [2], scilicet : *Quod ubi sunt tres delegati*, cum illa clausula : *Quod si non omnes duo, etc.*, quod si delegato cognoscente cum duobus subdelegatis ab aliis duobus delegatis, appelletur ab eis, quod duo delegati alii possint de appellacione cognoscere, non teneo, illa racione; quia cum exercitum sit inter plures delegatos indivisum, actus pronunciandi quem simul exercuerunt est indivisus; ergo per appellacionem non poterit retractari quin retractetur factum delegati, quod non cadit in parem et in divisis pro parte qua non licet totum prohibetur; unde in casibus dicitur : Inutile viciat utile, *ff. de aqua cotidiana et estiva, l. 1.*

[1] *Digest.*, lib. XLIV, tit. IV, l. 5, §. 2.

[2] *Decretal.*, lib. I, tit XXIX, c. 27.

§. *Item queritur*[1]. Nec obstat quod ille delegatus non potest cognoscere quia appellatum est ab eo; et ita propter inpetracionem (?) juris non potest interesse. Concedo; sed dico quod alii delegati non possunt cognoscere propter repugnanciam juris de qua supra dictum est. In causa, principalis non est ista juris repugnancia, ut per se patet. Pro hoc est decretalis Alexandri : *Dilecti filii*[2], cum glosa viceconcellarii (*sic*).

LV. Utrum prelatus quesita inmobilia ex fructibus bonorum sue administrationis, ea vendere possit, sine consensu sui capituli.

Quidam episcopus fructus quosdam ad aministracionem suam pertinentes vendidit cuidam burgensi, qui non habens aliunde unde posset satisfacere prelato suo creditori, dedit eidem in solutionem quedam immobilia sua. Prelatus ea tenuit per biennium, postea ea vendidit sine consensu capituli sui. Queritur nunquid tenet vendicio? Respondi quod sic, ex quo non erant incorporata ecclesie; sed suo nomine, id est racione administracionis quam habebat, ea tenebat; quod cum in vicem eorum que administracioni ipsius suberant successissent, eamdem naturam sortiri debebant. Ad hec jura communia; magis specialia, *ff. de legatis II, l. impeditur.* §. *fin.*[3]; *soluto matrimonio, sicum dotem.* §. *fin.*[4].

LVI. Numquid nepos ex filio, patre suo repudiante, possit vivente [*sic,* mortuo?] suo patre, successioni avite una cum patruo invito, se immiscere, et eam obtinere.

Pater habebat duos filios, et ex uno illorum nepotes. Filius ex quo sunt nepotes renunciavit hereditati paterne, patre adhuc vivente, et per juramentum. Decedit ille filius, postea pater, alio filio et nepotibus ex filio premortuo relictis. Nepotes, repudiata hereditate paterna, volunt succedere in avita cum patruo suo. Queritur num-

[1] *Digest.*, lib. XLIII, tit. XIX, l. 1, §. 17.
[2] *Decretal.*, lib. III, tit. XXX, c. 8.
[3] *Digest.*, lib. XXXI, tit. I, l. 70, §. 3.
[4] *Ibid.*, lib. XXIV, tit. III, l. 22, §. 13.

quid possunt? Dico quod non; quia, patruo superstite qui proximior est, non succedunt nepotes, nisi per representacionem; quod apparet quia succedunt in stirpem, et non in capita. *In Auth. de heredibus ab intestato*, §. 1[1]. Ergo si pater eorum se fecit alienum, per representacionem nepotes ex eo non succedent. Arguit ad hoc, quia pater qui renunciavit, jus deliberandi non transmittit. *C. de jure deliberandi, l. cum antiquioribus*[2]. Sed ita loquitur in hereditate jam delata; sto prime racioni. Alii dicunt quod nepotes succedunt avo jure suo, quo jure pater suus non potuit eos privare antequam sibi deferretur. Arguit pro eis, *ff. de senatoribus, l. emancipatum*, §. *fin.*[3]; *de interdictis et relegatis, l.* 3[4]. Sed respondeo quod nepotes succedunt suo jure quod habent ex representacione patris, racione premissa. Iterum, si non representarent patrem, remociores essent patruo, quare patruus solus succederet.

LVII. Utrum in petenda revocacione cessacionis, requiratur speciale mandatum; et que debet esse causa, et qualis, cessacionis; et utrum offerens se probare, non admissus, habeat causam appellandi; et utrum quando cessatur ad mandatum officialis, juxta constitucionem provincialem, videatur cessatum auctoritate officialis, vel constitucionis.

In causa domini de Valentouria, pro officiali cameracensi facit quia mandatum officialis erat racionabile et equum, quia se referebat ad constitucionem sinodalem. Iterum cum generaliter esset factum. Supplicatio officiali facta que loquebatur de certis villis, videbatur impertinens; sed certe generalitas mandati est determinata per execucionem et rescripcionem executorum. Preterea officialis non debuit supplicantem incertum relinquere. Preterea pro officiali, quia causa justa cessandi videbatur subesse, secundum formam (?) constitutionis synodalis; sed contra officialem, quia supplicantem proponentem quia officialis tenebatur revocare cessationem de jure et consuetudine, et offerente se ad probationem, non admisit. Pote-

[1] *Auth.*, coll. IX, tit. I, novel. 118.
[2] *Cod.*, lib. VI, tit. XXX, l. 19.
[3] *Digest.*, lib. I, tit. IX, l. 7, §. 2.
[4] *Ibid.*, lib. XLVIII, tit. XXII.

rat enim officialis revocare cessationem, sicut apparet ex fine constitutionis, et istud quantum ad pronunciendum (*sic*) appellationem canonicam. Quia autem cessatio sit injusta, apparet. Peccat enim in ordine, quia nulla monitio precessit, quod exigit constitutio. Iterum peccat in causa, quia probatum est quod bona erant censitoris, et quod de voluntate sua. Preterea assercio censitoris faciebat saltem rem dubiam, et causa cessationis debet esse manifesta de facto et de jure. Iterum cave quod ad mandatum officialis tantum fuit cessatum, quia mandaverat sub pena suspensionis, etc.; si enim tantum auctoritate constitucionis, officialis solum habuisset nunciare, non sub pena precipere, vel mandare. Et cave quod si reperiatur in actis, quod dominus Valentourie fuerit requisitus a parte, nunquam reperietur quod monitus fuerit a judice. Scias tamen quod melius fuisset peciisse in libello quod revocaretur cessatio, quam quod sequtum est, etc.; quia cessatio precedebat. Preterea sciendum est quod licet in absolucione petenda requiratur speciale mandatum secundum quosdam, hic tamen non requiritur; quia multe sunt differencie (?) inter sentenciam excommunicationis et interdictum. Preterea non petitur absolutio, sed petitur revocatio interdicti; et si ageretur ad revocationem excommunicationis tanquam injuste, dicerem quod non exigitur speciale mandatum. Preterea dico quod licet in impendenda absolutione requiratur mandatum speciale, vel verius presencia absolvendi, ut videat judex contritionem, recipiat..... juramentum, et alia; impetenda tamen revocatione cessationis, non requiritur presencia, nec et speciale mandatum. Et ita fuit interlocutum.

LVIII. De redditu annuo empto de pecunia usuraria; utrum percepta ex hoc restitui debeant.

Quidam fenerator qui nichil habebat, nisi de fenore, emit redditum annuum centum librarum ad vitam suam, et filii sui scientis patrem non sufficere ad restitucionem extortorum. Pater tantum vixit quod precium recepit. Ponamus quod precium erat mille librarum, et quod pater vixit decem annis. Queritur an filius, eciam in foro consciencie, teneatur? Respondi quod non; quia, et licet glosa videatur dicere

quod res comparata de peccunia fenebri succedat in eam causam, quod ego intelligo in usurario possessore, et ut solum in ea, aliis bonis deficientibus, fiat executio; sicut loquitur *Extra.* [*de usuris*], *c. cum tu,* §. *fin.*[1]; dico tamen quod succedit usque ad hoc quod creditores in dampno non remaneant, quia hic non favor attenditur, sed pocius odium reprobati tractus; quia secus esset ubi favor attenditur, ubi res succedit in totum, non solum quantum ad precium concurrens; *ut C. de rei vendicacione, l. si ut proponis*[2], et in nostro casu non remanent creditores fraudati. Si vero fenerator minus percepisset, sufficeret quod filius, vel residuum restitueret, vel caveret de restituendo quod reciperet. Sed quid si pater tantum per duos annos redditum percepisset? Adhuc dico quod sufficeret filio quod tantum restitueret, quantum communi estimacione contingerit (*sic*) portionem filii, dum tamen filius contractum pro se acceptasset. Et si tu dicas quod secundum hoc, creditores remanerent fraudati; respondeo sic ita; quia non potest vitari quin fenerator creditorum suorum conditionem possit facere deteriorem, et mercando, et aliis multis modis.

LIX. Utrum rex possit subditum suum cohibere ne faciat injuriam non subdito, propter turbacionem regni que insequi possit.

In causa comitis Hanonie, videbatur nobis quod rex, eciam juris ordine non servato, poterat cogere comitem Flandrie ad hoc quod injuriam quam faciebat comiti Hanonie relaxaret, cum injuria esset notoria, et periculum imminens, cum timeretur turbatio regni per guerras, nec a guerra posset rex committem Hanonie, qui regi subjectus non est, cohibere. Ad hoc possunt induci : *ff. de novi operis nunciatione, l. de pupillo,* §. *si quis rivos*[3]; *que in fraudem creditoris, l. ait pretor,* §. *si quis* (sic) *debitorem*[4]; et glosa Innocencii, *Extra. de appel., c. sollicitudinem*[5].

[1] *Decretal.*, lib. v, tit. xix, c. 5.
[2] *Cod.*, lib. iii, tit. xxxii, l. 8.
[3] *Digest.*, lib. xxxix, tit. i, l. 5, §. 2.
[4] *Digest.*, lib. xlii, tit. ix, l. 10.
[5] *Decretal.*, lib. ii, tit. xxviii, c. 54.

LX. Numquid querens possessionem in uno genere fructuum, decime habeat in aliis generibus possessionem?

In questione S. Crispini suessionensis, qua queritur aliquis, allegato solo possessorio, quod erat in possessione percipiendi decimam de fructibus provenientibus in certo fundo, probavit de certo genere fructuum, seu certis generibus. Numquid, si veniant in eodem fundo fructus alterius generis, debebitur decima de eis? Videtur quod non; quia prescriptio in talibus restringitur, ut *in c. ex parte, et c. tua, Extra. de decimis* [1]; ergo possessio restringetur per quam pervenitur ad illam. Arguit *ff. de sponsalibus, l. oratio* [2]. Credo contrarium quod non debet res eadem vario jure censeri. Preterea quia iste intendebat acquirere possessionem decime in omni genere fructuum, non restringendo se ad certum genus; et per hoc per unum genus fructuum fuit acquisita possessio in omnibus aliis, eciam qui postea nascerentur. Ibidem arguit quod notant Innocencius et Hostiensis, *Extra. de capellis monachorum, c. secundo* [3], ubi dicitur quod per unicum actum jurisdictionis, acquiritur jurisdictio generalis, si hoc utoris intendebat. Quod autem presumi debeat utentem intendere acquirere possessionem decime generaliter in omni genere fructuum, patet quia non est visibile (*sic*), quod aliquis velit aliquid eo modo acquirere, quod ejus acquisitio sit in sui adversarii potestate. Sed si, mutatis fructibus, cessaret et amitteretur (?) quesita possessio, sequeretur quod acquisitio esset in adversarii potestate (?) cum sit in ejus potestate mutare fructus; ergo, etc. Ad hoc facit quod non tenet obligatio que confertur in voluntate illius qui debet obligari. Et intelligo quod in aliis generibus fructuum, qui non creverunt in fundo tempore possessionis decime acquisite, sed postea, habeatur possessio non per extensionem, sed per juris sui continuacionem.

LXI. Qualiter sit procedendum cum agitur de notorio et sentenciandum, et utrum interdictum ponere sit actus judicialis, vel cessare, et utrum cessacionem debet precedere monicio.

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. XXX, c. 25 et 27.

[2] *Digest.*, lib. XXIII, tit. I, l. 16.

[3] *Decretal.*, lib. III, tit. XXXVII, c. 2 (?)

De causa domini laudunensis pro ecclesia laudunensi, fuit concordatum quod factum erat communitatis, quia campana, etc., *ff. quod cujusque universitatis, l. sicut*[1]; et quod ibi notatur (?), credo (?) facere. Preterea in hoc convenimus, quod fieret citatio que factum ad plenum contineret; et mitteretur copia citationis. Si venirent, exponeretur eis factum sicut continetur in citatorio, nec traderetur libellus, nec articuli; Hostiensis, *super c. quoniam [est] sacris, Extra. de filiis presbyterorum*[2]. Preterea, si vellent dicere non notorium declinando, non audirentur. Si vellent negare factum, vel excusare, audirentur; et judex posset se informare (?), eciam parte non vocata, licet Innocencius videatur dicere contrarium *de officio delegati, c. statuimus*[3]. Postea procedat judex ad sentenciam, et pronunciet contenta in citacione esse notoria, et condempnet ad restaurandam libertatem ecclesie, et in emenda, reservata taxacione. Et eciam sine monitione potest communitatem ponere in interdicto in penam, quo casu non est necessaria monitio : *Extra. de appellationibus, c. ad hec*[4]. Secundum Innocencium *ad hoc facit Extra. de celebracione missarum, c. fin*[5]. Hostiensis ibi tenet contrarium, sed male, per rationem que redditur in *c. ad hec*. Hoc colligitur ex glosis dominorum Innocencii et Hostiensis *in c. tua, Extra. de cohabitatione clericorum et mulierum*[6]. Preterea licet cessatio[7] possit procedere et sine monitione, et sine citacione, ut puto, cum non sit actus judiciarius, nec qui cessat, judicat, sed facit quod libet in re sua, et solam habet astinenciam in tristicia et merore, tamen interdictum quod spectat ad judicem, et non ad alium, et infert in alium, non potest procedere sine actu aliquo judiciario precedente, monitione scilicet, vel citatione. Sic intelligo glosam Hostiensis, *Extra. de officio judicis ordinarii, c. irrefragabili*[8]; *et Extra. de filiis presbyterorum, c. quoniam [est] sacris*[9], ubi dicitur : « Postquam constiterit ut judici « alias, etc. » Preterea glosa Hostiensis *in c. tua*, ubi dicitur quod in notoriis, eciam si appelletur ex eo quod judex oblatam probatio-

[1] *Digest.*, lib. III, tit. IV, l. 7.
[2] *Decretal.*, lib. I, tit. XVII, c. 10.
[3] *Sexte*, lib. I, tit. XIV, c. I.
[4] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVIII.
[5] *Ibid.*, lib. III, tit. XLI.
[6] *Decretal.*, lib. III, tit. II, c. 8.
[7] « Differencia inter cessationem et interdictum. » Note marginale.
[8] *Decretal.*, lib. I, tit. XXXI, c. 13
[9] *Ibid.*, lib. I, tit. XVII, c. 10.

nem propositorum ad defensionem non admisit, si subsit veritas notorii, non retractabitur sentencia, pro hoc quod in notoriis sola veritas attenditur.

LXII. De cautela adhibenda ab advocatis in electionibus.

Experimento comperi, quod in electionibus se partem facere, hoc est se quodam modo a beneficio electionis excludere. Unde qui ad hoc tendit, partem non faciat, nec compromissum intret, ne aliquem offendat. Cautelam vidi, quod de parte una nominabatur unus de alia, ut forte parte nominati non consenciente, offensus nominatus cum suis accerseret alteri. Tum ex parte nominantis debet esse quidam alius qui, parte nominati consenciente, discordet, cum hoc intentionaliter non agatur. Ubi inter eligentes sunt partes divise, una major, alia minor, nullam utilitatem video quod pars minor se dividat plures eligendo. Sed si major pars se diviserit, et plures eligerit (*sic*); si inter electos est unus ydoneus, ex parte minori nunquam, quantumcumque electus suus sit sanus, procedatur ad electionem que non habet majorem totius, nec potest dici major, id est sanior, habita comparatione ad electos; sed iterum fiat scrutinium, donec forte major pars descenderit ad indignum; tunc prevalet (*sic*) electio facta a minori parte de persona ydonea, electioni majoris partis facte de indigno, dum cum uno contextu ambe fiant, et minor pars sit major saltem tercia. Appellationes formare generaliter periculosum non est; specialiter contra certam personam, periculosum est, quia forma constitucionis : *Ut circa,* dura est, et difficilis. Item quia pars avertitur et admonetur de viciis suis, et tunc forte decurrit ad aliam personam sanam. Item quia oportet apellantem persequi, et si non persequatur, aut non probet omnia et singula, incidit in constitucionem : *Statuimus* Innocencii quarti; et tamen omnia eque sunt salva per viam exceptionis, vel aliam.

LXIII. Utrum vocati per regem debent habere duo procuratoria, unum ad referendum, alterum ad concordandum; et quod rex primo suum expensum debet, et postmodum alios, requirere; et que (*sic*) melior est contributio per modum mutui

quia magis voluntaria; et utrum ecclesie possunt juvare regem de propriis bonis ecclesie.

Apud Viletam (?) fuit concordatum quod duo portarentur procuratoria, primum ad audiendum et referendum; et primo sustineretur si posset transire; et tunc bene quidem, si non exiberetur aliud secundum formam vocationis, ad concordandum et consenciendum, si opus esset; et haberentur littere ab archiepiscopo si fieri posset, quod istud in aliis non cederet nobis ad prejudicium; et si non possent haberi, tamen ita debet fieri, quia causa inserta in convocatione, seu citacione, erat sufficiens ad hoc faciendum. Preterea fuit concordatum quod non tenemur contribuere quotam ad presens, quia si sit eciam in presenti necessitas defensionis, quod estimare regis est indubitanter, ad quem cura regni principaliter pertinet, non tamen est necessitas contributionis; quia res primo suas, postea suorum, ponere debet; quod adhuc factum non est. Et postea debet fieri secundum quod continetur *Extra. de immunitate ecclesiarum, c. non minus, et c. adversus*[1]. Secundo querebatur, supposito quod non teneatur, numquid possumus? Certum est quod non, de quota. Quid de mutuo? Concordatum fuit quod non possumus de magno mutuo, ne fraus fiat; quia in magno mutuo ledi possent ecclesie, cui lesioni voluerunt predicta jura obviare. Sed consensum fuit de modico. Modicum intelligo ex quo non multum gravaretur ecclesia..... Et est sciendum quod pocius descenditur ad mutuum, quam ad contributionem de quota, quia magis sonat in gratuitum factum, ut ad consequenciam non trahatur.

LXIV. Differencia inter jura possessa in tercium, et inter adversarium, et de glossa Hostiensis *in c. auditis, de prescriptionibus, Extra.*

In questione ecclesie S. Crucis cameratonensis (*sic*), propter glosam Hostiensis que dicit, quod in juribus que possidentur in illis qui adversantur, quod non potest procedere prescriptio libertatis, nisi tercius illa jura prescribat in ipsis, et sic per consequens videretur contra ec-

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. XLIX, c. 4 et 7.

clesiam S. Crucis; respondeo hoc esse verum ubi jura possidentur in aliis que de jure communi possessori debentur. Secus si non debentur de jure communi. Sic loquitur *c. cum ex officii*[1]. Responsio fuit quod que ex prescriptione debentur, non extenduntur ultra quam usum fuerit, potissime quia extencio esset onerosa ecclesie; ut *Extra. de prescriptionibus, c. auditis*[2]. Preterea quia illa que vendicat decanus possidentur et exercentur per alios; *ff. de acquirenda possessione, l. quod meo, §. fin.*[3] Preterea quod singulariter faciunt, non facit capitulum : Host. *in c. irrefragabili*[4]. ar. §. *Inanimitur* (sic).

LXV. Numquid propter dignitatem adeptam retineat quis canonicatum sine quo dignitas esse non potest?

Ad questionem magistri Petri de Verson, quod per dignitatem quam erat adeptus retineat canonicatum sine quo dignitas haberi non poterat, non obstante revocatione facta per papam Bonefacium, arguit *Extra. de prescriptionibus, c. ad audienciam*[5]; *ff. quemadmodum servitutes amittuntur, l. si communem*[6].

LXVI. Clericus diu portans tonsuram presumitur eam ab episcopo recepisse.

In questione domini H. de Hans, jura sunt expressa *in Auth. de sanctissimis episcopis, §. si servus*[7]. Sed jura illa supponunt ordinationem seu tonsurationem factam per episcopum. Sed si dubitetur, idem dicerem propter diuturnam pacienciam. *C. de peticione hereditatis, l. si filius*[8]; *ff. de adoptionibus, post mortem*[9]. De minore tempore x annis, posset esse dubium.

LXVII. Utrum judex qui potest proferre sentenciam ex qua sequitur infamia, possit ex quadam consequentia dispensare.

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVI, c. 16.
[2] *Ibid.*, c. 15.
[3] *Digest.*, lib. XLI, tit. II, l. 18.
[4] *Decretal.*, lib. I, tit. XXXI, c. 13.
[5] *Ibid.*, lib. II, tit. XXVI, c. 13.
[6] *Digest.*, lib. VIII, tit. VI, l. 10.
[7] *Auth.*, coll. IX, tit. VI, novell. 123, c. 17.
[8] *Cod.*, lib. III, tit. XXXI, l. 10.
[9] *Digest.*, lib. I, tit. VII, l. 25.

Pro causa canonici regularis Sanctorum Omnium in Insula, [dico?] quod judex qui potest in sentenciam ex qua sequitur infamia, possit ex quadam conversia [*sic*, consequencia?] in infamiam, licet principaliter super ea dispensare non posset. *ff. de postulando, l.* 1, §. *de qua*[1], cum adminiculo *l. ff. ad Turpillianum, lege prima*[2].

LXVIII. Utrum pena semel commissa, iterum possit committi, et utrum succedit loco rei, ex quo constet latere committatur.

In compromisso, pena apponita (*sic*) semel commissa, amplius non potest commitri (*sic*), nullus [*sic*, nisi?] fuit dictum in compromisso quod pluries committatur; et hoc est verum, neque ex uno latere, neque ex alio; quia pena est mera pena, et debetur propter contemptum, nec succedit loco rei; quod esset, si pena commissa ex uno latere, alter repromittencium haberet necesse parere, vel penam committere.

LXIX. Utrum in criminibus fama cum confessione ad probacionem sufficiat; et utrum sufficiat probare sponsalia una, et confessionem aliorum, ad hoc quod aliquis probetur bina sponsalia contraxisse; et que sit fallacia : Iste canis est tuus, et est pater, ergo est tuus pater; et potuit esse quod recognovit ad unum finem, et ad alium finem tenditur.

In causa Guillelmi le Juif, [dico?] quod fama cum confessione non probat in criminibus, quia talia sunt odiosa, et magis sunt artande probationes, quam laxande. *Extra. de testibus, veniens* in glosa[3]; *ff. de hiis qui notantur infamia, l. Lucius* in glosa[4]; *Extra. de accusationibus, super hiis* in glosa Innocen.[5]...... Nec obstat quod dicitur de usurario manifesto, quod probatur per famam et amminicula, quia ibi speciale; et est ratio specialitatis quia illi consueverunt talia occultare. Nec sequitur : Talis recognovit sponsalia certa, probata sunt alia sponsalia contra eum, ergo recognovit bina sponsalia; cum enim fallacia acciderent, sicut hic : Iste canis est tuus, et est pater;

[1] *Digest.*, lib. III, tit. I, l. I, §. 10.
[2] *Ibid.*, lib. XLVIII, tit. XVI, l. I.
[3] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 10 et 38.
[4] *Digest.*, lib. III, tit. II, l. 21.
[5] *Decretal.*, lib. V, tit. I, c. 16.

ergo tuus pater; quia primo recognovit ut forte pararet probationem.... quantum ad causam matrimonii, non quantum ad delictum (?).

LXX. Utrum dilacio facta per judicem alteri imputetur, et utrum michi imputetur dilacio in qua consensi; item plus operatur conssensus sine protestacione, quam pacientia.

In causa magistri Guillelmi de Avesnes, respondi quod magister J. de Marli sub nomine fructuum, nullam peticionem habebat, quia solum debentur fructus residentibus vere, vel ficte, per consuetudinem ecclesie, ex quo non recedit [*sic*, resedit?]. Arg. *ff. de usu le.* (sic) *l. si usufructus mihi* [1]. Item nec sub nomine expensarum, quia iste expense facte fuerunt magis per judicem qui retulit negocium, quam per partem; et quia juris erat questio et dubitabilis, arguit *ff. de judiciis, eum quem temere.* §. 1 [2]; *de hiis qui ut indignis, l. post legatum* [3]; *de legatis II. qui solidum.* §. *etiam* [4]. Item, licet videretur ostare *l. ff. si certum petetur, l. si et me et Ticium* [5], quia de eo quod debebatur magistro J., pervenit ad ipsum G.; respondeo quia non erant fructus sui, nec sibi debiti, ex quo non residerat (*sic*). Nec debentur ut interesse, quia ex quo partes consenserant, non videbatur injuriosa seu injusta dilatio; et propter solam injustam dilationem tenentur ad interesse..... Item conssensus sine protestatione habet juris sui tacitam remissionem, licet non sola paciencia; *ff. quibus modis pignus vel ypotheca solvitur, l. si debitor,* §. *si in vendicione, et l. sicut,* §. *non videtur* [6]; que per hoc, licet videantur contraria, possunt solvi.

LXXI. Utrum propositum factum de revocatione mandati ex quo agitur, post publicationem testium admittatur.

In causa militis de Flandria, post actestationem publicam fuit propositum factum de revocatione mandati, re integra. Videbatur directo contrarium quod non compaciebatur intencionem militis de sponsali-

[1] *Digest.*, lib. VII, tit. IX, l. 9.
[2] *Ibid.*, lib. V, tit. I, l. 79.
[3] *Ibid.*, lib. XXXIV, tit. IX, l. 5.
[4] *Ibid.*, lib. XXXI, tit. I, l. 78, §. 2.
[5] *Digest.*, lib. XII, tit. I, l. 32.
[6] *Ibid.*, lib. XX, tit. VI, l. 4, §. 1, et l. 8, §. 15.

bus contractis per nuncium, seu mandatum, sicut alias dicebatur de contractu in scriptis. Ad oppositum movebar per ea que notantur *in c. fraternitatis* secundum Innocencium [1]; *et per c. Extra. de prescriptionibus, c. auditis* [2].

LXXII. Utrum judices delegati possint sentenciam ordinarii relaxare; et utrum appellandum sit si judices delegati decernant satisfactum competenter, nisi non est; et utrum injuria habeat aliquociens in se offensam, et que proprie dicitur injuria, et que offensa.

In negocio de satisfactione laudunensis ecclesie, primo videbatur nobis quod delegati judices non possent sentenciam episcopi relaxare. Juxta hoc, si delegati arbitrarentur satisfactionem esse competentem que non esset competens, consilium esset quod a tali decreto episcopus appellaret, ne susposita satisfactione competenti, propter unitatem cause episcopus non posset denegare relaxationem suarum sentenciarum. Postmodum audivimus quod papa sentencias episcopi ex certa sciencia confirmaverat; per quod ad ipsum videtur advocatum negocium; et tunc diximus contrarium : scilicet quod delegati sentencias episcopi poterant relaxare. Secundo diximus quod honestum erat, quod episcopus et capitulum simul essent in peticione satisfactionis; et tamen altero omittente, alter potest petere satisfactionem, et quilibet eorum potest in solidum petere. Sed quod dabitur nomine satisfactionis, dividetur inter eos, prout cujusque intererit; sicut dicitur in servitutibus, et aliis individuis juribus. Tercio dico quod nomen injurie, stricte sumptum, respicit contumeliam; nomen offense, prejudicium reale. Sed est interdum injuria simplex, et in illa, seu satisfactione illius, habetur solum racio estimationis contumelie. Est interdum injuria pregnans, que continet offensam, et in ista, seu satisfactione ejus, debet haberi ratio expensarum et dampnorum; et idem in offensa. Primo hoc ratio suadet, etsi juris, etc. Exemplum : Quod si pauper clericus verberetur, rumpantur vestes, frangantur brachia, et redda-

[1] *Decretal.*, lib. IV, tit. XV, c. 6.

[2] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVI, c. 15.

tur prorsus inutilis, iniquum esset solam contumeliam estimare in satisfactione. Secundo quia hoc notant Hostiensis in apparatu et summa, et Innocencius. Preterea casus est capituli, ut videtur : *Extra. de injura. c. olim*[1]. De tercio intelligo quod illa verba : Secundum morem, etc., intelligantur conditionaliter. Preterea quod intelligatur de more et consuetudine que est jus. Tunc dico quod in prejudicium eciam singularis persone, et sui juris singularis, potest induci consuetudo. Si vero de taxanda emenda injurie facte ecclesie, dico quod nisi taxatio sit consona arbitrio boni viri, vel saltem proxima, non valet quod esset in prejudicium ecclesie, et immunitatis sue, et honoris sui. Preterea quia per hoc invitarentur mali et perniciosi ad injuriandum ecclesie. Item recole quod in dubio satisfactionis, etc. Satisfiet tamen ante omnia de quo videbitur delegato; de reliquo satis (?) dabitur; et caveat delegatus, ne fingat dubium quod potest esse certum. Pro eo quod supra dictum est de dampnis et expensis, facit xx^a^ iii^a^ *questio* (sic), *octava causa,* (sic) *si quis membrorum, et c. pessimam*[2].

LXXIII. Utrum rex habeat cognitionem in causa ipsum et comitem Flandrie tangente.

In negocio regis et comitis Flandrie, reputavi arrestum bonum quod rex debet habere primum judicium; scilicet qui cognitionem et jurisdictionem haberet, eo quod rex est judex simpliciter, et generaliter, sine contestacione, et determinatione, et restrictione. Et hoc est verum, si partem non faceret. Sed quia faciebat partem, nec ipse judex erat competens, nec pares; sed ipse judices dare debebat.

LXXIV. Utrum communitas possit denunciare episcopum super hoc quod corpora, nisi data pecunia, sepeliri non permittit, apud metropolitanum, vel sedem apostolicam; et quid faciet metropolitanus super hoc informatus.

Communitas, seu civitas, per sindicum suum potest denunciare epi-

[1] *Decretal.*, lib. v, tit. xxxvi, c. 7.

[2] *Decret.*, part. ii, c. xxiii, q. viii, c. 31 et 32.

scopum suum avaricie et extortioni deditum, vel accusare apud summum pontificem ad finem deposicionis, vel suspensionis ab amministratione, qui episcopus sine deletu cives illius civitatis mortuos quibus communicatum erat vivis, ut catholicis et fidelibus, impedit in suis sepulturis, et exacta peccunia, statim ab impedimento desistit; quamvis inhibitioni episcopi in tali casu non sit parendum, quia hujusmodi factum moram non capit commodam, et communitatis interest ne depauperentur cives, et propter scandalum, et quia similia in similibus casibus pertimescunt, et propter fetorem cadaverum, et appellare possunt, et posset et deberet appellatio adhiberi a curatis parrochialibus. Potest eciam et debet [remedium apponere?] metropolitanus informatus de malicia episcopi, quod, non expectata morte civium, faciat eos usurarios manifestos; et decernat quod si non hoc fecerit, non esse hujus[modi] inhibicioni parendum.

LXXV. Utrum clericus in causa reconvencionis civili respondere teneatur.

Clericus in causa reconventionis, in causa civili, seu peccuniaria, respondere tenetur; aliter denegabitur sibi audiencia.

LXXVI. Utrum episcopus requisitus teneatur monere clericos, quod desistant mercatura; et si non faciat, utrum communitas propter hoc poterit appellare.

Episcopus requisitus a communitate, tenetur monere clericos mercatores quod ipsi desistant, alioquin a communitate poterit appellari; quia interest civium, quod via sibi aperiatur ad collectanda et tallianda bona que de natura sua, potissime racione mercature, sunt de jurisdictione sua.

Vers 1284. LXXVII. Peticio in causa appellacionis a confirmacione electionis, et notula facta super assignacione diei post petitionem.

Coram vobis reverendo patre domino remensi archiepiscopo, proponit et dicit *Talis* procurator religiosi viri domini E. monachi S. Gisleni ordinis S. Benedicti, cameracensis diocesis, ac eciam electi

ejusdem monachi [*sic*, monasterii?], quod cum vacante dico [*sic*, dicto?] monasterio per mortem bone memorie domini *Talis* quondam ipsius monasterii abbatis, dictus dominus et (*sic*) fuisset in abbatem ejusdem monasterii electus per electionem canonice et concorditer celebratam, videlicet per viam compromissi, seu commissi, secundum quod tam de jure, quam de consuetudine dicti monasterii, fieri poterat et debebat, omnibusque adhibitis solemnitatibus que tam de jure, quam de consuetudine, adhiberi debebant, et dicta electio reverendo patri domino cameracensi episcopo ordinario loci ejusdem, ex parte dicti electi et conventus dicti monasterii, esset canonice presentata, supplicatumque fuisset eidem episcopo ut dictam electionem sic canonice et concorditer, ut dictum est, celebratam, confirmaret, et predictum E. in abbatem dicti monasterii prefigeret; idem tamen episcopus latet [*sic*, licet?] cum debita instancia, tam ex parte domini electi, quam ex parte conventus dicti monasterii, humiliter requisitus, eamdem electionem confirmare, sine causa racionabili, recusavit, et ipsam electionem minus juste contra jus et justiciam reprobavit; eam, juris ordine in omnibus pretermisso, irritam, nullam fore et inanem, sentencialiter pronunciando; nec hiis contentus de domino R. monacho predicto monasterio S. Gisleni, ex arrupto, et sine cause cognitione, de facto cum de jure non posset, providi [*sic*, providit?], ipsum R. in abbatem dicti monasterii prefigendo; propter que procurator ipsius electi ad vestram audienciam appellavit, unde supplicat idem procurator, nomine procuratorio ipsius domini E., et pro ipso, dictam appellationem per vos legitimam pronunciari, et processum dicti episcopi cameracensis per vos cessari [*sic*, cassari?]; et processu suo sic cassato non obstante, petit et supplicat idem procurator, nomine quo supra, provisionem predictam de dicto R. factam, de facto et [*sic*, per?] vos irritam nunciari, et electionem predictam de domino E. canonice et concorditer factam per vos, et auctoritate vestra, sentencialiter confirmari.

Et nos P. miseracione divina archiepiscopus remensis, diem assignamus coram nobis Remis, vel coram subdelegatis a nobis, procuratori venerabilis fratris nostri J. Dei gracia cameracensis episcopi, qui dicit ipsius episcopi interesse contra dictum dominum E., seu ejus pro-

curatorem, ad deliberandum super hiis, et ad procedendum ulterius, ut jus erit, ad *talem* diem; et confessus est coram nobis dictus procurator episcopi cameracensis, appellatum esse saltem de facto, et facta est ei copia appellationis, citationis, et procuratorii procuratoris partis adverse. Datum, etc.

Vers 1284 LXXVIII. Inhibicio facta ob [*sic,* ab?] archiepiscopo,.... ne lite et causa [pendentibus, aliquid innovetur?].

P. miseratione divina archiepiscopus remensis, universis et singulis decanis Christianitatis, presbiteris in civitate et diochesi cameracensibus constitutis, ad quos presentes lictere pervenerint, salutem in Domino. Cum in causa appellationis ad audienciam nostram interjecte ex parte religiosi viri domini E. monachi.... S. Gisleni ordinis S. Benedicti, cameracensis diocesis, ac electi in abbatem ipsius monitionis [*sic,* monasterii?], ab audiencia venerabilis fratris nostri episcopi cameracensis, et contra ipsum episcopum, et omnes alios qui sua crediderint interesse, appellatum sit, saltem de facto, prout nobis constat per confessionem procuratoris dicti episcopi, qui sua dicit et credit interesse; et lite et causa pendentibus coram nobis, ut dictum est, nichil sit atemptandum, innovandum, seu eciam mutandum, vobis omnibus et singulis precipiendo mandamus, sub pena suspensionis, cum nobis liceat in hoc casu, quatinus ex parte nostra inhibeatis omnibus et singulis de quibus a latore presencium fueritis requisiti, ne lite et causa hujusmodi pendentibus coram nobis, aliquid actemptent, innovent, vel immutent quod sit in prejudicium jurisdictionis nostre, et dicti electi prejudicium et gravamen. Alter vestrum alium non expectet, et quid inde feceritis, etc. Datum.

Vers 1284. LXXIX. Commissio cognicionis cause appellacionis facta ab archiepiscopo suis officialibus.

P. miseratione divina remensis archiepiscopus, dilectis officialibus suis remensibus, salutem in Domino. Quoniam pluribus arduis negociis impediti, cognitioni cause appellationis quam dominus E. monachus et electus monasterii S. Gisleni ordinis S. Benedicti, cameracensis

diocesis, movet, aut movere intendit coram nobis, contra venerabilem fratrem nostrum J. Dei gracia cameracensem episcopum, ad presens vacare commode non valemus, vobis et vestrum cuilibet committimus vices nostras, donec eas duxerimus revocandas. Datum, etc.

LXXX. Littere de *minus juste* pro revocanda cessatione seu interdicto. Vers 1291 (?)

Magistri Rufinus, etc. Vir nobilis Johannes, comes hanoniensis, sua nobis cumquestione monstravit, quod vir venerabilis officialis cameracensis, in ecclesiis et villis Montensi et Valenthensi, in ea parte que est cameracensis diocesis, et in villa de Carceto, sitis in commitatu predicto, sine causa rationabili, nulla competenti monitione premissa, contra statuta concilii generalis, mandavit et fecit a divinis cessari, et eas ecclesiastico supposuit interdicto, in ipsius comitis, cujus intererat premissa facta non esse, prejudicium, injuriam et gravamen; quare nobis procurator ipsius comitis, procuratorio nomine ipsius, et pro ipso, humiliter cum debita instancia supplicavit, ut predictam cessationem, seu interdictum revocaremus (?), et in forma ecclesie relaxari faceremus. Hinc est quod vobis, auctoritate curie remensis precipiendo mandamus, quatinus ad dictum officialem personaliter accedentes, ipsum diligenter et sub competenti testimonio moneatis, ut infra octo dies post monicionem vestram, predictam cessationem et interdictum in forma ecclesie revocet, et relaxet, alioquin vos auctoritate nostra eadem revocetis, nisi de forma ecclesie questio referatur; que si forte relata fuerit, vos ad revocationem seu relaxationem hujusmodi nullatenus procedatis cessationis seu interdicti; sed diem competentem et peremptorium Remis, coram nobis, predictis officiali et comiti prefigatis, ad procedendum super premissis, et aliis, prout de jure fuerit faciendum; ita tamen quod dictus terminus, seu diei assignatio, contineat spacium XII dierum ad minus. Hec autem sub pena suspensionis vobis committimus fideliter exequenda, ita quod unus vestrum, alium, vel alios, non expectat, cum hoc nobis liceat in hoc casu..... Quid inde feceritis, etc.

LXXXI. Littera testimonialis annexa littere que nondum fuit sigillata; [*seu :*] Littere facte super sigillo apposito post vacationem.

Officiales remenses, universis presentes litteras visuris, in Domino salutem. Cum littera cui presens sigillum curie remensis est appensum, sigillo curie sedis metropolitane remensis vacantis non fuerit sigillata, nos eidem littere sigillum curie remensis fecimus apponi; decernentes, et volentes, quod eamdem vim et auctoritatem optineat, ac si esset sigillo curie sedis predicte sigillata. Datum, etc. — Vel sic :

Universis, etc. Noveritis quod cum littere quibus presens cedula est infixa, confecte fuerint in curia sedis remensis vacantis, sigillo ejusdem curie minime sigillate, nos eisdem litteris sigillum curie remensis duximus apponendum, decernentes dictas litteras idem robur firmitatis optinere quod haberent, si sigillo dicte sedis fuissent sigillate. Datum.

LXXXII. Absolutio ad cautelam testium quousque juraverint et deposuerint.

Universis, etc. Notum facimus universis, quod nos omnes testes quos Ticius producere voluerit coram *Tali* tabellione curie remensis, contra Seium, in causa appellationis de qua agitur inter ipsos in curia remensi, antequam juraverint et deposuerint in dicta causa, absolvimus, quousque juraverint et deposuerint in causa appellationis predicta, prout in mandatis curie remensis litteris presentes [*sic,* presentibus?] annexe [*sic,* annexis?] continetur. Datum.

LXXXIII. Installatio episcopi vel abbatis facta ab officiali archidiaconi.

In ingressu ecclesie, ita dicet officialis, si archidiaconus non fuerit presens : « Pater venerande, ego officialis *Talis* domini archidiaconi, vice et « nomine ipsius archidiaconi, auctoritate remensis ecclesie, introduco te « in istam ecclesiam. In nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti, amen. » Et tunc debet respondere idem episcopus, vel abbas : « Deo gracias. » Postea vadant simul episcopus, vel abbas, et officialis, ad cordas campanarum; et ipse officialis accipit cordam, et ponit eamdem in dextera

manu episcopi, vel abbatis, dicens : « Pater venerande, ego officialis « domini archidiaconi, vice et nomine ipsius archidiaconi, auctoritate « remensis ecclesie, mitto te in possessionem hujusmodi ecclesie corpora- « lem. » Et tunc idem episcopus, vel abbas, pulsat campanam. Et tunc vadit idem episcopus, vel abbas, ante majus altare, et facta oratione privata ab ipso episcopo, vel abbate, et osculato altari, accipit ipse officialis dictum episcopum, vel abbatem, et ducit eum ad sedem suam, in cathedra que est justa (*sic*) altare a dextris, dicens : « Reverende Pater, « ego officialis domini archidiaconi, vice et nomine ejusdem archidia- « coni, auctoritate ecclesie remensis, assigno tibi sedem istam, po- « nens te in eam, in qua prodesse pocius quam preesse tibi concedat « omnipotens pius et misericors Dominus, amen. » Tunc incipit idem officialis alta voce : « Te Deum laudamus. » Quo decantato dicit idem officialis : « Kyrie eleison, » ter, « Pater noster; et ne nos inducas, etc. « Benedicamus Patrem et Filium cum Sancto Spiritu. Laudemus, etc. « Post partum, Virgo, inviolata permansisti, Dei genitrix, etc. Omnes « Sancti, intercedite pro nobis. Salvum fac servum tuum, Deus, etc. « Oremus, pretende, Domine, super hunc famulum tuum, et super « congregationem cunctam sibi commissam, spem gracie salutaris, et ut « in veritate tibi complaceant perpetuum eis rorem benedictionis in- « funde, per Dominum, etc. » Et oratione finita, idem episcopus, vel abbas, debet dare benedictionem suam circonstantibus. Qua data, induit se vestibus ad missam celebrandam, et eam celebrat. Orationibus factis, debet venire dictus officialis ad episcopum, vel abbatem, et petere ab eo juxta piam et laudabilem consuetudinem, et diu optentam, expensas factas ab ipso officiali, et mercedes equorum si quos conduxit eundo, morando, et redeundo. Et debet habere dictus archidiaconus pallefridum dicti abbatis quem equitabit quando intrabit villam, vel valorem decem librarum parisiensium; et officialis, vel ille qui dictum abbatem vice dicti archidiaconi installaverit, debet habere unam marcam argenti, vel quadraginta solidos parisienses.

LXXXIV. Commissio archiepiscopi facta officialibus pro forma pauperum exequenda. Vers 1286.

Petrus miseracione divina remensis archiepiscopus, dilectis nostris

officialibus remensibus, salutem in Domino. Noveritis nos litteras domini pape inferius annotatas vidisse, recepisse, et diligenter inspexisse, tenorem qui sequitur continentes :

Honorius, etc. (et ponatur totus tenor dicte littere de verbo ad verbum).

Quia nos igitur pluribus magnis et arduis negociis prepediti, persecutioni (*sic*) negocii predicte provisionis, dicto R. pauperi clerico, ut dictum est, faciende, vacare ad presens non possumus, vobis et cuilibet vestrum in ipso provisionis negocio vices nostras committimus, donec eas duxerimus revocandas; vobis auctoritate predicta mandantes quatinus in dicto provisionis negocio, loco nostri, jure previo, procedatis juxta traditam et cede [*sic,* a sede?] apostolica nobis formam. In executione autem hujus mandati unus vestrum alium non expectet. Datum.

Vers 1286. LXXXV. Mandato (*sic*) de citanto (*sic*) decanum et capellanum [*sic,* capitulum?] ad videndum inquisitionem faciendam super premissis; [*vel :*] Citacio facta ad videndum fieri inquisicionem super vita et conversatione.

Officiales remenses vices gerentes in hac parte remensis archiepiscopi, judicis seu executoris a domino papa dati Roberto de Fimeis pauperi clerico, super provisione sibi facienda de beneficio ecclesiastico competenti, cum cura, vel sine cura, spectante ad collationem vel presentationem decani et capituli B. Marie, communiter, si quod in civitate vel diocesi remensibus vacat ad presens, vel quam cito ad id optulerit se facultas, dilecto suo registrifero curie remensis, et omnibus clericis ejusdem curie notariis, salutem in Domino. Cum sanctissimus pater dominus H. summus pontifex, prefatum R. clericum remensis diocesis examinari fecerit, per examinatorem ab ipso domino papa deputatum, super litteratura, et in illa convenienter inventus sit ydoneus ad ecclesiasticum beneficium optinendum, ut asseritur in predictis litteris papalibus prefato domino remensi directis, per quas, seu virtute quarum, eidem domino remensi datum est in mandatis ut de vita et conversacione ipsius clerici solerte inquirens, si eumdem clericum vite laudabilis et honeste conversacionis esse repe-

rerit, de competenti beneficio ecclesiastico, cum cura, vel sine cura, consueto ab olim clericis secularibus assignari, spectante ad collationem seu presentationem dominorum decani et capituli, si quod in civitate vel diocesi remensibus vacat ad presens, vel quam cito ad id se facultas optulerit, per se, vel per alium, seu alios, eidem procuraret, inducens ipsum R. clericum in corporalem possessionem ejusdem beneficii, et deffendens inductum, prout hec et alia in litteris domini pape vidimus contineri; dictusque dominus remensis nobis, et nostrum cuilibet, super dicto provisionis negocio commiserit vices suas, nos itaque in mandato dicti domini remensis, ministro (?) apostolico obedire volentes, et super vita, moribus et conversacione dicti R. clerici plenius informari, ut ad provisionem ipsius clerici, juxta formam litterarum apostolicarum predictarum, procedere valeamus, vobis, auctoritate predicta nobis in hac parte commissa, precipiendo mandamus quatinus ad dictos decanum et capitulum B. Marie accedentes, in pleno capitulo, et hora capituli, citent [*sic,* citetis?], prout fueritis requisiti, peremptorie coram nobis dictos decanum et capitulum, contra dictum R. clericum, ad *talem* diem, ad Primam, ut dictis die et hora, per se, vel per procuratores sufficientes, compareant ad videndum inquisitionem quam intendimus facere super vita et conversatione ipsius clerici, et ad videndum testes jurare quos dictus R. intendit producere dicta die, coram nobis, ad perhibendum testimonium veritati, super negocio dicte inquisitionis; ut liberam dicendi in testes, et dicta testium, hanc [*sic,* habeant?] facultatem, et ad proponendum quicquid voluerint contra personam dicti clerici, et contra dictos testes, seu inquisitionem de dicto clerico faciendam, et contra litteras domini pape, et ad procedendum ulterius in negocio dicte provisionis, ut jus erit; intimantes dictis decano et capitulo, ex parte nostra, quod sive dicta [die?] venerint, sive non, nos nichilominus ad dictam inquisitionem, et in negocio provisionis dicti clerici, prout justum fuerit, procedemus; et quid inde feceritis nobis, etc. Datum.

LXXXVI. Inhibicio facta ne aliquid attemptetur contra impetrantem auctoritate apostolica; [*vel :*] Citatio facta secundum premissa. Vers 1286.

Universis presentes licteras inspecturis, officiales remenses, vices gerentes in hac parte domini remensis archiepiscopi, judicis seu executoris a domino papa dati Roberto de Fimeis clerico pauperi, super provisione sibi facienda de beneficio ecclesiastico competenti, cum cura, vel sine cura, spectante ad collationem vel presentationem decani et capituli B. Marie remensis communiter, si quod in civitate vel diocesi remensibus vacat ad presens, vel quam cito ad id optulerit se facultas, salutem in Domino. Notum fieri volumus universis, nos litteras summi pontificis domini Honorii pape, inferius annotatas, vidisse, et diligenter inspexisse, tenorem qui sequitur continentes :

Honorius, etc. (De verbo ad verbum, usque ad finem).

Cum igitur prefatus dominus remensis super dicto provisionis negocio nobis, et cuilibet nostrum, vices suas commiserit, mandans per suas litteras, et precipiens, ut nos in ipso negocio, loco sui, procederemus, juxta traditam ab apostolica sede formam, nos magister Rufinus, canonicus et officialis remensis, dicto mandato apostolico obedire volentes, accessimus personaliter ad dictam ecclesiam B. Marie remensis, in capitulo, hora capituli, et citavimus viva voce dictos decanum et capitulum contra dictum R. clericum ad feriam sextam, ad Primam [*sic,* horam?] *talem,* ut dictis die et hora sufficienter comparant (*sic*), coram nobis, Remis, ad videndum inquisitionem quam intendimus facere de ipso R. clerico, super vita et conversacione ipsius clerici, et ad videndum testes jurare quos idem clericus intendit producere coram nobis ad perhibendum testimonium veritati, super vita, moribus, et conversatione dicti R. clerici, et ad dicendum et proponendum quicquid proponere voluerint contra personam dicti clerici, et contra dictos testes, seu eorum dicta, necnon contra dictas litteras domini pape, et ad procedendum ulterius in dicto negocio provisionis ut jus erit, cum intimatione sibi competenter facta quod sive dicta die venerint, sive non, nos nichilominus super hiis, prout justum fuerit, procedemus. Et nos magister Ruffinus predictus, inhibuimus viva voce eisdem decano et capitulo, in dicto capitulo, ne aliquid attemptent, innovent, vel immutent, quod sit in prejudicium jurisdictionis nobis commisse, et dicti R. clerici gravamen aut dampnum ; et hoc omnibus quorum interest significamus tenore presentium litterarum, quas in

testimonium premissorum fecimus sigillo remensis curie sigillari. Datum.

LXXXVII. Sic potest fieri mandatum de citando, et partem, et testes, super vita et conversatione. Vers 1286.

Officiales remenses, etc. *Talibus* decanis, salutem in Domino. Noveritis nos, anno *tali, tali* die, litteras domini pape recepisse tenorem qui sequitur continentes : Honorius, etc.

Inde est quod vobis, auctoritate predicta nobis in hac parte commissa, in virtute sancte obedientie, et sub pena suspensionis et excommunicacionis, precipimus et mandamus quatinus peremptorie citetis Remis, coram nobis, ad *talem* diem, dictos abbatem et conventum, contra dictum presbiterum, ad procedendum super premissis, et ea tangentibus, prout de jure, etc. Ad quam quidem diem, peremptorie, et personaliter, citetis omnes illos quos lator presencium vobis duxerit nominandos, usque ad sex, ad perhibendum testimonium veritati super vita et conversacione dicti presbiteri, et aliis in dictis litteris domini pape contentis, prout de jure, etc. Citantes insuper dictos abbatem et conventum, contra partem adversam, ad diem predictam Remis, coram nobis, visuros dictos testes jurare, cum intimatione, etc. Et quid inde, etc. Ita quod in premissis, etc.

LXXXVIII. Citatio ad videndum publicationem attestationum testium, et ad dicendum in testes, et dicta eorum. Vers 1286.

Officiales remenses subdelegati, etc., presbitero de Mosonnio, salutem in Domino. Auctoritate nobis commissa in hac parte, vobis precipiendo mandamus, quatinus citetis coram nobis, Remis, dictos abbatem et conventum, ad *talem* diem, visuros publicationem testium productorum ex parte dicti Thierrici, super vita et conversacione ipsius, nec non dicturos in dictorum testium dicta, et testes, si dicere voluerint, et contra dicti Thierrici personam ; et eciam ad procedendum in dicte provisionis negocio, prout de jure, etc. Cum intimatione, etc. Et quid inde, etc. Datum.

Vers 1286. LXXXIX. Nulla [*sic,* notula?] ad dicendum in testes, dicta eorum, in instrumenta, contra personam, et contra processum.

Coram vobis officialibus remensibus, judicibus seu executoribus subdelegatis, et reverendo patre domino P. Dei gracia remensi archiepiscopo, judice seu executore a domino papa dato, super provisione facienda Terrico de Brevet, pauperi presbitero treverensis diocesis, de beneficio ecclesiastico competenti, cum cura (*sic*).

XC. Bonum procuratorium, et breve, sine superfluis verbis.

Universis, etc. Noveritis quod coram fideli clerico curie remensis, ad hoc a nobis deputato, propter hoc personaliter constitutus Ticius, Gaium et Seium clericos exhibitores presencium suos fecit et constituit procuratores, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis in omnibus causis suis quas habet, et habiturus est, coram quibuscumque judicibus; dans eisdem procuratoribus potestatem et mandatum speciale prestandi et faciendi in animam ipsius Ticii cujuslibet generis juramentum, petendi et recipiendi expensas, si que sibi fuerint adjudicate, necnon et absolutionem suam, ac beneficium et integrum restitutionis, si opus fuerit, impetrandi, aliumque procuratorem loco sui substituendi, et alia faciendi que ipse facere posset si presens interesset; promittens pro dictis procuratoribus, et substitutis ab eis, vel eorum altero, si necesse fuerit, sub ypotheca rerum suarum, judicatum solvi. In cujus, etc. Datum.

XCI. Citatio a gravamine bona et brevis.

Magistri Ruffinus, etc., salutem. Ex parte *Talis* officialis, nobis est intimatum, quia, cum nos ad instanciam Poncini, *Tali* notario curie remensis dedissemus in mandatis, ut inquisita prius veritate, vocatis qui propter hoc forent evocandi, super eo quod idem officialis dicebatur detinere dictum P. carceri mancipatum in prejudicium jurisdictionis curie remensis, et occasione appellationis ipsius P. ad dictam curiam interjecte, moneret dictum officialem, ut dictum P. libere abire permitteret, et captionem predictam dicte curie mandaret; dic-

tus notarius, ipso officiali non vocato, nec super dicta captione confesso, fines mandati egrediens, et eo non servato, copiamque mandati predicti et monitionis denegans eidem, et excusationem ipsius officialis legitimam super captione predicta admittere recusans, licet sibi de premissis legitime non constaret, ipsum officialem occasione captionis predicte monuit ex arrupto, et injuste, sub comminatione procedendi contra eum; propter que (?) idem et (?) competenter ad remensem curiam appellavit; ideoque vobis in virtute obediencie, et sub pena suspensionis, precipiendo mandamus, quatinus dictum P. citetis peremptorie coram nobis, Remis, ad *talem* diem, dicto officiali super premissis, et ea contengentibus sufficienter responsurum; et si vobis constiterit appellatum esse de facto, etc. Et quid inde feceritis, etc. Ita quod in hiis, etc. Hoc autem mandatum sub pena predicta vobis committimus exequendum, cum idem officialis sit pars, nec eidem committere debeamus in hoc casu ut vos ad exequendum compellat. Datum.

XCII. Peticio a gravamine bona et brevis.

Supplicat vobis, dominis officialibus remensibus, officialis cathalaunensis, quatinus ipsum absolvatis ad cautelam, a sentencia excommunicationis lata in ipsum officialem, ad instanciam Poncini, per *Talem* executorem mixtum a vobis deputatum, cause cognitionem habentem, post apellationem ex parte dicti officialis ab audiencia dicti executoris ad remensem curiam legitime interjectam, cum dictus P. competenter responderit et confessus fuerit appellatum esse de facto ex parte dicti officialis ab audiencia dicti executoris ad dictam curiam remensem; dictusque officialis paratus sit super hoc stare juri, et facere quod fuerit faciendum. Datum.

XCIII. Supplicatio [*sic,* denuntiatio?] pro absolucione ad cautelam.

Magistri Ruffinus, etc., *Talibus,* salutem in Domino. Cum Ticius contra Seium ad remensem curiam appellaverit, ut dicit, et peticionem coram nobis ediderit in causa appellationis contra dictum Seium, ad quam ex parte dicti Seii responsum est appellatum esse de facto;

dictus Ticius, per procuratorem coram nobis comparens, in jure peciit et supplicavit humiliter eidem Ticio beneficium absolutionis ad cautelam impendi a nobis ab excommunicatione lata in eumdem T., ut asserit pars ejusdem, ad instanciam dicti S., post appellationem predictam ad remensem curiam interjectam, et occasione dicte appellationis, litis et cause. Dicto S. vocato ad hoc, et presente, qui nichil proposuit, nec proponere voluit contra dictum T., quominus deberet idem T. a nobis ad cautelam absolvi ab excommunicatione predicta; nos igitur in hac parte animarum periculis precavere volentes et earum providere saluti, dictum T., recepto prius ab ejus procuratore juramento de stando juri, et prosequendo appellationem predictam, eum ab excommunicationibus, si que late sint in ipsum T. post appellationem predictam, vel occasione appellationis predicte, absolvimus ad cautelam; ceteris excommunicationum sentenciis, si que in eumdem T. late sint, in suo robore duraturis. Hinc est, quod vobis auctoritate curie remensis precipiendo mandamus, quatinus dictum T. denuncietis, et denunciari faciatis, publice ad cautelam absolutum a nobis ab excommunicationibus antedictis; ceteris tamen excommunicationibus, si que in eumdem T. late sint, in suo robore duraturis. Et quid inde, etc. Ita quod in hiis, etc. Istud autem mandatum vobis sub pena suspensionis et excommunicationis committimus exequendum, cum id nobis liceat in hoc casu. Datum.

XCIV. Petitio uxoris contra maritum vergentem ad inopiam, ut habeat reportagium suum, et supplica ut decernatur sibi administracio bonorum.

Dicit Margareta contra Stephanum, quod dictus S. cum dicta M. contraxit matrimonium quod est inter eos consummatum. Item dicit quod dictus S. ob causam matrimonii predicti, ex parte dicte M. recepit et habuit *talem* summam peccunie. Item dicit quod dicta M. asportavit in maritagium cum dicto S. bona infra scripta : videlicet *talem* piecam terre, *talem* domum, *talia* mobilia; que bona dictus S. habuit et possedit, et adhuc habet, et possidet in causa predicta, nisi quatenus ea, vel eorum aliqua, consumpsit, vel alienavit; ad

quorum restitutionem eidem M. tenetur dictus S. secundum usus et consuetudines civitatis remensis, quibus reguntur et regi debent dicte partes, et secundum quos debet judicari in hoc casu. Item dicitur quod dictus S. vergit ad inopiam, rem suam male gessit, et gerit, labitur et lapsus est facultatibus suis, et ejus bona non sufficiunt ad restaurationem premissorum; et super hiis dictis conjugibus, et eorum liberis procreatis ab ipsis constante matrimonio inter eos, et eorum alimentis, imminet periculum. Quare petit et supplicat dicta M. dictum S. sibi ad hoc condempnari et compelli, ut dicta bona, pro ipsis conjugibus et eorum liberis educandis, et pro eorum alimentis habendis, et administrandis, dicta bona (*sic*) sibi restituat, quatenus facere potest, et prout tenetur, et administrationem bonorum ipsorum conjugum eidem S. a vobis interdici, et eidem M. pro se, marito suo, et liberis eorum educandis, et nutriendis, prout justum fuerit, decerni. Hec dicit, etc.

XCV. Littera que dicitur : *minus juste*, pro absolucione in forma ecclesie.

Magistri, etc. Sua nobis major et jurati laudunenses gravi conquestione monstrarunt, quod officialis laudunensis...... majorem et juratos, occasione Guillelmi quem dictus officialis asserebat esse clericum, cum ipse clericus non esset, sed laicus, et adhuc sit, et eumdem G. per eosdem majorem et juratos captum extitisse, captumque detineri suo carceri mancipatum, minus juste et contra statuta concilii generalis excommunicationis sentenciam promulgavit, seu promulgari mandavit, et fecit; quare ex parte ipsorum nobis fuit humiliter supplicatum, ut ipsos ab excommunicatione predicta in forma ecclesie absolvere curaremus. Nos autem officiali predicto in hac parte deferre volentes, vobis auctoritate curie remensis precipiendo mandamus, quatinus ad ipsum officialem personaliter accedentes, vocatis coram vobis qui fuerunt evocandi, eumdem diligenter moneatis, ut dictos majorem et juratos ab excommunicatione predicta in forma ecclesie absolvat, et faciat absolutos nunciari, alioquin vos eosdem auctoritate curie remensis, vice nostra, absolvatis, et absolutos denuncietis, et

denunciari faciatis ubicumque necesse fuerit, et tociens quociens super hoc fuerint (*sic*) requisiti; nisi de forma ecclesie questio referatur. Que si relata fuerit, nullatenus absolvatis eosdem, sed diem peremptoriam et competentem dictis partibus, ad voluntatem latoris presencium, dum tamen dies citationis ejusdem in se contineat spacium XII dierum ad minus, assignetis coram nobis Remis, ad procedendum super premissis, et premissa tangentibus, prout justum fuerit, cum intimatione. Inhibentes nichilominus dicto G. officiali predicto, etc. Et quid inde, etc. Itaque ad hec exequenda, etc. Istud autem mandatum, etc. Datum.

XCVI. Peticio contra suffraganeum pro absolucione habenda in forma ecclesie.

Coram vobis, domine officialis remensis, proponunt major et jurati laudunenses, contra venerabilem virum officialem laudunensem, quod idem officialis, occasione Guillelmi, ipsos excommunicavit injuste, et contra statuta concilii generalis; unde cum dictus officialis, ex parte dictorum majoris et juratorum, et de mandato nostro competenter requisitus, ipsos absolvere in forma ecclesie recusaverit, indebite de forma ecclesie referens questionem, petunt a vobis dictam excommunicationis sentenciam in forma ecclesie relaxari, cum ipsi parati sint facere circa hec que fuerint facienda. Datum.

XCVII. Supplicatio ad idem.

Supplicat vobis, domini officiales remenses, R. se absolvi in forma ecclesie per vos a sentencia excommunicationis lata in ipsum minus juste, et contra statuta concilii generalis, per officialem cathalaunensem, cum idem officialis monitus competenter in [*sic*, ut?] ipsum et eadem forma absolveret, hoc facere recusaverit, indebite de forma referens questionem, et citatus sit coram vobis secundum tenorem mandati vestri processurus coram vobis contra dictum R. super premissis, prout in mandato vestro et rescriptione eidem annexa continetur; dictusque R. paratus sit ea facere que fieri debent et consueverunt in hoc casu. Datum.

XCVIII. Manifesta offensa proposita contra dictam peticionem, seu supplicacionem.

Contra supplicationem majoris et juratorum laudunensium, in qua supplicant se absolvi a vobis, domini officiales remenses, in forma ecclesie, a sentencia excommunicationis lata in ipsos per officialem laudunensem, proponit dictus officialis, quod dicta supplicacio ad presens admicti non debet, pro eo quod dicti major et jurati excommunicati fuerunt, et sunt, per dictum officialem pro notoria et manifesta offensa; pro eo videlicet quod, cum ipsi major et jurati G. clericum, et in possessione, vel quasi, clericatus, et de jurisdictione ipsius officialis existentem, cepissent, seu capi fecissent, et eum detinerent sue prisonie mancipatum, et hec essent notoria et manifesta, et confiterentur (*sic*) a parte quod ipsum detinebant, ipsi competenter moniti et jussi auctoritate officialis predicti, ut eumdem G. eidem officiali exhiberent, hec facere contumaciter recusarunt. Quare officialis predictus, propter predicta notoria et manifesta, excommunicavit eosdem, et excommunicatos publice nunciari mandavit, et fecit. Propter que dicit eos non debere absolvi ab excommunicatione predicta, nisi prius super eo pro quo excommunicati sunt competentem prestiterint emendam officiali predicto, pro dicta manifesta offensa; et que in facto, etc. Datum.

XCIX. Lictera de annuo redditu empto ad vitam. 10 mars 1274.

Universis presentes litteras inspecturis, officialis archidiaconi meldensis, gerens vices officialis meldensis sede vacante, de consuetudine approbata, salutem in Domino. Noverit universitas vestra, quod major, scabini, jurati, totaque communitas communie meldensis, coram nobis propter hoc constituti, recognoverunt se debere, et promiserunt se reddituros Guillemino de Remis, singulis annis, quamdiu idem G. vitam in corpore suo habebit, in quocumque statu vel habitu fuerit, sive in religione, sive extra religionem, xx libras parisienses de annuo redditu; quem reditum dictus Guillelmus de vera et propria sorte sua, titulo legitime emptionis, ad petitionem et supplicationem majoris, scabinorum, juratorum, et tocius communitatis communie meldensis,

ac pro maxima utilitate communitatis communie meldensis, ab ipsis sollempniter et legitime comparuit (*sic*), precio sepcies xx librarum parisiensium; de quo precio recognoverunt dicti major, etc., ab ipso G. peccunia numerata, tradita ac soluta, sibi esse plenarie satisfactum. Que peccunia in utilitatem communitatis communie sue meldensis totaliter est conversa, videlicet in solutionem debitorum in quibus ipsi, et communitas communie eorum meldensis, pluribus creditoribus sub usuris erant obligati, quibus aliter ita commode satisfieri non poterat, prout ipsi premissa coram nobis recognoverunt. Hunc autem redditum promiserunt se reddituros eidem G., vel ejus certo nuncio, singulis annis, quamdiu idem G. vitam in corpore suo habebit, die dominica qua cantatur : *Letare Jherusalem;* primo termino solutionis incipiente ab instanti die dominica qua cantatur : *Letare Jherusalem* proximo ventura, in annum, apud Remis, vel alibi, tam remote a villa in [*sic,* et?] civitate Meldensi, quam distat Remis [*sic,* Remi?] a dicta villa et civitate Meldensi, ubi dictus G. maluerit, loco certo super quo ex parte ipsius G. fuerint requisiti tempore competenti, bona fide, in terra pacis, in salvo tamen ac tuto loco, periculo et sumptibus eorumdem majoris, etc. Si vero monetam parisiensem apud Remis, vel apud Meldas, vel per Franciam cursum suum amittere contigerit, vel progressu temporis lege aut pondere contigerit pejorari, dicti major, etc., eidem G. reddent, et promiserunt se reddituros, dictum redditum xx librarum in peccunia illius monete que tunc current (*sic*) ad valorem monete parisiensis moderno tempore cursum suum habentis. Si autem prenominato G. predictum redditum non redderent, ut dictum est, quicquid custaret ei, quocumque modo, per defectum solutionis ipsorum, eidem G. redderent, et promiserunt se reddituros, cum redditu qui superius est vocatus [*sic,* notatus?]; et hoc per sacramentum ipsius G. probandum, sine alia probatione, seu taxacione, facienda. Et propter hec omnia, et singula, firmiter tenenda, et observanda, ipsi, omnes heredes et successores suos, omnes possessiones suas, et omnia bona sua presentia et futura, erga ipsum G., et erga eos ad quos ea res pertinebit, in abandonnum, in pignus et ypothecam posuerunt; ita siquidem quod si dicti major, etc., in solutione predicti redditus, vel parti [*sic,* partis?] ejusdem deficerent, omnia bona sua ubicumque invenirentur, capere

possint, seu capi facere, sasire (*sic*) et arrestare, et tandiu detinere absque forefacto, et eciam tantum de dictis bonis distrahere, quousque tam de redditu predicto, quam de sumptibus, expensis, et dampnis, eidem G. fuerit plenarie satisfactum. Totam vero predictam conventionem, sicut in presenti scripto continetur, juraverunt in fide data, promiserunt dicti major, etc., bona fide, sine fraude et dolo, observandam benigniter, ac spontanei, juramento interposito, et fide data firmiter promittentes quod neque per appellationem, neque per impetrationem, vel per supplicationem, seu per dilationem aliquam indultam et indulgendam a domino papa, vel a domino rege, seu quibuscumque personis, neque per previlegium, neque per exceptionem aliquam, per se, vel per alios, querent, vel queri facient, artem, vel ingenium, causam, vel materiam, vel instrumentum, per que dictus G., sive ille, vel illi cui, vel quibus, redditum predictum assignaverit, occasione conventionis predicte, aliquatenus molestentur. Si vero in ipsos, seu per alios, aliquid quod premissis obviet, aut solutionem dicti redditus differat quoquo modo, per quod dictus G., sive ille, vel illi cui, vel quibus, redditum predictum assignaverit, possent molestari, esset impetratum, aut forte aliquando impetraretur, illi expresse renunciaverunt, et renunciant dicti major, etc., promittentes, juramento interposito et fide data, quod illo impetrato, seu impetrando, nullo modo utentur; et in hiis omnibus, et singulis, renunciaverunt expresse beneficio in integrum restitutionis, et divisionis, exceptioni non numerate peccunie, seu non solute, auxilio epistole divi Adriani, constitutioni de duobus reis, omnique juris et legis auxilio, tam canonici, quam civilis, omni consuetudini et statuto cujuslibet civitatis, castri, ville, vel loci, omnique exceptioni, ac constitutioni, et rei que possent obici contra presens instrumentum, vel factum. Si vero in civitate meldensi contigerit non esse communiam, vel ipsam communiam existere non solvendo, dicti major, scabini, jurati, singulique cives meldenses, ac burgenses de communitate communie meldensis existentes, nichilominus personas et successores eorum, et quemlibet eorum in solidum, et pro toto, ad dictum redditum eidem G., ut dictum est, reddendum, obligaverunt ad quemcumque locum amodo se diverterint; renunciantes omnes, et singuli, quantum ad premissa

spectat, beneficio divisionis. Si autem quartam istam amitti, corrumpi, vel pejorari, contigerit aliquo, quod absit, infortunio, et dictus G. per solam suam bonam veritatem probaverit ita sibi contigisse, ipsi ei equivalentem, et adeo legitimam cartam ejusdem tenoris, sigillatam sigillo dicti officialis archidiaconi meldensis, gerentis vices officialis meldensis, ut supra dictum est, vel sigillo ipsius officialis meldensis, infra quindenam postquam super hoc essent ex parte dicti G. requisiti, ipsi, vel ejus certo nuncio, redderent, et traderent, et promiserunt se reddituros; et ad hec omnia et singula premissa tenenda, et facienda, se suosque successores obligaverunt dicti major, etc.; promittentes jurando (*sic*) interponito (*sic*) et fide data, quod contra premissa, vel aliquid premissorum, per se, vel per alium, non venient in futurum, sed ea inviolabiliter observabunt, et tenebunt. Consenserunt eciam, et voluerunt expresse, quia dominus papa contractum presentem, et conventiones premissas, confirmet, et hoc eidem pape domino supplicabunt; promittentes eidem G., quod litteras eorum supplicatorias super confirmatione dicti contractus domino pape, si ab eodem G. super hoc fuerint requisiti, tradent, et promiserunt se traditurος patentes; sed in ferendo dictas litteras ad curiam, vel alibicumque, aut in procurando dictam confirmationem, nichil de suo expendere tenebuntur, sed totum negotium dictus G. ad sumptus suos, si velit, procuret. Sciendum est eciam, quod post decessum dicti G., dicti major, etc., ab ista conventione, et redditu isto, pariter quiti erunt, et liberati; dum tamen predicta conventio bene fuerit observata, et redditus predictus integre persolutus. Insuper recognoverunt dicti major, etc., quod ipsi domino G. super contractu presenti, et redditu, litteras sigillo eorum proprio tradiderant sigillatas. Voluerunt eciam, et consenserunt, quod curia dicti archidiaconi meldensis, seu curia meldensis, ad observationem dicti contractus, si, quod absit, ipsos contingeret deficere, per sentenciam excommunicationis compellat, et ad premissa omnia et singula firmiter observanda, ipsi expresse juridictioni curie dicti archidiaconi et curie meldensis, necnon et cujuslibet justicie ecclesiastice, seu eciam secularis, se supposuerunt spontanee. Nos autem attendentes utilitatem communitatis predicte in hoc esse, sicut predicti major, etc., coram nobis asseruerunt, et super hoc fidem nobis fecerunt juramento

suo, dictas conventiones ratas et firmas habentes, ipsas, ad petitionem et supplicationem predictorum majoris, etc., auctoritate ordinaria confirmamus. In cujus rei, etc. Datum [anno M° CC°] septuagesimo tercio, sabbato post dominicam qua cantatur : *Oculi mei*, mense marcio.

C. Peticio contra hominem de corpore deferentem tonsuram clericalem.

Coram vobis, etc. Dicit *Talis* canonicus.... tenens terram de Turribus supra Matronam sibi commissam a capitulo..... cum omnibus juribus, mancipiis, et pertinenciis dicte terre, nomine suo, et dicte ecclesie, ac terre (?) predicte, contra *Talem*, quod ipse actor est in possessione persequendi homines de corpore dicte ecclesie et terre, et eos explectandi, et quod dictus reus est homo de corpore dicte ecclesie, et quod nullus homo de corpore dicte ecclesie potest recipere clericalem tonsuram sine licencia capituli.....; et si de facto reciperit (*sic*), pro nulla habetur; et quod dictus reus de facto, et sine licencia capituli....., recepit clericalem tonsuram in prejudicium dicti canonici, necnon ecclesie et terre supradictarum, et eam deffert publice; et premissa, vel eorum aliqua, dictus reus legitime recognovit, et super hiis fuit et est publica vox et fama; unde petit pronunciari a vobis collationem dicte tonsure sibi factam non tenuisse, nec tenere, et eam fuisse et esse irritam et inanem. Petit eciam sibi sentencialiter inhiberi a vobis, ne dictam tonsuram deferat, neque uti ea, seu ejus effectibus, quomodolibet presumat.

CI. Revocacio erroris.

Coram vobis, domine officialis remensis, proponit *Talis* reus, contra *Talem* actorem, quod idem reus, in causa mota coram vobis inter ipsas partes, erravit in facto, respondendo : *Credit,* ad quasdam positiones factas ex parte dicti actoris contra ipsum reum, quarum tenor talis est : (et tunc ponatur tenor positionum et responsionum), cum ejus contrarium verum sit, et fuerit tempore dictarum positionum et responsionum, et diu ante; ut pote quia, etc. (Et tunc ponatur factum contrarium positionibus.) Unde cum dicte confessiones contrarie sint

intentioni dicti rei, et redondent in grave prejudicium ejus, nundumque sit finitum negocium inter partes, revocat dictus reus errorem predictum, dicens dictum errorem non debere sibi obesse, petens dictam revocationem per vos admitti. De premissis autem offert se fidem facturum, ut jus erit.

Ann. 1289. CII. Littera a capitulo remensis ecclesie missa per capitula remensis provincie, ut mittant ad eam [ecclesiam], et ad canonicos remenses, ut veniant ad consolandum eam in tribulationibus suis. (Littera bona.) [1]

. . . .

CIII. Littera de promissione annue pensionis pro consilio dando. [*Seu :*] Littera pensionis annue pro advocatis.

Universis, etc., *Tales* abbates, ceterique abbates diffinitores premonstratensis capituli generalis, salutem in salutis actore. Quoniam officii sollicitudo nos cogit ut ad ea diligencius intendamus que prefati ordinis statum transquillum respiciunt, et per que ardua ejus negocia que frequenter emergunt cum Dei auxilio felicem exitum sorciantur; idcirco nos omnes sollicita meditatione pensantes quot honores et bona [ordini nostro provenerint?] ex consilio salubri venerabilis viri domini R. legum egregii professoris, quem jamdiu est semper propicium, et paratum invenimus in majoribus negociis ordinis memorati; considerantes eciam quod ejusdem domini R. salutiferum consilium summe optimum fuit, et est, ordini nostro, utpote viri magne experiencie, et sciencie eminentis; idcirco eidem tanquam benemerito, in recompensationem premissorum, et ut in arduis ipsius ordinis negociis audacius ad ipsius consilium, cum opus fuerit, recurrere valeamus, damus et concedimus LX libras annue pensionis percipiendas et habendas in quocumque loco vel statu fuerit, annis singulis, apud Premonstratum, in nostro capitulo generali, per se, si presens fuerit, vel per suum specialem nuncium, quem ad hoc duxerit deputandum,

[1] Ce protocole est le même, mot pour mot, que celui que nous avons inséré dans nos *Archiv. administr.*, tom. I, p. 1037.

quamdiu idem R. vitam in corpore habuerit; nos, et successores nostros, ac ordinem nostrum, ad premissa omnia specialiter obligantes; et mediante hujusmodi pensione, idem R. nobis, et prefato ordini, et negociis communibus ordinis in quibus sana conscientia poterit, consilium fidele prebebit, juxta suam possibilitatem, quociens super hoc, in loco ubi moram faciet, ex parte ordinis fuerit requisitus. In cujus, etc.

CIV. Appellacio monachorum contra abbatem.

Vers 1283.

Quia vos, domine S[tephane?] abbas, *Talis* [*sic,* S. Basoli?] monasterii, in administratione bonorum dicti monasterii fuistis hactenus et estis negligens et remissus, et in [hac?] parte vos habuistis et habetis, bono non utentes consilio, bona dicti monasterii dilapidando et consumendo, ita quod per culpam, negligenciam, insipienciam, prodigalitatem, et incuriam vestram, bona dicti monasterii quasi ad nichilum redacta sunt, et rediguntur, in tantum quod hec cedunt in detrimentum [non?] minimum et jacturam non modicam dicti monasterii, et bonorum ac membrorum ejusdem, et per premissa, et per factum vestrum, dictum monasterium ad inopiam vergere dignoscitur, ita quod nisi consilium super hiis apponatur celeriter, et in brevi, ac eciam salubre remedium, dictum monasterium, cum bonis et membris ejusdem, per vos, et facta vestra, ad irreparabilis desolationis opprobrium deducetur. Item quia non solummodo rerum, verum eciam fame vestre prodigus, et salutis, vitam duxistis et ducitis enormiter dissolutam, propter premissa cuncta, et singula, et alia loco et tempore proponenda, et declaranda, ego J. monachus professus dicti monasterii, premissa sciens et percipiens, licet tarde, contra vos, domine abbas predicte, pro me, et michi adherentibus in hac parte, et pro commodo evidenti [et?] utilitate dicti monasterii, ac bonorum et membrorum ejusdem, ad audienciam reverendi patris domini remensis archiepiscopi, in hiis provoco, et appello; in [*sic,* et?] hanc appellationem seu provocationem a vobis peto sigillari, ut de ipsa magis possit liquere; et si dictus reverendus pater dictam provocationem seu appellationem admittere nolit, nec super premissis justiciam exibere, ego, pro me, et michi adherentibus propter premissa omnia et singula, et alia, ut dictum est,

contra vos in hiis scripta ad sedem apostolicam provoco, et appello, et instanter apostolos michi a vobis tradi et concedi peto, etc., et hujus[modi?] appellationem seu provocationem a vobis sigillari peto, et quod deferatis eidem. Que nisi fecerit [*sic*, feceritis?], et ne aliquid contra me, et michi adherentes, hujus[modi] appellatione seu provocatione pendente, innovetis, immutetis, aut attemptetis quod sit in prejudicium nostrum ac persequtionis dicte appellationis, seu provocationis, iterato, ut prius, contra vos........ promito [*sic*, provoco?] et appello sub testimonio hic assistentium personarum, me, et michi adherentes, hac stant [*sic*, ac statum?] nostrum, sub proteccione dicti reverendi patris, et sedis apostolice, supponendo.

Vers 1296. CV. Appellacio consimilis.

Quia vos, domine B[ertrande?], abbas monasterii B. Marie masem[ensis] [*sic*, mosomensis?], fuistis et estis dilapidator bonorum temporalium dicti monasterii, necnon in administratione spiritualium et temporalium ejusdem monasterii negligens et remissus, insufficiens et indignus, symmoniachus, perjurus, multipliciter excommunicatus, irregularis, incontinens, ebriosus, falsarius, abnegando proprium sigillum, et aliis quampluribus viciis et criminibus irretitus que sunt a Deo nota, et una quod non possunt aliqua tergiversatione celari, et super hiis fuit et est publica vox et fama, nos *Tales* monachi dicti monasterii, propter premissa omnia et singula, et alia loco et tempore, si opus fuerit, declaranda, necnon pro evidenti necessitate et utilitate dicti monasterii, contra vos pro nobis, et nobis adherere volentibus in hac parte, ad reverendum in Christo patrem dominum remensem archiepiscopum, si hujusmodi provocationem et appellationem admittere velit, et ne, etc.....; alioquin ad sedem apostolicam in his scriptis provocamus et appellamus, et instanter petimus apostolos nobis concedi et dari, et huic provocationi et appellationi deferri a vobis, et non [*sic*, ne?] hujusmodi provocatione et appellatione pendente aliquid innovetis, seu attemptetis quod sit in prejudicium nostrum, seu nobis adherentium, aut monasterii nostri, propter hec provocamus et appellamus, ut prius, nos, nobis adherentes, et statum nostrum,

quantum ad hoc, protectioni reverendi patris predicti, et sedis apostolice supponentes.

CVI. Littera compromissi facti in cardinales inter archiepiscopum et capitulum. 4 octobre 1290.

Universis, etc., R. proponitus (*sic*), etc. Noverint universi quod nos, pro bono pacis et concordie, consentimus et volumus, quod reverendi in Christo patres ac domini, domini G. Dei gracia sabinensis episcopus, et B. eadem gracia S. N[icholai] in Carcere Tulliano diaconus cardinalis, super duobus articulis pro quibus dumtaxat in remensi ecclesia organa suspendimus a divinis, contra reverendum patrem dominum P. Dei gracia remensem archiepiscopum, videlicet pro effractione terre nostre, et domorum servientum nostrorum propriorum et communium, et bonis inde absportatis per gentes et ministeriales domini archiepiscopi supradicti, sive ipsis procurantibus, ac destructione sepis vinee nostre de Porta Martis, necnon et super processibus factis et habitis inter partes predictas coram decano parisiensi, et per ipsum decanum, seu ejus mandatum, auctoritate apostolica sibi commissa, et appellationibus ex parte nostra et nobis adherentium ad sedem apostolicam interjectis; item super dissasina domus nostre site juxta Portam seu in Porta Vidule facta per gentes domini archiepiscopi supradicti; item et supra effractione terre nostre et domorum francorum servientum nostrorum de novo facta ad instanciam et procurationem scabinorum et tailliatorum remensium, et super contingentibus articulos processus et appellationes predictas, inter nos, et prefatum archiepiscopum, de plano, sine strepitu et figura judicii, vocatis partibus, vel non vocatis, presentibus, vel non presentibus, diebus feriatis, vel non feriatis, juris ordine servato, vel non servato, semel, vel pluries, alte et basse, ordinent et disponant, prout secundum Deum et justiciam viderint faciendum; promittentes bona fide, et sub pena mille librarum parisiensium, nos observaturos quicquid reverendi patres predicti super premissis, et quolibet premissorum, ubicumque in regno Francie duxerint ordinandum, arbitrandum, seu eciam statuendum. Qua pena soluta, vel non soluta, rata nichilominus maneant que ordinata seu statuta fuerint, per eosdem; presenti

compromisso usque ad instans festum B. Nicholay tantummodo duraturo, nisi de consensu parcium fuerit prorogatum; volentes et consentientes quod ipsi reverendi patres super premissis cognoscendis, terminandis, ordinandis, et exequendum (*sic*), utantur libere, tam sibi concessa a sede apostolica, quam arbitraria potante [*sic*, potestate?] In cujus rei, etc. Datum anno Domini M° CC° nonagesimo, feria quarta post festum B. Remigii in capite octobris.

CVII. Ordinatio facta per cardinalem inter archiepiscopum et capitulum remense [1].

. . . .

Ann. 1309.

CVIII. Peticio facta contra attemptantem post provocationem ad causam; non dico : appellationem.

Coram vobis, domini officiales remenses, proponit in jure Reussota, uxor Reneri Alemani, de auctoritate et assensu ejusdem R. mariti sui, civis remensis, contra Yderonnam dictam la Cammuse, et Oudinum ejus maritum, si eam deffendere velit, quod cum dicta actrix timeret verisimiliter ne dicta rea manum apponeret, seu apponi faceret, ad bona seu personam dicte actricis, ipsa actrix contra dictam ream, ne hoc faceret, seu fieri faceret, ad remensem curiam provocavit, et appellavit, contra dictam ream, prout sibi licuit, tam de jure, quam de usu et consuetudine civitatis et curie remensium, notoriis et antiquis.....; et post, et contra hujusmodi provocationem et appellationem, dicta rea cepit, seu capi fecit de bonis dicte actricis, in domo in qua ipsa actrix morabatur et moratur, duos potos cupreos valoris vinginti (*sic*) quatuor solidorum parisiensium, et dictos potos absportavit, seu absportari fecit, dicta rea, a domo predicta, eosque detinet, seu dolo desiit detinere, injuste, et in prejudicium dicte actricis; et premissa, vel eorum aliqua, dicta rea legitime recognovit; quare petit dicta actrix, de auctoritate et assensu predicti, provocationem et appellationem predictam per vos pronunciari canonicam, ut [*sic*, et?] justam, et dictam ream sibi per vos sentencialiter condempnari ad hoc quod dictos potos..... actrici reddat, causis et rationibus antedictis,

[1] Nous avons publié cette pièce dans nos *Archiv. admin.*, tom. I, p. 1045.

maxime cum hoc fieri debeant tam de jure, quam de usu et consuetudine civitatis et curie remensium notoriis et antiquis.

CIX. [Positio in causa petitionis predicte?] Ann. 1309.

Ponit coram vobis dicta actrix, contra dictam ream, et contra factum ex parte ipsius ree propositum in hac causa, et probationes super eo inductas, quod etsi dicti Renerus dum vivebat, et Ruessota unquam fuerunt obligati Oudino marito dicte ree in quinquaginta solidis parisiensibus debilem (*sic*) monete, seu in decem et octo solidos et quatuor denarios parisienses debilem monete, ex causa proponita (*sic*), et prout proponitur in facto proposito; tamen ante tempus provocationis, appellationis, captionis et absportationis de quibus fit mentio in petitione dicte actricis, de qua inter dictas partes agitur, coram vobis in hac causa fuerat satisfactum dicto Oudino de dicto debito, dictusque Oudinus quittaverat competenter dictos Renerum et Ruessotam, non solum de dicta summa peccunie, sed eciam de omnibus debitis, contractibus, conventionibus, et recognitionibus, in quibus, seu pro quibus, eidem Oudino fuerant obligati, ex quacumque causa; et premissa, tam dictus Oudinus, quam dicta rea, recognoverunt legitime esse vera. Quibus rationibus, et aliis de jure supplendis, petit dicta actrix sentenciam pro se ferri in causa presenti per vos, et dictam ream sibi in expensis legitimis condempnari; offerens se de premissis fidem facturam, ut viserit, potens [*sic,* petens?] se ad hec admicti.

CX. Proposita in causa petitionis predicte. Ann. 1309.

Proponit quod ea [*sic,* dicta ex parte ree proposita?] non debent admitti, pro eo quod idem proposuit in causa presenti alias, et super eodem testes produxit, quorum attestationes sunt publicate, et partibus note. Secundo quia dicta Reussota directe contrarium proposuit in hac causa, super quo testes produxit, quorum attestationes sunt publicate et partibus note. Propter que, et alia de jure supplenda, petit dicta Reussota, per vos pronunciari dicta ex parte dicte Yderonne proposita non debere admitti, et eis non obstantibus sententiam pro se ferri, et dictam Yderonnam sibi in expensis legittime condempnari;

referens se de premissis ad jus, et ad acta, in quantum faciunt pro eadem Reussota.

Ann. 1309. CXI. Interlocutoria super propositis.

Interloquendo, proposita ex parte dicte Yderonne contra dictam Ruessotam presentibus hiis annexa, in quantum super directe contraria [propositis?] ex parte dicte Ruessote, admittimus ad probandum per omnem modum probandi, excepta probatione dumtaxat per testes.

Ann. 1309. CXII. Supplicatio quod interloqutoria feratur super hiis super quibus interlocutum est.

Cum in causa que vertitur coram vobis, domini officiales remenses, inter Ruessotam uxorem Reneri Alemanni ex parte una, et Yderonnam dictam la Camuse ex altera, vos quoddam factum ex parte dicte Yderonne propositum contra dictam Ruessotam [(]quod factum continetur in sedula que sic incipit : Die ass[ignata] Yderonne, etc., et sic finit in data : Anno Domini M° CCC° VIII°, feria quarta post festum Purificationis B. Marie virginis[)], admiseritis ad probandum per omnem modum probandi, excepta probatione testium, in quantum est directe contrarium propositis dicte Ruessote admissis (?); et in dicto facto sint aliqua proposita que non sunt directe contraria, maxime attento modo proponendi, finem ad quem proponuntur, et que sunt ad probandum eciam per testes admittenda, prout ex tenore dictorum propositorum, et per acta cause, apparet, super quibus non est a vobis, domini officiales, interloqutum; supplicat vobis dicta Yderonna, quatinus super hiis velitis interloqui, et quod justum fuerit statui et decerni, implorans super hiis dicta Yderonna officium vestrum, prout de jure fuerit implorandum; et de premissis se refert dicta Yderonna ad jus, et ad tenorem dictorum facti et interloqutorii, et ad acta cause, in quantum per se faciunt.

Ann. 1309. CXIII. Responsio dicte supplicationi.

Ad supplicationem Yderonne dicte la Camuse, editam coram vobis, domini officiales remenses, contra Reussotam uxorem Reneri Alemanni, in qua vobis supplicat quatinus velitis interloqui super qui-

busdam propositis ex parte dicte Yderonne, que asserit non esse directe contraria propositis ex parte dicte Reussote, prout in ipsa supplicatione hec et alia plenius continentur; respondet dicta Reussota, de auctoritate et assensu mariti sui, quod ipsa nescit, nec credit, aliqua contineri in propositis Yderonne predicte, que non sint directe contraria propositis ex parte dicte Reussote. Si tamen dicta Yderonna possit ostendere aliqua talia proposita super quibus non sit interlocutum, placet dicte Ruessote quod super hiis interloqutoria proferatur.

CXIV. Peticio bona in actione injuriarum. Ann. 1312.

Proponit et dicit in jure coram vobis, domine officialis laudunensis, dominus Petrus curatus de Orranivilla, contra Po[n]ssinum de Orranivilla, quod dictus Ponssinus, anno nundum elapso, animo injuriandi et infamandi, vituperium et contumeliam inferendi dicto actori, eidem, et de ipso, dixit et protulit, in presencia ipsius actoris et plurium fide dignorum, in curia laudunensi, coram officiali dicte curie sedentis pro tribunali, verba injuriosa, contumeliosa, obprobriosa, conviciosa, et inhonesta, famam et opinionem ipsius denigrancia, videlicet, quod dictus actor participaverat et participabat irreverenter, et timore Dei postposito, cum quibusdam suis parrochianis excommunicatis, et multipliciter aggravatis auctoritate curie laudunensis; videlicet, cum Rogero Tulet, Robino Balosse, et cum dicto La Henne; et quod dictos excommunicatos, quos alii parrochiani verebantur et abhorrebant ponere in operibus suis, et facere lucrari, idem curatus qui debet esse aliis hominibus exemplar boni, in domo sua receptabat et ponebat, ponit et receptat, et negocia sua agenda facit et permittit per eos explicari et expediri, faciendo fieri per ipsos opera manualia in domo sua, ponendo ipsos in grangia sua ad excuciendum granum a palea, in hiis brachium ecclesiasticum enormiter contempnendo, et se ipsum non bonum christianum ostendendo. Item dicit dictus actor contra dictum reum, quod dictus reus animo injuriandi dicto actori, et causa minuende opinionis sue, in infamiam, vituperium, et contumeliam ipsius actoris, ipsum actorem detulit et denunciavit domino officiali laudunensi suo judici ordinario, seu ejus clericis, de excessibus, dicendo et asserendo eidem officiali, seu ejus clericis predictis, quod dictus

actor corpus Elyoti dicti Chauderon, et corpus Colini dicti Gillebert, defunctorum, licet essent et fuissent excommunicati multipliciter, et aggravati auctoritate curie laudunensis tempore quo decesserunt, nulla absolutione a dictis excommunicatis optenta, seu impetrata, et ab ipso curato non visa, nec recepta, tradidit ecclesiastice sepulture, sciens illos, aut scire debens, esse et fuisse excommunicatos tempore sui obitus; in hiis sanctam matrem ecclesiam maculando. Item dicit dictus actor, quod dicte injurie dicte fuerunt et illate ipsi actori ex parte dicti rei in diocesi laudunensi, et quod dictas injurias sibi, et de se, dictas, et illatas, et per ipsum actorem ad animum revocatas, dictus actor nollet et noluisset sibi, et de se, dictas et illatas, esse et fuisse pro sexaginta libris parisiensibus, sed potius mallet, maluisset, tantumdem de suo proprio amisisse, quam dictas injurias, modo quo dictum [est?], sibi et de se dictas et illatas esse et fuisse; et premissa dictus reus scit et competenter recognovit esse vera. Quare petit dictus actor, dictum reum per vos, domine officialis, condempnari sentencialiter, et compelli, ad hec quod dicto actori, pro estimatione injuriarum predictarum, de dicta pecunie summa satisfaciat, ut jus erit; vestra tamen, domine officialis, legitima taxatione super hoc precedente; officium vestrum in premissis implorando, prout decet. Hec dicit et petit dictus actor contra dictum reum, salvo sibi in omnibus juris beneficio; non astringens se ad omnia probanda, sed sibi valeant ea que probare poterit de premissis.

Et oblatus est libellus, et traditus, reo presente.

Ann. 1312. CXV. Propositum quod non est subditus, ad finem ne respondeatur dicte petitioni.

Edita petitione coram vobis, domino officiali laudunensi, tanquam judice ordinario, et non ex delegatione apostolica, surgente ex parte domini Petri curati de Ouranivilla, contra Poncinum de Ouranivilla, civem remensem, proponit dictus Poncinus, vestram jurisdictionem in hac parte declinando, contra dictum curatum, et suam petitionem predictam in actione injuriarum formatam, nitentem trahere et tenere in judicio coram vobis dictum Poncinum super contentis in petitione predicta, quod dictus Poncinus, tempore dicte petitionis edite,

et tempore quo tractus fuit in causam coram vobis occasione contentorum in petitione predicta, et ante dictum tempus, et post, fuit semper continue, et adhuc est, civis remensis, in civitate et diocesi remensibus manens, et unicum domicilium fovens, videlicet in civitate remensi, soli ecclesiastice jurisdictioni judicum ecclesiasticorum civitatis remensis immediate subjectus, non aliqualiter existe[n]s jurisdictioni vestre ecclesiastice, qua fungi nitimini in hac parte, supponitus (*sic*) vel subjectus; adeo quod propter hec, tam de jure, quam de usu, consuetudine, et communi observancia notoriis et competentibus approbatis, vos non potestis nec debetis habere, vel exercere, in dictum Ponsinum qui se non supposuit, nec supponet jurisdictioni vestre predicte, nec in vos tanquam in judicem consensiit, jurisdictionem vestram predictam, ad instanciam dicti curati, occasione contentorum in dicta petitione, [nec coram vobis?] ire tenetur dictus Poncinus, cum non velit coram vobis dicto curato super contentis in dicta petitione respondere, nec ulterius procedere coram vobis. Imo debetis a vestra jurisdictione dictum Poncinum dimittere, et sibi curatum indebite trahentem, et trahere et tenere nitentem ipsum Poncinum coram vobis, eum tenere [*sic*, temere?] fatigando et vexando laboribus et expensis propter hoc, in expensis legittimis condempnare; que petit idem Poncinus omni jure, et modo quo potest vestrum officium quantum opus est implorat per se, per vos contra dictum curatum pronunciari, fieri, interloqui, et decerni, ut jus erit, maxime cum premissa, que omnia sunt vera, notoria, manifesta, et super quibus fuit et est communis vox et fama, et publica sciencia, recognoscit dictus curatus competenter. Refert se dictus Poncinus de premissis ad notorietatem eorumdem, quatenus hujusmodi facit et facere potest pro ipso; offert nichilominus, si opus sit, id quod sibi sufficiat de premissis se legittime probaturum.

CXVI. Replicatio contra proposita predicta. Ann. 1312.

Non obstantibus proponitis (*sic*) ex parte Poncini dicti de Ovrainvilla, civis remensis, contra dominum Petrum de Ovrainvilla, et ejus petitionem [(]que proposita sic incipiunt : Edita petitione coram vobis, etc., et sic finiunt : Anno Domini M° CCC° XII°, feria tercia post festum B. Mathei apostoli[)], est respondendum petitioni dicti curati, teneturque et

compelli debet dictus Ponssinus respondere coram vobis, domine officialis laudunensis, viso tenore dicte petitionis, cum dictus curatus agat, et exponatur contra dictum Ponssinum ratione injuriarum dictarum et illatarum ipsi curato ex parte dicti Ponssini, in dyocesi laudunensi, propter quod, quoad dictas injurias, dictus Ponssinus sortitus est forum vestrum, domine officialis, et coram vobis super dicta petitione tenetur procedere contra dictum curatum, cum ratione dictarum injuriarum citatus fuerit coram vobis responsurus dictus Poncinus dicto curato, prout hec plenius continentur in dicta petitione et citatione super hoc emissa, ad quarum tenorem se refert pars dicti curati, et ad jura, in quantum pro se faciunt. Et super hiis rationibus et aliis a vobis, domine officialis, de jure supplendo, petit et supplicat per [*sic*, pars?] dicti curati pronunciari, et per [*sic*, pro?] se interloqui, statui, et decerni quod jus erit, partemque adversam sibi in expensis suis legitime condempnari.

Vers 1304 (?) CXVII. Littera super coadjutoris dacione.

Universis presentes litteras inspecturis, Robertus, miseratione divina remensis archiepiscopus, salutem in Domino. Notum facimus quod nos ex officii nostri debito, causa visitationis ad monasterium S. Basoli, ordinis S. Benedicti, nostre remensis dyocesis, nobis ordinario jure immediate subjectum, declinantes, cum ipsum monasterium sub fratre Stephano [1] abbate dicti monasterii inveniremus in temporalibus et spiritualibus notorie colapsum, ex quo idem abbas inmerito erat de dilapidatione suspectus, religiosos viros fratres Droconem, et Thierricum pitenciarium, monachos ipsius monasterii, viros providos et honestos, dicto abbati presenti, et volenti, ac expresse consentienti, coadjutores provideri et dari fecimus per magistros Ricardum Tullii canonicum leon[ensem], et Hugonem de Lanniaco, clericos nostros socios, ad hoc a nobis specialiter deputatos, sine quorum coadjutorum consilio et assensu, nichil eorum faceret idem abbas que administrationem pertinent temporalem, quousque, veritate comperta, duceremus aliter providendum; interim omne alienationis

[1] Ne s'agirait-il pas ici de l'abbé Milon, et non de l'abbé Étienne? Voir le *Gall. christ.*, IX, 200. Voir également ci-dessus, p. 107.

genus ipsi abbati interdicentibus nostris commissariis supradictis. Qui coadjutores presentes, in hoc onus hujusmodi, pro utilitate dicti monasterii, et abbate eodem consentiente, et hec dictis religiosis in pietate [*sic*, approbantibus?] in se humiliter susceperunt. In quorum testimonium sigillum nostrum presentibus est appensum. Datum.....

CXVIII. Littera regis super hoc facta quod de bonis clericorum non fiant expense coronationis [1].

. . . .

CXIX. Peticio bona in actione injuriarum contra monachum seu canonicum regularem. [*Vel:*] Peticio mulieris dicentis se incorruptam ad finem quod inspiciatur, et quod religiosus ipsam diffamans arbitrarie puniatur. Vers 1305.

Proponit in jure coram vobis, reverendo in Christo patre domino P. Dei gracia cameracensi episcopo, Ysabella de Espehi, beghina, actrix, contra fratres Jacobum de Duaco et Jacobum de Valencia, canonicos regulares professos monasterii B. Marie de Cantiprato juxta Cameracum, reos, quod licet ipsa Ysabella fuerit ac sit virgo incorrupta, et a viro incognita, fuissetque bone fame, boni nominis, et honeste conversationis, ac pro tali communiter tenta et habita, et pro tali deberet et debeat etiam legitime reputari; nichilominus dicti rei, ad instar falsorum sacerdotum Susannam accusancium, et injuste, coram vobis reverendo patre predicto, ac coram nonnullis gravibus, bonis et honorabilibus personis secularibus et regularibus, etiam et in jure, animo injurioso ac injuriandi eidem Ysabelle, anno modum elapso, proposuerunt, dixerunt, et obicierunt, injuste tamen et minus veraciter, quod dicta Ysabella fuerat et erat amasia et concubina religiosi viri fratris Johannis, dicti de Liessies, abbatis monasterii supradicti, injurioso et injuriandi animo eidem Ysabelle similiter imponendo, quod dictus abbas ipsam Ysabellam tanquam suam amasiam et concubinam tenerat ac tenebat, et carnaliter cognoverat eandem, fornicationem cum ea committendo, predictam Ysabellam, et ipsius bonum nomen et famam, apud vos reverendum patrem, ac alios plures bonos et gra-

[1] Nous avons publié cet acte dans nos *Archiv. admin.*, tom. I, p. 1053.

ves dinquando [*sic*, diu gravando?] ac ipsam nequitionem (*sic*), diffamando, in ejusdem Ysabelle dedecus, contumeliam, confusionem, vituperium, injuriam, contemptum animarum ipsorum reorum, salutis periculum, et scandalum plurimorum; unde cum actrix predicta, revocans ad cor et animam supradictam [*sic*, supradicta?] ea voluisset [*sic*, noluisset?], sustinuisse, nec adhuc sustinere vellet pro aliqua peccuniaria estimatione, cum bona fama omnem pecuniariam estimationem excedat, sed potius maluisset et mallet toto tempore vite sue ab esu carnium abstinuisse, et abstinere, necnon penam carceris per quinquennium et amplius pati, quam premissa, eidem ut predicitur illata, sustinuisse, vel sustinere; et premissa que sunt ac fuerunt notoria ac manifesta, super quibus fuerunt et sunt vox communis et fama publica, recognoverunt competenter dicti rei vera esse, petit et supplicat humiliter actrix predicta, que [offert?] officiali se competenter ostensuram, ac probaturam per aspectum sui proprii corporis, et alias, ut volunt jura, quod eadem actrix fuit et est incorrupta, integra, et a viro incognita, quatinus eandem actricem adversus dictos reos ad ostensionem et probationem hujusmodi admittatis, ac ipsam, quantum ad hoc, per matronas et mulieres in talibus expertas, et fide dignas, de quibus expedire videritis, inspici faciatis, et cum vobis patre reverendo constiterit de premissis, per vestram sentenciam diffinitivam, contra dictos reos, pronuncietis dictam actricem fuisse ac esse incorruptam, integram, et a viro incognitam; et ad bonam famam ipsius Ysabelle pristinam, prout possibile erit, restituendam, et pro muliere bone fame, boni nominis, debere communiter et legitime reputari, quod supradictos reos, cum sint professi regularem ordinem, pro emenda et nomine emende, injurie, contumelie, confusionis, dedecoris, vituperii, et contemptus predictorum, extraordinarie ad arbitrium vestrum puniatis, corrigatis, et in corpore castigetis, ac in premissis, et circa ea, quod canonicum et justum fuerit statuatis, decernatis, ac summarie super hiis procedatis, et ex causa; maxime cum dicti rei abbatem suum super diversis criminibus coram vobis accusant, et accusationem hujusmodi prosequantur, nec vellent correctionem et obedienciam sui abbatis predicti super premissis subjatore [*sic*, subire?], vel parere. Hec supplicat et petit actrix pre-

dicta, officium vestrum, si, ubi, et prout opus fuerit, humiliter implorando, salvo sibi in omnibus juris beneficio; protestans sibi valere quod probatum de premissis; et affirmat actrix jamdicta premissa esse vera.

CXX. Plures questiones disputate Remis apud Predicatores et Minores.

Pater meus naturalis et legitimus, et papa, sunt eodem tempore in mortis periculo; non possum utrumque juvare. Queritur cui magis tenear?

Quidam intravit religionem, mansit ibi per dimidium annum. Postmodum exivit; deinde rediit. Vult habere annum integrum probationis. Queritur numquid debeat habere? Iste due questiones fuerunt idis. [*sic*, disputate?] apud fratres cam[eracenses?].

Quoddam collegium est astrictum juramento, quod non recipiat aliquem illegitimum. Quid[am] impetravit a papa dispensationem super defectu natalium, et sic legitimatus est. Queritur numquid collegium poterit ipsum recipere sine metu perjurii? Ista fuit disputata Remis apud Predicatores.

Tuto[r] pupilli patroni cujusdam parisiensis ecclesie presentavit ad ipsam episcopo loci quendam ydoneum. Postmodum, antequam reciperetur, pupillus alium presentavit ydoneyorem. Queritur quis sit potior? Ista fuit disi [*sic*, disputata?] Remis apud Minores.

Magister Guido de Calvomonte, officialis remensis, die lune post *Esto mihi*, disputavit apud fratres Minores questionem istam : Martinus insequebatur Titium clericum gladio evaginato ut eum interficeret. Iste clericus infirmitate, vel alio casu fortuito, mortuus cecidit. Martinus semper insequens, credens eum vivere, gladio percussit eum, ita quod, si vixisset, eum occidisset. Queritur utrum Martinus debeat reputari omicida, vel excommunicatus. Ad hoc possunt induci jura que dicunt quod magis debet inspici intencio quam factum; et jura que dicunt contrarium, que notantur *Extra. de sentencia excommunicationis, c. si vero aliquis.....*[1]*; ff. de juris et facti ignorancia, l. regula, §. qui ignoravit*[2]*;* et *ff. ad legem corneliam de falsis,*

[1] *Decretal.*, lib. V, tit. XXXIX, c. 4.

[2] *Digest.*, lib. XXII, tit. VI, l. 9, § 4.

impuberem, §. 1 [1]. Ipse tenuit quod debeat reputari homicida et excommunicatus per *c. nuper, de bigamis*, et *c. fin.* [2].

Item sequenti die disputavit apud Predicatores, utrum sponsa de presenti volens intrare religionem, a suo sponso cognita violenter, possit postea, eo invito, intrare. Ipse tenuit quod sic, per multas rationes. Ad hoc possunt induci xv, *q.* I, §. *Si quis non iratus* [3]; et *Extra. de raptoribus, c. cum causa* [4].

Ann. 1307. CXXI. Consultatio super quodam dubio inter regem et archidiaconum laudunensem. [*Vel :*] Utrum inter fructus archidiaconatus computetur jurisdictio episcopi ad archidiaconum devoluta de consuetudine post mortem episcopi.

Papa concessit regi qui nunc est, fructus redditus et proventus primi anni omnium beneficiorum ecclesiasticorum cum cura, vel sine cura, etiam si dignitates aut personatus existant, vocancium (*sic*) in regno Francie et Navarre, archiepiscopalibus et existeralibus [*sic*, episcopalibus ?] et quibusdam alii[s] exceptis. Postmodum vocavit (*sic*) archidiaconatus laudunensis ecclesie. In anno durante mortuus est episcopus laudunensis, per cujus obitum jurisdictio ecclesiastica quam habebat devoluta est ad archidiaconum de consuetudine. Modo dicit procurator regis, quod istud jus devolutum ad archidiaconum est de fructibus archidiaconatus primi anni, et quod ipse procurare debet ibi ponere officialem, sigilliferum, et alios ministros curie pro jurisdictione ecclesiastica exercenda, et inde percipere omnia emolumenta primi anni vacationis archidiaconatus. Archidiaconus dicit contrarium. Queritur quid juris ?

Videtur mihi quod procurator regis non habet jus in predictis multis rationibus. Primo per verba privilegii ubi dicitur : Quod non extenditur ad episcopales ecclesias. Sed istud jus devolutum provenit originaliter de bonis episcopalis dignitatis, licet accidentaliter pertineat ad archidiaconum. Causa autem originalis inspicienda est, non accidentalis. Arguit *ff. de tutelis, l.* 3 [5]; et *de donationibus, l. qui id*

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. X, l. 22.
[2] *Decretal.*, lib. I, tit. XXI, c. 4 et 7.
[3] *Decret.*, par. II, caus. XV, quest. I, c. 13.
[4] *Decretal.*, lib. V, tit. XVII, c. 6.
[5] *Digest.*, lib. XXVI, tit. I.

quod [1]. Unde inspiciendo causam naturalem et originalem, rex non debet percipere de predictis.

Item in dicto privilegio continetur : Quod secundum fructus taxationem decime persolvantur, et recipiantur a collectoribus eorumdem, ut summam pro qua unumquodque beneficium consuevit in solutione decime taxari, collectores exigant et precipiant (*sic*), totalii (*sic*) residio (*sic*) optinentibus beneficia remansuro; nisi forte, etc. Per quam clausulam evidenter apparet, quod collectores, seu procuratores regis, non possunt petere nisi calorem [*sic*, valorem?] fructuum archidiaconatus primi anni in peccunia, secundum taxationem predictam. Et sic petit male procurator regis in jurisdictionem episcopalem dicti (*sic*) archidiacono devolutam et ejus emolumenta. Nec obstat illa clausula : *Nisi forte, etc.*, in qua datur optio collectoribus percipiendi taxationem, vel residium, etc; nam et in illo casu, honnus cure domiar [*sic*, animarum?], cultus divini, seu servicii ecclesiastici, et administrationis [sacra]mentorum ecclesiasticorum ad optinentes beneficia protineret (*sic*), prout dicitur in privilegio, nisi ipsi optinentes vellent integre dimittere omnes fructus pro rege; quo casu rex tenetur ea omnia facere per ministros ydoneos experiri; ex quibus aptet [*sic*, apparet?] regem, seu ministros ejus, non posse se intromittere de aliquo servicio ecclesiastico virtute dicti privilegii, nisi casu (?) quo optinentes beneficia vellent regi dimittere omnes fructus. Sed certum est quod jurisdictio ecclesiastica, et ejus exercitium, cognoscere de causis ecclesiasticis, excommunicare, suspendere, interdicere, absolide [*sic*, absolvere?] et censuram ecclesiasticam exercere, sunt de servicio ecclesiastico et divino.

Item dicit : *l. testator* (sic) dixit sic : « Medico Sempronio que unius « [*sic*, viva?] prestabam, dari volo ; ea videntur relicta que certam for- « mam erogationis anime [*sic*, annue] habuerunt, non in certam [libe- « ralitatis voluntatem?] [2]. » Sic est dicens [*sic*, dicendum?] in casu nostro, quod privilegium regi concessum debebat intelligi de fructibus certis, et determinatis, non de meritis [*sic*, incertis?]...... Hec autem de quibus queritur sunt incerta ; quia non habent certam estimationem.

[1] *Digest.*, lib. XXXIX, tit. V, l. 33.

[2] *Digest.*, lib. XXXIII, tit. I, l. 10, §. 1.

Item jurisdictio ecclesiastica, et alia, de quibus dictus procurator se vult intromittere pro rege, pertinent ad potestatem clamum [*sic*, clericalem?] ecclesie, que non cadit in laicum, ut legitur xx *di. o.* [sic, *c.?*] 1 [1]; [LXXX] XVI. *di. c. cum ad verum* [2]; XVI. *q. fi. c. si quis episcopus*, et *c. si quis clericus*, etc., *per laicos* [3]; *Extra. de elec., c. massana*, et *c. sacrosancta* [4]; et *de jure patronatus, c. cura* [5]. Unde sint [*sic*, sicut?] rex non potest se de talibus intromittere, ita nec procurator suus; quia quod non possum per me, non possum per alium, sicut dicit regula juris.

Item jurisdictio devoluta ad archidiaconum per mortem episcopi, non est ejusdem conditionis cujus sunt fructus archidiaconatus; est enim magna differentia inter jus proprium et jus devolutum. Hinc est quod, si episcopus neglexerit conferre infra tempus a jure statutum aliquod beneficium ad suam collationem spectans jure proprio, potestas conferendi illud beneficium ad capitulum decicluetur [*sic*, devolvetur?]. *Extra. de concessione prebende, c nulla* [6]. Sa [*sic*, si?] vero ad episcopum pertinent [*sic*, pertineret?] collatio non jure suo, sed (?) devoluto jure; puta quod patronus, vel alius subditus episcopi, neglexit presentare, eligere, vel conferre, vel personam non ydoneam presentavit, aut elegit; secundum (?) ea que legerentur (*sic*) et vocantur (*sic*) *Extra. de jure patronatus, c.* 1 et 2, et *c. eam te*, et *c. cum autem*, et *c. cum propter*; et *de supplenda negligencia prelatorum c.* 2, *§. fin.* [8], et [si?] ipse episcopus tale beneficium devolutum ad se negligeret conferre, tunc non ad capitulum, sed a [*sic*, ad] proximo superiorem episcopi, scilicet metropolitanum, vel primatem...., alioquin ad pagam [*sic*, papam?], potestas hujusmodi devolvetur. *Extra. de elec. c. ne pro defectu* [9]. Et est ratio quia in hiis que spectant ad episcopum, jure suo proprio, major est conjunctio inter ipsum et capitulum, quam in hiis que sibi obveniunt aliunde. *Extra. de testamentis, c.* [*Req*]*uisisti, §. secus autem* [10]. Sic dico in

[1] *Decret.*, par. I, distin. xx, c. I (?).
[2] *Ibid.*, par. I, distin. xcvi, c. 6.
[3] *Ibid.*, par. II, caus. xvi, quest. vii, c. 14 et 16.
[4] *Decretal.*, lib. I, tit. vi, c. 56 et 51.
[5] *Ibid.*, lib. III, tit. xxxviii, c. 11.
[6] *Decretal.*, lib. III, tit. viii, c. 2.
[7] *Ibid.*, lib. III, tit. xxxviii, c. 1, 2, 22, 24, 27.
[8] *Ibid.*, lib. I, tit. x.
[9] *Ibid.*, lib. I, tit. vi, c. 41.
[10] *Ibid.*, lib. III, tit. xxvi, c. 15.

proponito (*sic*) : privilegium regi concessum se extendit ad fructus ad archidiaconum jure proprio pertinentes, non autem que sibi proveniunt aliunde. De hac materia plene notant. *Extra. de elec. c. cum in cunctis* [1].

Item tales concessiones cum sint ambiciose, non debent lacius ampliari quam contineatur in eis; immo restringi. *Extra. de prebendis, c. quamvis, libro* VI° [2].....

Item jure novo determinatum est, quod quicquid percipitur tempore vacationis de bonis ecclesie cathedralis regularis seu collegiate vacandis [*sic,* vacantis?] debet fideliter reservari successori. *Extra. de elec. c. quia sepe, libro Sexto* [3]. Et sic apparet quod istud in [*sic,* jus?] devolutum, seu emolumentum inde proveniens, non debent reputari de fructibus archidiaconatus, cum debent futuro episcopo conservari.

Item ad idem facit nova decretalis : *Extra. de rescriptis, si propter* [4]; que dicit : « Papa concessit cuidam episcopo propter sua debita « solvenda fructus beneficiorum primi anni que vacarent in sua dio- « cesi; si isti fructus debeantur ecclesie, fabrice, vel usui altaris, seu « cuicumque singulari persone, de speciali consuetudine, privilegio, « vel statuto, episcopus non habebit eos; » quia non est intentionis pape illi cui debentur prejudicium gravare [*sic,* generare?]. Si[c] est in casu nostro.

Item, ex quo rex excluditur in privilegio a perceptione fructuum dignitatis episcopalis, non debet eos consequi per alium, videlicet per archidiaconum, etc. Arguit l. que dicit : « Pater exheredavit filium « suum, nepotes ex eo, quamdiu manent in ejus potestate, excluduntur « a bonorum possessione liberti mortui; ne filius exheredatus qui suo no- « mine submovetur a bonorum possessione liberti, consequatur eam per « filios suos existentes in sua patria potestate. » Sic est ergo in questione nostra, rex non debet assequi per archidiaconum ea que de bonis episcopatus habere non potest. Arguit *l. ff. de bonis libertorum, l. queritur* [5].

. . . .

CXXII. Utrum judex possit supplere de consuetudine, vel facto notorio.

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. V, c. 7.
[2] *Sext.*, lib. III, tit. III, c. 4.
[3] *Ibid.*, lib. III, tit. IV, c. 15.
[4] *Sext.*, lib. I, tit. III, c. 10.
[5] *Digest.*, lib. XXXVIII, tit. II, l. 58.

Quero numquid judex, in causa de qua cognoscit, possit de consuetudine notoria, vel aliquo facto notorio, supplere? Videtur quod sic. *Extra. de rescriptis, ad audienciam* 1. ibi : *quoniam manifestum*, etc.[1]; *de officio vicarii, c.* 1[2]; *de filiis presbyterorum, quoniam* [*est*] *sacris*[3]; *ut lite non contestata, c.* 2, ibi : *et manifeste pateret*, etc.[4]; *ff. de petitione hereditatis, l. f*[*ilius?*] in fine[5]; *justi locatio*, §. *conductor*[6]; *ff. de edilicio edicto, ediles*, §. *item sciendum*[7]..... Istam questionem non vidi alicubi notatam; sed illam : Quando judex possit supplere de facto? invenio bene notatam per Hostiensem *de postulatione, c. bone* 1[8]; et *de officio vicarii, c.* 1[9]; et melius per Durandum, *in Speculo, de disputationibus et allegationibus advocatorum*, §. *finale*, ubi recitat multa bona. Item de hoc nota xxx q. v. *judicantem*[10]; et *Extra. de concessione prebende, c. ex parte Astensis, per Hostiensem*[11]. Item quod possit supplere de hiis que sunt moris et consuetudinis, et que homines assidue faciunt, facit optime *l. ff. de edilicio edicto, quod si nolit*, §. *quia assidua*[12]; item quod possit de hiis que sunt de stilo curie, ficit [*sic*, facit?] *Extra. de constitutionibus, ex litteris*[13], et *de crimine falsitatis, quam gravi*[14]. Item ad idem, *ff. de testibus, l.* 3 in fine[15]. ibi : « quoad testes evocandos « pertinet, diligentie judicantis est explorare, que consuetudo est in ea « provincia in qua judicatum fuerit; nam si probabitur sepe in aliam « civitatem testimonii gracia plerosque evocatos; non esse dubitan« dum, quin evocandi sint, etc. » Item ad idem; *ff. de testibus, quesitum*, in fin.[16] ibi : « Quod in legibus est omissum, non omittetur reli« gione judicantium, ad quorum officium pertinet, ejus quoque testi« monii fidem, quod integre frontis homo dixerit, perpendere. » Item ea que veteres observant, et questiones moris eorum, pro jure servantur; *C.* [sic, *ff.?*] *de consti*[*tutionibus*] *p*[*rincipum.*] *l.* 2. in fine[17].

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. III, c. 11.
[2] *Ibid.*, lib. I, tit. XXVIII.
[3] *Ibid.*, lib. I, tit. XVII, c. 10.
[4] *Ibid.*, lib. II, tit. VI, c. 11.
[5] *Digest.*, lib. V, tit. III, l. 58 (?).
[6] *Instit.*, lib. III, tit. XV, l. 1, §. 4.
[7] *Digest.*, lib. XXI, tit. I, l. 25, §. 8.
[8] *Decretal.*, lib. I, tit. V, c. 3.
[9] *Decretal.*, lib. I, tit. XXVIII.
[10] *Decret.*, par. II, caus. XXX, q. V, c. 2.
[11] *Decretal.*, lib. III, tit. VIII, c. 10.
[12] *Digest.*, lib. XXI, tit. I, l. 31, §. 20.
[13] *Decretal.*, lib. I, tit. II, c. 11.
[14] *Ibid.*, lib. V, tit. XX, c. 6.
[15] *Digest.*, lib. XXII, tit. V, l. 3, §. 6.
[16] *Ibid.*, l. 13.
[17] *Digest.*, lib. I, tit. IV.

Item dicit Hostiensis *de electione, se* [sic, *ca.*], *venerabilem* [1]; super verbo : *et exemplo ;* exemplum facti, antiquo jure deficiente, allegari potest, sicut et proverbium rusticorum et senium; *ff. de officio proconsulis,* §. *non autem* [sic, *vero.*], verbo *cujus epistole* [2]; et *de legatis* III. *si chorus,* §. 1 [3]; *l.* [sic, *Extra.?*] *de sentencia excommunicacionis, a vobis* II, §. *fin.* ad finem [4]; *de verborum significacione, forus* [5]... ; *de Judeis, c. etsi Judeos* [6]....; *ff. de legibus, de quibus* [7]... Unde videtur quod sicut de jure scripto potest judex supplere, *C. Ut que desunt advocatis,* in rubrica et nigro [8], sic de moribus, consuetudinibus, et aliis que notorie et communiter fiunt, non dubitandum est judicem, si quid a litigatoribus, vel ab hiis qui negociis adsistunt, minus fuerit dictum, id supplere, et proferre quod sciat legibus et juri publico convenire. Glosa dicit ibi super verbo : *publico*..... Item dicunt Innocencius et Hostiensis. *Extra. de testibus, intimavit* [9], quod judex ex officio potest repellere personas testium quas notorium est esse minus ydoneas, vel indignas. Arguit *ff. de postulando, quos pretor* [10]; et ad hoc faciunt ea que notat *Extra. de exceptionibus, c. exceptionem* [11]. Item cardinalis notat. *c. pia,* in fine [12], quod judex potest supplere de jure, et de facto notorio. *C. qui et adversus quos* [13], *l.* 1 et 2, *q.* 1, quando autem notat.

CXXIII. Supplicatio ut corpus excommunicati exhumetur ab ecclesiastica sepultura.

Cum Ticius, cum vivebat, et tempore quo decessit, esset et adhuc sit excommunicatus auctoritate curie remensis, pro defectu solutionis debiti *talis* in quo tenebatur Seio, et adhuc tenetur ex certis et sufficientibus causis, sicut hec apparent per autentica et legitima documenta; cumque dicti excommunicati corpus sit in cimiterio ecclesiastico tumulatum, et sacris canonibus institutum sit ut quibus non communicavimus vivis, non communicemus defunctis......, et si

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 34.
[2] *Digest.*, lib. I, tit. XVI, l. 6, §. 3.
[3] *Ibid.*, lib. XXXII, tit. I, l. 78.
[4] *Decretal.*, lib. V, tit. XXXIX, c. 28.
[5] *Ibid.*, lib. V, tit. XL, c. 10.
[6] *Ibid.*, lib. V, tit. VI, c. 13.
[7] *Digest.*, lib. I, tit. III, l. 32.
[8] *Cod.*, lib. II, tit. XI.
[9] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 18.
[10] *Digest.*, lib. III, tit. I, l. 7.
[11] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVII, c. 12.
[12] *Sext.*, lib. II, tit. XII, c. 1.
[13] *Cod.*, lib. II, tit. XLII.

contingat talium excommunicatorum corpora in cimiterio ecclesiastico tumulari, si ab aliis corporibus discerni poterunt, exhumari debent, et procul ab ecclesiastica sepultura jactari; supplicat vobis, domini officiales remenses, et instanter a vobis petit dictus Seyus, quatenus dicti excommunicati corpus in cimitterio ecclesiastico tumulatum in loco jurisdictionis vestre, injuste, et in prejudicium dicti Seyi, cum non sit eidem de dicto debito satisfactum, quod quidem corpus ab aliis corporibus potest discerni, faciatis et mandetis a dicto cimiterio exhumari, et procul ab ecclesiastica sepultura jactari, maxime cum ipsius Seyi intersit pecuniariter et formabiliter hoc fieri, et hec fieri debeant de jure, usu, stilo, consuetudine, et communi observancia curie remensis, non obstante absolucione pro parte dicti excommunicati de facto, non de jure, a dicta curia impetrata, cujus copia facta est dicto Seio; nam illa ex falsa causa, et falsitate suggesta, extitit impetrata. Falso enim suggessit et dedit intelligere curie remensi, seu ministris ejusdem, impetrator ipsius absolutionis, quod dictus Thicius satisfecerat Seyo de dictis debitis; quod tamen non erat verum, etc.; ex quibus apparet dictam absolutionem debere reputari pro nulla, dictumque Thicium adhuc esse excommunicatum, et dictam supplicationem debere admitti; quod petit sibi fieri, et super hiis, etc.

CXXIV. Utrum capitulum possit petere cautionem a canonico de cujus statu probabiliter dubitatur.

Papa reservavit omnia beneficia suorum officialium, ubique decedencium. Quidam capellanus pape, canonicus parisiensis et laudunensis, decessit. Prebenda parisiensis data fuit Menio, et laudunensis Seio. Postmodum papa dedit Ticio prebendam parisiensem que fuerat dicti canonici, exprimens quod eam sibi conferebat virtute reservationis predicte, et quia ille canonicus fuerat ca[pellanus] pape; et si Menius eam perdidit, et ita Seius eadem racione debet timere. Querebatur numquid capitulum laudunense possit petere a Seio cautionem de fructibus percipiendis amodo, si dicta prebenda laudunensis auferatur sibi. Videtur quod non, per IIII res [*sic,* rationes?] inter alios (*sic*), etc. Item dicit Bernardus : Duo fratres ex eodem patre et matre contraxerunt matrimonium cum duabus sororibus ex eodem

patre et matre. Lata est suam [*sic*, sentencia ?] contra matrimonium inter unum et ejus uxorem, propter consanguinitatem. Queritur utrum ista sentencia prejudicet alteri fratri, et ejus uxori, qui non fuerunt in lite. Respondit Bernardus quod non. *Extrav. de prebendis, dilecto*, in fine [1]. Ad idem facit quod licet aliqua duo sint connexa, quamvis constet de uno, non tamen de alio; II. *q.* V, *interrogatum* [2]; *ad legem juliam de adulteriis, denunciasse*, §. *queritur* [3]. Et hoc notat Ber. *Extra. de adulteriis, c. significasti* [4]. Ad opponitum facit quod sentencia lata contra male ordinatum, facit contra ordinatorem, propter connexitatem, ut legitur et notatur LXXXI. *di.*, *c. tantis Daniel* [5]. Item simile notatur III. *q.* VI. *c. hec quippe* [6], ubi sentencia pro destitutis lata nocet substitutis propter conecionem (*sic*); et eadem racione sententia lata contra electores prejudicat electo; *Extra. de electione, dudum* [7].

CXXV. Utrum decedente aliquo de cujus libertate dubitatur, curia ecclesiastica preveniens debeat facere inventorium, vel prepositus remensis domini se allegantis bona petentis.

Quedam mulier Remis decessit condito testamento, cujus arch[idiaconus ?] habuit preventionem, et cepit facere inventarium. Laicalis justicia remensis asserens eam fuisse servilis conditionis, voluit facere inventarium ad requisitionem cujusdam prioris, dicentis bona esse sua, jure manus mortue. Queritur nomquid possit? Videtur quod sic, per ea que notat *Durandus, in Speculo, de instru. edi. c. verbo,* verbo : *sed numquid judex secularis*. Nec obstat si dictura [*sic*, dicatur ?] quod debuit inventarium expediri per illum qui inceperat. Arguit *ff. de quibus rebus ad eumdem eatur, l.* 1 et 2 [8]. ; vel debuit sorte dirimi; arguit *ff. de judiciis, sed cum ambo* [9], quia ex quo quilibet contendit se habere jus in solidum, quilibet per se potest uti jure suo; secus si dicerent jus esse commune inter eos; arguit *ff. de liberali causa, l. cognitio*, §. *si plures* [10].

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. V, c. 25.
[2] *Decret.*, par. II, caus. II, q. V, c. 24.
[3] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. V, l. 17, §. 6.
[4] *Decretal.*, lib. V, tit. XIII, c. 5.
[5] *Decret.*, part. I, dist. LXXXI, c. 3.
[6] *Decret.*, par. II, caus. III, q. VI, c. 10.
[7] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 22 et 54.
[8] *Digest.*, lib. XI, tit. II.
[9] *Ibid.*, lib. V, tit. I, l. 14.
[10] *Ibid*, lib. XL, tit. 12, l. 8, §. 1.

CXXVI. Utrum presentatus ad ecclesiam pupilli per tutorem preferatur presentatus per pupillum vel e contra.

Tutor pupilli patroni cujusdam ecclesie presentavit ad ipsam episcopo ydoneum. Postea pupillus presentavit ad eam ydoneiorem. Queritur quis debeat admitti pro presentato? A pupillo, facit *de officio custodis c.* II [1]; *de ab.* [*sic, appellationibus?*], *constitutis* [2], ubi dicitur quod melior et magis utilis ecclesie debet eligi. Item per [*sic*, pro?] hoc maxime facit Compostellanus dicens in *c. dudum.* I. *de elec.* [3] Sanitas autem eligentium non tantum in mente, vel intentione consistit, sed eciam in opere et effectu, ut per illa sanior dicatur non solum que non eligit indignum, seu que dignum eligit, sed que eligit digniorem; *Extrav. c. ecclesia vestra.* II [4]; VIII., *q.* I, *licet* [5]. Item dicit Compostellanus ibidem : Si autem neuter electus est indignus, ex una parte est numerus non multo major, ex parte vero minori eligentium auctoritas, et electi merita precellencia, tunc indubitanter pars minor est sanior, et electio partis majoris non valet, cum non sit sanior; quod requirit constitutio : *quia propter* [6] . . . . . et facit *Extrav. de testi., in presencia*, alias incipit : *in nostra* [7]. Ad idem faciunt ea que dicit dominus Hostiensis *de etate et qualitate, c. indecorum* [8]; videlicet quod quantum ad ecclesiastica, non requiritur patris seu tutoris vel curatoris auctoritas. Arguit *ff. ad Trebellianum, ille a quo,* §. *fin.* cum *l. se* [*quenti?*] [9]. Item dicit ibi quod compilatores canonum nullam rubricam apposuerunt de tutelis, vel curis, nec de pria po. [*sic*, patria potestate?] in libris suis; quasi innuant quod de istis materiis non est curandum in l. jure canonico, etc. Item multi sunt casus in quibus minor habetur pro majore, de quibus notat *Extra. de restitucione spoliatorum, ex parte* [10]. Ad op[positum?] facit quod tutor . . . . . datur ejus persone, et rebus, et potest facere quod majus est; et quod pupillus discretione caret. Item dicit decertum [*sic*, Decretum?] quod si

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. XXVII.
[2] *Ibid.*, lib. II, tit. XXVIII, c. 46.
[3] *Ibid.*, lib. I, tit. VI, c. 22.
[4] *Ibid.*, lib. I, tit. VI, c. 57.
[5] *Decret.*, par. II, caus. VIII, q. I, c. 15.
[6] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 42.
[7] *Ibid.*, lib. II, tit. XX, c. 52.
[8] *Ibid.*, lib. I, tit. XIV, c. 3.
[9] *Digest.*, lib. XXXVI, tit. I, l. 13.
[10] *Decretal.*, lib. II, tit. XIII, c. 14.

pupillus intret religionem, pater vel tutor potest eum extrahere, xx, *q*. II, *c*. *puella* [1]. Patet ergo quod eciam de spiritualibus et ecclesiasticis potest se intromittere tutor.

CXXVII. Apostoli refutatorii appellanti dati.

Sanctissimo patri ac domino, domino Johanni divina providencia sacrosancte romane ecclesie [et?] universalis ecclesie summo pontifici, officiales remenses ejus humiles et devoti filii, pedum oscula beatorum. Sanctitati vestre notum facimus, quod Egidius dictus Bines junior clericus, procurator promotoris curie belvacensis, necnon Jacobi dicti Heudoul, et ejus consortum in lite, nominatorum in actis, procuratorio nomine pro ei[s]dem ad sedem apostolicam apellavit, contra Johannem dictum Margicourt, clericum, a sentencia lata per nos pro eodem clerico contra partem adversam, ab audiencia reverendi in Christo patris domini episcopi belvacensis; et apostolos petiit a nobis cum instancia sibi dari. Nos autem parati, ut tenemur, facere quod jus dictat, apostolos testimoniales et refutatorios eidem concessimus, et concedimus; dantes sibi presentes litteras pro apostolis petitis. Et cum appellationibus frivolis justicia non defferat, nec sit a judice defferendum, idcirco, pater sanctissime, communicato consilio peritorum, appellationem predictam frivolam reputantes, pro eo inter cetera quod dictus clericus quoddam factum peremptorium coram nobis proposuit et probavit dilucide, per quod apparuit manifeste sentenciam latam contra dictum clericum per reverendum patrem predictum, a quo idem clericus ad nos appellaverat, infirmari debere, eidem appellationi manifeste frivole non duximus defferendum. Hec autem sanctitati vestre tenore presencium sub sigillo curie remensis presentibus hii[s] appenso, [etc.] Datum anno Domini, etc.

CXXVIII. [Questio.]

Quidam vovit intrare religionem. Intravit cum proponito exeundi. Queritur numquid sit liberatus a voto? Arguit quod notat XLI *di.*, *quisquis* in fine [2], ubi dicitur quod in omnibus rebus, non ex earum rerum natura quibus utimur, sed ex causa utendi, et modo appetendi,

[1] *Decret.*, part. II, caus. XX, quest. II, c. 2. [2] *Decret.*, part. I, distin. XLI, c. 2.

vel probandum est, vel improbandum, quid facimus; et notat ibi glosa, quod pocius considerare debemus causam facti, quam ipsum factum. Sic XXIII, *q.* VIII, *occidit*[1]; XXIX *di.*, *sciendum*[2]; et arguit ad idem XXXII, *q.* IV, *origo*[3].

CXXIX. Utrum pactio facta ante decretalem : *Super cathedram*, eidem contraria post editionem decretalis : *Dudum*, tollatur.

Compositio facta fuit olim inter fratres Minores gand[inenses] ex una parte, et monachos S. Petri gand[inensis] ex altera, quod fratres, quorum locus situs est in patronatu monachorum, possent recipere annuatim ad ecclesiasticam sepulturam IIII^or corpora dumtaxat de patronatu monachorum. Postea condempnati fuerunt fratres per Bonifacium papam, ut dicitur, ad servandum hujusmodi paccionem. Postmodum facta fuit constitutio extravagans *Super cathedram*. Que inter dat [*sic*, interdicit?] fratribus liberam sepulturam, revocans omnes consuetudines, conventiones, statuta, et pacta, in quantum sunt contenta in ipsa constitutione, vel aliqui (*sic*) eorumdem contraria. Deinde facta fuit constitutio *Inter cunctas*. Ultimo facta est constitutio *Dudum, de sepultura, libro* VII[4], que revocat, *Inter cunctas*, et *Super cathedram* innovat et reponit in statu. Modo queritur numquid fratres teneantur dictam paccionem servare? Et primo videtur quod paccio non tenuit, tanquam facta contra jus divinum et humanum, et eciam publicum, necnon contra bonos mores, et ecclesiasticam libertatem; nam omni jure licitum est cuilibet eligere sepulturam quocunque voluerit, et alienam, sicut fecit Dominus noster, qui natus in Bethleem, sepultus fuit in Jherusalem, in sepulcro Joseph. *Extra., de sepul., c.* 1[5]. Cum igitur istud competat cuilibet de mundo, jus publicum est; unde videtur quod non valuit paccio, maxime in prejudicium aliorum. Immo quilibet de patronatu posset venire contra : *ff. de pactis, l. jus publicum*[6]; et forte hoc movit Bonifacium ad non bullandum sentenciam quam tulerat contra fratres; sed nec

[1] *Decret.*, part. II, caus. XXIII, q. VIII, c. 14.
[2] *Ibid.*, part. I, distin. XXIX, c. I.
[3] *Ibid.*, part. II, distin. XXXII, q IV, c. 5.
[4] *Clement.*, lib. III, tit. VII, c. 2.
[5] *Decretal.*, lib. III, tit. XXXVIII.
[6] *Digest.*, lib. II, tit. XIV, l. 38.

obstat *de pactis, c.* 1, *libro* VI [1], quod illa loquitur de pacto cum rectore parisiensis ecclesie facto, unde servetur in suo casu tantum. Non obstat eciam *c. quia ex eo, eodem titulo* [2], quod non loquitur de pacto facto super hec, sed super juribus parisiensibus, vel aliis articulis licitis et honestis, ut ibi patet expresse in textu. Sed ponamus sine prejudicio quod paccio tenuerit. Nomquid est revocata per *Super cathedram?* Dico quod sic; ibi : *Nos enim*, etc., ubi omnes conventiones, statuta, et pacta in contrarium edita revocat, immo cassat, et irrita nunciat. Preterea casum istum expresse determinat Cardinalis super dicto *c. quia ex eo,* in fine, dicens : Hodie est ista contestacio restricta quoad Predicatores et Minores, ut in extravaganti *Super cathedram, §. Hujusmodi quoque ;* item per illam constitutionem res est reversa ad suam naturam, videlicet ad liberam se[pulturam] quam habent fratres, ut prius, non obstante pacto. Hoc autem de facile concedendum est. Arguit *ff. de pactis, l. si unus, §. pactus,* verbo : *quod et in specie* [3]. Non obstat *de constitutionibus, c.* 1, *libro* VI [4], ubi dicitur quod condendo constitutionem posteriorem, primam revocat, licet de ea non faciat mentionem, sed non revocat consuetudinem et statuta, cum consistant in facto, etc.; quia hoc verum est, nisi expresse caveatur in ea de consuetudine et statutis. Hic autem in constitutione *Super cathedram* facit mentionem expressam, eciam de conventionibus et pactis, et sic est pro nobis. Exempla multa similia possunt poni, ubi constitutio generalis revocat factum precedens, ut in juramento : *Extra. de jurejurando, c. uno* (sic), *libro* VI [5]. Item in consuetudine que reprobatur expresse per constitutionem sequentem generalem *de penitenciis et remissionibus, c.* 2 [6]; *de consuetudine, c.* 1 *et* 2 [7]; *de biga.* [*sic, digamis?*], *c. uno, libro* VI [8]. Item de pactis; *Extra. de hereticis, c. ut officium inquisitionis, §. denique* [9]. Item de statuto, et aliis predictis; *de elec., quia propter, §.* 2 [10]; *et libro* VI, *de elec., quia sepe,* et *c. cum non deceat,* in fine [11]. Sed contra;

[1] *Sext.*, lib. I, tit. XVIII.
[2] *Ibid.*, c. 3.
[3] *Digest.*, lib. II, tit. XIV, l. 27, §. 2.
[4] *Sext.*, lib. I, tit. II.
[5] *Ibid.*, lib. II, tit. II, c. 1.
[6] *Ibid.*, lib. V, tit. X.
[7] *Sext.*, lib. I, tit. IV.
[8] *Ibid.*, lib. I, tit. XII.
[9] *Ibid.*, lib. V, tit. II, c. 11, §. 2.
[10] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 42.
[11] *Sext.*, lib. I, tit. VI. c. 40 et 30.

nam [*sic*, contrarium?] dicunt l[eges?] : Provisio specialis precedens, vincit generalem sequentem : *ff. de alimentis legatis, l. alimenta*, §. *basilice* [1]; *ff. de legatis* III, *l. heres*, §. 1 [2]; et sic videtur quod conventio specialis facta inter fratres et monachos, vincat generalem provisionem *Super cathedram*. Solucio : Possum dicere quod provisio *Super cathedram* specialis est; quo casu ultima specialis vincit primam specialem. Item etsi deprieat [*sic*, secunda possit?] reputari generalis, tamen vincit primam per clausulam derogatoriam contentam in ea que cessat [*sic*, cassat?] omnia pacta, etc., sicut supra dictum est. Item non obstat quod obicitur de sentencia lata auctoritate apostolica super compositione servanda, que sententia non est revocata, etc.; quia non fuit sententia proprie loquendo; immo compositio, ut apparet ex sui tenore. Item illa sententia, talis qualis, fuit accessoria, et compositio principalis; qua sublata, sententia non potest habere vigorem per quam fratres fuerunt condempnati ad observationem compositionis, quia non invenit modo quid, vel super quo, valeat operari. Arguit *ff. de regulis juris, l. cum principalis* [3]; *Extra. de regulis juris, c. accessorium, libro* VI [4].

CXXX. [Questiones disputate Remis?]

Novicius in aliqua religione totaliter exempta infra tempus probationis deliquit. Queritur utrum ejus punicio ad prelatum ipsius religionis pertineat, vel ad ordinarium loci ad cujus forum prius pertinebat?

Constante matrimonio inter P. et M., nati sunt duo filii. P. in ultima voluntate istos duos, ut filios, heredes instituit, quemlibet pro dimidia. Mater post mortem P., in articulo mortis posita, dixit secundo genito, quod non erat legitimus, sed eum ex adulterio conceperat. Numquid illam partem hereditatis sana consciencia retinere potest? Ista questio disputata fuit apud fratres Minores remenses.

Ann. 1317.

CXXXI. Littera facta super licentia eligendi.

Robertus miseratione divina remensis archiepiscopus, dilectis filiis

[1] *Digest.*, lib. XXXIV, tit. I, l. 16, §. 2.
[2] *Ibid.*, lib. XXXII, tit. I, l. 100.
[3] *Digest.*, lib. L, tit. XVII, l. 178.
[4] *Sext.*, lib. V, tit. XIII, regul. 43.

priori et conventui monasterii S. Petri de Altovillari, nobis spiritualiter et temporaliter immediate subjectis, salutem in Domino. Cum monasterium vestrum vacet ad presens et [*sic*, per?] obitum pie memorie Girardi quondam abbatis vestri, nos petitam a vobis licentiam eligendi per dominos Johannem de Sorceyo, et Johannem de Avelly, dicti monasterii monachos, procuratores vestros, ad hoc sufficienter instructos, prout in vestris litteris inde confectis plenius continetur, vobis liberaliter concedimus et benigne; vos attente rogantes, et exhortantes in Domino, quatinus talem personam in abbatem vestrum celeriter et concorditer eligere studeatis, qui monasterio vir[iliter?] in spiritualibus et temporalibus preesse valeat pariter et prodesse. Datum.

CXXXII. Supplicacio decani de Turribus supra Maternam facta abbati cluniacensi ut sibi remittatur pensio solita pro sterilitate que supervenit.

Venerabili in Christo Patri, domino N. Dei gracia abbati, monachis cluniacensibus, necnon diffinitoribus capituli generalis, prior seu decanus de Turribus supra Maternam, remensis dyocesis, ceterique fratres in eodem loco Domino famulantes, cum sui recommandatione, subjectionem et obedienciam omnimodam, tam debitam quam devotam. Quantis honoribus ab olim splenduerint ordo noster, et singula membra sua, quantisque privilegiis ab antiquis temporibus, et a quibus memoria non existit, fuerint insigniti, nemo sane mentis ignorat. Sed, proth dolor! antiquorum membrorum ipsius ordinis antiqua leticia modernis temporibus in amaritudinem est conversa, dum eorum privilegia infringuntur, jura, immunitates, et libertates antique, per vim majorem dampnabiliter enervantur. Sane licet felicis recordationis dominus Bonifacius, quondam papa VIII, in ordinatione quam fecit super quatuor milibus librarum turonensium parvorum percipiendis, ac eciam colligendis singulis annis in perpetuum, ad opus conventus, et ad exhonerationem abbatum cluniacensium, de fructibus, redditibus et proventibus aliquorum prioratuum eidem monasterio subjectorum, de quibus noster priora-

tus predictus de Turribus supra Maternam est unus, inter cetera statuerit et ordinaverit, quod ipsi prioratus appellarentur, ex tunc in antea, decanatus, et quod hiidem decanatus, seu eorum fructus, redditus et proventus, ab omni decime et cujuslibet procurationis, impositionis et subventionis prestatione, essent exempti perpetue, et immunes penitus haberentur, prout in privilegio dicti domini Bonifacii plenius continetur, quod privilegium per sequentem mediate dominum Clementem papam, nuper defunctum, ratificatum ac eciam approbatum, nichilominus tamen per regalem potenciam excellentissimi principis domini regis Francie compulsi sumus, qua [*sic, contra?*], tenorem privilegii prelibati, C. libras parisienses annuatim de fructibus, redditibus et proventibus prioratus nostri predicti nomine decime a se[quenti] papa dicto regi concesse, quamvis ipsi fructus, redditus et proventus adeo fuerint tenues propter sterilitatem annorum preteriti et presentis, quod rex [*sic*, vix?] sufficieba[n]t ad victum nostrum dumtaxat. Cum igitur pastoralis cura debeat vos monere ut nobis lapsis succurrere debeatis, et ne labamur in posterum providere, et in cunctis necessitatibus nos fovere, more parentum; idcirco ad vestre sollicitudinis provisionem duximus recurrendum, vestre paternitati humiliter supplicantes, quatinus oportuno remedio dignemini nos juvare, ad hoc quod ea que a nobis contra dictum privilegium, sicut predicitur, sunt extorta, nobis reddantur; ut sic idem privilegium maneat illibatum. Insuper supplicamus ut intuitu pietatis nobis remittetis, saltem ad certum tempus, ratione sterilitatis predicte, et (*sic*) quam patimur, annuam pensionem in qua tenemur secundum ordinationem predictam, conventui antedicto, deuco [*sic*, donec?] ubertas Domino redierit annuente.

CXXXIII. Plures versus pulcri facti super decretis [1].

. . . .

[1] Nous omettons ici trois cent sept vers dont chacun résume une distinction, ou une question du décret; ces vers sont différents de ceux qui se trouvent en tête des diverses éditions de cette partie du droit canon, mais comme ils ne se rapportent en rien à l'histoire de la ville de Reims, nous avons dû les supprimer.

CXXXIV. Conservacio privilegiorum cisterciensis ordinis [1]. 4 septembre 1308.

. . . .

CXXXV. Intimacio si quis se velit opponere contra electum seu electionem. Ann. 1318.

Robertus miseratione divina remensis archiepiscopus, dilecto filio decano christianitatis (?) remensis, salutem in Domino. Exposuerunt nobis religiosi viri fratres Galterus elemosinarius, et Adam prior de Grandiprato, monasterii S. Dyonisii remensis canonici regulares, procuratores prioris et conventus ejusdem monasterii sufficienter instructi, in presencia nostra constituti, quod vacante dicto monasterio per mortem bone memorie Reginaldi abbatis sui, prior et conventus predicti, fratrem Egidium de Hanonia preponitum (*sic*) dicti monasterii, a nobis petita et obtenta licencia eligendi, multis prehabitis tractatibus, in suum abbatem finaliter eligerunt (*sic*). Propter quod dictus G. et Adam, nomine procuratorio predicto, nobis humiliter supplicarunt, ut nos electionem prefatam, prout nostro incumbit officio, confirmare vellemus. Nos vero nolentes, ex arrupto et indeliberate, non discusso negocio, per repentinam confirmationem cito, contra doctrinam apostoli, manus imponere electo predicto, et procedere in negocio memorato, vobis mandamus quatinus ad monasterium predictum personaliter accedentes, in ipso monasterio insinuetis, intimetis, ac publicetis tam in generali, quam in speciali, si opus fuerit, publice et sollempniter, ut si qui sint qui se velint opponere contra dictam electionem, vel personam electam, aut processum super hoc habitum, et sua crediderint interesse, compareant coram nobis ad diem Martis post festum B. Andree apostoli, quam diem peremptorium terminum assignamus, tam dicto electo ad petendum confirmationem suam, quam omnibus apponere (*sic*) volentibus, oppositurís et prosequturis quicquid proponere et opponere voluerint, cum intimatione quod sive veniunt (*sic*), sive non, nos ad confirmationem vel infirmationem dicte electionis, prout cano-

[1] Nous avons dû supprimer cette bulle, qui d'ailleurs ne contient rien d'intéressant, par les mêmes motifs qui nous ont fait rejeter les vers indiqués sous le numéro précédent. Voici les notes chronologiques de la bulle : Clemens.... Datum Avenioni, II non. sept., pontificatus nostri ann. IV°.

nicum fuerit, procedemus. Et quid inde feceritis, et nomina opponentium, si qui fuerint, ac alia presens mandatum tangentia, nobis rescribatis. Datum, etc.

CXXXVI. Numquid usurarius lucrum juste factum ex pecunia fenebri restituere teneatur?

Queritur numquid usurarius, lucrum quod acquisivit in mercatione justa, de peccunia usuraria, restituere teneatur? Ista questio disputata fuit apud fratres Minores, et ad eam respondit dominus J. de Monteclino; et videtur quod sic. Arguit ad hoc *Extrav. de usuris, cum tu, in fine*[1]; ibi dicitur : possessiones empte de tali peccunia debent vendi, et earum precia reddi hiis a quibus usure sunt extorte. Item notant ibi doc[tores?] quod speciale est in peccunia fenebri, quod res epata [*sic*, empta?] de ipsa, afficiatur, ita quod sit illius qui dedit peccuniam; sicut est in peccunia militis; *C. de rei vendicacione, si ut proponis*[2]; et pupilli, *C. arbitrio tutele, l.* 3[3], et ecclesie, scilicet *de peculio clericorum, inquirendum*[4]. Ibi de hoc. Regulariter [*sic,* Allegatur?] contra *C. de rei vendicatione, si ex ea peccunia*[5]. Item difficile est ut habeant bonum exitum que malo incoata sunt initio, I, *q.* I, *principatus*[6]. Item ubi Christus non est fondamentum, non valet edificium, I, *q.* I, *cum Paulus*[7]. Item, si servus subjectus, heres institutus sit, dominus servi potest agere accione furti ad servum, et ad precium hereditatis; *ff. de furtis, si quis uxori,* §. *si servus*[8]. Ad opponitum facit in lege predicta *si quis,* §. « Si Ticius « alienam rem vendidit, et ab emptore nummos accepit, nummi non « sunt furtivi[9]. » Item, *l. qui vas,* in fine[10]. « Fur vendidit rem « furtivam, precium recepit, dominus sibi abstulit; tenetur furti, et « vi bonorum raptorum, quia quod redigitur ex re furtiva, non est « furtivum. » Item pro prima parte facit *ff. de petitione hereditatis, l. si et rem et precium*[11].

[1] *Decretal.*, lib. v, tit. xix, c. 5.
[2] *Cod.*, lib. iii, tit. xxxii, l. 8.
[3] *Ibid.*, lib. v, tit. li, l. 3.
[4] *Decretal.*, lib. iii, tit. xxv, l. 4.
[5] *Cod.*, lib. iii, tit. xxxii, l. 6.
[6] *Decret.*, part. ii, caus. i, quest. i, c. 25.
[7] *Decret.*, par. ii, caus. i, quest. i, c. 26.
[8] *Digest.*, lib. xlvii, tit. ii, l. 52, §. 9.
[9] *Ibid.*, §. 17.
[10] *Ibid.*, l. 48.
[11] *Ibid.*, lib. v, tit. iii, l. 23.

CXXXVII. Peticio in causa deflorationis.

Coram vobis, domine judex, proponit et dicit Maria contra Johannem, quod reus, actricem, boni nominis, honeste conversationis et fame, virginem existentem, stupro decepit, et eam virginitatis privilegio privavit, et defloravit, et partum in ventre ipsius adhuc existentem precavit [*sic,* procreavit?]; qui reus est homo dives ad valorem mille librarum, et premissa, vel eorum aliqua, legitime recognovit, et super hiis fuit et est publica vox et fama; quare petit actrix reum sibi per vos sentencialiter condempnari ad hoc quod ipsam accipiat in uxorem, et eam maritali affectione pertractet, vel eidem det peccuniam nomine dotis juxta conditionem actricis, ac statum et divicias rei, et maxime juxta modum dotis quam hujusmodi virgines accipere consueverunt.

CXXXVIII. Questio dubitabilis; utrum archiepiscopus possit admortizare feudum ab ipso tentum sine auctoritate pape.

Abbas S. Nichaisii, et quidam armiger, habent quoddam molendinum commune pro indiviso, apud Vrilli. Armiger partem suam tenet in feudum ab archiepiscopo. Qui armiger partem suam negligens, nichil vult apponere in refectione, sed oportet quod abbas solus totum faciat; et est armiger inhabilis ad conveniendum. Propter ista abbas vult emere partem armigeri, et petit consensum et admortisationem archiepiscopi, et capituli sui. Queritur numquid hoc possit fieri sine licencia pape? Videtur quod non, per ea que notat Hostiensis *de hiis que fiunt a prelato c. pastoralis* [1]; et *de rebus ecclesie non alienandis, c. ut super* [2]. Ad oppositum [etiam?] facit nota Hostiensis *de prebendis, extirpande*, §. *cum igitur* [3], super verbo : *conspectum quolibet,* [sic, *consuetudine qualibet?*] ubi dicit : « Qui ergo si episcopus semper tenuit ad manum suam decimam universam, et incuratus egeat, numquid potest incurato sine violacione juramenti assignare congruam portionem. Non videtur, quia non debet alienari; *Extrav. de rebus ecclesiasticis non alienandis, c. ut super,* §. *penult.* » Sed dic

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. x, c. 9.

[2] *Ibid.*, lib. III, tit. XIII, c. 8.

[3] *Decretal.*, lib. III, tit. v, c. 30.

quod ibi prohibetur alienacio voluntaria; hec autem est necessario facienda, ut patet ex premissis, et in hiis que notantur t[itulo] e[odem?] *exposuisti* super verbo *congrua*[1]. Sed nec alienare [dicitur?] is qui non transfert in extraneos, sed in suo, *ff. de legatis* II, *unum ex familia*, §. 2[2]..... Ad idem faciunt plura exempla et jura inducta per Hostiensem *de hiis que fiunt a prelatis, cum apostolica,* super verbo *alienare*[3]; VII, *q.* 1, *Novacianus*[4]; et calumpna (*sic*) de loco ad locum in civitate translata, non videtur esse translata : *C. de edificiis privatis, si quis post hanc*[5]. Nec obstat si dicatur : non est necessitas; et sicut nichil faciunt ad proponitum jura predicta, quia quantum ad hoc necessitas et utilitas equiparantur, ut dicto *c. exposuisti*[6], et 1, *q.* VII, *tali*[7], et ea que notantur *de rebus ecclesiasticis non alienandis, non* [sic, *nulli?*] *liceat*[8], scilicet causa necessitatis, utilitatis, pietatis, equitatis, incommoditatis, et dampni vitationis. Item juramentum generale non extenditur ad ea que sunt contra libertatem ecclesiasticam; *de jurejurando c.* 1, *l.* VI[9]. Item in quolibet juramento multa subintelliguntur, *de jurejurando, quemadmodum*[10]. Item non videtur dejerare qui ex causa legitima deserit juramentum. *ff. Qui satisdare cogantur, l. fin.*[11] Item dicunt [*sic*, dicit?] Innocencius *dicto c., ut super*[12], quod juramentum prelati de non alienandis rebus ecclesiasticis, intelligitur de hiis qui (*sic*) sunt in mensa sua; et dicit ibidem quod res data in feudum a prelato, non est de mensa ipsius, licet ad ipsum possit reverti.

CXXXIX. Citacio facta contra suffraganeum non obedientem capitulo remensi prout ex consuetudine debet.

Officialis remensis, omnibus presbiteris, etc. Ex parte decani et capituli remensis ecclesie nobis est conquerendo monstratum, quod licet de usu, consuetudine, et communi observancia ejusdem ecclesie, notoriis et antiquis, et a tempore a quo non est memoria observatis,

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. V, c. 33.
[2] *Digest.*, lib. XXXI, tit. I, l. 67.
[3] *Decretal.*, lib. III, tit. X, c. 7.
[4] *Ibid.*, part. II, caus. VII, quest. I, c. 6.
[5] *Cod.*, lib. VIII, tit. X, l. 6.
[6] *Decretal.*, lib. III, tit. V, c. 33.
[7] *Decret.*, part. II, caus. I, quest. VII, c. 17.
[8] *Decretal.*, lib. III, tit. XIII, c. 5.
[9] *Sext.*, lib. II, tit. II.
[10] *Decretal.*, lib. II, tit. XXIV, c. 25.
[11] *Digest.*, lib. II, tit. VIII, l. 16.
[12] *Ibid.*, lib. III, tit. XIII, c. 8.

omnes et singuli episcopi suffraganei remensis provincie, quando per ellectionem capituli cathedralis ecclesie, et confirmationem remensis archiepiscopi, ad episcopalem dignitatem sunt promoti, ante sui consecrationem, teneantur processus electionis sue, et confirmationis subsequte, remensi capitulo presentare, et per ipsum capitulum, examinato processu, approbationem et confirmationem ipsius ecclesie requirere humiliter et devote; eaque operata a dicto capitulo, ipsi electi, et confirmati, et per dictum capitulum approbati, et confirmati, postmodum per dictum archiepiscopum in episcopos consecrati, teneantur, consueverint, et debeant in remensi ecclesia professionem et obedientiam eidem ecclesie sue superiori metropolite et matrici, et capitulo ejusdem, facere et prestare, et propria manu subscribere, et in signum reverentie et honoris unam capam de serico carialem (*sic*) decenter ornatam eidem ecclesie cum devotione offerre, antequam ad suas cathedrales ecclesias valeant licite accidere (*sic*) et eas intrare. Quando vero ex provisione sedis apostolice, per summum pontificem, ad episcopalem dignitatem promoti sunt, et per eumdem pontificem, seu per alium de ipsius mandato, consecrati, teneantur, consueverint et debeant de consuetudine laudabili remensis ecclesie, antequam suam intrare valeant ecclesiam, ad superiorem metropolitam et matrem ecclesiam remensem prius accedere, et de sua promotione remensi capitulo fidem facere competentem, processusque suos omnes et singulos in capitulo legere, et, congrua fide facta de premissis, professionem et obedientiam debitam facere remensi ecclesie, et capitulo ejusdem; et in signum obedientie et honoris unam capam de serico corialem decenter ornatam eidem ecclesie cum devotione offerre. Et si aliquando ipsi, seu eorum aliqui, per remensem archiepiscopum confirmati, vel ex provisione sedis apostolice promoti, et per summum pontificem consecrati, seu per alium de ejus mandato, premissa facere omiserint, et, eis omissis, ad suam ecclesiam ad quam fuerint promoti prius accesserint, consueverunt et debent de hoc transgressu, inobediencia,..... una cum satisfactione premissorum, sue superiori remensi ecclesie, et ejus capitulo, cumdignam emendam facere, et prestare; et licet sic fuerit et sic a dictis temporibus observatum, dictique capitulum et eorum ecclesia sint et fuerint ab eisdem temporibus in possessione,

vel quasi, juris premissi, et habendi eadem, et remensi ecclesie a dictis suffraganeis omnibus et singulis exhibendi et prestandi, nichilominus *talis* episcopus ex provisionis (*sic*) sedis apostolice ad pastoralem dignitatem..... promotus, et per summum pontificem consecratus, capam hujusmodi ecclesie remensi tradere et offerre injuste et sine causa rationabili contradixit, et neglexit, in injuriam, dampnum, prejudicium, et gravamen ecclesie et capituli predictorum, et pro premissis eidem condignam prestare emendam; que non possunt dicti capitulum et ecclesia conniventibus oculis pertransire. Quapropter vobis omnibus et singulis, sub pena suspensionis precipiendo mandamus, quatinus citetis peremptorie coram nobis Remis, ad *talem* diem, dictum episcopum, omni reverencia que debetur, cum dicto venerabili viro super premissis et ea tangentibus responsurum, etc. [(] Super isto facto possunt petitiones plures formari secundum varietatem et diversitatem factorum (?) [)].

LIBER PRACTICUS

DE CONSUETUDINE REMENSI.

[PARS SECUNDA.]

CXL. De modo reprobandi testes, tam ratione persone, quam ratione dicti; et quod est in scriptis pronuntiandum ubi proceditur auctoritate ordinaria, secus ubi auctoritate delegata; et quod sentencia excedere non debet terminos peticionis.

Tercio fuit propositum contra Richardum quod interfuerat homicidio perpetrato de Henrico Buticulario, et ei opem et auxilium prebuerat. Pro parte Petri fuerunt quatuor satis concordes. Ad reprobacionem illorum fuerunt testes inducti a Richardo, quorum duo deponebant efficaciter quod tempore homicidii perpetrati, Richardus fuerat in camera quadam per matrem suam inclusus, et quod ibi eum continue viderant illa hora. Alii vero non ita efficaciter, quia licet dicerent, quod in inicio dum irent ad aggrediendum predictum Buticularium, vidissent illum inclusum in dicta camera, non tamen deponerent de visione continua; et icirco (*sic*) quia factum videbatur quasi excogitatum, prout erat propositum, et eciam testes a Richardo producti viles et subornati verisimiliter credebantur; item quia ad reprobacionem aliorum testium requiritur numerus major et eciam auctoritas, *Extra. de probacionibus, c. tercio*[1]; quia eciam in aliis pars Richardi multum suspecte se habuerat, ut supradictum est, et apparet ex tergiversacione quam fecit procurator ipsius in curia romana, prout ex actis apparet; propter hoc, et alia, de quibus supradictum est, reos absolvi ab impeticione actoris. Verum videbatur quibusdam quod ego debuissem dixisse

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XIX, c. 3.

in sentencia : « Dicto Richardo silencium imponentes. » Sed istud non fuerat ex parte reorum petitum, unde steti in finibus sue conclusionis, seu peticionis. In scriptis sentenciam tuli, quia non nitebatur jurisdictione ordinaria. Item ut possem pronunciare, volui quod fieret michi commissio simpliciter, et in commune; et ad majorem cautelam, fuit scriptum, quia cognicioni ac diffinicioni talis cause, *etc.* Idcirco, *etc.*

CXLI. Utrum expediat testes producere, una cum confessione adversarii, propter revocationem erroris que alicociens fieri solet.

Licet actor probaverit intencionem suam per confessionem adversarii, tamen expedit quod eam probet per testes, ne forte errore revocato, remaneret intentio non probata ; sed certe revocato errore, deberet actori restitui probatio ex clausula generali : Si qua, etc., nisi dilationes sufficientes habuisset ad probandum ; et licet probaverit directe contrarium sue confessionis facte etiam super principali, et ad istum finem admittatur etiam post attestaciones publicatas, ad revocacionem erroris solum proderit, non autem ad attestaciones testium impugnandas.

CXLII. Utrum sit differentia ubi aliquis conqueritur de injusta excommunicatione per viam querele, vel per viam appellationis [1].

Reffert an procedatur per viam simplicis querimonie conquerendo de injusta, quo casu solum inspiciendum est an processus prioris judicii fuerit legitimus, et tunc licet fuerint aliqua omissa que debuissent proponi, non tamen retractabitur quod est factum; et hoc puto verum esse si diceretur injusta sententia ex ordine, secus si ex causa, vel ex animo; quia quanquam judex monuisset legittime de aliquo agendo, si non erat agendum, retractabitur sentencia : an procedatur per viam appellacionis, quo casu cum non propositum liceat proponere, non probatum probare, licet processus prioris judicii fuerit legitimus, tamen propter

[1] En marge, ces mots : *Nota quod sequitur*, ont été tracés par une main étrangère.

proposita et probata de novo in causa appellationis, poterit quod actum est in priori judicio retractari.

CXLIII. Si aliquis appellans probet allegasse se impedimentum, et non fuisse admissum, et tamen non probet se fuisse reputatum contumacem tunc, utrum sufficiat ad pronunciandum appellationem canonicam.

Appellavit quidam procurator, pro eo quod, cum pro parte sua impedimentum sufficiens allegasset, et obtulisset se probaturum, judex eum admittere recusavit, et partem suam contumacem, cum non esset, reputavit. Probavit quod allegaverat impedimentum. Item quod non fuerat admissus; sed non probavit quod pars sua fuisset contumax reputata. Tamen pronunciavi canonice appellatum, quia hoc ipso erat gravatus, et via contumacia [*sic,* contumacie?] aperta.

CXLIV. Utrum promissa idempnitate, quod est factum, possit concludi ad certam pecunie summam.

Promittere idempnitatem est promittere factum, et ideo non bene concludit petitio si petat decem; immo debet petere quod indempnis conservetur ut est promissum, licet stipulator decem solverit alteri cui se obligavit ad instanciam promissoris idempnitatis.

CXLV. Utrum aliquis procurans clericum adjornari, capi, et loco persone poni pignora, teneatur ad restitutionem, vel ad hoc quod curet clericum restitui ad bona loco corporis substituta; et utrum si clericus pro laico publice teneatur, faciens eum capi excusetur saltem ab expensis.

In causa Johannis Testart civis seu opidani duacensis, et Roberti clerici, cum dictus clericus proposuisset quod dictus Johannes clamum fecisset de eo coram laicali justicia, et occasione hujus clami retentus fuisset, et necesse habuisset ponere in pignus penes dictam justiciam quatuor cifos valoris certi, et quamdam summam pecunie, petebat idem clericus dictum Johannem condempnari ut dictus Johannes eidem cle-

rico predicto, cifos et pecuniam restitui faceret et procuraret, et quod adjournacionem revocari faceret sine custu et dampno ipsius clerici, et in expensis condempnari reum; actor probavit se clericum. Reus ad sui deffensionem proposuit et probavit quod idem Robertus mere laicus, et pro mere laico se gerebat et communiter habebatur. Judex condempnavit reum ad restitucionem, et in expensis, et in ceteris absolvit.

Nos vero quoad primum articulum sentenciam emendantes, et quantum ad prolacionem retractantes, condempnavimus reum actori, ut predicta pignora dicto clerico restitui faceret et procuraret. Longe reffert an aliquis teneatur restituere, an teneatur curare ut restituatur; *ff. si certum petetur, l. fin.*[1] Quantum ad articulum de condempnacione expensis, sentenciam retractavimus propter justam ipsius rei ignoranciam, que apparere potest et presumi ex eo quod ille actor pro laico publice se gerebat. Quoad articulum de adjornacione, confirmavimus sentenciam; et cave quod ad confirmacionem me movit quia petebatur revocari adjornacio sine custu et dampno; quia cum reus non peccasset faciendo eum adjournari coram justicia laicali, propter justam ignoranciam, ut est dictum, non tenebatur custum revocacionis subire.

CXLVI. Utrum arbiter, vel arbitrator, super discordia fundi mota super fundo, possit alteri partium fundum totum, et alteri pecuniam loco fundi, adjudicare.

Mota est discordia inter duos de quodam fundo quem quilibet illorum ad se pertinere asserit. Super ista discordia compromissum factum est in quemdam arbitrum. Arbiter pronunciat quod alter litigantium habeat fundum, et alii det decem. Queritur numquid hoc possit in vero arbitrio? Dicunt quidam quod non, quia arbitria stricta, unde cum sit compromissum de juribus cujusque in fundo, non de prestacione aliqua personali, de ea pronunciare non potest; *ff. de arbitr., non distinguemus, §. nec de officio*[2], nisi in accessoriis et contiguis; ut notat Innocentius in canone, *Extrav. de arbitriis, c. ex parte*[3]. Sed videretur

[1] *Digest.*, lib. XII, tit. I, l. 42.
[2] *Ibid.*, lib. IV, tit. VIII, l. 32, §. 15.
[3] *Decretal.*, lib. I, tit. XLIII, cap. 10.

contrarium quia dacio peccunie ut estimacionis rei non videtur aliud ab ipsa re, seu prestacione, sicut in fidejussoribus dicimus; *ff. de fidejussoribus, l. si fidejussores* [sic, *si ita fidejussorem?*] [1]......

CXLVII. Utrum consuetudo...... quod pro installationibus detur aliquid honorabile archidiacono installanti, extendatur ad monasteria in quibus fuisse non probatur, ex quo in vicinis probatur fuisse.

Archidyaconus laudunensis pro installationibus abbatum [et?] abbatissarum in diocesi laudunensi unum palefredum ricepere (*sic*) consuevit; accidit quod quedam abbatissa in quodam monasterio tempore tanto vixerat quod de institutione sua vix poterat haberi memoriam; ea mortua, subrogatam abbatissam idem archidyaconus installavit, et petit palefredum ab illa. Illa se defendit, et dicit : « Non debetur palefredus de jure scripto, nec de consuetudine, quia consuetudo per usum inducitur, et vos, domine archidyacone, non in nostro monasterio recepistis aliquid pro installatione; quare, etc.; » et suppono quod usus illius consuetudinis in illo monasterio non possit probari. E contrario dicit archidyaconus : « Ista est consuetudo prescripta in locis circumvicinis, et similis condicionis; quare et in isto monasterio idem debet esse. » Certe videtur mihi quod cum ista consuetudo nitatur et ratione, et honestate, scilicet ut ei qui laborat detur aliquid honoris et remunerationis gracia, sicut est in advocato qui etiam salarium habebat antiquitus de publico, in milite inhabitantis (?) militie et armate, ut *ff. de rei vendicatione, l. item si verberatum* [2]; *Extra. de vita et honestate clericorum, cu. s. aplm.* [3]; et *Cod. de postulando, quisquis* [4]. Satis videtur quod debeat fieri extensio ad loca similis condicionis, et pro hoc *glossa Innocentii, Extra. de officio archidiaconi, c. si[gnificasti]* [5]. Item hoc non est consuetudinem protrahere, nec aliquid in illo monasterio de novo inducere, sed magis taxationem remunerationis que per consuetudinem inducitur ad alium

[1] *Digest.*, lib. XLVI, tit. I, l. 42

[2] *Ibid.*, lib. VI, tit. I, l. 15.

[3] *Decretal.*, lib III, tit. I, *forte* can. 10 : *Cum* ab omni *specie* mali *apostolus*.

[4] *Cod.*, lib. II, tit. VI, l. 6.

[5] *Decretal.*, lib. I, tit. XXIII, c. 8.

locum extendere; quod fit facilius, sicut dicimus in illa questione : Statutum est in civitate ista quod quicumque alium cum cultro percusserit solvat decem; quidam advena transiens in civitate ista aliquem percutit cum cultro, numquid tenebitur ad decem? Dico quod sic; nec hoc est statutum ad extraneos trahere, sed magis penam delicti taxare. Et hoc notat ratio (?); *Cod. de summa Trinitate et fide catholica, l.* 1[1].

CXLVIII. Utrum officiales remenses possint compellere baillivum capituli remensis ut exequatur eorum sentenciam, vel missionem in possessione bonorum sitorum in eorum jurisditione.

Cum decrevissem actricem quandam, propter contumaciam adversarii, mittendam esse in possessionem rei de qua agebatur, et cum res illa esset in terra capituli remensis, monui ballivum capituli ut actricem in possessionem mitteret. Dicebatur quod non tenebatur parere, quia in temporalitate nobis officialibus non subest. Dicebam contra; nam secundum jura unus judex alterius sententiam debet et tenetur exequi; *Cod., de judiciis, properandum,* §. *sin autem reus*[2], et notat *ff. de bonis auctoritate judicis possidendis, l. cum unus,* §. *is qui*[3]. Cave non segniter tenetur exequi, ergo potest ad hoc per me compelli, immo per superiorem suum compelletur; sed certe cum nos officiales illius baillivi superiores simus, et idem baillivus in non parendo delinquat, poterimus contra eum procedere et eum compellere, et hoc indubitanter videtur; immo et in quocumque alio judice temporali hoc idem videtur quod per episcopum cogi possit, ut ipsius episcopi sententias exequatur : *ff. de re judicata, a divo pio,* circa principium, ubi dicit : *jussi presides*[4]; et melius *Extra. de clericis maledicis, c. fi*[*nal*][5]. Et breviter, etiamsi juris deficeremus, hoc necdum in remensi dyocesi, sed et in tota provintia, optinemus, de longissima consuetudine et prescripta.

[1] *Cod.*, lib. I, tit. I, l. I.
[2] *Ibid.*, lib. III, tit. I, l. 13, §. 3.
[3] *Ibid.*, lib. XLII, tit. V, l. 12, §. I.
[4] *Digest.*, lib. XLII, tit. I, l. 15, §. I.
[5] *Decretal.*, lib. V, tit. XXVI, c. 2.

CXLIX. Utrum in sponsalibus et in matrimonio inspiciatur probatum, licet non propositum; et utrum peccatum in legem sponsalium cum consanguinea alterius, aliquid, et quid, operetur; et qualiter mulier, permittendo se cognosci, videtur renunciare exceptioni de peccato in legem sponsalium.

Quidam petebat quandam sibi adjudicari in sponsam, nitens ex solis sponsalibus, et petebat eam compelli ut cum ea matrimonium contraheret et contractum sollempnizaret; mulier excepit quod peccaverat in legem sponsalium cognoscendo post sponsali[a] quandam consanguineam illius mulieris; hoc probavit et fuit absoluta. Appellatum fuit. In causa appellationis proposuit vir appellans, quod ante tempus illud de quo testes videbantur deponere, quod cognovisset consanguineam illius quam petebat in sponsam, ipsam ream post sponsalia cognoverat carnaliter, et sic cum esset matrimonium presumptum, non potuit di[s]solvi per hoc quod ejus consanguineam postea cognovisset. Dicebatur e contrario : Sit ita quod prius cognovisset sponsam, tamen postea cognoscendo consanguineam peccavit in legem matrimonii, quod sufficit ad di[s]solvenda sponsalia, nec actenditur quod sit matrimonium presumptum, ut dictum est, quia de hoc non est actum, sed solum de sponsalibus. Sed adverte si diceretur solum peccasse in legem sponsalium cognoscendo quandam extraneam, cum ipso facto non sint dissoluta sponsalia, sed di[s]solvenda per exceptionem. Si opponatur istam exceptionem se permittendo cognosci, sive antea, sive postea, remissiset (*sic*); sed plus dicit, scilicet quod cognovit consanguineam, quo casu sine dubio non est rea compellenda contrahere cum illo, immo etiam si cum extranea se immiscuisset post matrimonium verum vel presumptum, non esset compellenda ad sollempnisationem matrimonii, nisi eum postea sibi reconciliasset. Cave tamen quod nichilominus esset facienda adjudicatio, sive extraneam sive consanguineam diceretur carnaliter cognovisse, ut saltem, veritate cognita per sententiam, non possent latenter ad illicita connubia convolare.

CL. Utrum officialibus remensibus subdelegatis auctoritate apostolica, quilibet eorum in solidum subdelegatus videatur,

ut procedere possit sicut potest solus auctoritate officii officialatus.

Quidam delegatus a papa vices suas commisit officialibus remensibus, non expressis propriis nominibus, isto modo : « Viris discretis officialibus remensibus, etc. » Videbatur quod unus solus posset procedere, quia videbatur eis facta commissio ratione officii, cum non sint expressa propria nomina; et de ratione officii sui est, cum sit unum et individuum, quod unus solus potest procedere; puto contra[rium?], cum sub plurali numero facta fuerit commissio, et jam non procedant auctoritate ordinaria, sed delegata.

CLI. Utrum exceptio excommunicationis obstet illi qui dicit se agere ad finem, quod illud quod consequtus fuerit cedat in solutum debiti pro quo excommunicatus est; et utrum spoliato agenti ad restitutionem, obstet; et utrum agenti, ut absolvatur, obstet.

Quacumque actione quis agat, etsi conqueratur aliquis se bonis omnibus spoliatum, sive dicat se agere ad illum finem ut quod fuerit consequtus, ad sui liberationem et absolutionem proficiat, semper tamen obstat excommunicationis exceptio, nisi directo agat ad absolutionem.

CLII. Si judex fert excommunicationis sententiam in inobedientes, et mandatum tamen est illicitum, quid facere habeat presbiter a quo petitur quod exequatur.

Curatis parrochialibus cum ad eos aliqua deveniunt mandata illicita, et judex fert in eos sententiam excommunicationis si fuerint negligentes, damus in consilium quod ipsi appellent, et illa mandata quatenus sunt illicita non exequantur. Certe, licet precedat appellatio sententiam excommunicationis, seu ipsam excommunicationem, si non prosequatur appellationi tenebit excommunicatio, quia fingentur non appellasse, ut hoc notat Innocentius, *Extra. de appellationibus*,

c. sepe[1]; sed Ber.[2] notat ibi contrarium, et sic periculosum est eis si non prosequantur. Vide....... *de sentencia excommun., c. licet, lib.* VI° [3].

CLIII. Qualiter maliciose obmittens excipere in expensis condempnatur, et qualiter quantum ad expensas inspicitur improbitas litigii, et non aliter, extra judicium perpetrata; et qualiter expensas quas aliquis non consequi potest per sententiam, aliquociens peti possunt per actionem de dolo.

Quidam petebat quandam mulierem sibi adjudicari in uxorem, allegans consensum mutuum de presenti, quem probavit; et optinuit, reservata questione expensarum. Rea condempnata appellavit, et proposuit quod ante conventiones de quibus actum fuerat in priori judicio, cognita fuerat a consanguineo actoris in gradu prohibito, et probavit; et propter hoc fuit sententia prioris judicii reformata. Hoc queritur de expensis utriusque judicii : Quantum ad expensas prioris judicii est condempnanda ratione victorie actori, quia victus victori, etc.? Quantum ad expensas secundi judicii videtur condempnanda propter probabilem causam et ignorantiam actoris appellati, et propter reatum appellantis, et quia maliciose videtur distulisse proponere istud factum? Unde antiquitus differens proponere sententiam excommunicationis, condempnabatur in expensis. *Extra. de exceptionibus, c. exceptionem*[4] : hodie non ita, ut in *c. pia, lib.* VI° [5]. Dico contra, quia licet improbe egerit contrahendo post carnalem copulam cum consanguineo, non tamen improbe littigavit, immo bene fecit proponendo, et improbitas litigii in expensis condempnat, non alia, licet propter aliam improbitatem posset condempnari ad dampna et expensas actione de dolo; nec actor etiam condempnabitur ad hujusmodi expensas, tum quia appellatus qui non solet in expensis condempnari, tum quia justam ignorantiam habuit. Sed si reus obmitteret proponere exceptionem donec actor intentionem probasset, dum tamen esset talis exceptio quod

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVIII, c. 44.

[2] Sans doute Bernard de Compostelle, auteur de la *Compilation romaine*.

[3] *Sext.*, lib. V, tit. XI, c. 14.

[4] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVI, c. 12.

[5] *Sext.*, lib. II, tit. XII, c. 1.

actor presumeretur habere noticiam sicut reus, sicut in exceptione pacti de non petendo, quod actor reo fecisset, dicerem, reo propter ipsam exceptionem absoluto, actorem in expensis tocius cause esse condempnandum; sed si ipsi reo soli esset tantum cognita seu nota exceptio, sicut in casu nostro, dum tantum rea scisset consanguineitatem, quia commiscionem sui carnalem non poterat probabiliter ignorare, dicerem quod quatenus rea pars maliciose retardasset eam proponere, ipsam condempnari debere in expensis, licet in principali absoluta fuisset.

CLIV. Utrum citatus visurus taxationem expensarum, non veniens, possit contumax reputari; et utrum venditor citatus visurus denunciationem emptoris, non veniens, contumax reputetur.

Item nota quod ubi quis citatur ad certam diem visurus taxationem expensarum, si non venerit, non debet contumax reputari, nec littere contumacie contra eum recipi debent, quia et sine eo potest taxari, nec ipse tenetur venire, et magis est denunciatio quam citatio, sicut ubi citaretur venditor ut videret litem que moveretur emptori de re empta; sed ubi teneretur venire, licet eo non veniente posset procedi sicut in actore vel reo contumace, si non veniret, posset contumax reputari.

CLV. Utrum dicens se appellasse propter gravamina infra adnotata, et in modum qui sequitur, et postea scribens appellationem de verbo ad verbum sufficientia gravamina continentem, aptum libellum faciat; et utrum referat annon admittatur procurator, an raciones rejiciantur.

Quidam formavit libellum in causa appellationis a gravamine isto modo : « Dicit talis contra talem quod ipse, propter causas et gravamina inferius annotata, et in modum qui sequitur, appellavit; » et postea subiecit appellationem de verbo ad verbum, et continebat gravamina sufficientia; videbatur quod libellus non procederet, quia non dicebat illa gravamina sibi esse illata, sed tantum subiciebat modum

appellandi. Sed certe libellum admisi, quia subjecta appellatio et gravamina et modum appellationis continebat, ... ac si dixisset : « Appellavi propter gravamina talia, scilicet quod judex me legitime instructum, offerentem me ad deffensionem *talis,* non admisit, » vel quid simile, « et appellavi in modum qui sequitur, » ita ut fieret relatio ad causam appellationis, et ad modos. Et multum refert utrum judex non admiserit procuratorem legitime instructum ad deffensionem, quo casu nichil aliud probare oportet; sed hoc solum sufficit an admiserit ad defensionem, sed rationes propositas non admiserit, quo casu debet constare de rationibus non admissis, et quod essent valide et efficaces.

CLVI. Utrum in instrumentis sigillatis sigillo auctentico, sint necessarii dies et consul; et utrum de consuetudine sufficiat apponi mensem confecti instrumenti, licet incertum, utpote aprili, cum sint menses duo apriles.

In causa de Felines, reputavimus instrumentum de renuntiatione validum esse, licet non continerentur in eo dies, et consules, et alia de quibus cavetur *in Auten. ut preponatur nomen imperatoris per totum* [1], quia illam intelligimus de instrumentis que sui completionem et auctoritatem totaliter sumebant ab ipso tabellione, et ex sui forma; secus in illis que ex appositione sigilli. Item et de consuetudine non requiruntur predicta. Sufficit enim quod tale instrumentum mensem contineat, et valeret instrumentum licet mensis esset incertus, ut cum duo menses apriles esse contingeret in eodem anno, quia non esset rationabile simplicitatem scriptorum non distinguentis de quo mense vitiare instrumentum; et per hoc apparet quod ad reprobationem instrumenti, oporteret probare quod dicta domina Maria contra quam producebatur instrumentum fuisset absens utroque mense aprili, ex quo non apparebat de quo mense loqueretur instrumentum......

CLVII. Utrum hec verba : Non dimitterem te pro pejore vel meliore, nec habebo alium donec te habuero, faciant sponsalia.

[1] *Auth.*, coll. v, tit. II, novel. 47.

Hec verba : « Non dimitterem te pro pejore vel meliore, nec habebo alium donec te habuero, » etiam e contrario altero idem promittente, non generant sponsalia, seu matrimonium, nec alter potest contra alterum agere, nisi cum alter se obligare vult fortiori vinculo cum tercio; et tunc agit ut conventiones servet, sed potest modo ad interesse; et tenent sponsalia cum alio contracta, per que sponsalia rumpuntur conventiones prime.

CLVIII. In causa matrimoniali proceditur tempore feriato, sed contra testes non impetratur contumacia, sed diligentiam debet facere producens; et utrum post quartam dilationem debet dari alia dilatio in causa que estimationem recipit, et ubi testes sunt solvendo.

In causa matrimoniali in qua proceditur tempore franco [*sic, feriato?*] propter messes, si citentur testes ad probandum, et incidat dies tempore franco, et non veniant testes, non proceditur contra eos, et habet probare diligentiam volens aliam dilationem; sed si non faciat diligentiam probare volens de producendo et citando testes suos, non habet aliam dilationem. Item post quartam dilationem, solempnitate feriata testibus vocatis et non venientibus, si agatur de re que estimationem non recipit, possunt peti quinta et alie plures arbitrio boni viri; si autem agatur ad rem que estimationem recipit, non credo dandas alias dilationes post quartam; sed agere potest probator ad interesse contra testes qui vocati non venissent, si sunt solvendo; alias restituitur (?) ex clausula : Si qua mihi justa causa videbitur.

CLIX. Utrum reus proponens multa, et aliqua probans, et aliqua non, victoriam tamen obtinens, vel nichil probans et victus, debeat, et quando, in expensis condempnari.

Si reus ad sui deffensionem aliqua proponat et non probet, non statim ad expensas condempnatur, quia super eis non pronunciatur, sed super principali; et tunc in expensis condempnabitur ratione victorie; sed si plura proponat, et aliqua probet et obtineat, et aliqua non probet, quantum ad expensas habebitur ratio non probatorum.

CLX. Utrum die feriata possint examinari testes et utrum possit subdelegari, etc.

Examinare testes secundum aliquos non est nudum ministerium, et ideo die feriata fieri non potest; nec potest delegari ab eo qui su[b]delegare non (*sic*) potest; alii e contrario, et verius.

CLXI. Utrum a monitione appelletur, et utrum die feriata fieri possit, et utrum a copia die feriata denegata appellari possit.

De monitione, cum non haberet sententiam annexam, seu comminationem sententie annexam, dicebatur quod non refert, quia in peremptorio edicto comminatio non est de esse (*sic*) : *ff. de re judicata, l. contumacia* [1]; contrarium videtur *ff. de judiciis, l. in peremptorio* [2]. Item licet a comminato gravamine, vel a gravamine verisimiliter suspicato, possit appellari, non tamen videtur rationabile quod aliquis appellationem prosequatur, donec gravamen fuerit subsequtum : et sic non fuit in casu nostro [3]. Verumptamen quia monitio saltem habet vim precepti, si injuriosa sit, potest appellari; quia aliter si non pareretur monitioni, paratum est gravamen. Dicebatur quod, ex quo monitio processerat die feriato, et per consequens eodem die peti poterat copia; et imputetur ei qui provocavit; *ff. si quadrupes pauperiem fecisse, l. 1, §. cum arietes* [4]. Sed certe istud esset probabile dicere in rebus ejusdem generis; sed hic secus : quia alterum non mecanicum, ut monere verbo tenus, sicut hoc fuit; alterum mecanicum, sicut in scripturam redigere et scriptum dare. Et ideo quoniam inveni quod monitio legitime processerat, tamen quia generaliter facta ne major et jurati procederent contra personas commorantes in loco de Trinitate, quem locum apparet manifeste ex depositionibus testium officialis, ad ipsius officialis et capituli jurisdictionem pertinere, ratione delictorum ibidem perpetratorum; idcirco quantum ad

[1] *Digest.*, lib. XLII, tit. I, l. 53.
[2] *Ibid.*, lib. V, tit. I, l. 71.
[3] Le cas dont il s'agit n'est indiqué qu'à la fin de la question.
[4] *Digest.*, lib. IX, tit. IX, l. I, §. II.

illum articulum prioris judicii, sententiam confirmavi [*sic*, infirmavi?]; quantum ad alium articulum de copia denegata confirmavi; causam principalem, si que sit in curia, retinentes idcirco dubitative, quia forte non apparet ex actis quod ille persone commorarentur in loco de Trinitate, et quod commisissent illud delictum quod commiserant, seu commisisse dicebantur, in loco de Trinitate; unde, licet fuerit justa monitio ex sui conceptione, non est forte justa, inspecta veritate.

CLXII. Utrum probata traditione rei, presumatur quod cum causa, et non donatio; et quod modica presumptio de certa causa, una cum juramento, sufficiat ad probationem certe cause.

Ubi aliquis tradit simpliciter rem, presumitur quod cum causa, incerta tamen, nec presumitur donatio; et modice presumptiones super aliqua causa certa, una cum juramento delato, sufficerent; pro hoc glosa *ff. si certum petetur, l.* 2, circa principium[1]. Ubi aliquis repetit rem suam, si probetur quod de voluntate sua reus eam habuerit, absolvitur reus.

CLXIII. Utrum appellatione beneficii contineatur dignitas, et in quibus casibus.

. . . .

CLXIV. Utrum fama inquisitionem precedere, vel cum ea esse, debeat; et utrum testes singulares probent usurarium, vel jurisdiccionem et famam.

In negocio inquisitionis, debet fama precedere inquisitionem; nec sufficit famam esse tempore quo inquiritur. Testes singulares non probant usurarium, licet jurisdictionem et famam probent, ut notat Innocencius, *Extrav., de accusationibus, c. qualiter et quando*[2]. Sed illa glosa Innocencii non haberet locum ubi ageretur de aliquo puniendo, notat Innoc. *Extrav., de presumpcionibus, c. finale*[3].

[1] *Digest.*, lib. XII, tit. I.
[2] *Decretal.*, lib. V, tit. I, c. 17.
[3] *Decretal.*, lib. II, tit. XXIII, c. 16.

CLXV. Utrum apothecarius probans traditionem, non venditionem, agens ex vendito pro re in qua est vulgari acceptione precium certum, optinere debeat; et utrum, et quid, operentur verba peticionum in quibus dicitur : non astringens.

Quidam apothecarius formavit libellum : « Teneris mihi in tanta summa pecunie pro speciebus tibi venditis, traditis, et deliberatis. » Probat traditionem et deliberationem ; non probat conventionem expressam de certo precio. Queritur numquid probavit intencionem? Videtur quibusdam quod non, quia venditio certum precium requirit. Credo quod, ex quo ille consuetus est vendere merces suas, quod eciam debet probari, nec apparet de alio contractu, debet presumi venditio, ubi in mercibus esset certum precium exstimacione communi, sicut videmus quod communiter scitur quanti valet libra piperis, gigimbri, et aliarum specierum; quia de isto precio tacite inter eos convenisse videtur, potissime attenta consuetudine patrisfamilias argumento *ff. si certum petetur, l. cum quid*[1]; *de usu et habitacione, l. plenum*, §. *equisii*[2]. In illis vero mercibus in quibus non est vulgali (*sic*) acceptione certum precium constitutum, sicut in sirupis, lignis, et similibus, videretur agendum prescriptis verbis, quia non possimus fingere certum precium ubi non est : *ff. de prescriptis, l. si tibi polliendа*[3]... Sed qualiter excusabitur libellus ubi dicit : venditis? Responde quod in fine dicitur : Non astringens, etc.; et sufficeret probare traditionem et deliberationem. Istud tamen dubium reputo.

CLXVI. Qualiter est pronunciandum quando probata est a reo exceptio.

Petis a me decem ex causa mutui. Lite non contestata, excipio de pacto de non petendo, et probo lite contestata; super proposita exceptione, silentium imponetur actori, et pronunciabitur pactum esse probatum.

CLXVII. Utrum sit defferendum appellationi a diffinitiva

[1] *Digest.*, lib. xii, tit. i, l. 3.
[2] *Ibid.*, lib. vii, tit. viii, l. 12, §. 4.
[3] *Digest.*, lib. xix, tit. v, l. 22.

nisi super notorio crimine, et ubi est deffectus irreparabilis; et utrum in appellacionibus ab interloqutoriis.

Cum appellatur a diffinitiva, deferendum est appellationi, quia quantumcumque quis fuerit juste condempnatus secundum acta prioris judicii, tamen per aliquam exceptionem quam omiserit in priori judicio, poterit in causa appellacionis relevari; et hoc nisi pro manifesto crimine esset quis condempnatus; *Extrav. de appellacionibus, c. cum sit romana,* ad finem [1]. Et idem crede[re]m ubi esset defectus evidens et inreparabilis, ut si libellus non procederet per evidentem defectum. Sed quando ab interloqutoriis appellatur, potissime que juris est, si videatur appellatio frivola, non est deferendum.

CLXVIII. Utrum arrestatus per prepositum remensem ad instanciam alicujus, contra eum agi (*sic*) possit actione injuriarium; et utrum probata per actorem una causa aresti, admitti debeat reus ad probationem alterius cause.

Quidam agebat injuriorum (*sic,* actione), quia dicebat quod reus fecerat eum arrestari per prepositum remensem, suggerens ei, et falso, quod dominus Guido hoc sibi mandabat. Publice actum. Reus ad sui deffensionem proposuit, quod ex justa causa eum arrestari fecerat, scilicet alia causa ab illa que videbatur probata. Videbatur simpliciter admittendus, quia sufficit si probetur una causa justa arrestationis, licet certe magis nocent et aggravant plures quam una. Unde admisi eum quatenus faciebat ad diminutionem injurie.

CLXIX. Utrum idem proponens ad diversas conclusiones, debeat diversificare modum proponendi, secundum diversitatem conclusionum.

Pro separatione articulorum contentorum in libello domini remensis archiepiscopi, inducebam *ff. de jurejurando, l. duobus, §. colonus* [2] specialius; quia si proponat aliquis se filium ad diversos fines, ut scilicet sibi preberentur alimenta, et ut in hereditate patris succedat; licet

[1] *Decretal.,* lib. I, tit. XXVIII, c. 5.

[2] *Digest.,* lib. XII, tit. II, l. 28, §. 6.

ex eodem facto nitatur, tamen propter diversam naturam conclusionum, aliter et aliter proceditur ; in alia summarie, in alia ordine judiciario observato.....

CLXX. Utrum actore plene intentionem, et reo semiplene exceptionem probantibus, sit reo juramentum deferendum, suppositis aliis concurrentibus ad delationem juramenti.

Agens ypothecam probavit plene ; reus suam exceptionem, scilicet prescriptionis, semiplene probavit. Numquid, concurrentibus que alias sufficiunt ad delationem juramenti, sit juramentum reo deferendum ? Videtur quod non, quia a certo, propter incertum, non est recedendum ; et ubi probationes concurrunt, plenior est preferenda. Dico contra, immo deferendum est. Nec ostat (*sic*) quod actor plene probavit, quia super alio, scilicet intentione sua ; reus autem super alio, scilicet exceptione sua, scilicet quia prescripsit, quod factum primum supposuit. Et converte casum ; quod iste qui prescripsit, agat ut hoc rei veniat contra creditorem rem ypothecatam possidentem : certe si actor semiplene probaret intentionem suam, aliis concurrentibus que sufficerent ad delationem juramenti, deferretur juramentum actori. Ergo multo fortius ipsi excipienti, quia magis favetur reo quam actori.

CLXXI.

Richardus Marchans ad certos judices super certa prebenda virdunensis ecclesie contra Petrum de Cafeolo, et Petrus contra eum Ricardum ad eosdem judices, super eadem prebenda, litteras impetravit. Pendente causa quam Petrus moverat, lata fuit sententia absolutoria pro Petro contra Richardum, a qua fuit appellatum. Inhibebant judices appellationis quod nos, vel alii loco nostri, non procederemus in causa quam Petrus moverat. Videbatur non esse parendum, quia finis cause Richardi non imponebat finem cause Petri, et ita non erat eadem causa ; et hoc est verum quod non sunt eadem causa, sed sunt diverse coherentes : nam si in illis causis una sententia ferretur pro Petro, alia pro Richardo, non possent suos effectus habere. Et ideo videbatur supersedendum ; sed non video quare..... illi magis possint istis inhibere, quam isti illis.

CLXXII. Utrum judex del[eg]atus potest punire verbaliter [*sic,* verberantem?] portitorem suarum litterarum, et ipsum e[x]communicatum denuntiare.

Si aliquis pulsaverit portitorem litterarum alicujus judicis delegati, vel alterius, etc., ipso facto sententiam excommunicationis incurrit, auctoritate bituricensis concilii. Licet a quibusdam dicatur contrarium, credo quod judex delegatus poterit ipsum denuntiare, si factum sit notorium, citatione tamen premissa; nam illum injuriatorem potest excommunicare, et multare; ergo multo fortius denuntiare, cum ex eodem facto utrumque procedat. Item pro hoc induco *de sententia excommun.*, *c. nuper* cum glossa Innoc. [1], quia comunicans alii in crimine dampnato per sententiam, ligatur eadem sententia, auctoritate canonica; et propter vituperium factum judici, reservatur ei absolutio. Item quia juris exequtio non habet injuriam, et peccata nocentium expedit esse nota.

CLXXIII. Que requirantur in decreto electionis; utrum super quolibet actu est instrumentum publicum faciendum.

In decreto sancti Nichasii fuit omissa publicatio. Item multa continebantur in eo que non erant probata; unde sciendum est quod super quolibet actu substantiali (?) electionis, debet fieri instrumentum quod loquatur de actu in presenti : non enim sufficeret dicere : « Nos dedimus potestatem *Tali;* » immo debent dicere : « Damus; » vel quod tercius diceret : « In nostri presentia dederunt. » Pro hoc Innoc. *Extrav. de fide instrumentorum, c.* 1 [2]........ ubi : *iterum continere.* Item cum unus de pluribus commissariis dicit : « Ego de consensu et voluntate collegarum meorum; » credo quod oportet constare de consensu et voluntate. Item debet dicere : « Provideo, » non : « Eligo; » sed non est vis. Item in procuratorio debet esse speciale mandatum ad petendum confirmationem, ut videtur, quia causa status, etc.

[1] *Decretal.,* lib. v, tit. xxxix, c. 29.

[2] *Decretal.,* lib. ii, tit. xxii, c. 1.

CLXXIV. De placito banali utrum vendi possit[1].

In questione cathalaunensi, de placito bannali vendito, dico quod est symonia, quia illud non solum est modus jurisdictionis, immo pars vel actus jurisdictionis. Vide Innoc. *Extrav. de capellis monachorum*[2], *c.* 2...... Pro ista materia induxi plura jura : *ff. de servitutibus, l. quociens*[3]; *quemadmodum servitutes amittantur, l. is cui*[4]; *de aqua cotidiana, estiva et l.* 1[5]; *de rei vendicatione, l. que religiosis*[6]; *C. de religiosis, l. si sepulcrum, §. profana*[7].

CLXXV. Utrum confirmatus possit administrare non obstante appellatione; et utrum ille qui juraverit se non oppositurum, tenetur servare juramentum; et de multis aliis episcoporum electiones tangentibus.

In questione de electione leodicensi, respondi quod dominus Guido qui electus fuerat a majori parte et saniori, et fuerat confirmatus per quendem (*sic*) de electoribus suis cui metropolicus commiserat potestatem confirmandi, poterat administrare, non ostante appellatione prepositi, que non fuerat sibi notificata; quia antequam notificetur, non artat, ut notatur *in c. cupientes*[8]; et cum notificatione requiritur quod sit facta, secundum constitutionem : Ut circiter (?). Videbatur ostare quia ille qui eum confirmavit non servaverat per omnia que caventur *in c. nichil, Extra. de electione*[9]; et sub forma que ibi traditur, videbatur sibi commissum. Arguit *de rescriptis, c. dilecta* [sic, *Cum dilecta?*][10]. Sed respondi : Quod potest metropolicus, potest et suus vicarius metropolicus; posset eciam sine inquisitione; ut notat Innocentius *in c. suo, statuimus, de electione*[11]. Preterea iste vicarius non pretermisit aliquam formam certam, et expressam, sibi datam. Preterea presumitur omnia solempniter egisse. Si vero post confirmationem fieret, vel notificaretur, appellacio, recto modo, negotium ad sedem

[1] Voyez plus haut, n° XLVI, p. 64.
[2] *Decretal.*, lib. III, tit. XXXVII.
[3] *Digest.*, lib. VIII, tit. I, l. 15.
[4] *Ibid.*, lib. VIII, tit. VI, l. 11.
[5] *Ibid.*, lib. XLIII, tit. XX.
[6] *Ibid.*, lib. VI, tit. I, l. 43.
[7] *Cod.*, lib. III, tit. XLIV, l. 4; voir aussi *ff.*, lib. XLVII, tit. XII, l. 2.
[8] *Sext.*, lib. I, tit. VI, c. 16.
[9] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 44.
[10] *Ibid.*, lib. I, tit. III, c. 22.
[11] *Sext.*, lib. I, tit. VI, c. I.

apostolicam transmitteret; sed confirmationem non impediret, nec ejus effectum; sed solum consecrationem differret. *Extra. de accusationibus, c. super hiis* [1], et notatur *in c. cupientes*[2]. Et teneretur appellatus ire ad curiam romanam, nisi justa causa eum excusaret; et tunc procuratorem sufficienter instructum mitteret, qui munitus instrumentis et actis, illam causam infra tempus proponeret debitum, et probaret: quia multa oportet servari ne quis jus suum amitat; et illa notantur in quadam nota *in c. cupientes*[3]. Adversarius vero qui juravit se non oppositurum crimina, repelletur a prosequtione eorumdem *Extra. de accusacionibus, c. veniens*[4].

CLXXVI. Utrum proponens contra agentem de matrimonio de presenti, admittatur allegans se contraxisse matrimonium post tempus de quo queritur.

Agebat quedam mulier de matrimonio consummato contra quemdam virum. Viro per diffinitivam sententiam absoluto, appellatum fuit ex parte mulieris. Vir in causa appellationis proposuit quod cum quadam alia muliere postea contraxerat, et matrimonium sollempnizaverat in facie ecclesie. Certe istud factum non est peremptorium intentionis principalis; tamen quantum facere potest ad instructionem nostram, in dubio, probationem admisi: quia primum matrimonium forte non probaretur liquido; et constat de secundo; et non recederetur a certo propter incertum.

CLXXVII. De interdicto: Uti possessione; et utrum dicere se esse in possessione pacifica, et se turbari, sit allegare contraria; et utrum petens pentionem domus, turbare videatur; et utrum post conventionem habitam inter partes, quod pentiones domus sequestrentur, habeat locus interdictum: Uti possessione.

Quidam in interdicto *uti possessione* formavit sic libellum: « Dicit *Talis* contra *Talem* quod cum sit in possessione pacifica *talis* rei, et

[1] *Decretal.*, lib. v, tit. I.
[2] *Sext.*, lib. I, tit. VI, c. 16.
[3] *Sext.*, lib. I, tit. VI, c. 16.
[4] *Decretal.*, lib. V, tit. I.

fuerit a longo tempore, *Talis* turbat eum in possessione predicta, sic et sic; quare, etc. » Videtur quod libellus non procedat, quia narratio facti contrariatur conclusioni : dum dicit quod est in possessione pacifica, et petit quod reus a turbatione desistat. Item contrariatur narratio facti sibi ipsi; dum dicit quod est in possessione pacifica, et quod turbatur per reum. Sed ut res magis valeat, intelligo quod actor quidem est in possessione pacifica, nisi quatenus turbatur per reum; de qua turbatione statim subicit argumentum. *ff. de legatis tercio, l. uxorem, §. felicissimo* [1]; *C. familie Erciscunde, l. quotiens* [2]; *de solutionibus, inquisitio veritatis* [3]; *ff. de acquirenda possessione, l. si is qui animo* [4]. Item actor probavit quod reus eum turbaverat intrando possessionem illius rei. Sed postea, per conventionem parcium, inde recesserat, eo acto quod possessiones (*sic*, pensiones?) domus ponerentur in manu sequestra; et ita, quia istud actum fuerat de partium voluntate et consensu, quia volenti dolus nec injuria inferuntur, *C. de transactionibus, l. cum donacionis* [5], videbatur quod sublatum esset interdictum, quantum ad illam conclusionem ut desistatur a turbatione, licet adhuc duraret quantum ad petendum interesse, si propter primam turbationem interfuisset actori. Sed certe cum a priori turbatione recedere nollet, nisi pensiones domus sequestrarentur, et ita non liberet, adhuc turbare videtur, et quia non permittit actorem percipere fructum domus, scilicet pensiones; *ff. de actionibus empti, l. qui pendentem* [6]; *de vi et vi armata, l. vim facit* [7]; et quia a prima turbatione non videtur recessisse, cum pro eo aliud successerit; *ff. de eviccionibus, l. si servus venditus* [8]; *de legatis primo, l. hujusmodi, §. qui servum* [9].

CLXXVIII. Utrum actio coram uno judice, et exceptio coram alio judicibus (*sic*) possint ab eodem, contra eumdem, de eadem re, intentari eodem tempore; et utrum contra agentem possit

[1] *Digest.*, lib. XXXII, tit. I, l. 41.
[2] *Cod.*, lib. III, tit. XXXVI, l. 10.
[3] *Ibid.*, lib. VIII, tit. XLIII, l. 18.
[4] *Digest.*, lib. XLI, tit. II, l. 27.
[5] *Cod.*, lib. II, tit. IV, l. 34.
[6] *Digest.*, lib. XIX, tit. I, l. 25.
[7] *Ibid.*, lib. XLIII, tit. XVI, l. 11.
[8] *Ibid.*, lib. XXI, tit. II, l. 21.
[9] *Ibid.*, lib. XXX, tit. I, l. 84, §. 5.

exipi (*sic*) de causa alia pendente, in qua actor nunc est exceptor.

Quidam petebat legatum coram nobis. Declinatorie; excipiebatur, quod pro eodem erat tractus reus coram alio judice, et lis contestata. Probatum fuit quod reus, idemque heres, petierat mitti se per laicalem justiciam loci in possessionem rerum hereditariarum; et actor, idemque legatarius, dixerat eum non esse inducendum, propter legatum sibi relictum, cum omnia bona sua pro ipso legato testator specialiter obligasset. Replicabat heres quod illud legatum erat de nascenti ipsius testatoris, in quo non potuerat, saltem in dimidia, suos heredes gravare; et ita super legato, utrum reclm [*sic*, relictum?] esset vel non, non erat lis contestata. Certe pronunciavi respondendum fore libello, non obstantibus propositis, et quia de eodem potest excipi coram uno judice, et agi coram alio.

CLXXIX. Utrum conductor tele faciende habet probare amissionem; et amissi ratione probata, utrum culpa dolus amittentis, vel casus fortuitus, presumantur.

Quedam mulier conduxerat telam faciendam pro certa mercede, et debuit eam reddere contextam, et orditam. Sed ad sui deffensionem proponebat, quod telam amiserat, sine dolo et culpa; et quod latrones eam subripuerant. Amissionem probavit per confessionem actricis. Casum fortuitum non probavit; nec actrix culpam, vel dolum. Et propter sententiam domini Ja. R. [Jacobi Ravennatensis?] dubitavi quod esset pronunciandum. Verumptamen, nisi fuisset compositum, ego delato juramento, et prestito ab ipsa rea, ipsam absolvissem : quia culpa vel dolus probati non erant, et de casu constabat per famam; et quia rea non erat persona diffamata.

CLXXX. Utrum juramentum faciat validum contractum qui aliter nullus, et utrum opinio lata de rane (*sic*, ratione?) *in Aut*[*hen.*], *sacramenta puberum*[1], sit vera de jure canonico.

[1] *Cod.*, lib. II, tit. XXVIII, l. I.

Monitus fuit quidam minor filiusfamilias, ut solveret quod se soluturum promiserat, et per fidem. Ra. [*sic,* Ratio?] notat in *Aut. sacramenta,* quod neque puberem curatorem habentem, nec filiumfamilias juramentum astringit. Tamen credo quod juramentum astringit de jure canonico, cum possit servari sine detrimento salutis eterne, etiam ubi contractus esset nullus, et a jure reprobatus. *Extra. de jure jurando, c. cum contingat* [1].

CLXXXI. Dies simpliciter sumpta intelligitur de die artificiali.

Item cum instrumentum conficitur sub certa die, intelligendum est de die artificiali; et dicunt quod sic interpretatur consuetudo.

CLXXXII. Utrum notarii curie archiepiscopi remensis possint consentire in archiepiscopum, sine consensu archidiaconi, seu ejus officialis.

De fratre Bocardi, dicebant quod non potuerat consentire in dominum meum, scilicet archiepiscopum, sine consensu archidiaconi, *per c.* (*sic*) *de foro competenti, c. significasti* [2]. Sed hic videtur secus; quia ab initio omnes clerici civitatis et diocesis remensium fuerunt de jurisdictione domini archiepiscopi, sed per quoddam previlegium sive compositionem specialem, notarii curiarum facti sunt appropriate de jurisdictione curiarum in quibus sunt notarii. Ab isto previlegio facilius receditur, quam a jure communi; quia res de facili ad suam naturam rediit; *ff. de pactis, l. si unus,* §. *quod in specie* [3]; in *Aut. de non alienandis, c. sinimus* [4].

CLXXXIII. Utrum judex se nolens intromittere de causa gravat ut appellari possit.

Judex dicens si (*sic,* se?) non intromissurum de causa, justiciam recusat, et sufficit ad appellationem canonicam.

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XXIV, c. 28.
[2] *Ibid.*, lib. II, tit. II, c. 18.
[3] *Digest.*, lib. II, tit. XIV, l. 27.
[4] *Auth.*, coll. II, tit. I, novel. 7, c. 2, §. 1.

CLXXXIV. Testes deponentes de factis non propositis; item examinati forma commissionis non servata; item referentes se ad depositiones aliorum, non valent.

Testes deponentes de factis post proposita non valent; idem de examinatis non servata forma commissionis; idem de referentibus se ad depositiones alias per eosdem testes factas : quia non sunt depositiones, sed testimonia.

CLXXXV. Item testis reprobatus nichil facit eciam ad presumpcionem. Item optinens in priori judicio per testes reprobatos, in secundo appellacionis judicio succumbit, et in expensis condempnatur.

Item testis reprobatus in totis tollitur, nec facit ad presumptionem. Item obtinens in priori judicio per testes reprobatos in secundo judicio, in eodem judicio secundo subcumbit, et in expensis condempnatur.

CLXXXVI. Captus occasione eorum de quibus compromissum pendet, potest agere ad penam, sed non potest agere ut liberetur.

Captus occasione eorum de quibus compromissum pendet sub pena ad instanciam sui adversarii, potest agere ad penam, quia contra compromissum factum est, sed non potest agere ut liberetur.

CLXXXVII. Obligatus per fidem debet implere, non obstante inhibicione judicis temporalis.

Obligatus per fidem non excusatur a non solutione per inhibitionem judicis temporalis; *Extra. de sententia excom., c. significavit*[1].

CLXXXVIII. Mulier affinis agens pro sponsalibus, affinitate probata, in expensis condempnatur; et licet eque peccaverit reus, non tamen eque peccavit litigando.

Mulier affinis sponso, probata affinitate, cadit, agens ratione spon-

[1] *Decretal.*, lib. v, tit. xxxix, c. 18.

salium, et in expensis condempnatur reo ratione victorie rei; nec obstat quod impedimentum ignoravit, quia scire debuit. Et in expensis ratione victorie, excipiuntur duntaxat justa ignorantia et contumacia. Et iste casus non est de illis : licet enim reus fatue contraxerit sciens impedimentum, juste tamen litigavit; et mulier fatue egit; et exceptioni resistit.

CLXXXIX. Si duo proponantur, alterum materialiter, et alterum formaliter, et appellatur; intelligitur appellatum ab eo quod formaliter, secus si utrumque formaliter.

Si duo proponantur, alterum materialiter, et alterum formaliter, et ab hoc fuerit appellatum, intelligitur appellatum ab eo quod formaliter; secus si utrumque formaliter, quia tunc ab utroque. *ff. de novationibus, l. si ita [fuero] stipulatus, et l. sequenti*[1]; *ff. de judiciis, si quis intentione*[2].

CXC. Utrum excepcio ista : ..... « dico quod *Talis* est infamis quia est de furto condempnatus, » nec dicitur quod per judicem competentem, et suo nomine, sit apte proposita.

Interloqutum fuit exceptionem sic propositam : « Dico quod *Talis* ...... est infamis, quia condempnatus de furto, » esse admittendam, non obstante quod non fuerit dictum : « per judicem competentem, » et suo nomine; quia secundum r[ationem?] ista ad exceptionem seu replicationem illius contra quem proponitur pertinent, licet aliis videatur quod ista sint necessaria ad hoc quod factum admittatur.

CXCI. In quo casu heres agens, vel se defendens, ab expensis excusetur.

Si heres condempnetur ex contractu defuncti, relevatur ab expensis. Sed si agat et succumbat, aut succumbit quia non probat, et tunc condampnatur in expensis. Et si paratam habet probationem, sed succumbit quia a reo probatur solutio, vel alia exceptio, tunc relevatur ab expensis, si hec facta fuerint cum defuncto; secus si cum herede.

[1] *Digest.*, lib. XLVI, tit. II, l. 6 et 7.

[2] *Digest.*, lib. V, tit. I, l. 66.

CXCII. Qualiter effectum habeant verba in instrumentis apponi solita; videlicet quod credatur alicui suo simplici verbo.

Item ubi aliquis petit dampna de quibus dicit, debere sibi credi simplici verbo, seu simplici juramento; quantumcunque hoc cantet instrumentum, vel alia probatio, non tamen ei creditur, nisi fidem aliquam faciat; et tunc judex taxat, et postea juramentum defert....

CXCIII. Utrum majori alicujus loci soli credatur.

Die martis post *Oculi mei*, Helotam de Air, Evrardo notario curie remensis condempnavi in causa retractationis (?), quia factum ad sui defensionem propositum non probavit, nisi per majorem loci; et uni testi non creditur.

CXCIV.

Queritur utrum instrumento sigillato sigillo autentico, ad relationem tabellionis quem constat fuisse excommunicatum tempore relationis, sit credendum? Videtur quod non, quia ipsi tabellioni non crederetur, ergo nec actis suis etiam cum sigillo. Optime facit *Extra. de testibus et attest., c. licet*, 3 [1].

Item sigillum quod apponitur sine cause cognitione non videtur confirmare, seu robur dare; *Extrav. de confirmatione utili, c.* 1 [2]. Sed credo contra, quia instrumentum habet auctoritatem a sigillo, non a signo tabellionis, et tabellio nudum prestat ministerium : et facit *ff. de legatis* II°, *l. peto*, §. *mater* [3]. Et quandoque confirmatur, et sine cause cognitione, quod de se non tenet; *ff. de confirmando tutore*, *l.* 1.

CXCV. Numquid facto proposito ad deffentionem rei, et negato, liceat postmodum addere.

Propositum fuerat a reo ad sui defensionem, quod actionem sibi

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XX.
[2] *Ibid.*, lib. II, tit. XXX.
[3] *Digest.*, lib. XXXI, tit. I, l. 69, §. 2.

competenter contra Ticium actorem cessam, cuidam cetero facto negato volebat addere, ad factum de confessione. Videbatur quod poterat, quia licet in actionibus non liceat sic cumulare, per legem *ff. de jure jurando, l. nam postea* [sic, *postquam*], §. *si dampnetur* [1], secus dicunt jura (?) in excepcionibus, quia favorabilior, etc.; et quia diversis, etiam contrariis exempcionibus, uti potest reus : *ff. de regulis juris, l. nemo* [2]. Dixi quod non erat cumulatio que locum habet ubi unum auxilium per se sufficiens, sive sit actio, sive exceptio, alteri per se sufficienti addatur : sed nec erat nova exceptio, sed quedam emendatio exceptionis, et per modum emendationis; et quia lis erat contestata super facto, non admisi, sicut est in actionibus, ut notat *Cod. de edendo, l. edita* [3]; secus si per modum nove exceptionis, *in Aut. de testibus,* §. *licet* [sic, *et licet?*] [4].

CXCVI. Utrum mulier, soluto matrimonio, petens debitum a debitoribus mariti, virtute specialis consuetudinis, consuetudine licet non probata, notoria tamen, succumbere debeat.

Cum quedam Margareta Piedargent niteretur ex quadam consuetudine speciali que optinet apud Attrebatum, per quam, marito mortuo, petebat debita integra; et non probasset consuetudinem, sed tantummodo debitum; officialis attrebatensis delato juramento actrici, condempnavit reum. Ego vero quia consuetudo non videbatur probata, et potissime quia non erat probatum factum super quo fundabatur illa consuetudo, sed [*sic,* scilicet?] successio mulieris ipsi marito, nec mutua investitura ipsorum constante matrimonio, quantum ad illum modum agendi, sententiam prioris judicii infirmavi, licet enim per alium modum agendi, idem actrix consequi potuisset; quia tamen modum agendi quem elegit, probare non potuit, succumbere debuit.

CXCVII. Utrum cessa actione, si ille cui ceditur agat, numquid cedens videatur vexari illum contra quem actionem cessit:

[1] *Digest.*, lib. XII, tit. II, l. 9, §. 2.

[2] *Ibid.*, lib. L, tit. XVII.

[3] *Cod.*, lib. II, tit. I, l. 3.

[4] *Auth.*, coll. VII, tit. II, novel. 90, c. 2.

et numquid ad hoc quod excusetur cedens, oporteat ipsum probare quod jus habuerit cum cedebat.

Hermandus de Guillelmo dicebat, quod eumdem vexabat per interpositam personam, scilicet per Colessonnum; et vehementes presumptiones ad hec induxit, non tamen evidenter probavit. Guillelmus postea proposuit et probavit per instrumenta quod idem Colessonnus suo nomine, et ratione juris sibi cessi, eundem Hermandum vexabat, et ideo Guillelmum absolvi. Quidam dicebant quod debebat Guillelmus probare fore debitum de quo Colessonno cesserat actionem, quia alii cedendo actionem que sibi non competeret, videbatur procurare vexationem illius contra quem cedebat. Sed non oportet ad sui absolutionem in isto judicio, licet necessarium esset ad hoc quod Colessonnus agens jure cesso optineret in causa.

CXCVIII. Citatus cum auctoritate officialis coram arbitro, non comparens, non excommunicatur; quia judicem non contempnit. Sed arbiter auctoritate judicis monitus ut procedat, nisi processerit, excommunicatur racione quod partes non possunt punire arbitrum non procedentem, sed arbiter partes sic.

Quidam fuerat citatus per officialem, ut procederet coram arbitro. Non processit. Numquid debuit excommunicari? Videbatur quod sic, quia contempsit officialem. Sed dico contra, quia non fuit citatus ut procederet coram officiali, sed coram arbitro; unde non fuit officialis contentus (*sic,* contemptus?), sed arbiter; et sufficit quod ejus contumacia plectatur pena in compromisso adjecta; et hoc est verum, nisi compromissum esset fide, vel juramento, vallatum. Secus crederem in arbitro qui monitus per officialem ut procederet, non processit; quia ille non potest puniri per partes, puniatur igitur per superiorem, si ad ejus mandatum non procedit.

CXCIX. Utrum perjurium simpliciter proponens contra testem, admitti debeat sine alia specificatione; et utrum probans promissum per fidem, de quo solutio non probatur, perjurus reputetur.

Contra testem opponitur quod est perjurus. Dicunt quidam quod sufficit; alii quod opus est declaratione, si petatur scilicet in quo casu sit perjurus. Sed istud non approbo, quia jura contenta sunt, si specificentur crimina; ut in decretali Innocen. [*sic*, Gregorii?] *presentium*[1], et satis est specificatum crimen tacendo [*sic*, dicendo?] quod est perjurus. Sed quia non omne perjurium facit infamem, ut *ff. de hiis qui notantur infamia, l. Lucius*[2] notatur, videretur ob hanc causam debere specificari genus perjurii. Nec sufficit probare promissum per juramentum, licet non constet solutum, et licet constaret excommunicatum propter non solutionem; quia potuit debitum fuisse remissum, vel dilatio data fuisse; et sic ex suspictionibus non est aliquis condempnandus. Premissa tamen sufficiunt ad repellendum testem, cum testimonium sine suspictione debeat esse. *Extrav. de exceptionibus, c.* 1[3].

CC. Curia remensis potest prescribere quod in exequtionibus sententiarum suarum, subditi suffraganeorum subjecti sint.

CCI. Utrum mulieri stanti pro matrimonio, alleganti partum conceptum post sponsalia, sit credendum; vel potius reo alleganti quod ex adulterio conceptus est.

Mulieri agenti in causa matrimonii opposita fornicatione, et partu suscepto post sponsalia, si replicet partum natum ex sponso contra quem agit, videtur in dubio presumendum pro sponso; quia ex quo non probat quod a sponso, videtur quod ab alio. Item cohitus sponsi non est licitus, sicut nec alius. Vide contra argumentum *ff. de hiis qui sunt, l. filium*[4]; sed ibi constat de matrimonio. Item honestius est quod ex sponso, ergo presumendum, *ff. de ritu nuptiarum, l. semper*[5], etiam licet peccent sponsus et sponsa.

CCII. Utrum probatio traditionis sufficiat, sine venditionis probatione; et utrum confessio pupilli, vel ejus patris, noceat curatori.

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 31; ou plutôt, *Sext.*, lib. II, tit. X, c. 2.

[2] *Digest.*, lib. III, tit. II, l. 21.

[3] *Decretal.*, lib. II, tit. XXV.

[4] *Digest.*, lib. I, tit. VI, l. 6.

[5] *Ibid.*, lib. XXIII, tit. II, l. 42.

Johannes Limois petebat x lib. parisienses a curatoribus cujusdam Gringaudi nomine, ex venditione pisorum et fabarum sub precio predicto; et allegavit in libello confessionem ipsius super hoc. Deliberationem fabarum ac pisorum probavit. Item confessionem rei, seu patris adulti, de venditione et emptione. Sed non probavit venditionem factam fuisse pro predicto precio. Et ideo absolvi curatores ab impetitione actorum; secundum quod actum fuerat juris, etc.

CCIII. Utrum judex possit indicere penam pecuniariam contra subditum quam vult; et utrum aliquo tempore judex ex officio procedens, appellatus debeat in expensis appellanti condempnari.

Officialis actrebatensis condempnaverat maritum ad hoc quod ejus uxorem tractaret non severiter, sed affectione maritali; et ut caveret de non male tractando, elapsis quindecim diebus a tempore sententie, officialis suam sententiam seu cautionem, de qua in sua sententia dixerat, declarans dixit : Quod ille maritus se obligaret de quingentis libris parisiensibus quociens male suam uxorem tractaret, media parte curie solvenda, et alia dimidia uxori. Ab ista declaratione fuit appellatum, et persuadebatur quod juste. Primo quia ex intervallo non licebat declarare, vel supplere; sed ad hoc respondebam quod hoc non est verum in eis que dependent ex ipsa sententia judicis et que aliter non possent per judicem expediri. Sed cum ad judicem pertineat conjuges concordare si fuerint discordes, et omni tempore, non videbatur querendum utrum incontinenti, seu ex intervallo. Secundo persuadebatur juste appellatum, quia quod occasione predicta aliquid detur episcopo, penitus extraneum et impertinens videbatur. Sed potest respondi quoniam contumaciam subjecti, in eis quibus parere tenetur, potest plectere judex quicumque, etiam diviniter (?). Sed iterum videbatur inmoderata pena, et ad commictendum facilis et prompta; et ob ista, et quia talia solent et debent comminari, non autem obligatio super hiis indici, idcirco pronunciatum fuit, canonice appellatum quantum ad declarationem predictam; reservata tamen moderatione ejusdem, ubi et quando visum fuerit expedire. Et quoniam judex, in hoc officio

suo, procedere videbatur malo zelo, utpote avaricia et cupiditate ductus; idcirco in expensis debuit condempnari : *Cod., de decurionibus, l.* II [1]; *de recuperatione sumptuum, l. unica, libro decimo* [2]; secus si bono zelo, ut quia ad correctionem aliquam processum fecisset, quia totum etsi tunc non optinuisset, tamen esset ei in expensis parcendum; *Cod., de delatoribus, l. ex varia, libro* x° [3].

CCIV. Utrum debitori alleganti solutionem factam procuratori creditoris, cujus procuratorii transcriptum duntaxat ostendit, sit credendum.

Quidam debitor impetitus a suo creditore pro debito, allegans solutionem, transcriptum cujusdam procuratorii pretendit, in quo continebatur, quod idem erat procurator constitutus ad petenda et recipienda debita, et litteram solutionis facte illi, saltem procuratori presumpto. Videbatur non sufficere, quoniam transcripto non creditur. Sed opponitur quia transcripto in judiciis communiter creditur. Item et iste procurator constitutus ad omnia debita illius creditoris petenda et recipienda, non poterat unicuique suum originale dimittere. Dico quia non debuit credi, nisi fuisset transcriptum sollempniter; quod sapit Innocentius, *Extrav. de testibus, c. Albericus* [4], *in versiculo.* Simili modo et notat Ber. *Extrav. de officio et potestate judicis delegati, c. cum in jure peritus* [sic, *petiturus?*] [5].

CCV. Utrum actore allegante debitum, et reo confitente promissionem fuisse conditionalem, et probante quandam promissionem se fecisse conditionaliter, presumatur quod illa ex qua actor nititur, fuit conditionalis, cum nulla alia nisi sola probetur; et utrum sit differentia, utrum aliquid dicatur in causa per modum responsionis, vel per modum propositi.

Jacobus a Filipo petebat viginti sex libras parisienses quas eundem Philipum dicebat constituisse se soluturum pro quodam tercio. Lite

[1] *Cod.*, lib. x, tit. xxxi, l. 2.
[2] *Ibid.*, lib. x, tit. lxvii.
[3] *Ibid.*, lib. x, tit. ii, l. 4.
[4] *Decretal.*, lib. ii, tit. xx, c. 43.
[5] *Ibid.*, lib. i, tit. xxix, c. 31.

contestata, ad petitionem sibi factam super premissis, respondit Philipus, quod confitetur se constituisse dictam summam, isto modo : quod vel solveret, vel debitorem principalem in priorem statum reponeret. Quam conditionem, seu modum, negavit actor. Demum probavit reus conditionem. Quia tamen testes se non referebant ad tempore determinitatum [*sic,* tempus determinatum?] quo facta fuisset dicta constitutio, et quia proposita fuerat dicta conditio non per modum propositionis, sed per modum responsionis ad positionem, videbatur non debere proficere reo. Sed hiis non obstantibus tamen, quia Innocentius videtur dicere quod non reffert, *C.* [sic, *Extra.?*] *de litis contestacione, c.* 1 [1], tamen quia non pretendebant plures constitutiones, sententiam latam pro actore in priori judicio infirmavi. Et illud multum, scilicet quod probata conditio referri debeat ad constitutionem probatam ex parte actoris, immuit [*sic,* innuit?] Innocentius, *Extrav. de fide instrumentorum, c. cum Johannes,* ad finem [2]; quia nisi sic referremus, non esset possibile in actis reiterabilibus probare conditionem, si tu consideres diligenter.

CCVI. Utrum sufficiat quod testis alter deponat de contractu, et alter de confessione; et quod alter de uno contractu facto certo loco et tempore, et alter de alio.

Est autem sciendum quod si aliquis petat v. ex mutuo, et annectatur in libello de confessione, quod utrumque, tractum scilicet, et confessionem, oportet probare per duos testes ad minus; nam si alter de tractu, alter de confessione, deponeret, neuter actus esset probatus. Item si super altero deponerent ambo, et singulariter, cum tamen hoc manifeste appareret ex eorum depositionibus, non prodesset; si vero non appareret singularitas, quia scilicet de tempore, vel de loco, vel similibus circonstanciis non dixissent, tunc valeret.

CCVII. Utrum exequtores monitionem impetrantes, debeant declarare qui sunt illi; et utrum verbum *circiter* sit dubium, et per consequens declarandum; et utrum pro parte pecunie summe possit et debeat suspendi, et pro alia non.

[1] *Decretal.,* lib. II, tit. V.

[2] *Decretal.,* lib. II, tit. XXII, c. 10.

Monitus erat quidam, ut satisfaceret exequtoribus *Talibus* in quadam summa pecunie, in qua dicebatur teneri ex causis contentis in litteris curie remensis. Opposita fuerunt multa contra monitionem, quod non procederet; quia non dicebatur in ea qui erant illi exequtores, et intererat moniti hoc scire, propter excusationes que possent sibi competere contra eos. Item quia non constabat de causa ex qua dicebatur deberi. Item quia tantum ad dimidium tenebatur, cum essent duo. Item quia satisfactum erat. E contra dicebatur quod secundum formam littere recognitorie erat facta monitio. Item quia executores erant certi, scripti in testamento cujus virtute, una cum littera recognitoria, monitio nitebatur; et quedam alia. Pronunciavi, exequtorum parte fundata, monitionem procedere, factis hinc inde propositis, et declarationibus petitis suo tempore reservatis. Et verte infra, folio tercio, in nota que incipit : Monitus, etc. [1]

. . . .

CCVIII. Numquid in causa matrimoniali appellationis licet proponere factum, cui renunciatum est in causa principali.

Est autem intelligendum quod, sicut in causa matrimoniali sententia non transit in rem judicatam, sic nec renunciatio in causa principali facta prejudicat; quoniam in causa appellationis possit proponi factum aliquod ad causam matrimonialem pertinens, licet ei renunciatum fuerit.

CCIX. Numquid sufficit citare aliquem ad domum matris in qua descendere consuevit, ex quo aliud domicilium non habet.

Item sufficienter intelligo citatum, qui licet non apprehensus, citatus fuit ad domum matris sue ad quam descendere consuevit, licet ibi domicilium non habeat; maxime cum non pretendatur alibi domicilium habere; quia si oporteret sequi ejus domicilium, cum forte non habeat, nunquam creditor ad suum perveniret, et quia sufficit

[1] Voir plus bas, n° CCVII *bis*, p. 180. Ce dernier numéro ne contient que la répétition amplifiée du n° CCVII; cependant nous avons cru devoir le reproduire, dans les termes et à la place même que lui assigne le manuscrit, pour donner une idée de la manière dont ce manuscrit a été composé.

amicis denunciare : *ff. ex quibus causis majores, l. ergo*[1]; *ff. de eo quod certo loco, l.* 1 [2]. Et est sentencia Innocencii.

CCX. Numquid a precepto appellans, debeat concludere ut a diffinitiva, vel ut a gravamine.

Cum quidam appellasset a quodam precepto tanquam ab iniquo, et peteret appellationem canonicam pronunciari, et preceptum retractari, dicebatur ex adverso : quod cum esset appellatum tantum ut a gravamine, solum peti debebat ut pronunciaretur, canonice vel non canonice appellatum. Sed cum illud preceptum aliquid dari vel fieri contineret, videbatur assimilari diffinitive sententie, ut sic posset utrumque peti, et unum propter alterum; scilicet appellationem canonicam pronunciari, ut preceptum retractaretur. Ad quod facit quod in glosa notatur : *ff. de re judicata, l. quod jussit*[3].

CCXI. Utrum in causa appellationis appellatus possit plus optinere quam optinuit, virtute appellationis adversarii.

Cum Margareta peteret a quodam sacerdote VII libras parisienses et dimidiam, et fundasset intentionem suam per unum testem, et per alias presumptiones, judex in priori judicio, delato juramento ipsi Margarete, et prestito, sacerdotem condempnavit eidem in VII libris; de aliis omictens. Ego vero intellecto quod Margareta erat persona bona et honesta, sententiam confirmavi, et in decem solidis omissis sacerdotem condempnavi, quod per jura facere debui, licet videtur super hoc non fuisse appellatum. *Cod., de appellacionibus, ampliorem,* in principio [4].

CCXII. Utrum sententia lata pro minore, ad instanciam creditoris, possit proponi contra processum, quod curator inventarium non fecit, et quod non satisdedit.

Opponebatur contra processum habitum contra impuberem cum tutore, quod processus non valebat, quia tutor non satisdederat, ut

[1] *Digest.*, lib. IV, tit. VI, l. 22.
[2] *Ibid.*, lib. XIII, tit. IV.
[3] *Digest.*, lib. XLII, tit. I, l. 14.
[4] *Cod.*, lib. VII, tit. LXII, l. 39.

Cod., de tutore qui satis non dedit, in dubium [1]. Item quod non fecerat inventarium, *Cod., arbitrium tutele, l. veteris* [2], et hec procedunt de jure. Item quia impubes non fuerat presens; sed certe nec oportet, ut *ff. de tutoribus et curatoribus datis ab his, l. illud* et *l. s[equen.?]* [3]; licet curatorem ad litem dari oporteat impuberi presenti et petenti, *ff. de tutelis, qui habet, §. si pupillus* [4]. Verumptamen quoniam lata fuerat sententia pro pupillo, non admisi predicta, *Cod., de procuratoribus, l. non eo minus* [5].

CCXIII. Utrum absolutio ad cautelam testium, extendatur ad excommunicatos a canone.

In causa Jacobi Nepotis, et Marie de Insula, scilicet primo queritur : utrum absolutio ad cautelam testibus [*sic*, testium?] proficiat in excommunicatione quam quis incurrit propter injectionem manuum in clericum. Videtur quod sic; quia ista absolutio ex quadam juris indulgentia et dispensatione procedit : ut scilicet facultas probationum amplietur; *Cod., de hereticis et manicheis, l. quoniam* [6]. Igitur observanciis aliarum subjacere non debet; *ff. de condicionibus et demonstracionibus, l. mulieri* [7]. Item propter distanciam locorum nimiam, aliquid toleratur quod aliter non toleraretur : *Cod., de judiciis, l. final.* [8]; *Extrav. de eleccione, c. nichil* [9], *§. peneultim.* Item propter absenciam et defectum judicis competentis, potest aliquis in se adsumere vicem judicis : *ff. que in fraudem creditorum, l. ait pretor, §. si debitorem* [10]. Credo tamen de jure contra[rium?], quia non potest absolvere quod non ligat, et que sunt superiori specialiter reservata; *Extrav. de officio judicis delegati, c. prudentiam, §. VI*[a]; item in absolucione ad cautelam, de qua loquitur constitutio Inn. *solet* [11]. Idem notat Inn. in principio illius constitutionis, et quod ita non deberet extendi. Similiter notat *Extra. de testibus, c. veniens* [12].

[1] *Cod.*, lib. V, tit. XLII, l. 3.
[2] *Ibid.*, lib. V, tit. LI, l. 13.
[3] *Digest.*, lib. XXVI, tit. V, l. 5.
[4] *Ibid.*, lib. XXVI, tit. I, l. 3, §. 2.
[5] *Cod.*, lib. II, tit. XIII, l. 14.
[6] *Cod.*, lib. I, tit. V, l. 21.
[7] *Digest.*, lib. XXXV, tit. I, l. 74.
[8] *Cod.*, lib. III, tit. I.
[9] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 21, §. 2.
[10] *Digest.*, lib. XLII, tit. VIII, l. 1.
[11] *Sext.*, lib. V, tit. XI, c. 2.
[12] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 10 et 38.

CCXIV. De stilo et processu curie remensis, et qualiter taxe, tam ex officio, quam alie, agitantur in multis.

Episcopi provincie jurant per procuratores, specialiter si per procuratores agant, vel se defendant. Officiales eorum, ubi officiales remenses procedant contra eos per viam sinplicis querimonie, ipsi jurent (*sic*) per se, non per procuratores. Item cum inquirimus contra eos, non mittimus ad loca eorum tabelliones nostros, pro reportationibus faciendis; quia forte secus, si ad instanciam partis, ibi metu superiorum suorum testes supprimerent veritatem, vel dicerent falsitatem; sed ipsi testes suos adducent ad nos.

§. Item in monendis justiciis secularibus, nec monitio, nec processus, in scriptis debet haberi.

Crucesignatos avocamus a justiciis secularibus, licet renunciaverint privilegio crucis. Sed hoc videtur contra jura : *Cod., de pactis, l. si quis in conscribendo* [1], quatenus lex illa loquatur de milite. Sed eo advocato, et nobis reddito, si fuerit excommunicatus per annum, eum retinemus donec satisfecerit creditoribus suis. Si non fuerit excommunicatus per annum, dimittimus eum abire, licet per justiciam secularem teneretur, si crucesignatus non esset, donec satisfecisset.

§. Quisquis non redimit acta sua, et non habet ea penes se, ... non potest petere expensas ratione retardati processus. . . . . .

§. Non tenetur tabellio, etsi negocium agendum susceperit, incoare, nisi sibi saltem provideatur de expensis; licet pro eo quod sumptus excederet salarium, debeat expectare negocii complementum.

§. Ubi curia procedit ex officio, procurator curie pro ipsa curia debet examinare testes, nisi recusaretur ut suspectus.

§. Cave, ubi mandamus aliquid agendum, in causa alicujus, suffraganei offici[ali?], debet is de provincia cujus mandatur obedire sine aliqua compulsione; quia officialis contra se ipsum non tenetur compellere, sed contra alium deberet.

§. Item nota quod pro exequendis nostris sentenciis habemus jurisdictionem et compulsionem in terciam personam, licet secus sit de jure.

[1] *Cod.*, lib. II, tit. III, l. 29.

§. Item cum damus auditorem ad testes recipiendos extra curiam, una modo datur dilatio, seu productio, nisi essent aliqui testes qui illa vice produci non possent.

§. Cives remenses pro debitis suis arrestari non possunt; sed forenses possunt, nisi sint in conductu curie; et si in conductu curie existentes, arrestati, responderint coram preposito, conductui renunciasse videntur.

§. [Forenses?] de dyocesi et provincia, habent tres dies ad deliberandum; prima pro nichilo; secunda faciunt auditionem; tercia se expediunt. Nec potest procuratorem presentem in curia, altera partium constituere, pro auditione facienda; et si non fecerit auditionem, et tercia die venerit, debet tres denarios, nec plus.

§. Item die collecta ad reportandum, si una pars plene reportaverit, et parata sit procedere, altera nichil prorsus; pars que nichil reportavit tenetur ad expensas integras, nisi velit esse contenta reportatione facta per alium, et si sic tenetur, faciat ejus acta transcribi. Si vero altera pars plene, altera semiplene reportaverit, pars que semiplene reportaverit tenetur ad expensas pro dimidia, et colligitur dies ad reportandum plene, et ad disputandum.

§. Statutum est quod positionarii non recipiant responsionem prout ponitur, nec ad finem ad quem ponitur. Item coram eis non proponatur sed solum coram officiali.

Item nota quod si aliquis petat dilationem per quam judicium eludi vel differri videtur, quod vel judex potest denegare, vel multam indicere non probanti.

CCXV. Utrum litis contestatio sit necessaria ubi petitur sentencia et processus revocari, vel quando contra monicionem proponitur.

Item notandum quod si contra monitionem que nondum cucurrerat, ad impediendum cursum suum aliqua proponantur, non est necesse litem contestari. Sed ubi jam monitio cucurrerat, et erat elapsa, si petatur processus revocari, quia hoc principaliter intenditur, dico debere fieri litis contestationem. Arguit *Extrav. de officio judicis, c. judicis officium* [1].

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. XXXII, c. 2.

CCXVI. Testis deponens se fuisse presentem, et non plures, intelligatur dicere, secundum ejus opinionem. Item reprobatio testis per presumpciones non valet.

In causa appellationis pro Radulpho Baillet, clerico, contra Mariam et Johannem conjuges, in causa [1] sentenciam prioris judicis confirmavi sine mora (?), quia per unum testem non reprobatum optime probabatur pro eo. Et licet requisitus de presentibus dixisset : tales, et non plures; licet plures secundum aliorum deposiciones interfuerunt, non reputo falsum, quia secundum benignam interpretacionem intelligo : et non plures, quod sciat, non quod sciat non esse plures; *Extrav. de testibus, c. cum tu* [2]. Item quia alii duo testes Johannes Espignos et ejus uxor non erant liquide reprobati, sed presumptive. Item movebat me quia consanguineus erat actor. Item error in confessione actoris de unica ordinacione fuit probatus, et revocatus; nec testes, ad hoc inducti, fuerunt reprobati objectu inimiciciarum capitalium, quia non fuerunt probate; et si probate fuissent, tamen ortum et causam habuerant a parte ipsorum reorum, quod eis non deberet prodesse ne per hoc actori sustraherent facultatem probandi; *Cod., de postulando, l. providendum* [3]; *Extrav. de testibus, c. constitutus* [4].

CCXVII.

Multum refert an mulier suo nomine contrahat, licet pro alio, dum tamen creditor hoc ignoret, quo casu mulier sive sciat, sive ignoret, non juvatur; an cum creditor alio obligacionem in ipsam transferat, quo casu creditor diligencior esse debet; et tunc sive utroque sciente, sive utroque ignorante, sive muliere ignorante creditore sciente, juvaretur mulier : licet secus e contra muliere sciente, creditore ignorante. *ff. ad Vellejanum, l. si mulier tanquam, l. vir uxori* in principio, et *l. si decipiendi* [5].

[1] Le texte porte : *in causa allegati sentenciam*, mais le mot *allegati* a été effacé, non par des points, mais par une raie continue qui en traverse les lettres.

[2] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 16.

[3] *Cod.*, lib. II, tit. VI, l. 7.

[4] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 30.

[5] *Digest.*, lib. XVI, tit. I, l. 11, 17 et 30.

CCXVIII. Utrum consuetudo secundum quam notarii scribunt, factum coram ipsis, esse factum coram officialibus, sit tollerabilis.

Scriptum erat instrumentum quasi factum in presencia officialis, quod factum erat coram fido notario, ad hoc deputato, quod dicebatur esse falsum. Defendebatur propter stilum et consuetudinem loci illius qui tales erant, quod factum coram notario admicteretur et scriberetur quasi factum coram officiali. Videbatur consuetudo non valere, quia erronea, et irracionabilis, et errorem inducens. Item quia persona nonquam intelligitur, nisi exprimatur; *ff. de verborum obligacionibus, l. si ita stipulatus fuero, §. Grisogonus*[1]. Item adeundo notarium pro officiali, errabatur, vel in facto si credebant eum esse officialem, vel in jure si credebant quod faceret ea que sunt officialis, cum aliud proprium habeat officium; *ff. de jurisdiccione omnium judicum, l. si per errorem*[2]. Sed credo consuetudinem admictendam, quia notarius in hoc personam officialis representat, et vicem ejus agit, et nudum ministerium prebet, non ut ipse, sed officio; *Cod., de officio ejus qui vicem alicujus gerit, l. 1 et 2*[3]; *ff. ad municipalem, l. magistratus*[4].

CCXIX. Utrum, falso procuratore diem colligente ad aliam diem, si non ratificetur collectio, sint recipiende littere de die prima, vel de die secunda, collecta.

Agit Ticius contra Sejum. Sejus quadam die defenditur per quendam falsum procuratorem; qui falsus procurator sequenti die quam acceptaverat, Sejum non defendit; nec per alium defenditur. Certe non debet Sejus simpliciter excommunicari; sed ita demum, si factum illius falsi procuratoris ratificet. Si non ratificat, condempnatur (?) falsus procurator ad penam, et Sejus processurus in causa. Sed cum Sejus non ratificet quod factum est per illum, ergo, quantum ad diem illam, idem indefensus est; ergo per consequens contumax est. Sed non est verum, quia ex quo falsus procurator se obligavit ad penam, pena succedit loco rei : unde non poterit dici ille Sejus indefensus. Et hoc

[1] *Digest.*, lib. XLV, tit. I, l. 126, §. 2.
[2] *Ibid.*, lib. II, tit. I, l. 15.
[3] *Cod.*, lib. I, tit. L.
[4] *Digest.*, lib. L, tit. I, l. 25.

movet me, quia forte Sejus voluit defendi, sed non sic defendi; ut sic non reputetur contumax quasi indefensus prorsus, cum sufficiat interesse procuratore (?), nec utrumque potest peti, cum pena loco rei succedat, *ff. si quis caucionibus, l. si duo, §.* 1[1]; *ff. de doli excepcione, l. apud Celsum, §. Labeo*[2]. Verius est eum excommunicari debere, quia pro parte defensus, et pro parte indefensus videri non potest, et ita cum factum illius non approbet in totis, pro illa die indefensus est, et per consequens excommunicandus; et licet de die illa littera excommunicacionis accepta non fuerit, sed de die ulteriori, tamen subducto toto processu qui non ratificatur, intelligo ulteriorem diem et litteram de die illa impetratam loco prioris diei et persone, contumacie successisse.

CCVII *bis*. Utrum exequtores monitionem impetrantes, debeant declarare qui sunt illi; et utrum verbum *circiter* sit dubium, et per consequens declarandum; et utrum pro parte pecunie summe possit et debeat suspendi, et pro alia non.

Monitus erat quidam, ut satisfaceret exequtoribus cujusdam testamenti de viginti libris parisiensibus in quibus dicebatur teneri per litteras curie remensis. Contra monicionem fuit propositum quod non procedat tamen [*sic*, procederet?], quia non continebatur in illa qui erant illi executores, et intererat moniti scire qui erant illi, ut sic, si que legitime defensiones sibi contra aliquos competerent, illas proponeret. Item illud instrumentum cujus virtute procedebat monicio, loquebatur de duobus reis qui se obligaverant in solidum, sed non dicebat quod sine divisione; unde dicebat monitus se debere moneri solum pro dimidio. Item allegabatur satisfactum esse de septem libris, vel *circiter*, alteri executori. Dicebatur insuper quia plures erant, et quod alter executor, dum vivebat, recognoverat sibi satisfactum. Pronunciavi monicionem procedere, quoniam littere recognitionis curie remensis concordabat. Volui tamen quod in processu declararentur nomina exequtorum, et qualiter superstites, et quo jure, vice mortuorum, reum moneri fecerant, potissime cum monitio solutionem seu satisfactionem exigat, que non debet fieri, nisi illi qui jus habet recipiendi. Item quod dicebat se

[1] *Digest.*, lib. II, tit. XI, l. 5.

[2] *Digest.*, lib. XLIV, tit. IV, l. 4, §. 7.

pro parte dimidia tantum debere moneri, non admisi; quia non dicebat quod ambo rei erant presentes, et solvendo. Item volui declarari le (*sic*) *circiter;* quia licet secundum jura ad modicum refferatur, ignoratur tamen utrum ad modicum plus vel minus, et interest quod certum quid petatur, vel solutum certum proponatur. Item quia non dicebatur alteri exequtori satisfactum, sed quia proponebatur tantum quod recognoverat, non admisi, sicut dicimus quod ex confessione extra jus, eciam cum causa non agitur; sed si agitur ex tractatu, per eam probetur. Et credo quod in summa de qua non refertur questio, curret monitio, et litigabitur de alia; quia quoad certa et confessata non debet fieri aliqua suspensio; licet videatur quibusdam quod, cum una sit, et super hoc una monitio, totum suspendi debuerat, ut unum feratur preceptum, et una fiat executio; quod non credo.

CCXX. Utrum monitus non convictus possit incontinenti appellare; vel supplicare, ut monitio revocatur, debeat.

Monitus aliquis appellat, quia dicit se non convictum, non confessum, non condempnatum. Credo quod non bene appellat; quia adhuc non est gravatus. Sed debet judicem supplicare ut monitionem revocet; et si non revocat, tunc locus est appellationi. Tu dices : adhuc non est gravatus donec monitio cucurrerit? Dico quia ex quo judex ad supplicationem ipsius non revocat, verisimiliter timet de gravamine; et tunc potest appellare.

CCXXI. Utrum fama que vera non creditur valeat ad probationem; et utrum unus testis, cum fama, sufficiat in causa matrimoniali; et utrum commissio data, dilacione pendente, valeat; et utrum oporteat probare producentem vocationem partis adverse; et utrum in causa matrimoniali consensus producentis testem, sic quod non valeat ejus deposicio, nisi reductus fuerit, prejudicet; et utrum reus sentenciam ferri petens sine protestacione, condicionem appositam remisisse videtur.

In causa matrimoniali, fama cum uno teste sufficit. Quam famam probatam intelligo, si dicerit testis famam esse, licet non credat veram; quia fama procedit non ex opinione hujus, sed ex eo quod commu-

niter dicitur. Quia vero dicebatur facta commissio dilatione pendenti, non videbatur valere, nec testium receptio; sed quia dies a partibus collecta fuerat ad probandum, commissio super receptione testium non videtur aliquid extraneum continere, sed quod est proximum et congruens rei agende; ideo puto eam valere, *ff. judicatum solvi, l. jam tamen*, §. *in hac*[1]. Quia vero dicebat pars se non fuisse vocatam, bene erat attendendum, cum hoc sit de sollempnitate extrinceca, cum sub ipso verbo recepti[onis?] testium non comprehendatur; unde presumi non debet, sed contra apparet per acta. Quod autem consensit actrix, quod depositio sui testis sibi non prodesset, nisi eum reduceret, non valet in causa matrimoniali; et eciam in aliis intelligo conditionem tacitam, si hoc fuerit postulatum; item et intelligo, in eodem judicio; *ff. judicatum solvi, l. cum apud*[2]. Sed numquid reus hec remisisse videtur dum petit fieri sentenciam sine protestatione de premissis? Videtur quod sic, *ff. quibus modis pignus vel ypotheca solvitur, l. si debitor*, §. 1[3]; argumentum contrarium, *eodem titulo, l. sicut*[4]. Non videtur potissime quod necesse habeat audire sentenciam, quia judicia redduntur in invitum, *ff. de verborum obligacionibus, l. inter stipulantem*, §. 1[5]; et argum. *de re judicata, l. sepe*, §. *cur autem hiis* (sic)[6].

CCXXII. Qui habeat cognicionem de viduis; et utrum ex conjecturis presumatur causa propria testis; et utrum comes, racione droiture, possit convenire clericum.

Quedam vidua dicebat contra dominum et judicatores suos, quod occasione quarumdam terrarum sibi datarum, post decessum ipsius donatoris tenendarum in elemosinam et in augmentum matrimonii, fecerant ipsam adjornari, et dies assignaverant (?) contra eam, et nitebantur eam pertrahere ad emendam; quare petebat quod cessarent a predictis, cum hec ad forum ecclesiasticum pertinerent. Excipiendo declinatorium fuit propositum, quod ambe partes erant laice, et non proponebatur dominus earum negligens extitisse. Non fuit hoc admissum, et merito; quia vidua est de foro ecclesiastico, potissime ubi

[1] *Digest.*, lib. XLVI, tit. VII, l. 5, § 2.
[2] *Ibid.*, lib. XLVI, tit. VII, l. 20.
[3] *Ibid.*, lib XX, tit. VI, l. 4.
[4] *Digest.*, l. 8.
[5] *Ibid.*, lib. XLV, tit. I, l. 83.
[6] *Ibid.*, lib. XLII, tit. I, l. 63.

opprimitur; *Extrav. de foro competenti, c. ex parte*[1]. Item fuit propositum et admissum, quod dominus qui pro omnibus litem susceperat, erat dominus et comes, et juridictionem et cognitionem habebat in territorio illo in quo res de quibus agitur erant site, et quod racione droiture sue eam fecerat conveniri. Et hoc probavit per judicatores suos, et per quosdam alios contra quos fuit propositum, quod erant judicatores illius Petri; sed hoc non fuit admissum : sed certe si fuerant judices in ea causa, non debuerunt esse testes, *ff. de testibus, ob carmen, in glosa*[2]; *Extrav.* [sic, *Decret.?*] *ij, q. vj, c. statuendum* [sic, *statum?*][3]. Sed certe et alia ratione non debuerunt admitti, quia cum ille Petrus pro eis litem suscepisset, nec constabat quod animo (?) donandi, nec presumeretur, quia donatio nec presumitur, ergo si condempnatus fuisset, habuisset regressum contra eos; et sic causa est eorum, sicut in venditore et emptore, *ff. de appellationibus ab exequtore*, §. 1[4]. Verumptamen quia et ex confessione ipsius Beatricis, et ex deposicionibus aliorum testium qui non fuerunt reprobati, apparebat quod ille Petrus erat dominus comes, et habebat juridictionem in terris et meso (?) de quibus agitur, et quia constitit quod agebatur et adjornabatur Beatris ratione droiturarum, quoniam dominus de droituris et emendis potest cognoscere contra quoscumque, eciam clericos, *Cod. de episcopis et clericis, de hiis*[5], et quia saltem persona privilegiata privilegium suum debet allegare coram judice ad quem vocata est; idcirco eam remisimus ad justiciam laicalem, maxime cum de privilegio non constaret.

CCXXIII. Utrum generalis clausula : *renunciavit omnibus exceptionibus, etc.*, in instrumentis apponi solita, habeat effectum generale, sicut verba sonant.

Queritur numquid per generalem clausulam renunciativam, scilicet : *et omnibus aliis exceptionibus,* que plerumque in instrumentis ponitur, prejudicetur in omnibus. Dicunt communiter quod non, per *l. ff. si quis cautionibus; §. quesitum*[6]; sed certe nichil facit ad hoc ille §., quia loquitur in renunciatione; exceptio que posset competere pro ca-

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. II, c. 15.
[2] *Digest.*, lib. XXII, tit. V, l. 21.
[3] *Decret.*, par. II, caus. II, q VI, c 38.
[4] *Digest.*, lib. XLIX, tit. I, l. 4.
[5] *Cod.*, lib. I, tit III, l. 3.
[6] *Digest.*, lib. II, tit. XI, l. 4, §. 4.

sibus fortuitis, in istis non prejudicatur, quia posset evenire quod nullo modo prius in mente venisset, et de quo, si previdisset renuncians, nullo modo renunciasset. Sed si per peccatum generale possit quis sibi prejudicare in omnibus que per culpam suam contingerent, quanto magis poterit quis sibi prejudicare per generalem renunciationem in hiis que jam sibi competunt, *ff. mandati l. Neracius (sic)*, et consuetudo hec admittit. . . . .

CCXXIV. Numquid confitens sub conditione, habeat probare conditionem appositam; et utrum propter vitandum scandalum aliquid fiat quod alias non fieret; et utrum matrimonium sequens, eciam de cujus nullitate dubitatur, preponderet sponsalibus dubiis, matrimonio tamen magis claris.

Quedam Melesandis petebat quendam sibi adjudicari in sponsum, eo quod illum dicebat secum sponsalia contraxisse. Reus autem confitebatur quod sponsalia cum illa contraxerat, sub conditione tantum, si illa, ipsa die, se permitteret ab eo cognosci. Quia conditio turpis erat, et quia recognitio sponsalium pure tractatorum fuit probata, in priori judicio fuit reus actrici adjudicatus in sponsum; *Extrav. de conditionibus appositis, c.* 1 [1]. In causa appellationis fuit propositum quod ille, cum quadam Agnete consanguinea ipsius Milesaudis, matrimonium consummaverat per carnalem copulam; et quia tam consanguineitati, quam copule, fama publica consenciebat, propter vitandum scandalum ac periculum, sentenciam prioris judicis retractavi; ad quod facit *Extrav. de sponsalibus, cum in tua* [2]; *de cognatione spirituali, c. super eo* [3]. Quia tamen idem reus per dolum et maliciam se priori sponse substraxit, et scilicet in causa appellationis optinuerit, eum ipsum in expensis condempnavi, quia fraus et dolus, etc.

CCXXV. Qualiter, et in quo casu, factum contrarium post publicatas attestaciones admitti debet, sive per modum revocationis erroris, sive arguendo testes de falso, sive sit contrarium per adjectionem loci et temporis.

[1] *Decretal.*, lib. IV, tit. V, c. I.
[2] *Ibid*, lib. IV, tit. I, c. 27.
[3] *Decretal.*, lib. IV, tit. X, c. 3.

Notandum est quod si, pubicatis (*sic*) attestationibus, proponatur ab adversa parte factum directo contrarium, non debet admitti ad probandum per testes, nisi ante publicationem fuerit protestatum; quia cum tale factum potuerit previderi, modo esset timor subornationis. Sed si factum quod nunc proponitur, esset contrarium propter adjectionem loci vel temporis, tunc debet admitti, quia tale factum se resfert ad tempus vel locum de quo testes deposuerunt, et de illo pars ante publicationem previdere non potuit.

Credo tamen, quod si arguendo dicta testium de falso, proponeretur factum directo contrarium, quod esset admittendum; et sic fit una via quod alia non fieret. Sed simile repperio quod aliquid admitteretur post publicationes per modum erroris revocandi propositum, quod alio non admicteretur modo; credo contrarium cum glosa *Extrav. de testibus, c. ex tenore* [1].

CCXXVI. Utrum impetrans civitatensis, dicens se de dyocesi, careat effectu gracie.

In negocio provisionis faciende Johanni Mercerio suessionensis dyocesis, opponebatur quod erat civitatis. Respondebatur quod per circumstancia constabat de corpore; unde error nominis non debet nocere. Actende Ber.... *Extrav. de rescriptis, c. significante* [2], *etc.* Radulphus videtur sanccire quod etsi constet de corpore, non tamen debet valere, quia in talem personam papa non intendit dare juridictionem; et ad hoc facit, *ff. de legatis* 1, *l. si quis in fundi vocabulo* [3]; quia nomina locorum sunt appellativa, et quasi communiter nota, sicut nomina rerum; et si hoc in reo, multo forcius in impetrante de quo non est verisimile quod ignoret cujus dyocesis, vel civitatis, existat. Sed videretur facienda interpretatio pro actore secundum (?) hoc in re de qua agitur. Sed certe si constat de corpore per circumstancia, talis error non nocet, secundum Innocentium *in c. significante;* quod probo, potissime in rescriptis beneficialibus que favorabilia sunt, et latissime interpretanda.

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 35.
[2] *Ibid.*, lib. I, tit. III, c. 34.
[3] *Digest.*, lib. XXX, tit. I, l. 4.

CCXXVII. Utrum vicinus per quadriennium, et consanguineus, possit allegare ignoranciam clericatus sui vicini consanguinei; et utrum sit injuria tractare captos auctoritate judiciaria alio modo quam fieri debeat.

Conqueritur Lambertus de Adam consanguineo suo, quod eum clericum, et pro clerico publice habitum, fecit capi et imprisionari per justiciam laicalem. Ad sui defensionem proponebat Adam, quod ignorabat eum clericum, et quia inductus (*sic*) erat vestibus partitis; et eciam constitucionem factam super hoc ab episcopo tornacensi, quod tales non gauderent privilegio clericali. Sed certe cum ille Lambertus publice quadriennio continuo in eadem villa manens, cum eodem Adam coronam detulisset, non poterat idem Adam ignoranciam causare, *ff. de institoria actione, sed et si pupillus*, §. *proscribere* [1]; maxime quia cum sit consanguineus ipsius........ Item ille Lambertus clericatum allegabat, et fidem incontinenti facere potuisset, unde debuisset audiri ex racione, *l. ff. de judiciis, si quis ex aliena* [2]; *ad exhibendum, l.* 3, §. *ibidem* [3]. Item quia juxta causam captionis, que erat ob debitum pecuniarium, et condicionem persone que erat dives et honesta, debuit custodire, *ff. de custodia reorum, l.* 1 [4]; et quia aliter factum fuit, licet alias captio fuisset licita, nunc tamen fuit injuriosa, quia ex proposito fuit positus ubi fures et latrones poni consueverunt; arguit....... quod notat *Extrav. de sentencia excommun., c. cum voluntate* [5]. Item non fuerat Lambertus nominatim monitus, juxta tenorem constitutionis.

CCXXVIII. Utrum aliquis dicens se excommunicatum injuste ad instanciam alicujus rei contra quem propter hoc agit actionem injuriarum, si probet se ad instanciam rei excommunicatum, non tamen probat quod injuste, satis probare videtur; et numquid, et in quo casu, sentencia judicis justa presumitur;

[1] *Digest.*, lib. xiv, tit. iii, l. 11, §. 3.
[2] *Ibid.*, lib. v, tit. i, l. 5.
[3] *Ibid.*, lib. x, tit. iv, l. 3, §. 13.
[4] *Digest.*, lib. xlviii, tit. iii.
[5] *Decretal*, lib. v, tit. xxxix, c. 54.

et numquid predictus habeat saltem probare se excommunicatum ad rei instanciam.

. . . .

CCXXIX. Utrum arbitri arbitratores possunt procedere die feriata, sicut laici judices procedunt; et utrum dicto arbitri sit credendum tanquam testi, ubi ageretur coram judice ad penam propter inobedienciam alterius partis.

Cum ageretur ad penam ex compromisso, a parte per quam non steterat quominus pronunciatum fuisset, contra partem adversam per quam dicebatur stetisse; videbatur reus adsolvendus, quia illa dies qua arbitri pronunciare volebant, erat franca. Sed certe, sicut inter personas laicales, et de temporali, judicatur in curia laicali die franca, sic potest tolerari quod et arbitri inter laicos, et de similibus rebus, possunt pronunciare die franca. De amicabilibus compositoribus videretur hoc indistincte admictendum; arguit *Cod., de feriis, l. dies festos,* ubi dicit : *pacta ineant* (sic), *transactiones loquantur* [1]. Sed certe plus obstabat quod solum probabatur per unum ex arbitris quod dies fuisset partibus assignata; cui non videtur credendum, sicut nec judici delegato, si diceret se citasse per *c. quoniam contra falsam* [2]; et eciam in testimonio illius cause non erat admictendus, *ff. de testibus, ob carmen,* §. 1 [3]; II, *q.* VI, *c. statuendum* [4].

CCXXX. Utrum laicus judex possit cognoscere inter religiosos de re sita in ejus juridicione, in interdicto *uti possidetis;* et utrum consuetudo notoria indigeat propositione, et possessio, domanium, vel aliud jus superveniens post litem contestatam, prosit illi cui supervenit; et qualiter incompetens efficitur competens judex propter non oposicionem ante litem contestatam.

Curator quarumdam mulierum, nomine curatorio, coram majore et scabinis Sancti Sepulcri cameracensis, traxerat magistrum et fratres Sancti Lazari, super quadam pecia terre, quam dicebat curator ad

[1] *Cod.*, lib. III, tit. XII, l. II.
[2] *Decretal.*, lib. II, tit. XIX, c. II.
[3] *Digest.*, lib. XXII, tit. V, l. 21.
[4] *Decret.*, par. II, caus. II, q. VI, c. 38.

mulieres pertinere jure domanii, et quam detinebant dicti magister et fratres. Et cum magister et fratres non venissent, nec pro se misissent ad diem sibi assignatam, missus fuit curator in possessione terre petite. Postea predicti magister et fratres coram officiali cameracensi, in interdicto *uti possidetis* [1], ex causa predicta, formaverunt libellum contra curatorem predictum, quia eos possidentes turbabat reclamando rem coram judice non competenti. Lite contestata, probaverunt magister et fratres quod possidebant, sed non probaverunt quod illi essent judices non competentes. Certe curator potuit declinatorie proponere ante litem contestatam, quod remitteretur ad majorem et scabinos predictos; et quia hoc omisit, et super principali fuit litis contestatio, postea non potest illud proponere. Item qui erat ante litem contestatam judex competens, modo factus est incompetens; et officialis, qui erat incompetens si declinaretur, modo factus est competens; et ita videtur fratrum probata intentio. Sed contra, quia saltem, tempore dati libelli in interdicto *uti possidetis*, erant major et scabini judices competentes, et ita habito respectu ad illud tempus videretur fratrum intentio non probata. Sed certe si tempore dati libelli eos possessores fuisse appareat, etsi tunc curator idemque reus non turbabat, cum eo tempore essent judices competentes, quia tamen postea facti sunt non competentes, saltem modo turbat et turbaret, si coram eis curator possessionem de qua agitur reclamaret; et hoc videretur sufficere in interdicto *uti possidetis*, ad instar rei vendicationis, in qua sufficit quod illud assit quandocumque ante sententiam quod ex parte rei exigitur; sed non sic esset in domanio quod quis nactus esset post litem contestatam, quia jus ex quo nictitur actor magis actenditur, quia ex persona actoris jus metimur : *ff. si pars hereditatis petatur, l.* 1, in principio [2]; *ff. de rei vendicatione. Sin autem* [3], §. 1 . . . .
Dicebatur quod notorium erat in partibus illis, quod justicia laicalis non posset cognoscere de rebus elemosinatis; scilicet ista est hujusmodi. Sed contra, quia hoc non est dictum quod sit elemosinata. Responditur quod immo hoc colligitur ex conditione agencium personarum. Sed certe non sequitur, quia multa habent et habere possunt non

[1] Voyez *ff.*, lib. XLIII, tit. XVII; et *Cod.*, lib. VIII, tit. VI.

[2] *Digest.*, lib. V, tit. IV, l. I.

[3] *Ibid.*, lib. VI, tit. I, l. 27.

elemosinata, potissime in proposito ubi agentes nituntur ex possessione que de facili acquiritur vel amictitur...... Preterea non est allegata hujusmodi consuetudo. Sed contra quia non debet allegari sed supponi, cum sit notoria, sicut et jus scriptum. Contrarium puto quia jus non potest negari; hec autem consuetudo, quantumcunque notoria, potest negari, et per consequens oportet eam probari, ut notat Innocentius *Extrav. de cohabitatione clericorum et mulierum, l.* (sic) *vestra* [1], *et C. de accusationibus et inscriptionibus, l. ea quidem,* in fine glo.[2]. Et ita per consequens debet allegari, quia aliter actor subticendo eam, se relevaret a difficultate probationum. Unde, consideratis omnibus, sentenciam prioris judicis infirmassem, nec fuisset petita in integrum restitutio ad allegandum consuetudinem.

CCXXXI. Utrum alimentorum causa pendente, debeat ali ille de cujus alimentis queritur, et a quo.

Nota. Dum causa alimentorum agitur, debent interim alimenta prestari ab eo a quo petuntur, potissime inopia alterius patente, et presumptione pro ea aliqua faciente; *ff. de liberis agnoscendis, si vel [parens?] neget* [3].

CCXXXII. Utrum citatus ad duo, et expeditus de uno, et de altero non, debeat habere expensas in quartum majores duntaxat, et non plus.

Si aliquis citatus est ad duo facienda, et super uno procedatur, super alio non, defectu proveniente ex parte illius ad cujus instanciam facta fuit citatio, tenetur ille ad expensas in quartum majores, et non in plus.

CCXXXIII. Utrum si aliquis agat ypotecaria, sit differencia quantum ad ordinem et modum agendi, utrum agat contra debitorem, vel contra tercium possessorem, et inter tacitam et expressam ypothecam; et utrum ille contra quem agitur, lite contestata, vendere possit de consensu actoris; vel quando inciditur in vicium litigiosi, et quando non.

. . . .

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. II, c. 7.

[2] *Cod.*, lib. IX, tit. II, l. 7.

[3] *Digest.*, lib. XXV, tit. III, l. 5, §. 8.

CCXXXIV. Utrum si, post compromissum, partes sponte coram judice de eo de quo compromissum est litigent, videntur tacite renunciare compromisso; et utrum, si altera pars alteram invitam coram judice trahat, incidit in penam compromissi; et si sit vallatum juramento, utrum pars trahens compellatur cessare a lite, et servare juramentum.

Quando excipitur de compromisso, communiter dicitur *ultima dilatione pendente;* et hoc idcirco, quia si partes postea sponte lictigassent, a compromisso recessissent; et habet hoc locum, quando factum est compromissum per fidem, seu juramentum, quia tunc ad illud servandum sunt precise compellendi; si enim compromissum esset pena vallatum, posset alterutra parcium reddire ad judicium, pena contra eam commissa; *ff. de [receptis] arbitris, si [quis] rem*[1].

CCXXXV. Utrum exequtores defuncti possunt vendere cum decreto officialis, et utrum heres defuncti teneatur servare factum exequtorum in quantum probatur fuisse conversum in utilitatem anime defuncti; et utrum heres habens aliam causam quam a defuncto in re vendita, eam allegare valeat et prosequi, non obstante quod heres est; et numquid alter exequtor possit emere ab altero coexequtore palam.

Colinus Patez, et uxor sua, dum vivebant acquisierunt quasdam terras. Predecessit uxor; postea decessit Colinus, bonis suis omnibus positis in manu ecclesie, et exequtoribus constitutis, volens ut per ipsos exequtores debita solverentur, et forefacta restituerentur. Deinde quidam deputatus exequtor ab officiali archidiaconi, et venditor, venditionem fecit terrarum predictarum alteri ex exequtoribus cum decreto officialis predicti. Heredes Colini heredes emptoris expulerunt a possessione illarum terrarum. Deinde super petitorio et possessorio, de consensu parcium, mota questione coram scabinis, dicunt heredes Colini quod non tenuit venditio supradicta, quia facta ab eo qui non erat exequtor, et quia executori cui non licet emere. Dixerunt con-

[1] *Digest.*, lib. IV, tit. VIII, l. 30.

trarium, quia ille venditor deputatus fuerat ad hoc ab eo qui poterat; nam superior potest exequtorem adjungere, si sibi videtur expedire; et si facta fuit venditio exequtori, hoc licuit palam et bona fide : *ff. de administratione tutele, non existimo* [1] : unde pro parte Colini tenuit indubitanter venditio. Sed quod eciam heredes Colini in parte matris non possunt aliquid reclamare videbatur, quia pro anima Colini liberanda facta fuerat venditio per exequtorem judicis competentis, et de jussu ipsius. Ergo si evinceretur, teneretur Colinus si viveret de evictione, et per consequens heredes sui. Ergo non possunt de evictione agere : *ff. de evictionibus, vendicantem, et l. si plus,* §. 1 [2]. Sed certe Colinus non teneretur proprie de evictione, sed tantum de precio, quod conversum fuisset in sui liberacionem, ut in *l. si plus,* §. 1 [3]; et licet heredes ipsius Colini tenentur de precio in quantum ubi esset in liberatione Colini, tamen rem suam ex parte matris sue possent evincere : *ff. de pigneratitia actione, [si] rem alienam,* §. 1 [4]. Verum non constitit precium illud conversum esse in liberatione Colini, et ideo scabini, de consilio bonorum, partem eos contingentem ex parte matris heredibus Colini adjudicaverunt, salvo heredibus emptoris regressu contra bona illius exequtionis que emptori fuerant obligata; in alia parte que Colinum contingebat, emptoris heredes fuerunt absoluti.

CCXXXVI. Utrum lata interlocutoria super emergenti, si non appellatur, poterit gravamen reparari per appellationem a diffinitiva; et utrum idem si super peremptoriis.

Si super emergenti feratur interloqutoria in priori judicio, et non appelletur, transit in rem judicatam, et non poterit proponi in causa appellationis. Si vero factum peremptorium fuerit in priori judicio propositum, et per interloqutorem non admissum, etsi non appelletur, non transit in rem judicatem (*sic*); et in causa appellationis poterit iterato proponi, quia quicquid tangit principale potest reformari in causa appellationis......

[1] *Digest.*, lib. XXVII, tit. VII, l. 54.
[2] *Ibid.*, lib. XXXI, tit. II, l. 17 et 74.
[3] *Digest.*, lib. XXXI, tit. II, l. 74.
[4] *Ibid.*, lib. XIII, tit. VII, l. 9.

CCXXXVII. Utrum in obligationibus annuis possit sentencia ferri pro futuro, et nichilominus pro arreragiis; et utrum possit agi ad penam promissam, si non solventur.

Abbatem et conventum Belle Vallis condempnavi in arreragiis, et condempnavi ad solvendum in futurum, quia erat obligatio annua; sed questionem pene reservavi, quia licet de jure peti posset, et de jure civili, eciam si non intersit, ut in *Institut., de v. ob.* [sic, *de verborum obligationibus?*], §. *alteri* [1], et de jure canonico, prout sentit Innocentius *Extra. de penis, c. suam* [2], licet videatur innuere contrarium, *Extrav. de arbitris, c. dilecti* [3], tamen non debemus esse proclivi ad istam condempnacionem ferendam, ne usurarii occulti in istas penas, in contractibus suis ponendas, et exigendas, facile prosilirent.

CCXXXVIII. Utrum pars vocari debeat ad videndum fieri exhibitionem instrumentorum.

Exhibere instrumenta est de processu, et ideo in exhibitione instrumentorum in modum probationis debet pars vocari, nisi dies ad hoc fuerit assignata.

CCXXXIX. Utrum conversa possit agere ad hoc quod restituatur ad sororiatum et communia bona hospitalis, et utrum episcopus agens, seu procuratorem constituens pro hospitali, admittatur; et utrum converse agenti interim ministrentur necessaria.

Agebat quedam conversa contra ministrum et fratres cujusdam hospitalis, dicens se spoli[atam] sororiatu, seu fraternitate, et communibus ipsius hospitalis; et post aliquem processum cum eis habitum, superior magister ipsius hospitalis in ea causa constituit procuratorem quem non admisi virtute procuratorii (?), cum non constaret michi dictum magistrum administrationi predicti hospitalis immediate preesse; sicut nec dominus remensis in causa abbatis et conventus sancti Nicasii

[1] Le §. *alteri* des *Institutes* appartient au liv. III, tit. XX, et le titre *De verb. oblig.* forme le XVI[e] titre du même livre. Il doit y avoir ici erreur dans la citation.

[2] *Decret.*, lib. V, tit. XXXVII, c. 9.

[3] *Decretal.*, lib. I, tit. XLIII, c. 4.

posset procuratorem constituere. Item videretur quod converse prestari debeant alimenta et sumptus litis. *C. de ordine cognitionum, l. final.* [1]

CCXL. Utrum impubes teneatur servare ante (?) sacramenta puberum.

Impubes proximus pubertati immensam donationem rei sue fecit...., et per juramentum........ Dixi donationem non tenere........ Arguit *ff. de minoribus, l.* 3, *§. minorem* [2]; *ff. de muneribus et honoribus, ad rempublicam* [3]; *ff. de liberis et postumis, l. cum quidam* [4].

CCXLI. Utrum appellans spoliatus, petens, restituatur ante omnia.

Reus in priori judicio condempnatus appellavit. Pendente appellatione, spoliatus fuit. Ante omnia debet restitui quam in causa appellationis procedere teneatur. Licet videtur contrarium per hoc quod ipse qui appellavit deberet insistere prosequtioni appellationis sue. Primum probo, *Extrav. de officio judicis delegati, c. cum causa* [5]; *Extrav. de jurejurando, c. venientes* [6].

CCXLII. De gracia facta episcopo ut suorum clericorum beneficia conferre possit, *non obstante, etc.;* utrum expectans preferatur illi cui episcopus contulit; et utrum ordo expectancium per hoc inmutetur.

Cum quidam Gerardus Johannem in impetratione et receptione prebende rosetensis precederet, diximus quod interventus Petri ex collatione sibi facta per episcopum sabinensem ordinem predictum non inmutavit; quia in gracia facta sabinensi episcopo, quod suorum clericorum beneficia posset conferre, non erat appositum : *Nulli alii de jure debita,* per quam clausulam jus expectancium solet conservari imminutum. Item quia certarum personarum, et certorum beneficiorum, facit gracia mentionem. Item quia si aliter interpretemur, in

[1] *Cod.*, lib. VII, tit. XIX.
[2] *Digest.*, lib. IV, tit. IV, l. 3, §. 3.
[3] *Ibid.*, lib. L, tit. IV, l. 8.
[4] *Digest.*, lib. XXVIII, tit. II, l. 19.
[5] *Decretal.*, lib. I, tit. XXIX, c. 22.
[6] *Ibid.*, lib. II, tit. XXIV, c. 19.

singulis ecclesiis, singulis expectantibus, non haberet effectum gracia facta sabinensi episcopo. Et ex hoc dico, quod collatio hujus[modi] beneficiorum, nec ordini aliarum graciarum subjacet, nec obstat clausula : *non ostante, si sint aliqui qui ut recipiantur insistant, quibus volumus* (sic) *prejudicium generari,* quia non paratur eis prejudicium, nisi in expectatione modici temporis; quod in hoc prejudicium non censetur. *Argumentum C. de precibus imperatori offerendis, l. quociens* [1]; et ad hoc facit *C. de hiis qui in priorem [creditorum] locum succedunt, l. 2 et 3* [2], qualiter nova potest intervenire persona, ordine non mutato.

CCXLIII. Utrum pro salario advocatorum, procuratorum, tabellionum, et notariorum, in scriptis litigandum sit; et utrum appellatus teneatur ad expensas si non venerit; et utrum pars inventa in curia cum litteris, custu sibi reddito litterarum, in causa procedere teneatur; et utrum conclusum intelligatur notula (?) collecta ad audiendum jus simpliciter; et utrum judex potest assignare terminum parti ad proponendum omnes peremptorias.

Item nota quod pro salario procuratorum, tabellionum, seu notariorum, non tenetur quis littigare in scriptis. Item nota quod appellatus ad curiam remensem non tenetur ad expensas, si non venerit, nisi demum cum per curiam ad procedendum fuerit evocatus. Item si adversarius qui impetravit litteras inveniatur in curia, sufficit ad revocationem litterarum quod is contra quem sunt impetrate reddat ei custum suum, et procedatur in causa litteris revocatis. Item nota quod, licet de jure nonquam intelligatur conclusum, nisi expresse concludatur renunciando allegationibus, ut dicitur in *Auth., jubemus, C. de judiciis* [3], tamen de consuetudine curie remensis intelligitur esse conclusum, si dies fuit collecta a partibus ad audiendum jus, nec adjectum fuerit : *si commode fieri possit;* quo casu adhuc posset novum factum proponi. Judex tamen, si videret partem aliquam ter-

[1] *Cod.*, lib. I, tit. XIX, l. 2.
[2] *Ibid.*, lib. VIII, tit. XIX.
[3] *Cod.*, lib. III, tit. I, l. 9.

giversantem, et successive multa facta proponentem ut lis retardaretur, posset illi diem prefingere (*sic*) ad omnia facta sua peremptoria proponenda........

CCXLIV. Utrum clericus appellans ab audiencia suffraganei, pendente causa appellationis captus ab officiali suffraganei, presumatur captus occasione cause.

Officialis cathalaunensis monitus fuit ut quendam clericum quem, post appellationem ad nos interpositam, dicebatur cepisse, et in nostre juridictionis contemptum, deliberaret, et emendaret, probata ex parte nostra appellatione, et eciam captione. Dicebamus quod presumi debebat quod captus fuisset in prejudicium nostre juridictionis; arguit *Extrav. de accusationibus, olim, cum glosa sua*[1]. Item quod ex continencia factorum aliquid ex malo proposito presumitur factum, *Extrav. de electione, officii*[2]; et licet ipse clericus esset de juridictione ordinaria illius officialis cathalaunensis in ceteris casibus a quibus appellatum non erat, *Extrav. de appellationibus, proposuit*[3], et per hoc videtur quod pro suo excessu, qui probatus erat, posset capi et puniri, et presumi deberet quod hoc faceret utendo jure suo, *ff. pro socio, merito*[4], et *nemini facit injuriam qui utitur, etc.;* tamen quia super illo excessu procedebatur inquirendo, et nondum esset finitum judicium inquisitionis, male fecit ipsum clericum capiendo et exequtionem ipsi sentencie preferendo, *C. de exequtione rei judicate, l. 1*[5], et quia falsa allegabat, dicendo quod eum ceperat volens parcere iminenti periculo, cum non esset iminens periculum, sed longo tempore antea dicebatur commissum; arguit *Extrav. ut ecclesiastica beneficia, cap. uno*[6]; et ita ex istis presumitur violenter quod istam captionem fecerit officialis in contemptum juridictionis nostre, et occasione appellationis; quod licet alias esset licitum, tamen eo proposito illicitum debet dici, ut arguit, *ff. de aqua et aq. pluvie, l. 1, §. denique*[7]; nec obstat quod ex suspitionibus non debet quis in criminibus condempnari, quia ex vephementibus presumptionibus bene quis con-

[1] *Decretal.*, lib. v, tit. i, c. 26.
[2] *Ibid.*, lib. i, tit. vi, c. 38.
[3] *Ibid.*, lib. ii, tit. xxviii, c. 24.
[4] *Digest*, lib. xvii, tit. ii, l. 51.
[5] *Cod.*, lib. vii, tit. liii, l. i.
[6] *Decretal.*, lib. iii, tit. xii.
[7] *Digest.*, lib. xxxix, tit. iii, l. i, §. 12 et 23.

dempnatur; *C. de adulteriis, si qui* [1]; *ff. de re militari, non omnes §. a barbaris* [2]. Verumptamen quia de hoc liquide non constabat,..... indiximus ei purgationem cum tercia manu.

CCXLV. Utrum si testator ordinavit quod uxor habeat residuum, primo solutis legatis et debitis, et uxor promisit hoc adimplere, videantur voluisse quod uxor, antequam solvat, habeat bona, presertim immobilia, ut potius notetur ordo in effectu, quam in exequtione.

Quidam, cum multa deberet, et quedam legasset, inter cetera voluit quod, debitis et legatis primo solutis, uxor sua haberet residuum; et de voluntate testatoris, ipsa promisit se soluturam omnia debita et legata. Certe per hoc videbatur sensisse testator, quod mulier posset actingere bona hereditagia, eciam non solutis debitis vel legatis, cum non sit verisimile quod promisit se soluturam de suo; ut sic pocius notetur ordo in effectu, quam in executione voluntatis. Arguit *ff., de condicionibus institutionum, mulier, §. si [quis hereditarium] servum* [3].

CCXLVI. Utrum qui semel possedit adhuc possideat, et qui semel fuit dominus, presumatur esse dominus.

Item qui emit fructus certe vinee ad certos annos, et vineam recipit in assignamentum, non potest agere ypothecarie pro assignamento, elapso tempore, nisi dicat aliquid natum fuisse in vinea; nam sicut principalis obligatio deficit, nisi nascatur aliquid, sic accessoria rei de qua agitur; arguit *C. de usufructu, corruptionem* [4]. Item quia adversarius tenuit, et coluit ut suam, in novissimis vindemiis, et aliis temporibus novissimis, dum vinea indigebat cultura, et aliis anterioribus temporibus, presumi debet quod adhuc possideat tempore mote litis, cum non appareat opinionis contrarie conjectura. Si dicas : Jam non erit differencia inter possessionem et domanium, quia pro hoc, sicut *qui semel fuit dominus, etc.*, sic *qui semel fuit possessor, etc.* Sed respondeo, quod licet in domanio haberetur presumptio a quocumque tempore, in possessione tamen habebitur presumpcio a novissimo

[1] *Cod.*, lib. IX, tit. IX, l. 34.

[2] *Digest.*, lib. XLIX, tit. XVI, l. 5, §. 6.

[3] *Digest.*, lib. XXVII, tit. VII, l. 20, §. 1.

[4] *Cod.*, lib. III, tit. XXXIII, l. 16.

tempore quo cultura indiguit dumtaxat. Hoc videtur verum et equum, quia aliter non posset probari possessio. Si tamen diceres contrarium, istam duriciam vitares, quia jura hoc considerancia videntur adhibuisse remedium, quia fiant interrogaciones, an possideat, vel non; si dixerit quod sic, probata est possessio; si responderit se non possidere, mictetur actor in possessionem rei petite, *ff. quibus ex causis in possess., l. Fulcinius, §. Celsus*[1].

CCXLVII. Utrum obligatus per litteras, soluto debito, possit petere litteras sibi reddi, reddito custu litterarum, vel non reddito.

Quidam, cum diceret se fuisse obligatum per litteras recognitorias curie ad certum quid, et solvisse, petebat litteras recognitorias sibi reddi sine custu et dampno. Male agebat, quia cum creditor propria peccunia solverit litteram recognitoriam, non debet eam reddere nisi custu littere prius sibi reddito, maxime secundum consuetudinem civitatis remensis.

CCXLVIII. Utrum thesauraria S. Thimotei sit dignitas in ecclesia S. Thimotei; et utrum, si thesaurarius judex impetretur cum aliis, cum clausula *quod si non omnes*, necessarium sit quod constet de nolle vel non posse thesaurarii, antequam alii sine ipso procedant; et ibi pulcra jura ad hoc allegata.

Decanus remensis impetravit rescriptum a sede apostolica, contra capitulum sancte Nutricis, ad priores sanctorum Mauricii et Dyonisii remensium, et ad thesaurarium sancti Thimothei remensis, cum illa clausula : *Quod si non omnes*. Deinde decanus fecit capitulum citari coram dictis prioribus, omisso thesaurario, pro eo quod thesaurarius non erat canonicus in ecclesia cathedrali, nec habebat personatum nec dignitatem, et per consequens non poterat esse judex per novam constitucionem domini Bonifacii pape. Contra citationem proponebatur ex parte capituli coram dictis prioribus, quod thesaurarius poterat et volebat interesse cognicioni cause, nec constitit de ejus excusacione, etc., per *c. prudenciam*[2]. Contra hoc dicebam, quod non erat opus excusacione illius thesaurarii, et ad hoc inducebam *de rescriptis c. siscitatus*[3], ubi illa clausula *dummodo* que est in fine,

[1] *Digest.*, lib. XLII, tit. IV, l. 7, §. 17.
[2] *Decretal.*, lib. I, tit. XXIX, l. 21.
[3] *Decretal.*, lib. I, tit. III, c. 13.

refertur ad immediate dictum de impotencia facti, et non ad primo dictum de impotencia juris. Item inducebam quod quisque id quod, si velit habere, non potest, id repudiare non potest. Cum ergo dictus thesaurarius, si vellet, non posset habere jurisdiccionem in casu predicto, non est opus sua excusacione seu repudiacione; arguit *ff. de diversis regulis juri., l. qui potest*, §. *quod quisque* (*sic*) [1]. Item si minor vocetur ad tutelam, et curam, non est opus sua excusacione, quia etsi vellet, non admitteretur; *Inst. de excusationibus tutorum*, §. *minores* [2]. Item inducebam, *ff. ad senatusconsultum velleianum, aliquando*, in fine [3]. Item quando condicio refertur ad presens vel preteritum, non differt obligacionem, sed statim valet, vel non valet; quia talia apud rerum naturam sunt certa, licet apud nos sint incerta, ut *Inst. de verborum obligationibus*, §. *conditiones* [4]; *ff. si certum petetur, l. cum ad presens* [5]. Cum igitur ista condicio : *Quod si non omnes*, jam esset impleta tempore impetrati rescripti et citacionis emisse, quia thesaurarius non poterat interesse propter juris impotenciam, alii duo poterunt procedere ipso instrumento; et sic fuit pronunciatum de consilio peritorum. Et quod dicta thesauraria non sit dignitas, apparet per multa que confessus fuit procurator capituli, quod thesauraria consuevit transferri de persona in personam singulis annis. Item tenetur thesaurarius singulis annis reddere compotum. Item vacat reddito compoto. Item non habet redditus sibi perpetuo deputatos. Item thesaurarius potest habere simul thesaurariam, et parrochialem ecclesiam. Item vacat per revocacionem capituli. Item per renunciacionem thesaurarie. Et sic non est dignitas, per ea que notantur *de prebendis, c. de multa,* per Innocentium et Hostiensem.

CCXLIX. Utrum decano et capitulo remensi agentibus contra reum, ad instanciam rei decanus personaliter jurare teneatur, sicut abbas teneretur per decretum : *presencium, de testibus*.

In causa que vertitur in curia remensi, inter decanum et capitulum remensis ecclesie ex una parte, et quendam clericum ex altera, die assignata ad jurandum, clericus petebat quod decanus personaliter

[1] *Digest.*, lib. L, tit. XVII, l. 174, §. 1.
[2] *Instit.* lib. I, tit. XXV, §. 13.
[3] *Digest.*, lib. XVI, tit. I, l. 13.
[4] *Instit.*, lib. III, tit. XVI, §. 6.
[5] *Digest.*, lib. XII, tit. I, l. 37.

juraret; et allegabat pro se novam constitucionem Innocencii [*sic*, Gregorii?] *de testibus, ad hec*, aliter incipit : *presencium* [1]; ubi abbas et prior de quibus ibi fit mencio tenentur jurare. Respondebatur ex adverso, quod causa erat collegii, et decanus erat de collegio, nec conventus erat nisi tanquam unus de collegio; unde debebat admicti per curiam (?) una cum capitulo. Nec fecit ad propositum illa constitucio, quia abbas et prior habent administracionem temporalium pro suis conventibus seu collegiis, non sic est de decano, quia non habet administracionem temporalium capituli. Et inducebantur ea que notant Innocentius et Hostiensis *in dicto c.*, et *de rescriptis, edoceri* [2]; et sic fuit interloqutum.

CCL. Utrum leprosarie videantur ab antiquo institute pro natis in locis in quibus sunt leprosarie; et utrum consuetudo civitatis habeat locum in tota dyocesi, ex quo consuetudo contraria non probatur; et de multis facientibus ad consuetudinem alterius loci ad alium locum trahendam, et impediendam prescriptionem consuetudinis.

Pro leproso de Fimis testes deponebant, quod cum parentes sui apud Fimas, fere LX annis elapsis, moram continuam traherent, viderant eum infantulum; et dicebatur communiter quod apud Fimas fuerat procreatus, et adhuc dicitur a quibusdam. Dico talem probacionem sufficere, habita racione temporis; nam vix tanto tempore, nec instrumentis integritas, etc., *in Authent. hec constitucio innovat constitutionem*, circa principium, *coll.* VIII [3]; arguit *ff. de probationibus, si arbiter* [4]; *de aqua et aq. pluvie arcende, l.* 2, §. *idem Labeo* [5]; nam in talibus, propter longitudinem temporis, sufficit vehemens opinio, etc. Item habita racione rei de qua agitur, quia in partu solent intervenire pauce persone et antique, sicut sunt obstetrices, aliud dicere, esset rem probacione destituere. In talibus ergo ad opinionem et presumpcionem recurrendum, *ff. de hiis que* [sic, *qui?*] *sunt sui vel* [*alieni juris*], *filium* [6]; *Extrav. de testibus, licet* [7]. Item probata

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 51, ou plutôt *Sext.*, lib. II, tit. X, c. 2.
[2] *Decretal.*, lib. I, tit. III, c. 21.
[3] *Auth.*, coll. VIII, tit. XII.
[4] *Digest.*, lib. XXII, tit. III, l. 28.
[5] *Ibid.*, lib. XXXIX, tit. III, l. 2, §§. 7, 8, 9.
[6] *Ibid.*, lib. I, tit. VI, l. 6.
[7] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 47 et 49.

origine, omni consuetudine circumscripta, de jure debet admitti ad leprosariam sue originis, quia pro illis scilicet originariis videtur instituta fuisse; *C. de episcopis et clericis,* [*l.*] *in ecclesiis; l. nulli licere,* §. *sin autem* [*non?*] *designata persona;* et *l. si quis ad declinandam,* §. 1 [1]. Nec mutatur origo, nec in bonis, nec [in?] malis, propter domicilium adjectum; *ff. ad municipalem, l. ordine,* §. *fin.* [2]; *C. de municipibus et originariis, l. origine,* et *l. final* [3]; et si est ita, non oportuit consuetudinem allegari. Item allegata consuetudo videtur probata, quia si est ita in civitate remensi, ergo et ita debet esse in dyocesi; *Extrav. de consuetudine, c. cum olim,* in glossa [4]; *duodecima distinctione, c. de hiis* [5]; et hoc ubi non apparet consuetudo contraria specialis; et certe specialis consuetudo a provisoribus leprosarie allegata, non est probata, potissime cum ipsi major et scabini dicant quod non habent potestatem instituendi. Item quia videtur contra pietatem. Item quia actus rari. Item quia ille leprosus esset omni solacio destitutus. Item quia non adfuit superior conssensus. Item quia non fuit optenta in contradictorio judicio; *ff. de conditionibus institutionum, l. filius* [6]; et que notantur *Extrav. de consuetudine, c. fin.* [7]. Hiis omnibus consideratis, pronunciavi dictum Colardum leprosum, ad leprosariam sue originis admittendum, non obstante quod Remis per maximum tempus mansionem traxisset; et adjeci in sentencia motus animi mei.

CCLI. Utrum responsio ad positionem implicitam videatur debere intelligi secundum alias responsiones, licet aliquantulum contrarias, nec videatur ita subito opinionem mutasse.

Anselmus, cum ageretur contra eum ad penam ex compromisso pena vallato, ut dicebat Laurencius presbiter adversarius suus, quod negabat Anselmus, ad posiciones simplices et distinctas respondit sustinendo suam primam responsionem quam fecerat per juramentum. Primo positum fuit quod factum fuerat compromissum; respondit : Credit, et sic de aliis. De pena negavit. Postea vero ad quasdam posi-

[1] *Cod.*, lib. I, tit. III, l. 11, 28, §§. 1 et 49, c. 1.
[2] *Digest.*, lib. L, tit. I, l. 15.
[3] *Cod.*, lib. X, tit. XXXVIII, l. 4 et 5.
[4] *Decretal.*, lib. I, tit. IV, c. 6.
[5] *Decret.*, part. I, dist. XII, c. 13.
[6] *Digest.*, lib. XXVIII, tit. VII, l. 15.
[7] *Decretal.*, lib. I, tit. IV.

ciones implicitas, in quibus videbatur implicita intencio adversarii, respondit Ancelmus : Credit. Sed ego intelligo secundum determinacionem precedentem et subsequentem. Arguit optime *C. familie herciscunde, l. quotiens* [1]; *ff. de legatis* II, *legatorum*, §. *fin.* [2]; *de conditionibus et demonstrationibus, l. non dubitamus* [3], quam induco, quia cum in eodem momento ad posiciones respondit, non videtur in tam brevi tempore voluntatem mutasse. Et quia nichil aliud contra Ancelmum fuit probatum, sentenciam latam contra eum in curia cameracensi infirmavi.

CCLII. Utrum ex pacto nudo agatur de jure canonico, vel consuetudine; et utrum promissio sine causa valeat; et utrum contractu innominato ad factum agi possit; et utrum oblatio sufficiat ad hoc ut contractus innominatus impletus dicatur; et si non dicatur impletus, utrum agi poterit ad interesse.

Quidam miles dicebat contra quendam civem, quod ille civis convenerat cum illo, quod mutuaret illi militi certam summam pecunie, ita quod ille miles daret sibi litteras suo et uxoris sue nomine, etc. Miles implevit ex parte sua convencionem. Dicebant quidam libellum non procedere, quia non erat causa expressa, *ff. de doli* [*mali*] *exceptione, l.* 2, §. *circa* [4]........ Istud impertinens reputavi, quia erat innominata convencio. Do ut facies, vel facio ut des, secundum ordinem convencionis. Unde cum miles cujus intererat ex parte sua convencionem implevisset, civem militi condempnavi, eciam ad factum, cum ex innominata convencione ad factum possit agi; ut notat glosa, *ff. de prescriptis verbis, naturalis,* circa princip. [5]. Sed cave, quia ex quo civis non receperat sponte illa instrumenta, non erat impletus tractatus ex parte militis, ut posset agi ad factum convencionis, licet posset agi ad interesse propter sumptus; *ff. de condictione sine causa* [sic, *causa data?*], *l. si pecuniam,* in princip. [6]. Sed quia per jura canonica ex nudo precio agitur, et quia consuetudo admittit talem modum agendi, idcirco civem militi condempnavi.

[1] *Cod.*, lib. III, tit. XXXV, l. 10.
[2] *Digest.*, lib. XXXI, l. 33.
[3] *Ibid.*, lib. XXXV, tit. I, l. 20.
[4] *Digest.*, lib. XLIV, tit. IV, l. 2, §. 3.
[5] *Ibid.*, lib. XIX, tit. V, l. 5.
[6] *Ibid.*, lib. XII, tit. IV, l. 5.

CCLIII. Utrum qui juravit, quod prius decies perjuraret quam actor vinceret, videatur perjurus; et utrum, acta vel non acta penitencia, ejus deposicio valeat, maxime in prejudicium ejus qui ad jurandum eum compulit.

Quidam testis per juramentum asseruerat, quod prius decies perjuraret, quin adversa pars lucraretur. Dico quod per hoc non est perjurus proprie, sed temere juravit; licet sit argumentum contra *Extrav. de jurejurando, c. tua*[1]; sed tamen quia male se habuit in jurando, malus presumitur futurus, et repellitur a testimonio. Nota Accursium *in Authent. scenicas* IIII [sic, *coll.* V?] *non solum, in glossa*[2]. Potes dicere quod acta penitencia admittetur, non autem cum sit in peccato mortali, et quia malus presumitur. Sed et non acta penitencia admittetur in ejus prejudicium qui ad sic jurandum eum compulit, vel induxit. De hoc dic ut notat Innocencius *Extrav. de testibus, c. testimonium*[3].

CCLIV. Utrum actione injuriarum teneatur qui veritatem dicit, injuriam tamen de se; et utrum sit differencia utrum in judicio, denunciando, vel accusando, vel aliter; et utrum [ira?] provocata injuriam dicens excusetur per regulam juris, *quid calore, ff.*

Item videbatur quod quia, ira provocata ab actore, contumeliosa verba dixerat actori, quod esset ei parcendum. *Arguit, ff. de regulis juris, quidquid [in] calore*[4]; *ff. de rebus eorum qui sub tutela vel cura, l. si pupillorum*[5]; sed ibi agitur de re simpliciter licita. Argumenta meliora sunt : *ff. de jure fisci, l.* 2, in princip.[6]; *de bonis libertorum, l. qui cum major, §. si libertus*[7]. Dico tamen quod ibi per judicem se vindicare nolebat; unde dico quod non parcetur in toto, sed in parte. Arguit glossa *Extrav. de appellationibus, c. dilecto, in glossa finali*[8]..... *ff. quod metus causa, exstat*[9]. Sed quid

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XXIV, c. 24.
[2] *Auth.*, coll. V, tit. VI.
[3] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 54.
[4] *Digest.*, lib. L, tit. XVII, l. 48.
[5] *Ibid.*, lib. XXVII, tit. IX, l. 7.
[6] *Digest.*, lib. XLIX, tit. XIV.
[7] *Ibid.*, lib. XXXVIII, tit. II, l. 14, §. 6.
[8] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVII, c. 63.
[9] *Digest.*, lib. IV, tit. II, l. 13.

si persona que convicia dixit, probaverit illa esse vera? Glosa dicit quod non tenetur injuria, eciam si dixerit extra judicium, *ff. de injuriis, eum qui nocentem* [1]. In presens (?) Ja[cobus?] de Ra[venna?] distinguit : aut est delictum de quo quis accusatur, etc.; *C. de liberis preteritis, l. maximum* [2]. Sed videtur equum quod si dixisset via judiciaria, accusando, vel denunciando, non teneretur. Sic intelligo *l. eum qui nocentem* [3]; *Extrav., de judiciis, novit ille* [4]. Si animo conviciandi, tenetur; *C. de injuriis, si non convicii* [5]. Si vis tenere glossam, dic quod non est defectus ex parte convicianti s, quominus competeret actio; sed ex parte ipsius conviciati qui non est dignus, etc.; *C. de adulteriis, l. que adulterium* [6].

CCLV. Utrum questione mota inter commune aliquod et Titium, si aliqui cives compromittant cum Ticio, et Ticius condempnetur IIII^or de civibus, utrum teneatur Ticius solvere dictis IIII^or id in quo condempnatus est; et dico quod non, quod non valuit compromissum, altera parte deficiente.

Evrardus de mesterio draperiorum, super quibusdam dampnis que dicebat se intulisse communi draperiorum, compromisit in certos homines; et illi pronunciaverunt quod ille Evrardus daret XIII libras quatuor aliis. Qui quatuor fecerunt monere dictum Evrardum. Pronunciavi dictam monicionem non legitime impetratam, quia commune non fecerat partem in compromisso; et ita cum claudicaret arbitrium, non tenebat, nec fides illud validum facere videbatur, cum compromissum deficeret ex se ipso, licet alias fides faceret valida, que nulla essent propter obmissam solennitatem; quia nec hoc sensisse videretur, nec cogitasse predictus Evrardus, tamen per hoc ipse posset condemnari et ligari, et non ipsum commune; nec liberacionem consequeretur a communi, quicquid ipsi arbitri dixissent, potissime quia illis quatuor nulla poterat accio competere, cum tantum essent ad solucionem adjecti.

CCLVI. Si alter spondens dixit quod accipiet in uxorem, et

[1] *Digest.*, lib. XLVII, tit. X, l. 18.
[2] *Cod.*, lib. VI, tit. XXVIII, l. 4.
[3] *Digest.*, lib. XLVII, tit. X, l. 18.
[4] *Decretal.*, lib. II, tit. I, c. 13.
[5] *Cod.*, lib. IX, tit. XXXV, l. 5.
[6] *Ibid.*, lib. IX, tit. IX, l. 29.

uxor dicat quod eum non dimittet pro pejore vel meliore, et postmodum sequatur carnalis copula, utrum sit matrimonium.

Quedam in causa matrimoniali dicebat quod quidam dederat sibi fidem de matrimonio seu sponsalibus cum ea contrahendis, et quod promiserat ei quod eam duceret in uxorem vel sponsam, et ipsa similiter illi viro promisit quod non dimitteret eum pro pejore vel meliore. Videbatur quod ex parte mulieris non sint verba exprimencia consensum de presenti, vel futuro. Sed certe quoniam simplices vulgariter talibus verbis utuntur, et quia ipsamet que talia verba dixerat instabat, et quia sequta fuerat carnalis copula, nec alia se super hoc opponebat; hiis omnibus concurrentibus, sentenciam latam pro matrimonio confirmavi.

CCLVII. Ubi opponitur contra litteras continuatiales, litiscontestatio est necessaria, aliter diffiniri non potest.

Quidam dicebat quod Ticius post compromissum factum inter eos, litteras impetraverat contra eum. Respondit Ticius quod compromissum erat finitum, et lapsu temporis expiraverat. Quod actor negavit. Quia super principali non reperi litem contestatam factam, non potui diffinire.

CCLVIII. Utrum possit moneri non convictus, et qualiter non; et utrum sufficiat contra monitum probare debitum, licet convictus non fuerit tempore monicionis.

Queritur, quare monicio dari non debet nisi in convictum vel confessum, etc.? Responditur, quia monicio habet secum annexam exequcionem, et contra nullum debet fieri exequcio nisi sit convictus, etc. Sed quero : Aliquis elegit agere per modum monicionis; pars monita opponit quod nec est convicta, nec, etc. Dicit pars que monicionem impetravit : Immo debet id pro quo monitus est, et est notorium. Et postea pars que monicionem impetravit probat debitum, sed non probat quod fuerit adversarius convictus, vel confessus, etc. Numquid condempnari debet? Credo quod non; quia modum agendi elegit qui non competit, nisi contra convictum, etc. Argumentum optimum *Extrav. de accusacionibus, c. inquisitioni* [1].....; et *de judiciis, c. exhibita* [2].

[1] *Decretal.*, lib. v, tit. 1, c. 21.

[2] *Decretal.*, lib. II, tit. 1, c. 19.

CCLIX. Utrum adherens appellacioni, appellante non prosequente, admittatur ad prosequtionem; et utrum adherens debeat adherere in presencia judicis, vel utrum in secreto sufficiat; et utrum interrogatus, utrum adheserit, tacens, sibi prejudicet.

Dominus Odo professus monachus lobiensis significavit remensi curie, quod quidam alii monachi ejusdem monasterii, ab audiencia officialis cameracensis, ad remensem curiam appellaverant, contra quendam qui se pro abbate gerebat; quibus adheserat idem Odo, et adhuc adherebat, ut dicebat. Deinde illi monachi, cum jam in causa plurimum processissent, nescio quo ducti spiritu, in amiciciam et concordiam cum illo devenerant, et a lite destiterant; petebatque, ut adherens, ad causam resumendam admitti. Pars adversa negabat eum esse de adherentibus. Produxit quoddam instrumentum in quo continebatur, quod coram fideli clerico ad hoc specialiter deputato, recognoverat se adherere, et de adherentibus esse. Pars adversa dicebat quod istud instrumentum non debebat proficere producenti, quia istud nunquam pervenerat ad noticiam judicis, nec partis. Item quia alias cum judex interrogasset, qui et quot erant adherentes, ipso Odone presente et audiente, tacuit. Istud secundum non multum movet, quia sola taciturnitas non privat aliquem jure suo, potissime si propter timorem et verecundiam tacuit. Argumentum *ff. soluto matrimonio, si cum dotem, §. eo [autem] tempore* [1]. Sed certe primum magis moveret, nam certe quod in istius Odonis voluntate esset quod esset adherens, vel non esset, cum contrarium probari non posset occultato instrumento, racionabile non videtur, et quod similiter abbas distringatur in plures ignorans. Verumptamen quia semel mota crimina indiscussa transiri non debent, *Extrav. de collusione, c.* 1, 2 et *final* [2]; et quia inconsulto judice alii monachi destiterant, propter quod res merito poterat haberi suspecta; et quia pro utilitate monasterii hoc faciebat, ubi omnes eque principaliter sunt admittendi, et eciam esset admittendus iste Odo, si nunquam adhesisset; idcirco eumdem Odonem duximus admittendum.

CCLX. Utrum fama, cum uno teste suspecto, sufficiat in probacionem matrimonii, vel sponsalium; et utrum testis excommu-

[1] *Digest.*, lib. XXIV, tit. III, l. 22, §. 5.

[2] *Decretal.*, lib. V, tit. XXII.

nicatus, maxime pluribus sentenciis, absolutus tamen ad cautelam, minoris estimacionis habeatur; et utrum excommunicatus qui non solvit quod solvere fide data promisit, perjurus reputetur.

In causa Berte de Tirelio contra Baudetum, in qua agebatur de matrimonio consummato, licet Berta probasset famam, quia tamen fideidacionem solum per unum testem multipliciter suspectum probavit, delato reo juramento, ipsum absolvi. Et est notandum quod licet testis fuerit absolutus ad cautelam, sed inveniatur fuisse excommunicatus pluribus sentenciis excommunicacionum, etsi non evincetur in totum, denigratur tamen ejus testimonium. Similiter si aliquis promisit per juramentum se daturum aliquid certa die, et ob hoc ipsum patitur se excommunicari, etsi non neccessario, probabili tamen presumpcione, de perjurio convincitur, et ejus testimonium denigratur.

CCLXI. Utrum proponente presbitero nomine capellanie se fuisse in quasi possessione recipiendi certum quid a persona singulari, reus proponens dictum actorem debere tradere litteram, et non tradidisse, nec obtulisse, licet requisitum, sit admittendus per modum facti contrarii.

Quidam sacerdos, nomine sue capellanie, dicebat se fuisse in possessione percipiendi a quadam certa persona, singulis annis, quandam summam pecunie; et quod, illa persona solvere recusante, erat sua quasi possessione spoliatus. Testibus productis, et actore presenti, reus ad sui defensionem factum tale proposuit peremptorium, scilicet quod de usu et consuetudine prescriptis, sacerdos ille, et sui predecessores, semper debebant offerre litteram sigillatam sigillo certi judicis de quictacione tante pecunie, nec aliter eis solvere tenebatur; quam quidem licteram dictus sacerdos non obtulit, licet competenter requisitus; officialis ambianensis non admisit. Ego vero admisi, quia per hoc apparet intencionem actoris deficere; scilicet quia si est ita, sacerdos ille non erat in possessione recipiendi dictam pecuniam pure et precise, sed solum sub condicione; et hoc non est esse in possessione, saltem pure. Argumentum optimum *Extrav. de restitucione spoliatorum, c. olim causam*[1].

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XIII, c. 12.

CCLXII. Utrum tres dilaciones obtinens in priori judicio, et nullos testes producens in causa appellacionis, petens alias, admitti debeat.

Quidam in causa principali ad probandum intencionem suam tres dilaciones habuerat, sed nullos testes produxerat. In causa appellacionis super eodem capitulo volebat admitti ad probandum. Videbatur admittendus per illam regulam : *Non propositum proponam, non probatum, probabo.* At ego eum non admisi, nisi ad quartam, et ex gracia, facta sollennitate, sicut hoc vult Innocencius, *Extrav. de testibus, fraternitatis.....*, et *c. cum venisset, in glossa* [1].

CCLXIII. Utrum sacerdos se non posse solvere dicens, et se habere sex libras, supplicans se admitti ad ordinacionem bonorum in forma communi, sit contrarius; et juraverat se soluturum, nisi solverit, perjurus.

Quidam sacerdos mole debitorum oppressus, et ob hoc suspensus et excommunicatus, supplicavit, cum non haberet unde posset satisfacere, ut certa sibi porcione per officialem decreta, de qua, deserviendo parrochie sue secundum quod qualitas et onus parrochie requirunt, valeat sustentari; cumque sacerdos ille confessus esset quod haberet sex libras in bonis, et equos duos, et quedam alia, opponebatur contra eum, et supplicacionem illius, quod erat sibi contrarius, cum in supplicacione dixisset : *Cum non haberet, etc.* Sed ego intelligo : *Cum non haberet, etc.,* scilicet reservata sibi competenti porcione; et forte plus estimat sibi reservari debere quam debeat, se tamen supponit taxacioni judicis. Sed opponitur quod juraverat se soluturum, et non contra venturum; unde videretur actor perjurus qui supplicacionem ipsius admitteret. Dicunt quidam : Intelliguntur in juramento generales condiciones scilicet : si Deus me adjuvet, si possum solvere, et similes; *Extrav. de rescriptis, c. ex parte conventrencis* [2]; ad id. *ff. qui satisdare cogantur, l. final.* [3]. Sed certe illa solum intelliguntur que ad impossibilitatem pertinent; que vero ad difficultatem, non intelliguntur, *ff. de verborum obligationibus, continuus, §. illud* [4].

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, cc. 17 et 25.
[2] *Ibid.*, lib. I, tit. III, c. 2.
[3] *Digest.*, lib. II, tit. VIII.
[4] *Ibid.*, lib. XLV, tit. I, l. 137, c. 4.

Unde dico illum perjurum, si non solvat. Verumptamen favore beneficii, non sue persone, est audiendus; ut peracta penitencia de perjurio quod ei per judicem injungendum est, possit sue ecclesie deservire.

CCLXIV. Utrum clericus, vel laicus, etsi excludi deberetur ab actione injuriarum per lapsum anni, excluderetur per hoc quin possit petere quod verberans eum denuncietur excommunicatus a canone.

Agitur (*sic*) clericus contra aliquem accione injuriarum, quia dicit se verberatum, et ita ex *l. cornelia* (?) ad estimacionem, et ut denuncietur excommunicatus a canone. Opponitur quod annus transiit a tempore injurie facte. Sine dubio quantum ad sentenciam canonicam, et ipsius exequucionem, istud non prejudicat; unde denunciabitur excommunicatus, donec leso satisfecerit competenter. Et per hoc, esto quod prescriptum esset actori quantum ad hoc quod nichil posset consequi agendo, poterit indirecte consequi; quia non denunciabitur absolutus, donec satisfecerit leso. Arguit *Codex de pactis, l. si pacto quo penam*[1]. Arguit forte contrarium, quia prescriptio vicem solucionis optinet, *ff. de administracione* [*et periculo*] *tutorum, si minoris*[2]; *rem ratam haberi, l. final.*[3]. Sed de primo [vide?] quid dicat Innocencius.

CCLXV. Utrum libellus nimis generalis, si non opponatur, valeat; et utrum sufficiat aliqua comprehensa sub generalitate sufficientia probare, et se in probatione declarare.

Quidam formaverat peticionem suam sic : Dico quod talis injuste me fecit excommunicari et aggravari per talem judicem, quare peto, etc. Lite contestata, actor fecit suum intendit, quo scilicet intendebat probare, quod post quictacionem factam a reo, idem reus eumdem actorem traxerat coram illo judice, etc. Et probavit actor suum intendit. Dicebat reus se debere absolvi, quia non probaverat actor contenta in libello, sed prorsus alia. Sed certe immo probavit ea que comprehendi poterant sub eo quod in libello positum erat : Si [*sic,* Se?] injuste [etc.?]. Et licet reus libellum tam generalem non teneretur recipere, quia tamen declaracionem non petiit (?), procedit libellus,

[1] *Cod.*, lib, II, tit. III, l. 14.
[2] *Digest.*, lib. XXVI, tit. VII, l. 25.
[3] *Digest.*, lib, XLVI, tit. VIII.

ut notant Doctor, et Innocencius; et facit *C. de annali exceptione, l. final.* [1]. Et in probacionibus se potuit declarare, de hiis saltem que sub generalitate poterant comprehendi; et sic fuit hic propter que reum actori condempnavi.

CCLXVI. Utrum qui prohibet inquilinum, videatur dominum prohibere; et utrum qui prohibet reficere, prohibere videtur uti latrinis; et utrum sufficiat possessio ad hoc quod aliquis possit latrinas reficere, et non ad hoc quod aliquis possit iter reficere; et utrum aliud sit deicere aliquem de possessione, et aliud aliquem possessione privare; et de interdictis duobus, scilicet de itinere et de refectione.

Quidam dicebat quod cum fuisset et esset in possessione eundi et redeundi ad quandam latrinam, et utendi ea ad deposicionem ponderis superflui, reus eum dejecerat de possessione, eum non admittendo. Quare, etc. Probavit quod inquilini sui fuerant prohibiti, seu non admissi. Item probavit quod ipse volens latrinam que corruerat reficere, non fuit admissus. Videbatur suam intencionem probasse, quia qui deicit inquilinum cujus corpore possidetur, dominum per consequens deicit et privat possessione : *ff. de vi et vi armata, l.* 1, *ad finem, cum glosa* et *in eadem lege,* §. *quod servus* [2]. Item qui non permittit reficere iter, videtur impedire ne quis eat, sive videtur prohibere usum itineris; *ff. de itinere actuque privato, l.* 3, §. *hoc interdictum,* et §. *utilitas* [3]. Sed certe aut libellus non procedit, aut non est intencio probata. Si enim tu intelligas libellum de illa possessione quam quis habet suo animo et alieno corpore, ut per colonum, vel inquilinum, certe non sequitur si dominus dejectus fuerit, quod propter hoc possessionem admiserit; quia per inquilinum non dejectum retinet, ut in lege allegata *de vi et vi armata, l.* 1, §. *fin.* [sic, *non alii?*] [4]. Si vero intelligas de possessione quam quis habet animo suo et corpore, non probavit actor intencionem suam, quia si volens reficere non fuit admissus, non propter hoc fuit dejectus de possessione usus predicti; quia aliud est habere usum predictum, et reficere.

[1] *Cod.*, lib. VII, tit. XL.

[2] *Digest.*, lib. XLIII, tit. XVI, l. I, §. 22.

[3] *Digest.*, lib. XLIII, tit. XIX, l. 3, §§. 6 et 12.

[4] *Ibid.*, lib. XLIII, tit. XVI, l. I, §. 45.

Ad cujus racionem fuerunt duo interdicta reddita, de itinere, et de refeccione, ut in jure allegato. Verumptamen licet in reficiendo itinere oporteat de jure doceri, ut in §. *utilitas, ad finem,* secus tamen in casu nostro, ubi ad cloacam reficiendam agitur, ubi sufficit sola possessio; *ut ff. de cloacis, l.* 1[1]; et hoc debuisset actor peciisse, ut quod reus eum reficere permitteret, vel in libello dixisse quod possidebat, vel quasi, per inquilinos suos, et quod ipsi fuissent dejecti, et tunc obtinuisset. Et cave, aliud est deicere aliquem de possessione, et privare possessione; quia inquilinus seu colonus deicitur, sed dominus possessione privatur, ut l. allegata *de vi et vi armata, l.* 1, §. *fin.*[2]

CCLXVII. Utrum dissimilacione post facto, et intervallo, tollatur injuria; et utrum judex possit restringere peticionem in actione injuriarum.

Droardus clericus conquestus fuit de injuria sibi facta per Johannem majorem de Johannisvilla, et eam estimabat ad LX libras parisienses. Injuriam probavit dilucide. Reus proposuit quod actor, et ipse reus, simul biberant et comederant, et amicabiliter simul loquuti erant, et quod actor quictaverat eum de omni injuria. Primum non sufficit, quia non fuit probatum, nec propositum quod incontinenti facta injuria, predicta processissent inter eos; quod tamen requiritur *Instit. de injuriis,* §. *fin., cum glosa*[3]. Secundum nullo modo fuit probatum. Item actor probavit quod predicta facta fuerunt capcione et detencione de quibus agebatur adhuc durantibus, et metu prisionis a qua nundum erat solutus. Idcirco, summa petita ad summam triginta librarum parisiensium restricta, reum actori in triginta libris parisiensibus et expensis condempnavi; et ad emendam tenetur curie nostre. Reus vero reconvenit actorem, scilicet Droardum, de injuriis, et peciit quinquaginta libras. Intencionem suam probavit. Droardus ad sui defensionem proposuit quod si sibi imposita fecerat, hec fecerat ad sui defensionem, et cum moderamine. Item quod dictus Johannes eum quictaverat. Istum secundum probavit, et propter hoc eum absolvi; primum non probavit sufficienter.

[1] *Digest.*, lib. XLIII, tit. XXIII, l. I.

[2] Ut supra.

[3] *Instit.*, lib. IV, tit. IV.

CCLXVIII. Utrum agens ypothecaria contra debitorem, possit post litem contestatam cumulare actionem personalem contra eumdem debitorem; et utrum possit peti pecunia ex contractu, et res, seu ejus possessio, per accionem ypothecariam; et utrum contra duos possit agi in solidum contra quemlibet; et utrum agens ypothecaria contra heredem teneatur probare dominium fuisse defuncti, vel solam possessionem; et utrum consuetudo, quod aliquis obligare non possit sine consensu heredum nascens suum, habeat locus (*sic*) in obligacionibus a jure introductis; et utrum minor recipiens dotem ab uxore, vel bona inferens in domum conductam, obliget eas [*sic*, res?] ad hoc quod vendi possint.

Quedam Gertrudis egit ypothecaria ad res certas contra Jacobum dictum Pison, quas dicebat Alardum, quondam ejus maritum, sibi assignasse in auxilium dotis sue, sive donacionis propter nupcias, pro ducentis et XL libris quas idem Alardus eidem Gertrudi dederat et promiserat se daturum, et quas idem Jacobus tanquam rectus heres possidebat et tenebat. Postea, lite super hoc contestata, cumulavit accionem personalem ex contractu (?). Reus vero, ad sui defensionem, quedam facta et quasdam consuetudines proposuit contra actricem. Quatuor facere videbantur. Primo quia videbatur quedam contrarietas, et quod res haberet, et peccuniam. Sed certe nulla est contrarietas, nec eciam iniquitas, nec in peticione, nec in condempnacione; sed si exigeretur utrumque, tunc surgeret quedam iniquitas; et istud non petitur, quia solummodo quis intelligitur petere quod petit, secundum quod jura volunt, sicut in pluribus reis....., *ff. de hiis qui dejecerint vel effuderint, l.* 1, §. *fin.* [1], et l. scilicet, et §. Secundo videbatur facere contra actricem, quod cum niteretur ex speciali ypotheca, non probabat domanium fuisse ipsius ypothecantis. Respondebatur quod istud non exigitur, ex quo non erat questio relata. Sed certe cum istud sit de essencialibus accionis ypothecarie, debet probari, eciam nullo referente questionem. Et propter hoc ego dico quod in

[1] *Digest.*, lib. IX, tit. III, l. 1, §. 10, et l. 5, §. 2.

casu isto, cum defunctus super hoc questionem referre non posset, nec heres ejus posset defuncti mendacium arguere, videtur esse presumpcio juris, et de jure, quod res fuerit obligantis, nec ita vero sit necesse allegare, *ut ff. de pigneratitia actione, l. rem alienam, §. fin.* [1]; *que [in] fraudem creditorum, l. omnes, §. Lucius* [2]. Item dico quod verba peticionis se extendunt ad possessorium, ubi solam possessionem sufficit probare, et illa est sufficienter probata; *ff. de salviano interdicto, l. 1, in principio* [3]. Item videbatur facere contra, quia reus allegaverat quandam consuetudinem, quod res tales alienari seu obligari non poterant sine consensu domini et proximioris heredis, quod hic non est. Sed respondebatur quod ista convencio non subjacebat consuetudini predicte, quia predicta obligacio introducitur a jure, eciam sine convencione; videlicet quod res mariti sint obligate pro dote et donacione propter nupcias; quia etsi minor viginti quinque annis reciperet dotem ab uxore sua, bona sua essent obligata; sed alias bona minoris, saltem immobilia, sine decreto alienari non possint. De hoc recurre, *C. de administracione tutoris, l. lex que tutores, in principio* [4]; *si major factus ratum, l. final.* [5]. Et idem si minor domum conduceret, et res suas in domum conductam inferret. Sed contra hoc opponebam quod ista mulier videbatur renunciare provisioni legis, ex quo sibi specialiter providerat; *C. de pactis conventis, l. final.* [6]. Sed certe consuetudo non erat probata, et ideo sentencias judiciorum priorum confirmavi.

CCLXIX. Utrum episcopus possit adicere penam usurario, si usuras exerceat.

Officialis ambianensis, fama publica referente, inquisivit contra quendam, super eo quod ipse, post inhibicionem sibi factam a domino ambianensi episcopo, et sub pena LX librarum parisiensium cui acquieverat, fenus exercuerat, ipse, et uxor sua; et condempnavit maritum ad illas LX libras prestandas episcopo, et conjuges ad prestandum curie C libras, et ad reddendum quod extorserant per usurariam pra-

[1] *Digest.*, lib. XIII, tit. VII, l. 41.
[2] *Ibid.*, lib. XLII, tit. VIII, l. 17.
[3] *Ibid.*, lib. XLIII, tit. XXXIII, l. 1.
[4] *Cod.*, lib. V, tit. XXXVII, l. 22.
[5] *Ibid.*, lib. II, tit. XLVI, l. 2.
[6] *Ibid.*, lib. V, tit. XIV.

vitatem. Quia vero non reperi quod aliquis pro episcopo partem fecisset, sentenciam infirmavi quantum ad illum articulum. Item quia non erat fenus probatum contra uxorem, similiter quantum ad illam sentenciam infirmavi; quantum ad virum, pro parte ipsum contingente, ipsam sentenciam confirmavi, moderacione condempnacionis penes nos reservata.

CCLXX. Utrum dicens se excommunicatum, post appellationem legitimam possit conqueri de injusta, et petere se absolvi per viam cumulationis, lite pendente super prima peticione; et quid dicatur manifesta offensa; et quando, vel in quo, contumax in non respondendo, pro convicto habeatur. Vers 1284.

Quidam sacerdos dyocesis cathalaunensis appellavit ab audiencia domini Milonis de Sinemuro, vices gerentis domini episcopi cathalaunensis, super eo quod idem Milo, sine causa racionabili, decreverat eumdem sacerdotem esse excommunicandum. Super quo lite contestata, supplicavit idem sacerdos quod absolveretur ab excommunicacione lata in eum minus juste ab eodem Milone. Dicebat pars Milonis quod cum per primam viam, scilicet si pronunciaretur decretum iniquum esse, per consequens quicquid ex eo sequutum esset revocaretur, et consequeretur quod petitur per viam secundam, debebat sacerdos alteram viam eligere. Dixi tamen hoc admittendum quod utroque modo simul procederet per modum cumulacionis, cum lis esset contestata, et racio cumulacionis racione periculi hic potissime locum sibi vindicaret. Arguit *ff. de novi operis nunciatione, l. de pupillo,* §. *si quis rivos*[1]. Admissa igitur supplicacione sacerdotis, pars Milonis omnia in supplicacione contenta negavit esse vera. Pars sacerdotis peciit absolvi; et ego absolvissem, nisi objectum fuisset de manifesta offensa. Fuit autem propositum quod idem sacerdos erat excommunicatus pro manifesta offensa, quia cum esset citatus ut redderet racionem exequcionis defuncti Remigii cathalaunensis episcopi, et interrogatus fuisset, monitus et jussus ut responderet an esset exequutor, noluit respondere. Videbatur sic [*sic,* factum?] propositum sufficere, quia ex quo

[1] *Digest.*, lib. XXXIX, tit. 1, l. 5, §. 11.

noluit respondere, habendus est pro confesso; et sic per confessionem ipsius manifestum debet haberi quod sit exequutor, et per consequens manifestum jure (?) est quod debet reddere racionem. Dices : Non fuit jussus reddere racionem, sed respondere, etc. Immo, ex quo jussus fuit respondere an esset exequutor ad illum finem ut redderet racionem, per consequens videbatur jussus ut redderet racionem, quia hoc principaliter intendebatur; arguit *ff. de itinere actuque privato, l.* 3, §. *utilitas* et *l. veteres*[1]. Sed cave, sine dubio, jussus respondere non respondens, solum contumax est. *Extra.* (sic) *in Dec.* XI, *q.* III, §. *certum est*[2]. Item hujus sue contumacie illam penam solummodo fert, quod habetur pro confesso; et ulterius extendi pena non debet. Postquam vero manifestum est eum esse exequutorem, adhuc opus est ad hoc quod possit excommunicari pro manifesta offensa, quod jussus reddere racionem, recuset reddere; quod hic non fuit. Propter quod, factum, prout erat propositum, non admisi. Et faciunt per (*sic*) hoc jura superius allegata, *de itinere actuque privato......*

CCLXXI. Utrum canonicis cathalaunensibus claustro libere concesso, videatur concessa juridicio; et utrum si sint in quasi possessione exercendi juridicionem uno modo, propter hoc possint alio modo; et utrum idem, si prescripserint juridicionem in uno modo; et utrum scala posita per canonicos cathalaunenses in eorum claustro, potuit per episcopum amoveri auctoritate propria; et utrum episcopus hoc faciens, claustrum frangens, sacrilegium commiserit; et utrum canonici possint petere a rege se restitui, vel coram eo agere de injuria eis per episcopum facta.

Licet claustrum cathalaunense sit canonicis concessum liberum et immune, non propter hoc est eis aliqua jurisdictio attributa; unde non possunt in eo jurisdictionem aliquam exercere, nisi hoc sibi competat ex consuetudine prescripta; et si unum modum jurisdiccionis exercuerunt, non debet ad alium modum extendi, si solum habent

[1] *Digest.*, lib. XLIII, tit. XIX, l. 3 et 4.

[2] *Decret.*, part. II, caus. X, quest. III, c. 43.

possessionem vel quasi; secus si esset prescripta, nam durum esset dicere necessariam esse prescriptionem in omnibus modis. Verum etsi scala fuit in claustro per canonicos non jure posita, episcopo tamen non licuit eam tollere auctoritate propria, quia in eo erat posita quod ab ejus jurisdictione erat liberum et immune. Curia enim jus suum, etc. *ff. quod vi aut clam, l.* 1 [1]. Sacrilegium tamen commissum non puto, quia claustrum licet sit ab injuria hominum defensum, sicut muri civitatis, non tamen proprie sanctum est vel sacrum. Vidi quedam decreta, XVII, q. 4 [2], que videntur dicere contrarium; sed illa ad presens non servantur; et si dicerem sacrilegium esse commissum, dicerem hoc non sub nomine claustri, sed sub nomine atrii vel passuum ecclesie coherencium. Item dico quod pro ista violencia et efraccione claustri canonici impune regem adire poterunt, ut locus restituatur, non autem ad estimacionem injurie; quia hoc saperet personalitatem, et tunc inciderent in penam illorum *c. placuit*, et *c. inolita* [3].

CCLXXII. Utrum archidiaconus possit visitare monasteria; et utrum compromissum factum de libertate monasterii valeat, et utrum per condicionem factam in uno monasterio tollatur effectus quod haberetur in aliis monasteriis vicinis.

In causa yprensi fuit factum tale peremptorium propositum, quod si archidiaconus flandrensis umquam visitaverat in eorum ecclesia, visitavit solum in ornamentis, libris, et aliis ad cultum divinum neccessariis; sed a visitacione habenda in capitulo, seu conventu, fuerunt religiosi liberi et immunes a tempore quo non est memoria; et si umquam archidiaconus, vel sui predecessores, ad talem visitacionem accesserunt, fuerunt non admissi, sed repulsi. Quod factum admitti debeat, persuadeo (*sic*). Certum est quod archidiaconus jurisdictionem et correctionem non habet de jure, et per hoc factum, si probatum fuerit, apparet quod non habet de consuetudine; et hoc erat notorium; ergo compromissum factum contra istam libertatem monasterii yprensis non valuit. Primum probatur, *Extrav. de officio archidiaconi, cum*

[1] *Digest.*, lib. XLIII, tit. XXIV.
[2] *Decret.*, part. II, caus. XVII, q. IV.
[3] *Decret.*, part. II, caus. XI, q. I, cc. 45 et 42.

satis, et *capit. fin.*[1]. Et hoc dicit Innocencius ibidem. Secundum probatur, *Extrav. de arbitris, cum tempore*[2]. Cave, non sequitur, ut videtur; archidiaconus semper fuit repulsus, ergo, etc.; quia cum talis consuetudo esset racionabilis, si archidiaconus prescripsisset hoc in aliis ecclesiis similis condicionis, per consequens poterit hoc exercere et in isto monasterio, ut Innocencius notat in dicto *c. de officio archidiaconi, c. fin.*[3]; sed certe immo, quia istud factum, si probaretur, induceret in isto monasterio contrariam consuetudinem, ut ibidem dicitur. Item nota quod licet secundum Innocencium, compromissum factum de libertate et statu monasterii teneat, tamen arbitrium non nocet (?) in hiis que sunt contra libertatem monasterii, sicut est in casu nostro; et hoc totum notat ibidem Innocencius. Simile est quod notatur, quod transaccio facta de re immobili minoris, per quam res non recederet a domanio minoris, bene tenet; sed si per hoc recederet, non teneret; quia non transaccio, sed alienacio sine decreto, interdicitur. Sic hic compromissum non prohibetur, sed alienacio seu amissio libertatis. Item attende, in facto nostro dicitur quod hec sunt notoria. Dicunt ipsi, immo ex libello apparet quod super hoc erat discordia, et super hoc sunt attestaciones publicate. Dico non est verum, quia libellus prioris judicii ex eo nitebatur principaliter, quod factum fuerat compromissum, et contra ventum; quod autem dicitur, quod erat discordia, etc., hoc sapit materiam seu occasionem compromissi, et ita non nictitur ex discordia, nec eam pure asserit; sed dicit, quod cum esset discordia, ut dicebant, archidiaconus, etc., factum fuit compromissum. Item cum aliquid prohibetur a jure, non prodest super eo moveri discordiam; fingerentur enim lites : *ff. de transaccionibus, l. cum hii, §. si cum lis*[4]; *ff. de rebus eorum qui sub, l. magis, §. si pupillus*[5]. Item, non obstat quod in priori judicio videtur fuisse propositum in fine factorum propositorum ex parte religiosorum, quia ibi solum sapit jus (?) hoc factum. Item quod ipsi dicunt, quod in libello prioris judicii non fit mencio de visitacione habenda in capitulo; certe dico quod immo de illa agitur, et manifeste

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. XXIII, c. 4.
[2] *Ibid.*, lib. I, tit. XLIII, c. 5.
[3] Ut supra.
[4] *Digest.*, lib. II, tit. XV, l. 8.
[5] *Ibid.*, lib. XXVII, tit. IX, l. 5.

probatur in posicionibus prioris judicii. Item cave, secundum quod patet ex actis prioris judicii, agebatur de visitacione habenda in capitulo racione archidiaconatus, et perpetuo, quod non potest in compromissum deduci, sine consensu episcopi, licet secus esse videretur in comparacione personali : *Extrav. de transaccionibus, c. de cetero* [1].

CCLXXIII. Utrum agenti ad finem quod revocetur denunciatio, obstet sentencie excommunicationis proposicio, eciam illius quare fuit facta denunciatio; et utrum agenti de injusta, obstet excommunicationis sentencia; et utrum sit differencia, utrum de eodem facto agatur et excipiatur, vel de diversis; et qualiter *l. diffamari* intelligitur ubi de eadem servitute agitur et excipitur; et utrum petens revocari denunciacionem, agere, vel defendere se videatur; et qualiter excommunicacio assimiletur servituti.

In causa laudunensi, contra supplicacionem Goberti majoris quondam civitatis et pacis laudunensium, per quam petebat quandam denunciacionem qua denunciabatur excommunicatus a canone, propter injeccionem manuum violentam in quendam Johannem Choinet quem clericum asserebat officialis, cum tamen esset laicus, ut dicebat dictus G., revocari, etc.; proposuit officialis in modum dilacionis, quod non tenebatur procedere cum eodem Goberto, quia ipse G. erat excommunicatus excommunicacione majori, auctoritate curie, pro manifesta offensa; quia jussus eumdem Johannem restituere, idem Gobertus facere recusavit. Et istam admisi, quia non excipiebatur de eodem facto de quo agebatur; pro quo facit *Extrav. de sentencia excommunicacionis, c. officii* [2]. Contra facit quia si Gobertus ageret ad absolucionem, nullius excommunicacionis objectus sibi obesset... Arguit *ff. quod metus causa, l. isti quidem*, §. 1 [3]; *Extrav. de privileg., c. quanto* [4]; *Cod. de ingenuis manumissis, l. diffamari* [5]. Sed respondeo quod ubi quis

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. XXXVI, c. 5.
[2] *Ibid.*, lib. V, tit. XXXIX, c. 42.
[3] *Digest.*, lib. IV, tit. II, l. 8.
[4] *Decretal.*, lib. V, tit. XXXIII. c. 26.
[5] *Cod.*, lib. VII, tit. XIV, l. 5.

se asserens excommunicatum, quanquam injuste, et petit absolvi, magis est ei favendum quam in casu nostro, ubi non dicit se ligatum, nec petit absolvi, sed quandam denunciacionem revocari, quia pro sentencia excommunicacionis in dubio presumitur, et ibi majus est periculum, cum persona in veritate ligata sit, non solum reputacione hominum; et ideo plenius et celerius est succurrendum, *ff. de carboniano edicto, l. 1*, §. *sed et si quis* [1]. *Ad l. diffamari* respondeo, quod ibi tantum ex una servitute teneri poterat, et propter hoc objectus illius ejusdem in modum dilatorium non admitteretur. Si enim tu pones quod diffamaretur de una alia servitute non vera, et exciperetur dilatorie de vera servitute, si poneres quod posset aliquis ex diversis causis vera servitute ligari, tunc certe si deponeret querimoniam quod diffamaretur super una, posset excipi de aliis. Secundo contra videbatur quod iste qui petit denunciacionem revocari, videtur se defendere, et excommunicato omnis defensio legitima permittitur. Respondeo : Verum est si se deffendat per modum defensionis, non sic si per modum aggressionis et accionis; nam si aliquis me multipliciter premeret, et ego agerem ut compelleretur ab ista opressione desistere, me agentem excommunicacionis objectus repelleret. Excepcionem excommunicacionis de Johanne Choinet non admisi, quia de eadem principaliter agebatur; pro hoc specialiter inducebam, *ff. de judiciis, l. vix certis ex causis* [2], ubi is cui libertas erat relicta in domini testamento, agebat contra eum qui tabulas testimonii supprimebat; quo casu admittitur, sed non admitteretur si posset excepcio servitutis repelli; et simile reputo de servitute et excommunicacione. Ad hoc faciunt capitula bene inducta, *Extrav. de officio et potestate delegati, c. cum contingat* [3]; *de sentencia ex., c. per tuas*, §. *nos vero* [sic, *igitur?*] [4]; *Cod. de ordine judiciorum, l. 1* [5]. Excepcionem de Guillemeto admisi, quia officialis probavit eam, et licet factum a Goberto propositum non esset directe contrarium, cum non induceret, eciam probatum, presumpcionem que tolleret primam; nam si ex eo quod Guillemetus probatus est clericus, et quod pro clerico communiter

[1] *Digest.*, lib. XXXVII, tit. X, l. 1.
[2] *Ibid.*, lib. V, tit. I, l. 53.
[3] *Decretal.*, lib. I, tit. XXIX, c. 36.
[4] *Decretal.*, lib. V, tit. XXXIX, c. 40.
[5] *Cod.*, lib. III, tit. VIII.

habebatur, presumatur quod manus Goberti fuerint violente, cum conscienciam clericatus presumatur habere, pro eo quod idem Gobertus ad clamorem populi, et ob delictum quod commiserat idem Guillemetus, eumdem cepit, non tollitur consciencia clericatus; et ita eumdem capiendo et detinendo, sentenciam excommunicacionis incurrit. Sed mutam propositum, quia testes ab eo producti multum pro ejus innocencia faciebant; et ideo eum ab illa absolvi, delato juramento.

CCLXXIV. Utrum libellum inepte formans debeat in expensis reo condempnari, non obstante quod reus fuerit in culpa libello non opponendi.

Quendam absolvi ab instancia judicii, propter ineptitudinem libelli formati ab actore. Actorem in expensis condempnavi, sequendo regulam : *Victus victori, etc.,* licet videretur imputandum reo quod libellum non rejecit; sed magis est imputandum actori qui in libello inepto insistit.

CCLXXV. Utrum absolucioni ad cautelam potest se opponere officialis excommunicans, licet appellatus se non opponat; et quid tunc pronunciabit officialis coram quo petitur ad cautelam absolucio.

Vocatus fuit quidam appellatus ad curiam remensem ad prosequucionem cause appellacionis, et officialis a cujus audiencia fuerat appellatum, si sua crederet interesse. Appellans peciit absolvi ad cautelam. Appellatus nichil opposuit. Officialis a quo fuerat appellatum excepit de manifesta offensa. Certe propter hoc non absolvi appellantem ad cautelam, quantum ad appellatum, licet hoc peteretur; sed tantum pronunciavi obstaculum non subesse quoad illum, et excepcionem officialis de manifesta offensa admisi.

CCLXXVI. Utrum idem possit proponi ad finem principalem primo, et postea ante publicatas actiones ad reprobacionem testium.

Conquerebatur comes Hanonie quod capitulum cameracense eumdem excommunicaverat, et injuste, occasione quorumdam que idem comes perceperat de ecclesia cameracensi, sede vacante, cum tamen, ut dicebat idem comes, ad eumdem comitem pertinerent; et petebat absolvi. Excipiendo proponebat capitulum, quod immo illa ad capitulum pertinebant. Et admissi fuerunt utrique ad probandum. Testibus hinc inde productis, ante publicacionem testium, proposuit comes quod testes capituli erant falsi, si dixerant illa percepta per comitem ad capitulum pertinere. Videbatur quod comes ad hoc probandum admittendus non esset, quia de eo de quo queritur principaliter, replicari non deberet; unde notatum est, quod si ago contra aliquem de spoliacione, et ille excipiat de alia spoliacione, et actor replicet de prima spoliacione, non est audiendus. Sed istud non multum facit, quia exceptio spoliacionis est previlegiata, et in cognicione, et in terminacione; unde quod de ea dicitur non est trahendum ad consequenciam. Quod autem comes esset admittendus videtur, quia de eodem ad diversos fines potest queri, ut *Extrav. de testibus, c. veniens* [1]. Dominus R. admisit replicacionem quantum ad testes, et dicta testium, impugnandos; sed quantum ad confortandum principale, non admisit. Sed certe quibusdam videbatur, quod licet esset admittendus comes ad testes capituli reprobandos ex aliis que non tangerent negocium principale, ex eo tamen quod principaliter queritur, videretur admittendus non esse. Primum credo verius.

CCLXXVII. Utrum per modum acceptati [*sic*, attemptati?] potest proponi illud de quo est questio principalis.

Laurencia et ejus liberi actores bene (?) appellaverunt ab audiencia officialis morinensis a quadam interloquutoria lata pro domina Christiana in causa actemptati. Quia michi videbatur ex actis, et confessione procuratoris partis adverse, quod proponebatur per modum actemptati id de quo erat questio principalis, pronunciavi appellacionem esse canonicam, licet ob istam causam non fuisset appellatum expresse, sed propter quasdam alias raciones inefficaces; sed cum, et ob illas ra-

[1] *Decret.*, lib. II, tit. XX, c. 10 et 38.

ciones, et ab illa interloquutoria, fuerat appellatum, et quia interloquutoria erat in se iniqua, infirmavi illam.

CCLXXVIII. Utrum conquerens de injusta, debeat specificare in quo injusta est; et utrum dicens excommunicatum pro manifesta offensa quia delictum commisit, debeat specificare quod delictum; et utrum sit secus, si dicat quod fuerit condempnatus pro delicto.

Conqueritur aliquis de injusta. Certe, adversario postulante, debet conquerens declarare et specificare in quo casu conqueritur de injusta. Quidam tamen dicunt quod conquerens non tenetur declarare, sed excipiens exprimat omnes manifestas offensas et probet, quia ab aliis absolvetur. Sed hoc videtur durum quod si excipiens aliquas obmiserit, quod propter hoc jus suum amittat. Si vero excipiatur de manifesta offensa, refert qualiter. Aut excipitur isto modo : Tu commisisti tale delictum, et hoc est notorium, et ob hoc fuisti excommunicatus. Certe quia formaliter in modum excepcionis crimen obicitur, debet specificari; arguit *Extrav. de testibus, c. presencium* [1]; *Extrav. de eleccione, c. ut circa elecciones* [2]. Si vero isto modo : Quia talia delicta commiseras, fuisti condempnatus in tanta summa pecunie, et de ea reddenda monitus, et excommunicatus. Tunc dico quod non est excipiens compellendus ut specificet delicta illa, vel excessus, quia non formaliter proponuntur, sed materialiter. Ex hoc enim excipitur, non quod excesserit, sed ex hoc quod condempnatus fuit in pecunia racione talis excessus, et de ea reddenda monitus, et excommunicatus; non de excessu emendendo. Unde sufficit si postea declaretur excessus dum de justicia condempnacionis queretur, quia causam proximam declarare sufficit : *ff. de exceptione rei judicate, l. cum queritur* [3].

CCLXXIX. Utrum agens possessorio restitui, sufficiat quod per unicum actum quasi possessionem juris probet; et utrum in possessorio restitutionem optinens, optineat sentenciam pro jure

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XX, c. 31.
[2] *Sext.*, lib. I, tit. VI, c. 4.
[3] *Digest.*, lib. XLIV, tit. II, l. 12.

futuro, vel pro arreragiis tantum; et utrum consuetudo probata in certo casu, trahatur ad alium, vel interpretetur strictius quam potest fieri; et utrum consuetudo probata laicorum, ligat clericos; et utrum juramentum debeat deferri persone suspecte et que jam contrarium ejus quod jurare se offert, juravit.

In causa curati de Chaumisiaco, condempnavi domicellam, ut predicto curato possessionem vel quasi percipiendi quatuor sextarios consiales in grangia ipsius domicelle restitueret, quia curatus probaverat quod ipse et sui predecessores fuerant et erant in possessione tempore cessacionis. Et nota quod non oportuit probare quod ipsi fuissent in possessione predicta per decennium, licet hoc videretur, quia allegabat possessionem percipiendi singulis annis; et hoc interpretatur ad decennium, quia unicus actus, secundum doctorem, ad acquirendam possessionem, sufficit ut dejecto, velut turbato, competant interdicta. Nota Jac[obum] de Ra. *ff. de servitutibus, tit. generali, l. servitutes le.* 3[1]. Item condempnavi domicellam in arreragiis, licet rea allegasset consuetudinem talem, quod de arreragiis debet sibi credi solo suo juramento prestito, quod offerebat prestare; et licet videretur probata consuetudo, tamen ei non adhesi; quia, ut ex deposicionibus testium apparebat, consuetudo loquitur : Ubi dominus temporalis exigit aliquam redibenciam a subjecto; non autem ubi privatus a privato. Et racio diversitatis apparet propter periculum incidendi in commissum, quod non habet locum inter privatos. Item non erat probatum quod optineret in foro ecclesiastico, sed tantum coram justicia laicali. Argumentum *de glosa Bernardi, Extrav. de testamentis, c. cum omnes* [sic, *esses?*][2]; et quia consuetudo laicorum non ligat clericos, argumentum *in Instit. de jure naturali, §. plebistica* (sic)[3]. Item me movebat quia offerebat se juraturam illud cujus contrarium videbatur jurasse, cum per juramentum suum negasset curatum fuisse in possessione percipiendi quatuor sextarios, etc., quod postea curatus dilucide probavit; unde in causa subsidiaria probacione, non videbatur michi recurren-

[1] *Digest.*, lib. VIII, tit. I, l. 4.

[2] *Decretal.*, lib. III, tit. XXVI, c. 10.

[3] *Instit.*, lib. I, tit. II, §. 4.

dum ad personam suspectam, *ff. de edendo, si quis ex argentariis*, §. 1 [1]. Item absolvi domicellam quantum ad clausulam de solvendo in futurum, quia possessorium ad hoc se non extendit, nec esset racionabile..... Tamen videbatur contrarium ne per istum modum oporteat possessorem singulis annis de jure suo experiri; arguit *Cod. de prescriptione* XXX *vel* XL *annorum, l. male* [2]. Sed respondeo, quod istud sic se habet, quia ex jure nimis debili nititur qui possessorie agit.....

CCLXXX. Utrum curatus contra religiosis (*sic*) fundet intencionem de jure communi; et utrum prescriptio temporis a quo non extat memoria, habeat locus (*sic*) in servitutibus habentibus causam continuam, vel quasi, et quid debent deponere testes deponentes de tempore a quo non extat memoria; et utrum in agrestibus testibus productis sufficiat quod dicant simpliciter seriem facti; et utrum prescriptio ad liberandum, micius agitetur quam ad obligandum; et utrum licet actor habeat jus commune pro se, si tamen reus habeat exceptionem notoriam pro se, debeat actor in expensis condempnari.

In causa curati de Blazeyo (*sic*), qui a monialibus Sancti Petri, de terris ab antiquo possessis per ipsas moniales, infra fines ecclesie de Blanzeio constitutis, petebat decimam; sacerdotis intencione fundata de jure communi, et per testes, proposuerunt moniales ad sui defensionem quod terras ipsas a tempore a quo non extat memoria possederant liberas et immunes a prestacione decime; et titulum allegaverunt. Prescripcionem probaverunt, non titulum. Contra moniales certa facere videbantur, quia sive ageretur de decima fundi, tunc esset servitus habens causam continuam vel quasi; sive ageretur de decima grani, esset servitus habens causam discontinuam, sed tamen certo tempore determinatam, ut apparet de se, et notatur per Innocencium, *Extrav. de prescriptionibus, c. de quarta* [3]. In talibus non

[1] *Digest.*, lib. II, tit. XIII, l. 6.
[2] *Cod.*, lib. VII, tit. XXXIX, l. 2.
[3] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVI, c. 4.

habet locum prescripcio temporis cujus non extat memoria; et illa sola fuerat allegata, ergo, etc., *Extrav. de verborum significacione, c. quid per novale* [1], noto (?) per Innocencium. Item ibi dicit Innocencius quod in tali prescripcione oportet deponere testes quod communis super hoc est opinio; non (?) quod reperiebatur in actis. Item quia abbatissa Sancti Petri est patrona ecclesie de Blanzy, unde magis videbatur cessatum ex timore quam ex jure; et sic propter presumpcionem, videbatur incombere probacio tituli monialibus, ut hoc notat Innocencius, *Extrav. de prescriptionibus, c. si diligenti* [2]. Ad primum respondebatur, quod dicitur quod prescripcio temporis cujus non extat memoria, vendicat sibi locum in servitutibus habentibus causam discontinuam, et in quibus hoc reperitur esse permissum a jure, unde est de necessitate; sed si sufficit in aliis casibus minorem prescripcionem allegare, et probare, multo forcius et istam, maxime quia non fuerat proposita prescripcio formaliter, sed tantum materialiter. Ad secundum quod ista libertas non posset observari in agrestibus qui ad talia probanda solent adduci; in talibus sufficit substanciam rei exprimere. Item ad tercium dico quod licet abbatissa sit patrona dicte ecclesie de Blanzy, non tamen est verisimile quod possit inferre minacem fervorem, nec est hoc presumendum propter religionem ipsarum monialium, et sexum. Dico eciam quod talis prescripcio cum allegetur ad liberandum, facilius et benignius debet accipi. Nec exigit titulum talis prescripcio eciam allegari. De hoc vide *Extrav. de prescripcionibus, c. si diligenti,* secundum Innocencium [3]; *ff. de aqua plu. arcenda, l. 1, ad finem* [4]. Et ideo moniales absolvi, et sacerdotem in expensis condempnavi, quia excepcio monialium erat notoria, et de hoc potuit curatus, antequam ageret, inquirere, cum in ejus esset arbitrio quando vellet ad judicium adversarias evocare : *ff. de regulis juris, qui in alterius* [5]; *C. de dilationibus, si quando* [6].

CCLXXXI. Utrum dilatoria solucionis, sive habeat diem certam, sive incertam, possit proponi post litem contestatam ob *l. sufficit, de conditione indebiti, ff.*

[1] *Decretal.*, lib. v, tit. xl, c. 21.
[2] *Ibid.*, lib. ii, tit. xxvi, c. 17.
[3] Ut supra.
[4] *Digest.*, lib. xxxix, tit. iii.
[5] *Ibid.*, lib. l, tit. xvii, l. 42.
[6] *Cod.*, lib. iii, tit. xi, l. 2.

Post litem contestatam fuit proposita dilatoria solucionis, que ante litem contestatam non fuerat protestata. Non admisi eam, quasi non propositam tempore competenti. *C. de probationibus, l. exceptionem*[1]. Et intellige quod illa dilatoria haberet diem incertam, sive condictionem annexam; videbatur censenda juris peremptorii, *ff. de condicione indebiti, l. sufficit*[2]. Sed certe illud solum teneo in casu illius legis, scilicet quoad repetendum solutum per ignoranciam.

CCLXXXII. Numquid excommunicatus qui ad instanciam cujus, et auctoritate cujus judicis scire non potest, possit absolvi per suum ordinarium; arguit *Extrav. de parrochiis, c. parrochiano.*

Maneserus de Moncornet per quasdam litteras fecerat denunciari quandam mulierem excommunicatam auctoritate cujusdam judicis qui non poterat inveniri, nec qui eum cognosceret, nec eciam poterat sciri ad cujus instanciam. Sub isto dubio, ego eam absolvi. Arguit *Extrav. de parrochiis, c. parrochiano*[3].

CCLXXXIII. Utrum mulieri petenti reassociationem sui mariti, et expensas pro causa sua, obstet exceptio recessus turpis et causa libidinis, et quod habet loculos.

Quedam mulier petebat maritum suum compelli ut ea sibi reassociaret, et petebat quod sibi ministraret de bonis communibus ad cause sue prosequucionem. Excipiebat maritus contra supplicacionem, quod non tenebatur, quia sua temeritate ab eo recesserat, et causa libidinis. Istam non admisi, nam eciam ad prosequucionem hujus exceptionis deberet ei ministrare expensas, aliter esset in potestate mariti quod non ministraret uxori expensas de bonis communibus, dum ei aliquid turpe obiceret; quod tamen tenetur. Secundo excipiebat, quod ipsa mulier tantum absportaverat, et adhuc habebat, de bonis communibus quod sibi sufficere debebat. Hanc admisi; sed unicam diem et brevem ad hoc probandum ei prefixi.

[1] *Cod.*, lib. IV, tit. XIX, l. 19.
[2] *Digest.*, lib. XII, tit. VI, l. 56.
[3] Le canon *Parochiano* (*Decretal.*, lib. III, tit. XXVIII, c. 14) précède immédiatement le titre *de parochiis*, mais n'en fait point partie.

CCLXXXIV. Utrum appellatus, ad defentionem facti prioris judicis ex quo appellans se gravatum dicit, habeat necesse proponere ea que fuerint in priori judicio proposita, et per acta prioris judicis apparent.

In causa appellacionis a gravamine, si appellans gravamen probaverit prima facie, appellatus autem coram (?) priorem judicem aliqua proposuerit, et probaverit, propter que adversarius non fuerit gravatus, non sufficit ei ita esse; sed debet illud in causa appellacionis proponere ad sui defensionem, et acta prioris judicii in modum probationis inducere; aliter deberet subcombere.

CCLXXXV. Utrum judex potest repellere testem quem videt deponere quasi in causa propria, contra quem testem nichil est oppositum a parte.

Item nota; si testis aliquis videatur deponere in causa propria, si pars adversa non objecerit hoc, tu propter hoc non habes ipsum repellere nec reprobare; quia forte competentem replicacionem habet pars adversa, quam tu divinare non potes, et quam ipse proposuisset si fuisset contra se objectum.

CCLXXXVI. Utrum IIII^or^ testes cum instrumento deponentes, preferrentur satis pluribus de adverso deponentibus; et utrum deponens de convencione liberacionis ad vitam, deponere videatur de negativa, ac si adjectum fuisset hoc adverbium *tantum*.

Factum fuit instrumentum super quibusdam convencionibus cujusdam matrimonii, et in eo scriptum erat quod, mediante quadam domo quam mater dabat filie, filia quictabat matrem quoad viveret mater. Mater, anno fere elapso, dicebat quod quictata fuerat imperpetuum, et eatenus volebat supleri instrumentum. Mater intencionem suam probavit per quatuor testes, filia suam intencionem per multo plures. Videbatur judicandum pro matre, quia testes filie videntur astruere negativam. Dicit filia quod quictavit matrem quoad viveret. Certe

intencio matris non est contraria, nisi intelligas *quoad viveret,* scilicet *tantum,* ita quod non est in perpetuum. Mater vero solum affirmat, nichil negat; et plus valent duo testes astruentes affirmativam, quam viginti astruentes negativam. Tamen dico standum instrumento, et sue probacioni; primo quoniam memoria instrumenti certior quam hominis, cum memoria hominum sit labilis; preterea, ubi solum esset diversitas in solo tempore...... non posset probari. Sed hic non solum in tempore est diversitas, immo inter istas convenciones secundum speciem disparitas. Sunt enim dispares et diverse in specie iste convenciones, ad vitam, et ad perpetuitatem; et propter [hoc?] talem assercionem quod fuerit habita convencio ad vitam, reputo assertivam; sicut si aliquis deponeret aliquem esse sanum, sine dubio sequitur, ergo non egrum. Tamen ipsius deposicionem reputo assertivam, quia ista negativa non continetur sub illa affirmativa, nisi ex quadam consequencia. Secus cum dicitur : hoc pertinet ad illos tantum, vel quid simile; quia hic expresse comprehenditur negativa.

CCLXXXVII. Utrum factum contrarium perimens in parte, licet non in totum, intencionem agentis, admitti debeat; et utrum si sint plures testes pro actore ultra quam necesse sit, et reus alterum testium reprobare velit, quo nichilominus reprobato optinet actor, admittatur reus ad reprobandum dictum testem.

Item nota quod licet factum quod proponitur non prorsus perimat, sed tamen aliqua de premissis perimat, sufficit ut peremptorium propositum admittatur; verbi gracia, ut cum proponitur contra unum ex pluribus testibus, vel electoribus, quod sit excommunicatus, licet alii sufficiant ad id de quo agitur.

CCLXXXVIII. Utrum si fidejussores dederit aliquis, et agat ad restitucionem contractus contra illum qui creditorem se allegat, potest inhiberi creditori ne lite pendente ad bona fidejussorum manus apponat; et utrum ex causa, et ex qua, potest hujusmodi inhibicio revocari, vel restringi.

Inhibitum fuerat reo, ne manus poneret ad bona fidejussorum ipsius

actoris qui se obligaverant in contractu ad cujus rescisionem actor agebat. Reus inhibicione contempta, manus posuit ad bona fidejussorum. Certe judicavi eum puniendum, nec prohibicionem esse iniquam, cum actor ad primam diem forsitan potuisset probasse de facili suam intencionem. Nec obstat quod postea inhibicionem restrinxi isto scilicet modo, quod veterem contractum prosequendo, et assignamenta ipsius, non incideret in penam inhibicionis; quia qui vetus factum prosequitur, nil innovare videtur : *ff. de minoribus, l.* 3, §. *scio* [1]. *C. de* [*temporibus*] *appellacionum, per hanc* [2]. Item defenciones ipsius rei per instrumenta in promptu apparebant, cum nil pro actore appareret, et ille in possessione tuendus est, seu in possessione inducendus, qui jura habet prompciora et pociora. *C. de edicto divi Adriani tollendo, l. final.* [3]....... Item reus ex habundanti caucionem offerebat, et sic ex causa perinhibicionem restrinxi, ut supradictum est.

CCLXXXIX. Utrum commissarius ad instrumenta in modum probacionis exhibenda, recipienda tantum, videatur commissus ex quadam sequela ad recipiendum testes ad approbacionem signorum et sigillorum instrumentorum; et utrum virtute rescripti subrep[ti]tii, pendente dubio, antequam probetur surreptio, habeat judex impetratus juridicionem et cohercionem; et numquid publice excommunicatus coelector, de numero eligencium dumtaxat subducitur, vel electionem faciat nullam ipso jure; et utrum judex in causa beneficiali, et qualiter, et in quo casu, potest supplere de facto; et utrum in electionibus prebendarum forma, et que, servetur; et utrum in non spiritualibus, et multo magis spiritualibus, admissio excommunicati tanquam jus habentis, viciet totum actum; et qualiter, et quando, probatur notorium.

Richardus Marchans formavit libellum contra Petrum de Caseolo et ejus consortes, quod cum fuisset electus ad prebendam virdunensem a

[1] *Digest.*, lib. IV, tit. IV.
[2] *Cod.*, lib. VIII, tit. LXIII, l. 4.
[3] *Cod.*, lib. VI, tit. XXXIII.

majori et saniori parte capituli ad quod spectat collacio prebendarum, dicte rei minus juste se opponebant, etc. Intencionem suam per [*sic, post?*] litem contestatam per posiciones presumptive, et deposiciones testium probavit manifeste. Pars Petri proposuit excipiendo peremptorie, quod duodecim de electoribus Richardi erant excommunicati ab homine a scolastico namurnensi; et hoc fuit probatum in curia nostra per testes, et in romana curia per instrumenta quorum sigilla fuerunt approbata. Dicebatur contra, quod cum fuisset solum commissum exequutori qui erat in curia romana, quod ipse reciperet probaciones super excepcione proposita, recipiendo approbacionem sigillorum appensorum instrumentis ad hoc probandum inductis, aliud fecerat; sed non est verum, quia istud est sequela ipsius. Item proponebatur ex adverso, quod rescriptum cujus virtute dictus scolasticus excommunicaverat electores Richardi, erat impetratum tacita veritate. Sed certe, in dubio, antequam hoc fuisset propositum et probatum coram exequutore predicto, habuit jurisdiccionem et cohercionem, licet non tenuerit rescriptum quantum ad provisionem, quia virtute talis rescripti non poterat provideri impetranti. Item istud factum fuit propositum ad illum finem dumtaxat, ut vota illorum subducerentur de numero electorum. Sed certe ex quo apparebant publice excommunicati, per consequens apparebat, et colligi poterat, quod coelectores hoc sciebant et scire potuerant; et sic eleccio nulla. Et licet non fuerit a parte ad hunc finem propositum, judex tamen posset hoc supplere, ne contingat aliquem habere viciosum ingressum. *Extrav. de consuetudine, c. cum dilectus*[1]; *de exceptionibus, c. peneult.*[2]; *de eo qui mittitur in possessionem, c. eum qui*[3], et est Innocentii. Et cave, licet in istis minoribus eleccionibus non servetur forma de qua dicitur *in c. quia propter*[4], tamen si reperio in non spiritualibus actibus quod qui[s] admittit scienter non ydoneum, sive protestatum, et quasi jus habentem, totum viciatur quod agitur; ut *Extrav. de procuratoribus, c. ult.*[5]; *de re judicata, ad probandum*[6]; multo forcius in spiritualibus. Secundo fuit propositum quod electores Ricardi elege-

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. III, c. 8.
[2] *Ibid.*, lib. II, tit. XXV, c. XIII, vel potius c. XII.
[3] *Sext.*, lib. II, tit. VII.
[4] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 42.
[5] *Ibid.*, lib. I, tit. XXXVIII, c. 15.
[6] *Ibid.*, lib. II, tit. XXVII, c. 24.

rant cum Raoulino de Merci publice excommunicato et notorie truncatore pro truncacione brachii Simonis de Insula, et super hoc erat publice diffamatus. Factum fuit per duos testes probatum qui viderant ictum. Plures vero deposuerunt quod viderant Raoulinum irruentem in dictum Simonem, evaginato gladio, et nullum alium, nec alii imponitur; et statim visus est Simon cum brachio truncato. Item quod dictus Raoulinus comminabatur sic dicens : Non semper recedent immunes, quandoque amittant. Item quia medicis illius Simonis dixerat ille Raouletus, quod tedebat eum quod ita parum fecerat. Item hoc inventum fuerat per inquestam factam a communitate virdunensi, et quod erat super hoc publice diffamatus. Verum duo qui deponebant quod viderant ictum, fuerunt reprobati, sed valde suspecte, ut apparet ex actis. Quia tamen supererant alii plures non reprobati, et relinquebatur quod erat publice super hoc diffamatus, factum habui pro probato, saltem in illorum odium qui saltem non fuerant protestati, maxime cum pars Petri appellasset ne procederetur ad eleccionem cum excommunicato publice. Nec requiritur ad hoc quod aliquid sit notorium, quod omnes sciant factum, sed sufficit sciri plurium, et quod omnes scelus admissum proclament. Hoc videbis *Extrav. de eleccione, c. illa cotidiana,* per Innocentium [1]. Vide II, *q.* I, *c. de manifesta* [2].

CCXC. Carta scabinatus remensis [3].

. . . .

CCXCI. Peticio contra hominem de corpore pro forismaritagio.

Coram vobis, domine judex, proposuit in jure *Talis*, procurator *Talium* religiosorum *Talis* ecclesie, procuratorio nomine, contra *Talem* hominem de corpore dicte ecclesie reum, quod idem reus, sine licencia et assensu abbatis dicte ecclesie, duxit uxorem *Talem,* non ancillam, nec feminam de corpore dicte ecclesie; propter quod incidit in emendam dictis religiosis prestandam, et ad voluntatem eorum taxandam, quam taxarunt competenter, et taxant, contra ipsum reum,

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 39.

[2] *Decret.*, part. II, caus. II, q. I, c. 17.

[3] Ici se trouve la charte de l'Échevinage telle que nous l'avons publiée, *Archiv. admin.*, tom. I, p. 391.

racione dicti forismaritagii, ad summam *talem*, in qua tenetur eisdem religiosis de usu et consuetudine ac communi observancia, quos habent dicti religiosi in dictum reum, et homines ejusdem condicionis. Que, vel eorum aliqua, dictus reus legitime recognovit; quare petit dictus procurator, nomine quo supra, dictum reum sibi per vos sentencialiter condempnari ad hoc quod dictis religiosis satisfaciat de dicta pecunie summa, taxacione seu moderacione vestra, si opus fuerit, semper salva.

CCXCII. Quid juris, ubi aliquis reus appellat ab interlocutoria, et contumax reputatur, et finaliter condempnatur, et a diffinitiva appellat, et licet non prosequtus fuerit appellacionem ab interlocutoria, sed fuerint tempora fatalia appellacionis prime elapsa, vult tamen prosequi appellacionem a diffinitiva, et petit attemptata ante omnia revocari, si opponatur contra eum quod ipse est contumax, et sic non valet ejus appellacio a diffinitiva; et ipse replicet quod appellavit; et ei duplicetur quod non fuit appellacionem prosecutus; et ipse replicet quod sibi non obstat negligencia prosequendi quantum ad hoc quod debeat contumax reputari; argumenta legum pulcrarum inducta videntur (?) [1].

In causa que vertebatur inter actorem et reum, reus appellavit a gravamine. Citatus fuit postmodum pluries peremptorie ad audiendum diffinitivam sentenciam. In causa non comparuit. Lata fuit sentencia contra ipsum, eo absente. Appellavit a sentencia. Prosequutus est appellacionem suam a diffinitiva tantum, super qua impetravit judices, coram quibus petit attemptata contra eum post et contra appellacionem suam ante omnia revocari, per ea que notat Innocencius *Extrav. de excepcionibus, c. dilecte* [2] et *de sentencia excommunicacionis, c. solet* [3]. Petit eciam sentenciam infirmari. Opponitur ei quod ipse fuit contumax tempore sentencie, et hoc tacuit in impetracione

[1] En marge se trouvent ces mots : *Bona questio*.

[2] *Decretal*, lib. II, tit. XXV, c. 10.

[3] *Sext.*, lib. V, tit. XI, c. 2.

rescripti. Ideo, etc. Replicat quod non fuit contumax, quia appellaverat competenter ab iniqua interloquutoria contra eum lata; unde non tenebatur comparere tempore sentencie; sed ab ea sibi licuit appellare, per ea que notat Innocencius *Extrav. de appellacionibus, c. dilecto, in fin* [1]; et *de accusacionibus, c. ad peticionem* [2]. Duplicatur contra hoc, quod ipse illam appellacionem non est prosequutus quam interposuit a gravamine; et ideo fingitur non appellasse. Arguit *ff. de hiis qui notantur infamia, furti accipe*, circa principium [3]. Ad hoc respondet reus quod licet non sit prosequutus appellacionem a gravamine, sed lapsa sint tempora fatalia, tamen per illam appellacionem habuit quod non fuit contumax tempore sentencie; ergo potuit appellare a sentencia, unde illa appellacio a sentencia potest prosequi, nec est, quantum ad hoc, aliquid querendum de prima. Arguit *ff. de officio pretorum, l. barbarius* [4]. *Codex de testamentis, l.* 1 [5]; *ff. de itinere actuque privato, l.* 1, *in fin.*, cum lege sequenti [6]. Item, sublata accione personali per lapsum XXX annorum, remanet ypothecaria que durat XL annis. *C. de luicione pignoris, l. interligere* [7]. Item sublata accione temporali, puta redibitoria que durat sex mensibus, remanet accio de constituta, *ff. de* [*pecunia*] *constituta, l. Item illa, §. proinde* [8]. Queritur quid juris? Super hoc facta est nova constitucio, *de dolo et contumacia, si ante, Libro septimo* [9].

CCXCIII. Littera de voto continencie inter virum et uxorem.

Universis, etc. Noverint universi, quod in nostra presencia, propter hoc personaliter constituti, *Talis* et Berta ejus uxor, zelo devocionis accensi, votum castitatis de communi eorum assensu coram nobis solenniter emiserunt, Deo continenciam promittentes, ut ipsi sic vivendo valeant Domino complacere; dictaque mulier professa continenciam, affectans promocionem dicti *Talis* mariti sui clerici, dedit spontanea sua voluntate ipsi *Tali* clerico plenam potestatem, facultatem, et liberam licenciam, intrandi religionem, et faciendi se ad

[1] *Decretal.*, lib. II, tit XXVIII, c. 63.
[2] *Ibid.*, lib. V, tit. I, c. 22.
[3] *Digest.*, lib. III, tit. II, l. 6.
[4] *Ibid.*, lib. I, tit. XIV, l. 3.
[5] *Cod.*, lib. VI, tit. XXIII.
[6] *Digest.*, lib. XLIII, tit. XIX.
[7] *Cod.*, lib. VIII, tit. XXXI, l. 2.
[8] *Digest.*, lib. XIII, tit. V, l. 18.
[9] *Clementin.*, lib. II, tit. IV.

sacros ordines promoveri, in religione, vel extra religionem, ubi, quando, et prout, anime sue saluti viderit expedire. Nos autem officialis predictus, judex ordinarius dictorum conjugum, vota sua et eorum bonum propositum in Domino approbantes, consideratis et plenius intellectis statu et condicione personarum predictarum, et aliis eciam consideratis que in talibus solent et debent considerari, inspici, et attendi, in hiis premissis omnibus juste et rite actis consensu nostro interveniente, auctoritatem nostram prebuimus et prebemus. In cujus, etc. Datum, etc.

CCXCIV. Littera curatoris dati ad negocia.

Noverint universi, quod nos ex inquisicione, prout decuit, prius facta, et adhibitis solemnitatibus que debent in talibus adhiberi, causa cognita, evidenti utilitate considerata, Johanni minori filio Johannis quondam dicti La Pance, quem idem pater ex S. quondam uxore sua [suscepit?], presenti et petenti, damus, constituimus, et creamus tutores seu curatores, videlicet R. et G., de voluntate et assensu, et ad requisicionem amicorum carnalium predicti minoris, tam ex parte patris, quam ex parte matris, super hoc juratorum, et ad hoc specialiter vocatorum, videlicet Petri, Albrici. Qui quidem tutores seu curatores in jure coram nobis constituti, onere dicte tutele seu cure in se suscepto, juraverunt utilia dicti minoris gerere, inutilibus pretermissis, et quod in administracione bonorum dicti minoris bene et legitime se habebunt, et personam dicti minoris fideliter custodient; promittentes sub juramento predicto, quod de bonis ipsius minoris et administracione bonorum predictorum, legitimam reddent racionem et competentem, nobis, et illis quorum interest, cum fuerint requisiti; bona sua quantum ad hoc omnia specialiter obligando, et se, et bona sua omnia, quantum ad premissa, jurisdiccioni curie remensis specialiter supponendo. In cujus, etc. Datum, etc.

CCXCV. Littera curatoris dati ad litem.

Noverint universi, quod coram nobis, in curia predicta, personaliter constitutus G. *Talis* minor annis legitimis, peciit a nobis curatorem ad litem sibi dari, et specialiter ad litem quam dictus G. minor movet,

seu movere intendit, coram nobis, contra M. Et nos officialis predictus, causa prout decuit cognita, magistrum P., dicto G. petenti eumdem, et consencienti, dedimus curatorem; qui curator, onere dicte cure suscepto, juravit dictam curam se fideliter gesturum, et ejusdem cure negocia procuraturum, utilia procurando, inutilibus pretermissis, adhibitis eciam solemnitatibus aliis que in talibus debent et consueverunt adhiberi. In cujus, etc.

CCXCVI. Substitucio procuratoris.

Noveritis quod coram clerico fideli curie remensis ad hoc a nobis specialiter deputato, propter hoc personaliter constitutus G. clericus, procurator generalis Ph. de *Tali* loco per litteras curie remensis, habens inter cetera potestatem et mandatum speciale alium procuratorem loco sui substituendi, et omnia alia et singula faciendi que idem Ph. faceret, si presens interesset, Petrum clericum exhibitorem presencium, suum fecit, et substituit loco sui, procuratorem, in omnibus causis motis et movendis ex parte dicti Ph. contra quascumque personas, et quecumque persone contra ipsum, coram quibuscumque judicibus, tam ecclesiasticis, quam secularibus; dans idem G. eidem procuratori potestatem quam habet et habere potest per litteras antedictas, donec presens mandatum duxerit revocandum. Datum, etc.

Vers 1285. CCXCVII. Littera commissionis facte ab archiepiscopo in casu sibi specialiter reservato.

P. Dei gracia remensis archiepiscopus, dilectis officialibus nostris remensibus, salutem in Domino. In causa, seu causis, quam vel quas G. et S., monachi professi monasterii lobiensis cameracensis dyocesis, movent, moverunt, seu movere intendunt, tam per appellacionem ad nos seu curiam remensem interpositam, contra confirmacionem factam de eleccione Thome, qui se gerit pro abbate monasterii lobiensis, a venerabili fratre nostro..... episcopo cameracensi, quam alias contra dictum Thomam, licet alias forte possetis racione officii vobis injuncti de eadem, seu de eisdem, cognoscere, ex habundanti tamen vobis, et vestrum cuilibet in solidum, vices nostras specialiter committimus, donec eas duxerimus revocandas. Datum, etc.

CCXCVIII. Littera de reformacione status monasterii vergentis ad inopiam, tam circa temporalia, quam spiritualia. 22 août 1283.

Universis presentes litteras inspecturis, P. miseracione divina remensis archiepiscopus, salutem in Domino. Exigit sollicitudini nostre pastorale commissum officium [ut?] singularium ecclesiarum nostro regimini subjectarum procuremus augmentum; sed illis tenemur precipue auxilii nostri beneficium impertiri, quarum statum sentimus intolerabilibus periculis et incommodis subjacere. Anno itaque Domini millesimo cc octuagesimo tercio, die sabbati post festum Assumpcionis Virginis gloriose, visitacionis causa nobis ad monasterium Sancti Bazoli nostre dyocesis personaliter descendentibus, et hora capituli die sequenti abbate et conventu dicti monasterii coram nobis in eorum capitulo congregatis, de statu ipsius monasterii a prefato abbate et monachis in spiritualibus et temporalibus inquisivimus veritatem; invenimus quoque, quod animum nostrum plurimum dolore replevit, per rei evidenciam ac confessionem spontaneam abbatis et monachorum ipsorum, non solum ipsum monasterium in administracione bonorum spiritualium multipliciter vulneratum, verum eciam sic illud evidens gravis et importabilis opprimebat sarcina debitorum, ut consideratis facultatibus monasterii memorati, quod a debitis posset resurgere, et per eorum industriam relevari, quasi impossibile videbatur eisdem, sicut in nostra presencia sunt confessi. Propter quod abbas et monachi supradicti, deliberato consilio, nobis instanter et humiliter supplicarunt, ut nos de plano super correccione et reformacione bonorum spiritualium et temporalium dicti monasterii omnium, et singulorum, ordinando et statuendo, tam in capite, quam in membris, super statu personarum dicti monasterii, necnon super administracione dictorum bonorum spiritualium et temporalium, administratoribus instituendis et destituendis, et super recepcione bonorum et solucione debitorum facienda, prout, quociens, et quando videremus expediens, partes nostras interponere dignaremur; promittentes abbas et monachi supradicti, omnes et singuli, juramentis corporaliter prestitis ab eisdem, se quicquid ordinaremus, diceremus, et statueremus de premissis, et aliis oportunis, usque ad quinqueninum (*sic*), hoc

salvo quod conventum non propter hoc dispergamus eumdem, et quod per presentem submissionem abbatem eumdem deponere nequeamus, impleturos et inviolabiliter servaturos, prout in litteris ipsorum abbatis et conventus, sigillis munitis, super hoc confectis, plenius continetur. Nos igitur ad statum prefati monasterii desolacioni suppositum, affectum paterne compassionis habentes, quod monasterium, ne in profundum debitorum pro defectu regiminis subjungatur, succuretur, salubriter cupientes, in nos potestatem suscepimus antedictam, et super reformacione premissorum plena deliberacione habita cum peritis, in modum qui sequitur dicendum [et?] statuendum duximus, seu eciam ordinandum. In primis quod omnes et singuli de conventu, nocte, dieque, invigilent devote circa observanciam regularem; omnes, abbati quamdiu presens fuerit, et priori omni tempore, sicut tenentur obediant reverenter; ad ecclesiam singulis horis mature conveniant pariter et recedant; officia eis commissa humiliter faciant, et decenter in refectorio refeccionem communiter recipiant; in dormitorio omnes dormiant, in claustro sacras scripturas videant et studeant temporibus oportunis; omnibus dieis fiat capitulum et fiant discipline et correcciones in eo, prout ordinis statuta requirunt. Servetur silencium statuto tempore, et confabulacio reprimatur. In infirmaria cum omni humanitate provideatur egrotis, et cum opus fuerit, eis qui promeruerint liberalis recreacio concedatur. Cesset inter fratres rancor et odium, pacem inter se et concordiam habentes, sicut promiserunt; reddant Altissimo vota sua; sit omnibus interdictus egressus monasterii atque claustri, nisi superioris ad hoc licencia racionabilis intercedat; ac cetera sancte religionis fiant ibidem opera, ad quorum observanciam ex voti sui debito astringuntur. Item circa temporalitatem sic duximus ordinandum; videlicet, quod abbas predicti loci, quem per dictum tempus dictorum quinque annorum ab administracione bonorum temporalium suspendimus, pro se, uno monacho dicti monasterii capellano suo quem assumere voluerit, et familia sua, centum libras parisienses annuatim integraliter percipiat; et habeat durante ordinacione presenti, de bonis prefati monasterii, pro victu eorum pariter et vestitu; et quod per dictum tempus continue Parisius studendo in theologica facultate moretur, non transiturus ad alium locum, nec ad idem mo-

nasterium reversurus, nisi super hoc a nobis licenciam habuerit specialem. Ceteris quoque monachis temporalem administracionem habentibus in dicto monasterio, et extra, administrandi in dictis suis administracionibus omnem per hanc ordinacionem interdicimus potestatem. Hospitalitatem vero in eodem monasterio personis quibuscumque, pauperibus religiosis pedes (*sic*) euntibus quibus sine scandalo denegari non posset dumtaxat exceptis, fieri prohibemus. Ad portam ipsius monasterii constituatur janitor circumspectus, qui prohibitis personis de mandato nostro introitum non concedat, nec monachis exire volentibus prebeat exitum, nisi de superioris mandato, et tamen non frequenter fore, cognoscat. Bona dicti monasterii victualia, et alia, per monachos, servientes eorum, aut quoscumque alios extra portam nullatenus deferri permittat, nisi de ipsorum administratorum, et pro utilitate monasterii, procedat bene placito et assensu; et quod injunctum sibi ministerium fideliter implere debeat, coram conventu jurabit. Si quis vero monachorum dicti monasterii contrarium presumpserit attemptare, et metas dicti monasterii violenter seu illicenciatus transire presumat, se ipso facto fugitivum agnoscat; nec recipiatur iterum, sine mandato nostro, ad consorcium aliorum. Bonorum autem dicti monasterii temporalium, ubicumque fuerint, omnium et singulorum, tam virtute potestatis nobis commisse, quam ordinaria potestate, receptores, administratores, et dispensatores, constituimus, facimus et ordinamus dilectos filios fratres M. elemosinarium, et R. pitanciarium dicti monasterii; ita quod ipsi ambo, et eorum quilibet in solidum, possit seu possint petere ubique in judicio et extra judicium, preter assensum abbatis et conventus predictorum, per se, vel per procuratorem ydoneum, recipere, levare, vendere, explectare, et conservare omnes fructus, obvenciones, redditus, exitus et proventus, ad idem monasterium pertinentibus (*sic*) quacumque racione, vel causa, super receptis litteras quictacionis concedere, creditoribus satisfacere, alienaciones et vendiciones, si quas inutiles et improvide factas invenerint, revocare, et revocari procurare, ac administrare et disponere de eisdem, prout viderint expedire, et omnia agere tam in judicio, quam extra, que de jure licent plenam et legitimam administracionem habentibus; proviso quod de positis receptis et dispensatis

prefati administratores quater in anno, videlicet in fine quorumlibet trium mensium, coram priore et conventu reddant plenariam racionem; in scriptis redigatur eorum reddita racio, et sit, sigillo conventus munita, duplicata, et administratores eam penes se retineant, et aliam aliquis fideliter custodiat pro conventu. Unumquemque ipsorum administratorum equo uno volumus esse contentum. Abbati de pensione predicta centum librarum parisiensium, ut premittitur, annuatim sine contradiccione satisfaciant integre, [non?] minuendo in ea similiter nec addendo, et conventui provideant competenter, neminem alteri, causa favoris, rancoris, seu amicicie, preferendo; et quicquid superfuerit de bonis predictis et redditibus, in solucionem debitorum, retencionem domorum seu edificiorum, defensionem jurium et libertatum ipsius monasterii, per ipsos administratores provide convertatur. Ad que, ut premissum est, fideliter et utiliter exequenda, dicti fratres M. et R. se coram nobis juramento proprio astrinxerunt. Hanc autem ordinacionem, quam usque ad dictum terminum durare volumus, sub pena in ea expressa, et in virtute sancte obediencie, ac sub excommunicacionis pena quam contra temere venientes et facientes incurrere volumus ipso facto, precipimus ab omnibus inviolabiliter observari; retenta et reservata nobis potestate addendi, minuendi, corrigendi, immutandi, declarandi, et interpretandi, quociens, ubi, et quando voluerimus, et viderimus oportunum. Actum anno et die predictis.

CCXCIX. Littera procuratoris constituti ad contradicendum et impetrandum in curia.

Sanctissimo patri ac domino sacrosancte universalis ecclesie summo pontifici, *Talis* devota pedum oscula beatorum. Sanctitati vestre notum fieri volumus, quod coram nobis propter hoc constitutus D. pelliparius, P. de Lauduno clericum exhibitorem presencium suum constituit procuratorem ad impetrandum litteras, et contradicendum in curia sanctitatis vestre cujuscumque tenoris sint, necnon ad conveniendum et consenciendum in judicio; dans et conferens eidem procuratori mandatum speciale alium procuratorem loco sui substituendi qui eamdem habeat vel consimilem potestatem; ratum et gra-

tum plenius habiturus quicquid per dictum procuratorem suum, aut ab eo constitutum, actum fuerit, seu eciam procuratum. In cujus rei testimonium, etc.

CCC. Inhibicio pro exequucione testamenti.

Officialis curie *Talis*, *Tali* presbytero in *Tali* decanatu constitutis (*sic*), salutem in Domino. Cum nobis fuerit intimatum, quod quidam bona pertinencia ad exequucionem testamenti *Talis* defuncti distrahere intendant, necnon et debita ad dictas exequuciones pertinencia exigere ac levare indebite, in prejudicium exequucionis predicte, et contra voluntatem exequutorum dicti testamenti; vobis in virtute sancte obediencie precipiendo mandamus, quatenus publice, in facie ecclesie, parrochianis vestris auctoritate nostra inhibeatis, sub pena excommunicationis, ne bona ad dictam exequucionem pertinencia distrahant, vel alienent, vel eciam emant, seu debita ad eam spectancia exigant, vel levent, vel aliquid eis solvant indebite, ac in prejudicium dicte exequucionis, contra voluntatem dictorum exequutorum, cum dicti exequutores super bonis hujusmodi parati sint stare juri coram nobis contra omnes conqueri volentes, prout justicia suadebit. Nos enim, si quid a quoquam contra premissa fuerit attemptatum, illud decernimus irritum et inane; et quid inde feceritis nobis rescribatis, ita quod in hiis exsequendis alter vestrum alterum non expectet. Datum, etc.

CCCI. Compromissum factum in judicem qui sibi retinuit ordinariam potestatem. Vers 1284.

Universis, etc. Noverint universi, quod cum causa olim verteretur coram officiali domini archidiaconi remensis inter Th. de Brugiis, et Helindim ejus uxorem, cives remenses, ex una parte, et G. dictum Foubert, ex altera, super quadam pecunie summa de precio medietatis cujusdam domus, et super quibusdam aliis, prout in peticione ibidem formata ex parte ipsius Thome, et ejus uxoris, contra dictum G., hec et alia plenius continentur; et in tantum esset et fuisset processum in causa, juris ordine in omnibus observato, quod dies esset et fuisset certa assignata dictis partibus ad audiendum judicium, seu sentenciam

diffinitivam; dicta die, dictus officialis, visis actis, et cognitis cause meritis, per suam sentenciam diffinitivam eumdem G. specialiter condempnavit eisdem Thome et ejus uxori, in petitis, et in expensis occasione litis et cause factis; a qua sentencia diffinitiva dictus G. ad sedem apostolicam contra dictum Th. et ejus uxorem appellavit; tandem, dicta appellacione pendente, dictus Th. et ejus uxor ex una parte, et dictus G. ex altera, bonorum interveniente consilio, et de voluntate et mandato reverendi patris domini remensis archiepiscopi, pro bono pacis, coram fideli clerico curie remensis ad hoc specialiter deputato, in virum venerabilem et discretum dominum N. de Ferreriis officialem remensem, super processu, sentencia, et expensis predictis, et super lite seu causa mota et habita inter dictas partes coram quodam judice yprensi, et super omnibus aliis controversiis, querelis, accionibus et discordiis que orte et mote fuerant inter partes, et que moveri et oriri potuerunt inter ipsos usque ad diem confeccionis presencium, fide hinc inde prestita corporali, tanquam in arbitrium arbitratorem, seu amicabilem compositorem, compromiserunt, et sub pena centum marcharum argenti reddendarum, medietas curie remensi et alia medietas parti observanti arbitrium, a parte resiliente, rato nichilominus manente arbitrio, causa, sentencia, et processu;...... et sciendum est, quod si altera pars contra alteram in aliquo alio vellet experiri coram dicto domino N., et si predicti Th. et ejus uxor vellent, et tenerentur, de intencione sua probare aliquid, probaciones sue de mandato predicti domini N., propter eminentem inopiam dictorum conjugum, summarie et sine scriptis audirentur, et deberent audiri, si hoc maluerint dicti conjuges; et procedi poterit a dicto domino N. in hiis, et aliis, sine scriptis, et sine strepitu judicii, de plano, ordine judiciario minime observato. Et voluerunt, et consenserunt dicte partes, et hoc actum est expresse inter eos, quod dictus dominus N. procedere possit in dicto compromisso, et suam sentenciam arbitralem, diebus feriatis et non feriatis, stando vel sedendo, et quacumque hora sibi placuerit, et partibus eciam absentibus, vocatis tamen, [promulgare?]. Et promiserunt predicte partes, sub predicta fideidacione, et sub pena predicta, se inviolabiliter observaturas quicquid per dictum dominum N. super premissis omnibus et singulis inter dictas partes fuerit dic-

tum, et ordinatum pace vel judicio, arbitratum semel vel pluries, vel eciam sentenciatum. Qui dictus dominus N. ad preces dictarum parcium requisitus, et rogatus super hoc a domino remensi archiepiscopo, propter pericula et dampna que eminebant de predictis discordiis onus dicti compromissi in se suscepit; retinens tamen dictus dominus N. ordinariam suam auctoritatem et potestatem, quantum ad puniendum et compellendum dictas partes, cum ipse (*sic*), vel altera ipsarum, fuerit punienda, seu compellenda. Quibus mediantibus, dictus G. omnibus appellacionibus ex parte ipsius interpositis contra dictos conjuges, vel alterum eorum, ab audiencia cujuscumque judicis, renunciavit expresse; et premissis mediantibus, relaxati sunt dies, et lites, et cause, quas pars altera habebat contra alteram, coram quibuscumque judicibus delegatis, subdelegatis, auditoribus et conservatoribus, et aliis judicibus quibuscumque, quacumque auctoritate ageretur inter partes predictas coram judicibus supradictis. In cujus rei, etc. Datum, etc.

CCCII. Procuratorium.

Universis, etc. Noverint universi, quod coram *Tali* fideli curie remensis clerico, ad hoc a nobis deputato, cui in hiis et in aliis fidem adhibemus pleniorem, propter hoc specialiter constituta Maria, Radulphum clericum, Ernaudum, et Johannem laïcos, exhibitores presencium, et eorum quemlibet per se, et in solidum, ita quod horum non sit melior condicio occupantis, et quod unus ipsorum inceperit, alter valeat terminare et prosequi cum effectu, fecit et constituit suos procuratores generales et speciales, in omnibus et singulis causis et negociis quas et que predicta Maria habet et habitura est, tam in agendo, quam defendendo, contra quascumque personas ecclesiasticas, vel seculares, coram quibuscumque judicibus, delegatis, subdelegatis, ordinariis, arbitris, conservatoribus, auditoribus, exequutoribus, baillivis, prepositis, servientibus, majoribus, juratis, scabinis, et aliis quibuscumque, auctoritate quacumque fungentibus; dans predicta Maria prenominatis suis procuratoribus, et eorum cuilibet in solidum, plenariam potestatem, et mandatum speciale agendi pro ipsa Maria, et nomine ipsius Marie, ipsam Mariam defendendi, petendi,

et recipiendi eciam libellum et transcriptum omnium actorum, ac cujuslibet jurisdiccionis, excepciones, raciones, et defenciones quaslibet proponendi, lites contestandi, jurandi in animam ipsius, de *tali,* et de veritate dicenda, ac super expensis petendi, et recipiendi expensas si que sibi fuerint adjudicate, ponendi, posicionibus respondendi, et concludendi eisdem, et diffinitivam sententiam audiendi, appellandi, suam appellacionem prosequendi, eam excusandi, sue absolucionis beneficium impetrandi, aliumque loco sui substituendi; qui substitutus ab ipsis, vel eorum altero, eamdem et consimilem in omnibus et singulis habeat potestatem, qualem ipsi procuratores habere dignoscuntur in premissis, et omnia alia et singula faciendi que ipsa Maria faceret, et posset facere, si presens esset; ratum, et firmum habens, et habitura dicta Maria, quicquid per dictos procuratores suos, aut per eorum alterum, sive per substitutum ab ipsis, vel altero ipsorum, pro ipsa Maria, et nomine ipsius, coram quibuscumque, et contra quoscumque, super premissis omnibus et singulis, actum, procuratum fuerit, sive dictum, quousque presens mandatum duxerit revocandum; promictens sub ypotheca rerum suarum judicatum solvi, si necesse fuerit, et hoc omnibus quorum interest, etc. Datum anno Domini millesimo, etc.

Vers 1285. CCCIII. Peticio prioris judicii, pro pena judici[i] applicanda.

Dicit et proponit in jure coram vobis, domine judex, procurator reverendi patris G. Dei gracia ambianensis episcopi, pro ipso domino episcopo, et nomine ejusdem, procuratorio nomine, contra Baudetum dictum de Actrebato, manentem ambianensem, tincturarium, quod cum ordinatum fuerit, et statutum, et juratum jam diu est, inter tincturarios ambianensis civitatis, communi eorum assensu interveniente, et per sua juramenta, auctoritate et assensu ambianensis episcopi interveniente, quod quocienscumque accideret diem Mercurii in septimana esse feriatam, seu diem festum, ipsi tincturarii dicte civitatis, in ipsa civitate, in illa septimana, non assederent cuvellas, nec assedere possent ad tingendum pannos, seu lanam; et ille de tincturariis dicte civitatis qui secus fecerat (*sic*), vel qui contra hoc veniret, ipse teneretur ipso ambianensi episcopo in novem libris pari-

siensibus de emenda, et nomine emende. Dictus Baudo civis ambianensis, existens tincturarius in civitate ambianensi, post hujusmodi statutum et ordinacionem, in septimana nuper preterita, in qua dies Mercurii fuit feriata, et festum solemne sancti Dionisii in eadem civitate, cuvellam ad tingendum pannos et lanam assedit, contra dictam ordinacionem et statutum predictum veniendo, et emendam novem librarum parisiensium domino ambianensi episcopo reddendarum committendo. Petit dictus procurator, nomine quo supra, dictum Baudetum ad hoc sibi sentencialiter condempnari et compelli per vos, domine judex, ut dictas IX libras parisienses ad opus et nomine dicti domini episcopi, nomine emende predicte, et pro dicta emenda, ei reddat et solvat, racionibus et causis predictis, cum dictus Baudo premissa recognoverit coram bonis, salvo jure, etc.

Testes procuratoris reverendi patris G. Dei gracia ambianensis episcopi, agentis pro ipso domino episcopo, et nomine ejusdem, procuratorio nomine, contra B. dictum de Actrebato, ad probandum ea que sibi viderit expedire, jurati *tali* die, in presencia *Talis,* auditi et examinati, prout in deposicionibus eorum inferius continetur. *Et tunc ponantur deposiciones testium.*

CCCIV. Littera facta super sentencia. Vers 1285.

Constitutis in jure coram nobis Hugone de Ailliaco, procuratore reverendi patris G. Dei gracia ambianensis episcopi, agentis pro ipso domino episcopo, et nomine ejusdem, procuratorio nomine, personaliter, ex una parte, et Baudone dicto de Actrebato, tincturario, manenti ambianensi, per Anselmum de Actrebato procuratorem suum, ex altera, et sentenciam diffinitivam instanter a nobis sibi fieri petentibus; super causa ventilata coram nobis inter dictas partes, visis a nobis actis dicte cause et diligenter inspectis, nos, de bonorum virorum et jurisperitorum consilio, predictum B. dictum de Actrebato, tincturarium, in novem libris parisiensibus dicto procuratori predicti domini episcopi, ex causa in libello dicti procuratoris proposita, per sentenciam diffinitivam condempnamus; salvis expensis dicti procuratoris factis in lite seu causa predicta. Actum, etc.

Vers 1285. CCCV. Peticio a diffinitiva et a gravamine.

Dicit et proponit in jure coram vobis, domini officiales remenses, B. de Actrebato, civis ambianensis, contra procuratorem reverendi patris domini ambianensis episcopi, agentem in priori judicio, nomine procuratorio dicti episcopi, et pro ipso, quod cum idem procurator, nomine predicto, ipsum B. coram officiali ambianensi, officiali dicti episcopi, non ex delegacione apostolica, ad quandam certam diem citari fecisset, et ad judicium evocari, et peticionem suam coram domino officiali contra dictum B., nomine predicto, edidisset, prout in actis super hoc confectis continetur; idemque officialis in dicta causa perperam et inique procedens sentenciam diffinitivam, si debeat dici sentencia diffinitiva, aut possessionem pro dicto procuratore agente nomine ejusdem episcopi, ut dictum est, et pro ipso contra dictum B. promulgavit, die minime ipsis partibus ad audiendum jus, sive judicium, seu sentenciam diffinitivam, aut ad procedendum, alias assignata, et eciam parte dicti B. contradicente, et eciam hoc revocante, et dicente, et proponente se diem aliquam ad audiendum jus, sive judicium, aut sentenciam diffinitivam, vel alias, non habere, nec habuisse; dicente eciam, quod non volebat, nec debebat audire sentenciam, nec poterat, cum dies non esset, nec fuisset, in causa predicta ad audiendum jus, sive judicium, aut sentenciam diffinitivam, partibus predictis assignata; in quibus pars dicti B. senciens se ab eodem officiali indebite, et contra jus et justiciam, pregravari, ad remensem curiam legitime appellavit propter premissa omnia et singula, contra partem adversam, petitis apostolis et sibi denegatis; propter que iterato, modo predicto, appellavit. Quare petit appellacionem suam justam et canonicam pronunciari, et admitti, et dictam sentenciam retractari, seu adnullari, et super premissis quod justum fuerit statui, et decerni, et quicquid contra ipsum ex ea, vel ob eam, sequutum est, denunciari penitus non tenere, nec ab inicio tenuisse; et hoc dicit et petit, etc.

Vers 1285. CCCVI. Responsio ad dictam peticionem.

Ad que respondet *Talis* procurator, quod non tenetur respondere

premissis, cum ibi intentetur appellacio a sentencia diffinitiva et a gravamine, in causa eadem, et inter partes easdem, et super eisdem articulis in eadem peticione contentis; et paratus est respondere ad unam causam quam pars appellans duxerit eligendam, et prosequendam. Et *talis* dies est assignata partibus ad interloquendum, utrum pars adversa teneatur respondere illis duobus articulis in dicta peticione contentis, an alteri ipsorum, et ad procedendum ulterius in dicta causa appellationis, prout justum fuerit. *Talis* fuit procurator *Talis* partis adverse, per litteras decani ambianensis ecclesie. Datum de consilio, etc.

CCCVII. Responsio : appellatum esse de facto. Vers 1285.

Ad peticionem formatam in curia remensi ex parte B. contra procuratorem domini episcopi agentem in priori judicio, nomine procuratorio dicti episcopi, et pro ipso, contra dictum B. in causa appellacionis a diffinitiva sentencia lata pro dicto procuratore contra dictum B., respondet *Talis* procurator, appellatum esse de facto. Et *talis* dies est assignata dictis partibus ad reportandum acta prioris judicii aperta super causa appellacionis predicte, et ad procedendum ulterius, prout justum fuerit. *Talis* fuit procurator dicti B. Datum de consilio *Talis* pro *Tali*. Datum ut supra.

CCCVIII. Notula ad reportandum acta. Vers 1285.

In vigilia Nativitatis B. Johannis Baptiste est dies assignata procuratori reverendi patris, etc., agentis (*sic*) in priori judicio, nomine ipsius episcopi, et pro ipso, contra B., et e contra, ad reportandum acta prioris judicii ad plenum, si que desint reportanda, et ad disputandum super actis reportatis, et reportandis apertis, si que sint, et ad procedendum ulterius, ut jus erit. *Tales* fuerunt procuratores parcium. Datum *tali* die. Magistri W. pro procuratore dicti episcopi, et Johannes de *Tali* loco pro dicto B., fuerunt advocati. Datum ut supra.

CCCIX. Factum disputando propositum ab appellante ad corroboracionem sue peticionis, quasi idem continens cum peticione. Vers 1285

Die assignata partibus ad vigiliam Nativitatis B. Johannis Baptiste ad disputandum super actis ad remensem curiam reportatis in causa appellacionis de qua agitur in curia remensi inter B. ex una parte, et procuratorem reverendi patris domini ambianensis episcopi, agentem nomine procuratorio ipsius episcopi, et pro ipso, ex altera, prout in notula diei super hoc confecta continetur; ad sui defensionem, et elidendum et perimendum peticionem ex parte dicti procuratoris nomine procuratorio in priori judicio editam, et ejus monicionem, si que sit, et ad finem ut sentencia diffinitiva lata in priori judicio contra dictum B., si debeat aut possit [dici?] sentencia, infirmetur, seu adnulletur, et nulla pronuncietur, disputando peremptorie proponit et dicit pars dicti B., contra partem adversam, quod dicta sentencia, si nomen sentencie meretur habere, et dici possit aut debeat, merito debet infirmari, seu adnullari, et nulla pronunciari, pro eo quod dicta sentencia, si dici debeat sentencia, lata fuit contra jus scriptum, et sine scriptis, et eciam die ad audiendum jus, sive judicium, aut sentenciam diffinitivam, ipsis partibus per assignacionem diei aut notule [*sic,* notulam?] confectam, seu per citacionem, aut alias legitime, minime assignata, et eciam parte dicti B. renitente, et contradicente, et eciam dicente et proponente quod nolebat audire jus, sive judicium, aut sentenciam diffinitivam in causa predicta, cum diem non haberet nec habuisset ad hoc faciendum, aut aliquid aliud aliquo modo quoquo; propter que dicit dictam sentenciam, si nomen sentencie meretur habere, infirmari, seu retractari, sive adnullari, aut eciam nullam pronunciari, et ipsum B. ab impeticione ejusdem procuratoris absolvi, et dictum procuratorem eidem B. in expensis legitimis condempnari; et que in facto consistunt, vel quod sufficiat ex eisdem, offert se dictus B. legitime probaturum, et petit se ad probandum admitti, si negaverit pars adversa.

Vers 1285. CCCX. [Responsio?]

Ad que respondet Bernardus procurator dicti procuratoris, ut prius, quod dictum factum, prout est propositum et narratum, non valet, nec est admittendum. Et *talis* dies est assignata dictis partibus ad interloquendum super premissis, salvis racionibus partis adverse, et ad pro-

cedendum ulterius, prout justum fuerit. *Talis* fuit procurator partis adverse. Datum *tali* die, et actum de consilio *Talium*.

CCCXI. [Notula dilatoria ad dicendum veritatem sub juramento prestando?] Vers 1285.

Cum dies esset assignata Remis coram nobis per notulam, feria secunda post festum B. Petri ad vincula, Baudeto de Actrebato, contra procuratorem reverendi patris ambianensis episcopi, ad dicendum veritatem sub prestando juramento, ponendum, respondendum posicionibus, et ad procedendum ulterius, prout justum esset, dies est assignata dictis partibus ad feriam secundam post festum B. Bartholomei apostoli, ut prius, et hoc propter tempus feriatum propter mêsses ex parte dicti B. allegatum, et a nobis admissum, et dicta die procedetur non obstante tempore feriato propter messes. B. et E. fuerunt procuratores parcium. Datum ut supra.

CCCXII. Notula ad dicendum veritatem sub juramentis jam prestitis. Vers 1285.

Cum dies esset assignata Remis coram nobis per notulam, feria secunda post festum B. Bartholomei, Baudeto contra procuratorem ambianensis episcopi, ut prius, que prius erat assignata partibus ad dicendum veritatem sub prestando juramento, ponendum, respondendum positis [*sic,* positionibus?], et ad procedendum ulterius, prout justum esset, dies est assignata dictis partibus ad feriam secundam post Nativitatem B. Marie Virginis ad dicendum veritatem sub prestando juramento, ponendum, respondendum et concludendum positis hinc inde, et ad procedendum ulterius, prout justum fuerit. Tales fuerunt procuratores parcium. Datum.

CCCXIII. Notula ad reportandum confessiones. Vers 1285.

Cum dies esset assignata Remis coram nobis per notulam, feria secunda post Nativitatem B. Marie Virginis, B. contra procuratorem, etc., ad dicendum veritatem sub prestando juramento, ponendum, respondendum et concludendum positis hinc inde, et ad procedendum ulterius, prout justum esset, dies est assignata dictis partibus ad

feriam terciam post festum B. Remigii in vindemiis, ad reportandum confessiones, posiciones, responsiones dictarum parcium sub juramentis prestandis, et testium deposiciones quos partes producere voluerint, si partes in suis confessionibus, posicionibus et responcionibus fuerunt discordes, interim audiendos ab Yvone clerico tabellione curie remensis, et ad procedendum ulterius prout justum fuerit. *Tales* fuerunt procuratores parcium. Datum, etc.

Vers 1285. CCCXIV. Commissio facta tabellioni de latere curie.

Magistri Ruffinus de Fistelo canonicus, et Jacobus de Bolio officiales remenses, Yvoni clerico curie remensis tabellioni, salutem in Domino. Auctoritate curie remensis, tibi precipiendo mandamus quatenus vocatis coram te qui propter hoc fuerunt evocandi, videlicet Baudeto de Actrebato ex una parte, et procuratore reverendi patris ambianensis episcopi ex altera, juramenta, confessiones, posiciones, et responsiones dictarum parcium, sub juramentis prius prestandis, et testes quos pars dicti B. coram te producere voluerit, si partes in suis posicionibus, confessionibus, et responsionibus fuerint discordes, prius juratos, audias diligenter, examines eosdem prout in actis et notulis parcium videbis contineri, parte tamen adversa ad videndum dictos testes jurare, si videre voluerit, primitus evocata, ut in testes et dicta testium dicendi coram nobis liberam habeat facultatem. Quorum testium confessiones, cum confessionibus, posicionibus, et responsionibus, et juramentis parcium predictarum, coram nobis Remis ad feriam terciam post festum B. Remigii in vindemiis, sub sigillo tuo remittas interclusas, et quid inde feceris nobis rescribas. Datum. [Tibi?] autem tenore presencium damus in mandatis, ut dictos testes ad perhibendum testimonium veritati, si necesse fuerit, censura qua convenit compellas.

Vers 1285. CCCXV. Rescriptio tabellionis commissarii.

Viris venerabilibus et discretis dominis suis officialibus remensibus, Yvo tabellio curie remensis clericus, obedienciam in mandatis, cum omni reverencia et honore. Notum facio dominacioni vestre, quod ego ad mandatum vestrum, cui mea presens rescripcio est infixa,

vocatis coram me B. ex una parte, et procuratore domini ambianensis episcopi ex altera, juramenta, posiciones, responsiones que et quas dicti B. et procurator dicti domini episcopi, coram me facere voluerunt, in causa appellacionis que coram vobis vertitur, jus, preces, partes [*sic,* sub juramentis prestitis?] recepi, et audivi diligenter; et quia dictos B. et procuratorem in suis posicionibus et responsionibus discordes inveni, testes quos coram me producere voluit pars dicti B. contra procuratorem dicti domini episcopi, prius juratos in presencia dicti procuratoris domini episcopi, et quosdam in ejus absencia, de consensu et voluntate ejusdem, ipsoque procuratore domini episcopi ad videndum dictos testes jurare quod prius, prout decuit, evocato, audivi et examinavi diligenter, juxta traditam michi formam, et secundum quod in actis et notulis parcium vidi contineri. Quorum testium deposiciones cum juramentis, posicionibus, et responsionibus predictis, vobis Remis ad feriam terciam post festum B. Remigii in capite octobris, sub sigillo meo, remitto fideliter interclusas. Datum, etc.

CCCXVI. Prefacio ad posiciones positionarii. Vers 1285.

Prestito calumpnie sacramento, anno Domini....., *tali* die, in causa appellacionis que vertitur in curia remensi inter procuratorem domini ambianensis episcopi ex una parte, et B. ex altera, videlicet a dicto procuratore domini episcopi, et a procuratore dicti B., ad fundandum et juvandum intencionem suam, ponit pars dicti B. contra procuratorem dicti domini episcopi, quod idem procurator dicti domini episcopi fecit dictum B., etc.

CCCXVII. Prefacio tabellionis ad testes. Vers 1285.

Testes producti in causa predicta ex parte dicti B. contra procuratorem dicti domini episcopi, jurati in presencia predicti procuratoris *tali* die, et examinati, prout in eorumdem testium deposicionibus videbitis contineri. *Tunc ponantur dicta testium.*

[CCCXVIII]. Notula ad dandum [*sic,* dicendum?] in testes. Vers 1285

Talis dies est assignata procuratori reverendi patris domini ambianensis episcopi contra B., ad dicendum in testes et dicta testium ex parte

dicti Baudeti contra dictum procuratorem productorum, super quibusdam factis ex parte dicti B. contra dictum procuratorem in curia remensi propositis, et ad procedendum ut jus erit. *Tales* fuerunt procuratores parcium. Datum *tali* die.

Vers 1285. CCCXIX. Factum directe contrarium predicto facto, propositum ab appellato in causa inmediate dicta.

Die assignata procuratori domini episcopi ambianensis contra B., ad dicendum in testes et dicta testium ex parte dicti B. ad probandum quoddam factum disputando propositum productorum, prout in actis et notulis parcium continetur; proponit et dicit pars dicti episcopi contra partem adversarii, quod licet idem B. multa proposuerit in facto predicto, tamen ea competenter nullo modo probavit, prout ex tenore facti et deposicionibus testium predictorum apparet; et ad sui defensionem, et ad elidendum et perimendum intencionem et excepcionem dicti B., in qua proponit sentenciam a qua se asserit appellasse latam fuisse invito et renitente procuratore dicti B., et die ad diffiniendum minime assignata, videlicet sabbato ante Ramos Palmarum ultimo preterito, peremptorie proponit et dicit pars dicti episcopi, quod feria quinta ante dictum sabbatum, inmediate dies fuit assignata dictis partibus in curia ambianensi ad diffiniendum in causa predicta, prout ex actis reportatis apparet; dicens insuper, quod consuetudo viget et viguit a retroactis temporibus in curia ambianensi, communiter approbata, et pro jure servata, quod si certa dies fuerit ad audiendum jus, vel judicium, seu sentenciam diffinitivam, partibus assignata, et dicta die partes non fuerint expedite, nec alia dies partibus assignata, in crastino dicte diei, si dies non fuerit feriata, et eciam tercia, vel quarta, non feriatis, officialis ambianensis habens paratam sentenciam, seu volens eam proferre dictis partibus personaliter vel per procuratores in dicta curia existentibus, potest partes vel procuratores earum in curia existentes, coram se ad audiendum judicium, seu sentenciam, evocare, et tenentur venire, et eisdem partibus sic, ut dictum est, evocatis, sive partes consenciant, sive altera pars consensiat et altera contradicat, potest ferre sentenciam, et tenet,

non obstante contradiccione vel absencia istius partis. Immo pars contradicens, nec volens procedere, contumax reputatur de die ad diffiniendum partibus assignata, et de die qua sentencia est prolata secundum consuetudinem antedictam; et secundum dictam consuetudinem illa secunda vel tercia dies intelligitur eadem dies esse cum prima que fuit ad diffiniendum partibus assignata, et dicta consuetudo interpretatur [contumacem?] diem [*sic,* die?] qua lata fuit sentencia esse et fuisse contumacem ex prima. Et hiis probatis, dicit predictam excepcionem ex parte B. propositam non valere, et ea non obstare debere sentenciam de qua agitur inter duas partes confirmari; quod petit sibi fieri ipsius episcopi procurator, offerens se premissa in facto consistencia, vel quod sufficiat, legitime probaturum; petens ad probandum admitti, si negentur a parte adversa. Ad que respondet Egidius de S. Paulo, clericus, procurator dicti B. ut prius, quod premissa, prout sunt proposita, et ad finem ad quem sunt proposita, non valent nec sunt admittenda. Et *talis* dies est assignata dictis partibus ad interloquendum super premissis, et ad procedendum in causa principali ulterius, prout justum fuerit, salvis racionibus utriusque partis. *Talis* fuit procurator dicti episcopi, ut prius. Actum de consilio *Talium.* Datum *tali* die.

CCCXX. Factum est [*sic,* ex?] eadem causa ab appellante replicando propositum. Vers 1285.

Die assignata procuratori domini ambianensis episcopi contra B. ad interloquendum super quodam facto peremptorio proposito ex parte dicti episcopi contra ipsum B., prout in notula exinde confecta continetur, que sic incipit:.... et sic finit:.... non recedendo a prosequcione facti predicti, sed ei firmiter inherendo, proponit pars episcopi contra dictum B. et ejus intencionem, quod dictus B. in suo facto falsum asserit in eo quod dicit, quod dies non erat nec fuerat assignata partibus die qua lata fuit dicta sentencia. Hoc enim falsum est, prout ex actis apparet, nam in ipsis actis ad curiam remensem reportatis, inter cetera continetur expresse, quod dies fuit assignata partibus ad diffiniendum feria quinta ante Ramos Palmarum, et quod lata fuit eadem sentencia sabbato immediate sequenti; dicens procurator pre-

dictus contra partem adversam, quod consuetudo notoria et usus vigent et vigebant tempore late sentencie, et ante diu viguerant in curia ambianensi, quod si certa dies fuerit assignata partibus ad diffiniendum in aliqua causa, et partes illa die vel crastina, seu alia die sequenti, presentes fuerint in eadem curia, vel procuratores earum, officialis, vocatis coram se et comparentibus dictis partibus, vel procuratoribus earum, potest jus seu sentenciam secundum dictam consuetudinem proferre; et tenentur partes ipsam sentenciam audire, secundum consuetudinem antedictam;....... et tenet dicta sentencia sic lata, et habet roboris firmitatem secundum dictam consuetudinem curie memorate; offerens se premissa in facto consistencia, vel quod sufficiat ex eisdem, cum aliis legitime probaturum; petens se ad probandum admitti. Ad que respondet Egidius de S. Paulo, clericus, procurator dicti B. ut prius, quod premissa, prout sunt proposita, non valent, nec sunt admittenda. Et *talis* dies est assignata dictis partibus ad interloquendum super hinc et inde propositis, et responsis, salvis racionibus utriusque partis, et ad procedendum ulterius, prout justum fuerit. *Talis* fuit procurator dicti episcopi, ut prius. Actum de consilio [etc.]. Datum, etc.

Vers 1285. CCCXXI. Litem (*sic*) contestacio facta ad factum predictum.

Cum dies esset assignata ad feriam secundam post festum B. Michaelis Hyemalis, procuratori domini ambianensis episcopi contra B., ad interloquendum super factis ex parte dicti procuratoris contra dictum B. in curia remensi propositis, prout in notula diei continetur; ad dicta facta respondet *talis* procurator dicti B. per litteras curie ambianensis, quod dicta facta prout sunt proposita, et narrata, et ad finem ad quem sunt proposita, et narrata, non valent, nec sunt admittenda; et ex habundanti negat dicta facta, prout sunt proposita, et narrata, et ad finem ad quem sunt proposita, et narrata, esse vera; et in crastino Circonsicionis Domini est dies assignata dictis partibus ad jurandum super dictis factis, et ad procedendum ulterius, ut justum fuerit. *Talis* fuit procurator dicti domini episcopi, ut prius. Datum *tali* die.

CCCXXII. Notula ad reportandum super facto. Vers 1285.

Cum dies esset assignata ad feriam secundam post Conversionem S. Pauli procuratori ambianensis episcopi contra B. ad jurandum, ponendum, respondendum posicionibus, et concludendum hinc et inde, super factis ex parte dicti procuratoris in curia remensi propositis, prout in notula diei continetur, dies est assignata ipsi procuratori contra ipsum B., ad feriam sextam post *Invocavit me,* ad reportandum juramenta, posiciones, et responsiones, et testium deposiciones, quos et quas dicte partes facere et producere voluerunt super factis predictis, interim audiendos et examinandos a domino Johanne de Ambianis presbitero cive remensi tabellione........ et ad procedendum ulterius prout justum fuerit, etc.

[CCCXXIII. Notula ad audiendum jus?]. Vers 1285.

Cum dies esset assignata per notulam in crastino *Letare Jherusalem* Baudeto contra procuratorem domini ambianensis episcopi ad dicendum in testes, et dicta testium ex parte dicti procuratoris contra dominum B. productorum super quibusdam factis ex parte dicti procuratoris contra dictum B. in curia remensi propositis, et ad procedendum ulterius, ut jus esset, prout in notula diei continetur, dies est assignata dictis partibus ad feriam secundam post *Quasimodo* ad audiendum jus, sive judicium, seu sentenciam diffinitivam, super causa que vertitur in curia remensi inter dictas partes. *Tales* fuerunt procuratores parcium. Datum.

CCCXXIV. Citacio cum litteris ad videndum cessionem.

Magistri, etc., auctoritate curie remensis vobis mandamus quatenus peremptorie citetis, vel citari faciatis, Remis, coram nobis, ad *talem* diem Rolandum contra Mariam, cum omnibus suis actis, litteris, et instrumentis, a curia remensi ex parte dicti R. contra dictam M. impetratis, per que, et virtute quorum, fecit et procuravit ipsam Mariam moneri, excommunicari, et aggravari auctoritate curie remensis, eadem acta, instrumenta, et litteras, in judicio coram nobis exhibiturus, ac visurus et recepturus solempnem omnium bonorum

suorum cessionem quam intendit facere coram nobis ad opus dicti R., tam pro judicato, si quod sit, quam aliis rebus quibuscumque pro quibus est excommunicata et aggravata; et ad quam cessionem petit se a nobis admitti, et offert se paratam facere cum omnibus sollempnitatibus que in talibus solent et consueverunt adhiberi; necnon et visurus beneficium sue absolucionis quam petit sibi a nobis humiliter impendi, et intendit impetrare in forma ecclesie, mediante dicta cessione facienda; intimantes eidem R., quod sive dicta die venerit, sive non, nos nichilominus super premissis, et aliis premissa tangentibus, procedemus, prout de jure fuerit faciendum. Et quid inde feceritis nobis rescribatis, ita quod in hiis exequendis alter alterum non expectet. Officiali vero suessionensi, tenore presencium, damus in mandato, ut dictos exequutores ad exequenda premissa censura qua convenit, si opus fuerit, compellat. Datum.

CCCXXV. Littera facta super acceptacione compoti exequtus (*sic*).

Universis, etc., noverint universi, quod in dicta curia coram nobis propter hoc personaliter constitutus *Talis,* exequutor testamenti *Talis* defuncti, de bonis ad execucionem dicti testamenti pertinentibus receptis per ipsum, et de misiis et expensis factis et solutis usque in diem confectionis presencium litterarum computavit in modum qui sequitur, juramento prius, ut decuit, ab ipso prestito, quod in premissis fideliter se haberet. Primo siquidem asseruit se recepisse a *Tali : Tantum,* etc. Summa omnium premissorum : *Tantum.* Item asseruit se expendisse et solvisse in negociis, et pro negociis dicte execucionis, in hoc : *Tantum,* etc. Summa omnium solucionum et expensarum predictarum : *Tantum.* De quibus omnibus et singulis solutis et expensis fidem fecit tam per litteras, quam aliter, legitime coram nobis, protestans ad conservacionem sui juramenti, et juris dicte exequcionis, et sui, quod si aliqua de quibus non recolat omisit computare, alio loco et tempore nominabit, et fideliter computabit. Et nos officialis predictus, attendentes et considerantes omnia et singula supradicta facta fuisse et esse bona fide, dictum compotum acceptamus, auctoritate ordinaria approbantes eumdem.

CCCXXVI. [Apellacio a gravamine?]

Dicit et proponit in jure coram vobis, domini officiales remenses, Matheus dictus Germanus contra dominam Ysabellam, uxorem domini Mathei de Baisnel militis, quod cum causa verteretur coram officiali ambianensi, non ex delegacione apostolica, inter ipsum Matheum ex una parte, et dictam dominam Ysabellam ex altera, prout in actis super hoc confectis continetur, et in tantum fuisset inter ipsas partes processum coram dicto officiali, quod ex parte dicti Mathei contra dictam dominam extitit competenter propositum coram officiali predicto, quod ad taxacionem quarumdam expensarum quas petebat sibi taxari contra dictum Matheum, non erat aliquatenus procedendum, nec dicta domina in hiis erat audienda, pro eo quod dicta domina non habebat personam standi in judicio, utpote excommunicata excommunicacione majori, auctoritate curie ambianensis judicis competentis ejusdem, licet eamdem exceptionem a parte adversa negatam pars dicti Mathei computenter (*sic*) probasset, nichilominus idem officialis et injuste, et contra jus et justiciam, pronunciavit dictam excepcionem non esse probatam, et ea non obstante esse ad taxacionem dictarum expensarum procedendum, licet contrarium pronunciasse debuisset, cum dicta excommunicacionis sentencia competenter et legitime probata fuisset; et gravamen gravamini accumulans, ipsum Matheum contumacem, cum non esset, de dicta die, indebite et contra justiciam reputavit; propter que omnia, et singula, pars dicti Mathei ad remensem curiam competenter et legitime contra dictam dominam appellavit. Quare petit dictam appellacionem suam pronunciari canonicam, et admitti, et quicquid contra ipsum ex ea, vel ob eam, sequutum est, denunciari penitus non tenere, nec ab inicio tenuisse; et hoc dicit et petit, salvo sibi jure beneficii in omnibus, etc.

CCCXXVII. Littera suffraganei ut mandato (*sic*) curie remensis exequcioni demandentur.

Officialis ambianensis, magistro B. de Fluy curato de Revella, salutem in Domino. Ad mandatum curie remensis mandamus vobis, quatenus mandatum dicte curie remensis hiis presentibus annexum, prout

in eodem videbitis contineri, in omnibus et per omnia diligenter et debite exequucioni demandetis, et quid inde factum fuerit dicte curie remensi rescribatis, etc. Datum, etc.

Vers 1285. CCCXXVIII. Littera citationis contra officialem suffraganei qui, post et contra appellacionem, appellantem cepit et carceri mancipavit.

Magistri, etc., ex parte B. de Actrebato civis ambianensis, nobis est graviter conquerendo monstratum, quod cum idem B. ab audiencia viri discreti officialis ambianensis, contra eumdem officialem, ex certis causis et gravaminibus sufficientibus ab eodem officiali ipsi B. illatis, ut dicitur, appellasset ad remensem curiam, et dum esset in prosequucione appellacionis sue, idem officialis indebite, et injuste, et contra jus et justiciam, eumdem B. post dictam appellacionem, et occasione appellacionis predicte, cepit seu capi fecit, et eumdem prisonie mancipatum detineri, in prejudicium jurisdiccionis curie remensis, et dicti B. dampnum non modicum et gravamen; propter que pars dicti B. ad nos, tanquam ad superiores, habens recursum, nobis humiliter supplicavit ut super hiis remedium apponere, et eidem in hac parte subvenire, curaremus. Et nos ipsius supplicacionibus inclinati, attendentes tamen [*sic,* quod?] si premissa veritate nitantur, non est dubium quin premissa facta et actemptata fuerint et sint in prejudicium jurisdiccionis curie remensis, et dicti B. dampnum, injuriam et gravamen; inde est quod vobis, auctoritate curie remensis, mandamus quatenus ad dictum officialem personaliter accedentes, eumdem diligenter cum reverencia debita moneatis, ut dictum B. a dicta prisonia deliberet, et faciat, et procuret deliberari, et liberum abire permittat, sine custu et dampno ejusdem, cum idem B. intendat et velit, suaque intersit, tractui cause sue appellacionis personaliter interesse, alioquin omittere non poterimus quin contra ipsum officialem procedamus prout de jure extiterit procedendum, nisi idem officialis contra hoc causam efficacem allegare voluerit quare ad premissa facienda minime teneatur; quam si allegare voluerit, citetis ipsum officialem peremptorie Remis coram nobis ad diem peremptoriam et competentem, ad voluntatem latoris presencium, dum tamen dies citacionis predicte in se contineat ad

minus spacium XII dierum, contra ipsum B. super premissis, et aliis, prout justum fuerit, processurum, cum int[imacione?] quod sive dicta die venerit, sive non, nos nichilominus dicta die super premissis et premissa tangentibus, et aliis, prout justum fuerit, procedemus; inhibentes nichilominus eidem officiali, et aliis de quibus fueritis requisiti, ne occasione premissorum, lite et causa appellacionis predicte coram nobis inter ipsas partes pendentibus, aliquid quod sit in prejudicium jurisdictionis curie remensis, et dicti conquerentis dampnum et gravamen, actemptent, innovent, vel immutent; et quid inde feceritis nobis rescribatis. Istud autem mandatum vobis committimus exequendum, cum id nobis facere liceat in hoc casu. Datum anno Domini, etc.

CCCXXIX. Rescriptio monicionis *nisi causam*. Vers 1285.

Viris venerabilibus et discretis, etc. Noveritis quod ego ad mandatum vestrum, presentibus hiis annexum, prout in eodem vidi contineri, ad venerabilem virum dominum officialem ambianensem personaliter accessi, et mandatum vestrum eidem officiali exposui, adimplevi, et copiam dicti mandati vestri eidem sub sigillo meo feci, et tradidi. Qui officialis respondit michi [(]tunc ponas responsionem officialis, et postmodum si causam alleget officialis, ponas[)]. Quibus auditis, ego predictum officialem ambianensem citavi Remis coram vobis, ad *talem* diem, prout in mandato vestro continetur. Et quid super hoc sit agendum, etc. Datum.

CCCXXX. Quid fiet contra appellantem appellacionem non prosequentem.

Si una pars, scilicet appellans, non prosequatur causam appellacionis sue antequam condempnetur in expensis, et revocetur inhibicio, debet citari primo, secundo, tercio; unde primo dantur littere contra ipsum in audiencia, et secundo, super quas infra videbis; tercio accipitur simplex expectatorium contra ipsum, et tunc condempnatur in expensis, et revocatur inhibicio, si qua sit facta; et postmodum citatur visurus taxacionem expensarum, etc. Totus iste processus statim sequitur.

Vers 1285. CCCXXXI. Citacio ad taxandum expensas et procedendum in causa appellacionis.

Magistri Ruffinus, etc., omnibus presbiteris in civitate et dyocesi tornacensibus constitutis ad quos presentes littere pervenerint, salutem in Domino. Auctoritate curie remensis vobis mandamus, quatenus peremptorie citetis, vel citari faciatis, Remis, coram nobis, ad feriam secundam post festum B. Petri ad Vincula, Margaretam uxorem Nicholai Alebrones, Copinum, etc. [(]nominentur omnes[)] contra Jacobum de Zande, in causis appellacionum motis inter ipsas partes, tam conjunctim, quam divisim, in curia remensi, secundum ante acta processuros, et visuros taxacionem omnium expensarum de quibus ad diem liquebit per acta, cum int[imacione?] quod sive dicta die venerint, sive non, nos nichilominus dicta die super premissis et aliis, prout justum fuerit, procedemus. Et quid inde feceritis nobis rescribatis, ita quod ad hec exequenda unus vestrum alium vel alios non expectet. Officiali vero tornacensi damus in mandatis ut dictos exequutores ad premissa exequenda, si opus fuerit, censura qua convenit compellat. Datum.

Vers 1285. CCCXXXII. [Littera dicta *Placet*, a suffraganeo data, ut mandata curie remensis exequucioni demandentur?]

Officialis tornacensis, omnibus presbiteris in civitate et dyocesi tornacensibus constitutis, salutem. Placet nobis quod vos mandatum curie remensis hiis appensum, secundum tenorem ejusdem, exequucioni debite demandetis; [et?] quid inde feceritis officialibus dicte curie rescribatis. Datum.

Vers 1285. CCCXXXIII. Rescriptio executoris.

Viris venerabilibus et discretis officialibus remensibus, etc. [(]Et rescribat presbiter qualiter adimplevit mandatum, et si sint aliqui mortui, vel banniti, vel qui non possint inveniri, hoc rescribat[)]. Datum.

Vers 1285. CCCXXXIV. Littera ad videndum revocacionem inhibitionis.

Magistri Ruphinus, etc. Cum Jacobus de Zende (*sic*) in causis appellacionum que coram nobis vertuntur in curia remensi conjunctim, vel

divisim, inter ipsum Jacobum ex parte una, [et] Margaretam uxorem Nicholai Alebrones, Copinum, et ceteros, ex altera, per procuratorem suum, quantum debuit, expectavit, nemine contra ipsum comparente ad feriam secundam post festum B. Petri ad Vincula, auctoritate domini remensis vobis mandamus quatenus citetis Remis coram nobis ad crastinum B. Bartholomei apostoli dictos superius nominatos contra dictum Jacobum processuros in dictis causis appellacionum, ac visuros taxacionem expensarum dicte diei, et aliorum, necnon visuros revocacionem inhibicionis, si quam propter hoc fieri mandavimus, cum intimacione consueta; et quid inde feceritis nobis rescribatis. In hiis autem exequendis alter alium non expectet. Officiali vero tornacensi damus in mandatis, etc. Datum, etc. [(]Ponatur postmodum littera que dicitur : *Placet*, et rescripcio, ut supra.[)]

CCCXXXV. Littera expectatoria. Vers 1285

Magistri Ruffinus, etc. Cum Jacobus de Zande in causa appellacionum que vertitur coram nobis conjunctim, vel divisim, inter ipsum Jacobum ex parte una, [et] Margaretam uxorem Nicholai, [(]et ceteros nominantur omnes[)] ex altera, in crastino B. Bartholomei apostoli, quantum debuit per procuratorem suum expectavit Remis, coram nobis, nemine pro ipsis contra dictum J. comparante (*sic*), auctoritate domini remensis vobis mandamus, quatenus ipsos prenominatos citetis peremptorie Remis, coram nobis, contra dictum Jacobum ad feriam secundam post Exaltacionem sancte Crucis visuros taxacionem expensarum dicte diei, et aliorum, ac revocacionem inhibicionis, si quam propter hoc fieri mandavimus, necnon in dicta causa appellacionis, prout justum fuerit processuros, et ad confirmandum vel infirmandum sentenciam super dicta causa, si commode fieri possit, cum intimacione, etc. [(]Ut supra, et postmodum pone litteram que dicitur : *Placet*, et rescripcionem, ut supra.[)]

CCCXXXVI. [Littera data appellato, appellante non comparente post terciam citacionem?] Vers 1285.

Noverint universi, quod Jacobus de Zande, feria secunda post Exaltacionem sancte Crucis, contra Margaretam uxorem Nicholai Stru-

dani (?), et alios in actis parcium nominatos, quantum debuit in causa appellacionis expectavit, nemine contra ipsum J. comparente. Datum.

Vers 1285. CCCXXXVII. Littera super revocatione inhibitionis et condempnatione expensis.

Universis presentes litteras inspecturis, magistri Ruffinus de Fisteclo, canonicus, et Jacobus de Bolio, officiales remenses, salutem in Domino. Cum Jacobus de Zande, Margaretam uxorem Nicholai, Copinum, Nicholaum, [(]et ceteros omnes nominate[)] peremptorie citari fecerit Remis, coram nobis, primo, secundo, tercio, et demum ad feriam secundam post Exaltacionem sancte Crucis, processuros in causis appellationum interjectarum ad curiam remensem ex parte ipsorum contra dictum Jacobum de Zande, prout justum esset, et visuros revocationem inhibitionis, si quam ad instanciam ipsorum contra ipsum Jacobum fieri mandaveramus, et taxationem expensarum de quibus ad diem liqueret, et hoc cum intimacione consueta et debita eisdem facta in forma communi, et dictis diebus, dictus Jacobus, quantum debuit, per procuratorem suum expectavit, nemine contra ipsum comparente, dictus procurator dicti Jacobi peciit a nobis instanter inhibitionem predictam revocari, et contra ipsos procedi, ut jus erat. Quare nos, visis et cognitis dictorum Margarete et ejus consortum contumaciis, inhibitionem, si quam ad instanciam dictorum Margarete, Copini, et eorum consortum, fieri mandavimus, cuicumque facta fuerit, exigente justicia, revocamus; dictos consortes dicto Jacobo in expensis contumaciarum legitimis condempnantes. In cujus rei, etc.

CCCXXXVIII. Petitio in causa attemptati.

Coram vobis dominis officialibus remensibus, dicit et proponit in jure per modum actemptati, Willelmus de Villari contra Jacobum de Salice, quod cum idem Willelmus ab audiencia officialis cameracensis a quadam sentencia diffinitive lata ab officiali predicto pro dicto Jacobo contra dictum Willelmum ad remensem curiam competenter, tanquam ab iniqua, appellasset, ac inhiberi fecisset eidem Jacobo, auctoritate curie remensis ne, die, lite, citatione, et causa appellationis coram vobis inter ipsas partes pendentibus, aliquid quod esset in prejudicium

juridictionis curie remensis, et dicti Willelmi gravamen, attemptarent, innovarent, vel immutarent, nichilominus idem Jacobus post dictam appellationem et inhibitionem sibi factam auctoritate curie remensis, dictaque appellatione pendente, et eciam occasione litis et cause et appellationis predicte, fecit et procuravit quandam peccunie quantitatem, in qua sigillifer curie cameracensis eidem Willelmo tenebatur obligatus, saisiri et arrestari, et arrestatam detineri, et eumdem auctoritate officialis cameracensis moneri, et eciam excommunicari, excommunicatumque nunciari, minus juste, et sine causa rationabili, in prejudicium curie remensis juridictionis, et dicti Willelmi dampnum et gravamen; unde, cum lite pendente inter partes nichil debeat innovari, attemptari, seu eciam immutari, petit idem Willelmus ipsum Jacobum ad hoc sibi sentencialiter condempnari, et condempnatum compelli, ut predicta attemptata revocati (*sic*) et revocari faciat et procuret, et ad statum pristinum reducat, et reponat, seu faciat et procuret reduci et reponi in eo statu videlicet in quo erant et fuerant tempore appellationis predicte ad remensem curiam interjecte, sine custu et dampno dicti Willelmi; et premissa petit et supplicat sibi fieri, prout justum fuerit, et super hiis per vos quod justum fuerit statui et decerni; et hoc dicit et petit, etc.

CCCXXXIX. Littera facta super publicatione actestacionum testium ad perpetuam rei memoriam.

Universis, etc. Proponente coram nobis Sibillona uxor[e] magistri Egidii dicti As Maloz, quod ipsa in maritagium cum dicto Egidio ejus marito, apportavit secum quinquagenta libras turonenses, et eas tradidit marito ejus predicto coram bonis et fidedignis, necnon robas, culcitras, linteamina, mapas, et alia utensilia in valore quadraginta librarum parisiensium, ac supplicante nobis humiliter, ut cum sibi timeret dicta mulier ut propter labilem hominum memoriam, et propter casus fortuitos, jus probationis processu temporis deperiret, probationes et testes ad premissa probanda admictere curaremus, ut secundum probaciones ad perpetuam rei memoriam instrumentum publicum facere curaremus; et premissa, ad supplicationem ipsius mulieris in plenis ecclesiis parochiarum remensium, palam, publice, ac sollempniter, fuerunt exposita et denunciata, ac citati fuerunt ad

curiam remensem peremptorie coram nobis ad certam diem, ad mandatum nostrum, omnes illi qui se vellent opponere, et sua crederent interesse, visuri testes jurare, ut si sua crederent interesse facilitatem haberent dicendi in testes et dicta testium producendorum; et nemo comparens coram nobis se opposuerit in premissis, dicta muliere coram nobis comparente personaliter, ac supplicante ut testes ipsius reciperemus, recipi, jurare, audiri, et examinari faceremus, et quod justum esset super premissis statueremus, nos testibus ex parte ipsius mulieris receptis, juratis, auditis, et diligenter examinatis, eorum depositionibus in scriptum redactis, publicatis, dicta muliere jus sibi fieri instanter a nobis petente, visis et diligenter inspectis attestationibus ipsorum testium quibus presentes littere sunt annexe, communicato jurisperitorum consilio, pronunciamus et decernimus actestaciones ipsas vim habere publici instrumenti. In cujus rei, etc.

Vers 1285. CCCXL. Supplicatio pro expensis monachis ministrandis a suo abbate, in causa contra abbatem suum.

Supplicant vobis dominis officialibus remensibus domini G. et S. monachi professi in monasterio lobiensi, cameracensis diocesis, ordinis S. Benedicti, contra dominum Th. qui se gerit pro abbate dicti monasterii, quod cum dicti monachi non habeant proprium, nec a'' [*sic*, aliqua?] bona unde possint causam appellacionis motam coram vobis in curia remensi, per citacionem, et libelli oblationem, prosequi vestrum officium implorando, quod vos decernatis eisdem monachis expensas necessarias de bonis dicti monasterii, et decretas administrari faciatis eisdem, ad prosecutionem cause predicte et eamdem tangencium, cum aliter eamdem causam et eamdem tangencia prosequi non possint, et ipsi monachi agant pro utilitate monasterii sui, ut in libello formato in dicta appellationis causa expresse continetur. Et ista supplicatio fuit tradita Th. ad penam interesse. Datum tali.....

CCCXLI. Littere dimissorie ad ordines.

Reverendo in Christo patri ac domino suo karissimo P. Dei gracia remensi archiepiscopo, Johannes de Bumigniaco [1] (*sic*) cameracensis

[1] Si ce Jean de Rumigny n'est pas le même que le *Gallia christiana* indique comme ayant été prévôt du chapitre de Cambray, de 1265 à 1273, à coup sûr il a été le contemporain de son homonyme.

archidiaconus, salutem et quicquid patri ac domino. Attendentes laudabile testimonium super vita et moribus Johannis de Altaribus clerici vestre diocesis remensis cupientis in sacris, ut asserit, Deo dante, famulari, nosque volentes eumdem J. in suo laudabili voto favore benigno prosequi, [eum?] vobis presentamus, paternitati vestre reverende supplicando, quantum possumus affectuosius, quatenus pietatis intuitu ad nostrum titulum, cum vos sacros ordines celebrare contingerit, ad subdiaconatus, diaconatus, et presbiteratus ordines gradatim dignemini promovere. Datum, etc.

CCCXLII. Littere facte super ordinibus collatis.

Universis presentes litteras inspecturis, P. miseratione divina remensis archiepiscopus, in Domino salutem. Notum facimus, quod nos anno Domini...., *tali* die, Johannem de Altaribus ad titulum discreti viri magistri J. de Bumigniaco cameracensis archidiaconi, et ad presentacionem ejusdem archidiaconi, ad ordines subdiaconatus duximus promovendum. Datum, etc.

CCCXLIII. Pro sacris ordinibus.

Reverendo in Christo patri ac domino P., Dei gracia remensi archiepiscopo, et aliis omnibus eadem gracia episcopis suffraganeis remensis provincie ad quos presentes littere pervenerint, Johannes de Bumigniaco cameracensis archidiaconus, cum reverencia et honore salutem et quicquid domino atque patri.

Vobis domino remensi predicto grates referimus super eo quod vos dilectum nostrum Johannem de Altaribus clericum nostre diocesis exhibitorem presentium ad ordinem subdiaconatus ad nostrum titulum promovistis; vobis adhuc, et aliis venerabilibus episcopis dicte remensis provincie, eumdem Johannem presentamus, paternitatibus vestris supplicando quantum possumus, quatenus ipsum Johannem subdiaconum, pietatis intuitu, ad nostrum predictum titulum, cum ad vos accesserit, et vos vel aliquem vestrum, ad quos vel ad quem venerit, sacros contingerit ordines celebrare, ad dyaconatus et presbiteratus ordines gradatim promovere dignemini et velitis. Datum, etc.

CCCXLIV. Littere obligatorie de providendo.

Universis presentes litteras inspecturis, Johannes de Bumigniaco cameracensis archidiaconus in Domino salutem. Notum facimus tenore presencium universis, quod cum ad instanciam nostram, et ad titulum nostrum, dilectus noster Johannes de Altaribus, clericus, in subdiaconatus et diaconatus ordines sit promotus, sibi, quam cito ad hoc se facultas obtulerit, de beneficio ecclesiastico competenti cum cura, vel sine cura, quod ipse duxerit acceptandum, ad nostram collationem spectante, promittimus providere; et licet sibi ex premissis ad hoc [non?] teneamur de jure, attamen nos et successores nostros, in quantum possumus, sibi propter hoc specialiter obligamus, etc.

CCCXLV. Commissio de inquirendo super certis delictis.

Talis officialis, *Tali* tabellioni salutem in Domino. Cum, fama referente, ad nos devenerit quod dominus P. presbiter curatus *Talis* loci, in sua parrochiali ecclesia continuam residenciam personalem non faciat, nec fecerit a Paschate [*sic,* et?] citra, prout decet; item quod idem curatus in mandatis ecclesie ac curie domini remensis ecclesie archidiaconi negligens sit, et remissus; item quod cum excommunicatis majori excommunicatione participat, et participare consueverit, ipsos in suis maliciis et excommunicationibus sustinendo et fovendo, et super premissis fama laboret; tibi, auctoritate presencium, damus in mandatis quatenus apud dictum locum personaliter accedens, super premissis, et quolibet premissorum, tam super fama, quam super articulis, inquiras diligenter veritatem, vocatis coram te qui propter hoc fuerint evocandi, et eam inquisitam [*sic,* inquestam?] nobis sub sigillo tuo interclusam remittas; testes autem qui super hiis producti fuerint, censura qua convenit compellas veritati testimonium perhibere, citans dictas personas nichilominus contra procuratorem dicte curie remensis coram nobis ad diem seu dies competentes visuras publicationem inqueste, et dicturas in testes et dicta testium si quid voluerint dicere, et ulterius processuras prout fuerit procedendum, cum intimatione consueta. Quatenus vero ad hoc, et eadem tangentia, tibi committimus vices nostras; et quid inde feceris, etc. Datum.

CCCXLVI. Littera de denegatione quarte dilationis propter deffectum juramenti.

Universis, etc. Cum in causa appellationis que vertitur coram nobis in curia remensi inter Johannem ex una parte, et Matildim ex altera, dies esset assignata feria quarta dicto Johanni contra partem adversam ad probandum tercio intencionem dicti Johannis in curia remensi, et ad procedendum ulterius, prout justum esset; et dicta dies continuata fuisset de die in diem secundum consuetudinem curie remensis usque ad diem Martis sequentem, ipsa die Martis dicto Johanne per Friminum, et parte adversa per Adamum clericum, in jure coram nobis comparentibus; procurator dicti Johannis predictus peciit a nobis quartam dilationem dicto Johanni a nobis dari, et concedi, ad probandum intencionem suam, cum paratus esset juris sollepnitatem facere; et interrogatus a nobis dictus procurator dicti Johannis, si posse suum fecerat de producendis testibus, et si contumaces erant, et si processerat contra tanquam contumaces, et si paratus erat jurare quod maliciose dictam quartam dilacionem non petebat, nec animo differendi negocii; respondit quod non, nec hoc juramentum prestaret; quare nos dictam quartam dilacionem ei non duximus concedendam, nec concessimus. In cujus rei, etc. Datum.

CCCXLVII. Littera facta super concessione dilationis quinque mensium propter absenciam testium.

Quodam facto compromissi proposito in curia remensi ex parte Johannis, in causa appellacionis que vertitur in dicta curia inter ipsum Johannem ex una parte, et Matildim ex altera, et negato a parte adversa; quibusdam dilacionibus habitis ad probandum dictum factum, cum quidam eorum [testium?] sint in remotis agentes, videlicet in Apulia, prout procurator dicti Johannis coram nobis per juramentum suum asseruit; nos officiales remenses coram quibus vertitur dicta causa appellacionis, auditis hinc et inde propositis, et maxime allegationibus absencie dictorum testium, partibus in jure coram nobis constitutis per procuratorem, concessimus eidem Johanni contra partem adversam dilacionem ad producendum testes suos absentes pre-

dictos tantummodo, qui nominati sunt in rescripcione *Talis* presbiteri, que rescripcio infixa est citacioni impetrate a curia remensi ex parte dicti Johannis pro testibus citandis sub quarta dilacione ad probandum factum predictum, videlicet tempus quinque mensium a tempore confeccionis hujus notule numerandorum, videlicet ad feriam sextam post festum beati Mathei apostoli, et ad procedendum ulterius, ut justum fuerit. Datum, etc.

CCCXLVIII. Recusatio proposita contra judicem.

Cum Johannes citari fecerit coram vobis domino *Tali* judice a domino Papa dato, me M., et peticionem suam ediderit contra me, et quia periculosum est sub judice littigare suspecto, dico et propono coram vobis, et contra vos ac dictum Johannem, quod ego habeo vos suspectum, et merito, pro eo quod dictus Johannes est vester concanonicus et socius in ecclesia *Tali;* propter [quod?] vos ut suspectum, et audienciam vestram, in causa que vertitur, seu verti speratur inter me et ipsum, recuso, et predictam causam recusacionis coram arbitris super hoc eligendis me offero probaturum a[d] quos statim comiter eligendos me paratum offero, et si convenire non possemus, *Talem* eligo pro parte mea; et ne in dicta causa ulterius procedatis, ad sedem apostolicam contra vos, et dictum Johannem, et omnes qui sua credent interesse in hiis scriptis provoco, et appello, et instanter apostolos michi a vobis concedi et tradi peto, si peti debeant in hoc casu.

[(] Ista forma recusacionis colligitur *in Speculo* [Durandi?], *libro* IIIº, *tit. de officio delegati,* excepta provocacione quam colligo ex dictis suis, *in tit. de recusacione, c. qualiter, prope finem,* ubi dicit : Generaliter credimus, sive sit judex delegatus, sive subdelegatus, sive ordinarius, semper tenet ejus processus post recusacionem propositam habitus, nisi appelletur, vel per alium modum cum effectu causa ad alium transferatur. [)]

CCCXLIX. Littera facta super innovatione appellationis.

Anno *tali, tali* die, constitutus coram nobis Symon procurator, ut dicebat, magistri G., a sentencia diffinitiva lata a nobis *tali* die contra dictum magistrum G. pro decano et capitulo B. Marie in Valle

Prarium (?), quam sentenciam dicebat esse iniquam, contra dictos decanum et capitulum ad sedem apostolicam appellavit in quantum lata fuit contra ipsum magistrum, et apostolos peciit, necnon appellacionem suam, quam dicebat dicta die ad sedem apostolicam interposuisse contra dictos decanum et capitulum, innovavit coram nobis. Quod vidimus, hoc testamur, salvo jure cujuslibet. Cui eciam appellacioni, tanquam frivole, non duximus deferendum. Datum anno et die predictis.

CCCL. Factum propositum ut rationes partis adverse non admittantur, propter timorem subornationis.

Die partibus assignata ad interloquendum super quibusdam factis seu racionibus in curia remensi ex parte Johannis contra Nevelinum disputando propositis, salvis racionibus partis adverse, videlicet ad *talem* diem, in causa appellacionis de qua agitur in curia remensi inter partes predictas, prout in actis et notulis parcium super hoc confectis plenius continetur; que quidem raciones, seu que facta, sic incipiunt...., et sic terminantur....; respondendo ad dictas raciones, seu ad dicta facta, replicando proponit et dicit dictus Nevelinus; et primo ad illam racionem, in qua dicitur quod dictus N. non probavit peticionem suam, et contenta in eadem, in priori judicio editam, et quod peticio predicta non processit de jure, nec valuit, quia, etc.; item ad aliam racionem in qua continetur quod, etc., respondendo proponit et dicit dictus N. quod dicte raciones non valent, nec eisdem tenetur respondere, quia juris sunt, et in jure consistunt, prout ex tenore predictarum racionum evidenter apparet. Ad id autem quod in hujus[modi] racionibus continetur, in quo proponitur quod sentencia prioris judicii merito debet infirmari, pro eo quod, antequam peticio esset et fuisset edita in priori judicio contra dictum Johannem, dictus N. diu ante quictaverat dictum J. de accione sibi competente, si qua sibi competebat, seu compecierat umquam, racione recognicionis facte in littera recognitoria de qua fit mencio in actis prioris judicii, per quam nisus fuit probare intencionem suam, sine alia probacione quacumque; respondendo proponit et dicit pars dicti N., quod dicta racio non valet, nec debet admitti, pro eo quod de dicta racione et de hiis que in eadem continentur, seu de contrario eorumdem, actum est et fuit in priori

judicio, testes producti, et eorum attestaciones publicate, partibusque et advocatis parcium note, prout ex actis prioris judicii evidenter apparet; et quantum ad probacionem premissorum, refert se pars dicti N. ad tenorem dictarum racionum, et ad acta inter partes predictas confecta. Hiis igitur racionibus, et aliis, per vos, domini officiales remenses, de jure supplendum dicit, et proponit pars dicti N. raciones ex parte dicti Johannis disputando propositas non valere, nec admittendas esse, et eisdem non obstantibus sentenciam latam in priori judicio pro dicto N. contra dictum J. merito debere confirmari, dictumque J. sibi debere in expensis condempnari, que petit sibi fieri per vos, domini officiales remenses, et super hiis per vos quod justum fuerit, statui et decerni.

CCCLI. Supplicatio ut relaxetur juramentum, et suspendatur monitio.

Cum R., auctoritate curie remensis, moneri fecerit Symonem ut dicto R. satisfaciat de medietate quinquaginta modiorum frumenti, dicto R. ab eodem monito promissorum ex causa cujusdam vendicionis frumenti continentis usurariam pravitatem, dicto R. per quadriannium persolvendi, et vilius pro tercio venditi ab eodem monito, precio XII librarum statim post dictam vendicionem ipsi monito persoluto, liceret[1] idem frumentum tempore venditionis hujusmodi oportuit fieri istam addicionem, et tempore solucionis faciende, communi exstimacione valeret XXVIII libras parisienses, dictusque monitus velit et intendat coram vobis de hujusmodi contractu usurario docere, et fidem suam prestiterit de non veniendo contra vendicionem predictam; supplicat vobis dominis officialibus remensibus dictus monitus, contra dictum R. et monicionem predictam, quatinus dictam fidem relaxari faciatis eidem de R. predicto, et monicionem predictam interim, lite coram vobis super premissis pendente, suspendatis, vel suspendi faciatis. De premissis autem offert dictus monitus se fidem facturum prout justum fuerit.

Istam supplicacionem fecit magister W. de Verzellis, et multum mota fuit tota curia fere, ad hoc quod non deberet admitti ea racione preci-

[1] Ce passage est évidemment corrompu.

pue, quod tempore contractus non poterat esse certum, frumentum esse plus valiturum tempore solucionis faciende, quantum valeret tempore contractus. Finaliter non fuit admissa.

CCCLII. Procuratorium ad presentandum decretum electionis, et electum, et petendum confirmationem. Vers 1284.

Reverendo in Christo patri ac Domino I. Dei gracia venerabili cameracensi episcopo, capitulum ecclesie S. Sisleni (*sic*) ordinis S. Benedicti, cameracensis diocesis, salutem, et debitam reverenciam, cum obediencia et salute. Reverende paternitati vestre significamus, quod vacante ecclesia seu monasterio nostro predicto per mortem bone memorie domini W. quondam ipsius ecclesie abbatis, corpore ipsius ecclesiastice tradito sepulture, die a conventu seu capitulo nostro prefixa ad providendum dicte ecclesie de pastore seu abbate ad certam diem, videlicet ad *talem* diem, presentibus omnibus qui voluerint, debuerint et potuerint commode interesse, provisum est eidem ecclesie seu monasterio per viam compromissi seu commissi de viro religioso et honesto domino Egidio predicte ecclesie monacho, in abbatem ipsius ecclesie electo, secundum formam et modum contentos, vel contenta, in decreto dicte eleccionis super hoc confecto, et vobis directo. Ad presentandum igitur vestre reverende paternitati decretum predicte eleccionis, et personam electam, ad petendum a vobis et supplicandum vice nostra, et pro vobis [*sic,* nobis?], et impetrandum dictam eleccionem confirmari, viros religiosos et discretos dominos *Talem* et *Talem* nostri predicti monasterii conmonachos, latores (?) presencium, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior condicio occupantis, nostros constituimus legitimos procuratores, dantes eisdem procuratoribus nostris, et cuilibet eorum in solidum, potestatem proponendi, supplicandi, et petendi pro nobis, et nomine nostro, omnia et singula que circa hec fuerint oportuna, et prestandi in animas nostras super premissis et premissa tangentibus cujuslibet generis sacramentum, et omnia alia et singula faciendi circa premissa et alia contingencia negocium eleccionis seu provisionis predicte, et eciam confirmacionis ejusdem, que nos faceremus vel facere possemus, si presentes essemus; ratum habituri et gratum quicquid per dictos procuratores nostros,

vel alterum eorum, super premissis nostro nomine factum fuerit sive dictum. In quorum, etc.

Vers 1284. CCCLIII. Littera facta super examinatione electi, ut confirmetur electus.

Presentata nobis I. Dei gracia cameracensi episcopo, anno *tali, tali* die, eleccione nuper in monasterio S. Gisleni ordinis S. Benedicti cameracensis diocesis, de religioso viro domino *Tali,* ejusdem monasterii monacho, in abbatem ipsius monasterii celebrata, decreto super dicta eleccione confecto, et persona ipsius electi dicta die nobis eciam presentatis; nos personam ipsius electi, prout nostro incumbebat officio, in modum qui sequitur examinavimus sub fide dignarum testimonio personarum. Interrogavimus enim eumdem an latinum intelligeret, et gramaticam didicisset? Qui respondit se suum in cantu et lectura scire officium, sed se nec latinum intelligere, nec gramaticam didicisse. Insuper eum interrogavimus in speciali super hiis verbis regule S. Benedicti, hiis scilicet : Post complectorium nemo loquatur; quid scilicet significaret hec diccio : *Nemo?* Qui respondit quod significabat in gallico : *Apries* [après?], nichil de hoc aliud respondendo. Actum die et anno predictis.

Vers 1284. CCCLIV. Littera super admissione supplicationis.

Cum dominus Egidius de Hennin monachus professus monasterii S. Gisleni cameracensis diocesis concorditer et canonice electus fuerit et sit in abbatem monasterii S. Gisleni predicti, utilis, ydoneus, et sufficiens ad regimen dicti monasterii, et ut in abbatem ibidem preficiatur et confirmetur, ego Jacobus de Priches clericus procurator ipsius electi, nomine procuratorio ipsius, et pro ipso, peto a vobis, reverende pater, dictam eleccionem de ipso concorditer et canonice celebratam auctoritate vestra pontificali confirmari; offerens me, nomine predicto, premissa, vel quod sufficiat ex eisdem, legittime probaturum per testes, et instrumenta, et alias probaciones, prout justum fuerit; et peto instanter, nomine predicto, me ad probandum admitti; protestans, nomine predicto, michi valere que probavero de premissis. Actum, etc.

CCCLV. Assignatio diei (?) ad probandum contenta in supplicatione [precedenti?] Vers 1284.

Nos I. Dei gracia cameracensis episcopus, visa et diligenter considerata peticione seu supplicacione procuratoris religiosi viri domini E. electi monasterii S. Gisleni hiis presentibus annexa, necnon contentis et expressis in ipsa supplicacione seu peticione, de jurisperitorum consilio, procuratorem ipsius domini E. electi, nomine procuratorio ipsius, et pro ipso, admittimus ad probandum ea de contentis in peticione et supplicacione predictis ad que probanda de jure debet admitti; et ad ea probanda assignamus eidem procuratori, nomine quo supra, diem Cameraci coram nobis, ad *talem* diem, et ad procedendum in negocio prout justum fuerit. Datum, etc.

CCCLVI. Littera facta super infirmatione electionis. Vers 1284.

Universis presentes litteras inspecturis, I. Dei gracia cameracensis episcopus, salutem in Domino sempiternam. Noverit universitas vestra, quod cum vacante monasterio S. Gisleni ordinis S. Benedicti, cameracensis diocesis, et abbatis solacio destituto per mortem bone memorie W. quondam abbatis ejusdem, prior et conventus ejusdem monasterii diem certam ad eligendum et providendum dicto monasterio de abbate et pastore assignassent, et die predicta religiosus vir dominus E. dicti monasterii monachus in abbatem dicti monasterii electus per viam commissi seu compromissi fuisset, prout hoc in decreto dicte eleccionis, sigillo dicti conventus sigillato, plenius continetur; religiosi viri domini *Tales*, dicti monasterii monachi, ex parte prefati conventus ad presentandum nobis electionem predictam, decretum eleccionis, et personam electi, necnon et supplicandum a nobis eleccionem ipsam confirmari per litteras ipsius conventus procuratores competenter instructi, ad nostram accedentes presenciam, nobis procuratorio nomine dicti conventus, eleccionem, decretum eleccionis ipsius, et personam electi, presentaverunt, et instanter pecierunt ut confirmaremus eamdem. Et nos personam dicti electi, prout nostro incombebat officio examinavimus diligenter. Quibus supplicacione et examinacione sic factis, procurator dicti electi, ad aliam diem ad procedendum in negocio coram

nobis assignatam, nomine procuratorio dicti electi, et pro ipso, comparens coram nobis, asserens dictum E. electum, utilem, ydoneum, et sufficientem, esse et fuisse ad regimen prefati monasterii, offerens id se probaturum, et petens ad probandum admitti, supplicavit, et a nobis peciit, eleccionem predictam de dicto E. celebratam confirmari. Ipso autem procuratore postmodum ad diem aliam in processu negocii assignatam a nobis admisso, sub certa forma, ad probandum contenta in supplicacione sua predicta, necnon in quibusdam articulis ex parte sua propositis, testibus super hoc ex parte sua productis, juratis, auditis, et examinatis, ac eorum deposicionibus in scriptis redactis, et postmodum publicatis, et facta dicto procuratori copia de eisdem; demum die assignata Cameraci ad *talem* diem dicto electo, seu ejus procuratori, ad audiendum jus in dicto negocio, dictaque die procurator ipsius electi, necnon prioris et conventus prefati monasterii, coram nobis personaliter comparente, et instanter a nobis tam nomine dicti electi, quam dictorum prioris et conventus nomine, a quibus super hoc specialem habebat per eorum patentes litteras potestatem, petente et supplicante jus, sive diffinitivam sentenciam, proferri in eleccionis negocio supradicto; nos, considerata diligenter ipsa eleccione, decreto super ea interposito, forma, meritis, et processu dicte eleccionis, ac meritis tam personarum eligencium, quam persone ipsius electi, examinata diligenter ipsius electi persona, viso et diligenter considerato toto processu in ipsius eleccionis negocio habito coram nobis, cognito ad plenum de premissis omnibus, et premissa tangentibus, communicato bonorum et jurisperitorum consilio, omnibus rite actis, jus dicendo seu diffiniendo, eleccionem ipsam de dicto domino E. celebratam in predicto S. Gisleni monasterio tanquam minus canonicam, utpote de persona insufficienter litterata factam, exigente justicia, reprobamus, nullam, irritam, et inanem esse pronunciamus; electores ipsos, videlicet priorem et conventum, quia dictum E. indignum, insufficienter litteratum, scienter elegerunt, potestate eligendi ista vice denunciantes et declarantes esse privatos, et nos ad virum religiosum dominum *Talem* monachum *Talis* monasterii ordinis S. Benedicti cameracensis diocesis, virum utique sciencia et moribus multipliciter commendatum, in temporalibus et spiritualibus circumspectum, men-

tis aciem convertentes, de eo quem potissime ydoneum ad relevacionem ejusdem monasterii in spiritualibus et temporalibus esse speramus, vita laudabili, rerum experiencia, et industria quibus pollet nobis fidem super hoc faciente, dicto monasterio S. Gisleni de abbate providemus, et ipsum prefigimus in abbatem monasterii supradicti. Datum, etc.

CCCLVII. Instrumentum factum super appellatione. 28 février 1285.

In nomine Domini, amen. Anno nativitatis ejusdem M° CCC° [*sic*, CC°][1] octuagesimo quarto, indiccione tercia decima, ultima die mensis februarii, in presencia mei notarii, ac testium infrascriptorum vocatorum et rogatorum, *Talis* procurator religiosorum virorum tam dominorum E. de Hennin monachi S. Gisleni in abbatem monasterii ejusdem electi, quam monachorum eligencium eumdem, nomine procuratorio ipsorum eligencium et electi, et pro ipsis, quandam appellacionem fecit et legit in scriptis in hunc modum :

Cum vos, reverende pater ac domine I., Dei gracia cameracensis episcopo (*sic*), eleccionem in monasterio S. Gisleni tunc vacante canonice factam de viro religioso domino E. monacho ipsius monasterii, minus juste, et sine causa racionabili, nullam et irritam pronunciaveritis, ac eciam pronunciaveritis priorem et monachos, ad quos spectat eleccio in dicto monasterio, eligendi potestate esse privatos hac vice, et ad vos jus providendi dicto monasterio de abbate esse devolutum ista vice dixeritis, ac eciam provideritis de facto, cum de jure non possetis, ex arrupto, et sine cause cognicione, dicto monasterio de domino Rogero de *Tali* loco, ipsum in abbatem S. Gisleni predicti preficiendo, cum tamen dicta eleccio de domino E. fuisset et esset canonice et concorditer celebrata, essetque coram vobis propositum, admissum per vos, et probatum ipsum dominum E. fuisse et esse utilem, sufficientem et ydoneum ad regimen monasterii S. Gisleni predicti; et hoc feceritis et faciatis minus juste, et tam in dicti electi quam dictorum eligencium ac monasterii predicti prejudicium, dampnum et gravamen, idcirco ego *Talis* procurator tam dicti electi, quam eligencium et mo-

[1] Voyez dans la Notice bibliographique placée en tête de ce volume, quels motifs nous portent à substituer la date de 1285 à celle de 1385 donnée par notre manuscrit et par le *Gallia christiana*, III, 96.

nachorum predictorum, senciens ipsos, et eorum quemlibet, in premissis, et quolibet premissorum, ac aliis, a vobis, et per vos, indebite gravari, nomine procuratorio ipsorum electi, eligencium, et monasterii, ac pro ipsis, ob premissa gravamina, et eorum quodlibet, ac alia, a vobis et contra vos, dictum dominum Rogerum, et omnes alios qui sua crediderint interesse, reverendum patrem ac dominum a[r]chiepiscopum remensem [(] vel sedem apostolicam prout eis visum fuerit expedire [)] in hiis scriptis appello; et ne vos, pater reverende, ad consecracionem seu benediccionem dicto domino R. ad titulum dicti monasterii S. Gisleni inpendendum, seu ad aliquam suspensionis excommunicacionis vel interdicti sentenciam in ipsos electum, eligentes, seu monasterium, vel eorum aliquem, proferendam, vel ad aliquid aliud faciendum in ipsorum vel alicujus eorumdem prejudicium, procedatis, se[u] procedi faciatis, dictum dominum archiepiscopum [(] vel sedem apostolicam [)] in hiis scriptis provoco, ut prius, et appello; supponens dictum electum, eligentes, ac monasterium, bona, statum, et condicionem eorumdem, sub proteccione dicti archiepiscopi [(] vel sedis apostolice predicte [)]; et super premissis michi, nomine predicto, apostolos a vobis dari et concedi peto; quos, quia non conceditis, seu non datis, iterato ut prius appello in hiis scriptis. Acta fuerunt hec Cameraci, in castro civitatis cameracensis, in quodam solio ante cameram domini episcopi, ipso domino episcopo in camera existente, et hanc appellacionem audiente; presentibus *Talibus* clericis testibus ad hoc specialiter vocatis et rogatis; anno, die, et indiccione predictis. [(] Et in fine juxta signum notarii sunt hec verba [)] : Et ego Johannes dictus *Talis,* sacri palacii notarius, interfui, et hanc cartam rogatus scripsi, signoque meo signavi.

CCCLVIII. Peticio super possessione, vel quasi, supercensus.

Coram vobis proponit in jure M. rector *Talis* parrochialis ecclesie, suo et dicte ecclesie nomine, contra R., quod cum idem rector, et predecessores sui qui pro tempore fuerant rectores dicte ecclesie, fuissent, ac esset idem rector, nomine quo supra, in possessione, vel quasi, juris percipiendi, et habendi singulis annis x solidos annui supercensus, tam ab ipso reo, quam ab antecessoribus suis tenentibus et

possidentibus pro tempore quandam domum sitam in *Tali* loco, solvendos ad *tales* terminos; dictus reus qui dictam domum per biennium continuum ultimo preteritum tenuit et possedit, et adhuc tenet et possidet, decem solidos pro *tali* termino preterito dicto rectori tunc dictam ecclesiam et diu ante legittime assecuto, solvere et reddere contradixit, et adhuc contradicit ab eodem super hoc requisitus, ac ipsum rectorem et ecclesiam predictam dicta possessione, vel quasi, quoad hoc indebite spoliavit, et adhuc detinet spoliatos; que, vel aliqua de premissis, dictus reus recognovit legittime esse vera; quare petit idem rector, nomine quo supra, dictum reum sibi a vobis, domine judex, sentencialiter condempnari ad hoc ut dictam possessionem, vel quasi, sibi restituat, prout decet, sibique solvat dictam peccunie summam de qua, ut dictum est, in solucione cessavit.

CCCLIX. Peticio ad retrahendum rem alienatam per proximum de genere. [*vel:*] Peticio in causa retractus inducti per consuetudinem.

Coram [vobis] proponit in jure P. contra M., quod R. frater dicti P. vendidit et tradidit dicto M. *talem* domum pro x de quibus sibi extitit satisfactum; quam domum tenet et possidet dictus reus ex causa predicta. Item dicit quod de consuetudine *Talis* loci notoria dictus actor tanquam existens de genere et frater dicti R. cujus erat dicta domus, debet admitti ad retrahendum eamdem, sibique debet restitui sive reddi, dicto precio mediante, et custibus factis a dicto reo occasione contractus predicti; de quibus precio et custibus paratus fuit hactenus idem actor, et adhuc est, satisfacere dicto reo; quare petit idem actor contra dictum reum se admitti ad retrahendum domum predictam, et ipsum reum sibi per vos sentencialiter condempnari ad hoc quod eam sibi reddat et restituat, mediantibus precio et custibus supradictis de quibus offert se satisfacere cum effectu; maxime cum tam de jure, quam de consuetudine curie remensis notoria et antiqua, vos possitis et habeatis cognoscere et decidere de premissis, dictaque curia sit in possessione, vel quasi, cognoscendi de talibus et eciam decidendi.

CCCLX. Peticio super garandia ferenda de re evicta.

Coram vobis proponit in jure R. contra M., quod idem M. jamdudum vendidit dicto R. *talem* domum precio x de quo sibi extitit satisfactum, et promisit dictus M., fide data, se portaturum legittimam garendiam dicto R. de dicta domo; obligans se et sua dicto R. de eviccione domus predicte. Que domus tempore dicti contractus erat et est obligata et ypothecata Ticio pro LX solidis, ex causa mutui dicto M. ab ipso Ticio facti in peccunia numerata, que ignorabat dictus R. tempore dicte vendicionis. Item dicit quod Ticius egit coram *Tali* judice contra ipsum R. tenentem et possidentem domum predictam accione ypothecaria, petens dictam domum sibi tradi et deliberari a dicto R. tanquam assignamentum suum pro dicto debito, prout in peticione sua coram dicto judice edita plenius continetur. Et hoc denunciavit competenter idem R. dicto M., requirens ipsum ut super hoc deffenderet eum adversus Ticium, quod facere noluit idem M.; et tandem ordine judiciario observato in causa predicta, dictus R. condempnatus fuit justicia exigente dicto Ticio per dictum officialem sentencialiter in petitis, et sic, quoad hoc, dicta domus est evicta ab ipso R. Dicit eciam quod occasione obligacionis predicte, ipse R. fecit expensas in causa predicta per factum et culpam dicti M. usque ad valorem et summam c. solidorum, in quibus dictus reus tenetur eidem actori ex causis predictis; et premissa, vel aliqua ex eisdem, dictus reus recognovit legittime esse vera. Quare petit idem actor dictum reum sibi per vos sentencialiter condempnari ad hoc quod dictam domum liberet ab obligacione predicta, et de predictis eidem ferat legittimam garendiam, et ad hoc quod de dictis c. solidis sibi satisfaciat racionibus antedictis.

Vers 1260.

CCCLXI. Littera capellanie ad prebendam redacte per dominum remensem auctoritate apostolica.

Th. Dei gracia remensis archiepiscopus, universis presentes litteras inspecturis, necnon decano et capitulo S. Symphoriani remensis, salutem in Domino. Noverit universitas vestra, nos litteras domini pape recepisse et vidisse in hec verba :

Alexander episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri archiepiscopo remensi, salutem, et apostolicam benediccionem. Sua nobis

dilectus filius N. peticione monstravit, quod ipse beneficium quod racione capellanie sue in eadem ecclesia [S. Symphoriani?] obtinet adeo de bonis propriis est augmentare paratus, quare idem beneficium uni de prebendis ejusdem ecclesie valeat adequari; unde nobis humiliter supplicavit, ut ex beneficio ipso, postquam fuerit taliter augmentatum, creari in eadem ecclesia prebendam, et eamdem conferri persone ydonee de benignitate sedis apostolice mandaremus. Nos igitur de discrecione tua plenam in Domino fiduciam obtinentes, tibi qui loci diocesanus existis, presencium auctoritate committimus, ut consideratis diligenter circonstanciis que fuerunt attendende, statuas et ordines super hoc, prout divini cultus augmento, et utilitati ejusdem ecclesie, secundum Deum videris expedire. Datum, etc.

Nos igitur auctoritate predicta, et nostra, super premissis consideratis diligenter circonstanciis quas circa hoc vidimus attendendas, consideratis eciam redditibus dicte cappellanie, et valore prebendarum ejusdem ecclesie, secundum mandatum apostolicum ad nos directum, sic duximus ordinandum : videlicet quod dictus N. fundandi seu creandi unam prebendam in dicta ecclesia, ac retinendi eamdem quoad vixerit, liberam habeat facultatem, quam auctoritate predicta, et nostra, prestamus eidem, hoc modo quod dictus N. de bonis suis propriis addet antiquis redditibus dicte cappellanie octo libras parisienses annui redditus, que octo libre cedent singulis annis in perpetuum diurnis distribucionibus ecclesie predicte. Item cum, legittima inquisicione prehabita, nobis constaret antiquos redditus dicte cappellanie valere XXIIII libras parisienses annuatim, volumus et ordinamus quod de dictis XXIIII libris, quatuor libre parisienses cedant annuatim in perpetuum in distribucionibus matutinarum dicte ecclesie; et dicte quatuor libre percipientur a dicto capitulo in redditu seu censu qui debetur dicte cappellanie super domos que fuerunt *Talis*. Item ordinamus quod dictus N. et ejus successores, secundum quod pro tempore erunt, contenti erunt residuo dictarum XXIIII librarum pro corpore seu grosso prebende predicte, modo in predicta ecclesia fundande, nec racione corporis seu grossi dicte prebende in aliis prebendis dicte ecclesie aliquid juris sibi poterunt vendicare. Item cum collacio dicte cappellanie ad dictum capitulum pertineret, volumus et ordinamus ut prebende predicte fundande collacio ad ipsum capitulum pertineat in futurum.

Nec est pretermittendum, quod dictus N. et ejus successores cotidianas distribuciones percipient in futurum, sicut unus de aliis canonicis ejusdem ecclesie. Item ordinamus quod dictus N., quamdiu vixerit, faciet bis in ebdomada celebrare divina pro anima illius qui dictam cappellaniam fundavit. Item ordinamus quod post ipsius N. [decessum?] prebenda predicta presbiteralis remanebit. Omnia singula et predicta dictus N. sub juramento suo se observaturum promisit, et quod de cetero contra premissa, vel aliqua premissorum, non veniet in futurum. Quare auctoritate apostolica qua fungimur in hac parte, vobis decano et capitulo S. Symphoriani remensis mandamus quatinus dictum N., juxta mandatum apostolicum predictum nobis directum, recipiatis in canonicum, et in fratrem, assignantes eidem stallum in choro et locum in capitulo, adhibitis eciam sollempnitatibus que solent et debent in talibus adhiberi. Istud autem facimus et mandamus de speciali voluntate vestra, prout nobis per vestras patentes litteras mandavistis. Actum, etc.

31 mai 1252.

CCCLXII. Previlegium universitatis parisiensis [1].

Innocencius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo silvane[c]tensi, salutem et apostolicam benediccionem. Ut eo liberius dilecti filii universi magistri et scolares parisienses vacare valeant studio litterarum, quo minus fuerint aliis occupati, nos eorum supplicacionibus annuentes, per litteras nostras eis duximus indulgendum, ut extra civitatem parisiensem super questionibus intra eam exortis, trahi per litteras apostolicas vel legatorum sedis apostolice, juxta quod alias eis dignoscimur indulcisse, non possint, nisi expressam de indulgencia hujusmodi fecerint mencionem. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta mandamus, quatinus magistros et scolares predictos, contra concessionis nostre tenorem non permittas super hiis ab aliquibus indebite molestari; molestatores hujusmodi per censuram, et appellacione postposita, compescendo, non obstante si aliquibus a sede apostolica sit indultum quod excommunicari ac interdici nequeant,

[1] Nous présumons que ce privilége se trouve imprimé dans l'*Hist. de l'Université de Paris*, tom. III, p. 241; mais comme l'ouvrage de Du Boullai manque à la bibliothéque de Rennes, nous n'avons pu nous en assurer. Nous le regrettons d'autant plus vivement que nous soupçonnons notre manuscrit de n'offrir qu'une leçon tronquée ou corrompue de cet instrument.

vel suspendi, seu constitucione de duabus dietis edita in consilio generali, dummodo ultra terciam, vel quartam, aliquis extra suam diocesim auctoritate presencium ad judicium non trahatur. Datum Perrusii, II kalend. junii, pontificatus nostri anno nono.

CCCLXIII. Monicio *nisi causam* pro scolaribus parisiensibus. Vers 1252.

Magister Eustacius de Grandicuria, archidiaconus de Coha. in ecclesia ebroicensi, vices gerens reverendi in Christo patris domini silvanectensis episcopi, conservatoris previlegiorum universitati magistrorum et scolarium parisiensium a sede apostolica indultorum, omnibus, etc., salutem, et mandatis apostolicis firmiter obedire. Cum ad reprimendam perversorum maliciam, et vitam pie vivencium confovendam, pia consideracione sedes apostolica disposuerit providere ne magistri et scolares Parisius studentes permittantur ab aliquo extra civitatem parisiensem, per litteras apostolicas, aut legatorum ejusdem apostolice sedis, nullam de dicto privilegio facientes mencionem, in causam trahi, citari, vexari, molestari, seu ad judicium evocari, ut sic eo liberius litterarum studio vacare valeant quo minus fuerint aliis occupati; sane sua nobis P. scolaris parisiensis gravi ac querulosa conquestione monstravit, quod viri *Tales* venerabiles et discreti decanus et capitulum ipsum scolarem coram se extra civitatem parisiensem per licteras apostolicas, aut legatorum ejusdem apostolice sedis, nullam mencionem de dicto previlegio facientes, in nostre juridiccionis prejudicium, elusionem, et contemptum, prefatique scolaris dampnum non modicum et gravamen, ac contra dictorum previlegiorum tenorem temere veniendo, ad instanciam et procuracionem Johannis, in causam trahere, citare, vexare, molestare, et ad judicium evocare, non formidant; propter que ipsius scolaris studium multipliciter impeditur. Quocirca dictus scolaris, asserens premissa adeo esse pro facti et rei evidenciam notoria et manifesta, quod nulla possunt tergiversacione celari, quod offert se dictus scolaris, si necesse fuerit, coram nobis legittime probaturum, nobis humiliter supplicavit, ut nos super premissis, ex nostri officii debito, sibi subvenire congrue dignaremur; cujus siquidem scolaris juste supplicacioni annuentes, vobis omnibus, et singulis, in virtute sancte obediencie, sub pena suspensionis et excommunicacionis quam, vel quas, in vos feremus si presens mandatum nostrum neglexeritis

adimplere, districte precipiendo mandamus, quatenus ad hoc mandatum exequendum alter vestrum alterum non expectans, monetatis (*sic*) diligenter ex parte nostra predictos, ut ipsi incontinenti post monicionem vestram sibi factam, a prefati scolaris extra civitatis parisiensis in causam traccione, citacione, vexacione, molestacione, et ad judicium evocacione, predictis, cessent penitus et desistant, et si quid contra dictum scolarem per eos fuerit attemptatum, illud revocent indilate, et denuncient nullum esse, non tenere, nec ab inicio tenuisse; premissaque fieri faciat, et fieri procuret dictus J. suis sumptibus et expensis, et super cessacione, revocacione et denunciacione premissis nos reddant per suas patentes litteras certiores, nobis per latorem presencium destinandas. Ad que omnia et singula facienda petit dictus scolaris predictos sibi per nos condempnari et compelli; alioquin ipsos quos in hiis scriptis propter hoc excommunicamus, excommunicatos a nobis palam et publice nuncietis, nisi causam allegaverint efficacem quare ad hoc minime teneantur; quam si pretenderint, citetis eos peremptorie coram nobis Parisius, vel coram dictas vices tunc gerenti, ad *talem* diem, dictam causam allegaturos, ostensuros et si necesse fuerit, probaturos, nobisque ex officio nostro, vel illi tunc dictas vices gerenti, ad obicienda, et dicto scolari super suis dampnis expensis et interesse quod justum fuerit responsuros; inhibentes nichilominus predictis sub pena canonica, ne die et lite pendentibus coram nobis, aliquid contra dictum scolarem in nostre juridiccionis prejudicium attemptent, innovent, aut immutent, attemptari, innovari, aut immutari faciant, seu fieri procurent; et quid inde feceritis, nobis fideliter rescribatis, non obstante quod dictorum previlegiorum conservacionem et commissionem nobis factam vobis non mittimus, quia non consuevimus, nec audemus propter viarum pericula, locorum distanciam et discrimina; sed partibus coram nobis presentibus, de eis, si necesse fuerit, copiam faciemus. Datum, etc.

CCCLXIV. Instrumentum publicum confectum super testamento nuncupativo. [*vel :*] Publicatio testamenti nuncupativi.

Universis, etc. Noverint universi, quod cum ad nostram audienciam pervenisset quod Ticius in ultima voluntate sua ordinavit de rebus suis, et testamentum suum condidit sine scriptis, nos ad cujus officium per-

tinet ultimas voluntates decedencium firmiter observari, et execucioni debite demendari, testes qui dicto testamento interfuisse dicuntur, facimus in nostra presencia evocari, jurare diligenter, examinari, et eorum deposiciones in scriptis redigi; quibus visis, inspectis, et diligenter consideratis, nobis constitit quod dictus Ticius in extremis positus de rebus suis ordinavit, ac testamentum suum condidit in hunc modum. Primo enim voluit et precepit, etc. [(]Et tunc ponatur totus tenor ordinacionis sue[)]. Item constitit nobis quod dictus Ticius *Tales* executores suos testamenti predicti constituit. Nos vero ex officio nostro, super premissis, ad perpetuam rei memoriam, cum sit labilis hominum memoria, ne propter deffectum probacionum ultima disposicio dicti Ticii depereat in futurum, fecimus fieri presens instrumentum; cui fidem adhibentes, pronunciamus illud vim habere publici instrumenti, vocatis *Talibus* ad videndum testes jurare, si sua crederent interesse; qui voluerunt et concenserunt, quod dicti testes jurarent in absencia eorumdem, et quod eorum deposiciones publicarentur, et quod super [hoc] fieret publicum instrumentum, jure tamen ipsorum in bonis nascentibus sibi salvo; vocatis eciam ad hoc *Talibus* qui non comparuerunt. In cujus, etc.

CCCLXV. Vocatio decani absentis, ut ad ecclesiam accedat, ea que ad officium decani pertinent impleturus.

Universis, etc. Prepositus, totumque capitulum *Talis* ecclesie, salutem in Domino. Noverint universi, quod nos constituimus et ordinamus *Talem* canonicum dicte ecclesie procuratorem, ac nuncium specialem, ad legendum et publicandum pro nobis, et ecclesia nostra, nomine nostro, ea que in presenti cedula continentur, prout sequitur :

Cum dominus P. decanus ecclesie predicte debuisset jam diu est, racione decanatus dicte ecclesie, ad ordinem sacerdocii se facere promoveri, ac eciam residenciam in eadem facere corporalem, que eciam juramento adimplere promisit, prout noscit esse verum, et hoc facere in sue salutis grave dispendium, et in nostrum et ecclesie nostre predicte prejudicium non modicum, et gravamen, hactenus neglexerit; nos quorum animarum curam gerit, et gerere debet, quos longo tempore tanquam oves errantes pastoris presencia destitutos deseruit, impru-

dentem sui absenciam nobis et ecclesie nostre tam perniciosam, tam flebilem, amplius sustinere non valentes, tenore presencium eumdem [monemus?], et citamus publice, quatenus infra tres menses ex nunc computandos, ad nos et ecclesiam nostram personaliter accedat, ea que ad officium decani pertinent impleturus et facturus, et que facere racione decanatus predicti promisit, ut dictum est, et juravit; alioquin procedemus prout justicia suadebit, et nobis visum fuerit expedire. Datum, etc.

CCCLXVI. Mandat ordinarius ut sibi ostendantur littere judicis delegati, antequam procedatur ad execucionem earum.

Officiales remenses, omnibus presbiteris civitatis et diocesis, salutem. Auctoritate curie remensis, vobis mandamus quatenus si aliquod mandatum ad vos, vel aliquem vestrum, devenerit, aut deveniat, ex parte *Talis* qui se dicit judicem a domino papa datum, de citando, monendo, vel excommunicando Ticium ad instanciam et occasione Seii, aut alias contra ipsum Ticium procedendo, illud nobis exhibeatis antequam ad execucionem ejusdem in aliquo procedatis; et quid inde feceritis nobis rescribatis. In hiis autem exequendis alter vestrum alterum non expectet. Datum, etc.

CCCLXVII. Appellacio contra judicem citantem ad locum minus insignem. [*vel:*] Appellacio a judice cujus copia comode haberi non potest, facta coram publicis personis.

Quia *Talis* prior qui se dicit judicem a domino papa datum, citari fecit coram se, ad *talem* diem, me *Talem*, *Tali* responsurum, ad *Talem* locum notorie minus insignem in quo non potest haberi comode juris copia peritorum, et distantem notorie a fine remensis diocesis ultra duas dietas, cujus prioris copiam propter ejus absenciam ad presens habere non possum; idcirco ego senciens me in premissis injuste gravari per dictum priorem, timens eciam ex verisimilibus conjecturis ne virtute citationis predicte, aut alias, dictus prior procedat contra me, saltem de facto, ab audiencia dicti prioris, contra dictum *Talem*, et omnes qui sua crederent interesse, ad sedem apostolicam in hiis scriptis propter hoc provoco et appello, coram vobis dominis

officialibus remensibus, et in presencia notariorum *istorum*, et aliorum fidedignorum hic presencium; et instanter apostolos michi super hiis tradi et concedi peto, et huic appellacioni et provocacioni defferri ob reverenciam dicte sedis, supponens, quantum ad hec, me et mea, proteccioni sedis ejusdem; protestans de hac provocacione et appellacione innovanda in presencia dicti prioris, et notificandi sibi, et dicto *Tali*, si opus fuerit, cum ad id optulerit se facilitas. Et super hiis peto michi fieri et concedi publicum instrumentum in testimonium premissorum. In cujus, etc. Datum, etc.

CCCLXVIII. Mandat ordinarius ut exibeantur sibi lictere illius qui se dicit judex delegatus antequam execucioni demandetur [1].

. . . .

CCCLXIX. Denunciat ordinarius, tanquam denunciator et juris minister, processum illius qui se dicit judicem delegatum, non tenere, nec ab inicio tenuisse.

Universis, etc. Ex parte *Talium* civium nobis est conquerendo monstratum, quod *Talis* prior dicens se judicem a domino papa datum dictos cives citari fecit coram se ad locum notorie minus insignem, videlicet apud Oyam, et quod idem prior contra eos processit in loco predicto, et in ipsos et participantes cum eis excommunicacionis sentenciam promulgavit de facto, qua[propter?] nobis humiliter supplicarunt ut nos processus et sentencias hujusmodi nullos esse denunciaremus et declararemus, et ipsos non debere propter hoc ab aliquibus evitari, et super hiis faceremus et statueremus quod justitia suaderet, tum quia dictus prior nullam habuit nec habet in eos juridiccionem, tum quia locus predictus in quo processum extitit contra eos, ut dictum est, erat et est notorie minus insignis, ita quod ibi non poterat nec potest haberi juris copia peritorum. Nos autem quibus precipue congruit curare ut subjecti nostri quiete vivant, et ne per injustos et notor[i]e nullos processus excommunicati de facto vitentur, de premissis sufficienter informati, tanquam denunciatores et juris ministri,

[1] Cette formule est la même que la formule CCCLXVI.

supplicacionem hujusmodi admittentes, justicia exigente denunciamus et declaramus sentencias et processus predictos nullos esse, et non tenere, nec ab inicio tenuisse, dictosque cives, eorum uxores et familias, ac participantes cum eis, non debere, pretextu sentenciarum et processuum predictorum, aliquatenus evitari. Quapropter omnibus presbiteris et cappellanis, ceterisque personis ecclesiasticis nobis subjectis, damus tenore presencium in mandatis, sub pena suspensionis et excommunicacionis quam in eos ferimus, nisi fecerint quod mandamus, ita quod in hiis exequendis unus vestrum alterum non expectet, quatinus publice denuncient et proclament in plenis parrochiis, ubi, et quandocumque, et quociens a latore presencium fuerint requisiti, dictos processus et sentencias non tenere, nec ab inicio tenuisse, sed esse nullius valoris, dictosque cives, eorum uxores et familias, participantes cum eis, non debere propter hoc ab aliquibus evitari; et quid inde fecerint nobis rescribant. Datum, etc.

CCCLXX. Peticio bona in causa matrimoniali.

Coram vobis, domine judex, proponit in jure Maria contra Johannem, quod ipsi contraxerunt sponsalia per verba de futuro, et matrimonium per verba de presenti, et quod carnalis copula inter eos extitit subsecuta; et ex dicto matrimonio sic contracto et consummato dictus J. ex dicta M. duas proles genuit, et tempore premissorum dicta M. fuit bone fame, boni nominis, et de honestis personis genita; et super hiis fama clamat vicinie parcium, idemque reus premissa legittime recognovit; quare petit actrix reum sibi per vos adjudicari sentencialiter in maritum, et ad hoc condempnari et compelli ut cum ipsa actrice matrimonium in facie ecclesie sollempniset, sollempnisari faciat et procuret, et eo sollempnisato ipsam maritali affectu pertractet, prout decet. Si vero contractum predictum non probaverit, quia tamen ipsam in tali statu existentem, et ab alio incognitam, stupro decepit, carnaliter cognovit, prolem ex ea genuit, et bona habet ad valorem quingentarum librarum, et super hiis fama clamat, et premissa legittime recognovit, petit et supplicat eum sibi per vos sentencialiter condempnari ut ipsam accipiat et habeat in uxorem, et maritali affectu pertractet, vel de bonis suis juxta modum dotis sibi det

secundum rei facultates, et actricis condicionem, racionibus et causis predictis.

CCCLXXI. Peticio ex sentencia arbitrali.

Coram vobis, domine judex, proponit in jure Johannes contra Willelmum, quod dicti actor et reus super quadam discordia inter eos jampridem mota, super *hoc* et *hoc,* et super rebus aliis quas pars a parte hinc inde petebat, in certos arbitros arbitratores, seu amicabiles compositores, compromittentes, promiserunt fide et juramento ab eorum utroque corporaliter prestitis, observare, tenere, et adimplere, quicquid dicti arbitri super premissis dicerent, ordinarent, seu pronunciarent, et in contrarium non venire. Dicti autem arbitri arbitratores, seu amicabiles compositores, honere hujus compromissi in se suscepto, consensum (*sic*) eciam ipsarum parcium interveniente, dixerunt, ordinaverunt, se [*sic,* et?] pronunciaverunt inter cetera, quod dictus reus dicto actori solveret et redderet sexaginta ad *talem* terminum, et quod caucionem ydoneam pro premissis adimplendis eidem actori prestaret, et hoc facere promisit idem reus actori predicto, arbitrium predictum emologando; et licet dictus terminus sit elapsus, idem tamen reus dictam summam peccunie nondum solvit actori predicto, ymo solvere et reddere indebite contradicit, contra fidem juratam et promissionem suam in premissis temere veniendo; et premissa, vel eorum aliqua, dictus reus legittime recognovit; unde cum dictus actor reputare seu compensare velit in diminucionem dicti debiti decem libras dicto reo debitas ab eodem actore ex causa *tali,* petit idem actor dictum reum sibi per vos sentencialiter condempnari ad hoc quod residuum dicti debiti, videlicet LX, et presentis litis expensas factas et faciendas, sibi solvat, et reddat, dictamque caucionem sibi prestet, ac dictam ordinacionem, pronunciacionem predictam, fidemque, juramentum, et promissionem suam, in premissis teneat, adimpleat, et observet, causis et racionibus antedictis.

CCCLXXII. Littera de confraternitate contracta.

Universis, etc. Noveritis quod coram nobis propter hoc personaliter constituti *Tales,* attendentes quod ecclesia militans et triumphans

observari precepit unitatem per quam caritas, que est dileccio Dei et proximi, viget, et fervere facit corda fidelium ad opera caritatis; attendentes eciam quod, sicut scriptum est, mandata celestia efficacius gerimus si nostra cum fratribus honera parciamur, attestante psalmista quantum bonum fore et quam jocundum habitare fratres in unum, et ut per oracionum suffragia, et elemosinarum largicionem, in quibus posita sunt remedia peccatorum, se invicem juvare possint, mutua caritate confraternitatem quamdam statuerunt observandam, tam ab ipsis, quam ab aliis probis viris qui hujusmodi confraternitati, de consensu provisorum confratrum, sunt adjuncti, et successivis temporibus se duxerint adjungendos. Ordinacio autem et statutum dictorum confratrum sunt talia. In primis quilibet fratrum introitu confraternitatis, pro omnibus supradictis, solvet duodecim denarios parisienses, et anno quolibet, quamdiu in eadem fraternitate vixerit, quatuor solidos parisienses provisoribus illis qui ad hoc fuerint deputati. In die qua fratres congregabuntur missa de Spiritu celebrabitur in communi. Crastina vero die congregacionis hujusmodi, pro omnibus confratribus defunctis missam sollempniter facient celebrari. Cadaver eciam fratris defuncti ad ecclesiam cum oracionibus et devocione debita deferentes, infra mensem post obsequias defuncti continue numerandum, quilibet fratrum psalterium David, sive clericus, sive laicus, per se, vel aliam personam ydoneam, dicere tenebuntur. Sacerdotes vero missas, singuli singulas, cum debita devocione persolvent. Illi autem qui statutis et ordinacioni hujusmodi contradixerint obedire, removebuntur a consorcio aliorum. Preterea in necessitatis articulo, ubi intollerabilis paupertas aliquem vel aliquos fratrum invaserit, ad arbitrium provisorum ceteri fratrum tenebuntur subsidium exhibere. Decedens vero, unum de garnamentis suis ad minus confraternitati tenebitur relinquere in ultima voluntate; vel si hoc omiserit, executores, vel heredes sui, hoc facere tenebuntur infra mensem postquam super hoc fuerint requisiti. Cum autem in multis mondi partibus frequens violenter [agat?] multitudo falsariorum et abusorum litterarum sedis apostolice, et legatorum ejusdem, statuerunt quod si quem fratrum ipsorum vel uxorum eorum contingat, quod absit, citari indebite, aut quocumque modo vexari injuste per litteras antedictas, seu virtute earum, suo no-

mine, non nomine exequtorio, tutorio, vel curatorio alterius cujus exequtor, tutor, vel curator existat, ipsi confratres tenebuntur eum juvare ad sui juris deffensionem, et eidem contribuere expensas necessarias ad prosecucionem sue deffensionis legittime; qui scilicet obtinuerit, et expensas recuperaverit a vexante, expensas recuperatas tenebitur confratribus restituere, eo tamen quod de suo proprio impenderit inde deducto. Si autem juste succubuerit, ipse succombens fratribus restituet quicquid sibi ab eis fuerit contributum, cum non sit intencionis eorum, ut asserunt, deffendere quemquam, seu juvare, in sua iniquitate fovenda, vel in injusticia sustinenda, nec alicui in sua justicia prejudicium aliquod generare, nec juridiccioni sedis apostolice, vel legatorum ejus, aliquatenus contraire. Presens autem constitucio seu statutum, se non extendunt ad preterita, sed tantummodo ad futuras lites seu vexaciones indebitas contra eos, vel aliquem eorum, ex nunc in posterum inchoandas. Si vero bona ipsorum communia non sufficerent ad faciendum premissa, dicti fratres tenebuntur contribuere in manibus provisorum suorum quicquid ipsi provisores, seu major pars eorum, dicerent fore contribuendum. In quorum, etc. Datum.

CCCLXXIII. Littera papalis contra clericos mercatores consuetudinibus patrie obedire recusantes. Vers 1300.

Bonifacius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo cameracensi, salutem et apostolicam benediccionem. Ex parte dilectorum filiorum prepositi, scabinorum, et universitatis civium cameracensis civitatis, fuit propositum coram nobis, quod quidam clerici ejusdem civitatis, pocius secularibus negociacionibus quam officiis divinis intendunt, et gaudere volentes privilegio clericali, nolunt statutis patrie quibus, quotiens expedit, sicut laici se tuentur, in negociacionum suarum questibus subjacere. Quocirca fraternitati tue per apostolica scripta mandamus, quatinus si tales tercio a te moniti, ab hujusmodi non res[i]puerint sed pretermissis divinis officiis negociacionibus institerint supradictis, cum facto privilegium abiciant clericale, tu per te, vel per alium, quominus de hiis se implicant de suis facultatibus, statutis et consuetudinibus patrie subjaceant, non def-

fendas eosdem; contraria in hoc consuetudine, que dicenda est pocius corruptela, aliquatenus non obstante. Datum, etc.

31 août 1294. CCCLXXIV. Littera imperatoris regi missa.

Adolphus Dei gracia Romanorum rex, semper augustus, magnifico principi domino Philippo Francorum regi. Quoniam tam per progenitores vestros, quam per vos, bona, possessiones, jura, juridicciones, tractusque terrarum nostri et Imperii, per occupacionem illicitam tanto tempore detinentur, et temere usurpantur, prout in diversis locis rerum evidencia manifestat, nequeuntes amodo absque verecondia sub dissimulacionis patiencia preterire, vobis presentibus intimamus, quod ad prosecucionem injuriarum tantarum disponimus contra vos vires nostre potencie exercere. Datum apud Renisbergum, II kalend. septemb., anno Domini millesimo cc° nonagesimo quarto, regni vero nostri anno tercio.

Août 1294. CCCLXXV. Littera regis Alemannie missa duci Lothoringie.

Adolphus Dei gracia Romanorum rex, semper augustus, illustri duci Lothoringie principi suo dilecto, graciam suam et omne bonum. Intellexit nostra serenitas, quod ad juvandum regem Francie contra regem Anglie te disponis; cum igitur propter inauditam temeritatem qua idem rex, et progenitores sui, Imperium lacerasse noscuntur, bona ipsius, prout nullum orbis latet angulum, detinendo per violenciam occupata, nos una cum domino rege Anglie, aliisque adjutoribus nostris, oporteat necessario contra regem Francie consurgere ad vindictam, ad quod tuo, et aliorum principum et fidelium Imperii, fulciri presidio indigemus, sinceritatem tuam rogamus et monemus in ea fide qua nobis et eidem teneris Imperio, quatinus omisso prefato rege Francie, ad nostrum auxilium te accingas, tuos subditos et vicinos inducendo nichilominus ad id ipsum. Nos siquidem perinde tuis utilitatibus taliter intendemus, quod pro lucri participio quod ex illa parte sperabas, pro parte nostra congruam recipies recompensam, pro certo [habiturus?] quod contra eum qui se parti contrarie applicuerit, tanquam contra hostem Imperii, procedemus; quod per te, ubi oportunum fuerit, petimus publicari. Datum, etc.

CCCLXXVI. Processus factus per modum notarii [*sic*, notorii?], et super notario (*sic*), per episcopum laudunensem, contra communitatem laudunensem, super violacione ecclesie laudunensis [1]. Ann. 1294.

R. divina permissione laudunensis episcopus, omnibus presbiteris civitatis laudunensis, salutem in Domino. Ad audienciam nostram nuper pervenit factum horribile in civitate laudunensi notorie perpetratum, quod dolentes referimus; videlicet quod nuper orta discordia inter *Tales* armigeros laudunensis diocesis ex una parte, et Johannem de Semilli civem et submajorem laudunensem ex altera, de verbis, et verbera prorumpendo hinc inde, prefati armigeri, et *Talis* clericus, ejusdem civis et fautorum suorum seviciam metuentes, ad majorem ecclesiam laudunensem ob tutelam suorum corporum confugerint, seque libertati et immunitati ipsius ecclesie in eadem ecclesia committentes, ad partem que in eadem ecclesia videbatur tucior secesserunt, ipsisque petentibus, per ministros ecclesie fuit locus ad partem in eadem ecclesia, sicut debuit, assignatus, videlicet in voltis, ubi pernoctaverunt; deinde cum die sequenti essent ibidem, hostio per quod ascenditur ad easdem voltas clauso, et firmato, pro periculo evitando, servientes communitatis, et multi ex illis per quos dicta communitas regebatur et regitur, post habitum inter se et alios de dicta villa colloquium et tractatum, custodes et insidiatores quamplures circumquaque ecclesiam predictam et claustrum ejusdem ecclesie deputarunt, et cum dicti armigeri et clericus inibi remanentes non exirent, a dictis custodibus et insidiatoribus tota nocte et die sequenti diucius expectati, dum ad horam nonam in ipsa ecclesia pulsaretur, porte civitatis clause fuerunt, seque collegerunt illi de dicta communitate; et ut amplius colligerentur, pulsate fuerunt campane dicte communitatis, qui in prefata ecclesia congregati pariter et collecti innumerosa multitudine, dum inibi celebrarentur divina, et irruentes in partem predictam, seram et alia ipsius hostii firmamenta non sine magno et tumultuoso impetu infregerunt, et ascenderunt superius, et dictos clericum et armigeros, manibus in eos appositis, nequiter pertraxerunt ad terram, et in eos plagas impo-

[1] Voir *Marl.*, II, 581, et le *Gall. christ.*, IX, 543.

suerunt in ipsa ecclesia usque ad non modicam sanguinis effusionem, et exinde violenter extraxerunt eosdem, dictam ecclesiam violando, libertatem ac immunitatem ejusdem nequiter infringendo, et invocando *communiam, communiam* publice; et clamando vocibus altis, cum gladiis et vi armata, trahentes eos per pedes et capillos, et multipliciter flagellantes, pertraxerunt per vicos et plateas dicte ville usque ante domum predicti civis, ubi stare coegerunt eosdem, predicta turba seu multitudine eos nichilominus insequente; et ibidem expositi ad tormentum, ab illis de turba qui eos percutere voluerunt ictus et percussiones subierunt, et percussi fuerunt tanquam signum ad sagittam, nunc de cultello, nunc de ense, nunc de pugno, nunc de palma, nunc de baculo, secundum illorum de turba diversimodas voluntates, decano, archidiacono, et clericis dicte ecclesie, et *Tali* serviente illustrissimi regis Francie, fraccioni dicti hostii, violacioni libertatis et immunitatis dicte ecclesie, necnon capcioni, extraccioni, vulneracioni, dictorum clerici et armigerorum, et aliis premissis, contra dictos effractores et violatores, quatenus fuit eis possibile, se opponentibus; et nichilominus unum de dictis armigeris carcerali prisonie communitatis predicte mancipaverunt, et mancipatum detineri fecerunt, continuando et prosequendo fascinus antedictum; qui armiger post paucos dies expiravit. Que premissa omnia et singula, tam notorie et nephandissime perpetrata, censentur et censeri debent factum et delictum non solum singularium personarum, sed eciam communitatis predicte, tum propter multitudinem delinquencium congregatam, tum propter predictam campanarum pulsacionem, tum propter dictarum portarum clausionem, tum propter predictum clamorem quo predicti delinquentes publice et vocibus altis *communiam* proclamabant, tum propter predictam in communem carcerem posicionem et detencionem, tum propter hoc quod dicta communitas, et illi qui eam regebant qui tunc in villa presentes erant, et premissa sciebant, seu scire poterant et debebant, nec ea poterant probabiliter ignorare, predictis delinquentibus nullatenus se opposuerunt, nec eos hoc facere prohibuerunt, cum tamen possent hoc facere et deberent, tum eciam propter hoc quod predicti servientes communitatis, et illi per quos communitas regebatur, seu major pars eorum, in predicto delicto opem, consilium, et auxilium,

prebuerunt, que premissa omnia et singula sunt adeo notoria et manifesta, et de premissis tanquam veris et notoriis nobis constat adeo quod non possunt in dubium revocari, nec aliqua tergiversacione celari; nos igitur, nolentes nec valentes, salva consciencia, tantum fascinus relinquere incorrectum, vobis mandamus quatenus citetis peremptorie coram nobis ad *talem* diem, uno edicto peremptorio pro omnibus, et ex causa, majorem, juratos, et communitatem ville laudunensis, visuros et audituros processum, et ea que intendimus ex officio nostro facere, statuere, precipere, et pronunciare super premissis, et pertinentibus ad eadem, contra communitatem predictam, cum intimacione debita et consueta; et quid inde feceritis, nobis fideliter rescribatis. In hiis autem exequendis alter vestrum alterum non expectet. Datum, etc.

CCCLXXVII. [Facta citacione, quid agendum?]

Facta igitur citacione, si non compareant, potest procedi et pronunciari; si vero compareant, legatur citacio, et exponatur eis factum in ea contentum; et si habeant aliquas excusaciones audiantur, alioquin sentencia non valeret; sed si audiantur excusaciones, licet super eis non admittatur probacio, nichilominus tamen si factum in veritate sit notorium, tenet sentencia; et si hoc probetur coram illo coram quo petitur sentencia pronunciari nulla, judicabitur sentenciam debere manere ratam; ut hec notat Innocentius *Extrav. de cohabitacione clericorum et mulierum, c. tua* [1], in ultima columpna; et dicit in eodem c., quod in quolibet notorio necessaria est citacio.

CCCLXXVIII. Pronunciacio super notorio. Ann. 1294.

In nomine Domini, amen. Nos R. Dei gracia episcopus laudunensis, exposito procuratori dicte communitatis facto super quo dicta communitas est citata coram nobis, auditis hiis que dictus procurator voluit dicere et proponere coram nobis, de bonorum et jurisperitorum consilio, pronunciamus ea que in predictis litteris nostris citatoriis exprimuntur esse notoria. Item pronunciamus et decernimus communitatem laudunensem culpabilem extitisse, et esse, super contentis in litteris

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. II, c. 8.

antedictis; et in penam hujusmodi culpe, predictam communitatem interdicimus, et supponimus ecclesiastico interdicto, usque ad tempus nostro arbitrio moderandum; et nichilominus condempnamus dictam communitatem ad hoc quod dictam ecclesiam, ejus libertatem et immunitatem restaurent, seu restaurari faciant, et procurent, et ad hoc quod super tanto excessu nobis condignam prestent emendam, cujus taxacionem nostro arbitrio reservamus.

CCCLXXIX. [Judex procedere volens super notorio, se potest informare?]

Preterea sciendum est, quod judex volens procedere super notorio, se potest informare, et recipere testes ad informacionem suam, ante citacionem, vel ante pronunciacionem, eciam parte non vocata ad hoc.

Processus iste factus fuit de consilio parisiensium, laudunensium, et remensium peritorum.

CCCLXXX. [Utrum sentencia interdicti possit fieri, nulla monicione premissa?]

Preterea dubium fuit utrum sentencia interdicti possit fieri, nulla monicione premissa. Et videbatur quibusdam quod non, propter similitudinem que est inter suspencionem, interdictum, et excommunicacionem; *Extrav. de appellacionibus c. reprehensibilis*, et *c. ad hec quoniam* [1]; tamen finaliter omnes dixerunt contrarium in eo casu, quando fertur suspensio, vel interdictum, pro pena seu penitencia, ut notatur per Innocencium et Hostiensem *in dicto c. ad hec*, et *de excessibus prelatorum, c. 1* [2].

CCCLXXXI. Supplicacio pro defuncto, ut absolvatur, et tradatur ecclesiastice sepulture.

Supplicat vobis Maria filia Johannis, ut cum idem J. laborans in extremis cesserit omnibus bonis suis, et omnia bona sua ad opus suorum creditorum in manibus S. matris ecclesie posuerit, et dimiserit, et se devestierit, et suum parrochialem presbiterum investierit de eisdem, et omnia sacramenta sua ecclesiastica, necnon sue absolucionis

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVIII, c. 26 et 37. [2] *Decretal.*, lib. V, tit. XXXI.

beneficium ab omnibus sentenciis excommunicacionis et aggravacionibus in eum latis, tanquam bonus catholicus, humiliter pecierit, ut vos eumdem J., licet deffunctum, ab omnibus sentenciis excommunicacionis et aggravacionibus in eum latis, de mandato et auctoritate curie remensis, premissis mediantibus, absolvatis, et cadaver ipsius tradi faciatis ecclesiastice sepulture, parata vos de premissis, prout justum fuerit, informare; quod petit sibi fieri, et super hiis, quod justum fuerit, per vos statui et decerni.

CCCLXXXII. Littera concessionis tabellionatus officii. 15 juillet 1295.

In nomine Domini, amen. Manfredus filius et heres quondam domini P. Massei Alpherii de Interampno, venerabilibus et discretis viris decano et cantori ecclesie cathalaunensis, salutem in Domino sempiternam. Discrecioni vestre harum vrie [*sic*, veritate?] intimamus, nos ab excellentissimo domino nostro quondam Radulpho Romanorum rege, semper augusto, recepisse rescriptum communitum cum pendenti cypario, seu sigillo cereo regalis colsitudinis (*sic*) in hac forma :

Radulphus Dei gracia Romanorum rex, semper augustus, universis sacri romani Imperii fidelibus presentes litteras inspecturis, graciam suam et omne bonum. Claret Imperii celsitudo decoris et splendidis irradiata fulgoribus, dum ministris stipatur ydoneis, et ipsius officia salutari fidelium devotorum regimine diriguntur. Et enim [*sic*, Est enim?] hec nostra salubris et tanta provisio, que pollentes personas libenter extollit, et erigit virtuositate prefulgidas, et circonspeccione preclaras, ut sicut ex glebe fecunditate letatur agricola, sicut ortolanus exultat ex flosculis, sic nos gaudeamus ex obsequencium culto continuo fructus expectati manipulos reportare. Ea propter nosse volumus universis (*sic*) tam posteros quam presentes, quod cum honestus et providus vir Paulus Johannis (*sic*) Messer (*sic*) Alferii de Interampne, dilectus familiaris et procurator noster, innate sibi a progenitoribus suis avite fidelitatis instinctu commonitus erga nos et romanum Imperium, incessanter eniteat graciosis operibus et obsequiis fructuosis, nos cupientes propter hoc ipsum prerogativa favoris et gracie prosequi singularis, eidem Paulo et suis heredibus plenam et liberam damus presencium serie potestatem tabellionatus et judicatus officia, vice nostra, et aucto- 6 janvier 1275.

ritate regia, concedendi, cum auctoritate prestandi tutores et curatores, interponendi decretum, prothocolla, et instrumenta similiter exemplandi, alimenta decernandi (*sic*), emancipandi, et (*sic*) ac universa et singula faciendi que ad predicta pertinere noscuntur persone, vel personis, quas eisdem officiis viderit congruentes; proviso tamen, quod priusquam ad ipsa assumantur officio [*sic*, officia?], juramentis fidelitatis debite, quod per Paulum et suos heredes ab ipsis exigi volumus, et prestari, sollempniter nobis nostrisque successoribus astringantur. In cujus rei testimonium presentes litteras exinde conscriptas majestatis nostre sigillo jussimus communiri. Datum apud Norembech, VIII id. januarii, indiccione III, anno Domini millesimo cc. septuagesimo quinto, regni vero nostri anno tercio.

De quo quidem regali rescripto, auctoritate plenarii [*sic*, plenarie?] fame preconio divulgante, vir discretus magister Hugo de Gondricuria, perpetuus capellanus in ecclesia cathalaunensi predicta, certitudinaliter informatus, coram nobis accedens humiliter, supplicavit ut magistrum Jo. de Gondricuria fratrem suum, clericum, virum providum et discretum, cui, ut asseritur, morum honestas, conversacio vite laudabilis, litterarum sciencia, et alia merita suffragantur, ad tabellionatus officium promovere dignaremur. Volentes igitur personam ejusdem magistri Johannis prosequi prerogativa gracie singularis, eidem Johanni de tabellionatus officio et honore, cum plenaria potestate, ipsum officium locorum ubilibet libere fideliter et legaliter exercendi, testes recipiendi, acta prothocolla, litteras et instrumenta exemplandi, et publicandi predicta, et universa et singula que ad ipsum spectant officium totaliter faciendi, auctoritate regia qua fungimur, duximus providendum; investientes prefatum magistrum Hugonem de ipso officio, nomine Johannis, et pro ipso, per pennam, calamarium, atque cartam. Verum quia prefatum officium non consuevit nec debet per aliquem exerceri, nisi primitus examinatus extiterit, ydoneusque repertus, prestiterit fidelitatis debite solitum juramentum, de discrecione, industria, ac fidelitate vestra confisi, vobis, et cuilibet vestrum, hac vice, quantum ad examinacionem dicti Johannis, et juramenti predicti recepcionem, missionemque ipsius officii in corporalem possessionem, auctoritate predicta comittimus vices nostras, concedentes ex nunc, prout ex

tunc, eidem Johanni per presentes, ut postquam super premissis inventus per vos, vel alterum vestrum, fuerit ydoneus, prestiteritque fideliter juramentum, officium locorum ubilibet libere fideliter et legaliter exerceat memoratum, mittentes nichilominus, vos, vel alter vestrum, eumdem Johannem in corporalem possessionem officii supradicti, vice nostra. Ad quorum roboracionem et omnium plenam fidem per infrascriptum Walterum tabellionem nostrum, fieri fecimus presens scriptum, et in eodem de verbo ad verbum prelibati rescripti regii tenorem fideliter exemplatum inseri fecimus, et conscribi, et concessionis officii et commissionis antedictarum presens previlegium, seu scriptum, per eumdem tabellionem publicari mandavimus, et nostri sigilli, quo ad previlegium utimur, appensione muniri. Actum Anagnie, in hospicio habitacionis predicti Manfredi, presentibus donno Nicholao de Scocia, monacho monasterii de Crosscegm̃. zalisg. diocesis, magistris Johanne de Piperno domini pape scriptore, Angelo de Interanne majori, Johanne dicto Flamainne de Cathalauno, et Manno Bartholomei de Anagania, testibus ad hoc vocatis et rogatis. Anno nativitatis Domini M° CC° nonagesimo quinto, indiccione octava, pontificatus domini Bonifacii pape octavi, anno primo, quintadecima die mensis julii.

Ego Walterus de Armella, clericus virdunensis diocesis, imperiali auctoritate publicus notarius, predicte concessioni, provisioni, investiture, commissioni, et omnibus aliis predictis presens interfui, et de mandato predicti domini Manfredi premissa manu propria scripsi et publicavi, et tenorem rescripti regii predicti fideliter ascultatum, de verbo ad verbum, hic inserui et conscripsi rogatus.

CCCLXXXIII. Supplicacio ut fiat ordinacio fructuum beneficii, et absolvatur beneficiatus.

Cum B. canonicus *Talis* ecclesie debeat *Tali* tantum, et *Tali* tantum, et ipse non possit eis satisfacere, nisi de fructibus sue prebende; supplicat vobis idem B., quatenus fructus sue prebende faciatis converti in solucionem dictorum debitorum, reservata sibi sufficienti porcione eorumdem fructuum pro victu suo necessario dumtaxat; ita quod dicta ecclesia non fraudetur servicio ipsius B., et cultus divinus non diminua-

tur; inhibentes dictis creditoribus, ne occasione dictorum debitorum, ipsum impediant seu molestent, quominus possit divinum officium exercere.

CCCLXXXIV. Littera facta super ordinacione bonorum, et inhibicio creditoribus facta ne debitorem molestent.

Universis, etc. Noverint universi, quod B. canonicus *Talis* ecclesie, nobis humiliter supplicavit, quod cum ipse teneretur et teneatur quibusdam creditoribus obligatis (*sic*), videlicet *Tali* tantum, et *Tali* tantum, et ipse non possit, ut asserit, satisfacere, etc.; nos autem creditores predictos citari fecimus pluries coram nobis ad videndum et audiendum supplicacionem predictam, et ad procedendum super hiis et ea tangentibus, ut jus esset; predicti siquidem *Talis* et *Talis* coram nobis personaliter comparentes, voluerunt et consenserunt quod nos super premissis ordinemus quicquid racionabiliter viderimus ordinandum, ceteri vero creditores supradicti, ter citati, non comparuerunt, sed contumaces fuerunt, prout in litteris curie remensis super hoc confectis plenius continetur; nos igitur de contentis in dicta supplicacione sufficienter, et prout decuit, informati, super hiis sic duximus ordinandum : videlicet quod dimidia pars fructuum prebende dicte convertatur in solucionem dictorum debitorum, et aliam dimidiam percipiat dictus canonicus pro victu suo dumtaxat, donec dicta debita erunt integraliter persoluta; hinc est quod *Tali* presbitero damus tenore presencium in mandatis, ut dimidiam fructuum prebende predicte saisiat, et percipiat, vice et auctoritate nostra, ad opus dictorum creditorum, et eam convertat in solucionem dictorum debitorum, prout viderit racionabiliter faciendum, quousque dicta debita fuerint persoluta; permittens ipsum canonicum aliam dimidiam percipere libere pro victu suo. Mandamus eciam omnibus presbiteris civitatis et diocesis remensium qui super hoc fuerint requisiti, ut ipsi, auctoritate curie remensis, inhibeant dictis creditoribus, quociens opus erit, ne occasione dictorum ipsum impediant, seu molestent, quominus possit libere divinum officium exercere. Et quid inde fecerint nobis rescribant. Datum.

CCCLXXXV. Littera de societate contracta inter clericos pro conservacione ecclesiastice libertatis.

Universis, etc. Notum facimus quod anno *tali*, die *tali*, et in *Tali* loco, coram *Talibus* notariis, etc., propter hoc personaliter constituti *Tales* clerici, pro se, et suis adherentibus, et adherere volentibus in hac parte, nunc et in futurum societatem, unionem, communionem et universitatem inter se fecerunt, inierunt, et constituerunt ad tuicionem, deffensionem, et conservacionem sue et ecclesiastice libertatis, et omnium clericorum civitatis et diocesis remensium, et jurium ac bonorum suorum, et specialiter super tallis, collectis, honeribus extraordinariis, angariis, et parangariis, et aliis illicitis exaccionibus quibuscumque, eisdem clericis, vel alicui eorumdem, seu eorum bonis impositis, vel imponendis, a quibuscumque personis; volentes et concedentes quod ipsi, et quilibet eorum, in premissis deffendantur et sustineantur suis communibus sumptibus et expensis; promittentes omnes et singuli, bona fide, se premissa firmiter tenere et in eis constanter perseverare, et contribuere secundum vires facultatum suarum in sumptibus et expensis occasione premissorum factis et faciendis. Et quia difficile est eos omnes convocare in unum quociens opus esset, idcirco ipsi omnes, et singuli, ac eciam societas, unio, communitas, et universitas predictorum, coram predictis notariis, viros discretos *Tales* suos constituerunt, fecerunt et ordinaverunt rectores et procuratores, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior condicio occupantis ad promovendum et prosequendum premissa, et ea tangencia, pro dictis universitate, communitate et clericis, et sibi adherentibus, et eorum quolibet; dictis rectoribus et procuratoribus, et cuilibet eorum, [dantes?] potestatem et speciale mandatum agendi, deffendendi, litem contestandi, jurandi, ponendi, posicionibus respondendi, beneficium absolucionis et in integrum restitucionis, si opus fuerit, petendi, et impetrandi; dantes eciam eisdem potestatem, et speciale mandatum, peccunias mutuo recipiendi pro ipsis, ipsosque constituentes, et eorum quemlibet, eorum bona, et cujuslibet eorum, propter hoc creditoribus obligandi, predictis constituentibus, et eis adherentibus, et eorum cuilibet, imponendi semel, vel pluries, quo-

ciens opus erit, pro dictis sumptibus et expensis, prout viderint expedire. Et tenebuntur ipsi constituentes, et eorum quilibet, solvere, et se soluturos promiserunt, bona fide, dictis rectoribus et procuratoribus, vel eorum mandato, sine mora, quicquid sibi propter hoc fuerit impositum ab eisdem, vel saltem a tribus, vel duobus, eorum; obligantes propter hoc dicti constituentes, et eorum quilibet, ipsis rectoribus et procuratoribus se, et sua, promittentes quod contra non venient, nec procurabunt venire, et quod non dicent, neque proponent immoderatam sive injustam esse imposicionem seu taxacionem; ratum et gratum, etc., promittentes, etc. Nos autem officiales predicti. attendentes, causa cognita, premissa facta esse bona intencione, ad conservacionem ecclesiastice libertatis, eisdem auctoritatem nostram interponimus et decretum. In cujus. etc. Datum.

25 septembre 1295.

CCCLXXXVI. Citacio personalis contra abbatem S. Remigii impetrata.

Bonifacius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano, et Galchero de Novilla canonico, ecclesie remensis, salutem et apostolicam benediccionem. Exposuit nobis dilectus filius Garinus de Spinalo monachus monasterii S. Remigii remensis, quod ipse quem dicti monasterii ubera spiritualiter et temporaliter diucius lactaverunt, non sine amaritudine multa conspiciens quod ipsius monasterii bona, sub Johannis abbatis, ejusdem notabili negligencia, et ignavia notabiliori, dilapidabantur enormiter, ac distrahebantur enormius, ipsaque, tanquam carencia deffensoris, obsequioso solacio dissipabat passim iniquitas invasorum, spiritualia quoque laxabantur in eo, et nervus regularis observancie rumpebatur, ac condicio jugiter vergebat in deterius monasterii memorati, hoc venerabili fratri nostro archiepiscopo remensi in spiritu lenitatis denunciavit humiliter, et denunciando super illis abbatem accusavit eumdem. Idem vero archiepiscopus certificatus quod idem monachus zelo in hac parte justicie ducebatur, dictum abbatem super hoc pluries, certis ei terminis assignatis, fecit ad suam presenciam evocari. Verum idem abbas calliditatis ductus consilio, tanquam male sibi conscius, pretendens quod optentu peregrinacionis disposuerat sedem apostolicam visitare, ejusdem sedis super hiis et

aliis hujus[modi?] negocium contingentibus totaliter subiturus examen, dicto archiepiscopo super hoc litteras excusatorias destinavit. Sed idem archiepiscopus, advertens prudenter quod hujus[modi?] excusacio ficcionis erat fermentata veneno, illam non admisit; sed reputavit eum, ut debuit, contumacem. Cumque postmodum idem archiepiscopus ad prosecucionem hujus negocii eidem monacho, qui proprium non habet, de bonis ipsius monasterii expensas necessarias decrevisset, tandem in dictum abbatem, et ejus officiales, quia illas eidem monacho ministrare indebite recusarunt, auctoritate propria excommunicacionis sentenciam promulgavit, quam dictus abbas aliquamdiu sustinuit animo indurato. Postremo vero dictus monachus a dicto archiepiscopo humiliter supplicavit, ut dictum abbatem propter hujus[modi?] suas contumacias canonica pena puniret, et de expensis quas pretextu contumacie hujus[modi?] fecerat sibi ab eodem satisfieri faceret competenter. Et quia dictus archiepiscopus eumdem monachum, qui hujusmodi negocium de licencia prosequebatur ejusdem, audire super hoc contra justiciam denegavit, ipse ad sedem apostolicam appellavit, cujus appellacioni dictus archiepiscopus detulit reverenter. Nos itaque super hoc eidem monasterio paterno compacientes affectu, ac propterea volentes ejus precavere dispendiis, et statui per viam justicie salubriter providere, discrecioni vestre per apostolica scripta mandamus quatenus vos, ver alter vestrum, predictum abbatem ex parte nostra peremptorie citare curetis, ut infra duos menses post citacionem vestram, personaliter compareat coram nobis, facturus et recepturus super hoc quod ordo dictaverit racionis. Diem vero citacionis, et formam, ac quicquid inde feceritis nobis per vestras litteras vestris signatas sigillis fideliter intimetis. Datum Anagnie, VII kalend. octobris, pontificatus nostri anno primo.

CCCLXXXVII. Privilegium ecclesie laudunensis [1]. 28 mai 1262.

Urbanus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et capitulo ecclesie laudunensis, salutem et apostolicam benediccionem. Laudabile reputantes non solum offerre [*sic*, efferre?] laudibus laudunensem ecclesiam, in qua diu laudavimus, dum in minoribus agere-

[1] Cette bulle a déjà été publiée, mais d'une manière peu correcte, par Marlot, II, 551.

mus, regem celorum et dominum, sibique devocioni[s] impendimus servitutem, sed specialibus eam beneficiis et graciis laudabiliter exaltare, ad id inter alia vertimus nostre consideracionis intuitum, et apostolice diligencie studium adhibemus, ut multis et magnis ipsam attollamus favoribus, et honorabilibus ac precipuis previlegiis muniamus. In hac etenim, grato Dei habitaculo, longa percurrimus tempora, et ibi ecclesiasticis officiis obsequiisque divinis nostram mancipavimus juventutem. Hec, inquam, ecclesia nos olim per nostre successus etatis fovit ut mater, pavit ut nutrix, protexit ut tutrix, edocuit ut magistra, et sicut benefica honoravit; hec statum nostrum primulum primo canonicatus prebendeque beneficio, et postea officio archidiaconatus adauxit; ibi nostra studia suos primos habuere profectus, ibi suscepimus nostrorum honorum premicias, indeque ad ecclesias alias gradatim processimus, ascendendo semper per processum hujusmodi, provehente Deo, cathedram alciorem. Suavis quidem est ipsius ecclesie nobis memoria, et mira sui dulcedine reficit et exuberat mentem nostram. Sed ecce, nobis ad apicem summi pontificatus divina operacione promotis, ipsa eadem ecclesia que nobis mater extiterat, nostra filia est effecta, sumusque nostre nutricis constituti pastores; et ipsa que nos olim multipliciter honoraverat, nunc grandes honores de nostra munificencia prestolatur. Unde cum eam benivolencia paterna respicimus, mox in nobis ille filialis antiqus quem gerebamus ad ipsam resultat affectus, sicque simul eamdem et filiam et matrem agnoscimus, modo filiam, dudum matrem. Si ergo ei, sicut filie, beneficencie dexteram aperimus, paternam tantum affeccionem exequimur, et si specialia procuramus commoda, velut matri filialis sinceritatis solummodo debitum adimplemus. Ut igitur ipsi ecclesie, secundum utrumque affectum, plenarie satisfiat, convenit ut nos sibi juxta geminam caritatem in habundancia beneficiorum senciat graciosos. Digne itaque dictam ecclesiam, secundum dilleccionis affluenciam qua ipsam amplectimur, favoris multitudine prosequentes, et volentes eamdem nobili previlegio insignire, universitati vestre per apostolica scripta indulgemus ut in omnes qui ejusdem ecclesie bona, sive que ad vos communiter, sive que ad aliquem vel aliquos vestrum specialiter, aut ad capellanos, sive clericos, vel homines

de corpore predicte ecclesie, aut quoscumque alios racione ipsius ecclesie pertinent, invaserint, vel occupaverint, aut rapuerint, se [*sic*, seu?] predati fuerint, vel vos, aut capellanos, sive clericos, vel homines, sive alios predictos, vel aliquem ex vobis, vel ipsis, super hujusmodi bonis molestare, seu vobis, aut eis injuriari, presumpserint, postquam de hiis, vel per confessiones ipsorum, vel alias legitime, vobis, quibus cognoscendi auctoritatem in hac parte concedimus, constiterit, nisi canonice a vobis commoniti, satisfaccionem de hiis exhibuerint competentem, possitis libere, sive clerici fuerint, sive laici, appellacione remota, censuram ecclesiasticam exercere, non obstante quacumque apostolica indulgencia quibuscumque concessa quod excommunicari aut interdici nequeant, vel suspendi; ac si sano usi consilio satisfaccionem impenderint, prolatas propter hoc a vobis in ipsos sentencias, juxta formam ecclesiasticam, relaxare, necnon uni, vel duobus, aut tribus ex vobis, quociens videritis expedire, committere in hiis vices vestras. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc actemptare presumpserit, indignacionem omnipotentis Dei, et beatorum Petri et Pauli apostolornm ejus, se noverit incursurum. Datum Viterbii, v kalend. junii, pontificatus nostri anno primo.

CCCLXXXVIII. Sequitur questio.—Utrum uxor possit agere contra maritum ad hoc quod secum cohabitet, et ipsam maritali affectione pertractet; et utrum hec peticio sit obscura; et utrum possit supplicare quod sibi provideatur de bonis communibus; et utrum maritus possit opponere contra uxorem quod bona habeat; et utrum oppositione pendente et dubio debeat uxor provideri.

Uxor agebat coram officialibus remensibus contra maritum, super eo quod recusabat injuste cohabitare cum ea, et ipsam affectione maritali tractare; unde petebat eum condempnari ad hoc quod ei cohabitaret tanquam uxori et eam affeccione maritali tractaret, officium judicis implorando. Opponebatur quod ista peticio nullo jure fulcitur;

item quod erat obscura cum non declaretur in quo, seu qualiter, recusat cohabitare, seu maritali affeccione tractare. Respondeo quod ymo jure fulcitur; *Extrav. de sponsalibus, ex litteris* II [1]; *de officio delegati, causam matrimonii* [2]; *de restitucione spoliatorum, litteras, in fine* [3]; *de sponsalibus, cum locum* [4]; *de procuratoribus, accedens* [5]; *de divortiis, porro* [6]; *de eo qui cognovit consanguineam, super eo* [7]. Item potest induci *l. equissimum* [8] que dicit quod ad officium judicis pertinet quod non permittat partes ad rixas seu arma venire. Item Innocencius dicit in *c. ex parte, de restitutione spoliatorum* [9] quod mulier non restituitur viro, nisi carnalis copula intervenerit, sed agitur officio judicis ut faciat eam exhibere ea que sponsa debet exhibere viro. Item respondeo ad illud quod dicitur peticionem obscuram [esse?]; nam sive sit accio generalis, sive universalis, sive singularis, sufficit exprimere in libello rem que petitur, et causam petendi, eciam in personalibus : ut notat plene de istis Innocencius *de officio ordinarii, conquerente* [10], et *glos. ord. de libelli oblatione, c.* 2 [11]. Et in peticione nostra satis exprimitur, scilicet quod cohabitet, et affeccione maritali pertractet, et ex qua causa, quia est uxor, et quia maritus recusat injuste, etc. Item Innocencius notat, *Extrav. de sepulturis, c. certificari* [12] : Si ego rector [i?] ecclesie dicam sic : Dico michi jus habere canonicam porcionem de relictis omnium sepultorum in ecclesia tua, et ideo peto declarari per sentenciam a (*sic*) te ad hoc michi teneri, et ut compellaris michi restituere ea que jam percepisti; [dico?] quod in casu isto non cogor exprimere a principio nomina sepultorum, nec ea que percepisti, sed in prosecucione cause. Item si episcopus petat jus episcopale in ecclesia sita in sua diocesi, valet peticio; *de religiosis domibus, constitutus* [13]; et nota *de officio ordinarii, conquerente* [14].

Nota. Item mulier supplicavit sibi decerni expensas necessarias ad prosecucionem dicte cause de bonis communibus que maritus habet

[1] *Decretal.*, lib. IV, tit. I, c. 10

[2] *Ibid.*, lib. I, tit. XXIX, c. 16.

[3] *Ibid.*, lib. II, tit. XIII, c. 13.

[4] *Ibid.*, lib. IV, tit. I, c. 14.

[5] *Ibid.*, lib. I, tit. XXXVIII, c. 10.

[6] *Ibid.*, lib. IV, tit. XIX, c. 3.

[7] *Ibid.*, lib. IV, tit. XIII, c. 5.

[8] *Digest.*, lib. II, tit. X, l. I.

[9] *Decretal.*, lib. II, tit. XIII, c. 14.

[10] *Ibid.*, lib. I, tit. XXXI, c. 16.

[11] *Ibid.*, lib. II, tit. III.

[12] *Ibid.*, lib. III, tit. XXVIII, c. 9.

[13] *Ibid.*, lib. III, tit. XXXVI, c. 6.

[14] *Ibid.*, lib. I, tit. XXXI, c. 16.

penes se. Proposuit maritus quod habebat mulier bona de quibus poterat prosequi causam suam. Mulier hoc negavit, et iterum supplicavit, dubio pendente, sibi decerni et ministrari expensas. Quod hec ultima supplicacio debeat admitti, probatur per legem *ff. de ventre in possessionem mittendo, l.* 1 [1].......

CCCLXXXIX. Littera de resignacione parrochialis ecclesie facta in manu prelati, seu ejus vices gerentis; et de certa pensione assignata resignanti super redditibus ejusdem, et de collacione ipsius ecclesie alii facta. Vers 1300.

Universis presentes litteras inspecturis, *Talis* prior, vices gerens in hac parte reverendi patris domini remensis archiepiscopi, salutem in Domino. Noveritis nos ejusdem domini archiepiscopi recepisse litteras in hec verba :

R. miseracione divina remensis archiepiscopus, *Tali* priori, salutem et sinceram in Domino caritatem. Cum sicut intelleximus N. presbiter rector parrochialis ecclesie *Talis* loci remensis diocesis, proponat ex causa dictam suam parrochialem ecclesiam libere resignare, vobis damus tenore presencium liberam potestatem dictam resignacionem vice nostra recipiendi, et de annua pensione congrua super redditibus ipsius ecclesie eidem presbitero, quamdiu vixerit, providendi, ipsamque ecclesiam sic vacantem persone ydonee, vobis ad eam primitus presentate, ista vice conferendi. Nos enim quantum ad premissa omnia et singula et ea tangentia vobis committimus vices nostras, et hoc omnibus quorum interest tenore presencium nunciamus. Datum, etc.

Vacante igitur predicta ecclesia per liberam resignacionem factam vice et nomine dicti N., quondam rectoris ejusdem, per *Talem* procuratorem ejus habentem ad hoc potestatem per litteras quarum tenor talis est :

Universis presentes litteras inspecturis, officiales remenses salutem in Domino. Noverint universi quod coram nobis propter hoc personaliter constitutus N., rector parrochialis ecclesie *Talis* loci, *Talem* suum

[1] *Digest.*, lib. XXXVIII, tit. IX.

fecit et constituit procuratorem specialem ad resignandum pure et libere in manu *Talis* prioris, etc., vices gerentis, etc., predictam parrochialem ecclesiam, et quicquid juris in ea noscitur obtinere, ratum et gratum habiturus quicquid per ipsum procuratorem super hujus negocio actum fuerit, seu eciam procuratum. In cujus, etc. Datum, etc.
in manu nostra, et a nobis admissam; nos eamdem parrochialem ecclesiam sic liberam et vacantem honerantes ex nunc, et ex causa, in xx libris annue pensionis solvende dicto N., quamdiu vixerit, a rectore ipsius ecclesie qui pro tempore fuerit duobus terminis *talibus*, G. de *Tali* loco nobis ad eamdem ecclesiam primitus presentato sufficienter per litteras *Talis* abbatis ad quem jus patronatus ipsius ecclesie dignoscitur pertinere, quarum tenor talis est:

Religioso viro *Tali* priori vices gerenti, etc., *Talis* abbas, salutem in Domino. Ad *Talem* parrochialem ecclesiam vacantem per liberam renunciacionem *Talis* quondam rectoris ejusdem cujus jus patronatus ad nos pertinet, vobis G. de *Tali* loco tenore presencium presentamus, supplicantes vobis quatenus ipsum admittatis ad eam, et ipsam cum cura ejusdem sibi conferatis, et in corporalem possessionem cum juribus et pertinenciis ejus inducatis. Datum.
sic honeratam conferimus, intuitu pietatis; et sibi de ea providemus, ipsumque de eadem per nostram cirothecam corporaliter investimus; mandantes *Tali* decano ut prefatum G. in corporalem possessionem dicte ecclesie cum omnibus suis juribus et pertinenciis inducat, prout moris est; salva tamen pensione supradicta. In cujus rei, etc. Datum, etc.

CCCXC. Littera de annuo redditu dato moniali.

Universis presentes, etc. Vix aut nunquam decipitur cujus fervor spei in Domino solidatur; et qui domus Dei decorem diligit et ampliat, eterne beatitudinis sibi gaudia thesaurisat. Inde est quod nobiles domicelle *Tales*, considerantes illud Job : « Breves dies hominis sunt et vita « humana labilis et caduca, » ac illud Daviticum : « Elegi abjectus esse « in domo Dei mei, magis quam habitare in tabernaculis peccatorum, » totum sue spei fervorem in Domino solidantes, ac prudenter attendentes summam nobilitatem et beatitudinem esse Christo suo creatori in

perpetuum famulari, eidem, voluntate sua propria, voverunt in ecclesia *Tali* deservire perpetuo sub habitu regulari. Cum autem dicta ecclesia tanta multitudine sororum ibidem Deo serviencium sit oppressa quod ad earum sustentacionem proprie non sufficiant facultates, nisi ab earum amicis subveniatur eisdem; cum non sit ejus certa dileccio nec satis integra qui amicum suum considerat oppressum inedia, nec se prestat inedie subventorem; et cum balsamus non possit odorem celare proprium, nec suum in gravi tempore possit celare vera dileccio juvamentum, ea propter notum facimus universis, quod coram *Tali,* etc., propter hoc personaliter constituti *Tales* parentes dictarum domicellarum, nolentes eas a Christi servicio retrahere, sed attendentes melius eis esse viam veritatis nullatenus agnovisse, quam post agnitam retroire, ob animarum suarum remedium, dederunt et assignaverunt eis in puram elemosinam *talem* annuum redditum, etc.

CCCXCI. Littera de loco converse dato a capitulo remensi in hospitali suo. 18 avril 1301.

Universis presentes litteras inspecturis, J. prepositus, N. decanus, J. cantor, ceterique remensis ecclesie fratres, salutem in Domino. Noverint universi, quod nos intuitu pietatis, necnon ad preces dilecti concanonici nostri Eustachii de Conflans, concedimus Maressone filie magistri Guillelmi de Claro-Monte clerici, advocati, locum unius converse in hospitali nostro B. Marie remensis cum prebenda consueta ibidem mulieribus assignari, eidem M. quamprimum ad id se facultas obtulerit assignandum; promittentes bona fide, quod contra premissa non veniemus in futurum. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum anno Domini M. CCC. primo, feria tercia post dominicam qua cantatur : *Misericordia Domini.*

CCCXCII. Peticio edita super forismaritagio.

Coram vobis, domine judex, proponit in jure procurator ecclesie S. Petri de Avenaio, procuratorio nomine, contra *Talem,* quod cum idem reus esset et sit homo de corpore dicte ecclesie, et eidem servili condicione forismaritagii astrictus, ipse reus contraxit matrimonium

cum *Tali* alienigena, non subdita dicte ecclesie, sine licencia abbatisse ipsius ecclesie; propter quod dicta ecclesia debet habere medietatem omnium bonorum que habebat dictus reus tempore quo contraxit matrimonium predictum, et dictam medietatem debet idem reus tradere tanquam suam, de consuetudine notoria dicte ecclesie et ville predicte, in qua dictus reus extitit oriondus; et premissa, vel eorum aliqua, dictus reus legitime recognovit, et super hiis fuit et est publica vox et fama. Quare petit dictus procurator nomine quo supra, dictum reum sibi per vos sentencialiter condempnari ad hoc quod medietatem dictorum bonorum eidem actori tradat et deliberet tanquam suam, causis et racionibus antedictis.

CCCXCIII. Monicio *nisi causam,* facta contra subditos suffraganeorum super salario advocati, notarii, et procuratoris.

Officiales remenses, omnibus presbiteris civitatis et diocesis ambianensium, salutem in Domino. Cum in causa que coram nobis extitit agitata in curia remensi, inter Ticium et Seium, *Tales* advocatus, notarius, et procurator, eidem Ticio prestiterint coram nobis consilium, patrocinium, et auxilium, prout ad officium cujuslibet pertinebat, supplicarunt nobis, ut eorum salaria pro premissis competenter taxemus eisdem, secundum eorum merita ac consuetudinem fori nostri, et ad satisfaciendum eis de dictis salariis ipsum Ticium, prout justum fuerit, compellamus; maxime cum hec fieri debeant de consuetudine curie remensis, et hec sint adeo notoria et manifesta, quod non possunt aliqua tergiversacione celari. Nos igitur, attenta consuetudine curie remensis que quantum ad salarium talium personarum in talibus casibus viget et viguit ab antiquo, vobis omnibus et singulis, auctoritate curie remensis, precipiendo mandamus quatenus moneatis eadem auctoritate dictum Ticium, ut infra octo dies post monicionem sibi factam, dictis *Talibus* satisfaciat de premissis, alioquin ipsum, quem ob hoc ex nunc in hiis scriptis excommunicamus, excommunicatum a nobis publice nuncietis, nisi causam contra hoc voluerit allegare; quo casu, citetis eum peremptorie coram nobis Remis ad *talem* diem, contra predictos *Tales* causam suam allegaturum, et visurum taxacionem nostram super salariis antedictis, et ad procedendum super hiis, et ea

tangentibus, ut jus erit, cum intimacione debita et consueta; et quid inde, etc. In hiis autem, [etc.]. Officiali vero ambianensi damus tenore presencium in mandatis, ut vos ad exequendum premissa censura qua convenit, si opus fuerit, compellat. Datum, etc.

CCCXCIV. Peticio ut dimittatur delacio clericalis tonsure.

Coram vobis, domine judex, proponit in jure procurator *Talis* ecclesie contra *Talem*, quod cum idem reus esset et sit homo de corpore dicte ecclesie ea condicione astrictus quod tonsuram clericalem assumere non poterat nec debebat, nisi petita licencia et obtenta ab abbate et conventu dicte ecclesie, nichilominus idem reus injuste, in prejudicium dicte ecclesie, clericalem tonsuram assumpsit, et deffert de facto, absque licencia dictorum religiosorum, quam tenetur dimittere, et ab ejus delacione cessare omnino, tam de jure, quam de usu et consuetudine approbatis; et premissa, vel eorum aliqua, dictus reus legitime recognovit, et ea sunt notoria et manifesta, et super hiis fuit et est publica vox et fama. Quare petit dictus procurator per vestram sentenciam declarari reum predictum fuisse et esse hominem de corpore dicte ecclesie, et ipsum predicta condicione astrictum, eumque injuste assumpsisse et defferre clericalem tonsuram, ac ipsum sibi per vos sentencialiter condempnari ad hoc quod dictam tonsuram dimittat, et ab ejus delacione cesset omnino, causis et racionibus antedictis.

CCCXCV. Sequitur quedam questio bona. — Utrum officialium remensium officium finiatur per mortem archiepiscopi, et utrum si idem (*sic*) officiales substituantur post mortem archiepiscopi per capitulum, qui erant ante potuerunt uti commissione sibi facta per archiepiscopum jam defunctum.

Quidam clerici impetraverunt litteras a papa super provisionibus sibi faciendis de beneficio, et dato super hoc executore archiepiscopo remensi qui commisit vices suas officialibus suis remensibus, donec eas, etc. Qui officiales inceperunt cognoscere. Postea decessit archiepiscopus. Juridiccione ordinaria devoluta ad capitulum per obitum archiepicopi, capitulum eosdem officiales posuit in officio. Querebatur numquid possint ulterius procedere in dictis provisionibus? Dicebant ali-

qui quod sic, quia archiepiscopus commiserat vices suas officialibus suis nominibus non expressis; et sic officio commisisse videbatur, et officium semper durat, et est idem; *ff. de officio proconsulis, meminisse*[1]. Dicebam contrarium pluribus racionibus : primo quia archiepiscopus commisit officialibus suis, et isti non sunt ejus officiales, sed capituli. Item si testator legaverit mihi usufructuum (*sic*) edium, et corruerint, vel exuste sint, vel si demolitis testator novas restituerit, non habebo usufructuum; simile hoc. Ut officiales isti repositi in officio per capitulum non habeant jurisdiccionem auctoritate apostolica super dictis provisionibus, arguit *ff. quibus modis ususfructus amittitur, l. repeti, §. rei mutacione,* et *l. quid tamen, circa principium*[2]. Nec obstat *de servitutibus urbanorum predium, l. servitutes, §. si sublatum*[3], quia ille §. loquitur in realibus, et nos loquimur in personalibus; nam dicti clerici non habent jus reale in beneficiis, sed personale, ut sibi provideatur. Item potest dici quod officium officialatus non est perpetuum, et sic totaliter extinguitur per mortem archiepiscopi; nam non habet hujus aliquos redditus perpetuos. Item officiales possunt institui, et destitui, et tociens quociens; ergo, etc. Ar[gumenta?] eorum [sunt?] que notant domini Innocencius et Hostiensis de dignitatibus et personatibus, *Extrav. de prebendis, de multa*[4]; per que pronunciatum fuit pro decano remensi contra capitulum S. Nutricis, quod thesaurarius S. Thimotei non poterat esse judex auctoritate apostolica, ut supra, proxima columpna[5]. Istam dubitacionem miserunt officiales ad sedem apostolicam.

CCCXCVI. Item alia questio sequitur. — Numquid si episcopus commiserit omnes causas sibi a sede apostolica committendas, valet hec commissio.

Quidam episcopus volens ire longe, dixit officiali suo : Committo tibi cognicionem et decisionem omnium causarum michi a sede aposto-

[1] *Digest.*, lib. I, tit. XVI, l. 10.

[2] *Ibid.*, lib. VII, tit. IV, l. 5, §. 2 et l. 10.

[3] *Digest.*, lib. VIII, tit. II, l. 20, §. 2.

[4] *Decretal.*, lib. III, tit. V, c. 28.

[5] Ce passage prouve que le copiste de notre manuscrit a complétement interverti l'ordre des matières, tel qu'il était établi dans le manuscrit original. La question à laquelle renvoie l'auteur n'est point, comme le dit ici le texte, *dans la colonne la plus prochaine,* mais elle se trouve *soixante* colonnes plus haut ; c'est celle que nous avons publiée page 197, sous le n° CCXLVIII.

lica delegandarum, quamdiu ero absens. Queritur an valeat hec commissio? Videtur quod sic, quia mandatum procuratoris, et juridiccio, parificantur; *ff. de juridictione omnium judicum, l. more, et quia dic.* [sic, *nec?*] [1]. Contra ar[guit?] *Extrav. de ecclesiis edificandis* [2], ubi dicitur, quod privilegium non potest concedi canonicis qui nondum sunt instituti in ecclesia, et ar[gumenta?] jurium ibidem allegatorum. Item judicia non debent esse in pendenti, nec super futuris; *ff. de judiciis, non quemadmodum* [3]. Item littere apostolice impetrate ad futuras controversias non valent : *Extrav. de rescriptis, c. quia nonnulli* [4]; et eadem racio que moveret, etc., ut in *c. super litteris* [5] in fine.

CCCXCVII. Utrum si ecclesie concedatur privilegium perpetuum jurisdictionem excercendi, et conservacio, finiatur per mortem concedentis hujusmodi conservacio, sicut in ecclesia cathalaunensi est videre.

Nicolaus papa IIII concessit decano et capitulo cathalaunensis ecclesie, ut ipsi in manifestos occupatores bonorum ad ecclesiam, canonicos, capellanos, et clericos ejusdem, communiter vel divisim spectancium, et notorios malefactores ipsorum, monicione premissa, excommunicacionis, suspensionis et interdicti sentencias promulgare, et eos absolvere [possent?]. Item Bonifacius, qui nunc est, fecit quamdam constitucionem que est *de officio delegati* [6], quod juridiccio conservatoria morte mandatoris expirat, re integra. Modo queritur numquid dicta juridiccio, seu conservacio, data dictis decano et capitulo expiraverit? Dico quod non; quia dicta juridiccio est de ipso privilegio, et privilegium perpetuum est; ergo juridiccio que inest ipsi privilegio perpetua est racione idemptitatis seu connexitatis. Et ad hoc facit *Extrav. de officio ordinarii, irrefragabili* [7]; et *de hereticis, ad abolendam* [8], in quibus non perit juridiccio delegati morte mandatoris,

[1] *Digest.*, lib. II, tit. I, l. 5 et 6.
[2] *Decretal.*, lib. III, tit. XLVIII, c. 5.
[3] *Digest.*, lib. V, tit. I, l. 35.
[4] *Decretal.*, lib. I, tit. III, c. 43.
[5] *Ibid.*, c. 20.
[6] Ce passage nous indique l'époque où notre manuscrit a été rédigé. La constitution de Boniface VIII, dont il est ici question, forme le titre XIV du livre I[er] du *Sexte*, et le c. qu'indique notre texte est le c. XV, écrit en 1299.
[7] *Decretal.*, lib. I, tit. XXXI, c. 13.
[8] *Ibid.*, lib. V, tit. VII, c. 9.

cum glosis suis, in fine. Nec obstat constitucio Bonifacii, quia illa intelligitur in diversis personis, quando uni datur privilegium, alii conservacio ejusdem; quo casu conservatio perit per obitum delegantis, re integra. Sed questio nostra procedit quando eidem persone datur privilegium et conservacio, et est casus expressus *de officio delegati, c. si super gracia, lib.* VI [1].

CCCXCVIII. Utrum convencione facta inter heredes et executores, quod proviso executoribus de indempnitate, post annum heredibus bona reddent, debeat precedere provisio antequam agere possint heredes.

Convenit inter executores et heredes deffuncti, quod executores retinerent bona usque ad annum pro exequcione implenda, quo elapso residuum redderent heredibus, proviso executoribus de indempnitate ad arbitrium Ticii. Anno elapso, petunt heredes a judice quatenus proviso executoribus de indempnitate, ad quod se offerunt heredes; vel si per eos non steterit, executores sibi condempnari vel compelli ut quid superest de dictis bonis eis reddant, et suam convencionem observant. Opponebatur contra istam peticionem quod heredes non poterant agere, nisi prius dicta provisione facta, eciam de virtute verborum. Queritur quid juris contra peticionem potest induci? *ff. de judiciis, non quemadmodum, cum suis concord.* [2]. Item pro et contra possunt induci jura allegata *Extrav. de ecclesiis edificandis, c. ad audienciam* II [3]; et *de desponsacione impuberum, ad dissolvendum* [4]. Item pro peticione facit optime *ff. de legatis* III, *l. fidei commissa, §. cum esset* [5]; ubi dicitur cum quis rogatur, accepta certa quantitate, hereditatem restituere, duplex est fidei commissum; unum ut possit petere quantitatem, paratus porcionem cedere; aliud ut, etsi non petat, tamen cogatur fidei commissario restituere parato quantitatem prestare. Item contra peticionem possunt induci *ff. de verborum obligacionibus, l. si quis arbitratu* [6]; *de contrahenda emptione, l. hec*

[1] *Sext.*, lib. I, tit. XIV, c. 9.
[2] *Digest.*, lib. V, tit. I, l. 35.
[3] *Decretal.*, lib. III, tit. XLVIII, c. 5.
[4] *Decretal.*, lib. IV, tit. II, c. 13.
[5] *Digest.*, lib. XXXII, tit. I, l. 11, §. 3.
[6] *Ibid.*, lib. XLV, tit. I, l. 45.

vendicio, et *l. si michi bibliothecam*[1]; *de condicionibus institutionum, l.* 3[2]; *de legatis* III, *l.* 1[3]; *de verborum obligacionibus, l. in execucionibus* [sic, *execucione?*], §. *fin.*[4]; *de condicionibus et demonstracionibus, l. jure civili*[5]; in quibus invenitur quod non sufficit ad hoc quod possim agere contra te ex contractu condicionali, vel qui dependet ex arbitrio alterius, quod per me non stet; ymo requiritur, quod per te steterit.

CCCXCIX. Factum de capcione Poncini Mouton de Cathalaunis. — Utrum officialis capiens clericum appellantem post appellacionem, ipsum cepisse videatur occasione appellacionis[6].

. . . .

CD. Sequitur recusacio judicis suspecti[7].

. . . .

CDI. Littera per quam officiales curie remensis inhibuerunt omnibus notariis suis ne reciperent aliquas recognitorias a filiis familias, etc. Vers 1300.

Universis presentes litteras inspecturis, officiales remenses, magister Petrus de Luporumviis officialis curie domini Alberti de Lavania remensis archidiaconi, ac magister Johannes Theothonicus officialis curie domini remensis ecclesie archiepiscopi, salutem in Domino. Ex parte *Talium*, et multorum aliorum civium remensium, nobis fuit et est gravi conquestione monstratum, quod licet iidem cives habeant liberos, in patria potestate sua, mainburnia, seu conductu, constitutos, minores eciam annis legittimis, quibus congrue necessaria subministrant, prout tenentur et debent; nonnulli tamen civitatis et diocesis remensium persuasionibus suis fraudulentis et dolosis initentes (*sic*) dictos liberos decipere, et animos eorum fragiles corrumpere,

[1] *Digest.*, lib. XVIII, tit. I, l. 7 et 50.

[2] *Ibid.*, lib. XXVIII, tit. VII.

[3] *Ibid.*, lib. XXXII, tit. I.

[4] *Ibid.*, lib. XLV, tit. I, l. 85, §. 7.

[5] *Ibid.*, lib. XXXV, tit. I, l. 24.

[6] Ici se trouve répétée mot pour mot la question CCXLIV. Voir plus haut, p. 195.

[7] Ici se trouve la même question que nous avons donnée plus haut, p. 266, sous le n° CCCXLVIII; seulement celle-ci s'arrête avant ces mots : *Ista forma recusacionis*.

de die in diem faciunt, et procurant facere, et procurare intuntur dictos liberos obligari per litteras curiarum predictarum, sub spe numeracionis future, recipiendo et exigendo litteras et cauciones obligatorias a dictis liberis, absque consensu eorum in quorum potestate, mainburnia, seu conductu, consistunt, licet nulla vel minima recipiatur peccunia; propter que multa dampna et scandala dictis liberis et eorum parentibus jamdudum provenerunt, et provenire sperantur in futurum; nobis humiliter supplicantes dicti parentes, pro se, et eorum liberis predictis, quod in premissis eisdem, prout possemus, subveniremus. Nos igitur, attendentes dampna et pericula que occasione premissorum acciderunt, et accidere possunt in futurum, volentes, prout possumus et debemus, dolosis machinacionibus et fraudibus talium obviare, eorum supplicacionibus, tanquam justis, annuere volentes in hac parte, maxime cum premissa videantur fieri contra bonos mores, et in fraudem, omnibus et singulis notariis curiarum predictarum, prout nobis subsunt, auctoritate predictarum curiarum inhibemus per presentes, quatenus si ad ipsos, aut alterum eorumdem, aliquem, vel aliquos, de liberis predictis venire contigerit pro obligacionibus coram ipsis ex quocumque contractu faciendis a dictis liberis absque consensu parentum suorum, seu eorum in quorum mainburnia seu conductu consistunt, nullas obligaciones recognitorias recipiant, conficient, seu consignent pro liberis talibus obligandis; quod si secus actum fuerit, dictas litteras recognitorias et obligatorias ex nunc, ut ex tunc, decernimus non valere, nec aliquam habere roboris firmitatem, nisi coram nobis sigilliferis seu registrariis curiarum predictarum a dictis liberis greate fuerint littere antedicte; quod si dicti notarii contra premissa attemptaverint, nos eciam ad punicionem eorumdem procedemus, prout nobis videbitur expedire. Vobis eciam presbiteris civitatis et diocesis remensium precipiendo mandamus, quatenus si, et prout, fueritis requisiti, premissa in plenis parrochiis vestris publicetis, seu publicari faciatis, et palam et publice nuncietis, seu nunciari faciatis, ne quis in premissis causare possit et pretendere ignoranciam in futurum. Et quid inde factum fuerit, nobis fideliter rescribatis. In cujus, etc.

CDII. Littera qualiter quedam ecclesia collegiata petit consilium ab aliis.

Venerabilibus viris et discretis, dominisque suis et amicis in Christo karissimis, dominis decano et capitulo ecclesie lobiensis, prepositus, decanus, et capitulum ecclesie senogiensis [*sic,* sonegiensis?], pacis ac gaudii sabbatum, ac compassionis oculis amicos gementes in tenebris opitulanter intueri. Pacis zelatores inviti loquimur, sed tacere non possumus, quia securis acuta contra basim ecclesie nostre inique vibrata, et rancoris gladius nobis texens jugum servitutis, nostra labia dissolverunt. Ecce nostra senogiensis ecclesia prorsus a[n]tistitis omni solacio destituta que lac et mel olim lacius emanabat, fundens rivos amaritudinis in altum, compellitur elisa proclamare qualiter dominus cameracensis episcopus sequens motum sue voluntatis, non tramitem racionis, nobis juridiccionem et correccionem aufferre conatur, quas a tanto tempore a quo non est memoria in nostros concanonicos capellanos et vicarios habuimus et possedimus hactenus inconcusse, prout hec et ea tangencia discreto viro J. presencium exhibitori, ne scripto committantur incaute, commisimus, vobis clarius et seriosius referenda; cui, si vestre placuerit dominacioni, fidem super hiis indubitatam dignemini exhibere. Et si vestre discrecionis industria adverterit, diligenter singula ponderando, res cujus agatur, procul dubio nostra primario, et vestra tacite, ventilatur, quamquam res inter alios acta non prejudicet, maculat tamen, et juris presumpcionem exhibet vehementem. Nos autem contemplantes quod dicte materie processus est arduus et periculosus, et ubi majus periculum, ibi caucius est agendum, mutui amoris et caritativi spem firmam in Domino de vestra fidelitate gerentes, ad *talem* diem [et ad?] *Talem* locum, singulas ecclesias cameracensis diocesis collegiatas per ydoneos procuratores humiliter studuimus convocandas, ad consulendum nobis super premissis et aliis, succurrendum, contribuendum, et appellacionibus ac provocacionibus nostris ad curiam remensem contra prefatum episcopum de certis gravaminibus interpositis, si visum fuerit expediens, adherendum. Hinc est quod vobis tenerrime supplicamus, quatenus ad dictos diem et locum procuratores ydoneos ad tractandum nobiscum super premissis, et nobis consu-

lendum, dignemini destinare, tantum hac vice caritative super hiis facientes, quantum in articulo consilii fieri per nos pro vobis velletis. Datum, etc.

CDIII. Bona questio. — Utrum currentibus, tempore testamenti, et tempore mortis, diversis monetis, inspiciatur tempus testamenti, vel tempus mortis.

Magister Johannes de Valliaco [1], quondam archidiaconus cathalaunensis ac prepositus remensis ecclesiarum, cc libras parisienses ad emendum redditus pro anniversario suo in qualibet annuatim faciendo; preterea, debitis et legatis suis solutis, legavit residuum omnium bonorum suorum pauperibus certorum locorum. Tempore conditi testamenti currebat debilis moneta; tempore mortis currebat bona. Exequtores volunt solvere de debili. Ecclesie petunt bonam monetam. Queritur quid juris? Videtur quod debeat inspici tempus conditi testamenti; *ff. de rebus dubiis, si cognatis* [2]; *de condicionibus et demonstracionibus, si vir uxori* [3]; *de legatis* III, *l. uxorem, §. testamento* [4]. Ad oppositum, quod debebat inspici tempus mortis, *de legatis* III, *si ita legatum* [5]; *de solucionibus, cum quis, in principio* [6]; *de legatis* III, *fidei commissa, §. si rem* [7]; *de pignoribus, cum tabernam* [8]; *de legatis* III, *sepe* [9]; et ista pars videtur aliquibus verior, maxime quia, mutata moneta, testator non mutavit nec aliter declaravit voluntatem suam. Nec obstat quod, quando fecit legatum, non videtur cogitasse de bona moneta que nondum currebat; nam dicit lex : Testator dixit sic : « Si qua filia mihi nascatur, habeat centum; » postea plures sibi nate sunt, quelibet habebit centum; licet non cogitaverit nisi de una, quia loquebatur in singulari; *ff. de legatis* I, *qui filiabus, §.* 1 [10].

[1] Ce personnage serait-il le même que Jean de Nesle, prévôt de l'église de Reims, et doyen de celle de Laon, qui mourut en 1330?

[2] *Digest.*, lib. XXXIV, tit. V, l. 19.

[3] *Ibid.*, lib. XXXV, tit. I, l. 61.

[4] *Ibid.*, lib. XXXII, tit. I, l. 41, §. 4.

[5] *Digest.*, l. 86.

[6] *Ibid.*, lib. XLVI, tit. III, l. 38.

[7] *Digest.*, lib. XXXII, tit. I, l. 11, §. 12.

[8] *Ibid.*, lib. XX, tit. I, l. 34.

[9] *Ibid.*, lib. XXXII, tit. I, l. 16.

[10] *Ibid.*, lib. XXX, tit. I, l. 17.

CDIV. Sequitur bona questio et frequens. — Utrum hec verba : *Volo te in uxorem,* et *Volo te in virum* faciant matrimonium, et possit mutari voluntas.

Quedam mulier petens quendam sibi adjudicari in virum, probavit quod contraxerunt sic : *Volo te in uxorem,* et *Volo te in maritum.* Queritur numquid valet probacio? Arguebatur quod non, quia talia verba sunt extensiva; idcirco [reus?] voluntatem potest mutare. Arguit *ff. ad tertullianum, filii mater,* §. 1 [1]; *de verborum obligacionibus, si quis stipulatus* [2]. Dicebam contra : quia solus consensus, etc.; *de sponsalibus, cum locum* [3], cum similibus, et *c. si inter* [4]. Item idem faciunt ea que notat Hostiensis, *c. ex parte* [5]. Item quia carnalis copula secuta fuit : *de sponsalibus, c. ad id* [6]. Responde, ad l[eges?], contra quia faciunt pro parte mea; nam dicitur ibi quod potest mutare voluntatem : ergo voluntas fuit, et sic consensus, quia voluntas, placitum, et consensus, idem sunt; arguit *ff. de de* (sic) *pac.* [*pactis?*], *l.* 1 [7]. Item in matrimonium (*sic*) non habet locum penitencia. Item qui mutatam voluntatem allegat, probare tenetur; *ff. de probacionibus, cum tacitum* [8]. Item potest induci lex *in ementis* [sic, *in emptionibus?* [9]], *cum glosa sua.* Item Tobie c. VII, et ibi : « Et apprehendens dexteram filie sue, dextere Tobie tradidit dicens : « Deus Abraham, etc. »

CDV. Articuli super quibus canonici intendunt cessare a divinis. Vers 1305.

Pietatis paterne congruit officio calamitatibus compati filiorum, afflictosque filios paternis juvaminibus consolari; ad quod eciam spectat officium, inferendas injurias ab eis propulsare, et illatas congrue vindicare; ideoque ab officio pietatis paterne magis exorbitat qui miseracionum temporibus affligit, et cum consolacioni locus est, conprimit, et quod fovere tenetur, impugnat, contra illud eciam et insurgit. Licet igitur, reverende pater et domine, domine In., Dei gracia morinensis episcope, viri venerabiles et discreti decanus, et capitulum,

[1] *Digest.*, lib. XXXVIII, tit. XVII, l. 6.
[2] *Ibid.*, lib. XLV, tit. I, l. 112.
[3] *Decretal.*, lib. IV, tit. I, c. 14.
[4] *Ibid.*, c. 31.
[5] *Ibid.*, lib. IV, tit I, c. 9 (?).
[6] *Decretal.*, c. 21.
[7] *Digest.*, lib. II, tit. XIV (?).
[8] *Ibid.*, l. 43.
[9] *Ibid.*, lib. XXII, tit. III, l. 3.

ac canonici morinenses, et eorum ecclesia sponsa vestra, hosti[li]bus nuper incursibus et incendiis dampnificati sint, et fuerint multipliciter, et afflicti, vos tamen filiorum vestrorum non miserti, nec compacientes eisdem in persecucionibus supradictis, sed afflictis pocius affliccionem addentes, in ipsos, eorum ecclesie libertates, immunitates, et jura, insurrexistis, eisdem quamplurimas injurias et offensas, dampna et gravamina notoria, irracionabiliter, contra eciam paterne pietatis officium, intulistis; et inter cetera [(] tunc ponantur gravamina seriatim expressa; quibus positis sequitur: [)] et premissa fecistis, seu fieri mandavistis, aut ea vestro nomine facta rata habuistis, et habetis, in prejudicium eorumdem, et contra usus, consuetudines, et jura predictorum, et contra juramentum vestrum predictum; que fuerunt et sunt notoria et manifesta, super quibus requisiti fuistis, seu per vos stetit quominus fuerit [*sic*, fueritis?] requisitus personaliter ex parte ipsorum, ut in premissis faceretis id quod debebatis, et ea sufficienter emendaretis: que facere noluistis, sed recusastis, seu plus debito distulistis. Quamobrem premissorum occasione, vocatis omnibus qui, et prout juxta juris formam, in eleccionis [*sic*, tali?] negocio erant vocandi, deliberacione prehabita diligenti, omnibus rite actis, iterum premissa vobis denunciamus per has patentes litteras, vosque requirimus ut predicta omnia, et singula, velitis cum effectu eisdem emendare, restituere, reddere, reintegrare, et ad statum debitum reducere, et emendam ac satisfaccionem competentem prestare infra triginta dies, quos vobis pro peremptorio termino assignamus, alioquin contra vos ex nunc cessabimus a divinis ex causis predictis, et cessacionem ipsam contra vos statuimus et indicimus secundum usum et consuetudinem ecclesie morinensis notorios et antiquos; et protestamus de petendo, exigendo, et recuperando a vobis omnia dampna, deperdita, interesse, et expensas que contingent nobis et ecclesie nostre, occasione premissorum, et cessacionis predicte. Ad hec autem vobis intimanda et notificanda, et in vestra presencia legenda, et ad faciendum omnia et singula que propter hec fuerint oportuna, eciam si mandatum exigant speciale, *Talem* constituimus procuratorem nostrum, et nuncium specialem, etc. In cujus, etc. Datum, etc.

CDVI. Responsiones ad articulos predictos. Vers 1305.

Ingerannus, etc. Etsi super affliccionibus filiorum pia paterna viscera moveri debeant, si que sorciatur pietas discrimina sobolis, sic utique paterni dispendii non expers filius esse debet; si eciam in auxilium filiorum debeat patris exuberare presidium, sic in patris injuriam pacientis subsidium debet sue possibilitatis extrema filius experiri; nec in patrem debet insurgere filius, ut que patris sunt jura ledat, vel auferat, tamquam nativi federis temerarius violator, Absalonis exemplo ad patris solium aspirantis. Gratum siquidem haberet nostre compassionis humilitas, si a salutis actore indultum existeret, ut in optata pace, ad quam votis ardentibus insudamus, amor [*sic,* morinensem?] ecclesiam, et dilectos filios decanum et canonicos ejusdem ecclesie, dominus statuisset, et ortum de quorumdam motu in ea scandalum honerosum ecclesie hiis temporibus quievisset...... Verum, sicut Dominus permisit, de cujus manu nunc prospera suscipimus, nunc adversa, ita factum est, quod quasi ab aquilonis sede..... infestus nuncius supervenit litteras afferens plenas sermonibus odii, verbis blasphemie, inquietudinis quasi presagia nunciantes; unde non modicum trahebantur [turbantur?] intima cordis nostri, et doloris stimulis agitantur, cum in illis sine causa filiorum affliccio nobis imponitur, nequicie fucus ascribitur, et impie referimur juris et justicie improbus refragator; et ideo noster animus anxiatur... ; nam ibi inquietamur amarius, ubi quietis pacis dulcedinem studiosius procuramus. Restat igitur, ut qui hactenus incudis pondus et ictus pacienter subivimus, mallei officium assumamus, objectis nobis et impositis sine causa legitima, debite deffensionis clipeo deffendentes nostram justiciam, responsuri. Verumtamen filiis non negamus nec negabimus quod debemus, eciam si filialis devocio non sequatur. Ad articulos igitur nuper ex parte vestra nobis exhibitos et porrectos, vobis respondemus et dicimus in hunc modum : et primo ad primum in quo fit mencio, etc. Item ad secundum, etc. [(]et sic de singulis [)]; et premissis racionibus dicimus et proponimus contra vos et articulos supradictos, quod ad aliquam emendacionem, restitucionem, reddicionem, reintegracionem, reduccionem seu satisfaccionem prestandam vobis in aliquo non tenemur; nec potestis licite nec debetis a di-

vinis cessare, seu cessacionem statuere, vel indicere contra nos; et protestamur de premissis dictis propositis et responsis, et aliis racionibus nostris, juris et facti, loco et tempore, proponendis, coram summo pontifice, vel alibi, prout expediens et justum fuerit, prosequendis. Protestamur eciam de petendo, exigendo, et recuperando a vobis omnia dampna, deperdita, interesse, et expensas que obvenient, vel contingent nobis, occasione cessacionis indebite a divinis, si presumpseritis contra nos injuste cessare. Quia tamen pacem et concordiam affectamus habere vobiscum, offerimus vobis quod super hiis et omnibus aliis discordiis que inter nos et vos moventur, seu moveri sperantur, parati sumus stare judicio et ordinacioni *Talium;* quod si vobis non placeat, parati sumus eligere una vobiscum alios probos viros jurisperitos per quos omnis inter nos et vos dissensio sopiatur. Et ne spretis hiis, ad cessacionem nobis comminatam a vobis, vel alias, contra nos indebite procedatis, ad sedem apostolicam in hiis scriptis provocamus, et appellamus, pro nobis et nobis adherentibus, et adherere volentibus in hac parte, contra vos et omnes qui sua crederent interesse; et apostolos nobis instanter dari petimus, et huic appellacioni deferri a vobis ob reverenciam dicte sedis; supponentes, quantum ad hoc, nos, statum nostrum, et ecclesiam nostram morinensem proteccioni ejusdem sedis.

[(] Item post responsionem ad articulos, ante provocacionem, posset sic dici : [)] Nos attendentes itaque, filii carissimi, quod discrecionis sensu carere censentur, dictante natura in speculo racionis, qui sine laboribus vivere possunt, labores importabiles amplectuntur; ne studeamus igitur qualiter dierum nostrorum brevitas dissensionum turbine et litigiis consumatur processus, vestros ex claritatis speculo elicite actus vestros, ex fonte racionis colligite, et motus vestros de virtutum puteo temperate. Hoc enim tenet nostra responsio, hoc intendimus, et hoc cum instancia postulamus, ut cujuslibet dissensionis fugata caligine, ad pacis et concordie redeamus amplexus, sitque nobis unionis vinculum, sit ydemptitas cordium, sitque dileccionis intime plenitudo. Et ad ea que scribimus et offerimus, quesumus adhiberi filialis promptitudinis intellectum.

CDVII. Littera *Placet* directa pape a capitulo pro aliquo

beneficiando. [*Vel* :] Supplicant pape quidam canonici ut conferat cuidam canonicatum et prebendam in eorum ecclesia.

Sanctissimo patri ac domino, domino C., divina providencia sacrosancte romane ac universalis ecclesie summo pontifici, *Tales* canonici *Talis* ecclesie, ejus humiles et devoti, pedum oscula beatorum. Dignum esse conspicimus ut tales socios desideremus habere quorum conversacio sit probata, et qui nobis, et ecclesie nostre, prodesse valeant bonis operibus et exemplis. Nos igitur ad prudenciam, scienciam, morum gravitatem, nobilitatem et potenciam *Talis*, dirigentes nostre consideracionis aspectum, pro ejusdem utilitate ecclesie nostre, sanctitati vestre humiliter supplicamus ut predictum *Talem* dignetur concedere nobis, et collegio nostro, in canonicum et in fratrem, canonicatum et prebendam in dicta ecclesia conferendo eidem. Valeat beatitudo vestra, bene et semper, juxta Jhesu Domino nostro (*sic*).

CDVIII. Utrum, executoribus electis cum clausula, quod duo possunt, si tercius nolit, vel non possit interesse, si duo agant antequam constet de nolle, [vel de non posse?] appareat, utrum processus ante valeat.

Quidam civis remensis in testamento suo tres constituit executores, cum illa clausula : quod si unus, scilicet Ticius qui morabatur Parisius, nollet, aut non posset interesse, alii duo presentes possent exequi. Antequam constaret de voluntate vel impotencia Ticii, duo presentes fecerunt citari coram officialibus remensibus Seium debitorem deffuncti, et dederunt ejus libellum. Seius excepit de absente non excusato. Postea presentes miserunt ad absentem, qui misit litteras quod non volebat, nec poterat interesse. Quibus ostensis, petebant ulterius procedi. Reus dicebat processum ante habitum non valere, seu tenere, et petebat novum libellum. Queritur quid juris? Inducebatur pro reo : *c. prudenciam*[1], et *ff. de auctoritate tutorum, l. obligari*, §. *tutor*[2]; et *Instit. de auct. tut.*, §. *tutor*[3]. Ad idem : *Extrav. de eleccione, cum in veteri*[4]; *de arbitris, cum olim*[5]. Ad oppositum inducebam novam

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. XXIX, c. 21, ou lib. II, tit. IV, c. 2.

[2] *Digest.*, lib. XXVI, tit. VIII, l. 9, §. 5.

[3] *Instit.*, lib. I, tit. XXI, §. 2.

[4] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, l. 52.

[5] *Ibid.*, lib. I, tit. XLIII, l. 7.

constitucionem Bonifacii *de testamentis, religiosus,* §. *finale* [1], que dicit quod uno executore in remotis agente, alii possunt agere. Ticius autem erat in remotis, scilicet extra provinciam remensem, utpote Parisius. Item distabat ultra duas dietas legales, et ad hoc facit *Extrav. de prebendis, c. presenti, lib.* vi° [2], et *de rescriptis* [3], *nonnulli.* Item facit glosa dicti *c. religiosus,* super verbo : *remotis.* Item ex quo modo constat de excusacione absentis, perinde est ac si ab inicio constitisset; arguit *ff. qui pociores in pignore habeantur, l. pocior* [4], ibi : Cum enim condicio semel extitit, etc., et *l. qui balneum,* §. *amplius* [5]. Item judice procedente super notorio, sufficit revera notorium esse, licet non constet tempore processus, dum tamen [6] constet tempore sentencie coram superiore, ut notatur per Innocencium, *c. tua, de cohabitacione clericorum et mulierum* [7]. Simile notat Compostellanus, *Extrav. de eleccione, c. consideravimus, in glosa* [8], ibi : Item quero si requiritur. Arguit *Extrav. de appellacionibus, constitutis* [9]. Ista pars videtur verior; et tandem, nulla interloqutoria lata super hiis, reus respondit, et ulterius processit.

CDIX. Consuetudo de bonis apportatis per uxorem in matrimonium reddendis a marito, seu mariti heredibus, eciam si consumpta fuerit matrimonio constante.

Consuetudo est Remis, quod, uxore mortua, maritus tenetur reddere heredibus, vel executoribus deffuncte, bona que ipsa detulit cum eo in maritagium, eciam si consumpta fuerint in utilitatem et usus uxoris. Ista consuetudo probata est in curia remensi per Guidonem de Germeni, Thomam de Saceyo, magistrum Therricum de Maceriis clericum advocatum, magistrum Laurencium de Aubentono clericum advocatum, et Colardum Walec advocatum, testes productos ex parte executorum Helote Gramarie, contra Gerardum le Conte, quondam maritum dicte Helote.

[1] *Sext.*, lib. III, tit. XI, c. 2.
[2] *Sext.*, lib. III, tit. IV, c. 34.
[3] *Ibid.*, lib. I, tit. II.
[4] *Digest.*, lib. XX, tit. IV, l. 11.
[5] *Ibid.*, l. 9, §. 1.
[6] C'est entre ces deux mots *tamen* et *constet* que sont intercalées les quatorze feuilles de parchemin sur lesquelles se trouve tout ce que nous appelé la *première partie* du *Liber practicus.* Voir la Notice bibliographique placée en tête de ce volume.
[7] *Decretal.*, lib. III, tit. II, c. 8.
[8] *Ibid.*, lib. I, tit. VI, c. 10.
[9] *Ibid*, lib. II, tit. XXVIII, c. 25.

CDX. Utrum probatio recognitionis non allegate in peticione sufficiat ad probationem petitionis.

Notandum. Actor agit contra reum, proponens contractum; nec allegat recognitionem. Probat recognitionem, et non contractum. Numquid optinebit? Dicebant quidam quod sic, quia recognitio valet ad probandum..... Unde cum non sit necesse allegare in peticione modum seu speciem probationis, per consequens nec recognitionem. Ad oppositum *Extrav. de successione ab intestat, cum dilectus*[1]; et ista opinio communiter tenetur et hanc tenet Du[randus?], *de teste,* §. 1, verbo : *Sed pone egi contra te.*

CDXI. Numquid in causa vili, dato libello inepto, absolvatur reus ab instancia judicii.

In causis vilibus non est necesse dare libellum : *C. de sentenciis ex periculo recitandis, aut. nisi breves*[2]. Pone ergo, aliquis dat libellum in causa vili, seu modica. Judex tempore sentencie ferende invenit eum ineptum, et intencionem actoris bene probatam. Numquid feret sentenciam pro actore? Videtur quod non, per *c. examinata*[3], ex quo elegit procedere dato libello. Contra videtur, quia pro non dato debet haberi, ex quo non valet per jura communia. Unde sicut optineret actor in tali causa, si non dedisset libellum, ita optinebit dato libello inutili, seu inepto.

CDXII. Sequitur bona questio. — Utrum officiales remenses possunt denunciare canonicum remensem excommunicatum a canone, pro verberatione clerici.

Quidam francus serviens cuidam canonico remensi, percussit notorie quendam clericum officialis remensis. Ordinarius loci eum denunciavit excommunicatum a canone. Capitulum remense dicebat hoc non licere, quia officialis nullam jurisdictionem habebat in eum. Item denunciari non poterat sine citatione, eciamsi factum esset notorium; et officialis eum citare non poterat, cum citare sit actus judiciarius; ergo, etc. Ad oppositum *de electione, venerabilem*[4], ubi apostolice

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. XXVII, c. 3.

[2] *Cod.*, lib. VII, tit. XLIV, l. 3.

[3] *Decretal.*, lib. II, tit. I, c. 15.

[4] *Ibid.*, lib. I, tit. VI, c. 34.

sedis legatus denunciavit personam Ducis indignam, eo non vocato, non tanquam cognitor, sed ut denunciator. Item glosa Compostellani in dicto *c.*, super verbo *denunciatoris*. Item glosa ejusdem, *de consuetudine, cum dilectus*[1]; ibi : Et potest hanc denunciationem ordinarius facere, licet non excommunicaverit, quia ad officium ejus spectat excommunicatos denunciare; XI, *q*. III, *cure*[2]. Item idem notat Innocencius *de appellationibus, pastoralis*[3].

CDXIII. Articuli traditi ex officio curie.

Fama publica referente, et clamosa insinuacione precedente, non semel tantum, sed pluries et frequenter, non a malivolis, sed benivolis, ad nos officiales remenses pervenit quod *Talis* sue salutis immemor, et proprie fame prodigus, *tale* crimen nequiter perpetravit, etc. Cum igitur ad cumulum et fomentum nequicie suos actores pertrahat iniquitas impunita, idcirco ex officii debito predictum *Talem* fecimus coram nobis ad judicium evocari, et presentes articulos sibi tradi; injungentes ei, ut ad premissa respondeat veritatem, ad hanc finem ut si eum invenerimus culpabilem in premissis, eum, prout justum fuerit, corrigamus, et nobis pro tanto [crimine?] condignam prestet emendam.

CDXIV. Pulchra verba faciencia ad articulos.

De hac materia invenies bona verba, XXIII, *q*. V, *c*. *relegentes*[4]; vel sic : Licet aliquando subditorum dissimulemus offensas, illas tamen dissimulari non convenit que contra nos notorie committuntur, cum nonnunquam subjectorum excrescat audacia, eorum excessibus remanentibus impunitis. Sane dudum audivimus, fama publica referente, et facti postmodum veritate clarius publicante, quod *Talis talia* perpetravit, ex quibus jus nostrum periculis exponitur, auctoritas ecclesiastica contempnitur, et nostrum reputatur officium vilipensum. Ut autem justicie satisfaciat, non miretur quis [*sic*, quin?] super hoc ad sumendam emendationem congruam insurgamus, cum ex premissis jurisdictioni nostre plurimum sit detractum. Nolentes premissa sub paciencie nimis grasse (*sic*) pallio preterire, predictum *Talem* fecimus, etc.

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. III, c. 8.
[2] *Decret.*, par. II, caus. XI, q. III, c. 20.
[3] *Decretal.*, lib. II, tit. XXVIII, c. 53.
[4] *Decret.*, par. II, caus. XXIII, q. V, c. 45.

CDXV. Utrum usura sit peccatum, et quo jure.

Videtur quod usura non est peccatum nisi quia prohibita. Primo per rationem generalem omnia videntur concessa, que non sunt prohibita; *ff. ex quibus causis majores, l. necnon, §. quod eis* [sic, *ejus?*] [1]; unde si non esset prohibita, videretur concessa. Item dicit lex : Omnis ratio naturalis, pro lege debet servari : *Instit. de jure na., §. quod vero* [2]; sed ratio naturalis dictat quod benefacienti benefaciamus, unde si tibi benefeci, tu teneris mihi ad antidota [*sic, ἀντίδωρα?*]; *ff. de petitione hereditatis, l. sed etsi lege, consuluit* [3]. Si igitur mutuavi tibi decem, benefeci tibi, quia feci de meo tuum, ad quod non tenebar; et ideo eciam instinctu nature obligatus es mihi ad remunerandum; et sic videtur licitum mihi aliquid recipere pro remuneratione, eciam ex pacto facto, jure naturali permittente; et si recipiam, non teneor restituere, quia si debitum naturaliter tantum solvatur, non potest repeti; *ff. de conditione indebiti, l. naturaliter*, et *l. si id quod* [sic, *si quod?*] [4]. Item in contractibus juris gentium, et maxime in mutuo, habetur ratio temporis sicut et loci, nam ista parificantur tempus et locus, *ff. si certum petatur, l. vinum* [5]. Lex autem dicit : Si quis promisit michi decem solvere certo loco, et non solvat, et conveniam eum alibi coram judice competenti, et intersit mora (?)....., condempnabitur in decem pro principali, et in quinque pro interesse. Idem ergo erit in tempore, quia habebitur ratio temporis. Arguit *ff. de eo quod certo loco, l. secunda* [6]. In hoc considerabitur non solum dampnum quod habeo, quod non solvit die statuta, sed eciam lucrum quod potuissem fecisse ex peccunia mea; et sic mihi licet recipere ultra sortem. Arguit *C. de sentenciis que pro eo quod interest proferuntur, l. un.* [7]. Item si usura de jure naturali esset peccatum,....... nunquam jus gencium vel civile potuisset statuisse usuram, quia jura naturalia immutari non possunt : *Instit. de jure naturali, §. sed naturalia* [8]. Sed jus gencium et civile statuerunt pec-

[1] *Digest.*, lib. IV, tit. VI, l. 28, §. 2.
[2] *Institut.*, lib. I, tit. II, §. 1.
[3] *Digest.*, lib. V, tit. III, l. 25, §. 11.
[4] *Ibid.*, lib. XII, tit. VI, l. 13 et 64.
[5] *Digest.*, lib. XII, tit. I, l. 22.
[6] *Ibid.*, lib XIII, tit. IV.
[7] *Cod.*, lib. VII, tit. XLVII.
[8] *Institut.*, lib. I, tit. II, §. 11.

cuniam posse dari ad usuram, ut patet *ff.* et *C. de usuris*, [1] [et?] multis aliis locis, etc.

CDXVI. Utrum bone ville Flandrie possunt commonere exercitum sine licencia comitis, et utrum assignacio diei possit eis competere; et in quibus casibus, et in quibus non, dicatur conspiratio contra principem.

In questione bonarum villarum Flandrie, credo quod cum de jure tenentur subjecti ad deffensionem patrie, in prescribendo jus submonendi et ducendi in exercitum, hoc jus principaliter intenderetur de die monendi, non principaliter ageretur. Quod apparet, quia interdum plus, interdum minus; quod eciam minus quindecim diebus dari posset, si necessitas exigeret, et ville commode possent, ut magis in assignacione diei fuerit facti accidencia, quam juris ministerium : *de rivis, l. de rivis* [2]; *de ventre inspiciendo, l. 1, ad finem* [3]; et quod dicitur, an ordo studiose notetur, an non? *Extrav. de rescriptis cum dilecta* [4]. Licet videretur contrarium...... potissime quia modum utendi in servitutibus multum attenditur; *ff. de servitutibus, l. servitutes* [5]..... Et per hoc ego dico quod sine comite propter auctoritatem, nec sine nobilibus et feodatis (?) propter experienciam et providenciam, non procedent..... De non dando, de non mutuando comiti statuere, conspiratio esset. De non redimendo se, seu de racheto, quod id[em] est, statuere, videtur conspiracio; quia difficultatem inducent domino. Arguit XXII^a^ II^a^, *q.* I [*sic*, XXII^a^, *q.* V?], *c. de forma* [6]; sed istam presumptionem tollerent, si probaretur quod alias in illis rachetis fraudulenter se habuisset, ut tunc magis viderentur hoc statuisse ut maliciis occuratur, quam ut difficultas comiti ingeratur, et sic eciam statuerent inter se quod non redimerent, nisi utilitas, vel necessitas, hoc exposcat. Circa articulos de redimando [*sic*, de recedendo?], dico quod, cessante necessitate, possunt recedere, licencia petita, etsi non optenta; et si comes diceret necessitatem subesse, debet de ea subditos

[1] *Digest.*, lib. XXII, tit. I, et *Cod.*, lib. IV, tit. XXXII.

[2] *Digest.*, lib. XLIII, tit. XXI, l. 4.

[3] *Ibid.*, lib. XXV, tit. V.

[4] *Decretal.*, lib. I, tit. III, c. 22.

[5] *Digest.*, lib. VIII, tit. I, l. 14.

[6] *Decret.*, par. II, caus. XXII, q. V, c. 18.

informare, cum hoc sit ei facile, si sit verum, cum talia que ad guerram pertinent non de facili lateant. Preterea deffendere se habet ad extrinsecos; gardiare ad intrinsecos, ne fiant incendia et similia. Item deffendere contra presentem invasionem, gardiare contra futuram.

CDXVII. Utrum cives cathalaunenses sint subditi episcopo quoad pertinencia ad drapperiam.

In negocio civium cathalaunensium, quantum ad questionem fori, pro civibus [faciunt?]; primo quia cives sunt et fuerunt in possessione declinandi forum episcopi, si convenirentur de pertinentibus ad draperiam, statutis scilicet, et aliis ordinacionibus; item hoc apparet per litteram regis, quod cum questio verteretur inter episcopum et cives de potestate civium circa draperiam, rex cognitionem et judicium habuit, et pluries; et dicunt quidam quod episcopus reclamavit curiam, et exauditus non fuit, et licet hoc sit verisimile, tamen per litteram non apparet; item ex quo ordinacio tangit regem in aliquo, rex cognitionem habere debet; tangit enim illa ordinacio regem propter commoda sigillorum, emendas deffectuum, et in multis aliis; nec leditur episcopus, quia non est statutum ut non vendatur ad credenciam, sed si vendatur ad credenciam, quod fiat recognitio in nundinis propter majorem securitatem; preterea factum fuit in nundinis, et de auctoritate et consensu magistrorum, propter quod videtur factum magistrorum, et de hoc episcopus non cognoscet, vel saltem magistri negocium preoccupasse videntur, et idem quod supra; preterea quia verbum *Garde* positum in littera judicati, interpretationem recepit ab usu, qui talis est ut supra dictum est; item ejusdem nature et rationis sunt omnes de consuetudine curie laicalis contractus (?); item quia episcopus in omnibus casibus non fuit protestatus de jure suo.

CDXVIII. Utrum superior saisiendo injuriam facere videatur, et quod habet facere ille cujus bona saisita sunt.

Sciendum est quod superior saisiendo in territorio sibi subjecto non facit injuriam, saltem non reputatur. Item de consuetudine, passus saisinam debet ipsum superiorem adire, et ab eo ressaisicionem

requirere, aut jus ulteriora patent. Item actore, seu requestam faciente, proponente intentionem suam, qui se probaturum, etc.; reus ejus proposiciones debet adnichilare de jure si potest, et ad hoc primum niti et protestari, denegando proposita, si per jus negatur quod sit respondendum ad ea; quia aliter pro confessatis haberentur.

CDXIX. Utrum appellans ad curiam regis debeat prosequi infra proximum parlamentum, et utrum assignamentum possit fieri in curia regis sine mandato curie regis; et utrum pars optinens deffectum teneatur citacionem impetrare contra partem adversam, alias privatur commodo deffectus.

Item non debet admitti ad prosecutionem appellationis qui non sequitur eam infra proximum parlamentum. Item assignamentum in curia non valet, nisi de mandato curie fiat. Item ubi quis vult habere commodum ex deffectu partis adverse, oportet quod citetur pars adversa; sed ego credo quod si conquerar de violencia nova, et propter debatum res ponitur in manu regis, vel per partem stat quominus ponatur, quod id[em] est, si postea pars adversa comittit deffectum, videtur quod non debebat pars adversa citari, saltem ad hoc quod res ponatur in manu regis; licet secus, si peteretur saisina sibi deliberari. Item hic fuit primo inobediencia, postea deffectus, et ista duo debent sufficere, licet non solus deffectus; aliter esset abire in infinitum, in citationibus et adjornationibus.

CDXX. Utrum cassata communitate a rege, devolvatur juridictio ad regem; et utrum remaneant homines in eodem statu in quo erant ante tempus concessionis communitatis.

Pro negocio capituli laudunensis, dicebam quod, cassata communitate, cassata erant jura communitatis, et quicquid erat de proprietate communitatis; nec erat quicquam devolutum ad regem, nisi quod ante communitatem habebat. Nec sequitur : Habebant communitatem a rege, ergo jura communitatis revertentur ad regem; quia verum est quod communitas procedebat a rege, non ex devolucione jurium, sed auctoritate regia instituebatur, et in institutione consequ[itur?] illa jura. Sic patet in episcopo confirmato per metropolitum.

CDXXI. Utrum plicata emenda et recepta, cesset periculum mortis, et utrum facto compromisso, cesset accusatio.

Ex quo plicatur emenda, et recipitur, cessat periculum mortis. Item si fiat compromissum, cessat accusatio.

CDXXII. Quid jus habent Pares Francie.

Jus Parrie effectum habet, quod Pares judicentur per Pares; in exercitu proximum locum post regem optineant.

CDXXIII. Utrum questione pendente inter comitem flandrensem et homines Parrie, rex vel Pares debeant judicare.

Contra comitem Flandrie......., Gandenses, Duacenses, Brugenses faciebant requestas. Comes dicebat se velle deffendere requestas, sed dicebat quod non tenebatur ingredi judicium, quia spoliatus toto comitatu, nisi prius restitutus. Unde supplicabat regi extra judicium, quod eum ressaisiret, vel paratus erat recipere judicium per Pares; et si dubium esset in [*sic*, an?] Pares debe[a]nt de hoc esse judices, petebat fieri declarationem per Pares. Sed dicebatur ex parte regis, quod cum non ageretur de feodo, nec ad admissionem feodi, sed ad emendam peccuniariam propter inobedienciam, rex dicebat [*sic*, debebat?] esse judex, et hoc ipse offerebat, scilicet facere justiciam; offerebat eciam se jus facturum, si [ad?] ipsum cognitio et judicium pertinerent. Et judicatum fuit, et bene, quod rex primum haberet judicium, quia rex est superior et judex comitis simpliciter; Pares non nisi secundum quidem, scilicet in questione feodi.

CDXXIV. Utrum hec exceptio, quod est de eadem villa oriundus testis, valeat.

In causa de Origni, videtur mihi quod in finibus compulsionis debet esse status, eciam quantum ad possessionem, vel quasi; pro facto quod proponebatur contra testes, quod erant oriundi de eadem villa, videtur admittendum; quod probo a posteriori, quia prescriptio contra oriundos de Origniaco prescripta, prejudicaret futuris; sed hoc non

esset, nisi inter se aliquid haberent commune; ergo, etc. Nec obstat quod, lata sentencia contra Taxinum, non prejudicaret aliis, quia etsi non prejudicet plene, facit tamen prejudicium qualequale, quod sufficit ad testes repellendos, sicut in sociis ejusdem criminis; et forte si alii scirent causam moveri, et non deffenderent, sibi prejudicaret sentencia; arguit *l. sepe;* pro hoc faciunt *Extrav. de judiciis, causam que*[1]; *de testibus, personas*[2].

CDXXV. De questione communitatis laudunensis cassate, et utrum possit communitas sine conssensu dominorum vicinorum dari.

In questione laudunensi, visa sentencia, quia persone in quibus residebat communitas sunt private communitate, reputo communitatem cassatam, quia non erit in aere. Pro hoc facit enarracio (?) personarum, et modus facti qui narratur, et ad que in condempnatione concluditur. Si vero rectores recepissent communitatem a rege, quod non poterant sine conssensu dominorum vicinorum qui in constitutione communie de suo contulerant, tunc dicerem quod [est?] hujus retencionis ut [in?] *Extrav. de privilegiis, c. recepimus*[3]; et in dubio, quod minus est sequimur. Ad quod facit quia rex voluit suorum processuum (?) jura salva fore.

CDXXVI. Utrum contra petentem absolucionem ad cautelam possit opponi quod ante appellacionem fuerit excommunicatus.

Credo quod si aliquis petat absolvi ad cautelam a sentenciis post appellationem, et adversarius dicat quod fuerunt late ante appellationem, quod est audiendus; quia absolutio debet esse certa, cum sit sentencia, et ne apud vulgum simplicem credatur simpliciter absolutus.

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. I, c. 9.
[2] *Ibid.*, lib. II, tit. XX, c. 20.
[3] *Decretal.*, lib. V, tit. XXXIII, c. 8.

CDXXVII. Qualiter judicium potest iniquum dici ex causa et ex ordine, et quod factum advoari potest; et qualiter comes actrebatensis non potest in prejudicium regis constituere post se, et intra judicium (?) scabinorum, unum auditorium intermedium, ne rex defraudetur uno gradu; et qualiter habet duo auditoria, unum nobilium, et alterum innobilium, quorum unum non est superius altero.

In questione S. Bertini judicium fuit malum et iniquum, ex causa : quia Johannes Mostars serviens fecerat quod ei licebat; preterea ex ordine : quia abbatem et priorem qui factum ad se trahebant, noluerunt audire; et erat factum tale quod cadit in advocatione; item quia [latum fuit?] dilatione pendente, ab eo qui superior erat, scilicet a militibus, data, qui terram actrebatensem regebant; item quia non erant judices dicti Johannis ex quo abbas et conventus factum ad se trahebant, nec ipsorum abbatis et conventus; item quod causa ad comitem remitti non debeat, quia unum est auditorium majoris scabinorum, et comitis, potissime quia non judicant nisi ballivo comitis conjurante; aliter defraudaretur rex uno gradu. Preterea quia comes non potest infirmare judicatum majoris et juratorum, per conventionem habitam inter ipsos. Item quia ballivus comitis jam approbavit judicatum exequendo illud, emendando majori et juratis turpitudinem sibi dictam in appellando; et ante omnia debent revocari attemptata. Item licet comes actrebatensis habeat duo auditoria, unum de communibus, et alius (*sic*) de nobilibus personis, licet illud de nobilibus sit nobilius, non tamen in gradu superius.......

CDXXVIII. Utrum procuratio facta de persona clerici, sit nulla; et utrum laicus in curia regis, antequam repellatur clericus, se presentans, admittatur; et [utrum gracia?] adnullet deffectum alias concedendum.

Procuratio clericorum non est nulla ipso jure; unde valet quod est factum per eam, donec clericus institutus repellatur, etsi, dum exceptio proponitur, alius laicus se presentet antequam concedatur defec-

tus sufficiens. Preterea si actor habet graciam, licet procurator suus non ostendat, dum tamen competenter compareat, si postea constet de gracia, purgatur defectus.

CDXXIX. Utrum quod fit, appellacione pendente, a judice a quo appellatum est, non ut a judice, sed ut a privata persona, debeat revocari per modum attemptati.

Quod fit appellatione pendente ab eo a quo appellatum, si illud faciat ut judex, revocatur. Si vero faciat illud aliter, jure suo, ut in menburnia finita, vel usufructu finito, non revocatur.

CDXXX. Utrum et quando committatur pena ecclesie applicanda.

In causa insulensi, quod non competat pene peticio, persuadeo (*sic*); primo quia ecclesia penam legalem non potest petere ultra interesse, quia non debet locupletari cum aliena jactura; licet secus in pena convencionali. Item tales pene non sunt in usu. Item quia renunciatum est privilegio, non utendo. Item quia magis videtur pena adjecta ad comminacionem, et contra illos qui tirannice aliquid agerent, non ad illos qui velamen (?) probabile in suo facto haberent. Item quia isti usufuerunt (*sic*) jure suo. Item suspendetur judicium penale, in eventum principalis cause a quo dependet. Item pena non extenditur ad loca postmodum adquisita. Item recole de contradictione juris et facti.

CDXXXI. Quedam raciones contra litteram a rege impetratam.

Ad annullandam litteram impetratam contra cives, [faciunt?] : Primo quia cum comes repecierit curiam, et hoc pendeat, non debet fieri quod in littera continetur; quia cum omnia in eodem statu esse debeant, non debent banna suspendi, et alia fieri que in littera continentur, nisi per unum modum, quod pendente questione : Quis esset judex? rex daret judicem in questionibus et casibus emergentibus. Secundo, quia dilatione pendente, fuit impetrata, parte non vocata. Tercio quia

nichil proponebatur de novo factum, quare secundum curie consuetudinem nichil poni debet in manu regis. Quarto quia cives insulenses sunt in saisina talia faciendi, qua non debent privari lite pendente. Et istud proponebatur non ad contestandam litem, sed ad finem littere annullande. Sciendum quod, licet factum sit novum, causa tamen et jus faciendi sunt antiqua, et ita non potest dici novitas.

CDXXXII. Utrum eximatur appellans, et in quo, a juridictione ejus a quo appellavit; et quod, et quando, dicatur attemptatum; et utrum appelletur ab offic[iariis] regis ob defectum juris.

Item ubi appellatum est, quia per appellationem appellans eximitur a jurisdictione appellanti (*sic*) judicis, si judex aliquid postea faciat, potest dici attemptatum. In causa simplicis querimonie, non potest dici attemptatum, nisi sit tale quod impediat jurisdictionem judicis; et in istis solum committitur attemptatum.

Appellans exemptus est in omnibus, fallit in appellantibus ab officiariis regis..... Item ab officiariis regis non appellatur a defectu juris. Verum est de facto officiarii qui non processit ordinato judicio inter partes, et sufficit via requeste. Sed ubi judicium ordinatum est inter partes, debet et potest appellari, et pars debet vocari cujus interest.

CDXXXIII. Utrum si miles promisit non retrahere rem emptam per clericum, et retrahere incipiat coram judice seculari, possit clericus convenire militem coram judice secularis ecclesiastico, ut conventionem suam servet; et utrum eadem questio per actionis et exceptionis modos possit coram diversis judicibus agitari.

In questione magistri de Rib., dico quod ex quo miles promovit causam retractationis, magister non potuit eum convenire coram alio judice, ad hoc ut suam convencionem servaret, scilicet de non retrahendo, quia eadem erat questio, et lata sentencia in una nocet, et proficit in alia; et de eodem non debet simul, et semel, coram diversis judicibus litigari; unde excipiat si velit in causa retrac-

tationis. Arguit secundum Innocencium *Extra. de mutuis petitio, c. primo, in fine glose*[1]; *ff. de jurejurando, l. duobus, §. exceptio*[2]. Tamen poterit agere magister, et statim, ad interesse, eciam re non evicta, quatenus interest litem non fuisse motam, et sic deinceps, quatenus intererit successive. Dices nunc quando miles incipit agere, tunc prius incipit magistro competere actio, absurdum est quod ex eo tollatur. Respondeo : non tollitur, sed suspenditur. Unde si miles vellet supersedere, tunc magister posset agere; nec est mirum quod hoc facit juris neccessitas, ne simul, et semel, de eodem in diversis foris agatur.

CDXXXIV. Utrum rex potuit facere ordinationem per quam claves portarum civitatis de manu civium transtulit in episcopum claremontensem.

In causa claremontensi, [dico?] quod rex non potuerit (*sic*) facere ordinationem illam, per quam de manu civium transtulit in episcopum; quia peccat in tutum; XXII[a], *q.* V, *c. de forma*[3]; *ff. ad l[egem] juliam* (?) *majestatis, l.* 3 [4]; propter difficultatem fori; *ff. qui satis-[dare] cogatur, l.* 1 [5]; *Extra. de jurejurando, c. intellecto*[6]. Dato quod posset, non debuit; quia sibi prejudiciale et dampnosum, ratione predicta; item civibus a quibus tornelle antea tenebantur; et qui claves portarum civitatis debent habere patet per litteras regis. Concludetur quod rex reponat cives ad illum statum, vel quod saltem rex retrahat ad manum suam.

Littere magni codicis facti per Johannem Piquet[7].

CDXXXV. Appellacio facta a decano et capitulo remensi, contra archidiaconum remensem, propter hoc quod officialis archidiaconi, et ministri, inhibuerunt sinodum celebrari a decano et capitulo remensi.

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. IV.
[2] *Digest.*, lib. XII, tit. II, l. 28, §. 4.
[3] *Decret.*, par. II, caus. XXII, q. V, c. 18.
[4] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. IV.
[5] *Ibid*, lib. II, tit. VIII.
[6] *Decretal.*, lib. II, tit. XXIV, c. 33.

[7] A dater d'ici notre manuscrit ne nous offre plus que la table de compilations semblables au *Liber practicus*; la dernière de ces tables semble être celle de la plupart des formules contenues dans le *Liber practicus* même.

CDXXXVI. Appellacio facta ab officiali remensis archidiaconi contra decanum et capitulum...., quia celebrare sinodum nitebantur vacante archiepiscopatu per mortem Guillelmi. Vers 1334.

CDXXXVII. Instrumentum factum super procuratorio bono et super appellacione simul.

CDXXXVIII. Appellacio contra judicem, seu executorem auctoritate apostolica delegatum, pro quadam excommunicationis sentencia lata per eundem contra monachos de Altovillari.

CDXXXIX. Appellacio facta ab officiali et sigillifero curie archidiaconi, contra decanum et capitulum ecclesie remensis, quia contumaces eosdem officialem et sigilliferum reputaverant.

CDXL. Innovatio appellacionis predicte.

CDXLI. Appellacio facta ab archidiacono remensi, contra decanum et capitulum remense, pro eo quod eundem archidiaconum citaverant in capitulo coram eis.

CDXLII. Principium et finis testamenti Petri de Libera.

CDXLIII. Citacio facta a decano et capitulo remensi, contra officialem et alios ministros curie archidiaconi, ut ipsi personaliter in capitulo compareant.

CDXLIV. Peticio facta ex parte capituli remensis contra episcopum suffraganeum, ut capam solvat, et alia consueta servicia faciat ecclesie remensi.

CDXLV. Principium et finis testamenti Johannis Coquelet.

CDXLVI. Sentencia diffinitiva lata in causa appellacionis ubi jam due sentencie diffi[nitiv]e precesserunt.

CDXLVII. Procuracio ad petendum confirmacionem electi.

CDXLVIII. Instrumentum electionis abbatis S. Bazoli.

CDXLIX. Instrumentum factum super hoc quod quidam dicebant se missos ex parte decani et capituli remensis ecclesie ad videndum aliquorum privilegia.

CDL. Instrumentum factum super repeticione apostolorum.

CDLI. Item alia apostolorum repeticio.

CDLII. Instrumentum electionis abbatis S. Martini de Sparnaco.

CDLIII. Citacio facta contra quemdam dicentem se capellanum cujusdam capellanie, et [*sic,* ad?] videndum ipsum amoveri a dicta capellania.

CDLIV. Quedam presentacio facta ad capellaniam, decano et c[apitulo?] remensis [ecclesie], vacante sede remensi.

CDLV. Collacio facta de dicta capellania.

CDLVI. Commissio facta alicui canonico ad cognoscendum super jure dicte capellanie.

CDLVII. Monicio facta contra officialem suffraganeum ut clericum appellantem detentum in carcere........ abire permittat, recredat, vel sub fida custodia remittat, nisi causam, etc.

CDLVIII. Supplicatio facta a clerico detento per suffraganeum, ut libere, vel sub cautione, vel sub fida custodia, permittatur abire.

CDLIX. Citacio facta contra episcopum suffraganeum responsurum super eo quod capam ecclesie remensi non solvit, et alia debita servicia non facit.

CDLX. Proposita facta contra citacionem ad finem quod citatus non teneatur facere fidem de titulo sue capellanie.

CDLXI. Citacio facta in causa appellationis a diffinitiva.

CDLXII. Responsio ad peticionem in causa appellationis a diffinitiva........

CDLXIII. Responsio facta [ad?] peticionem in causa appellationis a gravamine.

CDLXIV. Notula collecta ad ponendum et respondendum et probandum primo.

CDLXV. Proposita in causa gravaminis ad defencionem facti judicis.

CDLXVI. Notule collecte ad disputandum due, et tercia ad confirmandum.

CDLXVII. Supplicatio quod cessetur in causa appellationis a diffinitiva, et procedatur in causa appellationis a gravamine.

CDLXVIII. Proposita contra supplicationem predictam.

CDLXIX. Supplicatio quod presbiter (?) a carcere liberetur, mediante cautione de stando juri.

CDLXX. Appellacio propter supplicationem predictam non admissam.

CDLXXI. Alia supplicatio super eodem.

CDLXXII. Provocatio que dicitur : *Et ne spretis,* ne aliquis clericus capiatur.

CDLXXIII. Supplicatio quod aliquis ad deffensionem legitimam admittatur.

CDLXXIV. Provocatio si factum non fuerit quod supplicatur, que dicitur : *Ne spretis.*

CDLXXV. Decretum canonicorum S. Martini de Sparnaco eligentium.

CDLXXVI. Citatio ad citandum se opponere volentes contra electum.

CDLXXVII. Littera expectatoria contra opponere se volente[s] electo.

CDLXXVIII. Confirmatio abbatis de Sparnaco.

CDLXXIX. Monicio : *Nisi causam*, pro salario advocati.

CDLXXX. Citatio ad citandum aliquem processurum coram judice delegato in causa appellacionis.

CDLXXXI. Subdelegatio.

CDLXXXII. Peticio in causa appellationis facta coram judice delegato.

CDLXXXIII. Responsio ad petitionem.

CDLXXXIV. Prestit[uti]o in causa appellationis predicta.

CDLXXXV. Citatio ad videndum attemptata revocari per judicem delegatum.

CDLXXXVI. Petitio in causa attemptati.

CDLXXXVII. Responsio ad petitionem.

CDLXXXVIII. Prestit[uti]o in causa predicta.

CDLXXXIX. Articuli traditi a decano et capitulo remensi contra eorum [con]canonicum.

CDXC. Qualiter debeat fieri electio, et sic Mandagotus abbreviatus.

Codex imperfectus factus per Johannem Piquet.

CDXCI. Assignatio pentionis institute curato inutili, et resignatio beneficii.

CDXCII. Articuli dati contra suspectum de homicidio.

CDXCIII. Finis pulcher cujusdem (*sic*) testamenti.

CDXCIV. Articuli facti contra prepositum de Maceriis super quibusdam attemptatis contra jurisdicionem.

CDXCV. Responsio ad petitionem et proposita facta ad finem quod appellatio pronuncietur minus canonica.

CDXCVI. Citatio exequtoria contra illum qui conferri fecit sibi beneficium quod impetrans alius asserit sibi, pretextu sue gracie,....... debere conferri.

CDXCVII. Appellatio contra promissionem factam cum solempnitate juramenti.

CDXCVIII. Pulchra proposita ad justificandum facta judicis a quo est appellatum.

Littere magni codicis in papiro.

CDXCIX. Peticio pro salario advocati.

D. Peticio contra heredem debitoris.

DI. Peticio pro legato contra executorem.

DII. Supplicatio pro ordinatione bonorum parrochialis ecclesie ad opus creditorum.

DIII. Peticio in causa gravaminis, die minime assignata.....

DIV. Peticio in causa attemptati.

DV. Peticio pro electione confirmanda.

DVI. Peticio contra hominem de corpore.

DVII. Petitio restitutionis quasi possessionis annui redditus.

DVIII. Peticio uxoris contra maritum ad inopiam vergentem.

DIX. Supplicatio pro absolvendo aliquo in forma ecclesie.

DX. Petitio contra hominem de corpore tonsuram deferentem.

DXI. Petitio pro retrahendo rem venditam.

DXII. Petitio in actione ypothecaria.

DXIII. Peticio ad finem garandie.

DXIV. Petitio ad implendam sentenciam arbitrorum.

DXV. Supplicatio quod cadaver excommunicati qui bona sua posuit in manu sancte matris ecclesie, tradatur ecclesiastice discipline.

DXVI. Supplicatio contra hominem de corpore qui clericalem tonsuram assumpsit.

DXVII. Peticio contra illum qui post et contra provocationem bona cepit.

DXVIII. Peticio pro pena episcopo applicandi (*sic*), ratione statuti non servati.

DXIX. Supplicatio pro expensis monachorum.

DXX. Supplicatio quod clericus ordinetur ad titulum supplicantis.

DXXI. Peticio pro decimis.

DXXII. Petitio pro juribus parrochialibus.

DXXIII. Littera super retentione advocati, certo salario mediante.

DXXIV. Procuratio ad citandum in causa appellationis a diffinitiva parte absente lata.

DXXV. Instrumentum super attestationibus in formam publicam redactis, et ut valeant in futurum ad perpetuam rei memoriam.

DXXVI. Presentatio ad ordines.

DXXVII. Littere qualiter aliquis recipitur in provisione episcopi.

DXXVIII. Commissio ad inquirendum contra curatum non residentem et super aliis diffamatum.

DXXIX. Supplicatio proposita contra judicem.

DXXX. Procuratorium abbatis monachum suum procuratorem constituentis.

DXXXI. Supplicatio contra usurarium, ut relaxetur juramentum.

DXXXII. Decretum electionis.

DXXXIII. Provocatorium ad petendum confirmationem.

DXXXIV. Aliud procuratorium ad idem.

DXXXV. Electio seu nominatio arbitrorum abbatem eligencium.

DXXXVI. Collatio notule cum electo in abbatem, ad comparendum coram superiore pro electionis negotio confirmande.

DXXXVII. Admissio ad probandum, et assignatio termini ad hoc.

DXXXVIII. Electio archiclericorum [*sic,* articulorum?] super quibus ab electo in abbatem admittitur, et super quibus non admittitur probacio.

DXXXIX. Sentencia lata super confirmatione abbatis.

DXL. Appellatio contra predictam sentenciam.

DXLI. Citacio ad citandum episcopum qui confirmare recusavit.

DXLII. Littera facta super bona data uxori a marito religionem intrandi (*sic*).

DXLIII. Verba que profert officialis archidiaconi in intronisando episcopum.

DXLIV. Citatio exequtoris auctoritate apostolica contra patronum beneficii visurum informatum et testes jurare.

DXLV. Inhibicio executoris predicti contra patronum ne aliquid attemptet.

DXLVI. Citacio ad videndum publicationem attestationum testium.

DXLVII. Sentencia dicti executoris super lata [*sic*, littera?] laudabili et provisione.

DXLVIII. Absolucio ad cautelam littera [*sic*, lata?] minus juste.

DXLIX. Supplicatio ut absolvatur minus juste excommunicatus.

DL. Proposita contra supplicacionem predictam.

DLI. Littera papalis pro excommunicato minus juste.

DLII. Licencia de non residencia.

DLIII. Supplicatio pro dilatione, pro testibus absentibus habendis.

DLIV. Littera missa ad anicos [*sic*, amicos?] ecclesie remensis, in [*sic*, ut?] eam consolentur.

DLV. Responsio ad litteram predictam.

DLVI. Dispensatio papalis super natalium defectu.

DLVII. Appellatio monachi contra abbatem discipatorem.

DLVIII. Publicatio testamenti ad perpetuam rei memoriam.

DLIX. Appellatio contra judicem delegatum trahentem ad locus (*sic*) minus insignem.

DLX. Pronunciatio per ordinatum [*sic,* ordinarium?] facta per quam declaratur processus delegati nullus.

DLXI. Citacio et processus incoatio per modum notorii.

DLXII. Sentencia facta in casu notorio.

DLXIII. Ordinatio facta ad opus creditorum de fructibus beneficii, et inhibicio facta creditori.

DLXIV. Littera presentationis ecclesie honerate in vigenti libris annue pensionis, et littera collacionis, et littera commissionis, et littera impositionis honeris.

DLXV. Littera concessionis loci converse.

DLXVI. Littera placeti ad papam pro aliquo providendo.

DLXVII. Mandatum curato factum ne de cura se intromittat, et quod certus capellanus administretur idem (*sic*).

DLXVIII. Littera directa episcopo a decano et capitulo pro cessendo (*sic*) a divinis, nisi quedam emendaverit.

DLXIX. Responsio episcopi ad litteram decani et capituli.

DLXX. Mandatum exequtoris auctoritate apostolica ut aliquis mittatur in possessionem beneficii de quo idem (*sic*) est provisum.

DLXXI. Provocatio a decano et capitulo remensi contra archiepiscopo (*sic*) ne interdicat terras, et appellacio a gravaminibus.

DLXXII. Processus factus per exequtorem ad providendum.

DLXXIII. Citacio in causa gravaminis.

DLXXIV. Peticio in causa ap[ellante?] dictam peticionem.

DLXXV. Proposita ad finem quod clericus non potest (*sic*) consentire [ut?] appellatio pronuncietur canonica.

DLXXVI. Confessio gravaminis ut appellacio canonica pronuncietur.

DLXXVII. Proposita ne admittatur secunda responsio, nisi primitus pronunciatio [facta sit?] super primis propositis.

DLXXVIII. Supplicatio pro dilatione quinquennali habenda, non obstante oppositione minoris partis creditorum.

DLXXIX. Procuratio ad resignandum ex causa permutationis.

DLXXX. Articuli dati contra attemptantem contra jurisdicionem curie remensis et laicalem justiciam.

DLXXXI. Proposita laicalis justicie contra provocantem ab eis (*sic*).

DLXXXII. Replicatio contra proposita predicta.

DLXXXIII. Provisio facta ex causa permutationis per ordinarium.

DLXXXIV. Procuratio ad resignandum ex causa permutationis testium (*sic*).

DLXXXV. Sequestratio facta in provincia ne partes ad arma prosiliant contendentes de deci[mi]s (?).

DLXXXVI. Appellacio facta contra episcopum non confirmantem abbatem, sed se absentantem, frivolas excusationes allegantem.

DLXXXVII. Presentatio patroni ad parrochialem ecclesiam.

DLXXXVIII. Appellatio laici judicis moniti per officialem, ut laicum quem clericum asserit officialis, eum (*sic*) officiali reddat, et citatio.

DLXXXIX. Appellatio decani et capituli remensis contra officiales remenses.

DXC. Requesta facta ex parte capituli remensis officialibus remensibus, et responsio requeste ob (*sic*) officialibus data.

DXCI. Appellacio senescallorum remensis ecclesie contra officiales remenses.

DXCII. Procuratorium promotoris curie remensis.

DXCIII. Appellacio Reneri Bergier.

DXCIV. Procuratorium ad appellandum.

DXCV. Appellacio Reneri Bergier iterata.

DXCVI. Monitio *nisi causam*, pro detento per officialem suffraganei.

DXCVII. Monitio *nisi causam*, contra baillivum remensem detinentem aliquem in conductu curie archidiaconi existentem.

DXCVIII. Articuli contra attemptantem post [et?] contra inhibitionem curie remensis in provincia.

DXCIX. Citatio auctoritate apostolica contra exequtorem et substitutum cujusdam capellani mortui.

DC. Supplicatio pro absolucione ad cautelam a judice delegato.

DCI. Appellacio pulchra monachi contra suum abbatem.

DCII. Littera *minus juste*.

DCIII. Littera executoria *minus juste*.

DCIV. Appellacio ut absolvatur minus juste excommunicatus.

DCV. Peticio facta super attemptato facto curie laicali justicia.

DCVI. Forma electionis secundum Mandagotum.

DCVII. Citatio ad opponendum si quis fuerit.

DCVIII. Littera commissionis ad informandum se super facultatibus monasterii pro taxacione juste facienda.

DCIX. Appellacio facta contra exequtorem auctoritate apostolica providentem alicui de aliquo officio in monasterio.

DCX. Commissio facta alicui ut inquirat de statu et condicione alicujus condempnati ad dotandum aliquam defloratam, et de conditione deflorate.

DCXI. Articuli facti contra homic[id]am.

DCXII. Monitio facta contra officialem suffraganeum negligentem procedere in causa principali et post quindenam.

DCXIII. Appellacio a gravamine.

DCXIV. Petitio in causa attemptati, pro eo quod aliquis, lite pendente, procuravit se mitti in possessionem beneficii de quo lis pendet inter partes.

DCXV. Utrum, consuetudine remensi, ante responsionem (?) appellatum esse de facto, possit dari absolutio ad cautelam.

DCXVI. Citatio contra rumpentes litteras curie remensis.

DCXVII. Monitio ut infra mensem expediatur causa, alioquin ad curiam remensem remittatur, et citatio super eodem.

DCXVIII. Prefacio ad presentandum electum.

COUTUMES

DES

COURS ECCLÉSIASTIQUES ET CIVILES.

---

§. II.

COURS DE DROIT PROFESSÉ DANS LES ÉCOLES DU CHAPITRE.

[EXCERPTA] SUMME,

SIVE

LIBRI AUREI DE OMNI FACULTATE

COMPOSITI A MAGISTRO DROGONE DE ALTOVILLARI, CANONICO, SCOLASTICOQUE REMENSI, NECNON JURIS CIVILIS PROFESSORE, CUJUS LABOR ET STUDIUM SUE MORTIS TEMPUS ACCELERAVIT.

(Bibl. de Reims, ms. H, 643-647, fol. 1 et 7; et H, 644-648, fol. 296.)

[SUMME DE OMNI FACULTATE

AD PAPAM ET AD REGEM DEDICATIO?][1].

Incipit tractatus ad laudem et honorem summi pontificis domini Urbanis quarti[2], a magistro Drogone de Altovillari, scolastico remensi, compositus.

(Bibl. de Reims, ms. H, 643-647, fol. 108.)

Noster papa novus, Urbanus nomine dictus,
Quem Deus urbanus urbanum magnificavit
In terris merito, quia Christum semper amavit,
Nunquam peccatis se labe carens maculavit,
A cunctis viciis se totum mundificavit;
Transeat ad Gallos qui corde Deum venerantur;

[1] Bien que dans le manuscrit la double dédicace que nous plaçons ici se trouve séparée de la Somme de Drogon par plus de cent vingt feuillets, nous supposons qu'elle a été composée pour être mise en tête de cet ouvrage. La transition qui unit les deux dédicaces nous paraît légitimer cette supposition. Quant aux feuillets intercalés entre ces opuscules et la Somme à laquelle ils servaient de préface, voyez l'explication que nous donnons dans la Notice bibliographique placée en tête de ce volume.

[2] On sait qu'Urbain IV avait été chanoine et archidiacre de l'église de Laon.

Gallicus Ytalicos fugiat qui mente morantur
Confusi, tota quia [1] perdita sunt sua vota.

Poeta : Nescio qua natale solum dulcedine cunctos
Ducit, et immemores non sinit esse sui.

Gallia nunc gaude, quia vir bonus et sine fraude,
Ac omni laude dignus, quem tu genuisti,
Totius est orbis dominus, servus quoque Christi,
Pro quo laus et honor tibi nuper ubique paratur;
Redde Deo grates super omnes qui dominatur
Nam nocet ingratis, et ei servire paratis
Tanquam propitius subvenit atque pius.

Expliciunt versus.

De tanti promotione viri gaudeat universalis ecclesia, cum summa Dominum laudet letitia, que multo tempore jam fuit ancilla, a servitutibus nunc erit libera; in quo religio crescet et honestas, et divinus cultus, et major potestas; multa consueta cessabunt vicia; malis et reprobis dabitur venia, quos verbis et factis, cum diligentia, Sathane subtrahet, cujus malicia in sua tenentur gravi prisonnia. Cupidis, avaris, tot beneficia ex nunc non dabuntur; egenis copia fiet prebendarum, et abundancia, ut vivere possint absque miseria, et ut auferatur eis inopia; prebende dabuntur cum residentia.

Non erit vagandi tanta licentia. Clero subtrahetur inanis gloria; que multa laborat concupiscentia, in beneficiis cesset symonia que diu regnavit, et avaricia : hec duo sunt sese concomitantia.

Viris litteratis et bene meritis dentur dignitates, et non imperitis. Cupidis, avaris, nichil conferatur; sed eis quod habent totum auferatur, ut indigentibus et largis mittatur, qui sua tribuunt bonis et egenis, qui liberales sunt et sine venenis; nam dicit Scriptura quam sepe legistis : « Gratis date, gratis accepistis. »

O gloriosum presulem! O summe veritatis preconem! O per omnia virum laudabilem! quem tanta Christus implevit gracia, quem sic

[1] Nous prévenons une fois pour toutes que nous ne nous croyons pas tenu de relever les fautes de quantité ou autres qui fourmillent dans l'étrange poésie de Drogon, lorsqu'elles ne nuisent pas à l'intelligence du texte.

exaltavit Christi clementia, quem sic honoravit Christi potentia, quem sic decoravit laus, honor, gloria, cui Christus contulit tot beneficia! Prius ei contulit archidiaconatum. Secundo fecit eum apostolice sedis legatum; consequenter et contulit episcopatum; postea patriarchatum. Ad ultimum eum ad summum provexit pontificatum.

Vere possumus dicere quod a Domino factum est istud, nec admirabile debet esse in oculis nostris, quia Dominus servos suos multociens temporaliter exaltat, et honorat, et ab hac luce substractos semper in suo sanctissimo recepit consortio; quia justorum anime in manu Dei sunt, et justi in perpetuum vivent. Item certum est quod in ovile ovium intravit per ostium, sicut dicit Dominus: « Qui non intrat per ostium in « ovile ovium, sed ascendit aliunde, fur est et latro. Ego sum ostium; « si quis per me introierit, salvabitur. »

Ipse intravit per ostium, id est per Christum, et propter Christum, et secundum Christum; non intravit per carnem et sanguinem, nec symoniam, nec per preces, nec per munera, nec per contractus illicitos, nec per violentiam; sed vocatus est a Domino tanquam Aaron et sicut Moyses ad regimen filiorum Israelis, et sicut Jheremias ad prophetiam; cui Dominus dixit: « Ecce posui verba mea in ore tuo, ecce « constitui te super gentes et regna. »

Item electus est a Domino sicut Josue, mortuo Moyse, cui Dominus dixit: « Facias omnia que tibi precepit Moyses servus meus, et custo- « dias mandata mea et legem meam, et ne declines ab ea ad dexteram « nec ad sinistram. Non recedat volumen legis hujus de ore tuo, sed « meditaberis in ea diebus atque noctibus. »

Item dominus Papa noster est secundus Remigius, secundus Nicholaus, et secundus Martinus, qui per inspirationem et revelationem divinam ad regimen animarum electi fuerunt.

Item secundus est Sebastianus, de quo legitur quod erat vir totius prudentie, in sermone verax, in consilio providus, in judicio justus, in interventu strenuus, in bonitate conspicuus, in universa morum honestate preclarus; de quo necesse fuit ut quem Deus diligebat, quod ab omnibus amaretur. Item legitur in *Codice, de pactis, l. ult.* [1],

[1] *Cod.*, lib. II, tit. III.

quod nemo potest pacisci super hereditatem alicujus viventis; et hec est ratio, ne quis in mortem alterius machinetur. Item in canone ex rubro et nigro dicitur, et eadem ratione prohibetur, et ne quis mortem proximi sui desiderare videatur, quod non debet fieri promissio de beneficio non vacante; sed contra Deum, et bonos mores, et contra jus divinum et positivum, quedam inolevit execrabilis corruptela, quod hodie beneficia non vacantia conceduntur et conferuntur. Sed quia secundum quod dicit Apostolus, quod horrendum est incidere in manu Dei viventis, succurrat Dominus huic pestilentie, nec sit locus ex nunc tante nequitie. Hoc totum factum est causa malicie; fuit initium fex avaricie. Concessa revocet prorsus in irritum, qui vult evadere Dei judicium; nullum exaudiat talia petentem, sed ipsum reprobum reputet, utentem precibus reprobis Deo contrariis. Non est indulgendum hominum viciis, sive maliciis, secundum quod dicit lex nostra; et ideo respondit imperator fatuo cuidam injusta petenti : « Auctorem perfidie « et perjurii sperare me non debuerat. »

Summum pontificem si quis offenderit antequam in papam creatus fuerit, offensam remittet per suam gratiam, quem decet habere misericordiam. Ypocrite tristes venient ad eum, simulantes in se quod diligant Deum; quemlibet reputo tanquam Phariseum; nam se justificant, alios contempnunt, et se magnificant contra justiciam; qui nunquam ambulant per pacienciam, sed in se retinent magnam superbiam et feram bestiam, id est invidiam, juxta illud : « Fera pessima « devoravit filium meum Josephum. » In dignitatibus optant exaltari, et ab hominibus primo salutari; super omnem terram volunt dominari, pre cunctis aliis querunt honorari; primos accubitus diligunt in mensa; in primis cathedris sunt in sinagoga; omnia faciunt ut videantur ab hominibus; de quibus Dominus dicit : « Amen, amen dico vobis, re« ceperunt mercedem suam, » id est inanem gloriam quam appetierunt. Item dicit : « Attendite a falsis prophetis qui veniunt ad vos in vesti« mentis ovium, intrinsecus autem sunt lupi rapaces. » Item : « Atten« dite a fermento Phariseorum, » quod est ypocrisis. Christus tanquam malos eos persequitur, sicut in pagina sacra repperitur; ipsos sic dicendo pravos alloquitur : « Ypocrite, vos estis similes sepulcris deal-

« batis, que hominibus a foris apparent speciosa, intrinsecus autem « plena sunt ossibus mortuorum et omni spurcicia. » *Versus* :

> Quilibet ypocrita specie tenus est heremita;
> Mente sed in tacita latet anguis habens achonita,

id est venenum.

Vera justicia habet in se compassionem; falsa autem indignationem.

Diligamus Deum qui diligit justos, quorum dominus est, et fidelis custos; pauperes, humiles, pios, mansuetos, veros, et non falsos, in Domino lectos [*sic*, letos?], juxta verbum Apostoli dicentis : « Gau- « dete in Domino semper; iterum dico : Gaudete. » Item : « In omni « dato fac hylarem vultum. » Item : « Hylarem datorem diligit Deus. » Item : « Servite Domino in letitia. » Item Poeta :

> « Interpone tuis interdum gaudia curis;
> « Quod caret alterna requie, durabile non est. »

Dominus noster summus pontifex nunc est in gradu suppremo constitutus et sublimatus. Legitur enim in canone quod in apibus unus est princeps, et grues unam secuntur ordine litterato. Item Poeta :

> « . . . . Fenix unica semper avis. »

Sed omnia temporalia semper transitoria sunt; unde Ecclesiastes : « Vanitas vanitatum, et omnia vanitas. »..... Item : « Homo vanitati « similis factus est; dies ejus sicut umbra pretereunt. » Item : « Quia « defecerunt sicut fumus dies mei, et ossa mea sicut cremium arue- « runt. » Item Seneca : « Corpora nostra rapiuntur fluminum more; « quicquid vides currit cum tempore, nichil ex hiis que videmus ma- « net; ego ipse dum loquor ista mutari, mutatus sum. » Item Dominus Ysaie : « Clama. Quid clamabo? Omnis caro fenum, et omnis gloria « ejus quasi flos agri : » Item Job : « Homo natus est de muliere, « brevi vivens tempore, repletur multis miseriis, qui quasi flos egre- « ditur, et conteritur, et fugit velut umbra, et nunquam in eodem « statu permanet. » Idem : « Parce michi, Domine, nichil enim sunt « dies mei. » Item Poeta :

> « Labitur occulte fallitque volatilis etas,
> « Et nichil est annis velocius. »

Item :

« Omnia sunt hominum tenui pendentia filo,
« Et subito casu que valu[e]re ruunt »

Item *versus* :

« Desinat elatis quisquam confidere rebus. »
. . . .

Legitur in canone, quod sedes apostolica summum pontificem aut sanctum invenit, aut sanctum reddit; id est invenire debet sanctum, vel reddere sanctum. *Versus* :

« Suppremus pastor mundo sic vivat in isto
« Quod tanquam sanctus societur in ethere Christo ; »

quod ipse probare dignetur qui vivit et regnat Deus per omnia secula seculorum, amen.

Magister Drogo de Altovillari, scolasticus remensis, quondam juris civilis professor, in jure canonico peritus, in liberalibus artibus eruditus, in sacra pagina doctus, verba composuit presentia ; qui de novo quandam Summam compilavit, que *Summa de omni facultate composita* nuncupatur. Predicta autem nec dixit nec fecit causa glorie mundane, vel laudis humane, quia gloria peccatoris stercus et vermis est; hodie peccator extollitur, cras non invenietur, quia conversus est in terram suam ; item quia omnis laus in ore proprio sordescit ; sed tam causa doctrine, quam salutis eterne, et ut emulis suis silentium imponatur, et ut sciatur quod longo tempore studuit, et quod in aliquo profecit, secundum quod in verbis, et in sermonibus, et in scriptis suis, evidenter apparet.

Deo supplicemus cum reverencia, qui plenus est omni misericordia, quod sic transeamus per temporalia, ne nos amittamus spiritualia, et quod sic vivamus ut nobis gracia detur in presenti, post hoc gloria sit nobis cum illo secla per omnia qui vivit et regnat ; et virgo Maria cum omnibus sanctis, clemens atque pia Domino supplicet ut nobis venia detur, et requies in celi curia; quod esse poterit illa si vicia vitemus que Paulus enarrat varia, ad Colossenses, III, dicens : « Mortificate ergo « menbra que sunt super terram, fornicationem, inmundiciam, libi-

« dinem, concupiscentiam malam, et avariciam, que est ydolorum « servitus, » et cetera peccata que in sacris scripturis continentur. *Versus* :

Fiant predicta cum laude Dei benedicta.

Nos Sathanas temptat cujus superbia cum eo descendit in ignominia; resistamus ei cum violentia, ejus contempnentes sequi vestigia; conculcemus eum, ut cum victoria eterna possimus habere gaudia; ipsum comitentur mala consortia que sunt in inferno mille demonia. Multiplices Domino grates reddamus eya; omnia dat nobis cum virgine matre Maria. *Versus* :

Gloria lausque Patri, qui nos a fauce baratri
Eripiens atri, nos jungat in ethere matri.

Amen.

Incipit tractatus ad honorem et laudem illustrissimi regis Francorum Ludovici, a magistro Drogone de Altovillari scolastico remensi compositus.

Altissimo regi grates referamus, cum ab ipso regem talem habeamus, qui populum suum juste pie regis [*sic*, regit?], et secundum Deum in omnibus degit. Vacat vigiliis, operibus piis, orationibus, multis jejuniis. Semper habet Deum verum pre oculis. Peccunia fertur secum in loculis danda pauperibus et indigentibus, ut eis sit cibus corporum et victus. Talis a Domino rex sit benedictus. In elemosinis et penitentia Deo famulatur, ut ei gratia detur in presenti, postea gloria celestis cum Christo et matre Maria. Nec terrena sapit, nec munera capit, nec bona pauperum ut cupidus rapit. Principes gentium, domini terrarum, non secuntur eum; nam rerum malarum cultores mali sunt, atque rapinarum. Non vult inter tales iste computari, qui cepit in celis mente conversari, sicut Paulus dixit de se ipso : « Con« versatio autem nostra in celis est; » et legitur de matre B. Remigii, quod licet corpore teneretur in mundo, mente tamen conversabatur in celo. Rex justus et prudens vicia non curat, ignis gehennalis ipsum ne comburat.

Ipse considerat et attendit sacras scripturas, et verba Domini dicentis : « Vendite que possidetis, et date elemosinam; facite vobis sacculos « qui non veterascunt, thesaurum indeficientem in celis; thesaurizate « vobis thesauros in celis, ubi nec erugo, nec tinea, demolitur, nec « fures effodiunt, nec furantur. » Item legitur : « Abscondite elemo- « sinam in sinu pauperis, et ipsa orabit pro vobis ad Dominum; quia « sicut aqua extinguit ignem, ita elemosina extinguit peccatum. » Item Thobias dixit filio suo, quem docuit timere Deum ab infantia sua : « Fili, ex substancia tua fac elemosinam; si multum tibi fuerit, habun- « danter tribue; si exiguum, illud libenter impertiri stude; elemosina « enim liberat a peccato, liberat a morte, nec permittit animam ire « in tenebras. » Maxima fiducia erit coram Deo summo in die judicii elemosina omnibus facientibus eam. Item Dominus dedit nobis exemplum, et Sancti, quod nos penitentiam agamus; ipse enim egit penitentiam pro peccatis nostris, non pro suis, secundum quod ipsemet dicit : « Laborare me fecistis in peccatis vestris, et laborem michi pre- « buistis in iniquitatibus vestris. » Ipse qui Dominus erat, et fuit, et semper erit celestis glorie, noluit intrare in gloriam suam, nisi per passionem, juxta illud : « Oportebat Christum pati, et ita intrare in « gloriam suam. » Item : « Proprio filio suo non pepercit Deus, sed « pro nobis omnibus tradidit illum. » Unde Bernardus : « Si proprio « filio unigenito sine culpa non pepercit Deus, quomodo filio suo « adoptivo cum culpa parcet? » Filius Dei, secundum quod dicunt Petrus et Paulus, nec peccatum fecit, nec inventus est dolus in ore ejus. Item : « Decebat ut talis nobis esset pontifex sanctus, innocens, « impollutus, segregatus a peccatoribus. » Item ad Phylippenses : « Christus factus est pro nobis obediens usque ad mortem, mortem « autem crucis. » Item in vita presenti Sancti penitentiam egerunt. Unde Paulus : « Qui Christi sunt, carnem suam crucifixerunt cum « viciis et concupiscentiis. » Item : « Sancti ludibria et verbera experti, « insuper et vincula et carceres; lapidati sunt, secti sunt, temptati « sunt, in occisione gladii mortui sunt. » Item : « Tradiderunt corpora « sua propter Deum ad supplicia, et meruerunt habere coronas per- « petuas. » Augustinus : « Vita Sanctorum hec est temporaliter cru- « ciari, et in eternum delectari. » Item Paulus : « Si consurrexistis

« cum Christo, que sursum sunt sapite, non que super terram. »...... Item legitur : « Ve, ve, ve, habitantibus in terra! » id est in amore terrenorum. Item legitur in Ysaia, quod beatus homo qui excutit manus suas ab omni munere, scilicet illicito; unde B. Petrus respondit Symoni mago qui voluit emere gratiam Spiritus Sancti, nolens ejus munera recipere dixit : « Peccunia tua tecum sit in perditionem. » Item Moyses rexit filios Israelis per quadraginta annos, et fuit cum eis, et dixit quod etiam asellum ab eis non accepit. Item Balthasar rex Babilonis dixit Danieli : « Purpura vestieris, et torquem habebis circa « collum tuum, et tercius princeps eris in regno meo. » Cui Daniel respondit : « Munera tua tibi sint, et dona tua alii da. » Item cum Jerusalem esset occupata ab Anthioco rege gentili, Anthiocus misit nuntios suos ad Mathatiam qui erat in monte Modin, ut adoraret ydola; qui dixerunt ei : « Fac mandatum regis, et ditaberis multo « auro et argento, et computaberis inter amicos speciales regis. » Qui nolens ab eis recipere munera respondit : « Non est mihi utile relin- « quere legem Dei mei, et si omnes in hoc consenserint, ego non. » Verumptamen dicit lex, *ff. de officio presidis* [1], quod judex potest accipere esculentum et poculentum quod eadem die consumatur. Item Petrus : « Rapinas nolite concupiscere; divitie si affluant, nolite cor « apponere. » Item Ysaias : « Ve qui predaris, nonne et ipse predaberis? » Item : « Ve qui condunt leges iniquas, et scribentes injusticiam scrip- « serunt, ut opprimerent in judicio pauperes, et ut vim facerent cause « humilium populi mei, et ut vidue essent preda eorum. » *Versus* :

Nostri prelati sunt sumere dona parati;
Sunt nimis elati plures, et more Pilati
Mundo viventes; caveant sibi ne morientes
In baratri penis descendant atque cathenis.
Sint similes regi, Moysi, Petro, Danieli;
Munera vitantes mala, pauperibus sua dantes [2].

[1] *Digest.*, lib. I, tit. XVIII.

[2] Drogon revient sur ce sujet, et paraphrase ces vers dans diverses parties de ses ouvrages. Nous en transcrivons ici deux passages seulement, empruntés au ms. H, 643-647, fol. 199 et fol. 24 :

De prelatis.

Nostri prelati viventes more Pilati,
Ad mala translati, non sunt revocare parati
Ad te peccantes; propriis lucris inhiantes,
In vitiis stantes, humilesque bonis spoliantes,
Que sua sunt querunt, non que tua; te revereutur

Rex noster Karolo potest comparari, moribus et vita sanctitate pari; quem Deus in mundo tantum honoravit, quod adversarios omnes superavit, et eum viventem sanctum demonstravit. Sic domino regi

Aut nichil, aut modicum; vix credunt quod morientur.
Corrumpunt populos exemplis pernitiosis,
Commissosque greges sibi carceribus tenebrosis
Exponunt Sathane; rapidoque lupo venienti
Jam non occurrunt, et oves proprias rapienti;
Sed fugiunt, nec oves pascunt; sunt lac sicientes.
Et lanas ovium; que pinguia sunt comedentes.
Lux mundi, terre sal, debent esse, lucerna
Ardens et lucens; sed eorum lux hodierna
Dat mundo tenebras sine vero lumine crebras.
Debent arguere reprobos, justosque fovere,
Et populos vere Domini mandata docere,
Divine legis et in ore volumen habere
In qua continue debent ex corde sustinere
Ut se dirigere discant, et oves retinere
In Domini lege, Sathaneque vias prohibere
Ne teneant, sed peniteant, celeste videre
Ut possint lumen, summumque tenere cacumen.
Moribus et vita vivendo pastor honeste
Antecedat oves, ut eas baratri sine peste
Collocet in celis; tunc prudens atque fidelis
Recte dicetur, cum sic bonus invenietur.
Pastor in hiis qui sunt Domini debet vigilare,
Extyrpare malum, discordes pacificare,
Rebus divinis de nocte dieque vacare,
In propriis ovibus, in seque, malum reprobare.
Et quia non posset mundana negotia solus
Exercere, bonis, justisque per omnia, mundis,
Non cupidis, rapidis, ea committat, nec avaris;
Immo Deo caris, qui munera nulla sequantur,
Per quos terrena feliciter expediantur.
Puniat injustos, et predicet undique nomen
Christi : si facit hec bona, felix huic erit omen.
Mundus, devotus, justus, cunctisque remotus
A viciis, humilis, et prudens, proficiatur
Pastor; vult talem super omnes qui dominatur.

De quo Paulus ait : « Dicebat ut talis esse[t] « nobis pontifex sanctus, innocens, impol« lutus, segregatus a peccatoribus. » Item Petrus : « Qui peccatum non fecit, nec in« ventus est dolus in ore ejus. »

Nec prece, nec precio, nec vi, quis pontificari
Debet, sed sicut Aaron a rege vocari
Summo, compelli quasi nollens, atque rogari;
Qui sic non intrat in ovile, nequit sociari
Regi celesti, quia vult Sathane copulari;
Nunc sed avaricia colitur, viget et symonia,
Prevalet invidia, nec Christi phylosophia
Regnat in ecclesia, quod Jupiter atque Maria
Noscunt, et vitia. Sed nos clamemus : Eya!
Ad Dominum, quod ea sint a nobis pharisea.
Fiunt pastores hodierni deteriores,
Fraudis cultores, cupidi, rapidi; meliores
Contempti remanent indignis inferiores.
Nunc blanditores dominantur, eis et honores
Dantur; virtutes nec habent in se, neque mores.
Qui bene sunt meriti, justi, pariterque periti,
Sepe repelluntur, et vivunt, et moriuntur,
Pauperie pleni, confusi, semper egeni.
....

De prelatis.

Amos VI : « Vhe qui opulenti estis in « Syon; » opulenti, id est divites; in Syon, id est in ecclesia Dei; « et confiditis in monte « Samarie, » id est altitudine dignitatum vestrarum et honorum; Samaria idem est quam custodia; « optimates, capita popu« lorum, ingredientes pompatice domum « Israelis; » id est ingredientes ecclesiam Dei in superbia, et cum maxima pompa, et cum multis sequentibus; « qui separati estis in « diem malum, et appropinquatis solio ini« quitatis, qui dormitis in lectis eburneis, « et lascivitis in stratis vestris; » scilicet vivendo luxuriose; « qui comeditis agnum de « grege, et vitulos de medio armenti, qui « canitis ad vocem psalteri; sicut David pu« taverunt se habere vasa cantici, bibentes « in fiolo (*sic*) vinum, et optimo unguento « delibuti, et nichil paciebantur super con« tritione Joseph; » id est super tribulatione inferiorum et minorum; « quapropter [nunc] « migrabunt in capite transmigrantium, et « auferetur factio lascivientium, qui separati « estis in diem malum, » id est in diem judicii, ut pena vobis infligatur eterna; « et « appropinquatis solio iniquitatis; » id est dignitatibus, et honoribus ad quas ascendere

omnes obediunt nobiles, potentes ad eum veniunt, et se voluntati sue subiciunt. Comites, barones, clerici, laici, metuentes eum, sunt ejus amici. Alterum dicamus eum Salomonem, in se qui continet omnem rationem; sed tandem Salomon rex apostatavit, quandam mulierem in tantum amavit, quod ejus idolum stultus adoravit, et legem Moysi violavit; in sapientia non perseveravit sicut fecit pater ejus David; unde de ipso legitur : « Inclinasti femora tua mulieribus, et posuisti « maculam in gloria tua. » Sed rex noster sanctus nunquan erit talis, qui constans et firmus vivit, spiritalis, plenus virtutibus, abstinens a malis. *Versus :*

Rex Ludovicus Sathane vivens inimicus,
Vere catholicus, regis celestis amicus,
Et pius, et providens, humilis, bonus atque pudicus,
Regnat in hoc mundo cum toto corpore mundo.
Factis et verbis, violentis atque superbis,
    Obviat, et reprobis; sed favet ille probis;
Serpens antiquus dolet inde ferox et iniquus,

de quo Petrus : « Vigilate, quia adversarius noster dyabolus, quasi « leo rugiens, circuit querens quem devoret, cui resistite fortes in « fide. »

Dominus rex reprobis et peccatoribus, ut supra dictum est, obviat et resistit, quia legitur in Canone, quod error cui non resistitur, approbatur; et negligere perturbare perversos, nichil aliud est quam fovere, nec caret scrupulo societatis occulte, qui manifesto facinori desinit obviare. Item legitur, quod Moyses Amalech in sua virtute et potentia, et armis, et equitibus, et divitiis confidentem, non in expugnando ferro, vel armis, sed sanctis orationibus ejecit et superavit. Sic dominus rex noster, rege celesti mediante, non armis, sed precibus, egregius est triumphator, et Dominus pro eo fortissimus bellator.

Exultet nunc sancta mater ecclesia, sub tanti posita regis custodia; ab omni defendit eam injuria, nec obesse potest ei potentia comitum,

gradatim queritis. Dicit enim lex quod gradatim deferendi sunt honores. Prelati gradatim ascendunt, sed non gradatim descendunt, quia non impetu gradibus omissis corruunt, et sicut dicit Job : « In puncto, » id est in momento, « ad inferna descen- « dunt...... »

barorum et violentia, quorum regis ope cessat malicia. Ecclesiam amat, exultat, honorat, in qua conteritur devotus, et orat; ipsam ornamentis decoris decorat; auxilium Christi precibus implorat; ad divinum cultum frequenter accedit, a quo multociens invitus recedit. Ut eum sequentes justus expediat, studet ut omnibus justicia fiat, et ut Dei cultus sic multiplicetur, in quo sicut decet Christus honoretur. Legitur in Exodo, quod Moyses a mane usque ad vesperum filios Israelis prestolabatur, ut si aliqua disceptatio incidisset, quod eam secundum judicium terminaret. Nec mundum diligit, nec mundi gloriam, sed a se repulit omnem superbiam, et sibi retinet veram prudentiam; de qua Paulus : « Sapientia hujus mundi stulticia est apud Deum; sapien-« tia autem spiritus (?) pax est et vita, pax eterna, et vita perpetua. » Hanc sapientiam rex noster custodit, qui temporalia contempnit et odit, et spiritualia diligit et querit, propter quod in celis cum angelis erit.

Septem sunt virtutes, et septem vicia que mortalia sunt, et generalia. Hec sunt virtutes : fides, spes, caritas. Iste sunt principales virtutes; alie vero cardinales, scilicet prudentia, temperantia, fortitudo, et justicia. Septem autem vitia sunt, ista scilicet : gula, luxuria, avaricia, accidia, superbia, invidia et ira. Omnibus patet quod dominus rex fide prefulget, quod est maximum in principe, secundum quod legitur in *Codice, de summa trinitate et fide catholica* [1], quod nichil est quod majori lumine prefulgeat, quam recta fides in principe; quia sine fide nemo salvari potest, secundum quod dicit Dominus in Ewangelio : « Qui crediderit, et baptazatus (*sic*) fuerit, « salvabitur; qui vero non crediderit, condempnabitur...... » Dominus rex considerat et intelligit sacras scripturas de virtutibus et fide loquentes; unde dicit Johannes..... quod fides est sancte religionis fundamentum, caritatis vinculum, amoris subsidium. Hec sanctitatem firmat, caritatem corroborat, dignitates exornat, in parvis splendet, in juvenibus floret, in provectis apparet. Fides non habet meritum cui humana ratio prebet experimentum; non enim quando de fide queritur, racionem querere debemus, sed sacras scripturas de fide lo-

[1] *Cod.*, lib. I, tit. I.

quentes firmiter tenere jubemus. Item, secundum quod dicit Jacobus, fides sine operibus mortua est, et e converso. Item certum est quod dominus rex spem veram et firmam habet, que est de futuro bono; quia spes est expectatio certa future beatitudinis ex gracia Dei et ex meritis precedentibus proveniens; sine meritis non est spes, sed presumptio decipit. Merito sperare debet in Domino, quia longuo tempore graciam Dei quesivit, et adhuc cotidie querit, et optima sua precesserunt opera..... Item presumendum est vehementer secundum exteriora que videmus, quod sit in caritate, sine qua nichil est sanctum, nichil est validum, secundum quod dicit Paulus ad Corinthios : « Si linguis hominum loquar et angelorum, caritatem autem non habeam, factus sum velut es sonans, aut tympanum tiniens; et si habuero prophetiam, et noverim mysteria omnia, et omnem sciençtiam, et habuero omnem fidem ita ut montes transferam, caritatem « autem non habeam, nichil sum; et si distribuero in cibos pauperum « omnes facultates meas, et si tradidero corpus meum ita ut ardeam, « caritatem autem non habeam, nichil mihi prodest. » Item Bernardus : « Si te magnificaverint sapiencia Salomonis, pulchritudo Absalo« nis, agilitas Asaelis, divitie Creti (*sic*), potentia Octaviani,.... glo« ria Alexandri, numerositas annorum Enoch, caritatem autem non « habeas, nichil tibi prosunt. » Item certum est quod ipse veram prudentiam et sanctam habet. Est autem prudentia secundum Tullium, rerum bonarum malarumque discretio, in fuga mali et in electione boni. Dominus rex tanquam prudens et providus bonum elegit, et malum reliquit; juxta illud Petrus : « Declina a malo, et fac bonum. » Item legitur : « Butirum et mel comedet, ut sciat reprobare malum, et « eligere bonum. » Item Boetius : « Quod ante oculos est tantum non « sufficit intueri, sed prudentia rerum exitus metitur. » Item Dominus dicit in Ewangelio : « Estote prudentes, » id est futura pericula previdentes, vel providentes. Dominus noster rex non solum presentia respicit, sed futura, quia secundum quod dicit Salomon, sua considerat novissima, timet inferni supplicia, desiderat eterna gaudia, dominicam passionem habet in memoria, extremum judicium recolit, et brevitam vite presentis in corde repetit. Item certum est quod habet in se temperantiam, quia temperantia est, secundum quod dicit philosophus,

virtus vel potentia refrenandi illecebras impetum in nos facientes. Seneca : « Impetus est, non ratio, quicquid sine temperantia profi-« temur...... » Seneca : « Temperantia magnam valitudinem facit. » Jeronimus : « Si felicitas eluceat, non sis jactans; si calamitas contigit, « pusillanimis non existas. » Ex quo dominus rex habet in se temperantiam, non est impetuosus, immo omnia facit cum moderamine et deliberatione; quia sicut dicit Poeta :

« .... Male cuncta ministrat
« Impetus .... ; »

et legitur in Canone, quod tempore indigemus ut aliquid maturius peragamus; unde legimus in legibus nostris, quod quidam imperator quandam sentenciam impetuose tulit, et sine deliberatione, severiorem quam deberet, et statim eam fecit demandari executioni; sed penitentia ductus, quandam legem condidit in qua cavetur quod sententie in causa sanguinis late infra trigenta dies non demandentur executioni.

Sequitur de fortitudine. Est autem fortitudo, secundum quod dicit philosophus, virtus que nec adversitatis incursu frangitur, nec prosperitatis blandimento elevatur. Item Tullius : « Fortuna non modo fortes « adjuvat, sed multo magis ratio. » Item Gregorius : « Sicut antiquus « hostis contra consentientes fortis est, contra resistentes debilis. Si « enim suggestionibus ejus prebetur assensus, quasi leo nunquam « tolerari potest; si autem resistitur, quasi formica atteritur. Ergo « aliis formica est, et aliis leo. » Idem : « Dyabolus ubi molle cor « invenit, ibi pedem persuasionis figit. » Constat enim quod dominus rex fortitudinem habet in se, quia fortis est in adversis, nec superbiam assumit in prosperis, et dyaboli temptationibus fortiter resistit, quia dyabolus in eo cor molle non invenit, et ideo pedem persuasionis et deceptionis in eo non ponit. Item Macrobius : « Magna est ejus gloria, « qui et nullius laudibus crescit, et nullius vituperatione minuitur. » Quid plura? Cunctis virtutibus est rex insignitus, nullis criminibus vivit irretitus; in omni doctrina multum eruditus, in reddendo jura cautus et peritus, licet nec sit senex, nec sit emeritus, Dei voluntati totus expositus. Que sit voluntas Dei dicit Cassiodorus : « Dei voluntas

« est stabilitas in fide, humilitas in conversatione, modestia in verbis, « justicia in factis, in operibus misericordia, in moribus disciplina; » nulli injuriam facere, sibi factam equanimiter tolerare, in Deum credere, in Deo sperare, Deum ex toto corde diligere. Si recte mores et merita domini regis consideremus, omnia predicta procul dubio concurrunt in ipso; pauperes, humiles viros litteratos querit et exaltat, reprobat inflatos, id est superbos, quia sciencia inflat; sed sibi caveat ne sint ypocrite, qui sub vulpe latent, nec sunt bone vite. Unde Oratius, *versus* :

Ne te decipiant animi sub vulpe latentes ;

operibus credat; que sunt veritatis approbet et laudet, non que falsitatis. Christus ypocritas persequitur, sicut in pagina sacra reperitur. Non opus est ut rex noster commendetur, sicut in scripturis multis continetur; nam ipsum opera sua comendant, et testimonium perhibent de ipso. Dominus autem dixit de semetipso : « Si michi non « creditis, operibus credite : opera que ego facio testimonium perhi- « bent de me. » Item dicit lex *ff. de in integrum restitutionibus* [1] : « Tutulus (*sic*) iste non indiget commendatione, se ipsum commen- « dat; » quia frequens est et utilis et necessarius.

Cum devotione Deo supplicemus, in cujus manibus omnia videmus, qui celum et terram et mare creavit; qui primum hominem de limo formavit, ut domino regi vivere concedat, nec diebus nostris a nobis recedat; nam ipso mortuo multi morerentur, ecclesie bona statim raperentur a multis qui Deum parum reverentur, pauperes genere debilitarentur, adversus potentes se non tuerentur, vera justicia tota deperiret, Karoli Martelli tempus adveniret qui clerum decimis male spoliavit, quas tunc contra Deum laicis donavit, omnia destruxit; sed rex reparavit, et clerum illesum semper conservavit. Multi sunt hodie, si possent, Karoli, sed eos reprimunt regis malleoli; cessant a delictis non Dei timore, sed ne puniantur a superiore :

Oderunt peccare mali formidine pene,
Oderunt peccare boni virtutis amore.

[1] *Digest.*, lib. IV, tit. I, l. I.

Item dominus rex noster est Samuel secundus, qui ab infantia sua in templo Domini fuit, ut ubi deserviret postquam fuit ab uberibus ablactatus, presentatus, fuit et oblatus, qui maxime fuit innocentie et prudentie, et in multis intellectum et spiritum habuit prophetie; qui dixit : « Preparate corda vestra Domino, et servite illi soli, et libe« rabit vos de manibus inimicorum vestrorum. » Et vocatus fuit Samuel quoniam ab Anna matre sua pluries fuerat postulatus. Hec de Samuele leguntur *Primo Regum*, in principio. Sic dominus noster rex tanquam sanctus, innocens, impollutus, ab infantia sua Domino cepit famulari, et se totum divinis officiis mancipavit, et jugum Domini ab adolescentia sua secundum verbum Jeremie dicentis tulit : « Bonum « est viro cum portaverit jugum Domini ab adolescentia sua. » Unde *versus* :

Qui non assuescit virtutes dum juvenescit
A viciis nescit discedere quando senescit.

Item legitur in corpore *Autenticorum, de monachis* [1], quod difficilis est vite mutatio, et cum animi fit dolore. Item legitur de B. Remigio : « Presul Remigius nobilis genere, sed nobilior sanctitate. » Dominus rex noster licet nobilissimus sit genere, nobilior tamen est moribus et sanctitate; quia nobilitas generis sine nobilitate morum parum proficit et operatur. Unde dicit Poeta :

Nobilitas sola est animum que moribus ornat;

Philosophus : « Nobilitas nichil aliud est quam inveterate divitie. » Item beata Agathes dixit : « Summa ingenuitas ista est in qua ser« vitus Christi comprobatur. » Sed vere dici potest quod ille qui Deum timet et diligit, et ejus mandata facit, quod inter nobiles merito debet reputari; omnes enim ab Adam descendimus, cujus peccati penam et corruptionem sustinemus. Item potest merito dici de domino rege quod legitur de B. Johanne Baptista : « Erat autem Johannes « lucerna ardens et lucens; » ardens in bonis operibus, et lucens in

[1] *Auth.*, coll. I, tit. V, novel. 5.

bonis exemplis quibus mundum illuminabat universum. Item erat Johannes scola virtutum, magisterium vite, sanctitatis forma, norma justicie, totius fidei speculum, et exemplum pudicicie, titulus penitencie, via fidei et discipline. Predicta merito de ipso dici possunt, sicut in moribus suis apparet. Dominus noster Jhesus Christus, qui cunctarum largitor est graciarum, et a quo bona cuncta procedunt, domino regi multiplices contulit gracias; sed quia septies in die cadit justus, Domino supplicet ut in eo gracias suas multiplicet et confirmet. Legitur in Canticis beatissima de Virgine : « Que est ista que ascendit de deserto, « deliciis affluens, » scilicet graciarum, « innixa super dilectum suum? » Ipsa de se non confidebat, sed tantum in filio suo dilecto cui continue supplicabat ut gracias quas ei dederat in ea multiplicaret et confirmaret; non innitebatur prudentie sue, secundum quod dicit Salomon : « Ne innitaris prudentie tue, ne tibi sapiens videaris. » Item Paulus : « Nolite esse prudentes apud vosmetipsos; » quia quidam ita credunt esse sapientes, quod consilio non indigeant alieno; quod fatuum est, et contra verba Thobie dicentis filio suo : « Fili, semper a sapiente consi« lium perquire. » Rogemus Dominum quod ei graciam donet in presenti, post mortem gloriam eternam in celis ei largiatur..... quod ipse prestare dignetur qui vivit et regnat Deus, per omnia secula seculorum. Amen.

Summum pontificem cum rege laudavi [1], mores et virtutes ejus

[1] Ces louanges rapportèrent sans doute à leur auteur le titre de chapelain du roi, titre dont il se pare dans une autre dédicace, dont nous donnerons ici le début. (Ms. H, 644-648, fol. 116.)

Incipit vita cum passione sanctissime Christiane virginis et martyris gloriose et nobilis, a magistro Drogone de Altovillari scolastico remensi versibus exposita, et secundum quod melius potuit ab eo diligenter repetita :

Reverentissimo domino suo Ludovico, Dei gratia regi Francorum illustrissimo, Drogo de Altovillari, scolasticus remensis, suus minimus, humilis, et devotus capellanus, cum omni honore et reverentia, gratiam in presenti, et gloriam in futuro. Reverentissime domine, vitam cum passione sanctissime Christiane virginis et martyris gloriose et nobilis genere, tamquam forte minus sapiens, et nimia ductus audatia versibus expositam, et cum magna sollicitudine secundum quod melius potui diligenter repetitam, vestre regie majestati transmitto quam ad honorem Dei omnipotenti[s] et sanctissime Virginis, si vestre placuerit excellentie, quando clementia vestra viderit expedire, precipietis in vestra presentia recitari......

enarravi; uterque sanctus est, et Domino gratus, in bonis operibus exemplis ornatus, Domino servire devote paratus. *Versus :*

Sint simul in celis, socius sit uterque fidelis;
Dum sunt viventes, socii sint, et morientes. Amen.

Non credat aliquis quod sim adulator [1], nam sum veritatis publice relator; hoc genus hominum Deus aspernatur qui reprobos punit, et eis minatur. Contra justiciam homini placere nec volo, nec quero, nec vera tacere.

Paulus : « Si hominibus placerem, scilicet contra Deum, servus « Dei non essem. » Sunt autem quidam qui vel timore, vel concupis-

[1] Si l'on ne veut pas accuser Drogon de flatterie, il faut convenir du moins qu'il avait une excessive propension à la bienveillance pour les princes du sang royal. Outre les dédicaces et les vers en l'honneur de Saint-Louis et de Charles d'Anjou, que nous avons imprimés ci-dessus ou que nous donnerons plus bas dans les notes du premier Appendice, nous pourrions citer d'autres vers adressés à Saint-Louis (H, 648-648, fol. 273, verso), des vers adressés à Jean de Courtenay, archevêque de Reims (*ibid.*, 274, verso), etc. En voici quelques uns adressés à Thibaut de Navarre, gendre de Saint-Louis (H, 645-649, fol. 59) :

Incipiunt versus de domino Theobaldo illustrissimo rege Navarre, a magistro Drogone de Altovillari.

Illustri regi Theobaldo vivere legi
Qui vult divine subjectus, sit sine fine
Gloria, laus, et honor, de quo bona dicere conor
Que regnant in eo multa, placente Deo.
Hunc pudor Ypoliti, vigor Erculis, Hectoris actus,
Census Uliceseus, Nestoreusque regunt.
....
Est fidei cultor, pagane gentis et ultor
Trans mare magnus erit; cum Christo vivere querit
Prudens post mortem, celique tenere cohortem.
De regum genere, comitumque, per omnia vere
Nobilis est ortus, celi pateat sibi portus;
Victor, non victus, pugnando sit, et benedictus,
Contra gentiles armis strenuus, fore viles
Quod precor, et victos hostes fidei maledictos,
Rex, et honoretur, et ei victoria detur
Hic, et in eternum vivens evitet Avernum (id est infernum).
....
Optima sunt opera sua, sancta, per omnia vera,
Nec fera, nec ficta, super ethera sunt benedicta.
Pauperie plenis, viduis, miseris, et egenis,
Dat sua multa bona; fert magnis maxima dona,
....
Subjectosque regit juste, bonus undique degit
Moribus et vita; virtutibus est heremita.
Christum rex oret, et nocte dieque laboret
Quod supradicta, que sunt in eo benedicta,
Perpetuo durent, ab eo ne recedere curent.
Est sua majestas super omnes, atque potestas;
Rex est multorum, magnusque comes, populorum,
Quos regit ut fortis, audax, memor undique mortis.
Odit peccatum, se servat et immaculatum,
Terribilis, ferus, atque potens propriis inimicis,
Utilis, expositus, et largus regnat amicis.
Vivat et in Christo mundo longevus in isto,
Rex supradictus, et in eternum benedictus;

« quod ipse prestare dignetur qui vivit et regnat unus Deus, unus rex omnipotens, creator celi et terre, et omnis et universe creature, et dominus celi, dominus aeris, dominus maris, dominus terre, dominus inferni, per immortalia seculorum secula. Amen. »

centia rerum temporalium et a morte [*sic*, amore?], vel quia volunt hominibus placere, veritatem obnubilant, et obfuscant. Sed legitur in Canone, quod veritatem occultare, peccatum est mortale. Est autem triplex veritas, oris, cordis et operis; veritas parit odium, et odium incurrit qui arguit criminosos; unde Dominus noster Jhesus Christus propter veritatem quam predicavit in mundo, fuit in cruce mortuus, Baptista decollatus, maximus martyrum numerus variis supplicibus expositus. Ex precedentibus non erit elatus dominus rex noster, quia confirmatus est in virtutibus, a Deo probatus.

[SUMME DE OMNI FACULTATE

PARS PRIMA.].

(Bibl. de Reims, ms. H, 643-647, fol. 249-318.)

[I.] De justis et justicia, et de penis in jure civili contentis, secundum qualitatem et quantitatem delictorum delinquentibus infligendis.

Dominus dicit in Ewangelio : « Beati qui esuriunt et siciunt justi« ciam, quia ipsi saturabuntur. » Item : « Reddite que sunt Cesaris Ce« sari, et que sunt Dei Deo. » Item, in libro Sapientie : « Diligite justi« ciam qui judicatis terram. » Item : « Justorum anime in manu Dei sunt, « et non tanget illos tormentum malicie. » Item : « Justi in perpetuum « vivent. » Item : « Letamini justi in Domino, et gloriamini omnes recti « corde. » Item : « Exultent justi in conspectu Dei, et delectentur in « letitia. » Item : « Justi fulgebunt sicut sol in regno patris eorum. » Item : « Justus Dominus, et justicias dilexit... » Item : « Justus cor suum « tradet diluculo ad vigilendum ad Dominum qui fecit illum, et in con« spectu Altissimi deprecabitur. » Item, in Proverbiis : « Qui negligit « dampnum propter amicum, justus est. » Item : « Justum deduxit « Dominus per vias rectas, et ostendit illi regnum Dei. » Item : « Ecce « sacerdos magnus qui in diebus suis placuit Deo, et inventus est jus« tus. » Item : « Justi confitebuntur nomini tuo, et habitabunt recti cum « vultu tuo. » Item, lex nostra civilis dicit, quod justicia est constans et perpetua voluntas tribuens unicuique quod suum est. Item juris precepta sunt hec : Honeste vivere, alterum non ledere, jus suum unicuique tribuere. Item philosophus : « Justicia est virtus unicuique jus « suum tribuens, communi utilitate servata. » Item Clemens papa : « Justicia est bene merentes remunerans, mala autem puniens juxta « qualitatem delicti, penam vel meritum reconpensans; vera justicia « habet in se compassionem, falsa vero indignationem. » Item : « Justi

« in perpetuum vivent, et apud Dominum est merces eorum. » Dominus retribuit mercedem suam justis et injustis, unde legitur in Apocalypse, quod opera illorum secuntur illos, sive fuerint opera bona, sive mala. Item dicit Dominus : « Beati qui persecutionem paciuntur « propter justiciam. » Dominus enim, et Apostoli, et Evangeliste, et S. Martyres, et B. Thomas cantuariensis propter libertatem ecclesie sue quam deffendebat, et propter justiciam, contumelias et varios labores et mortem sustinuerunt. Unde dicit Paulus : « Sancti ludibria et « verbera experti, insuper et vincula, et carceres, lapidati sunt, secti « sunt, temptati sunt, in occisione gladii mortui sunt. » Item Phalmista (*sic*) : « Domine, quis habitabit in tabernaculo? Qui ingreditur « sine macula, et operatur justiciam..... » Ex istis verbis evidenter apparet quod injusti qui non diligunt justiciam, et qui eam non exercent, maledicti sunt a Domino, dampnacionem eternam ex injusticia sua recepturi. Item dicit Salomon, quod justus prior accusator est sui, quia nunquam se justificat, nec commendat..... Item qui justus est de se ipso debet justiciam facere, et omnes sensus suos, scilicet auditum, visum, odoratum, gustum, tactum, ab illicitis actibus prohibere et refrenare, et se ipsum castigare, corrigere, punire, et cadaver suum jejuniis et vigiliis macerare. Item legitur in Canone : « Juste judicate « filii hominum, et nolite secundum faciem judicare, sed justum judi- « cium judicate. » Item legitur in Deuteronomo, quod Moyses dixit filiis Israelis : « Date ex vobis viros sapientes et gnaros, quorum con- « versatio nota sit in tribubus vestris; quia non possum solus pondus et « jurgia sustinere, constitui vobis principes, tribunos, et centuriones, « et quinquagenarios ac decanos, qui docebunt vos singula, precepique « eis dicens : Audite illos, et quod justum est judicate; sive civis sit, sive « peregrinus, nulla erit distancia personarum : ita parvum audietis ut « magnum, nec accipietis cujusquam personam, quia Dei judicium est. » Item Nicodemus venit ad Jhesum nocte dicens : « Magister, scimus quia « verax es, et viam Dei in veritate doces, non enim respicis personas « hominum. » Item Petrus dixit : « In veritate comperi quia non est per- « sonarum acceptor Deus. »... Certum est ergo quod secundum justiciam, et secundum Deum, in judiciis et negotiis sine personarum acceptione semper est procedendum. Unde dicit lex nostra, quod merita causarum

pertinenti assertione panduntur; unde judex quicumque fuerit, sive magnus, sive pedaneus, sive delegatus, vel ordinarius, in cognitionibus causarum, partibus in judicio presentibus, procedere debet, et rationes, et allegationes utriusque partis, patienter audire, et motum animi sui non ad unam speciem probationum applicare; quia secundum quod legitur in Canone, judicantem cuncta rimari oportet; sed ex diversis probationibus, et presumptionibus, et judiciis, et argumentis, se ipsum debet informare. In causis autem pecuniariis, in principio litis actio debet edi secundum quod dicit lex *Cod., de edendo :* « Edita actio spe-« ciem litis future demonstrat, quam emendari, vel mutari licet, prout « edicti perpetui monet auctoritas, vel jus reddentis decernit equitas[1], » quia nemo potest experiri sine actione, secundum quod dicit lex; oriuntur autem omnes actiones de mundo, secundum quod lege cavetur, ex contractu, vel ex maleficio, vel ex variis figuris causarum. Item debet offerri libellus ab auctore, reo, secundum quod dicit illud Auctenticum : « Offeratur ei libellus, qui vocatus est ad judicium. » Item fieri debet litis contentio per narrationem ab actore factam, et per responsionem ab reo subsecutam, quia reus debet confiteri, vel negare, ea que in petitione continentur. Lite contestata, et jurato de calumpnia, sequitur fieri testium depositio, et post hec eorum publicatio, et sic multipliciter judex de meritis cause poterit cerciorari, quandoque per confessionem rei, et tunc secundum quod dicit lex, nulle sunt partes judicis in confitentem, nisi quantum ad finem probationum, quia tunc judex in hiis que petita sunt reum poterit condempnare. Dicit enim lex, quod turpe est venire contra illud quod aliquis dilucida voce confessus est. Item Dominus dicit in Ewangelio : « Ex ore tuo te ju-« dico, serve nequam. » Item poterit liquere judici de meritis cause per rei evidentiam, secundum quod legitur in Canone : « Evidentia « patrati sceleris, clamore non indiget accusatoris. » Item quod factum de quo agitur notorium est. Item quod nulla tergiversatione potest velari, vel occultari. Istis modis predictis judice cerciorato, et concluso in negotio, judex suam sententiam diffinitivam in scriptis, et partibus presentibus, secundum justiciam, poterit promulgare, nisi

[1] *Cod.*, lib. II, tit. I, l. 3.

forte pars adversa fuit absens per contumatiam, et legitimis edictis per judicem fuit evocata, quia tunc secundum quod dicit lex, quia ipsius absentia diei repletur presentia. In scriptis dixi; quia dicit lex, quod sententia que non fuerit in scriptis redacta, et pronuntiata, nec nomen habere sententie mereatur, nisi quando episcopus cognoscit inter clericos suos, et in modicis causis, ubi non est necesse quod sententia proferatur in scriptis; a qua si non fuerit appellatum, reo perpetuum silentium imponetur, quia dicit lex quod res judicata pro veritate accipitur, et quod presumitur quod [*sic,* pro?] sententia judicis, nisi aliquid in contrarium probetur. Item dicit lex, rebus quidem judicatis standum est, nisi ab ipsius sententia fuerit appellatum. Si autem judex aliquid ex arrupto, et sine cause cognitione, nec ordine juris observato, contra justiciam fuerit interlocutus, illud poterit et debebit revocare, secundum quod dicit lex : quod jussit vetuitve pretor, contrario judicio tollere potest; secus in diffinitiva. Item, sapientis est mutare consilium. Item dicit lex, quod varietatem pretor non aspernatur. Item dici alia lex *ff. de decurionibus* [sic, *de decretis ab ordine faciendis?*][1], quod decreta ab ordine decurionum facta, si ad utilitatem ordinis revocatio respiciat, possunt revocare (*sic*). Item legitur, quod humanum est peccare, dyabolicum est perseverare. Item dicit Poeta :

Non ludisse pudet, sed non incidere ludum;

id est, si peccavi non est michi pudor, nec confusio si a ludo recedo. Nemo sani capitis, et timens Deum, sive judex, sive prelatus, alicujus pene sententiam, etiam minime, in non confessum non convinctum (*sic*), in nullo prorsus delicto seu maleficio deprehensum, presumeret ex certa scientia fulminare; quia divinam in hac parte nullatenus evaderet ultionem. Item interlocutoria nunquam transit in rem judicatam quantum ad judicem, sed quantum ad illum contra quem lata est bene transit, et nisi infra decennium appellaverit ab ea, ulterius non poterit appellare, sed habebit necesse rei judicate parere. Item si altera partium, lite pendente, aliquod iniquum et injustum, et contra justiciam, et in prejudicium partis adverse, petat a judice, judex

[1] *Digest.*, lib. L, tit. IX, l. 5.

debet ei respondere sicut imperator respondit cuidam qui minoris erat etatis, qui juraverat quod non iret contra venditionem rerum suarum, quas vendiderat..... Maliciis hominum, secundum quod dicit lex, non est indulgendum, sed potius obviendum, et ex inprobitate sua, et injusticia, nemo debet commodum reportare. Item dicit lex, rescripta contra jus ellicita refutari precipimus, nisi aliquid sit quod non ledat alium, et prosit petenti, vel crimen supplicantibus indulgeat; id est quod alicui remittatur pena alicujus delicti. Item dicit lex, quod nec dampnosa fisco, nec juri contraria, postulari oportet. Unde legitur in Ewangelio, quod mater filiorum Zebedei dixit Domino : « Domine, « fac ut duo filii mei tecum sedeant in regno tuo, unus a dextris, et « alius a sinistris. » Unde Dominus respondit ei : « Nescitis quid peta- « tis, dicens : Potestis bibere calicem quem ego bibiturus sum? » Sic debet quilibet judex preces injustas, et peticiones in prejudicium alterius, et contra justiciam, prorsus repellere, nec tales petitores fallaces et dolosos in aliquo debet exaudire, et quicquid per falsi suggestionem, et veri suppressionem, impetraverint a judice, debet in irritum revocari, et judex debet eos tanquam falsarios et mendaces pro sua calumpnia punire, considerata delicti qualitate et quantitate. Vult enim jus divinum et positivum quod delicta et maleficia punientur, quia facilitas venie parit incentivum delinquanti. Item dicit lex : « Expedit enim « reipublice ne maleficia remaneant impunita. » Item dicit imperator presidi provincie : « Non permitas nocentes vivere. » Item Dominus.... per Phalmistam (*sic*) : « Visitabo in virga iniquitates illorum, et in ver- « beribus peccata eorum. » Item Hely, quia non correxit excessus filiorum suorum, fracta cervice turpiter expiravit. Volunt ergo divina jura, et canonica, et civilia, ut malefactores et delinquentes, probatis eorum maleficiis et delictis, considerata qualitate et quantitate delictorum et maleficiorum, punientur, ut alii a delictis et excessibus [de]terreantur. Unde dicit lex, quod pena teneat suos actores. Innocentes autem puniri non debent; et quilibet presumitur esse bonus, donec probetur in contrarium. Dixit autem lex, quod interpretatione legum, pene potius molliende sunt quam exasperande, quia justicia sine misericordia, crudelitas est; misericordia sine justicia, est stulticia. Verba sunt Clementis pape. Item dicit Ambrosius : « Leviter castigatus reverentiam exibet

« castiganti, aperitatis (*sic*) autem nimie increpatione correptus, nec « correptionem recepit, nec salutem.... » Legitur enim quod misericordia est humane nature preciosum ornamentum, cujus quis expers male degenerat se ipsum hominem esse diffitetur. Nole enim misereri, est cum feris habere commercium. Dicit enim lex quod utendo jure meo, nulli facio injuriam. Item dicit lex michi, vim vi repellere com moderamine... Item dicit alia lex, quod si video debitorem meum cum pecunia mea fugientem, possum eum inpugne capere, et auctoritate mea detinere. Item dicit alia lex quod si video hominem venientem evaginato gladio qui me vult interficere, quod eum inpugne possum occidere; quia melius est ante tempus occurrere, quam post exitum vindicare. Item dicit lex, quod melius est jus suum illesum conservare, quam post vulneratam causam remedium querere. Item dicit lex, *ad legem Juliam, de adulteriis*, quod si invenio de nocte aliquem cum uxore mea, in rebus Veneris, possum impugne uno ictu, uno impetu....., utrumque adulterum et adulteram interficere, quia nox et justus dolor factum relevat. Unde si aliquis rem meam, vel jus meum, in cujus possessione sum, vel quasi, michi vult auferre, vel per violenciam suam vult me privare, licet michi de jure contra violentiam et maliciam suam me deffendere, et rem meam et jus meum integrum et illesum conservare; vel si jure meo, vel rebus meis, per potentiam et fraudem alicujus privatus sum et spoliatus, possum contra eum de jure agere, et eum convenire, et [*sic*, ut?] jus meum et bona mea sic perdita valeam recuperare. Nec aliquis judex de jure michi potest contrarium prohibere....

[II.] De inquisitione.

Multis autem modis contra aliquem proceditur; quandoque in modo inquisitionis, scilicet quandoque prelatus vult procedere ex officio suo ad inquirendum et puniendum subdictorum suorum excessus; et tunc debet inquisitionem precedere clamosa insinuatio, et quod ille contra quem fit inquisitio sit diffamatus apud bonos et graves, et quod illa infamia originem habuerit a bonis, et fide dignis, et honestis, non ab emulis et manivolis (*sic*), et inimicis; et quod clamor illius infamie non semel, sed pluries, et frequanter pervenerit ad aures superioris. Unde legitur in Ewangelio de villico illo qui diffamatus erat apud

dominum suum, quod dominus dixit ei : « Quid est quod audio de te? « redde rationem villicationis tue, jam enim non poteris villicare. » Item Dominus dixit de Sodoma et Gomora, et de quibusdam aliis civitatibus in quibus illud vitium sodometicum solo dictu nefandum regnabat :.... « Descendam et videbo.... » Item oportet quod ille contra quem fit inquisitio sit presens, nisi fuerit absens per contumatiam, et quod ei singula capitula super quibus prelatus contra eum inquirit, et nomina testium contra ipsum productorum, et forma totius inquisitionis exponantur, ut contra inquisitionem de se factam se possit deffendere, et exceptiones, et rationes, et defensiones, et replicationes suas, contra inquisitionem proponere. Prelatus enim non ex odii fomite, sed ex affectu caritatis, ad inquirandum subditorum excessus debet procedere, ut illi qui correptione indigent corrigantur, et ut de statu culpe ad statum gratie reducantur.

[III.] De denuntiatione.

Item proceditur contra aliquem in modum denuntiationis, quam precedere debet karitativa admonitio, secundum quod legitur in Canone et in Ewangelio; dixit enim Dominus : « Si peccaverit in te frater « tuus, corripe eum inter te et ipsum solum; si te audierit, lucratus es « fratrem tuum; quod si te non audierit, adhibe tecum duos testes, « vel tres, ut in ore duum, vel trium, stet omne verbum; et si te sic « non audierit, dic ecclesie; si nec te, nec ecclesiam audierit, sit tibi « tanquam enuchus et publicanus. »

[IV.] De accusatione.

Aliquando proceditur contra aliquem convictum in modum accusationis, quam legitima precedere debet inscriptio. Ille qui vult aliquem de crimine accusare, debet contra eum inscribere, et se ad talionem tenetur obligare; quia secundum quod dicit lex, calumpnientes ad vindictam poscit similitudo supplicii. Unde legitur in Canone : « Qui « calumpniam illatam non probat, penam debet incurre[re], quam sus- « tinuisset utique reus, si convictus esset de crimine. » In pluribus autem casibus repellitur accusator ab accusatione; unde dicit lex, quod paria crimina mutua compensatione delentur. Item dicit lex, nil arenarius arenario, nil dolosus doloso, nil criminosus criminoso, potest obicere,

nisi in exceptis criminibus, scilicet in crimine lese majestatis, et hereseos, et expugnate patrie, ad quorum accusationem, et aliorum quorumdam, mulieres, et alii cujuscumque sint conditionis, sive libere, sive servilis, et infames, passim et indifferenter admittuntur. Item legitur in Canone, quod oves criminose pastorem suum non accusant. Item dicit Dominus in Ewangelio : « Ipocrita, eice prius trabem de « oculo tuo, et postea eice festucam de oculo fratris tui. » In quibus verbis significatur et apparet, quod qui vult alium accusare, vel arguere de crimine, quod prius se ipsum debet a sordibus mundificare, et quod nulus in personam alterius potest obicere vicium illud, sive crimen, super quo merito potest reprehendi. Istis autem modis contra aliquam (*sic*) proceditur a judice, vel a prelato, secundum quod in illa decretali, *qualiter et quando, de accusationibus* [1], plenius continetur. Ex precedentibus autem auctoritatibus divini juris et civilis et canonici propositis et allegatis, manifeste liquet, et evidenter apparet, quod judices cujuscumque fuerint auctoritatis et juridiccionis, et prelati qui in signum positi sunt ad sagitam [2], qui in semetipsis debent ostendere qualiter alios oporteat in domo Domini conversari, in causis et in judiciis et in negotiis sibi commissis, et ad juridictionem et ad judicium suum pertinentibus, in omnibus ordine juris observato, tenentur et debent procedere, et suis subditis integraliter et perfecte justicie complementum excercere; nec ab ea debent aliquatenus a dextris, vel a sinistris, declinare; sicut dixit Dominus Josue : « Moyses servus meus « mortuus est, vade et fac omnia que tibi precepit servus meus Moyses, « et doce filios Israelis precepta mea, et legem meam, non declines ab « ea ad dexteram, nec ad sinistram, nec recedat volumen legis hujus « de ore tuo, sed meditaberis in ea diebus et noctibus, ut diriget viam « tuam, et ut scias quid agas. » Domini prelati judices sunt hujus seculi, unde debent esse in sacra pagina eruditi. Unde dicit Phamista (*sic*): « Erudimini qui judicatis terram. » Vult ergo Dominus, secundum quod superius dictum est, et expressum, qui justus est et pius, et misericors, quod in terris ab omnibus, omni acceptione personarum re-

[1] *Decretal.*, lib. v, tit. I.

[2] Ce passage nous paraît contenir une allusion à la flèche du Sagittaire dirigée par les chanoines contre le cerf des archevêques de Reims. Voyez plus haut, note, p. 4.

mota, justicia dirigatur et excerceatur. Et nos summi doctoris, et totius creature gubernatoris, vestigiis inherentes, justiciam perfecte diligamus, et eam taliter excerceamus, quod ipsa mediente, in bonis operibus et virtutibus intervenientibus cursu vite presentis temporalis feliciter consummato, inmarcessibilem eterne glorie coronam percipere mereamur; quod ille prestare dignetur qui super omnem terram, et super omnes choros angelorum et sanctorum, qui in celis exaltatur, et solus sine fine dominatur. Amen. *Versus :*

Nos in justicia foveat Deus, atque Maria :
Vitemus vicia, Dominumque rogemus eya
Ut nobis venia sit, sine tristicia,
Ac ut salvemur in celis cum moriemur,
Ne nos dampnemur, cum sanctis sed dominemur.

[V.] Qui ad accusationem admittuntur.

Mulieres non admittuntur ad accusationem in publicis judiciis, nisi suam, vel suorum, injuriam, prosequantur, veluti patrum, et matrum, et liberorum suorum, et quarumdam aliarum personarum sibi ex linea cumsanguinitatis contingentium. Item pupillus et impuberes pro morte parentum suorum admittuntur ad accusationem, ita quod de consilio tutorum suorum in publico judicio procedant. Quid autem in libello inscriptionis debeat contineri? Dicit lex, quod nomen accusatoris, et nomen rei, et mensis, et nomen criminis super quo reus accusatur, et locus ubi dicitur crimen fuisse perpetratum; ut si accusetur reus de crimine adulteri, debet exprimi cum qua, et in quo loco; vel si accusetur de homicidio, similiter debet exprimi locus, [et] nomen illius qui dicitur interfectus. In levibus autem criminibus et minoribus, inscriptio non est necessaria, sed judex accusatorem et reum de plano eos debet audire, et breviter expedire. Si aliquis incipit aliquem accusare de crimine, debet in accusatione usque ad sententiam diffinitivam perseverare, et si voluit desistere, debet a judice abolitionem impetrare; et si super diversis criminibus reum accusat, super quolibet crimine debet abolicionem petere, et si auctoritate sua desistat, abolicione non impetrata, incidit in penam senatus consultus (*sic*) Turpiliani. Si autem reus super crimine, vel criminibus super quibus fuerat accusatus, liberatus

sit et absolutus, judex non debet sustinere quod iterum super ejusdem criminibus accusetur. Item si accusator accusatione pendente moriatur, nomen rei post mortem ipsius debet aboleri; sed dicit lex quod alius ex integro reum super eodem crimine infra triginta dies, et utiles, poterit accusare. Item dicit lex *Cod. de accusationibus, l.* si accusatoribus[1] non per contumatiam absentibus, reus sine cause cognitione fuerit liberatus, accusatio nichilominus coram eodem judice, vel successore suo, iterum poterit inchoari, et etiam terminari. Item dicit lex, quod si aliquis super aliquo crimine coram judice fuerit accusatus ab alio, super eo pendente accusatione, non poterit accusari. Dicit enim lex *ad senatus consultum Turpilianum*[2], quod accusatoris temeritas tribus modis detegitur, et tribus penis subicitur. Aut enim accusator quandoque calumpniatur, quandoque prevaricatur, quandoque tergiversatur. Calumpniator dicitur quando cienter falsa crimina contra reum proponit; prevaricator, qui vera crimina abscondit, et qui ex utraque parte consistit, et una parte corde et mente, et ex altera corpore; tergiversator dicitur, qui in universum ab accusatione desistit. Accusatore autem non probante, reus ab accusatione contra ipsum proposita a judice debet absolvi, sed statim calumpniator non debet reputari, nec pro sua calumpnia statim puniri, sed judex debet inquirere qua intentione ad accusationem processit, et si justum errorem accusatoris invenerit, reus a judice debet absolvi; si autem ejus calumpnia est manifesta, et in evidens, tanquam calumpniator pena legitima punietur, et infamis efficietur. Si autem dixit : « Non probasti quod objecisti; » vel dixit : « temere accusasti; » tunc et in pena infligenda, et in infamia pepercit.

Agitur autem duobus modis de crimine, quandoque criminaliter, quandoque civiliter. Si accusator de crimine reum criminaliter accuset, tunc tendit ad hoc quod penam sustineat corporalem, scilicet ut ultimo supplicio puniatur; quod secundum quod dixit lex, solem (*sic*) mortem interpretamur; vel quod religetur, id est ut ad tempus puniatur, vel deportetur, id est imperpetuum exuletur; vel quod in metallum dampnetur. Unde *versus :*

Exulabit sine spe patrie, reditusque, reique;
Atque relegatus, sua con remeabit habebit.

[1] *Cod.*, lib. IX, tit. II, l. 4

[2] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. VI.

Iste pene predicte continentur in jure civili. Qualiter autem pene debeant infligi, et quibus modis, dixit lex *ff. de penis, l.* [1] aut facta punientur aut [*sic,* ut?] furta, aut scripta, aut dicta, et cetera crimina. Et in penis inflagendis (*sic*) istorum criminum, et aliorum, septem consideranda sunt : causa, persona, locus, tempus, qualitas, quantitas delictorum, eventus; causa, quia si magister discipulum suum verberaverit, vel pater filium suum, istud remanebit impunitum, quia correptionis causa, non injurie, videtur esse factum; si autem ab extraneo per iram fuerit aliquis verberatus, tunc verberans legitime punietur. Item consideratur persona injuriantis, et injuriam patientis; aliter enim punitur servus pro suo delicto, et aliter liber, et magis punitur qui in dominum, aut patrem, aut matrem, aut in magistratum, manum violentiam injecerit, vel aliam injuriam eis intulerit, quam alicui extraneo et privato. Item consideranda est etas utriusque injuria[n]tis et injuriam passi. Item locus considerandus est ubi delictum est perpetratum, ut si in sacro loco deliquerit, furtum vel sacrilegium dici poterit, vel in alio loco non sacro, ut tunc, habita consideratione, delinquens majori pena, vel minori, puniatur. Item tempus considerandum est, utrum aliquis de nocte vel de die furtum fecerit, vel domum fregerit, vel aliquem verberaverit, ut consideratis circunstanciis delicti, majus vel minus vindicetur [*sic,* judicetur ?]. Item qualitas et quantitas delicti debet considerari, ut facto considerato, secundum quod est attrocius, vel levius, puniatur; sicut in fure, quia fur manifestus magis punitur quam non manifestus. Item eventus et finis in penis infligendis considerandus est, quia si furiosus vel deementissimus injuriam alicui intulerit, vel maleficium fecerit qui ratione caret et intellectu, excessus talis remanet impunitus; quia secundum quod dicit lex, ei afflicto non debet addi afflictio, satis ipso furore torquetur. Dixit enim lex eadem *aut facta puniuntur* [2], quod si quis inventus fuerit cum telo causa hominis occidendi, quod non minus punitur quam ille qui hominem occidit. Item dixit alia lex *ff., de extraordinariis criminibus* [3], quod sollicitatores aliarum nuptiarum, licet effectu sui sceleris potiri non possunt, nec suum propositum ma-

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XIX, l. 16.
[2] *Ibid.*
[3] *Digest.*, lib. XLVII, tit. XI.

lum ad finem quam volebant perduxerint, tamen propter voluntatem pernitiose libidinis, extra ordinem puniuntur. Unde leges iste contrarie videntur illi legi *ff. de penis*[1], que dicit quod cogitationis penam nemo meretur, et quod sola voluntas et cogitatio non punitur. Sed ad hoc responderi potest, quod nemo cogitationis penam meretur quando stat in finibus sue cogitationis, et maxime in minoribus delictis et criminibus, nec procedit ad aliquem actum, nec laborat nec nititur quod sua mala cogitatio perducatur ad effectum; secus est in majoribus maleficiis, cum aliquis cogitationem suam et voluntatem pessimam pro suo posse laborat et procurat quod sua cogitatio et voluntas ad effectum perducatur; et licet non perduxerit, nec per eum steterit, tunc punitur, et voluntas pro facto reputatur; sicut legitur de Lucifero qui cogitavit, et dixit : « Ponam sedem meam ad aquilonem, « et ero similis Altissimo..... » Item alio modo punitur servus quam liber, quemadmodum (?) supra dictum est; unde dicit lex *ff. de injuriis, l. ult.*[2], quod servi qui maleficium aliquod fecerunt dominis suis, restituti (*sic*) debent ut flagellis cedentur; liberi autem homines, et humiliores, et in gradu inferiori constituti, pro suis delictis fustibus debent cedi; alii autem majores et digniores pro suis delictis relegari de jure possunt, vel deportari, considerata qualitate delicti majoris vel minoris. Item si aliquis in metallum dampnatus fuerit, si valitudine, vel etate fuerit impeditus, et illi operi perficiendo inutilis et minus ydoneus fuerit inventus, per judicem ab illa pena sibi injuncta poterit dimitti, vel absolvi. Item dicit lex *ff. de penis*[3], quod crimen vel pena paterna nullam maculam, vel infamam (*sic*), filio de jure potest irrogare; quia patris delictum et infamia de jure, nisi in certis casibus, non transit ad heredes; secundum quod alibi legitur, quia pena suos debet tenere auctores; et secundum quod dicit Ezechiel propheta : « Filius non portabit iniquitatem patris, et pater non por« tabit iniquitatem filii. » Dicit autem lex *ff. de penis, l. capitalium penarum genera*[4], quod pene que pro capitalibus criminibus imponuntur, multe sunt; quedam est ultimun supplicium, alia est ad furcas dampnatio; quia dicit lex quod publici latrones, et raptores, et itine-

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XIX.
[2] *Ibid.*, lib. XLVII, tit. X, l. 45.
[3] *Digest.*, lib. XLVIII, tit XIX, l. 26.
[4] *Ibid.*, l. 29.

rum et viarum aggressores, ad furcas publicas suspendi debent. Item alia pena est vivi crematio, quia delinquentes et malefactores igne temporali comburuntur, et frequenter perpetuo igne gehennali concremantur. Item alia pena est capitis amputatio, quia quandoque malefactor, considerata qualitate et quantitate delicti et persone, capite punitur. Item alia pena est in metallum dampnatio; alia est in insulam deportatio; et ista pena est non temporalis, sed perpetua. Istis autem penis in lege contentis puniuntur illi a quibus majora crimina et majora enormia perpetrantur. In.... ordinariis criminibus inferioribus, extra ordinem, secundum quod judex estimaverit et expedire viderit, puniuntur. Lex dicit quod multis..... delinquantibus opus est exemplo; id est ubi multi sunt delinquentes, oportet quod eorum delicta puniantur, ut alii [de]-terreantur a delictis, et ut pena unius sit metus multorum. Jura volunt quod delicta punientur quando delinquentes legitime convicti sunt, vel sunt confessi, aut in ipso maleficio vel delicto sint deprehensi; aliter non. Unde legitur in Canone: « Nos in quemquam sententiam ferre « non possumus, nisi legitime convictum, aut sponte confessum. » Item dicit lex quod vane voces populi non sunt audiende, nam innocentes aliquando condempnant, et nocentem absolvunt. Legitur enim de Assuero rege, quod com mero incaluisset, quod misit nuntios suos ad uxorem suam reginam Vasti, quod veniret ad eum; sed ipsa contempsit imperium mariti sui, nec ad eum venire voluit. Hoc audito, rex tantam concepit indignationem [ut?] proceres, et seniores, et satrapas, et omnes sapientes de regno suo convocavit, et eorum habito consilio uxorem suam repudiavit, et misit ei libellum repudii, et per litteras suas patentes causam quia repudiaverit eam continentes, per totum regnum suum manifestavit; quod excessum et delictum uxoris sue taliter indicavit, et hoc fecit, ne mulieres regni sui contempnerent imperium maritorum suorum in futurum. Item legitur *ff., vi bonorum raptorum* [1], in principio, si quis rem meam violenter rapuit, quod possum agere contra ipsum infra annum in quadruplum, ita quod in illo quadruplo estimatio rei continebitur, et raptor propter violentiam et rapinam in triplum punietur; elapso autem

[1] *Digest.*, lib. XLVII, tit. VIII.

anno non possum eum nisi in simplum convenire, et ita pena per lapsum unius anni particulariter evanescit. Si autem prius egero contra ipsum criminaliter, postea ipsum potero nichilominus convenire civiliter; postea, etsi prius egero civiliter, postea nichilominus agere potero criminaliter; sed simul, et semel in eodem libello, utrumque judicium michi non licet intemplare. Lege *Favia* (sic) *de plagiariis*[1] punitur qui scienter hominem liberum emerit, et adversus eum capitale crimen ex lege Favia potest intemptari; et si venditor sciat illum esse liberum, et eum vendiderit, ad penam tenetur. Item lege Favia tenetur qui sciens liberum hominem esse, donaverit, vel in dotem dederit. Item ex quacumque causa sciens eum liberum esse, eum acceperit, ex eadem causa tenetur, sicut venditor et emptor tenetur. Idem est etsi pro eo res permutata fuerit. Supradictum est quod innocentes in nullo debent puniri. Item dico quod si judices et prelati et terrarum domini quicumque fuerint, sive magni, sive parvi, puniant innocentes, et inculpabiles, quod Pilato qui Dominum innocentem crucifixit, et Neroni, cum aliis principibus gentilibus qui crudeles erant et infideles, et injusti, qui sanctos martyres variis tormentis et penis afficiebant, et Herodi qui multos pueros occidit in Bethleem Jude, propter Dominum, innocentes penitus et intellectum carentes, merito de jure poterunt et debebunt comparari. Caveant ergo sibi ne propter injusticias suas, et peccatis suis exigentibus, cum illis mereantur in profundo inferni sine fine sepeliri. Legitur in libro Sapientie : « Stabunt justi in magna constan- « tia adversus eos qui se angustiaverunt, et qui abtulerunt labores eo- « rum. » Pauperes, humiles, impotentes, qui viventes in hoc mundo justi fuerunt, potentes, et seculi judices, et dominos terrarum, qui eos oppresserunt, et per sui potentiam et injusticiam et maliciam bonis suis spoliaverunt, in die judicii coram supremo judice viriliter accusabuntur (*sic*).....

[VI.] Ad legem Juliam majestatis.

Item secundum legem Juliam majestatis, tenetur ille de crimine lese majestatis qui confugit ad hostes principis, et populi romani, et qui juvat eos armis, vel peccunia, vel eis alio quocumque modo auxilium

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XV.

vel consilium prestando; vel qui seditionem fecerit in civitate contra dominum suum, et contra principem, vel qui procuraverit quod provincie que subjecte sunt imperio fient opposite et rebelles, vel qui conspiraverit vel machinatus fuerit in mortem principis, vel magistratus, vel quocumque modo proditionem, et contra fidelitatem suam, fecerit, et dignitatem et honorem principis, hac lege tenetur, et ultimo supplicio punitur, et bona sua confiscantur; sicut legitur *ff., ad legem Juliam majestatis, l. prima* [1] et in legibus sequentibus. In crimine lese majestatis, multa spiritualia continentur, quia omnes illi qui alias ab accusationibus repelluntur, sicuti mulieres et impubes (*sic*), nisi in certis casibus, et infames, et servi, et familiares, et milites, et quedam alie persone, tamen in crimine lese majestatis, et in quibusdam aliis criminibus exceptis propter eorum enormitatem, ut supradictum est, passim et indifferenter admittuntur.

[VII.] Ad legem Juliam de adulteriis.

Item, ad legem Juliam de adulteriis; lege Julia tenetur qui adulterium committit; quod inter alia crimina majus reputatur, et stuprum, et incestus, [et?] lenocinium; nam ex hoc crimine multa alia proficicontur (*sic*) crimina; scilicet violentia, injuria, perjurium, falsa testimonia, homicidium..... Unde propter enormitatem criminis, super adulterio transigere non licet, quamvis in aliis criminibus qui penam sanguinis irrogant, licite transigatur; quia secundum quod dicit lex, licet unicuique sanguinem suum et vitam suam, prout melius potest, redimere; quod autem non possit transigi dicit lex *C. de transsactionibus, l. transigere vel pascici* [2]. Unde *versus* :

Sanguinis in penis, nisi metus, transigit omnis ;
In reliquis, nulli liceat, nisi crimine falsi.

Est autem adulterium cohitus illicitus cum uxore vel sponsa aliena perpetratus; stuprum est virginis illicita defloratio; incestus autem committitur cum consanguinea, vel affini, vel moniali, vel alia persona religiosa. Unde legitur in Canone, quod triplex peccatum comittitur in sanctimoniali, quando cognoscitur ab aliquo; adulterium, quia Deo

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. IV.

[2] *Cod.*, lib. II, tit. IV, l. 18.

desponsata est et dedicata. Unde dixit beata Augnes : Ipsi sum desponsata, cui angeli serviunt. Aliud est incestus, aliud est stuprum; alia species luxurie est simplex fornicatio, aliud est vitium contra naturam propter quod ira Dei venit in filios diffidentie, ut dictum est supra. Leno dicitur ille qui procurat et auxilium et consilium prebet, ad hoc quod adulterium committatur, et qui mulierem scienter retinet in adulterio deprehensam. Eadem pena punitur leno, ratione lenocinii, qua punitur vir in adulterio deprehensus, vel mulier deprehensa. Maritus prefertur omnibus aliis, si vult adulterium accusare. Sententia super adulterio ferenda, partibus presentibus, nisi ex justa causa absentes fuerint, debet sententia proferri. Si autem aliquis accusatur de crimine pendente accusatione, debitores rei tenentur ei solvere, alioquin secundum quod dicit lex *ff. de solutionibus* [1], plures innocentes sumpto negotio [*sic,* sumptu necessario] egebunt; et ipse similiter reus suis creditoribus solvere tenetur. Lex sic incipit : « Reo criminis postulato, interim nichil prohibet recte pecuniam a debitoribus solvi; alioquin plerum noventum [*sic,* plerique innocentium] sumptu negotio [*sic,* necessario?] egebunt. Si maritus invenerit cum uxore sua adulterum, et dimisit eum, et uxorem suam in adulterio deprehensam retinuerit, puniendus est [2]; quia ventrum (*sic*) pro thoro suo violato [non?] punivit, nec ignorantiam suam aliquo modo potest excusare. Hec autem que de adulterio supradicta sunt, leguntur *ff. de adulteriis, l.* 1, *et legibus sequentibus* [3].

[VIII.] Ad legem Ponpeiam, de parricidiis.

Hac lege tenetur ille qui patrem, aut matrem, aut avum, aut aviam, fratrem, sororem, patruelam, matruelam, patruum, avunculum, amicum [*sic,* amitam?], consobrinum, uxorem, nurum, generum, vitricum, et ceteras conjunctas personas occiderit, vel dolo fecerit ut occiderentur; sicut in prima lege tituli continetur [4]. Si aliquis fuerit accusatus de parricidio, accusatione pendente decesserit, si mortem sibi constituit, et se ipsum interfecerit, bona sua debent confiscari; si autem hoc non fecit, et testamentum condidit, suos habebit successores

[1] *Digest.*, lib. XLVI, tit. III, l. 41.
[2] *Ibid*, lib. XLVIII, tit. V, l. 29.
[3] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. V, l. 29.
[4] *Ibid.*, lib. XLVIII, tit. IX.

qui in testamento continentur. Si intestatus decesserit, proximiores heredes suos habebit successores. Pena parricidii est ut parricida virgis sanguinis verberetur, id est usque ad sanguinem et enormiter, post hoc in culeo insuatur cum cane, et gallo gallinatio, et vipera, et simia; postea in profundum maris jactatur. Si autem mare remotum fuerit, bestiis et feris..... tradatur et exponatur..... Qui autem alias personas extraneas quas supradictas occiderit, capite puniatur. Si autem aliquis furiosus, vel [non?] compos mentis patrem, aut matrem, aut unam de personis predictis, occiderit, ejus excessus remanet impunitus, quia satis ipso furore torquetur; secundum quod dicit lex peneultima ipsius tituli [1]. Item dicit lex *Cod., titul. si quis imperatori male dixerit* [2], quod si maledictio ex levitate processerit, contempnendum; sed ex insania, miseratione dignissimum; si ex contemptu, vult imperator eum retinendum et puniendum.

[IX.] Quibus personis, et in quibus casibus, jura subveniunt.

Jus divinum et positivum quibusdam certis personis in certis casibus favent et parcunt, scilicet mulieribus in ignorantia juris, ut legitur *C. de juris et facti ignorantia l.* 1 [3] [*sic,* 13?]. Item minoribus, et reipublice, et sacerdotio, *l. ecce* (*sic*). Unde legitur in auctore, quod minor, et respublica, et sacerdotium, id est ecclesia, eodem jure funguntur et censentur. Item jura favent militibus in ignorantia juris, et in quibusdam alii[s] propter simplicitatem armate milicie. Item parcunt rudicitati. Item pupillis, viduis, egenis, et pauperibus, non tamen in delictis; quia dicit lex *ff. de ritu nuptiarum* [4], quod non est innoscendum ei qui optentu paupertatis turpissimam vitam egit. Item parcunt senibus, et emeritis, et septuagenariis, quia non compelluntur esse tutores, vel curatores, et a publicis muneribus excusantur a jure, sicut legitur *ff. de administratore tutorum* [5], in pluribus legibus illius tituli. Item minor si lesus fuerit, et deceptus in suis contractibus, et respublica, et ecclesia, petere possunt in integrum restitutionem. Item jura subveniunt oppressis, et infirmis, et incarceratis; unde dicit Dominus

[1] *Digest.*, l. 9.
[2] *Cod.*, lib. IX, tit. VII.
[3] *Ibid.*, lib. I, tit. XVIII.
[4] *Digest.*, lib. XXIII, tit. II.
[5] *Ibid.*, lib. XXVI, tit. VII.

per Ysaiam : « Querite judicium, subvenite oppresso, deffendite vi-« duam, judicate pupillo.... » Item dicit lex, *ff., si quis cautionibus*[1] quod si aliquis debeat comparere coram judice certa die, et sub certa pena, et detentus fuerit infirmitate, vel positus in carcere, vel quia pons erat solutus, vel alia justa de causa fuit impeditus quia non potuit coram judice comparere, non committitur pena cum effectu, nec tenetur ad solutionem; immo excusatur a jure ejus absentia. Item dicit Paulus : « Corripite inquietos, suscipite infirmos. » Item quando Dominus erat in mundo compaciebatur infirmis, et eos ab infirmitatibus suis sanabat. Item dicit lex *ff., de captivis, et postliminio reversis*[2], quod illi qui capti sunt ab hostibus, et in carcere positi, quando reversi sunt ab hostibus, quod jure postliminii omnia bona sua recuperant que habebant eo tempore quo a liminibus domorum suarum recesserunt; nec currit ei[s] interim prescriptio, nec in aliquo dampnificantur. Item jura subveniunt orphanis; unde dicitur per Psalmistam : « Dominus tibi derelictus est pauper; orphano tu eris adju-« tor. » Item furiosis, sicut dictum est, jura subveniunt. Unde legitur, *de parricidiis*[3], in fine, quod furiosus diligenter debet custodiri, et si necesse fuerit in vinculis coherceri. Item jura subveniunt senibus, et emeritis; unde dicit lex, quod fuit semper in civitate nostra veneranda senectus. Item dicit Dominus : « Coram capite cano consurge, et « personam senis honora. » Item legitur quod in antiquis est sapientia, et in multo tempore prudentia. Item dicit lex *C., de testamentis*[4], quod juvenes non debent tractare consilia prudentum. Subveniant *(sic)* ergo jura, sicut ante dictum est, miserabilibus personis, et inpotentibus, sed domini terrarum, et magnates, et potentes, et terre principes non juris sed Sathane vestigiis inherentes, Deum et justiciam in nullo pre oculis habentes, nec eum timentes, nec reverentes, inpotentes, et pauperes, et humiles, et personas supradictas, intollerabiliter opprimunt, et bonis suis spoliant, et variis penis, et pecunariis, et corporalibus, afficiunt; Deum contempnentes, et divitias et inanem gloriam citientes, ipsos non convictos, non confessos, non in aliquo delicto deprehensos, contra Deum et justiciam, et omnia jura, condempnantes,

[1] *Digest.*, lib. II, tit. XI.
[2] *Ibid.*, lib. XLIX, tit. XV.
[3] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. IX.
[4] *Cod.*, lib. VI, tit. XXIII.

et maxime contra legem illam *ff. de penis, l. absentem* [1], que dicit quod absens super crimine non debet condempnari, nec etiam, pro sola suspicione, contrariam sententiam reportare, quia sanctius est, et melius, inpunitum reli[n]quere facinus nocentis, quam innocentem condempnare. Si autem aliquis fuerit contumax quia spernit mandato judicis, et denuntiationibus suis, et edictis, propter hoc in eum capitalis sententia non debet ferri, sed pena pecuniaria potest puniri, et infamis effici, et usque ad relegationem contra eum potest procedi; et si contumax majori pena dignus fuerit, potest in metallum dampnari, non tamen pena capitis ei de jure poterit irroga[ri]. Si autem accusator absens fuerit, et ab accusatione destiterit, incidit in penam senatus consulti Turpi[lli]ani. In majoribus autem criminibus distinguendum est et videndum, utrum ex certa scientia consulto an a casu committantur ut habita tali distinctione delinquentes majus vel minus puniantur, tam in majoribus, quam in minoribus criminibus et delictis. Item dicit lex, *ff., de bonis proscriptorum* [sic, *damnatorum*] [2], quod si quis trinis edictis, et maxime in causa criminali, et legitime fuerit ad judicium evocatus, et tanquam contumax non comparuerit, quod bona sua de jure possunt annotari, et saisiri; et si venerit infra annum coram judice, juri pariturus, bona sua recuperabit; elapso autem anno, super bonorum suorum recuperatione nullatenus audietur; sed si voluerit etiam post annum innocentiam suam excusare, et purgare, de jure per judicem admittetur.

[X.] De penis in jure civili.

Supra dictum est, et breviter tactum, de gradibus penarum capitalium; et sciendum est quod multa genera inveniuntur in jure civili; et isti sunt gradus et genera penarum. Primum est ultimum supplicium; mutilatio, quando quis ratione sui delicti manbrum aliquod amittit, justicia exigente. Item relegatio, quando scilicet alicui infligitur quod ad certum tempus in partibus extraneis, propria patria relicta, moretur. Item, in insulam deportatio; et ista pena non est temporalis, sed perpetua. Item in metallum dempnatio. Item ad furcas

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XIX, l. 5.

[2] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XX.

suspensio. Item capitis amputatio. Item vivi crematio. Item civitatis admissio (*sic*). Item servitutis impositio. Item bonorum publicatio. Item fustium castigatio. Item flagellorum verberatio. Item bonorum annotatio, vel saisitio. Item triplex est capitis diminutio : maxima est quando quis admittit civitatem, et libertatem; media quando quis admittit civitatem, et retinet libertatem; minima quando quis est emancipatus, vel in adoptionem datus, quia per ista duo mutatus est ejus status. Item alia pena est proprie dignitatis amissio. Item infamie perpetue notatio. Item alicujus actus quam (*sic*) prius excercebat....... prohibitio. Item vinculorum detentio, sive cohertio. Si autem aliquis fuerit condempnatus, ut ad certum tempus aliquam penam sustineat, nec secundum sententiam judicis sibi penam injunctam sustinuerit, nec mandato judicis paruerit, tempus in pena taxata contemptum, ratione contumatie, de jure potest duplicari. Ea que supra dicta sunt de variis gradibus et generibus penarum, leguntur *ff. de penis, l. capitalium*, et *l. si quis*, et *l. aut dampna* [1], cum aliis legibus.

[XI.] De penis in jure canonico contentis.

Visi[s] et enumeratis penis legalibus, de penis canonicis (*sic*) juris videamus; que plures sunt, scilicet interdicti, suspensionis, excommunicationis, beneficii privationis. Unde quedam pena est eterna, alia est temporalis; penam eternam Dominus infligit peccatoribus, nec penitentibus, nec veniam petentibus, sed in stercoribus viciorum suorum remanentibus et perseverentibus, qui nunquam volunt ad frugem melioris vite reverti; et quia Dominus hanc penam sibi reservavit, eam Domino relinquamus. Pena temporalis est quedam canonica, et quedam legalis; de ea jam supra dictum est. Pena canonica duplex est, quia quedam est spiritualis, et quedam corporalis; alia est pecuniaria. Pena spiritualis quadruplex est, de tribus dictum est supra; quarta pena est increpationis.

[XII.] De sententia excommunicationis.

Excommunicatio major est pena spiritualis que quandoque infligitur a jure, quandoque a judice. A jure infligitur in sexdecim casibus.

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XIX, l. 29, 6, 8.

Primus casus est cum aliquis clericum verberat, vel monialem, vel monachum, vel aliam quamcumque personam religiosam, ut legitur [x]VII., *q. quarta, c. si quis suadente dyabolo* [1]; et ista pena videtur quod debeat extendi ad illos qui consentiunt quod hujusmodi persone verberantur; quoniam agentes, et consentientes, pari pena puniendi sunt, *Extra., de sententia excommunicationis, c. quante presumptionis* [2]; item videtur extendi ad illos qui vident hujusmodi personas verberari, et possunt eos (*sic*) deffendere et non defendunt; sed quidam dicunt quod istud refertur ad judices, et ad potestates, et ad juridicionem temporalem habentes. Secundus casus est cum aliquis cecidit in heresim jam dampnatam, ut sunt Nestoriani, Manuchei, vel similes; ut legitur XX^a^ *quarta, q. prima, et secunda, et tertia* [3]. Tercius casus est cum aliquis invenit novam heresim, ut *Extra., de hereticis, ad abolendam* [4]. Quartus casus est, quando aliquis est credens, vel retemptor, vel defensor hereticorum. Quintus casus est, cum quis asserit et dicit ecclesiam romanam non esse caput, nec ei obediendum, ut legitur *dist.* XX, *nulla* [sic *nulli*] [5]. Sextus casus est, quando consules civitatum, et rectores, et alii qui potestatem habent, vel habere videntur, faciunt exactiones indebitas, et collectas, in clericos, vel ecclesias, et amoniti quod desistent, nolunt desistere; nec debent absolvi, donec satisfaciant competenter, et donec restituant que turpiter ab eis exegerunt, ut *Extra., de immunitate ecclesie, non minus* [6]. Septimus casus est, cum aliquis ecclesiam incendit, ut *Extra., de immunitate, et quoniam* (*sic*). Quidam dicunt quod si aliquis combusserit ecclesiam, vel cimisterium, quod incidit in minorem excommunicationem, et non in majorem; ut supra de raptoribus, pena incendiarii est. Octavus casus est cum aliquis frangit ecclesiam, vel in ecclesia committit aliquod enorme crimen, ut delictum rapiendo corpus Christi de altari, vel crisma, vel altare frangendo, vel crucem violenter asportando, ut *Extra., de sententia excommunicationis, c. conquestus* [sic, *conquesti*] [7]; XVII *quest.* III, [sic, IV?] *omnes ecclesie* [8]. Nonus

[1] *Decret.*, par. II, caus. XVII, q. IV, c. 29.
[2] *Decretal.*, lib. V, tit. XXXIX, c. 47.
[3] *Decret.*, par. II, caus. XXIV, q. I, 2, 3.
[4] *Decretal.*, lib. V, tit. VII, l. 9.
[5] *Decret.*, par. I, dist. XX, c. 3.
[6] *Decretal.*, lib. III, tit. XLIX, c. 4.
[7] *Ibid.*, lib. V, tit. XXXIX, c. 22.
[8] *Decret.*, par. II, caus. LXVII, q. IV, c. 5.

casus est quando quis electus est in papam a minori parte cardinalium quam duobus partibus, et se gerit pro papa; ut *Extra., de electione, licet*[1]. Decimus casus est quando aliquis falsas litteras pape, vel impetrat, vel eis scienter utitur, ab alio impetratis; ut *Extra. de falsariis, ad falsariorum*[2]. Undecimus casus est, cum quis defert arma ferrea, vel ligamina galaorum (*sic*), vel alias merces prohibitas Sarracenis, vel excercet negotiationem in navibus eorum, seu galeas, vel aliqua consilia vel negotia eorum excercent (*sic*); et quicumque consilium et auxilium in prejudicium Christianorum, et Terre sancte, prebent eis. Duodecimus casus est cum quis magister, vel scolaris, tractat Bolonie de condutione hospitiorum, inquilinis inrequisitis, in quibus *Extra., de locatione et conductione, ex rescripto*[3]. Tredecimus casus est cum monachi, vel canonici regulares, archidiaconi, decani, prepositi, plebani, cantatores, et alii clerici personatus habentes, et presbiteri, leges et physicam audiunt; *Extra., ne clerici vel monachi, [non] magnopere*[4]. Sunt et alii II casus, quos quidam recipiunt, quidam non; unus est quartus decimus, de eo qui communicat excommunicato in crimine, et prestat ei auxilium et consilium, vel favorem; *Extra., de sententia excommunicationis, nuper*[5]. Alius est quintus decimus, de illis qui excercent artem balystariorum in Christianos; *Extra., de sagittariis, c. 1*[6]. Decimus sextus casus est de his qui servari faciunt statuta edita et constitutiones abusiones (*sic*) contra ecclesiam introductas. Item statutarii, et scriptores statutorum ipsorum, necnon et potentes, et consules, et rectores, et consiliarii eorum, ubi hujusmodi statuta et consuetudines edite sunt. Regulare est quod excommunicatus propter violantam manuum injectionem in clericum, vel monachum, vel in aliam quamcumque personam religiosam, non potest absolvi, nisi a papa, vel ejus legato, vel de suo mandato speciali; fallit tamen in octo casibus.

[XIII.] Casus in quibus verberans clericum potest absolvi ab alio quam a papa.

Primus est si sit in articulo mortis, secundum quod legitur VII^a *de-*

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 6.
[2] *Ibid.*, lib. V, tit. XX, c. 7.
[3] *Ibid.*, lib. III, tit. XVIII, c. 1.
[4] *Decretal.*, lib. III, tit. L, c. 3.
[5] *Ibid.*, lib. V, tit. XXXIX, c. 29.
[6] *Ibid.*, lib. V, tit. XV.

cima, q. IIII, *si quis suadente dyabolo*[1]. Secundus est si hostiarius alicujus potentis, sub pretextu officii sui malignatus, clericum leserit, [ab episcopo suo potest absolvi]; et [*sic*, sed si?] graviter eum vulneraverit, non casu fortuito, sed cum deliberatione eum percusserit, tunc a papa debet absolvi. *Extra., de sententia excommunicationis, si vero*[2]. Tercius est si monachus verberat monachum, vel regularis regularem, vel secularis secularem, dum tamen vivent in excommunicatione [*sic*, communi?], *Extra., eodem, monachi*[3], et *de vita et honestate clericorum, quoniam*[4], in fine; istos autem possunt absolvere eorum abbates, nisi fuerit eorum enormis lesio. Quartus est si sit mulier, *Extra., eodem, mulieres*[5]. Quintus est si sit servus, et hoc in duobus casibus : unus est si verberaverit clericum in fraudem domini, ut sic se subtraheret a servitio domini; alius est si propter hoc dominus sine culpa sua grave dampnum pateretur; et istos duos casus ubi non est gravis et enormis lesio, quia propter vitandum scandalum, et tollendum exemplum, esset ad papam remittendus (*sic*), ut *c. mulieres*[6]. Sextus casus est si levis injuria illata fuerit clerico, ut *Extra., eodem, pervenit*[7]; si [*sic*, sed?] iste casus non recipitur ab omnibus; dicunt enim decretalem illam continere specialem indulgentiam, et ideo non esse trahendam ad consequentiam. Septimus est si sit infirmus, vel pauper, inpubes, senex vel valitudinarius. *Extra., eodem, c. secundo*, et *c. quod de hiis*[8]. Octavus est si habet inimicitias capitales *Extra., eodem, c. ult.* [*sic*, LVIII?][9]. In istis VIII casibus potest verberans absolvi ab episcopo suo. In primo tamen casu, et duobus ultimis, debet ei quem absolvit injungere, sub debito juramento quod illico debet recipere, secundum formam infra positam, quod cessante impedimento, ad romanam ecclesiam, vel ejus legatum, accedant, super talibus mandatum apostolicum recepturi; ut *Extra. eodem, de cetero*, et *c. ea nascitur* [sic, *noscitur?*], et *c. quod* [*de*] *hiis*[10]. Omnes isti casus continentur *Extra. eodem, quamvis incidens*[11]. Sed ponamus quod aliquis infir-

[1] *Decret.*, par. II, caus. XVII, q. IV, c. 29.
[2] *Decretal.*, lib. V, tit. XXXIX, c. 3.
[3] *Ibid.*, c. 2.
[4] *Ibid.*, lib. III, tit. I, c. 9.
[5] *Ibid.*, lib. V, tit. XXXIX, c. 6.
[6] *Ibid.*
[7] *Decretal.*, c. 17.
[8] *Ibid.*, c. 2 et 26.
[9] *Ibid.*, c. 58.
[10] *Ibid.*, c. 11, 13, 26.
[11] *Ibid.*, c. 58.

mus, vel in articulo mortis, vel impubes, vel alius legitimo detentus impedimento, non potuit personaliter ad curiam romanam accedere, beneficium absolutionis petiturus; absolutus fuit ab episcopo suo in articulo necessitatis, et juravit quod illo cessante impedimento, a papa, vel ejus legato, se faceret absolvi; modo cessat impedimentum, nec adimplet illud ad quod tenetur; queritur utrum ipso jure redeat ipsa excommunicatio, an non? Quidam dicunt quod non; sed dicas quod excommunicatio semel extincta non revivicit (*sic*), et idem est in actione; sed de jure poterit ab episcopo suo post excommunicari, nec debet absolvi donec injuncto sibi mandato pervenit [*sic*, paruerit?]. Item ponamus quod regularis verberavit regularem, vel clericum secularem, queritur quis absolvet eum? In hoc casu distingue si regularis verberavit regularem ejusdem claustri, tunc abbas suus poterit ipsum absolvere; si verberavit regularem alterius claustri, tunc abbas utriusque in absolutione sua partes suas interponet; et istud habet locum quando levis est injuria, nec enormis est lesio. Si autem fuerit lesio vel injuria usque ad mutilationem, vel usque ad effusionem sanguinis, vel quia manus injecit violentas in abbatem suum, vel in episcopum, tunc non poterit absolvi nisi a papa, vel ejus legato, propter scandalum evitandum. Si autem regularis verberaverit clericum secularem, sive ante ingressum, sive post, ab abbate suo poterit absolvi; quia volunt jura quod religiosis evagandi materia subtrahatur, nisi fuerit enormis lesio, sicut superius est expressum. Si autem abbatis discretio non sufficiat in talibus absolutionibus conferendis, dyocesiani diligentia et auctoritas tunc debebit adhiberi. Item ponamus quod clericus secularis excommunicatus scienter ad ordines se fecit promoveri; dico quod a susceptis ordinibus in perpetuum deponendus est, nisi forte factum propter quod incidat in canonem *late sententie* probabiliter ignoraret, vel si esset juris ignarus, quod nesciebat quod propter tale factum in canonem *late sententie* deberet incidere; tunc poterit archiepiscopus, vel episcopus ipsius, cum eo dispensare, de mandato sedis apostolice speciali, post responsum summi pontificis habitum, adhibita discretione diligenti, que consuevit in talibus, ubi periculum anime vertitur, adhiberi. Aliter enim nec ab excommunicatione [liberetur?], nec quod possit in susceptis ordinibus remanere.

Si autem clericus regularis excommunicatus, scienter fuerit ad ordines fuerit (*sic*) ordinatus, ab executione ordinis suscepti, et beneficii, debet manere suspensus; si vero ignoranter hoc fecerit, facti memoriam et juris peritiam non habendo, monasterii sui utilitate pensata, postquam (*sic*) sibi penitentiam injunctam et perfectam, abbas ipsius regularis poterit cum ipso dispensare, nisi factum ita grave fuerit et enorme propter quod incidit in sententiam, quod propter hoc ortum est maximum scandalum, vel nisi ille qui taliter se fecit ordinari fuerit ita sapiens et discretus quod ejus ignorantia, vel inperitia non presumatur. Hec autem abbas ipsius et formam dispensationis diligenter tenetur observare, et ita debet caute in talibus casibus procedere, quod de negligentia vel imperitia, vel indiscretione merito non possit reprehendi; quia legitur in Canone, quod privilegium meretur amittere qui permissa sibi abutitur potestate; ista distinctio colligitur ex quadam Innocentii *Extra., de sententia excommunicationis, cum illorum absolutionem* [sic, *absolutio?*][1].

[XIV.] De minori excommunicatione, et in quibus casibus infligitur a jure.

Supra dictum est in quibus casibus excommunicatio major infligitur a jure, que separat a participatione sacramentorum, et a communione fidelium. Nunc autem videndum est in quibus minor excommunicatio que separat tantum a sacramentis, et a Deo, infligatur a jure, et ipso facto, quantum ad Deum et ecclesiam. Quantum ad Deum tantum infligitur cum aliquis peccat mortaliter; quia legitur in libro Sapientie, quod perverse cogitationes separant a Deo, et perverse locutiones, et perverse actiones. Ille autem qui est in mortali peccato constitutus, si recipit eucaristiam, et alia sacramenta, potius ad dampnationem suam recipit quam ad salutem eternam.

Quantum ad Deum et ecclesiam, in multis casibus infligitur minor excommunicatio ipso jure. Primus est cum quis communicat excommunicato; *Extra. de sententia excommunicationis*, §. *sequitur* [sic, *c. significavit?*][2]. Secundus casus cum quis committit sacrilegium

[1] *Decretal.*, lib. v, tit. xxxix, c. 32.
[2] *Decretal.*, c. 18.

auferendo sacrum de sacro, vel sacrum de non sacro, vel non sacrum de sacro, vel monialem corrumpendo, ut supra, *de sacrilegiis, pena sacrilegii est*[1]. Tercius casus est cum quis notorius fornicator, vel simoniacus, ut supra, *de simonia*, *certam penam*[2], et supra, *de scandalo et prolixitate, de pena clerici*[3]. Quartus casus est cum quis recipit ecclesiam de manu laici, sine consensu episcopi, et per hoc intendit ibidem esse prelatus; ut XVI, *q.* VII, *si quis deinceps*[4]; quidam tamen non admittunt casum istum, *Extra. de jure patronatus, c. pastoralis*[5], quod ibi videtur dicere quod sint excommunicandi. Sed dic quod c. illud loquitur de majori excommunicatione, non de minori. Quintus etiam cum quis communicat excommunicato, in crimine consilium vel auxilium est [*sic*, ei?] prestando. Sextus est cum quis excercet contra Christianos artem balistariorum et sagitariorum; quidam tamen intelligunt istos duos casus de majori excommunicatione. Item diffidentes, id est desperantes, pauperum oppressores, manifesti raptores, usurarii publici, meretrices; omnes isti dicuntur excommunicati minori excommunicatione, nec eorum oblationes ad altare de jure recipiuntur. Item illi qui moriuntur in torneamentis, quia non sepeliuntur in cimiteriis, etiam si non penituerint de peccato, ut supra, *de torneamentis*[6]. Item quicumque est in notario (*sic*) crimine, quia repellitur a sacramentis et vivus, et mortuus, nisi penituerit. Consuevit autem queri, utrum de injuste acquisitis posit (*sic*) elemosina fieri, sicut de bonis ex furto, ex rapina, ex meretricio, ex histrionatu, ex usura turpiter acquisitis; et responderi potest, quod dominium rei furtive, et per rapinam et usuram acquisite, non transfertur in eo qui turpiter acquirit; unde cum hujus[modi] res non sint sue, sed aliene, de ipsis non potest facere elemosinam. Sed licet, secundum quod dicit lex, meretrix turpiter faciat, et quamvis se turpiter exponat, non tamen turpiter accipit, et in eam transfertur dominium, nec ab ea potest repeti; unde potest elemosina fieri de re taliter acquisita. Idem est in histrionatu tenendum et servendum.

[1] Vid. Gratian., *Decret.*, par. II, caus. XVII, q. IV, c. 20

[2] *Decretal.*, lib. V, tit. III. Vid. c. 13.

[3] Vid. Leon. const. LXXXVI (?).

[4] *Decret.*, par. II, caus. XVI, q. VII, c. 12.

[5] *Decretal.*, lib. III, tit. XXXVIII, c. 29.

[6] *Ibid*, lib. V, tit. XIII.

Supra dictum est in quibus casibus excommunicatio major et minor infliguntur a jure.

[XV.] Quando utraque excommunicatio infligitur a judice.

Nunc autem sciendum est quod aliquando infligitur a judice; et secundum quorumdam oppiniones dicitur quod solus archiepiscopus, et episcopus, et majores prelati, possunt majorem excommunicationem in suos subditos provulgare, que gladius est sive mucro specialis episcopi, quoniam excommunicatio pena spiritualis est, et maxima; sed, talibus opinionibus abjectis, dicas, quod archiepiscopus et episcopus solus cum quadam magna solempnitate majorem excommunicationem possunt provulgare, videlicet duodecim sacerdotibus cum eo presentibus et assistentibus, et candelas ardentes in manibus tenentibus; et postquam episcopus tulerit sententiam, ipsi statim debent similiter excommunicare, et hoc facto, candelas super terram projicere, et eas pedibus conculcare; his factis, debent litteras mittere per totam regionem continentes quod tales sunt excommunicati auctoritate sua, et in tali ecclesia. Ista autem sollempnitas continetur XI, *q. tercia*[1]. Alii autem prelati, scilicet abbates, archidiaconi, archipresbiteri, plebani, et presbiteri alii juriditionem habentes possunt in suos subditos, justis de causis, et majorem et minorem excommunicationem proferre, quia tantummodo juriditionem habent infra terminos suos, et non in subditos alterius juriditionis; secundum quod dicit lex, *ff. de officio presidis, l. illicitas*[2], que dicit quod preses provincie egressus provinciam suam amittit imperium et suam juriditionem, nec habet etiam in extraneos imperium vel potestatem, nisi ratione delicti. Major autem excommunicatio pro sola contumatia debet infligi, ut X, [*sic*, IX?] *q.* II, *episcopi*[3]. Est autem contumatia multiplex; est autem quedam in conveniendo coram judice, quia peremptorie citatus ad judicium venire contempnit, vel quia quandoque malitiose se occultat; aliquando quia impedit ne citatio possit ad eum pervenire; aliquando quia citatus venit coram judice, sed non vul[t] coram eo stare juri. Supradictum est de sententia excommunicationis, et de juribus ejus, et effectu; nunc de pluribus sententiis videndum est.

[1] *Decret.*, par. II, caus. XI, q. III.
[2] *Digest.*, lib. I, tit. XVIII, l. 6.
[3] *Decret.*, par. II, caus. IX, q. II, c. 8.

[XVI.] De pluribus sententiis.

Est autem quedam sententia preceptionis, sive precepti, quedam diffinitionis, quedam excommunicationis [1].

[1°. *De sententia precepti.*]

Sententia precepti est cum quis major precipit aliquid minori, sive suo inferiori; et in ista sententia precepti tria considerare debemus : primum in quibus consistit obedientia; majoritas secundum in quibus consistit; tercium de necessitate et virtute precepti. Dicitur autem aliquis major ordine, etate, sive antiquitate, moribus et scientia, dignitate, consecratione, dispensatione; ut *Extra., de electione, dudum* [2]; est autem major presbyter ordine diacono, subdiacono, ut XXII [*sic*, XCIII?] *dist., c. legimus* [3], in fine, *Extra. de majoritate et obedientia, statuimus* [4]. Major est episcopus consecratione presbitero, ut XXV [XCV?] *dist., olim* [5]; major dispensatione, quia archidiaconus major est archipresbitero, ut XXV *d., cap. perlectis* [6]. Item major antiquitate, sive tempore, quod prius fuit ordinatus et institutus in ecclesia, ut LXXV *dist., c. ordinatio res* [7]; et *Extra. de majoritate et obedientia, c.* 1 [8]. Constitit (*sic*) autem obedientia in tribus, scilicet in reverentia, in judicio, in precepto. Reverentiam debet inferior majori ordine, vel etate, vel antiquitate, vel moribus et scientia, exhibere in assurgendo, primum locum in choro, in mensa, in sedendo, ei credere [*sic,* cedere?], nec majorem debet precedere, sed sequi. Est autem virtus et effectus sententie precepti, quod quilibet subditus in omnibus rebus honestis, et in licitis, vel que secundum Deum sunt, et ad officium suum pertinent, et ad correptionem et ad salutem animarum, de necessitate tenetur obedire; alioquin peccat mortaliter, quoniam inobedientia maximum est peccatum.

[1] Tout ce qui concerne les sentences d'excommunication se trouve plus haut dans les nombres XII et suivants; il est évident que le copiste a interverti l'ordre des chapitres.

[2] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 54.

[3] *Decret.*, par. I, dist. XCIII, c. 24.

[4] *Decretal.*, lib. I, tit. XXXIII, c. 15.

[5] *Decret.*, par. I, dist. XCV, c. 5.

[6] *Ibid.*, dist. XXV, c. I.

[7] *Ibid.*, dist. LXXV, c. 7.

[8] *Decretal.*, lib. I, tit. XXXIII.

[§. I.] De inobedientia.

Unde legitur quod Christus factus est obediens usque ad mortem, mortem autem crucis. Omnis autem inobedientia procedit ex superbia, et ex inobedientia primorum parentum nostrorum sumpsit exordium omnis perditio; et propter hoc Dominus custodivit obedientiam, ut, secundum quod dicit Paulus, sicut per unius inobedientiam multi constituti fuerunt peccatores, quia [*sic,* ita?] per unius obedientiam, scilicet Jhesu Christi, multi justi constituerentur. Unde dicit lex *ff.*, ... *de re militari* [1], quod si miles contra mandatum principis, milicie aliquid fecerit, licet res bene gesserit, tamen capite puniatur, quia noluit obedientiam custodire. Si autem prelatus, vel aliquis major, suo subdito precepit aliquid inhonestum, et quod sit contra Deum, nullatenus ei, quantum ad hoc, debet obedire. Si autem aliquid precepit, et de quo probabiliter dubitat utrum justum sit, vel injustum, in dubio, propter bonum obedientie, debet ei obedire. Sed si precipit aliquid quod evidenter omnibus apparet quod esset contra Deum, et inhonestum, nullatenus in hoc ei deberet obedire; quia dicit Apostolus : « Si hominibus placerem, servus Dei non essem. » Unde inferiores, et subditi, favorem et gratiam dominorum suorum, et prelatorum suorum, contra Deum et justiciam querere non debent. Sed ponamus quod episcopus precepit alicui clerico, quod eat Romam pro negotiis suis, et ecclesie sue, et ipse se excusat dicendo, quia plures alii sunt magis idonei quam ipse ad talia negotia procuranda? Dicat quod non valet ejus excusatio, quia in legationibus ordo non observatur, ut *ff.*, *de legationibus, lege secunda* [2].

[§. II.] De regularibus.

At sciendum est quod canonici regulares, et monachi, et alii religiosi, magis suis prelatis quam aliis tenentur obedire; quia mundo renuntiaverunt, et bonis temporalibus, et proprie voluntati; et velle suum, et nolle, et posse, in alterius potestate posuerunt.

[1] *Digest.*, lib. XLIX, tit. XVI.

[2] *Digest.*, lib. IV, tit. VI.

[§. III.] De uxore.

Item posset obici de uxore, que magis aliquando viro suo tenetur obedire quam Deo, quia si fecerit aliquid votum contra salutem anime sue, et obedientie, sine licentia mariti, non valet votum illud, et ut adimpleat prohibente marito, non tenetur inde adimplere. Ad hec dicat, quod hoc ipso quod est obediens marito, obediens est et Deo, quia Dominus vult quod uxores maritis suis sint obedientes, quia vir caput est uxoris, et una caro facti sunt per matrimonium inter eos contractum. Unde dicit lex quod in multis juris articulis mulieres deterioris sunt conditionis quam viri, et propter hoc mariti majoris dignitatis sunt et potentie quam eorum uxores. Item dicit lex quod uxores..... debent a maritis suis defendi, sed non e contra.

[§. IV.] De pluribus judicibus.

Item ponamus quod aliquis habet plures judices, sive prelatos; unus ei precipit aliquid, et alius contrarium quam cui potius tenetur obedire. Tu dicas quod Augustinus pro regula videtur tenere, quod in isto casu majori quilibet debeat obedire, ut XI^a, *questione* III^a, *qui resistit*[1], et *dist.* VIII^a, *que contra mores*[2]; sed alii dicunt contrarium, quod subditus episcopo magis ei tenetur obedire quam metropolitano, nisi in casibus illis in quibus metropolitanus habet juriditionem in homines sue provincie; item monachi magis tenentur ab abbatibus suis, quam episcopo suo, ut *dist.* LVII, *c. secundo*[3]. Habet autem locum regula Augustini, quando appellatum est ad superiorem, vel etiam quando judex habet juriditionem ab aliquo alio, ut *ff., de judiciis, judicium*[4]. Item clerici magis quam laici suis prelatis tenentur obedire.

[2°.] *De sententia diffinitionis.*

Dictum est supra de sententia prefecti [*sic,* precepti]; nunc de sententia diffinitionis que duplex est, videamus. Est enim duplex sententia : interlocutoria, et diffinitiva. Interlocutoria est que super aliquo

[1] *Decret.*, par. II, caus. XI, q. III, c. 97.
[2] *Ibid.*, par. I, dist. VIII, c. 2.
[3] *Decret.*, dist. LVII.
[4] *Digest.*, lib. V, tit. I, l. 58.

assessorio in causa exigente [*sic,* existente?] profertur; scilicet quando tractatur de procuratore recipiendo, vel non, vel super aliquo teste, vel super aliqua exceptione incidenti. Est autem diffinitiva sententia per quam questio principalis destruitur, et terminatur; ut *ff., de regulis juris, l.* 1ª (?)[1]; debet autem a judice proferri, et non ab alio. Item debet in scriptis proferri, ut xª [*sic,* IIª?], *questione secunda* [sic, *prima?*], *c. in primis statutum* [sic, *statutis?*][2]. Fallit autem in duobus casibus, cum episcopus cognoscit inter clericos suos, et in modicis causis pecuniariis; quia tunc non est necessaria scriptura, ut *Extra., si quis cum clerico,* et in *Autenticis, de mandato principis,* §. [*sit*] *tibi*[3]. Dicuntur autem modice cause que non valent ultra quantitatem trecentum (*sic*) aureorum, ut, in *Autenticis, de defensoribus civitatum, audiatur*[4] [sic, *audient?*]. Item in die proferri debet, et non in tenebris, et non in diebus feriatis, et maxime sollempnibus et festivis. Item debet ferri in loco publico et honesto, non in coquina, vel lupanari; non a judice procedente, sed sedente, ferri debet. Item sententia non debet esse venalis ut IIª, *questione* vª [*sic,* VIª?], §. *diffinitiva*[5]. Hec et alia multa requiruntur in prolatione sententie; que si obmissa fuerint, vel aliquid eorum, sententia nulla est ipso jure. Item ponamus quod duo judices proferunt diversas sententias, cujus sententia prevalebit? Dicas quod si sunt judices ordinarii, quod sententia lata pro reo tenet, et non pro auctore, nisi lata fuerit in causa favorabili, scilicet pro matrimonio....., pro libertate, pro testamento. Si autem fuerint judices delegati, et diversas tulerunt sententias, utraque dependet ex arbitrio delegantis, et tanquam superior de utraque sententia, secundum quod sibi viderit expedire, poterit ordinare.

[XVII.] De multiplici effectu sententie.

Est autem effectus sententie multiplex. Primus quia res judicata pro veritate accipitur et[6] quantum ad forum contempsiosum, et prejudicat veritati quantum ad illos inter quos lata est, *ff. ut de re judicata, leges judic.* [sic, *sepe constitutum?*][7]. Alii[s] autem non prejudicat, quia

[1] *Digest.,* lib. L, tit. XVII.
[2] *Decret.,* part. II, caus. II, q. I, c. 7 et 8.
[3] *Auth.,* coll. III, tit. IV, novel. XVII, c. 2.
[4] *Ibid.,* tit. II, novel. XV, c. 6, §. I.
[5] *Decret.,* part. II, caus. II, q. VI, c. 41, §§. 2 et 9.
[6] Ce mot *et* nous semble devoir être effacé.
[7] *Digest.,* lib. XLII, tit. I, l. 63.

regulare est quia res inter alios acta aliis non prejudicat; ut *Extra., de fide instrumentorum, c. inter*[1]. Item alius effectus est quia post IIIIor menses in personalibus actionibus sententia executioni judicis auctoritate (?) demandantur (*sic*), ut *Extra., de officio delegati, conquerenti* [sic, *querenti?*][2]. Potest autem quandoque executio sententie ex justa causa per judicem prorogari, quia forte appellatum est ab ea, vel quia per superiorem impeditur ne possit executioni demandari. Si autem actione reali lata fuerit sententia, quia petebam a te equum vel codicem, vel digestum, vel domum, vel agrum, post decem dies debet executioni demandari, quoniam infra talem terminum ab ea poterit appellari. Hoc enim verum est si res est in presentia. Si autem sententia lata fuerit in causa criminali, statim debet executioni demandari quoniam in criminibus [et?] delictis non est executio differenda, ut *secunda, questione prima, sicut*[3]; quod sententia lata statim demendetur executioni, fallit in IIIIor casibus.

[XVIII.] In quibus casibus executio retardetur.

Unus est quando princeps vult aliquod maleficium vindicare, et fert sententiam forte severiorem quam deberet super vindicta facienda; tunc differtur executio ad minus usque ad triginta dies, ut possit esse locus penitentie vel misericordie; ut *Extra.* (sic) *C. de penis, si vindicari*[4]. Item si sententia lata fuerit in mulierem pregnantem differtur executio usque ad tempus donec pepererit [*ff. de*] *penis, lege prangnantis* (sic)[5]. Item si lata fuerit in servum, debet executio differri, donec reddiderit rationem aministrationis sue quam gessit, ut *ff. de bonis proscriptorum, lege prima*[6]. Item cum aliquis est confessus de crimine sibi objecto. Item etiam quandoque debet executio retardari in aliquibus casibus, nisi hoc ratio humanitatis exposcit.

[XIX.] In quibus casibus sententia retractatur.

Item notandum est, quod sententia pluribus auxiliis relevatur; quandoque per appellationem que fieri debet infra decem dies a tempore sententie late, ut *secunda, questione sexta, can. primo, et c. an-*

[1] *Decretal.*, lib. II, tit. XXII, c. 6.
[2] *Ibid.*, lib. I, tit. XXIX, c. 26.
[3] *Decret.*, par. II, caus. II, q. I, c. 3.
[4] *Cod.*, lib. IX, tit. XLVII, l. 20.
[5] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XIX, l. 3.
[6] *Ibid.*, tit. XX.

teriorum [1]; quandoque per supplicationem, quando lata est a principe, vel ab aliquo a quo non licet appellare. Item per querelam falsi, quia si dicatur lata per falsos testes, vel per alias probationes falsas, judice decepto, poterit revocari, ut probatur *C., de falsis, l. querela* [2]. Item revocari potest per in integrum restitutionem. Supra dictum est de diversis sententiarum generibus [et?] penarum; [3] et sciendum est quod secundum can. x, multiplex est pena corporalis.

[XX.] De pluribus penis corporalibus.

Prima est servitutis, quando quis liber est, et ratione sui delecti servus efficitur, vel quando manumissus est, propter ingratitudinem, [aut?] alia juxta [*sic,* justa?] de causa, redigitur in servitutem. Item alia pena [est?] jejunii, vel abstinentie, que consuevit inponi pro peccatis ut peccator jejuniis et vigiliis, et penitentiis maceretur. Item alia pena est exilii, cum aliquis recluditur in monasterium (*sic*), vel in alio certo loco ad tempus, vel in perpetuum, ad penitentiam delictorum suorum peragendam. Item alia pena est verberationis; episcopus enim, per clericos suos, sue dyocesis delinquentes potest facere verberari, et corporaliter puniri; ipse autem in sua persona neminem debet verberare, nec laicis auctoritate procurare quod clericos verberant, licet ministri sui ad mandatum ipsius capere possunt clericos incorrigibiles. Consuevit autem pena pecuniaria [infligi?], et est multum in arbitrio judicis illam infligere que magis consuevit timeri. Item videamus quis possit penam infligere; et generaliter dicendum est quod domini terrarum, et judices, sive fuerint ordinarii, sive delegati, subditos suos possunt punire secundum qualitatem et quantitatem delictorum, et nullus alius de jure, ut legitur VI^a^, *questione sexta* [sic, *tercia?*], *cap.* 1°; [4] quod secundum quod dicit lex, jurisdictio sine magna [*sic,* modica?] cohartatione nulla est..... Dicendum est quod major penam (*sic*) sit decapitare, quantum ad forum seculare; quantum ad forum ecclesiasticum pertinet, non possunt, nisi majores judices qui merum (*sic*) omnimodam juridictionem, sicut episcopi, habent, majora negotia [diffinire?] in ecclesiasticis, et ad ipsos pertinent[ia] ut legitur districione XXV^a^, *c. perlectis* [5].

[1] *Decret.*, par. II, caus. II, q. VI, c. I et 28.

[2] *Cod.*, lib. IX, tit. XXII, l. 12.

[3] Ne serait-ce pas ici qu'étaient primitivement placés les nombres X et XI?

[4] *Decret.*, par. II, caus. VI, q. III, c. I.

[5] *Ibid.*, par. I, dist. XXV, c. I.

[XXI.] Quando judex ordinarius, vel delegatus, vel episcopus, vices suas aliis possint delegare [1].

Sed queritur utrum judex ordinarius alii possit vices suas delegare? Indicas quod episcopus ea que pertinent ad ordinem episcopalem, si juxta [*sic*, justa?] de causa fuerit impeditus quod hoc in propria persona non possit excercere, dedicationes ecclesiarum, consecrationes virginum, ordines clericorum, coepiscopis suis poterit delegare; quia quedam sunt ordinis, quedam officii, quedam juridictionis; ut legitur *Extra. de ordine judiciorum*, [sic, *de officio judicis ordinarii?*] *c. quo*[*d*] *sedem* [2]. Si autem episcopus voluerit aliquem clericum pro suo crimine deponere, cum ista causa criminalis sit, alii non potest delegare, nisi forte propter necessitatem ecclesie sue ipsum oporteat abesse, vel propter aliam arduam causam non possit de tali causa criminali personaliter cognoscere; et tamen non diffinitivam sententiam, sed tantum cause cognitionem committet; ut *ff. de officio ejus cui mandata est juridicio, lege prima, et lege secunda* [3]. Sunt tamen plures alie cause que, licet non sint criminales, sed civiles, et peccuniarie, tamen eas propter ipsarum excellentiam, nisi juxta (*sic*) causa fuerit impeditus, alii non potest delegare; et tunc eas committet non idiotis, et indiscretis personis, sed litteratis, et justis, gravibus, et moriginatis; ut sunt cause matrimonii, et ubi forte agitur de articulis fidei, et similes, que per viros peritos et litteratos debent terminari. Item queritur si episcopus potest committere potestatem dispensandi cum inregularibus, et cum aliis qui indigent quod cum eis dispensetur? Unde dicunt quidam, quod non, quia lex dicit, quod ea que cause cognitionem desiderant per libellum non possunt expediri; absolutionem tamen excommunicati pro violenta manuum injectione in clericum, alii poterit committere, in casibus a jure concessis, non tamen laicis, sed tantum clericis, ut *Extra. de officio ordinarii, c. eisdem* [sic, *his?*] [4]. Alias autem causas minores, et spirituales, ut causam de jure patronatus, et similes, satis dici potest, quod possit alii delegare, ut *Extra. de judiciis, c. decernimus* [5]. Causas autem pecunarias indi-

[1] Ce nombre fait évidemment suite au nombre XVI.

[2] *Decretal.*, lib. I, tit. XXXI, c. 10.

[3] *Digest.*, lib. I, tit. XXI.

[4] *Decretal.*, lib. I, tit. XXXI, c. 20.

[5] *Ibid.*, lib. II, tit. I, c. 2.

stincte potest alii delegare. Si autem fuerit judex delegatus, causam sibi commissam alii non potest delegare, nisi in duobus casibus : unus est quando lis est coram eo contestata, et sic intelligitur illa decretalis, *Extra. de sententia et re judicata, c. Beltaudus* [sic, *cum Bertoldus?*][1], et *Cod., de probant., neque lege, neque tutores;* [sic, *de procuratoribus, neque tutore?*][2]. Alius casus est quando commissa est alicui universitas causarum alicujus civitatis, vel castelli, vel ville, ut puta quia officium est, et tunc potest unam causam alii delegare; ut *ff. de judiciis, cum pretor*[3]. Ista regula fallit in eo qui delegatus est a papa, vel a principe, quoniam indistincte potest totam causam sibi commissam, vel partem eedem alii delegare, ut *Extra. de officio delegati, c. quamvis,* et *c. super quo* [sic, *eo?*][4].... Ille tamen cui papa committit inquisitionem, vel provisionem alicujus ecclesie de prelato, vel de ministris aliis, faciendam, committere non potest, quia in istis casibus industriam et fidem persone cui talia committit videtur elegisse. Item cui committit predicare crucem, excommunicare, vel absolvere aliquos, dispensare cum inregularibus, penitentiam injungere, salva tamen apostolice sedis auctoritate, non potest alii delegare; quia non sibi juridicio, sed certum ministerium, est ei commissum, ut *Extra. de officio delegati, quoniam apostolica*[5]. Item distinctiones supradicte fallunt in summo pontifice, qui de plenitudine potestatis omnes causas criminales, et civiles, et pecuniarias, alii cuicumque voluerit delegare potest.

[XXII.] Videamus casus in quibus quedam persone liberantur, [et?] excusantur a pena.

Multe sunt que excusant hominem a pena. Primus casus est in quo excusatur, mentis alienatio, que tribus modis aliquando contingit : quandoque propter nimium stuporem et timorem, et cordis turbationem; quandoque propter ebrietatem quam Dominus et sacre Scripture detestantur; quandoque propter furorem, quia furioso jura parcunt in delictis, ut supra dictum est. Intelligimus autem illum alienatum mente, sive furiosum, qui penitus nichil intelligit, nec discernit bonum a malo,

[1] *Decretal*, lib. II, tit. XXVII, c. 18.
[2] *Cod.*, lib. II, tit. XIII, l. 11.
[3] *Digest.*, lib. V, tit. I, l. 12.
[4] *Decretal.*, lib. I, tit. XXIX, c. 6 et 15.
[5] *Ibid.*, c. 43.

nec verum a falso, quia totum per[di]dit intellectum. Sunt autem furiosi qui habent dilucida intervalla, et sunt in umbrata quiete; et tales a delictis et a pena non excusantur in toto, sed in parte; voluerunt tamen quidam distinguere utrum furiosus per culpam suam incidit in furorem, et tunc non excusatur a pena; vel sine culpa, et tunc excusatur. Idem est si inciderit in ebrietatem. Sed benignius est dicere, quod quocumque modo inciderint in furorem et ebrietatem, quod excusantur a pena; verumptamen si postea liberati fuerint a furore, pro delicto quod in furore commiserunt pena debet ei[s] infligi, sed tamen levior quam si sani et incolumes delictum commisissent; ut xv^a^ *decima,* [sic, xv^a^] *questione prima, sicut insanias* [sic, *si quis insaniens ?*] [1]; et hoc fit ad cautelam; ne disciplina ecclesie pereat et deleatur. Item excusat a culpa et a pena coactio, a toto si fuerit absoluta, in parte si fuerit condictionalis, ut *prima* [sic, L^a^ ?] *distinctione, c. presbiteros* [2]. Item excusat deceptio si aliquis fuerit deceptus per fraudem et dolum alterius, vel per errorem alicujus facti probabilem fecit non faciendum, vel obmisit faciendum; ut v^a^ *decima, questione* v^a^ [3]. Si tamen aliqua precepta, vel prohibitiones, facta fuerint contra fidem, vel articulos fidei, ille qui talia fecerit nullatenus excusatur, quia sine observantia vere fidei nemo salvatur. Unde dicitur in Ewangilio : « Qui cre« diderit, et baptizatus fuit, salvus erit; qui vero non crediderit, con« dempnabitur. » Nec prodest, nec excusat, ignorantia juris in toto, nec in parte, contra fidem et articulos fidei, et maxime si habuerit a quo, vel a quibus, in fide potuit instrui et certificari. Item multitudo, et consuetudo, et diuturnitas temporis, non minuunt delicta, sed augent; nec aliquem excusant in delictis, ut *Extra. de simonia, capitulo primo* [4]. Et quamvis multitudo non excuset a culpa, in duobus tamen casibus relevat a pena temporali; scilicet quando multitudo est in culpa, quia tunc detrahendum est severitati; et cum ille qui delinquit est cum aliqua multitudine constitutus, ut *Extra.* [sic, *ff.*?] *de incendio, palagrapho : tunc qui fiet.* Item excusat aliquando, vel in toto, vel in parte, cum [*sic,* ut?] etas, si est infans, nec doli capax.... ut *Cod., de*

[1] *Decret.*, par. II, c. XV, q. I, c. 12.
[2] *Ibid.*, par. I, dist. L, c. 32.
[3] *Decret.*, par. II, caus. XV, q. V.
[4] *Decretal.*, lib. V, tit. III.

falsa moneta, lege prima [1]. Si autem doli capax fuerit, et ad annos discretionis pervenerit, et maleficium perpetraverit, secundum qualitatem et quantitatem delicti punietur, ut *Extra. de delictis puerorum, capitulo primo* [2]. Item dicit lex *ff. de penis, l. in metallum* [3], quod si quis fuerit dampnatus in metallum, et processu temporis factus fuerit inutilis, et impotens valetudine, vel nimia etate, vel proprii corporis infirmitate, ad penam injunctam, et ad opus illud faciendum, vel alia juxta (*sic*) causa interveniente, quod pena, propter impotentiam suam, debet ei remitti; et ex hoc habemus quod casus novus superveniens viciat et irritat factum, licet juri consonum fuit, et justum, antecedens. Item dicit lex *ff. de penis, l. ultima* [4], quod preses provincie non potest alicui subjecto suo interdicere ne utatur arte sua, ultra tempus sue juriditionis, et statim ex quo desiit esse preses arte sua potest uti, et ad statum pristinum reverti. Item dicit lex, quod si quis sub pretextu religionis, vel voti solvendi, vel alicujus alterius boni, delictum egerit, quod non excusatur a delicto, vel a pena. Item dicit lex, *ff. de bonis dampnatorum* [5], quod si alicujus bona, ratione sui delicti fuerint publicata, quod filii ante concepti, et post sententiam in patrem suum latam nati, portionem suam de jure sibi debitam non amittunt, immo ipsam percipiunt, dum tamen fuerint de legitimo matrimonio procreati, quia spurii, et minus legitime nati, parentibus suis non succedunt. Item si quis ductus fuerit in carcerem, ratione sui delicti, ante condampnationem latam, bona sua non amittit; hoc autem dicunt due prime leges. Item dicit lex que sic incipit : *Qui in utero est* [6], quod ille [*sic*, illi?] qui nundum natus est omnia sua jura servantur; et utilitas, postquam conceptus est, et quamdiu est in utero, ac si mater eum jam peperisset. Item dicit lex *ff.* :

[XXIII.] *de bonis eorum qui ante sententiam mortem sibi consciverunt, vel adversarium suum corriperint* [sic, *corruperunt* [7]],

quod si quis accusabatur de crimine capitali, super quo convictus

[1] *Cod.*, lib. IX, tit. XXIV.
[2] *Decretal.*, lib. V, tit. XXIII.
[3] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XIX, l. 22.
[4] *Ibid.*
[5] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XX.
[6] *Ibid.*, lib. I, tit. V, l. 7.
[7] *Ibid.*, lib. XLVIII, tit. XXI.

ultimo supplicio puniretur, si corrupit adversarium suum ita quod interventum [*sic*, interventu?] pecunie destitit ab accusatione, quod in nullo punitur, quia licet unicuique redimere sanguinem suum, prout melius potest; item dicit lex *secunda istius tituli*, quod si quis accusatur de crimine, et metu presentis accusationis, et criminis contra eum propositi, quod non habet heredem nisi fiscum, si se interfecerit...... Item dicunt alie leges ejusdem tituli, quod si accusatus de crimine, vel in ipso scelere, vel in ipso maleficio, deprehensus, vel ei [*sic*, etiam?] propter metum conscientie sue, quia sciebat se esse reum criminis capitalis, licet super hoc nundum esset accusatus, si se interfecerit, quia in istis tribus casibus bona sua fisco debent applicari, nec habet alium heredem nisi fiscum. Item si quis modicum furtum fecerit, et propter hoc laqueo se suspenderit, bona sua non debent confiscari; et hec est ratio, quia si convictus fuisset super modico furto, propter hoc bonis suis privari non deberet. Item si quis tedio vite affectus, quia tedebat eum vivere, vel propter nimiam etatem, vel alia de causa, sicut dixit Job : « Tedet animam meam vite « mee », vel propter inpacientiam doloris quem sustinebat, quia gravi laborabat infirmitate et intollerabili, se ipsum interfecerit; bona sua fisco propter hoc non applicantur. Item si pater proprium filium occiderit, et postea penitentia ductus propter dolorem filii sui quem amisit sibi mortem paravit, et intulit, propter hoc bona sua non confiscantur. Item ponamus quod aliquis qui nullum delictum penitus commiserat se ipsum interfecerit, et sine causa, numquid puniendus est? Dicit lex quod sic, quum ex quo sibi parcere noluit, multo minus alii parceret. Unde dicit Salomon : « Qui sibi nequam, cui bonus? » Unde versus :

Qui sibi non parcit, michi, vel tibi, quomodo parcet?

Item si quis accusatur de crimine in vinculis detentus, vel fidejussoribus commissus, nundum de crimine convictus, decesserit, bona sua non debe[n]t confiscari. Item aliquis accusabatur de crimine; accusatione pendente, sibi mortem intulit; heredes ejus volunt ipsum taliter defunctum innocentem ostendere; queritur utrum si[n]t audiendi? et dicit lex quod sic, nec debent bona sua confiscari donec convictus fuerit de crimine.

[XXIV.] De illis quibus aliqua loca sunt interdicta, vel qui sunt relegati, vel deportati.

Prima lex hujus tituli dicit quod antiquitus bona alicujus relegati per avariciam dominorum confiscabantur, sed jure novissimo aliud obtinet, quia temporibus nostris relegatus bona sua non amittit, sed ei omnia bona sua et jura reservantur, et liberos in sua retinet potestate; at relegatus in insulam aliam penam sustinet, quia ei ab insula non licet exire, sed eum oportet ibidem usque ad tempus sibi prefixum remanere. Est autem triplex exilium secundum quod dicit lex: primum est ecclesiasticorum locorum interdictio; secundum est quod omnia loca alicui quandoque interdicuntur, uno tamen excepto in quo morari jubetur; item est in insulam deportatio. Est autem differentiam (*sic*) talem inter relegatum et deportatum que versibus istis duobus continetur :

Exulabit sine spe patrie, reditusque, reique,
Atque relegatus sua cum remeabit habebit.

[XXV.] De dampnatis per sententiam, postea restitutis; et de cadaveribus punitorum [1].

Dicit lex secunda hujus tituli, quod si quis in dignitate constitutus deportatus fuerit, et post restitutus a principe, quod dignitatem suam recuperat, ad bona tamen sua non est restitutus, nec a suis creditoribus poterit conveniri; sed si concessum ei fuerit a principe quod omnia bona sua si voluerit recipiat et recuperet, et noluerit, sed ea dimittit, propter hoc nichilominus a suis creditoribus quibus ante sententiam tenebatur poterit conveniri. Item si princeps in insulam deportato penam remiserit, et eum revocaverit, a suis creditoribus quibus ante ea tenebatur non poterit conveniri; sed si recuperaverit dignitatem cum bonis suis, tunc a suis creditoribus merito poterit conveniri. Item ponamus quod alicui caput est amputatum, vel est suspensus ad furcas, eorum cadavera non sunt cognatis et proximis denegunda, nec sepeliri possunt, nisi fuerit a domino seculari, vel judice, petitum et promissum [*sic*, permissum?]. Si quis autem capite punia-

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XIV.

tur pro crimine lege magestatis, propter enormitatem criminis non debet sepeliri. Si autem aliquis igne fuerit consumptus et conbustus, ejus cineres et ossa possunt peti ut sepeliantur. Item si quis deportatus in insulam, nec relegatus, mortuus ibidem fuerit, ipsius pena durat et[iam?] post mortem quantum ad hoc, quia nisi de mandato principis inde poterit removeri, nec alibi sepeliri.

[XXVI.] Rubrica, qualiter accusatus de crimine, accusatione pendente, custodiri debeat, et exhiberi.

Item si quis accusatus [est?] de crimine capitali, judex considerare debet et estimare utrum in carcere debeat detineri, vel militibus custodiendus tradi, vel sibi ipsi committi. Item judex debet estimare si reus est in dignitatem constitutus et honorem; item qualitatem et quantitatem criminis; item si magnis habundat divitiis, vel si pauper fuerit; item innocentiam suam quoniam alias honeste vixit, et bene se habuit, quia qui semel calumpniatus est, in futurum presumitur calumpniari; et sic judex in negotium procedat, istis diligenter consideratis. Dicit autem lex illius tituli, que sic incipit : *Dominus pius* [1], quod accusatus de crimine, si vult dare fidejussores idoneos de stando juri, quod non debet in carcere detineri, nisi tam enorme delictum et grave commiserit, quod non debeat fidejussoribus vel militibus comitti; et hoc locum habet si de delicto suo constiterit, quia tunc debet in carcere detineri, vel penam et supplicium sui delicti sustinere. Item dicit lex quod si quis pro illo qui de crimine accusatur fidejusserit, et eum in loco indicto et tempore non exhibuerit, pecunialiter debet puniri; quod si fraud[ul]enter et dolose fecerit quod minus [minime?] ipsum exhibeat, potest extra ordinem et ad arbitrium judicis corporaliter puniri. Sed si ille qui fidejussit pro eo, sub certa quantitate pecunie non fidejussit, nec judex in fidejussione certam quantitatem apposuit, nec consuetudo ostendit formam fidejussionis, nec certa quantitas pecunie debeat in ea contineri, tunc quid super hoc sit judicandum? Erit in arbitrio judicantis. Si autem accusatus de crimine confessus fuerit crimen, statim debet in carcere detineri, donec contra

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. III, l. 3.

ipsum sententia condampnationis feratur, sicut dicit lex illa : *si confessus fuerit* [1].

[XXVII.] Rubrica, de termino moto [2].

Lex ejusdem tituli dixit, quod si quis amoverit terminos..... causa finium appositos, et hoc intentione corrupta et dolosa ut vicini sui agrum, vel partem agri, copularet, et agro suo conjungeret, secundum conditionem persone, et mentem illius qui terminos avulsit et amovit, cum factum istud pessimum sit, lege Aquilia statuendum est contra eum ; nam si nobilis fuerit, et juvenis, et in dignitatem constitutus, in partibus remotis debet relegari ; si autem senex fuerit, ratione senectutis et debilitatis cum eo mittius debet agi, et in locis non ita remotis relegari. Si autem ille qui tale delictum commisit, non suum hoc faciendo, sed alienum negotium gerendo, corporaliter debet castigari, in metallum usque ad biennium condampnari. Si autem lapides positi causa finium per ignorantiam, vel casu fortuito, furati sunt, sufficit quod fures verberibus castigentur, et puniantur. Item lege Aquilia [3] in quinquaginta aureos tenetur qui terminos, vel fines, extra suum locum et gradum fraudulanter et dolose, sicut dictum est, amoverit, vel ejecerit. Si autem servus, vel serva, terminos amovit, capite puniantur, nisi dominus ipsorum, vel domina, pro eis penam pecuniariam solvere sint parati. Si autem aliquis fecerit ut fines, sive termini, oscurentur, et ne videantur, arbores ibi plantando, et ibidem arbusta faciendo, puniendi sunt secundum conditionem et facti violentiam. Dicit autem lex quod vetera monumenta sequenda sunt, nisi appareant nova.

[XXVIII.] Rubrica, de injuria et famosis libellis [4].

Multis modis dicitur injuriam fieri. Dicitur injuria omne illud quod non jure fit. Item dicitur injuria contumelia, et contempnando. Item dicitur injuria dampnum per culpam datum, sicut in lege Aquilia. Item iniquitas dicitur injuria, veluti quando quis inique judicat, et injuste, et sententiam fert iniquam et injuriam continentem. Item injuria quandoque fit re, quandoque verbis; re fit quando quis in ali-

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. III, l. 5.
[2] *Ibid.*, lib. XLVII, tit. XXI.
[3] *Digest.*, lib. IX, tit. II.
[4] *Ibid.*, lib. XLVII, tit. X.

quem manus fert violentas. Item injuria quandoque infertur in corpus, quando quis pulsatur, vel verberatur. Item injuria, quando fit, pertinet vel ad dignitatem, vel ad infamiam; ad dignitatem pertinet, cum comes [*sic*, coma?] matrone abducitur, id est ei aufertur; ad infamiam quando pudicitie adtemptatur, id est quando mulier ab aliquo sollicitatur ut se corrumpi patiatur, et ut de pudica fiat impudica. Item aut per semetipsum, et sibi ipsi, fit injuriam, aut per alias personas, con fit injuria liberis, vel servo, vel uxori, vel nuri, et per consequens con fiat injuria patrifamilias ratione talium personarum, potest agere actione injuriarum, quia sunt in potestate patrisfamilias et subjectione constitute. Item si fiat injuria testatori, sive alicui defuncto cadaveri, heres qui successit ei, vel possessor bonorum suorum, sub nomine, potest agere actione injuriarum. Injuria aut[em] que fit liberis, pudorem et infamiam patrisfamilias in tantum tangit, quod si quis vendiderit filiumfamilias liberum, et de sua voluntate, paterfamilias potest agere contra venditorem actione injuriarum; filius autem familias non potest agere actione injuriarum, quia scienti et volenti dolus vel injuria non infertur. Quantum autem fit injuria cadaveri vel funeri testatorem (*sic*), si post adhitam hereditatem, fit injuria heredi; quia semper est heredi defuncti famam et honorem illesam et illesum conservari; si autem ante adhitam hereditatem fiat injuria defuncto, acquiritur actio injuriarum hereditati, et per consequens heredi. Item ex una et eadem injuria tribus personis quandoque competit actio injuriarum, nec una semel intemptata consumit aliam; ut puta si uxori mee, filiefamilias, facta fuerit injuria, et patrifamilias, et uxori competit actio injuriarum; si autem marito facta fuerit injuria, uxor non potest agere actione injuriarum, quum uxor a marito debet defendi, et non e converso. Sunt autem quedam persone, sicut dicit lex *illa relatio* [sic, *illud relationis?*], *ejusdem tituli*[1], que non possunt injuriam facere, sed injuriam pati possunt et sustinere, sicut inpubes qui non doli est capax, et furiosus; injuria non fit, nisi ex animo et affectu; sed isti nec habent animi discretionem, nec habent affectum, nesciunt discernere bonum a malo; unde si pulsaverint aliquem, vel

[1] *Digest.*, lib. XLVII, tit. X, l. 3.

verberaverint, vel aliquid convicium dixerint, injuriam fecisse non debentur dici. Sed si eis facta fuerit injuria, tutores ipsorum possunt agere actione injuriarum, et istis jura subvenient, minoribus, et furiosis, et miserabilibus personis, sicut superius est expressum. Actio autem injuriarum que oritur ex lege Cornelia, locum habet in tribus casibus; competit autem illi qui dicit se pulsatum, vel verberatum, vel aliquem domum suam violenter ingressum; est autem verberare, cum dolore cedere; pulsare, sive [*sic*, sine?] dolore; ingredi domum alicujus violenter, intelligere dum [*sic*, intelligendum?] est an fuerit ei commodata, sive conduxerit eam, sive fuerit sua propria, sive habuerit ibidem domicilium, vel non. Domicilium autem habere [potest?] quisquis in duobus locis, quando equaliter dimidiam partem habet bonorum suorum et fortunarum suarum, et pro dimidia parte anni in utroque loco equaliter utitur balneis, spectaculis, et dies festos agit, et ibi cum domesticis suis moratur. In uno loco tamen dicitur habere domicilium, quando ibi, et non alibi, pro majore parte temporis facit omnia supradicta. Nusquam dicitur quis habere domicilium, cum sit vagabundus; quia nullam habet certam mansionem. Si ergo quis violenter domum alicujus ingrediatur, domus illa ad omnem habitationem refertur. Item si filiusfamilias fuerit verberatus, potest agere actione injuriarum que descendit ex Cornelia. Item si quis composuerit librum, vel scripserit, vel ediderit, ad infamiam alterius pertinentem, vel dolo malo curaverit quod ex istis tribus fieret, vel alterius nomine, et non suo, librum ediderit, sive nomen illius quem diffamat in libro continetur, vel non, super hoc convictus, et condampnatus, notatur infamia, nec potest condere testamentum. Item si aliquis diffamat aliquem verbis et scripto, eadem pena tenetur. Item si quis agit actione injuriarum, in libello debet exprimi nomen rei et nomen actoris, et nomen criminis, et injurie; quia cum actione famosum tangat, debet esse certus libellus, et in eo certa debent contineri, et declarari, quia non licet vagari cum discrimine alterius estimationis, nam condampnatus actione injuriam perpetua notatur infamia. Item multa sunt in quibus magis gravis et atrox efficitur injuria, persona injuriam passa; ut puta quia magnus, et dives, et potens, et honestus; item locus, quia in loco sacro facta est injuria; item tempus, quia de nocte, et

com prodictione, facta est, vel in die magne festivitatis. Item magnitudo vulneris facit atrocem injuriam ; item locus in quo quis est vulneratus, ut puta in oculo; est enim oculus membrum nobile. Ista omnia, et plures alie circunstantie, faciunt injuriam atrocem judicari, et illum qui injuriam intulit magis puniri. Item in actione injuriarum licet actori jusjurandum reo deferre. Dicitur autem atrox injuria ratione persone que intulit injuriam, ut si filius patri fecerit injuriam, vel servus domino, vel libertus patrono. Si autem pater filio suo emancipato fecerit injuriam, datur ei actio injuriarum contra patrem; si autem fuerit in patris potestate, non datur ei actio, etsi atrox fuerit injuria. Sed ponamus quod aliquis plures intulit injurias alicui; nunquid poterit agere injuriarum cunjunctim, vel separatim? Dicit lex quod simul, et semel, et in eodem libello, omnes injurie debent comprehendi, et simul agitari, et nomen cujuslibet injurie debet exprimi ; de qualibet injuria potest agi civiliter. Si autem fiat injuria judici, vel alicui coram judice, atrocior [est?] injuria. Tenetur actione injuriarum ille qui aliquem percussit, vel qui injuriam fecit; et ille cui mandavit fieri, et ille qui mandatum suscepit; et ille qui ratam injuriam habuit. Si autem aliquis alicui injuriam remiserit tacite, vel expresse, et postea vult agere, dicit lex quod non potest, quia secundum quod dicit lex, turpe est redire cui quis dilucida voce renuntiavit. Item legitur in Canone : « Culpa semel remissa, recidivo dolore iterum ad ani-« mum revocari non debet. » Item lex, quod actio semel extincta non revivit. Item dicit lex quod quilibet juri sibi competenti potest renuntiare. Item dicit Poeta :

Litis preterite noli maledicta referre.

Si autem annus transierit infra quem injuriarum actio debet intemtari, vel transactum fuerit de injuria, vel actor reo detulerit jusjurandum, injuverit [*sic,* et juraverit?] se non fecisse, ex tunc actio injuriarum non habebit locum. Ille qui sustinuit injuriam per se, vel per alium, actionem injuriarum non poterit intentare. Si autem aliquem induxero nollentem, exhortando, persuadendo, ut injuriam faciat, teneor actione injuriarum ; non enim datur actio liberto contra patronum, sed si patronus fecerit injuriam liberte sue, maritus pro tali injuria poterit agere

contra patronum, non pro levi injuria, sed pro magna liberte facta. Injuriarum actio heredi injuriam passi (*sic*), nec in heredem illius qui intulit injuriam, datur. Idem est si servo meo facta fuerit injuria, heredi meo non datur actio..... Si autem lis contestata fuerit, in actione injuriarum tunc perpetratur, et transit ad successores. Si quis jure publico utatur, nulli facit injuriam, quia juris executio in se non habet injuriam; si autem pretor, vel judex, aliquod justum decreverit, vel suo subjecto fieri mandaverit, et decreto judicis non obedierit, si tanquam contumax puniatur, non ei propter hoc competit actio injuriarum, quia nulla ei fit injuria; si autem aliquis me per injuriam et calumpniam coram judice citari fecerit, et principaliter ut me vexare posset, possum agere contra ipsum actione injuriarum. Si autem aliquis me prohibuerit in mari piscari, ubi communis est usus piscandi, vel in loco publico sedere, vel conversari, vel via publica uti, qua, secundum quod dicit lex, nemo prohibetur uti; item ne rebus meis utar, vel jure meo, injuriarum actio contra eum michi competit. Dicit lex *Cod., de injuria, l. si non convitii*[1], quod si aliquid dixisti, vel fecisti, non animo nec intemptatione (*sic*) injuriam faciendi, nec consilio prohibito, quod accusatus es [*sic* accusari?], nec injuriarum actione conveniri potes; quia non committitur injuria, nisi ex animo. Item si quis calore iracundie inconsulto objecit omicidium, vel aliquod convitium, elapso anno, actione injuriarum conveniri non potest; elapso anno expirat actio. Item dicit lex *ff. de divortiis, l. divortium*[2], quod si maritus mittat uxori libellum repudii calore iracondie, non eo animo, vel ea intentione, ut in perpetuum revertatur [*sic, revellatur?*] ab ea, non dicitur esse divortium inter eos celebratum, et si mulier revertatur in brevi, non videtur a marito devincisse [*sic*, divertisse?]. Item dicit quod si quis revertatur ab hostibus et habeat animum revertendi ad hostes, quod ab hostibus reversus esse non videtur. Item dicit lex, quod non videtur versum, quod non durat versum. Item dicit lex quod ea que calore iracundie fiunt, vel dicuntur, nec valent, nec penam merantur (*sic*). Si quis autem in actione injuriarum fuerit condampnatus, infamis efficitur, et extra ordinem, secundum judicis arbitrium, punitur.

[1] *Cod.*, lib. IX, tit. XXXV, l. 5.

[2] *Digest.*, lib. XXIV, tit II, l. 3.

[XXIX.] Rubrica, que persone debeant admitti ad accusationes criminum, et in quibus casibus de jure possit in causis criminalibus constitui procurator, et ex quibus causis infamia irrogatur.

Supradictum est de accusationibus, et scriptionibus; sed quia quedam oburrissa [*sic,* obmissa?] sunt que principaliter locum habent in ipsis, et cum aliquis accusatur de crimine, diligenter ea videamus, et ad memoriam revocemus. Est autem editum de judiciis, de procuratoribus, de testibus, de accusationibus, de arbitriis, de postulando, de prohibitorum (*sic*); unde quilibet admittitur ad singula supradicta, nisi prohibeatur a jure; quia secundum quod dicit lex, *ff. de judiciis l. con pretor*[1] quod si plures sunt judices, et pretor uni prohibeat judicare, per consequens conceditur aliis judicare; et quod de uno conceditur, de alio denegatur, et e converso. Unde dixerunt Judei Domino, cum esset in mundo : « Nonne Samaritanus es tu, et demonium habes? « Qui statim respondit eis : Ego demonium non habeo, sed honorifico « patrem meum qui in celis est. » Unum autem expresse negavit, et alterum, scilicet quod esset Samaritanus, tacite concessit. Samaritanus idem est quod custos. Unde dicit Psalmista : « Nisi Dominus cus« todierit civitatem, frustra vigilat qui custodit eam. » Ipse enim est custos tocius creature que in celis est, et in terris. Sunt autem quedam persone que de jure non debent ad accusationes criminum admitti; unde, visis illis personis qui (*sic*) non possunt admitti, videbitur per consequens qui possint alium, vel alios, de crimine accusare. Legitur enim *ff. titulo : de his qui notantur infamia*[2], quod ille notatur infamia qui, innominie causa, ab imperatore, vel qui potestatem habet ab eo, fuerit ab exercitu dimissus, vel remissus; item istriones, et joculatores, qui ludibrium sui corporis faciunt in publico; item qui lenocinium fecerit; item qui calumpniatus, vel prevaricatus, vel tergiversatus fuerit, vel dampnatus in publico judicio fuerit; item in actione injuriarum; item de dolo malo, et de fraude, suo nomine dampnatus, vel pactum cum adversario suo fecerit, vel pro socio tutele, mandati, depositi, suo nomine, dampnatus erit. Item ille qui mulierem

[1] *Digest.*, lib. v, tit. I, l. 12.

[2] *Digest.*, lib. III, tit. II.

maritum habentem, habet in sua potestate, et infra tempus luctus, id est infra annum, mortuo marito, eam scienter in matrimonio collocat; item qui bina sponsalia, et binas nuptias, simul et semel, et eodem tempore, contraxit. Item mulier qui junxit infra tempus luctus; debet enim maritum suum per annum lugere, et infra tempus illud triplici ratione nubere prohibetur : propter sinistram incontinentie suspitionem; item propter turbationem, quia quandoque incertum est et dubium ne conceperit ex priori marito, et ne hereditas ad heredem minus legitimum devolvatur; item ne videatur gaudere de morte mariti, et ne presumatur quod in mortem ipsius fuerit machinata. Item ille qui in cenam prodierit artis ludicie causa, ut ibi ludum aliquem, vel aliquos, excerceret in publico, et spectaculum sui faceret. Si autem locavit, non notatur infamia, quia res non est ita turpis cum ad actum et ad effectum locatio non pervenerit. Est autem cena que ludorum faciendorum causa quolibet loco ubi quis consisterit [1], et locus in quo conveniunt joculatores ut facient spectaculum sui in publico. Item athlete qui pugnant et certant causa sue virtutis excercende, et agilitatis ostendende, non sunt infames; secus est si causa lucri locant opera sua et pugnant, et certant in publico, quia tunc efficiuntur infames. Item qui lenocinium commiserit; lenocinium autem commisit qui questuaria mancipia detinet, et habet in domo sua, quorum questum et lucrum sibi retinet, in toto, vel in parte. Item qui in liberis suis hunc questum exercent, in eadem causa sunt, in qua sunt qui lenocinium committunt. Videamus autem frequenter, quod quedam maledicte mulieres filias suas causa turpis questus inducunt et exponunt ut a multis, contra Deum et justiciam, corrumpantur, et ut publice meretrices efficiantur; tales enim matres, et filie, merito notantur infamia; de talibus dicit enim lex *ff. de ritu nuptiarum* [2], quod nec sunt sub lege, nec sub jure, quia vilitas vite sue fecit eas indignas legum observatione. Qui autem lenocinium principaliter commiserit, vel alterius occasione negotiationis mancipia habuerit, sicut sint caupones, et hospites, et tabularii, qui sub specie vini ministrandi in domibus suis, in popina meretrices causa turpis questus

[1] Voir *Digest.*, *ibid.*, l. 1, §. 5.

[2] *Digest.*, lib. XXIII, tit. II.

retinent, notantur infamia. Item si quis habet balnea sua, et sub specie ministrandi, et in balneis serviendi, talia mancipia retinet, est in eadem causa. Item si quis in servitute constitutus, questuaria mancipia tenuerit, et habuerit, post libertatem assecutus, notatur infamia. Item non sufficit aliquem calumpniari tantum vel prevaricari ad hoc quod notatur (*sic*) infamia, donec lata contra eum fuerit sententia. Dicitur autem prevaricator a varia certatione, qui prodita causa suam partem adversam et contrariam adjuvat, et qui ex utraque parte consistit, secundum quod dicit lex; quin imo ex alterea [*sic,* existit?] ex una parte corpore tantum; et ex altera consilio et auxilio et corde. Qui autem de crimine pactum aliquod facit, crimen confitetur. Item si quis fuerit condampnatus de furto manifesto, vel non manifesto, notatur infamia. Sed ponamus quod aliquis fuerit condampnatus de furto, vel in aliis famosis actionibus, et a sententia contra se lata superiorem appellavit tanquam ab injusta sententia, non prosequitur appellationem suam, et tempus juxta quod debuit causa prosequi lapsum est, a tempore late sententie retro natura [*sic,* notatur?] infamia; idem est et si ejus appellatio quam prosecutus est a superiori pronuntiata sit injusta; a tempore late sententie, non a tempore quo pronuntiata fuerit injusta, retro notatur infamia. Item si quis alieno nomine fuerit condampnatus furti, vel alia actione famosa, vel tutor, curator, heres, qui aliena negotia gerunt non notabuntur infamia; nec ego si conventus fuero super furto vel actione famosa, notabor infamia per sententiam contra me latam, si causa per procuratorem tota fuit agitata. Item si pretor jusserit accusato quod aliquid det, ut desistat, non notatur infamia; quia pretoris et judicis autoritas eum excusat. Item ponamus quod accusator detulerit juramentum accusato, et juraverit se non deliquisse, non notatur; quia jurejurando innocentiam suam purgavit. Est autem infamia, fame privatio, sive diminutio; fama autem, sive opinio, sive estimatio, nomina sunt sinonima; idem significant, ut hec tria, ensis, mucro, gladius.

[XXX.] De fama et de dignitate hominis.

Est autem fama illese dignitatis status, legibus anterioribus et alias ac moribus comprobatus, et in nullo diminutus. Dignitatis autem

nomen in diffinitione fame non apponatur pro honore pudico, ut alias, sed pro potentia cuilibet homini a natura tradita. Homo enim dignior est omni creatura, cum et ei serviat, sed et angelica natura, nam et angelus homini servitio deputatus est, ut legitur in divinis. Item ex eo dignior reputatur, quod omnes proprietates creature in se admittit; nam in [*sic*, cum?] animatis habet commune ut sit, cum herbis et arboris (*sic*) ut vivat, cum brutis ut sentiat, cum angelis ut discernat et mente contempletur celestia. Unde Ovidius :

Pronaque con spectent animalia cetera terram,
Os homini sublime dedit, celumque videre
Jussit, et erectos ad sidera tollere vultus;

et apud Virgilium : Celestique illi origo est [*sic*,

Igneus est ollis vigor, et celestis origo.]

Minuitur autem quandoque fama hominis, quandoque consumitur et extinguitur ex toto, scilicet per maximam et mediam capitis diminutionem, vel quandoque de statu gratie revertitur ad statum culpe; sicut dicit Petrus : « Canis reversus ad vomitum. » Minuitur autem hominis fama cum libertas, [vel?] civitas, retinetur, sed [*sic*, aut?] aliqua certa pena ponitur [*sic*, punitur?], ut *ff. de variis*, (sic) *et extraordinariis cognitionibus, lege peneultima*, §. *estimatio* [1]. Est autem multiplex infamia, quia quedam juris, et quedam facti, quedam est ex genere penarum.

[1°. *De infamia facti.*]

Irrogatur autem infamia facti, quando pater in suo testamento unum ex filiis suis increpando protulit ut fieret, vel non fieret, vel filium ratione sui delicti exheredavit. Item irrogatur, quando judex causa non cognita decrevit aliquid, [vel?] ordinavit juris ordine pretermisse [*sic*, pretermisso?] ut aliquid [*sic*, aliquis?] ad frugem melioris vite se reformaret, vel quando judex dicit aliquem perfidum, vel calumpniatorem, ut, *Cod. de hiis qui notantur infamia*, *l. ea*, vel *l. verbum*, et *l. interlocutio* [2]; et *ff. eodem l.* [sic, *tit.?*] *ob hec* [3]. Sed et quando-

[1] *Digest.*, lib. L, tit. XIII, l. 5, §. 1.

[2] *Cod.*, lib. II, tit. XII, l. 13, 17, 19.

[3] *Digest*, lib. III, tit. II, l. 20.

que, ordine judiciario observato, irrogatur infamia facti; ut si quis condempnetur in interdicto unde vi, vel conditione, vel si procurator meus nomine meo dampnetur furti, apud bonos et graves non effugio notam infamie, ut *ff. de obsequiis, l. ho. non* [sic, *honori*][1]. Unde dicit lex : « Indulgentia, patres conscripti, quos liberat, notat; libe- « rat a pena, sed notatos relinquit infamia[2]. » Unde versus :

Pena potest demi, culpa perempnis erit.

Sed et infamia facti est quod quis non est ex legitimo thoro procreatus, sive natus. Sunt autem duo effectus infamie facti : primus est quando infamis deficto [*sic,* de facto] repulitur a dignitate; secundus quia repellitur a querela, ut *c. de dignitatibus, l. secunda*[3]; et *ff. de decurionibus, l. generaliter,* §. *spurios*[4]; et *C. de inofficioso testamento, l. fratres*[5].

[2°.] *De infamia juris.*

Juris autem infamia quandoque irrogatur ipso jure, et ipso facto propter quod aliquid factum est; quandoque per sententiam, quandoque ex genere pene, quando pena alicui infligitur ipso facto, ut si mulier deprehendatur in adulterio, secus forsitan in viro; lex enim in muliere factum notat, licet absolvatur a sententia, ut *ff. de ritu nuptiarum, l. pale an,* alias *palam,* §. *que in adulterio*[6]. Item in muliere que nubit, vel stupro cognoscitur infra tempus luctus, vel nubit contra sacramentum subjecta [*sic,* suscepta?] liberorum tutela, ut *C. de secundis nuptiis, l.* 1 *et* 2[7], et in *Auctenticis, de testibus,* [sic, *de restitutionibus?*], *et ea que parit,* §. *et uterum*[8]; et *de nuptiis, l. se* [sic, *si?*] *autem*[9]; et *ff. tit. eodem,* [*de his qui notantur infamia*] §. *uxores*[10]. Item si mulier suo nomine, propria voluntate, non jussu alterius in cujus erat potestate, bona [*sic,* bina?] sponsalia, vel binas nuptias contraxerit, infamis est ipso jure, ut *ff. eodem tit.,*

[1] *Digest.,* lib. XXXVII, tit. XV, l. 2.
[2] *Cod.,* lib. IX, tit. XLIII, l. 3.
[3] *Ibid.,* lib. XII, tit. I.
[4] *Digest.,* lib. L, tit. II, l. 3.
[5] *Cod.,* lib. III, tit. XXVIII, l. 27.
[6] *Digest.,* lib. XXIII, tit. II, §. 12.
[7] *Cod.,* lib. V, tit. IX.
[8] *Auth.,* coll. IV, tit. XVIII, novel. XXXIX, cap. II.
[9] *Ibid.,* tit. I, novel. XXII, cap. XL.
[10] *Digest.,* lib. III, tit. II, l. 9.

l. 1, in fine, et *l. quid ergo* [1]; item sed et paterfamilias qui filiam suam, mortuo genero, scienter, infra tempus luctus, alteri maritaverit; item qui eam acceperit, non jussu ejus [cujus?] est in potestate, vel qui eum quem habet in potestate pariter [*sic*, passus est?] ducere eam que nubit infra tempus luctus, infamatur ipso jure. Excusa[n]tur enim filii in hiis obtemperantes patribus jubentibus; patres autem jubentes, vel patientes notantur infamia; secus si ratum habeant matrimonium filii vel filie que reprehensibiliter contraxerit, ut dictum est, nec enim rati habitio hic trahitur retro, ut *ff. eodem, l.* §. *que eam* (sic), et *l. liberorum* [2]. Ultra sic, et alias, non trahitur retro in hereditate quam adivit servus meus, non precedente mandato meo, et in bonorum possessione quam quis petiit nomine meo, et ego ratum habeo post tempus bonorum possessionis; ut, *ff. de acqui. hereditate, si quis*, §. *jussu*[*m*] [3]. Sunt et quedam persone que non admittuntur ad postulandum, que continentur his versibus :

Aditus pene, servus, puer, actor harene,
Luminibus casus, mulier, muliebria passus.

Aditus pene, id est si aliquis fuerit relegatus, vel in insulam deportatus, vel alia pena gravi puniatur. Item servus, quia de jure prohibetur ne ad actus legitimos admittatur. Item puer, id est inpubes, qui nondum pervenit ad annos discretionis. Item actor harene, id est campiones isti, et athlete, qui pugnantur cum bestiis cum [*sic*, in?] harena, id est in loco publico, et locans operas suas. Item luminibus casus, id est qui omnino cecus est, et nichil videt, ficus [*sic*, sicut?] erat Brutus [*sic*, Publilius?] qui cecus erat, et postulavit coram pretore [Bruto], adversa sella, et propter hoc dedit causam edicto : Ne cecus admittatur ad postulandum [4]. Item mulier propter verecundiam et fragilitatem sexus in multis casibus non admittitur ad actus legitimos; quia secundum quod dicit lex in multis juris articulis deterior est conditio feminarum quam masculorum; unde secundum jus civile, non potest in testamento, et de testamento, testimonium perhibere. Unde *versus* :

In testamentis nunquam sit femina testis.

[1] *Digest.*, lib. III, tit. II, l. I et 13.
[2] *Ibid.*, l. 13 et II.
[3] *Digest.*, lib. XXIX, tit. II, l. 25, §. 4.
[4] *Ibid.*, lib. III, tit. I, l. I.

Item dicit lex quod mulieres [non debent?] inverecunde se cetibus hominum ingerere, nec eorum consortia frequentare; unde quedam mulier improdissima (*sic*) nomine Karfunea [*sic*, Carfania?], que se cetibus hominum ingerebat inverecunde, dedit tamen [*sic*, causam?] edicto, quia mulieres ad postulandum non admittuntur. Est autem postulare secundum quod dicit lex, *ff. eodem* [*tit.*], *l.* 1, desiderium suum in jure, vel amici sui, apud eum [qui] juridictioni preest, exponere, vel alterius desiderio contradicere.

[XXXI.] Quando procurator possit constitui in causa criminali.

Est autem procurator qui mandato domini aliena negotia administrat, ut legitur *ff.* [*de procuratoribus*], *l.* 1. Est enim officium procuratoris valde necessarium, quum illi qui non possunt, vel volunt (*sic*), negotiis suis interesse, judiciis et extra, in ipsis possunt constituere procuratorem. Si procurator habeat liberam et generalem administrationem, tunc potest rem in judicium deducere, et transigere, et conponere, et etiam alienare. Si tantum habeat liberam, tunc restriguitur (*sic*) ejus potestas, quia nec transigere, nec alienare, potest. Constituitur autem procurator in civilibus causis pecuniariis; in causis autem criminalibus, in certis casibus; scilicet, in illis causis in quibus aliqui pro suis delictis puniuntur usque ad relegationem; si autem supra, tunc non potest constitui procurator, secundum quod legitur *ff. an per alium appellationis reddi causa possit* [1]; quoniam ibi dicitur, et alibi, quod in causis pecuniariis potest constitui procurator, in causis capitalibus non licet. Item si causa pecuniaria est ex qua sequitur infamia, potest etiam tunc constitui procurator; et si accusator in hoc casu, vel accusatus, appellaverit, in causa appellationis potest ab utroque constitui procurator. Et generaliter dicendum est, quod causa que non potest agi per procuratorem, nec appellatio in ea interposita per procuratorem potest agitari. Dicit lex *ff. de pudicis* [sic, *publicis?*] *judiciis* [2], quod ille qui aliquem accusat in publico judicio, nec potest constituere procuratorem, nec accusatus,

[1] *Digest.*, lib. XLIX, tit. IX.

[2] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. I.

ut procurator alleget causas cause; sed procurator constitutus est ut alleget causas absentie, et si reus justa de causa fuerit absens, sententia ferenda differtur. Pudice (*sic*) interest, secundum quod dicit lex *ff. eodem* [sic, *de procuratoribus?*][1] absentes a quibuscumque deffendi, et etiam excusari, et debet admitti procurator pro reo, in causis pecuniariis, qui vult deffendere reum, etiam sine mandato sufficienti, prestita cautione de judicato solvendo; et debent admitti quincte [*sic,* cuncte?] persone secundum quod dicit lex *ff. eodem*[2]; sed hec persone sine mandato, dum tamen caveant dominum rem ratam habituri (*sic*). Supra dictum est quid sit procurator, et in diffinitione continetur : procurator est qui mandato domini [ad]ministrat aliena negotia, ad differentiam tutorum, et curatorum, collegiorum in [*sic,* et?] prelatorum ecclesiarum. Isti predicti non possunt constituere procuratorem, sed syndicum, vel actorem, ut *ff. eodem, l. nec civita*[*ti*]*s*[3]; et *C. eodem, l. neque*[4]. Si autem tutor, vel curator, vel prelator (*sic*) suo nomine conveniatur, per procuratorem agere possunt, et deffendi, ut *Autentica, de sanctissimis episcopis*, §. *si quando*[5]. Hodie, secundum canones, ista differentia non habet locum, quum omnis in Canone, sive fuit actor, sive syndicus, procuratores vocantur. Procurator autem constitutus ad negotia, et etiam servus, alium potest constituere procuratorem; secus est in eo qui constitutus est ad causam, vel ad causas; quia tunc demum, et non ante litem constestatam (*sic*) per quam factus est dominus litis, potest constituere procuratorem, ut *ff. eodem, quoque* (sic), et *ff. mandati, l. si procuratorem*, §. *si quis*[6]....... Gratuito debet constitui procurator, quia si mercedem acceperit, tunc dicetur locator operum suarum. Item dicit lex *C., de sacramentis sanctis* [sic, *sacrosanctis?*] *ecclesiis*[7] quod yconomus dicitur, et est, cui res ecclesiastica gubernanda mandatur auctoritate episcopi. Constituitur autem procurator et presens, et absens, in judiciis, et extra, et pure, et sub conditione, et ad omnia negotia, vel ad unum, et ad plures causas, vel ad unam, et ad plures dies, vel ad unam

[1] *Digest.*, lib. III, tit. III, l. 33, §. 2.
[2] *Ibid.*, l. 35.
[3] *Ibid.*, l. 74.
[4] *Cod.*, lib. II, tit. XIII, l. 11.
[5] *Auth.*, coll. IX, tit. VI, nov. CXXIII, c. 27.
[6] *Digest.*, lib. XVII, tit. I, l. 8, §. 3.
[7] *Cod.*, lib. I, tit. II.

diem, secundum voluntatem constituentis, et secundum formam mandati a domino procuratori concesso. Contrahitur autem mandatum per hoc verbum : Rogo, sive Mando, vel per equipollentia verba, ut *ff. mandati, l.* 1 [1]; et debet esse certum, et declaratum, et oportet quod procurator consentiat, et mandatum suscipiat, presens, vel absens; ut *ff. eodem, l.* 1, §. *ult.,* et *l.* 2 *et* 3 [2]. Item si constituatur unus procurator, vel plures postea procuratores, (*sic*) scilicet posterior procurator non aufert potestatem prioris, nisi dominus mandatum sibi datum specialiter revocaverit ante litem contestatam, ut *ff. eodem, l. pluribus* [3]. Item si plures constitua[n]tur procuratores, non hoc objecto, in solidum, dicendum est quod pro parte quilibet cum alio possit et debeat exequi procurationem, licet in tutoribus aliud possit dici; ut *ff. de negociis, l. cum alicui* [4]; et *de administratione tutorum,* §. *ult.* [5]. Constituuntur autem procuratores simul, et in eodem tempore; similiter in diversis temporibus; posteriorem autem dando, priorem videtur prohibuisse, ut *ff. eodem, l. si quis,* §. *ult.* [6]. Constituit autem procuratorem paterfamilias, homo liber, major xxv annis, compos mentis, dominus rei vel cause (?); sed filiusfamilias quandoque constituit procuratorem, ut si habet castranse peculium, vel quasi, vel etiam si habet adventicium paternum, ut *ff. eodem, si filius* [sic, *filiusfamilias?*] [7], et *de judiciis, l. si lo*[*n*]*gius* [8], et *de injuriis, sed si un*[*i*]*us,* §. *filio* [9]. Servus autem non potest constituere procuratorem, nisi causa status ei moveatur, scilicet quod ab aliquo petatur in servitutem, cum ipse sit in possessione, vel quasi, libertatis; tunc enim potest constituere procuratorem in causa que sibi movetur, quia pro libero debet haberi, donec contra eum servitus probetur; ut *ff. eodem, l. servum* [10]. Minor autem xxv annis, cum auctoritate tutoris, vel curatoris, constituit procuratorem; sed tutor, vel curator, non, ut dictum est. Si autem minor constituit sine tutore procuratorem, et pro eo feratur sententia, tenet; ut *C. eodem, l. nemo*

[1] *Digest.*, lib. xvii, tit. i.
[2] *Ibid.*, lib. iii, tit. iii.
[3] *Ibid.*, l. 32.
[4] *Ibid.*, lib. iii, tit. v.
[5] *Ibid.*, lib. xxvi, tit. vii, l. 61.
[6] *Digest.*, lib. iii, tit. iii, l. 31, §. 2.
[7] *Ibid.*, lib. iii, tit. iii, l. 8.
[8] *Ibid.*, lib. v, tit. i, l. 18.
[9] *Ibid.*, lib. xlvii, tit. x, l. 17.
[10] *Ibid.*, lib. iii, tit. iii, l. 33.

[sic, *non eo?*] [1]. Constituent tamen tutores actorem, vel implorabunt constitui judiciali auctoritate, quotiens diffusa sunt negotia, vel dignitates, vel etas, vel valitudo tutoris id postulet, ut *C. eodem, l. neque* [2].... Compos mentis constituit procuratorem, etiam si sit surdus, vel mutus, ut *ff. eodem, l. mutus* [3].... Quilibet autem potest constituere procuratorem, nisi prohibeatur a jure, ut *ff. eodem, l. mutus* [4], vel ratione persone, vel cause. Si autem dominus justus et fidelis fuerit, procurator autem nunquam [*sic*, nequam?] et perfidus, non agetur causa per talem procuratorem, ut *ff. eodem, l. si actor* [5]; quia jura juris fraudulando [*sic*, fraudulosos?] et dolosos puniunt, et detestantur. Constituitur autem procurator paterfamilias, et filiusfamilias, ut *ff. eodem, l. filius §. ipse quoque* [6]. Item major XXV, et non minor, ut *ff. eodem, l. si minor* [7], nisi, quando minor lite contestata contra absentem constituitur ad ejus deffensionem, vel ipse minor sponte sui intervenit, nam cert[i]us est talem differentiam admittere, quam absentem gravi condempnatione afficere, ut *C. eodem, l. exigendi* [8]. Item enim constituitur compos mentis, non furiosus, loquens, vel audiens, non surdus, non mutus, ut *ff. eodem, l. 2, §. furiosus*, et *l. mutus*, in rubrica [9]. Item is qui est de crimine accusatus, pendente accusatione, non constituitur procurator, nec ad novos aspirat honores, ut *C. eodem, l. merus* [sic, *reum?*] [10]; multo magis est non constituendus qui jam est de crimine condempnatus, ut si amiserit civitatem, vel libertatem; infamis enim persona, procuratorem constituere non potest. Item constituitur masculus, non femina, nisi pro parentibus, si morbus, vel etas impedit eos, nec alium invenire possunt, in hoc casu potest femina constitui procuratrix; item pro libertate suorum cognatorum recipitur, et pro deffensione dampnati ad supplicium. Item milites non possunt esse procuratores, etiam volente adversario; si tamen hoc [*sic*, hec?] except[i]o opposita non fuerit a principio, postea non habebit locum.... Procurator actoris cavere debet rem ratam dominum

[1] *Cod.*, lib. II, tit. XIII, l. 14.
[2] *Ibid.*, l. 11.
[3] *Digest.*, lib. III, tit. III, l. 43.
[4] *Ibid.*
[5] *Ibid.*, l. 29.
[6] *Digest.*, l. 8 (?).
[7] *Ibid.*, l. 51 (?).
[8] *Cod.*, lib. II, tit. XIII, l. 12.
[9] *Digest.*, lib. III, tit. III, l. 2, §. 1, et l. 43.
[10] *Cod.*, lib. II, tit. XIII, l. 6.

habiturum. Procurator rei cavere debet judicatum solvi appellatione cauptionis invida... Legatur *ff. de privatis delictis* [1]. Item *de publicis judiciis* [2]; item *de extraordinariis criminibus* [3]. Dicitur autem privatum delictum super quo passus injuriam injurientem potest convenire, vel accusare. Dicuntur autem publica judicia, vel crimina, ad quorum accusationem non tantummodo illi quorum interest, sed omnes indifferenter admittuntur. Dicuntur autem extraordinaria crimina, quorum pena non est in jure contenta, nec statuta, sed in certis casibus delinquentes, extra ordinem, secundum arbitrium judicantis, puniuntur. Dixit *lex prima, de privatis delictis*, quod heredes, vel successores, ex persona defuncti non tenentur etiam actione furti, nec aliqua alia actione penali possunt conveniri; sed ponamus quod possideant rem furtivam ex parte defuncti, tenentur actione ad exhibendum, et rem exhibere, et poterit ab eis vendicari. Idem est si dolo desierint possidere, quia dolus pro possessione habetur, et fraus et dolus nemini (?) debet patrocinari. Item heredes furti possunt agere, et adversus eos conditio furtivo [*sic,* furti non?] competit ad rei furtive repeticionem; ipsi autem possunt agere actione legis Apulie, pro dampno dato, sive facto, defuncto.... Heredes autem nullis actionibus ex delictis, sive maleficiis, descendentibus ratione successionis, vel hereditatis eis delate, tenentur; nec in aliquo, tanquam heredes, puniuntur. Supra dictum est de accusationibus, et qui possit constituere procuratorem, et qui possit constitui procurator, et in quibus casibus, et quibus modis, et ex quibus causis irrogatur infamia; sed in fine sciendum est, quod omnes persone supradicte que notantur infamia, vel ipso facto, vel per sententiam, vel ex genere penarum, ab accusationibus, a testimoniis, a judiciis, ab arbitriis, a postulando, et ab aliis actibus legitimis, repelluntur, et removentur a jure.

[XXXII.] De nativitate B. Virginis [4].

. . . .

[1] *Digest.*, lib. XLVII, tit. I.
[2] *Ibid*, lib. XLVIII, tit. I.
[3] *Ibid.*, lib. XLVII, tit. XI.

[4] Sous ce titre se trouve intercalé ici, sans doute par la méprise du copiste, un des sermons de l'auteur.

[XXXIII.] De natura et conditione mulierum.

Lex quedam *ff. de statu hominum*[1] dicit, cum aliis suis concordantiis, quod in multis juris articulis deterior est conditio feminarum quam masculorum. Videamus ergo diligenter in quibus casibus lex predicta locum habeat, et quando conditio feminarum sit deterior quam masculorum. Certum est quod maritus caput est uxoris, et esse debet subjecta viro, et secundum quod dicit lex *Co. de procuratoribus*[2] et alibi legitur, mulieres debent deffendi a maritis suis, sed non e contra, quia mulieres sunt in potestate maritorum suorum, et administrationem habent mariti bonorum communium, et, secundum quod dicit lex, socii sunt divine domus et humane, et promiscue inter eos bonis communibus utuntur, et sustentantur. Mulieres enim judices esse non possunt, secundum quod dicit lex *ff. de judiciis, l. cum preter* [sic, *pretor?*][3], unde [*sic*, ubi?] cum uni ex pluribus judicibus prohibet judicare, per consequens aliis potestatem judicandi concessisse videtur. Item in eadem lege continetur, quod quidem [*sic,* quidam?] prohibentur esse judices a natura, ut mutus, surdus, perpetuo furiosus, et impubes quia judicio caret. Item quidam prohibentur a lege, ut illi qui remoti sunt a senatu causa turpitudinis et ignominie, et tales notantur infamia. Item mulieres ne sint judices moribus prohibetur. Item arbitrium non possunt in se suscipere, secundum quod dicit lex *Co. de* [*receptis*] *arbitris, l. femine* [sic, *sancimus?*][4]. Item non admittuntur ad postulandum, secundum quod dicit lex *ff. de postulando, l.* 1[5], §. *sexum.* Quid autem sit postulare, dicit lex in *eodem titulo.* Est autem postulare desiderium suum, vel amici sui, apud eum qui jurisdictioni preest, exponere, vel alterius desiderio contradicere. Fuit autem causa quia mulieres removentur a postulando, quia Cafarnea, (*sic*) quedam mulier improbissima, se cetibus hominum ingerebat inverecunde, et judicia, et causas, et controversias coram pretore frequentabat. Pretor autem videns quod erat contra bonos mores, et con-

[1] *Digest.*, lib. I, tit. V.
[2] *Cod.*, lib. II, tit. XIII.
[3] *Digest.*, lib. I, tit. V, l. 12.
[4] *Cod.*, lib. II, tit. LVI, l. 6.
[5] *Digest.*, lib. III, tit. I.

tra muliebris sexus verecundiam, generaliter edicit, et statuit, quod mulieres ad postulandum de cetero non admitterentur. Item mulieres de jure non admittuntur ad accusationes criminum, nisi suam, vel suorum, injuriam prosequantur, vel in exceptis criminibus et majoribus, ad quorum accusationes omnes infames, et meretrices, et servi admittuntur indistincte, ut *ff. de accusationibus, l. prima*[1], et in legibus sequentibus. Item dicit lex ibidem, quod qui accusare possunt intelligemus, si scierimus qui non possunt. Itaque prohibentur accusare alii propter sexum, vel etatem, ut mulier et pupillus; alii propter sacramentum, ut qui stipendium merentur; alii propter delictum proprium, ut infames; alii propter turpem questum, ut qui duo judicia adversus duos reos scripta habent..... Excepta crimina sunt, et majora, crimen lese majestatis, expugnate patrie, perduellionis, crimen hereseos, simonie, et alia quidam (*sic*) crimina, ad quorum accusationem, propter enormitatem et immanitatem eorum, omnes, ut supradictum est, indifferenter admittuntur. Item dictum est supra, quod mulieres non possunt in se suscipere arbitrium, secundum quod legitur *Co. de* [*receptis*] *arbitris, lege ult.*[2], que sic incipit : « Sencimus mulieres sue pudicicie « memores, et operum que eis natura permisit, et a quibus jussit abstinere, licet summe atque optime opinionis constitute, si arbitrium « in se susceperint, vel fuerint patrone, et[iamsi] inter libertos suam « interposuerint audientiam, ab omni judiciali agmine separari, ut ex « earum electione nulla pena, nulla pa[c]ti exceptio, adversus justos « earum contemptores habeant [*sic*, habeatur ?]. » Item mulieres non possunt esse testes in testamentis, secundum quod legitur *Institut. de testamentis ordinandis*, §. *testes*[3], in quo legitur, quod hii possunt adhiberi testes, cum quibus est factio testamenti ; sed neque mulier, neque impubes, neque surdus, neque servus, neque mutus, neque furiosus, nec cui bonis interdictum est, ut his [*sic*, et hic?] quem leges jubent vel improbum, intestabilemque esse, possunt in numero testium adhiberi. Item vere potest dici, quod testimonium mulieris sive sit in contractibus, sive sit in maleficiis, sive in alio quocumque casu, in

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. II.

[2] *Cod.*, lib. II, tit. LVI, l. 6.

[3] *Instit.*, lib. II, tit. X, §. 6.

testimonio viri [*sic,* viro?] nonquam preferatur, dum tamen vir sit bone conversationis, et honeste, et talis cui fides debeat adhiberi, quia sunt instabiles, et de facili pervertuntur, et convertuntur ad malum. *Versus :*

In testamentis nunquam sit femina testis.

Item mulieres in judiciis, nec possunt pro alio agere, nec alium defendere, nec officium sive vices procuratoris gerere, secundum quod legitur *C. de procuratoribus, l. alienam* [1], ubi dicitur quod alienam suscipere defensionem virile est officium, et ultra sexum muliebrem esse constat; filio itaque tuo [si] pupillus es, tutorem pete. Item mulieres sunt deterioris conditionis quam masculi in tabularum deponere [*sic,* depositione?], quia non debent apud eas deponi, secundum quod legitur *ff. de fide instrumentorum, l.* [*si*] *de tabulis* [2]; et hec est ratio quia minor fides mulieribus quam masculis adhibetur. Item deterioris sunt conditionis quam masculi in intercessione, quia prohibentur pro aliis fidejubere, secundum quod legitur *ff. a* [sic, *C.?*] *senatus consulto Velleiano* [3], nisi in certis casibus, scilicet pro libertate, pro dote, et si renuntiaveri[n]t Velleiano. Item si precium accipiat, ut fidejubeat animo decipiendi aliquem. Item si primo fidejusserit et secundo. Item deterior est conditio mulieris quam masculi in susceptione tutele, quia tutores dari non possunt, secundum quod legitur *ff. de tutelis, l. ultima* [4], ubi dicitur, femine tutores dari non possunt, quia id munus masculorum est, nisi a principe filiorum tutelam specialiter impetrent. Item dicit alia lex, eodem titulo, quod tutela plerumque virile officium est. Item deterior est conditio mulierum quam masculorum, quia neminem adoptare possunt, secundum quod legitur in *Institut. de adoptionibus, l. non solum*, §. *femine* [5], ubi dicitur femine quoque adoptare non possunt, quia nec naturales liberos in potestate sua habent, sed ex indulgentia principis ad solatium liberorum amissorum, adoptare possunt. Item deterioris conditionis sunt mulieres quam masculi, quantum ad dolorem quem sustinent, et paciuntur in partu. Dominus

[1] *Cod.*, lib. II, tit. XIII, l. 18.
[2] *Digest.*, lib. XXII, tit. IV.
[3] *Cod.*, lib. IV, tit. XXIX.
[4] *Digest.*, lib. XXVI, tit. I.
[5] *Instit.*, lib. I, tit. XI, §. 10.

enim maledicit mulieri, sicut legitur in Genesi, dicens : « Multiplicabo « tibi erumpnas, et conceptus tuos, et in dolore pariet (*sic*) filios « tuos. » Non enim est dolor similis dolori mulieris parturientis. Unde dicit Dominus in Ewangelio : « Mulier cum parit tristiciam habet, « quia venit hora ejus; cum autem pepererit puerum, non meminit « pressure ejus, propter gaudium, quia natus est homo in mundum. » Item legitur quod Rachel, pre nimio dolore pariendi, defecit in puerperio. Item dicit Psalmista : « Ibi dolores ut parturientis, in spiritu « vehementis conteres naves Tharsis. » Item mulieres sua frequenter violant matrimonia, et adulterantur, quod est maximum peccatum, et maximum delictum quod multum Deo displicet, et hominibus debet displicere; quia mulieres quandoque concipiunt, et liberos pariunt, constante matrimonio, non ex maritis suis, sed ex alieno cohitu illicito; et ex hoc sequitur quod liberi spurii, et non legitimi, taliter nati, legitimis heredibus suam auferunt hereditatem et successionem, quia liberi qui, constante matrimonio, nascuntur, ex marito procreati et geniti presumuntur, et creduntur; et propter hoc, et alias multiplices causas, jus divinum et positivum adulteros, et adulteras, et adulteria, mirabiliter detestantur, et persecuntur. Unde dicit lex *C. ad legem Juliam, de adulteriis*[1], quod si maritus inveniat aliquem cum uxore sua, de nocte, in rebus Veneris, solum cum sola, nudum cum nuda, quod interficere potest adulterum et adulteram simul, et incontinenti, uno impetu, uno ictu, una ira assumpta; et si persequatur adulterum fugientem tribus diebus et noctibus, dum tamen ad alios actus non divertat, ipsum videtur incontinenti interfecisse, nec propter hoc aliquam penam meretur, quia nox et justus dolor ipsum excusat, et factum suum relevat. Item dicit alia lex, quod solicitatores ali[en]arum nuptiarum, licet suo desiderio potiti non fuerint, nec suum malum propositum ad effectum perduxerint, nichilominus tamen extraordinarie puniendi sunt. Item dicit lex *C. de episcopis et clericis*[2], quod non tantummodo raptores virginum, sed etiam illi qui voluerint et attemptaverint ipsas rapere, licet eas non rapuerint, tamen pro voluntate quam habuerunt puniuntur in jure. Lex autem sic incipit : « Si quis

[1] *Cod.*, lib. IX, tit. IX. Vid. *Digest.*, lib. XLVIII, tit. V, l. 23, §. 4.

[2] *Cod.*, lib. I, tit. III.

« non dicam rapere, sed etiam attemptare. » Item Lucifer cogitavit in corde suo quod poneret sedem suam ad Aquilonem, et esset similis Altissimo; unde in istis tribus casibus predictis, voluntates delinquere volentium ex proposito puniuntur, quod est contra legem *ff. de penis*[1], que dicit quod cogitationis penam nemo meretur. Sed solutionem et contrarietatem istarum legum superius, in titulo *de hiis qui ad accusationem criminum admittuntur,* sum diligenter prosecutus, et propter hoc hic non prosequor. Item in Veteri Testamento mulier in adulterio deprehensa lapidabatur; unde legitur in Ewangelio, quod quidam Judei dicebant Domino, cum esset in mundo, quod quedam mulier erat deprehensa in adulterio, [etc....] Item mulieres publice sunt meretrices, et in locis publicis et communibus constitute, se passim, et indifferenter, et sine delectu, turpiter et inverecunde, omnibus venales se exponunt. De tali publica meretrice dicit lex *ff. de ritu nuptiarum*[2], quod non est sub lege, quia vilitas vite sue indignam fecit eam legis observatione. Item, in *eodem titulo,* dicit alia lex de tali meretrice, quod non est ignoscendum ei, qui obtentu paupertatis turpissimam vitam egit.

[XXXIV.] De clericis, et regularibus, qui debent vitare consortia mulierum.

Ut clerici vitent consortia mulierum cavetur in Canone, LX[X]XI *dist.*, a fine *cap. archidiaconum tuum,* et *cap. quidam clerici,* et *c. feminas etiam* [sic, *non?*] *alias in domo Dei,* et *c. clerici, vel continentes, ad viduas, vel virgines, nisi ex jussu episcoporum vel presbiterorum non accedant*[3]; item *cap. ad reatum episcopi pertinet*[4]. Item quod monachi debent vitare consortia mulierum, cavetur et[iam?] VIII [*sic,* XVIII?], *q.* I [*sic,* II?], in rubro et in nigro[5], neque commatres sibi facere; unde cavetur in Canone, quod monachi cum monialibus habitare non licet, secundum quod ibidem cavetur *c. diffinimus,* et *cap. in nullo loco,* et *cap. monasteria puellarum*[6]; et ne commatres

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. XIX.

[2] *Digest.*, lib. XXIII, tit. II.

[3] *Decret.*, par. I, dist. LXXXI, c. 29, 30, 31, 32.

[4] *Decret.*, c. 33.

[5] *Ibid.*, par. II, caus. XVIII, q. II.

[6] *Ibid.*, c. 21, 22, 23.

fierint monachorum, et ad eas accedere inhibitum est *Infra, eodem, c. pervenit*[1]. Item prohibentur clericis consortia mulierum *Extra., de vita et honestate clericorum, c.* 1[2], et *Infra, eodem titulo,* in multis decretalibus sororibus. Item Salomon in Parabolis, cap. v, a fine capituli, et vi circa principium, docet filium suum vitare consortia mulierum, ubi dicit : « Fili mi, attende sapientiam meam, et prudentie mee « inclina aurem tuam, ut custodias cogitationes, et disciplinam labia « tua conservent, ne intenderis fallatie mulieris; favus enim distillans « labia meretricis, et nitidius oleo guttur; novissima autem illius « amara quasi assintium, [etc. [3]........] »

Item de conditione, vel prima creatione mulieris in statu innocentie, legitur *Gen.* ii : « Edificavit Dominus Deus costam quam tulerat de Adam, etc. » Nota, non multum minoris conditionis fuit mulier viro, quia non facta sunt (*sic*) de capite, ne videretur domina, nec de pede, ne nimis videretur subjecta; sed de costa, ut videretur socia. Sed quoniam mediate adeo fuit debilior, et primo peccavit....., *c. Ecclesiastici* xlii (*sic*) : « Melior est iniquitas viri, quam mulier bene- « faciens. »

De secunda conditione mulieris, quoad propagationem, in duplo est deterioris conditionis viro, que [*sic,* quod?] probatur *Levit.* xii : « Mulier si suscepto semine, etc. » Ibi dicitur : « Pariens masculum « inmunda erit vii diebus; pariens feminam inmunda erit xiiii^cim^ die- « bus; pro masculo purificabitur xxxiii diebus, pro femina...... in « duplo. »

De statu naturali mulieris, dicitur *Levit.* xv : « Mulier que redeunte « mense patitur fluxum sanguinis, etc. » Ibi satis de ista materia.

De statu voluntario, est mulier bona et mala. De bona dicitur *Eccles.* xxxv : « Qui possidet mulierem, bonam inchoat possessionem. » Et paulo ante dicitur : « Et est filia melior filio. » Item est mulier sapiens de [qua] dicitur, *Proverb.* xiiii : « Sapiens mulier edificat domum « suam. » Item *Eccles.* xxvi, mulieris bone beatus vir; » et paulo infra : « Pars bona mulier bona; » et infra : « Gratia mulieris sedule de- « lectat virum suum; » et paulo post : « Gratia super gratiam mulier

[1] *Decret.*, c. 20.
[2] *Decretal.*, lib. iii, tit. i.
[3] Ici se trouvent en entier les chap. v, vi, vii, et en partie le chap. viii des *Proverbes*.

« sancta et pudorata...... » Et *Proverb.* XXXI : « Mulierem fortem quis « inveniet, etc. » Ibi describitur mulier fortis, et bona, fere per totum capitulum. Singulares persone bone, et magis famose, Veteris Testamenti : Maria soror Aaron; *Exod.* XV : « Sumpsit ergo Maria prophe- « tissa, etc.; » secunda fuit Johel, *Judic.* IIII; fuit tercia Ruth, *Rhuth* II; quarta Anna mater Samuelis, I° *Reg.*, 1° *c. d.;* quinta fuit Judith, que Holofernem interfecit, *Judith* XIII; sexta fuit Hester, que populum Domini a morte liberavit, et Amen (*sic*) suspendi fecit, *Hester* VII, *g. et* VIII; septima Abigal uxor Nabat I° *Reg.* XXV.

De mala muliere dicitur *Eccles.* XXV, *f. g.* « Brevis omnis malicia « super maliciam mulieris; » et paulo ante dicitur : « Non est caput ne- « quius super caput colubri, et non est ira super iram mulieris; » et paulo infra de hoc item XXVI *c.* : « Fornicatio mulieris in extollentia « oculorum, et a palpebris ejus, cognoscetur; » et *Proverb.* VI *f.* dicitur : « Precium scorti vix est unius panis; » et *Ecclesiast.* IX *c.* : « Mulier fornicaria quasi stercus in via conculcabitur..... » et satis ibi de hoc. Item, *eodem* XXI *d.* : « Melius est habitare in terra deserta, « quam cum muliere litigiosa. » Item *eodem* XIX *d.* : « Tecta jugiter « pestilentia, litigiosa mulier. » Item *Ecclesiastes* VII *g.* : « Inveni « amariorem mortem muliere..... » Item *Eccles.* : « Virum et mulieres « apos[ta]tare faciunt, et sapientes. » *Sap.* III : « Mulieres eorum, id « est impiorum de quibus paulo ante loquitur, insensate sunt, et « nequissimi filii eorum. »

Qualiter se debet habere mulier ad virum suum, *Eccles.* XXV : « Mu- « lier si primatum teneat, vel habeat, contraria est suo viro. » Item ad *Rom.* VII : « Namque sub viro est mulier, etc. » Item juxta *Pet.* III : « Mulieres subdite sint viris suis, etc.; » et paulo post : « Sancte mu- « lieres sperantes in Deo; » et item..... ad *Cor.* VII : « Propter fornica- « tionem autem, unusquisque suam uxorem habeat. » Ibi fere per totum capitulum describitur modus cohabitationis viri ad mulierem, et mulieris ad virum. Item in *eodem* XI : « Caput mulieris vir. » Item in *eodem* XIIII, *f. g.* : « Mulieres in ecclesiis taceant, etc...... »

De muliere adultera habes *Prov.* XXX. « Talis est via mulieris adul- « tere, quod comedit, et tergens os suum dicit non sum operata « malum. » Item *Ezech.* XVI, *q. d.* « quasi mulier adultera, etc. »

De muliere delicata dicitur *Deuter.* xxviii : « Fuit tenera mulier et « delicata, que super terram ingredi non valebat, etc. »

Item de muliere derelicta, dicitur *Ysa.* liiii. *c.* : « Quia ut mulierem « derelictam, et merentem spiritu vocavit te Dominus. »

Item de muliere menstruosa, *Levit.* xx : « Qui erit cum muliere in « fluxum, etc. » Satis ibi de hoc.

De muliere multivola, dicitur *Eccles.* ix : « Ne respicias mulierem « multivolam. » Ibidem de saltatrice. Item *Ezech.* xxiii : « Ingressi « sunt ad eam quasi ad mulierem meretricem, etc. »

De muliere nequam, dicitur *Eccles.* xlii : « Super mulierem nequam « bonum est signum, etc. »

De muliere fatua, *Proverb.* xi : « Fecit circulus aureus in naribus « suis mulier pulchra et fatua, etc. »

Qui bene consideraret, et diligenter intueretur fetorem, et immundiciam, et incommoda plurima luxurie, nonquam consortia mulierum affectaret, sed earum frequentiam, et noticiam, et societatem, modis omnibus evitaret. Item ea que dicuntur et leguntur de natura et conditione mulierum non tantum habeamus a sacris Scripturis, sed a philosophis et poetis, et satyris, et gentilibus, qui ante nativitatem et adventum Jhesu Christi multa predixerunt de statu et natura et conditione mulierum; secundum quod ex verbis, et ex versibus eorum sequentibus, evidenter apparet. Unde dicit Juvenalis :

Semper habet lites alternaque jurgia lectus
In quo sponsa jacet. . . . .

Idem :

Nulla fere causa est in qua non femina litem
Moverit. . . . .

Versus magistrales :

Femina fax Sathane, fetens rosa, dulce venenum,
Balsama sero serens, mane venena ferens,
Urit in affectu, velut anxia vexat in actu;
Inficit et fetet, quando patratur opus.
Semper prona rei que prohibetur ei;
Mobilis est mentis mulier cito flexa ferentis (*sic*)
Est blandimentis; quia par est femina ventis.

Ovidius :

Spectatum veniunt, veniunt spectentur et [*sic*, ut?] ipse,
Et nichil est quod se dedecuisse putant.

Juvenal :

Prodiga non sentit pereuntem femina sensum.

Idem :

Intolerabilius nichil est quam femina dives.

Idem Geta :

Morte viri cupiunt animam servare catelle.
Femina vult sudare suos, didicitque jubere ;
Pena tenet famulos, innovat illa cutem.....

Ovidius :

Decipimur cultu ; gemmis, auroque teguntur
Omnia ; pars minima est ipsa puella sui.....

Ovidius, in Arte :

Forte erat in thalamo virgo regalis, etc......

Item :

Viribus illa quidem vita [*sic*, victa?] est, si credere oportet ;
Sed voluit vinci viribus illa tamen.
Pulcrius esse putant vi perdere virginitatem
Dicere quam de me fac modo velle tuum......

Marcial :

Milo dominum [*sic*, domi non] est; pro egre [*sic*, peregre] Milone profecto
Arva vacant; uxor non minus inde parit.
Cur sit ager sterilis? Cur uxor fertilis? Edem [*sic*, Edam].
Milo quo fodiat [*sic*. Quo fodiatur ager?] non habet, uxor habet.

Et alibi :

Femina corpus, opes, animam, vim, lumina, vocem
Destruit, adnichilat, necat, eripit, orbat, acerbat.

Item Juvenal [*sic*, Horatius] :

Non missura cutem ut [*sic*, nisi?] plena cruoris yrudo ;

id est sicut yrudo totum sanguinem exhaurit a membro in quo ponitur, donec plena sit, et inflata; sic mulier hominem sibi familiarem bonis omnibus pro posse suo spoliat, et eum reddit pauperem et me[n]dicum. Item,

> Et lassata viris nunquam saciata recessit.

Unde Salomon ad idem dicit : « Quod tria sunt insaciabilia, cor hominis, infernus, et os vulve. » Item legitur quod vinum et mulieres faciunt apostatare sapientes. Item in *Osee* : « Fornicatio, vinum et « ebrietas, auferunt cor. » Item Ovidius :

> . . . . Casta est quam nemo rogavit.

Item dicit lex quod momentanee sunt voluntates mulierum, et frequenter laborant contra propriam utilitatem. Item mulieres naturaliter plene sunt avaricia; unde dicit lex, quod avarissimum est genus mulierum...... Item legitur de innocentibus : « Hii sunt qui cum mu- « lieribus non sunt coinquinati, virgines enim sunt, et secuntur « agnum quocumque ierit. » *Versus* :

> Instabiles, fragiles, fallaces, corpore vires [*sic*, viles?]
> Absque fide, multe mulieres, undique stulte,
> Vivunt per mundum, quem nolunt vivere mundum.
> Femina multorum fuit, ac est, causa malorum ;
> Multos decepit, et ab Eve tempore cepit,
> Cujus Adam verbis, pomum dum sumpsit, adhesit,
> Humanumque genus enormiter undique lesit.
> Hoc vicium viget, et viguit, semperque vigebit ;
> Imperium mulier habet in fatuos, et habebit,
> Indeque proveniunt mala plurima, sepeque fiunt.

Propter amorem et deceptionem mulierum proveniunt rixe, nascuntur invidie, rancores, et homicidia, proceditur ad verba turpia, post hec ad verbera, frequenter ad prelia, et ad homicidia, item et ad spolia; quia fatui homines luxuriose vivendo substantiam suam omnem devorant, et consumunt, eam fatuis mulieribus, sicut legitur de filio prodigo, largiendo, seipsos bonis omnibus spoliando. Legitur

enim quod Elena quam Poras (*sic*) rapuit, fuit occasio destructionis trojane civitatis, que, sicut legitur de Ninive, magna erat itinere trium dierum. Hec erat maxime nobilitatis et fame et nominis, et in ea vigebat maxima milicia, a qua venerunt et originem habuerunt Romulus qui civitatem remensem fundavit [1], et creavit, et Anthenor qui paduanam civitatem condidit, et in ea corpus et reliquie sue sepeliuntur; unde quidam versus in suo monumento continetur qui sic incipit :

Hic jacet Anthenor, paduane conditor urbis;

et quasi infiniti milites, in armis strenui, nobiles, et potentes, a Troya venerunt, et per universum orbem dispersi fuerunt. Item, sicut supradictum est Eva decepit Adam. Item Salomon propter amorem et deceptionem mulierum, cui Dominus perfectam dederat sapientiam, apos[ta]tavit, et a Deo recessit, et ydola tanquam fatuus ado-

[1] Drogon fait encore allusion à l'origine troyenne de la ville de Reims, dans une pièce de vers qui se trouve ms. H, 645-649, fol. 25, et que nous donnerons ici parce qu'elle contient, sur les habitudes de notre cité, des données un peu plus certaines que celles qui concernent son origine :

De usuris et usurariis remensibus.

Romulus et Remus, in scriptis sicut habemus,
Edificaverunt Romam, Remis, atque fuerunt
Fratres, Trojani, gentiles, atque prophani.
Ex ipsis nomen urbs utraque sumpsit, et omen.
Communis patria Remis est, et Roma secunda,
Que nimiis viget in vitiis, in eis oriunda.
Sunt ibi raptores, predones, deteriores
Quam sint viventes alibi; bonitate carentes,
Numquam divinis, sed usuris atque rapinis
Nocte, dieque, vacant, iram Domini neque placant,
Non intendentes Domino, nec eum metuentes.
Divitiis, veneri (?), sunt expositi, misereri
Nec querunt miseri sibi, nec dominum revereri,
Nec veniam querunt; reprobi sunt, atque fuerunt.
Par Remis est Ninive. Jonas ex parte Dei : « Ve
« Tu subverteris, cui dixit, et ut crucieris. »
Tunc Ninive flevit cum rege suo, requievit
A viciis, et penituit, Dominoque rogavit
Devote veniam. Tunc omnipotens revocavit
Iram quam corde conceperat; et sine sorde
Tunc Ninive vixit, et ei Dominus benedixit,
Atque pepercit ei. Sed Remenses Pharisei
A Domino, crescunt in criminibus, requiescunt
In vitiis, stabiles mala cuncta sequendo senescunt,
Semper delinquunt, Dominum sine fine relinquunt
Luciferi more; Domini cessante timore,
Sacrificant Sathane, quasi mentis non bene sane.
Excoriant inopes, humilesque bonis spoliantes
Cothidie vivunt; extremaque non memorantes
Eterne vite sunt immemores. Ninivite
Sic non fecerunt, quia statim penituerunt.
Isti Remenses viventes et morientes
In tenebris Baratri descendunt turpiter atri.
Articulos fidei male servant, ut Pharisei;
Corpora credentes, animasque, velut Saducei,
Prima morte mori. Sed concilio meliori
Ex nunc ducantur, ne sic miseri moriantur.
Regna[n]t ubique Remis, et in omnibus, absque timore,
Quamvis divino multo reprobentur ab ore,
Et omni jure solvi prohibentur, usure
Regnant; Remenses tamen illas accipientes
Solvere nolentes compellunt, convenientes,
Nec peccare putant tantum facinus facientes.
Quorum prelati, quod agant mala tot pacientes,
Ipsos peccantes in nullos (*sic*) corripientes,
Cum Sathana vivunt, mala multa futura merentes;
Prelati tales, in nullo spirituales,
Omnibus exosi fore debent, ac onerosi
Omnibus apparent, et bonitate carent .....

ravit. Item David qui fuit eximius prophetarum, Uriam prepositum et ministrum suum, propter uxorem suam, fecit interfici; unde genuit Salomonem ex ea que fuit Urie. Item Johannes Baptista arguebat Herodem et Herodiadem de crimine incestus, et adulterii, propter quod Herodias ab Herode fecit eum decollari. Item Daulida (*sic*) decepit Sansonem qui fortissimus erat super omnes, quia per adulationem et sua falsa blandimenta revelavit ei Sanson quod vires sue maxime a Deo sibi date, in capillis suis consistebant, et ipse obdormivit per deceptionem et fallatiam Daulide in gremio suo, et Sansoni dormienti capillos rasit, et abstulit, et per consequens Sansonem fortitudine sua privavit ac spoliavit...... Item Gezabel uxor Achas regis persuasit marito suo quod faceret interfici Naboth..... Mulieres volunt super omnes dominari, et exaltari, et superesse, et preesse, nisi eis viriliter resistatur. Sed rex Assuerus qui habebat reginam uxorem nomine Vasthi non pepercit ei, immo contumatiam suam et superbiam punivit...... Unde dicit Dominus : « Injusti punientur, et semen impiorum peribit. » Item : « Existimasti quod eram tui similis; arguam te, et statuam contra « faciem tuam. » Item : « Convertantur peccatores in infernum, et « omnes gentes qui obliviscuntur Deum..... » Item de peccatore legitur in *Apocal.* : « Quantum fuit in deliciis, et glorificavit se, tantum date « ei tormentum et luctum..... » Item jura civilia, et canonica, volunt quod delicta puniantur. Unde dicit lex, quod multis [*sic*, malis?] gressantibus, opus est exemplum (*sic*). Item dicit alia lex, quod expedit reipublice ne maleficia remaneant impunita. Item dicit lex : « Hoc edictum proposuit pretor ut metu unius pene alii [de]terreantur « a delictis. » Item princeps mandat presidi provintie : Non permittas nocentes vivere.

Supra dictum est quod consortia mulierum, et frequentia, et loqua in quibus conversantur et morantur sunt modis omnibus fugienda, quia frequenter multa pericula generant animarum; prohibetur enim clericis, et aliis uxores non habentibus, luxuria, et per consequens omnia illa prohibentur per que ad luxuriam pervenitur; secundum quod dixit lex quedam : « Et si nuptie prohibentur, et per consequens spon« salia, quia per sponsalia pervenitur ad nuptias. » Item dicit alia lex : « Sinendo tibi mansipium ea lege ne prostituatur, non potes ipsum

« prostituere sub specie viri [*sic,* vini?] ministrandi in popina vel in « taberna.... ; » unde ex istis duabus legibus colligitur evidenter, quod quid consequi directe non potest, nec indirecte. Quamvis autem illa loca prohibeantur generaliter in quibus mulieres possunt videri et videre, tamen illa multiplici ratione prohibentur specialiter, in quibus choree ducuntur; et quia choree sunt occasiones multorum malorum, propter hoc a Sacris Scripturis prohibentur; unde dicit Augustinus quod melius esset in die[bus] dominicis arare, et fodere, quam choreas ducere. Unde legitur in *Exodo* XIII, 2, quod cum appropinquasset Moyses ad castra, vidit vitulum, et choros; iratusque valde projecit de manu tabulas, et confregit eas ad radicem montis; deinde, assumptis secum filiis Levi, interfecit tria milia...... Item de ornatu mulierum, in *Visione Johannis* continetur, quod ornatus mulierum est quedam preparatio ad hoc quod Dyabolus cum eis incedat et Deum in eis impugnet. Unde sicut dicit Propheta de Domino, quod ipse posuit Jherusalem equum glorie sue in prelio, *Zach.* X; sic Dyabolus facit de talibus mulieribus. Sequitur : « Et super capita eorum tanquam « corone similes auro ; » hoc pertinet ad ornatum quem habent tales mulieres in capitibus, et insinuatur quod ornatus quos iste mulieres deferunt in capitibus suis, quos acquisierunt a suis amasiis, sint quasi corone pro multiplici triumpho quem habuit per eas Dyabolus de filiis Dei. Sic solent instru[ct]i milites in torneamentis, in capitibus equorum suorum ponere coronas de floribus. Sequitur : « Et facies « earum sicut facies hominum ; » sicut facies hominum dicit, et non : Facies hominum, propter mulieres que se depingunt, quarum facies sunt sicut larve sub quibus latent facies naturales quas Dominus eis dedit, que sunt palide ; ad quas facies pertinet quod dicit Jero[nimus?] : « Qua fiducia, inquit, erigis ad celos vultus quos conditor non « agnoscit? » Sequitur : « Et habebant capillos, sicut capillos mulierum. » Hoc dicitur propter illas que deferunt crines a mortuis mulieribus abscisos, qui non sunt capilli mulierum, quia mortuarum nec sunt, quia ab eis abscisi sunt, nec earum sunt qui eos deferunt, sicut uve non sunt spinarum, etsi eis alligantur; et mirum est quomodo mulieres non timent deferre capillo[s] mulierum mortuarum, et habere eos de nocte ad caput suum; sed verisimile est quod Dyabolus hanc audatiam procurat

eis cujus signum est quod ipse timerent camisiam, vel aliam vestem mulieris mortue; de capillis vero non timent de quibus videtur magis esse timendum. Sequitur : « Et dentes earum, sicut dentes leonum. » Hec pertinent ad rapaucitatem mulierum ad quod pertinet quod legitur *Eccles.* IX : « Ne respicias mulierem multivolam, tot enim volunt « ab amatoribus suis quod mirum est. » Sequitur : « Et habebant lori« cas, sicut loricas ferreas. » In hoc insinuatur incorrigibilitas earum, sicut enim in lorica non potest una macula separari ab alia, sicut non potest eis persuaderi ut unum de ornamentis suis dimittant, et vox alarum earum sicut vox curruum multorum equorum currentium in bello; sicut exercitus magnus solo tumultu hostes fugat quandoque et devincit, et clamore aves volantes cadere facit, sic exercitus dyabolicus ob reatum solis irrisionibus et clamoribus suis devincit bonos, et qui habebant pennas virtutum a sublimitate vite inchoate cadere facit. Quod dicitur alarum, pertinet ad velocitatem quam habent in discurrendo. Quod dicitur curruum, pertinet ad tumultum quem faciunt. « Et habebant caudas similes scorpionibus, et aculei erant in caudis « earum. » Ad hoc referendum est quod mors eterna est finis voluptatum earum, vel ad hoc quod ad mortem culpe homines pertrahunt. Sequitur : « Et potestas earum nocere hominibus mensibus V. » Hoc potest referri ad hoc quod a Pascha usque ad auptunnum precipue nocent choree ecclesie Christi; sicut enim reges tempore isto solent ad bella procedere ut hostibus suis auferant quod in hyeme labore acquisierunt, sic Dyabolus quam cito est Pascha aggregat exercitus chorearum, et aufert ecclesie quod congregavit in Adventu et XL[a]. Sequitur : « Et habebant regem super se, scilicet angelum Abyssi. » Dyabolus enim regit eas, cui nomen ebraice Abadon, grece autem Appolloon, et latine habens nomen Exterminans... Merito vocatur exterminans Dyabolus temptans homines per mulieres, quia per eas in hoc exilio sumus... Item prohibentur choree cum aliis rationibus supradictis, quia per tactum, et visum, et per colloquium mulierum, et per ornatum fallacem, et per pulchritudinem mulierum, frequenter simulatam et non veram, homines ducentes choreas cum mulieribus, instigante Dyabolo, temptantur, et decipiuntur, et hec omnia sunt incentiva libidinis, et preparatoria ad peccatum luxurie perpetrandum. Item Salomon dicit :

« Mulierem fortem quis inveniet? » Unde Salomon in verbis istis innuit quod pauce mulieres, et Deum timentes, inveniuntur.

Ea autem que supradicta sunt de natura et conditione mulierum sufficiant ad presens. Verumptamen ne mulierum offensam et indignationem incurram, quedam ad excusationem meam propono, quoniam illa que de mulieribus superius recitavi, nec adinveni, nec a me ipso habeo, nec habui, sed in Sacris Scripturis, et in verbis philosophorum, satirorum, et poetarum, et gentilium repperiuntur, et leguntur; quia michi multum placet, et ex toto corde desidero, et omnibus bonis viris et justis placere debet, quod omnis laus et honor et reverentia bonis mulieribus, et honestis, et Deum diligentibus et timentibus ab omnibus in regione qualibet exhibeatur. Nos autem frequentiam et consortia fatuarum mulierum que se rebus Veneris inverecunde exponunt, et inhoneste vivunt, modis omnibus, et omnia peccata mortalia que militant adversus animas fugiamus; quod ille nobis concedere dignetur cujus majestas, et imperium, et potestas, ubique terrarum, super omnes creaturas, dominatur, et per omnia seculorum seculo dominabitur, et regnabit. Amen.

[SUMME DE OMNI FACULTATE

PARS SECUNDA.]

(Bibl. de Reims, ms. H, 644-648, fol. 66-86, 111-117 et 206-216.)

[I.] De officio judicis quod loco actionis proponitur.

Explicavimus per Dei gratiam per ordinem arborem actionum, secundum quod dominus Jo. tractavit, per ordinem ponendo naturas omnium actionum, ponens actoris et rei libellos et questiones, vetando [*sic,* notando?] in quibus libelli reprobentur et in quibus debeant approbari. Tractavimus etiam de multis actionibus de quibus dominus Jo., in *arbore actionum,* non fecit aliquam mentionem. Verum quia multa sunt jura que licet non sicut [*sic,* sint?] actiones, sicut est officium judicis, bonorum possessiones, senatus consulta (*sic*), ideo de illis tractavimus, quia fere operantur idem quod operantur alie actiones; post certamina judicii, usque ad finem singulariter prosequimur. Sed licet officium judicis latissimum sit, et ad multa possit extendi, tamen hoc de officio judicis dicimus, quod loco actionis propositum.

Questio. Ecce [*sic,* Queritur?] in primis cum officium judicis sit latissimum, *ff. de jurisdictione* [et] *officio judicis, l.* 1 [1], et ad multa extendatur, an sit actio? Dominus M., et sui sequaces, admittunt sic; ex hiis rationibus hec probant.

In primis quia idem operatur officium judicis quod actio; ita enim concipiam li[tem] proponendo officium judicis, et ita etiam consequitur condempnatio in multis casibus..... Item actionis verbo officio [*sic,* officium?] judicis continetur, quia continentur stipulationes dampni infecti, et legatorum, que solo officio judicis interponuntur, et petuntur interpositioni, ut notatur supra in speciali rubrica *de dampno infecto* [2], et *de pretoriis stipulationibus* [3], et *ff. de accusationibus et ob actionis* [sic, *obligationibus?*] [4]. Item dicitur *ff. de rei vendica-*

[1] *Digest.*, lib. II, tit. I.

[2] *Ibid.*, lib. XXXIX, tit. II.

[3] *Digest.*, lib. XLVI, tit. V.

[4] *Ibid.*, lib. XLIV, tit. VII.

tione, l. 1ª, §. 1 [*sic, 2?*] [1], quod per rei vendicationem directam filii non petuntur, sed aliis actionibus, puta accusatione [*sic*, cognitione] pretoria, id est officium (*sic*) judicis. Item lex dicit, quod si alia actio superest, actio de dolo non datur. *C. de dolo* [2]; *ff. de dolo, l.* 1, §. *idem Pomponius* [3]. Ergo officium judicis est actio.

Cum B., et domino Jo., et domino M., visum est quod officium judicis non sit actio; et in primis probant ex diffinitione actionis, nam actio est jus persequendi in judicio quod michi debetur; *Inst. de actionibus*, §. 1 [4]; quod in officio judicis non est. Item inducitur *ff. de mino*[*ribus*], *l. ult.* (sic), §. [5]. Ex hoc edicto nulla proprie proficiscitur actio, sed totum hoc pendet ex pretoris cognitionibus; et certum est quod minoribus datur restitutio officio judicis; nec obstat ar[gumentum].... : Opperatur officium judicis quantum et actio; ergo est actio, non sequitur; nam et ratihabitio operatur quantum mandatum, *C. ma*[*ndati?*] *l. ult.* (sic) [6], non tamen est mandatum, quia ex ratihabitione oritur actio negocii, *ff. de negociis gestis, Pomponius* [7]; si negocium ex mandato oritur, mandati actio : *ff. mandati, si procuratorem*, §. *mandati actio* [8]. Item nec obstat quod actionis verbo continetur officii judicis verbum(?) si actio largissime accipiatur; si autem stricte, non est simile; actio ut [*sic*, in?] rem dicitur actio generaliter; stricte autem non est actio, quia agimus cum eo actione in rem qui nullo jure est nobis obligatus. *Inst., de actionibus*, §. 1 [9], et *ff. de accusationibus et obligationibus*... [10]. Nec obstat eciam quod oponitur de dolo, *ff. et* [sic, *de?*] *dolo l.* 2 [11]; *ff. de mino*[*ribus?*], *vi cause* [sic, *viginti quinque?*] [12] ubi dicitur : Et si alia actio, etc., quia ibi fit simplex relatio; ut : Ibi crucifixus est Jhesus, et alii duo nequam cum eo, ipse tamen non fuit nequam. Et alibi dicitur : Eadem mulier que dampnavit, salvavit; et eadem herba est in meo horto qui [*sic*, que?] est in tuo; et hoc eciam per jura liquet; qui semel accusationem (?) proponit, et aliud ei anni spacium indulgetur, non tamen predictus annus....

[1] *Digest.*, lib. VI, tit. I.
[2] *Cod.*, lib. II, tit. XXXI.
[3] *Digest.*, lib. IV, tit. III, l. I, §. 5.
[4] *Instit.*, lib. IV, tit. VI.
[5] *Digest.*, lib. IV, tit. IV, l. 24.
[6] *Cod.*, lib. IV, tit. XXXV.
[7] *Digest.*, lib. III, tit. V, l. 9.
[8] *Ibid.*, lib. XVII, tit. I, l. 8, §. 6.
[9] *Instit.*, lib. IV, tit. VI.
[10] *Digest.*, lib. XLIV, tit. VII.
[11] *Ibid.*, lib. IV, tit. III.
[12] *Ibid.*, lib. IV, tit. IV.

Questio. — Si tu queras quare officium judicis non sit actio? Respondeo quia illud imploro pro singulis causis pro quibus habet locum. Ita dicemus : recurro ad domini refugium, ad ultimum auxilium, ad emendicatum suffragium, et est de potestate judicis denegare michi, vel concedere; ac [*sic,* at?] quando actionem propono, propono auxilium michi competens de persona mea, non aliunde. Unde sive velit, sive non, oportet quod judex, tanquam mercenarius domine sue, actioni me[e] deserviat; *C. de petitione, l.* 4[1]; *ff. de rei vendicatione, l. officium,* et *l. qui restituere*[2]; *ff. quod metus, metum,* §. *ex hoc edicto*[3]. Item vide absurdum quod sequeretur si officium judicis esset actio, quia jam ipsum sibi serviret, cum officium teneatur servire actioni, ut dictum est. Videamus ergo singulos casus, et collocemus eos sub singulis rubricellis, ubi locum habeat [et?] proponatur inter [*sic,* intentatio?] actionis, ut evidentior pateat intellectus. In primis videamus quo casu intentetur pro alimentis, cum causa alimentorum sit favorabilis; *C. de fideicommissis l.* 1[4]; *ff. de transactionibus, cum hii*[5]. Item quomodo officium judicis, cum sit sub[si]diacum auxilium, deservit actioni, ut dixi, §. *exprobatur, ff. ma[ndati?], l.* 1[6]; *l. denique,* §. 1, *ff. familie herciscunde*[7]; et puto officio judicis de eo quod certo loco ait utique §. *nunc de officio,* et §. *de actione..... de officio judicis* (?). Quare ergo intitulatur rubrica specialis *de officio judicis?*[8] Respondeo quare officium judicis altissimum est, et ideo sapientissimum; non dicitur longissimum, quia vix longuum invenies sapientem, juxta Salomonem......

Questio. — Queritur quomodo officium judicis serviat actioni? Responsio. Deservit quia nisi officium judicis deserviret ut [*sic,* nec?] actio posset intentari, nec in causa procedi, nec in ea pronuntiari, nec mandari executioni; nam parum esset jura in urbe constituta esse, nisi essent constituti qui jura deffenderent, *ff. de origine juris, l.* 2, §. *post originem*[9]; et sic in omnibus casibus illis ubi officium judicis proponitur loco actionis.....

[1] *Cod.*, lib. III, tit. XXXI.
[2] *Digest.*, lib. VI, tit. I, l. 9 et 68.
[3] *Ibid.*, lib. IV, tit. II, l. 9, §. 7.
[4] *Cod.*, lib. VI, tit. XLII.
[5] *Digest.*, lib. II, tit. XV, l. 8.
[6] *Digest.*, lib. XVII, tit. I.
[7] *Ibid.*, lib. X, tit. II.
[8] *Ibid.*, lib. II, tit. I.
[9] *Ibid.*, lib. I, tit. II, l. 2, §. 13.

[II.] De officio judicis quando (?) alimenta petuntur.

Cum alimenta petantur officio judicis, videamus inprimis que sunt persone que possunt et debeant petere alimenta, et a quibus personis alimenta petantur. Ecce filius petet alimenta a patre, sive emancipatus nepo[s] ab avo, pronepos a proavo, et sic de ceteris per virile sexum ascendentibus et descendentibus. Item filius a matre, maxime si sit vulgo quesitus. Item et hii petunt alimenta pater a filio, avus a nepote, proavus a pronepote, mater a filio; hec probantur *ff. de agnoscendis liberis a patre, l.* 1 *et* 2 [1]. Item nepos ab avo materno; item filia a patre, *ff. de agnoscendis liberis, si quis a liberis*..... [2]. Duobus igitur modi[s] nati filii petunt alimenta : si sunt nati ex legitimo matrimonio, vel ex concubina unica, et in domo. Ceterum si ex dampnato coitu qui appellantur illiniti [*sic,* illiciti?], puta nascuntur ex amasia cum habeat quis uxorem, puta nascitur [*sic,* nascuntur?] quia contraxisti matrimonium cum aliqua consanguinea, vel est filius sacerdotis, istius enim [*sic*, istiusmodi?] alendi non sunt; ut in *Auten., quibus modis naturales efficiuntur,* §. *si quis, coll.* VII..... [3]; et si aliquis autem habuit filios legitimos, illi soli succedent, etiam patri viventi, et sui juris efficiuntur. Alere tamen patres debent..... ut in *Aut., de incestis inutil. stip. nup., coll.* IIII [sic, *de incestis et nefariis nuptiis, coll.* II?] [4]. Naturalis ergo filius....., puta natus ex concubina quam habuit unicam et in domo....., petet alimenta a patre, et pater ab eo petet alimenta, etiam a fratre suo legitimo, et naturali, si superest......

Queritur quomodo filius petet alimenta a patre et matre, sicut superius dictum est? Item quo[modo] nepos [a?] proavo? Ab omnibus ergo simul alimenta petentur? *Responsio.* Ita intelligas quod filius petet alimenta primo a tempore [*sic,* a patre?]. Ceterum si pater non superest, vel superest...... pauper, tunc a matre. Item in avo, et proavo; arguit in *Auten., ut liceat matri et avie,* §. *illud quoque, coll.* VII, (sic) [5]..... Utroque existente, et eodem tempore, petet filius alimenta ab utroque, sed diversis temporibus; a matre petet usque

[1] *Digest.*, lib. XXV, tit. III.

[2] *Ibid.*, l. 5.

[3] *Auth.*, coll. VII, tit. I, nov. LXXXIX, c. 6.

[4] *Auth.*, coll. II, tit. VII, novel. XII, ou coll. IV, tit. I, novel. XXII.

[5] *Ibid.*, coll. VII, tit. XVIII, nov. CXVII, c. 7.

ad triennium..... *C. de patria potestate, nec filium* [1]; sed plerique pendentes [*sic,* prudentes?] notaverunt quod etiam infra triennium, donec est penes matrem, quod alatur expensis patris, quod pater dabit alimenta matri, sicut daret nutrici; modica tamen impendia, sicut lactis...., patri non imputantur. Ita etiam intelligit dominus meus (*sic*), et audivit *l. ff. de liberis agnoscendis, si quis a liberis,* §. *si mater* [2]; et intellige constante matrimonio; secuto devortio, aliter alimenta prestantur; nam si pater causam devortii prestiterit, et mater ad secundas nuptias non venerit, apud matrem aletur, patris tamen impensis; idem et e contra, nisi forte pater vel mater sit pauper, tunc enim a divite petet alimenta, et apud eum morabitur; in *Auct., ut liceat matri et avie,* §. *illud quoque, coll.* IX (*sic*) [3]; *ff. de agnoscendis liberis, l. ult.* [4]. Item queritur quod dicitur, quod avus maternus cogatur alere nepotem ex filia, *ff. de liberis agnosc., si quis a liberis,* §. *item divus pius* [5]? Arguit *ff. eod. tit., l. peneult.* [6], ubi dicitur, quod honus liberorum qui nascuntur ex femina, ad onus avi materni non pertinent....; patrem enim tamen respicit honus alimendorum (*sic*) que filiis exhibenda sunt.... *ff. herciscunde, si filia,* §. *si filius,* et *l. si maritus* [7]. *Responsio : Lex* [*pene*]*ult. ff. de liberis agnosc.* [8] tollit contrarium, nam ita dicit : Non quemadmodum masculinorum [liberorum nostrorum liberi] ad onus quos [*sic,* nostrum] pertine[n]t, ita et [in?] feminis [est]; nam quod filia parit, non avo parit, sed patri suo, et marito suo, esse homo [*sic,* honeri?], nisi pater aut superstes, aut egenus sit. Item petit alimenta patronus a liberto; *ff. de liberis agnosc., solent* [9]. Item liberi patronum petent alimenta a liberto, si dives sit in predicta *l.,* §. *si libertum.* Item pater et mater patroni, si patronus et filii ejus non supersunt, petent alimenta a liberto, si dives sit, et ipsi pauperes, ut in predicta *l.,* §. *ult.* Si enim filii patroni et nepotes supersunt, et divites sint, primum ab illis sunt alimenta petenda; sed licet patronus petat alimenta, a liberto tamen liberti non petet; *ff. de agnosc. liberis, l. si quis a liberis,* §. *si quis*

[1] *Cod.*, lib. VIII, tit. XLVII, l. 9.
[2] *Digest.*, lib. XXV, tit. III, l. 14.
[3] *Auth.*, coll. VIII, tit. XVIII, nov. CXVII, c. 7.
[4] *Digest.*, lib. XXV, tit. III.
[5] *Ibid.*, l. 5, §. 5.
[6] *Digest.*, l. 8.
[7] *Ibid.*, lib. X, tit. II, l. 20 et 46.
[8] *Ibid.*, lib. XXV, tit. III, l. 8.
[9] *Ibid.*, l. 5, §. 18.

a liberti liberto [1]; et est argumentum quod vasallo vasalli mei fidelitatem non petent [*sic*, petam?]. Item libertus a patrono petet alimenta, *ff. de liber. agnosc., alimenta* [2]; et sic hiis argumentis dico dominum petere alimenta a vasallo, vasallum a domino; in bonis enim vasalli et liberti superstiti[s], nullum [est?] commune jus quo alimenta habeat patronus, vel ejus filius, nisi in summam deducentur egestatem, *ff. eod. tit., l. ult.* [3]. Item petet alimenta pupillus a tutore..... Item petet alimenta uxor a marito; sed lex modificat secundum quantitatem dotis..... Item petet alimenta patronus ecclesie a prelato ecclesie, ut *Extra. de jure patronatus, c. ult.* [4]. Item petet alimenta ille qui donat..... Omnes autem predicti petent sibi alimenta procurari officio judicis. Unde ut locum habeat petitio alimentorum in persona filii, vel patroni, vel aliorum, oportet quod ista interveniant:

In primis quod non neget illum filium, vel libertum; si enim neget, non dabit alimenta, antequam constet illum esse filium, vel libertum. De hoc summatim fiet cognitio, si sit filius, *ff. de agnosc. liber., si quis a liberis, §. si vel parens,* et §. *solent* [5].

Questio. Sed nunquam pater poterit negare illum esse filium? Certe si hoc esset, nunquam pater daret filio alimenta, quia semper per hanc exceptionem opponet : Non es filius. *Responsio :* Non semper pater potest negare, nam si maritus continue steterit cum uxore, et fuit in possessione filiationis, licet pater neget illum filium, nichilominus tamen dabit illi alimenta, *ff. de liber. agnosc., si quis a liberis, §. si constiterit,* et *l. si quis neget* [6].....

Secundum quod ille qui petit alimenta non sit sibi sufficiens.....

Tertium quod illa persona qui (*sic*) petit alimenta, licet pauper sit, sit infirma; si enim esset in bona valitudine quod posset operari, et operis sibi sufficere, alimenta prebenda non sunt.

Quartum cum [*sic*, quod?] persona illa que petit alimenta non detulisset illam personam a qua petit alimenta; *ff. de agnosc. lib., si quis a liberis, §. idem judex* [7]; quam dilationem (*sic*) intelligimus,

[1] *Digest.*, § 22.
[2] *Ibid.*, l. 6.
[3] *Ibid.*, l. 9.
[4] *Decretal.*, lib. III, tit. XXXVIII.
[5] *Digest.*, lib. XXV, tit. III, l. 5, §§. 8 et 18.
[6] *Ibid.*, l. 7.
[7] *Ibid.*, lib. XXV, tit. III, l. 5, §. 11.

si gravia dispendia persona declara [*sic,* delata?] sustinuit, ut in *Aut., ut cum de appellatione cognoscitur, coll.* VIII, §. *si delator* [1].

Quintum quod persona que petit alimenta non fuit ingrata, *C., de alendis liberis, l. ult.* [2].

Sextum quod illis personis alimenta a quibus petuntur supersit, et illis personis que petunt desit; si enim michi desit, et cui a quo peto nichil superest, nichil dabit, *ff. de agnosc. liber., si quis,* §. *penult.* [3]......

Item queritur quid nomine alimentorum contineatur? *Responsio.* Continetur victus, vestimentum, calceamentum, habitatio, aqua etiam si unus [*sic,* vivit?] in partibus illis ubi aqua vendi solet, *ff. de alimentis et cibariis, l.* 1 [4].....

Septimum si patronus petit alimenta, non sit patronus manumitens ex causa fidei.... Item quod patronus sit qui non accusavit libertum crimine capitali, *ff. de agnosc. lib., si quis a liberis,* §. *si quis a liberti liberto* [5].

Item queritur, nonne, si sunt alimenta legata, vel constituta inter vivos, petentur? Item nonne si do tibi rem ut michi annua alimenta prestes, petam alimenta? *ff. de alimentis vel cibariis, l. per totum* [6], et *ff. de transactionibus, cum* VII [sic, *cum hii?*] [7], *c. de fideicommissis, l.* 1 [8]..... Item si dono tibi omnia jura mea [et?] bona, nonne a te peto alimenta? Videtur quod sic.....

[III. De] officio judicis quando restitutio datur minori.

Subsequenter videamus de officio judicis, quod [*sic,* quando, et?] quo loco principalis actionis remunitio [*sic,* restitutio?] datur minori; *ff. de minoribus, l. quod si minor,* §. *ult.* [9]; nam de officio judicis quando restitutio datur minori vidimus et diximus supra in trac[ta]tu pretoriarum de retissoria (*sic*) [10].......

[1] *Auth.,* coll. VIII, tit. XVI, novel. CXV, c. 3, §. 7.

[2] *Cod.,* lib. V, tit. XXV.

[3] *Digest.,* lib. XXV, tit. III, l. 5.

[4] *Ibid.,* lib. XXXIV, tit. I.

[5] *Ibid.,* lib. XXV, tit. III, l. 5, §. 22.

[6] *Digest.,* lib. XXXIV, tit. I.

[7] *Ibid.,* lib. II, tit. XV, l. 8.

[8] *Cod.,* lib. VI, tit. XLII.

[9] *Digest.,* lib. IV, tit. IV, l. 24, §. 5.

[10] A dater d'ici notre manuscrit devient tellement rempli de fautes grossières et de citations controuvées, que nous avons renoncé à le reproduire. Nous avons pensé

[IV.] De officio judicis quando petitur satisdatio nomine dampni.

. . . .

[V.] De officio judicis quando petitur satisdatio de legato prestando legatio (*sic*) ab herede.

. . . .

[VI.] De officio judicis quando consulitur patri contra filium qui obedire ei recusat.

. . . .

[VII.] De officio judicis quando datur [*sic*, domini a?] vasallis et colonis questiones et locationes, non [*sic*, vel?] plus quam debeant habere, exegerint.

Frequenter contigit quod domini a colonis, seu vasallis, exiguant plus quam debeant, et plus quam anterioribus temporibus est exactum, vel plus quam debeant exigere; et cum nulla actio colonis seu facta (*sic*) vasallis conpetat contra dominos, talia non committant (*sic*) ut exacta restituant[ur?], quia non habent actionem.....

[VIII.] Rubrica ex quibus causis liberi possunt parentibus exhereditari.

Dominus noster dicit in Ewangelio : « Unus enim est pater vester « celestis, omnes quidem fratres estis. » Item dicit Apostolus : « Filii et « heredes, heredes quidem Dei, coheredes autem Christi. » Si ergo filii sumus et heredes, hereditatem nostram inmarcessibilem, indeficientem, inputribilem, incontaminatam, a Deo patre nostro in celis conservatam, expectare debemus. Dominus enim noster justis, et meritis,

d'ailleurs que lors même qu'avec des peines infinies nous fussions parvenu à rétablir le sens si fortement altéré par l'ignorance du copiste, nous n'eussions atteint qu'un très-médiocre résultat; car les derniers chapitres de la Somme de Drogon n'offrent qu'un centon de textes empruntés à toutes les compilations connues du droit romain; et les chapitres que nous avons transcrits jusqu'à cette heure indiquent suffisamment comment les textes étaient employés dans l'enseignement du droit aux écoles de Reims, seule étude curieuse que l'on puisse faire dans les compilations de notre écolâtre.

in mandatis suis ambulantibus, et voluntatem suam facientibus, illam conservat, et largitur; reprobis autem, et injustis, et peccatoribus, et in peccatis suis perseverantibus, illam aufert; et illos in (*sic*) suis culpis exigentibus, secundum quod facere potest, exheredat; et sicut legitur quod Dominus potest peccatores exheredare, sic legitur in corpore *Auten., tit. ut cum de appellatione cognoscitur, coll.* VIII[a] [1], quod quatuordecim sunt cause propter quas liberi possunt a suis parentibus carnalibus exheredari. Unde lex sic dicit : « Sancimus igitur non licere penitus patri, vel matri, avo, et avie, proavo, vel proavie, suum filium « vel ceteros liberos, preterire, aut exheredes facere in suo testa- « mento, nec si per quamlibet donationem, vel legatum, vel fidei- « commissum, vel aliumquemque modum eis dederit legibus debi- « tam portionem auferre, nisi forsan probabuntur ingrati; et ipsas « nominatim ingratitudinis causas parentes suo inseruerint testa- « mento »; quarum causarum prima talis est, etc.... [2]. Quamvis lex dicat, *ff. de petitione hereditatis* [3], quod commune debet esse votum parentum, quod filii sui ad eorum vocentur successiones, tamen ex predictis causis apparet, et superius enumeratis, quod parentes in talibus predictis, ratione ingratitudinis, et suorum delictorum, possunt exheredare. Unde sibi caveant liberi ne parentes suos offendant, et ne [*sic*, in?] eos inobedientes et rebelles existant, sed eos modis omnibus honorent..... Item certum est quod pater noster celestis filios suos tamquam ingratos, et male meritos, et injustos, hereditate celesti penitus exheredet; et nos nobis caveamus ab ipsius indignatione et ira, ne nos tamquam heredes reprobi, nostris peccatis exigentibus, ab ipso mereamur exheredari..... Taliter ergo [*sic,* erga?] patrem nostrum celestem in vita presenti nos habeamus, quod nos possimus in celestibus cum ipso sine fine gloriari. Si ergo parentes filios suos quos genuerunt et nutrierunt, propter vicium ingratitudinis, possunt exheredare, multo fortiori ratione potest quilibet successores suos, et heredes extraneos, inferiori gradu constitutos, propter causas superius predictas, sua successione privare.

[1] *Auth.*, coll. VIII, tit. XVI, nov. CXV, c. 3.

[2] Ici l'auteur continue à transcrire à peu près littéralement le texte du c. 3.

[3] *Digest.*, lib. V, tit. III.

[IX.] De expensis factis in lite taxandis et refundandis.

Multociens accidit quod victus victori condempnatur in expensis, et propter hoc vide[a]mus qualiter, et quante, et quando, debent expense refundi. Ratio (?) expensarum [habetur?] quandoque in parte litis, quandoque in fine litis. In parte litis, ut cum quis calumpniose vexat adversarium, ut *Extra., de rescriptis, ceterum.....* [1]; *de appellatione, reprehensibilis.....* [2].

[X.] Rubrica de donatione.

Est autem donatio mera liberalitas qui (*sic*) nullo jure cogente conceditur, ut *C. de donationibus, donari* (sic)[3]; et *de regulis juris, donari* [4]. Perficiebatur olim donatio per stipulationem, ut *C. l. si quis argentum, §. ult.* [5], sed hodie donatio non sic consummatur, nec perficitur donec rei donate dominium transferatur. Unde dicit *l. C. de pactis* [6], « traditionibus, et usucapionibus, non nullis [*sic,* nudis?] « pactis, dominia rerum transferuntur. »

[XI.] De donatione [causa?] mortis.

Supradictum est de donationibus que fiunt inter vivos; videndum est quid sit donatio causa mortis. Est autem donatio causa mortis cum quis magis vult se habere quam eum cui donat, subaudi tradendo, vel se obligando;...... Nunc videndum est qualiter fiat, et que sint etiam species. Quandoque enim fit ab homine sano qui cogitat se quandoque moriturum; quandoque ab infirmo.....

[XII.] De legatis rubrica.

Supradictum est de multiplici genere donationum; sed quia legatum [est?] quedam species donationis, de legatis diligenter videamus. Differt autem legatum a donatione inter vivos facta, et a donatione causa mortis, quia in istis duobus casibus donatores donatoriis obligantur; sed testatio [*sic,* testator?] que [*sic,* qui?] legat in suo testa-

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. III, c. 3.
[2] *Ibid.*, lib. II, tit. XXVIII, c. 26.
[3] *Cod.*, lib. VIII, tit. LIV.
[4] *Digest.*, lib. L, tit. XVII, l. 81.
[5] *Cod.*, lib. VIII, tit. LIV, l. 35.
[6] *Ibid.*, lib. II, tit. III, l. 20.

mento, non est obligatus legatario, quia quamdiu vixerit legatum in suo testamento factum sine qualibet alterius injuria revocare potest, et etiam suum testamentum mutare, et omnino revocare; secundum quod dicit lex quedam *ff. de donatione inter virum et uxorem*[1] quod voluntas testationis (*sic*) deambulatoria est usque ad extremum exitum vite hominis.

[XIII.] De vôto; quod notum [*sic*, votum?] sit obligatorium, et a quo, et quomodo, possit redimi.

Et quia quemdam convenientiam habet votum cum legatis, et donationibus, ideo parum de voto, et voti redemptione videamus. Est autem votum alicujus boni cum deliberatione Deo facta pollicitatio. Alicujus boni ideo dixi, quia si de malo quis voveat non obligatur, nam in malis promissis recinde fidem, in turpi voto muta decertum (*sic*).....

[1] *Digest.*, lib. XXIV, tit. I.

[APPENDIX PRIMA.][1]

(Bibl. de Reims, ms. H, 643-647, fol. 227-240.)

Ann. 1264. [I.] Hec sunt rationes efficaces, et valide, contra solutionem decime, et pro libertate universalis cleri et Ecclesie defendenda.

Certum est quod reverendus pater dominus Symon cardinalis in hoc anno Parisius concilium suum generale in hoc anno (*sic*) convocavit, et mandavit capitulis cathedralibus Ecclesie gallicane, quod ad concilium suum mitterent procuratores instructos. Hoc audito, capitula suos procuratores ad diem eis assignatam miserunt. Quidam autem habuerunt mandatum ad audiendum et referendum, qui decimam promiserunt; qui formam mandati sibi dati pretereuntes, et excedentes, hoc facere non potuerunt. Quidam autem alii mandatum habuerunt ad consentiendum, et ad voluntatem domini cardinalis faciendam; unde si [se?] obligaverint, et decimam promiserint, propter hoc singulos de capitulis suis obligare non potuerunt; unde si decima solveretur, capitula de suis bonis communibus eam solvere tenerentur, et non singuli de capitulis, quia nec requisiti super hoc fuerunt, nec promiserunt. Unde dicit lex, quod illud quod omnes tangit, debet ab omnibus comprobari. Item dicit lex *ff. quod cujusque universitatis*[2], quod si quis universitati debet centum, quod singulis de collegio ea solvere non tenetur; etenim bona universitatis non sunt singulorum, sed ipsius universitatis vel collegii. Unde legitur in Canone, quod

[1] Les deux appendices que nous donnons ici sont placés dans le manuscrit, le premier, en tête de ce que nous avons appelé première partie; et le second, en tête et à la fin de ce que nous avons appelé la seconde partie de la Somme de Drogon; mais ils nous ont paru ne point faire corps avec les matières qui y sont traitées. Celles qu'ils renferment ont presque toutes trait à des intérêts privés, tandis que chacun des chapitres de la Somme traite d'un point de droit général. Nous pensons donc que les chapitres dont se composent ce que nous appelons Appendices, sont autant de petits traités isolés inspirés à Drogon par les circonstances, et que le hasard, ou plutôt l'ignorance du copiste, a rapprochés du grand ouvrage de notre écolâtre.

[2] *Digest.*, lib. III, tit. IV, l. 7.

libertus qui manumittitur a corpore, non est singulorum, sed est ipsius corporis. Item ecclesia que de jure debet esse libera, non debet tot servitutibus onerari; servitute decime, item centesime, item procurationum, et multarum aliarum servitutum jugo quibus singulis diebus oneratur, quoniam ab anno circa, fuerunt quinque legati, vel quatuor, in regno Francie a sede apostolica destinati, qui omnes ecclesiam gallicanam multis modis oppresserunt. Item Dominus noster Jhesus Christus non auro, non argento, non corruptibilibus, sed suo sanguine precioso, mundum redemit, et ecclesiam fundavit, et constituit ab omni servitute liberam, et sibi subjectam; unde vere dici potest quod non vult quod ab homine destruatur, nec quod ei servitutes imponantur; sed vult quod ei in ecclesia ab omni clero, et a fidelibus suis, cum devotione et justicia continue serviatur. Item verum est quod lex quedam, etc., *de quadriannii prescriptione* que sic incipit : *Bene a Zenone*[1], dicit quod omnia sunt principis, quantum ad deffentionem et tuitionem, non quantum ad dominium, et ad usum suum, et ad voluntatem suam faciendam; principes enim et domini terrarum subditos suos cum bonis suis omnibus regere debent, et deffendere; non autem eos bonis suis, nisi ratione delicti si forte delinquerint, spoliare. Nullus princeps, vel dominus, sive singularis [*sic*, secularis?], sive ecclesiasticus, homini ex successione parentum bona sibi provenientia, vel aliunde honeste acquisita, sive per industriam suam, debet vel potest auferre, quia sic esset omnis homo de mundo servilis, et non libere conditionis. Omnes enim homines ab initio mundi naturaliter et equaliter liberi fuerunt, sed de jure gentium postea quedam servitutes, et captivitates, et bella, et quedam alia [evenerunt, et?] impotentes et inferiores, contra Deum et justiciam, superiores supervenerunt. Est autem, secundum quod dicit lex, libertas res inestimabilis; unde quilibet naturaliter appetit et appetere debet libertatem; nec est mirum si homo repugnat et contradicit ne servitus ei imponatur. Item omnia animalia et animantia esse sui juris, et libertatem appetunt; unde dicit Poeta :

Cum bene sint clause cavea Pandione nate,
Nititur in silvas queque redire suas.

[1] *Cod.*, lib. VII, tit. XXXVII, l. 3.

Item dicit lex *ff. de captivis et postliminium reversis* [1], quod si quis in carcere detineatur, et dolo, et fallatia, vel quia fregit carcerem, vel alio quoquo modo exierit a carcere, quod propter hoc puniri non debet, sed est ei parcendum; sed commentarienses, id est custodes carceris, puniendi sunt, quia negligenter et male eum custodierunt. Item si dicitur quod summo pontifici tenemur obedire, verum est in rebus licitis, et honestis, et quantum ad salutem animarum nostrarum pertinet, et ad honestatem, et ad articulos fidei, et ad voluntatem divinam faciendam; non tamen quantum ad bonorum nostrorum exactiones et rapinas ei tenemur obedire. Unde dicit lex, de servo, quod in atrocioribus obedire domino suo non tenetur; quicumque enim alicujus bona contra voluntatem suam et violenter accipit, violentus et predo, etiam servus, debet merito reputari. De talibus enim dicit Dominus per Ysaiam : « Ve qui predaris, nam et tu ipse predaberis; « vhe qui spernis, nonne [*sic,* nam?] et tu sperneris. » Item in eodem : « Vhe qui condunt leges iniquas, et scribentes injusticiam scripserunt, « ut opprimerent in judicio pauperes, et ut vim facerent cause humi- « lium populi mei, et ut vidue essent preda eorum, et ut pupillo diri- « perent. » Item Petrus : « Rapinas nolite concupiscere; divitie si « affluant, nolite cor apponere. » Item dicit lex *ff. de officio presidis* [2] qui gerit in provincia vices principis, quod ad ejus officium pertinet indebitas exactiones, violentias, injurias, rapinas, viriliter repellere, et cuilibet justiciam exhibere, et diligenter curare debet ne pauperes et inferiores a superioribus et potentioribus opprimantur. Unde cum dominus papa sit summus princeps ecclesiasticus, ad omnia supradicta, cum suis consiliariis et sibi assistentibus, et cum illis qui vices suas gerunt in provinciis, tenetur facienda et observanda. Dicit autem lex quod injurie nasci non debent unde jura oriuntur. Unde cum summus pontifex sit conditor juris, et quasi lex animata in terris, sicut legitur de imperatore, non decet eum alicui injuriam facere, vel violentiam inferre; sed decet eum quemlibet in sua justicia confovere. Unde legitur in libro Sapientie : « Diligite justiciam qui judicatis terram. » Ista verba principaliter et directe locuntur de principibus et dominis terrarum, tam clericis, quam laicis; ipsi enim judicant terram, et homi-

[1] *Digest.*, lib. XLIX, tit. XV.

[2] *Digest.*, lib. I, tit. XVIII, l. 6.

nes, et gentes habitantes in terra. Unde legitur de Salomone qui Domino fecerat in templo Domini mille hostias uno die, quod Dominus venit ad eum de nocte, et dixit ei : « Pete a me, et dabo tibi. » Qui respondit : « Domine, non peto divitias, nec potentiam, nec mundanam gloriam; sed sapientiam, et intellectum, et discretionem a te « peto, ut possim regere populum et regnum quod michi per gratiam « tuam commisisti in vera justicia, et perfecto timore, et in caritate. » Cui Dominus statim respondit : « Quia petisti sapientiam, et intellectum, et non divitias, et potentiam, faciam te tantum regem quod « nec fuit tantus ante te, nec erit tantus post te. » Item Roboam filius Salomonis dixit illis de regno suo : « Pater meus cecidit vos gladio, « et ego cedam vos scorpionibus; » et quia reliquit consilium senum, et adhesit consilio juvenum, talia verba fatua protulit; et quia nimis subditos suos oppressit, fere totum suum regnum perdidit, et ab ipso subditi sui recesserunt. Regnum autem Francie inter alia regna solum est filius obediencie. Unde cum legatur quod qui nimis emungit, elicit sanguinem, et per injusticiam plus petendi, totius summa debiti evacuatur, cavendum est ne regnum Francie nimis et intolerabiliter opprimatur quia propter obedientiam suam et fidelitatem, cum dicatur regnum a Deo benedictum, non debet confusionem et incommodum reportare, ne contra voluntatem suam compellatur contra stimulum nimis asperum recalcitrare. Item nichil ad ecclesiam gallicanam pertinet, ut ei servitutes indebite imponantur ut patrimonium vel bona summi pontificis, vel ecclesie romane, vel comitis Andegavie, multiplicentur, et augeantur [1]; quia lex dicit, quod nemo cum aliena jac-

[1] Il pourra peut-être paraître curieux de rapprocher le langage que tient ici Drogon avant la conquête du royaume de Sicile, des vers suivants qu'il composa après la conquête, et qui se trouvent Bibl. de Reims, ms. H, 645-649, fol. 22.

Versus de domino Karolo comite Andegavie, nunc rege Cecilie et Apulie :

Bis sex centenis cum quinto, sex quoque denis
Annis, in mense februi, rex Carolus ense
Vicit jocunde Menfridum, dicimus unde :
« Gallia nunc gaude, magna dignissima laude
« Militie frueris, ut vincas et domineris;
« Fraudem non queris, armis tua jura tueris;
« Hostes vicisti, felix pugnando fuisti,
« Ex quo laudaris; caveas ut non paciaris
« Te male tractari, fatue vel suppeditari.
« In probitate mane, nec laudis sit tibi vane
« Gloria, vel cura; sine crimine vivere cura,
« Nec sis ingrata, Domino servire parata
« Qui tibi subjecit hostes, et tot bona fecit..... »
Armis fecundus est Karolus iste secundus
Apulus, et Calaber, Siculus, cui servit et Affer.
Regnat in hoc mundo, caveat quod corpore mundo
Vivat.......................... ..

tura et lesione locupletari debet. Item ista discordia de regno Apulie non est nuper inchoata; sed a retroactis temporibus quorum non extat memoria, inter apostolicos qui pro tempore fuerunt, et inter illos qui regnum predictum sibi vendicabant, est exorta. Unde dicitur quod Robertus dictus Guichardus, Normannus, contra illos qui regnum illud tenebant longuo tempore cum multitudine armatorum pugnavit, et illud acquisivit, et tandem illud tam ipse, quam sui heredes, perdiderunt, et iterum translatum fuit in Germanos. Item comes Galterus de B[r]yena ad preces et mandatum Innocentii tercii manu armata intravit in Apuliam, et regnum Apulie, per potenciam suam, tanquam miles in armis strenuissimus, cujus frater fuit Johannes rex jherosolimitanus, regnum Apulie sibi subjugavit, et acquisivit, cujus filius fuit ille comes Galterus novissimus, qui nuper in carcere Sarracenorum decessit. His omnibus paratis [*sic,* peractis?], Theobaldus qui comes fuerat Apulie, et [cui?] comes Galterus regnum abstulerat, insidiatus fuit a Galtero comite (*sic*), et sediciose eum interfecit, et regnum suum recuperavit; et iterum fuit regnum Apulie translatum in Germanos. Item Federicus imperator tenuit regnum illud. Item Manfredus filius ejus regnum sibi vendicat, tanquam filius et heres, ut dicit, vel ratione liberorum Con-

Manus Domini fuit cum comite Andegavie, nunc rege Cecilie, et Apulie, aliter enim in tam brevi tempore fortissimos suos adversarios, et tantam multitudinem suis et sibi contrariam, nullatenus po[tui]sset expugnare, nec ita subito suum propositum obtinere. Sed secundum quod dicit Judas Machabeus qui pugnabat pro deffensione legis sue, et pro testimonio patrum suorum, et quia justam causam habebat, quod erat facile concludi multitudinem in manus paucorum;

Dicimus esse Deum juvasse Judam Machabeum;
Juvit et Apuleum regem..............
Invidia plene regiones sunt aliene
Francia quo floret;....... ....
Nam tenet optatum jam dudum nunc dominatum
Propositumque bonum..............
.... Nunc Karolus amodo laudet
Regem celorum, qui fecit eum populorum
Regem multorum; post princeps Theutonicorum
Dante Deo fiet, et consors imperatorum.
Karolus antiquus, Christi dum vixit amicus,
Imperium rexit, quem vere Christus amavit
Ac exaltavit, in terris magnificavit.
Sic exaltetur hic Karolus, et dominetur;
Dignus honoretur, ac imperium sibi detur.
Sit sua majestas super omnes atque potestas,
Quod rogo, vere pia; Deus hoc velit, atque Maria.
Amen.

Summus prelatus qui Christo vivere gratus
Querit, et acceptus, ut sit super astra receptus,
De comitis gestis letetur; nam sua pestis
Ex nunc cessabit, Manfroiz non amodo stabit
Pessimus et fortis suus hostis, quem mala mortis
Cepit fortuna, propriis cum gentibus una.
Ecclesie sancte pax debita non erat ante;
Ex nunc gaudebit, florebit, regna tenebit
Maxima papatus qui nunc est pacificatus.
Gloria sit Christo casu qui rexit in isto
Apulie regem, cui tantum vincere gregem
Gentis concessit; nunc rex in pace quiescit,
Et sua regna regit, rex maximus undique degit....

raudi qui filius fuit ipsius Federici, quos habet in sua potestate, secundum quod dicitur. Si dicatur quod propter deffensionem fidei petatur decima, non est verum, quia de fide non agitur, sed ecclesia romana sibi regnum Apulie vendicat, et Manfredus ex adverso. Item legitur in jure canonico et divino, quod levitis et presbiteris qui divinum officium a principio fidei excercent in ecclesia Dei debent solvi decime, nec in alios usus converti debent. Item legitur in Canone, quod ecclesie bona in quatuor partes dividi debent, quedam pars debet dari episcopo ad usum suum, et familie sue, et ad hospitalitatem faciendam; secunda pars dari debet clericis in ecclesiis servientibus; tercia pars pauperibus; quarta pars ad reparationem et retentionem ecclesiarum. Item dicit Canon, quod thesaurum habet ecclesia, et quod thesauri ecclesie debent exponi et expendi certis casibus; videlicet propter alimoniam pauperum, item propter redemptionem captivorum, item propter edificationem et constructionem ecclesiarum. Item in principio fidei ecclesia multos habuit adversarios Gentiles et Judeos, qui fideles et ecclesiam totis viribus impugnabant; et quia tunc principes christiani propriis stipendiis non sufficiebant ad deffentionem ecclesie, propter multitudinem adversariorum, ecclesia dabat eis quedam tributa de bonis suis; sed jure novissimo cautum est quod principes et domini terrarum, secundum generalem consuetudinem, ecclesiam universalem deffendere tenerentur, nec aliqua tributa vel servitutes ab ecclesia Dei propter hoc possunt exigere. Item ista decima nec petita fuit, nec promissa ab universali clero, et singulis clericis ecclesie gallicane, nec a presbiteris et decanis curalibus, nec ab inferioribus capitulis in regno Francie constitutis; sed tantum a capitulis cathedralibus. Unde cum nec promiserint, nec in aliquo se obligaverint super solutione decime, de jure non possunt inquietari, vel vexari. Item nec vidimus nec videmus quod peccunia taliter extorta et turpiter acquisita felicem et prosperum sortita fuerit eventum, nec in perpetuum sortietur. Unde dicit Poeta :

Non habet eventus sordida preda bonos.

Unde legitur et dicitur quod Godefridus, dux de Buillon, signum sancte crucis assumpsit, et cum vellet ultra mare proficisci, quasi infinitam peccuniam a subditis suis extorsit, et accepit, et cum peccunia

taliter extorta transfretavit, et totum quod habebat perdidit, et a Sarracenis devictus fuit cum suis militibus, et superatus, et cum magna confusione reversus est per civitatem romanam ut videret fratrem suum qui tunc erat papa, et ei narravit infortunium et obprobrium quod ei acciderat. Et tunc papa frater suus dedit ei consilium quod ad partes suas, et ad ducatum suum rediret, et quod tantum de patrimonio suo, et de terra sua, venderet, quod bona subditorum suorum turpiter ablata, et omnia per violentiam, per rapinam, acquisita, integre restituerentur, et iterum cum bonis suis fideliter acquisitis ultra mare transiret, et obprobrium et confusionem suam purgaret, et viriliter contra Sarracenos se propter fidei deffensionem haberet; qui in omnibus consilio sui fratris acquievit, et Jherosolimam pergens, postea cum multis suis sequatibus Anthiochiam cum aliis villis, et oppidis, et civitatibus multis, acquisivit. Item legitur de filiis Israelis, quod quando murmurabant in tabernaculis suis contra Dominum, et in aliquo peccabant et eum offendebant, quod statim succumbebant, et ab hostibus suis etiam paucis vincebantur; Dominus enim rapinas et violentias multum aspernatur et odit. Ex verbis predictis apparet quod bona clericorum singulorum gallicane ecclesie, in hoc casu, in nullo debent minui, nec eis auferri; sed tanquam innocentes, et liberi ab omni servitute, pacifice debent remanere. Item si sententia excommunicationis feratur in illos qui nolunt decimam solvere, post appellationem ex causis justissimis et gravaminibus a[d] superiorem interpositam, ipso jure non valet. Item quia intolerabilem in se continet errorem, quia si judex dicat alicui : « Excommunico te, nisi dederis michi bona tua, vel « nisi te subitias servituti quam tibi impono, vel nisi facias homicidium, « vel adulterium, vel aliud illicitum, » non valet ipso jure, tanquam contra Deum et justiciam lata. Item cautum est in jure, quod minor, et sacerdotium, id est ecclesia, eodem jure funguntur, et respublica, et multis gaudent privilegiis. Unde si ecclesia lesa fuerit in suis contractibus, vel in verbis, vel in factis, vel in conventionibus suis, petere potest in integrum restitutionem, et eam de jure debet impetrare. Unde si ecclesia gallicana cum nimia levitate, et non cum deliberatione competenti, et consilio sano non habito, decimam promisit, enormiter in promissione sua decepta fuerit, et lesa, poterit

petere, etc. Item, salva reverentia domini legati, mandatum ejus nimis fuit asperum, quia mandavit capitulis cathedralibus quod mitterent ad eum procuratores suos qui haberent potestatem consentiendi in sua voluntate facienda precise, nulla mentione facta de sua voluntate facienda, nec aliqua certitudine super hoc expressa; unde si omnes clerici ecclesie gallicane essent servi sui, majori asperitate non posset eis aliquid precipere, nec dominus servo cum majori rigore posset aliquid mandare, vel precipere; servus enim nichil habet in se, nec in bonis suis. Item legitur quod Moyses non pugnabat armis, sed orationibus; et filii Israelis, quando confundebantur et opprimebantur a gentibus, quod cum lacrimis, et vigiliis, et jejuniis, et in maxima devotione, Dominum precabantur, dicentes : « Peccavimus, injuste egimus, man-« data tua non custodivimus, iniquitatem fecimus, prophetas tuos ad « nos venientes non recepimus, placare Domine, parce nobis Domine, « attende Domine, exaudi Domine, et fac miserere (*sic*) populo tuo, « quia si decreveris salvare nos, continuo liberabimur. » Item : « Con-« gregate sunt gentes ut dimicent contra nos, et ignoramus quid agere « debeamus; Domine, ad te sunt oculi nostri ne pereamus. » Item : « Aperi oculos tuos, et vide tribulationem nostram. » Item inter vestibulum et altare plorabant sacerdotes dicentes : « Parce Domine, parce « populo tuo, et ne des hereditatem tuam in perditionem, quia volunt « nos inimici nostri perdere, et hereditatem tuam delere; non est qui « consoletur nos, et adjuvet, nisi tu Deus noster, quia tu es rex regum, « et dominus dominantium, et in dictione tua cuncta sunt posita; non « est qui tue possit resistere voluntati. » Sic deberet universalis ecclesia per universum orbem longe lateque diffusa, in suis gravaminibus et pressuris, contra violentias et injurias a principibus et dominis terrarum eis [*sic*, ei?] illatas, Dominum invocare [1], et auxilium suum, et

[1] C'est sans doute pour mettre en pratique le conseil qu'il donne ici, que Drogon a composé une pièce de vers dont nous transcrivons quelques fragments. (Ms. H, 646-650, fol. 20, verso.)

De miseria et servitute ecclesie.

Ecclesie misere, Deus omnipotens miserere,
Nam que deberet fore libera, tristis adheret,
Vilis et abjecta, servili conditioni
Contra velle tuum; nec juri nec rationi
Consonat, ut vivat sub iniquo serva tributo.
In sterquilinio nunc jacet atque luto.
....
A qua [ecclesia] rectores reprobi debent removeri,
Qui nolunt contra reprobos sua jura tueri.
Nostri prelati viventes more Pilati
Ecclesiam spernunt, violant, et eam male sternunt;
Ipsam dedecorant, obfuscant, atque inhonorant,

consilium humiliter et cum lacrimis implorare, et sic posset auxiliante Deo bonis suis gaudere, et in pace et in sua libertate secura remanere. Beatus Petrus apostolus quem Dominus ecclesie sue preposuit, et caput ipsum constituit, cum suis discipulis et sociis peccuniam non querebant, sed eam a se modis omnibus repellebant. Unde Petrus dixit cuidam infirmo, qui jacebat ante portam Speciosam, petenti elemosinas ab introeuntibus in templum Domini : « Argentum et aurum non est michi, « quod autem habeo, hoc tibi do ; sed tolle grabatum tuum, et am- « bula. » Et tunc eum ab infirmítate sua miraculose sanavit. Item Symon magus voluit beato Petro dare peccuniam ut gratiam Sancti Spiritus, et donum Dei, peccunie interventu possideret ; cui Petrus respondit : « Peccunia tua tecum sit in perditionem. » Item Balthasar rex dixit Danieli : « Habebis torquem in collo tuo, et purpura vestie- « ris, et tercius eris post me in regno meo. » Qui respondit ei : « Mu- « nera tua tibi sint, et munera tua da alii. » In multis enim casibus et in multis locis legitur in sacris scripturis, et juribus legitur et invenitur, quod viri sancti et religiosi, et pontifices, et prelati, modis omnibus extorsionem peccunie vitabant, nec aliqua munera recipiebant ; sed successores Petri vestigia Petri in multis casibus non secuntur, cui Dominus dedit potestatem ligandi atque solvandi, clave tamen non errante, qui contra Deum et justiciam, nec summus pontifex, nec alii prelati, possunt aliquem solvere vel ligare. Istis ergo rationibus predictis que [sunt?] valide et efficaces, constat, et evidenter apparet quod ecclesia gallicana, et clerici, de bonis suis propriis quorum domini sunt ad solutionem decime nullo jure compelli possunt ; sed vere dicendum est quod nos ecclesie romane, tanquam matri spirituali, reverentiam omnimodam, et honorem debemus exhibere. Dicit autem lex, quod parum prodest esse jura in civitate, nisi sit qui reddat ea. Item dicit alia lex, quod judicium ab injustis multociens redditur injustum. Item dicit alia lex, quod potentioribus pares esse non possumus ; unde si dominus

Collectis onerant, ac ut lucra turpia querant
Vivunt elati, semper peccare parati.
Nunc gaudent laici, qui nostri sunt inimici,
Cleri quando vident collectas, indeque rident ;
A quibus immunes existunt, quos onorari
Vidimus in multis, nunc scimus eos dominari,
Nunc exaltantur, et cleri suppeditantur.

. . . .
Corruet ecclesia nisi virgo beata Maria
Ipsam propicia nunc juvet, atque pia.
Gaudebunt laici, qui cleri sunt inimici,
Si videant miserum confusum vivere clerum,
Ac inhonoratum, rebusque suis spoliatum.
. . . .

papa cum suis sequacibus et consiliariis, dominus et pater noster spiritualis, ecclesiam Dei sibi commissam, quam secundum Dominum et justiciam gubernare tenetur, opprimere velit, et servitutibus indebitis onerare, durum est nobis contra violentiam et potentiam suam calcitrare; sed dominus noster Jhesus Christus qui novit abscondita cordis, et qui non vult quod hominum peccata remaneant impunita, semel venit in terris, et secundo venturus est vivos, et mortuos, et seculum, judicare per ignem. Legitur in Canone quod sententia pastoris, sive sit justa, sive sit injusta, timenda est; sed dicendum est quod postquam appellatum est in aliqua causa ad superiorem, vel a sententia a pastore vel a judice [lata?], quod quantum ad causam illam, vel ad sententiam saltem, desinit esse judex, et quod superior ad quem per appellationem transfertur jurisdictio, cognoscere debet de meritis appellationis, qui cum cause cognitione processum prioris judicis poterit infirmare, vel confirmare; dicit enim lex quod, appellatione pendente, nichil penitus est innovandum, et quod appellanti debent dari libelli dimissorii, qui vocantur apostolici, quibus appellans remittitur ad quem est appellatum. Item, ut dictum est, Federicus quondam imperator, quamvis male viveret, et esset in multis inobediens ecclesie romane, tamen regnum Appulie semper tenuit, et rexit; unde continebantur quidam versus in sigillo suo, qui sic incipit :

Appullus, et Calaber, Siculus, michi servit et affert [*sic*, Afer?];

unde iste tres provincie, cum regno Appulie, Federico serviebant, et eas regebat. Item lex dicit, quod non sit prejudicium judici si appelletur ab eo; unde si appellatum est a domino cardinali, propter hoc non debet, nec de jure potest, aliquam sententiam in appellantes fulminare. Item Dominus dicit de ecclesia : « Domus mea, domus ora« tionis est; in ea omnis qui petit, accipit; et qui querit, invenit; et « pulsanti aperietur. » Item ipse ejecit ementes et vendentes de templo; et mensas nummulariorum, et cathedras vendentium subvertit, quia nolebat, nec umquam voluit, nec vult, quod sua domus aliqua immundicia, vel aliqua servitute, polluatur, vel oneretur; nec vult quod aliqua munera sordida, que confusionem et opprobrium et servitutem

generant, solvere tene[a]tur; ut XVI, *q.* 1, §. *novarum*[1]; et a talibus muneribus omnes clerici sunt liberi et exempti, ut in canone predicto, et *C. de episcopis et clericis, l.* 2[2]; et etiam ecclesiarum coloni a talibus liberentur, ut LXX^a *dist., cap. judicatum* (sic). Item extraordinaria munera que subito imponuntur, similiter ecclesia non agnoscit, sed ab hiis eximuntur; ut XVI^a, *q.* 1[3], et *C. de episcopis et clericis, l. placet*[4], et *C. de superinductis* (sic), *l. unica. tit.* X^o[5]. Si autem dominium predi (*sic*) rustici, vel urbani, in ecclesia transferatur, quod aliquo tributo vel annuo redditu sit ornatum (*sic*), illud ecclesia solvere tenetur, quia res transit cum suo onere, secundum quod in jure continetur, ut *C. de indictionibus, l.* 1, *tit.* X[6]; verumptamen si cessetur in solutione tributi, vel annui canonis, propter hoc ab ecclesia, vel ab aliquo possidente, predium non advocatur; nec in ipsum, cui tributum vel annua pensio debetur, dominium transfertur; et hoc dicit illa *l. placet* preallegata. Item ecclesia non subit onera personalia; *C. de e*[*piscopis*] *et oli* [sic, *clericis?*], *l. omnes*[7]. Item in ecclesia cause seculares tractari non debent propter ecclesie dignitatem, ut *Extra., de immunitate ecclesiarum, c.* I[8]; et maxime cause sanguinis, ut *Extra., eod. tit., c. cum ecclesia*[9]; item, nec seculares homines in domibus ecclesiarum debent hospicia pro jure et debito sibi vendicare, ut *Extra., eod. tit., c.* I[10], et est simile XIII *dist. quiescamus*[11]. Ceterum si caritate petatur, negari non debent ut *in c. predicto, quiescamus,* XIII *dist.* §. 1[12]; *Extra. de prebendis et dignitatibus, de monachis*[13]; LXX, V, [*sic,* LXXXV?] *dist., c. arch*[*idiaconum*][14]. Item immunitatem habet ecclesia cum cymiterio usque XI passus, si major fuerit ecclesia, ut XVII, *q.* IIII, *c. sicut*[15]. Item habet hanc immunitatem, quod ad eam confugientes violenter ab ea non extrahentur, ut *Extra., eod. tit., inter cetera*[16]. Immunitate fallit

[1] *Decret.*, part. II, caus. XVI, quest. I, c. 40, §. 3.
[2] *Cod.*, lib. I, tit. III.
[3] *Decret.*, part. II, caus. XVI, quest. I.
[4] *Cod.*, lib. I, tit. III, l. 17.
[5] *Ibid.*, lib. X, tit. XVIII.
[6] *Ibid.*, lib. X, tit. XVII.
[7] *Ibid.*, lib. I, tit. III, l. 32.
[8] *Decretal.*, lib. III, tit. XLIX.
[9] *Decretal.*, *ibid.*, c. 5.
[10] *Ibid.*, c. I.
[11] *Decret.*, par. I, dist. XLII, c. 2.
[12] *Ibid.*
[13] *Decretal.*, lib. III, tit. V, c. 12.
[14] *Decret.*, par. I, dist. LXXXV, c. I.
[15] *Ibid.*, par. II, caus. XVII, quest. IV, c. 12.
[16] *Decretal.*, lib. III, tit. V, c. 17.

tamen in tribus casibus : primus est cum aliquis in ecclesia deliquit; quia dicit lex, quod frustra legis auxilium invocat, qui in legem committit; secundus est quando publici raptores, et viarum aggressores, et predones, ab ecclesia possunt extrahi, propter enormitatem delicti; tercius est quando nocturni populatores agrorum et fructuum confugiunt ad ecclesiam, quia tunc possunt extrahi ut propter communem utilitatem puniantur, quia expedit humano generi fructus et segetes salvari. Dicitur autem ecclesia tribus modis : est autem ecclesia locus muris et parietibus circumdatus; item est ecclesia collegium sive corpus clericorum in ecclesia deservientium; item ecclesia est universalis congregatio fidelium; unde nec ecclesia, nec clerici deservientes in ea, quamvis ad munera realia teneantur, ad personalia nullo modo possunt teneri, nec debent de jure compelli. Item dupplex est ecclesia, triumphans et militans; in triumphanti rex regum et Dominus dominantium cum sanctis suis moratur et dominatur; in militanti cotidie sanctissimum corpus ejus conficitur. Licet quedam persone, sicut supradictum est, ad ecclesiam fugientes non debeant extrahi, tamen secundum qualitatem et quantitatem delicti debent puniri; si autem tria genera hominum se deffendant armis cum ab ecclesia extrahuntur, tunc impugne possunt occidi, ut *Extra., de homicidio, perfodiens* [1]. Item illi qui confugiunt ad ecclesiam sperantes quod eorum maleficia remaneant impunita, ab ecclesia possunt extrahi et puniri. Item possunt abstrahi illi qui homicidia vel mutilationes in ecclesiis, vel eorum cimiteriis, committere non verentur, ut *Extra., eod. tit.*, [sic, *de immunitate ecclesiarum?*], *immunitatem* [2]. Ecclesia consecrata tali gaudet libertate, quod ad eam confugientes ab ea non debent extrahi, nisi in casibus supradictis. Ecclesia autem nundum consecrata, et oratoria que sunt in domibus privata, tali non gaude[n]t libertate licet videatur contrarium innuere auctoritas [sic, *Auth.?*] *de ecclesiasticis titulis*, §. *si quis in sua domo* [3]; et §. *si vero, coll.* IX [4]. *Extra., de censibus, c. ultim.* [5]; *de consec. lib., dist.* 1, *unicuique, et c. sequanti* [6]. Item queritur an ecclesia interdicta retineat hoc privi-

[1] *Decretal.*, lib. V, tit. XII, c. 3.
[2] *Ibid.*, lib. III, tit. XLIX, c. 10.
[3] *Auth.*, col. IX, tit. XIV, novel. CXXXI, c. 8.
[4] *Auth.*, tit. III, novel. CXX, c. 4.
[5] *Decretal.*, lib. III, tit. XXXIX, c. 27.
[6] *Decret.*, par. III, dist. I, c. 33 et 34.

legium, et videtur quod non; nam dicit decretalis quod ecclesia in qua divina celebrantur isto privilegio gaudere debet, ut ecclesia; *eod. tit., ecclesie* [1]. Item clericus interdictus, durante interdicto, perdit ea que ad suum beneficium spectant, ut *Extra., de electione, cum in cunctis* [2]; et *Extra., de consuetudine, cum dilectus* [3]. Item suspensus non exequitur ea que sunt officii, ut XXXII *dist., nullus*, et *c. preter hoc* [4]; *Extra., de symonia, tanta* [5]. Credo tamen quod ecclesia interdicta retinet privilegium immunitatis, sicut et clericus interdictus et suspensus retinet privilegium sue immunitatis, quoad injectionem manuum violentem; nam et depositus habet hoc privilegium, quia caracterem retinet, ut LXX IX [*sic,* LXXXI ?] *dist., dictum* [6]. In Summa notandum est, quod ecclesia deffendit ad se fugientes quantum ad mortem et mutilationem; unde recepta ydonea cautione super vita et membris, reddet eos puniendos peccunialiter, vel in rebus; servus autem redditur domino juramento prestito de impunitate ipsius; ut *Extra., eod. tit., inter alias* [sic, *alia?*] [7]. Pena vero violantium immunitatem ecclesiasticam est dupplex, excommunicatio hominis, sive [mulcta?] juris; nam violator est excommunicandus, ut XVII, *q.* IIII, *nullus*, et *c. si quis deinceps* [8]. Item legitur in Canone, quod debet componere XXX libras argenti purissimi. Qui autem committit sacrilegium in ecclesia, vel incendit eam, et sacrilegus, et incendiarius, excommunicati sunt ipso jure, et etiam effractor; ut XI, *q.* III, *canonica* [9]; XVII, *q.* IIII, *omnes ecclesie* [10]; *Extra., de raptoribus, in litteris* [11]; *Extra., de sententia excommunicationis, conquesti* [12]. Alii violatores ecclesiarum qui ipsas ecclesias violant, seu personas, vel res ab ipsis rapiunt violenter, vel bona ipsorum usurpant, et per hoc sacrilegium incurrunt, non sunt ipso jure excommunicati, sed excommunicandi; ut *Extra., de foro competenti, conquestus* [13].

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. XLIX, c. 9.
[2] *Ibid.*, lib. I, tit. VI, c. 7.
[3] *Ibid.*, tit. IV, c. 8.
[4] *Decret.*, par. I, dist. XXXII, c. 5 et 6.
[5] *Decretal.*, lib. V, tit III, c. 7.
[6] *Decret.*, par. I, dist. LXXXI, c. 8.
[7] *Decretal.*, lib. III, tit. XLIX, c. 6.
[8] *Decret.*, par. II, caus. XVII, quest. IV, c. 39 et 22.
[9] *Ibid.*, par. II, caus. XI, quest. III, c. 107.
[10] *Ibid.*, caus. XVII, quest. IV, c. 5.
[11] *Decretal.*, lib. V, tit. XVII, c. 5.
[12] *Ibid.*, tit. XXXIX, c. 22.
[13] *Ibid.*, lib. II, tit. II, c. 16.

[II.] Rubrica de ecclesiis edificandis.

Ecclesie autem quandoque reparantur, quandoque de novo edificantur. Si indigeant reparatione et retentione, et pars (?) illa ad hoc specialiter a jure constituta ad reparationem non sufficiat, tunc rector illius ecclesie, et ille qui beneficium habet in illa ecclesia, cum illa portione de bonis suis propriis tenentur contribuere, et ecclesiam reparare; unde ex quo recipiunt fructus ecclesie, et molumentum (*sic*), justum est quod honus eis et regimen intendat. Unde *versus* :

Commoda qui sentis, jungas honus emolumentis;

ut *Extra., eod. tit.* [*de ecclesiis edificandis*], *de hiis* [1]; et XVI, *q.* I, *si monachus* [2]; *Extra., de hiis que fiunt a majori parte capituli, c. ultim.* [3]; et arguit *Cod. de caducis tollendis, l. unica,* §. *pro secundo*, in fin., et §. *ne autem* [4]; *Cod. de furtis, l. manifestissimi* [5], juxta fin.; nam fructuarius reficit sartatecta, ut *ff. de usufructu, l. usufructu legato,* et *l. hactenus* [6]; *Cod., eod. tit., l. cum ad quam* [sic, *eum ad quem?*] [7]. Tres autem sunt cause propter quas nove possunt ecclesie construi, quamvis in prejudicium antiquarum : temporis qualitas, ut VII, *q.* I, *temporis* [8]; incrementum populi, ut XVI, *q.* VI [*sic,* I?], *felix*, et *c. multis,* et *c. precipimus* [9]; ecclesie distentia, vel difficultas accessus, ut *Extra., eod. tit., ad audientiam* [10]. Sine prejudicio alterius ecclesie licet episcopo pro sua sepultura ecclesiam construere, ut XII, *q.* II, *bone rei* [11]; *Extra., de donationibus, apostolice* [12]; et quilibet privatus masculus, vel femina, potest sibi construere ecclesiam, sive oratorium; ut *de consecr., dist.* I, *unicuique, c. clericos,* et *c. si quis* [13]; XVIII, *q.* II, *quidam* [14]. In constructione ecclesie debet intervenire auctoritas episcopi, qui primarium lapidem ponere debet, docte [*sic,* dote?] tamen ab edificatore prius constituta; ut

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. XLVIII, c. 4.
[2] *Decret.*, caus. XVI, quest. I, c. 22.
[3] *Decretal.*, lib. III, tit. XI, c. 4.
[4] *Cod.*, lib. VI, tit. L, §§. 4 et 9.
[5] *Ibid.*, tit. II, c. 22.
[6] *Digest.*, lib. VII, tit. I, l. 7.
[7] *Cod.*, lib. III, tit. XXXIII, l. 7.
[8] *Decret.*, part. II, caus. VII, quest. I, c. 44.
[9] *Decret.*, par. II, caus. XVI, quest. I, c. 50, 51, 53.
[10] *Decretal.*, lib. III, tit. XLVIII, c. 3.
[11] *Decret.*, par. II, caus. XII, quest. XI, c. 74.
[12] *Decretal.*, lib. III, tit. XXIV, c. 9.
[13] *Decret.*, part. III, dist. I, c. 33, 34, 35.
[14] *Ibid.*, par. II, caus. XVIII, q. II, c. 10.

notatur *Extra., de consecratione ecclesie vel altaris*[1]. Item notandum est : Nota quod postquam incepit edificare, compellitur consummare; ut notatur *Extra., de consecratione ecclesie vel altaris*[2]. Item si civis incepit edificare, in Summa notabis quod longe aliud est facere quam reficere, ut *ff. de itinere actuque privato*, 3, §. *reficere*[3]; ut *ff. de novi operis denuntiatione, l.* 1, §. *si quis*[4]. Edificium reficere enim est ad pristinum statum reducere; ut in prealegata lege, *de novi operis nun. prius*[5] (*sic*). Novum autem opus fit, cum rei facies immutatur; ut *ff. de novi oper. nun., l.* 1, §. *opus novum*[6]; unde si domum vel ecclesiam ductus etiam ea mente ut ex eisdem...... lapidibus eam reedifices, non est eadem domus, vel ecclesia, si usque ad fundamentum durata [*sic,* diruta?] fuit; secus tamen est in nave, nam si navis reficiende tamen [*sic,* causa?] omnes tabule refixe sint, nundum intercidisse navis videtur, et compositis ru[r]sus eadem navis esse incipit; ut *ff. de verborum obligationibus, l. inter stipulentem*, §. *sacrum* [sic, *sacram?*], et §. *navis*[7].

[III.] Rubrica de ecclesiis consecrandis.

Supradictum est de libertate ecclesie, et de ecclesiis edificandis; nunc videamus de consecrandis. Sunt autem ecclesie vel altaria consecranda per episcopos, ut *de consecratione, dist.* I, *c.* 1[8]. Per simplices autem sacerdotes non consecrationes, nec ecclesiarum reconciliationes, fieri possunt, etiam et comistione episcoporum. *Extra., eod tit., aqua penitentium* [sic, *per episcopum?*][9]. Debent autem consecrari ecclesie cum missa, ut *de consecr., dist.* I, *omnes basilice*[10]. Tamen quibus ab episcopo injuncta est penitentia, et excommunicatorum reconciliatio, potest simplici sacerdoti committi, ut XXVI, *q.* VI, *presbiter,* et *cap. Aurelius*[11]. Item dicunt quod si episcopus consecraret, et simplex presbiter cantaret missam, erit ecclesia consecrata, licet aliud sit in ordinatione clericorum; ut XXIII *dist., quorumdam*[12]. Enim conse-

[1] *Decretal.*, lib. III, tit. XL.
[2] *Ibid.*
[3] *Digest.*, lib. XLIII, tit. XIX, l. 3, § 15.
[4] *Ibid.*, lib. XXXIX, tit. I, l. I, §. 13.
[5] *Ibid.*
[6] *Ibid.*, §. II.
[7] *Digest.*, lib. XLV, tit. I, l. 83, §. 5.
[8] *Decret.*, par. III.
[9] *Decretal.*, lib. III, tit. XL, c. 9.
[10] *Decret.*, par. III, dist. I, c. 3.
[11] *Ibid.*, par. II, caus. XXVI, quest. VI, c. 2 et 5.
[12] *Ibid.*, par I, dist. XXIII, c. 14.

crationes fieri non poterant nisi de mandato summi pontificis, ut *de consecr., dist.* I, *de locorum*[1], cum IIIIor sequentibus capitulis; sed contra, XII, *q.* II, *bone rei*[2], et *de consecr., dist.* I, *nemo*[3]; et *Extra.*, e[*od. tit.?*], *c.* II *et tercio*[4]; et ideo illis quinque canonibus est derogatum. Et est dicendum, quod consecrationes fieri possunt tam duobus [*sic,* diebus?] sollempnibus, quam privatis; ut *Extra., eod. tit., tua*[5]; licet in pluribus secus obtineat, quia nec clerici ordinantur, nec virgines aut episcopi consecrantur, nec Chrisma conficitur, in certis diebus, ut *Supra, de temporibus ordinationis,* sane X, *q.* II [*sic,* I?], *devotis*[6]; *de consecr., dist.* IIII, *omni tempore*[7]. Item notandum est quod episcopus, nec etiam primarium lapidem ponere debet, nisi prius dote ecclesie constituta et assignata a fundatore; ut *de consecr., dist.* I, *nemo*[8]; in *Auct., ut determinatus sit numerus clericorum,* §. 1[9]; et tanta debet esse dos, ut sufficiat ad luminaria et vitam ministrorum, ut XVI, *q.* VII, *pie mentis*[10], et *in predicto capitulo, nemo*[11], duorum ad minus, *Extra., de feliis* [sic, *filiis?*] *presbiterorum, proposuit vobis*[12]; ut *de consecr., hoc* [sic, *hic?*] *ergo*[13]; item ad hospitalitatem existendam [*sic,* exercendam?] et ad respondendum episcopo in episcopalibus, ut *Extra., de supplenda negligentia prelatorum, sicut*[14]; *Extra., de prebendis, de monachis*[15]. Sed hoc obmisso, tempore primarii lapidis ponendi, ut restauratur tempore consecrandi; ut *Extra., eod. tit., cum sicut*[16], et I, *q.* II, *placuit*[17]. Sed quid fiet si hoc utroque tempore sit obmissum? Dicit Bas (*sic*), quod episcopus dotare tenetur, sicut et cum ordinat clericum sine titulo, ut *Extra., de prebendis, episcopus*[18]; sed melius dicitur quod fundatores teneantur ad hoc, ut XVI, *q.* VII, *pie mentis*[19] et arguit *ff. de ritu nuptiarum, l. qui liberos*[20];

[1] *Decret.*, par. III, dist. I, c. 4, 5, 7, 8.
[2] *Ibid.*, par. II, caus. XII, quest. II, c. 74.
[3] *Ibid.*, par. III, dist. I, c. 9.
[4] *Decretal.*, lib. III, tit. XL, c. 2 et 3.
[5] *Ibid.*, c. 2.
[6] *Decret.*, par. II, caus. X, quest. I, c. 11.
[7] *Ibid.*, par. III, dist. IV, c. 124.
[8] *Ibid.*, par. III, dist. I, c. 9.
[9] *Auth.*, coll. I, tit. III, novel. III.
[10] *Decret.*, par. II, caus. XVI, quest. VII, c. 26.
[11] *Decret.*, par. III, dist. I, c. 9.
[12] *Decretal.*, lib. I, tit. XVII, c. 6.
[13] *Decret.*, par. III, dist. I, c. 14.
[14] *Decretal.*, lib. I, tit. X, c. 2.
[15] *Ibid.*, lib. III, tit. V, c. 12.
[16] *Ibid.*, tit. XL, c. 8.
[17] *Decret.*, par. II, caus. I, quest. II, c. 1.
[18] *Decretal.*, lib. III, tit. V, c. 4.
[19] *Decret.*, par. II, caus. XVI, q. VII, c. 26.
[20] *Digest.*, lib. XXIII, tit. II, l. 19.

et lex dicit quod heres fundatoris tenetur, ut in *Auc., de ecclesiasticis titulis, §. si autem*, et *§. si quis edificationem*[1]. Et successor episcopi tenetur providere illi quem predecessor sine titulo ordinavit, ut *Extra., de prebendis, cum secundum apostolum*[2]. Sed illis non solvendo existentibus, dicerem actionem dandam in episcopum, ut *ff. si messor* [sic, *si mensor?*][3]. Item quid fiet si quis incipit edificare ecclesiam, et non consummaverit? *Responsio* : tenetur perficere usque ad v, ad (*sic*) annos, si est oratorium; si autem chotivum [*sic*, ptochium?], vel sinodochium, usque ad annum; ut in *Auct., de ecclesiasticis titulis, §. si quis edificationem*[4]. In quibus autem casibus ecclesie reconsecrari valeant, videamus. Et assignaverunt in hoc antiqui doctores VI casus : primus, cum dubitatur an ecclesia sit consecrata, ut *de consecr., dist.* I, *ecclesie*[5]; secundus, cum movetur altare majus; tercius, cum ecclesia est exusta; quartus, cum parietes sunt de novo funditus reparati; quintus, propter adulterium; sextus, propter homicidium, ut *de consecr., dist.* I, *si motum*, et *c. sequenti*, et *c. de fabrica*[6]. Unde

> Altaris motus, dubitatio, semen et ignis,
> Effusus sanguis, paries si corruat ipse :
> Hec sunt que faciunt iterato templa sacrari.

Sed hodie secus est; nam alia est consecratio ecclesie, altera altaris; unde si tabula altaris movetur, vel enormiter frangatur, [seu?] diminuatur, reconsecratur altare et non ecclesia, ut *Extra., eod. tit.*[7]. Et e contra, si ecclesia destruitur et non altare, reconsecratur ecclesia, et non altare. Item propter homicidium, vel adulterium, non consecratur ecclesia, ut *Extra., de adulteriis, significatis* (sic)[8], et *eod. tit., proposuisti*[9]. Quando autem parietes ecclesie penitus sunt destructi, vel demolliti, vel major pars ipsorum, tunc ecclesia iterum debet consecrari. Item hoc intelligebat Hugo, cum parietes simul destructi sunt, non successive; nam si successive destructi sunt, et successive reparati,

[1] *Auth.*, coll. IX, tit. XIV, novel. CXXXI, c. 12, et 10?
[2] *Decretal.*, lib. III, tit. V, c. 16.
[3] *Digest.*, lib. XI, tit. VIII.
[4] *Auth.*, coll. IX, tit. XIV, nov. CXXXI, c. 10
[5] *Decret.*, par. III, dist. I, c. 18.
[6] *Ibid.*, c. 19, 20 et 24.
[7] *Decretal.*, lib. III, tit. XL.
[8] *Ibid.*, lib. V, tit. XVI, c. 5.
[9] *Ibid.*, lib. III, tit. XL, c. 4.

tunc eadem intelligitur ecclesia; arguit *ff. de judiciis, proponebatur* [1]; et nota quod licet tectum, vel alia pars ecclesie, conburatur, dummodo parietes integri maneant, non reconsecratur ecclesia, ut *Infra* [sic, *Extra?*], *eod. tit., ligneis* [2]. Item dicit *Dec., eod. tit., aqua per episcopum* [3], *etc.*, quod licet episcopus possit simplici sacerdoti committere ea que juriditionis sunt, tamen ea que sunt ordinis non potest; et ita simplici sacerdoti, vel inferiori persone, consecrationes ecclesie, seu reconciliationes, committere non potest. In Summa notandum est, quod ecclesia consecrari non debet ubi paganus sepultus est, ante ejectionem ipsius, ut *de consecr., dist.* I, *ecclesiam* [4]. Item intelligo in excommunicando [*sic,* excommunicàto?], si cum ossa fidelium discerni possunt ab ossibus [in]fidelium, alioquin neutra sunt ejicienda, ut supra, *de sepulturis, sacris* [5]; sed si discerni possunt, tunc emissis corporibus infidelium potest ecclesia consecrari, dum tamen auctoritas episcopi, vel principis, interveniat; ut *de consecr., dist.* I, *corpora* [6]; *ff. de religiosis* [7]. Ratio hec est, cum infideles viventes ab ecclesia expellendi sunt, ut XXXI [*sic,* XXI?] *dist., cleros* [8], ergo et mortui; quia quibus viventibus ecclesia non communicat, mortuis communicare non debet, ut XXIIII, *q.* II, *c.* I, et *c. sane* [9]; licet hoc casualiter fallat, *Extra., de sententia excommunicationis, a nobis* [10]. Sed quid fiet in ecclesia non consecrata sepulta mulier pregnans, nonquid posset ecclesia consecrari ea vero [*sic,* non?] ejecta? *Responsio :* quod sic, quia fetus pars (*sic*) incertum est, ut *de consecr., dist.* IIII, *si quid*[*quid*] [11], et *ff. de ventre inspiciendo, l.* 1, §. 1 [12]. Item altaria dedicanda seu reconsecranda non sunt sine reliquiis, ut *de consecr., dist.* I, *placuit* [13]. Dicunt doctores sufficere corpus Christi. Item altaria si non sunt lapidea, non consecrantur; ut *de consecr., dist.* I, *altaria* [14]. Nec obstat quod Dominus precepit in Exodo fieri altaria de lignis Sechim que

[1] *Digest.*, lib. V, tit. I, l. 76.
[2] *Decretal.*, lib. III, tit. XL, c. 6.
[3] *Ibid.*, c. 9.
[4] *Decret.*, par. III, dist. I, c. 27.
[5] *Decretal.*, lib. III, tit. XXVIII, c. 12.
[6] *Decret.*, par. III, dist. I, c. 37.
[7] *Digest.*, lib. XI, tit. VII.
[8] *Decret.*, par. I, dist. XXI, c. I.
[9] *Decret.*, par. II, caus. XXIV, quest. II, c. I et 6.
[10] *Decretal.*, lib. X, tit. XXXIX, c. 28.
[11] *Decret.*, par. III, dist. IV, c. 35.
[12] *Digest.*, lib. XXV, tit. V.
[13] *Decret.*, par. III, dist. I, c. 26.
[14] *Ibid.*, c. 31.

sunt inputrebilia, et Salomon fecit altare aureum; nam illa facta sunt in figura.

[IV.] De electione et electi qualitate.

. . . .

[V.] De collatione et susceptione beneficiorum ecclesiasticorum, et de cure officio.

. . . .

[VI.] De excommunicatione [1].

. . . .

[1] Le texte qui suit chacun de ces trois titres n'est qu'un centon de citations prises presque entièrement dans les livres saints, parfois dans le droit canon, et rarement dans les auteurs profanes.

[APPENDIX SECUNDA.]

(Bibl. de Reims, ms. H, 644-648, fol. 10-14, 56-64, 268-272, 114-116.)

[I.] Hee sunt rationes a magistro Drogone de Altovillari, scolastico, proposite, per quas intendit et vult probare, quod canonici remenses infirmi, et senes, et inpotentes, integraliter, et sine diminutione, distributiones suas percipere debent, et quod nullam ebdomadam facere tenentur, nec propter hoc aliquod dampnum temporale vel jacturam debent sustinere.

Dicit magister Droco de Altovillari, scolasticus remensis, quod canonici remenses infirmi, et senes, et impotentes, de jure debent percipere integraliter suas distributiones, ac si personaliter horis canonicis interessent; nec ad aliquam ebdomadam faciendam tenentur, sed ratione sue inpotentie sufficienter excusantur a jure. Dicet enim Dominus in die judicii, cum venerit in magestate sua, cum multitudine angelorum : « Esurivi, dedisti michi manducare; sitivi, dedisti michi « bibere ; infirmus fui, et visitasti me. » Item quando Dominus erat in mundo, compatiebatur infirmis, et eos a suis langoribus et infirmitatibus sanabat. Item dicit Apostolus : « Corripite inquietos, suscipite « infirmos. » Item dicit lex, quod si quis fuerit dampnatus in metallum, et processu temporis factus fuerit inutilis, et impotens infirmitate, vel etate, vel valitudine, vel alia justa de causa, ad penam sibi injunctam sustinendam, quod pena debet ei omnino remitti, tanquam impotenti. Item dicit lex quod si qui terminos et fines agrorum..... vel amoverint, vel ejecerint; si splendidiores fuerint, et juvenes, quod debent in remotis et longinquis partibus relegari, si autem senes fuerint, mitius est cum eis agendum, quia relegandi sunt in partibus propinquis et vicinis, ad parcendum laboribus sue senectutis. Item dicit lex quod si quis debeat comparere certa die, et sub certa pena, coram judice, si detentus fuerit infirmitate, vel positus in carcere, vel quia pons erat

solutus, vel alia justa de causa, coram judice, sicut dictum est, comparere non potuit, quod pena non est commissa cum effectu, nec tenetur ad solutionem pene. Item legitur in Canone, quod si quis vocatus fuerit ad synodum, vel ad consilium, si laborat infirmitate, non tenetur venire. Item Moyses excusavit se ratione sue senectutis, dicens : « Centum annorum et viginti sum, non possum ita ingredi et regredi sicut « consuevi. » Item dicit Dominus : « Coram capite cano consurge. » Item dicit lex, quod semper fuit in civitate nostra veneranda senectus. Item dicit alia lex, quod senes, et emeriti, et impotentes, non tenentur esse tutores, vel curatores, sed excusantur a jure. Preterea certum est quod dominus Odo, tusculanus episcopus, qui generalis legationis officio in regno Francie fungebatur, Remis, in capitulo remensi, statuit et ordinavit, quod canonici remenses infirmi et senes, et impotentes, ut dictum est, suas distributiones percipient; et si dixit omnes, qui omnia dicit, nichil excipit, et sic omnes percipere debent, sine omni diminutione et contradictione. Si autem simpliciter dixit : distributiones suas percipiant, idem est ac si dixisset : omnes, quoniam indeffinita equipollet universali. Unde dicit lex, quod imperator dixit cuidam etate minori : Restituo te, idem est ac si dixisset : Restituo te in integrum. Item dicit alia lex, quod si obligo bona mea simpliciter, quod intelliguntur esse obligata omnia presentia et futura mobilia, et immobilia, et sese moventia. Item cautum est in jure quod ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus. Item dicit lex : Quod generaliter pretor edixit, pro lege debet observari, et propter hoc generaliter edictum suum, et ab omnibus, debet observari. Dominus autem legatus in suo statuto nec aliquid excepit, nec distinxit, nec diminuit, sed generaliter edixit quod infirmi, et senes, et impotentes, distributiones recipient; unde statutum suum, et edictum, generaliter ab omnibus, et in omnibus, debet observari. Item dicit lex : Quod principi placuit, legis habet vigorem. Unde cum ipse esset loco summi principis, et maxime in ecclesiasticis, statutum suum tanquam lex debet observari. Item dicit *lex pene*[*ult.*] *ff. ad legem Ponpeiam de parricidiis* [1], quod si furiosus hominem occiderit, vel alias deliquerit,

[1] *Digest.*, lib. XLVIII, tit. IX, l. 9.

quia delictum ipsius removet [*sic*, remanet?] impunitum, nam satis ipso furore torquetur. Unde vult lex illa, cum aliis juribus, quod infirmis subveniatur, et quod quilibet eis compatiatur. Unde legitur de B. Nicholao : « Erat enim valde compatiens, et super afflictos pia gestans « viscera. » Unde quilibet sequendo B. Nicholai, et divini juris, et positivi, vestigia, in se compassionem et pietatem, et misericordiam, habeat super afflictos infirmitate, vel inpotencia, vel alia quacumque tribulatione. Pietas, et compassio, et misericordia, nomina sunt sinonima; idem significant. Unde qui misericordiam in se non habebit, misericordiam a Deo non impetrabit.... Item dicit Scriptura : « Pietas alienis sordibus se abluit, de alienis vulneribus sibi medetur. » Item dicit regula juris, quod beneficia principum latissime sunt interpretanda. Item dicit alia lex *ff. de legibus et constitutionibus* [1], quod beneficium principis quod a sua procedit divina clementia, quod plenissime debet interpretari. Item dicit *Cod., de diversis rescripcionibus* (sic) [2], rescripta contra jus illicita refutari precipimus, nisi sit aliquid quod non ledat alium, et prosit petenti, vel crimen supplicantibus indulgeat. Beneficium, sive privilegium, domini legati, non ledit alium, vel alios, sed prodest omnibus, et prodesse potest canonicis remensibus et sanis, et infirmis, quia qui sanus est hodie, cras poterit infirmari. Item qui juvenis est, latenter, et tacite, cothidie properat ad senectutem et mortem. Item qui potens est et fortis viribus, subito vires amittit, et laborat inpotentia. Unde psalmus : « Qui confidunt in virtute sua, et in « multitudine divitiarum suarum gloriantur. » Item dicit Propheta : « Non glorietur sapiens in sapientia sua, dives in divitiis suis, fortis in « fortitudine sua. » Est autem beneficium domini legati introductum in favorem et gratiam universitatis, et singulorum canonicorum remensium, qui sunt similes mulieribus, secundum quod dicit lex, quod voluntates mulierum momentanee sunt, et frequenter contra propriam laborant utilitatem. Privilegium, sive beneficium, quod omnino jus absorbet alterius, vel alium ledit enormiter, de jure potest refutari; sed hoc non habet locum in beneficio domini legati. Item cautum est in jure, quod in testamento, et in maleficiis, et in juri-

[1] *Digest.*, lib. I, tit. IV, l. 3.

[2] *Cod.*, lib. I, tit. XXIII.

bus, non solummodo verba consideranda sunt, sed intentiones et voluntates testatoris, et illorum qui maleficia committunt, et qui jura condiderunt. Item in contractibus voluntas et intentio contrahentium considerari debet. Dicit autem lex, *ff. de furtis*[1], quod voluntas et propositum distingunt maleficia. Item dicit lex quod voluntas testatoris pro lege debet observari. Item dicit lex, *ff. de contrahenda emptione*[2], quod contractus legem ex conventione et intentione contrahentium accipiunt. Unde dicendum est a simili, quod in statuto domini legati, non solum verba sunt in eo spectanda, sed ipsius voluntas, et propositum. Est autem verisimile, quod dominus legatus compassione motus, et pietate, et misericordia, canonicis remensibus infirmis, et senibus, et impotentibus, in suo statuto integraliter et plenissime voluit subvenire. Item non obstat si aliquis, vel aliqui, dicant, quod infirmi, et senes, et impotentes, aliquam partem de distributionibus eis debitis non receperunt, et quod eis quedam pars fuit denegata, quoniam facta fuit eis injuria, nec quod eis de jure debebatur, de jure potuit eis auferri. Nec fuit unquam a communi capitulo statutum, vel ordinatum, quod distributiones predictis personis denegarentur, vel quod in ipsorum prejudicium in aliquo minuerentur, et si duo, vel unus, vel tres, de capitulo, vel eciam plures, qui redditus habebant vel distribuebant, auctoritate sua distributiones detinuerunt, vel minuerunt, eis injuriam fecerunt, nec hoc facere potuerunt. Unde potest eis dici, sicut dictum fuit Moysi : « Qui[s] te constituit « principem et judicem super nos? » Quod fit a minori parte universitatis, vel capituli non valet. Dicit enim lex, quod illud quod omnes tangit, debet ab omnibus comprobari; et omnes quorum interest, debent vocari. Preterea capitulum remense jamdudum statutum illud approbavit, et recepit, pro majori parte; sed illud pro parte non debet approbari, et pro parte reprobari, sed illud integrum, et sine diminutione, quod non semel, sed pluries, et jamdudum, observavit; et distributiones personis supradictis omnes, sine diminutione, in presenti, et in futuro, solvere tenetur. Unde dicit lex *Cod., de testamentis, in quodam Autentico ibidem posito*[3], quod si heres incepit sol-

[1] *Digest.*, lib. XLVII, tit. II.
[2] *Ibid.*, lib. XVIII, tit. I.
[3] *Cod.*, lib. IX, tit. XXIII.

vere unum ex legatis testatoris, quod ex tunc tenetur ad solutionem omnium legatorum. A simili tenetur remense capitulum, et postquam solvere cepit distributiones, ad solutionem omnium distributionum. Item in pluribus ecclesiis gallicanis talis viget consuetudo, quod si quis canonicus habet hospites cum quibus eum esse oportet, vel alia levi vel modica causa detentus propter quam commode non possit ad ecclesiam venire, quod propter hoc distributiones suas non amittit. Item in ecclesia remensi, ab antiquo viguit consuetudo, et adhuc vigere debet, quod infirmi canonici, et senes, et inpotentes, septimanam aliquam facere non tenebantur, nec hodie de jure tenentur, nec ista consuetudo de consensu et ordinatione capituli remensis ab aula recessit. Et si quis, vel aliqui, contra piam consuetudinem, et equitati consonam, auctoritate sua, et presumptione, venerunt, caveant sibi, quia dicit lex quod desertores consuetudinis approbate, et juri consone, punientur. Dicit autem, et petit, magister Drogo de Altovilari, scolasticus, rationibus et allegationibus supradictis, que valide sunt, et efficaces, quod remense capitulum edictum, sive statutum, domini legati, integraliter et inviolabiliter observet, tam in presenti, quam in futuro; et quod ille distributiones quas ille non recepit, et que fuerunt ei denegate, nec ipsi petenti solute, integraliter et sine diminutione solventur. Debent enim infirmi, et senes, et inpotentes, ab omnibus penis et honeribus corporalibus de jure liberari.

Sunt hodie multi qui demonibus famulantur,
Cum quibus in baratro defuncti jam cruciantur......

[II.] De electione, et qualiter electio debeat celebrari.

Quia propter diversa[s] electionum formas, etc..... [1].

Ex verbis istius decretalis : *Quia propter diversas,* et de verbis illius : *Ne propter defectum pastoris* [2], et ex tenore, evidenter apparet infra quod tempus, et qualiter, electio cathedralis ecclesie, et regularis, debeat celebrari.

Dicit enim *ne pro[pter] defectu[m]*, ne ecclesia viduata de pastore

[1] Ici se trouve copié en entier le canon 42 du titre VI du livre 1er des *Décrétales*.

[2] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 41.

detrimentum in spiritualibus et temporalibus paciatur, quod prelatus infra tres menses eligatur, et tempore decurso de consecrandis episcopis a canone diffinito, scilicet trium mensium, prelatus consecretur, et si tres menses transiunt (*sic*) nec electores sibi pastorem elegerint, ea vice potestate careant, et eligendi potestas ad eum qui proximo pacem cognoscitur [*sic*, preesse dignoscitur?] devolvatur. Is vero ad quem fuerit devoluta potestas, Deum pre oculis habens, non differat ultra tres menses, consilio capituli, et aliorum virorum prudentium, viduatam ecclesiam de persona ydonea ipsius quidem ecclesie, vel alterius si digna non reperiatur in illa, canonice ordinare, si canonicam voluerit effugere ultionem. Item *Extrav., eod. cap., cum in cunctis sacris ordinibus* [1], evidenter apparet et manifeste ea que sunt in prelato necessaria; quod sic incipit : « Cum in cunctis sacris ordinibus et « ecclesiasticis ministeriis, etc. [2]. »

[III.] Sermo faciendus antequam electio celebretur.

« Provideat Dominus Deus spirituum omnis carnis, hominem, qui « sit super multitudinem hanc; et possit exire et intrare ante eos, et « educere illos, et introducere, ne sit populus Domini sicut oves sine « pastore. » *Numeri* XXVII, *e. t.*

Septem notantur in verbis propositis; tria que debent esse in eligentibus, ut scilicet habeant concordie unitate[m], quod notatur ibi : « Deus « spirituum omnis carnis; » deliberationis discretionem, ibi : « Provi- « deat; » et pure intentionis rectitudinem, ibi : « Dominus. » Persone vero que debet eligi tangitur status, vel conditio, cum dicitur : « Hominem, » rationalem videlicet; *Ecclesiastes*, XLIX : « Joseph natus « est homo princeps fratrum, firmamentum gentis, rector fratrum, « stabilimentum populi. » Item meritum, cur dicitur : « Qui sit super « multitudinem hanc; » officium, cum dicitur : « Qui possit exire et « intrare ante eos, et educere, et introducere..... » Septimo tangitur ecclesie diu vacantis periculum, cum dicitur : « Ne sit populus domini « sicut oves sine pastore. »

Debent ergo diligenter habere unitatem et concordiam que valde placet Spiritui Sancto.... Ex dimisione [*sic*, divisione?] autem, et pro-

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 7.

[2] Ici se trouve cité en entier le canon 7.

jectibus, surget contentio, sicut dicitur *Judicum* v : « Divisio contra « se Ruben, » et [*sic,* id est in?] aliquo conventu vel capitulo, « magna « minorum [*sic,* magnanimorum?] contentio aperta [*sic,* reperta?] « est; » magna minorum [*sic,* magnanimorum?] inquit, id est, illi quorum [*sic,* electorum?] nobilium, vel licteratorum, precipue advocatorum, de quibus ut dicitur *Baruc* III : « Ibi, » id est in illa electione, « sunt gigantes nominati, qui ab initio fuerunt statura magna, » id est semper fuerunt in dignitatibus, vel balliveis, « scientes bellum, » id est consueti litigare; sed dicit Propheta : « Non hos elegit Dominus, » et Phalmista : « Non communicabo cum electis eorum, etc.... »

Nota de vulpibus Sansonis, quarum caude simul colligate, id est fines et voces, ad aliquem preficiendum, vel repellendum; sed facies, id est intentiones, diverse; ubi unus propter propriam voluntatem, alius propter humanam favorem, eligitur; *Judicum* xv.

Secundo debent habere deliberationis discretionem. *Machab.* IX : « Congregati sunt omnes amici Jude, » et dixerunt Jonathe : « Ex quo « frater tuus Juda defunctus est, etc. » Et statim sequitur : « Nunc « itaque eligimus te hodie, pro eo, nobis principem et ducem, ad « bellendum bellum nostrum. » Magni innuitur quod periculosa est mora in electionibus, que solet fieri per appellationes, vel dierum per ocastinationes [*sic,* procrastinationes et?], protractiones. Hanc discretionem innuit verbum, electionis; eligimus, inquiunt, te hodie nobis in principem, quantum ad temporalia, et ducem quantum ad spiritualia, ad bellandum bellum nostrum, non ad quiescendum.

Tercio debent habere pure intentionis rectitudinem.....

Ex verbis hujus presentis capituli : *Cum in cunctis*[1], evidenter apparet que necessaria sunt in prelato; etatis scilicet maturitas, morum gravitas, licterarum scientia; quod non patiatur defunctum [*sic,* defectum?] in natalibus, sed quod sit de legitimo matrimonio procreatus; non enim sufficit eum tantum vicesimum [*sic,* tricesimum?] annum attingisse (*sic*), sed oportet eum complevisse. Item debet esse bone conversationis, et honeste. Cum autem fuerit electus in episcopum, et in aliis dignitatibus majoribus, et confirmatus, et possessio-

[1] *Decretal.*, lib. I, tit. VI, c. 7.

nem bonorum spiritualium et temporalium adeptus fuerit, tunc demum poterunt beneficia que prius habebat, ab illo, vel ab illis ad quos spectat, collatio conferri. In illis autem inferioribus beneficiis, sed [*sic,* scilicet] in decanatu, in archidiaconatu, et parrochialis (*sic*), sufficit quod illos quibus talia beneficia conferuntur xxv annum attingisse (*sic*). In nomine Patris, et Filii, et Spiritus Sancti. Amen.

[IV.] De presentatione electi in archiepiscopatum (*sic*), vel episcopum, vel abbatem,...... et confirmatione sua.

Ecclesia remensis per mortem, vel cessionem, vel per resignationem, vel depositionem, reverendi patris N. Remorum quondam archiepiscopi, pastoris solatio destituta, petita a capitulo remense [vel?], a suo superiori, eligendi sibi pastorem licentia, et obtenta, die ab eodem capitulo competenti ad electionem de archiepiscopo preficiendo celebrandam assignata, vocatis qui debuerunt, et voluerunt, et potuerunt, commode interesse, et die assignata presentibus in capitulo, et hora ea [*sic,* et extra?], per viam scrutinii in electionis negotio procedere cupientes, canonici remenses tres de suo collegio fide dignos [designaverunt?] qui scrutinium facerent, et vota singulorum secreto et sigillatim assumpserunt (*sic*); qui sedentes in partem, scrutinium sibi commissum fideliter fecerunt, et vota singulorum in scriptis redigerunt (*sic*), et ad capitulum revertentes scrutinium ab eis factum incontinenti publicaverunt; et publicatione facta, cum appareret quod *Talis* majorem et saniorem partem tocius capituli in eum consentientem, in scrutinio haberet, collatione habita zeli ad zelum, meriti ad meritum, auctoritatis ad auctoritatem, numeri ad numerum, *Talem* virum morigenatum, licteratum, pudicum, sobrium, et castum, in archiepiscopum remensem elegerunt, Deum pre oculis habentes, via regia incedentes, non ad dexteram, vel ad sinistram, declinantes.....; juxta illud verbum quod legitur in *Numeris* : « Via, inquiunt, regia gradiemur, nec « declinabimus ad dexteram, nec ad sinistram; » id est nec prece, nec precio, nec amore, nec odio, nec carne, nec sanguine, cujusquam personam accipientes, sed circa salutem animarum, et Deum, et justiciam, tantum intendentes..... Juxta illud quod legitur in Actibus

Apostolorum : « Elegerunt Stephanum plenum fide et Spiritu Sancto ; » et quamvis dominus electus noster non sit Stephanus nomine, tamen est Stephanus imitatione et moribus, et recta intentione. Item elegerunt virum non formidolosum, nec timidum, sed audacem et strenuum, juxta verba *Sapientis* : « In omnibus operibus tuis, esto velox, « et non occurret tibi omnis infirmitas, » que est timiditas anime, sive pigritia, scilicet infirmitas spiritualis; tales enim, hoc est formidolosi et timidi, non admittebantur ad bellum, juxta illud quod in lege scriptum est : « Qui formidolosus est, et corde pavido, revertatur « in domum suam, ne faciat timere fratres suos. » Item elegerunt non puerum, non fragilem, non effeminatum. Dominus electus noster non est fur, nec est latro, unde salvabitur; quia electus est per ostium, id est Christum, nec per carnem et sanguinem, nec per tractatus illicitos, nec per secularem potestatem, nec per preces violentas, nec per munera, nec per symoniam; sed vocatus est a Deo, tanquam Aaron, et sicut Moyses, et sicut Jheremias ad prophetiam, et sicut B. Nichasius, Martinus, Germanus, Remigius qui fuerunt a Deo per divinam inspirationem pontifices effecti, et ad suas dignitates et honores vocati. Item certum est, quod in electione de ipso celebrata, canonice sanctiones, et jura fuerunt in omnibus observata. Unde vestre paternitati, vel sanctitati, ex parte capituli nostri supplicamus humiliter et devote, quatinus electionem de ipso rite factam tam ratione processus electionis, quam ratione persone domini electi ydonee, tanquam canonicam, et juri consonam, velitis, vel dignemini, confirmare.

[V.] Hee sunt rationes capituli remensis efficaces et valide, contra compromissum inter dictum capitulum contractum et conventum S. Theodorici.

Dicit capitulum remense, quod illa compromissio que dicitur esse facta inter remense capitulum ex una parte, et abbatem et conventum S. Theodorici ex altera, super quadam gerba, et custodia et justicia de Paivi, non valet, quia non fuit facta de voluntate et consensu totius capituli, vel majoris partis et sanioris, immo fuerunt plures qui nonquam consenserunt, et aliqui qui contradixerunt. Item quedam

littere lecte fuerunt in capitulo, in quibus continebatur quod capitulum se obligabat, et sub certa pena, ad observatione[m] arbitrii sive compromissio[nis] illud [*sic,* illius?], sed abbas et conventus ad hec in aliquo se non obligabant, et ita claudicavit illa compromissio.... quod est contra jus, quia cautum est in jure quod judicia et arbitria que redacta sunt ad instar judiciorum claudicare non debent; et cum abbas et conventus dicant quod se obligare volunt ad observandum compromissum, non sunt audiendi; quia quod ab initio non valuit, post ex facto convalescere non debet, et maxime parte adversa contradicente. Item illi qui gerunt se pro arbitris quosdam testes produxerunt, et audierunt, et depositiones eorum postea publicaverunt auctoritate sua, capitulo nec per se, nec per procuratorem ab eo legitime constitutum, coram arbitris presente; quod est contra legem que dicit, quod merita causarum partium assertione panduntur. Judices autem et arbitri in causis sibi commissis, cum cause cognitione, et partibus presentibus, procedere debent, nisi pars altera fuerit absens per contumatiam; quia secundum quod dicit lex, tunc ipsius absentia, diei repletur presentia. Item prepositus de Paivi compromissionem illam fecit auctoritate sua, quod facere non potuit, quia prepositi villarum capituli remensis ad hoc constituti sunt et deputati, quod jura capituli conserveret [*sic,* conservent?] illesa, nec habent potestatem alienandi hereditatem capituli, nec super ea pasciscendi, vel transigendi, nisi super hoc habeant a capitulo mandatum speciale. Ista in generali mandato non continentur. Item sententia lata contra aliquem multis modis revocatur : quandoque per appellationem, quandoque per supplicationem, quandoque per in integram restitutionem, quandoque per falsi querelam. Unde cum ecclesia remensis in hoc compromisso taliter facto lesa sit enormiter, de jure potest petere in integrum restitutionem et quod omnia que contra eam facta sunt integraliter (?) revocentur; quia jura faveret [*sic,* favent?] et universali ecclesie, et minoribus, et reipublice, et quibusdam certis aliis personis. Unde dicit lex in corpore *Autenticorum,* quod sacerdotium, id est tota ecclesia, et minor, et respublica, eodem jure censentur, et sunt ejusdem conditionis quantum ad privilegia, et prerogativas sibi a jure concessas, quia petere possunt in integrum restitutionem quando leduntur in

suis contractibus. Item alienatio rei ecclesiastice fieri non debet nisi in certis casibus, secundum quod continetur in illo *Autentico,* etc.....

[VI.] Rubrica qui magistri debeant vocari.

Unum quod cothidie videmus in mundo, non ad presens omittendum. Sunt autem quamplures clerici qui nunquam discipuli formam assumpserunt, qui autem nichil aut parum studuerunt, nec in aliqua facultate profiscerunt (*sic*), qui modici valoris sunt, et sciencie quasi nullius, et tamen magistri nominantur, et dicuntur, et a fuis [*sic,* suis?] et vilanis sapientes reputantur. De talibus enim dicit Juvenalis in fine cujusdam versus :

.... Habeat jam Roma pudorem

Item videmus hodie quod indignis, et imperitis, et fraudulentis, nec sufficienter litterati[s], nec in aliquo morigenati[s], dignitates, et ecclesiastica beneficia conferuntur, quibus pocius, personis eorum et meritis consideratis, auferri deberent quam conferri. Pauperes autem, et alii, litterati, et morigenati, virtutibus et bonis operibus et moribus insigniti, nec exaltantur, nec pauperes ad (*sic*) suam (*sic*) paupertatem (*sic*) per patronos ecclesiarum et beneficiorum in aliquo relevantur. Unde vere dicere possumus, quod hodie fraus, et dolus, et ypocrisis, et adulatio, et deceptio, et fallatie dominantur in mundo, per quas quamplures frequenter exaltantur, et per suas cupiditates et fallacias, dignitates et ecclesiastica beneficia, contra Deum et justiciam, consequentur. Item Dominus noster Jhesus Christus fuerat Capharnaum, in civitate Cesari[s], in qua, et alibi, multas virtutes et miracula fuerat operatus; et rediit Nazareth in parte [*sic,* patria?] sua ubi fuerat nutritus, et tunc Judei dicebant ei : « Quia non facis in patria tua « miracula sicut alibi facere consuevisti? » Qui respondit ei : « Amen, « amen dico vobis, quia nemo propheta acceptus est in patria sua. » Item dixit : « Nemo propheta est sine honore, nisi in patria sua; » et hoc dixit quia cumpatriote sui, et vicini sui [1], non credebant in eum,

[1] Évidemment Drogon laisse échapper ici une partie de l'amertume que laisse après elle une ambition trompée. Nous pensons que c'est également à quelque mécompte de cette nature qu'il faut attribuer les vers suivants, tirés du ms. H, 645-649, fol. 16.

Quidam canonici remenses sunt inimici
Regis celestis, quos percutiat fera pestis.

nec ipsum, secundum quod debebant, honorabant; sed ei frequenter molestias faciebant. Sic est hodie de multis, sicut de Domino, qui quamvis sint bene meriti, et litterati, et moribus ornati, et bonis gaudeant naturalibus, tamen in patria sua prophete non reputantur, nec sicut debent honorantur, nec exaltantur. Et hoc illa fera pessima, scilicet invidia, et nequitia, et vitium generis humani, que in pluribus partibus hodie regnant, totum operantur. Sed de talibus qui taliter ascendunt, et promoventur, ut dictum est, dicit Poeta :

.... Tolluntur in altum
Ut lapsu graviore ruant.........

Item Phalmista : « Vidi impium elevatum, et exaltatum, sicut ce-« dros Libani; transivi, et ecce non erat..... » Item ista verba sunt contra peccatores, et contra illos qui taliter, ut dictum est, dignitates acquirunt, et ecclesiastica beneficia, qui non intrant in ovile ovium per hostium, sed ascendunt aliunde. Merito debent fures et latrones reputari, quia per sordida munera, et per servitia illicita, plures hodie fraudulenter exaltantur. Abraham invenit graciam in terra aliena. Sic sunt hodie multi qui graciam in terra sua non possunt invenire, et propter hoc exeunt de terra, et de cognatione sua, et multociens inveniunt graciam in partibus alienis. Item vero dici potest, quod nemo de jure debet vel potest bonus clericus simpliciter appellari, nisi fuerit in pluribus facultatibus eruditus, et nisi fuerit in liberalibus artibus, scilicet gramatica, dialectica, rectorica, fundatus et doctus; quia sicut domus sine fundamento non potest consistere, quia corruit et statim efficitur ruinosa, sic clericus sine fundamento liberalium artium non potest ad perfectionem sciencie litterarum et facultatum pervenire, et nunquam in eis firmus et certus aliter poterit permanere.

Sordibus ornati, reprobi sunt, et maculati
Criminibus multis; sed eis tormenta sepultis
Multa dabit Sathanas, animas cruciendo profanas.
Sunt nimis elati sociisque nocere parati;
Sunt Sathane cari, cupidi vivunt, et avari
Divitias querunt que mala multa ferunt.
Invidia pleni, cunctisque bonis alieni,
Sunt adulatores, Judeis deteriores,
Atque elusores, reprobos retinent sibi mores.
Peniteant, doleant, et sua facta fleant.

Et ailleurs, fol. 17 :

Fratribus in falsis sunt multa pericula quorum
Pessimus est finis, et vita sequela malorum;
Nam sunt fallaces, mendaces, atque rapaces,
Fallunt veraces; falsique dolique capaces
Applaudent sociis in proditione loquentes
Verbis nec vera nec corde nec ore ferentes
Exterius rident, intus sub vulpe latentes
Mordent a tergo; Sathan illos mordeat ergo!...

COUTUMES

DES

COURS ECCLÉSIASTIQUES ET CIVILES.

---

§. III.

COUTUMES ET ADMINISTRATION DU BAN DE L'ABBAYE DE SAINT-REMI.

ENQUESTE AFUTURE

FORT AMPLE ET NOTABLE POUR LA RECOGNOISSANCE DES DROICTS DE LA TERRE ET JUSTICE DU BAN DE SAINT-REMY DE REINS.

Arch. de Saint-Remi, liass. des renseign.; châtellenie, rouleau de 22 mètres.

Tesmoings vielz, et valétudinaires, et affutures, ou de longue absence, oys et examinez par nous Jehan Le Boutillier, dit le Gascars, lieutenant à Reins de m[onseigneur] le bailly de Vermandois, et Jehan Labbé nostre adjoinct, commissaires du roy nostre Sire en ceste partie pour oïr et examiner tesmoings des conditions devant dictes ou d'aucuns d'icelles, en une certainne cause pendant en la cours de parlement, entre monseigneur l'arcevesque de Reins, ou son procureur pour lui...., demandeur en cas [de maintenue] de saisinne, et de nouvelleté, d'une part; et les religieux, abbé et convent de l'église Saint-Remy de Reins, opposans et deffendeurs d'autre part; iceulz tesmoings par nous oyz et examinez, en la présence de Remy La Barbe, clercq juré du roy N. S. en la prévosté de Laon, commis par nous, sur les briefs articles à nous bailliés et présentez de la partie desdis religieux, le mardi XVIIIe jour du mois de décembre l'an mil quatre cens trente et ung et les jours ensuivans, par vertu de lectres du roy N. S. à nous présentées, desquelles la teneur s'ensuit :

Charles, par la grâce de Dieu, roy de France, au bailly de Vermandois, ou à son lieutenant à Reins, salut. Exposez nous ont les religieux, abbé et convent de l'église de Saint-Remy de Reins, comme naguères par nos lectres patentes, et pour les causes contenues en icelles, nous ayons mandé et commis au prévost de Laon, ou son lieutenant audit Reins, commectre, ordonner et députer certains commissaires pour oïr et examiner, à la requeste et diligence desdis exposans, certains tesmoings vielz, valétudinaires et affutures, an et sur certain descort et procès en matière possessoire, piéça meu en parlement

entre Jehan Brulars, soy disant lors commis à la procuration de l'arceveschié dudit Reins, demandeur, et lesdis exposans deffendeurs, pour les causes contenues audit procès; pour lesquelles nos lectres exécuter ledit prévost, ou son lieutenant, a fait convenir et adjourner pardevant lui nostre amé et féal chancelier l'arcevesque de Reins, auquel la chose touche, selon le contenu de nosdictes lettres; et les parties comparans par leurs procureurs, mesmement ledit Brulars, pour nostredit chancelier, dit et alléga que il n'oseroit consentir..... que tesmoings fussent oys en icelle cause sans le consentement et ordonnance expresse d'icellui nostredit chancelier; à quoy fut respondu de la partie desdis exposans que le procès avoit esté commencié en l'absence de nostredit chancelier, et depuis icellui avoit esté en icelle ville, auquel iceulz supplians en avoient parlé, et sy avoit icellui nostre chancelier volu commectre..... avec lesdis supplians certaines personnes pour oïr les tesmoings d'iceulz, et en leur reffus se feust ledit prévost entremis aulcunement de vouloir mectre à exécution icelles nos lectres, et en ce faisant commectre...... telz commissaires qu'il eust pleu eslire et nommer auxdictes parties....... Sur quoy ledit Brulars, à présent procureur dudit arcevesque, ait prins pluseurs délais, et après iceulx a appelé, jà çoit ce qu'il soit demandeur original en ladicte cause, et depuis sadicte appellacion a relevée en nostre court de parlement aux jours du bailliage de Vermandois de nostre prochain parlement advenir, et fait adjourner nostredit prévost, et intimer iceulx religieux, pour fuir et délayer comme il samble, ou au moins pour empeschier que la vérité feust et soit sceue sur le droit prétendu par lesdis exposans, lesquelz ont en ceste matière pluseurs anciens tesmoings...., dont les aucuns sont en adventure de briefement finer leurs jours, et les autres de eulz absenter du pays par fortune de guerres ou aultrement, avant ce qu'il soit décidé de ladicte cause d'appel, qui pourra prendre long trait et délais, par quoy seroient et sont lesdis exposans en adventure de perdre le tesmoinguaige de leursdis tesmoings et le bon droit qu'ilz ont en ceste cause, se pourveu ne leur estoit et est de nostre grâce, et convenable remède requérans humblement iceulz; pour ce est-il que nous, ces choses considérées, qui ne voulons par telles voyes la vérité, et les drois de nos subgés, mesmement lesdis religieux qui sont de

fondacion royal, estre périlz, et que en cas semblable, selon le stile de nostre court de parlement et de toutes cours layes, on a bien acoustumé faire telles audicions et examen pour pourveoir à telz et si éminens périls et jugemens, mesmement que telz tesmoings il convendra faire oïr et examiner en l'enqueste principale, se ilz sont vivans et l'en en puet finer, vous mandons, et se mestier est commectons, que se il vous appert de nostredit mandement, et aussy des commandemens et requestes faites par icellui prévost au procureur dudit arceveschié, et de ladicte appellacion, vous, avec une personne notable, expert, et souffisant, qui n'ait esté ne soit du conseil d'une partie ne de l'autre en ceste cause, oyez et examinez sur les fais, intendit, et briefs articles, qui de la partie desdis exposans vous seront bailliés par escript, tous les tesmoings dessudis, qui de la partie d'iceulx exposans seront admenez et produis pour porter tesmoingnaige de vérité sur lesdis briefs articles, présent ou appellé ad ce nostredit chancelier se il est présent audit Reins, synon à la personne de ses bailli, prévost et procureur dessudis, à iceulz briefs articles recevoir, et à veoir jurer lesdis tesmoings, sauf à nostredit chancelier ses reproches; lequel adjournement ou évocation faite à la personne d'iceulz officiers, se faire convient, voulons estre d'autel effect et valeur comme se fait estoit à la personne d'icellui nostre chancelier, et icellui avons auctorisé, et auctorisons; et lesdites deppositions et acceptations d'iceulz tesmoings rédigez et mettez par escript, et iceulz clox et scellez soubz vos seaulx, mettez en lieu seur et sauf, pour valoir et servir ausdis exposans en leurs preuves en ladite cause en temps et en lieu ce qu'il appartendra par raison, pourveu que pareillement nostredit chancelier porra de son costé produire et faire examiner pardevant vous ses tesmoings, s'aucuns en y a des condicions dessudictes; car ainsi nous plaît, et voulons estre fait de grâce espécial par ces présentes, nonobstans quelconques lectres subreptices impétrées ou à impétrer ad ce contraires. Donné à Laon, le dixième jour de novembre, l'an de grâce mil cccc trente et ung, et de nostre règne le dixième. Ainsi signé par le conseil, J. Leclerc.

Desquels tesmoings les noms et seurnoms avec leurs dépositions ci-après s'ensiront.

Et premiers :

Religieuse et honneste personne damp Gauthier de Ruilly, religieux et chastelain de ladicte église de Saint-Remy, aagié de quatre-vins ans ou environ, tesmoing produit par les dessudis religieux sur les I, II, III, IIII, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIIII, XV, XVI, XVII, XIX, XX, XXI, XXIII, XXIIII et XXVe articles des briefz articles à nous bailliés par les dessudis religieux.

Et premier, requis sur le premier article, dit et dépose par son serment, en parole de presbtre, la main mise au pis, qu'il a soixante-quatre ans qu'il fut fait religieux de ladicte église de Saint-Remy, en laquelle depuis continuelement a demouré sans partir hors; et est vray que en ladicte église est gardée, et a esté de tout temps la sainte ampole, de laquelle les roys de France ont esté sacrez et enoins, et icelle lui déposant a eu en sa garde comme soubz-trésorier d'icelle église l'espace de cinq ans, et scet bien que d'icelle sainte ampole le roy Charles sixième fut enoins en l'église Nostre-Dame de Reins, en laquelle icelle sainte ampole fut portée par son révérend père en Dieu Pierre de Marzilli, pour lors abbé d'icelle église de Saint-Remy, et rapportée en icelle église, et ad ce faire fut présent lui déposant; et sy est vray que ou mois de juillet prochain venant aura trois ans, le roy Charles septiesme fut enoins et sacrez d'icelle sainte ampole, comme il a oy dire. Bien est vray qu'il estoit en ladicte église de Saint-Remy quant monseigneur Jehan Cannart, à présent abbé d'icelle église, print ladicte sainte ampole pour porter en l'église Nostre-Dame de Reins pour enoindre le roy nostre Sire, et demanda icellui monseigneur l'abbé, qui oncques mais n'avoit veu sacrer roy de France, audit déposant, qui est le plus ancien de leurdicte église, quel mistère, la manière, et comment il avoit à procéder; lequel déposant ly dit la manière comment il avoit veu faire ou temps passé, et emporta icellui monseigneur l'abbé ladicte sainte ampole, et en fut le roi nostre Sire enoint par la main de monseigneur l'arcevesque, en la présence dudit monseigneur l'abbé; et icelle après ladicte unction raporta en icelle église de Saint-Remy, en laquelle elle est, comme il a oy dire audit monseigneur l'abbé; et ces choses ne vit point, pour ce qu'il a environ XXIII ou XXIIII ans, que par maladie de

teste il perdit la veue. Avec ce dit qu'il a tousjours oy dire, et tenir, et leu en escriptures, en pluseurs lieux, monseigneur saint Remy avoir esté et estre patron de France, nonobstant qu'il ait oy dire aucune foys que monseigneur saint Denis estoit patron de France, et ly samble que l'en dit ledit monseigneur saint Remy patron à cause de la doctrine et prédicacion qu'il fit au roy Clovis, premier roy de France chrétien, à cause de laquelle prédication ledit roy, et grant multitude de son pueple, qui auparavant n'estoient pas chrétiens, furent baptisés et fais chrétiens; et fut ledit roy Clovis enoinct de ladicte sainte ampole, envoyée du ciel à monseigneur saint Remy, comme on le lit en la légende dudit monseigneur saint Remi. Et dit que icelle église de Saint-Remy est de très-grant ancienneté notablement fondée, et par ung roy de France nommé Loys, jadis roy de France, comme il dit avoir veu par lectres de chartres, scellées de cire verde en las de soye, et donées de pluseurs autres roys subséquens, comme le roy Lotaire, ung nommé Hue, et autres pluseurs confirmacions de papes, et arcevesques de Reins, comme Guillaume aux Blanches Mains, ung nommé Raoul, et autres; entre lesquelz arcevesques en a ung nommé Arnulphius, comme il lui semble, lequel a confirmé les dons fais par les royz de France, et baillié sentence d'excommuniement contre tous ceulz qui yront à l'encontre.

Requis sur le second article, dit et dépose par son serment, que lesdis religieux de Saint-Remy, à cause de la fondacion de leur église à eulz faite par feu le roy Loys, qui fut faite en pluseurs drois, saisines et possessions, concernans fais de jurisdicion, justice et seignourie, sont seigneurs d'une partie et porcion de la ville de Reins, nommée vulgaument le Banc-Saint-Remy, faisant l'une des extrémitez de ladicte ville de Reins, commençant icelle seignourie et justice aux murs de la ville estans à l'opposite du jardin de Saint-Nicaise, et dont il dit avoir une bonde en la rivière plus avant, vers Aussons, en alant tout oultre parmi les jardinaiges de Venisse, en une maison frappant en Nuefve rue, prez et un peu oultre les Vaulx des Escoliers, en montant amont, et environ de l'opposite d'une maison en laquelle jadis demoura maistre Collart de Consors, à l'endroit de laquelle maison, et contre le mur du jardin d'icelle, a une pierre trouée, faisant

icelle la division et séparation de la terre de monsigneur l'arcevesques de Reins et dudit ban de Saint-Remy, et depuis icelle pierre et les murs dessusdis de Folle-Peine, en montant amont tout du large, du lez et du travers jusques à la porte de Frichembault, et d'icelle jusques à Dieu-li-Mire en revenant à ladicte pierre, est de la justice et seignourie desdis de Saint-Remy; et d'icelle pierre en alant en rue Perdue, du costel de rue de Molins, et jusques à une rue que on dit rue de Bains, et d'icellui coing de rue de Bains en tournant tout droit en rue Perdue, en alant tout droit à une pierre en laquelle a une croix, estant icelle enfichée au murs d'ung jardin, qui jadis fut, comme il tient, à une nommée la Margoleine, et d'icelle pierre en montant amont parmi certains jardinaiges et grange qui jadis fut à Jehan Conte, en alant droit au four Chetivel, joingnant de la maison des Créneaux, et d'icellui four Chetivel en alant du costé dextre au cymetière de Saint-Martin, et à une petite chayne tenant à l'église Saint-Martin d'une part, et Saint-Thimothieu d'autre; et du mylieu d'icelle chayne en alant à une bonne, ou plate pierre, couchée à terre au-devant de Sainte-Nourice, et alant du costel vers Saint-Remi à une bonde estant sur le coing d'une ruelle estant au-devant de la rue Saint-Nicaise, et d'icelle bonde à une autre estant un peu plus avant à une grosse pierre plate, et d'icelle en retournant parmy des maisonnages et jardins d'icelle rue de Saint-Nicaise, et en alant tout droit au mylieu de la porte dudit Saint-Nicaise; et de la moitié d'icelle porte du lez vers la rivière, en passant tout oultre la fermeté d'icelle ville, et en allant oultre le chemin de Pissechien, contremontant le grant chemin, jusques à une vigne que on dit Champ-Dolant; et d'icellui lieu en allant à un puis estant lez une chiève voie sur le chemin de Vrilli, au-devant de la maison de Saint-Anthoine; et d'icelle en venant à la porte Dieu-ly-Mire, et de la porte Dieu-ly-Mire tout au long de la fermeté d'icelle jusques à la pierre dessudicte estant en Nuefve rue, est de la justice et seignourie desdis religieux, nommé vulgaument le Ban-Saint-Remi; et depuis la chiève voie dessudicte, en tournant droit à la chappelle Saint-Bernart oultre Dieu-ly-Mire, et descendant bas vers la rivière, et en montant vers le molin de Vrilli jusques à ladicte chiève voie, comprinse la ville de Vrilli, pareillement est de la justice et seignourie desdis religieux, et

est nommé le petit Banc; lequel petit Banc appartint jadis à ung nommé Rotaldus, trésorier de Tours, nepveu de l'arcevesque, qui pour lors estoit, nommé Radulphus, et le vendit aux religieux dudit Saint-Remy, dont leur abbé avoit nom pour lors Azinare, ensemble les drois de justice et jurisdicion qu'il avoit en icellui petit Banc, si comme il dit avoir veu par lectres belles et notables; et a oy dire que anciennement, et avant que la ville de Reins fust fermée ainsi qu'elle est à présent, ot ung chastel prez du lieu où est située l'église de Saint-Remy, et dont de son temps, et depuis qu'il a esté religieux de ladicte église, il a vu muraille grosse et espèce que l'en disoit avoir esté dudit chastel; et y a encores une rue ou banc Saint-Remy, en alant vers Saint-Cosme, que l'en dit la rue du Chastel, auquel chastel il a oy dire appendre un grant banc et bourg, qui estoit les places et lieux par au-dessus désignez, et un bourg et faulxbours, dont il a oy dire le bourg dudit chastel estre depuis l'endroit où est la boucherie jusques à la porte Dieu-li-Mire, et le faulxbours depuis ladicte porte Dieu-ly-Mire jusques oultre la chappelle Saint-Bernart; enquel faulxbours il a oy dire avoir eu anciennement grans édifices et pluseurs terres et possessions appendent à icelle; et pareillement à l'endroit où est à présent la porte Dieu-li-Mire a eu un bourg où anciennement a eu grans édifices, dont une partie, et celle du lez vers la rivière, estoit en la jurisdicion de Saint-Remy, et de l'autre lez de chappitre de Reins. Et dit que ledit chastel, avec lesdictes appendences et aisances, furent données à ladicte église par feu le roy Loïs, en tel droit, seignourie et justice, haulte, moyenne et basse, et telle que ledit roy pour lors tenoit soubz son ressort, nuement et sans moyen; et ces choses scet par ce qu'il en a veu par lectres de don dudit roy Loïs, confirmacions de papes et d'arcevesques. Ne scet, sur ce requis, combien il y a que la fondacion de leur église fut faite par ledit roy Loys, ne combien il y a que ledit roy lors régnoit. Enquis se ledit banc Saint-Remy, depuis le four Chetivelle, se extent jusques à la croix de Fust; dit que de ce ne sçauroit parler, mais bien scet qu'il s'extent depuis ledit four en allant à la chayne de Saint-Martin, ainsi et par la manière que dessus est dit; esquelz lieux et places par lui dessus désignez, messieurs les religieux de Saint-Remi ont toute justice, et n'en y ont aucune messieurs de Saint-Thimothieu,

synon justice foncière seulement; et est vray que des demourans en trois petites maisonnèges joingnians de ladicte église de Saint-Thimothieu, et regardans sur le cymetière d'icelle église, lui déposant, comme chastelain, a prins et receu amende à cause de certaine bature à sang par eulx faite.

Requis sur le IIIe article, dit et dépose par son serment qu'il ne vit oncques ledit chastel, ne ne sceut que en icellui eust chastelain, synon par oy dire; mais bien est vray que dès LXIIII ans a qu'il fut fait religieux dudit Saint-Remy, il a veu tousjours l'un des religieux d'icelle église qui estoit chastelain, et de son temps en a veu VI ou VII, et à présent occupe, lui déposant, ledit office, lequel il a occupé depuis XXXIII ans; auquel office appartiennent pluseurs drois et revenus, lesquelz se prennent et reçoivent par ledit chastelain ou ban et justice desdiz religieux, tant en la ville de Reins comme dehors; et dit que quiconques est chastelain en ladicte église, il est tennus de faire guet et garde de nuyt avec le mayeur d'icellui ban, en et partout iceluy ban prendre et appréhender aucun meffaiteur s'ilz le truevent, les punir et corrigier savéramment, comme de raison; et à ceste cause a pluseurs beaux drois et revenus; et entre les autres drois qu'il a, ne loit à aucun de édifier oudit ban Saint-Remy travaulx à ferrer chevaulx, saillies sur les rues, appoies de bois ou de fer, chever en la chaucée, sans le congié et licence dudit chastelain ou de son commis et du mayeur desdis religieux; et s'aucun fait le contraire, d'en prendre et percevoir amende de soixante sols, dont au mayeur de messeigneurs les religieux appartient XXII sols, et le seurplus appartient audit chastelain; droit aussy de prendre prouffit du congié qu'il baille pour faire les choses dessudictes; droit aussy qu'il ne loyt à aucun des demourans et habitans dudit ban Saint-Remy et dedens la fermeté de la ville de Reins, de vendre vin à plus hault pris de six deniers, synon les clers ou nobles, les coustres et les eschevins du ban desdis religieux, ou cas qu'ilz venderoient vin de leur creu, sans prendre congié audit chastelain; et ou cas que on y vende à plus haut pris de six deniers, ledit chastelain prent pour chascune foiz sèze deniers parisis; et s'aucuns vendent à plus hault pris de six deniers sans en prendre congié, ilz sont tenus d'amende de soixante solz; en quoy ledit chastelain prent au dessus

de XXII solz. Dit oultre qu'il a veu en son temps, et depuis qu'il a esté religieux de Saint-Remi, le chastelain dudit Saint-Remy louer les maisonnetes estans dessoubz les portes de Frichembault, Dieu-ly-Mire, et de Saint-Nicaise, et en prendre et lever les louyers et prouffis à cause dudit office de chastelerie; et lui-meismes, depuis qu'il a esté oudit office, a loué celles de Frichembault et Dieu-li-Mire, et en prins les prouffis, et jusques environ XXV ans a, que, à l'occasion de la guerre, Gombaud de Melles, pour lors lieutenant du capitainne de Reins, ly bailla empeschement, et pour l'estaige du mylieu d'icelles portes de Frichembaut et Dieu-ly-Mire, pour y mectre l'artillerie d'icelle ville, dont complainte fut faite par lui déposant pardevant Jehan Contet, sergent du roy nostre Sire, pardevant lequel la cause a tousjours esté continuée, sans ce que plus avant y ait esté procédé. Dit aussi que audit chastelain appartenoit certaine yaue, que on appelloit l'yaue Chastelainne, dont une partie a veu estre à l'endroit de la tour que on dit estre la tour de Chante-Reinne; et dit que depuis icelle tour, en alant jusques à la porte Saint-Nicaise, toutes les herbaiges des fossez, et les peschaiges de l'yaue, apartenoient audit chastelain à cause dudit office; et de ce en a joy son temps durant, et jusques environ XXVIII ans puet avoir que ledit Gombaut de Melles, lieutenant du capitainne de Reins, et autres, firent fauchier lesdictes herbaiges; laquelle chose venue à la congnoissance de lui déposant, acompaingnié de cinq ou six ses compaingnons, ala quérir ladicte herbe, à quoy faire seurvint ledit Gombaut, qui fit deffenses, à lui déposant, et à ses compaingnons, que icelle il ne transportast; et après pluseurs paroles d'un costé et d'autre dictes, ledit Gombaut s'efforça de mettre la main à lui déposant, dont ledit déposant appella, et son appellation releva en la court de parlement, en laquelle sadicte cause d'appel a esté plaidoyée, et tant procédé que après escriptures bailliées d'un costel et d'autre, les parties ont esté appointées en anqueste et commissaires (?); et encores pend le procès en cest estat en la court de parlement. Dit aussi que se aucun fourfait ou délinque ou ban de Saint-Remy, tant en l'enfermeté comme dehors, dont il soit tenu d'amende de LX solz, ledit chastelain prent au-dessus de XXII solz six deniers.

Requis sur les IIII, V et VI[e] articles, dit, et dépose par son serment,

que hors de la fermeté de la ville de Reins, du costel de la porte Dieu-ly-Mire, a certainnes faisses de terre, et que on appelle vulgaument le banc Chastelain, qui s'estent depuis la chappelle Saint-Bernart estans hors la porte de Dieu-ly-Mire, en alant tout oultre le grant chemin de Saint-Lyenart, jusques à ung puis qui est environ à l'opposite de la maison de Saint-Anthoine à Vrilly, et dudit puis en descendant vers la rivière parmy une chiève voye qui là est, et alant d'icelle chiève voye en la ville de Vrilly, et d'icellę ville de Vrilly en alant tout droit à une croisette qui est distant de la chappelle dudit Saint-Bernart d'un trait d'arc, et que on dit la Place aux Excommeniés, en laquelle faisse, ou ban, a grant foison terres arables appartenant à pluseurs personnes particuliers, c'est assavoir aucunes à feu Pierre Plumet, aucunes à dame Agnès de Bazoches, à Jehan Lemaire, à l'ausmonier de Saint-Remi, au convent dudit Saint-Remy, à Jehan Fouasse, et pluseurs autres; et sur lesquelx lieux et places il saveroit bien aler, se il avoit sa veue, comme il a eu ou temps passé; et encores de présent, qui le mèneroit sur les lieux, il saveroit bien dire et montrer à la main comment elles vont, selon ce qu'il a veu ou temps passé; lequel ban Chastelain que aucuns appellent le petit banc à la différence du grant, a esté acquesté par lesdis religieux depuis la donacion du chastel, ban et bourg, faites par le roi de France à ung nommé Rotuldus de Mutry, comme par lectres sur ce faites dit avoir veu. Dit aussy que en icellui petit banc, ainsi qu'il se contient, depuis ladicte chappelle jusques au puis dessudit, du lez vers la rivière, et depuis la croisette dessudicte jusques à la chiève voie venant dudit puis à Vrilly, messeigneurs les religieux de Saint-Remy ont toute justice, haulte, moyenne et basse, pour laquelle exerser, garder et gouverner, ont eu iceulx religieux de tout temps, et encores ont à présent, bailly, ou garde de justice, ne scet proprement lequel, nonobstant qu'il a veu à feu Drouart de Troissy, en son vivant garde de la justice desdis religieux, tenir court et jurisdicion de causes d'appel d'aucuns des habitans des villes de la prévosté de Bazancourt, Cruny, et autres villes estans de la seignourie desdis religieux; leur a veu avoir mayeur, et eschevins, et encores ont doyen, viconte, sergens messiers pour garder les grains estans oudit petit banc; et ou grant banc leur a veu avoir brassieux jurez à brassier

foing et estrain, mesureurs de charbon jurez; auquel mayeur, sergens et autres officiers en justice, de son temps il a veu exercer justice, et faire pluseurs exploix ès termes dudit petit banc, et aussy ès termes de grant banc, hors ladicte fermeté, qui se commence ou mylieu de la porte Saint-Nicaise, du costel vers Dieu-ly-Mire, en alant le chemin que déposé a dessus; et que ainsi soit, vray est que feu damp Remy d'Ambonnay, lequel environ LXIIII ans a estoit chastelain de ladicte église, et lequel à cause dudit office avoit droit, sy ont eu et ont tous ceulx qui ont esté et sont chastelains en icelle église, de commectre pour et ou lieu d'eulx, une personne pour aler et venir par toute la justice desdis religieux, tant ou grant banc comme ou petit, nuyt et jour, veoir se il trouveroit aucuns meffaicteurs ou délinquans; lequel ainsi commis puet et ly loit, se il trueve de nuyt en icelle justice, soit hors la fermeté ou dedans, aucuns délinquans ou malfaiteurs, prendre et emprisonner; et dit que à la relation de tel commis, le mayeur seul adjouste foy; la raison, pour ce que s'aucuns biens y a appartenans aux délinquens qui chient en confiscacion, le mayeur y prent la moytié, et le chastelain l'autre; et se il y a amende, le mayeur y prent XXII sols et six deniers, et chastelain le seurplus; et s'il advenoit que tel commis preinst ung des bourgois de l'eschevinaige dudit ban, et que la congnoissance en veinst pardevant les eschevins, iceulx eschevins n'adjousteroient point foy à la relacion dudit commis, pour ce que d'exercer ladicte commission n'averoient pas prins le serment. Icellui damp Remy avoit un serviteur nommé Jehan Josnet, lequel il avoit commis à aler et venir en et par ladicte justice pour icelle garder de malfaiteurs, trouva ung oiseleur qui tendoit aux oiseaux à une roix près de la grant Housse qui est du grant banc du chastel dessudit, et pour ce que icellui oiseleur n'avoit point prins congié audit chastelain son maistre, print icellui oiseleur et tous ses oiseaux, et constitua icellui prisonnier ès prisons dudit monseigneur oudit ban Saint-Remy. Ne scet combien il fut èsdictes prisons, ne s'il amenda ledit cas, mais bien scet que les oyseaux demourèrent, et qu'ilz furent mangiés, au moins la plus grant partie, en ladicte église de Saint-Remy. Et après le trespas dudit damp Remy, qui trespassa environ L ans a, ung nommé damp Jehan d'Ambonnay fut chastelain de ladicte église, avec lequel il estoit

chacun jour; et se recorde bien que en son temps il print assez près de la Croix aux Excommeniez, dont dessus est parlé, ung homme dont il ne scet le nom, qui chevoit une fosse en icellui lieu sans avoir prins congié audit chastelain et au mayeur, et estoit pour mectre un povre homme qui avoit esté mort en l'aumosne d'icelle église, de laquelle prinse damp Jehan d'Atigny, pour lors aumosnier d'icelle église, fut mal content, disant audit chastelain que pour mectre les povres de son aumosne il lui loisoit de faire chever en icellui lieu; ledit chastelain disant au contraire, et fut leur descort dit et déclairé à feu révérend père en Dieu Pierre de Marzilly, pour lors abbé d'icelle église, lequel, les parties oyes, dit audit aumosnier, présent lui déposant, qu'il avoit tort, et qu'il ne loisoit à homme de chever oudit petit ban, ne autre part en la justice desdis religieux, sans le congié dudit chastelain ou de ses commis. Ne scet se ledit homme qui avoit chevé l'amenda, ne par quel moïen il fut délivré. Et audit chastelain en son temps a veu baillier congié et licence à pluseurs de chever wasons, tant ès termes dudit petit ban comme du grant; et dit que du temps dudit chastelain et de Jacques Gilbert, pour lors mayeur d'icelle église, a veu ung nommé Loncle, qui pour lors estoit sergent desdis religieux, lequel avoit ung jardin assis près de l'ospital de Dieu-ly-Mire, ouquel il a veu enterrer pluseurs juifs; mais avant qu'il chevast leur fosse il en prenoit congié audit chastelain et mayeur, et en buvoit-on très bien du congié que on en donnoit; et scet bien que pour ce temps ung nommé Jehan de Prites estoit sergent desdis religieux et dudit chastelain, et souvent a esté présent où il rapportoit audit damp Jehan d'Ambonnay, chastelain, avoir escrit pluseurs exploix, tant ou petit ban comme ou grant, en la justice desdis religieux, tant en la fermeté comme dehors, et ès termes dudit grant banc et du ban Chastelain, que on dit le petit ban, tant d'arrests de biens, de personnes, comme de malfaiteurs, des noms desquelz ne se recorde; et en a veu pluseurs traitier à amende par lesdis mayeur et chastelain pour batures par eulx faites, et aussi pour avoir brisé prisons. Et sy dit qu'il a environ XL ans, et plus, que pluseurs compaingnons de la ville de Beaumont, des noms desquelz il n'est recors, eulx estans en la ville de Reins, au-devant de l'ostel à la Couronne, ou ban et justice desdis religieux, batirent très énormément

ung nommé Oudinet d'Avenay, dit La Beste, pour lors sergent dudit ban desdis religieux, et y en ot aucuns de prins à présent meffait, et les aucuns se eschappèrent; et en admènnant en prison ceulx qui estoient prins se eschappèrent de la main de la justice, et s'enfuirent, comme il a oy dire, et autrement ne le scet, hors de la fermeté d'icellui ban, et vers la chappelle Saint-Bernart, et par la justice très fort poursuis, et reprins près d'icelle chappelle, comme il oyt dire à ladicte justice, et ramenez ès prisons d'iceulz religieux, qui est en la court de leur église, en vit en l'auditoire d'icelle église jusques au nombre de huit et plus, pardevant Drouart de Troissy, pour lors garde d'icelle justice; et fut présent où demande leur fut faite dudit cas, et se recorde bien que l'en tendit ad fin d'amende contre eulz de chacun soixante livres, ou d'avoir le poing copé; et finablement amendèrent l'offense par eulz faite; et tient que les chastelain et mayeur, qui pour lors estoient, en valurent mieulx de XVI livres parisis. Est vray aussi que du temps dudit Jaques Gillebert, mayeur dudit ban, ot ung homme dont il ne scet le nom, qui demouroit devant la place Saint-Morise ou auques près ou ban desdis religieux, lequel pour aucuns cas dont il n'est recors, fut bannis du ban et justice d'iceulx religieux, et depuis le vit demourer ou ban de monseigneur l'arcevesque, où il demoura environ deux ou trois ans, et après vint pardevers monseigneur l'abbé de Saint-Remi qui pour lors estoit, et fit tant qu'il ot sa paix; et après ce qu'il ot eu son traitié audit monseigneur l'abbé, le convint traitier audit mayeur, et ung nommé damp Jehan Brunet pour lors chastelain, de certaines offenses et maléfices qu'il avoit perpétrées et commises à la justice d'iceulz religieux; et scet bien que lesdis mayeur et chastelain en orent soixante sols, et c'est assavoir ledit chastelain XXXVII et demy, et ledit mayeur XXII et demy; et fut présent à recevoir por ledit chastelain lesdis XXXVII sols et demy. Oultre dit qu'il a esté chastelain d'icelle église l'espace de XXXIII ou XXXIIII ans, et encores est à présent; durant lequel temps lui, comme chastelain, a baillié pluseurs fois congié et licence à ung nommé Robin le Bergier, Jehan Corvaillant, Jehan Gringault le viel et le josne, jardiniers, de chever wasons en la jurisdicion desdis religieux hors la fermeté de la ville de Reins; c'est assavoir dedens le grant banc et le petit, et aussi aucune fois dedens la

fermeté, tant près dez murs, comme en rue de Bain; et sy a donné congié à feu Jehan d'Ailly et ung sien frère, par deux années diverses, de mectre et enfichier en terre, près du molin Huon et ès termes dudit petit ban, fourches de bois pour pendre pourceaux pour y geter, comme on gète au gieu de l'oye, et par pluseurs autres fois a baillié congié à pluseurs, et par espécial durant la foire Saint-Remy, de mectre sus oudit ban, et en la fermeté près des murs, et assez près de l'ospital Saint-Bernart, le gieu d'oyes, de cannes, et de gelines; et aussy de mettre sus le gieu de triquet durant ladicte foire, et toute l'année qui volroit, et de ce cellui qui est chastelain, et le mayeur desdis religieux ensemble, ont acoustumé de prendre prouffit desdis gieux de triquet et d'oyes, et icellui gieu baillier à ferme, et en a eu de son temps pour sa part bien xxx sols parisis pour an, et encores en a bien de présent vint sols parisis pour an. Est vray aussy que lui-meismes, comme chastelain, trouva une fois les enfans Triquedon qui chassoient aux oiseaux hors de la fermeté dudit ban, et ès termes dudit ban Chastelain; et pour ce qu'ilz chassoient à roix sans congié, les print, et mit la main à eulx et à leur harnas, amendèrent et ployèrent l'amende en la main de lui déposant; et en la faveur de la femme de feu Guy Lescot les quicta, et remist l'amende, et leur restitua leurdis harnas; et appartenoit la terre sur laquelle ilz furent prins à ladicte église de Saint-Remy, et leur bailla congié de chassier. Dit aussi que ung nommé Gringault le Viel, du temps que lui déposant a esté chastelain, a esté par Jehan de Buissy, pour lors mayeur desdis religieux, prins par deux fois chassant en la justice et seignourie desdis religieux; du lieu proprement ne saveroit parler; et a esté constitué prisonnier, et disoit qu'il loisoit aux bourgois et habitans de la ville de Reins de chassier par toute la banlieue de ladicte ville de Reins, et à deux lieues à la ronde, sans en prendre congié; et néantmoins, nonobstant son propos, qui estoit de sa simple parole, amenda le cas, et ly fit ramener son amende à petite somme. Pareillement ung nommé Brigot et Jehan Lenfant, y ont esté prins, ne scet en quel lieu ou place, et depuis délaissez sans prendre amende, pour l'onneur de monseigneur l'abbé de Saint-Remy, duquel ilz avoient congié par escript de chassier; et sy a veu de son temps, et avant qu'il fust chastelain, lui estant ou grant

ban du chastel, et hors la fermeté, avec trois ou quatre ses compaingnons religieux qui là s'esbatoient, les oiseleurs estans vers Vrilli, et doubtans que lui et ses compaingnons ne leur baillassent empeschement, vinrent au devant d'eulx, et leur prièrent qu'ilz ne leur baillassent d'empeschement à leur fourmette, disans qu'ilz avoient congié du chastelain et du mayeur de chassier. Est vrai aussi que longtemps a, le curé de Saint-Sixte, nommé messire Jehan Saint-Loup, qui avoit un sien frère nommé Odo qui estoit trespassé excommeniez, print congié à lui déposant chastelain de chever une fosse pour icellui enterrer illecques, et desterrer quant mestier seroit; lequel lui ottroya; et y fut une espace de temps, et depuis mis hors. Avec ce dit que, comme dessus a déposé, lesdis religieux ont en leur terre messiers et gardes de blefs, lesquelz chacun an par les laboureurs dudit ban sont esleux, et présentés aux chastelain et mayeur dudit Saint-Remy; lesquelz chastelain et mayeur les mectent et instituent oudit office, et d'icellui exercer par tout le ban desdis religieux prennent le serment; et dit que l'office de telz messiers est de amender les voyes, faire fossez et encombres, pour empeschier les bestes et charrois à aler ès blefs des laboureurs, garder iceulz des malfaiteurs, prendre bestes et gens malfaiteurs, s'aucuns en trouvent délinquens ès termes de leurdicte garde, les admener à justice, et faire leur rapport duquel ilz sont creux, comme il a tousjours oy dire et tenir. Et dit qu'il a XXXIII ans, que ung nommé Courtisot estoit messier d'icelluy ban, et le fut l'espace de six ans et mieux; et de son temps ont esté créez et ordonnez messiers Person Le Cherton, et Henry Haymart, desquelx les chastelain et mayeur ont prins les sermens. Dit aussy qu'il a veu en son temps esgards de bestes vives, comme de pourceaux et autres bestes, ou ban et justice desdis religieux, lequel esgart les chastelain et mayeur ont acoustumé de commectre, et communément le baillent à ferme, et en prennent prouffit, comme encores font, et a veu un nommé Guillemin Lalemant exercer ledit office, et communément le bailloient à ferme aux bouchiers dudit ban; ne scet qui l'est à présent. Dit aussy que tout son temps a veu ou ban, et en la justice desdis religieux, brassieux de foing et d'estrain jurez, et lesquelz les chastelain et maire ont acoustumé de prendre le serment toutes et quantes fois qu'il y en convient

commectre aucuns; et y a veu de son temps ung nommé Thommas le Savetier, ung que on disoit le fil la Belle Boulengière, Jaquemart le Tondeur; ne scet qui l'a esté depuis quatre ans en çà, pour ce qu'il a baillié à ferme ladicte chastelerie audit mayeur du ban, auquel il se raporte d'y commectre quelque personne que bon ly samble. Dit aussi que en la seignourie desdis religieux, de tout son temps il a veu avoir doyen, et encores a à présent, qui est ung bel et notable office en ladicte seignourie; car quiconques est doyen du ban Saint-Remi, il est exempt de la judicature des mayeur et eschevins d'icellui ban, lui et son hostel, et est seulement subget du bailli ou garde de la justice desdis religieux; et sy a pluseurs drois en la seignourie desdis religieux, entre lesquelz a droit d'adjouster toutes mesures, tant de grain comme de vin ou de sel, et autres mesures quelconques, pour vendre ou ban et seignourie desdis religieux, en la ville de Reins; et sy a veu pluseurs des villes de ladicte église venir adjouster leurs mesures audit doyen, selon la mesure de l'église; et de ce prent prouffit : c'est assavoir de drécier et adjuster ung quartel, et aussy des autres mesures qu'il adjuste; mais quel droit il en prent, il ne scet au vray : bien a oy dire que s'il adjuste aucune mesure pour aucune personne privée et particulière, qu'il en prent cinq solz parisis; et se c'est pour communaulté, il en prent vint solz; droit aussi de adjouster toutes balances, et poix à livres, demy-livres, en montant et en dévalant. Et a veu de son temps que s'aucun estoit détenu prisonnier pour cas criminel, et son procès fait et parfait par les mayeur et eschevins d'icellui ban, et qu'il ne restât que à rendre la sentence, il loisoit au doyen de estre en jugement avec lesdis eschevins, et pronuncier par sa bouche, de par iceulz eschevins, la condempnacion, ou absolucion de telz prisonniers; et s'il advient que tel prisonnier, pour ses démérites, soit condempnez à recevoir mort, après la sentence proférée de par lesdis eschevins, icellui prisonnier ainsi condempnez est prins par ladicte justice, et mené ou ban desdis religieux, an coing d'une maison qui jadis fut à Guillaume Cocrenel; et à l'endroit d'une grosse pierre estant emprez l'uys d'icelle maison, les prévost, sergens, et autres officiers de monseigneur de Reins, sont tenus de comparoir, et à iceulz icellui doyen baille et délivre ledit prisonnier, tout condempné pour les crimes par lui perpétrez,

lesquelz il déclaire, pour estre par iceulz officiers de monseigneur de Reins exécutez au gibet de Reins, selon ce que la condempnacion le porte, laquelle est déclairée par ledit doyen; et en prenant par ledit prévost de monseigneur de Reins ledit prisonnier, icellui prévost est tenu de baillier audit doyen trente deniers parisis, et de tantost mener à exécucion ledit prisonnier, sans mener quelque part. Et a oy dire le cas advenu pluseurs fois de son temps : c'est assavoir à la personne de Jehan Le Parmentier, filz de Jehan Le Parmentier, demourant oudit ban, et Estiene Baudry, naguères, et depuis six ans en çà, exécutez; Person Bedelet, ung nommé Rondel, et pluseurs autres dont à présent n'est recors dez noms; et n'est ce que au regart dez subgés et demourans ou ban desdis religieux, car s'il advenoit que aucun des bourgois et demourans en aucunes des villes d'iceulz religieux, comme Juniville, Bazancourt, Cruny ou autre, fût accusez, prins et emprisonnez, pour aucuns cas criminelz, par le bailli ou garde de la justice d'iceulz religieux, à Reins, et pour ledit cas convaincus et condempnez à recevoir mort, iceulz religieux seroient tenus d'en faire l'exécucion en leur terre et justice hors de ladicte ville de Reins, comme de Juniville, au Laingne, aux Mortes Yaues, à Sapicourt, à Cruny, et autre part où ilz ont justice; et ainsi a veu le cas advenir à la personne d'un nommé Piet Dieu de Courlandon, qui par la garde desdis religieux fut détenu prisonnier sur certains cas par lui perpétrez, et son procès fait et parfait par Pierre de Rethest, pour lors garde de la justice desdis religieux, et condempnez pour lesdis cas à recevoir mort, et menez ou terroir de Sapicourt, en la justice haulte desdis religieux, et illecques exécutez et pendus au gibet par ladicte justice; et depuis a sceu une femme que l'en disoit estre de Juniville, détenue prisonnière par maistre Jehan de Troissy, garde de la justice desdis religieux, pour certain murtre que on disoit par elle avoir esté commis, et son procès fait et parfait, condempnée à estre arse; et fut menée par la justice desdis religieux hors ladicte ville de Reins, au lieu dit au Leingne, et illecques fut arse et brûlée, comme il oït raporter à ceulz qui avoient esté présens. Dit oultre que depuis XXVII ans en çà et environ, maistre Jehan de Troissy, bailli ou garde de la justice desdis religieux, bannit de la terre et jurisdicion d'iceulz religieux ung valeton dont il ne scet le nom, pour

aucun larrecin ou maléfice par lui perpétré; et fut ledit valeton batu de verges par les quarrefours, et ce fait, mené hors de ladicte ville de Reins par ledit maistre Jehan de Troissy, lequel ly demanda où il vouloit aler. Et il répondit qu'il vouloit aler en Barroix; et lors ledit maistre Jehan de Troissy le mit en chemin de Barroix, vers les Husses, en lui disant qu'il s'en alast. Et sy dit qu'il est bien recors, que environ XL ans sont, ung nommé Jehannon de Walée vendit des vins à aucuns marchans de Barroix qui chargèrent lesdis vins sans paier ledit de Walée, et les menèrent jusques à ung hault chemin vers les Husses, par où l'en vat en Barroix, et pour ce ledit de Walée les envoya arrester à sa requeste par la justice desdis religieux, et furent les chevaulx desdis marchans retournez, et fut payée l'amende dont lui déposant ot sa part; et sy fut ledit de Walées paié de la vendue de sesdis vins. Dit oultre, sur ce requis, qu'il ne vit onques gibet ou ban du chastel, que on dit le ban Saint-Remy, ne ou ban du chastelain, dit le petit ban. Dit avec ce que lesdis religieux de Saint-Remy, à cause de la justice et seignourie qu'ilz ont oudit ban Saint-Remy, ont droit tel qu'il ne loit à aucun pasteur de assembler bestes à son de cornés oudit ban, pour mener pasturer aux champs, sans prendre congié au chastelain et maieur desdis religieux, auxquelz appartient d'en baillier le congié; et se ilz faisoient le contraire, dit qu'il tient qu'ilz seroient tenus d'amende, toutesfois ne vit oncques le cas advenir. Dit aussy que les bastreleurs, quant ilz vuelent jouer ou ban desdis religieux, ilz prennent congié à lui déposant, et ont prins de tout temps, et au mayeur desdis religieux, pour corner leurs trompetes et pour fichier leurs bastons en terre. Et dit que derriènement, en l'année passée, Gilet Lapine a esté par lui déposant, ou son commis, et le mayeur dudit ban, institué pasteur des bestes dudit ban. Et sy ont iceulz religieux ou pourprins de leur église, oudit ban, belles et notables prisons, et belle et notable auditoire, assez près desdictes prisons, ouquel le bailli ou garde de ladicte justice, lez mayeur et eschevins dudit ban, tiennent leur plais et font leurs jugemens. Requis se il scet pour quelle cause on appelle le petit ban, le ban Chastelain, dit que non. Requis se lesdis religieux ont toute justice et jurisdicion oudit ban chastelain, dit que oy, excepté qu'ilz n'ont point d'exécucion de haulte justice en la ban-

lieue de Reins; le scet par ce, car il a veu en son temps faire pluseurs arrestz sur pluseurs personnes et pluseurs biens, dont il n'est recors, excepté qu'il est bien recors que puis dix ans en çà ung nommé Henry Jennesson a esté détenu prisonnier ès prisons desdis religieux à Reins, sur ce que on disoit icellui avoir prins et emblé furtivement, et de nuyt, pluseurs gerbes de blef à pluseurs laboureurs dudit ban; et disoit-on icellui avoir esté prins oudit petit ban; le scet par ce que lui, comme chastelain, séant en l'auditoire desdis religieux, avec lesdis mayeur et eschevins, oït proposer ledit cas contre ledit Henry, et icellui journoyez par pluseurs journées; et depuis a sceu qu'il estoit délivré, mais ne scet comment.

Requis sur lez VII, VIII et IXe articles, dit, et dépose par son serment, que de tout son temps il a veu lesdis religieux, abbé et convent de Saint-Remy, estre en possession et saisine de tenir et maintenir tout leurdit ban, tant dedens l'enfermeté, comme dehors, ainsi et par la manière que désignez sont cy-dessus, soubz le ressort et souveraineté du roy, nostre sire, frans, quictes, et immuns de toute autre justice temporelle, et par espécial dudit monseigneur l'arcevesque; et d'exploitier par tous iceulz lieux dessus désignez par la garde de leur justice, mayeur, eschevins, sergens, messiers et autres officiers desdis religieux, par la manière que déposé l'a; de prendre et emprisonner en leurs prisons, et par leurs officiers, en justice, tous les malfaiteurs trouvez et appréhendez ès lieux et termes dessudis, tant en fermeté, comme dehors, les interroguer, questionner, jugier, et condempner à mort, se déservi l'ont, les appeller, ou faire appeller à ban, les bannir, mectre à l'eschiele, dont iceulz religieux en ont une belle et notable dressiée en leur ban, ou autrement les punir selon l'exigence des cas, ou les absolre, ainsi que raison le vuet; n'ont pas l'exécucion de ceulz qui sont condempnez à mort, mesmement quant ilz sont demourans à Reins; mais sont condempnez à mort, bailliez et délivrez à la justice de monseigneur de Reins par le doyen desdis religieux, comme dit est dessus; et pluseurs fois en son temps a veu les cas advenir, et par espécial depuis VIII ans en çà a sceu que ung nommé Person Bedelet, bouchier, demourant ou ban desdis religieux, estoit détenu prisonnier par la justice desdis religieux, pour certains cas criminelz par lui commis

et perpétrez, et par icelle justice interrogué, et fait son procès, et jugié à mort, et par le doyen desdis religieux délivré au prévost de Reins, en prenant de lui trente deniers. Et pareillement environ ledit temps ung nommé Estiene Baudry, demourant ou ban desdis religieux, en rue de Molin, fut, par la garde de la justice d'iceulz religieux, détenu prisonnier pour certains larrecins par lui commis, et son procès fait et parfait par icelle justice, et condempnez à recevoir mort, et fut délivré par le doyen desdis religieux comme ledit Bedelet. Ad ce faire ne fut point présent, mais il l'a oy dire à pluseurs qui y furent, et sy est vray qu'il a cinquante ans, ou environ, qu'il vit un bouchier boiteux que l'en disoit estre père de messire Jehan Santembien, estre eschiélez, et mis à l'eschiele desdis religieux, estant en icellui ban ou marchié, pour ce qu'on disoit icellui avoir juré le vilain serment. A veu aussy en son temps prendre oudit ban, et dedans la fermeté, pluseurs malfaiteurs; et est bien recors que longtemps a, en faisant son guet et serche de nuyt, lui et le mayeur, alèrent en l'ostel de la Rouge Maison, assise oudit ban, au devant de l'église de Sainte-Nourice, ouquel hostel trouvèrent pluseurs compaingnons de la montaingne de Reins, entre lesquelz estoient Gérardin le Bastart de Chammery, ung nommé Jehan Fournier Coquo de Rilly et aultres, qui là jouoient aux dez, et estans très mal meus, comme il sembloit, entrèrent dedens ledit hostel pour deffendre ledit gieu, dont ledit Fournier fut mal content, et aussy de ce qu'il avoit perdu son argent, yssy dehors dudit hostel, et fit serment que le premier qui ysteroit hors dudit hostel seroit batu, dont ledit mayeur ne tint pas grant compte, et volt yssir hors d'icelle maison, et n'ot pas l'uis entr'ouvert que ledit Fournier ly bailla de l'oreille de son espiet sur la teste, et l'abatit par terre; et lui déposant ce véant, n'osa yssir hors, jusques à tant qu'il eust compaingnie d'aucuns serviteurs de l'église qu'il manda; et à ceste cause lesdis Gérardin et autres furent prins et constituez prisonniers, et en y ot aucuns d'eulz qui amendèrent ledit cas. Dit aussi que longtemps a, ung nommé Jehan de Vuisolles de Villers-Aleran, comme il lui samble, fut arrestez ou ban desdis religieux, dedens la ville de Reins, par le sergent qui lors estoit, duquel n'est à présent recors du nom, par arrest coustumier, à requeste de partie, et fut constitué prisonnier ès prisons

desdis religieux, lesquelles il rompit et eschapa d'icelles prisons, et s'en ala où bon lui sambla, et pour ce que en ce faisant il avoit enfraint la main de la justice et encouru amende de soixante solz, dont à lui déposant, comme chastelain, en appartenoit xxxvii et demy, et au mayeur xxii et demy, obtint commission réquisitoire pour icellui reprendre partout où il seroit trouvé, et ramené èsdictes prisons; et telement y fut procédé que ledit de Vuisolles fut prins et radmenez èsdictes prisons, et amenda la main enfrainte d'amende de soixante solz parisis, dont lui déposant ot sa porcion; et sy fut condempnez icellui Vuisolles à refaire mectre en estat ce qu'il avoit deffait desdictes prisons. Pareillement ung nommé Jehan Marguerite de Taissy fut arresté ou ban et justice desdis religieux à Reins, et mis en leurs prisons, et icelles rompit et s'en ala sans auctorité de justice, en encourant amende de soixante solz parisis, et pareillement comme ledit Vuisolles fut poursuivis et ramené èsdictes prisons, et amenda ladicte main enfrainte d'amende de soixante solz parisis, en la main du mayeur qui lors estoit, dont lui déposant ot sa part. Avec ce dit que pareillement il a eu pluseurs amendes d'un nommé Jehan Couillet de Liudes pour pluseurs mains enfraintes, et deffault de revenir à ses journées, et de pluseurs autres en pareil cas qui seroient loings (*sic*) à réciter. A veu aussy lesdis religieux estre en possession de saisir, arrester et mectre en leur main tous biens vacans, confiscations et attrayères estans en leur ban et seignourie, et que ainsi soit vray est que ung nommé Pierre Plommet, environ xxvi ans a, pour lors demourant ou ban et justice d'iceulz religieux, en lieu dit aux Forges, derrier l'aumosne d'icelle église, fut exécuté au gibet de Laon par les gens et officiers du roi nostre Sire, à cause de ce qu'il avoit tué et meurtry ung nommé Jehan de Cymay, après le trespas duquel lesdis religieux de Saint-Remy, par leur justice, firent saisir et mectre en leur main tous les biens meubles et héritaiges dudit Plommet, tant en la fermeté comme dehors, dont il avoit pluseurs terres ou grant ban et ou petit ban, dit le ban Chastelain, et iceulz biens meubles et héritaiges ont prins et appliquiez à leur prouffit, sans ce que aucun leur ait baillié empeschement; et a oy dire en ladicte église et à pluseurs, que pareillement après le trespas des dessudis Person Bedelet et Estienne Baudry, lesdis religieux ont appliqué à

eulz les biens demourez de leurs décès, comme à eulz confisquez. Et sy a veu de son temps que quant aucun trespassoit oudit ban sans héritier, iceulz religieux saisissoient et mectoient en leur main les biens de telz trespassez comme vaquans par deffault d'éritier; et d'aucuns desquelz ne leur apparoit pas d'éritier, ont prins les biens et appliqué à leur prouffit, comme d'un nommé Colin Lalemant qui estoit demourant oudit ban, et pareillement d'une nommée Jehanne La Jehannete, qui moururent sans héritiers, et de pluseurs autres dont à présent n'est recors des noms. Requis se il vit oncques baillier et délivrer par lesdis religieux ou leurs officiers, audit monseigneur de Reins ou à ses officiers, aucuns prisonniers par eulz prins à Reins, oudit ban ou en la banlieue de Reins, pour cas criminel, pour les justicier en la haulte justice dudit arcevesque, dit que ad ce faire ne fut oncques présent, mais il a bien sceu que le doyen desdis religieux en a pluseurs prisonniers condempnez à recevoir mort, bailliez et délivrez aux officiers de monseigneur de Reins, pour recevoir mort au gibet dudit arcevesque, comme dessus a déposé. Requis quelle différence il met entre jugier un malfaiteur pour ses démérites, et le justicier, dit que peu en saveroit parler, et s'en raporte aux saiges. Requis se lesdis religieux de Saint-Remy doivent quelque redevance à monseigneur l'arcevesque de Reins, honneur, foy, hommaige, past ou disner, dit que non, synon par la manière qui s'ensuit : c'est assavoir que quiconques est arcevesque de Reins, ainçois qu'il puist ne doye faire sa feste, ne aler en l'église de Reins, il est tenu de aler en l'église de Saint-Remy, et à l'entrée de l'uys d'icelle église les religieux d'icelle église, revestus en aubes et en chappes, à croix et à yaue benoite, vont au-devant, et le reçoivent joyeusement à son de cloches, le plus honourablement que faire se puet, et chantent une messe, se bon ly samble, et demeure tout le soir oudit hostel avec toutes ses gens, et a à disner et à souper, lui et toutes ses gens; et le lendemain lesdis religieux, revestus en chappes, à croix et à yaue benoite, le mainnent au long de Nuefve rue et jusques à la porte Saint-Denis, auquel lieu viennent au-devant messeigneurs du chapitre de Reins, et à iceulz du chapitre le présentent lesdis religieux comme successeur de monseigneur saint Remy, pour estre receu et institué arcevesque de Reins; et icellui receu par

lesdis du chapitre, après pluseurs mistères fais entre eulx, retournent sans ce qu'ilz soient tenus de faire hommaige ne faire quelque serment audit arcevesque; et dit, sur ce requis, qu'il ne scet à quelle cause lesdis disner et soupper leur est deu en ladicte église. Requis quelle prééminence a ung hault justicier au regart d'un moyen, et ung moyen au regart d'un bas, dit qu'il tient qu'il y a grant différence, mais il ne saveroit pas bien distinguer ne baillier les différences qui y sont.

Requis sur le xe article, dit, et dépose par son serment, qu'il a veu lesdis religieux avoir en leur seignourie et justice du ban Saint-Remy, esgart sur les vivres que l'en vent oudit ban, comme char, poisson, pain et autres vivres, et aussy sur les poix et mesures à vendre denrées, et icelles adjouster, corrigier et amender se mestier est; et dit que se aucun forain expose en vente aucune mauvaise denrée oudit ban, il loit au mayeur seul de icelle denrée prendre, et le vendeur punir et corrigier, sans appeller avec lui les eschevins dudit ban. Mais se tel vendeur est bourgois et demourant oudit ban, le mayeur seul puet bien prendre la denrée, et non faire jugement, sans appeller les eschevins; et ainsi en a veu user en la justice et seignourie desdis religieux, en leur ban, et veu pluseurs cas advenir; et que ainsi soit vray, est que environ XXVIII ans a, feu Jehan Trichot, bouchier, demourant oudit ban de Saint-Remy, en l'ostel de la Vaiche, exposa en vente de la char en la boucherie d'icellui ban, laquelle fut prinse par feu Jehan de Buissy, pour lors mayeur d'iceulz religieux, comme mauvaise, et fut par les eschevins d'icellui ban icelle déclairée mauvaise, et condempnée à estre arse, et ledit Trichot condempné en l'amende, et fut icelle char arse publiquement, nom pas que ad ce faire fust présent, mais commune renommée en estoit oudit ban; et aussy fut ledit Trichot condempné en amende arbitraire, de laquelle amende lui déposant, à cause de son office de chastelain, en ot XVIII solz parisis. Vit aussy auparavant, du temps dessudit, ung jardinier dont il ne scet le nom, qui exposa en vente oudit ban des fèves nouvelles, et pour ce que la mesure à quoy il les mesuroit sambla estre trop petite, fut par Jehan de Cymay, lors mayeur desdis religieux, prins, et amenda ledit jardinier ledit cas en la main dudit mayeur; laquelle amende fut ramenée

à frèzes, dont lui déposant, comme chastelain, ot sa part. Vit aussy ung chandelier dont il ne scet le nom, qui n'estoit pas demourant oudit ban, mais avoit accoustumé de apporter chandeilles oudit ban, et les exposer en vente, à livres et demy-livres, duquel chandelier furent, par Jehan de Buissy, mayeur dessudit, prins les poix et balances, et furent trouvez mauvais et de mendre poix qu'ilz ne devoient estre, et fut condempné en l'amende, dont lui déposant ot sa part comme chastelain. Dit aussy que de son temps, par pluseurs fois, il a esté avec les mayeur et eschevins dudit ban, comme chastelain, par les tavernes dudit ban, prendre les mesures d'iceulz taverniers, icelles visiter et adjouster; et quant ilz les trouvoient bonnes et justes, ilz les rendoient; et quant ilz les trouvoient trop petites ou qu'il y eust à dire, ilz les retenoient, et estoient confisquées telles mesures envers monseigneur l'abbé, et l'amende en appartenoit aux mayeur et chastelain, laquelle il a veu déclairier pluseurs fois de LX solz parisis; et pluseurs fois, en alant faire ladicte visitacion, en a trouvées de trop petites, et ont esté confisquées envers monseigneur, et les parties tenues d'amende envers lez mayeur et chastelain, dont lui déposant, comme chastelain, en a eu de pluseurs, dont à présent n'est recors dez noms. A veu aussy de son temps lez mayeur et eschevins d'icellui ban prendre pain ès hostelz des taverniers et boulengiers d'icellui ban, les peser, et quant ilz estoient trouvez de trop petit poix, ledit pain estoit donné pour Dieu, et la partie qui l'exposoit en vente condempnée en l'amende de cinq solz ou prouffit du mayeur, et non du chastelain; et pluseurs fois durant son temps a veu iceulz cas advenir, et lesdis religieux en user par la manière que dit est. Dit oultre qu'il tient que lesdis religieux, pour le bien, utilité et prouffit de la chose publique, puent bien faire en leur ban et seignourie ordonnances et status; toutesfois n'a point sceu que de son temps ilz l'ayent fait. Bien a veu et sceu que quant tous les haulz-justiciers, comme monseigneur l'arcevesque, messeigneurs du chapitre, messeigneurs de Saint-Remy, avoient esté ensemble, et advissez [de commun accort quelque ordonnance ou provision sur le fait des vivres, et autrement sur le fait de la chose publique, que telz status et ordonnances lesdis religieux faisoient crier et publier en leur ban par ung homme d'icellui ban, qui à l'office de faire crix et

publicacion est ordonné; et communément l'a veu faire par ung nommé Thomas le Savetier, qui estoit fermier du mesuraige de charbon d'icellui ban; et dit que quiconques est mesureur dudit charbon, à lui appartient de faire ledit crix. A veu aussy pluseurs fois de son temps, et par pluseurs et diverses années, faire crix et publicacions en icellui ban, de par lesdis religieux, que l'en ostât les fiens, terralz et mortiez estans oüdit ban en lieu et chemins publiques, dedens certain temps que l'en déclairoit, à peinne et sur peinne d'amende de cinq solz qui faisoit le contraire, et de confiscacion du fien. A veu aussy en la saison d'esté faire crix et publicacions de par lesdis religieux, en leurdit ban, que tous ceulz qui avoient pourceaulx lez envoyaissent aux champs, sans les laissier aller par les chemins; n'en vit oncques nulz dont il soit recors paier amende, mais bien a veu pluseurs ausquels on habandonnoit leurs fiens, et amendemens pour ce qu'ilz n'avoient pas obéy ausdis commandemens. Dit aussy que de son temps, et depuis XXXIII ans en çà, il a veu par deux ou trois fois, durant la foire qui se fait chacun an le jour de monseigneur saint Remy, en octobre, oudit ban, prendre par justice aulx et oingnons pourris que l'en exposoit en vente, et iceulx par justice publiquement et devant tout le pueple faire ardoir, et condempner les vendeurs en amende, dont lui déposant a eu sa part; n'est pas recors des noms des vendeurs. Dit aussy qu'il a veu lesdis religieux, à la personne de leur mayeur et chastelain, user de baillier congié et licence de faire sailliées, avant-toys, loges, sur les chemins et voyes, et caves et seliers dessoubz le chemin publique; et est vray que de son temps, avec le mayeur desdis religieux, en a baillié et donné pluseurs congiés et licences; et par espécial de son temps a donné congié et licence, avec le mayeur desdis religieux, à feu maistre Pierre de Biermes de faire au-devant des fenestres d'une maison qu'il avoit oudit ban, au-devant du Heaulme, ung avant-toyt; et sy a donné congié aussy à ung bouchier, dont il ne scet le nom à présent, de faire ung avant-toyt au-dessus d'un estal à bouchier qu'il avoit en ladicte boucherie dudit ban; et pluseurs autres en a donné, dont à présent n'est recors. A donné congié aussi à feu damp Thiébaut de Boul, religieux et soubz-enfermier de ladicte église, qui faisoit édifier une maison sur le coing de rue de Molin, de mectre et asseoir une fenestre

saillant à mectre pain. A veu que se aucun s'efforçoit de faire sailliées, caves et ouvertures sur le chemin, les contraindre à amende, et à réparer la nouvelleté; et se recorde bien que du temps feu damp Jehan d'Ambonnay, en son vivant chastelain de ladicte église, ung nommé Poncelet de Lévy, menuisier, pour lors demourrant oudit ban et près de la porte Herme, enficha au-devant et près de son huis ung bloquele de bois en terre, sans le congié desdis mayeur et chastelain, dont le procureur de l'église se complaingnit en matière de nouvelleté; fut la complainte ramenée à fait, opposicion créé, et jour assigné à Laon; et finablement ledit Poncelet traita avec les mayeur et chastelain, répara et osta de terre estoc, et amenda l'entreprinse par lui faite. Ne fut pas présent, mais le scet par la relation de ceulz qui lors firent ladicte complainte, par ledit chastelain, et Jaques Gilebert, lors mayeur. Et depuis ledit Poncelet, par le congié et licence desdis mayeur et chastelain, remist ledit bloquel où il estoit auparavant, et encores tient qu'il y soit à présent. Et sy dit que ung nommé Sapoingne, mareschal, pour lors demourant ou ban desdis religieux, en lieu dit aux Forges, fit et assit une croisée de fer sur l'essort d'une cave qu'il avoit oudit lieu, saillant ung peu sur le chemin, sans le congié desdis mayeur et chastelain, dont le procureur desdis religieux se complaingnit, et tantost répara la chose, comme lui déposant lors oyt dire à Pierre de Rethest, pour lors gardien de ladicte église, et autres pluseurs qui avoient esté présens ad ce faire. Et dit que de baillier tel congié et licence y a eu et a prouffit; car on a acoustumé d'en prendre selon les édifices et selon les personnes. Et dit que ung nommé damp Jehan Brunel, jadis chastelain en son temps, avecques Jaques Gillebert, pour lors mayeur, baillia congié à feu Jaquet Lapate de faire ung travail à chevaulx oudit ban, ung peu oultre la maison du Heaulme; et pour le droit dudit congié, ledit mayeur et lui orent XIIII livres tournois; et estoit pour lors l'office de chastelain de grant prouffit, car elle valoit bien pour lors quarante livres parisis, et à présent n'en vault pas dix. Dit aussy que de son temps ung nommé Jehan Baulet, pour lors demourant oudit ban, se advança de édifier ung avant-toyt, en la rue de Frichembault, ou ban desdis religieux, sans le congié du mayeur et de lui déposant pour lors chastelain, lequel fut abatu et mis par terre par Jehan de

Buissy, lors mayeur, et nonobstant pluseurs menaces faites par ledit Baulet audit chastelain, icellui Baulet l'amenda en la main du mayeur de soixante solz parisis, et en ot sa part, lui déposant. Ledit Baulet s'efforça de chever ou faire chever une cave en son hostel, laquelle aloit par-dessoubz la chaucie, sans le congié desdis mayeur et chastelain, dont il fut mis en procès; et allégoit ledit Baulet que faire le povoit, pour ce qu'il avoit congié de monseigneur l'abbé; lesdis mayeur et chastelain disans au contraire, et que à eulz appartenoit baillier le congié, et nom pas oudit monseigneur l'abbé, car c'estoit le droit du chastelain; et de leur descort se soubzmirent en l'ordonnance du conseil de monseigneur l'abbé, et en furent par-devers maistre Jehan Robertchamp, lequel, les parties oyes, leur dit que au chastelain appartenoit donner le congié avec le mayeur, et nom pas oudit monseigneur l'abbé; et amenda ledit Baulet ce qu'il avoit entreprins sans congié, d'amende de soixante solz parisis, dont lui déposant ot sa part. Et de baillier ledit congié, en prendre prouffit et amende, en a veu user de tout son temps lesdis religieux, par la manière que dit est. Requis se lesdis mayeur et chastelain puent donner le congié sans lesdis eschevins : dit que oyl, et que ainsi en a veu user, et sy a bien veu que quant les mayeur et chastelain avoient baillié congié de faire aucune sailliée, ou avant-loges, appouyes, ploix de murs, ung goulot, et autre édifice sur la chaucie, que aprez les congiés bailliés par lesdis mayeur et chastelain, les personnes qui avoient obtenu lesdis congiés aloient par-devers lesdis eschevins, leur exposoient l'édifice qu'ilz vouloient faire, et le congié qu'ilz avoient, en eulz priant et requérant qu'ilz se volsissent transporter sur le lieu, et prendre les mesures des édifices qu'ilz vouloient faire; et en ce faisant lesdis eschevins prenoient prouffit de cinq solz; et ainsi l'a veu faire à pluseurs, et estoit le plus seur, comme il lui samble, combien qu'il tient que de rigueur les parties ne seroient jà tenues de appeller lesdis eschevins se bon ne leur sambloit. Oultre dit qu'il a veu de tout son temps, ou ban et seignourie desdis religieux, ung viconte, lequel à cause d'icelle viconté a la garde des mesures à blef dudit ban, et est icellui viconte ordonné de par monseigneur l'abbé; et à cause d'icellui office a pluseurs drois, comme droit de sterlaige, qui est de chacun sextier de blef qu'il mesure à son-

dit quartel, deux escueles à son prouffit; et ne peut-on mesurer oudit ban blefs qui soient vendus pour délivrer à marchant, sans appeller ledit viconte, au moins sans son congié, et qu'il baille ses quartelz, à peinne d'amende, laquelle appartient au mayeur et chastelain, et non pas audit viconte. A icellui viconte aussy droit de tonnieu, qui est de prendre aucune redevance de ung denier, ou deux, sur aucunes denrées que l'en vent oudit ban, et à proprement parler ne sauroit déclairier le droit dudit tonnieu. A veu aussi avoir ou ban et seignourie desdis religieux, ung brassieur de foing et fouraige, commis de par iceulz religieux, et lequel brassiaige on a acoustumé de donner; ne scet quel droit ledit brassieur a à cause dudit office, et encores en y a ung de présent dont il ne scet le nom. Dit aussi que ou ban desdis religieux, iceulz religieux ont droit de rouaige, tel que de chacun char de vin chergié oudit ban et seignourie, l'acheteur desdis vins est tenus de paier quatre deniers parisis; et de vin chergié sur une cherrete, deux deniers parisis, pour chacune cherette; duquel droit de rouaige au viconte desdis religieux appartient une porcion, ne scet quelle, à l'aumosnier l'autre, et la moitié à monseigneur l'arcevesque; ne scet à quel tiltre, ne pour quelle cause, monseigneur l'arcevesque prent la moitié dudit rouaige, et dit que ledit monseigneur l'arcevesque a commis oudit ban à recevoir sondit droit de rouaige. Dit aussy que oudit ban et seignourie desdis religieux, a veu lever droit de chaucie sur les forains venans à harnas en la ville de Reins, et lequel droit les eschevins dudit ban ont acoustumé de lever, prendre et parcevoir, ou gens de par eulz ad ce commis, et à ceste cause sont tenus iceuz eschevins de retenir et faire retenir en bon estat, et souffisant, les chaulciées dudit ban; ne scet, sur ce requis, que on a acoustumé de prendre à cause d'icellui droit de chaulcie sur les redevables d'icelle (*sic*). Dit avec ce que de tout son temps, il a veu ou ban et seignourie dessudis, vergeurs de vin, lequel office de vergaige le chastelain de ladicte église puet et lui loyt donner; et est ung droit tel, que l'en ne puet vergier, ou mesurer vin oudit ban, synon par la main d'icellui vergeur, lequel prent, pour chacune queue par lui vergée, quatre deniers parisis; et d'ung poinsson, deux deniers parisis. A donné ledit office de son temps plus de sept fois, sans en prendre prouffit; et dit que quiconques est

vergeur, il est tenus de vergier les vins de l'église, quant ilz sont vendus, sans prouffit; et à ceste cause il a droit de prendre ung quartel de pain de hauton au four dudit Saint-Remy. Dit oultre que en la seignourie et jurisdicion desdis religieux, de son temps a veu sept fours bannelz, lesquels les habitans et demourans ou ban et justice d'iceulz religieux estoient tenus de aler cuire leur pain, sans ce qu'ilz puissent ne doient aler cuire autre part; desquelz sept fours, les quatre appartiennent à l'aumosnier d'icelle église, et sont assis iceulz quatre fours oudit ban; c'est assavoir l'un près de la porte Dieu-ly-Mire, au-devant de l'ostel qui fut Jehan Daoust, l'autre prez et au-dessoubz de l'ostel qui fut Jehan Brulé, à présent appartenant à Thommas de Bazoches; le tier au-devant des Carmes, au-devant et prez d'un puis illecques estant; et le quart en lieu dit en Tournebouel. Les trois autres assis, l'un au-devant du Heaulme, et joingnant de la Couronne; l'autre en une ruelle estant devant Saint-Julien; lesquelz deux appartienent à la soubz-enfermerie de ladicte église; et le tier derrier Saint-Cosme, et l'appelle l'en le four de Leschamme, lequel appartient à monseigneur l'abbé dudit Saint-Remy; èsquelz lieux et places les habitans dudit ban estoient tenus d'aler cuire leur pain, à peinne d'amende de soixante sols ou cas qu'ilz eussent alé autre part, synon seulement au four Chétivelle, qui est assis en la seignourie desdis religieux, et ouquel il dit les habitans dudit ban povoir aler cuire leur pain sans amende et sans congié; et n'est point banné, comme il lui samble, et icellui four a veu appartenir à maistre Gile Melmon; et dit que nonobstant que èsdis fours dessus déclairés, ou partie d'iceulz, l'en ne cuise point, toutesfois s'il est aucun boulengier oudit ban qui vueille acheter le droit desdis fours bannelz, l'en ly baille; et en le prenant, puet asseoir son four où que bon lui samble en icellui ban; mais à qui le four Chétivelle appartient, ne puet baillier le droit du sien pour le transporter ailleurs oudit ban; et dit que les demourans oudit ban ne puent cuire leur pain, synon èsdis fours bannelz, sans encourir amende; et en a veu pluseurs, et par pluseurs fois, en procès, comme la Margouillière, dame Margue la Noisete, Jehan de Cymay et autres pluseurs; et l'amendèrent de soixante solz, et lui-meismes, de son temps, en a eu en sa part de pluseurs amendes, et de pluseurs dont il ne scet les noms; et

a veu en son temps abatre oudit ban pluseurs fournaulx par Pierre de Rethest, gardien de ladicte église, èsquelz aucuns demourans oudit ban s'estoient efforciés de cuire pain; et d'iceulz drois a veu lesdis religieux user tout son temps, et tient que encores en usent présentement. Requis s'il a point sceu que en son temps l'en ait fait crix et publications de par monseigneur l'arcevesque de Reins, oudit ban Saint-Remy : dit que non.

Requis sur le xie article, dit, et dépose par son serment, que lesdis religieux, à cause de la justice et seignourie qu'ilz ont en leurs bans, tant en la fermeté de la ville comme dehors, du costel de la porte Dieu-ly-Mire, qui s'estent par la manière que dessus est désigné, ont droit de prendre cens, seurcens, ventes et vestures, dez détenteurs d'aucuns des héritaiges, et de pluseurs situez et assis en leursdis bans, èsquelz bans y a pluseurs terres arrables, et autres héritaiges estans de la seignourie et territoire desdis religieux, tant dedens Reins comme dehors, lesquelles sont chergiées et redevables chacun an, envers iceulz religieux, de pluseurs rentes, cens, seurcens et autres revenues, et desquelx les ventes et vestures, et autres prouffis qui en deppendent, selon la coustume du lieu, leur compètent et appartiennent, toutes et quantes fois qu'ilz sont vendus ou aliénez aucunement; et sy y a aucuns héritaiges, tant maisons, jardins, terres arrables et autres, situez et assis ès bans et justices desdis religieux, tant en la fermeté comme dehors, ou grant ban et petit, sur lesquelz messeigneurs de Saint-Thimothieu prennent cens, seurcens, vestures et ventes, pareillement les coustres de Saint-Remy, le soubz-enfermier de ladicte église en la fermeté, et dehors l'aumosnier dudit Saint-Remy, pareillement le selerier de ladicte église; mais sur ce requis, dit qu'il ne sauroit déclairier ne spécifier sur lesquelx héritaiges lesdis de Saint-Thimothieu prennent leurdicte reddevance, synon de la maison du Heaulme, qui est en leur justice foncière, la maison de l'Ange et autres qu'il ne sauroit mie déclairier; ne aussy sur lesquelx lesdis coustres prennent leur redevance, synon sur la maison qui fut Jehan Brulé, et sur certains héritaiges qui sont assis en rue Perdue; ne aussy ne saveroit déclairier ne spécifier particulièrement les héritaiges sur lesquelz lesdis religieux ont cens, seurcens, ventes et vestures, fors tant qu'il a bien sceu que feu Jehan Trichot en son vivant avoit plu-

seurs terres arrables hors la porte Dieu-ly-Mire ès grant et petit bans, en la seignourie desdis religieux, parce que après le trespas d'icellui, iceulz héritaiges assis en ladicte justice, furent, par les exécuteurs d'icellui, vendus, et lez acheta maistre Bertrand Baillot, pour la confrairie de Saint-Jubrien, comme il tient, lequel d'iceulz héritaiges fut vestus par Jehan Languel, mayeur desdis religieux, et depuis furent icelles terres amortiées par monseigneur l'abbé à la confrairie dudit Saint-Jubrien, et en paièrent cinquante frans, et ne le furent pas du convent dudit Saint-Remy, pour ce qu'ilz n'en porent finer; ne scet quelle quantité de terre, ne quans jours icellui maistre Bertrand acquesta. Dit aussi qu'il a veu par lectres de vendaige, que feu Guy Lescot, dame Agnès de Bazoches, et feu Jehan Lemaire, avoient acquesté pluseurs terres assises èsdis bans, et en la seignourie desdis religieux, par lesquelles lectres apparoît iceulx estre vestus desdictes terres par la justice d'iceulz religieux. Requis se il sauroit déclairier lesdictes terres, le lieu où elles sont, et les royes; dit que non; et sy ne sauroit déclairier lesquelz héritaiges se sont, sur lesquelz lesdis aumosnier et soubz-enfermier prennent cens, seurcens, ventes, vestures, fors tant qu'il a sceu ou temps passé, que le soubz-enfermier prenoit cens, seurcens, ventes et vestures, sur aucuns héritaiges qu'il ne sauroit déclairier que on disoit estre assis ou grant ban desdis religieux, en une faisse que l'en appelle le Champ Huart; l'a sceu parce que longtemps a, il a veu que aucuns dez détenteurs d'iceulz héritaiges en venoient faire au soubz-enfermier de leur église. Requis s'il a point sceu que les détenteurs des terres assises hors de la fermeté de Reins, ou grant ban et ou petit ban Chastelain, à cause d'icelles terres, ont esté redevables de paier sacre ou temps passé : dit qu'il ly souvient très bien du sacre du roy Charles derrier trespassé, et avoit desjà esté religieux XIII ans dudit Saint-Remy, et ne sot point que en la taille dudit sacre l'en imposât les détenteurs desdis héritaiges; mais tient qu'ilz n'y furent point imposez, car se elles y eussent esté imposées il en eust oï parler feu monseigneur l'abbé de Saint-Remy avec lequel il estoit chacun jour; mais a tousjours oï dire, tenir et maintenir toutes les terres assises oudit ban estre franches et exemptes dudit sacre, et les détenteurs.

Sur le XIIe article, dit qu'il a veu pluseurs fois contraindre pluseurs

qui avoient acheté des héritaiges assis èsdis bans redevables de ventes et vestures ausdis religieux, lez aucuns par la saisine d'iceulz héritaiges, les autres par adjournemens par devant la justice d'iceulz à eulz faire vestir de leursdis héritaiges par eulz achetez; et ce a veu advenir pluseurs fois entre pluseurs personnes, et de pluseurs héritaiges, lesquelz il ne saveroit déclairier à présent. Dit aussy que se aucun achète aucun héritaige assis ès bans dessudis, redevables de cens, ventes et vestures, envers messeigneurs de Saint-Thimothieu, et ilz sont reffusans de payer leurs cens et redevances, dont lesdis héritaiges sont chargiés, iceulz de Saint-Thimothieu ont coustume de poursuir les reffusans de paier leurs cens par-devant la justice desdis religieux, et aussy le droit dez ventes et vestures, se l'acheteur estoit demourant oudit ban et justice desdis religieux; et a veu en son temps feu messire Jehan Santembien, chanoinne dudit Saint-Thimothieu, et maistre Jehan Guiot, leur conseillier, en faire pluseurs poursyeutes contre pluseurs personnes par-devant la justice desdis religieux, audit Reins; et n'ont iceulz de Saint-Thimothieu quelque jurisdicion en et sur lesdis héritaiges, assis ès bans desdis religieux, tant en la fermeté comme dehors, posé ores que sur aucuns d'iceulz ilz prennent cens, seurcens, ventes et vestures; excepté seulement qu'ilz ont droit de prendre les vestz et devestz, et leurs drois dez ventes et vestures, et n'ont exercice de quelque justice sur les demourans en iceulz héritaiges; mais en demeure la jurisdicion ausdis religieux de Saint-Remy.

Requis sur le XIIIe article, dit, et dépose par son serment, que comme dessus a déposé, il a veu lesdis religieux de Saint-Remy tenir et maintenir à eulz appartenir toute la justice et jurisdicion temporelle de toutes les terres du ban, terroir et finaige du ban Saint-Remy, commençans hors la fermeté ou milieu de la porte de Saint-Nichaise, du costel vers Dieu-ly-Mire, et en alant tout oultre, ainsi que dessus a déposé, depuis lequel lieu de la porte Saint-Nicaise, jusques à ladicte vigne de Champ Dolent, les terres estans en icellui finaige du costel vers la rivière, et jusques au chemin de Saint-Lyénart, et une chiève voye qui vat au molin de Vrilly, sont du grant ban Saint-Remy; et depuis la chappelle Saint-Bernart oultre Dieu-ly-Mire, en alant tout droit le grant chemin de Saint-Lyénart, jusques à ung puis estans sur ledit chemin, au-devant

de la maison de Saint-Anthoine qui est à Vrilly, et jusques à ladicte chièvе voye que on descent oudit molin; et aussy depuis une croisette qui est au-dessoubz d'icelle chapelle, et en arrière, environ le trait d'un arc, en alant d'icelle le chemin du molin Huon, jusques à la dessudicte chièvе voye, toutes les terres estans entre iceulz finaiges sont du banc Chastelain; èsquelz bans Saint-Remy et le banc Chastelain, il a veu exercer justice temporelle par la justice d'iceulz religieux, en la manière que dessus a déposé; et avec ce que environ LIIII ans, ung nommé Adam, pour lors sergent desdis religieux, à la requeste du prieur de Saint-Bernart, arresta ès termes du petit ban ung homme de Villers-Marmery, du nom n'est recors, lequel homme fut rescoux de la main du sergent par ung nommé Warnesson, conreur de cuir, de quoy lesdis religieux se complaingnirent en cas de nouvelleté à l'encontre dudit Warnesson, et la complainte ramenée à fais, et opposition créé, et jour assigné à Laon, fut tant procédé que Warnesson répara et amenda l'offense par lui faite ausdis religieux. Et au regart dez deux pièces de terre qui jadis appartinrent à l'exécucion de feue Méline de Laudience, dont mencion est faite oudit XIIIe article, ne scet où elles sont assises, et par ce ne scet en quelle jurisdicion elles sont; bien scet que se elles sont assises ès fins et extrémitez dessus déclairiées, qu'elles sont en la jurisdicion dudit Saint-Remy; ne scet se elles y sont comme dit est.

Sur le XIIIIe article, dit qu'il a oy dire à aucuns, qu'ilz avoient veu par lectres, que la mère d'icelle Meline avoit esté autresfois vestue par la justice desdis religieux desdictes deux pièces de terre.

Requis sur le XVe article, dit que des criées et proclamations des deux pièces de terre dont mencion est faite oudit article, ne saveroit parler, pour ce que icelles n'a pas veues, ne oy lire; et du seurplus desdis articles scet ce que dessus a déposé.

Requis sur le XVIe article, dit que se lesdictes deux pièces de terre sont assises ès finaiges et termes du grant banc Saint-Remy, et du banc Chastelain, icelles sont en la terre et jurisdicion desdis religieux; et se icelles y sont, ou non, il ne scet.

Requis sur lez XVII et XIXe articles, dit qu'il a tousjours veu lesdis religieux de Saint-Remy exerser par eulz, et leurs officiers, toute justice

et jurisdicion temporelles, en et partout iceulz leurs biens, tant dehors comme dedens, et en iceulz faire pluseurs exploix de justice, tant en arrestz de personnes, oiseaux, de biens, comme autrement, plus à plain cy-dessus spécifiez et déclairiés, publiquement et notoirement, au veu et sceu d'un chacun, sans contredit ou empeschement aucun; et ne sceut onques que aucun empeschement leur y ait esté mis, synon ce présent qui a esté fait à tort, et contre raison, comme il lui samble.

Requis sur le xxe article, dit, comme il a cy-dessus déposé, qu'il n'a point veu de son temps baillier, ou sceu aucun empeschement estre fait ou baillié au contraire des possessions par lesdis religieux alléguées; mais les en a veu joïr paisiblement, et par ce n'a point sceu que aucune réparation de justice y ait esté faite.

Sur le xxie article, dit que se lesdictes deux pièces de terre vendues par ledit Jehan de Pertes audit Husson Saigot, sont assises ès bans et finaiges dudit ban Saint-Remy et ban Chastelain, lesdis religieux ont peu licitement exploitier, et faire exploix, touchans lesdictes deux pièces de terre, sans ce que les officiers dudit monseigneur l'arcevesque eussent cause de eulx en doloir et complaindre.

Requis sur le xxiiie article, dit qu'il en scet ce que dessus en a déposé et dit; et avec ce, que les officiers de monseigneur de Reins n'ont quelque exercice de justice ou ban desdis religieux, prinse, détencion, interrogacion, condempnacion, confiscacion, ne autre émolument quelconque, mais appartient auxdis religieux; et se recorde bien à présent, en ensuivant ce que dessus en a déposé, que après le trespas de dame Jehanne, femme de Jehannet l'apariteur, demourant en son vivant ou ban desdis religieux, et près de l'église de Saint-Thimothieu, qui trespassa environ dix ou xi ans puet avoir, lesdis religieux prinrent et appliquèrent à eulz les biens demourez de son décez, comme vacans, et par deffault d'éritier; et pareillement d'un nommé Colignon Lalemant, qui est trespassé puis xii ans en çà, ont eu ses biens après son trespas, comme vacans, et n'ont lesdis officiers de monseigneur de Reins, que l'exécucion des malfaiteurs prins et jugiés à mort par la justice desdis religieux, à la cherge de trente deniers que les officiers dudit monseigneur de Reins sont tenus d'en baillier.

Requis sur le xxiiiie article, dit que les choses dessudictes, par lui

déposées, sont vrayes par la manière que déposées lez a; et requis sur le xxve article, dit que riens n'en scet; et plus, ne autre chose, ne saveroit déposer sur lesdis articles, sur tous oys et examinez diligemment.

Signé R. La Barbe, *et paraphé.*

Autre tesmoing oy par nous commissaires dessus nommez, en la présence dudit juré, le xxie *jour du mois de mars, l'an mil* cccc *et* xxxi, *et les jours ensuivans.*

Phlipot Loppin, dit le Paige, sergent du ban Saint-Remy de Reins, aagié de xl ans ou environ, estant en son lit malade, ouquel il avoit esté l'espace de nuef sepmainnes, comme il disoit, tesmoing trait et produit par lesdis religieux, autresfois juré, oï et examiné les jour et an dessudis, sur lez i, ii, iii, iiii, v, vi, vii, viii, ix, x, xi, xii, xiii, xiiii, xv, xvi, xvii, xix, xx, xxi, xxiii, xxiiii et xxve articles des briefz articles desdis religieux, à lui leus et exposez mot à mot.

Et premier, requis sur le premier article, dit, et dépose par son serment, qu'il a oy dire pluseurs fois, depuis l'an mil quatre cens et sept qu'il vint demourer ou ban Saint-Remy, et ouquel il a puis demouré la plus grant partie du temps, et encores demoure, que monseigneur saint Remy estoit patron de France, aultrement ne le scet; et sy ne scet quelle chose on dit estre patron ; bien scet que l'église de Saint-Remy est une belle et notable église, de très grant ancienneté fondée, en laquelle est gardée la sainte ampolle de laquelle les rois de France ont esté sacrez et ennoins; par ce le scet, car en icelle église, depuis le temps dessudit, il a fréquenté et repairié très souvent, y a veu faire chacun jour, ou très souvent, par les religieux d'icelle église qui sont en grant nombre, et bien jusques au nombre de vint-quatre, le service divin; et sy vit en icelle église, ou mois de juillet prochain venant avera trois ans, ladicte sainte ampole, laquelle, par monseigneur l'abbé d'icelle église, revestu de aubbe, de chappe, et de mitre, et pluseurs religieux aprez lui, fut prinse en une châsse estant derrier le grant autel d'icelle église, et icelle [porta?] ledit abbé acompaingnié d'aucuns de ses religieux, de monseigneur de Graville, monseigneur le mareschal seigneur de Boursac, le sire de Rays, qui là estoient venus pour estre en ostaige jusques ad ce que ladicte sainte ampole, laquelle estoit prinse

pour porter en l'église de Reins pour sacrer le roy Charles, fût raportée de l'église Nostre-Dame de Reins en ladicte église de Saint-Remy; et d'icelle, par les mains de monseigneur l'arcevesque dudit Reins, fut le roy Charles VII sacrez et enoins; et après le mistère fait, ledit monseigneur l'abbé accompaingnié des dessudis barons, et pluseurs autres en grant nombre, raporta icelle sainte ampole en ladicte église Saint-Remy, et la remit au lieu où il l'avoit prinse; et à toutes ces choses faire, lui déposant, comme sergent desdis religieux, fut présent, et acompaingnia tousjours ledit monseigneur l'abbé. Ne scet de quelle fondacion ladicte église est, synon par oy dire; bien scet qu'elle est doée en pluseurs drois, rentes, possessions et revenues, regardans et concernens droit de justice et seignourie.

Requis sur le second article, dit, et dépose par son serment, qu'il a XXIIII ans qu'il est demourant ou ban desdis religieux de Saint-Remy, et depuis ce temps a sceu et veu lesdis religieux estre seigneurs d'une partie de la ville de Reins nommée ban Saint-Remy, qui est une grant place faisant l'une des extrémitez d'icelle ville; et pluseurs foys a oy dire aux anciens d'icellui ban, que en icellui ban, avant que la ville de Reins fust fermée ainsi qu'elle est, avoit un chastel auquel appendoient pluseurs terres et possessions, tant en la ville de Reins, comme dehors; aultrement ne le scet. Bien scet que encores y a de présent ou ban dudit Saint-Remy une rue que l'on appelle la rue de Chastel; et sy a oy dire pluseurs fois que ledit chastel avoit esté donné à ladicte église avec toutes ses appendences par aucun roy de France. Requis comment il scet que lesdis religieux sont seigneurs du ban Saint-Remy : dit qu'il le scet parce que de tout le temps dessudit il a veu exercer la justice dudit ban de par lesdis religieux, et lui-meismes, dès l'an mil IIII^c et sèze, fut créé sergent desdis religieux pour exercer office de sergenterie en et partout ledit ban, qui s'extent en la ville de Reins, et dehors; et depuis ce temps a exercé ledit office de par lesdis religieux, en et partout icellui ban, tant en la fermeté comme dehors. Requis s'il scet en quelz lieux ledit ban s'extent : dit que depuis qu'il a esté sergent il a esté pluseurs fois avec les mayeurs desdis religieux quérir leurs cens et bourgoisiées par tout icellui ban, et tousjours les a veu commencer à ung jardin qui jadis fut à Oudinet de Roye, que tient à présent Jehannin

Piquart, assis en Nuefve rue, au-devant ou assez près d'un hostel qui jadis fut à feu maistre Estiene Loste, et où jadis demoura maistre Colart de Consors; et dehors icellui jardin, et sur la rue, a une pierre trouée que on dit estre bonde, et faire la séparacion de la terre de monseigneur de Reins et de messeigneurs de Saint-Remy; et a tousjours oy dire le lieu où est icelle pierre estre le commencement de la terre du ban de Saint-Remy, qui s'extent depuis icelle pierre en montant tout amont du lez de rue de Molin, jusques à Dieu-ly-Mire; et du large jusques au mur de la fermeté d'icelle ville; et d'icelle porte Dieu-ly-Mire, en alant par derrier les murs de la fermeté, jusques ou mylieu de la porte Saint-Nichaise, du costel vers ladicte porte de Dieu-ly-Mire; et de la moitié d'icelle porte en venant tout oultre parmy les jardins de la rue Saint-Nicaise, à une bonde, ou pierre que on dit estre bonde, assise en une ruelle joingnant de la maison que on dit la maison dez Quatre Filz Émon; et d'icellui lieu à une pierre que on dit estre bonde assise devant l'église Sainte-Nourice, et d'icelle pierre ou bonde parmy le cimetière de Saint-Martin, en alant parmy une chayne atachiée à l'église de Saint-Martin et Saint-Thimothieu, et passant tout oultre parmy la chaucie estant bas jusques au four Chétivel, et d'icellui four en alant tout oultre parmy rue Perdue à une pierre de croye en laquelle a une croix assise en ung mur d'un jardin que tient à présent ne scet qui, le vit tenir à Adenin Harnot qui fut mary de la Marjoleinne; et du lieu où est icelle croix en alant tout oultre vers rue de Molin, et du coing d'icelle rue descendre à la pierre dessudicte estant en Nuefve rue; lesquelz lieux et places il a tousjours, et par espécial depuis qu'il a esté sergent desdis religieux, oy dire et tenir aux anciens d'icellui ban estre les fins, termes, et finaiges de la jurisdicion desdis religieux, et de leurs bans, en la fermeté de la ville de Reins. Dit aussy que depuis icelle pierre estant en Nuefve rue, en fendant oultre par les jardins, et en alant vers Folepeinne, et jusques aux murs de la ville, lesdis religieux ont justice et jurisdicion du lez vers rue de Molin, toutesfois ne scet se tous les jardinaiges et édifices de rue de Molin abutans à icelle pierre, ou autre lieu regardant à ligne à icelle, sont de la jurisdicion desdis religieux, pour ce qu'il y a pluseurs triangles et places qui ne vont pas de droite ligne, dont les unes passent plus avant que les autres, et dit que, comme dit est, il a tousjours oy dire et tenir le ban et justice

desdis religieux en la fermeté de la ville de Reins estre entre les termes et fins dessus déclairiées, entre lesquelz fins et termes il a veu recevoir au mayeur desdis religieux, l'espace de XII ans, les cens de toutes les maisons, jardins et autres édifices assis entre icelles fins et termes, dont il dit un chacun édifice en estre tenu envers lesdis religieux. Requis se ledit ban Saint-Remy s'extent jusques à la croix de fust : dit que non, qu'il ait sceu, et n'y vit onques exploitier de par lesdis religieux, mais a oy dire qu'il s'exerce jusques au four Chétivelle, comme dit est. Oultre dit qu'il a oy dire à pluseurs que le ban Saint-Remy et la jurisdicion que ont en icellui lesdis religieux hors la fermeté d'icelle ville, s'extent depuis l'arrestre du milieu de la porte Saint-Nichaise, du lez vers Dieu-ly-Mire, en alant tout oultre le grant chemin de la Pompelle, jusques au chemin de Beinne, et que toutes les terres estans depuis iceulx lieux et places, du costel vers la rivière en descendant d'icellui chemin de Beinne vers Vrilly à ung puis qui est sur le chemin de Saint-Lyénart; et d'icelluy puis en trianglant vers deux petits ourmisseaux, et en alant au coing de la maison du trésorier de Reins audit Vrilly, du costel vers le molin Huon; et d'icellui lieu tout jusques à la porte Dieu-ly-Mire sont de la jurisdicion et du ban desdis religieux, dont il a oy dire que ès termes et fins dessudis l'en dit avoir deux bans : c'est assavoir le grant ban que on dit le ban Saint-Remy, et le petit ban que on dit le ban Chastelain; et ne saveroit désigner lequel lieu est le petit ban, et lequel le grant. Requis se par lesdis religieux, ou autres leurs officiers de par eulz, a esté mené sur les lieux dessudis pour lui monstrer les fins et termes de leur justice : dit que non, mais bien leur a oy dire leur jurisdicion et justice s'extendre jusques ès lieux dessudis. Requis se il scet que le chastel que on dit avoir esté oudit ban Saint-Remy avec ses appendences ayent esté donnez par les roys de France à ladicte église Saint-Remy : dit que riens n'en scet, synon par oy dire. Requis se messieurs de Saint-Thimothieu ont quelque justice oudit ban Saint-Remy : dit que non, excepté toutesfois que oudit ban y a certainnes places et maisons sur lesquelles ilz prennent seulement ventes et vestures, cens et seurcens, et n'ont quelque congnoissance de cause. Pareillement y a aucune place dont lez vestz, dévestz, appartiennent à l'aumosnier d'icelle église de Saint-Remy, et aussy aux coustres; et n'ont quelque autre seignourie.

Requis sur le III[e] article, dit qu'il ne vit oncques le chastel dont mencion est faite oudit article, et ne scet se en icellui a eu ung chastelain ou non; bien est vray que depuis XXIIII ans en çà il a veu en ladicte église de Saint-Remy ung office que tenoit et encores tient de présent ung religieux de ladicte église, qui est nommé le chastelain, auquel, à cause dudit office, a veu appartenir et encores appartiennent pluseurs beaux droits; entre lesquelz a droit, quiconques est chastelain, de prendre et recevoir chacun an sur la mairie de monseigneur de Saint-Remy, quatre livres parisis; et icelle somme lui a veu recevoir, lui déposant, pluseurs fois, de Rogier de Suippes, mayeur d'iceulz religieux; et sy a droit de prendre et recevoir sur toutes amendes montans à soixante solz, venues et escheues ès termes de ladicte mairie, trente-sept solz et six deniers parisis, et le mayeur desdis religieux n'en prent que vint-deux et demy; a droit aussy icellui chastelain de baillier congié de chever ou ban desdis religieux, tant en la fermeté comme dehors, de faire sailliées, appuyées, avant-loges, ploix de mur, travaux à chevaulx, caves dessoubz la chaulcie; et de ce a prouffit ledit chastelain, lequel prouffit est voluntaire; en a veu pluseurs en son temps qui ont prins congié de chever wasons, comme à Robin Le Bergier, Corvaillant, Jehan Le Rousselet, alias Gorge-de-Renart, Estiene Le Gouge, et autres pluseurs; et en a aidié à boire plus de quarante pos de vin desdis congiés donnez; a veu aussy prendre congié audit chastelain de chever hors la porte Dieu-ly-Mire, en une place là où on a acoustumé de mettre les excommeniez, en laquelle a une croisette, et est oultre la chappelle Dieu-ly-Mire environ trois traitées d'arc; a veu depuis deux ans en çà Jehan Haymmelet, dit le maire de Glannes, prendre congié de faire ung avant-toyt en une maison qu'il a oudit ban Saint-Remy, en lieu dit au Bassin; et à pluseurs autres a veu prendre congié de chever, mettre sailliées, avant-toix, goulés, dez noms desquelz à présent ne se recorde; et a veu que s'aucun s'efforçoit de chever oudit ban, fust en la fermeté, ou dehors, de faire avant-toix, sailliées, goulés, ou autre édifice, sans le congié dudit chastelain, les mettre en procès et contraindre à amende. Et est bien recors qu'il a environ quatre ans, que ung nommé Gauchier Colinet ala chever des wasons vers le molin Huon, en la jurisdicion desdis religieux, sans

avoir prins congié, et fut mis en procès, et amenda le cas d'amende de soixante solz, laquelle, comme il tient, ly fut ramenée à huit solz parisis; et sy en but-on très bien. A veu aussi depuis ledit temps, ung goulot que Person Godet, masson, avoit fait en une maison qu'il a oudit ban au-devant du cymetière de l'église Saint-Thimothieu, en gettant ses yaues en la cherrière estant prez d'icelluy cymetière, rumpre et dépécier par la justice desdis religieux, pour ce que ledit Godet n'avoit pas prins congié du mayeur et du chastelain. A veu prendre congié de chassier aux oiseaux, et sy a veu prendre et emprisonner des oiseleurs qui chassoient sans congié en la justice desdis religieux, estant entre Dieu-ly-Mire et Vrilly. Dit oultre qu'il ne scet à quelle cause ledit chastelain a et reçoit les drois et prouffis dessudis, et sy ne scet quelle cherge il a à cause dudit office, fors tant qu'il est tenu de faire guet de nuyt par tout le banc avec le mayeur desdis religieux; et dez drois dessudis a veu joïr et user ledit chastelain depuis XVI ans en çà qu'il a esté sergent, comme dit est, et encores en use présentement quant le cas le requiert; et a veu de nuyt, en faisant ledit guet par lesdis mayeur et chastelain, prendre pluseurs personnes que l'en trouvoit couchiés avec baisseletes oudit ban, et autres que on trouvoit délinquens oudit ban; et se recorde bien qu'il aida à prendre Toussain de Stannevelles, Pierre Dorainville, Jehan Dorainville, Jaquemin de Villers, Person Laguille, Adenet Le Galois, et autres jusques au nombre de dix, lesquelx estoient aux estuves dudit ban, et vouloient batre la dame de l'ostel, et furent menez prisonniers en la court desdis religieux, et les aucuns en prisons fermées.

Requis sur le IIIIe et V^{e} articles, dit, et dépose par son serment, que lesdis religieux oultre la porte Dieu-ly-Mire ont seignourie et jurisdicion, et que oultre icelle porte a certainnes faisses de terre que l'en appelle le grant ban, et certainnes que l'en appelle le petit ban, ou le ban Chastelain; mais il ne saveroit dire lequel est le grant ban, ne lequel est le petit, comme dit est dessus. Ne scet se le lieu que on dit le petit ban a esté acquis par lesdis religieux, ou non; et dit que icellui petit ban les aucuns l'appellent le ban Chastelain; bien est vray, comme dit est dessus, qu'il a oy dire à pluseurs que toutes les terres estans depuis la moitié de la porte Saint-Nicaise, vers Dieu-ly-Mire, en

alant le grant chemin de la Pompelle, jusques à la voye de Beinnes, du costel vers la rivière, estoient, et sont en la jurisdicion d'iceulz religieux; et se recorde bien qu'il a environ XII ans, que à la requeste de Julien Bonart, il arresta deux chers harnechiez de chevaulz, chergiés de cuirs, appartenans à un marchant de Bar-le-Duc, estans iceulz chers entre les fins et termes dessudis, car près de la Housse estant hors de la porte Dieu-ly-Mire, ne scet à qui appartenoit la terre sur laquelle il les arresta, ne ne saveroit aussy désigner, ne déclairier, quelles terres, à qui elles appartiennent, ne les royes qui sont assises ès termes et fins dessudis, synon une grant cousture prez des fossez, qui appartient auxdis religieux. Et dit que pour et ou lieu desdis chars arrestez, le marchant se constitua prisonnier en la main de lui déposant, et retourna avec lui en la ville de Reins, et contenta sa partie, et sy paia l'arrest; et onques n'exploita dedens les termes et fins dessudis, synon ceste fois-là; mais il a exploitié pluseurs fois depuis la porte de Dieu-ly-Mire, entre le chemin qui vat à Saint-Lyénart, jusques à la rivière, et jusques à Vrilly; depuis lequel lieu de Dieu-ly-Mire, en alant le chemin qui vat à Saint-Lyénart, et jusques au puis dont dessus a parlé, en descendant d'icellui puis vers Vrilly, a tousjours oy dire et tenir lesdis religieux avoir toute seignourie et justice, et y a fait et veu faire pluseurs exploix; car il a environ dix ans que, à la requeste d'un nommé Colesson Chrestien, il arresta, entre la porte de Dieu-ly-Mire et la chapelle de Saint-Bernart, ung nommé Perrin-le-Breton; et sy dit [qu'il a veu?], environ le temps dessudit, un nommé Gobin Leviel, sergent desdis religieux, arrester à la requeste de lui déposant, Henry Le Jaqueta de Verzy, qui estoit sur le chemin du molin Huon, oultre la porte Dieu-ly-Mire; ne scet à qui appartenoit l'éritaige sur lequel il fut prins. A veu faire exécution au molin Huon sur le mosnier illecques demourant, comme Person Maireau, et Colin Vailly, pour deffault de paie de leurs bourgeoisies, qui est de XII deniers chacun an envers le mayeur desdis religieux; et luy-meismes a pluseurs fois adjourné ledit Mayreau audit molin; et sy dit qu'il a veu les demourans en la ville de Vrilly respondre et sortir jurisdicion pardevant la justice desdis religieux, oudit ban, et pluseurs adjournemens y a fais en icelle ville, et par espécial sur ung nommé Henry Jennesson, et sur ung autre

nommé Presbtre Bloqueau; ne scet à quelle cause lesdis religieux ont ladicte seignourie, ne dont elle leur vient. Requis s'il vit oncques gibet en la justice desdis religieux : dit que non; et n'a point sceu que en la banlieue de Reins y ait autre gibet que en la terre de monseigneur l'arcevesque. Requis se ung homme estoit prins pour délit en icellui ban, et il estoit jugié à mort, se lesdis religieux en averoient l'exécution : dit que s'aucun des demourans ou ban desdis religieux estoit prins en icellui ban, pour cas criminel, au mayeur et eschevins desdis religieux en appartenroit la détencion, interrogation et condempnation; et se ainsi estoit qu'il eust déservi mort, la justice desdis religieux, au moins ung qui se nomme le doyen d'iceulz religieux, qui est officier en icellui ban, délivre ledit prisonnier pour mettre à exécution au gibet de Reins, au prévost de monseigneur de Reins, qui icellui prisonnier vient recevoir endroit une pierre, etc.....; et de là les sergens desdis religieux mainnent ledit prisonnier par le fon de la Charrière, jusques près de la croix de fust, et là le baillent audit prévost, lequel tantost le doit mener exécuter; et se ledit prisonnier estoit forain, lesdis religieux seroient tenu de le faire exécuter à leur justice, hors de la banlieue d'icelle ville; et pluseurs fois depuis qu'il a esté sergent a veu le cas advenir à la personne de pluseurs demourans oudit ban, comme de Estienne Baudry, et Person Bedelet, condempnez par la justice desdis religieux à recevoir mort, et délivrez par leur doyen à la justice dudit monseigneur de Reins, et le mener au gibet; et aussy à la personne de Jehan Phlippot de Villers-Aleran, exécutez par la justice desdis religieux, ou terroir dudit Villers-Aleran, et par iceulz détenus en leurs prisons de Reins, interrogué, et fait son procès; et se telz prisonniers chéoient en absolucion, le jugement en appartenroit et appartient à la justice desdis religieux; et en a veu pluseurs, détenus prisonniers pour cas criminel, absoldre par les mayeur et justice dudit ban, comme Guillemette, femme de Regnault Herbin, drapier, demourant à Reins, et pour lors demourant ou ban desdis religieux, laquelle il a veue puis XII ans en çà détenir prisonnière en la justice desdis religieux, et en leur ban, pour cas criminel, et absoldre par icelle justice. Pareillement Ydron, femme de Jehan Mignart, a veu détenir prisonnière pour cas criminel, et absoldre par la justice

d'iceulx. Pareillement ung nommé Lecornu a veu détenir prisonnier par la garde de la justice desdis religieux, pour larrecins que on disoit par lui avoir esté fais; et aussy ung nommé Jehan Lagaude, soubsonnez de larrecin, estre absolz par ladicte justice, duquel, lui déposant, fit l'appréhension, et pluseurs autres dont à présent n'est recors.

Requis sur le VIe article, dit, et dépose par son serment, qu'il a veu ausdis religieux, de tout le temps dont dessus est parlé, et par espécial depuis qu'il a esté leur sergent, avoir en leur ban bailly, mayeur, eschevins, sergens, messiés, et autres officiers en justice, commis de par eulz à leur justice et jurisdicion, exerser, garder, et gouverner; et en a veu de son temps maistre Jehan de Troissy, et depuis maistre Pierre Toignel estre baillis desdis religieux, au moins que les aucuns les appelloient baillis, et les autres gardes de justice. Ne scet, sur ce requis, quelle différence il y a entre bailly et garde de justice; bien scet que les dessudis, en son temps, n'ont tenu, ne ne tiennent encores, quelque congnoissance de cause d'appel, et sy n'y vit oncques tenir aucunes assises; mais a veu depuis qu'il est sergent audit bailly, ou garde de justice, avoir et tenir la congnoissance et jurisdicion des officiers de l'église, comme dez mayeur, eschevins, doyen, sergens et autres officiers de ladicte église; ly a veu aussy tenir et avoir la congnoissance de pluseurs dez subgés de ladicte église, demourans en aucune des villes d'icelle église, hors la banlieue dudit Reins, comme Juniville, Cruny, Isle, Bazancourt, et autres, et en a veu pluseurs d'icelles villes estre détenus prisonniers par ledit bailly, en cas criminel, et depuis par lui absoldre, comme ung nommé Clicotel de Juniville, Rogier Lepreux de Sapicourt, et autres pluseurs dont à présent n'est recors des noms. A veu aussy, de son temps, Estiene Laingnel, Jehan Margouillier, Jehan Lechat, Rogier de Suippes, et à présent Jaques de Chaumont, estre mayeurs d'iceulz religieux, et à iceulz exercer la justice et jurisdicion d'iceulz, et tenir et avoir congnoissance de toutes causes criminelles et civiles, avec les eschevins dudit ban, au regart dez demourans et habitans ès ban et jurisdicion d'iceulz religieux, sans empeschement quelconque; et aussy a veu et voit chacun jour, quant il est sur ses piés, le mayeur d'iceulz religieux congnoistre seul de toutes personnes foraines prinses et arrestées ès termes de la jurisdicion d'iceulz reli-

gieux par arrestz coustumiers, ou pour délict; duquel arrest on use en la justice desdis religieux, tant en la fermeté comme dehors; en laquelle fermeté, et dedens icellui ban, en son temps, et comme sergent d'iceulz religieux, en a fait plus de six vins arrestz, tant sur personnes, comme sur biens meubles. Dit aussy que, de tout son temps, il a veu ou ban desdis religieux ung messier, lequel est ung office qui chacun an se renouvelle, et est proprement tel messier garde dez blefs estans en la jurisdicion desdis religieux; et duquel chacun an lez mayeur et le chastelain d'icelle église, à la requeste des laboureux d'icellui ban qui ledit messier présentent à icelle justice, prennent le serment de bien et duement garder les blefs estans en leur terre et jurisdicion, de bestes et de malfaiteurs, de relever les fossez, faire empeschement endroit les blefs que l'en n'y puist aler pour faire dommaige, et de tout faire bons et loyaulz rapports; et loyt à tel messier, se il trueve aucune personne ou beste meffeisant, de les prendre et admener prisonniers ès prisons desdis religieux, et est creux tel messier de son rapport, et les délinquens tenus d'amende de deux solz et demy, et de restitucion du dommaige, ou cas toutesfois que le délit averoit esté fait en l'éritaige d'aucune personne privée; mais se le dommaige estoit fait en l'éritaige de monseigneur de Saint-Remy, a veu dire et tenir qu'il y avoit LX solz d'amende, et restitucion du dommaige; et ainsi en a veu user, et pluseurs cas advenir depuis qu'il a esté sergent, de pluseurs dont à présent n'est recors des noms. Et dit que de son temps, il y a veu pluseurs messiers dont il n'est recors de tous les noms; bien est recors qu'il a veu ung nommé Person Mauleur, Henry Haimmart, et Colin Cocheminart, estre messiés d'icellui ban, et encor l'est ledit Colin, et y ont assez grant prouffit; car ilz prennent de chacun jour de terre emblavé deux gerbes; et dit qu'il n'a point sceu que de son temps y ait eu autres messiez que ceulz qui y estoient instituez par la justice desdis religieux. Requis s'il a point sceu que lesdis messiés, quand ilz ont eu prins et apréhendé aucuns meffaiteurs, ayent iceulz menez en la grange de monseigneur l'arcevesque : dit que non, mais les a veu admener ès prisons desdis religieux, en leur ban. Ont aussy iceulz religieux, ou pourprins de leur église, bel et notable auditoire, ouquel il a veu de son temps plaidoier par-devant les bailly,

ou garde de justice, mayeur et eschevins; [et?] bien ordinairement oudit auditoire, bien réparée [*sic*, repairer?] de notables conseilliers, licenciés et autres; et à icelle justice a veu tenir court et congnoissance de toutes causes criminelles et civiles, et par-devant icelle justice a veu pluseurs fois messieurs de Saint-Thimothieu, ou leur procureur pour eulz, poursuir les cens, seurcens, ventes et vestures, qui deues leur estoient à cause de certains héritaiges situez et assis ou ban desdis religieux; et sy ont iceulz religieux bonnes prisons, et fermes, et bons sées prez dudit auditoire.

Requis sur les VII, VIII et IXe articles, dit, et dépose par son serment, que depuis le temps qu'il a esté sergent desdis religieux, il a veu iceulz estre en bonne possession et saisine de exploitier et faire tous exploits par leurs officiers en justice, en et par tout leur ban, tant en la fermeté de la ville de Reins comme dehors, et leur a tousjours oy tenir et maintenir icelle justice estre franche, et exempte de toute justice temporelle, par espécial dudit monseigneur l'arcevesque, soubz le ressort et souveraineté du Roy nostre sire; et a veu en la justice d'iceulz religieux faire tous exploix, comme de prendre et emprisonner tous malfaiteurs trouvez et appréhendez ès termes dessudis, les interroguer, questionner, jugier, condempner se déservy l'ont; à quoy faire a esté présent pluseurs fois, comme à ung nommé Jehan Phlippot, Rondel, Bedelet, Estiene Baudry, qu'il a aidié à questionner ès prisons desdis religieux; et en leur justice en a veu pluseurs absoldre, et sy en y a veu appeller à ban, bannir, mettre à l'eschiele, ou autrement punir, selon l'exigence du cas; et est bien recors que cinq ans en çà, il vit ung juesne filz de la conté de Rethest détenir prisonnier ès prisons d'iceulz religieux, sur ce que le procureur d'iceulz religieux disoit et maintenoit icellui avoir prins et emblé certain drap ès cloyères de rue de Molin, en la justice desdis religieux; et confessa ledit cas, et scet bien que pour ceste cause il fut bannis à terme, ne scet quel, par maistre Pierre Toignel, bailly, ou garde de la justice desdis religieux, de la terre et justice d'iceulz; par ce le scet, car il, comme sergent, l'aida à mectre hors de prison et batre de verges, et d'icellui lieu l'aida à mener ou marchié desdis religieux, prez d'une eschiele qui là est, et là fut encores batu de verges, et lui baillié congié. Dit aussy qu'il est

bien recors que depuis VII ans en çà, il vit eschiéler en plain marchié, à l'eschiele desdis religieux qu'ilz ont toute dressée en leur ban, ung homme de dehors, dont il ne scet le nom, lequel avoit esté prins par Jehan Roussel, sergent desdis religieux, pour certains larrecins par lui fais, et l'aida, lui déposant, comme sergent, admener à ladicte eschiele; et comme dit est dessus, a veu aux officiers d'iceulx religieux exercer toute justice en leur ban, et par espécial en la fermeté, tous exploix de justice, telz que à hault justicier, selon sa semblance, puet et doit appartenir. Leur a veu, après le trespas de pluseurs leurs bourgois, saisir et arrester leurs biens, comme vacans, et lui-meismes en a veu saisir pluseurs, et aussy les biens de pluseurs forains trespassez, iceulz biens estans en leur ban; et en ont eu iceulz religieux de pluseurs, comme de Jehannette de Ranvvez, Coquo de Rilly, qui avoient pluseurs biens en leur terre, Jaquemin Chibus et autres pluseurs dont à présent n'est recors des noms. Ont eu aussy iceulz religieux les biens de feu Person Bedelet et Estiene Baudry, leurs subgés exécutez par justice pour leurs démérites, et de pluseurs autres, et en ont joy comme de leur propre chose, sans ce qu'ilz ayent sceu que aucun empeschement y ait esté mis, nonobstant que d'iceulz n'ont point eu l'exécution, ne n'ont de leurs subgés jugiés à mort par leur justice, mais en fait exécution la justice de monseigneur l'arcevesque, à laquelle le doyen desdis religieux baille et délivre tel malfaiteur pour ce faire en prenant trente deniers, comme dessus est dit. Requis quelle différence il y a, entre jugier ung meffaiteur, et le justicier; dit qu'il n'y en scet point, et ne saveroit dire quelle différence il y a. Requis se lesdis religieux doivent quelque reddevance à monseigneur l'arcevesque à son joyeux advénement: dit que riens n'en scet. Requis se il vit onques exécuter aucun prisonnier au gibet en la justice d'iceulz religieux, en la banlieue de Reins, dit que non, et ne vit onques gibet en la banlieue de Reins, synon en la terre de monseigneur l'arcevesque de Reins. Requis comment il scet que lesdis religieux ont toute confiscation de biens: dit qu'il le scet parce que de fait leur a veu prendre et appliquer à eulx sans aucun empeschement. Requis se il scet quelle préémінence il y a entre ung hault justicier, et ung moyen; et d'un moyen, à ung bas: dit que non.

Requis sur le dixième article, dit, et dépose par son serment, que de tout le temps qu'il a esté sergent dudit ban, il a veu lesdis religieux estre en possession d'avoir regart sur les vivres que l'en vent oudit ban, et sur les poix et mesures à vendre denrées; et estre le droit du doyen d'iceulz religieux, que d'avoir regart sur lesdis vivres avec les eschevins, mayeur et chastelain; et a le droit icellui doyen de peser le pain et autres denrées, adjuster les poix et mesures à vin, à oile et autres liqueurs, à blef, a sel, et autrement; et dit que souventefois iceulz eschevins, mayeur, chastelain et doyen, de son temps ont fait et font encores visitacions sur lesdictes mesures, vivres, poix et balances; et en a veu pluseurs traitier à amende pour ce qu'ilz vendoient pain à trop petit poix, comme Colart Bloquel, Jehan Mauroy dit Fournier, Colesson Saigot boulengier, Person Sobretel, Jehan Leflormier, Remion Naudel, et autres; et y est l'amende de cinq solz, laquelle appartient au mayeur seul, et sy est communément le pain prins, donné pour Dieu; en a veu pluseurs aussy vendre denrées à trop petit poix, comme chandelles, lar, oing, cieux et autres denrées; a veu prendre leurs poix, iceulz estre confisquez, et condempnez à l'amende pour avoir vendu denrées à trop petit poix; laquelle amende est de soixante solz parisis; y a veu Jehan de Laporte, gressier, Jehan Cyprien, mercier, condempner à l'amende pour avoir vendu denrées à trop petite mesure et poidz, et casser leurs mesures; de laquelle amende en appartient au chastelain trente-sept solz et demy, et vint-deux solz et demy au mayeur; et le cas a veu advenir pluseurs fois, et à pluseurs personnes. Avec ce, dit qu'il a veu faire crix et publications de par lesdis religieux, en leur ban, et luy-meismes en a fait pluseurs de par eulz, comme de crier ou temps là où on est de présent, que ung chascun ayant vaiches ou pourceaulz les envoyent aux champs, sans les laissier aler par la ville, à peinne de deux solz et demy; de crier que l'en oste les fiens et terraulz, à peinne de ladicte amende; et dit qu'il a veu pluseurs transgresseurs desdictes ordonnances punir, et de eulz prendre amende, des noms desquelz il ne se recorde à présent; y a veu crier le vin à détail; n'a point veu que lesdis religieux, en son temps, ayent fait quelque status ou ordonnance; leur a veu aussy avoir droit de donner congié de faire sailliées, appuyées et autres choses sur le che-

min, sans appeller les eschevins, comme dessus l'a déposé plus à plain. A veu aussy iceulz religieux avoir droit d'avoir viconte de par eulx oudit ban, et pareillement en y a ung monseigneur l'arcevesque de Reins; lequel viconte desdis religieux a droit de tonnieu, qui est de prendre et lever argent sur toutes denrées vendues par forains oudit ban, duquel droit le viconte de monseigneur de Reins prent la moitié contre le viconte desdis religieux; et dit que qui deffault de paier le droit appartenant au viconte de monseigneur de Reins, il y a amende de soixante solz; et qui deffault de paier le droit du viconte desdis religieux, il n'y a point d'amende, et ainsi en a veu user. Ont aussy iceulz religieux en leur ban et justice droit de sterlaige, à cause de leur quartel et mesure; lequel droit ilz ont acoustumé de baillier à ferme à ung homme dudit ban, lequel a nom le mesureur, et a la garde des quartels d'icellui ban, auquel l'en est tenu de mesurer tous grains vendus en icellui ban; et à ceste cause a droit de prendre de chacun sextier de grain mesuré audit quartel, deux escuelles de grain, et encores en ont ung à présent nommé Colin Bertelet, et sy l'a veu estre ou temps passé Colesson Charloré, Estiene Le Rebelle, Jehan Le Chat, et ung nommé Colart Le Borgne et autres. Leur a veu avoir aussy brassieur juré, c'est assavoir Jehan Baset, Thomas Chaulines, et sy l'est à présent Colin Baret, et a droit de brassier foing et fouraige vendus en icellui ban, dont il se prent prouffit; c'est assavoir de chacune brassie de fouraige, deux deniers parisis. Oultre dit qu'il a oy dire iceulz religieux avoir droit de rouaige en leur ban, mais il ne scet quelle chose c'est. Quant au chaussiaige, dit qu'il appartient aux eschevins dudit ban de recevoir le droit de la chaussie, et d'icelle retenir. Et sy a veu avoir auxdis religieux vergiaige de vins, c'est assavoir commectre ung homme de par le chastelain d'icelle église à vergier les vins vendus en icellui ban; et dit que le chastelain d'icelle église y commet quelque personne que bon ly samble, et y a veu ung nommé Pierret Letonnelier, Jehan le Lombart, et ung nommé Bertremieu, lequel l'est encores de présent; ne scet quel droit il a à cause dudit office. A veu aussy iceulz religieux avoir en leur ban, et ont encores, fours bannelz, ausquelz les demourans en icellui ban sont tenus de cuire leur pain, et non ailleurs, sur peinne d'amende de soixante solz; et a

veu Estiene Legouge, demourant oudit ban, mectre en procez pour ce qu'il avoit cuit ailleurs que èsdis fours bannelz, et condempner en amende de soixante solz, qui ly fut ramenée à trente; et pareillement ung nommé Jehan Jaquet, mosnier de rue de Molin, pour ce qu'il avoit cuit son pain en Venisse, hors dudit ban; et sy a veu abatre depuis dix ans en çà ung four, en l'ostel de messire Pierre Folet, qui estoit plain de pain, et pluseurs autres en a veu punir et contraindre à amende, des noms desquelz il ne se recorde; et dit qu'il ne scet oudit ban que quatre fours bannelz qui soient de l'église : c'est assavoir ung dessoubz les loges en alant à Saint-Sixte, ung autre vers la maison Jehan Brulé, le tier devant les Carmes, et le quart devant les Forges; lesquelz fours bannelz lesdis religieux ont acoustumé de louer à qui que bon leur samble; et ceulz qui ainsi les ont louez puent délaissier à cuire èsdis fours bannelz, et asseoir leurs fours où que bon leur samble oudit ban, èsquelz lesdis habitans sont tenus d'aler. Requis se le four Chétivelle est four bannel : dit, par son serment, qu'il n'en saveroit parler; et des choses dessudictes, et de chacune d'icelles, a lesdis religieux veu estre en possession et saisine, et ainsi, et par la manière que dit est, lez en a veu user; et aussy a veu le mayeur d'iceulz religieux prendre char sur les estaulx à bouchiers, comme non digne de vendre; n'est point recors qu'il en ait veu ardoir par justice, ne getter aux champs. Bien a veu, et mesmement à la foire Saint-Remy derrien passée, prendre par le mayeur d'iceulz religieux, aulz que l'en exposoit en vente tous pourris, et iceulz condempner à estre ars, et les ardoir publiquement, au veu d'un chacun; et furent prins iceulz aulx sur Pasquette, femme d'un nommé Holandre, parmentier, demourant à Reins.

Requis sur les XI et XII[e] articles, dit, et dépose par son serment, que lesdis religieux de Saint-Remy ont en leur ban, tant en la fermeté comme dehors, du costel de la porte Dieu-ly-Mire, en pluseurs et divers lieux, en leur territoire et seignourie, droit de prendre cens portans ventes et vestures, et nom pas partout, pour ce que en leurdit ban, tant dedens comme dehors, messieurs de Saint-Thimothieu, les coustres de Saint-Remy, le trésorier, l'enfermier et le soubz-enfermier, en aucuns lieux prennent cens, ventes et vestures; et ne saveroit propre-

ment déclairer sur lesquelles ilz prennent leurs ventes et vestures, ne sur lesquelles lesdis religieux les prennent; mais bien scet, par ce que dit est, que tout est en la jurisdicion desdis religieux; et n'est pas recors qu'il ait veu vendre aucunes terres ès lieux dessudis, dont il ait sceu lesdis de Saint-Remy et de Saint-Thimothieu avoir les ventes. Bien se recorde à présent que puis x ans en çà, il a saisi et mis en la main de messieurs les religieux pluseurs terres que on disoit appartenir à la confrairie de Saint-Jubrien, assise vers la petite Husse, estant oultre Dieu-ly-Mire et autre part environ, en la seignourie desdis religieux, comme il a oy dire; ne fut onques sur icelles, et ne scet proprement où elles sont, ne qui sont les royes; car quant il les saisissoit, il n'aloit pas sur les terres, mais aloit seulement par-devers les gouverneurs de ladicte confrairie, leur signifier ladicte saisine; et les saisissoit pour ce qu'elles n'estoient pas amorties. Pareillement, à la requeste de Remion Chevalier, a saisi, à la personne de Colesson Lanthenois, les terres qu'il tenoit dudit Remion ou ban desdis religieux; ne scet où elles sont, combien il en y a, ne qui sont les royes, car onques ne fut sur lesdictes terres, et les saisissoit pour cense que ledit Colesson devoit audit Remion. Dit oultre qu'il a veu pluseurs fois pluseurs marchands qui avoient acheté héritaiges en la fermeté de leur ban, poursuir pareillement justice pour eulz faire vestir des héritaiges par eulz achetez, comme Jehan Lagaude, qui avoit acheté une maison en rue de Quatreulz, à ung nommé messire Nicole, et autres pluseurs dont il n'est recors des noms; n'est point recors qu'il ait veu poursuir aucuns dez héritaiges vendus hors d'icelle ville. Dit aussi, sur ce requis, qu'il ne sceut onques que les terres arrables estans hors la porte Dieu-ly-Mire, entre les fins et termes dessus désignez, fuissent ou soient contribuables au sacre du roy nostre Sire.

Requis sur les XIII et XIIIIe articles, dit, et dépose par son serment, qu'il ne scet où sont assises lez deux pièces de terre qui jadis appartinrent à l'exécution de Meline de Laudience, et ainsi ne scet se elles sont en la justice desdis religieux ou non; et du seurplus desdis articles scet ce que dessus en a déposé.

Dit, sur le XVe article, qu'il est bien recors que environ quatre ans sont, il oyt crier et exposer en vente, en l'église de Saint-Julien à

Reins, deux pièces de terre que faisoit vendre Jehan de Pertes, et disoit-on, comme il lui samble, en les proclamant, que icelles estoient assises oudit ban Saint-Remy; et autre chose ne scet dudit article.

Requis sur le XVIe article, dit qu'il ne scet où sont lesdictes deux terres assises, ne qui sont les terres voisines, et par ce du contenu oudit article ne sauroit parler.

Requis sur les XVII, XIX et XXe articles, dit, et dépose par son serment, que dez possessions et saisines déclairiées ès articles d'iceulz religieux, il a veu lesdis religieux joïr et user pleinnement et paisiblement, tout continuellement, depuis le temps dessudit jusques à présent, sans contredit ou empeschement aucun; et n'a point sceu que onques empeschement leur y ait esté mis par les gens monseigneur l'arcevesque de Reins, synon ce présent; bien est vray que environ quatre ans sont, un nommé Errart Braulart, soy-disant sergent du roy nostre Sire, arresta en la terre desdis religieux ung nommé Errart Couillet; et pour ce que il avoit ce fait sans la justice desdis religieux, il le répara.

Sur le XXIe article, dit que se lez deux pièces de terre dont à présent est question, sont assises en la jurisdicion desdis religieux, leur bailly, mayeur ou autres officiers, ont peu bien faire aucuns exploix touchant icelles licitement; mais ne scet se elles y sont, comme dit est.

Requis sur le XXIIIe article, dit qu'il en scet ce que dessus en a déposé.

Sur le XXIIIIe article, dit que les choses cy-dessus par lui déposées sont vraies, par la manière que déposé les a, et pour vraies les a déposées.

Sur le XXVe article, dit que rien n'en scet.

Signé R. LA BARBE, *et paraphé.*

Autre tesmoing oy et examiné par nous commissaires dessus nommez, en la présence dudit juré, le XXVIe *jour dudit mois de mars, et les jours ensuivans.*

Jehan Bonbuef, demourant à Reins, aagié de LX ans ou environ, tesmoing produict par lesdis religieux, autresfoiz juré, oy et examiné lez jour et an dessudis, sur le second article, en tant qu'il est touchié

en icellui article que lesdis religieux, entre les autres droits, justices et seignouries, ilz sont seigneurs d'une partie et porcion de la ville de Reins, appellée le banc Saint-Remy, ouquel a eu anciennement ung chastel; et sur les III, IIII, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIIII, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXI, XXII, XXXIII, XXIIII et XXVe articles des briefs articles desdis religieux;

Et premier requis sur ledit second article, dit, et dépose par son serment, qu'il scet que les religieux, abbé et convent de Saint-Remy de Reins, sont seigneurs de l'une des parties de la ville de Reins que on dit et appelle vulgaument le ban Saint-Remy, et que en icellui ban ont toute jurisdicion et seignourie, et telle comme il lui samble que à hault justicier puet appartenir; laquelle justice et seignourie s'extent en pluseurs lieux dedens la fermeté d'icelle ville, et aussy dehors icelle fermeté; et comme il a tousjours oy dire et tenir aux anciens demourans oudit ban, ouquel il a demouré l'espace de XXXII ans, les mettes et fins de la jurisdicion desdis religieux en la fermeté de ladicte ville se commencent à une pierre trouée estant en Nuefve rue, etc.....; et ou lieu où est icelle pierre y a veu une bonde, à laquelle avoit une crosse, regardant icelle bonde tout oultre parmy les jardins de Venisse, jusques en lieu dit en Fole-Peinne, au coing de la maison d'un nommé Tahure, où a à présent une masure appartenant à Phlipot La Barbe; et a veu en ce lieu un grant fossé plain d'yaue, ouquel a veu arriver les nefs de la rivière de Veesle quant on venoit de l'herbaige; et d'icellui lieu frappant tout oultre jusques aux murs, et oultre les murs dedens la rivière autretant qu'elle a de large en montant amont; et sont toutes les maisons, jardins et autres héritaiges estans en ladicte fermeté, entre les fins et mettes dessudictes, en la jurisdicion desdis de Saint-Remy, et jusques à la porte Dieu-ly-Mire; et d'icelle porte Dieu-ly-Mire jusques à la moitié de la porte Saint-Nichaise, du costel dudit Dieu-ly-Mire, en venant par-derrière les jardinaiges de la porte Saint-Nichaise en une ruelle respondant contre la maison dez Quatre-Fils-Émon, à laquelle ne scet aucunes bondes, comme il dit, sur ce requis; et d'icellui lieu audevant de Sainte-Nourice a une grosse pierre illecques estant, et de ladicte pierre en alant parmy le mylieu de la cimetière de Saint-Martin, et par-dessoubz la chayne tenant aux églises de Saint-Thimo-

thieu et Saint-Martin, en alant tout droit au four Chétivelle, et d'icellui lieu du four Chétivelle, en alant au long de rue Perdue, en ung jardin qui jadis fut à la Marjoleinne, ou mur duquel a une grosse croye, en laquelle a une croix regardant oultre vers rue de Bain; et du coing d'icelle rue de Bain, en descendant bas au long de Nuefve rue jusques à la pierre trouée dessus nommée; lesquelz lieux et places dessus désignez il a tousjours oy dire et tenir estre les fins et mettes de la justice et jurisdicion du ban Saint-Remy de Reins, dedens la fermeté d'icelle ville. Dit aussy qu'il a tousjours veu, oy dire, et tenir, lesdis religieux de Saint-Remy avoir justice et jurisdicion hors la fermeté d'icelle ville; et laquelle jurisdicion et seignourie il a tousjours oy dire soy commencier à la moitié de la porte Saint-Nicaise dessus nommée, et d'icellui lieu en alant oultre du costel de la rivière, par une chiève voye, le grant chemin de Beinne, et jusques à un buisson qui est, ou souloit estre, au-dessus d'une vigne que on dit la vigne de Champ-Dolent; et d'icellui buisson retourner en descendant vers la rivière jusques à ung puis qui est sur le chemin de Saint-Lyénart, et que l'en dit et appelle le puis de Vrilly; et d'icellui puis en alant tout droit à la porte Dieu-ly-Mire; entre lesquelz lieux dessus déclairiés sont assises pluseurs et grant foison terres arrables appartenant à pluseurs personnes, dont il ne sauroit proprement en faire déclaration. Bien scet que la grant Housse et la petite sont entre les fins et mettes dessudites; et sy en y a ung jour, lui déposant, et a tousjours oy dire et appeller les faisses des terres estant entre les fins et mettes dessudites : le grant ban; a oy dire aussy, et ainsi l'a veu tenir et maintenir, lesdis religieux avoir jurisdicion et seignourie depuis la porte de Dieu-ly-Mire, en alant oultre le chemin de Saint-Lyénart, jusques au puis dessudit, et en descendant jusques à la rivière vers Vrilly, et appelle-l'en icellui lieu : le petit ban, autrement dit le ban Chastelain; esquelz lieux et places, lui déposant, a environ trois jours de terre, lesquelles sont redevables de cens à messieurs de Saint-Thimothieu, et néantmoins sont en la jurisdicion desdis religieux; car se vesture y chéoit, le mayeur dudit ban en vesteroit. Requis comment il scet que lesdis religieux sont seigneurs dez lieux estans entre les fins et mettes dessudites : dit qu'il le scet parce qu'il a xxx ans et plus que dedens les fins et mettes dessus déclairiées,

et dedens la fermeté de la ville de Reins, a veu ausdis religieux exerser toute justice; et sy a environ vint ans qu'il fut leur sergent, et exersa ledit office l'espace d'un an, et fit ès termes d'icelle pluseurs exploix, et vit faire plus à plain cy-après déclairiés; a veu aussi ès termes des fins et mettes dessus déclairiées, hors la fermeté d'icelle ville, exercer justice, comme dit sera cy-après. Requis se il vit oncques point de chastel oudit ban, dit que non; bien a oy dire que ou temps passé a eu ung chastel oudit ban, et auquel appendoit ung grant ban et ung bourg, et pluseurs terres assises hors la fermeté de la ville de Reins. Ne scet, sur ce requis, se icellui chastel avec ses appendances fut donné ausdis religieux, ne qui leur donna. Requis se messieurs de Saint-Thimothieu ont jurisdicion foncière, ou autre, oudit ban; dit que non, qu'il saiche; mais bien scet que iceulz ont oudit ban certains cens et rentes sur aucuns héritaiges, lesquelx il ne saveroit déclairier; pareillement en ont sur aucunes terres assises hors la fermeté d'icelle ville et lieux dessudis, nommez le grant ban et le petit ban; mesmement sur aucunes que tient lui déposant, nonobstant que la justice en demeure ausdis religieux, et que les ventes et vestures à eulz en appartiennent.

Requis sur le IIIe article, dit qu'il ne vit oncques ledit chastel, et par ce ne sauroit déposer se en icellui avoit ung chastellain; mais il a bien congnoissance que depuis trente ans en çà, et auparavant, il a veu ung religieux en ladicte église de Saint-Remy que l'en nommoit, et encores nomme, le chastelain; et dit que icellui chastelain est ung office en ladicte église qui est tout séparez dez autres, et at icellui qui est chastelain pluseurs beaux drois, etc....; et il est bien recors que longtemps a, ung nommé Corvaillant fut mis en procez pour une bature à sang, par lui faite à la personne d'ung nommé Noblet, lequel fut condempné en soixante solz parisis d'amende, dont ledit chastelain ot XXXVII solz et demy; etc.... Dit que cellui qui est chastellain est tenus de faire guet et garde avec le mayeur desdis religieux en la saison d'yver, par tout icellui ban; et se fait communément depuis VIII heures en la nuyt; et se depuis ceste heure l'en trueve aucun alant et venant parmy ledit ban, mesmement forains, et que ilz n'y ayent que faire, ou que l'en trueve aucun délinquant, l'en les prent, et met en prison;

et a, lui déposant, fait ledit guet avec cellui qui de présent est chastelain. Dit aussy que quiconques est chastelain, il a droit de prendre sur chacun vaissel de vin vendu à détail oudit ban, oultre et au par-dessus de six deniers le pot, pour chacun fon dudit vaissel, deux solz parisis, excepté les clers qui n'en sont point reddevables; et ainsi en a veu joïr et user, et ledit droit prendre et percevoir de pluseurs.

Requis sur les IIII et v^e articles, dit qu'il a tousjours oy dire, et maintenir, que toutes les terres estans hors la fermeté d'icelle ville de Reins oultre la porte Dieu-ly-Mire, estans entre les fins et mettes dessus déclairiées, sont en la jurisdicion et seignourie desdis religieux; et dit que communément on appelle le grant ban, depuis la moitié de ladicte porte de Saint-Nicaise, jusques au buisson dont dessus a parlé; et depuis ledit buisson en descendant vers le puis de Vrilly, et d'icellui puis en remontant tout droit à la porte Dieu-ly-Mire; et l'en appelle le petit ban ou le ban Chastelain, depuis la porte Dieu-ly-Mire, en alant le chemin de Saint-Liénart, jusques audit puis, en alant tout bas vers la rivière; de laquelle ville a veu la plus grant partie des habitans respondre en la justice desdis religieux oudit ban; ne scet touteffois se toute la ville dudit Vrilly est en la terre desdis religieux. Requis se il scet pour quelle cause on appelle icellui lieu le ban Chastelain : dit que non.

Requis se lesdis religieux de Saint-Remy ont jurisdicion ès lieux que l'en dit le grant ban, et le ban Chastelain; dit que oy, le scet par ce car en iceulz lieux, et chacun d'iceulz, il a veu les officiers et sergens d'iceulz religieux exploitier; c'est assavoir à Oudinet La Beste, sergent desdis religieux, prendre ung nommé Gringaut vers le molin Huon, entre le molin Huon et la petite Husse, qui est des termes dudit ban, et icellui mener prisonnier ès prisons desdis religieux, pour ce qu'il avoit chassié à oiseaux sans prendre congié; etc....; et sy a veu lever par la justice desdis religieux ung Augustin noyé, vers le molin Huon, environ trois ans a; et depuis une nommée Marguerite, femme Thiébaut Goulin, et autres, etc.... Et oudit grant ban a veu exerser justice ausdis religieux, en la manière qui s'ensuit : c'est assavoir, qu'il a environ dix ans, que lui, comme exécuteur de dame Audion, jadis femme de Jehan Ernoul, vendit à feu Pierre Crochet quatre pièces de terre assises en diverses places entre les fins et mettes du grant ban

dessudit, contenans environ huit jours,.... desquelles en a quatre jours, etc.... reddevables chacun jour de deux deniers auxdis de Saint-Thimothieu, et les autres quatre jours.... redevables de cens ausdis de Saint-Remy; de toutes lesquelles se dévestit en la main de Jehan Le Chat, pour lors mayeur desdis religieux; lequel, en la présence de lui déposant, en print le droit des ventes et vestures; mais n'est pas recors à combien elles montèrent. N'y vit oncques faire saisines, arrestz, ne autres exploix, dont il soit recors, ne exercer justice autrement, ne que dit est, etc.....

Requis sur les VII et VIIIe articles, dit, et dépose par son serment, que depuis le temps dessudit, il a veu avoir ausdis religieux pour exercer, garder et gouverner leur jurisdicion, bailly ou garde de justice, mayeur, eschevins, sergens et messiés, pour la garde des biens estans ahannez ès terres situées et assises ès lieux et fins dessudis. Leur a veu avoir aussy, et encores ont, prisons, et notable auditoire, et à iceulz officiers a veu faire pluseurs exploix, et mesmement a veu lesdis messiés instituer en leur office par la manière qui s'ensuit : c'est assavoir iceulz eslire par les laboureux qui ont héritaiges ès lieux et fins dessudis, et après leur élection, les présenter au mayeur dudit ban, lequel seul, sans les eschevins, leur fait faire le serment acoustumé pour la garde dez biens estans ahannez ès terres situées et assises ès fins, termes, et lieux dessudis; et ce fait puent lesdis messiés prendre et emprisonner tous meffaiteurs et bestes qu'ilz puelent prendre et appréhender, faisans dommaige èsdictes terres; et en a en son temps veu instituer pluseurs messiés, etc..... Leur a veu aussy faire pluseurs exploix, et par espécial de prendre bestes trouvées èsdictes terres, faisans dommaige en icelles; etc..... Et dit, ledit déposant, que jà çoit ce que l'en appelle la garde de la justice desdis religieux de Saint-Remy, bailly, néantmoins il luy samble que il est garde de justice, et l'y a veu avoir jurisdicion sur lez mayeur, eschevins, sergens et autres officiers; et aussy a congnoissance sur les justices forainnes desdis religieux; et se aucun des subgés forains desdis religieux, ou autres forains prins en la terre desdis religieux, est prins pour cas criminel, ledit bailly, ou garde de justice, en doit avoir la jurisdicion, correction et punicion; mais se il advient que aucun meffaiteur pour cas criminel soit prins ès termes du

grant ban, et du petit ban, tant en la ville de Reins comme dehors, lesdis officiers en justice les puelent et leur loit interroguer, questionner, jugier et condempner à mort pour leurs démérites, se déservy l'ont, ou les appeller, ou faire appeller à ban par leur justice, bannir et mectre à l'eschelle estant dressée en leurdit ban, selon l'exigence des cas, ou les absolre, se ilz chiènt en absolucion; et ne sceut onques que monseigneur l'arcevesque, ne autres, eussent aucun exercice de justice ou ban desdis religieux, mais seulement en a veu compéter et appartenir l'exercice ausdis religieux. Et est bien recors que de son temps il a veu feu maistre Jehan d'Ambonnay, advocat, maistre Jehan de Troissy, et à présent maistre Pierre Toignel, licencié, estre baillis, ou garde de la justice, desdis religieux, pardevant lesquelz il a veu traitier en cause pluseurs personnes, tant en cas civil comme en cas criminel. Est bien recors aussy que du temps que ledit maistre Jehan d'Ambonnay estoit garde de ladicte justice, il vit eschiéler, et mectre à l'eschiele desdis religieux estant emmy le marchié de leur ban, par ledit d'Ambonnay, Marion suer de Estevenin le Rebelle, au moins lui estant présent, pour certain cas criminel que on disoit par elle avoir esté perpétré. Se recorde bien aussy que du temps que maistre Jehan de Troissy estoit garde de ladicte justice, il vit ung juesne filz qui estoit de la rivière de Marne, et duquel il ne scet le nom, estre détenu prisonnier ès prisons desdis religieux, oudit ban Saint-Remy, et depuis le vit, lui déposant, batre par les sergens d'iceulz religieux, par les carfours d'icellui ban, et depuis, par ledit maistre Jehan de Troissy, bannir de la justice desdis religieux; et fut mené icellui juesne filz par lesdis sergens hors la porte de Dieu-ly-Mire, et jusques à ung champ qui est oultre la chappelle Saint-Bernart, que l'en appelle le champ Gerbert, à présent appartenant à Gérart de Saint-Loup, et illeques, par ledit maistre Jehan de Troissy, fut banni de la terre desdis religieux; et ad ce fut présent lui déposant, comme sergent desdis religieux. A veu aussy en son temps pluseurs mayeurs exercer la justice desdis religieux, car il a bien trente ans qu'il vit Pierre Plommet, mayeur desdis religieux, et exersa icellui office l'espace de deux ou trois ans; et après le vit estre Jehan de Cimay, et après Jehan de Cimay ung nommé Jehan de Buissy, et après Jehan de Buissy ung nommé Jehan Laingnel, et après Jehan

Laingnel, Estiene Laingnel, son filz; et après Jehan Le Margouillier, et après Jehan Le Chat, et puis après Rogier de Suippes, et à présent Jaques de Chaumont; tous lesquelz, et chacun d'eulz il a veu exercer l'office de mairie ou ban desdis religieux, tenir court et congnoissance de toutes causes, venir pardevant eulz, toutes les sepmainnes deux fois au moins, les conseilliers de la ville de Reins, illecques pratiquer; et y a veu de son temps autretant de causes comme en autre justice qu'il sceust en la ville de Reins. N'est point recors qu'il ait veu les dessudis mayeurs exercer justice hors la fermeté de la ville de Reins, mais leur a veu exercer, comme dit est, dedens la fermeté, et tenir congnoissance, sans eschevins, des personnes forainnes et demourans hors ledit ban; et dez demourans oudit ban, avec lesdis eschevins. A veu Guillemète, femme de Regnault Herbin, estre détenue prisonnière pour cas criminel ès prisons desdis religieux, et d'icelle tenir la congnoissance à Jehan Le Chat, pour lors mayeur, et aux eschevins dudit ban, et icelle absoldre du cas dont elle estoit soubsonnée, qui estoit, comme on disoit, d'avoir livré et baillié une juesne fillette à feu Jehan Pemy pour d'icelle faire sa volenté et plaisir charnel. A veu aussy ung nommé Jehan La Gaude naguères soy purgier de certains larrecins que l'en ly mectoit sus, et estre absolz par iceulz; et de pluseurs telz cas, leur a veu tenir congnoissance dont à présent n'est recors des personnes. A veu aussi pluseurs détenir prisonniers ès prisons d'iceulz religieux pour cas criminelz,...... les interroguer, questionner, et jugier à recevoir mort. Requis se par la justice desdis religieux, iceulz ont esté exécutez, dit que non; et qu'il n'a point sceu de son temps, ne veu, que ausdis religieux appartenoit l'exécution de telz criminelz; bien est vray qu'il a veu l'usaige estre tel, que se aucun des demourans ou ban desdis religieux, ou forain et non demourant en aucune des villes d'iceulz religieux, estoit prins et appréhendez oudit ban pour cas criminel, s'il estoit demourant oudit ban, aux mayeur et eschevins en appartenoit la congnoissance de les interroguer, questionner, jugier et condempner à mort, se déservi l'avoient; et s'il estoit forain, au bailly ou garde de la justice desdis religieux en appartenoit la congnoissance, sans eschevins; et dit que après ce que telz prisonniers estoient condempnez à mort, la justice desdis religieux le fait savoir au prévost de monseigneur de Reins, et

qu'il soit prest à certain jour pour icellui recevoir et mectre à exécution; auquel jour tel malfaiteur, aprez ce que par la justice desdis religieux est condempnez à recevoir mort, icellui malfaiteur est prins et mené des prisons desdis religieux à une pierre qui est tenant à la maison qui fut Guillaume Cocrenel, auquel lieu le doyen d'iceulz religieux monte sur ladicte pierre, déclaire au prévost de Reins, qui là est, la cause de l'emprisonnement dudit prisonnier, ladite condempnacion sur lui faite, et pour icelle mectre à exécution ledit doyen baille à icellui prévost et délivre ledit prisonnier; et ledit prévost est tenu, en recevant ledit prisonnier, de baillier et paier audit doyen trente deniers parisis; et après ce que par icellui doyen tel prisonnier est délivré audit prévost en prenant trente deniers, les sergens dudit ban prennent ledit prisonnier, et le mainnent au long de la charrière pardevant Saint-Thimothieu, jusques à l'endroit de la croix de fust, auquel lieu le baillent audit prévost, lequel est tenus de le prendre, et mener au gibet, sans tourner autre part; et a veu pluseurs fois que monseigneur de Saint-Remy envoyoit de ses gens montez à cheval, et poursuir ledit prisonnier, et veoir quelle exécution on en feroit, et adfin aussy que l'en ne le menast autre part; et luy-meismes y a esté pluseurs fois de par ledit monseigneur l'abbé; et se tel prisonnier estoit d'aucunes dez villes de l'église de Saint-Remy, et que pour aucun cas criminel fust détenus, et pour iceulz condempnez à mort, lesdis religieux les puellent remener ès villes dont ilz sont venus, et illecques leur faire raison et justice; et ainsi a veu le cas advenir au regart des bourgois demourans oudit ban ès personnes desdis Baudry et Bedelet, et de forain non demourant ès villes d'icelle église à la personne de Rondel, lesquelx il a veu détenir prisonniers ès prisons desdis religieux, et par le doyen d'iceulz baillier et délivrer à la justice dudit monseigneur l'arcevesque, et par icelle iceulz exécuter et pendre au gibet dudit arcevesque; et au regart des demourans en aucune des villes de ladicte église, vit une femme, baisselle du curé de Juniville, icelle ville appartenant auxdis religieux, accusée de murtre, détenir prisonnière ès prisons d'iceulz religieux à Reins, environ XXIIII ans a, et pour ledit cas condempnée à recevoir mort, et par la justice d'iceulx religieux chergiée sur une cherrete pour mener en la justice d'iceulz religieux, hors la banlieue

de Reins, et illecques estre arse; et scet bien que la journée qu'elle fut chergiée sur ladicte cherrete pour mener en la justice d'iceulz religieux hors la banlieue de Reins, pour recevoir mort, assez près de la porte Chacre, et hors icelle, les gens de monseigneur l'arcevesque volrent empeschier que l'en ne la menast point hors la banlieue dudit arcevesque, et de fait prinrent le bourel et le menèrent prisonnier en Porte-Mars, et tient que ce fut Jehan Du Bus, pour lors sergent du bailliaige de Reins, Rouzée, Pignoir, et Aubelet, sergens de la prévosté de Reins; et néantmoins l'en cherria tout oultre ladicte cherrete, et fut menée jusques à Sernay, et là jut la nuyt; et le lendemain matin fut menée par la justice de Saint-Remy au lieu dit Au Leingne, en leur justice, et là tout au matin fut liée sur ladicte cherrete, et renversée ce que dessoubz dessus dedens ung feu d'espines qui là estoit, et là receut mort par ce. Scet ce que dit est, car à tout ce faire fut présent. Requis s'il a point sceu que le bailly d'iceulz religieux tiengne congnoissance de causes de ressort en cas d'appel : dit que non, et tient qu'il n'en ait point de congnoissance; mais a congnoissance seulement des causes des mayeur, eschevins, doyen, sergens et autres officiers de l'église. Requis se il vit oncques ou ban Saint-Remy autres messiés que ceulz qui y sont commis de par lesdis religieux, dit que non. Requis se il sceut ou vit onques mener les prisonniers prins par telz messiés en la grange de monseigneur de Reins, dit que non; mais les a veu admener ès prisons desdis religieux, quant ilz estoient prins par les messiés dudit ban. Requis quelle différence il y a entre jugier et justicier : dit qu'il ly samble avoir différence telle, que jugier est avoir les jugemens, et justicier avoir l'exécution du jugement; et toutesfois ly samble que lesdis religieux ont en leur ban toute justice, telle que à hault justicier puet et doit appartenir, synon seulement qu'ilz n'ont pas l'exécution de leurs subgés demourans en leur ban, condempnez à mort; mais néantmoins ilz ont la détencion, l'interrogation, condempnacion, jugement et confiscation, qui ly semble estre exploit de hault justicier. Requis se il scet que lesdis religieux doivent audit arcevesque de Reins aucune redevance à son advénement, c'est assavoir honneur, foy, hommaige, pastz ou disner : dit par son serment qu'il n'en saveroit parler, synon seulement qu'il a bien oy dire que quant il y a aucun nouvel arcevesque en

la ville de Reins, et qu'il vuet faire son entrée en icelle, il est tenus premiers de aler en ladicte église de Saint-Remy, ainçois qu'il entre en ladicte ville de Reins, synon en son chastel de Porte-Mars, et par derrière, et là est receu par lesdis religieux; et at ung disner ou ung soupper, lui et ses gens, ne scet lequel, et non autre chose que lui qui parle saiche.

Requis sur le IXe article, dit, et dépose par son serment, qu'il a veu depuis trente ans en çà lez mayeur et sergens desdis religieux saisir et mectre en la main d'iceulz religieux les biens d'aucuns trespassez que on disoit non avoir aucuns héritiers; et entre les autres, est bien recors que depuis douze ans en çà, Jehan Le Chat, pour lors mayeur desdis religieux, acompaingnié de Jehan Le Rousselet, et Phlippot Loppin, ses sergens, après le trespas de une bonne dame natifve du païs de Barrois, nommée Mijon, qui trespassa environ le temps dessudit, en rue de Quatreulz, ou ban et justice desdis religieux, sans ce que elle eust aucuns héritiers que l'en sceust, saisirent et mirent en la main desdis religieux les biens demourez de son décès, comme vacans, iceulz obtinrent et appliquèrent à leur prouffit; par ce le scet, car iceulz biens il vit porter en l'ostel d'iceulz religieux. Scet bien aussy que lesdis religieux ont eu les biens demourez du décès de feu Pierre Plommet, exécuté au gibet de Laon pour aucun murtre qu'il avoit fait; par ce le scet, car encores de présent iceulz religieux en tiennent et occupent pluseurs terres arrables situées et assises hors la porte Dieu-ly-Mire, en lieu dit en grant ban; et sy ont eu les biens dudit Estiene Baudry, dont dessus est parlé; par ce le scet, car iceulz, lui déposant, comme commis à la garde d'iceulz, de par iceulz religieux, ou leur justice, at iceulz gardé l'espace de deux mois et plus, et iceulz depuis leur a restitué; et pareillement dudit Bedelet.

Requis sur le Xe article, dit que ou ban desdis religieux il a veu regart au regart des vivres, et par espécial sur le pain; c'est assavoir le mayeur qui en a la prinse, les eschevins ad ce appellez, et le doyen le poix et la balance; et se doit peser par icellui doyen, en la présence desdis eschevins, et s'il est trouvé de trop petit poix, les eschevins en ont le jugement, et est tenu cellui à qui il appartient de cinq solz d'amende au prouffit du mayeur, et le pain perdu; et a veu les cas

advenir par tant de fois qu'il ne saveroit déclairier. Dit aussy que pareillement ont regart sur les mesures et poix à vendre vin et autres denrées, icelles adjuster, corrigier et amender, se besoing est, etc.... A veu aussy, puis quatre ans en çà, ardoir publiquement ou ban desdis religieux poudres d'espicerie que l'en disoit estre mauvaises et inutiles à corps d'omme, et que on disoit avoir esté prinses sur ung nommé Jehan De Laporte, mercier, demourant oudit ban; n'est point recors qu'il y ait veu ardoir de la char, aulx, ne oingnons; bien a oy dire que en la foire de Saint-Remy derrien passée, l'en a ars des aulz en icelle foire comme mauvais, etc..... Et sy a veu que quant aucuns sergens royaulz faisoient aucuns crix ou ban desdis religieux, sy disoient-ils : Oyez, de par le Roy, et du congié de messeigneurs de Saint-Remy, etc...... Dit oultre qu'il a veu ausdis religieux avoir viconte en leur ban et justice, et pareillement ung à monseigneur l'arcevesque oudit ban desdis religieux; lequel viconte desdis religieux a droit de tonnieu sur toutes les denrées venues ou admenées oudit ban, comme d'une cherrete amenée oudit ban chergiée de denrées, deux deniers; d'ung char quatre deniers; d'une XII^ne^ de brebis, ung denier; d'une XII^ne^ de pourceaux, ung denier; d'une vaiche, une maille, et ainsi d'autres denrées; duquel droit de tonnieu cellui qui est viconte de monseigneur l'arcevesque prent la moitié franchement, le viconte de monseigneur de Saint-Remy le quart, et l'aumosnier de Saint-Remy le quart; et s'il advient que aucun trespasse sans acquiter le droit dudit tonnieu, il est tenu d'amende de soixante solz, laquelle amende appartient au viconte dudit arcevesque, et non à cellui de Saint-Remy, ne scet pour quelle cause ce puet estre; et sy dit que cellui qui est viconte de monseigneur l'arcevesque, et demourant oudit ban, est exempt de toute la justice d'iceulz religieux, et responsable par-devant le viconte de Reins, et non ailleurs. Et a veu de son temps Jehan de Buissy, Estiene Le Rebelle, Jehan Cochelin et Jehan Laporte, estre vicontes desdis religieux; et à présent l'est Jaques de Chaumont. Dit oultre que les demourans et habitans ou ban desdis religieux, ex[c]epté les clers et les nobles, sont tenus de baillier chacun an au jour Saint-Remy, ou autre jour, au viconte de monseigneur l'arcevesque, en son ban et justice, trois deniers parisis qui doivent

queste, et à ceste cause dit les bourgois dudit ban Saint-Remy avoir droit de participer et partir par moitié, se bon leur samble, en toute marchandise qui en leur présence se fait par les bourgois, et ou ban dudit arcevesque; et aussy que à ceste cause ne sont point tenus iceulz bourgois de Saint-Remy de prendre enseingne au viconte dudit arcevesque en son ban des denrées par iceulz de Saint-Remy achetées ou ban dudit arcevesque. Ont aussy droit de sterlaige, qui est ung droit qu'ilz ont acoustumé de baillier à ferme à une ou deux personnes, qui a ou ont la garde des quartelz mesurables d'icellui ban; et est de grant prouffit auxdis religieux icellui sterlaige, car il leur vault de quatre à cinq muis de grain chacun an; et cellui qui a ledit sterlaige à ferme a droit de prendre et percevoir de et sur chacun sextier de blef vendu et mesuré oudit ban, deux escuelles de tel blef qui est mesuré; et a veu en son temps Estiene Le Rebelle estre fermier dudit sterlaige, et à présent l'est ung nommé Colin Bertelet. Leur a veu avoir aussy, et encores ont, en leur ban brassieurs jurez de foing et fouraige, et mesureur de charbon, et a veu de son temps brassieur ung nommé Balet; et prennent iceulz prouffit, c'est assavoir de chacune brassie de foing, ou estrain, deux deniers parisis; et de chacun sextier de charbon mesuré et porté, quatre deniers parisis. Leur a veu aussy avoir en leur ban droit de rouaige, et d'icellui prendre et lever les a veu user; c'est assavoir d'une cherrete chergiée de vin oudit ban, deux deniers; et d'un char, quatre deniers; et icellui droit a le viconte desdis religieux acoustumé de recevoir; et y prent moitié ledit viconte de l'arcevesque. Et sy a droit de chauciée oudit ban, lequel les eschevins dudit ban ont acoustumé de lever, et aussy sont tenus de retenir ladicte chaussiée. A veu aussy oudit ban vergeur de vin commis de par le chastelain d'icelle église, dont icellui vergeur a prouffit; car de chacune queue vendue oudit ban, et par lui vergiée, il prent deux deniers parisis, et n'y puet avoir autre vergeur que icellui commis de par ledit chastelain. Avec ce dit que oudit ban desdis religieux a fours bannez, et ne loyt à aucun boulengier cuire oudit ban, synon par le congié du chastelain d'icelle église; et sy ne loyt à aucuns des demourans oudit ban cuire hors dudit ban, à peinne d'amende de soixante solz, comme il a oy dire; toutesfois n'en vit onques nulz poursuir

desdictes amendes. Requis se le four Chétivelle est four banné, dit que riens n'en scet. Requis s'il vit oncques faire crix et publications oudit ban de par monseigneur l'arcevesque, dit que non.

Requis sur les XI et XIIe articles, dit par son serment que lesdis religieux de Saint-Remy, à cause de leur seignourie, ont en leurs bans, c'est assavoir tant dedens la fermeté de la ville de Reins, comme dehors, du costel de la porte Dieu-ly-Mire, en pluseurs et divers lieux, droit de prendre cens, ventes et vestures dez détenteurs d'iceulz à certains termes en l'an; par ce le scet, car lui déposant, à cause de deux maisons qu'il a oudit ban, doit chacun an ausdis religieux sept deniers et maille; et sy a ung jardin qui doit VIII solz de seurcens ausdis religieux, etc.......

Sur les XIII et XIIIIe articles, dit qu'il a veu lesdis religieux de Saint-Remy tenir et maintenir toute la jurisdicion temporelle de toutes les terres du ban, terroir, et finaige du grant ban Saint-Remy, et du ban Chastelain, à eulz compéter et appartenir;..... et telles sont tenues et réputées de tous ceulz qui ont conversé et repairié ledit auditoire, etc....

Signé R. LA BARBE, *et paraphé.*

Autres tesmoings oys et examinez en la ville de Reins par nous commissaires dessudis, en la présence dudit juré, le XXVIIe *jour du mois de mars, l'an mil* IIII^c XXXI *avant Pasques.*

Ferry Tupain, telier de toile, demourant à Reins, aagié de LXVI ans ou environ, tesmoing trait et produict par lesdis religieux sur le IIe article, en tant qu'il fait mention que lesdis religieux, entre leurs autres jurisdicions, justices et seignouries, sont seigneurs d'une partie de la ville de Reins, qui vulgaument se appelle le ban Saint-Remy, ouquel anciennement souloit avoir ung chastel; et sur les III, IIII, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIIII, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXI, XXII, XXIII, XXIIII et XXVe articles, desdis articles à nous bailliés par iceulz religieux opposans et deffendeurs, à l'encontre de monseigneur l'arcevesque de Reins impétrant et demandeur.

Et premier requis sur le IIe article, dit, et dépose par son serment, qu'il a LXVI ans et plus qu'il est demourant en la ville de Reins, et

depuis ce temps a fréquenté et repairié souventefois ou ban Saint-Remy, et en icellui ban demouré l'espace de XII ans ou environ, duquel ban il a tousjours veu tenir et maintenir lesdis religieux de Saint-Remy estre seigneurs...... Requis jusques en quel lieu la jurisdicion dudit ban se extent en ladicte ville de Reins : dit, et dépose par son serment, qu'il a environ XXXVI ans qu'il fut créé et institué sergent desdis religieux par Jehan de Cymay, lors mayeur d'iceulz, lequel office il a exercé l'espace de XII ans continuelz, et en ce temps pluseurs fois, et par pluseurs années et diverses, a aidié les mayeurs d'icellui ban à quérir les cens et bourgoisies qu'ilz prennent chacun an sur les demourans en icellui ban; et par ce qu'il a peu veoir et savoir, et aussi que ainsi le disoient lesdis mayeurs, le commencement dudit ban Saint-Remy se prent à une pierre trouée assise en Nuefve rue, etc...... Du four Chétivelle, en alant droit amont pardessoubz une chayne de fer tenant aux églises de Saint-Thimothieu et Saint-Martin, droit parmy le cimetière de Saint-Martin, à une grosse pierre estant devant Sainte-Nourice, faisant, comme on dit, la séparation de la jurisdicion desdis religieux et de messeigneurs de chapitre, etc...... De la porte Saint-Nichaise,..... droit à la porte Dieu-ly-Mire, et d'icelle porte de Dieu-ly-Mire à la porte de Frichembault, et d'icelle porte en tournant tout parderrier les murs de rue de Molin jusques à l'endroit d'un jardin que on dit appartenir à ung nommé Tahure, jardinier, et d'icellui lieu en contremontant ledit jardin tout amont parderrier Venise, et jusques à la dessudicte pierre trouée; lesquelz lieux et places a tousjours, du temps qu'il a esté sergent, veu tenir estre les fins et mettes de la jurisdicion desdis religieux; et entre iceulz lieux et places a tousjours veu exercer justice par les officiers d'iceulx religieux, prendre et percevoir chacun an, par le mayeur d'iceulz religieux, sur tous les demourans entre les mettes et fins dessudis, non clers et non nobles, douze deniers parisis de bourgoisie, avec les cens et seurcens deubz à cause des héritaiges situez et assis entre lesdictes mettes et fins. Requis se lesdis religieux ont jurisdicion depuis le four Chétivel jusques à la croix de fust, dit que non, mais appartient à messeigneurs de chapitre........

Requis sur le IIIe article, dit qu'il a bien oy dire que oudit ban a eu

ung chastel comme dit est, lequel il ne vit onques, comme dessus l'a déposé; bien est vray que depuis XXXVI ans en çà il a veu en ladicte église de Saint-Remy ung religieux qui estoit chastelain, nommé Brunet, et encores en y a ung dont il ne scet le nom; et sy dit que ledit office de chastelain est ung bel et notable office en ladicte église, séparé des autres, ayant pluseurs beaux drois et revenus, tant en la ville de Reins comme dehors;...... et dit que cellui qui est chastelain communément baille à ferme à cellui qui a esté mayeur desdis religieux le droit appartenant à icellui office de chastelain; et par ce que, du temps qu'il a esté sergent, les mayeurs d'iceulz religieux ont tenu à ferme le droit dudit chastelain, ne sauroit si proprement déclairier les drois d'icelluy chastelain comme se il les eust veu exercer et recevoir par ledit chastelain; et dit que cellui qui est chastelain puet, et lui loyt, toutesfois que bon ly samble, aler de nuyt et parmy le ban d'iceulz religieux, et faire guet, et prendre les malfaiteurs s'aucuns en treuve.

Requis sur lez IIIIe et V^e articles, dit, et dépose par son serment, qu'il a tousjours, et par espécial du temps qu'il a esté sergent, veu tenir et maintenir lesdis religieux avoir hors de la fermeté de la ville de Reins, du costel de la porte Dieu-ly-Mire, ung ban que on appelle le grant ban de Saint-Remy, et, d'autre part, au-dessoubz d'icellui grant ban, ung que on appelle le petit ban, etc..... Requis se la grant Husse, la vigne de Saint-Anthoine, et celle de Champ-Dolent sont assises ès termes du grant ban : dit que oy, selon ce qu'il a oy dire.

Requis sur le VIe article, dit, et dépose par son serment, que quarante ans a qu'il est demourant en la ville de Reins, et sy a XXXVI ans qu'il fut premier sergent desdis religieux, et, dès ce temps, a tousjours veu lesdis religieux avoir ung bailly, ung mayeur, eschevins, sergens, messiers ou gardes de blefs, doyen, et autres officiers en justice..... A veu aussy au mayeur desdis religieux vendre le droit de la garde des bestes dudit ban; et l'a veu tenir au dessudis La Loure, Ogier Le Galois de rue de Quatreulz, Gilet La Pine et autres; et vault bien au prouffit du mayeur, comme on dit, quarante solz parisis. A veu aussi à iceulz religieux avoir, et encores ont, bonnes prisons fermées en leur ban, et ou pourprins de leur église bel et notable auditoire, ouquel l'en tient les plais et la congnoissance des causes meues pardevant

les bailly, mayeur, et eschevins d'iceulz religieux. Requis quelle différence il y a entre bailly et garde de justice : dit que riens n'en scet. Requis se il vit onques au bailly des religieux de Saint-Remy, ou garde de leur justice, tenir congnoissance de cause d'appel : dit qu'il n'en est point recors.

Requis sur le VIIe article, dit, et dépose par son serment, que, durant le temps qu'il a esté sergent dudit ban, et depuis, il a veu tenir et maintenir à Reins lesdis religieux estre haulx justiciers, bas et moyens, ès termes dudit grant ban et du petit dessus déclairié, tant dedens Reins comme dehors, soubz le ressort et souverainneté du roy nostre Sire, et ne sceut oncques par oy dire, ne autrement, que autre justice temporelle, et mesmement de monseigneur l'arcevesque de Reins, y eust que veoir, ne que congnoistre.....; toutesfois vray est que quant aucun de leurs subgés est condempnez à mort, ils n'en ont pas l'exécution.....; et a veu que quant la justice desdis religieux avoit prins aucun de leurs subgés meffaiteur, après ce que par ladicte justice il estoit jugié et condempnez à mort, icellui meffaiteur estoit admené au marchié de Saint-Remy, assez prez d'une maison qui jadis fut à Guillaume Cocrenel, et là estoit baillié par le bailly desdis religieux à ung officier de ladicte église nommé le doyen, lequel doyen le bailloit et délivroit aux gens et officiers de monseigneur l'arcevesque de Reins, parmy la somme de trente deniers...; et ainsi l'a veu faire, lui déposant, ès personnes cy-après déclairiées : c'est assavoir en la personne d'un aillier qui avoit emblé dez aulx à la foire de Saint-Remy, qui fut prins, jugiés et condempnez par la justice desdis religieux environ XXIIII ans a, et délivré par ledit Cocrenel, pour lors doyen desdis religieux, au prévost de Reins qui lors estoit; et estoit, pour le temps, Jehan de Buissy mayeur desdis religieux; en la personne aussy de Jehan de Waissy, jugié et condempné, etc....; tous lesquels dessus nommez ont esté mis à exécution au gibet de Reins, estant en la terre dudit monseigneur l'arcevesque; mais lesdis religieux ont eu leurs biens estans en leur ban comme acquis et confisquez à eulz. Requis quelle différence il met entre jugier un homme et le justicier : dit que de ce ne sauroit déposer, et s'en rapporte aux saiges. Requis se il scet que lesdis religieux doient aucun honneur, foy, hommaige, past ou disner, ou autre

redevance, audit monseigneur l'arcevesque, à son joyeux advénement, ou autrement : dit qu'il ne scet, fors tant qu'il scet bien que les subgés desdis religieux demourans oudit ban ont payé et payent chacun an audit monseigneur l'arcevesque, ou à ses gens et officiers, chacun d'iceulz subgés trois deniers parisis; et a oy dire que la cause pour laquelle ils payent lesdis trois deniers, est adfin qu'ilz puissent acheter et vendre en la terre dudit monseigneur l'arcevesque, sans payer tonnieu ne autre redevance au viconte de Reins, et pareillement les gens dudit monseigneur l'arcevesque oudit ban; et ont droit lesdis subgés du ban desdis religieux à ceste cause de avoir la moitié des denrées qui se vendent en la terre desdis monseigneur de Reins et religieux, se ilz le requièrent, en payant la moitié de l'achat desdites denrées; lesquelz trois deniers se doivent demander, et les a ledit déposant veu quérir par pluseurs années avecques ung nommé Souain, ung nommé Jolypiet, et autres varlés et serviteurs du viconte de Reins, avec lesquelz il les a aidié à quérir par l'espace de sept ans et plus; et sont tenus les gens dudit monseigneur de Reins de payer au sergent desdis religieux, qui est présent avec les sergens dudit viconte à quérir lesdis trois deniers, la somme de cinq solz parisis.

Requis sur les VIII et IXe articles, dit, et dépose par son serment, que de tout le temps dont dessus a parlé il a veu les mayeur, bailly, sergens et autres officiers desdis religieux, exercer justice et jurisdicion, en et partout icellui ban, faire arrests, prinses et détencions de malfaiteurs trouvez ès termes dudit ban, les interroguer, questionner, jugier, condempner à mort, se desservy l'ont; et ont lesdis religieux toute la congnoissance de telz prisonniers, excepté l'exécution qu'ilz n'ont point, comme dessus a déposé. Requis se aucun malfaiteur demourant en aucune dez villes desdis religieux, hors la banlieue de Reins, estoit prins et appréhendez pour aucun cas criminel, et admené prisonnier ès prisons desdis religieux à Reins, et par leur justice fait son procès, et condempnez à recevoir mort, se lesdis religieux auroient l'exécution de tel malfaiteur en leur justice, hors ladicte banlieue, ou se ilz sont tenus de le délivrer aux officiers dudit arcevesque : dit que de ce ne sauroit mie bien parler, nonobstant qu'il a veu une fois le cas advenir en la manière qui s'ensuit : c'est assavoir qu'il a XXIIII ans et

plus, que lui estant sergent desdis religieux et garde de leurs prisons, vit une femme que l'en disoit estre de Juniville détenir prisonnière ès prisons d'iceulz religieux à Reins, pour certain murtre que on disoit par icelle avoir esté fait à la personne d'un sien enfant; et par le dessudit maistre Jehan d'Ambonnay interroguer, questionner et condempner à estre arse et brûlée; et pour mectre à exécution icelle sentence, fut par la justice d'iceulz religieux mandé ung nommé maistre Dommange, bourreau, demourant à Chaalons; lequel venu, cherga sur une cherrete icelle femme, et par ledit bourreau acompaingnié dudit d'Ambonnay, bailli dessudit, lui déposant, Jehan Laingnel, pour lors mayeur, Oudinet La Beste, Garin de Lestre, ung nommé Warnesson, sergens desdis religieux, et pluseurs autres personnes qui aloient pour veoir faire justice, fut menée jusques au lieu du Leingne, auquel lieu avoit des anciennes personnes de la ville de Bazancourt qui estoient mandez pour enseingnier et monstrer à la justice desdis religieux le lieu et place où lesdis religieux avoient justice audit Leingne; et après ce qu'ilz orent monstré au bourel pour faire son debvoir, enticha (*sic*) ung estoc en terre; en quoy faisant, le prévost de Reins qui pour lors estoit, nommé Colart de Sez, comme il lui samble, acompaingnié de pluseurs sergens, seurvint sur ledit lieu, print ledit bourel, et le mena prisonnier ès prisons de Porte-Mars à Reins, disant qu'il avoit entiché ledit estoc en la terre de monseigneur de Reins; et à ceste cause icelle femme ne fut pas ce jour exécutée; mais fut menée à Bazancourt, ou aucune ville assez prez, comme il a oy dire; autrement ne le scet, car ce jour il retourna à Reins pour la cherge des prisonniers qu'il avoit en garde; et le lendemain lui estant sur les murs de la ville de Reins, vit grant feu vers ledit Leingne, et assez tost après, oyt dire à ceulz qui en venoient, que icelle femme avoit esté arse en icellui lieu par la justice desdis religieux; mais se ilz ont droit de ainsi faire, riens n'en scet; et sy ne scet se ilz pouroient faire dressier ung gibet en leur justice, hors la fermeté de la ville de Reins, et en la banlieue d'icelle, nonobstant qu'il oyt une fois dire aux officiers desdis religieux, que se le prévost de Reins reffusoit ou délayoit à mectre à exécution aucuns malfaiteurs détenus prisonniers par la justice desdis religieux, lesdis religieux pouroient dressier un gibet en leur terre; et fut comme il lui samble pour

ung nommé Jehan de Waissy détenu prisonnier environ XXIIII ans a, ès prisons desdis religieux, et par leur justice condempnez à recevoir mort; laquelle condempnation lui déposant, par l'ordonnance dudit maistre Jehan d'Ambonnay, ala signifier à Colesson de Sez, pour lors prévost, en disant que ès prisons desdis religieux avoit ung malfaiteur condempnez à recevoir mort, et qu'ilz feissent diligence d'avoir ung bourel pour le mectre à exécution; et l'en estoit prest de eulx délivrer en baillant trente deniers; dont ledit prévost fit petite diligence de commencement, et y fut renvoyé lui déposant par trois fois, et la derrienne foy ly dit que s'il n'en faisoit diligence, le bailli desdis religieux feroit faire à monseigneur l'abbé ce qu'il appartenroit; et oyt dire lors que c'estoit de dressier en sa terre une justice. A veu aussy saisir, arrester et mectre en la main desdis religieux tous biens vacans, et par espécial a veu, quant aucun estoit trespassé, saisir par la justice desdis religieux les biens de telz trespassez, comme vacans, et tenir en leur main, jusques ad ce qu'il leur apparoit de héritier; et luy-meismes en a saisy pluseurs, et par espécial saisit les biens d'ung nommé Gérart le Peletier, demourant en rue de Molin, lesquelz lesdis religieux ont eu, pour ce qu'il n'est apparu aucun héritier. Saisit aussy après le trespas de feu Jehan Guiot, procureur en court laye, les biens demourez de son décès, comme vacans, et demoura en l'ostel à la garde d'iceulz biens; et assez tost après icelle saisine, Thierry de Vauquoy, et ung autre dont il ne scet le nom, appariteurs de la court espirituelle de monseigneur l'arcevesque, vinrent oudit hostel, et saisirent lesdis biens, et volrent demourer à la garde d'iceulz; laquelle chose venue à la congnoissance de monseigneur de Saint-Remy qui à présent est, fit iceulz appariteurs, par lui déposant et autres ses sergens, mener en ses prisons; à l'occasion duquel emprisonnement lui déposant et ses compaingnons furent tantost admonestez, et le lendemain fut la monicion mise au néant; et lesdis appariteurs mis hors de prisons, et demourèrent, lui déposant et ses compaingnons, à la garde desdis biens, jusques ad ce qu'il apparut de héritier, sans ce que lesdis appariteurs y retournaissent depuis; et depuis n'a point sceu que les officiers dudit arcevesque ayent mis empeschement en la justice desdis religieux......

Requis sur le xe article, dit, et dépose par son serment, que puis le

temps qu'il a esté sergent desdis religieux, et depuis, il a veu avoir regart sur les vivres que l'en vent oudit ban : c'est assavoir la justice du lieu, comme le mayeur, à qui souventefois a veu prendre pain sur les boulengiers, et icellui pain prins par icellui mayeur, présens les eschevins dudit ban, et porter au doyen desdis religieux par lequel il doit estre pesé; et selon son rapport se règle icellui mayeur;..... A veu aussy en icellui ban prendre sur ung nommé Guillaume Trichot, bouchier, par Jehan Laingnel, mayeur, de la char qu'il exposoit en vente comme mauvaise, et fut en la présence de lui déposant déclairiée estre mauvaise et indigne de vendre ; n'est point recors qu'elle fust condempnée à estre arse ou enfouye en terre; et ne scet que l'en en fit..... Bien se recorde que longtemps a, il vit ung orvier dont il ne scet le nom, qui en son vivant demouroit ou bourg de Veesle, et crioit chacun jour par la ville, tant ou ban Saint-Remy comme ailleurs : A l'orve de froument, à l'orve! et communément portoit sur sa teste ung sac de cuir plain d'orve de froument, et en vendoit à cramiche et demie-cramiche; et une fois entre les autres se arriva ou ban Saint-Remy, fut par la justice dudit lieu prins avec les poix et les balances d'icellui, et par le doyen dudit ban, auquel elles furent bailliées pour adjuster, nommé pour lors Guillaume Cocrenel, furent trouvées de mendre poix; et par ce fut condempné en l'amende de soixante solz parisis, et ses balances et poix confisquez. A bien veu prendre aussy les poix et balances du Buirot vendant chandeilles oudit ban, et autres; mais ne sceut onques que l'en y trouvast faulte. Dit oultre qu'il n'est point recors qu'il ait veu faire status, ordonnances, crix ou publications ou ban desdis religieux, en leur nom et de par eulx; bien y a veu faire pluseurs crix de par le roy nostre Sire, qui se faisoient de par lesdis religieux seulz, du commandement du roy nostre Sire..... A veu aussy ou ban desdis religieux viconte que l'en disoit estre institué par lesdis religieux,..... mais ne scet quelz drois audit office de viconte compètent et appartiennent; et sy a oy dire que oudit ban avoit et a droit de tonnieu, mais ne scet que c'est, ne comment on le liève, ne à qui il appartient; et sy ne scet que c'est du sterlaige..... Bien a oy dire aussy que ou ban desdis religieux a rouaige, chauciaige et vergaige de vin; mais ne scet, sur ce requis, par serment quel droit c'est, ne comment on en use. Dit oultre

qu'il a tousjours veu, oy dire et tenir, que ou ban desdis religieux avoit et a fours bannelz;..... et en y a veu quatre de son temps : c'est assavoir ung vers les Forges dudit ban, ung devant les Carmes près d'ung puis qui là est, ung à la montée de Saint-Remy que on soloit dire le fournier de Soigle....., et le four Chétivel; et a veu du temps qu'il estoit sergent que sur le Noël, que les gens ont acoustumé de cuire plus que autresfois, les sergens d'icellui ban, dont il estoit l'un, se donnèrent en garde se les demourans en icellui ban yroient cuire ailleurs que èsdis fours bannez, adfin de prendre leur paste, et les contraindre à amende; et y en print une fois ung quartel de paste que aucun des demourans oudit ban, dont à présent n'est recors du nom, portoit cuire hors la terre desdis religieux en ung four qui estoit assis sur le coing de la rue Mouyronviler, et fut perdue icelle paste pour celle à qui elle estoit; mais n'est point recors qu'elle fut contrainte à amende.....

Requis sur le XI[e] article, dit, et dépose par son serment, que, du temps qu'il a esté sergent desdis religieux, il a veu iceulz religieux prendre, lever et exigier pluseurs cens, seurcens, ventes et vestures de pluseurs héritaiges situez et assis ou ban desdis religieux, tant en la fermeté comme dehors; et en a aidié à boire le vin de pluseurs vendaiges qui en ont esté fais en son temps, de pluseurs terres arrables situées et assises tant ou grant ban comme ou petit; mais à présent n'est point recors quelles terres ont esté vendues de son temps, qui les a vendues, ne à qui elles appartiennent.

Sur le XII[e] article, dit qu'il a oy dire que s'aucun acheteur d'aucuns héritaiges situez et assis ou ban desdis religieux, tant en la fermeté comme dehors, estoit refusant de soy faire vestir par la justice d'iceulz religieux de telz héritaiges par lui achetez, et de paier le droit pour iceulz deu, qu'il loyt ausdis religieux de faire saisir et mectre en leur main tous les héritaiges ainsi vendus; toutesfois n'en vit onques user, ne le cas advenir......

Signé R. LA BARBE, *et paraphé.*

Autre tesmoing oy et examiné par nous commissaires dessus nommez, en la présence dudit juré, le XXVIII[e] *jour dudit mois de mars.*

Colesson Le Bailly, notaire de la court de Reins, aagié de LX ans ou environ, tesmoing produit par lesdis religieux, autresfois juré, oy et examiné les jour et an dessudis, sur le second article, etc..... et sur les III, IIII, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIIII, XVI, XVII, XVIII, XIX, XXI, XXII, XXIII, XXIIII et XXV[e] articles, des briefs articles à nous bailliés par lesdis religieux opposans et deffendeurs, à l'encontre de monseigneur l'arcevesque de Reins, impétrant et demandeur;

Et premier, requis sur ledit second article, dit, et dépose par son serment, qu'il tient et croit certainement que messeigneurs les religieux de Saint-Remy sont seigneurs d'une partie et porcion de la ville de Reins, que l'en appelle communément le ban Saint-Remy...... pour ce qu'il a plus de XXVI ans qu'il a fréquenté et repairié oudit ban, et tousjours les a oy tenir et réputer seigneurs d'icellui ban. Requis se il scet où s'extent le ban desdis religieux : dit qu'il a servi l'espace de XIIII ans Jehan Laingnel, en son vivant et durans lesdis XIIII ans, mayeur desdis religieux; et en ce temps chacun an a quéru, ou aidié à quérir, audit Laingnel les bourgoisies, cens, et autres reddevances deues ausdis religieux par les demourans et habitans oudit ban, et a tousjours veu que l'en commençoit à faire la queste desdis cens et bourgoisies à une maison qui jadis fut à Oudinet de Rohay, assise en Nuefve rue, au-devant d'un hostel où jadis demoura maistre Colart de Consors, laquelle de présent est à jardin; et y a endroit le mur dudit jardin, et sur la rue, une pierre trouée, que l'en dit estre bonde, etc....; lesquelz lieux et places dessus par lui désignez a tousjours veu tenir et maintenir avoir esté, et estre, les fins et mettes de la jurisdicion du ban Saint-Remy; entre lesquelles fins et me[t]tes, dedens la fermeté, il a grant foison maisons, jardins et autres héritaiges, et y a bien veu de trois à quatre cens feux; esquelles maisons et autres héritaiges il a, du temps dessudit, quéru et aidié à quérir les bourgoisies, cens et autres reddevances deues ausdis religieux; et est le droit de bourgoisie, que l'en a

appellé l'assise du seigneur, tel que ung chacun chief d'ostel des demourans entre les fins et mettes dessus déclairiées, non clers et non nobles, sont tenus de paier chacun an ausdis religieux, ou leur mayeur pour eulx, douze deniers parisis au jour de feste Saint-Remy ou autre jour pour icelluy, et doit queste; et icellui droit a receu l'espace de VIII années, seul, comme lieutenant ou clerc dudit mayeur qui pour lors estoit, et en a receu pluseurs fois quinze livres parisis pour chacun an; et quant on deffault de payer ledit droit, dit que l'en puet exécuter les redevables d'icellui, et ainsi en a veu user durant le temps dessudit; et depuis le trespas de feu Jehan Laingnel, qui trespassa environ XIIII ans sont, a fréquenté et repairié avec les mayeurs qui depuis ont esté, et d'aucuns a esté clerc, comme de Jehan Damphale, Estiene Laingnel, et de Jehan Lechat, avec lesquelz il a quéru les drois dessudis en et partout le ban desdis religieux, entre les fins et mettes dessudictes; et sy a veu depuis Jehan Le Margouillier, Rogier de Suippes, et Jaques de Chaumont, mayeurs desdis religieux, ausquelz il a veu pluseurs fois faire ladicte queste et exercer justice en icellui ban.

Requis sur le IIIe article, dit, et dépose par son serment, que..... à l'office de chastelain appartient pluseurs beaux drois, lesquelz se prennent et reçoivent par ledit chastelain ès ban et justice desdis religieux, tant en la fermeté comme dehors, ou par son commis; et a icellui chastelain, entre ses autres drois, droit de prendre et percevoir sur la mairie du ban desdis religieux quatre livres parisis chacun an......; a droit aussy, cellui qui est chastelain, de prendre et percevoir [cens?] sur certaines terres assises oultre la porte de Frichambault, et oultre le Poncel-OEudon; et appelle-l'en la faisse où sont assises lesdictes terres, la faisse Chastelainne......

Requis sur les IIII et V^e^ articles, dit par son serment qu'il a tousjours oy dire et tenir lesdis religieux estre seigneurs de certains lieux et places assis hors la porte Dieu-ly-Mire.....; et a veu entre les metes et fins dudit petit ban exercer justice de par lesdis religieux, comme arrestz et adjournemens; car il est bien recors que longtemps a il vit ung nommé Ferry Tupain, pour lors sergent desdis religieux, arrester par arrest coustumier ung nommé Aubry Baudet, qui s'en aloit à Verdun.... A veu aussy faire pluseurs adjournemens par les sergens desdis religieux

en la ville de Vrilly; et les demourans en icelle, exepté en l'ostel du trésorier et le mosnier de Vrilly, a vu rendre à la jurisdicion desdis religieux, et par-devant leur mayeur, en leur ban; et dit que iceulz habitans de Vrilly, exepté les demourans ès deux hostelz dessudis, payent chacun an au mayeur desdis religieux, c'est assavoir, chacun chief d'ostel, douze deniers parisis de bourgoisie, pareillement et à tel jour que font les bourgois dudit ban en la fermeté; et sy payent chacun an au viconte de Reins chacun trois deniers parisis, lequel doit queste par ledit viconte, la justice desdis religieux appellée avec lui; et à ceste cause puent acheter denrées en la ville de Reins, sans pour ce payer droit de tonnieu audit viconte de l'arcevesque, et sy puellent participer, se bon leur samble, aux marchandises faites en leur présence pour les bourgois dudit arcevesque; et pareillement payent lesdis trois deniers les bourgois du ban desdis religieux en la fermeté, lesquelz se quièrent par les sergens dudit viconte, appellée avecques eulx la justice desdis religieux; et se exécution y chiet ad ce faire, elle se fait par la justice desdis religieux; et ont les sergens d'iceulz religieux pour leurs peinnes cinq solz parisis, et leurs despens que leur baille ledit viconte...... Dit aussi que les maisons assises à Vrilly, exepté les deux maisons dessudictes, sont reddevables de cens envers lesdis religieux; le scet par ce qu'il les a receus. Requis se lesdis religieux ont justice haulte, moyenne et basse oudit ban, tant en la fermeté comme dehors : dit qu'il ne scet que c'est de haulte justice, mais tousjours a oy dire iceulz religieux avoir seignourie et justice èsdis lieux, et y a veu exploitier comme dit est dessus.

Requis sur les VI, VII, VIII et IXe articles, dit, et dépose par son serment, qu'il..... a veu à iceulz religieux avoir pour leur justice garder, exercer et gouverner, bailly, mayeur, eschevins, doyen, sergens et autres officiers en justice,.... auxquels il a veu, et voit encores chacun jour, au moins très souvent....., tenir court, et congnoissance des causes meues par-devant eulz, tant de partie contre autre, comme des causes d'office, et venir pratiquer par-devant eulz audit lieu les conseilliers de la ville de Reins; et sy a veu de son temps pluseurs messiés, ou gardes des blefs oudit ban;.... et sont tenus iceulz messiés, comme il dit, de garder les blefs..... Sont tenus aussi de amender les

chemins et faire deffenses à l'endroit des blefs...... et a veu pluseurs dont il ne se recorde des noms admener par lesdis messiers, et pluseurs bestes qu'ilz disoient estre délinquens ès termes de leur garde, et en a veu pluseurs condempner en amende de deux solz et demy, et à restituer le dommaige par eulz fait, lequel se juge par le mayeur, au rapport des laboureurs dudit ban..... Et dit que au gibet dudit arcevesque l'en a acoustumé de pendre les malfaiteurs prins en la justice de Saint-Remy, en la banlieue, et non autres prins hors icelle banlieue, en la justice desdis religieux; et en a veu user en ceste manière, c'est assavoir que quant le bailly, mayeur et eschevins d'iceulz religieux avoient aucun meffaiteur en leurs prisons jugié et condempné par eulz à recevoir mort pour ses démérites, ilz le font savoir au prévost ou bailly de l'arcevesque de Reins, en lui disant qu'il face diligence d'avoir ung bourel pour ledit malfaiteur exécuter; et tantost lesdis bailly ou prévost sont tenus de faire diligence d'avoir ung bourel, et viennent à certain jour qui est entre eulz déclairié, à l'endroit d'une maison où jadis demoura feu Guillaume Cocrenel, auquel lieu lesdis bailly, mayeur et eschevins admennent, ou font admener par leurs sergens, tel malfaiteur, et illecques, par le doyen d'iceulz religieux monté sur une pierre qui là est, est demandé au prévost de Reins que c'est qu'il demande, lequel répond communément qu'il demande ledit malfaiteur; et ledit doyen leur répond : « Faites vostre « debvoir. » Et tantost ledit prévost prent trente deniers, et les baille audit doyen; ce fait, icelluy doyen prent ledit prisonnier, et dit audit prévost : « *Tel,* pour *telle* cause détenu, et jugié à mort *telle,* je vous « baille et délivre pour tantost le pendre et estrangler; » ou autrement dit, selon ce qu'il est jugié. Et en le délivrant audit prévost par ledit doyen, ledit doyen baille audit malfaiteur une colée sur le col, et de là les sergens desdis religieux mainnent tel malfaiteur jusques près de la croix de fust, et par la charrière, auquel lieu icellui prévost fait chargier ledit prisonnier sur une cherrete, et le mainne tantost pendre au gibet de Reins.

Requis sur le xe article, dit, et dépose par son serment, qu'il a veu de son temps faire ou ban desdis religieux pluseurs crix et publications de par iceulz religieux, et en leurs noms, comme de crier que

homme ne vendist pain d'aucun poix déclairié à plus hault pris que déclairié estoit, et que chacun envoyast ses bestes aux champs, sans les tenir en la ville; ou temps de la foire, que l'en ne portast aucunes armures; et que ung chacun ostast les terraulx et fiens d'endroit son huis. Il n'est point recors qu'il en ait aucuns veu punir d'amende pour avoir transgressé ou trespassé lesdis commandemens ou ordonnances, combien qu'il en a veu pluseurs à mercy devant les mayeurs..... Dit aussy qu'il a bien veu ausdis religieux avoir ung viconte oudit ban; mais quel droit il avoit, ne de quoy il servoit, il ne scet; et sy dit que encores à présent en usent lesdis religieux, et en ont ung en leur ban; ne scet quelz drois ly appartiennent, et l'est à présent Jaques de Chaumont; et sy a oy dire que en icellui ban a droit de tonnieu qui deppent de ladicte viconté, mais quel droit s'est, il ne scet. Leur a veu avoir droit de sterlaige, qui est ung droit qu'ilz ont acoustumé de baillier à ferme à une personne qui at la garde de leurs quartelz et leurs mesures à blef, esquelles on est tenu de mesurer les blefs vendus oudit ban, et non autre part, à peinne d'amende, comme il a oy dire; ne scet à qui l'amende appartient, ne de combien elle est. Requis quel droit appartient à cellui qui a lesdis quartelz, dit qu'il ne scet. Dit aussy qu'il a veu oudit ban brassieurs de foin et fouraiges, jurez par le mayeur desdis religieux, et aussi mesureurs de charbon; et dit que icellui office lesdis religieux ont acoustumé de baillier à ferme à une ou pluseurs personnes; et sont tenus iceulz brassieurs et mesureurs de charbon de baillier aux eschevins, à ung disner qu'ilz font le jour des Cendres, douze gasteaux de douze cramiches, et un sextier de vin de Beaune; et ainsi l'a veu faire, et sy a veu de son temps brassieur Thomas Le Savetier, et mesureur de charbon, et ung nommé Balet, qui l'est encores de présent. A oy dire aussy que ou ban desdis religieux a droit de rouaige, ne scet quel droit c'est, ne comment on en use. A veu aussy oudit ban user de droit de chaucie, qui appartient aux eschevins dudit ban, comme il dit, qui sont tenus de retenir la chaulcie dudit ban; et à ceste cause ont droit de prendre, lever et recevoir sur les venans à cherroix en icellui ban aucun droit, comme de ung denier, deux deniers, et aussy sur bestes que l'en admenne en icelle ville; mais proprement ne saveroit déclairier les drois qui à ladicte

chaucie appartiennent. A bien oy dire aussy qu'il avoit, et a, en leur ban droit de vergaige; mais ne scet quel droit c'est.....

Signé R. La Barbe, *et paraphé.*

Autre tesmoing oy et examiné par nous commissaires dessus nommez, en la présence dudit juré, le premier jour du mois d'avril, l'an mil CCCC *et* XXXII *avant Pasques, et les jours ensuivans.*

Jaques de Chaumont, mayeur du ban Saint-Remy de Reins, aagié de soixante-six ans ou environ, autresfois juré, oy et examiné, les jour et an dessudis, sur le second article,..... et sur les III, IIII, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XV, XVI, XVIII et XXIIIe articles des briefs articles desdis religieux.

Et premier, requis sur ledit second article, dit, et dépose par son serment, qu'il a XLVIII ans, ou environ, qu'il estoit clerc de feu Pierre de Rethest, pour lors gardien de l'église Saint-Remy de Reins.....

Requis sur le IIIe article, dit, et dépose sur son serment, qu'il est bien recors que cellui qui est chastelain puet et lui loit, se bon lui samble, aler de nuyt faire guet parmy le ban desdis religieux avec le maire d'iceulz, et se bon ly samble, sans ledit mayeur prendre et emprisonner aucuns meffaiteurs se il les trueve oudit ban, alans de nuyt, ou temps d'yver, depuis une cloche sonnant en ladicte église, que on appelle le derrien cuevre-feu, et se sonne environ à huit heures; mesmement quant ilz sont trouvez sans clarté, et que ce sont gens incongneues; aler par les hosteleries et tavernes dudit ban veoir quelles gens y sont, et se il trueve aucun délinquent, le puet prendre et mener ès prisons desdis religieux, et en a veu ainsi user du temps dont déposé a...... A droit aussy icellui chastelain de baillier congié de chever ou ban desdis religieux, tant en la fermeté comme dehors, de mectre estansons sur le chemin, faire sailliées, avant-toix; a veu appeller les mayeur et eschevins avec ledit chastelain, et prennent les mesures des saillies, appuyes et avant-toix que on vuet faire, de laquelle le mayeur retient autretant, et ont lesdis eschevins, pour leur peinne et salaire d'estre présens à faire lesdictes visitations, cinq solz parisis; et lesdis chastelain et mayeur ce que bon leur samble, selon les personnes et

édifices que on vuet faire; et en a veu pluseurs demander congié à lui et audit chastelain, de faire sailliées....; et se recorde bien que ung nommé Jehan Haimmelet, dit le Mayeur de Glennes, environ la Chandeleur derrien passé a eu ung an, osta de sa volenté, et sans prendre congié, ung avant-toit pendent à chaynes, estant au-devant d'une maison que a ledit de Glennes ou ban desdis religieux, où pend l'enseingne du Bassin, ou au moins souloit pendre, le fit refaire sans ce qu'il eust monstré ausdis mayeur et chastelain, ne que mesures eussent esté prinses; et quant il fut refait se trahit par-devers lui déposant, qui pour lors estoit mayeur, et par-devers le chastelain, et demanda congié de icellui remectre, lequel ly fut aucunement reffusé pour ce que on ne savoit s'il estoit de la largeur et grandeur de cellui qui avoit esté; et finablement ly en fut baillié congié, moyennant qu'il promint de faire le gré desdis mayeur et chastelain.

Requis sur le IIIIe article, dit, et dépose par son serment, qu'il scet bien que, dès le temps dont déposé a cy-dessus, il a oy dire et tenir aux anciennes gens, religieux et autres de ladicte église, demourans en leur ban et justice, que lesdis religieux sont seigneurs et haulz justiciers, et ont justice et seignourie hors icelle ville de Reins, depuis la porte Dieu-ly-Mire, et jusques à la ville de Vrilly, assez prez de la ville de Reins, de laquelle ville de Vrilly ilz sont seigneurs en partie, et sont les demourans illeques subgés et justiciables desdis religieux, et responsables par-devant les mayeur et eschevins dudit ban, et payent chacun an douze deniers de bourgoisie au mayeur, comme font les autres demourans ou ban desdis religieux, chacun an, au jour Saint-Remy d'octobre; et les a receus lui déposant, par deux années, comme mayeur, les a veu estre adjournez et respondre par-devant aucuns, comme Milet Jennesson, ung nommé Johannès, demourant en l'ostel du trésorier de Reins, et autres; et sont les demourans en ladicte justice dudit ban et de la parroche Saint-Sixte; et nomme l'en communément tout ce qui est hors de la ville en alant audit Vrilly, du costel vers la rivière, le ban du chastelain, dit le petit ban; et ce qui est au-dessus dudit chemin, du costel devers Sarnay, le grant ban, qui se extent depuis la porte murée derrier Saint-Nichaise, et devant les croyères, en venant au long du chemin qui commence à icelle porte,

par où l'en soloit aler à Beinne, la moitié d'icellui chemin, du costel à la bonne main en alant au long dudit chemin de Beinne, au long, la moitié auxdis religieux à la bonne main, et de l'autre costel à messeigneurs de chapitre, à cause de leur mairie de Pissechien; et, de l'autre partie, au lez devers Saint-Nicolas au Virlouzet, et devers Sarnay, à monseigneur de Reins; et s'extent la justice desdis religieux de ladicte porte jusques à l'endroit de la grant Husse, et depuis ladicte grant Husse en alant tousjours au long dudit chemin jusques à l'opposite d'une place là où on chiève la grève; et depuis icelle place en alant tousjours ledit chemin jusques au boud, où fault ledit chemin, en alant vers Sarnay, et d'icellui chemin en tirant vers la rivière à ung chemin qui vat jusques à la vigne de Champ-Dolent, et illeques a ung hurel au boud de la terre, au-dessoubz, où il a et souloit avoir vigne, qui est de présent à savart, qui estoit à Jehan Contet; et en icelle vigne a une haye contremontant à mont icelle vigne, où il a ung hurel, et de ce hurel en avalant, et retournant tout au long, à ligne, jusques au puis de Vrilly, et à ce puis at des saulx, et y a une sentelete par où on soloit aler de Vrilly audit puis; et depuis ladicte sentelete en venant à ung ourmissel qui vient à Vrilly devant l'ostel du trésorier, et jusques à l'ostel dame Agnès de Bazoches; toutes les terres qui sont situées et assises ès lieux dessus déclairiés, et jusques à la rivière, et d'illecques jusques aux murs de Reins, sont en la justice et seignourie desdis religieux, comme il a oy dire et tenir aux anciens, et s'y est fait mener lui déposant estant procureur desdis religieux par les anciennes gens desdictes villes de Reins, Sernay, et autres villes voisines, adfin de savoir comment la justice et seignourie desdis religieux se extent et vat hors d'icelle ville, comme feu Colin Coyart, de la ville de Sarnay, aagié de quatre-vins ans, comme il disoit, et d'autres dont ne se recorde des noms quant à présent; et a oy dire audit Coyart que lui estant juesne enfant et gardant les bestes, il fut prins par ung qui lors estoit messier et garde des terres estans oudit grant ban, et assez près de ladicte vigne de Champ-Dolent, à l'endroit d'une bonde, comme il disoit y avoir veu une pierre plate et haulte, et fut mené prisonnier par ledit messier devers le mayeur dudit Saint-Remy, n'est recors du nom du messier, laquelle pierre ledit Coyart ne savoit dont elle servoit; mais

il disoit que feu monseigneur l'abbé de Saint-Nicaise derrien trespassé l'avoit fait mectre en ung tumerel et mener en son église; et amenda ledit Coyart en la main du mayeur dudit Saint-Remy l'amende, et pour ce qu'il ne la pot paier, son sachet y demoura, et fut restitué le dommaige que ses bestes y avoient fait. Entre lesquelz finaiges et termes dessus désignez a pluseurs pièces de terres arrables, maisons et autres héritaiges, reddevables chacun an de cens ou seurcens envers lesdis religieux, ou leur mayeur pour eulx, à certain jour en l'an, c'est assavoir au jour de saint Remy en octobre et saint Martin ensuivant; et entre les autres héritaiges reddevables envers lesdis religieux, dit que Jehan Oudart de Vouziers a et tient une maison en la ville de Vrilly, et pluseurs terres arrables appendans à icelle maison, pour laquelle maison et ses appendances est reddevable chacun an ausdis religieux de quarante deniers au jour saint Remy en octobre. L'enfermier de Saint-Remy y a aussy une maison reddevable chacun an de xv deniers de cens ausdis de Saint-Remy...... Dame Agnès de Bazoches pareillement y a une maison et pluseurs terres reddevables chacun an de douze deniers.......; lesquels cens lui déposant, comme mayeur dudit ban, a receu pour les années et termes de saint Remy et saint Martin mil IIII^c XXX et XXXI derrien passé. Oultre dit que ceulz de l'ospital de Saint-Anthoine de Reins ont une pièce de vigne en Champ-Dolent, assise oudit grant ban, reddevable chacun an ausdis religieux, au jour saint Martin, de XXXII deniers à cause des vinaiges, et les a receus, lui déposant, l'année passée; et qui deffault de paie desdis wynaiges audit jour, il enchiet en amende de cinq solz parisis. Les héritiers de dame Marie, jadis femme de feu Thoumas Buiron, ont aussy une pièce de terre assise oudit grant ban, vers la Husse, laquelle est reddevable de vint-sept deniers chacun an au jour saint Remy ausdis religieux, lesquelz, lui déposant, a receu par deux années de Remion Chevalier, comme détenteur et possesseur de ladicte pièce de terre, et laquelle pièce de terre est venue et escheue depuis le trespassement d'icelle femme à Phlippot La Barbe, qui la vendit à Remion Chevalier environ ung an a, et s'en dévestit ledit Phlippot de ladicte pièce de terre en la main dudit déposant, comme mayeur, en la présence de Remy La Barbe, juré du roy nostre Sire; et du consentement

dudit Phlippot, ledit déposant en revestit ledit Remion, et en receut, lui déposant, les ventes et vestures...... Et pareillement les religieux de Saint-Nichaise ont pluseurs terres oudit grant ban, lesquelles il ne saveroit déclairier, reddevables de XVIII deniers chacun an oudit jour saint Remy, lesquelz lui déposant a receu par deux années, par la main de feu Colart Milore et de Jehan Lechat, mayeurs dudit Saint-Nichaise.... Oultre dit, lui déposant, que ès fins et lieux dessus déclairiés, a pluseurs autres pièces de terre et héritaiges redevables chacun an envers lesdis religieux de cens, qui se reçoivent les aucuns par le chambrier, l'enfermier, le soubz-enfermier, le chastelain, l'aumosnier et les coustres d'icelle église; lesquelles lui déposant ne saveroit déclairier à présent autrement ne que déposé l'a, et portent, quant l'en les vent, los, ventes et vestures deues ausdis religieux. Dit oultre que ès bans, lieux et places dessudis, il a oy dire lesdis religieux avoir toute justice; et a oy dire à pluseurs sergens desdis religieux, qui longtemps ont exersé ledit office, que entre les metes et fins des bans dessudis ilz ont exploitié; et quant à lui déposant, environ XIII ans a, Jehan Contet se absenta de la ville de Reins, et s'en ala, lequel avoit pluseurs pièces de terre dedens les termes dudit grant ban, redevables de cens à l'église, comme on disoit; lesquelles pièces de terre, par la justice desdis religieux, furent saisies et mises en leur main, pour aucun cas que l'en disoit avoir esté commis par ledit Contet, et aussy pour les cens non payez, comme ilz disoient; et aprez icelle saisine luĩ déposant, par l'ordonnance de monseigneur l'abbé de Saint-Remy, laboura icelles l'espace de trois ans, en promectant à faire le gré dudit monseigneur l'abbé; et au boud desdis trois ans vint en la ville de Reins ung nommé Jehan d'Esparnay, soy disant receveur du Roy ou bailliage de Vermendois, lequel vot maintenir icelles terres appartenir au roy nostre Sire, lesquelles pour lors estoient emblavées et près de despouiller; et nonobstant son parler, ledit monseigneur l'abbé fit par ses gens saisir derechief, et mectre en sa main icelles despouilles, et mener en son église ou autre part où que bon ly sambla; et à ceste cause lui déposant perdit tout son labouraige pour ledit an. Est vray aussy que, comme dit est dessus, il a esté procureur desdis religieux environ trois ans finis en l'an mil IIII^{c} et XXIX ou XXX...... et depuis qu'il a esté mayeur

desdis religieux; se recorde bien...... que pour ce que Jehan Oudart de Vouziers, au jour de la Saint-Remy derrien passé, ne paya pas audit déposant les cens qu'il devoit à cause de sa maison et teneure de Vrilly, dont dessus a déposé, lui déposant, acompaingnié de Jehan Roussel et Jehan Josnet ses sergens, se transporta audit Vrilly, et deppendit l'uys de l'ostel dudit Jehan Oudart, et depuis sondit exploit fait, en a esté payé par ledit Jehan Oudart, et ly a baillié congié de rependre son huys..... Et sy est vray que ung nommé Jehan Le Tondereau le juesne, mosnier du moulin Huon, a esté poursuys pardevant lui déposant, pour la bature par lui faite oudit lieu du molin Huon, ès termes dudit petit ban, à ung nommé Person Mauloué; et depuis a amendé le cas, et a esté condempné en l'amende de vint-deux solz et demy. Est vray aussy que, pour ce que depuis deux ans en çà, ung nommé Person Symmonet s'estoit bouté estoutement en une pièce de terre assise oudit petit ban, assez près du molin Huon, jadis appartenant à Bertremieu Fillete, reddevable chacun an envers lesdis religieux de trois deniers et ung flève de cens, et sans soy en faire vestir par la justice desdis religieux, en a esté mis en procès par-devant lui déposant, tant pour l'amende de l'estoute entrée, comme pour les ventes et vestures, et après certains délays icellui Person Symmonet l'a amendé en la main de luy déposant l'amende de ladicte estoute entrée; et sy se fit vestir desdictes terres par lui déposant, et en paya les ventes et vestures, lesquelles lui déposant ot et receut, et autres explois qui ont esté fais, dont à présent n'est recors...... Requis se il scet que les terres situées ès bans dessus déclairiés soient reddevables de sacre : dit que non, mais il tient qu'elles en sont franches, car il a tousjours oy dire aux plus anciens dudit ban que toutes les terres assises ou ban et justice desdis religieux sont franches et exemptes dudit sacre; et n'a point sceu que ou temps passé l'en les ait assises en la taille dudit sacre; au moins se assises y ont esté, que les détenteurs ne soient demourez quictes dudit impost; et est bien recors que ou mois de novembre l'an mil quatre cens et vint-nuef, monseigneur l'abbé de Saint-Denis de Reins, acompaingnié de Jehan Cauchon du Marc, Estiene Charlet et autres, que l'en disoit estre commis à faire inventoire des terres situées et assises ou terroir de Reins, pour les imposer à la taille du sacre du roy nostre

Sire derrien sacré, avec lesquelx estoient Baudon Chepy et Petit Brandoulz, alèrent à heure du matin sur la grant Husse, derrière Saint-Nichaise, estant en la justice desdis religieux et oudit grant ban, pour illeques inventorier et escrire les terres estans oudit grant ban, comme on disoit; auxquelz eulz estans illeques, en la présence du chambrier d'icelle église, et pluseurs autres jurez du roy nostre Sire, et autres personnes, ledit déposant exposa les choses cy-après escriptes, et par les mos qui s'ensuivent : « Messieurs, vous estes en la jurisdicion et « seignourie de l'église de Saint-Remy, et samble que vous vueilliés « inventorier et mectre par escript les héritaiges assis dedens icelle « jurisdicion pour les imposer, et contraindre à contribuer aux frais « et despens fais par les habitans de Reins, à cause du sacre du roy « nostre Sire derrien fait, ainsi et pareillement comme se iceulz héri- « taiges fuissent assis en la jurisdicion de monseigneur de Reins, ce qui « ne sont pas; ainçois sont assis en la jurisdicion de ladicte église, et « par ce frans et quictes dudit sacre; et pour ce je, comme procureur « desdis religieux, abbé et convent d'icelle église, vous somme, requier « et prie tant comme je puis, que de ce faire vous plaise déporter; car, « comme bien le savez, les héritaiges assis en la jurisdicion de ladicte « église ne doivent riens dudit sacre; et pour vous informer que c'est « la jurisdicion et seignourie de ladicte église, je, comme procureur « dessus nommé, vous offre à le monstrer par chartres données des « roys de France, qui, pour la dotation d'icelle église, y donnèrent « ladicte jurisdicion et seignourie, et par chartres desdis roys qui con- « servèrent ce que les précédens avoient fait, et par exploix anciens et « nouveaux, tant qu'il devera souffire; et pour ce faire, et pour mons- « trer ce que je dis estre vray, vous le povez assez veoir par vos propres « livres, autresfois fais en cas pareil, dedens lesquelx, comme je croy « certainnement, vous trouverez aux sacres précédens cestui, que lesdis « héritaiges n'ont pas esté inventoriez, car aussy n'en devoient-ilz « aucune chose, pour ce qu'ilz sont, comme dit est dessus, assis en la « jurisdicion de Saint-Remy; et avec ce pend ung procès nouvellement « introduict en la court de parlement contre monseigneur l'arcevesque « de Reins demandeur, en cas de saisine et de nouvelleté d'une part, « et lesdis religieux opposans et deffendeurs d'autre part, pour cause

« de ladicte jurisdicion que chacune partie prétend à lui appartenir; « et est la cause entamée, et en sont lesdictes parties en fais contraires « et appoinctiées à escripre; par quoy il samble, et n'y eust autre cause, « que pas ne devez procéder à faire ledit inventoire, ne autres aucunes « choses en ceste matière qui soit ou puist estre préjudiciables à aucune « d'icelles parties; ainçois devez et povez bien surseoir et attendre la « deffinitive dudit procès, par quoy saurez véritablement à qui appar- « tient ladicte jurisdicion, et comment lors vous en deverez faire; car « s'il est dit que ce soit la jurisdicion de monseigneur de Reins, vous « averez cause, et s'il est dit que ce soit la jurisdicion de Saint-Remy, « riens n'y avez; et pour ces causes je, comme procureur dessus « nommé, derechief et d'abondant, vous somme, requière et prie de « par lesdis religieux, et pour ladicte église, que en ce ne vueilliés plus « avant procéder, mais vous plaise cesser et laissier la chose comme « elle est, jusques à tant que la court de parlement en ait appoinctié « et ordonné, et vous ferez bien et raison; et se ainsi ne le faites, je, « oudit nom et pour lesdis religieux, fais protestation de impugner, « contredire, reffuser et débatre tout ce que vous ferez, et que chose « que vous faciez vaille ou prouffite à vostre intencion, ne à l'intencion « de monseigneur de Reins oudit procès, ne ne tourne à aucun pré- « judice aux drois que prétendent avoir en ce lesdis religieux, tant au « regart dudit procès comme de leurdicte jurisdicion, ne aussi à la « cherge des héritaiges assis dedens icelle; et sy fais protestation avec « ce, de vous poursuir en temps et en lieu, quant et là où il appar- « tendra, à mectre au néant tout ce que fait averez en ceste matière, « et à rendre frais, dommaiges, intérest et despens. » Et de ces sommations, requestes, prières et protestations ainsi faictes, comme dit est, par moy procureur dessus nommé, fut requis instrument à Milet Boschet, juré du roy nostre Sire, illeques présent; et à tant se départirent lesdis monseigneur l'abbé et autres sans besoingnier, et s'en alèrent vers Saint-Nicolas au Virlouzet, sans bailler aucune response à lui déposant; et n'a point sceu que depuis ilz ayent fait aucun inventoire. Et sy dit oultre, que les demourans en la jurisdicion desdis religieux, tant en la fermeté comme dehors en la banlieue, sont redevables envers messeigneurs les religieux de payer douze deniers, chacun chief

d'ostel, toutes et quantes fois que l'on sacre ung roy de France en la ville de Reins, comme il a oy dire; et icellui droit a veu recevoir et aidié à recevoir pour lesdis religieux des demourans en leur ban, tant en la fermeté comme en la ville de Vrilly; et dit qu'il a oy dire que ad ceste cause iceulz et leurs héritaiges assis en la justice desdis religieux, sont exemps de paier de la taille qui se fait pour le sacre.

Requis sur le VIe article, dit, et dépose par son serment, qu'il.... a veu ou ban desdis religieux bailli ou garde de justice, mayeur, eschevins, doyen, sergens, procureur, tourier et autres officiers en justice....... Dit oultre qu'il a veu ausdis religieux de tout son temps avoir prisons fermans, tourier pour les garder, bel et notable auditoire près d'icelles prisons, ouquel il a veu aux dessudis baillis ou gardes de justice, mayeur et eschevins, tenir court, jurisdicion et congnoissance de toutes causes, criminelles et civiles, réelles et personelles, et par-devant eulz fréquenter très souvent les conseilliers de la ville de Reins, et en icellui auditoire pratiquer; et y a veu de son temps ung notable siége et auditoire, et aussy du temps dont dessus a parlé. Requis quelle congnoissance de cause il a veu tenir audit bailly de Saint-Remy, dit qu'il a veu tenir court et congnoissance des mayeurs, eschevins, sergens et autres serviteurs de l'église en actions civiles; et au regart des forains demourans en aucunes des villes desdis religieux ou autre part, prins et appréhendez en leur justice pour cas criminel, leur a veu tenir congnoissance; et aussy d'aucuns des demourans oudit ban, mais ce estoit de leur volenté et par leur submission. Requis se au bailly ou garde de justice desdis religieux il vit onques tenir congnoissance de cause de ressort en cas d'appel, dit que non.

Requis sur le VIIe article, dit, et dépose par son serment, que, comme dessus a déposé, il ne vit onques chastel ou ban de Saint-Remy, et par ce d'icellui, ne des appendences, ne saveroit parler, synon par oy dire. Bien est vray qu'il a tousjours oy dire et tenir lesdis religieux, la justice et jurisdicion qu'ilz ont en leurs bans, tant en la fermeté comme dehors, frans et quictes de toute autre jurisdicion temporelle, et mesmement de monseigneur l'arcevesque, soubz le ressort et souverainneté du roy nostre Sire; et leur a veu icelle exploitier par la manière que dessus est dit, par leurs officiers, chacun endroit soy; et

n'a point sceu que monseigneur l'arcevesque ait eu quelque congnoissance en cas de ressort ne autrement, des causes meues par-devant la justice desdis religieux; et a vu pluseurs appeller de la justice d'iceulx religieux, tant de lui déposant comme d'autres, dont la congnoissance en appartenoit aux gens du Roy, et non à autres.

Requis sur les VIII et IX[e] articles, dit, et dépose par son serment, qu'il a tousjours oy dire et tenir que lesdis religieux ont droit, et sont en bonne possession de faire prendre et mectre en leurs prisons par leurs officiers, en leur justice, tous malfaiteurs par eulz trouvés et prins en leur ban et justice à Reins, et ès lieux et termes hors d'icelle ville par luy cy-dessus déclairiez, et iceulz détenir pour cas criminelz capitaulz, les interroguer, etc..... Et est bien recors que environ trente-six ans, ung nommé Petit-Dieu, pour lors demourant à Courlandon, ès termes de la prévosté de Fymes, dont ledit déposant pour lors estoit prévost, fut par lui prins pour pluseurs larrecins qu'il avoit fais, et dont il avoit information; et fut prins et emprisonnez, et procéda contre lui extraordinairement par pluseurs fois, et par délibération de conseilliers, et pour ce que icellui ne vot riens dire, les prisons ly furent ouvertes, et s'en ala demourer en la ville de Sapicourt, qui est ou bailliage de Vermendois, et en la justice desdis religieux; et oyt dire depuis que ledit Petit-Dieu estoit alé en la ville de Reins, ou ban desdis religieux, et illèques fut prins par leurs gens et officiers, et emprisonné en leurs prisons, et pour ses démérites fut par leurs gens et officiers condempnez à mort; et le vit, lui déposant, pendu à ung gibet emprès les Mortes-Yaues, estant entre les villes de Joinchery et Muyson, et estoit ledit gibet assis hors des marcaiges d'icelles Mortes-Yaues, au lès devers Sapicourt, en la justice desdis religieux, comme on disoit; et d'autre part lesdictes Mortes-Yaues et marez, au lez devers la rivière de Voesle, avoit un gibet estant ou terroir de Joinchery, et en la justice des chanoinnes de l'église Nostre-Dame de Reins, seigneurs et haulx justiciers d'icelle ville de Joinchery. Et est vray que environ XII ans a, il print et constitua prisonnier en la ville de Reins, ès prisons de Bonne-Sepmainne par lui empruntées de par le Roy, comme prévost de Chastillon, et par vertu des lettres de *Committimus* passées par la court de parlement, une nommée Guillemete, à présent et pour lors femme de

Regnault Herbin, pour lors demourant oudit ban, accusiée de pluseurs cas criminelz par feu Jehan Pemy, et icelle par lui prinse et emprisonnée, feu Oudart Drouet estant procureur desdis religieux, vint pardevers lui, et ly requit icelle Guillemete ly estre rendue et restituée comme subgete et bourgoise desdis religieux et demourant en leur ban, et prinse en icellui; et par conseil qu'il ot sur ce, rendit et rebailla icelle Guillemete audit procureur chergié des cas dont elle estoit accusée, et depuis il oyt dire que contre ladicte Guillemete avoit esté procédé, et qu'elle avoit esté délivrée et absolte des cas dont elle estoit accusée par ledit Pemy. Dit oultre que environ sept ans a, pour lequel temps lui déposant estoit commis de par le roy nostre Sire à l'exercice de la prévosté de Laon, en la cité et dyocèse de Reins, ung nommé Jehan Guignolet, dit Vin de Couchier, et ung autre duquel n'est recors du nom quant à présent, furent par lui prins en la ville de Reins, mis ès prisons dessudictes pour certains cas criminelz, dont ilz estoient chergiez et accusez par information, et eulx emprisonnez, délibération sur ce eue aux conseilliers, furent interroguez, et confessèrent pluseurs cas criminelz qu'ilz avoient commis, et tellement que par la délibération des conseilliers fut délibéré qu'ilz avoient déservy mort telle que d'estre traynez, pendus et estranglez au gibet; et pour ce que lors l'en ne povoit, ne ausoit aler à Laon pour les justicier, selon leurs démérites, eue sur ce délibération, il requit à Guillaume Hodierne, bailly de Reins, qu'il volsist souffrir faire exécuter à la justice de Reins lesdis prisonniers, qui ly accorda, sans ce que ou temps advenir peust tourner à aucun préjudice à monseigneur l'arcevesque de Reins; et depuis feu Oudart Drouet, pour lors procureur desdis religieux, vint devers lui déposant, ly pria et requist de ly faire savoir que quant le derrenier exécuteur de la justice seroit venu, qui pour lors demouroit à Chaalons, qu'il ly feist savoir, et que ès prisons dudit Saint-Remy avoit et estoit détenu ung prisonnier nommé Jehan Rondel, prins en leurdit ban, et qui par sa confession et procès contre lui fait, avoit déservy mort; et à la prière et requeste dudit Oudart, quant ledit exécuteur par lui mandé fut venu en ceste ville de Reins, lui déposant manda ledit Oudart, et ly dit la venue d'icellui exécuteur, et pour faire et acomplir la justice des dessus nommez, et mener au gibet de Reins ledit

Oudart, acompaingnié de pluseurs officiers et serviteurs desdis religieux, et de feu Colart Grant Varlet, pour lors prévost de Reins, et d'autres officiers de monseigneur de Reins, admenèrent sur une cherrete ledit Jehan Rondel, entrèrent en la court de ladicte prison de Bonne-Sepmainne, et illeques furent chergiés et mis sur ladicte cherrete, et loyés par ledit exécuteur les dessus nommez Vin de Couchier et ses compaingnons; et d'illeques menez tout droit, sans arrester, par le Change du Marchief au Blef, au long de la ville de Reins, jusques à la porte de Porte-Mars, et d'illeques au gibet, les dessus nommés prisonniers; et eulz venus environ quarante has près du gibet, lui déposant fit mectre jus de ladicte cherrete les dessus nommez Vin de Couchier et son compaingnon, qui furent illeques traynez jusques au gibet, et à icellui pendus et estranglez; et demoura ledit Rondel sur la cherrete jusques ad ce que l'exécution fût faite des dessudis, et avec lui demourèrent et se tinrent le dessudit Oudart Drouet, et pluseurs autres des serviteurs et officiers de ladicte église, et fut ledit Rondel admené sur ladicte cherrete jusques au gibet, et illeques pendu et estranglé. Et se recorde bien, et est vray, que ledit Rondel estant sur ladicte cherrete, en ladicte court de Bonne-Sepmainne, ledit Grant Varlet prévost dessudit se vot efforcier de parler à lui, et ly dit ledit Oudart qu'il ne parleroit point à lui, ne le interrogueroit; et pareillement le dit à la justice. Dit oultre lui déposant qu'il a bonne souvenance que, environ cinq à six ans a, il vit ou ban desdis religieux un compaingnon en habit de pélerin du pays de Normandie qui contrefaisoit le pélerin, qui par ledit Oudart, procureur dessudit, et par la justice desdis religieux, fut prins; et se faisoit nommer Bérengier, comme il oyt dire lors, et fut prins hors la porte Dieu-ly-Mire dessudicte par ledit Oudart, lors portier d'icelle porte; et interrogué, comme on disoit lors, et oyt dire que, pour ce qu'il fut trouvé variant, ledit Oudart le fit mener ès prisons dudit Saint-Remy, èsquelles il confessa, comme on disoit, avoir esté envoyé par gens de garnison en ladicte ville pour espier et savoir l'estat d'icelle; et sy confessa pluseurs murtres, feux boutez, pilleries et roberies par lui avoir esté fais, avecques autres, èsdit pays de Normandie, au pont de Meulent et autres lieux; pour lesquelz cas il fut condempnez, par maistre Pierre Toignel, pour lors

et à présent bailly ou garde de la justice desdis religieux, à morir; et fut ledit prisonnier mené sur une cherrete en ung jour après disner, dont lui déposant n'est recors, depuis la croix de fust, en la rue de Barbastre, tout au long de ladicte rue par-devant Saint-Anthoine, par les Changes, par ladicte porte de Porte-Mars, tout droit au gibet; et à le conduire et mener estoient et furent tousjours présens, sans arrester en quelque lieu, le dessus nommé Oudart, et pluseurs autres sergens et officiers desdis religieux, lesquelz costooient tousjours d'un costel et d'autre de ladicte cherrete ledit prisonnier; et sy [y?] estoit Jehan Buirot, lors prévost de Reins, et pluseurs autres officiers et sergens de monseigneur de Reins, et grant foison peuple; et illeques fut exécuté. Pareillement dit, lui déposant, que environ la Magdeleinne derrien passée ot III ans, il estoit à l'uys de Jehan Bonbuef, demourant en rue de Molin, oudit ban, assez près de la maison de lui déposant, et vint par le jardin dudit Bonbuef, et par sa maison, ung juesne homme qui portoit dessoubz son bras une pièce de drap de brunette contenant environ dix aulnes, mal entortillié et ordonné; et pour ce que lui déposant doubta qu'il n'eust emblé ledit drap, l'interroga sur ce, et le trouva variant; et pour ceste cause, lui et ledit Bonbuef, demourant en ladicte rue, et ung autre, menèrent ledit prisonnier ès prisons dudit Saint-Remy, èsquelles prisons il oyt dire et confesser audit compaingnon, qui se faisoit nommer Perinet, fils de Jehannot le pescheur, pour lors demourant à Rethest, qu'il avoit prins cedit jour et heure ledit drap estendu en la cloyère Jehan Moreau, demourant en Venisse, et qu'il avoit entencion de le revendre et en prendre l'argent, et n'avoit onques mais fait autre chose, comme il disoit; et est bien recors, lui déposant, qu'il demanda audit Perinet s'il estoit mariez, qui ly dit et respondit que non. Et pour ce lui déposant ly dit : « Il te « fault marier. » Ledit Perinet, qui estoit soupprins de vin, comme il sambloit, dit et respondit : « Vous dictes vray : j'auray en mariaige la « fille le prévost de Laon, Cordelete. » Dit oultre qu'il oyt dire que par le bailly desdis religieux avoit ledit Perinet esté interrogué, et son procès fait; et depuis lui déposant le vit mener par les sergens dudit ban loyez, et le vit batre au bout de rue de Molin, l'un des carfours dudit ban; et sy oyt dire qu'il fut batu par iceulz sergens par les carfours

d'icellui ban, et mené hors de la ville, par ladicte porte Dieu-ly-Mire, aux champs, ou chemin de Vrilly, et là fut bannis. Est bien vray aussy que, environ quatre ans a, feu Person Bedelet, bouchier, qui longtemps paravant avoit esté mis prisonnier ès prisons dudit Saint-Remy, demourant oudit ban, et subget desdis religieux, pour certains cas criminelz, et par espécial sur la soubson d'avoir tué une trompete lors estant au seigneur de Troissy, ès bois de la montaingne de Reins; et fut eslargis d'icelles prisons à retourner tout prisonnier, sur peinne de bannissement, et d'estre atains des cas pour lesquelz il avoit esté prins prisonnier; auquel jour il ne retourna point, et fut mis en deffault; et depuis, grant temps après, les gens de Hue Bourgin, ou de Jehan Brunel, lors prévosts de Laon, trouvèrent ledit Bedelet à Tramery, ou à Prouilly, le prinrent et admenèrent prisonnier, environ Pasques Floriées, quatre ans a, et fut mis ès prisons de la court Nostre-Dame; et ces choses venues à la congnoissance de lui déposant, qui pour lors estoit procureur desdis religieux, se trayt par-devers maistre Jehan Convent, en ce temps juge et commis de par le Roy nostre sire à tenir la jurisdicion des appelans, et exemps par appellation, de la jurisdicion dudit Saint-Remy, pour ce que ledit Bedelet, comme on raporta aux officiers de ladicte église, avoit appellé; exposa et dit audit Convent la prinse et détencion dudit Bedelet, dont dessus a déposé, lequel Convent, et lui déposant, alèrent par-devers lesdis prévostz, leur exposèrent et dirent l'eslargissement fait, dont dessus est fait mencion, audit Bedelet, et le deffault qu'il avoit fait de retourner à sa journée; leur requirent que ledit Bedelet leur fust rendu comme leur prisonnier, et de ce lesdis prévostz furent informez par pluseurs tesmoings que leur administra ledit déposant; et fut ledit Bedelet remené par lesdis prévostz et leurs gens ès prisons dudit Saint-Remy, èsquelles prisons il fut l'espace de six sepmainnes ou environ, en luy faisant son procès par ledit Convent, juge dessudit; et pour ce qu'il estoit accusé de pluseurs cas criminelz, comme d'avoir violé et efforcié plusieurs fillettes aagies de x ans ou environ, demourans oudit ban, et mesmement la fille de sa femme, oudit ban demourant, il fut sur ce interrogué par ledit Convent, présent lui déposant, pluseurs jurez du Roy nostre sire, les sergens et officiers desdis religieux; et tant fut

procédé contre lui, qu'il confessa avoir efforcié et congneu charnellement la fille de sa femme, et trois autres fillettes non aagiées demourans oudit ban, et sy confessa avoir fait pluseurs cas criminelz, omicides et larrecins, et avoir desrobé et prins calices en église, et mesmement confessa avoir tué ladicte trompete, en le conduisant et faisant samblant de le mener hors dez bois; et pour ces cas, eue délibération à pluseurs conseilliers, ledit Bedelet fut par ledit Convent, juge dessudit, condempnez à recevoir mort d'estre traynés, pendus, et estranglez; après laquelle condempnation ledit Bedelet fut mené par les sergens desdis religieux, ledit Convent présent, ledit déposant et pluseurs autres notables personnes, mis hors desdictes prisons loyé comme l'en a acoustumé de loyer murtrier, et mené d'icelles prisons tout droit oudit ban, à une grosse pierre haulte qui est entre la maison où demeure à présent Jehan de Laporte, et la maison Jehan Chrétien, devant la maison Colesson Le Borgne, dit Charloré, boulengier, et illeques estoient Jehan Buirot, en ce temps prévost de Reins, et autres; et sy y estoit feu Rogier de Suippes, doyen desdis religieux; et là par ledit Convent fut ledit Bedelet baillié à icellui doyen, condempnez à recevoir mort telle que d'estre traynez, pendus et estranglez comme murtrier, sacriléges et efforceur de fillettes; et ce fait, ledit doyen, à cause de son office, donna une colée audit Bedelet, en disant qu'il estoit digne de mort; et fut baillié par ledit doyen audit prévost, qui bailla à icellui doyen trente deniers parisis, tous en monnoye de parisis; et d'illeques fut mené par les sergens et officiers desdis religieux, lesdis Convent, déposant, et pluseurs autres officiers et serviteurs desdis religieux, les aucuns à cheval, les aucuns à piet, tout droit à la croix de fust, qui est sur le coing et assez près du boud de la rue par où l'en vat de l'église de Saint-Thymothieu en Barbastre, auquel lieu et boud de rue avoit une cherrete à l'opposite de ladicte croix, sur laquelle ledit prévost et les sergens de monseigneur de Reins estant avec luy firent monter ledit Bedelet, qui leur avoit esté baillié, comme dessus a déposé et que l'en a acoustumé de faire en tel cas de toute ancienneté, comme il a oy dire et tenir aux anciennes gens, et d'illeques fut menez ledit Bedelet sur ladicte cherrete, sur laquelle il fut loyé par le bourel, tout au long des rues dudit Barbastre, Saint-

Anthoine, La Perrière, par-devant les Changes, par la rue dez Tabours, et jusques à l'opposite de la rue qui vat du costel devers le marchié aux Chevaulx, ou chastel de Porte-Mars, et en le menant estoient à cheval ledit Convent, ledit déposant, et pluseurs autres officiers et serviteurs desdis religieux, qui estoient d'un costel et d'autre ladicte cherrete, en alant et chevauchant bien fort; et eulz venus assez près du boud de ladicte rue, Jean Brulart, procureur de monseigneur de Reins, et ledit Buirot, exposèrent et dirent audit déposant qu'ilz avoient ou chastel de Porte-Mars une truye ou pourcel qu'il faloit pendre, et qu'il le failloit aler quérir pour mectre sur ladicte cherrete oudit chastel; auquel ledit déposant respondit : « Alez la quérir se bon « vous samble, et la faites mener au gibet; vous n'enmenrez point en « vostre chastel Bedelet, qui vous a esté baillié tout jugié à mort : « menez-le tout droit, sans arrester, morir, comme faire le devez; » et s'en alèrent tout droit, sans arrester, à la justice et au gibet; et eulx venus illeques, ledit Bedelet fut mis jus de ladicte cherrete, traynez et mené au piet de l'eschiele, requit à avoir confession, se confessa, et, en le confessant, ledit déposant descendit de dessus son cheval, et fut illeques jusques ad ce que ledit Bedelet fût confessé; et icellui confessé, lesdis Brulart et Buirot descendirent de dessus leurs chevaulz, et volrent parler audit Bedelet, et le tirer à part pour le interroguer; auxquelz ledit Bedelet respondit et dit par tels mots tout hault : « J'ay dit et confessé aux gens et officiers de Saint-Remy ce que j'ay « meffait : je ne vous en diray plus, ne je ne vous en doys rien dire; » et après ce, ledit Bedelet monta hault sur l'eschiele, et fut pendus et estranglez. Et après les gens et officiers de monseigneur de Reins alèrent quérir ladicte truye sur ladicte cherrete, et lesdis Convent, déposant, et la plus grant partie des officiers et serviteurs de ladicte église retournèrent tous ensemble à cheval dudit gibet, ledit Bedelet mort, tout au long d'icelle ville de Reins, par les lieux et rues où ilz avoient esté au passez. Encores dit que, après l'exécution dudit Bedelet, comme dessus a déposé, le lendemain au matin, lui déposant comme procureur desdis religieux, Milet Boschet, Jehan Roussel, Phlipot Loppin, sergens desdis religieux, alèrent en la maison où demouroit lors Marguet, femme dudit Bedelet, assise en la boucherie dudit ban, et

illeques saisirent et firent inventorier, et mirent en la main desdis religieux, tout ce qu'ilz porent trouver dez biens meubles appartenans à ladicte femme et à sondit mary; et sy saisirent les despouilles de certainnes terres ahannées à blef et à aveinne estans hors la ville de Reins, en pluseurs pièces, entre Vrilly et le molin Huon d'un costel, et d'autre des chemins qui vont de Reins à Saint-Lyénart, estans ès bans dessudis, et la despouille d'un jardin appartenant à ladicte femme, estant audit Vrilly, comme venues, escheues, et appartenans auxdis religieux par confiscation, pour la mort dudit Bedelet. Après lesquelles saisines ladicte femme vint devers le chambrier de l'église, et racheta la somme de soixante solz, ou environ, ce qu'on avoit trouvé de biens meubles en sa maison; et pour ce que Gérart de Saint-Leup, eschevin dudit ban et en icelluy demourant, avoit labouré et emblavé à cense lesdictes terres estans de l'éritaige de ladicte femme, desquelles lui déposant ne saveroit faire déclaration autrement que l'en disoit qu'il en y avoit environ trois jours en pluseurs pièces, les officiers desdis religieux consentirent que ledit Gérart despouillast les terres par lui emblavées, et paiast la cense de blef qu'il en devoit rendre à ladicte femme, et prommist d'en payer sextier et demy; et quant aux fruis estans oudit jardin, comme vertjus, fruict, pommes, ladicte femme les dubt avoir par le traitié à elle fait ausdis officiers des meubles estans en son hostel. Et se recorde bien, lui déposant, que, en alant et menant à la justice ledit Bedelet par les rues dessudictes, et lui estant dessoubz le gibet, il ne vot, ne ne souffrit, que lesdis Brulart, Buirot, ne autres officiers dudit monseigneur de Reins parlaissent à luy; et aussy ne s'en efforcèrent-ilz aucunement jusques après la confession dudit Bedelet par lui faite dessoubz le gibet, comme dit est. Oultre dit que ung peu après l'exécution dudit Bedelet, environ trois ans a, on faisoit de nuyt pluseurs larrecins ès maisons dudit ban, de nuyt (*sic*); entre lesquelz larrecins et hostelz desrobez, on desroba et print de nuyt grant foison blef, soigle, en la maison Jehan Buirot, assez près des molins de rue de Molin; et pour savoir les larrecins, et quelles gens les faisoient, ledit déposant, ad ce temps procureur desdis religieux, fit information contre pluseurs soubsonnez et accusez de larrecin, entre lesquelz estoit ung nommé Estiene Baudry, demourant en ladicte rue

de Molin, assez près de la maison dudit Buirot; et pour ce que il vint à la congnoissance de lui déposant que ledit Baudry avoit grant foison blef en sa maison, qui aloit de nuyt, et estoit ung jardinier, et poure homme par apparence, lui déposant dit à feu Rogier de Suippes, ad ce temps mayeur dudit ban, qu'il estoit expédient d'aler cerchier et visiter ès marches des rues de Fole-Peinne et rue de Molins, adfin de trouver et savoir quelz grains il y avoit, et dont ilz estoient venus, pour ce qu'il avoit pluseurs poures gens demourans emprès l'ostel dudit Buirot; alèrent les dessus nommez enquérir ès maisons voisines dudit Buirot, où ilz ne trouvèrent nulz blefs; et alèrent en l'ostel dudit Estiene, où ilz trouvèrent environ ung muis de soigle, du froument, des poix, des fèves et de l'aveinne; et fut interrogué ledit Estiene dont lesdis blefs ly venoient, et en l'interrogant varioit très fort, et mua couleur par pluseurs fois, et fut commandé par ledit mayeur que ledit Estiene fust prins et mené prisonnier ès prisons dudit Saint-Remy, jusques ad ce que on eust veu du blef pareil à celluy qui avoit esté desrobé en l'ostel dudit Buirot; fut mené ès dictes prisons, et après ce lesdis mayeur et déposant firent venir pluseurs laboureurs, boulengiers et mosniers, qui virent du blef pareil en l'ostel dudit Buirot, qui lui avoit esté robé, et de celluy qui estoit en l'ostel dudit Baudry, qui rapportèrent par leur serment que c'estoit tout ung; et après ces choses, ledit Baudry prisonnier, nonobstant qu'il fust bourgois et demourant oudit ban, et par ce subget et justiciable du mayeur et des eschevins dudit ban, en tous cas criminelz et civilz, se soubzmit en la jurisdicion du bailly et garde de la justice seul dudit Saint-Remy, comme faire le povoit par la coustume du lieu, et les autres se bon leur semble. Ce fait, il fut interroguez en la présence dudit déposant par Milet Boschet, lieutenant de maistre Pierre Toignel, bailly et garde de la justice desdis religieux, présent lui déposant, et les dessudis sergens, Jehan Constant juré ad ce temps du Roy nostre sire, sur ledit blef et sur pluseurs autres larrecins fais en pluseurs et divers hostelz oudit ban, lesquelz il confessa de sa pure et pleinne volenté; et d'iceulz larrecins cherga et encusa estre complices et consentans sa femme, son fils nommé Jehan, Jehannette de Nouvy, de la ville de Montois, la fille dudit Baudry, et autres qui se absen-

tèrent, destournèrent et alèrent hors dudit ban à Verdun et autre part; et son procès fait et parfait, tant par interrogatoires à lui faites comme par question et tourmens de gehine fais au lieu acoustumé, assés près desdictes prisons, eue sur ce délibération à pluseurs conseilliers, ledit Estiene Baudry fut condempné par ledit bailly à recevoir mort telle que d'estre pendu et estranglé au gibet; et en ensuivant ladicte délibération, ledit déposant fut présent pour icelle mectre à exécution, comme on a acoustumé de faire en tel cas, et où ledit Baudry fut mené tout loyez comme larron, après ladicte sentence, desdictes prisons au lieu où est la pierre dont dessus a déposé; et illeques, en la présence dudit déposant, ledit bailly, en la présence de pluseurs autres officiers et serviteurs de ladicte église, récita et dit audit Buirot, prévost dessudit, la condempnation dont dessus est faicte mencion, par luy faite contre ledit Estiene; et par ledit Rogier, doyen dessus nommé, fut bailliée la colée audit Estiene en signe de mort, et le bailla audit prévost, qui ly bailla incontinent et sur la place, sans esmouvoir, trente deniers parisis, tous parisis; ce fait, ledit Estiene fut mené tout droit à la croix dessudicte par les sergens dudit ban, ledit bailly, son lieutenant, lui déposant, et autres en grant nombre, officiers et serviteurs de ladicte église, présens à cheval et à piet; et illeques fut mis sur ladicte cherrete, loyé par le bourel, présens lesdis prévost et procureur de monseigneur de Reins dessus nommez, et menez hastivement en contreval de la rue de Barbastre, lesdis bailly, officiers et serviteurs desdis religieux estans les aucuns devant, les autres derrière, et aux costelz de ladicte cherrete; et se recorde bien, et est vray que, quant ilz vinrent à une croix de pierre estant en rue de Barbastre, ung nommé Saudrin, serviteur et varlet de monseigneur l'évesque d'Agrence, en ce temps vicaire de monseigneur de Reins, se efforça de vouloir parler audit Estiene, auquel ledit déposant deffendit de y parler, et n'y parla point, ne à aucuns des officiers et serviteurs dudit monseigneur l'arcevesque; et pour ce qu'il avoit lors ès prisons de Bonne-Sepmainne, ou de Porte Mars, deux prisonniers criminelz détenus par les gens de monseigneur de Reins, qui estoient dignes de mort, ledit Brulart exposa et dit à lui déposant ces choses, et pour les tous mener à la justice ly requit que ledit Baudry

fust mené ès dictes places pour chergier et mener avec lui lesdis prisonniers, sans préjudice; auquel Brulart, lui déposant, protesta et dit que se ilz menoient ledit Baudry ès dictes places, que il ne tournast à préjudice ausdis religieux, ne à leur justice ou temps advenir; alèrent par les protestations dessudictes ès dictes prisons de Bonne-Sepmainne, esquelles estoit prisonnier ung selier alemant, n'est recors de son nom; et incontinent et sans arrester, eulx venus illeques, fut mis ledit prisonnier sur ladicte cherrete avec ledit Estiene, et d'illeques alèrent ou chastel de Porte-Mars, où estoit détenu prisonnier ung nommé Guillot du Signe, murtrier et larron, et quant ilz vinrent à la porte dudit chastel, et que ladicte cherrete fut sur le pont, les dessudis prévost et procureur dirent tout hault : « Entre vous, officiers et serviteurs de mon-« seigneur de Saint-Remy, entrez en ce chastel avec vostre prisonnier; » ouquel chastel ilz entrèrent tous à cheval, et furent tousjours lez ladicte cherrete, jusques ad ce que ledit Guillot fût mis et loyé sur ladicte cherrete, comme les autres, et eulz estans illeque, ledit Buirot vot parler audit Baudry, et lui interroguer; auquel lui déposant respondit : « Vous n'y parlerez point à lui, à part. » Dit oultre que, incontinent ledit Guillot chergié et mis sur ladicte cherrete, ilz se partirent dudit chastel, et s'en alèrent tout droit au gibet, sans arrester autrement ne que dessus a déposé; et eulz venus illeques, et ledit Baudry confessé, il fut pendu et estranglé. Et se recorde bien, lui déposant, que ledit Buirot s'efforça de vouloir parler audit Baudry, après sa confession, pour savoir se autre estoit coulpable de son blef; auquel lui déposant respondit : « Vous n'y parlerez point, » et n'y parla point. Dit oultre que eulz revenus de la justice, lui déposant, ledit Milet, et autres serviteurs et officiers desdis religieux, alèrent en l'ostel où demouroit ledit Baudry, ouquel ilz avoient commis des gens pour garder ses biens inventoriez tantost après sa prinse par ledit déposant; furent iceulz biens transportez et mis hors, de par lesdis religieux, avec aucuns autres biens estans en ladicte maison, en une chambre que y avoit ladicte Jehannete de Nouvy, qui, depuis ladicte exécution, fut appellée à ban au siége et auditoire dudit Saint-Remy; et aussy fut la femme et le filz dudit Baudry, qui ne vinrent, ne comparurent à leurs journées, et furent bannis par ledit bailly et tous leurs biens vendus comme acquis

et confisquez auxdis religieux, pour les causes dessudictes. Encores dit que, à la Saint-Luc derrien passé ot deux ans, Jehan La Gaude, lors demourant oudit ban, bourgois et justiciable desdis religieux, par informacion précédente fut prins à la requeste de lui déposant, comme procureur, et mené ès dictes prisons, sur la soubson d'avoir desrobé Thiébaut Desportes, demourant oudit ban; et pour ce qu'il estoit bourgois d'icellui ban, et qu'il requist que l'en procédast contre lui comme bourgois, et au jugement des eschevins d'illeques, il fut interroguez à pluseurs et diverses fois par les eschevins, lui déposant présent; et son procès fait, il fut eslargis, et ly furent les prisons ouvertes; et depuis il revint à la journée à laquelle il estoit eslargis, et fut absolz par lesdis eschevins dudit cas. Encores dit lui déposant que, environ ung an a, Jehan Dujardin, sergent du chapitre de Reins, vint oudit ban Saint-Remy, à la requeste du maistre des mestier des tixerans de Reins, qui sont les aucuns demourans en la terre de monseigneur de Reins, et les autres en la terre desdis religieux, et ne puellent aler visiter les draps qui se font et tixtent ès maisons des tixerans demourans ès dictes justices l'un sans l'autre, par l'ordonnance sur ce faite de très longtemps; et pour ce que Regnault Herbin, demourant oudit ban, que l'en disoit estre bourgois d'un de messieurs du chapitre, avoit sur son mestier ung drap où il avoit male fasson, ledit Jehan Dujardin, à la requeste desdis maistres, saisit icellui drap, et mit en la main desdis de chapitre; et ces choses venues à la congnoissance de lui déposant, lors procureur desdis religieux, et l'exploit par lui fait torsonnier, et ou préjudice desdis religieux, il fut adjourné en cas de nouveleté à comparoir en icellui lieu, à la requeste desdis religieux, et répara son exploit, et mit au néant; et de tout temps dont il a souvenance, il a veu pluseurs cas criminelz et civilz estre fais par les gens et officiers desdis religieux, dont de présent n'est recors, et pluseurs biens prins par la mort et trespassement de pluseurs personnes demourans oudit ban, sans héritiers, par les gens et officiers desdis religieux.

Requis sur le xe article, dit par son serment, que de tout le temps dont il puet avoir souvenance, et mesmement du temps qu'il estoit clerc dudit Pierre de Rethest, il a tousjours oy dire et tenir à

sondit feu maistre, et autres anciennes gens dudit ban, que lesdis religieux, par leurs gens et officiers, puelent et leur loyt visiter, et faire visiter par leurs gens et officiers, en justice, oudit ban, et prendre les mesures dont l'en mesure les vins ès hostelz des taverniers, comme pos, pintes, chopines; les balances, livres, demy-livres, quarterons et autres poix..... Ont acoustumé aussy de faire faire par leurs officiers ordonnances, et icelles faites, les faire crier et publier par le crieur sur ce ordonné oudit ban, pour le bien de la chose commune; de punir et corrigier ceulz demourans oudit ban, et autres, marchans, et gens estranges seurvenans en icellui à la foire Saint-Remy, ou autre temps, qui font contre les ordonnances faites oudit ban..... Et sy ont de tout temps oudit ban et justice, viconte qui tient et liève le tonnieu; ung qui tient le minaige à ferme; auquel viconte appartiennent le tonnieu dez denrées qui se vendent oudit ban, blef, fruis, marrien à vin, le rouaige des vins qui sont chergiés oudit ban. Ont ung homme qui mesure le charbon, le foing et les estrains qui se vendent oudit ban; et en prent salaire. Ont pluseurs vergeurs qui vergent les vins vendus oudit ban, et en ont prouffit deux deniers de chacune queue. Ont gens commis et ordonnez de par eulz à cueillir et recevoir la chaucie des gens, marchans, et autres estrangiers, entrans en ladicte ville de Reins, admenans à cherroix, ou à chevaulx, à somme, vivres, vins, blef et boys, qui entrent en ladicte ville, ou qu'ilz s'en vont, par les portes de Dieu-ly-Mire et Frichambault, estans oudit ban. A aussi bonne souvenance, et est vray, qu'il fut présent avec le lieutenant du bailly dessus nommé à prendre en l'ostel de feu Jean Le Rousselet, lors eschevin dudit ban, tavernier vendant vin, où l'en print une chopine trouée, et une pinte trop petite, qui furent cassées et rompues en jugement par le lieutenant dudit bailly, auquel les eschevins sont subgés; et l'amenda, et fut condempné en l'amende..... Dit oultre que les ordonnances au regard des mesures à quoy on mesure le vin oudit ban sont telles, que lesdis taverniers doivent avoir une mesure à quoy ilz mesurent leur vin emprès la queue ou le vaissel qu'ils vendent; et se elle n'y est trouvée quand le mayeur et eschevins y vont, ilz enchient en amende de soixante solz. Encores dit que durant le temps qu'il a esté procureur et mayeur, dont dessus a déposé, il a fait crier et publier oudit ban,

à haulte voix, et par espécial aux foires de la Saint-Remy, que aucuns n'alaissent de nuyt par ledit ban, ne vendissent denrées où il chiet regart, sans les regarder, ne mesuraissent que à justes aulnes et mesures, ne ne pesaissent que à bons poix, ne vendissent leurs denrées que à lieux acoustumez à lez vendre; et quant aucun officier du Roy nostre sire sont venus oudit ban pour faire crix et publications par vertu de lettres royaulz, ilz sont venus devers lui estant mayeur, ont monstré leur mandement, et requis avoir justice; pour ce faire, leur a baillié aucuns de ses sergens, et le crieur dudit ban; et quant ilz crient, ilz dient et ont acoustumé de dire en leurs crix, par telz mots : « Oyez, « oyez de par monseigneur de Saint-Remy, du commandement du Roy « nostre sire, de monseigneur le bailli de Vermendois, du prévost de « Laon, » ou de cellui de qui le mandement estoit donné..... Dit oultre que à la Saint-Remy d'octobre ot ung an, lui déposant, comme mayeur, avec les eschevins dudit ban, alèrent en l'ostel de Jehan Chrétien, mercier, lors tavernier, et fut en sa maison prinse une pinte de cuivre, qui fut trouvée trop petite par les eschevins, et fut poursuys par-devant lui, et finablement il l'amenda; et fut l'amende déclairié de LX solz; et sy furent prinses ses balances ausquelles il pesoit lart et autres denrées qu'il vendoit, les livres, demy-livres, quarterons, que ne furent ne ont esté adjustées depuis, pour ce que après ladicte condempnation, ung peu de temps, il appella d'un des sergens dudit ban nommé Jehan Roussel, qui l'exécutoit à la requeste de Martin Hurtel; et pour ce, à cause de ladicte appellation, et durant icelle, a esté et est exempt de la jurisdicion desdis religieux.... Encores dit que à ladicte foire de Saint-Remy derrien passé, avoit grant foison aulx appartenant à pluseurs personnes, que l'en disoit estre pourris et mal conrez; lesquelz il fit prendre, et deffendre à ceulz à qui ilz estoient qu'ilz ne les vendissent jusques ad ce qu'ilz seroient visitez; les fit prendre et visiter par personnes et gens congnoissans ad ce, par lui commis ad ce faire, et par serment; et aprez furent visitez pluseurs reez d'aulz estans sur une cherrete appartenant à Estiene Walet, marchant, demourant à Chaalons, comme on disoit; et iceulz visitez et prins par lesdis visiteurs, fut rapporté et dit qu'ilz n'estoient pas bons, ne souffisans pour vendre; et furent ars en ladicte foire, présens plu-

seurs personnes, lesdis aulx; et quant les autres marchans, hommes et femmes, qui en avoient admené illeques, et les vendoient, virent l'exploit, ilz appellèrent; et par ce ne furent mie leurs denrées visitées pour doubte d'actempter; et les vendirent nonobstant les deffenses à eulz auparavant faites. Oultre dit que à ladicte foire il print, présens lesdis eschevins, de la pou[d]re d'espices que vendoit à son estal et son huys Jehan de Laporte, mercier, et chandelier, et vendant denrées, demourant oudit ban, en laquelle poudre avoit du sablon meslé, de la terre et autres mixtions; et fut par lui bailliée et mise en la main des eschevins dudit ban pour en faire le jugement, qui n'a peu estre fait, pour ce que environ ung moys après ladicte prinse, et avant ce que lesdis eschevins, ausquelz les jugemens appartiennent en tel cas des personnes demourans et bourgois dudit ban, fuissent conseilliés de faire le jugement, ledit Jehan de Laporte, adfin d'estre exempt, appella dudit déposant d'une autre cause dont il estoit poursuy par-devant lui. Pareillement dit qu'il a veu feu Rogier de Suippes, en ce temps mayeur et tenant la viconté desdis religieux, recevoir et prendre de pluseurs marchans et autres personnes vendans fruit, grains, et autres denrées oudit ban, le tonnieu à lui deu à cause de ladicte viconté, le rouaige dez vins chergiés oudit ban, vendus et achetez par gens estrangiers, deux deniers pour une cherrete, et quatre deniers pour ung char; et lui-meismes, depuis le jour saint Jehan-Baptiste derrien passé qu'il a tenu et tient ladicte viconté, en a receu de pluseurs personnes, et par pluseurs et diverses fois, et journées. . . . . . A veu aussy Colin Bertelet, sterlageur du blef, en prendre et recevoir son droit durant le temps qu'il a esté procureur et mayeur, dont dessus a déposé. A veu encores durant ledit temps prendre et recevoir par Aubertin Cochelin et Jehan Roussel, dit le Grant-Jehan, la chaussie des personnes qui sont entrées à cherroix, ou qui sont yssues, par la porte Dieu-ly-Mire dessudicte, et prendre par Henry la Trompete, demourant en Ausson, la chaulcie de ceux qui sont entrez et yssus par la porte de Frichambault. A veu aussy, durant ledit temps, ung nommé Person tenir l'un des fours bannez desdis religieux oudit ban, aler cuire le pain en sa maison pour lui déposant et pour autres; et en prent le salaire de VIII deniers parisis pour chacun sextier; et

du seurplus dudit article, scet ce que déposé en a ès articles précédens.

Requis sur les XI et XIIe articles deppendens l'un de l'autre, dit, et dépose par son serment, qu'il y a pluseurs maisons, masures, jardins et autres héritaiges situez et assis ou ban desdis religieux, en pluseurs et diverses rues, places et lieux, estans en la fermeté de ceste ville, ou ban, justice et seignourie desdis religieux, appartenans à pluseurs et diverses personnes, tant d'église comme religieux et autres, marchans et gens de labeur demourans oudit ban, et ailleurs en la ville de Reins, et hors icelle, qui sont reddevables et chergiez envers iceulz religieux de cens, seurcens et winaiges, qui se payent au jour Saint-Remy d'octobre, Saint-Martin, et my-may, dont les aucuns d'iceulz se payent au mayeur d'icellui ban, les autres au chambrier, les autres à l'aumosnier, à l'enfermier, au soubz-enfermier; et at, lui déposant, pour les termes de Saint-Remy dessus déclairiez mil IIII^c XXX et XXXI, receu les cens ou la plus grant partie de ceulz qui se reçoivent par le mayeur; et sy en y a hors icelle ville, oudit ban et terroir de Murigny-lès-Reins, grant foison appartenans ausdis religieux, que doient pluseurs personnes à cause de leurs héritaiges qu'ilz y ont, que reçoit ledit mayeur chacun an en my-may; et qui ne les paye, il enchiet en amende de cinq solz parisis; desquelz héritaiges, ou de partie d'iceulz, quant ilz ont esté vendus durant le temps que ledit déposant a esté mayeur, il en a eu et receu les drois des ventes appartenans ausdis religieux, qui sont pour chacune livre tournois sèze deniers parisis, et deux deniers parisis pour la vesture.....; et avec ce dit que, par la déclaration dont dessus est faite mencion desdis bans estans hors la ville de Reins, il scet bien que deux pièces de terre que l'en dit piéça avoir esté à feue Meline de Laudience, ne scet combien elles contiennent, vendues par Jehan de Pertes à Husson Saigot, sont situées et assises ès fins et termes dudit grant ban, environ et à l'opposite du molin Huon, au-dessus du chemin qui vat de Reins à Saint-Lyénart, et sont les terres pour lesquelles ce présent procès est meu; le scet par ce, car il a esté sur le lieu présent avec les gens et officiers de monseigneur de Reins, et les gens et officiers desdis religieux, quant la complainte en cas de saisine et de nouveleté fut faite par Jehan

Brulart, procureur dudit monseigneur l'arcevesque, à l'encontre desdis religieux.

Requis sur les xv et xvie articles deppendens l'un de l'autre, dit par son serment qu'il scet bien, et est vray, que il a oy, par deux ou trois dimenches, environ trois ans a, lire et exposer au prosne, en l'église Saint-Julien, de laquelle lui déposant est parrochien, par messire Jehan Néant, curé d'illeques, à son proune, une cédule en laquelle estoit contenu que icellui de Pertes avoit vendu et receu à pris deux pièces de terre situées et assises ou ban Saint-Remy, franches et quictes, et lesquelles deux pièces de terre avoient esté à ladicte feue Meline; et sy dit que quant aucuns vendent ou font mectre à pris héritaiges oudit ban, et ès terroirs desdis religieux, on a acoustumé de les faire crier par trois dimenches aux églises parrochiaux dudit ban; et du seurplus desdis articles, scet ce que déposé en a.....

Requis sur le xxiiie article, dit, et dépose par son serment, qu'il en scet ce que dessus en a déposé, et par la manière que déposé l'a dessus; et oultre dit, sur ce requis, qu'il ne vit onques aucuns meffaiteurs prins par la justice desdis religieux en leur ban et justice, et par leurdicte justice interroguez, questionnez et condempnez à recevoir mort, exécutez en la justice desdis religieux; et ne vit onques, ne ne sceut qu'il y eust ès termes de leursdis bans aucun gibet, et de son temps n'en a veu autre que cellui qui est en la banlieue de monseigneur l'arcevesque, auquel, ou à ses officiers, il a veu, par la justice desdis religieux, baillier et délivrer les malfaiteurs par eulx détenus et jugiés à mort, pour par iceulx estre exécutez, par la manière que déposé l'a dessus.... Et dit que en pluseurs lieux sont les cas pareilz, comme en la ville de Chaalons[-sur-Vesle], duquel lieu monseigneur l'arcevesque est seigneur et hault justicier, et quant il a aucun prisonnier prins en icelle ville par ses gens et officiers, et il est condempnez à recevoir mort, les gens et officiers dudit monseigneur l'arcevesque le baillent tout jugié à cellui qui est vidame de Chaalons, qui le mainne et fait mener exécuter à ung gibet qui est assez près du prioré de Saint-Michiel, hors dudit Chaalons; et pareillement quant aucuns criminelz sont prins par le prévost de Ou[l]chie[-en-Tardenois], qui est prévosté et chastelerie royal, et l'un des ressors anciens du bailliaige de Vitry, est mené illeques par le prévost,

et son procès fait par les hommes fiévés jugans tous les jugemens, et ilz sont par eulz condempnez, on les baille à cellui qui est viconte d'Ouchie, tout jugié, et en fait faire l'exécution derrienne, si comme il a oy dire à pluseurs baillis, prévosts, procureurs et autres officiers dez villes de Chaalons et Ouchies; et n'a point souvenance qu'il ait veu les cas advenir. Requis quelle différence il y a entre jugier et justicier? dit que, selon son entendement, il y scet peu de différence; et ly samble que cellui qui fait le jugement, mesmement quant il ly appartient, et qui at la confiscation des biens de cellui qui est jugié estant en sa justice, est et doit estre réputé hault justicier, et est exploit de haulte justice; et n'est cellui qui fait l'exécution que exécuteur de la sentence; et plus ne scet desdis articles.

Signé R. La Barbe, *et paraphé.*

Autres tesmoings oys et examinez par nous commissaires dessudis, présent ledit juré, le second jour dudit mois d'avril, an dessudit.

Jesson Lofficial, erpenteur, demourant à Reins, aagié de LXIII ans ou environ, tesmoing produict par lesdis religieux, autresfois juré, oy et examiné les jour et an dessudis sur le XIXe article, en tant qu'il se adapte ou puet adapter aux VII, VIII et XIIIe articles des briefs articles desdis religieux opposans et deffendeurs, contre monseigneur l'arcevesque de Reins impétrant et demandeur; et requis sur icellui article... dit, et dépose par son serment,.... qu'il a XXXVIII ans ou environ qu'il estoit demourant en la ville de Saint-Liénart-lez-Reins, appartenant à l'aumosnier de l'église Saint-Remy de Reins, en laquelle il demoura et a demouré l'espace de IX ans, et depuis a demouré en la ville de Reins, en laquelle il demeure encores de présent, et dès ce temps a oy dire et tenir publiquement que les religieux, abbé et convent de Saint-Remy estoient seigneurs du ban Saint-Remy de Reins, etc.....

Signé R. La Barbe, *et paraphé.*

Autres tesmoings oys et examinez par nous commissaires dessus nommez, présent ledit juré, le III[e] *jour dudit mois d'avril, an dessudit.*

Jehan Gringault, jardinier, demourant à Reins, aagié de LVII ans ou environ, etc.....

Signé R. LA BARBE, *et paraphé.*

Religieuse et honneste personne damp Pierre Roberchamp, religieux de Saint-Marc de Soissons, et prieur de la prioré de Choisy, aagié de XXXVIII ans ou environ, tesmoing produict par lesdis religieux, autresfois juré, oy et examiné les jour et an dessudis sur le XXIIII[e] article, en tant qu'il se adapte et puet adapter aux II, III, IIII, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIIII, XVI, XIX, XXI, XXII et XXIII[e] articles des briefs articles desdis religieux,.... dit, et dépose par son serment, en parolle de presbtre, la main mise au pis, qu'il a XXVIII ans qu'il fut fait religieux de l'église Saint-Remy de Reins, en laquelle il a demouré tout continuelment l'espace de XVIII ans..... Requis quelle cherge le chastelain a, à cause de son office : dit qu'il n'y en scet aucunes, synon qu'il est tenu, se bon ly samble, d'aler de nuyt avec les mayeur et sergens desdis religieux faire guet et garde de nuyt au long dudit ban, ès hosteleries et tavernes d'icelluy ban; et sy est tenu chacun an de contribuer d'une somme d'argent, ne scet quelle, à ung disner qui se fait chacun an par la justice desdis religieux, le jour des Cendres, et autre cherge ne scet..... Bien scet que lesdis religieux ont ou pourprins de leur église bel et notable auditoire, ouquel les mayeur et eschevins desdis religieux ont acoustumé de toute ancienneté illeques seoir ordinairement deux ou trois fois la sepmainne, c'est assavoir le mardi, le juedi et le dimenche; et illeques tenir la congnoissance de toutes causes meues par-devant eulz; et y a veu, lui déposant, pluseurs conseilliers de la ville de Reins fréquenter très souvent ledit auditoire, et pratiquer par-devant iceulz mayeur et eschevins. Dit aussy que près d'icellui auditoire a une bonne prison bien fermée à clef et à serre, où a veu détenir pluseurs personnes prisonniers; et sy a veu oudit audi-

toire le bailly desdis religieux tenir ses plais, et avoir la congnoissance des serviteurs de l'église quant ilz délinquoient, des sergens, du mayeur, eschevins et autres personnes forainnes non demourans ou ban desdis religieux; et dit, sur ce requis, qu'il ne ly vit onques tenir congnoissance de cause de ressort en cas d'appel, et sy ne ly vit onques tenir assises... Bien se recorde aussy qu'il a environ XVI ans que Jehan Contet, pour lors demourant en la ville de Reins, ayant pluseurs et grant foison terres arables ès bans desdis religieux, et en leur seignourie et justice, se partit d'icelle ville de Reins pour aucuns cas que l'en ly mettoit sus; et après son partement, lesdis religieux saisirent et mirent en leur main toutes les terres que avoit icellui ès bans d'iceulz; et d'icelles terres ont prins et levé les prouffis; et mesmement se recorde bien que, environ XI ans a eu en l'aoust derrien passé, lesdis religieux despouillèrent les terres d'icellui estans en leurdit ban, et en vit, lui déposant, mectre la despouille en une grange assise près du persueil estant lez l'aumosne Saint-Remy; et en ont joy iceulz religieux jusques ad ce que messire Jehan Cauchon, seigneur Du Godart, obtint lettres de don d'icelles terres du roy Henry, pour lors régnant par-deçà, et fut environ cinq ans après la despouille dessudicte. A veu du temps que Rogier de Suippes estoit mayeur d'iceulz religieux, qui a esté puis cinq en çà, durant la foire à Saint-Remy, qui se tient chacun an en icellui ban, prendre les aulnes des drapiers forains venans vendre draps oudit ban, les adjuster à la mesure desdis religieux; n'en vit onques aucunes déclairier trop petites dont il ait mémoire..... Ne scet se ès termes desdis bans, les deux pièces de terre dont déclaration est faite ou XIIIe article, et qui jadis appartinrent à feue Meline de Laudience, sont assises ou non, nonobstant qu'il ait oy dire qu'elles y soient assises..... Oultre dit que des possessions et saisines et drois par lui dessus alléguez, a veu lesdis religieux, tant par eulx comme par leurs officiers en justice, joïr et user par tout le temps dont dessus a parlé, continuelment et derriennement, sans ce qu'il ait seu que aucun empeschement leur en ait esté mis au contraire, synon ce présent; et avec ce que se les deux pièces de terre dont ce présent procès est meu, sont assises ès bans desdis religieux, ce qu'il ne scet, la justice d'iceulz religieux licitement a peu exploitier sur icelles; et du seurplus desdis

articles scet ce que dessus en a déposé, et plus ne autre chose du contenu èsdis articles ne saveroit déposer; sur tous oys et diligemment examinez.

Signé R. La Barbe, *et paraphé.*

Autre tesmoing oy et examiné par nous commissaires dessus nommez, le XVIIe *jour du mois de novembre, l'an mil* CCCC *et* XXXII, *et les jours ensuivans.*

Jehan Roussel, dit le Grant-Jehan, sergent du ban Saint-Remy de Reins, aagié de LIIII ans ou environ, autresfois juré; oy et examiné les jour et an dessudis, sur le XXIIIIe article des articles d'iceulz religieux, en tant qu'il se adapte et puet adapter au IIe article, en tant qu'il [est?] dit en icellui que lesdis religieux sont seigneurs d'une partie et porcion de la ville de Reins, etc., et aux III, IIII, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIIII, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXI, XXII et XXIIIe articles des briefs articles d'iceulz religieux, et requis qu'il en scet : dit, et dépose par son serment, que l'an mil IIII^c^ et VIII, ou environ, il fut créé et institué sergent de messeigneurs les religieux de Saint-Remy de Reins, et depuis ce temps a exercé continuelment icellui office de par lesdis religieux; et par ce a sceu et scet... que la terre et jurisdicion d'iceulz en la fermeté d'icelle ville de Reins se commençoit en rue dicte Nuefve-Rue, près dez Vaulz-des-Escoliers, à une pierre troée estant sur la rue, au coing du jardin Oudinet de Roye, et que tient à présent Jehannin Le Picart, frappant tout oultre d'icellui lieu par les jardinaiges jusques aux murs de la ville estans sur la rivière de rue de Molin, près desquelz murs a ung jardin que l'en appelle le jardin Saint-Nichaise, au boud duquel a ung petit estang dont la buisine de bois touche audit estang, et par laquelle l'yaue de Veesle vat ès fossez qui sont près dudit jardin, fait la séparation de la terre et jurisdicion desdis religieux de Saint-Remy, et de ung peu de justice que ont assez prez les religieux de Saint-Nichaise; c'est assavoir au lez vers rue de Molin auxdis de Saint-Remy, et d'autre lez auxdis de Saint-Nichaise; et s'extent oultre icelle justice de Saint-Remy, et sur la rivière, jusques à certains boschés qui sont illeques sur ladicte rivière, dont il ne scet la

déclaration, ne à qui ilz appartiennent; et du lieu d'iceulx murs à l'endroit d'icelle buisine, en alant tout autour de la fermeté d'icelle ville, c'est assavoir en montant vers rue de Molin jusques au mylieu de la porte que on appelle la Porte-Murée de Saint-Nichaise, et d'icelle moitié de porte en descendant environ par le mylieu des jardins de la rue dicte la rue Saint-Nichaise jusques à une pierre qui est en une ruelle où respont la porte de l'ostel Emont, et presques au mur d'icelle maison, à l'endroit de la cheminée d'icellui hostel, et d'icellui lieu à une pierre ou bonde estant contre et à l'endroit du piller faisant le coing de l'église Sainte-Nourice, vers le cimetière de Saint-Jehan; et d'icellui lieu parmy une sente qui est entre le cimetière de Saint-Martin et cellui de Saint-Thimothieu, en descendant par-dessoubz une chayne tenant ausdictes deux églises, et en descendant au long de la sente estant au-dessoubz d'icelle chayne, faisant séparation du cimetière Saint-Martin et cellui de Saint-Thimothieu, droit à la cherrière, jusques à l'endroit de l'uys du curé de Saint-Thimothieu, et d'icellui lieu au coing de la maison des Créneaux fendant oultre environ par le mylieu des jardinaiges estans entre la rue de Barbastre et rue Perdue, en descendant droit à une pierre de croye, où à présent at une croix regardant sur la rue Perdue, à l'endroit de laquelle et hors le mur a ung pez de bois; depuis laquelle pierre dessus désignée estant au coing de Sainte-Nourice, et jusques à ladicte pierre de croye, lesdis religieux ont jurisdicion d'un costel, et messieurs de chapitre d'autre; c'est assavoir lesdis de chapitre du lez vers Barbastre, et lesdis de Saint-Remy de l'autre lez, depuis les lieux et places dessus désignez, et du lieu où est assise icelle pierre de croye, tout droit au coing de la rue de Baing, et d'icellui lieu jusques à la pierre trouée dessus nommée, et jusques ou mylieu de la chaulcie du lès devers la rivière, est et se extent la jurisdicion d'iceulz religieux; et de l'autre est la jurisdicion de monseigneur de Reins, et de messieurs de chapitre..... Et dit qu'il a oy pluseurs fois dire que les terres qui sont assises entre la porte Saint-Nichaise et le puis de Vrilly on dit estre assises ou grant ban Saint-Remy; et les autres assises depuis ledit puis jusques à Vrilly, estre assises ou petit ban Saint-Remy; esquelz bans il a exploitié et fait pluseurs exploix comme sergent dudit ban, sur plu-

seurs terres arrables situées et assises en iceulz bans; et mesmement est bien recors que puis VII ans en çà, à la requeste de dame Agnès de Bazoches et de Thomas son filz, il a saisi la despouille de pluseurs terres arrables appartenans à iceulz dame Agnès et Thomas, situées et assises ès mettes des grant et petit bans dessudis, et que tenoient pour lors à cense ou louaige Le Camus de Vignicourt, Thomas Pichot et le maire de Dricourt, par deffault de paye, adfin que iceulz censiers ne despouillassent icelles terres sans le congié d'iceulz dame Agnès et Thomas..... A prins oudit petit ban, entre le molin Huon et Saint-Bernart, environ XVI ans a, ung nommé Robin le Bergier, qui chevoit des wasons pour messire Ferry de Grant-Pré, chevalier, sans ce que ledit Bergier eust de ce prins congié au mayeur, ni autre officier d'iceulz religieux; lequel Bergier, lui déposant, mena prisonnier ès prisons d'iceulz religieux, et sy porta ses peles et autres utilz en la taverne; et après ce que ledit Bergier ot amendé ce que dit est en la main de Jehan Damphale, pour lors mayeur dudit ban, d'amende de soixante solz parisis, ladicte amende ly fut quictée et donnée en pitié et compassion de ce qu'il estoit poure homme qui à grant peinne avoit de quoy vivre, parmy ce qu'il paya environ trois ou quatre solz que ledit déposant et autres officiers avoient dépendu sur lesdis utilz; et par ainsi fut ledit Bergier mis hors de prisons..... Oultre dit qu'il est bien recors qu'environ XVI ans a, ung nommé Gérart le Cordier de Courmelois batit près de la porte Dieu-ly-Mire, en la terre et jurisdicion desdis religieux, ung nommé Thierry Culparterre, masson, qui ouvroit de son mestier près de ladicte porte, lequel Thierry se plaingnit dudit Cordier à Jehan Damphale, pour lors mayeur dudit ban, et à lui qui dépose, disant que ledit Cordier s'enfuyoit; et lors ledit déposant courut après, et l'ataingnit en ung champ séant ou grant ban, assez près du puis de Vrilly dessus déclairié, et illeques le print, et l'admena prisonnier ès prisons desdis religieux, où il fut jusques ad ce qu'il l'ot amendé d'amende de soixante solz parisis, pour ce qu'il avoit fait sang audit Culparterre, et que l'en a acoustumé d'avoir oudit ban, d'une bature faite à sang, amende de soixante solz parisis; et sy fut condempnez par ledit mayeur à faire garir à ses dépens ledit Thierry Culparterre, et par ainsi fut mis hors desdictes prisons. Dit

encores, lui déposant, que depuis trois ans en çà, à la requeste du prieur de Saint-Bernart, il saisit et mit en la main desdis religieux certainne quantité de gerbes estans en deux champs : l'un appartenant audit prieur, et l'autre à Baudenet Leboutillier, tenans ensemble, séans ou grant ban, bien près de certainnes terres naguères appartenans à Jehan de Pertes, par lui depuis vendues à Husson Saigot; et fit ledit déposant la saisine à la resqueste dudit prieur, pour ce que icellui prieur disoit que les gens dudit Baudenet avoient soyé une partie desdictes gerbes sur le champ dudit prieur, lesquelles gerbes ilz s'efforçoient de vouloir transporter; après laquelle saisine faicte, lesdis prieur et Baudenet se accordèrent, et se rapportèrent de leur débat au dit de laboureurs; ne scet comment ilz firent de l'amende de ladicte saisine, bien scet qu'il fut paié de son salaire d'avoir fait ladicte saisine. Et sy dit que environ XII ans a, certainnes terres arrables séans oudit grant ban, appartenans à Jehan Contet, furent saisies et mises en la main du Roy, en la présence de lui qui dépose ad ce appellé comme justice, par Jehan d'Esparnay, receveur de Vermendois; laquelle saisine ledit receveur faisoit par occasion de ce que ledit Jehan Contet tenoit le parti contraire au roy d'Angleterre, qui pour lors tenoit en son obéissance la ville de Reins et le pays d'environ; et fut ledit déposant commis de par le Roy au gouvernement desdictes terres pour icelles despouillier, lequel les fit moissonner, et la despouille mectre en une grange à Reins; et ce fait, ledit receveur fit batre le blef desdictes terres, et en print l'argent au prouffit du Roy..... Dit oultre que de tout son temps il a oy dire publiquement et notoirement en la ville de Reins, que anciennement avoit près de l'église dudit Saint-Remy ung chastel, lequel il ne vit onques; mais bien a veu une porte qui encores est près de ladicte église, appellée la porte Hermé, qui estoit, si comme on dit publiquement et notoirement à Reins, la première porte dudit chastel; et sy a en icelluy certains murs à créneaux qui vont depuis ladicte porte bien aval vers Nuefve-Rue, que on dit estre les murs dudit chastel, entre lesquelx murs est enclose l'église dudit Saint-Remy et l'église de Saint-Julien; et dit l'en que au lieu où est assise ladicte église de Saint-Remy, ledit chastel estoit; et que à l'endroit où est le corps de monseigneur Saint-Remy, estoit le donjon d'icellui chas-

tel, duquel chastel a encores pluseurs apparances, tant desdis murs à créneaux comme de certains fossez estans prez desdis murs en aucuns lieux; et sy dit que de tout son temps il a veu en ladicte église ung religieux nommé le chastelain..... Dit aussy que ou petit ban dessus déclairié, et hors la fermeté de la ville de Reins, at certainnes terres, mesmement depuis le molin Huon jusques à Vrilly, lesquelles sont reddevables de ventes et vestures envers icellui chastelain, toutes et quantes fois que l'en les vent; et appelle l'en icelle terre la terre de Chastellain, laquelle pareillement s'extent oultre la porte de Frichambault, et oultre Poncel OEudon, qui se commence à ung gros terme que l'en appelle le terme de Chastillon, et s'en vat jusques au mylieu du bois de l'aumosne de Saint-Pierre-aux-Nonnains, et s'extent jusques ès vignes Gerbert; esquelz lieux et places icellui chastelain a justice et jurisdicion; et pour icelle exercer ly a veu avoir sergens propres, et encores a présentement; et dit oultre que cellui qui est sergent de Chastillon de par ledit chastelain est exempt des arrestz coustumiers dont on use ou ban desdis religieux à Reins au regard des forains, posé ores que cellui qui est sergent fût demourant hors d'icelle ville, et non privilégié desdis arrestz; lequel office de chastelerie, depuis dix ans en çà, il a veu communément tenir et exercer à cellui qui a esté et est mayeur desdis religieux, et a bien veu, lui déposant, que on en rendoit à cellui qui est chastelain dix livres parisis de prouffit. A aussi cellui qui est chastelain droit de commectre avec le mayeur desdis religieux regart sur les pourceaux qui se vendent oudit ban. A aussy droit de prendre la moitié d'un triquet, qui est une table là où on a acoustumé de jouer à blanc et à noir à ung instrument que on dit Triquet, et laquelle table se baille à ferme chacun an par lesdis mayeur et chastelain, et y prent ledit chastelain moitié en tout.... Dit, sur ce requis, qu'il tient que on appelle icellui petit ban, le ban Chastelain, pour ce qu'il deppend de la terre que on dit de Chastillon dont dessus a parlé; dont ce est venu, il ne scet. Et avec ce est bien recors que depuis XII ans en çà, feu Watelet de Maisières, et Husson Hermend, dit Le Barroix, sergent du bailliage de Reins, prinrent, assez près du molin Huon et ès termes dudit petit ban, ung nommé Person Maireau, mosnier, demourant audit molin Huon, pour ce qu'ilz disoient icellui avoir

peschié à harnas deffendu à peschier, et icellui enmenèrent prisonnier à Porte-Mars par les champs, sans entrer en la ville; et tantost aprez Oudart Drouet, comme procureur desdis religieux, et lui déposant, furent icellui requérir à maistre Jehan Roberchamp, pour lors bailly de Reins, en requérant réparation estre faite dudit exploit sur le lieu où il avoit esté prins; par lequel maistre Jehan Roberchamp fut ordonné et commandé audit Watelet et Barroix, que icellui prisonnier remenaissent au lieu où ilz l'avoient prins, et le rendissent et restituaissent audit Drouet et déposant, en les blasmant fort de ce qu'ilz l'avoient prins; lesquelz sergens dirent que sy feroient-ils, et s'en alèrent à Porte-Mars, où estoit ledit prisonnier, et icellui admenèrent jusques à une appuyée estant hors et au-devant du cloistre de l'église de Reins, à laquelle estoit lors ledit bailly, et lesdis Drouet et déposant prièrent et requirent iceulz sergens ausdis bailly et Drouet, procureur, que ledit prisonnier volsissent reprendre, sans ce qu'ilz fuissent contraints de le remener sur le lieu où ils l'avoient prins, dont ledit procureur desdis religieux fut content, parmy ce que iceulz sergens prommirent de non plus exploitier en la justice desdis religieux; et, depuis, ledit Barroix, comme sergent dez yaues et dez forestz, est venu demander justice au mayeur de Saint-Remy pour exploitier sur les mosniers demourans oudit molin, à cause de ce qu'il disoit iceulz avoir harnas deffendus à peschier. Oultre dit qu'il est natif de la ville de Reins, en une rue que l'en appelle rue de Quatreulz, qui est assise ou ban et justice desdis religieux, ouquel ban il a demouré tout son temps, synon environ IIII ans qu'il a demouré hors d'icellui ban, ouquel encores demoure à présent; et, dès le temps qu'il a eu congnoissance, a veu oudit ban Saint-Remy, mayeur, eschevins, sergens, messiers, bailly ou garde de justice, etc....... Et a veu lui déposant, dez le temps dont dessus a parlé, lesdis religieux estre en possession et saisine de tenir et maintenir le ban desdis religieux, que aucuns appellent le chastel de l'église Saint-Remy, avec toutes ses appendences et aisances, tant dedens Reins comme dehors, soubz le ressort et souverainneté du Roy, frans, quictes et immuns de toute autre justice, mesmement de monseigneur de Reins, et de tous autres... Avec ce a veu lui déposant...., environ XV ans a, prendre oudit ban,

près de Frichembault, par les gens et officiers desdis religieux, ung homme dont il ne scet le nom, lequel fut mené prisonnier ès prisons desdis religieux, et illeques, pour ce qu'il sambloit estre homme de guerre, fut interrogué en la présence de lui qui dépose, de sa vie, estat et renommée; lequel confessa qu'il avoit esté présent à bouter le feu à Irson, et chevauchié avec les gens d'armes; et fut son procès veu et conseillié par pluseurs conseilliers de la ville de Reins, et finablement fut condempnez par la justice desdis religieux à recevoir mort au gibet.... Bien se recorde que ledit homme, après sa sentence rendue, fut mené par lui déposant et autres officiers desdis religieux, jusques à une pierre....., et illeques fut ledit homme baillié et délivré par Rogier de Suippes, doyen desdis religieux, au prévost de Reins, qui illeques l'attendoit; et en le baillant ledit doyen demanda audit prévost qu'il demandoit? Et ledit prévost respondit par telz mots : « Je demande cest « homme ycy. » A quoy ledit doyen respondit : « Faictes ce que vous « devez, et on le vous baillera; » en tendant la main. Après lesquelles paroles dictes ledit prévost bailla audit Rogier de Suippes.... trente deniers parisis, tous en parisis; et quant ledit doyen lez ot receus, il frapa de sa main ung cop sur le col dudit homme, et le bailla audit prévost, en disant : « Prévost, je vous baille et délivre cest homme ycy, « pour le justicier au gibet de Reins, comme murtrier et bouteur de « feux, lequel sera convoyé par les officiers de messeigneurs de Saint-« Remy jusques à la croix de fust, où le boureau l'actent. » Et ce fait fut ledit homme mené jusques audit lieu de la croix de fust par lez mayeur, sergens et officiers desdis religieux, et illeques fut mis en la main du boureau ou exécuteur de justice, lequel le mena au gibet de Reins; et alèrent ledit déposant, et autres officiers desdis religieux, audit gibet pour veoir quelle diligence seroit faite de exécuter ladicte sentence; lequel homme fut illeques trahinez, pendus et estranglez, en la présence de luy déposant, et de pluseurs autres. Et pareillement fut prins oudit ban par les officiers desdis religieux, assez près de l'eschiele dudit ban, ung nommé Jehan Berangier que l'en disoit estre coulpable de la prinse du pont de Mielan, fut interrogué, et confessa ledit cas; et son procès veu par pluseurs conseilliers de Reins, fut condempnez par maistre Pierre Toignel, pour lors et à présent bailli desdis reli-

gieux, à recevoir mort; et ce fait, fut mené jusques à ladicte pierre, etc... Fut aussy prins oudit ban, environ IIII ans a, par ledit déposant, comme sergent des appellans dudit ban, Person Bedelet, bouchier, lequel se disoit estre appellant de la justice desdis religieux, lequel, pour ses démérites, après son procès fait par maistre Jehan Convent, Jehan Fournel et Jehan Gouvion, juges desdis appellans; et icellui procès veu par pluseurs conseilliers de Reins, fut eslargis à pluseurs journées et par pluseurs fois, et finablement, pour ce qu'il ne revint point à l'une des journées qui assignée ly estoit, fut mis en deffault, et, par vertu d'icellui, il fut déclairié à estre banny dudit ban, et ses biens confisquez auxdis religieux; et néantmoins ledit déposant, comme sergent desdis juges dez appellans, ala adjourner ledit Bedelet à Champflory, à Rilly et Chaingny, esquelz lieux ledit Bedelet avoit héritaiges; et en iceulz lieux adjourna à haulte voix, à l'issue de la messe, aux personnes des habitans desdictes villes, en eulz faisant commandement qu'ilz ly feissent savoir ledit adjournement, se ilz le povoient trouver; et sy saisit, ledit déposant, en la présence des habitans desdis lieux tous les héritaiges quelconques qu'il pot savoir et trouver appartenans audit Bedelet; lequel Bedelet, environ demy-an après ledit adjournement, fut prins par le prévost de Laon, en la ville de Villedommange, et constitué prisonnier à Reins; auquel prévost lesdis juges exposèrent comment ledit Bedelet avoit esté leur prisonnier eslargis, comment il avoit esté mis en deffault et banni, comme dit est, en requérant à icellui prévost que il leur volsist rendre et restituer ledit Bedelet, pour le justicier, ainsi qu'il appartenroit. Lequel prévost, en obtempérant à leur requeste, après ce qu'il leur en ot fait pluseurs reffus, lui conseillié sur ceste matière, leur bailla et délivra ledit Bedelet, lequel, après ce qu'il ot confessé en la présence desdis juges, et de lui déposant, pluseurs crismes et maléfices, fut condempnez par lesdis juges à recevoir mort; pour entériner laquelle sentence, il fut mené à ladicte pierre, etc..... Est bien vray aussy que longtemps a, et avant qu'il fust sergent desdis religieux, il vit une femme que l'en disoit estre chambrière du curé de Juniville, ou Bazancourt, ne scet lequel, détenir prisonnière à Reins ès prisons desdis religieux....., et menée par la porte Dieu-ly-Mire jusques au lieu dit au Leingne, en une place où

lesdis religieux ont justice, comme ils disoient; et là estoient les espines et bourées toutes apparilliées pour icelle ardoir, et l'eust esté à l'eure qu'elle vint là, se ce n'eust esté l'empeschement que y bailla la justice de monseigneur de Reins, qui là seurvint, et ne vot pas souffrir que icelle femme fust arse, pour ce qu'ils disoient que l'en leur devoit baillier et délivrer comme les autres dont dessus a parlé; ce que débatoient et débatirent les gens et officiers desdis religieux, disans icelle avoir esté prinse hors la banlieue de monseigneur l'arcevesque, et en l'une des villes et en la justice desdis religieux, et par ce à eulz en appartenoit l'exécution; et, pour empescher icelle exécution, les officiers de monseigneur de Reins qui lors estoient prinrent le bourreau et l'emmenèrent prisonnier; et y ot telle altercation et débat, que ladicte exécution ne fut pas faite ce jour, et falut icelle femme mener jusques à la ville de Witry, ou autres villes assez près, où il la falut garder de nuyt par la justice d'iceulx religieux; et le lendemain, au point du jour, fut ramenée par icelle justice audit lieu de Leingne, et illeques arse et brûlée par la justice d'iceulz religieux, comme il a oy dire à ceulz qui furent présens. N'y fut point lui déposant, combien qu'il eust esté à la conduire jusques au lieu; mais le soir s'en retourna en son hostel, et le lendemain au point du jour, lui estant ou clochier de Saint-Remy, vit et parceut le feu..... A veu ung nommé Le Flamignon, Guillaume Trichet, etc....., et Jehan de Louvain, eschevins desdis religieux, ausquelz eschevins compète et appartient le jugement des demourans oudit ban Saint-Remy, et au mayeur l'appointement; et au regart dez forains poursuis par-devant le mayeur, à icellui en appartient le jugement et toute la congnoissance..... Dit que cellui qui est messier at la garde des terres situées et assises ès grant et petit bans dessus nommez, et encores passent oultre jusques oultre Saint-Lyénart, près de la Pompelle; et vont jusques ad ce lieu, pour ce que les terres qui y sont, sont de l'aumosne Saint-Remy; et sont creus telz messiers de leur rapport, et prennent prouffit ès amendes qui viennent ès termes de leur garde, et à cause leur garde, c'est assavoir XII deniers parisis; et les mayeur et chastelain XVIII deniers..... Ne scet, sur ce requis, quelle prééminence et quel droit un hault justicier doit avoir; toutesfois, il lui samble que puis que ung justi-

cier a toutes confiscations, attrayères et biens vacans de ses subgés, comme ont lesdis religieux, il doit estre tenu et réputé pour hault justicier, et par ce lui samble que lesdis religieux sont haulz justiciers desdis bans; et sy ont justice moyenne et basse en iceulz bans, comme il appert par l'eschiele dressiée ou marchié dudit ban, où il a veu eschieler pluseurs personnes de par eulz..... Avec ce ledit déposant de tout son temps a veu lesdis religieux estre en possession et saisine de prendre, avoir et parcevoir en leurs bans, c'est assavoir en la fermeté de la ville de Reins, et dehors, du costel de la porte Dieu-ly-Mire..., cens, portans ventes et vestures, qui sont deubz au regart des héritaiges assis ou ban de Murigny, etc....., lesquelz cens il a veu paier par pluseurs et diverses années par ceulz qui tenoient héritaiges èsdis bans au dehors de la ville de Reins, et aussy par ceulx qui avoient héritaiges en icelle ville; lesquelx héritaiges estans en ladicte ville de Reins doivent cens, et en est chergiée chacune pièce sans quelconque exeption, fors deux maisons tant seulement; c'est assavoir une assise oudit ban, en lieu dit en Fole-Peinne, et qui jadis appartint à Estiene le Rebelle,..... et l'autre tient que ce soit la maison où à présent demeure Jehan de Laporte, et qui jadis appartint à feu Guillaume Cocrenel, autrement ne le scet; et lesquelx cens appartiennent à cellui qui tient à ferme la mairie d'iceulz religieux; et sy ly appartient le droit de bourgoisie qui est tel, que ung chacun demourant ou ban desdis religieux, tant en la fermeté, comme dehors, faisans feu et chief d'ostel, est tenu de paier chacun an audit mayeur pour lesdis religieux, au jour Saint-Remy, ou chief d'octobre, douze deniers parisis de bourgoisie, se tel habitant ou demourant n'est clerc, noble, ou officier d'icelle église, comme mayeur, eschevins, sergens et doyen; et sy dit que toutes et quantes fois qu'il y a roy sacré à Reins, ung chacun habitant dudit ban, tant en la ville de Reins, comme dehors, est tenus et doit à monseigneur l'abbé de Saint-Remy douze deniers parisis, de quelque condicion que soient les demourans oudit ban; et icelle reddevance a aidié à quérir depuis le sacre du roy nostre sire, Charles, à présent régnant, et a esté présent où les habitans oudit ban l'ont paié, du moins la plus grant partie; et a oy dire que pareillement en sont tenus les demourans et habitans ès villes et justices d'icelle église, hors

ladicte ville de Reins, et est ce à cause du disner que fait ledit monseigneur l'abbé, au roy nostre Sire, le lendemain de son sacre. Requis se il saveroit déclairier sur quelz héritaiges lesdis religieux prennent cens, ventes et vestures, tant en la ville de Reins, comme dehors, dit que au regart du cens, il est général, exepté au regart de deux maisons, comme dessus a déposé; et au regart des ventes et vestures il en y a pluseurs où lesdis religieux ont ventes et vestures, les seigneurs de Saint-Thimothieu pareillement; les coustres de Saint-Remy pareillement, ventes et vestures sur aucunes que on dit estre assises ou cloistre des coustres de Saint-Remy, lequel cloistre est une partie d'icellui ban assise à une maison près et au-dessoubz du Pot-d'Estain, appartenant à Husson Saigot, et de l'autre lez d'icellui Pot-d'Estain en alant d'icellui lieu tout bas vers Nuefve-Rue, et en tournant vers rue Perdue, ouquel lieu de rue Perdue tous les jardins, au moins la plus grant partie, estans assis du lès vers Barbastre, sont réputez dudit cloistre, et redevable de ventes et vestures auxdis coustres; et les seigneurs de Saint-Thimothieu prennent ventes et vestures sur les héritaiges situez et assis depuis la porte Dieu-ly-Mire, du lez du Héaulme, jusques à l'ostel Emon, et aussy à six maisons assises ou marchié du ban Saint-Remy..... Pareillement prennent ventes et vestures sur certains héritaiges assis oudit ban, en rue de Frichambault, mesmement depuis icelle porte de Frichambault du lez vers Chantereinne, en montant droit à mont jusques environ une maison appartenant à Jehan Godin, assise au-devant ou assez prez du pissot de l'aumosne; et sy en y a en ladicte rue, de l'autre lez, où ledit aumosnier prent ventes et vestures; et ce droit leur a veu lever et en joïr paisiblement, pareillement ausdis coustres. Toutesfois dit que s'il advenoit que aucun fust reffusant de paier ses ventes et vestures ausdis de Saint-Thimothieu ou coustres, iceulz ne les pouroient contraindre à eulx paier, synon par la justice desdis religieux, par-devant laquelle en a veu pluseurs en procès, tant à la requeste desdis de Saint-Thimothieu, comme desdis coustres; et aucune fois les a veu contraindre par adjournement, et autres fois par la saisine, et desmission, ou deppendue des huys de leurs héritaiges ainsi redevables, qui se fait par les sergens desdis religieux; et ainsi l'a veu faire par tant de fois qu'il ne saveroit dire, et encores à présent le fait-on quant

le cas le requiert; et quant au regard desdis religieux, dit qu'ilz prennent leurs ventes et vestures sur pluseurs autres héritaiges assis en leur ban qui seroient loings à déclairier, et aussy ne les saveroit-il déclairier..... A veu aussy faire oudit ban pluseurs crix et publications de par lesdis religieux : c'est assavoir, en temps d'esté que l'en envoye les bestes aux champs, sans lez retenir à la ville, sur peinne d'amende de cinq solz parisis; et aussy à la foire à la Saint-Remy, que l'en ne expose en vente aucunes denrées aux regretiers jusques à certainne heure que l'en déclaire, adfin que le poure peuple soit pourveu, à peinne de LX solz; et aussy à la fois que ung chacun oste les fiens de devant son huis, à peinne de cinq solz d'amende..... Et sy a veu baillier congié au mayeur et chastelain desdis religieux, les eschevins ad ce appellez, de faire saillie sur le chemin, sans le congié desquelz ensemble l'en ne le puet faire, à peinne d'amende de soixante solz, comme dessus a déposé. A veu aussy iceulz religieux estre en possession et saisine passez XXIIII ans, et encores sont, de avoir viconte en leur ban, droit de tonnieu, de sterlaige, brassiage, rouaige, vergaige de vins et mesuraige de charbon; lequel viconte, à cause de sondit office, prent moitié ou droit de tonnieu qui se prent et liève ou ban desdis religieux, et l'autre moitié appartient au viconte commis de par monseigneur l'arcevesque oudit ban; et est icellui droit de tonnieu tel, que se aucune personne foraine achète vin ou ban desdis religieux, et il les cherge sur cherrete ou sur ung charre, il doit deux deniers pour le vin chergié sur la cherrete, et quatre deniers pour le vin chergié sur le char; et se une personne forainne vend ung cheval oudit ban à une autre personne forainne, ung chacun d'eulz doit audit viconte quatre deniers parisis pour le droit du tonnieu; et se ilz ne sont forains, ilz n'en doivent point. Qui vent fruit oudit ban, à sachiés, à hotes, ou penniers sans ance, il doit tonnieu s'il est forain; c'est assavoir à chacun viconte une hauée de tel fruit qu'il vent; et généralement dit que toutes personnes forainnes qui vendent denrées oudit ban à plus hault pris que six deniers, exepté sel et graisse, sont reddevables de droit de tonnieu ausdis vicontes, selon les denrées qu'ilz vendent, de l'une plus, de l'autre moins, se telles personnes toutesfois ne sont demourans en ville, payant poiture à monseigneur l'arcevesque; ouquel cas en sont exemps, synon en temps que fuche

marchié court, qui dure ung mois; c'est assavoir environ la Penthecouste, durant laquelle saison est levée une ramée ou marchié au blef de Reins, en signifiant que fuche marchié court; toutesfois dit que qui vend à pennier à ance, il ne doit point de tonnieu; et dit que se aucun trespasse le droit du tonnieu, et s'en vat sans acquicter, il est tenu d'amende de soixante solz, laquelle appartient à monseigneur l'arcevesque de Reins, dont son viconte estant en sa terre prent les deux pars, et celluy viconte qui est commis de par lui ou ban desdis religieux [, l'autre part?]. Quant au droit de sterlaige, dit que icellui droit appartient du tout ausdis religieux, et lequel ilz ont acoustumé de baillier à ferme à une personne qui a la garde dez quartelz dudit ban, èsquelz on est tenu de mesurer et délivrer le blef que l'en vend oudit ban; etc.... Et sy est vray que iceulz religieux ont en leur ban et justice ung brassieur et mesureur de charbon juré, lequel fait serment au mayeur d'iceulz religieux; etc..... et avec ce ceulz qui estoient fermiers desdis mesuraige, brassiage et criaige, qui se vent tout à une personne seule, sont tenus de payer douze gasteaulx de six cramiches d'orve, et ung sextier de vin de Beaune, quant on en puet finer, à ung disner que ont acoustumé chacun an de faire les eschevins le jour des Cendres, ouquel sont communément le chambrier d'icelle église, le bailli ou garde de la justice desdis religieux, leur mayeur, le chastelain, le doyen, les conseilliers et les sergens d'iceulz religieux...... Et quant au rouaige, dit que c'est ung droit pareil au tonnieu, et est auques tout ung. Dit oultre que oudit ban desdis religieux, a une redevance que l'en appelle chaussiaige, lequel appartient aux eschevins d'iceulz religieux, et aussy sont tenus de retenir les chaussiées; et est ledit droit tel que une chacune personne forainne cherriant parmy ledit ban, est tenue de paier chaussiaige; c'est assavoir de la cherrete, une obole, et du cher, ung denier; et l'ont communément baillié à ferme iceulz eschevins, et encores le baillent à une ou pluseurs personnes qui requiert ledit droit de chaulcie sur les redevables, et encores à présent en est fermier, lui déposant, d'une partie, c'est assavoir de la porte Dieu-ly-Mire; et Henry la Trompete, fermier à présent de la porte de Frichembault; et ainsi a veu joïr et estre en possession lesdis religieux dudit droit de chaussiaige. Quant au vergaige, dit que de tout le temps dont il a eu congnois-

sance, il a veu ou ban desdis religieux vergeurs de vins jurez par le mayeur desdis religieux, lesquelz vergent et mesurent les vins vendus en gros ou ban desdis religieux; et dit que communément monseigneur l'abbé dudit Saint-Remy donne ledit vergaige à qui que bon luy samble.... Et sy a oudit ban garde de bestes, juré et commis à la garde d'icelles de par le mayeur d'iceulz religieux, lequel en prent prouffit sur cellui qu'il y commet, et communément de sèze solz, et deux solz pour les sergens. Avec ce dit que lesdis religieux ont de tout le temps dont il a congnoissance, fours bannelz;..... et messire Pierre Folet, curé de Saint-Jehan, environ ledit temps fut poursuy pour ce qu'il avoit cuit pareillement en son four, et sy fut condempné en amende de soixante solz, et son pain perdu, et son four abatu..... Requis quans fours bannelz il y a ou ban desdis religieux, dit que de certain ne le scet; bien scet qu'il y en a ung assis devant les Carmes en Nuefve-Rue..., ung autre assis là où on dit à la montée Saint-Remy..., ung autre ou marchié de Saint-Remy, au-dessus du Pot-d'Estain..., ung autre prez de la porte Hermé..., ung en la rue de Tournebouel qui appartient à l'aumosnier; lesquelz fours a tousjours oy dire et maintenir estre bannez en telle manière que l'en ne puet cuire pain, synon en iceulz, nonobstant que lesdis fours ne soient pas de l'éritaige desdis religieux; mais ilz sont de telle nature que se aucun boulengier, ou pastissier, tient à louage aucun dez hostelz où sont assis iceulz fours, il ne puet en iceulz cuire sans le congié desdis religieux; lesquelz, pour lesdis fours, paient chacun an reddevance ausdis religieux, l'un deux frans, l'autre xx solz, l'autre plus, l'autre moins. Oultre dit que au dessoubz de Saint-Thimothieu, et prez de la maison des Créneaux, at ung four que on dit le four Chétivelle, lequel il a veu appartenir à feu maistre Gile Melinon, et l'a veu louer à feu Remion Naudet, boulengier,... lequel en rendoit, comme il a oy dire, audit feu maistre Gile Melinon, xxxii solz pour an; et à ceste cause que ledit Remion tenoit ledit four bannié en sa main, povoit avoir four autre part ès termes dudit ban, et cuire pain et autre pastisserie; et encores en use-on ainsi, comme il dit, que se aucun pastissier ou boulengier tient à ferme desdis religieux l'un des fours bannelz dessus déclairiés, il puet avoir four autre part oudit ban, et cuire soces et toutes pastisseries; et sy puent aler les habitans oudit ban seurement cuire,

posé ores qu'il ne se aidast point dudit four banné, combien qu'il s'en aideroit se bon lui sambloit. Requis en quelle jurisdicion est assis le four Chétivelle : dit qu'il est assis en la terre et justice desdis religieux, comme il a tousjours oy tenir et maintenir; et se recorde bien qu'il a esté avec aucun sergent royal, comme justice desdis religieux, sur ledit lieu de Chétivelle à faire aucuns exploix; quelz, ne pour quelle cause, ne se recorde..... A veu lesdis religieux estre en bonne possession et saisine, mesmement de tenir et maintenir toute leur justice temporelle, de toutes les terres contenues ès bans et finaiges dez grant et petit bans Saint-Remy, par lui dessus déclairiez, en leur justice, et de exploitier par justice par tous iceulz bans, par la manière que dessus est dit; ouquel grant ban Saint-Remy sont situées et assises deux pièces de terre, jadis appartenans à feue Meline de Laudience, et vendues par Jehan de Pertes à Husson Saigot, sur lesquelles il a esté pluseurs fois, et sy saveroit encor bien aler à ung champ ou deux près d'icelles; ne scet qui sont les royes; lesquelles deux pièces de terre environ quatre ans a, furent exposées en vente par ledit Jehan de Pertes, et furent criées et proclamées en pluseurs parroiches de la ville de Reins; et se recorde bien que, en les proclamant en la manière acoustumée, l'en disoit et publioit icelles deux pièces estre assises ou ban Saint-Remy; et n'est point recors que en faisant lesdictes proclamations l'en deist lesdictes terres estre assises en la justice de Saint-Remy, fors tant seulement ou ban Saint-Remy; et aussy est la vérité telle, que icelles sont assises ou lieu que on dit le ban Saint-Remy; et comme dessus a déposé, a tousjours oy dire, veu tenir et maintenir aux anciens, les terres assises èsdis bans Saint-Remy estre en la justice dudit Saint-Remy, et de ce a veu joïr et user lesdis religieux, et en estre en possession et saisine, sans ce qu'il sceut onques que monseigneur l'arcevesque, ou ses officiers en justice, ne autres, y exploita, synon le Barroix et Watelet de Maisières, qui prinrent le mosnier dont dessus a parlé, ou molin de Vrilly, qui est ou petit ban, et duquel fut faite réparation en la manière que dessus a déposé; lesquelles deux pièces de terre dessudictes, après ce qu'elles orent esté vendues et délivrées à Husson Saigot, comme derrien enchiérisseur, ledit déposant par l'ordonnance de monseigneur l'abbé de Saint-Remy se transporta sur icelles pièces de terre, et

icelles saisit, et mit en la main desdis religieux; et icelle saisine signifia audit Husson Saigot, en lui faisant deffenses que sur icelles ne se transportast pour empirer, ne amender; n'est point recors se ledit Husson s'opposa, ou non; et tient, actendu ce que dit est, c'est assavoir que les deux pièces de terre sont situées et assises oudit ban Saint-Remy, sont de la justice dudit Saint-Remy, et y povoit licitement exploitier lui déposant, et plus n'en scet.

Signé R. LA BARBE, *et paraphé.*

COUTUMES

DES

COURS ECCLÉSIASTIQUES ET CIVILES.

---

§. IV.

COUTUMES DES COURS CIVILES DE REIMS.

COUTUME DU XIII[e] SIÈCLE.

Consuetudo remensis que pro jure servatur [1].

. . . .

[1] Voir plus haut, p. 35, ces coutumes, qui font partie de la compilation intitulée : *Liber practicus de consuetudine remensi.* Voir aussi toutes les sentences que nous avons extraites du *Livre Rouge* de l'Échevinage (*Arch. adm.*, *passim*), sentences qui, à dater de 1248, offrent une série de dispositions avec lesquelles il serait facile de reconstituer le coutumier de l'Échevinage au XIII[e] siècle. Bidet n'avait pas eu sans doute connaissance du *Liber practicus*, ni du *Livre Rouge*, quand il écrivait la notice suivante, qui est d'ailleurs assez exacte pour tout ce qui ne concerne pas le XIII[e] siècle.

« On remarque dans une chartre de l'an 1273 *, donnée par un comte de Grandpré comme seigneur de Manre en Champagne, que, pour terminer le différent qu'il avoit avec les bourgeois, il y est dit que ces bourgeois seroient jugés par les coutumes de Reims, dont les échevins du lieu seroient crus; et que s'ils n'étoient sûrs desdits uz et coutumes, ils prendroient le jugement de celui que l'official de la cour de Reims ou l'archidiacre nommeroit pour conseil, ce qui fait voir l'incertitude où on étoit alors sur les dispositions desdites coutumes.

« Le plus ancien manuscrit de celles de Reims est intitulé : *Déclaration des Coutumes de Reims*, avec une courte observation de Gérard de Montfaucon, mort en 1429. Il commence par le titre : *Quelle chose est naissant ;* mais il ne contient qu'une très petite partie de ce qui a depuis été rédigé.

« En l'année 1481, deux ans avant l'ordonnance de Charles VIII qui a ordonné que toutes les coutumes seroient rédigées par écrit, celle de Reims l'a été en vertu d'une commission du bailli de Vermandois, conséquemment à un ordre particulier du roi Louis XI. Cette rédaction s'est faite en la chambre commune de l'Échevinage, par l'avis des prélats et seigneurs temporels de cette ville, leurs vicaires et échevins, de plusieurs nobles du pays, [ainsi que de plusieurs?] licenciés et praticiens, qui y sont tous dénommés **. Elle porte pour titre : « Cy sont « les coutumes de Reims, les usages, style « et communes observances des cours laies « dudit Reims, dont l'on a coutume d'user « de tout temps et ancienneté audit Reims, « en plusieurs comtés, baronnies et châtellenies, villes et villages estant à l'environ « de Reims, assis tant du bailliage de Vermandois du côté de Reims, Laon, et Châ« lons, comme ès termes de la coutume de « Champagne et du ressort du bailliage de « Vitry. »

« Cette ancienne coutume est divisée en trois parties. Il y est traité dans la première des gens nobles [*sic*, roturiers], et de leurs biens, meubles et héritages roturiers ; dans

* Une charte de mars 1240, publiée dans nos *Archiv. admin.*, tom. I, p. 907, porte : « Mansionarii « de Follepaine judicabuntur ad usum ville de Hermundivilla, et secundum *legem*, *jus*, seu *consue« tudinem* civitatis remensis. »

** Bidet se trompe ici. La rédaction de 1481 est due à quatre praticiens nommés dans les lettres de commission du bailli de Vermandois, lettres que nous imprimons en tête de cette rédaction, ou plutôt en tête du remaniement qui a été fait de cette rédaction, l'an 1507. C'est à ce remaniement seul qu'ont pris part les prélats, seigneurs temporels, échevins, etc., que Bidet indique comme ayant concouru à la première rédaction.

COUTUME DU XIVe SIÈCLE.

Cy-dessous est escripte la coustume qui est à Reins : c'est assavoir que homs ou femme serf, ou de chevage, demourant à Reins, qui muerent à Reinz, ne doivent aucune chose pour mortemain.

Livre Rouge de l'Échevinage, p. 170. — Chroniques de Champagne, 1re année, tom. II, p. 155.

[*Droit.*]

[1.] *Primo*, véritez est que en ladicte ville ne court aucune mortemain; mais se aucuns muert, tous ses biens muebles et héritaiges eschièent à ses hoirs; et se il a femme, il puest lessier à sa femme tous ses muebles, tous ses acqués et la moitié de son naiscent, c'est assavoir des héritaiges situez à la coustume de Reins; et aussi fait la femme

la deuxième partie, qui n'est plus en usage, on y donnoit le style des cours laïques et séculières; et dans la troisième il y est parlé des coutumes et usages des gens nobles, ainsi que des fiefs, seigneuries et terres nobles. On a ajouté dans un autre manuscrit, un titre qui a quelque rapport au 14e de la nouvelle coutume qui concerne les servitudes et droits réels.

« Sur ce manuscrit on a imprimé en 1553 [un texte] qui n'en diffère en aucune autre chose, sinon que la deuxième partie en a été retranchée *.

« Trois ans après, conséquemment aux lettres patentes de Henri II, du 19 août 1556, il a été par les commissaires y dénommés, procédé, en présence et de l'avis des gens des trois états à ce mandés, à la rédaction d'une nouvelle coutume de Reims....

« La coutume de Reims est appelée la coutume des femmes, en ce qu'elles y sont considérablement avantagées par le droit qu'elle leur accorde de pouvoir accepter les dispositions particulières et universelles que leurs maris pourroient faire en leur faveur, soit par contrat de mariage, soit par testament, et l'option qu'elle leur défère d'ailleurs au décès de leur mari d'opter celui des trois choix qu'elle leur offre, et qui peut leur être plus avantageux.

« On ne voit point sur quoy peut être fondée la prétendue tradition populaire dont parle le P. Anquetil, I, p. 84, que les femmes de Reims prétendent avoir obligation à saint Rigobert de la coutume de cette ville qui les favorise beaucoup dans leurs contrats de mariage **......

« ...... Les femmes courroient bien en vain toutes les coutumes de France, et les particulières même du bailliage de Vermandois, pour y trouver des avantages aussi considérables. » (Bidet, *Mémoires*, tom. IV, ch. 12.)

* Malgré l'assertion de Bidet, nous aurons à signaler plus d'une variante entre le manuscrit et l'imprimé.

** Quelle que soit la source et la valeur de cette tradition, elle n'en subsiste pas moins à Reims, où elle existait certainement du temps de Bidet, bien qu'il paraisse la révoquer en doute.

à son marit, ou à autre à qui qu'il li plaît, et tele est la coustume au lez par-devers la Champaingne à Reinz, et jusques assez près de Saincte-Manehout, et au lez par-devers Tardenois jusques à Lagery, à Aoingny, à Olisy, et à Villers-Haguenon, qui sont VI lieues airière de Reins ou environ, èsquelles il court mortemain, et non mie plus près.

[2.] *Item,* avec ce que on en use ou ban et en la terre et jurisdicion de monseigneur de Reins, en use-on en tous les chastiaus et villes appendens aus chastelleries dudit seigneur, si comme à Mouson, à Bettegniville, à Septsaulz, à Actigny, à Courmissi, à Courville, à Chaumisi, à Nogent, et autres; et aussi en use-on en tous les chastiaulz et villes qui sont des fiés dudit monseigneur de Reins, en païs, si comme en la chastellerie de Menre et autres.

[3.] *Item,* avec ce en use-on ou ban de l'église Saint-Remy à Reins, et ès villes appendantes à pluseurs priourtelz et prévostées de ladicte église : si comme Courtisot, C[h]enay, Braus, Tanay, Pombar, Chaingny-sous-Omont, la prévostée de Basencourt, la prévostée de la Montaingne de Reins, et en la ville de Cruny; avec ce en toutes les villes appendens à l'église Saint-Nicaise de Reinz, et aussis ès villes appendens aus églises de Saint-Denis de Reinz, de Saint-Thierri lez Reinz, de l'ostel Nostre-Dame de Reins, du trésorier, du chantre de l'église de Reinz, du prévost de ladicte église; si comme à Montigny, à Villers-Asneux, à Gueus, à Mouison, qui sont à nobles hommes, et en toutes les autres villes du pays appartenant tant à nobles comme à églises.

[4.] *Item,* aussi en use-on ou ban et en la terre de chapitre de Reinz, et en toutes leurs villes que il ont en potelz, si comme à Wasignis, Maubert-Fontainne, Aubigny et autres villes, qui durent assez près du Chasteler en Ardanne, et aussi ès autres villes de chapitre, si comme Trameri, Pont-Favergier, Boul-sur-Suippe, Joncheri-sur-Veelle, et en toute leur jurisdicion.

[*Fait.*]

[1.] *Item,* il est vrai que la suer de jadis maistre Estiene de Vernueil estoit femme de corps de chevage du prieur de la Chappelle à Ullay, laquelle moru à Reins, et volt yceli prieur avoir mortemain, et par acort ledit prieur, et les hoirs d'icelle, vinrent à Reins pour savoir

de la coustume; et trouvèrent la coustume tele comme dessus est dit, et par ce ledit prieur tint et tient les hoirs paisibles.

[2.] *Item,* samblablement fu ainsi fait de Philipon le wastelier, qui estoit nez de Villers-Haguenon, filz de feu Jehan le cherron, liquelz estoit homs de corps à l'église de Juerre; il paia formariage et chevage; mais quant il fu mors, il n'i orent aucun droit de mortemain, pour ce qu'il moru à Reins, et encores demeure à Reins Thiébaut le wasteliers, frères dudit Philipon.

[3.] *Item,* li maris la Cabarette, demourant à Reins, laquelle Cabarette est mercière, et vendoit en la Trisande sa mercerie, l'an [M. CCC] LXXI [1], vinrent demourer de Sergy à Reins, en laquelle ville de Sergi a mortemain de mueble et d'éritages; et avoient une fille appellée Marion. Li homs moru à Reins, par le trespas duquel ses biens escheirent à ladite Marion sa fille, laquelle Marion moru après, qui estoit femme de Saint-Mard de Soissons, à cause de leur maison de Favières-lez-Sergi.

[4.] *Item,* Lorins li Chastellains vint de ladicte ville de Sergy demourer à Reins en l'église Saint-Remy, et estoit homs de chevage de Saint-Mard de Soissons, et moru ou ban de l'église Saint-Remy.

[5.] *Item,* Jaquet d'Ourmes vint de Sergy demourer à Reins, et amena son père, sa mère, et sa femme, qui tous estoient hommes et femmes de chevage de l'église Saint-Mard de Soissons, et morurent tous à Reins, excepté ledit Jaquet; et quant tous ceuls de Sergi dont parole est furent mors, li prévos de Favières, et li baillis de Saint-Mard de Soissons, vinrent à Reins, et amenèrent avec euls le gardien de ladicte église, et moult s'efforcent de lever mortemain sur les dessus nommez; et après ce, eulz informez de la coustume de Reins, s'en départirent paisiblement de leur poursuicte en recognoissant qu'il n'i avoient aucun droit, et que leur entente n'estoit mie de asservir le pays. Et avec ce a trespassé pluseurs autres personnes à Reinz de condicion de chevage de pluseurs églises, et aussi hommes de corps à pluseurs nobles, qui samblablement ont usé de la coustume dessusdicte.

[1] L'âge du manuscrit d'où cette coutume est tirée, et celui des autres pièces parmi lesquelles elle se trouve, prouvent, à notre avis, qu'elle ne saurait être postérieure au XIV[e] siècle.

COUTUMES DU XVe SIÈCLE.

[N° I. PREMIÈRE RÉDACTION COMPLÈTE DE LA COUTUME DE REIMS, ET PREMIER COMMENTAIRE SUR CETTE COUTUME PAR GÉRARD DE MONTFAUCON.]

Bibl. Roy., ms. Suppl. franç., n° 368.

C'est la déclaration des coustumes et usaiges de Reins, et la glose sur ce compilée par maistre Gérard de Montfaulcon, licencié en loiz.

[I.] *Quelle chose est naissant.*

[1.] I. Naissant est héritaige qui est donné en mariaige de père et de mère, ou de l'ung d'eulz, à leurs enfans, et non mie d'autres.

Il est bien dit *naissant,* pour ce qu'il naist et vient à l'éritier de par son père, ou de par sa mère, ou d'autre personne de son linaige, par eschéance ou succession. NOTA : *et non mie d'autres :* car s'ilz estoient donnez d'autres, ou par autres que père ou mère, ce seroit acquest à cellui ou ceulx à qui ilz seroient donnez, s'il n'estoit conditionnez au contraire en la donation faisant.

[2.] II. Naissant est héritaige qui eschiet et vient de père, de mère, ou de personne de son linaige, quant on se fait hoir à plain d'aucun de qui l'eschéance vient; car le hoir à plain ne puet demander droit que ès héritaiges de naissant de son costé et ligne.

[3.] III. Naissant est ce que ung chascun père, mère, et autres, laissent à leurs hoirs par manière de résidu ou de laiz universel, quant cil à qui la chose est laissiée ne la prent par manière de laiz.

Avant que ung laiz universel fait à l'éritier sortisse nature d'acquest, il convient qu'il soit laissié par manière de laiz, et ainsi accepté, et non pas par succession ou hérédité, comme par soy bouter dedens de son auctorité, et de fait, comme l'iritier (*sic*) faire pourroit; maiz le se doit faire délivrer comme laiz par les exécuteurs du testament, ou par juge compétent en leur deffault ou reffus.

[4.] iv. Naissant est quant aucun trespasse, et il a enfans, ou non enfans de son linaige, qui sont ses hoirs de ligne ou de costé, ilz se peuent dire hoirs pour demi-naissant du trespassé, et averont leur demi-naissant sans charge de laiz et de debtes, par la manière cy-dessoubz escripte : c'est assavoir que se homme ou femme vend de ses héritaiges, mariez, ou à marier, et qui n'a aucuns enfans; et il en vend après pour le temps qu'il a femme, et de sa femme enfans; et il advient que les enfans trespassent, et il vend de ses héritaiges, ou il demeure à vendre de ses héritaiges naissans, en tant comme il lui touche et appartient; aux héritaiges vendus avant qu'il eust enfans, et vendus depuis les enfans, ou demourez à vendre, ses hoirs pour demi-naissans averont franc et quicte la moictié derrenièrement vendue et demourée à vendre; mais ilz n'averont aucun droit, ne seront en rien récompensez de ceulx qu'il vendit pour le temps qu'il avoit femme et enfans; car homme et femme mariez ensamble, ayans enfans d'eulx-meismes, peuent vendre tous leurs héritaiges et aliéner sur telle somme comme il leur plaist, ou préjudice de leurs héritiers pour demi-naissant.

Nota que la raison de ceste coustume fut et est, comme j'ay tousjours oy tenir, pour ce qu'il est à présumer que les conjoinctz ayans enfans vendent leur héritaige pour leur nécessité, et pour le prouffit d'eulx et de leurs enfans ; et n'est pas à présumer qu'ilz voulsissent faire telle vendue ou préjudice de leursdictz enfans ; et convient avant que telle vendue soit valable, que les deulx conjoinctz vendent ensamble, ou que se l'omme veult, que la femme se consente à la vendue, *quod idem est;* et ainsi le pratique l'en notoirement ; et aussi quant l'omme vend, est expédient, avec ce que dist est, que la femme renonce par exprès à ses doaire et apport. Nota *mariez ensamble*, car en vefvaige ne se pourroit faire, posé qu'il y eust enfans, oultre toutesfoiz le demi-naissant, lequel ung chascun peut vendre ou autrement aliéner, ainsi que bon lui semble, ou préjudice de son héritier pour demi-naissant, comme cy-aprez sera dit.

Au regard de ce mot : *de ceulx qu'il vendit pour le temps qu'il avoit femme et enfans,* Nota *quod idem juris est* de ceulx qu'il averoit obligié, ou ypothecqué par namptissement subséquent envers aucuns créditeurs, lui ayant femme et enfans, et par le consentement de sa femme; car se il y a peu vendre, et oyl, par plus forte raison, il a peu obligier, qui est moins que vendre ; au moins ne les deveroit avoir héritier pour demi-naissant, synon à la charge de telle obligation deuement namptie, pour la raison dessusdicte ; et pareillement doit estre de ceulx qu'il averoit eschangié, etc., ou autrement aliéné lui ayant femme et enfans, comme la lectre le porte, *ad textum,* par ce qu'il dit : *aliéner.*

Nota, *post finem textus;* et pareillement ne scroient pas récompensez les héritiers pour demi-naissant des héritaiges que le deffunct averoit vendu pour soy mectre hors d'excommuniement, et pour sa nécessité par le décret du juge, comme cy-après sera dit ès chappitres cy-ensuians parlans *du droit de demi-naissant*, et en l'article *item, quant à la moictié.*

[5.] v. Naissant est argent donné en mariaige, de quoy héritaige est achecté le mariaige durant, quant il est dit et condicioné par mos exprès au mariaige faire que héritaiges en seront achectez.

[6.] vi. Naissant est quant une femme porte et met en mariaige avec son marit aucuns héritaiges de son naissant, et après ce son marit trespasse devant elle, et il advient qu'elle parte à hoir contre les hoirs de son marit; se elle a plus de héritaiges par la parçon qu'elle ne porta de héritaiges de naissant, ou autant en value se il ne chiet en sa part, sera repputé pour naissant, et le surplus sera repputé de nature d'acquest à ladicte femme.

Se la femme qui part à hoir, a aux parçons faire les héritaiges qu'elle porta en mariaige ou qui sont de son naissant, ceulx héritaiges seront repputez de son naissant; et se ilz ne chéent tous en sa part, ceulx qui y cherront et autres de son marit, lui seront aussi naissant jusques à la valeur d'autant que lesditz héritaiges de son naissant estoient, et le surplus lui sera acquest.

Et Nota que ce qui escherra à l'oir par la parçon, posé que ce soit de l'éritaige de la femme, lui sera repputé naissant du costé de par l'omme; la raison, car ès dictes parçons l'en traicte de la succession de l'omme, et non pas de la femme, et pour ce, ce qui eschiet à l'oir par la parçon contre la femme, est, et doit estre repputé naissant de par l'omme.

[II.] *Quelle chose est demi-naissant.*

[7.] i. Ci-devant est déclairié qu'est naissant, et par ce puet-on et doit savoir qu'est demi-naissant, que quant aucun trespasse qui a eu ou a héritaiges de son naissant, les hoirs de lui se puent dire hoirs de lui pour demi-naissant.

[III.] *Quel droit pour demi-naissant les hoirs ont.*

[8.] i. Les hoirs pour demi-naissant ont la moictié de tous les héritaiges naissans de cellui de qui ilz sont hoirs; c'est assavoir les derrenièrement vendus ou demourez à vendre, francz et quictes de laiz et

de debtes, sauf tant que en ceste moictié ne sont pas comprins les héritaiges que père et mère ayans enfans ont vendu leur mariaige durant; car ilz le povoient faire eulx ayans enfans, comme dit est.

Nota : *ont la moictié de tous les héritaiges;* c'est assavoir que le trespassé ot en son vivant de son naissant.

Nota : *c'est assavoir les derreniers vendus; scilicet* oultre la moictié desdictz héritaiges naissans, laquelle est bien vendue, ou que l'en puet bien vendre, comme après sera dit en cest chappitre.

Nota : *francz et quictes;* car par ce l'éritier pour demi-naissant est et doit estre franc et quicte de paier debtes et laiz de cellui dont il est héritier pour demi-naissant; et puet ceste coustume est[re] fondée de droit, *ad modum quarte debite jure nature, que dicitur legictima portio liberis debita ex bonis parentum, et e contra, que debetur ex quadam juris provisione,* juxta l. Si arrogator, ff. De adoptionibus [1]; *in qua quidem portione jure nature debita, nullo modo, nulla condicione, nullo gravamine in eadem portione possunt heredes onerari; quin ymo modus, et conditio, necnon gravamen super eadem portione apposita per testatorem, habere[n]tur pro non appositis;* l. quoniam in prioribus, C. de inoff. testamento [2].

Nota : *que père et mère ont vendu leur mariaige durant, etc.; etiam* qu'ilz ont obligié ou ypothéqué envers autrui, sinon toutesfoiz à la charge de l'obligation se elle estoit deuement namptie, comme cy-dessus est dit ou chappitre *du naissant,* ou IIIe article, en la glose qui commence : *Idem juris est,* etc.

[9.] II. Et est assavoir que se aucun vend héritaiges de son naissant, et l'achecteur amende l'éritaige en faisant sur icellui ediffiement de maisons de nouvel, se l'oir dudit vendeur pour demi-naissant veult ravoir après la mort d'icellui vendeur ledit héritaige ou partie d'icellui, pour son demi-naissant, l'amendement ne sera pas prisié, maiz ce qu'il vault sans l'amendement; et sera l'amendement à l'achecteur.

Nota : *édiffice de maison de nouvel,* car se il ouvroit sur les vielz fondemens, *secus; ut infra,* ou chappitre *de la retraicte,* ou IIIe article; *ibi vide.*

[10.] III. Et est encores assavoir plus à plain que ung chascun puet vendre la moictié de son naissant, et se question est après son trespas comment on prisera les héritaiges vendus et les demourez à vendre, on les prisera selon ce que ilz valoient tous quant les vendus furent vendus, et nom pas selon le pris que les vendus furent vendus, maiz

[1] *Digest.,* lib. I, tit. VII, l. 22. [2] *Cod.,* lib. III, tit. XXVIII, l. 32.

les prisera-on selon la value que valent ceulx qui sont demourez à vendre.

Nota, *que ung chascun puet vendre, etiam paritate rationis,* donner, eschangier ou aliéner.

Nota *la moictié de son naissant,* car l'autre moictié doit compéter à l'éritier, ou héritiers, pour demi-naissant; laquelle moictié se doit prendre eu regard à tout le naissant que le trespassé ot en son vivant; et ne puet-l'en icelle autre moictié bonnement vendre ou préjudice de l'éritier pour demi-naissant, sinon de son consentement, ou en deux cas exprimez en ce chappitre, esquelz cas, et chascun d'iceulx, ledit héritier puet perdre ladicte moictié, ou ce qui en est aliéné; et Nota *in somma* que l'éritier d'aucun pour demi-naissant, selon la coustume de Reins, et des lieux qui se règlent et gouvernent à icelle, puet et lui loist, après la mort d'icellui dont il est héritier, prendre et appréhender, et soy bouter de fait, comme vray seigneur et possesseur, en la moictié des héritaiges naissant que ot en son vivant le trespassé du costé et ligne dont il est son héritier pour demi-naissant; et en est vestu et saisi tantost après son trespas; et se empeschement lui est mis, s'en puet dedans l'an complaindre en matière de nouvelleté par la coustume générale du royaume de France, par laquelle le mort saisit le vif, etc. Et se le deffunct en avoit vendu en son vivant oultre la moictié, laquelle un chascun puet vendre et aliéner ou préjudice de son héritier pour demi-naissant, ledit héritier pour demi-naissant puet rentrer après la mort du trespassé esdits héritaiges de naissant par ledit trespassé derrenier vendu ou aliéné par quelque manière que ce soit, jusques à l'accomplissement de sondit demi-naissant; et en est en bonne possession, comme dessus, supposé ores que les achecteurs ou détenteurs d'iceulx héritaiges ainsi vendus ou aliénez en eussent joy au vivant du vendeur par quelque laps de temps que ce soit, etc.; excepté toutesfois en deux cas exprimez et contenus en ce présent chappitre, dont l'ung est contenu ou premier article, et l'autre en l'article cy-après ensuivant, commençant : *Item, et quant à la moictié, etc.;* esquelz cas ce qui averoit esté vendu par le trespassé, ou autrement par lui aliéné, ne deveroit estre compté au demi-naissant; car en icellui cas l'iritié pour demi-naissant pert et doit perdre tout ce qui seroit vendu ou aliéné par le deffunct, et pareillement perderoit son demi-naissant se le deffunct estoit exécuté ou justicié pour ses démérites, comme ou derrenier article est contenu; et n'y a que lesdits trois cas où l'éritier pour demi-naissant doit perdre son demi-naissant selon la coustume de Reins; et a l'éritier sondit demi-naissant franc et quicte sans paier laiz ne debtes du trespassé, et si le prent et doit avoir deschargié de toutes debtes, ypothèques, et obligations quelzconques, faictes par le trespassé hors le cas dessusdit.

[11.] IV. *Item,* et quant à la moictié qui est demouré à vendre, ung chascun le puet vendre en cas de nécessité pour son vivre, et pour lui oster d'excommuniement s'il y est; maiz il convient qu'il face appeller

devant juge ses amis à qui ce escherroit, se il morroit, et là propose et monstre sa nécessité; et en seront sesdits amis devanciers. Et aussi la pourront-ilz vendre se il se marioit, et il avoit de sa femme enfans, la femme et les enfans vivans.

Nota : *et là propose et monstre sa nécessité, etc.*, car il doit requérir à sesdits amis charnels (?) qu'ilz le gectent hors de sesdits dangiers, et l'y pourvoient de son vivre selon son estat, en prenant sondit naissant, ou que ilz le achectent, ou qu'ilz consentent le vendre par lui; et s'ilz reffusent de ce faire, le juge puet et doit auctorisier ledit vendaige ou cas dessusdit, et y mectre son décret; et telle est la pratique sur ce.

[12.] v. *Item,* quant aucun trespasse qui a hoirs, et femme qui eslit doaire et apport, et qui doit pluseurs debtes à pluseurs créditeurs, les hoirs pour demi-naissant précèdent et vont devant doaire et apport, et autres debtes; car aucun ne puet aliéner que la moictié de son naissant ou préjudice de l'oir pour demi-naissant, qui n'a hoirs de son corps, et ès deulx cas exprimez et déclarez ou prochain précédent article; maiz s'il le [*sic,* se?] fait justicier pour ses démérites, il pert tout, et fait perdre le droit de ses héritiers pour demi-naissant.

Nota : *et vont devant doaire, scilicet* constitué sur le demi-naissant que l'en ne puet vendre ne chargier; *secus*, s'il estoit constitué sur la part que ung chascun puet vendre, aliéner ou chargier.

Nota aussi que par ce qu'il est dit : *et vont devant doaire et apport, et autres debtes*, il appert que apport est debte.

Nota sur ce mot : *ou préjudice de l'oir pour demi-naissant*, que il le puet bien du tout aliéner ou préjudice de son héritier à plain, car l'éritier à plain doit tenir les contractz, marchiez et ordonnances faictes par le trespassé dont il est héritier, et est aussi tenu de le garandir.

Nota : *qui n'a hoirs de son corps*, et constant son mariaige, comme dessus est dit ou premier article de ce chappitre; car ainçois que la vendicion ou aliénacion oultre la moictié du naissant soit valable par ceste manière, convient que le vendeur soit marié, et qu'il ait enfans vivans d'icellui son mariaige, et que sa femme se y consente, ou qu'elle vende avec lui, comme dessus est dit; et ausi pour la seureté de l'achecteur lui est expédient quant l'omme vend son héritaige naissant, que la femme renonce par exprès à ses doaires et apport.

Nota : *maiz s'il le* [*sic,* se] *fait justicier, etc. Racio hujus est quia in hoc casu non habet heredem;* maiz il ne puet ainsi forfaire l'apport de sa femme, pour ce que ce n'est pas sa chose, maiz est la chose de sa femme, par espécial au regard des héritaiges d'elle.

[IV.] *Quelle chose est acquest, et de nature d'acquest.*

[13.] I. Acquest est s'aucun achecte héritaiges, mariez, ou à marier, et puet li homs achecter héritaiges le mariaige de lui et de sa femme durant, et après ce [*sic*, le?] revendre, sans parler à elle, et sans ce que après, ne à vie ne à mort, ladicte femme le puist empeschier ou contredire.

Nota : *et après le revendre, etc.*, ou autrement aliéner *paritate rationis ; et idem esset dicendum* de héritaiges acquestez par l'omme par autre manière que par achat : *et hoc etiam paritate rationis, ut clarum est.*

[14.] II. *Item*, acquest est chose qui est laissiée et acceptée par manière de laiz pareillement que devant est déclairié des héritages achectez.

Nota : *pareillement, etc.*; *id est* comme se on l'avoit achecté ; et est ung laiz accepté par manière de laiz quant cellui à qui il est fait le se fait délivrer par les exécuteurs du testament ou par héritier, s'aucun en y a, ou par le juge en leur deffault ou reffus.

[15.] III. *Item*, acquest est se père, mère, ou personne de linaige, ou autres, laissent par manière de laiz à une femme mariée, ou à ung homme, le laiz sera de condicion d'acquest ; et ne sera pas tenu après le trespassement de l'omme de nature d'apport à sa femme à qui ledict laiz aura esté fait.

Nota : *par manière de laiz, etc.*, et aussi qu'il soit prins et accepté par manière de laiz, comme dessus est dit; car se tel laiz estoit prins par la femme, ou par son marit pour elle, par succession et hérédité, sans délivrance, ce ne seroit pas acquest, maiz naissant à la femme, comme dessus est dit, ou chappitre *du naissant*, ou IIIe article.

Nota : *de condicion d'acquest, etc.*, se il n'estoit condicioné au contraire par le testateur, *quod sepe fit per aliquos et notanter.*

[16.] IV. *Item*, acquest est se ung homme a pluseurs enfans, et on laisse à l'ung desdits enfans non émancipé, l'éritaige laissié ne sera pas au prouffit du père, et après le trespassement dudit père autant y prendra chascun des autres enfans comme cellui à qui on le laissa ; maiz se cellui à qui on le laissa estoit émancipé, il appendroit à lui seul, et non pas aux autres.

Nota, sur ce mot : *Et on laisse héritaiges, idem in donatione, etiam in mobilibus.* Ceste coustume n'est pas conforme à droit, car de droit le père n'i doit avoir que l'usufruict tant seulement, et la propriété doit appartenir à l'enfant, *ut Instit., per quas personas nobis acquiritur,* cum suis concordantiis [1].

[1] *Instit.*, lib. III, tit. XXIX.

Item, et a ceste coustume lieu s'il n'estoit condicionné au contraire par le testateur; *ut in Authent. excipitur,* proposita, *C. de bonis que liberis* [1], *etc., ubi de hoc expresse;* et ainsi en use-l'en quant condicion y est apposée.

[17.] v. *Item,* acquest est héritaige que aucun a par eschange, et y chiet veest et devest, et si en paye-on ventes, mesmement quant c'est en deux terroirs, ou dessoubz deux seigneurs; et n'a en eschange aucune retraicte, ne aussi en autres héritaiges acquestez venduz.

Nota *in fine : ne aussi en autres héritaiges acquestez vendus;* car acquestz ne viennent point de ligne, et pour ce ne chéent point en retraicte; laquelle retraicte se doit faire par ceulx de la ligne dont l'éritaige est venu.

[18.] vi. *Item,* se aucun achecte ou acqueste héritaiges avec sa femme, et la femme trespasse devant, si tost comme elle est trespassée, les hoirs d'elle sont héritiers de la moictié desdits héritaiges acquestez; mais le marit les tient toute sa vie, et après son trespas la moictié en retourne ausditz hoirs de sa femme; et avec ce ont iceulx hoirs l'apport d'icelle femme.

Nota *in fine hujus articuli, quod verum* ou cas toutesvoyes que desdits moictié d'acquest et apport la femme n'averoit disposé par testament, ou par don mutuel au contraire au prouffit de son marit, ou autrement, valablement, au prouffit d'autrui, selon ce que la coustume le puet souffrir.

Nota *etiam supra : et avec ce ont iceulx hoirs l'apport d'icelle femme, quod hoc verum est* entre gens de pooste, *sed fallit* entre nobles; car à l'omme noble survivant appartendroient, par le droit des nobles, tous les meubles communs; et aussi par la coustume restitution de l'apport se doit faire entre gens de pooste tant seulement, non entre nobles; combien que si la femme noble survivoit son marit, à la coustume de Reins elle p urroit renoncier au droit des nobles, et demander son apport; maiz s'elle prenoit le droit des nobles elle n'av[er]oit point d'apport.

[V.] *Qui est dons, et comment on peut fere dons, et doit.*

[19.] i. Dons de héritaiges faiz de père ou de mère à mariaige consummez, est naissant, si comme ou lieu où on parle *qui est naissant* est déclairié; et chiet en rapport quant on veult partir la succession de cellui après son trespas qui les donna.

Nota : *de cellui après son trespas qui les donna,* c'est assavoir du père et de la mère, non supposé que le don feust de son héritaige; car se telz héritaiges estoient des héri-

[1] *Cod.,* lib. vi, tit. lx, l. 6.

taiges de la mère, si cherroient-ilz en rapport en la succession du père, comme dit sera dessoubz, ou chappitre *quelle chose est apport. Sed quid juris,* se héritaige estoit donné par père ou mère pour autre cause, et en autre manière que en mariage; *queritur* se il cherroit en rapport? *videtur quod non; quia qui de uno dicit, de alio excludit.*

[20.] II. *Item,* meubles ne appartiennent mie à rapporter en part à parçon d'enfans après le trespas de père et de mère, se père et mère ne le condicionnent, ou se l'ung d'eulx ne le condicionne, au don faire, ou s'ilz ne le ordonnent en leur derrenière voulenté.

[21.] III. Don est chose donnée de marit à femme quant le don est fait sans rappel, et l'omme le a promis à garandir de lui et ses hoirs et successeurs, et renoncié, et par là promis de non contrevenir; et valent telz dons; maiz se la foy n'y estoit, l'omme en pourroit faire à sa derrenière voulenté renonciation; et semblablement de la femme quant elle fait don à l'omme, s'elle n'en fait renonciation.

[22.] IV. *Item,* homme et femme puent faire convenances mutuelles ensamble de meublez, d'acquestz, et de la moictié de leur naissant, quant ils sont en pareille santé; maiz se l'ung estoit haictié et l'autre malade, la convenance ne vouldroit mie ou cas où le malade morroit de ceste maladie.

NOTA : *convenances mutuelles,* car par ce sont excluses toutes autres convenances et donations faictes par les conjoinctz par mariaige, entre les vifz; *quia qui de uno dicit, de alio negare videtur;* et aussi telles donations entre les vifz faictes par les conjoinctz par mariaige sont nules régulièrement, se elles ne sont mutuelles, *ut in lege prima ff. de donationibus inter virum et uxorem*[1]*;* et telle est la coustume : et est la raison *ne mutuo amore se spolient,* comme dit ladicte loy.

NOTA : *quant ilz sont en pareille santé, etc.,* car, comme aucuns tiennent, il convient aussi qu'ilz soyent en assez pareil aaige, et qu'ilz assez [*sic*, ayent?] pareille chevance, ou autrement la convenance mutuelle ne vauldroit riens, *propter inequalitatem; et hoc sonat* ce mot : *mutuelles.*

[NOTA? :] Don ou laiz fait à aucun, est cy-dessoubz escript comment on en doit user.

[VI.] *Du cas de retraicte, et comment on en doit user.*

[23.] I. Ung chascun puet retraire l'éritaige vendu par cellui de son

[1] *Digest.,* lib. XXIV, tit. I.

linaige, ou cas où il est émancipé de lui, et aussi ou cas où il est ami charnel du vendeur du costé et ligne dont l'éritaige vient.

[24.] II. En une vendue n'a que une retraicte; et se ung amy charnel jusques en quart point du vendeur l'avoit retrait, ou commencié procès en cas de retraicte, le plus prochain de lui en seroit forclos.

[25.] III. Quant aucun achecte héritaiges, se il met amendement raisonnable sur aucuns héritaiges labourables, si comme de labeur, de fossoier, de graige, de semence, se aucun retraict ledit héritaige avant ce qu'il soit despouillié pour la première despouille, on lui rendera avec les loyaulz missions faictes pour cause de l'achat tous les coustemens et fraiz qu'il y a mis; maiz s'il advient qu'il les ait despouilliez une foiz, ou pluseurs, on ne lui rendera que les missions faictes pour cause de l'achat.

[26.] IV. Se aucun achecte maison, ou masure, ou autre édiffice, et il advient qu'il œuvre sur les vielz fondemens; jà si peu de fondement n'y avera, se après ce on le retraict, il ne ravera mie les fraiz de l'ouvraige qu'il a fait sur les vielz fondemens; maiz s'il advient qu'il y face édiffiement nouvel, le retraieur lui rendera tous les fraiz du nouvel édiffiement.

[27.] V. *Item,* se aucun vend à autrui une maison, pluseurs vignes, et terres ensamble, par une vendue, et par un certain pris, et il soit ainsi qu'il viengne aucuns hoirs de par le vendeur qui vueille ladicte maison seule, ou aucune vigne, ou terre seule, retraire, il n'y sera mie receu, s'il ne retraict tout ensamble, ainsi comme il a esté vendu par le vendeur.

[28.] VI. *Item,* et n'y a quelque retraicte en héritaiges acquestez, se vendus sont par cellui qui les a acquestez.

[VII.] *Quel droit une femme, qui après le trespas de son marit eslit choix de partir à hoir, a, et doit avoir.*

[29.] I. Une femme après la mort de son marit a choix de partir moictié par moictié contre les hoirs de son marit, ou autres, ou de prendre et avoir doaire et apport, saufz ses dons et ses laiz à elle faiz par son marit, s'aucuns en y a; et en use-l'en comme cy-après sera escript.

Nota ce mot : *ou autres;* c'est assavoir les successeurs en tous les biens comme vacans de deffault de hoir. *Item*, nota : *saufz ses dons et ses laiz; quia hoc verum est* des laiz particuliers, et non universelz ; car s'il y avoit laiz universel à elle fait qu'elle voulsist avoir, elle le averoit, et non autre chose, *quia loco heredis haberetur in hoc casu.*

[30.] II. Une femme puet actendre à prendre son choix tant comme elle veult, se elle n'est sommée de hoirs de son marit, ou d'autre à qui il appartient; et quant elle est sommée du prendre, elle peut par la coustume lui adviser, et actendre à prendre son choix, jusques à XL jours après ce qu'elle sera sommée; et cependant vivera des biens selon son estat.

Et quant elle est sommée, etc.; quid juris se la femme ainsi sommée ne respond de son choix dedens le temps de XL jours, et qu'elle laisse le temps passer, etc.? *Respondetur* qu'elle doit estre privée et excluse de choisir; la raison, pour ce que le jour apposé par la coustume de respondre *interpellat pro homine,* et avera, comme je croy, droit de doaire et d'apport seulement, et non moictié à moictié; car ledit choix de partir moictié à [moictié?] fut introduit par la coustume en faveur des femmes à le prendre et eslire dedens certain temps ordonné par ladicte coustume, comme contenu est en l'article; et pour ce *si non fecerit intra tempus, sibi imputetur, et cadit ab eo;* et doit-l'en revenir à droit commun introduit aux femmes *de jure;* c'est assavoir au droit de doaire et apport. Et est assavoir que ce que la coustume appelle apport, c'est doaire, selon droit; car l'apport est la chose de la femme, si est doaire; et pour ce ledit apport est deu aux femmes, et chiet en restitucion, *soluto matrimonio.*

Queritur etiam s'elle trespace tantost avant que elle soit sommée? *Ego teneo* que son choix *non transit ad suos heredes, quia illa electio est mulieris privilegium personale, quod non transgreditur personam, sed extinguitur cum persona, per regulam juris, privilegium,* in VI^to [1].

[31.] III. *Item,* la femme qui après la mort et trespas de son marit eslit choix de partir contre les hoirs de son marit, enfans ou autres, a la moictié de tous les meubles et héritaiges que son marit et elle avoient au jour du trespas du marit, et les hoirs de son marit ont l'autre moictié; c'est assavoir de tous les héritaiges, tant naissans, comme acquestez, qu'ils avoient ensamble audit jour du trespas du marit, situez et assiz ès lieux qui se règlent et gouvernent à la coustume de Reins.

[32.] IV. *Item,* et se la femme a de son costé et ligne aucuns héritaiges de son naissant, ou acquestz faiz devant le mariaige, qui soient scituez

[1] *Sext.*, lib. v, tit. XII, reg. 7.

hors de la coustume de Reins, elle les a et garde franchement, et si ne les met pas en part; et se son marit a aucuns héritaiges acquestez, et qui lui appartiennent d'acquest par quelque manière que ce soit, le mariaige durant, hors la coustume de Reins, elle en prend la moictié, et lui compecte et appartient si tost comme son marit est trespassé.

Nota, *pour la femme qui prent moictié en acquestz faiz par son marit, en Champaigne, constant le mariaige, etc.* La raison de ceste coustume est, ou puet estre, pour ce qu'on doit ensuir les coustumes des lieux où les héritaiges sont assiz; or est vray que en Champaingne, et autres coustumes hors la coustume de Reins, le survivant des conjoinctz doit avoir la moictié ès acquestz faiz durant le mariaige, et ne prent riens ès autres.

[33.] v. *Item,* s'aucuns héritaiges du costé et ligne de par le marit sont situez hors de la coustume de Reins, la femme y a et prent doaire; c'est assavoir moictié ès héritaiges que son marit tenoit au jour qu'il l'espousa seulement, et nom pas ès héritaiges qui depuis lui seroient escheux.

Nota : *la femme y a et prent doaire,* en ensuivant la coustume du pays où iceulz héritaiges sont assiz qui est hors la coustume de Reins, comme en Champaingne.

[34.] vi. *Item,* s'aucuns héritaiges eschéent du costé et ligne de ladicte femme depuis le trespas de son marit, et avant qu'elle preingne son choix, elle ne les met pas en part, maiz sont siens franchement; et semblablement est-il ainsi se il escheoit aux hoirs du marit, enfans ou autres, aucuns héritaiges,

[35.] vii. *Item,* après le trespas du marit, la femme qui eslit choix de partir à hoir, a davantaige seulement l'abbit qu'elle porte le plus communément au moustier, si comme sercot, robbe, plisson, chapperon, cuevrechief, courroye, ou tissu, bourse, et autre habbit.

[36.] viii. *Item,* les hoirs du marit paient les laiz du marit, et aussi payent-ils tout l'obsèque; et se mengier leur y plaist faire, ilz le paient, sauf tant que se la femme y fait aucune semonce de ses amys pour son marit honnorer, qui soient audit mengier, elle en paye la moictié.

Nota : *hoc est verum,* supposé qu'il y eust moins de ses amys que des amis de son marit. *Item,* la femme qui part à hoir doit paier la moictié des debtes de son marit, et les hoirs l'autre moictié.

[37.] ix. *Item,* après le trespas du marit, se les aucuns de leurs enfans,

ou tous, meurent avant que la femme preingne par manière de choix, ou eslise partir moictié à moictié, elle, à la parson faire, prendra premiers la moictié pour le droit d'elle, et après ce prendra comme siens de plain droit, à cause d'eschéance, franchement, les meubles de sesdits enfans, ou cas que les hoirs d'iceulx de par le père se diroient hoirs à plain de sesdits enfans.

Nota : *à cause d'eschéance,* car les meubles d'aucun enfant trespassé sans hoirs, ou hoir naturel et légitime de son corps, eschéent au père ou à la mère survivant, se tel enfant n'en avoit valablement disposé au contraire, comme il est déclairié ou chappitre *comment on doit user d'eschéance,* ou III[e] article qui commence : *Item, et se* [*le*] *père vivoit, etc.; et ibi vide.* Nota *in fine articuli,* ce mot précédent, c'est assavoir *franchement.*

[38.] X. *Item,* ou cas où les hoirs d'iceulx enfans se diroient hoirs d'iceulz pour demi-naissant, l'autre demi-naissant courreroit, et seroit vendu et aliéné, comme biens vacans, pour leurs debtes, obsèques et laiz, se ilz avoient aaige du faire; et après ce les acquestz, et après les meubles, se le naissant et les acquestz ne le povoient parfaire; et en ce cas perderoit la mère les meubles.

Nota : *comme biens vacans ;* car puisque le seigneur a les biens vacans, il doit paier les debtes du deffunct; et aussi il est de droit, car ledit seigneur *loco heredis habetur in hoc casu.*

Nota l'addicion qui s'ensuit mise en ce pas, oultre le coustumier :

Que la femme, après la mort de son marit, puet et ly loist prendre et avoir ledit choix de partir moictié par moictié, ou de doaire et d'apport, nonobstant quelque ordonnance testamentaire faicte au contraire par le marit, ne aussi quelzconques laiz par lui faiz à quelque personne que ce soit ou préjudice de sa femme et de son choix, car par raison on ne puet tollir le droit d'autrui; et se la femme s'estoit consenti au vivant de son marit au testament d'icellui, c'est assavoir de partir par moictié contre les hoirs de son marit, et promis de ce tenir, et non contrevenir en aucune manière, et renoncié à tout le droit de doaire à elle deu par la coustume, *vel e contra* encor de l'auctorité de son marit, etc., d'aucuns tiennent, et la plus grant partie des saiges, sans révocquer en doubte, que nonobstant iceulx consentement, promesse et renonciation, elle peut prendre et eslire après le trespas de son marit l'ung desdits choix, et n'en est pas fourclose; pour ce que de droit, convenances, consentement, promesses, et renonciacions faictes par personnes estans en puissance d'autrui, au prouffit de celui en qui puissance ilz sont, ne doivent valoir ne tenir, s'il ne plaist à ceulz qui les font après ce qu'ilz sont *sui juris,* par espécial au regard des femmes, et en la matière présente, car elles ont à ignorer les droiz et les coustumes, et aussi par doubte de leurs maris

elles pourroient ce avoir fait; maiz se après la mort de leurs maris, elles estans vesves, et en leurs libertez, avoient pour aggréable l'ordonnance testamentaire de leurs maris, ou que elles promeissent à la tenir sans contrevenir, etc., elles seroient par ce astraintes à la tenir ou préjudice de leursditz choix.

Et se on vouloit arguer ou dire que par la coustume de Reins, femmes peuent renoncier, et renoncent de jour en jour, à leur doaire et apport, quant leurs maris vendent aucuns héritaiges, et valent telles renonciations, etc.; et que pareillement doit valoir la renonciation des femmes ou cas dessusdit; *response :* Ce n'est pas pareil, car en vendaige la renonciation des femmes se fait au prouffit d'ung autre que du marit, c'est assavoir de l'acheteur; et si font les conjoinctz le vendaige pour leur prouffit commun, comme il est à présumer, et en reçoivent argent, etc. Maiz en l'ordonnance testamentaire dont dessus est parlé, par laquelle le marit ordonne que sa femme parte par moictié contre leurs hoirs, ou hoir, de lui, ou autrement, au prouffit desdits hoirs, ou dommaige de la femme, telz consentemens, promesses, ou renonciations, se font par la femme, au plaisir, prouffit, utilité, ennort ou induction du marit; c'est assavoir pour pourveoir à son hoir, etc., ou préjudice par adventure de la femme, et de son choix, laquelle aussi par adventure n'oseroit lors contredire, *quia subjecta. Item* aussi donations de femme à homme, et *e contra,* constant leur mariaige, se ce n'est par don mutuel, ne sont pas permises, maiz sont deffendues tant de droit comme de coustume, *ne mutuo amore se spolient;* et s'on arguë que la femme peut renoncier par son testament au prouffit de son marit à tous ses meubles, et lui laissier iceulx, qui samble estre contre ce que dit est, *respondetur, quod verum est* que ainsi le peut faire par son testament, maiz non pas *in contractibus,* comme ou cas précédent qui est une manière d'accord ou convencion faicte entre vifs, qui ne se peut ou doit soustenir par la coustume; *sed secus* en son testament, *favore voluntatis extreme.* Et aussi ladicte coustume permet qu'elle le face, c'est assavoir de laissier en son testament à son marit ses meubles acquestez, comme il est cy-après contenu, ou chappitre *de la déclaration de laiz,* ou premier article.

[VIII.] *Quel droit une femme, par manière de choix, eslit et prent; doaire et apport, dons et laiz.*

[§. 1. *Choix.*]

[39.] I. *Primo,* après le trespas de son marit, la femme actend à prendre son choix par la manière déclairée cy-dessus.

[§. 2.] *Doaire.*

[40.] I. *Item,* elle prent et a doaire en la moictié de tous les héritaiges que son marit tenoit au jour que il espousa, séans et estans ès lieux qui se règlent et gouvernent à la coustume de Reins, se il ne l'a doé

par espécial de plus ou de moins; et se le marit avoit père ou mère qui tenissent héritaiges ès lieux qui se gouvernent à la coustume de Champaingne, qui trespassent durant le mariaige, la femme prendroit en doaire, après le trespas de son marit, la montre [*sic, moictié?*] de ceulx qui à son marit seroient escheux le mariaige durant, et nom pas de ceulx qui seroient escheux au marit estans et assiz ès lieux qui se règlent et gouvernent à la coustume de Reins.

Nota : *s'il ne l'a doé, etc.;* car se le marit doe en espécial sa femme d'autre doaire que du doaire coustumier, c'est assavoir de plus ou de moins, ledit doaire coustumier cesse, et faut ensuir l'autre, c'est assavoir le convencionnel; combien que quant on fait tel doaire convencionnel, il est bon de faire renoncier la femme au doaire coustumier.

[41.] II. *Item,* s'aucun marit doe sa femme au traicté du mariage de deniers, la femme les tendra et aura par le cours de sa vie, et après le trespas d'elle revendra aux hoirs du marit.

[§. III.] *Apport.*

[42.] I. La femme prent apport par la manière cy-dessoubz escripte : c'est assavoir que se elle porta aucuns biens en mariaige avec son marit, comme blez, vins, bestailles, robes, bateries, et autres meubles qui encor soient en nature de chose après le trespassement de son marit, jà ssoit ce que bestes [*sic,* destés] et amendries soient, elle les reprendra en l'estat et en la value qu'ilz sont, et se acquictera de luymesmes chose pour chose.

Nota, que la part des femmes yci déclairée est bien fondée sur la loy *assiduis, qui pociores in pignore habeantur* [1]. Nota, que par ce que contenu est en ce premier article, on doit demander en faisant poursuite d'ung apport de biens non estimez, lesdits biens de l'apport, se ilz sont en nature, sinon la valeur d'iceulx, ou autrement la demande en poursuite ne seroit pas souffisant, ne raisonnable, ne aussi recevable; et pareillement se iceulx furent estimez, on ne peut demander que l'estimacion, et non pas les biens, *per legem plerumque, ff. de jure dotium* [2]; *nisi al*[*i*]*ter fuerit actum inter partes ; ut in l. si inter virum, etc.,* C., tit. *de jure dotium* [3]. Et nota bien ce mot : *chose pour chose; quia hoc verum* se on n'avoit estimez iceulx biens au traictié du mariage, et que le marit eust recongnu aucune somme d'argent pour yceulx pour tout l'apport de la femme; ouquel cas les héritaiges (*sic*) du marit ne renderoient que la somme recongnue se ilz ne voloient, et ne leur pourroit-l'en plus autre chose demander que l'estimation; et aussi

[1] *Digest.,* lib. VIII, tit. XVIII, l. 12.
[2] *Ibid.,* lib. XXIII, tit. III, l. 10.
[3] *Cod.,* lib. V, tit. XII, l. 21.

ilz ne se pourroient acquicter en ce cas en rendant les choses en nature, obstant ladicte estimation, *juxta legem predictam, plerumque, ff. de jure dotium, ubi optime de hoc.*

[43.] II. *Item*, et ou cas où aucuns des biens meubles qu'elle porta seroient aliénez, elle en ravera de que elle en pourra prouver des biens, et de la value, qu'elle porta avec sondit marit.

Et notanter dicit : de qu'elle en pourra prouver, *quia de jure omnia presumenda sunt esse de bonis mariti, nisi probetur contrarium; per legem Quintus Mucius, ff. de donationibus* [*inter virum et uxorem*] [1].

[44.] III. *Item*, se le marit par petit soing, ou par nonchallance, a laissié décheoir les héritaiges prins en sa femme, il convendra qu'elle les reprendra en point où ils seront; maiz s'il avoit pris oupardevant mairien, pierres, titules [*sic*, tieules?], ou meneuvres en lieu ouvré en l'éritaige sa femme, il faulroit que les hoirs de lui les restituassent à icelle femme, ou à ses hoirs.

Nota : *en lieu ouvré;* car s'il avoit pris icelles meneuvres mises jus de l'éritaige avant son mariage, ou que depuis le mariage il les eust pris pour ruyne ou fondoyson seurvenue sans son fait exprès, c'est assavoir par sa démolicion ; en ce cas ses hoirs ne seroient tenus de le restituer.

[45.] IV. *Item*, se homme vend de l'éritaige sa femme le mariage durant, se elle ne le loe et grée, elle peut raler en son héritaige après le marit trespassé, nonobstant laps de temps; et s'il advient qu'elle loe et grée la vendue des héritaiges de par elle, vendus par son marit, sans fraude, elle, nonobstant ce, pourra après le trespas de son marit demander, et de non ravoir, le prouffit de la vendue d'iceulx, à cause d'apport, nonobstant son consentement. Et semblablement seroit restituée de son doaire des héritaiges que sondit marit auroit vendu de son costé et ligne, maiz qu'elle ne se y feust pas consentie.

Nota : *se elle ne loe et grée;* et se elle loe et grée la vendue, elle n'y puet raler *argumento a contrario sensu, quod est fortissimum argumentum in jure;* et ainsi en use-l'en notoirement à Reins, et mesmement quant elle promet par sertment de non contrevenir [2], *juxta c. cum contingat, de jure in antiquis, ubi est casus* (?). Nota : *nonobstant laps de temps,* et sans en rendre quelque pris ; et *cantat* [sic, *caveat?*] *sibi* qui l'achecte. Et sert bien à se propos et à cest article, la loy *mater tua vel maritus tuus, etc., de rei* [*vendicatione* [3], eu égard aux biens?] sur lesquelz la femme averoit doaire, ou seroit doée par la coustume, ou autrement par doaire, convenances. Nota, *quod maritus*

[1] *Digest.*, lib. XXIV, tit. I, l. 52.

[2] *Decretal.*, lib. II, tit. XXIV, c. 28.

[3] *Cod.*, lib. III, tit. XXXII, l. 3.

non pater [sic, *potest?*] *fundum domitalem* (sic) *ypothecare, aut alienare, etiam consenciente uxore sua, habetur expresse in l. de re uxoria ac ante finem in ff., dum autem* [sic, *in l. de rei uxorie actione, ante finem, in C., cum autem?*] [1], *ubi dicitur quod maritus dotalem fundum ypothece titulo dare, nec consenciente muliere potest, nec etiam alienare; et ubi redditur bona ratio, videlicet ne mulier fragilitate nature sue in repentinam deducatur inopiam.* Toutesvoyes par la coustume de Reins, elle le peut faire, *ut hic habetur,* maiz restitucion lui en doit estre faicte à cause d'apport.

[46.] v. *Item,* se après le trespas du marit la femme eslit ce présent choix, et elle porta aucuns héritaiges avec son marit wides et non ahennés, se elle prent cedit choix après le trespas de son marit, et se lesdits héritaiges sont plains au jour du trespas du marit, elle les prendra et avera plains; et samblablement se ilz sont plains et ahennés quant elle les porta et ilz sont wides au jour du trespas du marit, elle les reprendra vuidiez à cause d'apport; et la raison est pour ce que par la coustume toutes despouilles estans sur aucuns héritaiges sont tenus et repputez pour héritaiges, et par ainsi despouillez; et fruis estans sur héritaiges ne tollent ne donnent.

Nota : *Toutes despouilles, etc.; quod juris est, nam fructus pendentes sunt pars rei; per* [*l.*] *fructus pendentes, ff. de rei vindicatione* [2]; combien que la coustume de Champaingne est au contraire, sinon au regard des fruiz estans sur arbres, boys et prez, et autres samblables, *qui sunt fructus naturales,* lesquelz sont repputez héritaiges tant qu'il sont sur l'estoc; maiz tous autres *industriales,* comme blez en terre, raysins en vignes, et les samblables, sont repputez pour meubles par ladicte coustume de Champaingne.

[47.] vi. *Item,* après le trespas du marit, la femme prent, et a, dons; c'est assavoir que le marit lui donna en mariaige, comme couronne, chappel, tissut, bourse, coustel, aguillier, framail, et autres joyaulx; nonobstant qu'il les eust empruntées. Et se aucun estrange li donne depuis les fiansailles, devant l'espous, jusques à l'eure de l'espous, ilz sont d'apport de la femme, et sont telz dons de condicion d'apport.

Voyre *supple,* se le marit les avoit receuz; *tamen secundum aliquos hoc fallit,* et [*sic,* se?] la fiancée seroit une fille qui oncques n'averoit esté mariée, et seroit encor en la puissance paternelle de son père; car en ce cas au père appartiendroient telz dons, et non pas à la fille.

[48.] vii. *Item,* s'aucun marit doe sa femme de certaine quantité de

[1] *Cod.,* lib. v, tit. xiii, l. i, §. 15.

[2] *Digest.,* lib. vi, tit. i, l. 44.

héritaiges qu'il lui promet, ou de certaine somme d'argent [à?] mectre en héritaiges, se le marit meurt avant qu'il les ait achectez, et après grant pièce la femme eslit son présent choix, on lui asseurera ledit héritage promis, et si sera restituée au regard des biens de ce que ledit héritaige eust peu avoir rapporté, dez le temps que son marit trespassa, jusques au jour qu'elle print sondit choix.

[49.] VIII. *Item,* s'il advient que une femme qui a esté mariée trespasse devant son marit, ou après le trespas du marit, les hoirs de elle ont samblable droit de demander, de [*sic,* et?] requérir en tout et partout, autel droit comme ladicte femme, excepté doaire, et comme il est déclairié en se chappitre.

Hoc verum entre gens de pooste non nobles, car entre nobles ne puet avoir lieu, pour ce que au marit noble survivant appartient par le droit des nobles tous les meubles communs, etc., à la charge des debtes. En tant il dit en cest article *en tout et par tout autel droit, etc.;* c'est assavoir l'apport d'elle, et nom pas moictié à moictié, se elle ne avoit pris son choix; *quia qui de uno dicit, de alio negare videtur;* or, dist-il *autel droit*, comme il est déclairié en ce chappitre qui parle *de l'apport*, et ad ce a bonne raison quant la femme est trespassée sans avoir choix de partir moictié à moictié, etc.; car le droit de partir moictié à moictié n'est pas acquis à la femme jusques à ce qu'elle le aist esleu ou choisi, ce que elle ne a point fait, ne peu faire, comme il est cler, par ce que elle est trespassée d'avant son marit; et par ce ledit droit de partir moictié à moictié *non transfertur ad heredem suum;* car elle ne ot onques ledit droit. Maiz autre chose est de l'apport d'elle qui est deu à la femme de son plain droit, car s'est sa chose; *ideo transfertur ad heredem suum,* se elle ne prent choix contraire, ou qu'elle ait renoncié; maiz le doaire coustumier *non transfertur ad heredes*, car il chiet seulement en usurpant [*sic,* ususfruict?], *et sic morte finitur de jure.*

[50.] IX. *Item,* toutes choses qui eschéent à une femme le mariage durant de elle et de son marit, tant meubles, comme héritaiges, de quelque personne que ce soit, prochain ou longtaing, appartiennent à elle et à ses hoirs après le trespassement de son marit, tout ainsi que s'elle les avoit porté en mariaige.

Et idem dicendum au regard des destes de la femme receues par le marit constant le mariage, car telles debtes sont de l'apport de la femme par la coustume, et ainsi en use-l'en notoirement.

[51.] X. *Item,* apport précède toutes autres debtes, excepté ce que l'omme doit en lectres dès le devant qu'elle espousa; la femme, après le marit trespassé, prendra les biens d'elle qui par elle furent apportez

en mariage, s'aucuns en y a qui soient en nature de chose tant seulement, et en oultre plus les indicteurs à qui on devra, qui averont lectres de devant le mariage, précéderont.

Nota que par ce mot : *toutes autres debtes,* appert que apport est debte, sur ce mot : *que l'omme doit.* Par [1] ledit don icellui héritaige est repputé appartenant audit enfant du costé et ligne de par son père, nonobstant qu'il soit à sa mère; et est la raison pour ce que le marit par la coustume est tenu de restituer l'apport de sa femme, c'est assavoir tous les héritaiges que elle porta en mariaige, et autres qui sont de son apport; et s'il les a aliénez de son consentement, doit rendre la valeur en la succession de sa [*sic,* la?] mère, maiz [la valeur une fois rendue, les susdits héritages restent?] en la succession du père tant seulement, comme venant de lui, et de ses biens, pour la raison dessusdicte; et nota que meubles donnez en mariaige ne chéent pas en rapport entre les héritiers, s'il n'est condicionné au mariaige faire.

[§. iv.] *Déclaration de dons.*

[52.] i. Don est qui appartient à une femme ou à ses hoirs, après le trespas de son marit, ce que le marit baille à sa femme, et qu'elle porte au moustier le jour que le marit l'espouse, soient des biens appartenans au marit, soit qu'il les ait empruntez, si comme joyaulx, couronne, chappel, tissu, bourse, coustel, aguillier, fermail, affiche et autres joyaulx.

[53.] ii. *Item,* tous joyaulx donnez à une femme le jour que le marit la fiance, et aussi tous joyaulx qui ly sont donnez les fiansailles durans et la nuit des brunchailles, et le lendemain jusques à l'eure de l'espoux, sont repputez pour dons, et par conséquent de nature d'apport.

Hoc fallit in uno casu, ut supra in titulo : De apport, *in tercio* [sic, *sexto?*] *articulo; et ibi vide in appostilla.*

[§. v.] *Déclaration de laiz.*

[54.] i. Comme [*sic,* L'omme?] puet laissier tous ses acquetz, et la moictié de son naissant, c'est assavoir ses héritaiges situez et assiz ès

[1] Entre ces deux mots : *doit,* et *Par,* il nous semble évident que le copiste a passé la dernière partie du commentaire de l'article 10, et tout un article qui eût été l'article 11; de sorte qu'à dater du mot *Par* nous savons le commentaire de l'article omis, et non celui de l'article 10. Notre conviction s'appuie non-seulement sur l'impossibilité de rattacher la fin du commentaire tel que nous le donnons d'après le manuscrit, soit aux premières lignes de ce commentaire même, soit à l'article 10; mais encore sur le rappel que fait de l'article omis le commentaire de l'article 1er du titre v, *Qui est dons, etc., etc.*

lieux qui se règlent et gouvernent à la coustume de Reins, et pareillement la femme puet laissier à son mari tous ses meubles, tous ses acquestz, et la moictié de son naissant, c'est assavoir de ces héritaiges situez et assis ès lieux qui se règlent et gouvernent à la coustume de Reins.

Nota : *l'omme puet laissier,* et nom pas donner simplement, *quia qui de uno dicit, de alio negare videtur;* et par ainsi simples donations faictes entre [vifs?] de l'omme à la femme, et de la femme à l'omme, ne valent riens, et se garde ung chascun, sinon toutesfois qu'elles feussent confermées par le testament de cellui qui averoit fait ledit don, au regart de ce dont on puet disposer par testament, selon la coustume, et non plus avant; *quia sic non valent ut donaciones, sed ut legata, vel dispositiones testamentarie;* et aussi valent donations mutuelles entre les conjoinctes, maiz elles ne sont pas donations simples, maiz mutuelles.

[55.] II. *Item,* se l'omme et la femme demeurent à Reins, et l'ung d'eulx a héritaiges situez et assiz ès lieux qui se gouvernent à la coustume de France ou de Champaingne, ilz n'en peuent aucune chose laissier l'ung à l'autre, pour ce que jà soit ce qu'ilz demeurent à Reins ne peuent-ilz faire aucun laiz l'ung à l'autre des héritaiges assiz hors de la coustume de Reins; maiz se gouvernent par la coustume des pays où ilz sont assis, esquelz pays l'omme ne peut riens laissier à la femme, *nec e contra.*

Nota ce mot : *par la coustume des pays;* car par ce appert que les héritaiges ensuivent la coustume des lieux où ilz sont assiz, et par ceste mesme raison, et par cest article, puet-on dire et soustenir [que] conjoinctes par mariaige demourans en Champaingne ayans héritaiges à la coustume de Reins pourroient laissier l'ung à l'autre leursdits héritaiges, en tant que la coustume de Reins le puet souffrir; c'est assavoir les acquestz et le demi-naissant, qui fut bien à noter; maiz ainsi n'est pas des meubles, car les meubles ensuivent le corps, et nom pas le lieu où ilz sont.

[56.] III. *Item,* ung chascun marié, ou à marier, puet laissier à qui lui plaist tous ses meubles, tous ses acquestz, et la moictié de son naissant, excepté homme et femme qui averoit enfans, ouquel cas on en use par la manière cy-dessoubz escripte.

[57.] IV. Homme et femme ayans enfans peuent laissier à aucun de leurs enfans, en fourcloant et privant de ce les autres, tous ses meubles et acquestz; maiz quant au naissant, père et mère n'en peuent laissier ou ordonner par quelque manière que ce soit à leurs enfans,

ad ce qu'ilz facent de meilleur condicion, ne de pieur, l'ung que l'autre.

[58.] v. *Item,* il est tenu et gardé que quant aucun fait lays, toutes debtes sans fraude doivent estre payez avant tous laiz.

[IX.] *Quelle chose ung homme doit faire quant sa femme trespasse devant lui.*

[59.] i. Quant une [femme] trespasse devant son marit, l'omme doit l'enterrement, si comme sonner, serqius, couverture, fosse, luminaire, et aussi le mengier [que?] y plaist à faire; sauf tant que [se?] les amis de la femme s'entremectent de faire semondre à mengier aucuns des amys de par elle, pour la honnorer, ilz payeront la moictié du mengier.

[60.] ii. *Item,* les amis de la femme payeront les laiz de par elle, et aussi les debtes de par elle, s'aucune chose devoit avant que le marit l'espousast tant seulement.

Nota pour ce mot *tant seulement,* que le marit est tenu de toutes debtes faictes et accrues d[epuis et?] constant le mariaige; et ainsi en use-l'en, comme en l'article subséquent est ainsi contenu.

[61.] iii. *Item,* le marit paiera toutes debtes que il et sa femme ont fait ensamble le mariage durant; et se la femme se obliga en son vivant, en lectres, avec le marit, constant leur mariage, et les hoirs d'elle en sont poursuis après le trespas d'icelle, il averoit bonne cause de poursuir le marit qui les g[a]randist, et y sera tenu par la coustume.

Avec ce sera tenu le marit de rendre et restituer ausdits héritiers, ou ayans-cause, d'apport [*sic,* l'apport?] d'elle, comme il est contenu et déclairié dessus, au chappitre *de l'apport,* en l'article qui commence : *Item, s'il advient;* et aussi au chappitre *quelle chose est acquest,* ou derrenier article, en la fin : *se ainsi n'estoit que la femme en eust disposé par testament, ou par don mutuel, au prouffit de son marit;* car en ses cas, et chascun d'iceulx, il n'en restitueroit point, *ut patet supra,* ou chappitre *des laiz,* au premier article, au regard de testater; et au regard du don mutuel, *patet etiam supra,* ou chappitre *qu'est don, etc.,* en l'article : *Item, homme et femme, etc.; item,* et se le marit a payé, constant le mariage de lui et de sa femme, aucunes des debtes que sa femme devoit par avant leur mariage, cellui doit estre déduit [et?] rabatu de l'apport d'elle, et ainsi en use-l'en. *Item,* et s'il en a receu aucunes, elles chéent en restitucion de l'apport de sa femme.

[X.] *En quoy compaignie se peut faire par la coustume de Reins.*

[62.] I. *Premier,* compaignie se peut faire entre deux personnes, quant ilz le convenancent l'ung à l'autre, et a telle compaignie effect, selon la nature du convenant.

Quia ex conventione partium, contractus legem accipiunt; ut dicit lex.

[63.] II. *Item,* quant père et mère trespassent, et ilz ont pluseurs enfans, lesquelz se gouvernent, et tiennent le leur, ensamble, se l'ung d'eux vend ou achecte des biens communs, ung chascun d'eux en sera participant, supposé que l'ung feist faire lectres de l'achact en son nom. S'aucun laissoit par manière de laiz aucuns biens à l'ung desdits enfans, meubles ou héritaiges, les autres ne seroient pas participans, pour ce qu'ilz ne seroient pas acquis des biens communs.

[64.] III. *Item,* quant l'omme et la femme mariez ensamble ont enfans, s'il advient, l'omme trespassé, que la femme et les enfans demeurent ensamble, et ilz se gouvernent ensamble, vendent, achectent, et usent de leurs biens communs, et acquestent aucuns héritaiges; se après ce les enfans veulent partir à elle, ou elle trespasse sans prendre choix, et les enfans trespassent avant qu'ilz aient amis à qui l'eschéance d'eulx vient, on devera tenir que la moictié des héritaiges acquestez par la femme et enfans appartint à la mère, nonobstant qu'elle ne print point de choix; et l'autre moictié appartint aux enfans, pour ce que les acquestz furent faiz des biens communs; et ainsi les amis de par la mère en averont la moictié de par la mère, et en l'autre moictié, la moictié, pour ce que par les trespas des enfans la moictié de leurs acquetz en eschiet aux amis de par le père, et l'autre moictié aux amis de par la mère.

La raison est pour ce que la moictié des meubles et acquetz d'aucun trespassé doivent escheoir aux amys de par son père, et l'autre moictié aux amys de par sa mère, par la règle contenue ou chappitre tantost ensuivant, en la fin du IIe article, *et ibi vide notam.*

[XI.] *Comment on doit user et use d'eschéance.*

[65.] I. Quant père et mère ont enfans, et la [femme?] meurt avant le marit, leur père, combien que ce soit longuement, ilz ne porront

demander au père, quant vorront partir, que l'apport de leur mère [en meubles et en héritaiges?]; et aussi aucune eschéance se elle leur venoit après le trespas de la mère d'aucuns de leurs amis de par elle.

Nota : *que l'apport de leur mère en meubles et en héritaiges,* se elle n'en a disposé au prouffit du père.

Nota que le père ayant enfant en sa puissance, après la mort de la mère dudit enfant, a et prent de son droit les fruitz et prouffis des héritaiges d'icelui enfant à [lui?] (*sic*) venus, escheux de par sa mère trespassée, et lui compectent et appartiennent de son droit, tant que l'enfant est en sa puissance; *ut in l. 1ª, C. de bonis maternis* [1].

[66.] II. *Item,* aussi averont ce qui leur pourroit escheoir du costé de par leur père; c'est assavoir se le père avoit marié aucuns de ses enfans à qui il eust donné ou fait dons de nopces, et aussi qui eust faiz aucuns acquestz, se après ce il trespassoit [sans hoirs?], la moictié de ses meubles escherroit aux amis de par sa mère [*sic,* son père?], et le naissant suiroit sa ligne, se le père estoit trespassé [2].

Nota : *aux amis de son père* (*sic*), *etc.,* car on peut avoir amis de lignaige a stuender [*sic,* succéder?] de par père de deux lignes; c'est assavoir de par le tayon et taye, ayeul et ayeule, de par icelui père, et pareillement de par le tayon [et taye?], ayeul et ayeule de par la mère. Et payeront les héritiers de deux lignes les debtes du trespassé par moictié, nonobstant que l'une ligne ayt plus naissant que l'autre, pour ce que la coustume les fait héritiers, *et dividit hereditatem in eos,* et [partiront?] aux meubles et acquestz; et ne se porte héritier qui ne veult.

[67.] III. *Item,* et se le père vivoit encores, ainsi seroit-il comme dit est, excepté des meubles; maiz quant aux meubles, s'aucun morroit qui n'eust hoirs de son corps, ung, ou pluseurs, les meubles écherroient au père ou à la mère qui viveroit, ou au tayon ou à la taye, ou à l'ayeul ou à l'ayeule, franchement, toutesfois que les hoirs du trespassé se diroient hoirs de lui à plain; car meubles vont en montant, et ne vont point de ligne.

Ou cas, *supple,* qu'il y a père, mère, taye ou tayon, etc.

Nota : *s'aucun morroit qui n'eust hoirs de son corps; quia liberorum prima est successio; ut Instit. de heredum qualitate et differentia,* §. *sui autem* [3]; et pour ce s'il y avoit enfans, ilz précéderoient le père, etc.

[1] *Cod.,* lib. VI, tit. LX, l. I.

[2] Cet article nous semble avoir été mal transcrit par le copiste. A l'appui de cette présomption, que nous suggèrent les variantes qui se trouvent entre le texte et la glose, vient encore le rappel qu'indique la dernière note du commentaire de l'article suivant.

[3] *Instit.,* lib. II, tit. XIX, §. 2.

Nota : *les meubles escherroient au père, etc., nisi esset uxoratus;* car s'il estoit marié, et sa femme survivoit qu'il esleust partir à hoirs, elle averoit moictié des meubles, *ut hic.*

Nota aussi par la rigle devantdicte, contenu en la fin du second article de ce présent chappitre, s'aucun trespassoit délaissant en vie ung sien oncle paternel, c'est assavoir frère germain à son père, et ung [sien?] frère germain de par sa mère, et non germain de par son père [1], ledit frère non germain [par le père] prendroit moictié ès meubles et acquetz dudit trespassé, à cause de sa mère, et ledit oncle l'autre moictié, à cause du père, pour ce que par ladicte rigle et coustume les meubles et acquestz d'aucun trespassé doivent escheoir aux hoirs d'icellui trespassé tant du costé de par son père comme de par sa mère, par moictié, quant il y a hoirs des deux costez; et pour ce ledit oncle qui n'estoit parent au trespassé que de par son père, car frère de son père, n'avera que moictié èsdits biens; et ledit frère, qui estoit parent audit deffunct de par sa mère, avera l'autre moictié, et non plus; et ne lui peut-on dennier par ladicte coustume, puisqu'il n'y a autre plus prochain du costé de la mère actenant audit trespassé.

[68.] iv. *Item,* par ceste rigle est tenu et gardé, que quant aucun trespassent qui a frère germains, et aussi non germains, se l'un des germains trespasse, le vivant germain emportera la moictié premiers, franchement, pour son costé dont il est, et que le non-germain n'est mie; et en l'autre moictié autel et autant comme le non-germain.

Ceste rigle, ou coustume, est bien fondée en droit; car de droit on ne doit [*sic*, succéder?] que du costé ou ligne dont on est prochain au trespassé; et pour ce, le non-germain qui n'est que d'un costé, emporte moins que le germain, et non sans cause.

[69.] v. *Item,* et s'il advient que aucun ait frères ou seurs [non germains d'un côté, et cousin germain?] de l'autre, pluseurs tiennent que de meubles et d'acquestz chascun doit avoir moictié, ou autrement la coustume ne seroit pas gardée; et les autres tiennent que le frère non germain doit avoir meubles et acquestz, pour ce que de l'autre costé ne ost onques si prochain comme de frère.

Ceste coustume est vraye, et approuvée à Reins, pour la raison dessus escripte en l'article précédent; car combien que le frère non germain soit plus prochain de lignage que le cousin germain, si ne est que d'un costé, car non germain; et par ce ne peut ou doit succéder que d'un costé; et pour le parent germain qui est le plus prochain germain après d'autre costé, c'est assavoir le cousin germain, y doit venir pour l'autre costé; et s'il n'y avoit autre héritier que le non germain, sil ne deveroit-il avoir que moictié ès meubles et acquestz du trespassé; et s'il y avoit héritaiges naissans de deux

[1] C'est-à-dire *utérin.*

costez, il averoit ceulx de son costé et ligne tant seulement, et les autres biens meubles, acquestz et naissans, seroient vacans par faulte de hoirs de l'autre costé.

Nota : *et les aucuns tiennent, etc.*, que par la coustume de Champaingne le frère non germain averoit meubles et acquestz devant le cousin germain, comme le plus prochain, ainsi qu'il est icy contenu ; maiz ainsi n'est pas à la coustume de Reins, qui a autre regart, comme dit est en cest article, et ès précédens de ce chappitre, car [partit?] meubles et acquestz aux deux lignes ; et si ne peut ou doit succéder que du costé dont on est. Et ainsi se on ne est que d'un costé, on n'y doit avoir que moictié par ladicte coustume de Reins ; et en Champaingne on averoit tous meubles et acquestz comme plus prochain, pour ce que ladicte coustume de Champaingne, en meubles et acquestz qui [*sic*, en qui meubles et acquestz?] n'ont point de ligne, ne [*sic*, n'a?] de regart que de proximité de héritaige, *non curando ex quo latere, ascendendo vel descendendo*, mesmement au regart des meubles et d'acquestz, qui n'ont point de ligne à ladicte coustume de Champaingne.

Item [1], tous dons de nopces faiz à enfans de héritaiges, *supple* de père ou de mère, ne revont mie à père, ne à mère, se l'enfant meurt ; et aussi ne revont pas acquestz de héritaiges ; car héritaiges ne peuent retourner. Et appelle-on retourner de [*sic*, ce?] qui ne puet escheoir ne raler au père, ne à la mère, ne à leurs prédécesseurs ancestres.

[70.] vi. *Item*, se père, ou mère, trespassent autrès qui ont enfans, aient amis de lignaige, s'il en vit aucun à qui partie de l'eschéance viengne, tous ceulx qui seront issus du pareil degré, eulx ou leurs encestres, p[r]endront contre le survivant, et emporteront autel et autant contre le vivant, comme feist celui duquel t (*sic*) ilz sont issuz, se il vesquits, puis qu'il feust en pareil degré du vivant.

Nota : *tous ceulx qui seront issus du pareil degré; id est* comme celui qui succède, ou à qui l'eschéance vient.

Item à la coustume de Reins on puet bien estre héritier et légataire, et à la coustume de Champaingne, non ; car on n'y puet estre que l'un ou l'autre seul.

[XII.] *Déclarations d'emendes.*

[71.] i. Quiconque bat une personne non mie à sang, il doit xxii sols [vi deniers?] parisis d'amende.

[1] Nous ne voyons pas à quoi se rapporte cette dernière partie de la glose; servirait-elle de commentaire à un article omis par le copiste? ou plutôt ne constituait-elle pas primitivement un article que le copiste aura par inadvertance rejeté du texte dans le commentaire? Le seul motif qui nous ait empêché d'adopter cette opinion, et de rétablir l'ordre que nous supposons interverti, c'est l'explication : *Supple, etc.*, qui nous paraît indiquer un commentaire, et non pas une rédaction arrêtée comme l'est ordinairement celle des articles de la coutume.

[72.] II. *Item,* qui bat à sang, il y a LX sols parisis d'amende.

[73.] III. *Item,* d'une plaincte faicte sans eschevins, ung chascun, c'est assavoir homme ou femme, se peut escondire par sa main seule; et aussi de plaincte faicte devant eschevins une femme se peut escondire par sa main seule.

[74.] IV. *Item,* d'une plaincte faicte devant eschevins d'aucun homme, il le convient amender, ou faire escondire, lui VII[e].

[75.] V. *Item,* s'aucun se plainct de enfans soubz aaige de XXV ans, non émancipez de leur père, le père les porra escondire par sa main seule, en jurant qu'il enquerra de son povoir la vérité à iceulx, et que sur ce loyalement en depposera ce que trouvé en avera; et ou cas où il seroit coulpable, il l'amendra pour eulx par la manière devant dicte.

[76.] VI. *Item,* escondit par sa main seule se doit fere soubz ceste fourme, ou en la fourme qui s'ensuit : et doit l'escondisseur lever la main dextre aux sainctz, et dire tout hault, en jugement : « Sire, par « les sainctz qui sont encontre, et par tous autres, de la bature à sang, « ou sans sang, faicte à *ung tel,* ou à *une telle qu'il faut nommer,* « dont on me poursuit en la court de céans, j'en suis pur et innocent. »

NOTA que qui ne garde en faisant son escondit les fourmes contenues en ce chappitre, peut choir ès amendes dessusdictes, c'est assavoir, s'il y a sang, en LX sols parisis, et se c'est sans sang, en XXII sols VI deniers parisis.

NOTA aussi que se l'escondisseur disoit ainsi : « Sire, par les sainctz de cy encontre, « de la batture dont on me poursuit en la court de céans, de Jehan Gautier, j'en suis « pur et innocent; » et tel escondit seroit bon et souffisant, se tel escondisseur n'estoit poursuy que d'une bature faicte audit Jehan Gautier, feust à sang, ou sans sang; et ne seroit jà besoing de dire : « de la bature à sang, ou sans sang, etc., » puisqu'il ne seroit poursui que d'une bature, etc., et aussi [*sic,* ainsi?] a-il esté jugié pluseurs foiz en court laye.

[77.] VII. Et s'il y a plaincte devant eschevins, tellement qu'il faille escondire lui VII[e], la somme est pareille que dessus en tout, et par tout; maiz il convient que l'escondisseur ait avant [*sic,* avec?] soy, à faire son escondit, IX [*sic,* VI?] hommes tous bourgois non excommeniez, car se ilz, ou aucuns d'eulx, estoient excommeniez, le procureur de l'office les porroit reprochier, et par ce descherroit l'escondisseur de son escondit, et seroit condampné à l'amande; lesquelz VI dessusditz, tantost après l'escondit fait, doivent dire chascun l'ung après l'autre

par telz motz, ou en substance : « Sire, par le serement qu'il a fait, je « croy qu'il a fait bon serement. » Et en ce disant doivent lever la main dextre par devers les sainctz, pareillement comme avera fait l'escondisseur, lequel la devera tenir toute droicte jusques ad ce que lesdits six compurgateurs averont dit ce que dit est.

Nota que se père ou tuteur qui avera pris en soy la deffense de l'enfant en leur puissance, ont à faire escondir [*sic*, escondit?] pour tel enfant, il doit dire et garder ceste fourme, ou en substance : « Sire, par les sainctz qui sont cy encontre, de la bature « d'*ung tel, en nommant cellui que on dit estre batu*, dont Jehan, ou Robin, mon « filz, etc., ou mon pupille, est poursuy en la court de céans, je m'en suis informé « audit mon enfant ou pupille, lequel m'a juré par son serement qu'il en est pur et in- « nocent; et aussi fais-je à ceste cause. » Et pareillement doit estre fait par ung homme qui averoit pris sa femme en deffense, en disant : « Je m'en suis informé à ma femme, « laquelle m'a juré par son serement qu'elle en est pure et innocente, et aussi suis-je « [*sic*, faiz-je?] à ceste cause. »

[78.] viii. *Item,* quiconques desment, ou dit villenie, en jugement, en court vestue, à aucune personne privée, on tient qu'il doit lx sols parisis d'amende. *Hoc fundatur, aut fundari potest, per l. nullum penitus, C. de testibus*[1], *que est notabilis lex; et ibi dicitur, quod nichil est dicendum in judicio, quod offendat pias aures auditu; idem dicendum est* en autre court que vestues; et est appellée court vestue ung jugement ouquel a eschevins jugans avec ung bailly, prévost, ou maire.

[79.] ix. *Item,* quiconques fait ou dit villenie en jugement à mayeur, ou sergent, ou à aucune personne auctorisée, il doit estre condampné en amende arbitraire, laquelle doit estre arbitrée selon l'avoir que le forfaiteur a, et selon ce que le fait est grand ou petit, selon la value et discrécion des personne. Et fait moult à considérer se le fait est fait ignoramment, ou de fait apensé.

[80.] x. *Item,* quiconques vend vin à fauses mesures, il les doit perdre; et si a lx sols parisis d'amende, et autant pour une, se plus n'en y avoit, comme pour trois, ou pour quatre, que on prendroit à une foiz, ou cas qu'elles ne seroient justiciées par le seigneur; ouquel cas il n'y averoit point d'amende.

[81.] xi. *Item,* quiconques vend vin à mesure trop grande excessivement, il doit xxii sols vi deniers parisis d'amende.

[1] *Cod.*, lib. iv, tit. xx, l. 14.

[82.] XII. *Item,* qui ne paye son cens au jour qu'il le doit, il doit v sols parisis d'amende; et s'il y avoit pluseurs procez [*sic,* pièces?] de terre, jà pour ce ne deveroit plus, puis qu'elles feussent d'une condicion.

[83.] XIII. *Item,* se le sire seist [*sic,* saisist?] la terre pour cause de son cens non payé, il y a II sols VI deniers d'amende pour cause de la saisine.

[84.] XIV. *Item,* qui deffault de payer son cens par pluseurs années, jà pour ce n'y avera-il qu'une amende, se le teneur pendant les années n'est adjourné pour roye de terre pour son cens non payé, ou se on ne lui saisist.

[85.] XV. *Item,* se le sire (*sic*), le teneur sera creu par son serement du temps passé, en disant par son serement qu'il en fist ce qu'il deubt, quant il le deubt, et où il le deubt; maiz l'année après, se il deffailloit de payer, et le sire l'en apperçoit, il ne sera mie creu par son serement.

[86.] XVI. *Item,* quiconques entre en héritaiges qui a esté à autrui, soit par achat, ou par eschéance, il convient qu'il s'en face vestir par le seigneur, ou sa justice; ou si non, et il y entre de son auctorité sans en estre vestu, il doit XXII sols VI deniers d'amende pour le estente [*sic,* la estoute?] entrée; et le peut le seigneur contraindre à le faire vestir, pourquoy le seigneur puist avoir ses ventes et vestures.

[87.] XVII. *Item,* ung chascun peut entrer en héritaige qui a esté à autrui, de son plain droit, sans en estre vestu, par v voyes et manières : l'une par succession, ou eschéance; l'autre par laiz à mort faict par autrui; la tierce par retraicte de héritage; la quarte par don faict en mariage; la ve, c'est par convenance mutuelles.

J'ay veu par délibéracion de notables conseilliers de Laon, et de Reins, que en donacion, transport faict par aucune personne de ses biens à autrui pour estre à l'autre gouverné par tout les cours de sa vie, et par vesture faicte de héritage transporté pour ladicte cause, etc., n'y a, ne doit avoir, quelques ventes pour le seigneur, pour ce de [*sic,* que?] ventes est des (*sic*) coustume, non pas de droit; *ideo, restringendum est,* et est à tenir en ses termes, c'est assavoir où il y a vendage : or convient-il en vendage qu'il y eut pris et somme d'argent, ce qui n'est pas ou cas dessusdit.

[88.] XVIII. *Item,* quiconques fault de paier ventes, ou vestures, ou l'ung d'eulx, en temps deu, il doit XXII sols VI deniers d'amende.

[89.] XIX. *Item,* quiconques ne essoingne ou relièvе héritaige en temps deu, il doit XXII sols VI deniers d'amende par la coustume générale ès lieux où on a accoustumé de ensongnier; et doit essongnier dedens le IXe jour après le trespas de cellui dont il a cause; *et en ensoingnant doit baillier à la justice les cens, c'est assavoir telle somme comme les héritaiges qu'il ensoingne sont chargez pour une foiz; et se pluseurs héritaiges y a, chascun est tenu de ensoignier pour sa portion; combien que aucuns tiennent que l'un peut faire pour tous.*

Ce qui est escript en l'article précédent, et royé par dessoubz [1], est addicion oultre le viel coustumier; et à la vérité il en fault ensuir les coustumes locales des lieux où il convient ensoiognier qui sont diverses; et n'y a point d'ensoingne en la ville de Reins en quelque terre.

[90.] XX. *Item,* quiconques achecte héritaiges ès lieux où on a accoustumé de paier ventes, et il se fait vestir de mendre somme que la marchandise n'est, pour tollir les ventes et paier moindre somme de ventes que le marchier ne monte, certes aucuns tiennent qu'il doit LX sols pour ventes recelées.

[91.] XXI. *Item,* quiconques est adjourné, et on lui fait demande, s'il advient qu'il congnoisse la demande, et qu'il y soit condempné, ou il advient que le maire lui face injunction ou commandement de paier, il y chiet II sols VI deniers d'amende.

[92.] XXII. *Item,* se cil à qui l'injunction est faicte se part sans amender en [*sic,* ou?] reppitter l'amende, il enchiet en XXII sols VI deniers d'amende s'il lui est deffendu qu'il ne se parte sans paier l'amende de II sols VI deniers.

[93.] XXIII. *Item,* et s'il advient qu'il reçoive injunction, et le sire deffend que aucun ne emporte les droitz de la court, s'il se part sans amende, ou reppitter l'amende, elle double de jour en jour, jusques à la somme de IX livres I denier parisis; maiz à la coustume de Reins, ne a amende qui double que ceste, quant le cas si offre par la manière devant dicte.

Et sic est finis hujus operis.

[1] C'est ce qui se trouve ici en lettres italiques. — Notez que cette expression de *vieil coustumier* contenue dans une glose dont l'auteur est mort en 1439, suppose que le coutumier dont nous publions la rédaction remonte au moins au XIVe siècle.

COUTUMES DU XVe SIÈCLE.

[N° II. FRAGMENT D'UN SECOND COMMENTAIRE SUR LA COUTUME DE REIMS PAR GÉRARD DE MONTFAUCON.]

Bibl. Roy., ms. Suppl. franç., n° 638.

Ce présent traictié fut compilé par maistre Gérard de Montfaulcon, advocat, licencié en loix, qui trespassa à Reins l'an mil IIII^c XXXIX.

Ci-après s'ensuit un traictié fait et composé sur le coustumier de la ville de Reins, pour avoir meilleur cognoissance et plus cler entendement des coustumes escriptes et contenues oudit coustumier, avec certaines addicions servans à la matière, utiles et pourfitables à savoir, cy mises et rédigées par escript pour mémoire, et affin d'advertir;

Et premier :

[I.] *Quelle chose est naissant.*

[1.] I. Naissant est héritaige qui eschiet et vient à aucun par succession de son père ou de sa mère, ou d'aucune personne de son linaige, prochain ou longtain, du costé et ligne dont on lui succède. Et à bonne cause est appellé naissant; car il naist d'un trounc ou estocq, et vient tousjours en sa ligne directe en descendant, s'aucun en y a, sinon en la colatérale, comme cy-après sera déclairié plus à plain, ou chappitre : *De la succession des enfans*, en l'article commençant : *Item, héritaiges de naissant ou d'acquetz;* et aussi ou chappitre *comment frères et seurs germains et non germains doivent succéder.*

[2.] II. *Item,* héritaiges donnez en mariage de père ou de mère, ou de l'ung d'eulx, à leurs enfans, et non pas d'autres personnes, sont par la coustume repputez naissant ausdits enfans; comme le met et dit ledit coustumier en ce pas, ou premier article; *et notanter dicit : et non mie d'autres personnes*, car se par autres que par père et mère estoient donnez, ilz seroient de nature d'acquest, et non pas de naissant, comme cy-après sera dit, ou chappitre : *Quelle chose est acquest.*

[3.] III. *Item,* pareillement hérita[i]ges laissiez par aucunes personnes à leurs héritiers par manière de résidu, ou de laiz unniversel, dont [*sic,* sont?] réputez naissant à cellui ou ceulx à qui la chose est laissiée, se cellui à qui tel laiz est fait ne la prent par manière de laiz, comme dit ledit coustumier en ce pas, ou IIIe article.

[4.] IV. *Item,* et peut-on dire, oultre le contenu oudit coustumier, ung lais estre pris et accepté par manière de laiz, quant le légataire qui est habile à succédé, le se fait délivrer par l'exécuteur du testament, ou par juge compétent, ou deffault, reffus, ou délay, de l'exécuteur; et ne le prent pas par manière de succession ou hérédité, en soy boutant de fait comme héritier en icellui laiz, et tel est le mandement dudit coustumier; nonobstant que aucuns ont voullu dire et soustenir que tel laiz, par quelque manière qu'il soit pris et accepté par l'éritier, est et doit estre de nature de succession, pour ce qu'il est unniversel, et contient en soy la plus grant partie de ladicte [succession?] du deffunct; et par ce doit estre repputé naissant par le contenu ou premier article de ce chappitre.

[5.] V. *Item,* argent donné en mariage, ou par don de nopces, de père et de mère à leurs enfans, pour achecter héritaiges, et dont il fut condicionné par exprès ou traictié du mariage fere que héritaige en seroit achecté, est et doit estre tenu et repputé pour naissant à cellui à qui il fut donné, comme ledit coustumier dit en ce chappitre ou pénultième article, qui est chose bien fondée en raison; *quia res subrogata in locum alterius, ejus naturam sortitur.*

[6.] VI. *Item,* quant une femme, après le trespas de son mari, eslit choix de partir moictié à moictié, comme faire le peut, ainsi que cy-après sera dit et touchié ou chappitre *du choix ou eslection que les femmes ont, etc.,* et à la parçon faire elle a en sa part héritaiges oultre la valeur de ceulx qui durant le mariage de son mari trespassé, et d'elle, lui estoient repputez de son naissant, telz héritaiges ainsi ceulx [*sic,* cheus?] en sa part, soient des siens, ou de ceulx de son mari, sont et doivent estre réputez naissans à icelle femme jusques à la valeur de ceulx qu'elle avoit de son naissant durant sondit mariaige, et de tel costé et ligne comme ceulx qu'elle avoit constant ledit mariaige; et le surplus de ladicte part doit estre réputé de nature d'acquest, comme il est contenu oudit coustumier, en ce présent chappitre, ou derrain article; *et ibi vide.*

[7.] VII. Et oultre ledit coustumier, [peut-on dire que?] ceulx qui eschéent en parçon aux héritiers du trespassé, supposé ores qu'il soient des héritaiges de la femme, sont tenus repputez naissant à iceulx héritiers du costé et ligne dudit deffunt, et non pas du costé de la femme; pour ce que èsdictes parçons faisant, ont traictié [*sic,* ou traicte?], et fait-on parçon de la succession de l'omme, et non de la femme; *quare, etc.*

[8.] VIII. *Item,* et si présume-l'en par ladicte coustume, tous héritaiges estre naissans à ceulx qui les ont, et dont ilz viennent, du costé de par le père, se il n'appert du contraire.

[9.] IX. *Item,* par ladicte coustume on tient et présume tous héritaiges estre naissans, s'il ne appert du contraire.

[II.] *Quelle chose est demi-naissant.*

[10.] I. Par la congnoissance du naissant dont dessus est faicte mencion, on puet savoir et congnoistre assez clérement qui est le demi-naissant; et aussi ce mot : *demi-naissant* donne assez à entendre et congnoistre que le demi-naissant est la moictié du naissant.

[11.] II. *Item,* les hoirs d'aucun trespassé se peuent dire et porter héritiers de lui à pur et à plain, ou pour demi-naissant tant seulement, se bon leur samble; comme il est bien contenu et exprimé oudit coustumier ou chappitre : *quelle chose est naissant,* ou IIIe article; lesquelz héritiers pour demi-naissant sont moult privilégiez en leur demi-naissant par la coustume, pour laquelle chose savoir et congnoistre, fault veoir le chappitre qui s'ensuit.

[III.] *Quel droit ont les héritiers pour demi-naissant.*

[12.] I. Les hoirs pour demi-naissant d'aucun trespassé ont, et doivent avoir, et à eulx compecte et appartient en plain droit, pour leur droit de demi-naissant, la moictié de tous les héritaiges naissans que le trespassé de qui on est héritier pour demi-naissant avoit en son vivant, assis ès lieux qui se riglent à la coustume de Reins, du costé et ligne dont icellui héritier pour demi-naissant lui peut et doit succéder, franche, quicte, et deschargie de debtes, et de lais, du trespassé, et d'autres charges quelzconques, ypothèques, et obligations, ou cas toutesvoyes que tel trespassé n'avoit icellui demi-naissant valablement aliéné en son vivant, ou chargié d'aucune ypothèque ou obligation; ouquel cas il en seroit à faire comme cy-après sera touchié.

[13.] II. *Item,* et doivent avoir telz héritiers pour demi-naissant leur demi-naissant en la manière qui s'ensuit : c'est assavoir que se le trespassé avoit au jour et heure de son trespas tout son naissant, et qu'elle (*sic*) n'en eust aucune chose vendu, ne autrement aliéné en son vivant, ses héritiers pour demi-naissant en averoient la moictié franche et quicte, comme dessus est tantost dit, en l'article prochain précédent. Et s'il en avoit vendu, ou autrement aliéné la moictié tant seulement, laquelle ung chascun puet bien aliéner à son plaisir, comme cy-après sera touchié, lesdits héritiers pour demi-naissant av[er]oient l'autre moictié demourée à vendre. Et s'il n'avoit pas vendu jusques à la moictié, sesdits héritiers pour demi-naissant averoient du demouré à vendre jusques à leur demi-naissant, en prisant le naissant vendu, et le demouré à vendre.

[14.] III. *Item,* et s'il en avoit vendu, ou autrement aliéné, oultre la moictié, et non pas le tout, sesdits héritiers pour demi-naissant averoient le demouré à vendre, et si pourroient retourner de leur plain droit au derrenier vendu oultre la moictié d'icellui naissant, jusques à l'accomplissement de leur demi-naissant; et s'il avoit tout vendu à une foiz, lesditz héritiers pour demi-naissant y averoient la moictié par indivis, en tout

et partout. Et s'il avoit tout vendu à pluseurs foiz, iceulx héritiers pourroient retourner au derrenier vendu, jusques à l'accomplissement de leur demi-naissant, lequel demi-naissant lesditz héritiers ont, et doivent avoir, comme cy-dessus est dit, franc, quicte, déchargié de toutes debtes, laiz, ypothèques, obligations, et autres charges quelzconques du trespassé, excepté toutesvoyes en deux cas cy-après déclairez, esquelz, et en chascun d'iceulx, il loist, par ladicte coustume, à ung chascun homme et femme vendre, ou autrement aliéner, obliger, ypothéquer, ou chargier oultre la moictié de son naissant, voire le tout, ou préjudice de ses héritiers, ou héritier futur, pour demi-naissant; dont le premier cas est quant homme et femme conjoinctz par mariaige, ayans enfans d'eulx en leur mariaige, ung, ou pluseurs, vendent ou aliènent, oultre la moictié de leur naissant; le second cas si est, quant aucun vend oultre la moictié de son naissant pour sa nécessité, pour ses debtes paier, ou lui mectre hors d'excommuniement s'il y estoit, en observant la solennité de la coustume sur ce ordonnée, plus à plain déclairée cy-après, ou chappitre prochain subséquent, ou IXe article commençant: *Item, et pour avoir déclaracion de la solennité;* esquelz deux cas cy-dessus exprimez et contenus, et en chascun d'iceulx, l'éritier pour demi-naissant par tant en est privé ou excludé par la coustume de son demi-naissant, ou de ce qui est vendu en iceulx cas, ou en l'un d'iceulx, oultre la moictié du naissant, comme il est bien contenu et déclairié audit coustumier, en ce présent chappitre, ou premier et IIIIe article, lesquelz sont à entendre comme cy-dessus est déclairié et exposé. Se avec ce y a ung tiers cas où lesdits héritiers pour demi-naissant prendent [*sic,* perdent?] leur demi-naissant; [c'est lorsque celui dont ilz devoient hériter a esté?] justiciez et mis à mort pour ses démérites, comme dit ledit coustumier, en ce présent chappitre, ou derrien article.

[15.] IV. *Item,* il est assavoir que ung héritier qui se dit et porte héritier pour demi-naissant tant seulement, a, et doit avoir, son demi-naissant tel que dessus est déclairié, quant demi-naissant chiet et appartient; sans ce que il puisse ou doye riens prendre, ne avoir, ses [*sic,* ès?] meubles, ne ses [*sic,* ès?] acquetz, de celluí dont il est hoir pour demi-naissant.

[16.] V. *Item,* est à noter oultre le contenu oudit coustumier, que selon la pratique commune, usage, stile, coustume de la ville de Reins, et d'autres villes, places et lieux qui se gouvernent et riglent à icelle coustume, il loist aux héritiers pour demi-naissant d'aucun trespassé, prendre et appréhender de leur plain droit, tantost après son trespassement, leur demi-naissant, tel que cy-dessus est déclairié, et eulx bouter de fait en icellui demi-naissant; c'est assavoir en la moictié du naissant de tel trespassé du costé et ligne dont ilz sont ses héritiers pour demi-naissant, comme à eulx appartenant en plain droit; et d'icellui demi-naissant sont iceulx héritiers, et se en peuent dire, valablement saisis et vestus par la coustume, dedens l'an après le trespassement du deffunct dont ilz sont héritiers, ou eulx en complaindre et douloir en cas et matière de nouveleté, se en ce sont troublez, empeschiez; ou eulx en deffendre oudit cas, se on s'en complaingnoit contre eulx, dedens ledit an, supposé ores que le deffunct l'eust vendu,

ou autrement aliéné, chargié ou ypothéqué envers autrui en son vivant; nonobstant aussi quelque laps de temps sur ce intervenu, ou couru, au vivant du vendeur; cessans toutesvoies les trois cas cy-dessus déclairiez en ce chappitre.

[17.] vi. *Item,* et pourroit-on bien fonder le droit dudit demi-naissant, dont dessus est faicte mencion, en droit escript; c'est assavoir *ad modum quarte debite jure nature, que dicitur de jure legitima portio liberis debita ex bonis parentum, et e contra, que debetur ex quadam juris provisione, juxta legem :* si arrogator, ff. de adop.[1]; *in qua quidem portione jure nature debita, nullo modo, nulla condicione, nullo gravamine, in eadem portione possunt heredes onnerari; quin ymo modus, et condicio, necnon gravamen, super eadem portione apposita per testatorem, haberentur pro non appositis* l. quoniam in prioribus, C. de inoff. testamento[2].

[18.] vii. *Item,* et pour ce que cy-dessus est touchié de héritaiges naissans vendus, et demourez à vendre, sur quoy porroit cheoir difficulté, ou doubte, de la prisiée d'iceulx héritaiges, pourtant l'éritier pour demi-naissant vorroit avoir son demi-naissant, c'est assavoir que s'il estoit question après le trespas d'ung trespassé aiant vendu son naissant ou partie d'icellui, comment on deveroit prisier les héritaiges d'icellui trespassé vendus, et les demourez à vendre; et peut sambler que on les deveroit prisier selon ce qu'ilz valoient quant les vendus furent vendus, et non pas selon le pris et [*sic,* que?] les vendus furent vendus, ne aussi selon la valeur des demourez à vendre; et ainsi le met et déclaire ledit coustumier en ce présent chappitre, ou iiie article, commençant : *Et est encore assavoir,* vers la fin.

[19.] viii. *Item,* par la coustume le demi-naissant qui est deu aux héritiers pour demi- naissant, est en ce privilégié que lesdits héritiers pour demi-naissant sont préférez et vont devant doaire et apport de femmes, dont cy-après sera parlé, et devant toutes autres debtes données par le deffunct dont on est hoir pour demi-naissant, comme il est contenu cy-après, ou derrenier article de ce chappitre.

[20.] ix. *Item,* et pour brief dire, icellui demi-naissant est tellement privilégié par la coustume, que l'éritier pour demi-naissant ne le peut ou doit perdre, ne en estre fourclos, ou exclud, par quelconque vendue ou aliénation, ne autre chose que le deffunct dont il est hoir pour demi-naissant en ait fait en son vivant, sinon par les trois cas et manières cy-dessus déclairiées, ou iie [*sic*, iiie?] article de ce présent chappitre.

[IV.] *Des aliénacions du naissant.*

[21.] i. Ung chascun marié, ou non marié, homme et femme, aiant faculté et puissance de vendre et aliéner, puet par la coustume de Reins vendre, ou autrement aliéner, la moictié dont [*sic,* dans?] tous ses héritaiges naissans, assis [ès lieux qui se gouvernent?] par ladicte coustume, ou préjudice de son héritier futur pour demi-naissant; c'est assavoir se il a naissant de demi-costé seulement, *puta* de par son père,

[1] *Digest.*, lib. i, tit. vii, l. 22. [2] *Cod.*, lib. iii, tit. xxviii, l. 32.

ou de par sa mère, il en peut aliéner la moictié, et s'il en a de deux costez, *ut puta* de par père et de par mère, il en peut aliéner la moictié de chascun costé; et tel est, ou doit estre, l'entendement dudit coustumier parlant de ceste matière, ou chappitre *qu'il dira* [sic, *quel droit?*] *pour demi-naissant les hoirs ont,* ou IIIe article.

[22.] II. *Item,* et oultre la moictié dudit naissant, ne loist à aucun [de]den Reins, [vendre?], ne autrement aliéner, [ypothéquer?] ou chargier valablement ou préjudice de son héritier futur pour demi-naissant, sinon ès deux premiers cas dessus déclairiez, ou IIe [*sic,* IIIe?] article du chappitre prochain précédent; combien que s'aucune chose en estoit aliénée oultre et pardessus le demi-naissant, cessans les deux cas, l'aliénation vauldroit et tendroit par tout le vivant de cellui qui l'averoit aliéné; maiz après son trespas, ses hoirs pour demi-naissant pourroient rentrer de fait en ce que le trespassé averoit aliéné oultre la moictié de son naissant, c'est assavoir ès héritaiges de naissans darrenièrement vendus oultre ladicte moictié; et pour plus grande déclaration de la matière, on puet yci poser V règles sur le fait de l'aliénacion du naissant, par lesquelles rigles toute la matière du naissant et de l'aliénacion d'icellui est affectivement traictiée, en y compréhendant ce que dessus est touchié et dit en ce chappitre.

[23.] III. La première rigle, qu'il loist à une chascune personne vendre, ou autrement aliéner, chargier, ou ypothéquer, la moictié de ses héritaiges naissans assis ès lieux qui se riglent et gouvernent à la coustume de Reins, ou préjudice de son héritier, ou héritiers, futur pour demi-naissant, et sur [*sic,* sans?] ce que après le trespassement d'icellui vendeur ou aliénateur, cesdits héritiers pour demi-naissant y puissent demander valablement, *ut habetur* ou coustumier, ou chappitre *quel droit pour demi-naissant les hoirs ont,* ou IIIe article.

[24.] IV. La seconde rigle, qui est négative et prohibitoire en partie, qu'il ne loist à quelque personne vendre, ou autrement aliéner, ypothéquer, ne chargier valablement, oultre la moictié, ou plus de la moictié, de ses héritaiges naissans, assis ès termes de ladicte coustume, ou préjudice de ses héritiers, ou héritier futur, pour demi-naissant, mesmement sans leur consentement, sinon toutesvoyes en deux cas, dont l'ung si est quant homme ou femme conjoinctz par mariage ayans enfans, ung, ou pluseurs, du mariage d'eulx deux, vendent, ou autrement aliènent, oultre la moictié de leurdit naissant pour le tout, ou pour partie; car en ce cas faire le peuent, et vault la vendicion ou aliénation, *ut probatur* oudit coustumier, ou chappitre *de naissant,* ou IIIe [*sic,* IVe?] article; et l'autre cas si est quant aucun vend oultre la moictié de sondit naissant par nécessité de son vivre, paier ses debtes, lui mectre hors d'excommuniement s'il y est, garder [*sic,* gardant?] en ce la solemnité de ladicte coustume; c'est assavoir par décrect, comme ci-après sera touchié, et qu'il est bien contenu ou coustumier, ou chappitre dessus allégué *quel droit pour demi-naissant les hoirs ont,* en l'article commençant : *Item, et quant à la moictié demourée à vendre, etc.*

V. *Item,* et se aucune personne vend, ou autrement aliène, en son vivant, ou charge d'aucune obligation, ou ypothèque, [plus?], ou autrement que oultre la moictié de sondit naissant, cessans les deux cas cy-dessus déclairiez, ses héritiers pour demi-

naissant peuent, après son trespas, nonobstant icelle vendue, ou aliénation, retourner et rentrer de leur plain droit en la moictié par indivis d'icellui naissant ainsi vendu, en l'estat que ilz le trouèvent, se tout avoit esté vendu à une fois; et se à pluseurs foiz, ilz peuent retourner au darrenier vendu oultre la moictié dudit naissant premièrement vendue; et se le tout n'estoit pas vendu, maiz plus de la moictié l'estoit, ilz peuent retourner ad ce qui devant avoit esté vendu [oultre la moictié dudit naissant?] premièrement vendue; et si doivent avoir avec ce qui resteroit à vendre dudit naissant, jusques à l'accomplissement de leur demi-naissant, franchement et quictement; sans charges de debtes, laiz, ypothèques, ou obligacions du trespassé, *ut habetur satis clare* oudit coustumier, ou chappitre *quel droit les hoirs ont pour demi-naissant*, ou premier article.

VI. *Item*, et d'icellui demi-naissant sont, et se peuent dire estre saisis et vestus valablement, dedens l'an après le trespas dudit trespassé vendeur ou aliénateur; et peuent icellui demi-naissant prendre et appréhender de fait, quicte et deschargié comme dessus, ou eulx en douloir et complaindre en cas et matière de nouvelleté, se troublez ou empeschiez estoient, ou eulx en deffendre oudit cas, se on s'en complaingnoit contre eulx, se ilz estoient bouctez dedens ledit an, nonobstant quelque laps de temps sur ce intervenu ou courru au vivant du vendeur ou aliénateur; cessans, comme dessus est dit, les deux cas cy-dessus exprimez et déclairiez en la seconde rigle, et aussi en la rigle prochainne enssuivant.

[25.] VII. La tierce rigle, qui est affirmative et permissoire, qu'il loist à homme et femme conjoinctz ensamble par mariaige, ayans enfans d'icellui mariage, ung, ou pluseurs, vendre, aliéner, ou autrement chargier, valablement, soubz forme telle qui leur plaist, oultre la moictié de leur naissant, et jusques à tout, se bon leur samble, ou préjudice de leurs héritiers futurs pour demi-naissant; *ut habetur expresse* oudit coustumier, ou chappitre *du naissant*, ou IIIe [*sic*, IVe?] article, et aussi au premier article du chappitre *quel droit pour demi-naissant les héritiers ont, etc.*

VIII. *Item*, pareillement loist à chascun homme et femme, en cas de nécessité, pour son vivre, payer ses debtes, et lui oster d'excommuniement s'il y est, vendre, ou préjudice de son héritier futur pour demi-naissant, oultre la moictié de son naissant, et jusques à tout, se bon lui samble, pourveu que ce soit par décret du juge compétent, en la solennité de la coustume garder et observer, dont cy-après sera tantost faicte mencion; *ut habetur* oudit coustumier, ou chappitre *quel droit pour demi-naissant les hoirs ont*, ou IIIe [*sic*, IVe] article dessus allégué.

IX. *Item*, et pour aucune [*sic*, avoir?] déclaration de la solennité de la coustume qu'il convient en ce garder et observer, c'est assavoir que tel vendeur doit faire adjourner ou appeller en justice par devant juge compétent, par commission portant le cas, ses amys charnelz à qui le demi-naissant qu'il veult vendre pourroit et deveroit escheoir après sa mort, et là proposer en jugement sadicte nécessité, besoing et indigence, et qu'il n'a de quoy vivre, de quoy paier ses debtes, ne lui mectre hors d'excommuniement s'il y est, sinon qu'il vende sondit demi-naissant, ou partie d'icellui, en requérant et sommant

à sesdits parens et amis charnelz qu'ilz lui souffrent vendre son demi-naissant, et qu'ilz le consentent, ou que ilz prengnent ce qu'il y a, et le commectent et gouvernent selon son estat de là en avant, ou qu'ilz prengnent sondit demi-naissant en ce qu'il lui en convient vendre, pour le pris qu'il vault, et puet valoir raisonnablement, et ilz en seront devanciez; lesquelles choses se ilz ne veulent faire, ou en sont délayans, le vendeur doit offrir audit juge de le informer de sesdictes nécessité et indigence, et autres choses dessus dictes, en lui requérant que lui bien informé de ce, il lui vueille donner et octroyer congié et licence de vendre sondit demi-naissant, ou telle porcion d'icellui comme appartiendra pour sadicte nécessité supporter, et à icelle secourir et pourveoir; après lesquelles expositions, offres, requestes, et sommacions, ledit juge se doit informer sommèrement, et de plain, de ce que dessus est dit; et si lui en appert, il pourra et devera donner congié, licence, et auctorité audit vendeur de vendre son demi-naissant, ou telle partie d'icellui que ladicte nécessité le requerra; et lors pourra ledit vendeur sondit demi-naissant vendre et aliéner selon l'ordonnance et appoinctement du juge; et [devera ledit juge?] apposer son décret en approuvant icelle vendue; et ainsi en use-l'en quant le cas y eschiet; et telle est la pratique commune sur ce.

x. *Item,* et s'il advenoit que lesdits parens, et amys, aussi [*sic,* ainssi?] adjournez, feussent d'accord et consentens de ladicte vendicion, sans autrement informer le juge, icelle vendicion pourroit de légier, et sans difficulté, estre admise et approuvée par ledit juge, et à icelle [deveroit-il?] mectre et apposer son décret; et vauldroit comme dessus est dit telle vendicion, sans nulle doubte.

xi. *Item,* maiz se par adventure lesdits parens et amis, ou d'aucuns d'eulx, ne venoient ou comparoient, ne autre pour eulx en jugement, eulx sur ce appellez, ou adjournez par commission portant le cas, comme dessus est dit, il conviendroit derechief, et pour la tierce foiz adjourner les deffaillans, [avec?] intimacion que viengnent ou non l'en [procédera?] ainsi qu'il appartendra par raison; et se à icelle tierce foiz ils estoient deffaillans, ou aucuns d'eulx, de venir et comparoir en jugement, ou autres pour eulx souffisamment fondé, le vendeur pourroit, en deffault et contumace des deffaillans, exposer, requérir, et demander en jugement ce que dessus est dit, touchant la nécessité et indigence d'icellui vendeur; et lors le juge deveroit procéder, en [admettant?] le deffault et contumace, à ladicte vendue; c'est assavoir deveroit donner congié et licence audit vendeur de vendre ladicte moictié de naissant, ou cas dessus dit; et icellui juge informé, comme dessus, etc.; et à icelle vendue deveroit mectre son décret, comme cy-dessus est déclairié; et se les présens, et comparans en jugement, se consentoient à ladicte vendue, il ne y convendroit autre solennité que leurdit consentement au regard d'eulx, comme dessus est dit; et ainsi en use-l'en.

[26.] xii. La quarte rigle, qu'il loist à ung chascun, homme et femme, mariez, [ou?] non, vendre, ou autrement aliéner, chargier, ypothéquer, ou obligier, valablement, ou préjudice de son héritier futur à plain, tout son naissant. La raison, pour ce que l'éritier à plain est tenu de garandir les vendaiges et aliénacions faictes par le trespassé dont il se dit héritier à plain; *et hoc juris est, quia heres et defunctus eadem persona sencentur.*

[27.] XIII. *Item*, et pour ce que cy-dessus est dit en la quarte [*sic*, tierce?] rigle, qu'il loist aux conjoinctz par mariage, ayans enfans, vendre, ou autrement aliéner, oultre la moictié de leur naissant, et est à noter pour plus ample déclaracion, que deulx [*sic*, deux?] choses sont requises et nécessaires ad ce que vendage, ou autrement aliénacion, faicte par les conjoinctz par mariage, oultre la moictié de leur naissant, soit valable par la coustume, ou préjudice de l'éritier pour demi-naissant de cellui qui avera faicte telle aliénacion :

XIV. Premiers, convient que iceulx conjoinctz ayent enfans, ung, ou pluseurs, de leur mariage, vivans, [*ut patet?*] *clare* par ledit coustumier, oudit chappitre *du naissant*, ou IIIe [*sic*, IVe?] article dessus allégué, vers la fin, où il dit : *Ayans enfans d'eulx, etc.*; pour quoy soient excludz les conjoinctz par mariage, vendans, eulx aians enfans d'autre mariage précédent, et nom pas de eulx deux ensamble ; comme se le mari avoit ung enfant d'une autre femme trespassée qu'il averoit eu espousée, et que pareillement sa femme eust enfans d'autre mari trespassé ; car en ce cas la vendue faicte par les conjoinctz, oultre la moictié de leur naissant, ne vauldroit, et deveroit valoir, ou préjudice de sesdits héritiers pour demi-naissant ; et par ceste raison, ou pour ceste cause, ne vauldroit, ou ne deveroit valoir, telle vendue faicte par les conjoinctz, eulx ayans enfans de leur mariage, et autres enfans d'autre mariage précédent, ou préjudice des enfants du mariage précédent, au regard du naissant de leur costé et ligne, ou cas qui se diroient héritiers pour demi-naissant tant seulement de cellui qui averoit vendu ; maiz au regard des autres enfans la vendue vauldroit et tendroit, par ce que dit est dessus, en ladicte quarte [*sic*, tierce?] rigle, en ce présent chappitre.

XV. Maiz, *queritur super principio presentis*, se père et mère ayans enfans de leurs enfans, et non pas de eulx, peuent pareillement vendre, comme s'il avoient enfans d'eulx, etc.? Et semble que si, car les enfans des enfans sont enfans de leur grant-père et mère, et vrays héritiers, car le droit les appelle *sui heredes*. Toutesfoiz il samble au contraire que non, pource que la coustume est hayneuse, et la doit-l'en tenir en ses termes ; or dit la coustume que les conjoinctz *ayans enfans d'eulx, etc.*, ce qui n'est pas ou cas présent : *quare, etc.*

XVI. Secondement convient que iceulx conjoinctz vendent ou aliènent ensamble, ou du moins que la femme se consente à la vendue faicte par son mari, ou qu'elle le rattiffie et ait pour aggréable, *quod idem est, ut in dicto capitulo : du naissant*, oudit coustumier, ou IIIe [*sic*, IVe?] article, vers la fin, où il est dit : *Car homme et femme mariez ensamble, etc.*; et aussi au chappitre *quel droit pour demi-naissant, etc.*, ou premier article, vers la fin, où il est dit : *Sauf tant que en ceste moictié ne sont pas compris les héritaiges que père ou mère ont vendu ayans enfans leur mariage durant ; car ilz le povoient* [*faire*] *eulx ayans enfans, loquendo semper in plurali numero, et copulative :* pourquoi faillent clèrement ceulx qui achectent à autres oultre leur demi-naissant, sans leur femme, ou leur consentement, supposé que l'éritage appartiengne au marit de son costé et ligne ; car ou cas dessusdit, et autre pareil ensamble, la vendicion seroit

nulle, et de nul valeur, ou préjudice de l'éritier pour demi-naissant, pour ce que par la coustume de Reins l'accord et consentement d'un chascun des conjoinctz par mariage sont nécessaires à faire valoir la vendicion de oultre la moictié du naissant d'iceulx conjoinctz, ou préjudice d'iceulx héritiers pour demi-naissant, comme il est bien exprimé oudit coustumier, ou chappitre *quelle chose est naissant*, ou IIII[e] article dessus allégué, vers la fin. Et peut estre la raison, comme on a tousjours dit et maintenu qui semble bonne, pour ce qu'il est à présumer que les conjoinctz vendans ensamble, et d'un accord et consentement, ayans enfans, vendent ou aliènent les héritaiges pour les nécessitez d'eulx et de leurs enfans supporter, et pour leur prouffit et utilité, et non pas pour voloir frauder ou exhéreder leurs enfans; *quia de hoc non est presumendum, ob amorem paternum et maternum quem habent erga liberos.*

[28.] XVII. *Item,* est bien aussi expédient pour autre raison aux achecteurs que les femmes vendent avec leurs maris, ou du moins qu'elles se consentent à icelles vendues, et mesmement au regard de héritaiges que avoient les mariz au jour des nopces d'eulx et de leurs femmes, pour raison du doaire coustumier que les femmes ont par la coustume sur iceulx héritaiges par la [raison?] de leur mariage, comme cy-après sera dit, ou chappitre *du doaire des femmes,* et aussi pour raison de leurs apports, dont lesdits héritaiges sont, ou peuent estre, chargiez et ypothéquez, par la coustume, qui est chose consonant à droit escript : *Quia mulier habet tacitam ypothequam in bonis mariti pro dote sua, l. assiduus, D., qui par in pig. habet* [sic, *l. assiduis, Cod., qui potiores in pignoribus habeantur?*] [1]. Et à bien entendre, l'apport des femmes selon la coustume, est leur doaire selon droit, comme il sera mieulx cy-après déclairié, ou chappitre *quelle chose est apport.* Et pour ces causes est accoustumé à Reins entre ceulx qui se y congnoissent, que ès vendaiges fais par les hommes mariez de leurs héritaiges dessusditz, les femmes se y consentent, ou les appreuvent, et qu'elles les ayt pour aggréable, et qu'elles renoncent par exprès à leurs appors et doaires, c'est assavoir à tel droit qu'elles y ont, ou peuent avoir, à cause de leursdits apport et doaire; c'est assavoir qui est bonne cautelle pour la seurté des achecteurs; maiz au regard des héritaiges acquestez durant le mariage, n'i fault jà ladicte renonciation, ne le consentement de la femme pour les vendre, comme cy-après sera dit, ou chappictre *des aliénations des acquestz,* ou second article.

[29.] XVIII. *Sed queritur* en ceste matière, présupposée la coustume dessusdicte par laquelle il loist aux conjoinctz par mariage, ayans enfans, vendre, etc., se pareillement il leur loist obligier, chargier, ou ypothéquer ce qu'ilz peuent vendre par la coustume? *Et breviter videtur esse quod sit* [sic, *sic?*], *argumento a forciori,* ou par plus forte raison; car vendre ou aliéner son héritaige du tout, est plus que ce n'est de le chargier, ypothéquer, ou autrement obligier envers autrui; par quoy s'ensuit que l'éritier pour demi-naissant d'aucun trespassé ne deveroit avoir son demi-naissant ainsi chargié, sinon avec la charge, ypothèque, ou obligation dont icellui demi-nais-

[1] *Cod.,* lib. VIII, tit. XVIII, l. 12.

sant averoit esté ou seroit ainsi chargié par les conjoinctz ayans enfans, comme faire le povoient; et mesmement deveroit valoir et tenir telle charge ou ypothèque, se la debte ou obligacion dont icellui demi-naissant seroit chargié estoit duement namptie; et ne prengne l'éritier pour demi-naissant, tel demi-naissant, se bon ne lui samble; et aussi ne le peut-l'en à ce contraindre, se il ne lui plaist.

[V.] *Quelle chose est acquest, et de nature d'acquest.*

[30.] I. Acquest, à proprement parler, est héritaige appartenant de son acquisicion, et nom pas par eschéance, ou succession d'autrui; et par ce est bien différent au naissant qui vient par succession, non par acquisicion, comme il est cler et à considérer; et aussi sonne ou dénocte assez ce mot *acquest,* de quelle nature il est; et peut estre dit selon droit escript: *adventicium, quasi aliunde veniens quod a patre, vel parentibus;* et le naissant peut estre dit: *profe*[*c*]*ticium, quasi proficiscens, vel proveniens, a patre, vel parentibus.*

[31.] II. *Item,* acquest est héritaige achecté par aucune personne, mariée, ou non mariée, comme ledit coustumier le met en ce présent chappitre, ou premier article.

[32.] III. *Item,* acquest est héritaige que aucun a par eschéance [*sic,* eschange?], ou permutacion, contre autre chose, et y chiet west et devest, selon ce que met et porte ledit coustumier, en ce présent chappitre, ou VI [*sic,* v^e] article.

[33.] IV. *Item,* chose laissée par testament à aucune personne et accepté par manière de laiz, est de nature d'acquest; et est accepter une chose par manière de laiz, icelle prendre et recevoir par la délibéracion d'icelle faicte au légataire par les héritiers, ou exécuteur du testateur, ou autrement souffisamment, sans la prendre à tiltre de succession quand le laiz est fait à son héritier, comme dessus est assez déclairié, ou premier chappitre de ce présent traictié, en l'article commençant: *Item, et peut-l'en dire, etc.*

[34.] V. *Item,* pareillement héritaige donné à autrui par donacion faicte entre vifz, soit par personne de son linage, ou estrange, est acquest, et de nature d'acquest, excepté toutesvoyes héritage donné par don de nopces, ou en mariage, par père et mère, ou l'un d'eulx à leurs enfans, ouquel cas le don n'est pas de nature d'acquest, mais de naissant, comme il est expressément dit et touchié dessus, ou IIe article du premier chappitre.

[35.] VI. *Item,* et à parler généralement tous héritaiges acquis ou conquis par autrui, ou à lui venus par quelconque autre manière que par succession, ou par don de mariage à lui fait de par son père et mère, ou par l'un d'eulx, sont et peuent estre dis acquestz, ou de nature d'acquest, par la coustume qui est chose assez consonant à raison, et à ce mot: *acquest.*

. . . .

COUTUMES DU XVe SIÈCLE.

[N° III. COUTUME DE REIMS RÉDIGÉE EN 1481, ET RÉFORMÉE UNE PREMIÈRE FOIS EN 1507.]

« Coppie [1] des lectres royaulx, et commission sur icelles, par « vertu desquelles les coustumes, usaiges, stiles, et communes « observances de Reims, ont esté reddigées par escript en ce « présent traictié.

[1] Nous avons dit, dans notre *Notice bibliographique*, que la première, la troisième et la quatrième partie de la coutume de 1481 avaient été imprimées en 1553 ; qu'il ne restait plus, à notre connaissance, que deux exemplaires de cette édition unique, l'un appartenant à la bibliothéque de la ville de Reims, et l'autre à notre propre bibliothéque; nous avons ajouté qu'il se trouvait dans les archives de l'hôtel-de-ville de Reims un manuscrit de la coutume de 1481, le seul que nous ayons pu découvrir, et que ce manuscrit incomplet ne contenait que la première et la deuxième partie de la coutume. Une seule partie, la première, se trouve donc également reproduite dans l'imprimé et dans le manuscrit; mais elle s'y trouve reproduite avec quelques variantes que nous devons signaler. Lorsque ces variantes seront offertes par le manuscrit, nous les enfermerons entre des « »; lorsqu'elles seront dues à l'imprimé, nous les placerons entre ( ); enfin nous continuerons à employer les [ ] pour les intercalations et corrections que nous croirons devoir proposer. Ainsi, et de primabord, l'on remarquera que le manuscrit donne seul les lettres patentes qui sont placées en tête de la première partie; et l'on verra qu'en revanche l'imprimé met en tête de cette même partie une dédicace et une préface que nous croyons utile de reproduire ici :

(*A noble prince Charles, cardinal de Loraine, archevesque et duc de Reims, N. Bacquenois, humble salut.*

L'ardant désir, prince mis et consacré sur l'arcque d'éternité, qu'avez d'enseigner et instituer vos subjects, tant ès lettres sainctes, comme en toutes autres bonnes et louables; ensemble le bon vouloir qu'avez de les entretenir en amitié et concorde, et de chasser loing d'eux noises et procès, dont pouretė, ruines de maisons, inimitié et tant d'autres maulx s'ensuyvent, a faict que pour y parvenir n'avez espargné vostre personne, biens et faveur. Et qu'ainsi soit est plus que notoire qu'après avoir retiré plusieurs notables et doctes esprits pour prescher et administrer l'Évangile à vostre peuple, avez en ceste ville, comme plus ancienne de Champaigne, voire osé-je dire de toute la Gaule, non seulement mis et planté la première pierre, mais conduit et très-avancé un noble et riche bastiment, duquel, avecque vostre louange et mémoire, maulgré le temps, les pierres et liaisons dureront en perpétuité; c'est vostre escolle et université, laquelle suyvant vos haultes entreprises avez commencé, pour y nourrir et instituer la jeunesse, et, selon la diversité des esprits, les eslever en science utile et profitable à la républicque. Mesmes à raison que tel exercice, sans l'art d'imprimerie, ne se peut bien

« Regnault Doucet, escuyer, licencié en loix, conseillier du Roy « nostre sire, lieutenant générale de monsieur le bailly de Verman- « dois, commissaire du Roy nostre sire en ceste partie, et [*sic*, à?] noz « amez maistre Jehan Cauchon l'aisnel, maistre Henry le Minbru, licen- « ciés en loix, Guillaume Coquillart et Henry Payot, praticiens en court « laye, demourans à Reims, salut et dilection. Nous avons receu les « lectres patentes du Roy nostre sire, desquelles la teneur s'ensuit :

et aisément conduire, vous, monseigneur, retournant d'Italie, et passant par Lyon, me commandastes comme à vostre subject, à vous obligé et appartenant naturellement, que pour vous faire service et aux vostres, m'en retournasse au lieu de ma naissance; qui est cause qu'après jà avoir, suyvant vostre commandement, faict et commencé d'imprimer pour la direction de vostre clergé plusieurs choses, pour continuer et satisfaire à vostre deseing et intention, j'ay soub vostre aesle et faveur, par l'advis des gents doctes, et de vostre conseil, mis au jour et lumière les coustumes de vostre ville de Reims; avec espoir que par la cognoissance d'icelles, pour ce que le tout se peult plustôt désirer qu'espérer, qu'en partie ceste vipérine graine de querelles et litige peu à peu s'annéantira; vous suppliant, prince débonnaire, les recevoir autant en gré comme de prompte servitude et obéissance vous les dédie et présente.

De Reims, ce premier juillet 1553.

N. BACQUENOIS AU LECTEUR.

Je n'ay point, quasi comme les feueillets de la Sybille, recueilli et mis en tes mains ce traicté des coustumes de Reims pour en espérer recevoir quelque honneur et grand profict, comme Cn[éus] Flave de libertine condition, lequel, pour avoir subtraict de son maistre, et divulgué au peuple les fastes et actions romaines cachées dans les cabinetz des pontifz, pour récompense fut par grande allégresse et gayeté de cueur créé tribun du peuple; car la fenestre de tel espoir est fermée à ceulx de mon industrie, et la puissance ostée à ceux qui bien faire le vouldroient. Moins encore l'ay-je faict pour donner ennuy à ceux de la bouche desquelz fault pendre quand est question de quelque point, soit controversé ou non. Mesme aussi ne pense en ceste trouppe de bons esprits doctes et praticiens quelqu'un si convoiteux de son profict, ou de celuy d'autruy si envieux, qui en prenne quelque mescontentement. Mon seul but est doncques, lecteur, de si petit talent que Dieu m'a presté en ceste miene vacation, selon mon pouvoir en départir au bien commun; et certe j'esper par ce recueil, lequel, comme honteux et tout pouldreux, jusques à présent a esté çà et là mussé ès bibliotecques, sans s'oser monstrer, que les jeunes gents suyvant le faict de pratique se trouveront soullagez de peines qu'ilz avoyent, et ennuys de le cercher; et qu'autres qu'ilz ne suyvent ceste voye, les lisants quand leur sera de besoing, ne seront si prompts sans justes causes à faire despence. Quoy que soit, j'estime avoir receu grand fruit et contentement de mes frais et travaux, si puis empescher de croistre, ou, si jà commencé est, enracher quelque racine de procès et dissention d'entre mes citoiens; t'assurant que, si je congnois mon industrie t'estre agréable, m'efforceray, quand les occasions se présenteront, de te donner, soit en science légalle et administration politique, ou faict de practique, chose de plus grand profict; car mon affection n'est autre qu'avecque obligation et deue servitude, soub la faveur de monseigneur le révérendissime cardinal de Loraine, d'avancer et promouvoir les lettres, et ayder à ceulx qui d'icelles sont studieux. Adieu.

Sequitur fortuna laborem.)

« Au bailly de Vermandois, ou à son lieutenant, salut. Comme à « l'occasions de la diversité et incertitudes des coustumes et usaiges qui « sont en divers pays de nostre royaume, plusieurs grans difficultés « soient par cy-devant survenues, et chascun jour [soient?] survenant « touchant les procès pendans tant en noz cours de parlement, que ès « autres cours subjectes, à cause de quoy l'expédicion et judicature « desdis procès est fort retardées et délayées, au grand dommage de « noz subgectz, qui par ce moyen consument leurs temps et leurs che- « vance en la conduicte et longueur desdis procès, et souventesfois en « laissant leurs exercitez et négociacion; avec ce sont contrainctz de « fere des grande et excessive despence pour prouver les coustumes « desdiz pays, pour ce qu'elles ne sont reddigées par escript, lesquelles « chose tournent au grand dommages et intérest de la chose public, « et retardement de l'expédicion de la justice : nous de tout nostre « cueur désirons [*sic*, désirans] obvyer aux inconvéniens dessusdiz, et « quérir moïens convenables pour abréger lesdis procès, et remectre « le faictz de la justice au meilleur ordre et plus brief expédicion que « fere se pourra, par grant et meure délibération de plusieurs sei- « gneurs de nostre sang et linage, et autres notables hommes de nostre « conseil, avons conclud, délibéré, et ordonné, de fere reddiger par « escripts, et apporter par devers nous et les gens de nostredict con- « seil, toutes les coustumes et usaiges de tous les pays, bailliage, senes- « chaulcées, et provinces (?), de nostredict royaulme, pour icelles « veue en fere et dresser registre et livres quy seront appreuvées et « auctorisez touchans lesdictes coustumes et usaiges, portant plaine « foy et preuves, sans ce que lesdictes coustumes et usaiges qui seront « escripte, enregistrées, approuvées, soit mestiers, en quelconques « jurisdicions ou auditoire que ce soit, de fere enqueste, ou autres « preuves desdictes coustumes qui seront escriptes, fors par lesdiz regis- « tres qui ainsy seront approuvez; nous vous mandons et commandons « expressément, et enjoingnons (?) sur le serment, loyaultez, obéis- « sance que nous debvez, et tant que doubtte (*sic*) nous p (*sic*) des- « plaira, que faicte reddiger et mectre par escript toutes les cous- « tumes et usaiges dont l'on a acoustumé à user par vostre bailliage et « judicature, conduictes et expédicions des causes, procès; et icelles

« par escript, et signé de vous, ou de vostre lieutenant générale, et du « greffier de vostre bailliage, envoyées devers les gens de nostre grand « conseil, quelque part que ce soit, [à?] nostre amé et féal chanselier, dedans le VIIIe du moy de novembre prochain venant, sans « point de faulte, car ainsy nous plaistz-il, et voulons estre faict. « Donné au Plessis, le XVIIIe jour d'aoust, l'an de grâce mil CCCC IIII « vingt et ung, et de nostre règne le XXIe. Par le Roy en son conseil, « J. DU BAN.

« Par vertu desquelles lectres royaulx, [nous?] quy présentement « ne pouvons vacquer à fere rédiger et mectre par escript toutes les « coustumes, usaiges, et stilles de tous les lieux dudict bailliage de « Vermandois, obstant plusieurs occupacions quy nous surviennent « pour les affaires du Roy nostredict seigneur, confiens de vous [de « vostre?] sens, prudence, expérience et loyaulté, vous avons com« mis, et commectons, par ces présentes, pour et au lieu de vous « [*sic,* nous?], et les troys de vous en l'absence du quart, à rédiger « et mectre par escript toutes les coustumes, usaiges, stilles, et com« mune observance dont l'on a acoustumé user à Reims et au pays « environ, ès villes et lieux qui se règlent et gouvernent aux usaiges « et coustumes dudit Reims; et vous avons donné, et donnons, par « cesdictes présentes, et par vertu du pouvoir à nous donnés par ces« dictes lectres royaulx dessus transcripte, puissance, auctorité et « commission, et aux troys de vous en l'absence du quart, de rédiger « et mectre par escript toutes et chascunes desdictes coustumes, usai« ges, stilles et communes observances, et pour ce faire, convocquer « et assembler avec vous tant et tel praticiens, officiers, conseilliers, « coustumiers et autres gens [expertes?] en tel matières que bon vous « semblera, prendre et demander leurs advis et oppinions, et le tout « fere mectre et reddiger par escript, et ce faict, les renvoyer clos et « scellés de vos seaulx, et signé de vous et du clerc juré commis du « greffier dudict bailliage, par devers mondict seigneur le bailly, ou son « lieutenant à Laon, le plus tost comme bonnement faire le pourrés, « pour le renvoyer devers noz très honnourés seigneurs les gens du « grand conseil du Roy nostre sire, selon que mandé et commis nous

« est par cesdictes lectres royaulx dessus transcriptes; de ce fere « vous avons donné, comme dit est, pouvoir, auctorité et commis- « sion espécial; mandons et commandons à tous les officiers et subjet « du Roy nostredict seigneur, à qui ilz appartient, prions et requer- « rons tous autres, que à vous, et à chascun de vous, en faisant ce « que dit est, obéissant [*sic*, obéissent?] et entendant [*sic*, entendent?] « diligemment. Donné à Laon, soubz le contre-scel dudict bailliage, « le dixiesme jour d'octobre, l'an mil cccc IIII^xx et ung.

« *Ainsi signé*, J. DEMANGE.

« Icy sont les coustumes de Reims, et les usaiges, stiles, et com- « munes observances, les [*sic*, des?] cours layes dudict Reims, dont « l'on a acoustumé de user de tous temps anciennement audict Reims, « en pluseurs conté, baronnie, chastelleries, villes et villages estant à « l'environ dudict Reims, pluseurs villes, villages, et lieux assis tant « ès termes du bailliage de Vermandois, du costé de Reims, Laon, et « Chaalons, comme ès termes de la conté de Champaigne, et du ressort « du bailliage de Victry, lesquelles coustumes, usages, stiles et com- « munes observances dès l'an mil IIII^c quatre^xx et ung, par vertu [de « lectres patentes?] du Roy nostre sire, et de monsieur le bailly de « Vermandois, furent mises et reddigées par escript, et envoyées audict « seigneur, en son conseil; et depuis, par vertus d'autres lectres patentes « du Roy nostre seigneur à présent requint [*sic*, régnant?] [1], et de la

[1] Le roi dont il est ici question doit être Louis XII, car le mémoire des dépenses nécessitées par la rédaction, ou plutôt par la révision, du texte que nous publions (voir à la suite du texte même), indique que ces dépenses ont été faites en 1507. Voici d'ailleurs quelques extraits du registre cinquième des Conclusions du Conseil de ville, relatives à la révision de la Coutume de 1481.

« xve d'aoust [1507; le conseil séant au chapitre]. Le procureur a dit l'assemblée estre pour procéder à veoir les coustumes de la ville de Reins, et des villaiges qui se règlent et gouvernent à icelles, et les corrections faictes sur icelles, adfin de les accorder, ou autrement [procéder?], comme il sera advisé en ce conseil, adfin de les porter demain à Laon, jour assigné pour ce faire à comparoir par-devant M. le bailly de Vermandois, et d'y envoyer gens les affermer.

« Conclud a esté que lesdictes coustumes soient portées ainsi qu'elles ont esté veues, et qu'elles soient affermées par Me P. Grossaine pour M. le cardinal arcevesque; par P. Boulet pour la ville, M. de Saint-Remy, et M. de Saint-Nicaise; par J. Pioche pour le cha-

« commission de monsieur le bailly de Vermandois, ou son lieutenant, « ont esté veues et visittez par messieurs les prélatz, seigneur tempo- « relz de la ville et citez dudict Reims, ou leurs vicaires, gens, offi- « ciers, les eschevins dudict Reims, pluseurs noble personne, tant « d'icelle ville de Reims, que du pay[s] à l'environ, et par plusieurs licen- « ciés, praticiens, bourgeois, manans et habitans de ladicte ville, pour « ce assemblez en grand nombre, esquelles ont esté faictes aucunes « addicions, mesmement de coustumes, [et?] anciennes observances « gardés en matière d'édiffice; et icelle ont reddigé bien aucun par « escript, augmentées, corrigés, diminués, ainsy qu'il ont veu estre « affaire, et comme l'on a usé de tous temps, [et?] ancienneté, et « entendant [*sic*, entendent?] encore user cy-après, s'il plaist au Roy « nostredict seigneur et son noble conseil; lesquelz par approbation « il ont signé en grand nonbre de personnage, comme contenu est « en la fin du traictié de ce faict; et les envoyent à mondict seigneur « le bailly de Vermandois, ou son lieutenant, en fournissant aux com- « mandements à eux faict par vertu de cesdictes lectres de commission, « pour après en estre faict ainsy qu'il lui est mandé.

« Et est à notter que ce présent traictié est devisé en troys par- « ties, chascune parties en plusieurs rebruche ou chappitre, et chas- « cunes rebruches ou chappitre en plusieurs articles, esquelles sont « posées lesdictes coustumes, usaiges, stilles et commune observance, « selon ce que avons sceu et trouvé qu'il en a esté usé présentement « audict Reims; ainssois en aucuns articles sont escriptz pluseurs advis, « oppinions, et advertissement, touchant la correction ou modifica- « tion que l'en pouroit asseoir sur aucuns poins et articles desdictes

pitre; par J. Pussot pour l'eschevinaige; par ledit Pioche pour Saint-Denis; par Me H. Grossaine, Me P. Petit, Me J. Hennequin, Me G. Chevalier, et par J. Toignel, escuyer.

« XXIV août. — Le lieutenant du baillage de Vermandois n'ayant pas voulu recevoir les coutumes de Reims, disant qu'il a charge de n'en recevoir qu'une seule pour tout le baillage dont Reims fait partie, deux commissaires sont députés par le conseil vers le président Me Christophe de..... commissaire [du Roi] en cette partie, et vont le requérir d'ordonner au lieutenant de Vermandois de recevoir les coutumes de la ville de Reims. — Il faut rapporter ces coutumes corrigées, scellées et signées avant le XXIX d'août.

« XXVII août. — On corrige, lit et voit au long les coutumes de Reims; on députe pour les porter à Laon le procureur de la ville, celui de l'archevèque, et celui du chapitre. »

Comparez ces conclusions avec le mémoire des dépenses qui se trouve à la suite de la dernière partie de la coutume de 1481.

« coustumes et stiles pour le bien de justice, et l'utilitez des subgect, « de la chose public du pays; le tout soubz benigne supprolacion « [*sic,* approbation?] et correction de nosdiz seigneurs du grand « conseil. »

La première partie « de ce présent traictié » contien«nen»t les coustumes et usaiges des gens non nobles, et de leurs biens meubles, ensemble des héritages routuriers et (non) nobles tenus en censive.

« La second[e] partie traicte des stiles et communes observances des « cours layes et séculier[e]s de Reims, et du pays environ. »

« Et » la « tierce » (seconde) partie traicte des coustumes et usaige des gens nobles, et des fief(z), seigneuries, terres nobles et féoda(les).

(La tierce [quarte?] traicte des coustumes gardées audict Reims sur le faict des édifices.)

[PREMIÈRE PARTIE].

(INDICE DES MATIÈRES CONTENUES AUX CHAPITRES DE LA PREMIÈRE PARTIE DES PRÉSENTES COUSTUMES).

[X.] (Des dons mutuelz.)

[XI.] (Des dons de nopces.)

[XII.] (Des testamens et des dons et legs faicts en iceulx.)

[XIII.] (Vendition et aliénation du naissant.)

[XIV.] (Des aliénations et venditions des acquests.)

[XV.] (Quelles chose est douaire.)

[XVI.] (Quelle chose est apport.)

[XVII.] (Du choix des femmes, et de la déclaration d'icelluy quand elles sont vefves.)

[XVIII.] (Par quantes manières peut la femme vefve perdre son choix.)

[XIX.] (Du droit de la femme qui choisit douaire et apport.)

[XX.] (Du droit de la femme qui choisit partir par moitié.)

[XXI.] (Du droit du mary survivant sa femme, et de quoy il est tenu.)

[XXII.] (Du droit des héritiers de la femme trespassée avant son mary.)

[XXIII.] (Des compaignies et communité de biens.)

[XXIV.] (Retraict d'héritage par proximité de lignage.)

[XXV.] (Des vestures et ventes, et des amendes qui en sont deues.)

[XXVI.] (Cens, surcens, winages, rentes et droitz seigneuriaulx réelz, et des amendes pour ce deues.)

[XXVII.] (Des biens vacans, mortemains, et estrayères.)

[XXVIII.] (Des confiscations et forfaittures de biens.)

[XXIX.] (Des essongnes, et amendes pour ce deues.)

[XXX.] (Des mesures, poix, ballances, et des amendes pour ce deues.)

[XXXI.] (Des injures, battures, excès et délicts, et des amendes pour ce deues.)

[I.] (*Déclaration de la première partie.*)

[1.] I. « Pour déclaration et entendement de la première partie, est à présupposer », (et fault entendre), que « selon » les coustumes et usaiges de Reims, tous biens meubles appartenans aux vivans, et demourez des décez des deffunctz, ensuivent les coustumes des lieux où les vivans sont demourez, « et où les deffunctz estoyent demourans » au temps de leurs trespas, « et » en quelzconques lieu(x) que soient lesdicts biens meubles; mais les héritages ensuivent tousjours les coustumes des lieux où il(z) sont assis. [21 et 238.][1]

[2.] II. Et aussy « à présupposer », (par mesme coustume), « que » tous héritages routuriers et non nobles tenus en cencive, sont de nature de propre et naissant, ou de nature d'acquest. [22 et 40.]

[II.] *Quelle chose est naissant.*

[3.] I. L'héritaige[2] qui à aucun vient et eschiet par la mort et succession de ses parens et linaigiers, ausquelz il doit succéder, comme père, mère, ayeul, ayeulle, et autres ascendans en ligne directe, (et [24.]

[1] Les chiffres que nous plaçons en marge, vis-à-vis des articles de l'ancienne coutume, indiquent les articles de la nouvelle coutume qui se rapportent à chacune des dispositions de la première, et établissent ainsi la concordance des deux coutumes.

[2] « Cest article a esté prouvé en tourbe pour « Guillaume Mothe, contre Nicole Mercière, « vefve de feu Simon Cachette, où estoient « Mes André Dorigny, Jehan Hannequin, « Pierre Laignelet, Jehan Roland, Jehan « Fremyn, Jehan Cadart, Pierre Noël, advo« catz; N. Pioche, esleu de Reims; Jacques « Roland, Gobert Preudhon, Pierre Beau« champ, procureurs, le xve jour d'octobre « l'an mil v^c quarante-cinq. » [*Note marginale.*]

comme) oncle, tante, frère, seur, cousins et cousines, et aultres « prochains » linaigiers en ligne colatérale, tant que la consanguinité se peult extendre, est naissant et propre héritaige à celluy auquel il est (ainsi) venu et eschu.

[3 *bis*.] II. « L'héritaige que père ou mère donnent à leur enffant, « tant en don de mariaige, comme en advancement de succession, est « naissant audict enffant. »

[25.] [4.] III. L'héritaige pareillement donné de l'ayeul, ayeule, et autres parens ascendans en ligne directe à leurs petitz-enffans, « c'est assa- « voir aux enffans de leurs enffans, » et qui sont leurs plus prochains héritiers, est naissant ausdictz petitz-enffans.

[26.] [5.] IV. « L'héritaige laissé par « ung testateur à ses enffans, ou « aultres ses prochains parens, ou « linaigiers, tant en ligne directe, « comme en ligne colatéralle, qui « luy doivent succéder, soit par « legz universel, soit par laiz par- « ticulier, en quelque sorte ou ma- « nière que les légataires appré- « hendent ou acceptent l'héritage « à eulx laissé, est de nature de « naissant ausdictz légataires; se ce « n'est toutesfois que ledict héri- « taige soit laissé à aucun par laiz « particulier, pour estre son ac- « quest, et que ainsi soit exprimé au « testament, ou que ledict laiz fust « rémunératif d'aucuns services, « esquelz [cas?] se seroit acquest. »

[5.] IV. (Héritage que lesdictz père et mère, et parens ascendans, laissent par leur testament à leursdictz enfans, ou petitz-enfans, leurs plus prochains habilles à leur succéder, soit par leg universel, soit par partage et division de la succession de telz testateurs, en quelque sorte et manière que les légataires acceptent ou appréhendent l'héritage à eulx ainsi laissé, est de nature de naissant ausdictz légataires; si n'est que le parent leur eust faict aulcun leg particulier d'aulcun héritage pour estre leur acquest, et que ainsi fût exprimé audict testament.)

[27.] [6.] V. Pécune donnée en mariaige par père, mère, et parens ascendans, à leur enffant, ou petit-enffant, leur plus prochain héritier, pour convertir et employer en achapt d'héritaiges pour le mariaige dudict enffant, est de nature de naissant, jà çoit ce que ladicte pécune ne soit en ce convertie et employée.

[28.] [7.] VI. L'héritaige acquis de telle pécune, ainsi donnée en mariaige,

est de nature de naissant, jà çoit ce que celluy, ou celle, à qui la (dicte) pécune fut donnée, face l'acquisicion constant le mariaige de son marit, ou de sa femme.

[8.] VII. L'héritaige que l'homme baille et transporte à sa femme, et celluy qu'il achète pour elle en réassignacion et récompense de l'héritaige du naissant d'elle, par luy vendu du consentement d'elle, est à icelle femme de nature de naissant de tel costé et ligne comme estoit son héritaige vendu. [30.]

[9.] VIII. L'héritaige que l'héritier d'aucun homme qui trespasse avant sa femme, « et la délaisse vefve tenant le choix de partir audict héritaige » [1], reçoit et a en sa part contre ladicte femme vefve, est audict héritier de nature de naissant, jà çoit ce que ledict héritaige, ou partie d'icelluy, soit venu du costé de ladicte femme; car, en faisant ledict partaige, l'on traicte seullement de la succession de l'homme. [36.]

[10.] IX. L'héritaige que une femme vefve, tenant le choix de partir à l'héritier de son feu marit, reçoit en sa part contre et au lieu de son héritaige (de) naissant, lequel elle confère et mect oudict partaige, et qui par icelluy partaige vient et eschiet oudict héritier, est à icelle femme de nature de naissant, du costé et ligne dont luy estoit venu son héritaige (de) naissant, qu'elle a mis en parçon, et qui est escheu en la part dudict héritier. [36.]

[11.] X. Et se ladicte vefve reçoit par ledict partaige plus de l'héritaige de son marit qu'elle n'y a mis de son naissant, le par-dessus de la valleur dudict naissant qu'elle a mis en parçon, et qui est venu en la part de l'héritier, ne sera pas naissant à elle; ains luy sera de nature d'acquest. Et aura ladicte femme seullement de nature de naissant, autant en valleur et estimacion commune, comme elle y a mis de son naissant. [36.]

[12.] XI. « Et au surplus », tous héritaiges appartenans à aucune personne sont présumez, censez et repputez estre de nature de naissant à icelle personne, et du costé paternel, s'il n'appert du contraire. [31.]

[1] L'édition de 1553 : .... avant sa femme (ladicte femme *ayant pris le choix de partir contre ledict héritier,*) reçoit...., etc.

[III.] *Qu'est demi-naissant.*

[13.] I. Demy-naissant est la moictié de l'héritaige qui est naissant par chascune des manières devant déclairées. Et est ledict demy-naissant deu aux enffans et linagiers habilles à succéder simplement et à plain, s'il leur plaisoit, à leurs parens et consanguyns, lesquelz enffans et linagiers se abstiennent de ce faire, et seulement se déclairent et portent héritiers d'iceulx à demy-naissant, comme faire le peu(ven)t, ainsi que dit sera cy-après au chappitre *des successions à demy-naissant.*

[IV.] *Quelle chose est acquest.*

[32] [14.] I. L'héritaige acheté par aucune personne, parmy deniers, ou autre chose qu'il en a payé ou baillé, est dit et réputé acquest à tel achepteur.

[32, 259 et 261.] [15.] II. L'héritaige achetté par l'homme marié, soit qu'il face seul l'achapt, ou que luy et sa femme ensemble le facent, est acquest à l'homme et à la femme égallement, à chascun par moictié. Mais durant leur mariaige l'homme en est maistre et seigneur, en telle manière qu'il le peult vendre, donner, engaiger, alyéner et ypotecquer à son plaisir, veuille ou non sadicte femme; et aussy s'il advient que la femme survive le marit, et elle prent le choix de ses apport et douaire, elle ne prent rien audict acquest.

[33.] [16.] III. L'héritaige qui à aucun est laissé ou légué par le testament d'un autre que de son parent ascendant, et duquel il n'est, « ne doit estre », (enfant) héritier, est acquest au légataire.

[34.] [17.] IV. Et se tel héritaige estoit laissé à une femme mariée par autres que par ses père et mère, ou parens (ascendans), desquelz elle ne (soit), « seroit, ne devroit estre » héritière, il seroit acquest au marit, aussy bien que à la femme, s'il n'estoit conditionné (autrement) « expressément » par le testament.

[8 et 35] [18.] V. Héritaige laissé, ou donné, à ung enffant ayant père en la puissance duquel il est, sans estre émancipé de luy, est acquest audict père, et non à l'enfant, s'il n'est conditionné expressément « par le

testateur ou donnateur », que l'héritaige vienne au prouffit de l'enffant, et non du père.

[19.] vi. L'héritaige [1] receu par eschange et permutation contre autre héritaige, est acquest au recevant icelluy; jà çoit ce que l'héritage qu'il a baillé à l'encontre luy appartinst de nature de naissant. [36.]

Combien que ceste coustume soit contraire au droit escript, et aux coustumes des pays voisins de Reims, selon lesquelz droit et coustume l'héritage receu par eschange sortist la nature de celluy qui est baillé par eschange; néantmoins, ladicte coustume a esté observée audict Reims, « et ès lieux réglez aux coustumes de Reims, » en la forme qu'elle est posée en l'article précédant. « Si soit advisé se elle fait à coriger; car « en la corigeant seroit remédié à pluseurs fraudes qui souvent y sont commises [2]. »

[20.] vii. L'héritaige de naissant d'aucun vendeur « d'icelluy », qui est retraict par son parent ou linaigier du costé et ligne dont il escheut et vint audict vendeur, est acquest au retrayant, jà çoit ce que retraict est introduit, affin de remectre et réunir l'héritaige vendu en la ligne dont il yssit. [37.]

[21.] viii. L'héritaige naissant « ou » (et) acquest d'aucun marit trespassé qui eschiet à sa femme le survivant, par le partage d'entre elle et les héritiers de sondict marit, oultre ce qu'elle a mis en porcion [3] de son naissant qui par ledict partage eschiet ausdictz héritiers, est acquest à icelle femme (vevfe), comme il est cy-devant dit, au(dit) chappitre *du naissant,* au pénultime article. [36.]

[22.] ix. L'héritaige donné par donnacion entre vifz, faicte par les personnes qui peuvent faire telle donnacion entre vifz, est acquest au donatère, puis que la donnacion ne se fait pas du parent ascendant à son enffant, qui doit estre (son) héritier, en forme de don de mariaige, ou advancement de succession; car en ce cas ce seroit naissant au donnatère, comme il est dit cy-devant au chapitre *quelle chose est naissant,* au second article. [38.]

[1] « Ce présent article a esté confessé en « jugement pardevant monseigneur le bailly « de Vermandois, ou son lieutenant à Reims, « par Pierre Copillon, demandeur, contre « ung qu'il deffendoit (?), le xix[e] jour de « novembre, l'an mil v[c] xlv. »

[2] L'édition de 1553 joint à l'article 19, comme en faisant partie, tout ce que nous mettons ici en petits caractères, à l'exception des mots qui sont entre « », mots qui nous sont fournis par le manuscrit de l'Hôtel-de-Ville.

[3] L'édition de 1553 : *parçon.*

[38.] [23.] x. L'héritaige donné par donnacion mutuelle faicte entre le marit et sa femme, est acquest au survivant desdicts conjoincts, en ce non comprins ce que ledict survivant a de son costé qui luy estoit (de) naissant; car, par icelle donnacion mutuelle, il ne mue pas sa nature.

[V.] *Des successions.*

[24.] i. Par la coustume de Reims, on peult succéder aux trespassés en deux manières : l'une par succession à plain, qui est « à » succéder simplement et absolument en tous biens, à la charge des debtes du trespassé; et l'autre par succession à demy-naissant, sans charge desdictes debtes, desquelles deux manières sera cy-après escript. Et n'est en ce comprinse la manière de succéder par bénéfice d'inventaire, pour ce qu'elle n'est pas fondé(e) en coustume; mais vient de la grâce du prince.

[VI.] *Des successions à plain.*

[307 et 312.] [25.] i. Les enffans naturelz et légitimes des décédans et trespassans intestatz, en ensuyvant l'ordonnance et disposicion du droit escript, et la coustume générale du royaulme de France, leur succèdent, et sont leurs vrays héritiers, en tous « leurs » biens meubles et immeubles demourez de leurs décès ; et d'icèulx sont incontinant après leurs trespas saisiz, vestuz, et en vraye possession et saisine, sinon que le deffunct en ayt aultrement « ordonné », et vallablement disposé, par son testament deuement fait.

[310.] [26.] ii. Et si lesdictz décédans ne délaissent enffans naturelz et légitimes en premier degré, ou en (autre) degré descendant qui veullent estre leurs héritiers, en ce cas leurs plus prochains consanguins et linaigiers en ligne colatéralle leurs succèdent par lignes, souches et branches, et non (pas) par testes, en tous leurs biens meubles et immeubles, sauf les modificacions cy-après touchées.

[171 et 307.] [27.] iii. Et se peuvent lesdicts enffans, ou lesdictz consanguins en deffault des enffans, bouter de leur plain droit et propre auctorité, sans vesture ne mistère de justice èsdis biens meubles et immeubles, les prendre et appréhender de faict, s'ilz ne sont saisis ou empeschez par justice, comme vacans, ou pour aucune (autre) cause, ouquel cas ilz

doivent aller vers icelle justice eulx déclarer héritiers à plain desdictz trespassez; déclarer aussy leur généalogie, et en informer se mestier est, et requérir main levée desdicts biens, laquelle leur doit estre octroyée en faisant leur devoir tel que dessus [1].

[28.] IV. Par icelle [1] coustume de Reims, représentacion a lieu, et cours en toutes successions [2], tant en ligne directe comme en (ligne) colatéralle, « *usque ad infinitum,* » en telle manière, que si « tel » (Jehan) va de vie à trespas, et délaisse « tel » (Pierre) son filz ou premier degré, et « ung autre tel » (Guillaume) filz de feu « tel » (Jacques), jadis son filz oudict premier degré, iceulx « telz » (Pierre, et Guillaume) son nepveu [3], succèdent égallement audict « tel » (Jehan), père de « tel » (Pierre), et ayeul de « tel » (Guillaume), pour ce que « tel » (Guillaume) représente la personne et lieu de « tel » (Jacques), son père; et semblablement se faict-il des consanguins et linaigiers en ligne colatéralle. [309 et 310.]

« Par la coustume de Laon, représentacion a lieu en ligne directe, et non en ligne « colatérale.

« Par la coustume de Victry, représentacion a lieu en ligne directe, et aussy en « ligne colatéralle, jusques aux enffans des frères. »

[29.] V. Se aucun trespasse et il délaisse ung filz, et d'un sien (autre) filz deux ou pluseurs enffans, autant aura à sa succession son filz seul, comme auront tous les enffans de son autre filz; et ainsy des consanguins, et des yssuz de consanguyns en ligne colatéralle. [309 et 310.]

« Conforme à la coustume de Victry. »

[30.] VI. Si ung trespassé délaisse deux frères [4], l'un du costé de son père, et l'autre du costé de sa mère, ses deux frères lui succéderont égallement en tous ses meubles et en tous ses acquestz; et quant à ses héritages de naissant, ilz suivront la ligne dont ilz vindrent; car le frère paternel aura le naissant venu de la ligne paternelle, et le frère maternel aura le naissant venu de la ligne maternelle. [311.]

[1] « Prouvé ou procès dudit Guillaume « Mothe. » [*Note marginale.*]

[2] Dans l'édition de 1553 : *et cours de tenter successions.*

[3] Le manuscrit : *ses nepveux.*

[4] « Cest coustume de Reims a esté prouvé « en tourbe, *que est paterna paternis, et* « *materna maternis,* ou procès de Guillaume « Mothe....., le quinziesme jour d'octobre « mil v^c XLV. » [*Note marginale.*]

[311.] [31.] VII. Se ung trespassé délaisse un frère germain de père et de mère, et ung autre frère non germain atenant à luy seullement du costez, ou paternel, ou maternel, le germain aura la moictié de tous ses meubles et acquestz pour raison du costé dont il luy actenoit seul, et si aura la moictié de l'autre moictié : c'est assavoir ung quart au totage desdictz meubles et acquestz pour raison de l'autre costé, dont il estoit aussy prochain au trespassé comme le non germain : et ledict non germain aura seullement l'autre quart; et quant au naissant, il suyvra sa ligne comme dit est devant.

« Par la coustume de Victry les frères germains et non germains succèdent égallement entre eulx en meubles et conquest ; et quant aux autres héritages naissant, ilz suyvent la ligne, assavoir *paterna paternis, et materna maternis.* Et [ceux qui emportent partie des meubles par coustume dudit baillage] payent les debtes, obsèques, et funérailles, pour telle part et porcion qu'ilz en emportent ; mais [ceux] qui emportent lesdictz meubles par hoir[i]e et succession, et [ne] prennent aucune chose des héritages, ou seullement en [ont?] porcion, payent lesdictes debtes, obsèques et funérailles, au marc la livre, [pour] autant qu'ilz preignent en ladicte succession. Et est exemple comme de deux conjoinctz, quant le marit est noble, le survivant emporte les meubles, quant il n'y a enffans ; et aussy tel survivant paye les debtes, obsèques et funérailles. Et en l'autre cas l'exemple est que quant père, mère, succèdent à leurs enffans en meubles, et aussy [aux] héritages qu'ilz leur avoyent donné en mariaige, féodaulx ou routuriers ; et aussy [quand] en ligne colatéralle, l'un par proximité, et comme plus prochain du deffunct, emporte les meubles ou acquestz qui sortissent mesme nature quant à ce par ladicte coustume, et les autres comme prochains parens du deffunct du costé [et?] de la ligne dont leur viennent aucuns de sesdicts héritages, les emportent ; et par ce paye[nt] partye desdictes debtes, obsèques et funérailles, et aussy du testament, car chascun y vient *jure successorio* [1]. »

[311.] [32.] VIII. Et se ledit trespassé délaisse ung frère non germain à luy attenant de l'un des costés, ou paternel, ou maternel, seullement, et il délaisse un cousin germain, ou yssu de germain, ou en plus bas degré, représentant la ligne du cousin germain, de l'autre costé dont le frère ne luy attient de riens, en ce cas ses meubles et acquestz se partiront par moictié entre lesdictz frère et cousin; et au regard de son naissant, il suyvra sa ligne comme devant.

[1] Coutume de Vitry, art. 82 et 81.

[33.] [1] IX. Et se ledict trespassé délaisse ung ou pluseurs frères, ou cousins, ou linaigiers à luy attenant de l'un des costez seullement, et ne délaisse aucun linaigier de l'autre costé, la moictié de ses meubles et acquestz appartiendront ausdictz linaigiers, et l'autre moictié sera dévolue comme vacant aux seigneurs temporels haultz justiciers, en la seigneurie desquelz seront trouvez et assiz lesdictz meubles et acquetz. [311 et 316.] [310 et 311.]

[34.] X. Et se icelluy trespassé délaisse de chascun costé consanguyns et linaigiers en plus (bas et) loingtain degré que de cousins germains, qui sont en second degré, en ce cas (à) luy succèdent en meubles et acquestz ses plus prochains « linaigiers » de quatre lignes, chascune ligne pour ung quart : c'est assavoir les plus prochains du costé de l'ayeul paternel, pour ung quart; (ceulz du costé de l'ayeule paternelle, pour un quart; ceux du costé de l'ayeul maternel, pour un autre quart); et ceulx du costé de l'ayeule maternele, pour un autre quart; et son naissant suyt tousjours sa ligne comme dessus. Toutesfois, s'il délaissoit de l'un des costez ung frère ou sœur, ou ung cousin ou cousine germains, il succéderoit seul de ce costé seullement.

[35.] XI. Et s'il a naissant, que l'on ne sçache de certain de quel costé il luy est venu et descendu, il appartiendra à ceulx du costé paternel; car, par la règle escripte cy-dessus, en la fin du chappitre *quelle chose est naissant,* tous héritaiges sont censez et repputez estre naissant du costé paternel, s'il n'appert du contraire. [31.]

[35 *bis*.] XII. « Les héritiers d'aucun trespassé, tout ainssy qu'ilz succèdent par lignes et branches, doivent aussy payer les debtes, funérailles et laiz testamentaires par lignes et par branches, et non selon la valleur des biens qu'ilz preignent, en telle manière que les héritiers paternels doyvent payer la moictié des debtes, funérailles et laiz testamentaires, et les héritiers maternelz l'autre moictié, jà çoit que souvent les ungz preignent beaucoup plus que les autres. » [303 et 304.]

[36.] XIII. Se [2] aucun trespasse sans hoirs de son corps habilles à luy succéder, et il délaisse père ou mère le survivant, ilz luy succéderont entièrement en tous ses meubles, sans pour ce estre tenuz de riens [313.]

[1] « Cest article a esté prouvé comme dessus, pour ledict Mothe, les jours et an que dessus. »

[2] « Prouvé par la vefve Symon Cachette contre G. Mothe. »

payer de ses debtes, s'il a héritaiges, acquest ou naissant, et héritiers à plain luy succèdent en iceulx; mais s'il n'avoit que meubles, père ou mère qui en iceulx succéderoyent, seroient tenuz de payer « ses debtes. »

[344.] [37.] XIV. Et se ledict trespassé avoit héritages, et il n'y avoit aucuns de ses linaigiers colatéraulx qui en iceulx lui voulzissent succéder, lesdictz héritaiges seroyent, comme vacans, dévoluz au seigneur temporel hault justicier, soubz lequel ils seroient assiz; et seroit, en ce cas, ledict seigneur tenu des debtes du trespassé, jusques à la valleur desdictz héritaiges. Et si ilz ne suffisoyent pour fournir entièrement ausdictes debtes, l'on auroit recours pour le surplus, sur lesdictz père ou mère succédans ausdictz meubles.

[38.] XV. Et ou cas que ledict trespassé n'auroit avec ses meubles aucuns héritages, oultre ne plus que son demy-naissant, et que ses linaigiers collatéraulx lui succéderoyent à demy-naissant seullement, lesdictz père ou mère succédans èsdictz meubles seroyent tenuz desdictes debtes entièrement; car les héritiers à demy-naissant ne sont tenuz d'aucunes debtes, comme dit sera cy-après on chappitre *des successions à demy-naissant.*

[39.] XVI. Se ledict trespassé sans hoirs de son corps, ne délaissoit survivant père ou mère, et il délaissoit ayeul ou ayeule, ou autres parens ascendans en ligne directe, ilz luy succéderoyent en meubles, en telle forme et manière que dit est cy-dessus des père et mère.

[313.] [40.] XVII. Et s'il délaissoit deux ayeulx ou ayeules, l'un du costé paternel, et l'autre du costé maternel, ilz luy succéderoyent en sesdictz meubles égallement, chascun pour moictié, soubz les charges, condicions, et par la manière devant déclairée.

[VII.] *Des successions à demy-naissant.*

[41.] I. Les enffans [1] ou les plus prochains linaigiers des trespassés,

[1] « Cest article a esté prouvé en tourbe à « la requeste de Nicolas Pinart, Remiette sa « femme, et Pierre Le Clerc, contre Pierre « Tropmignot * deffendeur, en l'an v^c XLIIII; « et oultre, ou procès de Estienne Charpen- « tier, cy-après plus amplement déclaré, en « l'an v^c XLIII.

« J'ay déposé en tourbe du contenu en

* Pierre Tropmignot était le propriétaire du manuscrit sur lequel nous publions le coutumier de 1481.

qui délaissent héritaiges de leur naissant, se peuent, si bon leur semble, abstenir de la succession à plain desdictz trespassez, et prendre le choix de eulx dire et porter héritiers d'iceulx à demy-naissant seullement, en faisant, si bon leur semble, protestacion d'en après eulx dire et porter héritiers à plain d'iceulx trespassés, si ilz y treuvent leur prouffit.

[42.] II. Les héritiers [1] à demy-naissant ont, et à eulx appartient, en tout droit possessoire et pétitoire, la moictié de tous les héritages de nature de naissant qui oncques furent et appartindrent au deffunct, duquel ilz se dient héritiers à demy-naissant; en ce non comprins ceulx qu'il a vendu et aliéné par l'une des manières, et (en) l'un des trois cas permis par ceste coustume de Reims, lesquelz trois cas et manières seront cy-après spécifiez.

[43.] III. Lesdictz héritiers [2] à demy-naissant ont, prennent, « et leur appartiennent, » et reçoivent, leur droit de demy-naissant franchement et quictement; c'est assavoir sans charge de debtes, laiz, ordonnances testamentaires, services, execques et funérailles du trespassé, ne de quelzconcques autres debtes, charges, ypotèques ou obligacions dont ledict trespassé ayt chargé ou obligé sa succession, aultrement, ou par autre manière, que en l'un desdictz trois cas permis par ladicte coustume, et qui seront cy-après déclairez.

[44.] IV. Se ledict trespassé [3] ne possède, ou jour de son trespas, tous ses héritages de naissant, et qu'il en ayt en son vivant vendu, oblegé, ypotecqué ou aliéné « aucuns, » soit le tout, ou soit partie, autrement que par l'un des trois cas (n'est) permis, ce nonobstant lesdictz héritiers à demy-naissant auront et recouvreront leur droit dudict demy-naissant par les manières, ou l'une d'icelles, qui s'ensuyvent :

[45.] V. C'est assavoir [4] que si ledict trespassé a, au jour de son

« cest article et autres suivans pour Claude « de Reims, demandeur...., le XXIII décem- « bre mil V^c LI. » [*Notes marginales du manuscrit.*]

(Ce titre n'est plus en usage; on peut seulement prendre moitié des propres qui existent, en payant les dettes, *pro modo emolumenti*, sans charge de legs.) [*Note manuscrite de l'imprimé.*]

[1] « Prouvé comme dessus, contre ledict « Tropmignot. »

[2] « Prouvé comme dessus. »

[3] « Cest article a esté prouvé ou procès de « Estienne Charpentier et sa femme, demourans à Attigny, contre Jehan Brissart « dudit lieu, l'an V^c XLIII. »

[4] « Prouvé pour ledit Charpentier. »

trespas, vendu, ypotecqué, donné, ou aliéné, la moictié justement de son naissant, comme bien le peu(lt) faire, ses héritiers à demy-naissant auront et prendront l'autre moictié non vendue ou aliénée.

[46.] VI. Se ledict [1] trespassé a vendu, donné, ou aliéné, moins de la moictié de son naissant, sesditz héritiers à demy-naissant prendront leur demy-naissant à prisée raisonnable, sur le demouré à vendre ou à aliéner.

[47.] VII. Se ledict trespassé [2] a vendu, donné, ou aliéné plus de la moictié de son naissant, et non pas le tout, sesdictz héritiers à demy-naissant prendront leur demy-naissant sur le non vendu ou aliéné, et sur le dernièrement vendu ou aliéné, en reculant ou rétrogradant par ordre de temps des vendicions, jusques à plain fournissement de leurdict demy-naissant.

[48.] VIII. [3] Et se ledict trespassé a vendu ou aliéné tout son naissant à diverses fois, lesdictz héritiers prendront leurdict demy-naissant sur les héritaiges dernièrement venduz ou aliénez, en rétrogradant, ainsi que dit est. Mais se ledict trespassé a vendu ou aliéné tout sondict naissant [4] à une seule fois, ilz en auront la moictié à juste portion et division.

[49.] IX. [5] Et quant à la prisée raisonnable dudict naissant, en faisant ausditz héritiers la restitucion de leur demy-naissant, « est assavoir que » lesdictz héritages venduz seront estimez au pris qu'ilz furent venduz, et les non venduz et demourez à vendre, seront estimez au pris qu'ilz povoyent valoir au jour du trespas de celluy de la succession duquel l'on traicte.

[50.] X. Et ne seront pas lesdictz héritiers à demy-naissant récompensez de ce que leurdict parent aura vendu, ou aliéné, par l'une des manières desdictz trois cas permis par ladicte coustume.

[51.] XI. Se ung père, ou une mère, donne à l'un de ses enffans en mariage, ou en advancement de succession, le tout, ou plus de la moictié, de son naissant, et, après son trespas, ses aultres enffans se

[1] « Prouvé pour ledict Charpentier. »

[2] « *Idem.* »

[3] « Prouvé comme dessus, contre ledit « Tropmignot. »

[4] Le manuscrit : *demy-naissant.*

[5] « Prouvé comme dessus, contre ledit « Tropmignot. »

dient héritiers de luy à demy-naissant, ilz recouvreront leur part et porcion de leur demy-naissant sur leur frère et seur, à qui ledict don aura esté fait, en gardant l'ordre et les termes dessus déclairez.

[52.] XII. Se ledict trespassé a eu héritage de naissant de pluseurs costez et lignes, ainsi qu'il en peult avoir de quatre lignes, comme des ayeul et ayeule paternelz, ayeul et ayeule maternelz, ou de moindre nombre de lignes, et il y a pluseurs héritiers à demy-naissant de pluseurs et diverses lignes, ilz luy succéderont chascun en la moictié du naissant venuz de sa ligne, sans entreprendre l'une des lignes sur l'autre.

[53.] XIII. Par ce est à entendre que celluy qui a naissant de pluseurs et diverses lignes, ne peult vendre au préjudice de ses héritiers à demy-naissant que la moictié de ce qu'il a de chascune ligne, synon ès trois cas permis par ladicte coustume, lesquelz sont telz :

[54.] XIV. [1] Le premier que homme et femme conjoinctz par mariaige, ayans enffans de leur mariaige, ou enffans d'iceulx leurs enffans, peuent, eulx deux ensemble, vendre, charger, obleger, ypotecquer, et aliéner tout leur naissant, ou tant et telle portion oultre la moictié d'icelluy, que bon leur semble.

[55.] XV. Le second, que ung chascun marié, et non marié, peult vendre et aliéner tout sondict naissant, ou telle porcion d'icelluy que bon leur semble, en ayant le consentement à ce de ceulx qui au temps de la vendicion sont ses plus prochains parens, ou linaigiers, habilles à lui succéder du costé et ligne dudict naissant.

[56.] XVI. Et le tiers et dernier cas est quant celluy ou celle qui veult aliéner le tout, ou plus de la moictié, de son naissant, est en povreté et nécessité d'avoir sa vye, ou qu'il est chargé de tant de debtes qu'il n'a de quoy les payer, ou que, pour lesdictes debtes, ou aucunes d'icelles, il est en sentence d'excommunication, et (on) ne peult aux choses dessusdictes remédier, sinon par vendicion de sondict naissant. En ce cas, et chascun d'iceulx, « il » peult par le décret du juge, ou des juges soubz qui jurisdicion sont assiz les héritaiges de son naissant, vendre, et aliéner sondict naissant, ou telle portion, oultre la moictié d'icelluy, que besoing (luy) est.

[57.] XVII. Et pour obtenir ce décret, fault que celluy ou celle qui

[1] « J'ay déposé en tourbe du contenu en cest article, ledict XXIII[e] décembre mil V[c] LI.... »

veult vendre son naissant, face, par vertu de commission narative de son cas, adjourner et évoquer pardevant ledict juge ses plus prochains parens ou linaigier habilles à luy succéder du costé dudict naissant, et en leur présence expose son cas et sa nécessité, en priant et requérant à sesdictz parens ou linaigiers, qu'ilz consentent et luy seuffrent faire vendicion de sondict naissant, pour fournir à sa nécessité; ou qu'ilz prennent à leur prouffit ce qu'il luy fault vendre de sondict naissant; et en ce faisant luy administrent sa vye et ses nécessitez selon son estat, ou le acquictent de sesdictes debtes, ou le mectent hors d'excommunicacion; et se sesdictz parens (ou lignagiers) n'y veullent acquiescer, il doit offrir au juge le informer sommèrement, et de plain, de son cas et nécessité, et le requérir, que ce considéré et congnu, il luy permete faire ladicte vendicion, et à icelle veuille apposer son décret. Ce que doit fere ledict juge, s'il luy appert de son donné à entendre, ou cas que lesdictz parens ou linagiers ne proposeroyent et offreroyent prouver chose vallable pour l'empescher; sur quoy ledict juge doit oyr les parties, et leur administrer raison et justice sommèrement et de plain.

[58.] XVIII. Et se lesdictz parens ou linagiers, ou aucuns d'iceulx, ne venoyent et comparessoyent pardevant ledict juge au jour à eulx assigné, fauldroit prendre deffault contre eulx, avec réadjournement, et par vertu d'icelluy les fere réadjourner pardevant ledict juge, pour veoir adjuger le prouffit dudict défault, consentir ou dissentir ladicte vendicion, et dire ce que bon leur sembleroit pour l'empescher; ou inthimacion que, venissent ou nom, le juge sans plus les évoquer ne atendre, procéderoit en la matière comme de raison (debvroit.)

[59.] XIX. Et au jour dudict réadjournement, se lesdictz réadjournez deffaillent de venir et comparoir, ledict juge doit donner contre eulx le second deffault, portant tel prouffit, que en leur regard il permectera à la partie voulant faire ladicte vendicion, de icelle faire, ainsy qu'il sera advisé par icelluy juge; et s'ilz comparent, l'on y doit procéder comme contre les autres, ainsy que « dessus » est déclairé.

[60.] XX. Ung chascun ayant héritage de naissant, peult icelluy vendre, charger, obleger, ypothéquer, et aliéner totalement, ou pour telle porcion, oultre la moictié, que bon luy semble, au préjudice de son héritier à plain; jà çoit ce que faire ne le puisse au préjudice de son héri-

tier à demy-naissant, sinon ès cas « dessus » désignez; et la raison de ceste règle est pour ce que l'héritier à plain est tenu de garendir et faire bons tous les contraulx faictz et passez par icelluy duquel (il) est héritier à plain.

[61.] XXI. Se ung homme marié ayant enffans de son mariaige avoit seul, sans sa femme, mère d'iceulx enffans, vendu plus de la moictié de son naissant, et après ladicte vendicion faicte, sadicte femme, mère desdictz enffans, et eulx vivans, souffisamment licenciée et auctorisée de sondit marit, « looit », consentoit et ratifioit ladicte vendicion, elle vauldroit, et seroit de tel effect et vertu, comme si ladicte femme avoit aveq sondict marit fait et passé ladicte vendicion.

[62.] XXII. Se ung (homme) « marié » a enfant d'autre mariaige précédent, et il a aussi enffans de sa seconde femme, et aveq icelle il vend plus de la moictié de son naissant, telle vendicion ne vauldra pas au préjudice desdictz enffans de son premier mariage, se ilz le survivent et se portent héritiers de luy à demi-naissant; car nonobstant ladicte vendicion, ilz auront leur portion contingente de son demy-naissant. Et semblablement seroit de la femme ayant enffans de son premier mariaige, laquelle auroit aveq son second marit vendu plus de la moictié de son naissant; car faire ne le pouvoit au préjudice des enffans de son premier mariage, ainsi que dit est « dessus ».

[63.] XXIII. Et s'aucun héritier à demy-naissant n'a pas exprès répudié la succession à plain de son parent, il peult recouvrer dedans l'an du trespas dudit (parent) « trespassé » à soy porter héritier à plain, *non autem e converso;* car celluy qui s'est dit et porté héritier à plain, ne peult jamais recouvrer à soy dire [1] héritier à demy-naissant seullement.

[64.] XXIV [2]. Ce droict de demy-naissant est tellement prévilégié par et selon ladicte coustume de Reins, qu'il est imprescriptible durant la vie du vendeur d'icelluy, en telle manière que, supposé que l'achepteur dudict naissant à luy vendu aultrement que en l'un des trois cas dessus permis, ayt tenu et possédé ledict naissant par quelque long temps que ce soit durant la vie du vendeur; et qui plus est, supposé que ledict achepteur le ayt revendu à ung autre achepteur, ou que pluseurs (autres) fois il ayt esté revendu, et l'ayent possédé les acheteurs par le temps

[1] Édition de 1553 : *porter.* [2] « Cest article a esté prouvé contre ledict Tropmignot. »

dessusdict, au veu et sceu des héritiers futurs à demy-naissant; « ce « nonobstant, lesdictz héritiers à demi-naissant » peuent incontinant après le trespas dudict premier vendeur, leur parent, « ou dedans l'an « dudict trespas, entrer de plain faict et de leur propre auctorité, sans « mystères de justice, ès héritages dudict demy-naissant, et [en?] « prendre et applicquer la possession et joyssance, s'ilz n'estoyent « saisiz ou empeschez par justice [1]. »

[65.] XXV. Et si après le trespas du deffunct, ses héritages de naissant estoyent saisiz comme biens vacans, ainsi que les seigneurs haulx justiciers le peuent et ont accoustumez de faire, lesdictz héritiers à demy-naissant devroyent ausdictz seigneurs, ou à leur officier, déclairer leur cas, et requérir main levée desdictz héritaiges, jusques à l'accomplissement de leur droit de demy-naissant; ce que lesdictz seigneurs leur devroyent octroyer, eulx informez du droit desdictz héritiers à demy-naissant.

[66.] XXVI. [2] Et se lesdictz héritiers à demy-naissant treuvent que aucun les trouble ou empesche de faict, en la possession et joyssance des héritaiges dudict demy-naissant, ilz s'en peuent, dedans l'an du trespas de celluy duquel ilz sont héritiers à demy-naissant, complaindre et doloir à justice contre les perturbateurs, et intenter sur ce leur poursuicte, en cas et matière possessoire de saisine et nouvelleté, et sont à ce recevables; ou si bon leur semble peuent, dedans dix ans après son trespas, intenter leur poursuicte en cas de simple saisine, ou dedans trente ans faire leur poursuicte en action pétitoire, « s'il n'y a « prescription intervenu depuis ce trespas dudict deffunct. » Et ainsi en (a-l'on usé et) use-l'on notoirement.

[67.] XXVII. [3] Et ne se peuent lesdictz droitz de demy-naissant perdre, tollir, ne estaindre, autrement que par l'un des trois cas dessus exprimez; sinon toutesvoyes que celluy auquel les parens ou linaigiers vouldroient succéder à demy-naissant, eust forfaict et confisqué ses biens par aucun crime par luy commis, et que par justice ilz fussent déclairez forfaictz et confisquez;

[1] L'édition de 1553 porte seulement : (..... *après le trespas du premier vendeur, leur parent, avoir et recouvrer leur droit de demy-naissant, nonobstant ladicte joyssance.*)

[2] « Prouvé comme dessus.... contre Claude « Pioche, en l'an V[c] XLIX. »

[3] « Déposé comme dessus. »

[68.] xxviii [1]. Ou que ledict héritier à demy-naissant eust de faict pris et appréhendé aucuns des « biens » meubles, ou des acquestz, du trespassé; car il seroit en ce cas réputé pour héritier à plain, et tenu des debtes dudict trespassé;

[69.] xxix [2]. Ou que les héritages dudict naissant fussent par justice exploictez et venduz à criées solempnelles, et le décret du juge sur ce interposé, à quoy ne se fussent opposez les parens habilles à succéder; ou se ilz s'estoient opposez, qu'ilz eussent esté déboutez de leur opposition.

[VIII.] *Comment enfans doyvent raporter et conférer en partaige, ès successions de leur père et mère, ce qu'ilz leur donnent en mariaige, et advancement de succession.*

[70.] i. Les enfans succédans à plain à leur père qui leur donna, en don de mariaige, ou en advancement de succession, aucuns de ses héritaiges, (ou aucuns des héritages) de sa femme, sont tenuz se ilz luy veullent succéder à plain aveq leurs aultres frères et seurs de rapporter, conférer, et remectre en partaige, les héritaiges qui leur furent donnez par la manière devant dicte, pour estre partiz et divisez aveq les autres héritages, qui par la succession de leurdict père sont escheuz à tous lesdictz enffans (ensemble.) [317.]

[71.] ii. Et jà çoit ce que ledict père leur eust donné héritaiges qui fussent du costé et ligne de sa femme, leur mère, et du consentement d'elle, sy s'en devoit (-il) faire le rapport en la succession dudict père, et non (à la succession) de la mère, si aultrement n'es(toi)t convenu par exprès en faisant la donnacion, pour ce que telz dons des héritages faictz à enffans par leur père et mère, sont repputez naissant du costé paternel, et non du costé maternel. Et aussy le marit, qui par telz dons aliène l'héritaige de sa femme, est tenu, ou ses héritiers, d'en restituer ladicte femme, ou les héritiers d'elle, ou cas que elle, survivant son marit, ne choisiroit partir par moictié contre et avec ses héritiers. [259, 317, 318 et 319.]

[72.] iii. Et en ses héritaiges ainsi rapportez par les enffans en la succession de leur père, ne prent aucun droit, part, ne porcion, leur [242.]

[1] « Déposé comme dessus. »

[2] « *Idem.* »

mère, ne autre femme vefve de leur père, supposé qu'elle ayt choisy partir par moictié contre eulx, pour ce que ladicte femme ne partist sinon ès biens demourez du décez de son marit, desquelz il jouissoit au jour de son trespas.

[319.] [73.] IV. Et se la mère, et non le père, avoit fait lesdictz dons en mariaige, ou en advancement de succession, le rapport s'en feroit par les enffans donataires en la succession d'icelle mère.

[317.] [74.] V. Pécune ou meubles donnez par père ou mère à leurs enffans, en don de mariage, ne se rapportent pas en leurs successions, se iceulx parens ne le conditionnoient en faisant le don, ou se ilz ne l'ordonnent par leur testament, mais seullement se rapportent les héritages donnez; sauf toutesvoyes que si ladicte pécune, ou lesdictz meubles, estoyent conditionnez en faisant le don pour estre emploiez en héritages au prouffit du donataire, ilz se rapporteroyent comme l'héritaige qui en seroit acquesté.

[317.] [74 *bis*.] VI. « Héritaiges ainsy donnez par père, mère, ou aultres « parens assendans, en don de mariaige, ou en advancement, se rap- « portent eu regard à la juste valleur et estimacion d'iceulx ou temps « de ses dons, en telle manière, [que?] se lesdictz héritages sont « méliorez (?), lesdictz donnataires sont quictes de rapporter ladicte « estimacion eu regard au temps du don, et non au temps du rapport. »

[317.] [75.] VII. Mais si les enffans à qui telz dons d'héritages ont esté faictz par leurs parens, en leur mariaige, ou advancement de succession, ne les rapportent et confèrent en partaige, ainsi que dit est devant, et néantmoins veullent succéder à plain à leursdictz parens, et appréhendent de faict les biens de leurs successions, leurs cohéritiers frères et seurs pouront chascun endroit soy, et pour sa portion contingente, prendre et appréhender la jouyssance et possession desdictz héritaiges ainsy donnez, « et se peuent dire possesseurs, et en doyvent joyr « jusques à ce que iceulx, à qui telz dons auront esté faitz, auront fait « estimer lesdictz héritages, et rapporté l'estimacion d'iceulx; » et [peuvent?] sur ce intenter contre les donnataires toutes actions et poursuites (de droit introduictes).

[317.] [75 *bis*.] VIII. « Et où lesdictz héritaiges auroyent empirrez ès « mains desdictz donnataires, leurs cohéritiers se pourront maintenir

« possesseurs d'iceulx comme devant est dit, et pour la détérioracion « ou diminucion d'iceulx, poursuivre (?) donataires. »

[76.] IX. Mais se lesdictz donnataires se veullent tenir à leurs dons, [320.] et eulx contenter des héritages à eulx ainsi donnez, pour tout leur droit de la succession, lesdicts héritaiges leur demoureront sans en faire rapport; et partant ne prendront riens ès meubles, ne ès immeubles, d'icelle succession.

[77.] X. Toutesvoyes « se telz héritaiges sont acquestz aux » père et [317.] mère, « ilz » peuvent s'il leur plaist, en faisant lesdictes donnacions, ou en leurs testamens et ordonnances de dernière volunté, ordonner et statuer que leursdictz enffans, ou aucuns d'iceulx, ne soyent tenuz rapporter en partaige en leurs successions les héritages à eulx donnez en la manière devant dicte.

[78.] XI. Les enfans des enffans succédans, aveq leurs oncles et [317.] tantes, à leurs ayeulz et ayeulles, sont tenuz de rapporter l'héritaige donné à leurs père et mère par leursdictz ayeulx et ayeulles, ainsi et par la manière qu'il est dit des enffans au premier degré.

[IX.] *Des dons entre vifz.*

[79.] I. Chacun peult, à qui il luy plaît, donner par donnacion [232.] entre vifz tous ses (biens) meubles, tous ses acquestz, et la moictié de ses héritaiges de naissant, ou tant et telle moindre portion d'iceulx que bon (luy) semble.

[80.] II. Excepté que telles donnacions entre vifz ne se peuent faire [232.] entre les conjoincts par mariaige de l'un à l'autre, se icelles « donnacions entre vifz » ne sont mutuelles, ainsi que dit sera cy-après, ou chappitre *des dons mutuelz*.

[81.] III. Dons entre vifz de héritages et choses immeubles ne saisissent pas les donnataires des héritages « et choses » à eulx donnez; mais est requis qu'il y ayt dévest fait par les donnataires, ès mains des justices des lieux où sont assis lesdictz héritaiges, et que par icelles justices les donataires en soyent vestuz et saisiz. [230 et 231.]

[82.] IV. Toutesvoyes, se lesdictes donnacions estoyent « faictes » [25 et 231.] de père et mère, et parens ascendans, à leurs enffans, en don de ma-

riaige, ou en advancement de succession, il n'y fauldroit vest ne dévest, et seroyent les héritaiges propres naissant auxdictz enffans; mais se ilz leur donnoyent de leurs acquestz, s'en dévestoyent, et les en faisoit [1] vestir par justice, ce leur seroit acquest; et ne se rapporteroit pas par lesdictz enffans donataires en la succession de leursdictz parens.

[8 et 35.] [82 *bis*.] v. « L'héritaige donné ou laissé à ung enffant estant en la « puissance de son père, est et appartient au père, quant à l'ususfruict, « jusques à ce qu'il soit hors de la puissance de son père [2]. »

[6, 8 et 35.] [83.] vi. Don entre vifz fait de meubles, ou héritaiges, à aucun enffant non marié, ou non émancipé, estant en la puissance de son père, supposé que ledict enffant soit aagé de vingt-cinq ans, ou plus, est et appartient, tant en propriété comme en ususfruict, au père, « et non à l'enffant, » pourvu toutesfois que le donnateur n'ait autrement conditionné « le don; qui semble, au regard de la propriété, trop « contraire à droit et raison, par quoy seroit bon de le corriger, s'il « plaisoit au Roy nostre sire, ou à son noble conseil [3]. »

[34 et 245.] [84.] vii. Don entre vifz fait à une femme mariée, en meubles, ou en héritages, appartient à son marit, sans estre apport ni héritage à icelle femme; mais sont les héritaiges ainsy donnez l'acquest de l'homme et de la femme; ouquel cas elle ne prendra riens, se elle, survivant son marit, se tient à ses apport et douaire.

[25 et 246.] [85.] viii. Toutesvoyes en ce n'est comprins l'héritage donné à une femme mariée par ses père et mère, ou parens assendans, en augmentacion de (son) mariage; car ce seroit naissant à elle, comme il est touché dessus, ou chappitre *quelle chose est naissant*.

[237.] [86.] ix. Toute personne estant, ou doubtant estre, et devenir, indigente, débile, et nécessiteuse par vieillesse ou maladie, se peult adonner et admortir à qui il luy plaist, en luy donnant entre vifz tous ses meubles, tous ses acquetz, et la moictié de son naissant, ou moindre portion, se bon luy semble; et se peult faire tel admortissement, à la charge de par le donnataire nourir, alymenter, et administrer le don-

[1] L'édition de 1533 : *s'en dévestant et les faisant, etc.*

[2] Voyez plus haut l'article [18].

[3] Cet article ne se trouvait pas primitivement dans la copie manuscrite de la coutume de 1481. Il a été ajouté en marge, mais, à ce qu'il nous a semblé, par la même main qui a écrit les autres articles.

nateur en toutes ses nécessitez, payer (ses debtes, et en la fin luy faire) ses obsèques et funérailles, ou à telles autres charges et condicions qu'il plaist aux parties y apposer; et y est requis vest et dévest par justice.

[86 *bis*.] x. « Donner et retenir ne vault riens, en telle manière que « si le donnataire demeure possesseur de la chose donnée, telle don- « nacion est repputée ficte, et ne doit sortir son effect; sy ce n'est que « le donnateur ayt donné la propriété seullement, en retenant l'usus- « fruict. » [239.]

[X.] *Des dons mutuels.*

[87.] I [1]. Homme et femme mariés ensemble, estans égaulx en santé, c'est-à-dire que l'un d'eulx ne soit pas malade de maladie dont il doyve vraysemblablement mourir, et l'autre soit sain, peuent faire entre eulx don mutuel de tous leurs biens meubles, (et) de tous leurs acquestz, « et » de la moictié de leurs héritaiges de naissant, ou de tant et telle porcion au-dessoubz (d'iceulx) que bon leur semble, pour en joyr par le survivant desdictz mariez, après le trespas du premier décédant, à tousjours, ou à la vye dudict survivant, ainsy qu'il plaist ausdictz conjoincts d'en convenir et contracter. [234.]

« Aucuns ont voulu soustenir que, aveq la qualité et convenance de la santé des « conjoinctz et contrahans le don mutuel, estoit requis de nécessité qu'ilz fussent « égaulx en aages et en chevances; mais les anciens clercz coustumiers et praticiens « ausquelz se sont conformez ceulx qui depuis ont esté, ou iceulx qui sont à présent, « ont tenu au contraire que les donnacions mutuelles sont soustenables puis qu'il y a « seullement qualité de santé entre les conjoinctz contrahans; et pour sondre [*sic*, « fonder leur argument quant?] à la qualité d'aage, dient que souvent advient que le « plus jeune d'aage mouroit le premier, et à la qualité de chevance, que supposé que « l'un ayt de grans héritaiges, acquestz et naissant, et l'autre non, se en peult-il « acquester, ou il luy en peult advenir et escheoir de ses parens et amys; et quoy que « soit, l'on a tousjours usé, et use[-l'on?] souvent, de telles donnacions mutuelles, puis « que les conjoinctz contrahans sont égaulx en santé, ainsy que dit est devant. »

[88.] II. Don mutuel ne saisit pas le donnataire survivant, car il fault que, après le trespas du premier décédant, il ayt délivrance de son [171 et 234.]

[1] « Cest article a esté praticqué pour Pierre « Ponssart et autres deffendeurs, contre « Me Nicole Moet demandeur, pardevant « monseigneur le bailly de Reims, et tourbe « fait sur icellui ou mois de juillet mil vc L. »

don par les héritiers, ou par les exécuteurs du testament dudict premier décédant, se testament y a; ou par justice, ou deffault ou reffuz desdictz héritiers ou exécuteurs. Mais il ne luy est mestier d'autre vesture de justice pour les héritages comprins audict don; ains, par vertu d'icelluy don et de (ladicte) délivrance, peult appréhender de faict la possession et joyssance desdictz héritaiges.

[XI.] *Des dons de nopces.*

[245.] [89.] I [1]. Tous joyaulx et biens meubles donnés par qui que ce soit à une femme, le jour qu'elle fiance, et autres jours subséquans, jusques à l'heure qu'elle espouse son marit, sont à icelle femme réputez dons de nopces, et de nature d'apport.

« Et combien que aucuns ayent voulu dire, se la fiancée à qui telz dons sont faictz « est une fille ayant père, et soit en la puissance d'icelluy, que lesdictz dons appar- « tiennent au père, et non à la fille, s'il ne plaist audict père : toutesfois ceste oppinion « ne semble pas très honneste, ne raisonnable, car ce seroit frustrer les donnateurs de « leur intencion, et de l'affection qu'ilz ont à donner pour l'amour et faveur des fiancé « et fiancée; et pour ce est-il mieulx raisonnable, [ou?] au moins convenable, que « telz dons soyent au prouffit de la fille, que de son père. »

[245.] [90.] II. Dons faictz à une fille ou femme espousée, depuis l'heur de la célébracion du mariaige, appartiennent au marit; et ne sont pas de nature de don de nopces, ne d'apport, à icelle femme.

[245.] [91.] III [2]. Tous joyaulx, aornemens, et habitz, « comme » couronne ou chappel(let), affiche, « ou » fermillet, tissu, seincture, bource, coustel, aguiller, anneaux, verges d'or (ou) d'argent, « et » perles ou pierres, robes, « surcot, » mantel, et autres joyaulx, et aornemens, et habitz, dont une espousse est parée et aornée, et lesquelz elle porte à l'église, le jour de ses nopces, à l'heure qu'elle espouse son marit, sont à elle dons de nopces et de nature d'apport, se telz joyaulx et biens sont donnez à ladicte femme par son marit, ou par autre, avant l'heure qu'elle espouse; car, s'ilz estoyent empruntez, ilz n'appartiendroyent pas à icelle femme.

[1] « Practiqué pour De Françoise Oudin. » [2] « Praticqué comme dessus. »

[XII.] *Des testamens, et des dons et laiz faicts en iceulx.*

[92.] I. Tous testamens, codicilles, et ordonnances de dernières voluntées, excédans la valleur de cent solz (tournois), doyvent estre faictz, passez, et recongneuz, par les testateurs et testateresses ayans aage, sens, entendement, et faculté de testater, pardevant ou ès présences de deux notaires (ou personnes publicques, ou d'un notaire) ou personne publicque, (présens) avec luy deux ou pluseurs tesmoings ydoines; ou pardevant le curé de la paroisse, ou son chappellain, présens aveq luy deux ou pluseurs tesmoings; ou ung notaire aveq ledict curé, ou chappelain; ou pardevant la justice du lieu; et si autrement sont faictz lesdictz testamens, codicilles, et ordonnances, ilz sont de nulle valleur en ce qui excède cent solz. [289.]

[93.] II. Et oultre plus peult ung testateur disposer de ses biens par ordonnance de dernière volunté, présens pluseurs tesmoings, lesquelz, après son trespas, pouront estre examinez sur ce par justice capable de la congnoissance de dernière volunté, en gardant les solemnitez (accoustumées); laquelle justice décrétera lectres en forme de testament en estre faictes, « telles » qui seront vallables pour testamens; et sont appellez testamens nuncupatifz. [289.]

[94.] III. Homme et femme mariez ensemble peuent, par leur testament ou ordonnance de dernière volunté deuement faictes, donner et laisser l'un à l'autre, et l'autre à l'un, tous leurs biens meubles, tous leurs acquestz, et la moictié de leur naissant, ou tant et telle portion au dessoubz que bon leur semble, soit qu'ilz ayent enffans de leur mariaige ou d'autres mariages, ou qu'ilz n'en ayent aucuns. [236, 290 et 291.]

[95.] IV. Chacune personne mariée, et non mariée, ayans enffans, ou non, « se elle est » en aage et faculté de tester, peult donner et laisser à telle autre personne qu'il luy plaist tous ses meubles, tous ses acquestz, et la moictié de son naissant, ou tant et telle porcion au dessoubz qu'il luy plaist. [236 et 292.]

[96.] V. Excepté toutesfois que père et mère ayans enffans ne peuent, de leur naissant, plus laisser à l'un que à l'autre, ne en advantaiger plus l'un que l'autre, ne ordonner en testament, par quelque manière, à ce qu'ilz facent de meilleure condicion l'un que l'autre; mais [287.]

de leurs meubles et acquestz peuent laisser tant qu'il leur plaist à l'un, et non à l'autre.

[294.] [97.] VI. Excepté aussy que se ung homme marié avoit, par son testament, laissé à aucune personne autre que sa femme, sesdictz meubles, acquestz, et moictié de « son » naissant, ou partie (d'icelluy), et se il advenoit que, après le trespas dudict testateur, ladicte femme prinst le choix de partir par moictié, comme faire le peut, ainsi que dit sera cy-après, en ce cas ladicte femme, nonobstant ledict laiz, auroit « sa » moictié en tous les biens « meubles et héritages » communs entre son marit et elle au jour du trespas d'icelluy. « Mais là où le marit auroit « laissé aucuns laiz particuliers consistans en meubles ou héritaiges, « ouquel meuble ou héritaige la femme prendroit sa moictié, les héri- « tiers du testateur seroyent tenuz de fournir au légataire ledict laiz, « ou la valeur d'icellui. »

[295.] [98.] VII. Et excepté semblablement que se une femme mariée avoit, par son testament, disposé au prouffit d'autre que de son marit d'aucuns des héritages acquestez par sondict marit et elle constant leur mariaige, ce nonobstant ledict marit qui la survivroit joyroit, s'il luy plaisoit, des acquestz sa vie durant, et par ainsi n'auroit le légataire que la propriété de l'héritage à luy laissé par ladicte femme, sans en avoir quelque ususfruict, jusques après le trespas dudict marit, que lors l'ususfruict seroit uny et consolidé aveq la propriété.

[300 et 305.] [99.] VIII. Les héritiers à plain d'un trespassé sont tenuz d'acquicter son testament[1], icelluy entretenir, fournir, et acomplir de point en point, selon sa forme et teneur, (si, et) en tant que ledict deffunct testateur a disposé de ses biens selon ce que les coustumes des lieux luy permectent, et non autrement; car sy ledict testateur avoit disposé autrement, ou plus avant que permis ne luy est par la coustume, telle disposicion, en tant qu'elle excéderoit la faculté introduicte par la coustume, ne vauldroit; ains se devroit réduire et radmener à telle porcion que la coustume le permect : mais pourtant ne seroit ladicte disposicion testamentaire déclairée nulle, « ou vicieuse », en ses autres poinctz.

[296.] [100.] IX. Les légataires ne sont pas, et ne se peuent dire, saisiz,

[1] L'édition de 1553 : *d'acquiescer à son testament.*

ne en possession et saisine, des laiz à eulx faictz par les testateurs en leurs testamens et ordonnances de dernières voluntés, jusques à ce que premièrement iceulx légataires en aient délivrance, au moins verballe, à eulx faicte par les héritiers du trespassé, « ou par les exécuteurs de sondict testament, » ou par justice, en deffault, reffuz, ou délay desdictz héritiers « ou desdictz exécuteurs, eulx » sur ce sommez et requis. Mais, après ladicte délivrance à eulx faicte « par les ungs », ou « par les autres », iceulx légataires se peuent dire, et sont envers et contre tous, saisiz, et en possession et saisine des choses à eulx laissées.

« Contre ceste coustume ont plusieurs argué le temps passé, et encores arguënt « aucuns ou temps présent, que les délivrances des laiz en héritaiges faictes par les « exécuteurs sans le consentement des héritiers ne peuent, ou préjudice d'iceulx héri- « tiers, saisir les légataires, et que lesdictz exécuteurs n'ont pas puissance de faire « lesdictes délivrances, mais appartiennent à faire ausdicts héritiers; et pour fonder « leur argument dient que lesdicts héritiers, tant de droit commun, comme par la « coustume générale du royaulme de France, à laquelle se conforme la coustume locale « de Reims, sont incontinent après le trespas du deffunct testateur saisiz et mis en pos- « session et saisine de tous les biens meubles et immeubles demourez de son décès, « qui n'en peuent par [ceste?] raison en estre dessaisiz par aultruy sans leur faulte [1] « ou coulpe et sans estre oyz; [et?] ne peuent les exécuteurs du testament qui sont nudz « administrateurs, vestir ne saisir les légataires de ce dont iceulx exécuteurs ne furent « oncques vestuz, saisiz, ne en possession, mesmement quant aux héritaiges et biens « immeubles; allégans aussy pluseurs raisons avecq la dissimilitude des coustumes des « pays voisins, comme Champaigne, Lannois, et Vermandoys, selon lesquelles lesdictz « exécuteurs n'ont puissance de faire telles délivrances de legz de biens immeubles au « préjudice des héritiers.

« Au contraire, a esté soustenu par aultres soustenans lesdictes délivrances faictes « par les exécuteurs, en respondant aux argumens et raisons dessus touchiées, que « jà çoit que les héritiers du deffunct soient incontinent après le trespas saisiz et en « possession de ses biens meubles et immeubles, ce nonobstant, par la coustume « localle de Reims, tantost qu'il appert qu'il a disposé de ses biens par testament « solempnellement fait, selon ce que la coustume luy permect, et qu'il a esleu et nommé « certaines personnes pour exécuteurs de sondit testament, ès mains desquelz il a « transféré et soubzmis sa seignourie (?) et possession de tous ses biens, mesmement « de ceulx dont il a disposé et peult disposer, pour les prendre et apprèhender de faict, « les bailler aux légataires, et accomplir sondict testament et dernière volunté, lesdictz « exécuteurs sont, de ce mesme fait, saisiz et en possession de tous lesdictz biens dont

[1] Ce mot de *faulte* a été effacé, et remplacé par celui de *fait* sur le manuscrit.

« le testateur a disposé et peu disposer, et par sa disposicion les en a saisy en telle « manière qu'ilz en peuent et doyvent faire la délivrance aux légataires, et par icelle « les saisir et mectre en possession et saisine des biens meubles et immeubles à eulz « laissez, sans à ce faire apeller ne oyr lesdictz héritiers; car ainsi, pour ce que les laiz « sont au préjudice d'iceulx héritiers, et en diminution de leur portion héréditaire, « lesdictz héritiers sont communément les plus fors adversaires contre les testamens, et « qui plus les contredisent et débatent par l'intérest qu'ilz y ont, et par leurs débatz et « contradictions pourroyent envelopper les légataires en procès somptueux, pendans « lesquelz iceulx héritiers joyroient tousjours de la chose laissée, et ne la pouroyent « les légataires fere séquestrer par prendre complaincte en matière de nouvelleté, « obstant ce qu'ilz ne se pouroyent dire saisiz par faulte de délivrance du laiz, par « ainsi ne seroit jamais, ou à grant peine, testament qui peust sortir son effect; pour à « quoy obvier, et afin de pourveoir aux légataires, a esté, de si longtemps qu'il n'est « mémoire du commencement, introduicte ceste coustume de faire lesdictes délivrances « par les exécuteurs sans y appeller les héritiers, affin que lesdictz légataires puissent « par voye possessoire garder, poursuir, et deffendre, leur droit contre lesdictz héritiers, « et tous autres qui les y vouldroyent perturber ou empescher; et ne sont pas pourtant « lesditz héritiers fourclos de dénier [1] le possessoire contre les légataires, et de eulx « ayder du droit commun et desdictes coustumes générale et locale, et de contredire, « impugner, et débattre, le testament et les deppendances, car lesdictes délivrances se « font sauf tous droitz; et la matière bien examinée (?), et congneue par juge compé- « tent, le possessoire sera adjugé à la partie qui aura le plus évident droit.

« Toutesvoyes quelques argumentacions et diversités d'oppinions que les ungs et les « autres ayent fait ou soustenu en ceste matière, l'en a tousjours usé desdictes déli- « vrances faictes par les exécuteurs, à cause de quoy se sont meuz et meuvent pluseurs « grans et somptueulx procès à l'encontre des parties y ayant intérest; et par ce, « plaise au Roy nostre sire, et à son noble et prudent conseil, en ordonner à son bon « plaisir. »

[300.] [101.] x. Les debtes deues par le testateur sont préférées aux dons et laiz contenuz en son testament, et se doyvent lesdictes debtes premièrement payer que lesdictz dons et laiz; mais, s'il y a héritiers à plain du testateur, il est tenu de fournir l'un et l'autre.

[300.] [102.] xi. Les laiz contenuz en ung testament, qui sont restitutoires [2] d'aucun tort fait, ou d'aucune chose deue, par le testateur, sont de nature de debtes, et doyvent estre payées (et satisfaictes) comme les debtes.

[1] Ce mot *dénier* a été effacé sur le manuscrit, et remplacé par celui de *déduir*.

[2] L'édition de 1553 : *restitutions*.

[103.] XII. Substitution se peult faire par le testateur en son testament, en telle manière qu'il peult ordonner que, après le trespas de son enffant, ou d'autre à qui il fait aucun lay de meubles ou d'héritages, la chose laissie retourne à autre personne, tel qu'il plaist audict testateur nommer et choisir. [286.]

[104.] XIII. L'héritier d'aucun testateur peult bien estre légatère aveq ce qu'il est héritier dudict testateur; et peult recevoir comme son acquest la délivrance de l'héritage que son parent luy aura laissé expressément soubz tiltre d'acquest, et, d'autre (costé) [1], prendre et appréhender comme son naissant l'héritage qui luy sera escheu de la succession de sondict parent, hors le testament d'icellui, ensemble l'héritage qu'il luy laisse par lay universel, ou par partage et division de succession; excepté toutesvoyes que le père ne la mère ne peuent de leur naissant advantaiger par testament l'un de leurs enffans plus que l'autre. [287 et 302.]

[105.] XIV. Les héritiers des trespassez, qui, avant leur trespas, ont fait leurs testamentz, et par iceulx nommé et esleu certains exécuteurs pour les acomplir et exécuter, peuent, se bon leur semble, entreprendre la charge de l'exécucion et acomplissement desdictz testamens, en deschargeant de ce lesdictz exécuteurs; et doyvent estre lesdictz héritiers à ce receuz, pourveu que ilz baillent caucion fidéjussoire à justice de ce faire et fournir, et de rendre indempne lesdictz exécuteurs, nonobstant le contredit ou débat des exécuteurs, synon toutesvoyes que les testateurs eussent en leurs testamens ordonnez et deffenduz par exprès que aultres que les exécuteurs par eulx nommez et choisiz ne s'en entremissent; ouquel cas il fauldroit ensuir leur ordonnance et dernière volunté, par la considéracion que l'en doit avoir que lesdictz testateurs ont fait ceste ordonnance pour la plus grande confidence qu'ilz ont en ceulx qu'ilz eslisent exécuteurs, qu'ilz n'ont en leurs héritiers; « combien que sur ce interviennent souvent de grandes questions et débatz, pour lesquelz « appaiser plaise au Roy nostre sire, ou à nosdictz seigneurs de son « conseil, en ordonner à son bon plaisir. » [297.]

[1] Le manuscrit porte : *et d'autre chose prendre, etc.*

[XIII.] *Des vendicions et aliénacions du naissant.*

[10.] [106.] I. Chacun ayant aage et faculté de contracter, peult vendre, alyéner, eschanger, obleger et ypotéquer, où et à qui il luy plaist, la moictié de tous ses héritaiges de naissant, comme il est dit cy-devant, ou chappitre *des successions à demy-naissant,* en plusieurs articles.

[278.] [107.] II. Sauf tant que si ung homme se marioyt, et, au jour de son mariaige célébré entre luy et sa femme, il tenoit et possédoit aucuns héritaiges de son naissant, ilz seroyent chargez de (l'apport) [1] et du doaire de sa femme, sans le consentement de laquelle il n'en pouroit riens vendre, sinon à la charge desdictz apport et douaire « de sa femme, » comme touché sera cy-après, ou chappitre *des vendicions et aliénacions des acquestz.*

[10.] [108.] III. Il ne loist à aucun vendre, aliéner, chargier, obleger ne ypotéquer le totaige, ne plus de la moictié de son naissant, synon ès trois cas, ou en l'un d'iceulx à plain déclairez cy-dessus, ou chappitre *des successions à demy-naissant;* et en chascun desquelz trois cas ung chascun peult vendre le tout, au moins plus de la moictié de sondict naissant, selon et par la forme et manière à plain déclairez oudit chappitre.

[XIV.] *Des vendicions et aliénacions des acquests.*

[10.] [109.] I. Il loist à ung chacun ayant aage et faculté de contracter, soit marié ou non, vendre, aliéner, céder, transporter, eschanger, permuer, « obleger » et ypotéquer au prouffit de qui il lui plaist, tous ses héritaiges de nature d'acquestz, s'il n'y a empeschement au contraire.

[243 et 278.] [110.] II. Comme se ung homme ayant héritaige de son acquest se marioit, il ne pouroit, depuis le mariaige célébré, et durant icellui, vendre seul aucuns de sesdictz acquestz qu'ilz ne demourassent chargiez de l'aport et doaire de sa femme, se elle le survivoit, et choisiroit soy tenir à ses apport et doaire; car ladicte femme, selon la coustume de Reims, conforme aux autres coustumes des pays voisins, est douée, par douaire coustumier, de la moictié de tous les héritaiges, acquestz et naissans, que son marit tient et possède à l'heure qu'ilz

[1] Le manuscrit : *de la part, etc.*

(s')espousent; et d'icelle moictié doit ladicte femme, si elle survit sondict marit, et elle prent ledict choix de ses douaires et apport, joyr dès incontinant après le trespas de sondict marit et qu'elle a déclairé sondict choix, par tout le cours de sa vye, en tous prouffitz, revenuz et esmolumens.

[111.] III. Pareillement, se au traicté du mariaige desdictz homme et femme, l'homme avoit assis et assigné à sadicte femme douaire préfix et conventionnel sur lesdictz acquestz, ou aucuns d'iceulx, il ne les pouroit depuis, ne tant que sa femme vivroit, vendre, aliéner, transporter, obleger ne ypotecquer au préjudice dudict doaire, sans le consentement de sadicte femme. [278.]

[112.] IV. Mais les femmes « mariées » peuent, s'il leur plaist, de l'auctorité et licence de leurs maritz, consentir telles vendicions, et renoncer à leur droit de douaire, quant aux héritaiges que vendent leursdictz maritz, et sans préjudicier à leur droit de douaire au regard aux autres héritaiges qui en seroyent chargez et tenuz. [278.]

[113.] V. Le marit seul peult et luy loist, durant le mariaige de luy et de sa femme, vendre, aliéner, transporter, obleger et ypotéquer, où et ainsy que bon luy semble, tous les acquestz par luy et sadicte femme faiz constant leur mariaige, sans à ce appeller sadicte femme, ne avoir son consentement, car ledict marit est maistre et seigneur desdictz acquestz durant ledict mariaige. [239.]

[XV.] *Quelle chose est douaire.*

[114.] I. Douaire, selon la coustume de Reims, est de deux manières: l'un dit coustumier, et l'autre dit préfix ou conventionnel. [243.]

[115.] II[1]. Douaire coustumier est quant une femme espouse un homme qui, au jour de la célébracion de leur mariaige, tient et possède aucuns héritaiges, soit de (son) naissant, soit de son acquest, et soit en propriété (et usufruict ensemble, ou soit en propriété) seullement. Se après il advient que le marit trespasse et sa femme le survit, icelle femme, se elle choisit soy tenir à ses douaire et apport, « a, et » doit [243 et 248.]

[1] « Praticqué pour dame Françoise Oudin contre Nicolas Chiertemps, Nicolas Le Roux et autres. »

avoir, sa vie durant, comme douaire, la moictié de tous les héritages que tenoit sondict marit, au jour de la célébracion de leur mariaige, pour en joyr sadicte vie durant par ses mains, en tous prouffitz, revenuz et esmolumens, comme il est jà dit dessus, ou chappitre *des vendicions et aliénacions des acquestz.* Et après le trespas du marit, incontinant que la femme vefve (de luy) a choisy soy tenir à ses douaire et apport, elle se peult dire vestue, saisye, et en possession et saisine de la moictié en ususfruict de tous les héritaiges que tenoit et possédoit sondict marit au jour de leurs nopces, pour en joyr la vie d'elle durant, à la charge de retenir [1] lesdictz héritaiges des menues réparacions; et se, par faulte de faire lesdictes menues réparacions, aucuns dommaiges et intérestz en adviennent ausdictz héritiers, la femme seroit tenue de les en desdommaiger.

[243 et 248.] [116.] III. Douaire préfix ou convencionnel est quant ung homme qui espouse une femme convient et traicte aveq elle ou les parens d'elle, de ly assigner, (et luy assigne) avoir et prendre après le trespas dudict homme, se elle le survit et qu'elle choisisse soy tenir à ses doaire et apport, certaine somme de deniers, ou quantité de grains ou vins, ou autres biens pour une fois, ou de revenue annuelle, la vie d'elle durant, ou à tousjours, ainsy qu'il plaist aux parties de traicter et convenir ensemble dudict douaire préfix. (Et) fault que ladicte femme requierre et ayt délivrance par l'héritier ou par justice, avant qu'elle s'en puisse dire saisye et en possession.

[244.] [117.] IV. En constituant ce douaire préfix, s'il est convenu entre les parties, et que la femme se soit à ce consentye, cesse le douaire coustumier; et se fault arrester au préfix et convencionnel, synon que les parties eussent tellement convenu que la femme peult choisir après le trespas de son marit lequel des deux douaires que bon luy sembleroit, c'est assavoir ou le coustumier, ou le préfix, ouquel cas l'en se régleroit à la convention des partyes.

[118.] V [2]. Se l'homme avoit vendu, ou aliéné, autrement que permis luy est par la coustume, la moictié, ou plus, de son naissant avant

[1] L'édition de 1553 : *d'entretenir.*

[2] « Praticqué pour ladicte Françoise [Oudin] contre le procureur de l'arceveschié « et le commis aux biens vaccans de deffunct « Jehan de Bezannes, qui ont confessé ladicte « coustume par délibéracion des anciens.... »

qu'il espousast une femme, icelle femme ne seroit pas doée sur les héritaiges dudict naissant, que ledict marit tiendroit au jour de leurs nopces, et qui resteroyent à vendre de sondict naissant, ou préjudice de son héritier à demy-naissant, pour ce que, comme dit est dessus, ou chappitre *des successions à demy-naissant,* icellui marit ne peult (charger), obliger, ne ypotecquer la dernière moictié de sondict naissant, au préjudice de son héritier futur à demy-naissant, synon en l'un des trois cas permis et déclairez ou chappitre dessus allégué.

[119.] VI [1]. Mais se après le trespas dudict marit il avoit héritier à plain, il seroit tenu de fournir et faire valloir ledict douaire à icelle femme, et de fournir au demy-naissant, s'il n'y avoit assez pour y fournir. [243.]

[120.] VII. Femme vefve n'a aucun « droit de » douaire sur les héritaiges de son marit assiz soubz la coustume de Reims, qui audict marit n'appartenoyent pas au jour de leur mariaige, mais luy sont escheuz et advenuz durant leurdict mariaige, combien qu'ilz luy soyent escheuz par succession de ligne directe assendant; jà çoit qu'elle fust et soit douée sur les héritages assiz soubz la coustume de Champaigne, qui, par icelle succession de ligne directe, sont escheuz à sondict marit « durant icelluy mariaige. » [243.]

[XVI.] *Quelle chose est apport.*

[121.] I. Apport est ce que la femme, quant elle se marie à l'homme, apporte et mect avec luy en mariaige, tant en or, argent, joyaulx, habitz et ustanciles de mesnaige, comme en tous autres meubles, debtes et choses mobiliaires [2], en quelques villes ou pays que soyent lesdictes choses mobiliaires où l'homme et la femme se marient, soit à Reims, ou en aucun lieu subject à la coustume dudict Reims. [246.]

[122.] II. Les biens meubles qui à la femme mariée eschiéent et adviennent durant son mariaige par sucession d'aucuns de ses parens et amys, tant en ligne directe (ascendante et descendante) comme en colatéralle, sont apport à icelle femme, ainsi comme iceulx qu'elle avoit au jour dudict mariaige. [246.]

[1] « *Ibid.* »

[2] L'édition de 1553 :.... *choses mobiliaires, puis que l'homme et la femme se marient et demeurent à Reims, ou en aucun lieu subject aux coustumes de Reims.*

[246.] [123.] III. Dons de nopces telz et ainsi que cy-dessus sont déclairez ou chappitre *des dons de nopces*, sont à la femme de nature d'apport.

[254 et 255.] [124.] IV. Se en traictant ung mariaige les parties contrahans conviennent ensemble à estimacion et (appréciation) [1] des biens de l'apport de la femme, à aucune somme «de deniers» certaine, telle somme sera l'apport de ladicte femme; et n'aura-l'en plus regard à la valleur, ne déclaracion des biens dudict apport, soit plus grande ou moindre.

[255.] [125.] V [2]. Ceste estimacion et appréciacion de l'apport de la femme se doit fere et recongnoistre par le marit avant qu'il espouse ladicte femme, et non depuis; car la recongnoissance qu'il en auroit (fait) depuis le sacrement célébré, ne souffiroit pas pour prouver souffisamment ledict apport, s'il n'estoit prouvé par autres (preuves), posé ores que ladicte recongnoissance fust faicte par ledict marit luy estant au lict mortel, et en faisant son testament, pour ce que, par telle recongnoissance faicte après la célébracion dudict mariaige, il pouroit advantager sa femme par voie oblicque, luy faire chose équipollant à donacion entre vifz, qui est prohibé et n'a point de lieu entre deux conjoincts par mariaige.

[246.] [126.] VI. L'héritaige que la femme tient et possède au jour de ses nopces, soit de son naissant, soit de son acquest, est apport à icelle femme.

[246.] [127.] VII. (L'héritaige qui vient et eschet à la femme durant le mariage de son marit et d'elle, par succession de ses parens et amys, tant en ligne directe comme en collatéralle, est apport à ladicte femme).

[275.] [128.] VIII. Se le marit, durant le mariaige de luy et de sa femme, (vend) de l'héritaige de l'apport de sadicte femme, et du consentement d'elle, car aultrement ne le peult-il faire, et après il la réassigne et récompense sur un autre héritage dudict marit, ou sur aucun héritage qu'il a aquesté expressément, au prouffit et au non de sadicte femme, pour

[1] Le manuscrit : *appréhension*.

[2] « Il y a eu délibéracion faicte à Paris sur « cest article pour dame Françoise Oudin, « par laquelle une recongnoissance de ré- « ception de deniers, faicte par le marit de- « puis le mariaige, vault, quand ladicte « recongnoissance n'est contractée entre les « conjoinctz, ains avec une tierce personne, « de laquelle ledict marit confesse avoir « receu quelque somme de deniers; et sui- « vant icelle délibéracion est intervenue sen- « tence par le bailly de Reims, en l'an mil « V^c XLIX. »

luy faire telle réassignacion, « l'héritaige qui ainsy sera acquis ou baillé par réassignacion » à icelle femme, ly sera de nature d'apport, jusques à la valleur d'autant que ledict marit a vendu du sien, et non plus.

[129.] IX. Et se le marit, qui à la vérité n'auroit pas vendu l'héritaige de sa femme, ou n'en auroit pas tant vendu comme il confesseroit en avoir vendu, faisoit aucune réassignacion à sadicte femme, soubz la recongnoissance ou confession que feroit ledict marit d'avoir vendu de l'héritaige de sadicte femme, ceste recongnoissance ou confession ne souffiroit pas pour plaine preuve d'icelle vendicion, là où les héritiers du marit la vouldroient nier; mais la fauldroit prouver plus avant, pour ce que, par telles réassignacions, les maritz pouroyent avantaiger leurs femmes, et par voye indirecte leur faire donnacion entre vifz, laquelle (toutesfoys) n'est pas permise à faire entre les conjoinctz par mariaige, comme il est notté cy-dessus, ou chappitre *des dons entre vifz*. [275.]

[XVII.] *Du choix des femmes, et de la déclaracion d'icelluy quant elles sont vefves.*

[130.] I. La femme vefve, après le trespas de son marit, a le choix et opcion de l'une des deux choses : c'est assavoir de soy tenir à son doaire et (à son) apport, sauf à elle ses dons, et (ses) laiz, s'aucuns en y a ; ou de soy tenir à partir par moictié aveq et contre les héritiers de sondict marit. Et oultre ses deux choix, y peult avoir un autre choix neutre, de soy tenir à l'ordonnance testamentaire de son marit, quant elle sent que par icelle ordonnance elle est advantaigée plus que de prendre l'un desdictz deux choix. [240.]

[131.] II. La femme vefve peult, se bon luy semble, attendre et différer à déclairer son choix, jusques à ce qu'elle (en) est sommée et requise par les héritiers de son marit, ou par justice, ou par autre ayant, ou disant avoir, intérest à ce qu'elle le déclaire; et, depuis qu'elle est de ce sommée, elle a encores, se bon luy semble, délay de déclairer jusques à quarante jours après. Et cependant peult vivre elle et sa famille ordinaire raisonnablement, selon son estat, sur les biens demourez du décès de son marit, sans soy entremectre de vendre ou de ache- [241 et 247.]

ter autre chose que « pour avoir » vivres, synon que les héritiers ou la justice luy donnast licence ou consentement de ce faire pour tousjours faire valloir la chevance.

[247.] [132.] III. Se la femme vefve déclaire son choix de soy tenir à ses douaire et apport, elle doit incontinant cesser de vivre sur les biens (demourez) du décez du marit; et la peult-l'en expulser de la maison, se elle n'est sienne; car, depuis icelle déclaracion faicte, elle doit vivre du sien, « et » à ses despens.

[247.] [133.] IV. Mais se ladicte femme vefve déclaire le choix de partir par moictié, elle vivra à tousjours sur les biens, et poura vendre et acheter; et pareillement y vivront (et feront) les héritiers, jusques à ce que les biens soyent partiz et divisez entre eulx et ladicte femme.

[XVIII.] (*Par quantes manières peut la femme vefve perdre son choix.*)

[270.] [134.] I. La femme vefve peult perdre son choix par sept manières, et par chascune d'icelles :

La première, quant après le trespas de son marit, elle se immisce et boute ès biens demourez (du décez) de son marit, de sa propre auctorité, sans la licence ou consentement des héritiers ou de justice, en vendant ou achetant, labourant, (cultivant, moissonnant), vendangeant, recevant, payant et administrant les affaires du mesnaige; ouquel cas elle est réputée avoir « tant seulement » prins (tacitement) le choix de partir, et forclose du choix de ses douaire et apport; toutesvoyes là où elle seroit exécuteresse du testament de sondict marit, et que en ce nom elle feroit ce que dit est, et qu'elle en eust faicte (expresse) déclaracion, elle ne perdroit sondict choix.

[271.] [135.] II. La seconde, sy la femme, depuis qu'elle a esté sommée de déclairer son choix, a laissé passer et expirer le terme de quarente jours, elle est forclose du choix de partir, se bon semble aux héritiers; et n'aura que ses douaire et apport, comme chose à elle deue et appartenant de droit commun.

[272.] [136.] III. La tierce, sy avant et depuis que la femme est sommée de déclairer son choix, et avant quarente jours ensuyvant la sommacion

passée, elle va de vie à trespas sans avoir fait la déclaracion de son choix, les héritiers d'icelle femme perdent ledict choix « quant à partir par moictié, et n'ont que à demander l'apport d'elle »; et si ne peuent avoir son douaire, car il est estainct par la mort d'elle.

[137.] IV. La quarte, se la femme, durant la maladie de son marit, [274.]
ou après le trespas d'icelluy, transporte (ou détourne) aucuns de ses biens, et les dénye ou recelle, quant elle est sur ce interroguée, mesmement par justice, et après ce elle en a esté actainte ou convaincue, elle pert son choix; « et, selon l'oppinion d'aucuns, pert « et forfait au prouffit de l'héritier tout le droit qu'elle peult avoir « ès biens meubles demourez du décez de son marit, soit à raison de « son apport, soit par partaige; et, selon l'oppinion des autres, elle « perd le choix de l'apport, et est réputé tacitement avoir choisi de « partir par moictié; et, selon autre oppinion, l'héritier a le choix de « bailler à la femme lequel il luy plaist, ou partaige, ou doaire et « apport; et se doit estre punye par justice de l'offense par elle com- « mise, selon l'exigence du cas; et pour oster la doubte qui est en « ceste matière pour les diversitez des oppinions, plaise au Roy ou à « son conseil en décider. »

[138.] V. La quincte, se après le trespas du marit, la femme et les [270.]
enffans ou héritiers du marit, sans déclaracion de choix faicte par la femme, se tiennent et demeurent ensemble en ung hostel et domicil, vivans des biens du deffunct, vendans, achetans, et usans en commun d'iceulx biens par an et jour, ou plus, ladicte femme perd le choix [1] de douaire (et apport), et est réputée avoir choisi de partir ausdicts héritiers.

[139.] VI. La sixième, se en traictant le mariaige de l'homme et de la [273.]
femme, il est convenu par exprès que le survivant, soit l'un ou l'autre, aura ses meubles, ou partira en iceulx aveq les héritiers du premier décédant, ou en aura « autre » porcion moindre ou plus grande; en ce cas la femme survivant son marit n'aura aucun choix, ains sera tenue de soy régler selon la convencion faicte entre les parties.

[140.] VII. Et la septiesme et dernière, se le marit, pour crime par [349.]
luy commis, est déclairé par justice avoir confisqué ses biens, sa femme

[1] Le manuscrit : *perd le droit, etc.*

perd douaire et apport [mobiliaire?] (et partage des biens), et ne (re)prent sinon ses héritaiges à elle appartenant de son costé. « Toutes-« voyes, ce semble chose bien inique que la femme qui n'est coulpable « du crime perd son apport mobiliaire, et qui est la propre chose de « son vray patrimoine, et peult sembler qu'elle ne le doit pas perdre, « et que cest article soit à coriger en réservant à la femme son apport « mobiliaire aussy bien que l'imobiliaire. »

[XIX.] *Du droit de la femme qui choisit doaire et apport.*

[243 et 262.] [141.] I. La femme « vefve » qui, après le trespas de son marit, choisit douaire et apport, sauf ses dons et (ses) laiz, s'aucuns en y a, doit avoir franchement et quictement son doaire préfix, tel qu'il a esté convenu, si convenu a esté, synon son doaire coustumier, tel que déclairé est cy-dessus, ou chappitre *quelle chose est doaire;* aussy a et doit (avoir) son apport mobiliaire, tel qu'il est déclairé ou chappitre *quelle chose est apport.* A en oultre ses dons de nopces, s'aucuns luy en furent donnez, telz qu'ilz sont devant déclairez ou chappitre *des dons de nopces.* Et se a, et doit avoir, aveq ce, les laiz particuliers que son marit luy a faictz (en son testament, s'aucuns lui en a faict), et non pas les laiz généraulx et universels desquelz est parlé cy-dessus, ou chappitre *des testamens, et des dons et laiz faitz par testamens.*

[248 et 258.] [142.] II. Ses apport et douaire, dons et laiz, prent et reçoit la femme vefve (en) eslisant ce choix, franchement et quictement, « comme dit est; » c'est assavoir sans quelzconcques charges des enterremens, « exèques [1] », services, funérailles, laiz et debtes de son marit, excepté les debtes en quoy elle se seroit oblegié aveq son marit, dont les créanciers la pouroyent bien poursuyvre; mais elle auroit son recours contre les héritiers de sondict marit, pour en estre acquictée et desdonmaigée; excepté aussy que se les héritiers font despence de bouche le jour du service de son marit, et elle y fait semondre gens de par elle, quelque peu que ce soit, elle payera la moictié d'icelle despence.

[1] L'édition de 1555 : *obsèques.*

[143.] III. Se le doaire de la femme fut préfix et conventionnel d'aucune (certaine) somme d'argent pour une fois, sans exprimer qu'elle (la) devroit avoir à tousjours, icelle femme aura et prendra [1] ladicte somme tant qu'elle vivra; et, après son trespas, les héritiers d'elle la restitueront aux héritiers du marit, ou à leurs ayans-cause. [243.]

[144.] IV. Et se ledict douaire préfix fut d'aucuns héritaiges (ou de deniers pour employer en héritages), ou d'aucune rente qui à la femme deust estre assignée après le trespas du marit, elle peult, s'il luy plaist, incontinant qu'elle a déclairé son choix, sommer et requérir aux héritiers de son marit qu'ilz luy délivrent lesdictz héritaiges, « ou lesdictz deniers », (ou ladicte rente). Et se depuis ladicte sommacion ilz en sont reffusans ou délayans, elle pourra après, quant bon luy semblera, sans laisser couler le temps de prescription, poursuir lesdictz héritiers, pour avoir les choses dessusdictes aveq tous les fruicts, revenuz et arréraiges qui seront escheuz, et qu'elle en eust peu avoir et lever depuis icelle sommacion faicte, si elle eust joy des choses à elle données ou [2] assignées en douaire, et de ce seront tenuz les héritiers. [243.]

[145.] V [3]. Les douaire et apport de la femme sont tellement previlégiez, qu'ilz doyvent estre payez, et sont préférez, avant toutes autres debtes faictes et constituées et acreues par le marit depuis la célébracion du mariaige de luy et de ladicte femme. [256 et 278.]

[146.] VI. Se ung marit a esté marié deux ou pluseurs foys, et il n'a satisfait aux héritiers de sa première femme, soient enffans de luy et d'elle, ou autres, de l'apport [4] d'icelle première femme, et ledict marit va de vie à trespas, luy estant marié avec sa seconde femme qui choisira ses douaire et apport, les héritiers de sa première femme seront préférez à icelle seconde femme en la restitucion et payement de l'apport de ladicte première femme; car aussy leur estoit deu ledict apport par ledict marit avant qu'il espousast ladicte femme. [257.]

[147.] VII. Mais si de l'apport de la « dicte seconde » femme estoyent demourez en (leurs) espèces, ou nature « de choses », aucuns biens [257.]

[1] L'édition de 1555 : *aura et tiendra.*

[2] L'éd. de 1555 : *à elle deues et assignées.*

[3] « Le XXII aoust V[c] XLV, cest article a esté « praticqué pardevant monseigneur le bailly « de Reims, contre Thomas Chardon et « autres, et depuis pour Françoise Oudin « demanderesse. »

[4] Le manuscrit : *de la part.*

meubles qui fussent entre les biens de la succession du marit, les héritiers de la première femme ne pouroyent sur iceulx recouvrer l'apport d'icelle première femme; mais seroyent renduz à la seconde, en diminucion de son apport.

[257.] [148.] VIII. Et pareillement ne pouroyent sur iceulx biens meubles apportez par la seconde femme, et estans en nature, les créanciers du marit prendre leurs debtes, posé qu'elles eussent esté faictes et acreues par le marit avant le mariaige de luy et de sadicte seconde femme.

[264 et 275.] [149.] IX. La femme vefve choisissant lesdicts douaire et apport, a aussy, et reprent, tous ses héritages qu'elle avoit au jour de ses nopces, dont le marit est trouvé possesseur, et ceulx qui à elle sont escheuz durant son mariaige; et aussy ceulx que son marit luy pouroit avoir baillé en réassignacion de ceulx qu'il auroit vendu qui à elle appartenoyent, s'aucuns luy en avoit baillez; et en iceulx héritaiges se peult ladicte femme boutter, y entrer, et en prendre la joyssance de faict, et de sa propre auctorité, sans autre délivrance ne mistère de justice; et les reprent icelle femme en l'estat qu'elle les treuve au jour du trespas de son marit, soyent wides soyent plains, en labeur ou en savart, bien réparez ou ruynez.

[264.] [150.] X. Et se ledict marit, durant le mariaige, par petit soing, ou négligence ou faulte [1] de bon gouvernement, avoit laissé venir l'héritaige (de sa femme) en friche, savart, ou ruyne, elle seroit tenue de le reprendre en l'estat qu'elle le (re)trouveroit; mais se, de faict, il l'avoit desmoly, et prins les matières en lieu ouvré, icelluy marit, ou ses héritiers, seroyent tenuz d'en restituer la femme, ou les héritiers d'elle.

[255.] [151.] XI [2]. Sy l'apport de la femme gist et consiste en certaines pièces de biens meubles, et non pas en une somme estimée, et au jour que ledict apport est deu, lesdictz biens, ou aucuns d'iceulx, sont encores [3] en nature de chose, ès propres espèces qu'ilz furent apportez, combien qu'ilz soyent aucunement usez ou diminuez en valleur, la

[1] Le manuscrit : *ou faculté de bon gouvernement.*

[2] « Cest article [a esté?] prouvé pour « dame Françoise Oudin, contre le procu« reur de l'arceveschié et le commis aux biens « vaccans de Jehan de Bezannes, et suivant « icelli est intervenue sentence. »

[3] Le manuscrit : *sont encouruz.*

femme, ou les héritiers d'elle, seront tenuz de les reprendre en l'estat qu'ilz seront, et n'en auront pas la valleur qu'ilz valoyent quant ilz furent apportez; mais se acquictera chose pour chose : et, au regart des (meubles) qui ne seront (plus) en nature[1], ains auront esté consummez durant le mariaige, le marit, ou ses héritiers, en rendront la valleur et estimacion qu'ils valloient au jour qu'ilz furent apportés en mariaige.

[152.] XII. Se l'homme espouse une femme qui soit chargée d'aucunes debtes, ou se à ladicte femme, durant leur mariaige, eschiet aucune succession de ses parens et amys qui soyent chargez de debtes, et ledict marit paye et acquicte lesdictes debtes, ou aucunes d'icelles, ce qu'il en aura payé sera desduit et rabbatu audict marit, ou à ses héritiers, de et sur l'apport de sadicte femme. [256 et 266.]

[153.] XIII. Mais se l'apport mobiliaire de la femme avoit esté, en traictant le mariaige, estimé et apprécié par les parties à sommes certaines, toutes debtes et charges desduites, les debtes qu'elle deuvoit au jour dudict mariaige, et qui auroyent esté payées par ledict marit, ne seroyent pas audict marit, ne à ses héritiers, desduictes, ne rabbatues, de et sur ledict apport, pour ce que desjà elles auroyent esté desduictes en traictant le mariaige. [273.]

[154.] XIV. Se le marit, « en traictant le mariaige, et » durant icelluy (mariage), a vendu ou aliéné de l'héritaige de sa femme, et du consentement d'elle, car autrement ne le peult-il faire, ladicte femme choisissant sesdictz douaire et apport, en sera restituée au pris et estimacion qu'ilz auront esté vendus; ou se aliénez ont estez par autre manière que par vendicion, en sera restituée au pris et estimacion commune du temps de l'aliénacion, de et sur les biens de son marit, pareillement comme des autres biens de son apport. [259.]

[155.] XV. Et se ledict marit avoit vendu ou aliéné l'héritaige de sadicte femme, sans elle, ou sans son consentement, telle vendicion ou aliénacion ne vauldroit (ou) ne sortiroit aucun effect ou préjudice de ladicte femme prenant ce choix; et pouroit icelle femme, nonobstant ladicte aliénacion, et quelque lapz de temps couru du vivant de sondict [260.]

[1] Le manuscrit : ..... *Et au regart des choses qui ne seront pas en nature.*

marit, durant lequel temps ne peult contre elle courir (aucune) prescription, rentrer à sondict héritaige, et en joyr comme de ses autres héritaiges non aliénez.

[242.] [156.] xvi. Mais se ladicte femme prenoit le choix de partir, elle seroit forclose de jamais recouvrer ledict sien héritaige aliéné par son marit, sans son consentement, pour ce que, en prenant ledict choix de partir, elle se lye à tenir et garendir les contraulx faits par son marit; et si ne peult par ledict choix avoir que la moictié des biens communs entre elle et son marit au jour du trespas d'icelluy, et il, ne elle, ne tenoyent plus ledict héritaige, par quoy ne peult cheoir en parçon.

[261.] [157.] xvii. La femme vefve qui prent le choix de douaire et apport n'a aucun droit, part, ne portion, ès acquestz faictz par son marit constant leur mariaige; mais apartiennent entièrement aux héritiers de son marit; et, s'il n'y a héritiers à plain, iceulx acquestz sont dévoluz aux seigneurs haulx justiciers soubz qui ilz sont assis.

[265.] [158.] xviii. Mais se la femme trespasse avant son marit, sans disposer par testament de sa moictié desdictz acquestz, icelle moictié eschiet et appartient aux héritiers d'elle, sauf tant que le marit doit joyr sa vie durant du totaige d'iceulz acquestz, ainsi que cy-après sera plus plainement touché ou chappitre *du droit du marit survivant sa femme, et de quoy il est tenu.*

[347.] [159.] xix. Se, après le trespas du marit, la femme vefve de luy, eslizant le choix de douaire et apport, ne treuve des biens de son marit à souffisance pour fournir à sesdictz (douaire et) apport, dons et laiz, et qu'il n'y ait aucun héritier à plain dudict marit, mais soyent tous ses biens demourez vacans ès mains des seigneurs haulx justiciers, en ce cas lesdictz seigneurs (haulx justiciers), ou leurs bailliz, ou juges à qui il appartient, informez du droit de ladicte femme, luy doivent délivrer premièrement son apport, secondement son doaire, dernièrement ses dons et laiz; et s'il n'y a biens à souffisance pour fournir à ce que dit est, ilz doivent à icelle femme vefve permectre et habandonner de recouvrer le surplus qui à elle sera deu sur les autres biens de son marit, s'aucuns en peult sçavoir et trouver.

[XX.] *Du droit de la femme vefve qui choisit partir par moictié.*

[160.] I. La femme vefve qui, après le trespas de son marit, choisit partir par moictié, aveq et contre les héritiers d'icelluy, est, dès l'heure qu'elle a déclairé ce choix, dame en tout droit pétitoire et possessoire, et aussi avant comme l'héritier, de la moictié par indivis de tous les biens meubles, en quelzconques lieux qu'ilz soyent, de tous immeubles, acquestz et naissans, assiz soubz la coustume de Reins, qui, au jour du trespas du marit, estoyent communs [1] entre luy et sadicte femme, tant du « costé de luy, que du » costé d'elle [2]; et l'autre moictié appartient aux héritiers dudict marit, se il n'en a disposé par son testament au prouffit d'autres. [242.]

[161.] II. Se le marit avoit, au jour de son trespas, aucuns héritaiges de son naissant assis hors de la coustume de Reims, comme l'en pouroit (dire) [3] ès pays et lieux subjectz à la coustume de Champaigne, ou à autre coustume semblable, sa femme, eslizant ce choix de partir, « y » auroit seullement son douaire en la moictié, sa vie durant, se le marit les tenoit au jour de leurs nopces, ou se escheuz luy estoyent durant leur mariaige par succession en ligne directe. [242.]

[162.] III. Pareillement, si ledict marit avoit soubz ladicte coustume de Champaigne aucuns héritaiges de son acquest fait avant le mariaige de luy et de sadicte femme, elle y auroit son douaire en la moictié, sa vie durant. [242.]

[163.] IV. Et se ledict marit avoit, soubz icelle coustume de Champaigne, aucuns héritaiges par luy acquestez constant le mariaige de luy et de sadicte femme, icelle femme eslizant ce choix y aura la moictié en tout droit de propriété et ususfruict, partissant contre les héritiers [242.]

[1] « Il n'y a par la coustume communité « nécessaire (?) . . . . . . entre l'homme et « la femme, combien que cest article use « de ces motz : *biens communs;* ains y a « communité seullement quant la femme « prent le choix de partir moictié par moic- « tié, laquelle communité procède seulle- « ment de la [déclaration?] du choix pris « par la femme, et après icelle faicte, et non « auparavant, comme a esté déposé en tourbe « pour S. Le Clerc de Reims, contre les hé- « ritiers Maulevault, le XIX février mil V[c] LI. »

[2] L'édition de 1553 : *tant du costé d'elle que d'autre.*

[3] Le manuscrit : *comme l'en pourroit avoir.*

ou ayans-cause dudict marit; et autel droit y auroit-elle, quant elle auroit choisy l'autre choix, c'est assavoir doaire et apport.

[19 et 242] [164.] v. Se la femme vefve a, de (son) costé, aucuns héritaiges assiz soubz ladicte coustume de Champaigne, ou ailleurs hors la coustume de Reims, soit de son naissant, soit de son acquest fait avant leur mariaige, elle seulle les reprent entièrement; et n'y auront les héritiers du marit aucun droit, sinon que le marit trespassast ou temps d'entre la Nativité sainct Jehan-Baptiste, et les moissons et vendanges, et qu'elle eust en Champaigne terres arrables chargées de grains et vignes, et arbres chargez de fruictz, et prez chargez d'herbes, ouquel cas les fruictz et despouilles se partiront par moictié entre la femme vefve et les héritiers ou ayans-causes du marit, comme chose amobiliée; car, selon ladicte coustume de Champaigne, les fruictz pendans sont au temps dessusdict réputez meubles; mais, selon ladicte coustume de Reims, conforme à droit escript, ilz sont réputez héritaiges jusques à ce qu'ilz soyent venduz [1], ou jus de l'estoc.

[242.] [165.] vi. Se, depuis le trespas du marit, aucune succession advient et eschiet à la femme par la mort d'aucuns ses parens et amys, ou que aucuns biens meubles et immeubles luy soyent donnez ou laissez [2] par testament, et depuis elle choisit ce choix de partir, elle ne mect pas en partaige les biens ainsi à elle advenuz, donnez et laissez depuis le trespas de sondict marit; et n'y auront riens les héritiers d'icelluy, car elle et lesdictz héritiers partissent et divisent seullement entre eulx les biens qui, au jour du trespas du marit, appartenoyent à luy ou à elle, et qui estoyent en commun entre eulx; et pareillement, et par ceste mesme raison, n'aura ladicte femme aucune portion ès biens advenuz, donnez et laissez ausdictz héritiers depuis le trespas de sondit marit.

[242.] [166.] vii. Se le marit trespassé délaisse sa femme vefve et pluseurs enffans de luy et d'elle, et il advient que aucuns des desdictz enffans trespassent avant que ladicte femme vefve ayt déclairé ce choix, elle aura, aveq sa moictié, la portion ès biens meubles qui audict enffant mort estoit escheue de la « part et » succession de son père, comme « héri-

[1] L'édition de 1553 : *couppez, ou jus, etc.* [2] L'édition de 1553 : *léguez.*

tier«e» [1], quant aux meubles, de sondict enffant, en et par la manière que cy-devant est amplement déclairé, ou chappitre *des successions à plain.*

[167.] VIII. La femme vefve qui eslit ce choix de partir a seullement davantaige, hors et oultre sa moictié, l'habit qu'elle porte le plus communément à l'église ès jours de dimenche; c'est assavoir sa robe, son cotillon ou pelisson, son chapperon ou couvre-chief, « sa saincture ou tissu, sa bource, son aguillier, et son costel »; et tous ses autres habitz, aornemens et joyaulx, se partissent et divisent entre elle et ses héritiers. [242.]

[168.] IX. La femme eslisant ce choix n'est pas subjecte au testament de son marit; car, supposé que par icelluy il eust laissé à aucune personne ou en aucune église certains ses biens, si en auroit la moictié ladicte femme, se bon luy sembloit, ou la valleur de la moictié; et seroyent tenuz les héritiers de fournir ledict legz au légataire, ou ladicte valleur de la moictié à ladicte femme, de et à l'opcion et choix d'icelle femme. [242.]

[169.] X. La femme choisissant ce choix de partir est tenue de payer [2] la moictié des debtes que son marit et elle, et chascun d'eulx, devoyent au jour du trespas du marit, aveq la moictié des enterrement, bierre, sonnaige, luminaire à l'enterer, couverture sur le corps, et despens des amys assemblez (au service), se elle y mande, semond, ou invite, gens de sa part, en quelque petit nombre que ce soit; mais elle ne paye riens des laiz faictz par sondict marit en son testament et ordonnance de dernière volunté, sinon toutesvoyes des laiz restitutoires desquelz il apperreroit plus avant que par la teneur du testament; car il ne souffit pas que le testateur l'ordonne à ce que la femme y doit contribuer, s'il n'en appert autrement que par le dire dudict testateur. [242.]

[170.] XI. Se après le trespas du marit les biens demourez de son décez sont, comme vacans, saisiz par la justice, la femme vefve de luy, prenant ce choix de partir, sera tenue de contribuer pour moictié au payement des droitz et sallère des saisines, inventaires, main-levée, et despendance, de ladicte saisine; et les héritiers, ou ayans-cause, du marit y contribueront pour l'autre moictié. [242.]

[1] L'édition de 1553 : *comme l'héritier.* [2] Le manuscrit : *tenue de partir.*

[242.] [171.] XII. La femme vefve qui eslit ce choix de partir, ne prent à son prouffit hors part, et oultre sa moictié, les laiz en meubles, ne en immeubles, que son marit luy auroit faitz en son testament, posé qu'il ayt déclairé par exprès qu'il les luy laisse hors et oultre sa part; pour ce que, par l'élection de ce choix, elle se rend subjecte à mectre en parçon tout le sien assiz soubz la coustume de Reims.

[XXI.] *Du droit du marit survivant sa femme, et de quoy il est tenu.*

[277.] [172.] I [1]. Le marit survivant sa femme est seigneur de tous les biens meubles communs entre eulx, en quelzconcques lieux qu'ilz soyent; et luy appartiennent seul et pour le tout, à la charge de payer et acquicter toutes leurs debtes communes, et restituer aux héritiers d'icelle femme l'apport d'elle, tel et selon ce qu'il est déclairé cy-dessus, ou chappitre *du droit de la femme vefve qui choisit doaire et apport,* se elle n'en avoit, par son testament, disposé au prouffit de sondict marit, en tout ou (en) partye. Et si doit aveq ce ledict marit l'enterrement [2] et inhumation du corps de sadicte femme, c'est assavoir la bierre, la couverture sur icelle, le sonnaige, le luminaire, la fosse et le mengé du jour du service, s'aucun s'en fait; sauf tant que, se les héritiers de la femme y font semondre gens de leur costé, ilz doyvent payer la moictié de la despense dudict mengé

[277.] [173.] II. Combien que le marit soit tenu de l'enterrement de sa femme, toutesvoyes se elle avoit ordonné sa sépulture en aucune église, ou lieu autre que le cymetière de sa paroisse, pourquoy la mise et des-

[1] « Par la coustume de Reims n'y a communité nécessaire, ains y a communité « seullement en deux cas : assavoir quant la « femme prent le choix de partir moictié par « moictié après le trespas de son marit; « l'autre, quant l'homme survit sa femme, « et qu'il y a eu des acquestz faiz constant « ledict mariaige, esquelz les héritiers de la « femme ont moictié, réservé l'ususfruict la « vye durant du marit; esquelz cas y a communité seullement par le moyen et bénéfice « des choix attribuez par ladicte coustume, « et non nécessairement ne ordinairement, « selon qu'il a esté depposé en tourbe pour « S. Le Clerc de Reims, contre les héritiers « Maulevault, le XIX février mil V^e^ cinquante. » [*Note marginale du manuscrit.*]

[2] (Abrogé par l'art. 266 [de la nouvelle coutume], et par ce mesme chapitre, article pénultiesme cy-desoubz.) [*Note manuscrite de l'imprimé.*] Pour l'explication de la contradiction apparente qui se trouve entre l'article 172 et l'article 176, voyez plus bas, l'article 186.

pens excédast celle de la sépulture commune, ledict marit ne y seroit pas tenu, s'il ne luy plaisoit, mais seroit à soustenir aux héritiers d'icelle femme.

[174.] III. Se les héritiers de la femme qui trespasse avant son marit sont poursuyz et inquiétez pour aucunes debtes faictes et acreues par ledict marit et elle, constant leur mariaige, et en lesquelles elle se seroit oblegié de l'auctorité et licence de sondict marit, iceulx héritiers en ont leur recours contre et sur ledict marit, lequel est tenu de les en acquicter et desdommaiger. [258.]

[175.] IV. Se la femme, avant qu'elle[1] espousast son marit, devoit aucune debte de son costé, ou pour le faict d'elle, ou de ceulx dont elle a eu la cause, sondict marit la survivant ne seroit pas tenu de les payer; ains en seroyent tenuz les héritiers d'elle; sinon que, au traicté de leur mariage, ledict marit eust recongnu l'apport d'elle en certaine estimacion, toutes debtes et charges desduictes, ouquel cas ledict marit seroit tenu de toutes les debtes d'elle. [254 et 266.]

[176.] V. Le marit survivant sa femme ne doit riens (payer) des services, ne des execques de sadicte femme, ne des laiz contenuz ou testament d'elle; ains doyvent tout ce payer les héritiers d'elle, synon toutesvoyes que elle, par sondict testament, eust fait aucun laiz à sondict marit, à la charge de ce payer, et que, (à) icelle charge, il eust accepté ledict legz. [266 et 277.]

[177.] VI. Le marit survivant sa femme doit et peult joyr sa vie durant de tous les acquestz par eulx faitz, constant leur mariaige, assiz soubz la coustume de Reims; et, après le trespas dudict marit, ilz se partent et divisent par moictié entre les héritiers dudict marit et les héritiers de sa femme; et partant est tenu ledict marit de (re)tenir et entretenir de menues réparacions comme usufructère la moictié d'iceulx acquestz, « en conservant » lesdictz héritiers[2] de sadicte femme, et de les acquicter chascun an des cens et redevances qu'ilz peuent devoir. [265 et 277.]

[1] L'édition de 1553 : *quand elle, etc.*

[2] L'édition de 1553 : *contre lesdicts héritiers de sadicte femme.*

[XXII.] *Du droit des héritiers de la femme trespassée avant son marit.*

[265.] [178.] I. Après le trespas de la femme mariée qui trespasse avant son marit, les enfans, ou autres consanguyns d'elle, ses héritiers, ont à ravoir et recouvrer du marit [1] l'apport d'elle en biens meubles, tel qu'est déclairé cy-devant, ou chappitre *quelle chose est apport,* si elle n'en a disposé par testament, ou par don mutuel, au prouffit de sondict marit; et n'ont autre ne plus grant droit en tous leurs biens meubles communs entre le marit et la femme au jour du trespas d'elle, combien qu'elle ayt aydé à multiplier et acroistre leur chevance en biens meubles, et que si elle eust survescu son marit, elle eust peu choisir de partir par moictié contre les héritiers d'icelluy, ou ravoir sondict apport en la manière devant touchée, ou chappitre *du choix des femmes ;* lequel choix ne se extend pas aux héritiers de la femme trespassée avant son marit.

[254.] [179.] II. L'apport mobilière de la femme gist en action et poursuicte personnelle des héritiers d'elle contre son marit quant il la survit, et n'y peult-l'en contre luy procéder par voye possessoire de complaincte en cas de saisine et de nouvelleté, ne par voye d'exécucion et prinse de biens, ne de son corps : synon que ledict marit se feust oblegé par (certaines) lectres en certaine somme limitée et estimée pour ledict apport, avant le mariaige célébré; ouquel cas l'en pouroit contre luy procéder par exécucion, selon (ce) qu'il seroit oblegé.

[248 et 254.] [180.] III. Et se le marit trespasse avant la femme, et elle choisit soy tenir à ses douaire et apport, elle ne peult recouvrer sondict apport que par action personnelle et ypotécaire contre les héritiers du marit, nonobstant qu'il se fust oblegé par lectres en certaine somme estimée en la manière devantdicte, pour ce que par sa mort est faicte novacion (et mutation) de « debteur » [2].

[265 et 277.] [181.] IV. Avecq ce, oultre l'apport mobiliaire que les héritiers de la femme ont à ravoir et recouvrer de son marit survivant icelle, ilz peuent reprendre d'eulx-mesmes, sans autre auctorité, tous les héri-

[1] Le manuscrit : *du mort.*

[2] L'édition de 1553 : *de debtes.*

taiges de ladicte femme, tant naissans, comme acquestz faitz par «elle» avant le mariaige de sondict marit «et d'elle», en l'estat que lesdictz héritiers les trouvent au jour du trespas d'icelle. Et desdictz héritaiges sont «lesdictz héritiers» saisiz «et en vraye possession et saisine dès incontinant» après le trespas d'icelle : ou cas, comme dit est dessus des meubles, qu'elle n'en auroit disposé au prouffit de son marit par testament, ou donnacion mutuelle, aussy avant comme coustume le permect, et qu'il est devant déclairé en pluseurs pas [1].

[182.] v. Et au regard des conquestz, c'est assavoir des héritaiges [265 et 277.] assiz soubz ladicte coustume de Reims qui ont esté acquestez par le marit et la femme, ou par l'un d'eulx, constant leur mariaige, et desquelz ilz joïssent au jour du trespas de la femme, la propriété de la moictié en est acquise aux héritiers de ladicte femme par son trespas ; mais ledict marit joyt de tous iceulx acquestz sa vie durant, ainsi qu'il est dit dessus, ou chappitre précédent *du droit du marit survivant sa femme*.

[183.] vi. Les héritiers de la femme trespassée avant son marit sont [266 et 277.] quictes et déchargez de toutes debtes deues par lesdictz conjoinctz, excepté celles que pouroit (debvoir [2]) ladicte femme avant leur mariaige, s'aucunes en devoit, et (si) le marit ne s'estoit soubzmis à les payer, comme faire l'avoit peu, en recongnoissant l'apport monter à certaine somme, toutes debtes et charges desduictes, ainsi qu'il est déclairé cy-devant, ou chappitre précédent *du droit du marit survivant sa femme*.

[184.] vii. Et se les héritiers de la femme estoyent poursuis ou in- [258 et 277.] quiétez pour aucunes des debtes faictes et constituées constant le mariaige de son marit et d'elle, esquelles debtes elle se seroit oblegée aveq luy [3] (et) de sa licence, ou seulle par icelle licence, ouquel cas, et non pour autres debtes deues par le marit, les créanciers en pouroyent intenter les actions contre les héritiers de ladicte femme, ou contre elle se elle survit son marit, posé qu'elle choisisse soy tenir à ses doaire et apport ;

[1] L'édition de 1555 : *en plusieurs articles.*

[2] Le manuscrit : *que pouroit valloir, etc.*

[3] « La femme qui s'est oblegé par obliga- « cion vallable, durant le mariage, a son « recours contre les héritiers du marit, ou « contre ly-mesme, selon qu'il a esté déposé « en tourbe pour S. Le Clerc de Reims. le « XIX février mil v^{c} L. »

en ce cas, lesdictz héritiers d'icelle femme en ont leurs recours et retour contre ledict marit, ou elle contre les héritiers de luy quant elle le survit; et sont tenuz ledict marit, et sesdictz héritiers, de les en acquicter et desdommaiger.

[254, 258 et 273] [185.] VIII. Et pareillement se feroit-il des debtes deues par ladicte femme avant leur mariaige, ausquelles payer le marit se seroit soubzmis par la recongnoissance de l'apport d'elle à somme estimée, toutes charges desduictes; car se ladicte femme, ou ses héritiers, en estoient poursuiz, ilz auroient leurs recours contre ledict marit, ou ses héritiers, ès cas et par la manière dessus touchée.

[266.] [186.] IX. Les héritiers de la femme qui trespasse avant son marit, sont tenuz après le trespas d'elle de ses services et execques, en ce non comprins les fraiz et mises de l'enterrement commun et de ses deppendances, dont le marit est tenu, ainsi que le porte à plain le chappitre précédent. Et si sont tenuz lesdictz héritiers d'icelle femme de payer tous les laiz contenuz en son testament, s'aucun en a fait, et de fournir et acomplir le contenu en icelluy, en tant qu'il est soustenable de droit et de coustume; ou cas aussy que ladicte femme n'auroit par sondict testament tellement disposé de ses biens, que son marit, ou autre que les héritiers d'icelle, fussent tenuz de fournir et acomplir ledict testament.

[XXIII.] *Des compaignye et communité de biens.*

[385] [187.] I. Se après le trespas de père et mère, leurs enffans à eulx succédans se gouvernent, tiennent, et habitent ensemble en un mesme hostel, et l'un, ou les aucuns d'eulx, vend et achette de leurs biens communs, supposé que les autres ne s'en meslent, chascun desdictz enffans y participera, et sera l'acquest et prouffit, et la perte, se elle y est, commun, et commune, entre tous (lesdicts enfans), jà çoit que (les) aucuns portent le nom de ce qui sera fait, et que les lectres en soient faictes ou nom et au prouffit des (aucuns, et non des) autres, pour ce que tout est fait de leurs biens communs.

[385.] [188.] II. Se à aucun desdictz enffans ainsi communs en biens l'en faisoit ung don ou laiz particulier, les autres ne partiroyent pas, car ce seroit pas chose acquise des biens communs.

[189.] III. Se après le trespas d'un père ses enffans demeurent aveq leur mère qui aura survescu le père, et que elle et eulx vivent ensemble de leur bien commun, sans en faire partaige, ne division, et ilz demeurent en cest estat par an et jour, ilz acquièrent, et tacitement contractent, compaignye et communité de biens. [385.]

[190.] IV. Se après le trespas d'une mère ses enfans demourent aveq leur père survivant leurdicte mère, vivans ensemble de leurs biens communs, sans partaige faire, (ilz) ne peuent acquérir compaignye, ne communité de biens, pour quelque long temps qu'ilz soyent aveq leurdict père, et ne luy peuent au départir plus demander que l'apport de leur mère. [385.]

[191.] V. Se durant « le temps » que une mère et ses enffans sont communs en biens, ladicte mère trespasse, la moictié de tous les héritaiges qui auront esté acquestez durant ce temps, sera naissant ausdictz enffans du costé maternel, et l'autre moictié sera leur acquest. [24.]

[192.] VI. Et se après il advient que tous lesdictz enffans trespassent, et délaissent parens et amys colatéraulx à eulx succédens, tant du costé de leur père comme du costé de leur mère, ceulx du costé du père n'auront que ung quart en tous lesdictz acquestz, et ceulx du costé de la mère auront les autres trois quars; pour ce que, comme dit est en l'article précédent, la moictié de tous iceulx acquestz estoit naissant ausdictz enffans du costé maternel, par quoy y doivent succéder ceulx de ce costé seullement; et l'autre moictié estoit leur acquest, par quoy ces deux lignes paternelle et maternelle y doyvent succéder égallement chascun par moictié. [24.]

[193.] VII. Les biens meubles demourez des décès de telz enffans, ou survivans d'iceulx, qui ont esté communs aveq leur mère, ainsi que dit est, et ont (icelle) survescu, doivent appartenir et escheoir à leurs parens et assendans en ligne directe, comme ayeulx « et ayeulles, » s'aucuns en ont, sinon à leurs consanguins collatéraulx des deux lignes paternelle et maternelle, à chascune ligne pour la porcion déclairée en l'article précédent. [313.]

[194.] VIII. Compaignye et communité de biens se peult faire entre toutes personnes qui la veullent contracter expressément, selon (et par) la forme et manière qu'ilz en veullent convenir ensemble; et si la peuent révocquer, et casser, quant bon leur semble. [385.]

[XXIV.] *De retraicte d'héritaiges par proximité de linaige.*

[189.] [195.] I. Chacun peult retraire et ravoir par retraict linaigier, l'héritaige naissant de son parent et consanguin, qui l'a vendu à ung estrangier non estant de son linaige du costé et ligne dont ledict héritaige estoit venu audict vendeur, puis que le retrayant luy est prochain de linaige en quelque degré que ce soit de ce costé et ligne, en restituant et offrant actuellement par le retrayant restituer à l'acheteur les deniers de l'achapt, aveq les vins, ventes, vestures et autres fraiz et mises raisonnables par luy soustenues à cause dudict achapt, et en offrant verballement les labeurs, (et) retenues utilles et nécessaires, s'aucunes en a faictes depuis ledict achapt sur l'héritaige ainsi vendu, sauf les modifficacions cy-après touchées; le tout au dict, jugement, et arbitrage, des gens à ce congnoissans; laquelle restitucion ou offre actuelle se doit faire dedans l'an du jour de l'achapt parfaict et achevé, c'est assavoir (dedans) l'an du jour de la vesture faicte de l'héritaige vendu, au prouffit de l'acheteur, par la justice à qui ladicte vesture appartient à faire.

[193 et 194.] [196.] II. Le filz non émancipé estant en la puissance de son père, ne peult retraire l'héritaige naissant de son père, vendu par sondict père à ung estrangier de la ligne, pour ce que l'héritaige seroit acquest au père : et il seroit trop répugnant à raison que le vendeur peust par autre retraire pour luy l'héritaige par luy vendu ; « synon toutesvoyes « que la coustume par luy [*sic,* cy-dessus] [1] posé, par laquelle ce que « le filz acqueste vient à son père, tant en propriété comme en usus- « fruict, feust corigé en la manière devant advisée. »

[190] [197.] III. Retraicte a lieu seullement au regard des héritaiges qui appartiennent au vendeur, de son naissant, et non de ceulx qui luy appartiennent de son acquest : et ne se peult faire ladicte retraicte sinon par homme qui soit du linaige du vendeur, du costé et ligne dont l'héritaige vendu apartenoit au vendeur, de son naissant.

[210] [198.] IV. En eschange, en don, en transaction, en contraulx d'aliénacions autres que vendaige, ne chiet aucune retraicte.

[1] Voir plus haut, article 83.

[199.] v. Se ung parent, ou consanguin, de celluy qui à ung estrange a vendu l'héritaige de son naissant, a « une seulle fois » retrait ledict héritaige sur l'acheteur ou détenteur d'icelluy, ou s'il l'en a mis en procès pour estre receu à le retraire, ung autre plus prochain du vendeur que n'est le (premier) retrayant, ne l'en peult forclore, ne estre à luy préféré, pourtant qu'il soit plus prochain en degré de consanguinité; car le loingtain plus diligent, forclot (et prive) le plus prochain négligent. [195.]

[200.] vi. Se le retrayant, après qu'il est receu à sa retraicte, vend à qui que ce soit l'héritaige par luy retraict, il ne poura plus estre retraict « par homme d'icelle ligne, » pour ce que c'est l'aquest du retrayant, et que en aquest ne chiet point de retraicte. [215.]

[201.] vii. Le parent, ou consanguin, du vendeur de l'héritaige naissant, qui le veult avoir pour retraicte linaigier, et doubte que l'acheteur, ou détenteur, ne le veuille à ce recevoir, doit intenter contre luy son action et poursuicte en cas de retraict, par-devant le juge, ou les juges, soubz qui juridicion l'héritaige est assis. [198.]

[202.] viii. Et pour icelle action intenter, doit faire adjourner l'acheteur, ou détenteur, par-devant ledict juge, dedans l'an du jour que son parent se dévestit de l'héritaige, et que l'acheteur qui à luy l'acheta en fust vestu par la justice à qui appartient faire la vesture, pour oyr et entendre les sommacions, requestes, offres et interpellacions qu'il luy veult et entend faire, sur et touchant la retraicte dudict héritaige, en déclairant d'icelluy la scituacion, et ses royes ou tenans, et pour respondre en icelle matière de retraict à tout ce qu'il vouldra dire et proposer contre luy, et procéder en oultre selon raison. Et souffit que dedans ledict an soit fait ledict adjournement déclaratif du cas, pour conserver l'action au parent qui veult faire ladicte retraicte, et pour (le) préférer quant à ce à ung autre, plus, ou aussy prochain du vendeur, qui vouldroit faire ladicte retraicte. [197.]

[203.] ix. Quiconques intente l'action de retraicte, il doit, au jour que l'adjournement eschiet, faire sa demande contre sa partie adverse en proposant l'usaige et coustume de Reims, ainsi en effect qu'elle est dessus posée; et que *ung tel*, son parent (ou lignagier) en *tel* degré, a puis ung an vendu à *ung tel* l'héritaige à luy venu et escheu, ou appar- [196 et 200.]

tenant de son naissant du costé et ligne dont le retrayant luy attient de linaige, à *ung tel* acheteur, parmy *telle* somme de deniers qu'il luy en a payé, ou doit payer; et pour ce que par ladicte coustume ledict retrayant est habille à ravoir par retraict de linaige ledict héritaige, il luy somme, requiert, et interpelle, que à ce le veuille recevoir, et luy rendre et délaisser l'héritaige, en soy remboursant du pris de la vendicion, et des loyaulx (coustz), fraiz, et mises, deppendans de l'achapt; lesquelles choses, mesmement le pris principal de la vendicion, les vins, ventes, « et lectres, » et vestures, s'aucunes en y a, selon l'usaige du lieu (où est assis), il doit offrir en jugement actuellement en pécune nombrée, autrement il n'est recevable. Mais au regard des labeurs et retenues nécessaires, et autres fraiz et mises qui eschient en restitucion, et qui sont incertaines, (il suffict de les offrir verballement), selon la taxacion du juge; et sur ce doit conclure ledict retrayant afin qu'il soit receu à icelle retraicte : et en le recevant, que l'héritaige (luy) soit adjugé, et déclairé à luy appartenir, au tiltre et moyen de ladicte retraicte, et sa partie adverse condempnée à l'en laisser joyr et user, et à luy rendre et restituer les fruictz et revenues qui (en) sont advenues et escheues depuis le jour de l'adjournement fait, au moins depuis le jour de la demande, et offre faictes, s'aucunes en sont advenues, en remboursant par ledict retrayant sa partie adverse des deniers de l'achapt telz que dessus; offrant le retrayant prouver (de) ses faictz tant qu'il souffrira, et demandant despens, en protestant, se son offre estoit trouvée aucunement deffectueuse, ou moins que souffisante, d'y suppléer, augmenter, et parfaire, au dict et à l'ordonnance du juge.

[196 et 203.] [204.] x. Se le retrayant ignore et ne scet au vray le pris de l'achapt, il doit sommer et requérir sa partie adverse qu'il monstre et exhibe les lectres de vendaige faictes par son parent, affin que par icelles il puisse estre certain du pris de l'achapt, pour le offrir et le restituer; ou que partie adverse se informe au vray dudict pris, s'il n'en a lectres. Et se ainsi ne le veult faire, doit le retrayant offrir actuellement aucune somme qui luy semblera estre raisonnable selon la valleur « et estima- « cion » commune de l'héritaige, et protester comme dessus d'y augmenter, suppléer, et parfaire, (si besoing est).

[223.] [205.] xi. Se aucun homme veult intenter action de retraicte pour

l'héritaige vendu par le parent ou linaigier de sa femme, il, et sadicte femme, doivent ensemble intenter ladicte action; et ne le peult le marit seul intenter, (demander), ne démener, car l'action est réelle et pétitoire. Mais après la demande faicte, se la femme déclaire devant le juge, en jugement, partie adverse présente, qu'elle consent que dès lors en avant son marit face et achève la poursuicte pour elle, ledict marit y sera receu; et ne sera plus nécessité que la femme y compare, ne soit présente.

[206.] XII. L'action de retraict se doit intenter et (a)dresser contre le détenteur de l'héritage qui le détient et possède au jour de l'adjournement, supposé qu'il ne l'ait pas acheté au parent ou linaigier du retrayant, ou qu'il soit possesseur à aultre tiltre que d'achapt; et luy doit le retrayant offrir de restituer le pris que en receupt sondict parent ou linaigier; jà çoit ce que ledict détenteur en ayt plus ou moins payé : et se plus en a payé, il aura son recours contre celluy à qui il a acheté l'éritaige, pour estre restitué entièrement des deniers qu'il en a payé. [205 et 216.]

[207.] XIII. Qui retraict héritaige subject à (labeur et) cultivement, comme sont vignes, terres arrables et jardinages, et l'acheteur, ou détenteur, y a faict labeur et cultivement depuis le vendaige fait par le parent (du retrayant), et n'en a recueilly (encore) les fruictz, « au « moins une fois, » le retrayant est tenu de luy restituer les mises de labeur et cultivement, ensemble des amendemens qu'il y aura fait et mis, s'aucuns en y a : et aussi le retrayant aura les fruictz. [211, 212, 214.]

[208.] XIV. Mais se l'achepteur, ou détenteur, avoit (de)puis le vendaige fait par le parent du retrayant receu et perceu pour une fois les fruictz de l'héritaige, avant l'adjournement fait contre luy en matière de retraict, ledict retrayant ne seroit tenu de luy offrir restituer aucunes mises de labeur, cultivement, et amendement, car aussy lesdictz fruictz demeurent audict achetteur, ou détenteur, sauf tant que se la despouille n'est souffisant pour récompenser les labeur et amendemens, le retrayant sera tenu d'y suppléer et fournir. [211, 212, et 214.]

[209.] XV. Qui retraict maison, « grange, ou » manoir, (ou) [1] édiffice, ouquel l'achetteur, ou détenteur, a fait, depuis le vendaige fait [211 et 212.]

[1] Le manuscrit : *manoir d'édiffice.*

par le parent du retrayant, aucunes réparacions nécessaires ou utilles, et non pas superflues ne voluntaires par execz, le retrayant est tenu de restituer lesdictes réparacions tant nécessaires que utilles, se elles ne sont trop voluntaires et superflues. Et ne les perdra pas le détenteur; pourtant s'il a perceu aucuns loyers, pensions ou revenuz de l'héritaige. Et se ne seront pas les réparacions compensées contre lesdictz revenuz, ainsi qu'il se faict ès vignes, terres, et jardins, comme dit est dessus, en l'article précédent.

« Aucuns ont voulu soustenir ou temps passé, que se l'acheteur, ou détenteur, d'une « maison, manoir, ou héritaige, qui chiet en retraict, avoit édiffié sur les vifz [*sic*, « vielz?] fondemens, il ne seroit pas restitué par le retrayant des aultres nouveaulx « édiffice ; laquelle oppinion semble non raisonnable, et qu'elle fait à réprouver. »

[208.] [210.] XVI. Se aucun vent, par ung seul vendaige et marché, pluseurs héritaiges de son naissant, son [1] parent ou linaigier ne sera pas receu à en retraire une partie et l'autre non : mais fault, s'il veut retraire, qu'il retraye tout ensemble, et à une fois, ainsi qu'il fut vendu.

[196.] [211.] XVII. Celluy qui intente action de retraicte doit, à chascune journée de l'expédicion de sa cause, avant litiscontestacion, avoir ses deniers tous prestz pour les bailler, se sa partie adverse le veult recevoir, ou il les doit consigner et mectre ès mains de justice à la première ou l'une des journées, et les (y) laisser en dépost; et se ainsi ne le fait, et sa partie adverse vouloit le recevoir à la retraicte, et estre remboursé de ses deniers, ledict retrayant, qui ne les auroit prestz, décherroit de sa cause, s'il ne requéroit le délay d'absence de conseil; lequel délay luy debvroit estre octroyé, et conserveroit sa cause en tel estat.

[224.] [212.] XVIII. Le père, la mère, l'ayeul, et ayeulle, d'aucun qui a vendu son héritaige de naissant, ne sont pas recevables à la retraicte, jà çoit ce que par le contraire leurs enffans soyent recevables à retraire leur naissant par eulx vendu, pour ce que telz parens assendans ne pourroyent succéder à leurs enffans en leurs héritages de naissant.

[225.] [213.] XIX. Se aucun a vendu son héritaige de naissant à ung estranger, parmy aucune somme de deniers à luy payer en tout, ou en

[1] Le manuscrit : *ou parent*.

partie, à ung ou pluseurs termes, et le retrayant, qui ne veult rembourser les deniers contens et actuellement en pécune, offre à l'acheteur, ou détenteur, de l'héritaige le faire tenir quicte et deschargé de la promesse ou obligacion qu'il a fait et passé au prouffit du vendeur, des deniers qu'il en doit payer, et que illecq soit présent ledict vendeur, qui à ce offre soy consentir, et rendre, et casser de faict, l'obligacion, en recevant le retrayant à la retraicte, telle offre sera recevable et vallable, autant comme de offrir les deniers actuellement en pécune nombrée; mais il ne souffiroit pas que le retrayant feist offre de soy obleiger envers l'acheteur, ou détenteur, de l'aquicter et desdommaiger de l'obligacion par luy passée au prouffit dudict vendeur.

[XXV.] *Des vestures et ventes, et des amendes qui en sont deues.*

[214.] I. Quiconques devient seigneur et propriétaire d'aucun héritaige qui fut à aultruy, il fault, avant qu'il entre (de faict) oudict héritaige, qu'il en soit vestu et saisi par justice foncière du lieu où l'héritaige est assis, et qu'il paye pour la vesture la somme et le droit acoustumé au lieu, comme en aucuns lieux ung denier; en autres, deux deniers; en autres, douze deniers, ou plus, ou moins, selon la diversité des usaiges locaulx; et ce sur peine de l'amende, qui régulièrement est de soixante solz parisis, combien que en aucuns lieux, hors de Reims, l'amende est seullement de vingt-deux solz (six deniers) parisis. [142, 149, 150 et 162.]

[215.] II. Et ne se peult aucun nouvel seigneur d'aucun héritaige roturier et de nature de censive, dire ne porter possesseur dudict héritaige, ne en icelluy entrer, ne soy (y) bouter de faict, sans premièrement en estre vestu et saisi par la justice du lieu; ou se il y entre ou se boute oudict héritaige, avant qu'il en soit vestu [1], ainsi que dit est, il enchiet en amende dicte (la tost) entrée [2], laquelle amende est plus régulièrement de XXII solz, VI d. parisis. [150 et 162.]

[216.] III. Mais de ces deux reigles posées ès deux articles précédens sont exceptées cinq cas, esquelles et en chascun d'iceulx le nouvel seigneur de l'héritaige s'en peult dire possesseur [3], saisy, et en possession [150.]

[1] Le manuscrit : ..... *avant qu'il en soit vestu, ou se boutte oudict héritaige, ainsi que dit est.....*

[2] Le manuscrit : *l'estoulte entrée.*

[3] Le manuscrit : *dire seigneur, etc.*

et saisine, et sans offence y entrer, et soy bouter de faict et de sa propre auctorité, sans vesture, ne mistère de justice.

[171 et 307.] [217.] IV. Le premier cas, quant aucun héritaige vient et eschiet à l'héritier d'aucun trespassé par son trespas et sucession, ouquel cas a lieu la coustume généralle du royaulme, qui est telle (que) le mort saisist le vif, son plus prochain héritier habille à luy succéder.

[171.] [218.] V. Le second cas, quant aucun testateur, par son testament, laisse ou donne aucun héritage à aucune personne, et après le trespas dudict testateur, le laiz est délivré aux légataires par les héritiers du testateur, ou par justice en deffault ou reffuz desdictz héritiers.

[171.] [219.] VI. Le tiers cas, quant aucun retraict, par proximité de linaige, l'héritaige naissant de son parent, ou linaigier, vendu à personne estrange de la ligne dont il vient.

[171.] [220.] VII. Le quart cas, quant aucun héritage est donné en don de mariaige et advancement de succession à aucune personne par ses père, mère, et autres parens et linaigiers ausquelz telle personne est habille à sucéder.

[171.] [221.] VIII. Et le quint et dernier cas, quant deux conjointz par mariaige font l'un à l'autre donnacion mutuelle d'aucuns leurs héritages, à les tenir par le survivant d'iceulx conjoinctz.

[143 et 148.] [222.] IX. Le droit de ventes est deu par l'acheteur d'aucun héritaige assiz ès lieux où les ventes ont cours et sont deues, et n'est pas général par tous les lieux soubz la coustume de Reims; car il est espécial ès lieux esquelz d'ancienneté l'en a acoustumé de payer ventes; et le plus régulièrement par ledict droit de ventes, l'acheteur de l'héritaige paye le douziesme denier du pris de la vendicion; combien que en aucuns lieux y a plus, et en autres moins; et ne portent icelles ventes point d'amende en deffault de payer, sinon que le seigneur, ou celluy qui de par luy liève lesdictes ventes, (face saisir l'héritage vendu par deffault de payer lesdictes ventes), ce que fere puet; et, en ce cas, luy est deue amende de II solz six deniers parisis pour raison de sa saisine.

[159.] [223.] X. Mais se ung acheteur en soy faisant vestir de l'héritaige qu'il a acheté, recelloit le vray pris de son achapt, en disant qu'il luy couste moins qu'il ne fait, cuydant par ce fraulder le seigneur de son

droit de ventes, tel acheteur enchiet envers ledict seigneur en l'amende de LX solz par.

[224.] XI. (En) ung don d'héritaige fait entre vifs gratuitement, sans solucion, récompense ou rémunéracion d'aucune chose faicte ou imposée [1] par le donataire au donnateur, ne chiènt aucunes ventes; mais y chiet vestures, et la peine d'amende (de tost [2]) entrée, se le donataire se y boutoit sans en estre vestu; et se ledict don est solutif, récompensatif ou rémunératif [3], il y chiet ventes ès lieux où ventes ont cours, selon l'estimacion commune de l'héritaige. [151.]

[225.] XII. En eschange et permutacion de l'héritage contre l'héritaige, sans solte, se les héritages eschangez sont assiz en une mesme censive, ne sont deues aucunes ventes; mais s'il y a solte de l'un des costez, la partie qui paye lesdictes soltes doit ventes desdictes soltes tant seullement. [152.]

[226.] XIII. En eschange d'héritaige assiz en diverses censives, esquelles, ou en l'une d'icelles, ventes ont cours, sont deues lesdictes ventes selon l'estimacion commune desdictz héritaiges eschangez. [152.]

[227.] XIV. Le seigneur foncier auquel sont deues les vestures et les ventes peult, s'il est hault justicier, saisir (ou par sa justice faire saisir), et mectre en sa main les héritages venduz, par lesquelz luy sont deues lesdictes vestures et ventes, pour deffault de paye d'icelles; et si sur ce nayt opposicion, les héritages demoureront en la main dudict seigneur, sans en donner récréance ne main-levée à l'opposant, pendant le procès, jusques à ce qu'il ayt nampty et garny la main dudict seigneur, du droit desdictes vestures et ventes; et, au surplus, le bailly ou prévost, ou mayeur, ou autres juges ordinaires de la justice dudict seigneur, congnoistront de la cause en gardant le stil de la court. [144 et 158.]

[228.] XV. Et se le seigneur foncier, à qui telles vestures et ventes sont deues, n'est pas hault justicier, ou qu'il n'ayt pas ce droit ou possession de user de saisine par sa justice, il peult, par la justice du hault [144 et 158.]

[1] Le manuscrit : *impensée*.

[2] Le manuscrit : *d'estoute entrée*.

[3] « Prouvé contre.... Grossaine, le XIII octobre mil V^c LII, pour l'amende de la tote « entrée, que la vente est deue par les acquesteurs d'héritaiges par don rémunératif et rescompensatif, ès lieux où les ventes « sont deues. »

justicier, « faire »[1] saisir lesdictz héritaiges, pour lesquelz luy sont deues lesdictes vestures et ventes; et, en cas d'opposicion, lesdictz héritaiges tenuz et saisiz en la main dudict hault justicier, « icelluy hault justicier, » ou sa justice, congnoistra de la cause, ainsi que dit est dessus.

[145.] [229.] XVI. Et ce nonobstant ladicte saisine, aucun saichant icelle l'a enffrainct ou brisé par quelque oeuvre de fait, il enchet envers ledict hault justicier ou seigneur qui aura saisy, en l'amende ordinaire de LX s. par.; et sy doit estre contrainct à réintégrer et restablir la main dudict seigneur, premièrement et avant toute oeuvre.

[XXVI.] *Des cens, seurcens, vinaiges, (rentes) et droitz seigneuriaulx « réelz, » et des amendes pour ce deues.*

[140 et 141.] [230.] I. Les héritaiges roturiers tenuz en censive sont le plus régulièrement chargez et redevables chascun an, à jour certain et limité, d'aucuns petitz cens et tribut envers le seigneur soubz lequel ilz sont assis: lequel cens ou tribut consiste aucune fois en deniers ou pécune; autres fois en grain, ou en vin, ou en autre chose, selon l'usaige du lieu.

[140.] [231.] II. Toutesvoyes, il y a pluseurs héritaiges tenuz en censive assiz à Reims et dehors, pour lesquelz l'en ne paye et n'a-l'en acoustumé payer aucun cens ou tribut annuel, et qui ne doyvent autre chose au seigneur soubz qui ilz sont azsis, sinon vesture et ventes, ou vestures seullement, quant ilz sont transportez de main en autre, ès cas, et ainsi qu'il est contenu au chappitre précédent.

[148.] [232.] III. Les cens annuelz en pluseurs lieux, en deffault de paye au jour acoustumé, portent amende de cinq solz par., en aucuns lieux de II solz six d. par., et en autres lieux plus ou moins; et sy a aucuns cens en pluseurs lieux qui se doyvent querir[2] et demander une ou

[1] L'édition de 1553 : *sur ce saisir.*

[2] « Les héritages assis hors la cité qui se « commence de porte Mars à porte Chacre, « et de porte Chacre à porte Bazé, de porte « Bazé à la porte Saint-Denis, de la porte « Saint-Denis à la porte aux Ferrons, et de « ladicte porte aux Ferrons à la porte Saint- « Pierre, sont chargez de cens, aucuns des- « quelz doivent queste, et les autres non; « mais n'a esté sceu qu'il y ait amende, et « n'en est intervenue sentence ne jugement, « comme les anciens ont déclairé pour ledict « Lacorde * contre ledict Grossaine, le XIII « octobre V^c LII. »

* Dans notre manuscrit nous avons trouvé une feuille volante détachée d'un factum qui se rapportait à ce procès de Lacorde, et qui peut servir de commentaire à divers articles du titre XXVII. Nous en transcrivons ici le contenu :

« Pour Jehan Lacorde et le procureur de l'arce-

pluseurs fois, avant que les détenteurs des héritaiges chargez d'iceulx soyent tenuz de les payer, s'il ne leur plaist, ne que ilz (y) puissent estre contrainctz, ne tirez à amende; et en aucuns lieux y a cens qui ne portent point d'amende en deffault de paye.

[233.] iv. Pour deffault de paye de cens annuel au jour acoustumé, [144.] ou quant il est requis ou mandé, le seigneur puet saisir l'héritaige, se ledict seigneur est hault justicier, ou se il a acoustumé de saisir; et pour la saisine est deu audict seigneur amende de ii solz vi d. par., et en aucuns lieux plus grande amende.

[234.] v. En aucuns lieux le (cens[1]) est de telle nature que, pour def- [144.] fault de paye d'icelluy, le seigneur fait despendre et abatre l'huis ou la porte « servant à » l'entrée[2] de l'héritaige, sans user d'autre forme d'exécucion. Et se depuis ceste despendue le détenteur relièvе et repend, ou fait relever et rependre l'huis, ou la porte, ou y mect, ou fait mectre, aucune chose pour clausure, sans premièrement satisfaire du cens, il loist au seigneur de redespendre et rabatre l'huis ou la porte, ou ce qui sera mis au-devant de l'entrée de l'héritaige, et le transporter et applicquer à son prouffit; et aveq ce en aucuns lieux celluy qui repend et remect telz huis, portes, ou clausure, enchiet en amende envers ledict seigneur pour sa main enfraincte; laquelle amende en aucuns lieux est de lx s. par., et en autres de moindre somme.

« Pour eschuer telle incertitude et confusion, semble qu'il seroit bon et convenable

[1] Le manuscrit : *le cas est, etc.*

[2] L'édition de 1553 : *fermant l'entrée.*

« veschié demandeurs, contre Me Hiérome Gros-
« saine. . . . .

. . . .

« xiii. Mesmement ledit droit de ventes est deu « èsdictz lieux de la Coulture et du Jard par les « achecteurs des héritaiges, et y estans, non seulle- « ment par iceulx achecteurs, mais aussy par les « acquesteurs par don rémunératif et récompen- « satif, à l'estimation de la value de telz héritaiges, « pour y prendre le xiie denier, par la coustume et « usaige de Reims y gardée et observée de tout « temps et ancienneté.

« xiiii. Prouveront encores que par icelle cous- « tume l'acquesteur d'un héritaiges ne peult entrer « en icelluy, le prendre et appréhender de fait, sans « en estre vestu et ensaisiné par la justice du lieu « où il est assiz, sur peine de l'amende de xxii solz « vi d. par. en quoy il enchet devers ledit seigneur, « et que ainsy en est de tout temps usé en icelle « ville de Reims.

« xv. Plus, par mesme coustume et usaige de « Reims, signament èsdictz lieux de la Coulture et « du Jard, celluy personnaige qui est deffaillant de « payer les cens de son héritaiges audit seigneur « révérendissime arcevesque, son prévost ou com- « mis, est tenu et enchet en amende de v solz par. « envers icelluy seigneur, ou sondit fermier; et aussy « par ladicte coustume quiconques est deffaillant de « payer les deux deniers de vesture audit prévost, ou « son lieutenant, incontinant qu'il est vestu et en- « saisiné de héritaige par luy de nouvel acquis, « enchet en l'amende, qui est ordinaire audit Reims, « de lx s. par. »

« de ordonner une seulle forme et manière de procéder à la contraincte et exécution « du cens non payé, en cassant et abolissant toutes les autres ; et semble que la pre- « mière forme dessus déclairée seroit la plus convenable, c'est assavoir de saisir l'hé- « ritaige, après le terme expiré et passé, au regard des cens deubz à jour certain qui ne « doyvent queste ; et au regard de ceulx qui doyvent queste, de saisir huit jours après « la queste faicte ; et en chacun cas avoir pour la saisine, amende de deux solz VI deniers « parisis, sans casser les amendes deues pour deffault de paye ès lieux où elles sont « deues et acoustumées à lever. »

[161.] [235.] VI. Les surcens, vuinaiges, rentes, et aultres droitz seigneuriaulx dont les héritaiges tenuz en censive sont chargez et redevables annuellement envers les seigneurs haulx justiciers soubz qui lesdictz héritaiges sont assiz, sont aussi prévilégiez en perception, contraincte, et exécution, comme est le cens, excepté que en aucuns lieux n'y a aucune amende en deffault de paye d'iceulx; et quant à ce l'en se règle à l'usaige et joyssance des seigneurs ausquelz ilz sont deubz. Mais se telz surcens, vuinages, et rentes, estoyent deuz à austres qu'aux haulx justiciers, ils ne seroyent pas si prévilégiez, et fauldroit ensuivir l'usaige et joyssance de ceulx qui ont droit de les avoir et percevoir.

[149.] [236.] VII. Se l'héritaige redevable de cens envers aucun seigneur est de par luy saisi pour deffault de paye dudict cens pour plus d'une année, le détenteur « aura[1] » une seulle amende (pour deffault, et une autre seulle amende) pour la saisine, jà çoit que le cens soit deu de pluseurs années; et, en cas d'opposicion, ne fera l'opposant main plaine que pour une année seullement; mais s'il y avoit pluseurs saisines, l'on debvroit pour chascune l'amende acoustumée.

[146.] [237.] VIII. Le détenteur et possesseur de l'héritage chargé de cens, ou d'aucuns droitz seigneuriaulx, peult à icelluy renoncer et le délaisser au seigneur pour la charge quant bon luy semble, en payant et aquitant premièrement tous les arrérages du cens, ou du droit seigneurial deu et escheu de et pour tout le temps qu'il en a esté possesseur.

[147.] [238.] IX. Se pour deffault de paye des arréraiges de pluseurs années du cens annuel, l'héritaige chargé d'icelluy est saisi, ou le détenteur mis en procès, et il veult affermer par son serment qu'il a acquité ledict cens, quant, et où, il le debvoit, il en doit estre creu, s'il est

[1] L'édition de 1555 : *devra*.

personne digne d'estre creue, excepté que pour la dernière année il doit prouver sa paye.

[XXVII.] *Des biens vaccans, mortemains et attrahiers* [1].

[239.] I. Le seigneur temporel hault justicier peult, après le trespas de ceulx qui ont et possèdent aucuns biens meubles, ou immeubles, ès fins et termes de sa seigneurie et haulte justice, en quelzconques lieux qu'ilz soyent demourans, ou voisent de vie à trespas, saisir ou faire saisir, arrester, et mectre en sa main, par inventaire et prisée, tous iceulx biens meubles, et immeubles, comme vacans, s'il ne vient et se appert devers ledict seigneur, ou sa justice, aucuns linaigiers desdictz trespassez, qui soit, se preuve, ou déclaire héritier, et qu'il soit habille à leur succéder èsdictz biens, ou qu'il apert audict seigneur, ou à sa justice, que lesdictz trespassez ayent disposé (et ordonné) de leursdictz biens par testament ou autre ordonnance souffisamment, et que les exécuteurs du testament ayent entreprins la charge de l'exécution d'icelluy, et de payer et aquiter les debtes deues par lesdictz trespassez; et se il appert de l'héritier ou du testament, ou de ordonnance souffisante, ledict seigneur doit lever sa main et délivrer lesdictz biens à l'héritier ou aux exécuteurs, en payant ses officiers de leurs peinnes, saisines, sallaires et vaccations raisonnables. [343, 344 et 345.]

[240.] II. Se dedans l'an et jour, après la saisine faicte des biens vaccans demourez des décez des trespassez, aucun ne se appert et preuve estre linaigier habille à leur succéder, ou qu'ilz ayent testaté, disposé et ordonné de leurs biens vallablement, ledict seigneur hault justicier, ou sa justice, peult déclairer lesdictz biens estre vacans par mortemains et attrahière; et comme telz les peult vendre et adheurer au plus offrant, et par criées publicques, et iceulx appliquer à son prouffit, ou il les peult (prendre) vendre, donner, aliéner ou appliquer à son demaine, ou autrement en faire son plaisir; sauf toutesfoys que se depuis ledict temps (il venoit) ung mineur, ou ung linaigier habille à succéder, qui ayt esté absent, ou qui ayt eu légitime excusacion, qui se veuille porter héritier, ilz y seront receu, et luy seroyent restituez [345.]

[1] L'édition de 1553 : *et estrayères.*

les biens ainsi pris comme vacans, en payant les fraiz raisonnables de justice, et « restituant » les méliorations de l'héritage.

[345] [241.] III. Se avant l'an et jour expiré après la saisine desdictz biens vacans, ceulx qui sont enffans ou linaigiers plus prochains habilles à succéder à telz trespassez vont vers le seigneur hault justicier, ou sa justice, répudier la succession desdictz trespassez, et y renoncer, ledict seigneur, ou sadicte justice, peult bien déclairer dès lors lesdictz biens estre vacans, et à luy dévoluz, et en peult disposer ainsi que dit est dessus; mais néantmoins se, depuis et dedans lesdictz an et jour, il appert d'autre linaigier, posé qu'il soit plus loingtain en degré que ceulx qui auront répudié, lequel se veuille dire et prouver héritier, il y doit estre receu, et avoir main-levée desdictz biens, en payant la saisine et les peinnes, sallaires et vacacions raisonnables des officiers.

[347.] [242.] IV. Le seigneur hault justicier qui a telz biens vacans, les prent et reçoit, à la charge de payer les debtes des trespassez, (desquelles) il luy appert souffisamment, et acomplir leur testament, tant et si avant comme lesdictz (biens se peuent extendre, et non plus avant; et si doibt faire et soubstenir, si lesdictz) biens y peuent fournir, les enterremens, services, exèques desdictz trespassez, selon l'estat dont ilz estoyent en leur vivant.

[347.] [243.] V. Sy le trespassé qui n'a héritier apparent, (a), par son testament deuement fait, disposé d'aucuns de ses biens, (et des autres non), ceulx dont il n'aura pas disposé demoureront comme vacans aux seigneurs haulx justiciers soubz qui ilz seront trouvez et assiz, à la charge déclairée en l'article précédent.

[316 et 343.] [244.] VI. Se ledict trespassé a héritier habille à luy sucéder en aucuns de ses biens, et non en tous, ceulx esquelz il n'est pas habille à sucéder demoureront comme vacans audict seigneur hault justicier, qui en ce cas (représente)[1] l'héritier (s'aucuns en y avoit, qui en iceulx peut sucéder); et oudict cas payeront lesdictz héritiers et seigneur les debtes et charges, chacun selon sa portion et quantité qu'il prendra en la succession, sauf tant que ledict seigneur ne paiera plus avant que selon la valleur des biens qui cherront en sa part.

[1] Le manuscrit : *reprent*.

[245.] VII. Se le trespassé qui n'a aucun héritier apparant, et par ce luy sucède le seigneur hault justicier, a disposé, par son testament, de ses biens ou d'aucuns d'iceulx, oultre et plus avant que la coustume ne luy permect, au regard et ou préjudice de son héritier, ce nonobstant telle disposicion vauldra contre et au préjudice dudict seigneur, car icelluy seigneur ne sucède que ès biens vacans en deffault de héritier ou de disposicion testamentaire. [347.]

[246.] VIII. Se le trespassé qui n'a héritier, et qui n'a disposé de tous ses biens, (a des biens) meubles, et immeubles, en diverses seigneuryes et haultes justices, chascun seigneur hault justicier aura comme vacans ceulx qui seront trouvez en sa seigneurie; (et n'aura tous les meubles le seigneur, en la seigneurie) duquel le trespassé avoit son domicile au jour de son trespas, car en ce cas n'a pas lieu la coustume qui dit que les meubles suyvent le corps. [346.]

[XXVIII.] *Des confiscacions et forfaictures de biens.*

[247.] I. Se aucun est attainct et convaincu, «ou [1]» condampné de cas criminel, pour lequel il soit exécuté à mort par justice, ou banny à tousjours, ses biens meubles et immeubles sont confisquez, forfais et acquis au (seigneur) hault justicier soubz qui ilz sont trouvez et assis à chascun en ses termes, sans que les meubles suyvent le corps. [348.]

[248.] II. Et se le cas dont le crimineulx est attainct est crime de lèse-majesté, en ce cas la confiscacion de tous ses biens meubles, et immeubles, en quelzconques lieux qu'ilz soyent, appartient au Roy (seul), et non à autre. [348.]

[249.] III. En confiscacion générale de tous biens, les créanciers ausquelz le crimineulx estoit debteur, perdent leurs debtes personnelles et leurs ypotecques, et ne les peuent recouvrer sur les biens confisquez, car le Roy, (et le)[2] seigneur hault justicier, et chacun endroit soy, prennent leurs confiscacions nettement, sans charge de debtes, quelques previlégiées qu'elles soyent, excepté celles deues au Roy. [348.]

[250.] IV. Mais se le crimineulx n'estoit exécuté à mort, et que, après la confiscacion déclairée, il obtenoit rémission du Roy pour le cas par [348.]

[1] L'édition de 1553 : *et condamné*. [2] Le manuscrit : *le Roy est le seigneur*.

luy perpétré, et il revenoit à fortune de biens, ses créanciers le pouroyent poursuivre de leurs debtes, et il en seroit tenu personnellement.

[348.] [251.] v. Et aussy se aucun avoit acquis rente perpétuelle, ou autre debte sur l'héritaige d'un qui depuis forferoit corps et biens, et ledict rentier s'estoit fait vestir et saisir de l'héritaige jusques à la valleur de la rente ou debte, icelle rente ne seroit pas perdue par la confiscacion.

[349.] [252.] vi. La femme d'un homme qui, pour cryme par luy commis, confisque et forfait tous ses biens, pert ses apport et douaire, et dons, qu'elle pouroit prétendre sur iceulx biens, et le partaige par moictié qu'elle y eust pu choisir; et n'emporte seullement que les héritaiges du costé d'elle, comme cy-devant est touché, ou chappitre *du choix des femmes, et de la déclaration d'icelluy, quant elles sont vefves,* ou dernier article. « Mais, comme il est notté ou dernier article dudict « chappitre, il semble que la femme non coupable du cryme ne doit « pas perdre son apport mobiliaire; et quant à ce point ce présent « article fait à coriger. »

[349.] [253.] vii. Se une femme mariée confisque ses biens pour aucuns crymes par elle commis, les seigneurs ausquelz appartiendra la confiscacion auront chascun endroit soy les héritages d'elle, assis en leur seigneurye, et le seigneur soubz lequel le marit d'elle est demourant aura l'apport d'elle, dont le marit sera tenu de luy faire payement; et au regard des aquestz faictz constant leur mariage, le marit en joyra du totaige sa vye durant; et, après son trespas, ilz se partiront par moictié entre les héritiers du marit et les seigneurs haulx justiciers soubz qui ilz sont assis, chacun en son endroit.

[XXIX.] *Des essoignes, et amendes pour ce deues.*

[254.] i. Essoigne est ung droit ou debvoir seigneurial, deu par les héritiers ou sucesseurs des trespassez, aux seigneurs soubz la censive desquelz ilz ont et possèdent héritaiges au jour de leur trespas; et n'est pas universelle ne uniforme, car il est seullement deu ès terres et seigneuries esquelles est acoustumé d'ancienneté de essoigner; et si doibt-l'en pour essoigne en aucuns lieux ung denier parisis; en aucuns, deux

deniers parisis; en aucuns XII deniers par.; en aucuns autant, ou aucunes fois le double, aucunes fois la moictié d'autant que les héritaiges doyvent de cens annuel; en aucuns lieux est deu une seulle essoigne pour une succession, posé qu'ilz soyent pluseurs chiefz de personnes succédans; et en autres lieux, chacun chief sucédant doit une essoigne. En aucuns lieux aussy fault essoigner dedans huit ou neuf jours, ou autre nombre de jours, après le décez du trespassé; en aucuns, dedans ung « autre » jour naturel, et en aucuns lieux fault essoigner avant que le corps du trespassé soit enterré; et aveq ce, en aucuns lieux l'amende de non essoigner est de LX solz par.; en autres lieux est de XXII solz VI deniers par., et en aultres de VII solz (six deniers parisis), « ou de « V solz parisis; et brief, c'est une confusion et incertitude si grande que « pluseurs grans et somptueulx procès en sourdent et meuvent très « souvent, par quoy semble estre nécessaire, au moins bien convenable, d'y ordonner une règle certaine dont l'en usera généralement « ès lieux esquelz l'en a acoustumé d'ancienneté essoigner, sans en « asservir les villes et lieux esquelz n'a esté acoustumé d'en user; et, « pour le plus convenable, semble que l'en pouroit ordonner que, ès « lieux subjectz, l'en fust tenu payer pour une succession II den. par. « pour l'essoigne, dedans le neufiesme jour ensuivant le trespas, sur « l'amende de XXII solz VI den. par. »

[255.] II. En la ville et cité de Reims ne se font aucunes essoignes, et n'en y a jamais esté usé, ne aussy en pluseurs aultres villes et villages assis en l'environ dudict Reims.

[XXX.] *Des mesures, poix et ballances, et des amendes pour ce deues.*

[256.] I. Les mesures à grains et à vins, bruvaiges et liqueurs, (ensemble les autres poiz et ballances) dont l'en a usé et use-l'on à Reims, et pays à l'environ, se diversifient « en tant de manières que ce peult « estre en grant confusion, et » mesmes dedans la ville et cité dudict Reims sont trois ou quatre diverses façons de mesures, « aulnes » et poidz, à cause des diversitez et multiplicacions « des jurisdicions » qui y sont; « et peult sembler estre nécessaire, ou bien convenable, que,

« comme ce soit une seulle ville et cité, il y eust une seulle et équale « façon de mesures et aulnes, et dont l'en useroit ès villes qui se gou- « vernent aux coustumes et usaiges de Reims (*a*).»

(*a*) Malgré cette sage proposition des rédacteurs de la coutume de 1481, la diversité de mesures persista dans Reims jusques vers la fin du XVIe siècle. Une transaction du 5 septembre 1578 rendit communes les mesures du ban de l'archevêché et du ban Saint-Remi [Arch. de Saint-Remi, lias. 17, n° 31]. Le besoin de plus en plus senti d'une police générale et la charge de lieutenant-général de police dans la ville de Reims, créée par édit d'octobre 1699 et réunie le 1er décembre de la même année à la justice de l'archevêché, aidèrent puissamment à la réforme dont la transaction de 1578 avait donné le signal. Bientôt dans toute la ville de Reims on ne connut plus que les mêmes poids et les mêmes mesures. Voici l'indication des uns et des autres, empruntée aux almanachs de Reims, années 1788 et 1790.

Division des poids et mesures en usage à Reims, l'an 1790.

La toise actuelle, dont il y a un étalon en acier déposé, depuis 1766, au greffe du bailliage royal de cette ville, se divise en 6 pieds; le pied en 12 pouces, le pouce en 12 lignes, la ligne en 12 points : en sorte que la toise totale comprend en longueur 6 pieds, ou 72 pouces, ou 864 lignes, ou 10,368 points. Elle diffère de l'ancienne toise, dont on se servoit avant l'année 1668, en ce qu'elle est plus courte de 4 lignes 2 tiers, ou [1] 56 points.

La toise quarrée contient 36 pieds, le pied 144 pouces, le pouce 144 lignes.

La toise cube contient 216 pieds, le pied 1,728 pouces, le pouce 1,728 lignes, la ligne cube 1,728 points.

La lieue ordinaire de 25 au degré est de 2,283 toises; celle de 20 au degré est de 2,853 toises 3 quarts : elle égale à peu près la lieue horaire, qui est de 2,823 toises.

La distance de Paris aux frontières est marquée par des bornes milliaires, placées sur les grandes routes de 1,000 toises en 1,000 toises; la soixante-dix-neuvième borne se trouve près la porte de Reims, du côté de Paris, et la quatre-vingtième dans le faubourg de Cérès, du côté des frontières.

Le terroir de Reims se mesure par jours, quartels, hommées, verges et pieds.

Le jour comprend 4 quartels, 16 hommées ou 160 verges; le quartel 4 hommées ou 40 verges; l'hommée 10 verges quarrées; la verge 20 pieds; le pied 10 pouces 2 cinquièmes du pied de roi de l'ancienne toise [2].

L'étalon de l'aune marquée sur celui de la toise déposée en 1766 au greffe du bailliage royal porte 44 pouces de longueur de la toise actuelle.

L'étalon de la vicomté, sur lequel les aunes en usage sont ou doivent être étalonnées, contient 43 pouces 8 lignes de la même toise. La différence est de 4 lignes actuelles par aune [3].

Les fagots doivent avoir 3 pieds de circonférence; ils se vendent au nombre.

Les bûches se vendent et mesurent à l'anneau. Cet anneau renferme un cercle dont la circonférence est de 9 pieds 1 pouce 9 lignes 9 points de la toise actuelle, qui équivalent 10 pieds et demi de la mesure ancienne de Reims [4].

[1] Alm. de 1788 : *ou d'environ* 56 *points*.

[2] Alm. de 1788 : *le pied*, 10 *pouces* 2 *cinquièmes du pied de roi, qu'on devroit dans l'arpentage comparer aux dimensions de l'ancienne toise, plutôt qu'à celles de la nouvelle, puisque sûrement ce rapport a été fixé avant le changement arrivé à la toise en* 1668.

[3] Alm. de 1788 : *contient* 43 *pouces* 7 *lignes et quelques points de la même toise. La différence est de près de* 5 *lignes actuelles par aune*.

Réglement pour la police générale, donné le 21 août 1727, art. 99. — Chartre de la vicomté, 1770, in-4°, p. 36, art. 58.

[4] Alm. de 1788. *Les bûches se vendent et mesurent à l'anneau. Cet anneau renferme un cercle exact*

[257.] 11. Toutesvoyes l'en a usé et use audict Reims, et pays environ, que quiconques, en vendant ou acheptant, mesure vin ou autre danrée

Les échalas pour les vignes doivent être de 4 pieds de longueur, et les bottes en contenir 50.

Les mesures pour le froment et le seigle se divisent en muid, setier, mine, quartel et quarte ou écuelle, dont on peut considérer les rapports avec droits ou sans droits.

Dans l'un et l'autre cas, le muid comprend 12 setiers, le setier 2 mines, la mine 2 quartels, le quartel 14 quartes ou écuelles. On ajoute à ces mesures la quatorzième partie du total, pour livrer avec les droits, qui tiennent lieu du bon de mesure [1].

La quarte ou écuelle comprend 72 pouces cubes, et contient d'un froment ordinaire 2 livres 3 onces environ [2].

Le setier en froment pèse 132 livres, et en seigle 122, y compris les droits; l'un et l'autre comprend 2 pieds cubes et demi.

Lorsqu'on vend sur le marché, le vendeur doit payer, outre les droits ci-dessus, ceux du stellage, qui sont la vingt-huitième partie du total en sus, y compris les droits [3].

La farine se livre à comble dans les mêmes mesures et aux mêmes conditions que le grain [4], ou on la vend au poids de marc.

Les boulangers sont obligés de tenir trois sortes de pain; savoir : le blanc, le souvendier et le bis [5]. Ils le vendent au prix taxé toutes les semaines par la police, à raison du poids de marc, en pâte; ou plutôt du poids fixé à raison de 7 onces pour le pain blanc, de 8 onces 6 gros pour le souvendier ou bis-blanc, et de 14 onces pour le bis, étant le

dont, lors de l'épalement, l'étendue de la circonférence a été déterminée par l'application précise de trois fois de suite la longueur d'un arc-matrice très-ancien déposé au greffe du bailliage ducal.

En rapportant la longueur du bord intérieur de cet arc-matrice, au pied de roi de la toise actuelle, on l'a trouvé être de 3 pieds 7 lignes environ, qui répondent à 3 pieds 4 lignes et quelques points de la toise ancienne; ou, pour éviter les fractions, à 3 pieds et demi justes des mesures anciennes et particulières de Reims.

En effet cette mesure, à raison de son antiquité, ne peut guère sans fraction être comparée à des mesures plus récentes qu'elle : les deux toises, ancienne et nouvelle, sont ici dans ce cas; mais où trouver ailleurs, dans ces temps reculés, plus sûrement un vrai point de comparaison que dans l'arpentage des terres du terroir de Reims, dont les rapports des mesures particulières ont résisté au laps des siècles? Or, il est constant que le pied dont on se sert, comparé à celui de l'ancienne toise, étant de 10 pouces 2 cinquièmes de cette toise, les 3 pieds et demi, mesure ancienne de Reims, égalent 36 pouces 2 cinquièmes de la toise ancienne, ou 3 pieds 7 lignes 3 points de la toise actuelle, mesure exacte de l'arc-matrice, à une demi-ligne près; diminution qui, si elle existe, est sans doute un effet de la vétusté, de l'usage, et peut-être même de l'imperfection de son exécution originale.

Il est probable que cette longueur de 3 pieds et demi, mesure ancienne de Reims, représentoit, dans le temps où l'on s'en est servi, une mesure comparable à l'aune; alors pour déterminer exactement l'étendue de la circonférence du cercle propre à mesurer le bois, on aura décidé de l'appliquer courbée convenablement trois fois de suite sur la circonférence dudit cercle; en sorte que cette circonférence s'est trouvée être exactement de 10 pieds et demi de cette mesure ancienne de Reims, qui équivalent à 9 pieds 1 pouce 2 lignes 4 points 4 cinquièmes de la toise ancienne, et à 9 pieds 1 pouce 9 lignes 9 points de la toise actuelle.

[1] Alm. de 1788 : Chartre de la vicomté, p. 36, art. 58; p. 52, art. 3; *ibid.*, p. 59. Arrêt d'homologation du 8 mars 1704.

[2] Alm. de 1788 : *La quarte ou écuelle, dont la matrice a été vérifiée et épalonnée de nouveau en 1704, comprend près de 72 pouces cubes.....*

Chartre de la vicomté, p. 52. Transaction, art. 2.

[3] Alm. de 1788 : ..... *ceux de stellage, qui sont à raison de 2 écuelles par setier livré avec droits, c'est-à-dire la trentième partie du total en sus, ou la vingt-neuvième, non compris les droits.*

Chartre de la vicomté, p. 8, art. 1; p. 52, art. 2; p. 59, arrêt d'homologation de la transaction.

[4] Alm. de 1788 : ..... *que le grain même, quant aux droits de stellage.....*

Chartre de la vicomté, p. 53, art. 5.

[5] Alm. de 1788 : Réglement général de police, art. 63, 64.

qui se délivre en mesure, et sa mesure est trouvée trop petite, il enchiet en amende de LX s. par., et si pert sa mesure.

tout bien cuit, froid et essuyé. Quant au pain mollet cuit, il doit être de 6 onces et demie; les demi, doubles, quadruples des quatre sortes de pain, cuits, doivent peser en proportion [1].

Les mesures dites au marc, servant pour l'orge, l'avoine, le sainfoin, le sarrasin, la luzerne, les pois, les lentilles, les fèves et autres menus grains, se divisent comme les précédentes; à la différence que le quartel, au lieu d'être sans droits de 14 écuelles ou quartes, en contient 17, et que pour les droits, on livre la dix-septième partie en sus; en sorte qu'alors le quartel est de 18 écuelles, dont la capacité ne varie point [2].

Le setier au marc, avec les droits, comprend 3 pieds cubes.

Le droit de stellage au marc, à la charge du vendeur, est toujours de 2 écuelles par setier livré avec droits; c'est-à-dire, dans ce cas, la trente-quatrième partie du total en sus, y compris les droits qui sont le bon de mesure [3].

Dans le détail, les grains ci-dessus se vendent par pot, pinte, tiers, chopine, demi-setier et poisson, mesure de Reims.

Le picotin à avoine, épalé, est de 2 quartes ou écuelles [4].

Les bottes de foin et de paille doivent peser au moins 10 livres poids de marc [5].

On mesure le charbon à comble dans des cacqs ou poinçons épalés à la jauge de Reims [6].

Les sacs marchands pour le charbon doivent contenir un cacq jauge de Reims à comble [7].

La chaux se mesure à comble, et le plâtre [8], ainsi que le ciment ou tuile battue, à racle, dans les cacqs et poinçons épalés à la jauge de Reims.

La voiture ordinaire, ou tombereau à deux chevaux, de terre, de sable ou de grève, doit contenir 4 poinçons à comble [9].

Le muid de sel contient 12 setiers, le setier 2 mines, la mine 2 minots, le minot 4 boisseaux, le boisseau 6 mesures, la mesure 2 litrons 2 tiers, le litron 40 pouces cubes. Le boisseau pèse 25 livres, poids de marc. Le sel qu'on vend au grenier, au-dessous du demi-boisseau, se livre au poids.

Dans le détail, on vend par litron ou par demi, quart, huitième, seizième et trente-deuxième de litron, ainsi qu'au poids de marc, au gré des acheteurs.

Le tabac en cordes et en poudre se vend aux entrepôts, ainsi que chez les débitans, au poids de marc.

Le vin se vend, en gros, par queue ou par poinçons. La queue est toujours composée de 2 poinçons.

On distingue deux sortes de jauge; savoir : la grosse et la petite. La première, qui est la *jauge de Reims* proprement dite, ou *jauge de montagne*, sert pour les vins rouges; elle contient, par demi-queue ou par poinçon, 6 pieds cubes ou 36 setiers, qui

[1] Alm. de 1788 : Réglement pour le pain, du 12 août 1644, art. 1 et 2.

[2] Alm. de 1788 : Chartre de la vicomté, p. 8, art. 1; p. 36, art. 58; *ibid.*, p. 59, arrêt d'homologation.

[3] Alm. de 1788 : ..... *dans ce cas, la trente-sixième partie du total en sus, ou la trente-quatrième partie, non compris les droits.*

Chartre de la vicomté, p. 8, art. 1; p. 59, etc.

[4] Alm. de 1788 : Réglem. gén. de police, art. 33.

[5] Alm. de 1788 : *Ibid.*, art. 33 et 89. — *La mesure à oignons tient 8 quartels à bled, un oignon sur le bord. — La mesure à noix, à caurines et à pommes, est un ennelet qui tient bien un large quartel à avoine. — La mesure d'un setier de charbon tient 8 quartels de bled à comble.* — Chartre de la vicomté, p. 37, art. 58.

[6] Alm. de 1788 : *et marqués aux armes de monseigneur l'archevêque.* — Réglem. gén. de police, art. 91.

[7] Alm. de 1788 : *ibid.*, art. 90.

[8] Alm. de 1788 : *La chaux et le plâtre se mesurent à comble.*

[9] Alm. de 1788 : ..... *doit contenir 2 poinçons à comble.*

[258.] III. Quiconques, en vendant ou achetant, mesure à trop grant mesure excessivement, il enchiet en amende de XXII s. par., et doit estre sa mesure adjoustée par justice, et à icelluy rendue.

[259.] IV. Quiconques vend, ou achette, et poise, à trop petit poidz, ou faulce ballance, il enchiet à l'amende de soixante solz par., et si pert son faulz poidz, ou sa faulce ballance; et si son poix est trop fort excessivement, il enchiet en l'amende de XXII s. VI d. par., et doit estre son poidz adjousté et à luy rendu.

[260.] V. Quiconques mesure à trop petite aulne, il enchyet en amende de LX solz par., et si pert son aulne; et se l'aulne est trop

font 144 pots mesure de Reims [1], ou 27 setiers ou veltes, qui font 216 pintes mesure de Paris. Le poinçon se divise en caque ou demi-poinçon, le caque en demi-caque ou quart de poinçon [2].

Le setier contient 4 pots, le pot 2 pintes ou 3 tiers; la pinte comprend 36 pouces cubes [3], ou les trois quarts de celle de Paris : elle se divise en 2 chopines, ou 4 demi-setiers, ou 8 poissons, ou 32 roquilles, mesure de Reims.

La petite jauge, qu'on nomme *jauge de rivière,* dont on ne se sert que pour les vins blancs, ne contient par poinçon que 5 pieds cubes un tiers, ou 32 setiers [4], qui font 128 pots, mesure de Reims, ou 24 setiers ou veltes, qui font 192 pintes, mesure de Paris.

Le rapport de la grande jauge à la petite est de 9 à 8.

Cet usage d'avoir deux jauges pour le vin dans le même pays est ridicule et contraire au commerce et au bien public; il seroit intéressant qu'on supprimât la petite jauge, et que la grosse jauge fût seule en usage dans toute la Champagne; cette suppression procureroit plusieurs avantages, et ne donneroit lieu à aucun inconvénient.

Le trentin, ou le tonneau de vendange, contient 10 pieds cubes ou 60 setiers, qui font 240 pots, mesure de Reims, ou 45 setiers ou veltes, qui font 360 pintes mesure de Paris [5].

Les bouteilles ordinaires, ou flacons de verre du commerce, sont en général de 42 à 45 pouces cubes [6]; elles tiennent 1 livre 12 à 14 onces d'eau commune, et doivent peser vuides au moins 25 onces.

Les poids se comptent par milliers, cents ou quintaux, livres, marcs, onces, gros ou drachmes, scrupules ou deniers, grains et primes.

Le millier ou mille pesant contient 10 quintaux, le quintal 100 livres, la livre 2 marcs, le marc 8 onces, l'once 8 gros ou drachmes, le gros ou drachme 3 scrupules ou deniers, le scrupule ou denier 24 grains, le grain 24 primes.

Les différens poids en usage dans le commerce sont et doivent être étalonnés sur ceux de la vicomté [7].

[1] Alm. de 1788 : Réglem. gén. de police, art. 73.

[2] Alm. de 1788 : ..... *Le poinçon se divise en quartauts ou caques et demi-caques ; chaque caque comprend* 18 *setiers, ou* 72 *pots de Reims ; chaque demi-caque contient* 9 *setiers, ou* 36 *pots même mesure.*

[3] Alm. de 1788 : 36 *pouces cubes environ.....*

[4] Alm. de 1788 : ..... *ou* 31 *setiers et demi, qui font* 126 *pots mesure de Reims.....*

[5] Alm. de 1788 : ..... *contient* 10 *pieds cubes* 2 *tiers, ou* 64 *setiers, qui font* 256 *pots, mesure de Reims ; ou* 48 *setiers ou veltes, qui font* 384 *pintes de Paris.*

[6] Alm. de 1788 : ..... *sont en général de* 40 *à* 42 *pouces cubes ; elles tiennent* 1 *livre* 10 *à* 12 *onces d'eau commune.....*

[7] Alm. de 1788 : Réglem. gén. de la police, art. 99.

grant excessivement, il enchiet en l'amende de XXII s. VI d. par., et si doit estre son aulne adjoustée et à luy rendue.

[261.] VI. Qui vend pain à trop petit poidz, eu regard au statut et ordonnance qui « souvent » se change et mue à Reims, selon la mutacion de la vallue du bled, il enchiet en amende de V s. par. et de perdicion du pain prins sur le délinquant, se il ne se soubzmect à la volunté de justice avant le pain pesé; ouquel cas l'amende est modéré à IIII solz par., et se luy est rendu son pain; excepté toutesfois que, ou ban et seigneurye (du chapitre) dudict Reims et des singuliers chanoines, l'amende est de XXII solz VI d. par., et de perdicion dudict pain.

[262.] VII. Se le pain d'un boulengier est prins pour un jour en divers lieux, soubz une mesme justice, en la puissance dudict boulengier, et il est partout trouvé de trop petit poidz, le boulengier n'enchera que à une amende; mais se le pain est prins en diverses justices, ou hors de la puissance du boulengier, comme s'il estoit en l'hostel d'un tavernier ou hostelain, ou autre qui le revende, chacune justice aura son amende, et sur chacun revendant le pain de trop petit poidz.

[XXXI.] *Des injures, battures, excez, et délictz, et des amendes pour ce deues.*

[263.] I. Quiconques, estant en jugement devant aucun juge séant en son siége de judicature, dit injure ou villennie [1] à aucune personne « privée » estant illec, tellement que le juge oyt l'injure dicte, icelluy injuriant enchiet en amende de LX solz par., en laquelle le juge le doit condempner promptement, et sur-le-champ; et si l'amendera à la partie, se poursuicte en veult faire.

[264.] II. Et se le juge n'a oy proférer ladicte injure, et la partie, et le procureur du seigneur, ou de l'office, ou l'ung d'eulx [2], rappelle ou recueille ladicte injure, et font, ou fait, conclusion de ladicte injure contre l'injuriant, et en informent sur-le-champ le juge par tesmoings assistans, contre lesquelz ledict injuriant ne sçaiche, ou veuille, dire, ne alléguer, aucune cause de reproches souffisans, icelluy juge en doit faire le jugement par la manière devant dicte.

[1] L'édition de 1555 : *ou faict violance.* [2] L'édition de 1555 : *ou de l'ung d'eulx.*

[265.] III. Se l'injure est dicte en jugement, comme dit est, à homme officier en justice, en faisant son office, et ou contempt d'icelluy, l'amende est arbitraire à la discrétion du juge, selon l'estat des personnes, et la qualité du délict, aveq l'amende de la partie, se poursuicte en veult faire.

[266.] IV. Pour injures verballes dictes de partie privée à autre partie privée, hors jugement, n'a esté ne est acoustumé à Reims, ne en aucunes villes et lieux à l'environ, de lever ne prendre aucune amende à justice; mais la partie injuriée peult poursuir son amende et intérestz se bon luy semble.

[266 *bis*.] V. « Qui dit injure hors jugement, à aucun sergent, ou « officier en justice, en exploictant, ou en contempt de son exploict et « office, il enchiet en amende de LX solz par. envers justice; et si l'amen- « dera à l'officier, se poursuicte en veult faire. »

[267.] VI. Qui frappe aultruy, ou mect la main sur luy injurieusement, sans luy faire sang, il enchiet envers justice en amende de XXII solz VI d. par.; et s'il y a sang, il enchiet en amande de LX solz par.

[268.] VII. Qui bat aultruy atrocement et énormément, à playe ouverte, ou mutillacion de membres, il enchiet en amende arbitraire, à la discrétion du juge, selon l'estat des personnes et la qualité du délict.

[269.] VIII. Qui bat, ou touche par injure, ung sergent, ou autre officier en justice, en exerçant son office, ou en contempt d'icelluy, il doit estre puny corporellement et exemplairement, selon la discrétion du juge, l'estat et la qualité des personnes et de l'excès.

[270.] IX. Qui commect rébellion, désobéissance, et rescousse de corps, ou de biens, prins par justice, à l'encontre d'aucun sergent ou officier en justice, il enchiet en amende de LX solz par.; et si est tenu de réintégrer la main de justice de ce dont il l'a despouillé et dessaisye. Et en (ce) présent délict, peult-l'en procéder contre tel délinquant à prinse de son corps, pour luy faire amender et réparer le cas.

[271.] X. Quiconcques est constitué prisonnier, soit en prison fermé, soit en lieu non fermé, et il enfrainct et brise l'emprisonnement, il enchiet en amende de LX [1] solz par.; et si peult estre reprins par justice, et mis en prison fermé.

[1] L'édition de 1553 : *de X solz.*

[272.] xi. Qui s'advoue faulsement, ou contre vérité, estre subject d'une seigneurie, pour décliner la jurisdicion en laquelle il est convenu, et il est attainct du faulx adveu, il enchiet en amende de LX solz par. envers la justice devant laquelle il a proposé le faulx adveu.

[273.] xii. Qui charie, passe, ou traverse, parmy terres labourées et semées, ou parmy prez, vignes, bois, ozerois, « saulsoyes », et jardins, en y faisant dommages; ou qui y mect, fait, ou seuffre entrer bestial pasturant, ou faisant dommaige; se l'héritage est privé, et non noble, il enchiet en amende de II solz VI d. par. envers justice, et si doit restituer le dommaige; et se l'héritage est du propre domaine de la seigneurie en laquelle il est assis, l'amende est de LX solz par., aveq la restitucion du dommaige.

[274.] xiii. A Reims, et en pluseurs lieux à l'environ, sont chacun an ordonnez et sermentez par justice pluseurs gardes des labouraiges et biens estans sur terre, lesquelz gardes sont appellez messiers, ou vigniers, ou forestiers, ou jurez, au rapport (seul) desquelz, sans autre preuve, l'en adjouste plaine foy en ce que touche leur office.

[275.] xiv. Qui par labourer, houer, chever, ou fossoyer, rompt le chemin, ou sente publique, ou qui icelluy chemin, ou sente publique empesche, ou destourne, ou y entreprent malicieusement, et sans congé de justice, il enchiet en amende de LX solz par.; et se doit estre contrainct à réparer et remectre le chemin, ou la sente, en son premier estat (et deu).

[276.] xv. Qui enfrainct et brise saisine faicte par officier en justice, il enchiet en amende de LX solz par., et se est tenu de réintégrer la main de justice de ce qu'il a prins par-dessus la saisine.

[277.] xvi. Qui enfrainct (ou brise) la deffence ou le commandement de justice, quant il est fait sur apposicion de peine, (et) de l'amende, sans déterminer par exprès quelle amende, il enchiet en amende de XXII solz VI d. par., en ce non comprins le cas où l'amende est réglée.

[278.] xvii. Il ne loit aux subjectz d'une seigneurye eulx assembler pour traicter de leurs affaires communs, ne de passer procuracion pour eulx en communaulté, ne de lever ou cueillir deniers entre eulx par forme de taille pour leurs dictes affaires communs, sans de ce faire

demander et obtenir congé de leur seigneur, ou du roy comme souverain, se le seigneur refuse ledict congé, luy sur ce requis; et ce sur peine d'amende de LX s. par. sur la communaulté, ou de soixante solz par. sur chacun chief qui aura fait le contraire, si lesdictz subjects n'ont prévilége au contraire.

[279.] XVIII. Quiconcques est adjourné en action personnelle, réelle, ou mixte, si, par la sentence du juge devant lequel il est adjourné, il est trouvé qu'il ayt tort, ou se depuis l'adjournement fait il traicte ou acorde (à sa partie adverse), ou se il a fait, ou fait faire tant, envers icelle partie adverse, qu'elle cesse de sa poursuicte, tel adjourné est tenu envers justice d'amende de II solz VI d. par.

[280.] XIX. Se depuis que tel adjourné est trouvé tenu en icelle amende, le juge, en la présence dudict adjourné estant encores devant ledict juge séant en son auditoire, deffend, ou par son sergent fait deffendre (à haulte voix), que l'en n'emporte les droitz de la court, et tel adjourné se départ, et va hors de l'auditoire sans respiter et promectre payer ladicte amende, ou sans congé du juge, il enchiet en amende de XXII solz VI deniers parisis.

[281.] XX. Qui deffault de comparoir en jugement au jour qu'il est adjourné simplement, soit à requeste de partie privée, soit à requeste de procureur du seigneur, ou de l'office, puis qu'il y a adjournement à respondre, il enchiet en l'amende de V solz par. pour le deffault. « Se « la partie vient le juge séant, elle doit estre relevée dudict deffault, « combien qu'il soit donné. »

[282.] XXI. Et se l'adjournement est fait à comparoir en personne, « par commission ou ordonnance de juge, après informacion faicte », et que le cas pour lequel l'adjourné est poursuivy requière adjournement personnel, l'adjourné deffaillant enchiet pour le deffault en amende de LX solz par., « s'il ne vient le juge séant. »

[283.] XXII. Le deffendeur qui depuis la première journée de l'expédicion de sa cause, deffault de revenir en court (et) « de » comparoir, comme il a (eu) jour, à chacun jour à luy assigné enchiet, pour chascun deffault, en amende de V solz par., si ladicte assignacion ne luy est faicte à comparoir en personne; ouquel cas l'amende du deffault est de LX s. par., « s'il ne vient le juge séant, ou qu'il soit essoigné comme dit est : »

[284.] XXIII. Excepté les adjournemens et assignacions faictes servans à oyr droit sur le procès, s'il n'y a assignacion ou promesse expresse de retourner en personne au jour d'oyr droit; excepté aussi les adjournemens « à veoir taxer despens, et les adjournemens » faiz à veoir jurer tesmoingz, et à iceulx (tesmoins porter) tesmoinage de vérité, se lesdictz tesmoins n'ont esté aucunes fois adjournez, et que par l'ordonnance du juge ilz soyent adjournez en peine. Et la raison pourquoy lesdictz adjournemens et assignacions à oyr droit, à voir taxer despens, et à porter tesmoinaige de vérité, ne portent point d'amende pour le deffault d'y comparoir, est pour ce que, supposé que lesdictz adjournez ne viennent, sy ne laisse pas le juge pour leur deffault à prononcer sa sentence, ne à taxer les despens, ne à donner provision à la partie qui a fait la diligence de faire adjourner ses tesmoingz.

[285.] XXIV. Le demandeur ès auditoires de la ville et cité de Reims ne doit point d'amende, s'il (succumbe)[1] en sa cause. Et si n'enchiet en (aucune) amende envers justice pour le deffault de comparoir en jugement; mais en aucuns des villaiges à l'environ dudict Reims, si le demandeur sucumbe, ou il deffault de comparoir en jugement, il enchiet en amende, comme le deffendeur. Et ne sont en pluseurs desdictz villages les amendes des deffaulx que de II solz VI d.[2] par.

[XXXII.] *Des escondis.*

[285 *bis.*] I. « Se aucun est poursuy et mis en court pour aucune batture « à sang, ou sans sang, que l'on dit avoir esté faicte à aultruy, « et le procureur du seigneur, ou de l'office, qui a la charge des causes « d'excez, ne veult, ou peult, prouver le cas contre le deffendeur qui « est poursuy, il peult conclure afin que le deffendeur soit contrainct « à amender, ou à en faire son escondit en la forme qui est introduicte « et acoustumée de toute ancienneté, et qui est tel :[3] » . . . .
. . . .

[1] Le manuscrit : *s'il sucède en la cause.*

[2] L'édition de 1555 : *que* II *s.* II *d. par.*

[3] Ici se trouve dans le manuscrit une lacune que nous présumons être d'un folio entier; et comme le titre XXXII est omis dans l'édition de 1555, on ne peut combler la lacune qui résulte de cette lacération qu'en recourant aux articles 76 et 77 de la première des coutumes du XVe siècle. L'omission du titre XXXII dans l'imprimé, et sa mutilation dans le manuscrit, servent d'ailleurs à indiquer d'une manière à peu près précise

[XXXIII.] *Des louyers et pensions des maisons et héritaiges* [1].

[286.] I. Les louyers et pensions des maisons, granges, logis et habitations assis à Reims et à l'environ, sont tellement préveleigez par long et ancien usaige, que pour deffault de paye desdictz louyers et pensions, le locateur peult faire procéder par la justice du lieu où l'héritaige est assis, par exécution, prise, et arrest de biens meubles qui sont trouvez oudict héritaige, posé que lesdictz biens n'appartiennent pas au conducteur (de l'héritage). Et se sur ce naist opposition, la main de justice doit demeurer garnye pour le louyer d'un an, ou plus, pendant le procès; « lequel se doit conduire par la manière cy- « après escripte en la seconde partye de ce traictié, ou chappitre *des* « *actions et pensions des maisons et héritaiges.* » [387.]

[287.] II. Toutesvoyes (par ce) n'est pas à entendre que sy le conducteur estoit homme mécanicque, (ouvrier) d'aucun mestier, (comme) de drapperye, de cuyr, ou de toille, ou d'autre danrée ou estoffe, auquel l'en eust baillé à ouvrer en son logis, ou ouveroir, drap, layne, fil, cuyr, linge ou autre estoffe à mectre en oeuvre, que le locateur peult telz biens faire prendre pour son louyer; car il se peult seullement prendre (aux [2]) biens qui sont inférez et logiez en son héritaige. [387.]

[288.] III. Les censes, moissons, et pensions des terres arrables, vignes, prez, jardins, saulsoiz, oseroiz, bois et héritaiges rusticques, sont pareillement prévileigiés comme les louyers des maisons; car pour icelles l'en peult faire saisir et arrester par la justice du lieu les grains, roizins, « herbes, foings », et fruictz, qui y sont concreu : jà çoit ce [389.]

l'époque où l'escondit a cessé d'être pratiqué à Reims. Les lois de l'escondit, d'abord consignées dans la première rédaction de la coutume qui nous soit connue, rédaction faite au XIIIe siècle, étaient en pleine vigueur dans le XIVe. [Voir *Archiv. admin.*, p. 1038, et la rédaction qui sert de texte aux commentaires de Jehan de Montfaucon, *Archiv. législ.*, p. 609]. Elles avaient été conservées dans la rédaction de 1481, et dans la copie faite de cette rédaction, en 1507. Mais dans cette même copie, une main presque contemporaine a écrit au bas du premier folio du titre XXXII : *transeat,* et a sans doute arraché le second; enfin, en 1553, il n'est plus question de l'escondit. Ainsi cette institution était encore en pleine vigueur au commencement, et avait disparu avant le milieu du XVIe siècle, sans doute sous le règne de François Ier.

[1] A dater de ce titre, l'écriture change, et devient très différente de celle qui remplit toute la première partie du manuscrit.

[2] Le manuscrit : *autres biens.*

qu'ilz soyent encores pendant « ès partyes de l'héritaige, ou qu'ilz soyent « coppez et » amobiliez. Et en cas d'opposition doit la main de justice demeurer garnye pour la pension d'ung an pendant le procès.

[388.] [289.] IV. Le conducteur qui a pris et receu à louyer aucune maison ou habitation, est tenu de la garnir de biens meubles exploictables pour la valeur du louyer (et pension) d'icelle, de et pour tout le temps qu'il l'a pris à louage. Et s'il ne le faict, le locateur (le peult faire à ce contraindre par la justice dont ledict conducteur) est personnellement subgect.

[387 et 388.] [290.] V. Le conducteur qui tient à louyer aucune maison ou habitation « n'en peult », ne doibt, vuyder ses biens, ne l'en desgarnir tellement qu'il n'en y demeure pour fournir au payement du louyer et pension qu'il en doit rendre, se ce n'est par le congié, ou consentement du locateur. Et se ledict conducteur faict, ou s'efforce faire le contraire, ledict locateur peult faire arrester ses biens, estans en icelle maison ou habitation, par la justice du lieu, à ce qu'il en y demeure pour fournir audict louyer, jà çoit ce qu'il ne soit encores escheu : ou par icelle justice faire deffence au conducteur qu'il ne les transporte hors d'icelle maison, sur peine d'amende, qui, en ce cas, ordinairement est de XXII solz VI den. par. Et se le conducteur se oppose à l'arrest, ou à la deffence, il doit estre receu à opposition, les arrestz « et deffences » (tenans) et demourans en leur vertu, jusques à ce que partyes oyes, le juge en ayt autrement ordonné.

[390.] [291.] VI. Se ung conducteur a habité ou tenu une maison ou habitation jusques au jour de la naptivité sainct Jehan-Baptiste, qui est le XXIIIIe jour de juing, auquel jour régulièrement se commence à Reims l'an de louage des maisons, et ledict conducteur continue et entretient icelle habitation jusques « au » [1] jour Sainct-Pierre et Sainct-Pol, qui est cinq jours après ledict jour Saint-Jehan-Baptiste, il est censé et réputé avoir repris à louyer icelle maison ou habitation pour tout l'an qui est entamez et commencé, et au pris mesme de l'an précédant, s'il ne faict apparoir d'autre louage, et convention faicte entre luy et le locateur.

[1] L'édition de 1553 : *oultre le jour*.

[292.] VII. Se ung censier ou conducteur de terres arrables, vignes, prez, « bois », (jardins) et autres héritaiges rusticques, est en la dernière année de son louage, et il ne asseure suffisamment le locateur de luy payer sa cense, ou pension, ou terme qu'elle doit escheoir, il loit audict locateur de faire saisir les fruictz estans en et sur son héritaige (par ladicte justice du lieu ; jà çoit que pendans soyent en l'héritage), ou qu'ilz soyent coppez ou abbatus, et que le terme ne soit escheu de payer. Et en cas d'opposition, la main de justice doit demeurer garnye pendant le procès, jusques à la valeur de ce qui sera deu audict locateur pour une année ; « et néantmoins se aucuns arrérages sont deues audict « locateur, il pourra pour iceulx arrérages faire saisir lesdictz fruictz, « et, en ce cas, la main de justice demourera garnye, tant pour la « pension de l'année à escheoir, comme pour les arrérages d'autres « années. » [391.]

[292 *bis.*] VIII. « En tous procès qui peuent advenir à cause des- « dictz biens et pensions des héritaiges, l'en se doit reigler et con- « duire selon le stil déclairé en la seconde partie de ce présent traictié, « ou chapitre devant déclairé *des actions et exécutions pour louyers* « *et pensions de maisons et héritaiges.* »

[XXXIV.] *Des obligations, ypotecques et namptissement.*

[293.] I. Se par lectres faictes et passées soubz le seel royal, ou soubz aucuns seaulx de cours temporelles de Reims, comme le seel du bailliage, le seel de la prévosté, (les seel et contreseel de l'eschevinage), les seel et contreseel de la sénéchausée de l'église Nostre-Dame, le seel (du baillif) « de l'abbaye » de Sainct-Remy dudict Reims, qui sont tous seaulx autenticques par tout ce royaulme, aucun a obleigé son corps, ou ses biens meubles, ou inmeubles, à payer à ung autre aucune somme de deniers, ou autre chose, pour une fois, ou par rente, pension, cense, louage, ou prestation annuelle ou perpétuelle, ou à vie, ou à temps limittée, tellement que la chose deue chée à exécution par prise (et) arrest de corps, ou de biens, l'exécution « par » [1] contrainete s'en poura faire; c'est assavoir, au regard du contenu ès lectres faictes

[1] L'édition de 1553 : *l'exécution et contraincte, etc.*

soubz le seel royal, par la justice du Roy, se bon semble au créditeur ou porteur, ou ayant le droit des lectres; ou, se bon luy semble, par la justice ordinaire du lieu où le corps, ou les biens, seront trouvez; et au regard du contenuz ès lectres faictes soubz l'un desdictz autres seaulx autenticques, se fera ladicte exécution par la justice dont le seel sera émané, sur les corps, ou biens, trouvez ou assis ès termes d'icelle justice; et en cas d'opposition, se l'opposant est celluy mesme qui est oblegiez, et sur lequel se faict l'exécution, il sera tenu, avant toutte oeuvre, de garnyr la main de justice, et après (sera receu à) opposition; et s'il n'est pas obleigez, mais est une tierce personne, il sera receu à opposition sans garnir la main, et sera aux opposans assigné jour par-devant le juge de l'auctorité duquel se fera l'exécution, pour dire les causes de leur opposition, « respondre », et procéder selon raison; « et, au surplus, sera procédé en la cause, se elle est introduicte « à Reims, selon le stil dont en la seconde partye de ce présent traictié « sera parlé, ou chappitre *des exécutions, criées, et subhastations* « *des biens meubles et inmeubles, et des procès et décret sur icelles.* »

[293 *bis.*] II. « Et se l'obligation est telle qui n'y chiée exécution, « mais seullement action [en?] poursuicte, soit personnelle, soit ypo- « théquaire, ou l'une et l'autre ensemble, l'action se pourra intenter « par la forme et manière qui sera touchée en ladicte [seconde partie?] « de ce présent traictié, ou chappitre *des actions personnelles et* « *hypothéquaires deppendans de l'obligation littérale.* »

[174.] [294.] III. Namptissement est la représentation et exibition qui se faict à la justice, (ou) au seigneur soubz lequel les héritaiges d'aucun obleigez sont assis, et de qui ilz sont tenuz et mouvans, soit en fief, soit en censive, des lectres obligatoires de debtes pour une fois, de rente [1] perpétuelle ou viagère, de vendaiges, eschanges, et tous autres contraulx passez, et recongneux [2], par obleigié nommé en icelles, qui à fournir au (contenu) ès dictes lectres, a obleigé ses héritaiges, ou aucuns d'iceulx. En faisant laquelle représentation et exibition, celluy au prouffit duquel les lectres sont faictes, ou celluy qui a le droit d'icelles, (ou le porteur d'icelles,) doit, pour fonder son namptissement, requérir

[1] Le manuscrit : *et rente, etc.*

[2] Le manuscrit : *et recongnoissance.*

audict seigneur, ou à sa justice, qu'il veuille lesdictes lectres namptir, tenir, et repputer pour bien et suffisament nampties sur lesdictz héritaiges tenuz de luy en fief, ou en censive, à ce que depuis lors en avant, il (n')en reçoive, au regard de ce qui est du fief, aucun à foy et hommage, et au regard de ce qui est tenu en censive, n'en face aucun vest ou ensaisinement par quelque manière que ce soit, sinon à la charge de l'ypothecque du fournissement et acomplissement du contenu ès dictes lectres, audict seigneur, ou à sadicte justice exibées; à quoy il doit acquiescer, et faire ledict namptissement : et ne le doit reffuser en payant les droictz pour ce acoustumez, qui régulièrement sont, quant aux héritaiges tenuz en fief, de dix solz par.; et quant à ceulx (qui sont) tenuz en censive, de v. solz par. Et de ce doit ledict seigneur, ou sadicte justice, bailler ses lectres, se requis en est, parmy les droictz dessusdictz payez.

[295.] IV. Se celluy qui veult faire le namptissement doubte que ledict seigneur, ou sadicte justice, par faveur, craincte, ou simplesse veuille faire reffus ou difficulté de faire ledict namptissement, il peult, se les lectres sont faictes soubz le seel royal, impétrer du juge royal ès mectes duquel les héritaiges sont assis, une commission adressant au premier sergent royal de ses termes, par laquelle, narration faicte en brief du contenu ès dictes lectres, sera mandé audict sergent faire commandement audict seigneur, ou à sa justice, que, s'il luy appert desdictes lectres il les namptisse, et tienne pour bien suffisamment nampties, en, et sur, les héritaiges de l'obleigé assis en sa seigneurie, et tenuz de luy en fief, ou en censive : et luy deffendant qu'il n'en reçoive aucun à hommage, (si c'est terre de fief, n'en veest), ce s'est terre (de) censive, « que ce ne soit à la charge de l'ypothecque » du contenu ès dictes lectres. Et ou cas que ledict seigneur, ou sa justice, seront de ce faire reffusans ou délayans, que ledict sergent royal face ledict namptissement de par le roy comme souverain, en payant les drois pour ce deues, tel que devant sont déclairés. [175 et 178.]

[296.] V. Aucune ypothecque n'est, (et) ne peult estre constituée vallablement sur aucuns héritaiges, soyent nobles, soyent nom nobles, assis à Reims, et ou pays à l'environ, en ce qui est assis ou (termes du) bailliage de Vermandois, sinon qu'il y ayt obligation litéralle faicte [178.]

soubz seel royal, ou soubz un desdictz seaulx autenticques, « ou soubz « le seel de la justice [ordinaire du lieu où les biens sont assis?] au « regard de ce qui est assis ès villes et villaiges hors de Reims », et que ladicte obligation soit namptye par l'une des manières dessus déclairées, et qu'il appert des lectres de namptissement.

[182.] [297.] vi. Touttesvoyes de ceste reigle sont exceptées les debtes du Roy, les debtes du hault justicier en ses termes, et pour ses drois seigneuriaulx, (et les debtes deues aux femmes) mariées et vefves, et à leurs héritiers, pour les apports et doaire desdictes femmes; car telles debtes sont nampties d'elles-mesmes, posé ores qu'il (n')appert de l'obligation litéralle, ne de namptissement (exprès) [1].

[297 *bis.*] vii. « De la forme et manière de poursuir ypothecques, « et de la propriété et postériorité d'icelles, sera escript cy-après en la « seconde partye de ce traicté ou chappitre *des actions personnelles « et ypothéquaires deppendans de l'obligation litéralle.* »

[XXXV.] *Des arrestz coustumiers.*

[407.] [298.] i. A Reims, en touttes les justices temporelles, a esté usé de toutte ancienneté, et encores use-l'en chacun jour, d'arrestz appellez coustumiers, qui sont telz, qu'il loist à ung chacun, de quelque estat qu'il soit (et où qu'il soit), demourant, ayant (à) intenter aucune action personnelle pour debte, ou pour autre chose, contre aucun forain non demourant audict Reims, non clerc et non noble, qui est trouvé et appréhendé au corps audict Reims, le faire arrester (au corps) par ung sergent, ou officier, de la justice du lieu où ledict forain est appréhendé; ou se bon semble à celluy qui a l'action à intenter, il peult par tel sergent, ou officier, faire arrester les biens meubles de tel forain trouvé audict Reims, posé que ledict forain soit noble, ou clerc marié, (et) s'il n'est clerc solut. Et au moyen de tel arrest de corps, ou de biens, ledict forain est tenu de sortir la jurisdiction, et respondre à la demande personnelle de celluy qui l'arrest a faict faire, par-devant la justice, de l'auctorité de laquelle ledict arrest est faict, jà çoit ce que selon droit, il soit subgect en action personnelle d'une autre justice.

[1] Le manuscrit : *exprés*.

[298 *bis*.] II. « Mais celluy qui requiert tel arrest estre faict, s'il « n'est résidant à Reims, ou en autre lieu où il requiert l'arrest estre « faict, et s'il n'est avec ce bien congneu receant et solvable, est tenu « préalablement de bailler à la justice à laquelle il requiert l'arrest, « caution fidéjussoire et subgecte à icelle justice, de respondre à l'arrest « ses dommaige et intérestz, sy ledict faisant faire l'arrest subcomboit, « et sy est arrier [*sic*, aveq?] ce tenu de eslire domicil ès termes de « ladicte justice, s'il n'y est demourant; et s'il ne peult bailler caution, « doit demourer en arrest. »

[299.] III. Se depuis l'arrest ainsi faict, l'arresté veult avoir récréance, [408.] ou main-levée, de son corps, ou de ses biens arrestez, il doit préallablement bailler à la justice qui doit congnoistre dudict arrest, caution fidéjussoire et subgecte d'icelle justice, pour ester à droit, et fournir le juge, selon la demande que vouldra faire celluy qui l'arrest a fait faire, là où ledict arrest est assis sur le corps. Et s'il est assis sur lesdictz biens, doit bailler (icelle) caution jusques à la valleur des biens arrestez; et avec ce il doit eslire domicille ès termes d'icelle justice pour y faire tous adjournemens, signiffications, et exploix que seront à faire en la cause deppendant dudict (arrest; et si) en ce faisant, il prend (main-levée) et récréance de ses corps, ou biens, il fault qu'il paye l'amende et droit de l'arrest qui n'est pas uniforme en touttes les justices dudict Reims, mais se diversiffie en ceste manière :

[300.] IV. Car en (la) jurisdition temporelle de l'arceveschié dudict [408.] Reims, l'en a acoustumé de payer en arrestz de corps, pour le droit du prévost, quatre solz II den. par., (et pour le droit du sergent qui a faict l'arrest, II solz II den. par.); et en arrest de biens, pour le droit dudict prévost, II solz X den. par., et pour le droit du sergent, II solz II den. p.

[301.] V. Et en touttes les autres justices temporelles dudict Reims, [408.] en arrest de corps et de biens, l'en prent seullement pour le droit du seigneur II solz VI den. par., et pour le droit du sergent XII den. par., lesquelz droictz et amendes ainsy payez par l'arresté, tant en icelle justice de l'arceveschié, comme ès autres, ledict arresté recouvre sur celluy qui l'arrest a faict faire, se il succombe à la cause.

[408.] [302.] vi. Après la main-levée, ou récréance de corps, ou de biens, ainsy faicte, ou avant icelle faicte, se bon semble à celluy sur qui l'arrest est faict de (soy deffendre, il se doibt opposer, et) faire signiffier par le sergent qui a faict l'arrest, ou par ung autre sergent de la justice en qui jurisdition il est faict, à celluy qui le a faict faire, que à certaine heure compectant du jour mesmes que l'arrest est faict, si l'opportunée y est, sinon du landemain, ou d'aultre brief jour, il soit et compare par-devant le juge pour faire telle demande que bon luy semblera. Et se audict jour et heure il n'y vient, ou s'il y vient et il ne faict sa demande, « ou ne requiert le délay d'absence de conseil, car aultre « délay ne peult avoir, » le deffendeur arresté en corps, ou en biens, aura congé de court (portant) tel prouffit, que dès lors se doit adjugier que ledict arresté doit avoir main-levée (et délivrance) de son corps, ou de ses biens arrestez, et condempnation des despens, dommages et intérestz; et ainsi l'en (use) « et a usé » en touttes les justices temporelles dudict Reims;

[405.] [303.] (vii. Excepté quant aux arrestz faictz en corps, en la terre, et de l'auctorité de la justice dudict arceveschié de Reims, que si pour la première signification faicte à celluy qui a faict faire ledict arrest, de venir faire sa demande, il n'y vient et n'y compare, le deffendeur arresté n'emporte pas congé de court, ne tel profict que dessus; ains luy fault encore faire deux significations, l'une après l'autre, ou toutes deux ensemble du congé ou ordonnance du juge. Et si elles se font toutes deux ensemble, il y fault interval d'une nuict au moins, entre le jour qu'elles se font, et le jour auquel elles se servent. Et si lors, celluy qui l'arrest a faict faire ne vient, le deffendeur doibt avoir congé de court, et profictz telz que dessus sont déclarez. Et pour chascune desdictes significations paye l'arresté au sergent, xii den. par., sauf à le recouvrer sur le demandeur s'il succombe.)

[408.] [304.] (viii. Si celluy qui l'arrest a faict faire vient au jour et heure de la première signification, ou de la seconde, ou de la tierce, il doibt faire ses demande et conclusion par preuve, ou par délation de serment. Et s'il est forain, est tenu d'eslire domicille ès termes de la jurisdiction où l'arrest est faict, ou de bailler caution juratoire tant seullement de refonder les despenses s'il succombe; sinon toutefoys

qu'il fût demourant hors de ce royaulme, ouquel cas il est tenu de bailler caution fidéjussoire et subjecte.)

[304 *bis*.] IX. « Après la demande faicte, l'en se puet conduire, quant « au coustume et fourme de procédure, comme l'en faict ès actions « personnelles, ainsy que dict sera ès II, III, IIII, V et siziesme chappitre « de la seconde partye de ce présent traictié; excepté que les délayz et « cause des arrestz en corps se doivent abrégier en peu de temps, « d'heure en heure, et de jour en aultre. »

[305.] X. Et est à noter que en la justice temporelle dudict arceves- [408.]
chié de Reims, l'en a usé de (toute) ancienneté et use-l'en présentement de tel usaige quant aux arrestz faictz en corps, que durant tout le procès (d'entre) les parties, à commencer depuis le jour que l'arrest est faict, icelluy jour esclud, jusques au jour de la conclusion en cause inclusivement, l'arresté paye à la justice pour chacun jour XII den. par., lequel (droit est)[1] appellé « le tournage[2] », jà çoit ce que l'arresté soit eslargiz de prison, (ou) qu'il tienne prison et paye au geolier pour son geolaige autres XII den. par. pour chacun jour qu'il tient prison; « lequel droit « desdictz tournage peult monter à grande somme quant les procès « sont de long trait. » Mais se le demandeur succombe, il est tenu de tout restituer à l'arresté. « Toutesvoyes se semble chose fort desraison- « nable, exactive, et digne de correction, et que l'en doit casser, du « moins modérer lesdictz tournage, à moins de somme, ou pour « moins de temps, comme jusques à litiscontestacion, et ordonner « qu'ilz se prendront en fin de cause sur celluy qui succombera, et « l'amende de l'arrest pareillement. »

[306.] XI. Desdictz arrestz coustumiers a-l'en usé (aussy) de grand [407.]
ancienneté et use-l'en chacun jour en pluseurs lieux, villes et villaiges assis à l'environ de Reims, qui se reiglent aux usaiges et coustumes dudict Reims, en la forme et manière comme l'en use ès jurisditions de Reims, autres qu'en celles de l'arcevesché : mais l'en n'en use pas par toutes les villes et villages reiglez soubz lesdictz usaiges et coustumes de Reims; ains est cest usage local et particulier, gisant en faict, et désirant probation quand l'en le nye.

[1] Le manuscrit porte : *doit estre*. [2] L'édition de 1553 : *le touraige*.

[407 et 408.] [307.] XII. Et jà çoit ce que (l'on) [1] puisse procéder par telz arrestz de corps sur tous forains non nobles et non clercs, et par arrest de biens de tous forains tant nobles que non nobles, clercs « ou non clercs, se ilz ne sont clercs solutz », [2] toutesvoyes se il advient que ung arresté au corps en la ville de Reims, en la jurisdition de l'arcevesché dudict Reims, se advoue estre subgect et demourant en la seigneurye temporelle du chappitre, ou des dignitez membres de l'église Nostre-Dame dudict Reims, et il est de par eulx requis, il leur doit estre rendu incontinant et sans fraiz : sauf tant que se dedans huict jours après la redition, ou (tel) autres termes que les partyes acceptent, les officiers dudict arcevesché informent ceulx de la justice à qui l'arresté sera rendu, que ledict arresté se soit faulx(cement) advoué, ou qu'il ayt esté arresté pour délictz, « et en ce présent meffaict, » il leur sera rendu (chargé) dudict faulx adveu, ou dudict présent délict, et en auront la congnoissance. Et s'ilz « n' » en informent, il sera délivré plainement; et ne luy sera riens restitué de ses despens, dommages et intérestz. Et par semblable forme et manière se doibvent rendre aux officiers dudict arcevesché les arrestez à Reims ès termes et jurisditions temporelles dudict chapitre, et desdictes dignités et singuliers chanoines qui se advouent subgectz et demourans en la seigneurye dudict arcevesché, et qui par (un) [3] des officiers d'icelluy arcevesché sont requis [4]; et est ce appellé entrecours.

[XXXVI.] *De la viconté de Reims.*

[308.] I. En la ville « et cité » de Reims, y a viconté ancienne apartenant en propre héritaige et vray domaine à monsieur l'arcevesque « et » duc dudict Reims, à laquelle viconté appartiennent plusieurs « tonneux », winaiges, roaiges, stellaiges, mesurages, péages, travers et tributz anciens de diverses façons, portant diverses amendes, l'un « des tributz » plus, (et) l'autre moins, ainsy que contenu « est », et

[1] Le manuscrit : *jà çoit ce que Jehan puisse.*

[2] L'édition de 1553 : *tant nobles, que non nobles, clercs mariés.*

[3] Le manuscrit : *par vertu.*

[4] Le manuscrit : *sont ravis.*

déclairez sont ès livres et papiers anciens « qui sont en pluseurs lieux « et places dudict Reims. »[1]

[308 *bis.*] II. « Cest viconté a [coustume?] ledict seigneur arceves- « que de bailler et vendre à ferme, à qui plus, de trois ans en trois « ans, avec tous les droictz et tributz qui y appendent; mais icelle « viconté est tellement chargé, et les revenues d'icelle départye telle- « ment et distribué de toutte anciennetté à plusieurs églises, hospi- « taulx, vassaux, et aultres gens et lieux, que le plus souvent la ferme « ne peult acquitter lesdictes [charges?]. Et plus avant ne sont icy « déclairez les usaiges et coustumes d'icelle viconté, pour ce qu'ilz sont « à plain déclairé èsdictz livres et papiers anciens, auquelz l'en peult « avoir recours, quant ad ce. »

[1] L'édition de 1553 : .... *papiers anciens approuvez par arrest de la court de parlement de Paris, ausquelz faut avoir recours pour lesdicts droits et amendes.*

Nous avons trouvé curieux de rechercher, et nous jugeons utile de reproduire ces livres et papiers anciens, qui, dans le manuscrit de 1481, sont indiqués comme se trouvant *en plusieurs lieux de Reims,* et qui, selon l'imprimé de 1553, sont *approuvés par arrêt de parlement.* Nous pensons que le manuscrit a voulu désigner un tarif des droits de la vicomté qui a été transcrit vers 1380, à ce que nous croyons, dans les dernières feuilles du *Livre Rouge* de l'Eschevinage. L'édition de 1553 fait évidemment allusion à l'accord relatif aux droits de la vicomté, passé entre l'archevêque et les habitants de Reims, l'an 1522, et homologué par la cour de parlement, l'an 1523. Voici ces deux documents :

[I. TARIF EXTRAIT DU LIVRE ROUGE DE L'ÉCHEVINAGE.]

[1. DROITS DE TONNIEU.]

Ce sont les ordenancez de ce que li vicontes de Reins liève des denrées et marchandises amenées à Reins pour les y vendre.

[1°.] *Pelleterie.*

Li cent de peaulz de vairs, de connins, de wirpis, et de toute savigine, doit *ij deniers;* et une pel par li doit *obole parisis;* et s'elle ne vault plus de *vj den.*, elle ne doit rien.

Un timbre doit *obole par.*

Une panne de vairs, ou un plisson, chascun doit *ij den.*, s'il sont nuef; et s'il sont viez, doit *obole par.*

Panne d'aigniaulz, et plisson, et forurez à chaperon, viez ou nuef, chascune pièce doit *obole par.*

[2°.] *Dras et freperie.*

Une robe entière doit *j den.;* et li chaperon doit *obole par.*

La douzainne de chausses doit *ij den.;* et une par li doit *obole par.*

Un drap entiers doit *j den.;* et la pièce doit *obole par.*

Un marchant forain qui vent drap à la foire, à la Cousture, doit *ij den.* d'entrée; et ne doit point de tonnieulz dou détail, la foire durant; et se il vent drap entier, il doit *j den.* de chascun; et après la foyre, de chascun détail il doit *obole par.*

[3°.] *Viés nappes et touaillez nueves.*

Un pourpoin doit *obole par.*, et la douzainne doit *ij den.*

Chemises, braies, dras en lis, cuevre-chiez, nappes, touaillez, la pièce doit *obole par.*; et se les pièces ne valent plus de *vj* den., la douzainne doit *ij den.*

Un sac doit *obole par.*

Une pièce de toile doit *obole par.*; et se il a entrebate en toilles, chascune entrebate doit *obole par.*

[4°.] *Cuirs.*

La douzainne de corduan doit *ij den.*; et la douzainne de bazennes, et de veaulz, doient autant; une peel par li doit *obole parisis.*

Un cuir tanné doit *obole par.*; et chascune pièce, *obole par.*, se elle vault plus de vj den.; la taque de cuirs à poil doit *ij den.*; et li cuir par li doit *obole par.*

Li sextier d'escorce doit *ij tournois.*

[5°.] *Graisse.*

La flaque de poiz doit *obole par.*

Li cent de cire doit *iv den.*

Li cent d'oing de forrement, et de suyu en holet, doit *iv den.*

Suyu fondu ne doit rien.

Li cent de cieu doit *ij den.*

Un bacon doit *obole par.*; la pièce doit *obole par.*, s'elle vaut plus de vj den.

La somme d'oile, à la somme de Chasteillon, doit *iij tournois*, et à la somme de Reins, *ij den.*

Le muys de miel, au muy de Reins, doit *ij den.*; et au muy d'Aussuère, *iv den.*

Li cent de frommage doit *iv den.*; et la douzainne doit *j den.*; et un par li doit *obole par.*, se il vault plus de vj den.

[6°.] *Layne et fillé.*

Li cent de lainne doit *iv den.*: et la pierre doit *obole par.*; et la poingnie par li, *obole par.*, et de filez autant.

La douzainne d'estamines doit *viij den.*; une par li, *obole par.*

Li cent de chanre, et de filé de chanre, et de lin, doit *iv den.*

Un chief de chanre doit *obole par.*; la cherette, *ij den.*; et li chers, *iv den.*

Cil qui vent filé à détail doit *j den.* pour montre, et cil qui achate doit *j denier* pour le tronel.

Li foirains qui vent lin doit *j den.* pour monstre.

Li cent de linement doit *ij den.*; et li cent d'estoupes doit *obole par.*

Li cent de bourre, et de poil de serf, doit *ij den.*

Li cher qui mainne cordes de tille, pour vendre à Reins, doit *ij chief*; et la cherette doit *j chief* de cordes.

La douzainne de sainglez doit *ij den.*

La pièce de filé de lin doit *j den.*, se elle vault iij den.; et au-dessouz, *obole par.*

[7°.] *Bestes.*

Un cheval, une jument, un mulet, ou une mule, chascun doit *iv den.*

Un âne doit *obole par.*

Un buef doit *j den.*; une vache, *obole parisis.*

Un pourcel, une trouye, chascun *obole parisis.*

Une douzainne de moutons, ou de brebis, doit *iv den.*; la pièce par li doit *obole par.*

Une chièvre, un bouc, chascun *obole par.*

[8°.] *Pos de terre.*

Li chers de pos de terre doit *ij den.*; et la cherrette, *j den.*; et li coliez, *obole par.*, et godés *autant.*

La cherette de fusiaus de vertillons* doit *ij den.*; li coliez, *obole par.*

Li chers de flaunières doit *ij flaunières*; la cherette, *j.*

[9°.] *Pisons.*

Li cent de wipes doit *iv den.* et *j pisson.*

Li cent de maqueriaus doit *j den.* et *j poisson.*

Une somme de merue doit *ij s.*; une somme d'estraffins, *ij s.*

* Morceau de grès rond percé au milieu, que traverse le fuseau dont il augmente le poids.

Li cent d'alause doit *iv den.* et *une alause*; et au-desous, à la value.

Une somme de plays doit *iij oboles par.*

Un saumon doit *j den.*; un porc de mer, *j den.*

Merue en beroueste, li cent poisson doit *iv den.* et *j poisson*; et se il y a main[s], on paie à l'avenant.

Li milliers de harens, rous ou blans, doit *ij den.*; s'on le compte, li cent doit *obole parisis.*

Raies, mellains, ne doivent rien.

Li forains qui achettent poisson salée, li coliez doit *obole par.*

Li cent d'anguilles doit *iv den.* et *j anguille.*

Li chars qui ameinne autre poissons d'yaue douce doit *viij den.*; la cherrette, *iv den.*; et li coliez, *obole par.*

[10°.] *Mercerie.*

Li cent de henas de fût doit *ij den.*; cilz de madre ne doivent riens.

Li merciers qui porte talettes doit *une poitevine* la semainne.

Li merciés qui vent à estal doit *obole par.*

Un cabas de figues doit *ij den.*

Une carse d'amendres doit *iv den.*

La bale d'alun doit *ij den.*

Li quartelz de ris doit *iij den.*

Cilz qui vent pommes de grenates doit *obole par.* pour semainne.

Cilz qui vent queues à agusier coutiaus doit *j den.* pour semainne.

Cilz qui vent quenoilles doit *une quenoille* pour la venue.

Cilz qui vent saces et crules doit *j saces* pour sa venue.

Li cent pesans de chappiaus de feutre doit *iv den.*; et la douzainne, *ij den.*; et un par li doit *obole par.*

La douzainne de toyettes asorties doit *ij den.*; une par li doit *obole par.*

Une sarge, ou tapis, prins en la Trisande, doit *j den.*; et celle qui est prins en Nueve rue, ou ailleurs, elle ne doit que *obole par.*

La cherrette de chardons doit *ij den.*; et li coliez doit *obole par.*

La cherrette qui mainne fuciaus doit *ij den.*; li chers, *iv den.*; li sommes, *j den.*; li colierz, *obole par.*

La grosse douzainne de tissus doit *ij den.*; et la petite doit *obole par.*

La quarte de vin paré doit *obole par.*; et li cent doit *iv den.*

Li cent d'aveinne parée doit escuelle et demie de stellage; et li chers doit *iv den.* de tonniex; et la cherrette, *ij den.*; et li coliez, *obole par.*

[11°.] *Taincture.*

Li cent de senevez doit *j escuelle* et *demie* de stellage; et li chars doit *iv den.* de tonniex; et la cherrette, *ij den.*; et li coliez, *obole parisis.*

Li cent de waude doit *ij den.*

Li cent de warance, *ij den.*

Li fais de voirre, *ij den.*

Li cent de cendre clavelée doit *j den.*; et poise la quarte *iij cent.*

Li cent d'estain, de queuvre, de laiton, d'arain, doit *iv den.*

Li cent de plonc doit *obole par.*

[12°.] *Lis et cussins.*

Un lit estoffé de coulte et de cussin doit *iij oboles*; la coulte par li doit *j den.*, et li cussin doit *obole par.*

Li cent de plommé doit *iij oboles par.*

Li chaudronniés et potiers de queuvre doient *ij den.* pour estalage parmi la foire, à la Cousture, et plus ne doivent; et la foire falie, ilz doivent de ce qu'il achettent, *iv den.* dou cent pesant.

[13°.] *Fustaille.*

Escuelles, platiaus, et tele fustaille; li chers qui la mainne doit *iv den.*; la cherrette, *ij den.*; li coliez, *obole par.*

Li cher qui ameinne osières doit *iv den.* la cherrette, *ij den.*; li coliez, *obole par.*

La douzainne de chayères de fust doit *ij den.*; et une par li, *obole par.*

Li chars à marien doit *j den.*; la cherette, *obole par.*; et quant il est fuche marchié, li chers doit *v den.*; la cherrette, *ij den.* et *obole par.*

Li chers qui ameinne chevrrons par le fuche marchié, doit *j chevrron*, se il ne vaut plus de xij den.; et se il vaut plus, il paiera *v den.* dou char, et *ij den.* de la cherrette.

Li char qui ameinne planches doit *j den.*; et la cherrette, *obole par.*; et quant il est fuche marchié, li chers doit *ij planches*; et la cherrette, *une*.

Li char qui ameinne deuvles, vanches, raies, et aunes, doit *v pièces* et *j den.*; et la cherrete doit *iij pièces* et *obole par.*

Li cher qui ameinne lates doit *autant*.

Li cher qui ameinne aissis doit *ij aissis* et *j den.*; cherette, *j aissis* et *j den.*

Li cher qui ameinne fourches, flaïauls, retiaus, doit *iv den.*; et la cherrette, *ij den.*

Un escrins ferrez doit *ij den.*; un coffre, *j den.*; une huge doit *obole par.*

Tonniaux, queues, poinsons, doivent chascun *obole par.*

Li chers qui mainne bûche doit *ij bûches*; la cherette, *une*.

Li chers qui mainne ramons doit *ij ramon*; la cherrette, *j ramon*; li coliez, *obole parisis*.

Li chers qui mainne fruit, verjus, et fain, doit *iij den.*: somier, *j*; coliez, *obole par.*

Li chers qui mainne vendre vin à Reins doit *iv den.*; la cherette, *ij*.

Li chers qui mainne gonés de Champaingne ne doit que *ij den.* jusques à la Saint-Martin; et la cherrette, *ij den.*

Li cher qui amainne grain, pain, gruïs, ou remainne hors, doit *iv den.* [etc., etc.]

Li cher qui amainne vendre fer ou aciez doit *iv den.* [etc.]

Li tonnelet d'acier, si on le vent en gros, doit *ij den.*; s'on le compte, la trenteinne doit *obole par.*

Une paire de ferrure doit *obole par.*; et se li acheteur l'ammainne à cherrette, il doit *ij den.*; et à col, *obole par.*

La muelle à molin doit *vj den.*, et celi à fevre doit *obole par.*

[II. DROITS DE] WINAGES [ET TRAVERS.]

[*Ce sont les ordenancez de ce que li vicontes de Reins liève des denrées et marchandises pour droit de winaiges ou travers.*]

Li cher qui mainne vin doit *xij den.*; la cherrette, *vj den.*

Li cher qui mainne toiles, ou filez, ou lainne, ou warance, ou worde, ou drap, on poissons, doit *xij den.*; et la cherrette, *vj*.

Li chers qui mainne fer, aciez, queuvre, erein, estain, doit *xij den.* [etc.]

Li chers qui mainne cuirs doit *xij deniers*. [etc.]

Li chers qui mainne blef, pain, futaille, fruit, ne doit que *viij den.*; et la cherrette, *iv den.*; et se il revient, et les denrées qu'il ramainne doivent plus, il paieroit le seurplus.

Cil qui mainne graisse, cire, avoir de pois, et miel, doit *ij s.* pour le chers, et la cherrette, *ij den.*; et se il aloit en Champaingne, ou en revenoit, li chers doit *xiv s.*, la cherrette, *vij s.*; et [se] li autres chers dessusdit qui doient *xij den.* aloient en Champaingne, il deveroient *vij s.*, et la cherrette, *iij solz* et *vj deniers*.

Li chevaulz qui mainne à somme doit *iv den.*; et se il va en Champaingne, il en doit *viij*; et se il mainne avoir de pois, il doit *xvj den.*

Un chevalz en destre doit *iv den.*; et se il va en Champaingne, il en doit *viij den.*

Une mule, ou un mulet, doivent chascun *iv den.*; et se il vont en Champaingne, *viij deniers*.

Un asne doit *iij oboles*; et se il va en Champaingne, *iij den.*

Li broutiez doit *obole*; li colier, *obole*; et se il vont en Champaingne, il doivent chascun *iij oboles*.

Li coliez qui porte voires doit *iij oboles*.

Li chers de flaunières, de pos de terre, de godés, doit *viij den.*; la cherrette, *iv den.*; la brouette, *obole par.*; et li coliez, *ob. par.*

[II. ACCORD DE 1522.]

Les ordonnances des droicts de la vicomté de Reims, accordez entre très révérend père en Dieu monsieur l'archevesque duc de Reims, premier pair de France, abbé de Sainct-Remy dudit Reims, et les habitans d'icelle ville; et émologuées par la cour de parlement à Paris, 1523 *.

[TITRE Ier.]

[CHARGES DES CONTRIBUABLES.]

Sur les différens meuz et pendans en la cour de parlement, et qui se pourroient mouvoir, entre les habitans de Reims d'une part, et très révérend père en Dieu monseigneur l'archevesque et duc de Reims, premier pair de France, d'autre part, pour raison des droicts de la vicomté dudit Reims, appartenans audit archevesque, et mesmes sur l'amende deue par défault d'acquitter lesdicts droicts, laquelle amende lesdits habitans disoient ne devoir excéder la somme de sept sols six deniers parisis, excepté pour défaut de payer le droit de sterlage, qu'ils confessoient estre de soixante sols parisis; et ledict seigneur archevesque disoit toutes les amendes de ladite vicomté estre de soixante sols parisis; lesdictes parties, s'il plaist au Roy et à ladite cour de parlement, sont condescendues en appoinctement, c'est assavoir que les droicts de ladite vicomté se lèveront et cueilleront tels, soubs les amendes et en la manière qui s'ensuit :

[I.] DU DROICT DE STERLAGE.

Et premier, ledit seigneur archevesque, à cause de sadite vicomté, a droict de sterlage tel, que tous ceux qui vendent grains, farines, ou gruys, en la ville de Reims, sont tenuz les faire mesurer à la mesure de ladite vicomté, et pour ce faire, appeller le vicomte, ou l'un de ses mesureurs, et payer pour le droict de sterlage, pour chacun septier, deux escuelles; pour la mine, une escuelle, et pour le quartel, demie escuelle, dont les quatorze escuelles font le quartel au bled; et contient l'escuelle une quarte, et le quartel à l'avoine contient dix-sept escuelles. Et qui défaut à payer ledit droict de sterlage, ou qui mesure sans appeller le vicomte, ou un de ses mesureurs, ou sans le congé dudit vicomte, il enchet en amende de soixante sols parisis, et si est tenu payer ledict droict de sterlage, sauf les exceptions qui s'ensuivent :

[§. 1.] *Ceux qui sont francs de sterlage.*

Ledit droict de sterlage appartenant audit seigneur archevesque ne se extend au ban

* A Reims, chez S. DE FOIGNY, imprimeur, à l'enseigne du Lion, jouxte une coppie imprimée audict Reims en 1600, sur une autre imprimée en l'an 1524. — 1634.

[AVERTISSEMENT.]

Ce présent livre, contenant les droicts de la vicomté de Reims, a esté faict, accordé et signé, en l'an de grâce mil cinq cens vingt-deux, par monsieur Robert, par la grâce de Dieu archevesque et duc de Reims, premier pair de France, et abbé de Saint-Remy; et par Jean Pioche, procureur des habitans dudit Reims, et autres, commis et déléguez à ce faire par lesdits habitans. Et ont esté faicts deux autres semblables livres en parchemin, dont l'un est demeuré ès chartres dudit archevesché, et l'autre en l'hostel de ladite ville; et ce présent est demeuré ès mains dudit Pioche, pour en bailler coppie à plusieurs marchands et habitans dudit Reims. Et pource que plusieurs requéroient le double, ledit Pioche auroit baillé la coppie signée de son seing manuel, à Jacques Niverd, imprimeur, demeurant à Paris, pour les imprimer, vendre et distribuer en ladite ville de Reims.

Sur laquelle impression, Henry Bazin, vicomte de la vicomté de Reims, en fit imprimer, en l'an 1600, *plusieurs coppies; sur l'une desquelles la présente impression a este faicte en ceste année* 1634.

Sainct-Remy, appartenant à l'abbaye dudit Sainct-Remy, ne en la mairie Sainct-Martin, appartenant au chapitre de l'église de Reims.

Les demeurans en la terre commune du chapitre de Reims, en ladite ville de Reims, ne doivent rien pour ledict droict de sterlage de tout ce qu'ils vendent et mesurent en ladite terre commune. Mais si un autre, non demeurant en ladite terre commune, vendoit en icelle, seroit tenu dudict droit de sterlage, comme s'il vendoit en la terre dudit seigneur archevesque.

Tous ceux du corps de l'église de Reims, les francs-sergens, bourgeois à chanoines, coustres, soubs-coustres, chapucier, pauvres de Sainct-Rigobert, francs-sergens de l'archediacre, de l'Hostel-Dieu et de Sainct-Denys, sont francs dudit droict de sterlage de ce qu'ils vendent ès maisons où ils demeurent. Mais si aucuns non exempts vendoient ès maisons desdits francs-sergens, bourgeois à chanoines, coustres, soubs-coustres, chapucier, pauvres de Sainct-Rigobert, francs-sergens de l'archediacre, de l'Hostel-Dieu et de Sainct-Denys dudit Reims, ils seroient tenuz dudit droict de sterlage. Et si les dessusnommez vendoient hors de leurs maisons, ès termes de ladite vicomté, ledit archevesque maintient qu'ils devroient ledit droict; et lesdits de chapitre maintiennent le contraire. Et encores maintiennent lesdicts de chapitre que ceux qui vendent en leurs maisons canoniales ne doivent rien dudit droict, jà çoit ce que les vendeurs, à cause de leurs personnes, ne fussent exempts; ledit seigneur archevesque disant au contraire que lesdictes maisons ne peuvent affranchir les non-exempts; et sur ce pourront chacune desdictes parties poursuivre et défendre leur droict, comme de raison.

Semblablement dudit droict de sterlage sont francs, quittes et exempts, tous les bourgeois et bourgeoises du corps de l'eschevinage de Reims, de ce qui est de leur creu, et qu'ils vendent ou mesurent en leurs greniers ou maisons, soit qu'ils les tiennent de louage, ou autrement, ou qu'ils y demeurent, ou non. Mais s'ils revendoient grains, farines, ou gruys, par eux acheptez, ou qu'ils amenassent vendre leurs grains au marché, et non en leurs greniers ou maisons, ils seroient tenuz dudict droict, tel que dessus.

[§. 2. *Le sel qu'on ameine à Reims doit droit de sterlage.*]

Ledit seigneur archevesque a encores droict de sterlage sur le sel que l'on ameine à Reims pour vendre; lequel droict souloit estre d'ancienneté d'un minot pour char, demy-minot pour charrette, et un quart de minot pour la somme; mais il a esté modéré par feu monsieur Jean Juvénal des Ursins, jadis archevesque de Reims, à la raison d'un minot pour muid, dont naguères ledit seigneur archevesque a obtenu arrest de la cour des aydes à Paris, à l'encontre de Jean de Pleurs et Eustache de Pleurs, marchands de sel, demeurans à Troyes.

Duquel droict de sterlage de sel les bourgeois, et habitans, dudit Reims, maintiennent en estre exempts, dont en est procès indécis; et pourra quant ad ce chacune partie poursuivre son droict et soy défendre, comme de raison.

[II.] DU DROICT DE TOUNYEU.

Audit seigneur archevesque, à cause de ladite vicomté, appartient un autre droict ou tribut, appellé communément droict de tounyeu, deub par plusieurs personnes, à cause de plusieurs et diverses denrées et marchandises, quand on les vend ou achepte à Reims, ainsi que plus amplement sera cy-après certifié et déclaré. Et qui défaut de payer ledit droict, et est trouvé hors les termes de ladite vicomté cy-après désignez, il encoure en amende, qui est de sept sols six deniers parisis, et si est tenu de payer ledit droict de tounyeu; duquel droict de tounyeu sont francs, quittes et exempts plusieurs personnes, les uns totalement et en tout temps, et les autres soubs certaines conditions et modifications en la manière qui s'ensuit.

[§. 1. *Ceux qui sont francs dudit droict de tounyeu.*]

Et premier, est à noter que de quelques denrées ou marchandises, ne par quelques personnes que ce soit, n'est deu ledit droict de tounyeu, si ladite denrée ou marchandise n'excède en prix principal la somme de six deniers parisis.

Item, que tous les bourgeois et bourgeoises du corps de l'eschevinage de Reims sont francs, quittes et exempts dudit droict de tounyeu en tout temps, et pour quelques denrées ou marchandises que ce soit.

Item, que tous les autres habitans de ladite ville de Reims, soient bourgeois ou autres, en quelque seigneurie ou jurisdiction qu'ils demeurent, ne doivent rien dudit droict de tounyeu de ce qu'ils vendent ou acheptent; excepté que les demeurans en ladite ville, en la terre et jurisdiction dudit seigneur archevesque, qui ne sont bourgeois dudit eschevinage, doivent pour chacun jour, pour ledit droict de tounieu, une obole parisis, si ledit jour ils ont vendu quelque denrée ou marchandise excédant le prix de six deniers parisis; mais, pour quelque grand prix qu'ils en vendent, et quelque diversité de marchandise qu'ils facent, si ne doivent-ils pour le jour que une obole, laquelle ils sont tenuz venir acquitter à ladite vicomté dedans soleil couchant dudit jour, sur peine de l'amende de sept sols six deniers parisis. Mais si tel habitant qui n'est bourgeois, estoit clerc, ou noble, et qu'il n'eust rien vendu qui ne fust de son creu, il ne devroit rien dudit droict.

Item, que dudit droict de tounyeu sont francs, quittes et exempts en tout temps, et pour quelques denrées que ce soit, les demeurans ès villes appellées villes franches, cy-après dénommées.

Item, que tous nobles, ou clercs, soient mariez, ou non mariez, les vefves desdits nobles, ou clercs, en quelque lieu qu'ils soient demeurans, sont francs, quittes et exempts dudit droict de tounyeu, des denrées qu'ils vendent venans de leur creu, et aussi des denrées qu'ils acheptent pour leur user, et non pour revendre.

Item, semblablement sont francs, quittes et exempts dudit droict de tounyeu, de ce qu'ils vendent de leur creu, et de ce qu'ils acheptent pour leur user, et non pour vendre, les demeurans ès villes qui payent audit seigneur archevesque droict de poyture, qui seront cy-après dénommées; excepté toutesfois que lesdits demeurans èsdites villes de poyture qui ne sont nobles, ou clercs, doivent ledit droict de tounyeu en tout temps de fruict, foing, vin et verjus, comme il sera cy-après déclaré; et si doivent ledit droict de tounieu de toutes denrées qu'ils vendent ou acheptent en ladite ville de Reims, durant le temps appellé communément audit Reims *fusche marché*, dont les autres forains sont tenuz de payer ledit droict de tounyeu.

[§. 2. *De tounieu en temps*] *du fusche marché.*

Lequel fusche marché a cours deux fois l'an : c'est assavoir le samedy devant la Toussaincts, ou le samedy d'après, au choix du vicomte, pour ledict jour seulement; et commence depuis la minuict, et dure toute la journée; et a-on coustume de mettre ledit jour un tappis à la fenestre de ladite vicomté.

Et l'autre fois commence ledit fusche marché le samedy vigile de Pentecouste, jusques du samedy ensuivant en un mois, à minuict, et par ainsi dure cinq semaines. Et dresse-on une ramée devant la maison de la vicomté le lundy lendemain de la Pentecouste au poinct du jour, et l'abbé de Saint-Remy de Reims délivre quatre charettes de maye pour faire ladite ramée, et le vicomte lui doit pour ce seize deniers parisis.

[§. 3. *Du tounieu*] *des demourans ès villes de poyture.*

Laboureurs, ou gens de mestiers, qui sont clercs, ou de ville de poyture, ne sont tenuz payer tounyeu des oustils, ou instrumens, qu'ils acheptent pour servir à leurs labourages, ou mestiers.

Les clercs, ou demeurans ès villes payant poyture, qui tiennent terres arables, ou autres héritages à louage, ne sont tenuz payer tounyeu des choses qu'ils vendent venans desdits héritages, excepté fruict, foing, vin et verjus, dont ceux des villes de poyture non nobles ne clercs sont tenus payer en tout temps. Et si sont tenuz payer de toutes autres choses subjectes au droict de tounyeu, durant les fusches marchez, comme dit et déclaré est dessus.

Les demeurans ès villes payant poyture qui acheptent à Reims vin à pots, bouteilles, flacons, barils, ou tonnelets moindres d'un demy-cacque, pour eux user, ne sont tenuz payer droit de vicomté en quelque temps que ce soit.

Les demeurans èsdites villes payant poyture peuvent achepter à Reims vaisseaux et fustailles, pour mettre vin procédant de leur creu, sans estre tenuz payer pour ce droict de vicomté.

Taverniers demeurans ès villes de poyture ne doivent rien pour les voires, chandelles, nappes et autres ustensiles servans à leurs tavernes, n'estoit qu'ils les achetassent en temps de fusche marché, et qu'ils ne fussent clercs. Mais en tout temps doivent de ce qu'ils acheptent pour distribuer et revendre en leursdites tavernes.

[§. 4. *Des habits et vestemens vestuz et affulez.*]

De tous habits, vestemens, affulures et chaussures, n'est rien deu par les achepteurs, quels qu'ils soient, ou de quelques lieux qu'ils soient, s'ils ont vestu, affulé ou chaussé lesdits habits quand ils partent de ladite ville de Reims.

[§. 5. *Des vivres que l'on emporte de Reims.*]

Ceux qui ont repeu en quelque hostellerie ou taverne, et reportent quelque chose du reste de la repue d'eux, ou de leurs bestes, soit foing, ou autre chose qui excède le prix de six deniers parisis, ne doivent pour ce rien, pour droict de tounyeu.

[§. 6. *Ceux qui sont subjects audit droit de tounieu.*]

Toutes autres personnes qui respectivement vendent ou acheptent en ladite ville de Reims, ès termes de ladite vicomté, sont tenuz pour raison des denrées et marchandises cy-après déclarées, payer et acquitter ledit droict de tounyeu tel qui s'ensuit; et premièrement :

[1°.] *Pelleterie.*

Le cent de peaux de toutes sauvagines, d'aigneaux, moutons, ou brebis, ou autres peaux servans à pelleterie, *ij deniers parisis.* Le demy-cent, et au-dessus jusques au cent, *j den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, et aussi au-dessoubs jusques à une pièce seule, excédant le prix de six deniers parisis, doit *obole parisis.*

Le tybre, *obole par.*

Une penne, manteau, ou pellisson de toute sauvagine, si elle est neufve, doit *ij den. par.*; et si elle est vieille, doit *obole par.*

Penne, manteau, pelisson, ou chapperon, d'aigneaux, soient vieux, ou neufs, doivent *obole par.*

[2°.] *Fripperies, draps, linges et appartenances.*

Une robbe doit *j den. par.*

Un chaperon, *obole par.*

La douzaine de chausses doit *ij den. par.* La demie-douzaine, et au-dessus jusques à la douzaine, *j den. par* Une paire seule doit *obole par.*; et ne monte plus haut jusques à la demie-douzaine, qui doit un denier parisis, et non plus jusques à la douzaine; et ainsi de demie-douzaine en demie-douzaine.

Le cent pesant de vieux drapeaux doit *ij den. par.* Le demy-cent, et au-dessus jusques au cent, *j den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, et aussi au-dessouz, s'il excède en prix six deniers parisis, doit *obole par.*

Le marchand forain qui vend draps à la foire de Coulture, doit d'entrée *ij den. par.*; et ne doit point de tounyeu du détail, la foire durant; mais s'il vend drap entier, il

doit *j den. par.*; et ainsi en montant de tous draps qu'il vendra entier. Du demy-drap, *obole par.*; et après la foire à la Coulture, il doit de chacune pièce de détail *obole par.*; et du drap, ou demy-drap, comme dict est dessus.

Un pourpoint, ou plusieurs jusques à la demie-douzaine, doit *obole par.* La demie-douzaine, et au-dessus jusques à la douzaine, doit *j den. par.* La douzaine de pourpoints doit *ij den. par.*

Chemises, draps à licts, couvre-chefs, nappes, serviettes et touailles, une pièce, et au-dessus jusques à la demie-douzaine, doit *obole par.* La demie-douzaine, et au-dessus jusques à la douzaine, doit *j den. par.*

La coulte, ou coultis à lict, ou à couchette, doit *j den. par.*

La coulte pour coussin doit *obole parisis.*

Un sac doit *obole par.*

La pièce de toille doit *obole par.*

La pièce de serviettes, nappes ou toilles, combien qu'il y en ait plusieurs, ne sont réputées que pour une pièce, si elles se vendoient à ladite pièce; mais si elles se détaillent, et vendent par loppins, chacune pièce de détail, si elle excède six deniers parisis, doit *obole par.*

[3°.] *Cuirs et Cordouan.*

La douzaine de Cordouan doit *ij den. par.* La demie-douzaine, et au-dessus jusques à la douzaine, doit *j den. par.*; et une par elle, et au-dessus jusques à la demie-douzaine, doit *obole par.*

La douzaine de bazannes, *ij den. par.* La demie-douzaine, et au-dessus jusques à la douzaine, doit *j den. par.* La pièce, et au-dessus jusques à la demie-douzaine, doit *obole par.*

Cuirs tannez autres que les dessusdits, chacune pièce, si elle vaut plus de six deniers parisis, doit *obole par.*

La tacre de cuir à poil doit *ij den. par.*

Le cent de peaux d'aigneaux, de brebis, doit *ij den. par.* Le demy-cent jusques au cent, *j den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, et aussi au-dessoubs jusques à une pièce, si elle excède six deniers parisis, doit *obole par.*

Le septier d'escorces doit *ij den. par.* La mine doit *j den. par.* Le quartel doit *obole parisis.*

Souliers faicts de savetiers, appellez souliers de la hart, doivent pour la paire *obole parisis*, et non plus.

[4°.] *Graisses et cires.*

La flacque de poix doit *obole par.*

Le cent de cire doit *iv den. par.* Le demy-cent jusques au cent, *ij den. par.* Le quarteron jusques au demy-cent, *j den. par.*; et au-dessoubs, *obole par.*, et non plus.

Le cent d'oing de forement, et saing en hollette, doit *ij den. par.* Le demy-cent jusques au cent, *j den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, et aussi au-dessouz dudit quarteron, doit *obole par.*, et non plus.

Saing fondu ne doit rien.

Le cent de cieuf doit *ij den. par.* Le demy-cent, jusques au cent, doit *j den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, et aussi au-dessoubs dudit quarteron, doit *obole parisis*, et non plus.

Le bacon de lard salé doit *j den. par.* La pièce coupée, si elle vaut plus de six deniers parisis, doit *obole parisis.*

La somme d'huile, à la somme de Chastillon, doit *iij den. par.* La somme de Reims doit *ij den. par.*

Le muid de miel, au muid de Reims, doit *ij den. par.*; au muid d'Auxerre, *iv den. parisis.*

Le cent de fourmages de presse entiers doit *iv den. par.* et *j fourmage.* Le demy-cent, et au-dessus jusques au cent, doit *ij den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, *j den. par.*; et au-dessoubs, *obole*, et non plus. Et n'en est deu fourmage, s'il n'y en a un cent.

[5°.] *Plomb, estaim, et appartenances, en masse, et non ouvré.*

Le cent d'estaim, non ouvré, doit *iv den. par.* Le demy-cent jusques au cent, *ij den.*

par. Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, doit *j den. par.*; et au-dessoubs, *obole*, et non plus.

Le cent de plomb, non ouvré, doit *ij den. par.* Le demy-cent, et au-dessus jusques au cent, doit *j den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, et aussi au-dessoubs, doit *obole par.*, et non plus; et s'il est ouvré ne doit rien.

Le cent de cuivre, et de métail, non ouvré, doit *iv den. par.* Le demy-cent, jusques au cent, doit *ij den. par.* Le quarteron, jusques au demy-cent, doit *j den. par.* Et au-dessoubs dudit quarteron, s'il excède six deniers parisis, doit *obole par.*

[6°.] *Chaudronniers, et potiers de cuivre.*

Les chaudronniers, et potiers de cuivre, doivent, pour estalage durant la foire de Coulture, *ij den. par.*, et non plus; et la foire passée, ils doivent de ce qu'ils achètent, du cent pesant, *iv den. par.* Du demy-cent, et au-dessus jusques au cent, doivent *ij den. par.* Du quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, doivent *j den. par.*; et au-dessoubs, *obole par.*, et non plus.

[7°.] *Laine, fil et chanvre.*

Le cent de laine doit *iv den. par.* Le demy-cent, et au-dessus jusques au cent, doit *ij den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, doit *j den. par.*; et au-dessoubs dudit quarteron, s'il excède le prix de six deniers parisis, doit *obole par.*, et non plus.

Le cent de fil de chanvre, de laine, ou de lin, doit *iv den par.* Le demy-cent, et au-dessus jusques au cent, doit *ij den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, doit *j den. par.*; et au-dessoubs du quarteron, s'il excède six deniers parisis, doit *obole par.*

Ceux qui ameinent vendre chanvre à Reims sur char doivent *iv den. par.* La charrette doit *ij den. par.* Le cheval doit *j den. par.* La collée doit *obole par.*

Le cent de chief de chanvre acheptè à Reims, et mené hors, doit *iv den. par.* Le demy-cent, et au-dessus jusques au cent, doit *ij den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, doit *j den. par.*; et au-dessoubs, *obole par.*

Mais si la chanvre acheptée n'estoit en chiefs, ains estoit chanvre masle, l'achepteur doit pour le char *iv den. par.* La charrette doit *ij den. par.* Le cheval, *j den. par.* La collée, *obole par.*

Celuy qui vend fil en détail doit pour sa monstre *j den. par.*

Le forain qui vend lin doit pour sa monstre *j den. par.*

Le cent de lignement doit *ij den. par.* Le demy-cent doit *j den. par.* Le quarteron, et au-dessoubs, s'il excède en prix six deniers parisis, doit *obole par.*, et non plus.

Le cent d'estouppes doit *obole par.*

Le cent de bourre de poil de cerf doit *ij den. par.* Le demy-cent, et au-dessus jusques au cent, doit *j den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demi-cent, et aussi au-dessoubs, s'il excède en prix six deniers parisis, doit *obole par.*, et non plus.

Celuy qui ameine vendre à Reims corde de thil sur un char doit *ij chiefs*; et la charette, *j chief.*

La douzaine de sangles doit *ij den. par.* La demie-douzaine, et au-dessus jusqu'à la douzaine, doit *j den. par.*; et au-dessoubs, doit *obole par.*

La douzaine d'estamines doit *viij den. par.* La demie-douzaine, et au-dessus jusques à la douzaine, doit *iv den. par.* Une pièce entière, *j den. par.* Deux pièces, *ij den. par.*; et ne monte plus hault jusques à la demie-douzaine, qui doit *iv den. par.* Une pièce couppée doit *obole par.*

[8°.] *Mercerie.*

Le cent de hanaps de fust doit *ij den. par.* Les hanaps de madre ne doivent rien.

Le mercier forain qui porte tablette doit pour chacune semaine *obole par.*

Le mercier qui vend à estail doit pour semaine *obole par.*; et s'il vend pignes, doit pour semaine *j den. par.*

Un cabas de figues doit *ij den. par.*

Un cabas de raisins doit *ij den. par.*

Une casse d'amandes doit *iv den. par.*

Une balle d'alun doit *ij den. par.*

Une casse de ris doit *iij oboles par.*

Le forain qui vend pommes de Grenade doit pour semaine *obole par.*

Le forain qui vend queux à esguiser doit pour semaine *j den. par.*

Le forain qui vend quenouilles, s'il en vend jusques à une douzaine, doit *j quenouille.*

Le forain qui vend saces, ou crules, s'il en vend jusques à une douzaine, doit *j sace.*

La douzaine de chapeaux de feustre doit *ij den. par.* La demie-douzaine, *j den. par.*; et au-dessoubs de la demie-douzaine, *obole parisis.*

La douzaine de bonnets doit *ij den. par.* La demie-douzaine, et au-dessus jusques à la douzaine, doit *j den. par.*; et au-dessoubs, *obole par.*, et non plus.

Le cent de chappeaux d'estrain, ou de thil, doit *ij den. par.* Le demy-cent, et au-dessus jusques au cent, doit *j den. par.*; et au-dessoubs, s'il excède six deniers parisis, doit *obole par.*, et non plus. Le chappeau par luy, s'il excède six deniers parisis, doit *obole par.*

La douzaine de toyettes à oreillers, et au-dessoubs, doit *obole par.*

Une sarge, ou un tapis, pris à la Trizande, doit *j den. par.*; et en Neufve Rue, ou ailleurs, *obole par.*

Le char de chardons doit *iv den. par.* La charette doit *ij den par.* Le cheval doit *j den. par.* La collée, *obole par.*

La grosse douzaine de tissus, *ij den. par.* La demie-grosse, *j den. par.*; et au-dessoubs, *obole par.*, et non plus.

Le cent de vin-pierre doit *iv den. par.* Le demy-cent, et au-dessus jusques au cent, doit *ij den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, *j den. par.*; et au-dessoubs, *obole*, et non plus.

Le char de sénevé paré doit *iv den. par.* La charette doit *ij den. par.* Le sommier, *j den. par.* La collée, *obole par.*

Le char de séneveuse doit *iv den. par.* La charrette, *ij den. par.* Le sommier, *j den. par.* La collée, *obole par.*

Le cent de wade doit *ij den. par.*

Le cent de garance, *ij den. par.*

Le cent de sandres, *j den. par.*

Le faix de voires, *ij den. par.*; et au-dessoubs, *obole par.*

[9°.] *Pots de terre et godets.*

Le char qui ameine vendre à Reims pots de terre et godets doit *ij deniers par.* et *deux pièces* de celles dont il aura le plus sur son char. La charrette, *j den. par.* et *j pièce.* Le sommier, et le collier, *obole par.*

[10°.] *Fuzeaux et vertillons.*

Le char qui ameine vendre à Reims fuzeaux et vertillons doit *iv den. par.* La charette, *ij den. par.* Le sommier, *j den. par.* Le collier, *obole par.*

Le char qui ameine flaunières doit *ij den. par.* et *j flaunière.* Le charrette, *j den. par.* et *flaunière.*

[11°.] *Plumes.*

Le lict, coulte, et coussin garny de plumes, doit *iij oboles par.* La coulte par elle, *j den. par.* Le coussin fourny de plumes doit *obole parisis.*

Le cent de plumes doit *iij oboles par.* Le demy-cent, jusques au cent, doit *obole et demie par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, et aussi au-dessouz, *obole par.*, et non plus.

[12°] *Marrien et fustaille.*

Escuelles, plateaux, et telles futailles, le char, doit *iv den. par.* Le charrette, *ij den. par.* Le sommier, *j den. par.* La collée, *obole par.*

Le char qui ameine ozières doit *iv den. parisis.* La charette, *ij den. par.* Le sommier, *j den. par.* La collée, *obole par.*

La douzaine de chayères de fust, et au-dessouz, *obole par.*

Le char qui meine marrien doit *j den. par.* La charette, *obole par.*; et quand il est fusche marché, le char doit *v den. par.*; la charette, *ij den. obole par.*

Le char qui ameine et vend chevrons par les fusches marchez doit *j chevron*, ou *xij den. par.*, à son choix.

Le char qui ameine planches doit *j den. par.* La charrette, *obole par.*; et quand il est fusche marché, le char doit *ij planches*; la charrette, *j planche*, ou pour chacune planche, *vj den. par.*, au choix du debteur.

Le char qui ameine douvles, banchés, rais, et aulnes, doit *j den. par.* La charrette doit *obole par.*; et quand il est fusche marché, doit *v pièces*, ny des meilleures, ny des moindres; et la charrette, *iij pièces*.

Le char qui ameine lattes doit *j den. par.* La charrette, *obole par.*; et quand il est fusche marché, le char doit *v lattes*; la charrette, *iij lattes*. Le char qui ameine aissis doit *ij aissis* et *j den. par.* La charrette, *j aissy* et *obole par.*

Le char qui ameine cerceaux doit *iv den. par.* La charrette, *ij den. par.*

Un escrain ferré doit *ij den. par.*

Un coffre, *j den. par.*

Un estuy, ou une huche, *obole par.*

Un tonneau, une queue, un poinsson, chacune pièce doit *obole par.*

Le char qui ameine bûches, doit *ij bûches*, quand il est estaplé au marché au blé, ou au marché au draps. La charrette, *j bûche*.

Le char qui ameine ramons doit *iv ramons*. La charrette, *ij ramons*. Le collier, *j ramon*.

Chacune pièce de nau doit *obole par.*

[13°.] *Bestes vives.*

Un cheval, une jument, une mulle, ou un mullet, chacun doit *iv den. par.*

Un asne doit *obole par.*

Un bœuf doit *j den. par.*

Une vache, un pourceau, doivent chacun *obole par.*

La douzaine de moutons doit *iv den. par.* Les six moutons, et dessus jusques à douze, *ij den. par.*; et au-dessoubs, *obole par.*

[14°.] *Fruict, foing, vin, et verjus.*

Le char qui ameine vendre à Reims fruict, foing, vin et verjus, doit *iv den. par.* La charrette doit *ij den. par.* Le sommier, *j den. par.* La collée, *obole par.*; et n'en sont exempts les demeurans ès villes de poyture, s'ils ne sont nobles, ou clercs, et que ce soit de leur creu, ou pour leur user.

La pièce de vin vendue en gros doit *ij den. parisis*, à prendre sur le vendeur; et quant au vin achepté, et mené hors, le char doit *iv den. par.* La charrette doit *ij den. par.*

Ceux qui ameinent vendre à Reims oignons doivent pour le char *un cent d'oignons*. Pour la charrette, *demy-cent d'oignons*. Pour le sommier, et pour la collée, *obole parisis*. Et y a en ladite vicomté mesure propre qui servoit anciennement au faict desdits oignons, quand on les vendoit à la mesure.

[15°.] *Grain, pain et gruys.*

Le char qui ameine vendre à Reims grain, pain, ou gruys, ou remeine hors, doit *iv den. par.* La charrette, *ij den. par.* Le sommier, *j den. par.* La collée, *obole par.*

[16°.] *Fer et acier.*

Le char qui ameine vendre à Reims fer doit *iv den. par.* La charrette, *ij den. par.* Le sommier, *j den. par.* Le collier, *obole par.*

Ceux de la ville de Reims, et de dehors, qui au temps des moissons vendent faucilles, doivent chacun an *j faucille*; et est tenu le vicomte livrer les estaulx.

Le tounelet d'acier, si on le vend en gros, doit *ij den. par.*; et si on le conte, chacune trentiesme doit *obole par.*

La paire de ferrures de roues, vendue en gros, doit *obole par.*

Et l'achepteur qui emmeine hors de Reims les denrées dessusdites sur un char, le char chargé doit *iv den. par.* La charrette, *ij den. par.* Le sommier, *j den. par.* La collée, *obole par.*

La somme de cloux amenée et vendue à Reims, doit *iij den. obole par.*

La mœulle à moulin doit *vj den. par.*; et celle à orfèvre, ou à mareschal, *obole par.*

[17°.] *Poisson de mer.*

Le cent de wippes doit *iv den. par.* et *j poisson.*

Le cent de maquereaux doit *iv den. par.* et *j poisson.*

La somme de mourue doit *ij sols par.*

La somme d'aigrefins doit *ij sols par.*

La somme d'alozes doit *ij sols par.* Le cent d'alozes doit *iij oboles par.*

La somme de pleys doit *j den. par.*

Un porc de mer doit *j den. par.*

Le forain qui achepte poisson sallé, la collée doit *obole par.*

La tonne de haranc blanc vendue en gros, *ij den. par.* Le haranc soit blanc, ou sor, qui se vend par compte, doit le millier *ij den. par.* Le demy-millier, et au-dessus jusques à un millier, doit *j den. par.*; et au-dessoubs, *obole par.*

[18°.] *Poisson d'eau douce.*

Le cent d'anguilles doit *iv den. par.* et *j anguille.* Le demy-cent, et au-dessus jusques au cent, *ij den. par.* Le quarteron, et au-dessus jusques au demy-cent, *j den. par.*; et au-dessoubs doit *obole par.*, et non plus.

Le char qui ameine autre poisson doit *iv den. par.* La charrette doit *ij den. par.* La somme doit *j den. par.* La collée doit *obole par.*

[§. 7.] *D'un char ou charrette qui n'a charge convenable, ne payera que pour portion.*

Les articles faisans mention de mener marchandises sur char ou charettes, tant en ce chapitre que ès autres chapitres, s'entendront quand il y aura charge convenable pour char ou pour charette, autrement payera l'acheteur le droict de vicomté, en ayant regard à la marchandise, et non aux chars ou charrettes. Et si plusieurs mettoient ferrures, ou autres marchandises subjectes à vicomté sur char ou charrette, chacun devroit, eu regard à ce qu'il y auroit, et non ausdicts chars ou charrettes, tellement que si plusieurs avoient pelleterie, ferrures, ou autres marchandises sur un char chargé de vin, ou autres marchandises appartenants à une autre personne, ils ne payeront sinon autant que si leurs marchandises estoient portées à col. Et partout où il est cy-dessus, ou cy-après, faicte mention de collée, par ce est entendu tout ce qui se porte autrement que à char, charrette, ou sommier, en quelque petite quantité que ce soit, si la denrée excède en prix principal six deniers parisis.

[§. 8.] *Des termes qu'il ne faut passer sans acquiter le droit de tounyeu, sur peine d'amende.*

Tous ceux qui ne sont privilégez, et exempts dudit droict de tounyeu, qui acheptent et vendent les denrées et marchandises dessus déclarées, sont tenuz, avant passer hors des termes de ladite vicomté, en faire les acquicts tels et ainsi que devant est escrit, sur peine de l'amende. Et s'ils sont trouvez hors desdits termes par les sergens de ladite vicomté, lesdits sergens les peuvent arrester, et ramener en la maison de la vicomté, pour être contraincts à satisfaire dudit droict de tounyeu, et de l'amende par eux encourue.

Et sont les termes de ladite vicomté, quant à la forfaicture de ladite amende, et de pouvoir faire lesdits arrests, du costé des portes de Dix-Lumière et Fleschambault, en la rue du Barbastre, une pierre où jadis souloit avoir une croix, un peu outre la porte Bazée, et environ le coing de la rue par laquelle on va à la croix Saincte-Bove, du costé des Augustins, où est mise une borne ou enseigne de trois pieds de hault, pour désigner ledit terme; et en Neufve Rue ledit terme est en la borne estant près le couvent du Val-des-Escoliers, laquelle sépare la terre de Saint-Remy contre celle de l'archevesché. Et quant aux autres portes, lesdits termes sont les premiers ponts-levys desdites portes, du costé de la ville.

Et néantmoins est à sçavoir que si aucun marchand forain, subject audit droict de tounyeu, vend dedans la terre et jurisdiction dudit seigneur archevesque, à un qui soit demeurant en ladite ville de Reims, hors les termes dessus désignez, ailleurs toutesfois qu'en la vicomté de Saint-Remy, vin, bois, foüées, marrien, foing, ou autre marchan-

dise qui se meine à charroy, il pourra mener en la maison de l'achepteur, et ne sera tenu ledit vendeur l'acquiter, si bon ne luy semble, jusques à ce qu'il l'aura deschargé en la maison dudit achepteur; mais après qu'il aura deschargé ladite marchandise, il sera tenu la venir acquitter ledit jour; et s'il se part hors de ladite ville, et il est trouvé hors les limites ledit jour, sans avoir acquitté, il sera tenu de payer ledit droict de tounyeu, et l'amende.

[§. 9.] *Les noms des villes appellées villes franches.*

Courcelles-lez-Reims.
Sainct-Brice.
La Neufville-lez-Reims.
Cormicy.
La Neufville-lez-Cormicy.
Sappigneul.
Aguillicourt-sur-Aixne.
Vrigny-à-la-Montaigne.
La ruë des déserts de Marsilly.
Les demeurans en la terre du Trésor, à Villers-Franqueux.
Tainqueux.

[§. 10.] *Les noms des villes qui payent poyture à monsieur de Reims.*

Aussonce.
Ardenay.
Auberive.

Burigny.
Brancecourt.
Bertricourt.
Boul-sur-Suippe.
Bermericourt.
Bouilly.
Betheny.
Bourgongue.
Brimontel.
Blaigny.
Beaumont.
Baconne.
Bezannes.
Bazancourt.
Brueil.
Beine.
Berru.
Brimont.

Cormonstrueil.
Champigny.
Cernay-lès-Reims.
Courmelois.
Caurel-lez-Lavanne.
Chenay.
Courville.
Coulommes-en-la-Montaigne.
Courcy.
Cauroy-lez-Hermonville.
Cruny.
Champfleury.
Courcelles-lez-Ronnay.
Courtaignon.

Espoye.
Espinoy.

Faverolles.
Flory-en-la-Montagne.
Fresne.

Germigny-en-la-Montagne.
Germigny-pend-la-Pie-lez-Machaut.
Gueux.

Heudregiville-Sainct-Masme.
Hermonville.
Hourges.

Isle.

Junchery-sur-Vesle.
Janvery.
Lavanne.
Livry.
Louvercy.
Le Mesnil-lez-Espinoy.
Les Maisneux-lès-Reims.
Labricongne.
Loivre.
Les Loges-Sainct-Basle.
Ludes.

Montigny-sur-Vesle.
Mombret.
Mouronvillier.
Mourmelon-le-Petit.
Mourmelon-le-Grand.
Muison-sur-Vesle.
Mont Sainct-Remy.
Mont Sainct-Pierre.
Mery.
Marfault.

Namptueil-la-Fosse.
Neufville devant Pommacle.
Nogent-l'Abbesse.
Nogent-en-la-Montagne.

Orainville.
Ormes.
Onrezy.

Prouilly.
Pargny.
Pévy.
Pauvre.
Puisieux.
Prunay.
Pommacle.
Pontfavergier.

Villersmarmery.
Witry.
Villers-Franqueux.
Vendueil.
Villedommange.
Venthelay.
Villiers-lez-Sainte-Frèze.
Veez-lès-Thuisy.

Verzy.
Villers-Allerant.
Warmeriville.
Verzenay et Mailly.
Villers-aux-Neuds.
Prosne.

Ruffy.
Rocquignicourt.
Ronnay.
Rilly et Chaigny.
Rommains.

Sainct-Estienne.
Sainct-Thierry.
Sainct-Liénard.
Saincte-Frèze et Clairiset.

Sainct-Hillier-le-Menissier.
Sacy-en-la-Montagne.
Septsaulx.
Sillery.
Savigny.
Selles.

Troispuis.
Thuisy.
Thilloy.
Tramery.
Trigny et Châlon-sur-Vesle.
Taissy.
Tourcelles.
Treslon.

Lesquelles poytures sont du domaine de ladite vicomté, mais dès a long-temps les prédécesseurs dudit seigneur archevesque les ont faict recevoir par les receveurs du temporel dudit archevesché.

[III.] VINAGES ET TRAVERS.

Audit seigneur archevesque, à cause de ladite vicomté, appartient un autre droict, appellé vinages, ou travers, qui est tel, que de toutes denrées, marchandises, et autres choses cy-après déclarées, qui sont traversées par le grand chemin conduisant de Reims au Bacq, entre la ville de Reims, et le moulin à vent de Thil, estant sur ledit grand chemin; ou par le grand chemin conduisant de Reims à Vaulxdestrez, entre Reims et la fin du terroir de Cernay; ou par les villes et terroir de Nogent, ou Beine; ou par le grand chemin conduisant de Reims aux Deux-Maisons, entre la ville de Reims et la Motte estant près la maison et cense de Ponvray; ou par les autres chemins et destroits accoustumez d'ancienneté, est deub droict de travers, comme il sera cy-après déclaré.

A la vicomté de Reims se cueille ledit droict de travers, de ce qui est traversé par ladite ville; et de ce qui est traversé hors la ville de Reims, il y a commis de par le vicomte de Reims, pour recueiller ledit droict, ès villages de Sillery, Cernay, Nogent, Beine, la Neufville-lez-Reims, Villers-Sainte-Anne, Sainct-Thiery, Thil, et Pouillon. Et qui traverse lesdits chemins, ou autres destroits, sans acquitter ledit droit de travers, il enchet en amende de soixante sols parisis envers ledit seigneur archevesque, ou son vicomte; et si est tenu payer ledit droict de travers.

Et est à sçavoir qu'en l'an il y a deux quinzaines, durant lesquelles pour le vinage ou travers, est deu plus grand droit qu'en autre temps, comme cy-après sera déclaré; dont l'une des quinzaines commence le mardy après la Sainct-Martin-de-Bouillant, à minuict, et dure quinze jours; et l'autre quinzaine commence le jour de la Commémoration des trespassez, à minuit, et dure quinze jours.

[§. I.] *S'ensuivent les denrées, marchandises, et autres choses, desquelles est deu le droict de travers.*

Le char qui meine graisse, cire, miel, ou avoir de poix qui s'ensuivent : c'est à sçavoir cieuf, chanvre, ris, poyvre, gingembre, et

toutes espiceries, graines de paradis, plumes, batterie en fourrure, oing, ou lard, doit *ij sols par.* La charrette doit *xij den. par.* Le cheval à somme doit *vj den. par.*

Lictz pour vendre ne sont point estimez pour avoir de poix, combien qu'ils soient pleins de plumes, mais s'acquittent comme les choses contenues en l'article subséquent.

Le char qui meine vin, laines, linges, licts, filez, toilles, waydes, garence, poisson, acier, fer, cuivre, airain, estaim, cuirs, peaux, pelleterie, mercerie meslée, figues, raisins, succre, sarge, tappis, ostades, ostadines, draps d'or, draps d'argent, draps de veloux, draps de soye, draps de laine, morues, harancs, saulmons, macquereaux sallez, et autre poisson de mer, batterie ferrée, ou mœulles à moulin, doit *xij den. par.* La charette doit *vj den. par.* Le sommier doit *iij den. par.*

Mais toutesfois si aucuns allans aux festes et nopces portans estaim, batterie, ou autres meubles en petite quantité pour donner aux nouveaux mariez, ou autres, sans fraude, ne seront tenuz dudit droict de travers, combien qu'ils traversent par lesdits chemins et destroits.

Le char qui meine grains, pains, fustailles, fruicts, flaunières, pots de terre, et godets, marrien à vin, froumages de wain, et de presse, doit *viij den. par.* La charrette doit *iv den. par.* Un cheval à destre, une jument, une mulle, ou un mullet, doivent chacun *iv den. parisis.* Un asne ou asnesse doit *iij den. par.* Le brouttier et le collier doivent *obole parisis.*

La douzaine de bœufs, vaches, porcs, moutons, brebis, aigneaulx, et autres bestes à pieds fourchiez, doit *iv den. par.* La demie-douzaine, et au-dessus jusques à la douzaine, doit *ij den. par.*; et au-dessoubs de ladite demie-douzaine, *j den. par.*

Ledict droict de travers est deub, comme dict est dessus, de ce qui est traversé durant l'année, excepté durant les deux quinzaines dessusdites que l'on appelle le gros travers, dont l'une commence le mardy après la Sainct-Martin-de-Bouillant, et dure quinze jours, et l'autre commence le jour de la Commémoration des âmes, à minuict, et dure quinze jours comme dict est; durant lesquels gros travers, les denrées ou marchandises dont le char doit ij sols parisis en autre saison, si elles vont en Champaigne, ou reviennent, doivent pour ledit char *xiv sols par.* Pour la charrette, *vij sols par.* Pour le sommier, *xviij den. par.*

Et les denrées qui payent en autre saison xij deniers parisis pour char, doivent pour char *vij sols par.* La charrette *iij sols vj den. par.* Le cheval qui porte somme, *viij den. par.* Le brouttier et le collier, *iij oboles parisis.*

Un cheval à destre, une jument, un mullet, une mulle, doit *viij den. par.* Un asne ou une asnesse doit *iij den. par.*

[IV.] AUTRES DROICTS APPARTENANS AUDIT SEIGNEUR ARCHEVESQUE A CAUSE DE SA VICOMTÉ.

[§. I. *Ce que doivent les habitans à Monsieur de Reims.*]

Chacun habitant de Reims, non bourgeois du corps de l'Eschevinage, habitans aussi des fauxbourgs de Porte-Chacre, Clemarest, et Vrilly, non clerc, ou non noble, est tenu et redevable chacun an, au jour Sainct-Martin, de iij deniers de vente qui doivent queste; lequel droict se cueille communément entre la Sainct-Martin et Noël; et les défaillans à payer ledit droict après qu'ils en ont esté requis de par le vicomte, ou son commis à recevoir ledit droict, sont tenuz d'amende de quatre deniers par., et à payer ledit droict. Pour lesquels droits et amendes le sergent de la vicomté peut faire exécution des meubles appartenans au redevable, en ayant par luy obtenu assistance des mayeurs ou autres officiers des justices autres que dudit seigneur archevesque.

Dudit droict sont francs et exempts les eschevins dudict Reims, les bourgeois du corps de l'Eschevinage dudict Reims, les clercs, nobles, ouvriers de navette, les mosniers, les francs-sergens du chapitre de Reims, les bourgeois à chanoines, bouchiers,

cordonniers, et bourgeois du vidasme dudit Reims.

[§. 2. *Ce que doivent les bouchers de Reims.*]

Chacun bouchier vendant chair à la boucherie de Reims, est tenu chacun an envers ledit seigneur archevesque, de *iij den. par.*, à payer un à Pasques, un autre à la Pentecoste, et le tiers la nuict de Noël; et c'est sans queste.

[§. 3. *Ce que doivent les revendeurs de sel.*]

Les revendeurs de sel par le menu, en la terre dudit seigneur archevesque, doivent chacun an, au jour du my-caresme, *xij den. par.*; et doivent queste.

[§. 4. *Ce que doivent les vendeurs d'huile.*]

Ceux qui vendent huilles à Reims en la jurisdiction de mondit seigneur l'archevesque, sont tenuz chacun an, le jour des Cendres, apporter leurs mesures à la vicomté de Reims pour les adjuster; et pour ce doit chacun d'eux, *j den. par.*

[§. 5. *Du droit de crier le vin.*]

Ledit seigneur archevesque, à cause de sadite vicomté, a droict de faire crier par ses officiers de la vicomté, le vin que l'on vend en détail en ladite ville de Reims, en la seigneurie et jurisdiction dudit seigneur; et a pour son droict ledit vicomte, *un pot de vin*, ou *l'argent d'un pot de vin*, au prix qu'il a esté crié, au choix du debteur. Lequel droict ledit vicomte a coustume bailler à ferme à aucuns de ses sergens.

[§. 6. *Du droit d'adjuster les mesures.*]

Ledit vicomte a droict d'adjuster toutes mesures, et poids, en la terre et seigneurie dudit seigneur archevesque. Et quand les poids ou mesures d'aucuns marchands sont pris par justice pour sçavoir s'ils sont bons et justes, on les doit apporter en la maison de ladite vicomté, et les adjuster aux poids et mesures qui y sont; et s'ils sont trouvez justes, sont renduz à la partie sans fraiz; et s'ils sont trop petits, ils sont confisquez au vicomte; et s'ils sont trop grands, n'y a confiscation, mais sont adjustez, et renduz aux parties. Et quant aux amendes deues pour lesdites mesures, soient trop grandes ou trop petites, elles appartiennent au prévost, et ne sont de la ferme de la vicomté.

Le quartel à bled tient quatorze quartes.

Le quartel à avoine, à pois, à febves, à orge, tient dix-sept quartes.

Le séneve, pois, vesses, et menues semailles, se mesurent au quartel à avoine.

La mesure à oignons tient huict quartels à bled, un oignon sur le bord.

La mesure à noix, à caurines, et à pommes, est un ennelet qui tient bien un large quartel à avoine.

La mesure d'un septier de charbon tient huict quartels de bled à comble; et pour adjuster la mesure, le vicomte a droict d'un septier de charbon.

Les fiens qui se font au marché au bled appartiennent au vicomte, à la charge de tenir le marché net.

[§. 7.] *Du droit d'avenage de bourgeoisie.*

Item, mondit seigneur, à cause de sadite vicomté, a droict de composer ou advancer [*sic*, advener?] les habitans dudict Reims non bourgeois, qui veulent estre du nombre et corps de l'Eschevinage de Reims; et moyennant ce ils sont bourgeois, et jouissent des priviléges dont les autres habitans bourgeois dudict Reims ont accoustumé de jouyr de toute ancienneté.

[TITRE II.

GARANTIES DES CONTRIBUABLES.]

[I. ORDONNANCES RELATIVES A LA PERCEPTION DES DROITS DE VICOMTÉ.]

Et pour oster les abus qui se pourroient commettre à l'exercice, cueillette, et pour-

suitte des droicts de ladicte vicomté, ont esté, par ledit seigneur archevesque, faictes et constituées les ordonnances qui s'ensuivent.

[§. 1. *Que les fermiers perçoivent par eux en leurs personnes.*]

Et premièrement : Que les fermiers de ladite vicomté, qui sont, et seront le temps advenir, ayent à recevoir les droicts de ladite vicomté par eux en leurs personnes, ou par gens entenduz et raisonnables, qui puissent advertir desdits droicts ceux qui viendront à eux pour les acquitter.

[§. 2. *Que les fermiers interrogent ceux qui ne doivent rien, ou qui doivent.*]

Item, que celui qui recevra lesdicts droicts ait à interroger ceux qui viendront pour acquitter, et ne seront certains de ce qu'ils doivent, du lieu dont ils sont, s'ils sont nobles, ou clercs, et si ce qu'ils ont vendu vient de leur creu, ou ce qu'ils ont achepté est pour leur user, ou pour donner, sans fraudes. Et s'il trouve qu'ils ne doivent rien, qu'il les renvoye, et leur dise qu'ils ne doivent rien, sans les laisser incertains et en doubte.

[§. 3. *De rendre le change en payant à ladite vicomté.*]

Item, pour ce que les droicts de ladicte vicomté consistent en deniers et oboles parisis, et que les redevables n'ont tousjours monnoye à point pour payer justement ce qu'ils doivent, ordonné est ausdits fermiers, ou à leurs commis, que aux dessusdicts ils rendent change si possible est, ou sinon qu'ils leur baillent quelque petite enseigne, autre que celle qu'ils ont accoustumé bailler pour l'acquict principal. Laquelle enseigne dénotera ce qui aura esté trop payé; et en icelle rapportant, ou faisant rapporter, en ladite vicomté, elle vaudra paye et acquit de ce qu'elle dénotera. Et ne pourront les sergens de ladite vicomté qui seront aux portes, prendre ne retenir ladite petite enseigne.

[§. 4. *Que le marché soit fourni de mesures.*]

Item, que lesdits fermiers fournissent le marché de crestes, quartels et mesures, à suffisance, pour mesurer le grain que l'on y amènera vendre, sur peine, en leur défaut, de recouvrer sur eux par les marchands qui y amèneront vendre grains, leurs despens, dommages et intérests.

[§. 5. *Des mesureurs de grains.*]

Item, que les mesureurs, sergens, ou varlets de ladicte vicomté entendent diligemment à mesurer lesdits grains bien et loyaument, tant au profit du vendeur que de l'achepteur; et en ce faisant qu'ils emplissent le quartel, le ruisselent, et jettent au sac du marchand achepteur, sans prendre autre droict ou profit que le droict de sterlage, tel que déclaré est dessus; mesmes qu'ils ne prennent argent, ou autre chose, pour emplir ledit quartel, et après qu'il est ruisselé, le jetter et vuider au sac, ne autrement, soubs quelque couleur que ce soit, supposé que les vendeurs, ou achepteurs, dudit grain, s'offrent de leur en donner libéralement aucune chose ; et ce sur peine de rendre et restituer ce qu'ils en auront pris au quadruple ; et d'en estre punis corporellement, et publiquement, ou autrement comme il appartiendra par raison.

[§. 6. *Des sergens ou valets.*]

Item, que lesdits sergens, ou varlets, ne lèvent aucune chose de quelques gens que ce soit, soubs nom ou couleur des veilles, ou autrement.

Item, quand ils arresteront quelques uns ès passages et destroits de ladite vicomté, pour défault d'avoir acquitté lesdits droicts, que avant l'emprisonnement ils les meinent tout droict à ladite vicomté.

Item, que èsdits destroits et passages ils n'arrestent, molestent, ou travaillent les gens des villes franches, ne semblablement les nobles, clercs, ou demeurans ès villes de poyture pour ce qu'ils auront vendu, et affermeront estre de leur creu, ou pour ce

qu'ils auront achepté, et affermeront estre pour leur user, selon ce que dessus est déclaré; et aussi qu'ils n'arrestent ou molestent quelques personnes pour autres denrées que celles qui sont dessus exprimées; et que soubs ombre de ce, ils n'exigent par menaces, ou contraintes, et ne prennent par dons, ou autrement, directement, ou indirectement, argent, vin, ne autres choses quelconques, sur peine de le restituer au quadruple, et d'estre puniz publiquement comme concusseurs et larrons.

Item, et afin que les fermiers de ladite vicomté pourvoyent à ne commettre aucuns sergens, ou varlets, qui ne soient rescéans et fidelles, ordonné est que lesdits fermiers seront tenuz des faicts desdits sergens ou autres leurs commis, quant à la restitution et intérest civil des parties, quand lesdits sergens ou commis n'auroient de quoy pour satisfaire.

[II. L'ACCORD DESDITS DROITS.]

Ce fut faict et accordé entre les parties, s'il plaist au Roy et à la cour de parlement, le vingt-quatriesme jour du mois d'octobre, l'an mil cinq cens vingt-deux. Ainsi signé, ROBERT, archevesque et duc de Reims; Jean de la Fontaine, lieutenant de la capitainerie de Reims; Jean Pioche, procureur des habitans de Reims; Nicolas Goujon, prévost de l'eschevinage; Gérard Florinier, receveur des deniers communs; maistre Martin Chuffet, esleu de Reims; Jean de Serval, marchand; Nicolas Forest, marchand; Hubert Cauchon, escuyer, seigneur de Sillery; maistre Jacques Frémin, bailly de Chasteau, et eschevin dudit Reims; et Nicolas Verjeur, escuyer, grenetier de Cormicy.

Depuis cedit présent accord faict et signé, iceluy accord a esté présenté à la cour de parlement pour iceluy esmologuer; laquelle cour n'a voulu ce faire, pour ce qu'iceluy traicté n'estoit recognu et passé par-devant notaires; pourquoy le dernier jour du mois de décembre, mil cinq cens vingt-deux, iceluy accord a esté passé par forme de transaction par mondit seigneur de Reims, et par les habitans de ladite ville assemblez en leur hostel-de-ville, grossoyé de la main Nicolas Belle-Jeune, et signé; et aussi signé de Gérard Charpentier, tous deux notaires royaux au bailliage de Vermandois.

[III. DES TRIBUTS ET AMENDES QUE L'ON LEVOIT AUPARAVANT L'ACCORD.]

Ce présent livre, et les semblables, contenans l'accord faict par les habitans de Reims avec monseigneur l'archevesque et duc dudit Reims, pour les droicts appartenans à la vicomté d'icelle ville, et pour les amendes dues par faute d'acquitter iceux droicts, ont esté faicts en l'an mil cinq cens vingt-deux; et la poursuite des procès commencée par Jean Pioche, procureur des habitans d'icelle ville, dès l'an mil cinq cens et douze, et continuée par ledit Pioche jusques au jour dudit accord; en laquelle poursuitte tant a esté procédé en la cour de parlement, que les parties avoient baillé leurs faicts et raisons par escrit, et accepté pour commissaires à faire leurs enquestes l'un des conseillers de ladite cour.

Et les causes principales de ladite poursuitte avoient esté, pour ce que indifféremment de toutes choses acheptées, ou vendues, audit Reims, par forains non privilégiez, aucuns fermiers qui ont tenu puis vingt ans ladite vicomté, en vouloient exiger quelque tribut, et amende de soixante sols parisis par faute de le payer.

Item, soubs ombre que lesdits fermiers disoient avoir droit de lever de toutes marchandises que l'on vend et achepte au cent, quatre deniers parisis du cent, et une obole parisis de la pièce, ils prenoient quand il n'y avoit de telle marchandise jusques à un cent, obole parisis de chacune pièce soubs ledit cent; tellement que de neuf pièces, ils prenoient plus que d'un cent, et de dix-huict pièces, plus que de deux cents.

Item, qu'ils levoient tribut de toute espicerie que l'on vendoit ou acheptoit audit

Reims, et amende de soixante sols parisis par faute d'en faire l'acquict.

Item, soubs ombre qu'ils maintenoient avoir tribut sur les fromages de presse, ils levoient ledit tribut de tous autres fromages, et amende de soixante sols parisis.

Item, levoient de chacun char d'oignons, quatre cens, et pareille amende que dessus.

Item, levoient semblable droict d'un char chargé seulement d'un barreau de fer, ou d'autre marchandise, comme s'il y eust eu pleine charge de l'une desdites marchandises. Et s'il y avoit de plusieurs sortes de marchandises, ils levoient de chacune quatre deniers parisis du char. Et s'il y avoit d'une seule sorte de marchandise appartenant à plusieurs personnes, ils faisoient payer à chacun quatre deniers parisis, supposé que tout fust sur un char, et que le char de telle marchandise ne deust que quatre deniers parisis ; et tousjours amende de soixante sols parisis à faute de payement.

Item, qu'ils faisoient payer de tous habillements que les forains avoient vestu, chaussé, ou affulé, quelque tribut ; et amende de soixante sols parisis pour faute de payement.

Item, levoient pareil droict sur cervoise et sur citre, que sur vin ; et amende de soixante sols parisis à faute de l'acquiter.

Item, levoient les varlets de ladite vicomté, outre le droict de sterlage, quelque argent pour leurs peines de mesurer, et n'avoient autres gages desdits fermiers, et en pouvoient lever par an plus de deux cens livres parisis. Et si levoient iceux sergens droict de veilles, soubs ombre de quoy ils levoient chacun an plus de cinquante livres parisis, et faisoient plusieurs travaux au peuple.

Item, levoient lesdits fermiers au lieu d'une obole parisis, un denier tournois ; au lieu d'un denier parisis, deux deniers tournois ; au lieu de deux deniers parisis, trois deniers tournois : qui estoit lever de cinq, huict. Et si levoient de toute mercerie indifféremment quelque tribut, et tousjours amende de soixante sols parisis par faute d'acquit. Et tellement que tous marchands et autres gens craignoient à achepter ou vendre aucune chose audit Reims. Et pour ce qu'on cognoissoit clerement que si lesdites exactions eussent eu durée, ladite ville estoit en dangier de tomber en ruine, pour à quoy obvier ledit Pioche, après plusieurs informations par luy faictes desdites exactions et procez commencez en divers lieux, se seroit, en la compagnie de plusieurs notables personnages, nobles, conseillers, marchands, retiré par-devers ledit seigneur archevesque, et luy auroit remonstré bien au long, et par plusieurs fois, lesdites exactions, qui bénignement les auroit ouy. Et finablement après plusieurs remonstrances, et gens déléguez d'une part et d'autre à veoir et enquerir desdits différents, ont esté faictes et accordées les choses contenuës en cedit présent livre, et ès semblables.

Laus Deo.

Cy finissent les ordonnances des droicts deubs par les marchands tant en achetant come en vendant marchandises en la ville de Reims, à très révérend père en Dieu monsieur l'archevesque et duc de Reims, premier pair de France, et abbé de Sainct-Remy dudict Reims, à cause de sa vicomté d'icelle ville de Reims, et pour les amendes deues à faute de non acquiter iceux droicts ; lesquelles furent accordées par ledit seigneur, et les manans et habitans, et Jean Pioche, procureur d'icelle ville, le dernier jour du mois de décembre, l'an mil cinq cens vingt-deux. Et furent esmologuées par la Cour de parlement, le vingt-huictiesme jour du mois de mars, l'an mil cinq cens vingt-trois. Et furent achevées d'imprimer pour la première impression, le vingt-troisième jour du mois de mars, l'an mil cinq cens vingt-quatre, par Jacques Niverd, imprimeur et libraire, demeurant à Paris, en la rue de la Juifrie, à l'image saint Pierre, et à la première porte du Palais.

SECONDE PARTIE.

[INDICE DES MATIÈRES CONTENUES AUX CHAPITRES DE LA SECONDE PARTIE DES PRÉSENTES COUSTUMES.]

[1] Le manuscrit porte : *ès actions personnelles* et ypothécaires, *esquelles, etc.*

[XI.] Des exécutions et pensions pour le louyer des maisons [et?] des héritaiges.

[XII.] Des procès en cas de saisine et de nouvellletté.

[XIII.] Des procès en cas de simple saisyne.

[XIV.] Des procès en action pétitoire.

[XV.] Des procès en cas d'appel et d'attemptas, et des amandes des appeaulx.

[XVI.] Des procès criminelz.

[XVII.] Des procès en matière de pugnition de crisme imposé.

[XVIII.] De quoy est tenue de faire prompte foy en jugement la partye litigante.

[XIX.] Des discontinuacions des causes et procès.

[XX.] Des procès sur la tauxacion de despens.

La seconde partye de ce présent traictié contient les stilles, usaiges, et communes observances, des cours layes et séculiers, et dont l'en use ès procès et litiges.

Pour congnoistre ceste matière, fault présuposer comme vray est que la seigneurye temporelle, jurisdition, et justice séculier, des villes, citez et faubourgs de Reims, appartient de toutte ancienetté à gens d'église, soubz le ressort et souverainetté du Roy nostre sire.

C'est assavoir pour la plus grant partye à monseigneur l'archevesque, duc de Reims, premier père de France, lequel y a bailly, prévost, vicomte, douze eschevins, et pluseurs sergens de ses baillage, prévosté, vicomté, et eschevinaige.

Pour autre partye à messeigneurs les prévost, doyen, chantre, et chappitre de l'église de Reims, lesquelz y sont [*sic*, ont?] deux séneschaulx, ung bailly, deux mayeurs, et pluseurs sergens; et avec ce ont aucuns des dignitez, et les singuliers chanoines d'icelle église, certaines jurisditions temporelles à plain déclairé en leur (?) traicté et compositions, et chacuns d'eulx son bailly, ou garde de justice, ou sergent.

Pour une autre partye à messeigneurs les religieux, abbé, et convent de Saint-Remy de Reims, lesquelz y ont bailly, mayeur, chastelains, six eschevins, et pluseurs sergens.

Et pour autre partye à messeigneurs les religieux, abbé, et convent de Saint-Nicaise de Reims, lesquelz y ont bailly, mayeur, et pluseurs sergens.

Et [*sic,* En?] chacunes de ses seigneuries, bans, et justices, ont lesdictz seigneurs, chacun endroict soy, touttes justices, haulte, moyenne, et basse, et touttes leurs cours et auditoires, esquelz les usaiges, stilz, et communes observances en plaidoirye, et exercices de juridiction, sont égaults et semblables, exeptez en aucuns cas qui seront ci-après déclairez.

[I.] *Des adjournemens et deffaulx ès actions personnelles, et des procès conduictz par deffault en désercion.*

[I.] Qui veult intenter en action personnelle contre aucun, il le doit faire adjourner par-devant son juge ordinaire, soubz lequel il est demeurant, couchant et levant, à jour certain et compectant, et par ung sergent de la jurisdition dudict juge, lequel sergent peult faire ledict adjournement à la seulle requeste du demandeur, sans commission par escript, ne ordonnance de bouche, du juge.

[II.] Au jour de l'adjournement, le demandeur qui l'a faict doit comparoir en jugement, en sa personne, ou par son procureur fondé de procuration en forme deu, et doit estre prest à faire sa demande, car il ne peult avoir délay d'absence de conseil; ou aultrement le deffendeur adjourné, qui doit comparoir semblablement comme le demandeur, auroit, s'il le requiert, congé de court, et condempnation de despens, contre lequel demandeur non comparant, ou nom procéder [*sic,* procédant?], comme il doit.

[III.] Se le demandeur est comparant, et non le deffendeur, icelluy demandeur aura deffault contre luy, portant tel prouffict [que le deffendeur?] sera [décheu?] de touttes exeptions déclinatoires, et tenu des despens du deffault, la taxation d'iceulx réservée en diffinitive; et pour veoir adjuger ce prouffit, et procéder en la cause principalle

dont deppend le deffault, le demandeur le peult faire r'adjourner à autre jour compectant, par vertu de commission par escript, quant aux audithoires où en plaide par escript.

[IV.] Se au jour dudict r'adjournement le deffendeur ne vient, le demandeur aura second deffault contre luy, à tel prouffit que le deffendeur sera décheu de touttes ses exeptions dilatoires, et tenu des dépens dudict second deffault, la taxation d'iceulx réservée en diffinitive; et le fera le demandeur r'adjourner par vertu de commission [par escript?], ainsi que dit est, ès audithoires où l'on plaide par escript, pour veoir adjuger le prouffit dudict second deffault de procéder en ladicte cause principalle, selon [qu'il appartiendra par raison?]

[V.] Au jour duquel second r'adjournement, se le deffendeur ne vyent, et compart, le demandeur comparant aura tous deffaulx, à tel prouffitz que le demandeur sera descheu de touttes exeptions péremptoires; et tenu des despens dudict deffault, la taxation réservée comme devant; et le fera le demandeur r'adjourner par commission par escriptz, comme dessus, à veoir adjuger les prouffitz de tous deffaulx, et procéder en la cause principalle, et inthimacion que viengne, ou nom, au jour qui luy sera assigné, le juge, sans plus le évocquer ne attendre, procédera [à?] l'adjudication du prouffit desdictz deffaulx, et en oultre en la cause principalle, ainsy qu'il appartiendra par raison.

[VI.] Et se au jour de ce quart r'adjournement le deffendeur ne vient, et compart, le demandeur aura quart deffault, par vertu duquel, et des autres deffaulx précédans, desquelz il doit faire apparoir, sur-le-champ le juge luy adjugera tel prouffit, qu'il pronuncera ledict deffendeur décheu de touttes exeptions et deffences déclinatoires, dilatoires, et péremptoires, et le condempnera ès despens desdictz quatre deffaulx, la taxation d'iceulx despens réservée en diffinitive; et sy appoinctera le juge que le procureur du seigneur, ou de l'office dudict juge, sera [*sic*, fera?] litiscontestation pour et ou lieu du deffendeur, par simple négation du faict de la demande que fera le demandeur; et depuis lors en avant se conduira la cause entre ledict demandeur d'une part, et le procureur du seigneur, ou de l'office, pour et au lieu du deffaillant, deffendeur, d'autre part, en regardant le stil ci-après déclairé ou chappitre *des exeptions péremptoires,* jusques à

la sentence diffinitive inclusivement, sans plus r'adjourner le deffendeur, sinon une fois, au terme de bailler reproches et contredictz, et une autre fois à oyr droictz et jugemens en diffinitif sur le procès ; auquel jour, viengne ou non viengne, l'en doit procéder oultre, en gardant le stil contenuz au chappitre dessus allégué.

[VII.] De tous ses deffaulx dessus déclairés, les trois premiers portent amande, chacun deffault de cinq solz parisis envers justice; mais le quart deffault qui est d'abondant, ne les deux aultres qui sont depuis la litiscontestation, ne portent poinct d'amande; mais sy ledict deffendeur avoit litiscontesté, et depuis se laissoit mectre en deffault [de?] procéder, par désercion, suffiroit obtenir deux deffaulx contre luy, pourveu que le r'adjournement sur le premier deffault soit d'inthimation.

[VIII.] Et au regard des audithoires où on ne plaide pas par escript, c'est assavoir où l'on ne plaide que par registres, ou par recors d'eschevins, l'en n'y lyent aucunes commissions par escript pour faire les adjournemens, mais le mayeur, ou chief de la justice, les ordonne et commande de bouche à son sergent, ou à un des eschevins, et ledict sergent, ou eschevin, en faict aussy sa relation de vive voix.

[II.] *Délaiz en actions personnelles après demande faicte, et avant deffences proposées.*

[I.] Le demandeur qui a fait adjourner le deffendeur en action personnelle par-devant le juge ordinaire dudit deffendeur, doit faire sa demande en proposant son cas, et concluant selon ses prémises, et vouer [*sic,* poursuivre?] vériffication de ses conclusions, c'est assavoir par preuve, ou par délation [de?][1] son serment, au deffendeur, se la matière est à ce disposée; desquelles deux conclusions sera dictes par ordre. Et premièrement de la conclusion par preuve[2].

[II.] Pour la demande concluant par preuve, le deffendeur, s'il est présent en sa personne, aura délay de jour de conseil ou advis, qui sont ung mesme délay; mais en la ville de Reims l'on appelle ce jour

[1] Le manuscrit : *ou par délation, ou par son serment.....*

[2] Pour le second genre de preuves, voyez plus bas, titre VI.

de conseil, et ès villaiges à l'environ l'on appelle [*d'*]*advis;* et sy ledict deffendeur n'est en personne, et qu'il compart par procureur, son procureur aura délay d'advis de procureur; pour lequel délay ne se baille sinon au procureur, et pour la première fois qu'il occupe comme procureur; après lequel délay le procureur aura bien jour de conseil, sy le procureur [*sic,* deffendeur?] ne l'a eu.

[III.] Se le procureur du deffendeur avoit pris pour son premier délay jour de conseil, il n'auroit pas depuis le délay d'advis de procureur; car, comme dict est, il doit demander, se avoir veult, dès le premier jour qu'il occupe, et ne le peult avoir depuis.

[IV.] Après ces deulx [délays?], de advis de procureur et jour de conseil, pris et obtenus par le procureur du deffendeur, ou après ledict délay de jour [de conseil?] pris par ledict deffendeur en sa personne, ycelluy deffendeur peult avoir, se bon luy semble, le délay d'absence de conseil, avant qu'il deffende à la demande; mais ledict délay se doit garder et espargner à plus grand besoing, pour ce que il ne se donne que une seulle fois en une cause.

[V.] Touttesvoyes, est à notter que en l'auditoire ordinaire de la court séculière de l'arcevesché de Reims, où syéent et jugent les eschevins dudict Reims, ledict deffendeur, avant litiscontestation en la cause personnelle où le demandeur conclud par preuve, n'a jamays le délay de jour de conseil s'il n'est présent en personne, et n'a aultre délay que absence de conseil; mais s'il compare par procureur, son procureur aura bien les délaiz d'advis de procureur et jour de conseil.

[VI.] Et ès actions réelles et nulles [*sic,* mobilières?] qui se déduisent audict auditoire, le deffendeur aura bien les délay de veue de lieu, si veue y eschiet, et le premier, second, et tiers délay de garand, se ledict deffendeur a faict diligence, ainsy que ès aultres cours et auditoires dudict Reims, et comme dict sera cy-après, [au chapitre?] *des actions personnelles et ypothéquaires.*

[III.] *Des exceptions et deffences déclinatoires, et de la forme et manière de procéder à ceste instance.*

[I.] Après ce que ung deffendeur en action personnelle a eu les délays, ou aucuns, déclairés ou chappitre précédant, il doit venir à deffendre, et s'il y a aucune exeption ou deffence déclinatoire qu'il luy puisse valloir, il la doit proposer par son conseil, et se doit arrester sur icelle déclinatoire sans passer oultre en ses dilatoires, ne péremptoires; en ce faisant touttesvoyes protestation et retenue de plus avant procéder ou cas qu'il déchera de ceste fin déclinatoire; et doit au surplus offrir [preuve?] de ses faictz tant qu'il suffira, et demander despens.

[II.] Sur ceste exeption déclinatoire, le demandeur peult repplicquer sur-le-champ, se bon luy semble, ou demander délay pour repplicquer, lequel luy doit estre octroyé; et après repplicques proposées, peult le deffendeur dupplicquer sur-le-champ; car, pour ce faire, n'aura pas propre délay, s'il ne semble au juge estre affaire pour bien déduire la matière.

[III.] Les partyes oyes sur la déclinatoire, se le juge ne peult wyder la question sur-le-champ, il les doit appoincter à bailler par escript leurs raisons et propos par manière de mémoire, et affin de droit, se peult, et à mectre devers la court ce dont ayder se vouldront à certain jour compectant.

[IV.] Au jour assigné aux partyes à bailler par escript et produire, chacune desdictes partyes doit satisfaire à l'appoinctement. Se l'une desdictes partyes deffault de comparoir audict jour, ou de bailler ses mémoires devers la court, elle déchiet de l'instance, et sy est tenue des despens.

[V.] Se les partyes fournissent audict appoinctement, et baillent leurs mémoires par escript devers la court, le juge retient son advis, et leur assigne jour à oyr droict sur ce, se peult; et pendant ce temps doit ledict juge veoir, et se mestier est faire veoir par conseil, lesdictz mémoires, et tout ce que produit a esté, et sur tout faire droict aux partyes, se faire ce peult.

[VI.] Se ès mémoires des partyes sont posés aucuns faicts désirans

preuve, sans le[s]quel prouver le juge ne leur peult faire droict, il les doit appoincter à les prouver, et pour ce faire leur donner ung seul délay de production, de tel temps de termes qu'il verra estre affaire; durant laquelle production les partyes doivent administrer et produire touttes leurs preuves, tant par tesmoins et enseignement, [que?] par escript.

[VII.] Après ceste production et délay de prouver, les partyes, et chacunes d'elles, peuent avoir délay pour bailler reproches et contredict de tesmoings et de lectres, se bon leur semble; et icelles baillées, doibvent avoir touz délay pour bailler salvations, pour lesquelles doibvent entrechanger leurs reproches et contredictz; et lesdicts salvations baillées, ensemble lesdicts reproches et contredictz rapportez en court, le juge doit retenir son advis pour sur ce leur faire faire droict à certain jour compectant.

[VIII.] Se le juge veoid que ès reproches, contredictz et salvacions des partyes, soient posez aucuns faicts désirans preuve, il doit appoincter et [*sic*, à?] les trouver [*sic*, prouver?] dedans ung seul délay, car en ces judiciaus l'on n'a que une seulle production; après lequel délay passé, soit que les partyes[1], soit facent enquestes, ou nom, les procès desdictes partyes doivent estre rapporté et mis en court, les pièces veues d'icelluy par les parties, et inventoriées se bon leur semble; et conclusion faicte en cause quant à ceste instance et poin (?), le juge leur assigne jour à oyr droict, à tel jour qu'il luy plaist, auquel il pronunce sa sentence.

[IX.] Se par ladicte sentence il est jugié au prouffict du deffendeur, et il n'en est appellé, la cause est souppie et fournie (?) quant à l'instance, et le juge deschargé de la congnoissance de la cause principal; et s'il est jugié au prouffict du demandeur, et n'en est appellé, le deffendeur revient à proposer ses autres exeptions ou deffences, dilatoires, ou péremptoires.

[1] Il nous semble qu'ici quelques mots ont été omis par le copiste.

[IV.] *Des exeptions dilatoires, et de la manière de procedder à ceste instance.*

[I.] Se le deffendeur qui aura esté débouté de ses exeptions et deffences déclinatoires, ou qui n'en aura proposé aucunes, anciennes [*sic,* a siennes?] deffences dilatoires, [une?] ou plusieurs, il le fault proposer, et soy y arrester sans passer oultre des [*sic,* en ses?] deffences péremptoires; et doit faire protestacion et retenue de autrement procedder, s'il est dict au contraire de ses fins de non recevoir, comme il est dict dessus des exeptions déclinatoires, et doit en ceste instance procedder et soy conduire comme à l'instance des déclinatoires.

[II.] Et se par sentence donnée sur ceste instance, il est jugié au contraire du deffendeur, et n'en est appellé, le juge est déchargé quant alors à [*sic,* de?] la congnoissance du principal, sinon que par icelle sentence le demandeur fût receu à refournir ou corriger sa demande en refondant despens; et au contraire, s'il est jugié contre le deffendeur, et pour le demandeur, sans ce qu'il en soit appellé, le deffendeur [revient?] à soy ayder de ses deffences péremptoires.

[III.] Et est à notter que, comme dit est dessus, ces exeptions déclinatoires, et les pures dilatoires, se doivent proposer l'un après l'autre, sans passer oultre en péremptoire, en faisant protestation et retenue de plus avant ou autrement procedder, se mestier est, et s'il estoit jugié contre ses fins déclinatoires ou dilatoires; car se ung deffendeur en ses actions personnelles introduictes tant par simple adjournement comme par impétracions, ou autrement, proposoit ses exeptions déclinatoires, dilatoires pures, et péremptoires en une mesme playdoyerye, posé qu'il requeist droict par ordre sur chacune de ses fins, comme l'en peult faire en trois cas cy-après touchiez, il renunceroit tacitement aux déclinatoires, et pures dilatoires, et se arresteroit-l'en aux péremptoires sans plus faire droitz sur les autres fins; et pareillement s'il avoit fait litiscontestation par négation de la demande du demandeur, en proposant, ou sans proposer lesdictz déclinatoires et dilatoires, il auroit à icelle[s] renoncé.

[V.] *Des exceptions péremptoires, et de la manière de* [*procéder au*] *principal ès actions personnelles.*

[I.] Se le deffendeur n'a aucunes exeptions déclinatoires ne dilatoires, ou s'aucunes en auroit proposé et il en a esté débouté, il doibt deffendre au principal, en faisant premièrement sa litiscontestation, soit par conffession, ou négation, en tout, et en partie, de la demande et des faictz proposez par le demandeur, en la forme et manière que proposé les a, en saissine [*sic*, faisant?] aussy protestacion que ce qu'il dira en ses deffences péremptoires soit pris et actendu [*sic*, entendu?] par supposition; et que pour ce il n'entend aucune chose confesser en son préjudice du procès, ne à l'intention du demandeur.

[II.] Et se faict, doit proposer par conseil, ou par sa bouche se faire le scet, les exeptions péremptoires, en concluant affin d'absolucion des requestes et conclusions du demandeur, et de condampnacion des despens, et en offrant à prouver de ses faictz tant qu'il souffira.

[III.] Sur ses deffences, peult demander et avoir le demandeur délay pour réplicquer [se bon lui samble, ou réplicquer?] promptement, sur-le-champ; et sur les repplicques doit le deffendeur dupplicquer promptement, sans avoyr délay, pour ce qu'il [n']y chée délay; et les parties à plain oyes en tout ce qu'elles vouldront dire l'une contre l'autre, se elles sont trouvées contraires en faictz, et que la mathière ne se puisse décider sans examminer les faictz....... [1], le juge les appoincte à bailler par escript leurs faictz et raisons devers la court, à jour certain et compectant.

[IV.] Auquel jour les parties doivent fournir à l'apoinctement, ou celle qui n'est prest d'y fournir doit prendre le délay d'absence de conseil; [mais?] se autresfois l'avoit eu, il ne le pouroit plus avoir; en ce cas, la partie négligente, et non fournissante à l'apoinctement [deschéera?], et sera par le juge pronuncé descheu de bailler ses faictz par escript, dont se doit ensuir tel prouffitz à sa partie adverse, que ce c'est le demandeur qui est descheu de bailler ses faictz par escript,

[1] Ce dernier membre de phrase est répété deux fois de suite dans le manuscrit.

il pert sa cause; car le deffendeur doibt estre absolz de sa demande, et ledict demandeur condampné en ses despens; et se le deffendeur est descheuz de bailler ses faictz par escript, lesditz faictz ne luy vallent que simple négation pour litiscontestation, et, au surplus, luy est donné délay de veoyr les escriptures du demandeur pour les accorder pour playdoyées; et après l'en y procedder[a?] ainsy que dit sera cy-après.

[v.] Et se les deux parties fournissent à l'appoinctement, et baillent par escript leur faictz et raisons devers la court, leurs conseilliers doivent eschangier leurs escriptures pour les accorder pour pleidoyées, ou discorder non pleidoyées; et pour ce faire, et les rapporter en court, accordées, ou discordées, leur droit [*sic,* doit?] estre donnée le délay compectant.

[vi.] Au jour que eschiet ledict délay doivent les parties, chacune endroit soy, accorder leurs escriptures pour plaidoyer [*sic,* plaidoyées?]; et sy les escriptures, ou l'unes d'icelles sont discordées, et que la partie qui les aura discordé ayt croisé aucune article, ou partie d'icelle, l'advocat ou conseillier de la partie adverse, non pas icelle mesme partie [ains l'advocat pour?] la partie, pourra estre receu et [*sic,* à?] affermé [*sic,* affermer?], se bon luy semble, avoir plaidé en effect ou substance [ce] qui sera croisé des articles, et partant sont les croix rabbatue, et demoureront lesdictes articles ainsy affermé pour plaidoyé; mais ce que l'advocat avoir [*sic,* advouera n'avoir?] plaidoyé, demourera croisé, et sera distraict des escriptures.

[vii.] Et au regard de ce qui sera croisé ès conclusions, l'advocat qui aura plaidoyé la cause ne sera pas cru pour affermer ainsy avoir conclud en plaidant la cause; mais le juge en évocquera la vérité aux assistans à la plaidoyerie, et en appoinctera selon ce qu'il en trouvera avoir esté faict et advenu.

[viii.] Après ce que les escriptures des parties sont accordées pour playdoyées, et non vrayes [rayées?], le juge les doit appoincter et [*sic,* à?] approuver [*sic,* prouver?] leur faictz d'un costé et d'autre; et pour ce faire sont acoustumez trois productions et délays ordinaires l'un après l'autre, de tel introuvalle et espace de temps, que le juge void estre à arbitrer; et se ledict juge ne veult en soy prendre la charge et

commissions de faire les enquestes, il les peult delléguer et commectre à telz commissaires, un, ou pluseurs, qu'il lui plaist, pourveu qu'ilz soient ydoines, expers, non suspectz, et non favorables à l'une ou à l'autre des parties, auxquelles il adresse sa commission par escript, tant ès auditoires où l'on plaide par escript, comme en ceulx où l'on plaide par registres ou par recordz de justice.

[IX.] Toutesfoys[1], se la partie de laquelle aucuns articles de ses escriptures avoient esté croisez, et non affermé par son advocat, requérant [*sic,* requéroit?] iceulx articles demourez [*sic,* demourer?] pour plaidoyés, et offroit que partie adverse y peult respondre à ses despens, elle seroit à ce receue, et néantmoins dès lors seroit les parties appoinctées à prouver leur faictz; mais durant le délay de la première production, ladicte partie adverse pouroit respondre aux articles croisez, aux despens de l'autre partie, par manière des addicion seullement, sans faire répéticion du plaidoyé.

[X.] Et pareillement [se?] l'une des parties qui n'auroit suffisamment respondu aux faictz et escriptures de sa partie adverse, présentoit aucunes additions au jour qu'elle avoit à accorder ou discorder, et offroit que à ses despens que (*sic*) partie adverse y peult respondre, lesdicts additions seroient receues, et néantmoins seroient les parties dès lors appoinctées prouver comme dessus; et pouroit ladicte partie adverse, aux despens de l'autre partie, respondre auxditz additions.

[XI.] Durant le temps de ces trois productions, ou de l'une d'icelles, les parties ont à respondre par *credit,* ou *non credit,* aux articles chacun de sa partie adverse; et les peult contraindre le juge par commandement, à opposition de telle peine, que se ilz n'y respondent, les articles seront réputez par [*sic,* pour?] creuz et confessez; et quant ad ce, les stilles se conforment aux ordonnances royaulx faictes par le roy Charles septiesme, que Dieu absolle.

[XII.] Durans aussy ses trois productions, doivent les parties faire adjourner, jurer, oyr, produire et examiner tous les tesmoings dont ayder se veullent; du moins les doivent faire adjourner par-devant le juge

[1] Entre cet article et le précédent se trouvent répetés en caractères majuscules ces mots : *Des exceptions péremptoires,* qui font déjà partie du titre V, sous lequel est rangé, à notre avis, tout ce qui va suivre jusqu'au titre VI.

ou les commissaires, ensemble la partie adverse à les veoir jurer; et se les tesmoings comparent, les doivent faire jurer; et se ilz ne comparent, doivent prendre deffault pour valloir diligence, affin, se durant lesdictes trois productions lesdictz....[1] tesmoings ne sont oyz et examinez, que la partie qui aura faict ceste dilligence puisse en la fin du terme de la tierce production renouveller en quatre (*sic*) production d'un autre délay ensuivant; laquelle quarte production sera (?) octroyés par le juge à la partie qui faict apparoir d'avoir faict telle dilligence, pour luy servir et valloir à fere joyr [*sic*, oyr?] et examiner ses tesmoings, desquelz a esté faict dilligence telle durant lesdictes [productions?] précédantes.

[XIII.] Le renouvellement ainsy faict en quatre (*sic*) production des tesmoings en dilligence, fault que les parties ausquelles est donné ledict renouvellement facent faire leurs enquestes durant le délay dudict renouvellement; car plus non ne doivent avoir de délay, sauf toutesvoyes que se durant ledict dernier délay la partie avoit faict tout son devoir de faire faire son enqueste, et le juge ou le commissaire n'y avoit peu vacquer, ou que la partie n'eust peu finer de ses tesmoings jà çoit qu'en eust fait très extrême dilligence, ou qu'il fust survenu empeschement causant (?) excusation légitime, sur quoy le juge doit, tout considéré et pesé en ce cas, feroit [*sic*, faire?] encores donner délay à la partie dilligente de faire son enqueste : le tout à la désercion [*sic*, discrétion?] du juge.

[XIV.] Après toutes ces production et délay ont les parties, se bon leur semble, ou a l'unes d'icelles, ung délay pour produire, et mectre en forme de preuve, tiltres, lectres et enseignemens par escript; et leur doit le juge octroyer, se elles le requièrent, compulsoires à contraindre à toutte personne publicques et autres qui ont devers eulx aucunes lectres, registres, papiers, chartres, cartuloires et enseignemens par escript, servans la vériffication du droict desdictes parties, à les leur monstrer, et leur en souffrer avoir coppie, vidimus, ou transcripte, aux deppens de leur [*sic*, la?] partie qui s'en vouldroict ayder. Doit aussy ledict juge décerner, se requis en est, que ausdites coppies, vidi-

[1] Le manuscrit porte : *lesditz* trois *tesmoings*.....

mus, et transcriptz, qui seront collationnez (?) aux originaulz partie présente, ou appellée veoir faire ladicte collation, foy sera adjouté comme auxdictz originaulx.

[xv.] Se après que les parties auront produict leurs lectres, tiltres et enseignemens par escript, ou que ledict délay de ce faire sera escheu, ou se lesdictes parties n'ont eu ce délay, après ce qu'elles auront eu leurs productions devant dictes, elles doivent conclure en touttes preuves; et s'il leur plaist avoir délay pour bailler reproches et contredictz de tesmoings, et de lectres, [se lettres?] ont esté produictes, et depuis là en avant, est de procedder et faire tout ainsy qu'il est déclairé cy-desus, ou chappitre *des exeptions et deffences déclinatoires,* ès arrières (?) pénultiesme, et pénultiesme article.

[VI.] *Des délaiz et manière de procedder ès actions personnelles, esquelles la demande se conclud par délection* [sic, *délation?*] *de serment.*

[I.] Sy-devant, ou premier article du chappitre *des délaiz en actions personnelles après demande faicte, et avant deffence proposée,* a esté dict que la demande du demandeur se doit conclure par preuve, ou par serment; et a esté à plain touché depuis ledict chappitre en-çà du stille et manière de procedder sur la demande qui se conclud par [preuve; et allons toucher du stille et manière de procéder sur la demande qui se conclud par?] délacion de serment.

[II.] Sy est assavoir que, après telle demande et conclusion faicte par déclaracion (*sic*) de serment, le deffendeur a le choix de prendre en soy le serment, ou le refférer et laisser au demandeur; et néantmoins s'il veult alléguer cause ou raison pour laquelle il ne soit tenu de le prendre, ne de le refférer, il y se à [*sic,* sera?] oy, et la doibt proposer incontinant, et sans avoir délai pour ce faire, synon le délay d'absence de conseil; et s'il ne scet ou veult alléguer cause ou raison pourquoy ne chet délacion de serment, il peult requérir, et doit avoir s'il le requiert, ung délay pour prendre ou délaiser le serment.

[III.] Au jour que eschera ledict délay de prendre ou délaisser le serment, doit venir le deffendeur prest de ce faire, car il n'aura plus

de délay; et s'il n'en est prest, ou s'il le laisse encourir en deffault, le serment sera référé au demandeur, et selon la depposition (?) sera jugé; et se le deffendeur fait son devoir de comparoir au jour, [et prent?] en soy le serment, et [promet?] de juger [*sic,* jurer?] et depposer partinemment, pour luy, ou sa partie adverse, le juge y asserra son jugement, selon ceste depposition, incontinant après icelle fait, ou à autre jour subséquent, se la matierre chet en difficulté.

[IV.] Se ung demandeur avoit pris sa conclusion sur la [*sic,* sa?] demande personnelle par délacion de serment, et après il vouloit muer sa conclusions, et offrant [*sic,* offroit?] prouver ses faictz, il y seroit receu avant la disposition (*sic*) faicte par le deffendeur sur icelle demande, en reffondant premièrement par le demandeur au deffendeur tous les despens des journées et expédicion procédantes (*sic*); et après la reffusion d'iceulx despens, le deffendeur pouroit avoir, se voulloit, tous les délaiz ordonnez, déclairez cy-devant ou chappitre *des délaiz en action personnelle après demande faicte, et avant deffence proposée.*

[V.] Et, au contraire, se le demandeur avoit [sur?] sa demande personnelle pris sa conclusion par preuve, et avant litiscontestation il luy plaisoit muer sa conclusion en délacion de serment, il y seroit receu, sans reffonder aucuns despens; pour ce que le deffendeur jure [*sic,* jà çoit ce?] qu'il ne soit tenu en ce que le demandeur luy demande, il ne peult faillir à ravoir ses despens, car il sera absolz de la demande du demandeur, et icelluy demandeur condampné en tous ses despens; et se ledict deffendeur, par sa depposition et confession, est trouvé tenu en ce que le demandeur luy demande, il y doit estre condampné en tous ses despens comme litigant à tort, et avoir le demandeur juste cause de le poursuivre.

[VI.] Et se après litiscontestation le demandeur ou le deffendeur ès causes où l'on a conclud par preuve se veult [muer?] c'est assavoir le demandeur de sa demande, et le deffendeur de ses deffences, ce que (?) facent l'ung l'autre en offrant reffonder les despens procédans, il y doit estre receu; pourveu que les délaiz des trois productions ne soient espirez, ne passez; car depuis la tierce production passez, la partie qui n'auroit peu prouver ses faictz ne seroit pas receu à recouvrir [*sic,* recourrir?] au serment de sa partie adverse.

[VII.] *Des actions personnelles et yppothecquaires deppendantes de l'obligacion litéralle.*

[I.] Se aucun est obligé par lettres authenticques, ou par cédulles signée de sa main, envers autre, en somme de deniers, quantité de grains, ou autre chose, à payer à ung ou pluseurs termes, ou en aucunes rente perpétuelle ou viagère; et en deffault de payer, les créanciers ne peult ou veult procedder par exécution sur les corps ou les biens de l'obligié, et qu'il veuille desduire son droict par action, par-devant le juge ordinaire, et non par-devant le juge royal, comme faire le peult quant l'obligation est faicte soubz le scel royal, ou soubz le seing manuel du debteur, soit contre l'obligié, ou contre ses héritiers, ou autre les détenteurs de ses héritaiges obligié et yppothecquée à la debte ou à la rente, il peult, ou cas qu'il a lectres obligatoires soubz scel royal, ou autres authenticques, prendre commission par escript donné dudict juge ordinaire, narative, sy mestier [est?], et bon luy semble, de son obligation et contract, du droict, et d'action qu'il a contre icelluy [de?] qui [il?] veult faire convention, et de l'empeschement, reffus, ou tort qu'il luy faict, par laquelle commission soit mandé au sergent de la justice ordinaire adjourner celluy qui l'en [*sic*, qu'il en?] veult convenir à certain jour et compectant par-devant ledict juge pour oyr telles sommacions, requestes, demandes et conclusions que luy vauldra [*sic*, vouldra?] faire l'impétrant de la commission, en action personnelle, comme yppothecquaire, [et?] en chacune d'icelle action, et pour procedder sur ce, et en oultre, selon raison.

[II.] Et se la partie que l'on veult convenir est demourant en la ville où l'en le veult convenir, n'est jà besoing de leur [*sic*, lire?] commission par escript; mais souffist assez de faire de vive voix l'adjournement, gardé et observé en faisant icelle...[1] la forme et [manière?] cy-dessus déclairé.

[III.] Toutesvoyes fault premièrement considérer que [*sic*, de qui?] est personnellement subjeet celluy que l'en veult convenir, et en quel jurisdition sont assis les héritaiges desquelz l'en prétend yppothecque;

[1] Le manuscrit porte : *en faisant icelle* en *la forme, etc.*

car se le deffendeur que l'en veult convenir estoit subject personnellement d'ung juge, et les héritaiges estoient assis soubz la jurisdition d'ung autre, l'en ne pouroit intenter ensemble les deux actions, c'est assavoir personnelle, et yppothecquè[re], parce que...[1] la personnelle se doit intenter par-devant le juge soubz lequel le deffendeur est demeurant, [levant et?] couchant, et l'yppothecque, qui est réelle, se doit intenter par-devant le juge soubz lequel sont assis les héritaiges.

[IV.] Fault aussy considérer que l'éritier, et l'obligié de luy parent, [peuent?] estre poursuis, et sont tenu personnellement du contenu en l'obligation; mais se ilz ne sont détenteurs des héritaiges yppothecquées, ilz ne peult estre poursuis yppothecquairement.

[V.] Pareillement ce celluy qui est détenteur des héritaiges yppothecquées n'est obligié, ou l'éritier d'icelluy, il ne peult estre poursuy personnellement, mais bien yppothecquairement.

[VI.] Et se la demande du demandeur est seulement personnellement (*sic*), ledict deffendeur aura tel et semblable délay, et en tel forme de procedder y doit estre tenuz, comme déclarez est cy-dessus ou chappitre *des adjournemens et deffaulx ès actions personnelles*, [et chappitres suivans, jusques au chappitre *des délaiz et manierre de procéder ès actions personnelles*] *esquelles la demande se conclud par délacion de serment*, icelluy chappitre exclus.

[VII.] Et se la demande est personnelle et yppothecquaire, ou seullement yppothecquaire, le deffendeur avec les délaiz des advis des procureurs, des jours de conseil, aura, pour raison de l'yppothecquaire qui est réelle, le délay de veue de lieu, pendant lequel délay le demandeur est tenu de luy faire veue et obstancion au doit et à l'œil, du lieu, ou des lieux, sur lesquelz il demande yppothecque, en lui monstrant et déclairant les termes, limites, fins, confins, royes, tenans et aboutissans desdictz lieux, et de chacun d'iceulx, [présens iceulx?] que le juge aura par sa commission par escript commis et députez à ce veoir faire; et à laquelle veue faire le deffendeur n'est pas obstrainct de soy trouver, ne d'y comparoir, s'il ne luy plaist, et néantmoins fault que en son absence le demandeur pregne deffault contre luy, et voise faire sadicte veue, présens ledict commissaire qui rescrivera au juge.

[1] Le manuscrit porte : *parce que* par *la personnelle, etc.*

[VIII.] Au jour assigné aux parties à retourner en cour pour procéder comme après veues, icelles parties doivent revenir en court, ou par procureur, et [se?] le demandeur deffailloit d'y comparoir, ou aussy s'il avoit deffailly au jour assigné à faire ladicte veue, le deffendeur auroit congé de court, portant tel prouffict que le demandeur descheroit de ceste instance, et seroit condampné en tous ses despens; mais après iceulx despens payez, il pouroit recommancer son action comme par avant; et se le deffendeur deffailloit de comparoir audict jour assigné à retourner en court pour procedder comme après veue, il seroit mis en deffault, qui seroit de tel prouffict audict demandeur, que ledict deffendeur seroit descheu de déclinatoire, et de jamais pour ce impugner ladicte veue; [et si ledict deffendeur veut impugner ladicte veue?] il ne [*sic*, le?] doit lors faire, avant qu'il demande ses délay de garend; [ou?] du moins doit-il faire faire protestacion, en demandant le premier desdictz délay de garend, de impugner et desbatre ladicte veue, ou que son garend la puisse impugner et débatre se bon luy semble.

[IX.] Pareillement, se ledict deffendeur a en ceste matierre aucunes exceptions déclinatoires, ou dilatoires, à proposer, il les doit dire, et soy en ayder, avant qu'il preigne aucuns délay de garend; autrement il en seroit débouté, et réputez en avoir prologué [*sic*, prorogué?] la jurisdition, et apreuvé (?) le juge; et en ladicte proposition doit-[l'en] ensuivre le stil cy-dessus déclaré ou chappitre *des exceptions déclinatoires*, et ou chappitre *des exceptions dilatoires*.

[X.] Et se le deffendeur ne veult ou peult impugner ou faire protestacion de impugner la veue, ne proposer exceptions déclinatoires ou dilations de garand, l'ung après l'autre; et encores se durant le temps desdictz délay, ou de l'ung d'iceulx, il a faict dilligence de sommer ou de adjourner son garand, aura-il le quart délay de garend d'abondant.

[XI.] Pendant lesquels délay de garend, le deffendeur doit faire sa commission par expresse adjourner son garend, ou ses garens, au jour que doit escheoir son délay ou à autre jour précédant, et contre eulx proposer les causes, raisons et moyens par lesquelz il veult dire que l'adjourné est tenu de prendre la cause garandie, et deffences, ou qui l'a [*sic*, qu'il a?] administré cause, raisons, deffences, et deniers,

pour la deffendre aux périlz et fourtune dudict adjourné; en protestant, se ainsy ne le fait, d'avoir recors contre luy de tous ses despens, dommaiges et interrestz, et d'en faire contre luy conclusion formelle, ou l'en poursuy[re] en temps et lieu.

[XII.] Sur les sommacions, requestes, et interpellacions, l'adjourné en garend aura, s'il veult, ung délay de respondre, et non plus; sinon que après ledict délay il peult requérir, et aura, ledict délay d'absence de conseil; et peult [*sic*, pendant?] ce délay, ou ces deux délaiz, doit surceoir (?) la cause principalle, et estre tenu en suspens sans y procedder, jusques après la responce de l'adjourné en garend.

[XIII.] Se ledict adjourner en garend prent la cause de garandie, et deffence du deffendeur original, il y sera receu, et ledict deffendeur mis hors de court, saulve la protestacion que pourra faire le demandeur d'avoir son recours de ses principal et despens contre ledict deffendeur original, en cas que le garend ne seroit recéant pour y fournir.

[XIV.] Et après que ledict garend aura ainsy pris la cause garandie et deffence sur le deffendeur [original, qui?] n'a eu tout [délais?] tant ordinaires comme extraordinaires, le garant les poura prendre et continuer; et sy a aucun garend à sommer, le pourra faire adjourner, et contre luy procedder comme l'en a faict contre luy-mesmes; mais se ledict deffendeur original a eu tous sesdictz délay ordinaires de garend, et que le garend qui a prins sa cause ait à traire contre-garend lequel il veuille nommer, et le affermer par serment avoir à traire, le juge luy doit pourveoyr d'ung délay raisonnable, en la discrétion dudict juge, et tenir encores sur créance [*sic*, en surcéance?] la cause principalle, jusques à ce que le second garend ayt respondu; et autel doit-il estre faicte des autres garends qui soient à traire après le second garand.

[XV.] Et se ledict adjourné en garent à la requeste du deffendeur original ne acqueste [*sic*, acquiesce?] à ses sommacions, et donne responce réfutatoire, et il est subject personnellement du juge devant lequel la cause principal est pendant, icelluy deffendeur original pourra sans autre adjournement prendre ses conclusions contre ledict adjourné en garend, affin qu'il soit condampné et contrainct à ce faire, ou à lui rendre et restituer ses despens, dommaiges et intérestz qu'il a eu et

soustenu, aura et soustiendra, à cause du procès principal, et des despendances d'icelluy, en offrant la première [*sic*, preuve?] de ses faicts en demandant despens; et au surplus se pourra conduire le procès d'entre ledict deffendeur original qui sera demandeur en matière de garandie d'une part, et ledict deffendeur adjourné en icelle d'autre part, par la forme et manière en gardant le stil cy-devant déclairé en plusieurs chappitres, depuis le chappitre *des délaiz et* [sic, *en?*] *actions personnelles* inclusivement, jusques au chappitre *des délaiz et manière de procedder ès actions personnelles esquelles la demande se conclud par délacion de serment;* icelluy chappitre [exclus?]

[XVI.] Toutesvoyes, en action de garandie, pouroit bien estre proceddé selon le stil déclairé audict chappitre *des délaiz des* [sic, *en?*] *actions personnelles*, et *des délaiz et manière de procedder à ceste instance* [sic, *ès actions personnelles?*] *esquelles la demande se conclud par délacion de serment,* se ainsy estoit que le demandeur, ou le deffendeur, proposassent aucun faict évidant et décisoire, [et?] ilz vousissent faire l'un à l'autre délacion de serment; et pourtant l'on remect ce poinct au plaisir des litigans.

[XVII.] Et pour rentrer en nostre matierre, se l'adjourné en garend non acquiescer [*sic*, acquiesçant?] aux sommacions du deffendeur original n'estoit subject personnellement du juge devant lequel pend la cause précipalle, le deffendeur original ne pourroit pas prendre illec cause [*sic*, contre?] luy ses conclusions, mais fauldroit le poursuir par-devant son juge ordinaire; car plus[ieurs?] tiennent que ceste action de garandie est personnelle, jà çoit ce que plusieurs fois est advenu que le contraire a esté faict, et que les adjournez en garend, non subjectz personnellement d'iceulx juge de la cause précipalle, ont respondu et sorty jurisdicion par-devant eulx en matière de garandie.

[XVIII.] Néantmoins icelle action de garandie pouroit bien estre réelle (?) là où l'adjourné en garand seroit poursuy seulement comme détenteur d'aucun héritaige yppothecqué à icelle garandie qui seroit assis du juge congnoissant de la cause principalle; et en ce cas, sans difficulté, ledict adjourné en garand seroit tenu d'en respondre illec.

[XIX.] Et en tant que touche la cause précipalle d'entre le demandeur et le deffendeur originaux, elle ne doit pas surceoir depuis la responce

réfutatoire rendue par l'adjourné en garand, mais doit en icelle le deffendeur original procéder oultre, en faisant litiscontestation, et proposant ses exceptions péremptoires, s'aucunes en y a.

[xx.] Et se par les exceptions péremptoires dudict deffendeur, le demandeur trouve que avant qu'il repplicque lui seroit mestier de traire aucun en garand, il pourra avoir ung seul délay de garend, et pendant icelluy faire adjourner son garand, contre lequel il pourra procedder par la manière cy-dessus déclairé; et pourra ledict garand estre receu à prendre en soy la cause poursuitte du demandeur, saulves protestation du deffendeur parelle que dessus.

[xxi.] Et au surplus réplicques, duplicques, triplicques, et tous propos et allégances que les parties vouldront faire en la cause, elles seront appoinctées à escripre, et de là en avant seront proceddé en gardant le stil dessus escript, ou chappitre *des exceptions péremptoires*, et jusques à la sentence définitive inclusivement.

[xxii.] Et au regard des actions personnelles qui sont intentez pour debtes apparans par cédulle signée du seing manuel de l'obligié et détenteur, le créditeur, ou ayant le droit de la lectre, le peult faire convenir par-devant son juge ordinaire duquel il est subject personnellement; et en faisant demande, doit exiber la cédulle, et requérir que le debteur soit contrainct à congnoistre ou nyer sa signature; et s'il demande délay pour ce faire, il le aura s'il a esté adjourné expressément à congnoistre ou nyer; et se il congnoist que la cédulle soit signée de sa main, le juge doit appoincter sur-le-champ qu'il garnira la main de justice de la somme que l'on demande, contenue en la cédulle, sans préjudice à ses deffences et exceptions. Et se il nye la signature estre émané de luy, le créditeur demandeur sera receu à le prouver; et au surplus sera proceddé en la cause selon les stilles dessus alléguez.

[VIII.] *Comment yppothecque peult estre estaincte, confuse et perdue.*

[i.] Quiconques a droict d'yppothecque sur aucuns héritaiges assis à Reims, et ou pays environ, ès termes du baillage du Vermandois, soit pour cens, surcens, trécens, reddevances, rentes, ou protestacion

[*sic*, prestation?] annuelle [*sic*, manuelle?], soit pour une debte, [ou?] pour quelque autre chose que ce soit; une fois [que?] ou pour garandie, ou pour ledict héritaige, et pour par[faire?] exécution sur le détenteur, [ledict héritaige est?] mis en cryée, venduz et décrétez par auctorité de justice, les solemnités nécessaires observées, sans ce que celluy qui a le droit de l'yppothecque se soit à ce opposé, ou qu'il en ait appellé, il peult [*sic*, perd?] son yppothecque [sur?] et en cest héritaige, et le détenteur d'icelluy est deschargé.

[II.] Quiconques[1] tient et possède à tiltre d'achat, ou aultre tiltre onéreux, d'aucun héritaige chargé d'aucun yppothecque envers aucune personne, et le a tenu et possédé paisiblement par dix ans et (*sic*) entiers [*sic*, entre?] pais [*sic*, présens?], ou par vingt ans entiers, [*sic*, entre?] aucuns absens, aagiez suffizamment, et non préviagiez [*sic*, prévilégié?], sans avoir esté poursuy ou inquiété par celluy qui a le droict de l'yppothecque, [il a prescript et estainct le droict d'icelle ypothecque?] et n'en peult estre fait jamais poursuitte contre luy, ne autre son successeur à la détention dudict héritaige.

[III.] Quiconques a tenu et possédé à quelque aultre tiltre que ce soit, par quarante ans entiers, ung héritaige chargé d'aucun yppothecque, sans en avoir esté contraint ne inquiété, il a prescript et estainct le droict d'icelle yppothecque, et n'en puis plus estre faict poursuitte contre luy, ne contre luy [*sic*, son?] succédeur à la détention dudict héritaige.

[IV.] Quiconques ayant yppothecque sur aucuns héritaiges, acqueste lesdicts héritaiges, ou partie d'iceulx, ou par autre moyen que d'acquest en d'aucune [*sic*, devient?] propriété[re], et de faict le possède, il pert sadicte yppothecque, et est confusé et adnichilée, tant au regard des héritaiges qu'il possède, comme des autres qui envers luy estoient yppothecquées; car yppothecque est ung droict incorporelle et indivisible, qui est tout en tous les héritaiges, et tout en chacune partie d'iceulx.

[1] En marge du manuscrit, et vis-à-vis l'art. II, se trouve la note suivante : « Cest « article [a esté?] prouvé en tourbe pour « Claude Dudrot, contre Nicolas Guirteau, « et est praticqué audit Reims, soit par vertu « de la coutume, ou selon droit conforme « à icelle. »

[v.] Toutesvoyes ce celluy qui auroit yppothecque sur pluseurs pièces de [héritaiges?], en avoir [*sic,* avoit?] fait subaster et vendre par décrès une partie d'iceulx par [*sic,* pour?] portion de sa debte pour laquelle ilz seroient yppothecquées, et ung tiers les auroit achepté au décrès faire, sans la charge de l'yppothecque, et après celluy qui avoit yppothecque les avoit rachepté de l'achepteur par décret, son yppothecque ne seroit pas confusé au regard des autres héritaiges non subastez ou décrétez.

[vi.] Quiconques ayant yppothecque sur plusieurs pièces de héritaiges consent et permect au détenteur d'iceulx d'en vendre aucune, et renonce au regard d'iceulx à sadicte yppothecque, sans faire protestacion expresse que icelle yppothecque luy demeure saulve au regard des autres non consentis estre venduz, il pert totallement son yppothecque, et en demeurent deschargez les héritaiges vendus, et les non vendus.

[vii.] En yppothecques constituées sur héritaiges assis à Reims, et ou pays environ, ès termes du baillage de Vermandois, celluy qui a le premier namptissement en dacte de temps, et non pas celluy qui a la première obligacion, sera préféré audict ayant la première obligacion qui a le dernier namptissement; car combien que l'obligacion doye en dacte de temps précéder namptissement, et que sans l'obligacion litéralle ne se puisse asseoir namptissement, ne constituer yppothecque, toutesvoyes le namptissement faict par vertu de l'obligacion [en]gendre l'yppothecque, et a-l'en regard au temps du namptissement, et non au temps de l'obligacion.

[viii.] De ce sont exeptées les debtes du roy, les debtes du fisque, quant les héritaiges [sont] assis soubz luy, et l'apport et doaire d'une femme mariée; car posé qu'ilz n'ayent namptissement exprès, ne bien somme [*sic,* souvent?] obligacion litéralle, sy ont-ilz yppothecques constituées par leurs debtes dès le jour de la créacion de la constitution d'icelle, et sont préférez au créanciers ayans namptissement depuis faict et assis.

[ix.] Toutes yppothecques faictes et constituées sur les héritaiges de celui qui pour ses démérittes [et?] forfait et [*sic,* est?] confisqué corps et biens, sont par la déclaracion d'icelle confiscation perdus, estaincts,

et adnichilez; mais se depuis la confiscacion déclairé, le crimineulx qui n'auroit esté exécuté à mort, obtenoit rémission et pardon du cas, et trouvoit moyen de recouvrer ses héritaiges, yppothecquées [*sic,* ypothecque?] ravoit [*sic,* raueroit?] son cours et effect sur iceulx, car la perdicion de l'yppothecque par le moyen de la confiscation proufite seullement au seigneur qui a le prouffit de la confiscation, et ne doive pas prouffiter aux crimineulx.

[x.] En ce toutesvoyes ne sont pas comprises les rentes, surcens, et trécens annuelz, que l'en peult vendre et constituer sur aucuns héritaiges, desquelz l'achepteur se faict vestir par la justice du lieu où les héritaiges sont assis, jusques à la valeur desdites rentes, surcens, et trécens; [et lesdictes rentes, surcens, trécens?] ne sont pas perdues par les moyens que se peuvent perdre les yppothecques, sinon par les moyens des prescriptions.

[IX.] *Des exécutions, cryées et subastations des biens meubles et immeubles des debteurs, et des pièces* [sic, *procès?*] *de* [sic, *et?*] *décretz sur icelles.*

[I.] Se aucuns est obligié par lectres obligatoires faits soubz le seel royal, ou soubz autres seel autenticques, de payer aucune somme de deniers, quantité de vins, ou de vins [*sic,* grains?], pour une foys, ou par rentes, surcens, ou reddevance annuelle, ou à faire aucune chose pour deffault de laquelle l'en puisse contre luy procedder par exécution, le créancier, ou porteur, ou ayant le droict de lectres, pour faire son exécution, se ses lettres obligatoires sont faictes et passées soubz le seel royal, peult r'inpétrer du juge royal ès termes du ressort duquel il veult asseoir son exécution, ou de la justice ordinaire se bon luy semble, une commission narative du contenu ès lettres, adressantes à ung sergent royal, se la commission est donnée du juge royal, ou à ung sergent de hault justicier ès termes duquel il veult asseoir son exécution, pour contraindre le debteur obligié, par prise, vendue, exploictacion de ses biens meubles et immeubles, détention et emprisonnement de son corps, s'il est à ce obligié, à faire payer, fournir, et acomplir, se en quoy l'en [*sic,* il?] le [*sic,* est?] treuve [*sic,* tenu?]; et

pareillement se peult bailler la commission du juge ordinaire quant l'obligacion est faicte et passée soubz le scel autenticque de la seigneurie dont il est juge, et en ce (*sic*) cas d'opposition, la main de justice suffisamment garny avant toute œuvre, donner et assigner jour aux opposans certain et compectant jour (*sic*) par-devant le juge doivent [*sic*, donnant?] icelle commission, pour procedder et aller avant sur ladicte opposicion, et en oultre, selon raison.

[II.] Cest exécution et contrainte, et autres exécution, se doit asseoir sur les biens meubles du détenteur, se l'en en trouve en souffisance, sinon sur les héritaiges; et s'il n'y a assez de biens meubles et immeubles, se doit asseoir dernièrement sur le corps dudict debteur et obligié, s'il y a obligié son corps mesmement.

[III.] Se l'exécution assise sur les biens meubles ou immeubles, ou par prise de corps, [est faicte?] de l'auctorité [et?] par vertu de la commission du juge royal, l'en y doit procedder par les solemnitez, et en gardant le stille acoustumé au siége royal où la cause pouroit aller par opposicion, lequel stille, qui est différent de celluy dont on use à Reims, pourra estre renvoyé par escript par messieurs les officiers et praticiens du siége royal.

[IV.] C'est assavoir que pour icelles debtes apparans par l'obligacion faicte soubz le seel royal ou autenticque, portant exécution comme dit est, ou par [*sic* pour?] autres debtes jugées ou enjoinctées par sentence, condicion, ou instruction du juge ordinaire, ou pour louyers, censes, et pensions de maisons et héritaiges, et que pour autres debtes gisans en exécution, le seigneur [*sic*, sergent?] qui asserra son exécution par prise de biens meubles, s'il y a pluseurs pièces les doibt inventorier, et faire appressier par gens en ce congnoissans; puis les séquestrer et mectre en lieu seure. Après doit adnu[i]ser lesdicts biens meubles au debteur en luy signifiant à sa personne, ou à son domicille, comment [et?] pourquoy lesdicts biens sont pris, et que [se?] dedans les jours et nuictz acoustumé, qui sont en nombre dix-sept jours et dix-sept nuidz, le debteur ne satisfaict au créancier, ou à celluy à requeste duquel l'exécution [est?] faicte, icelluy sergent vendra lesdicts biens meubles; et après que ledict terme de dix-sept jours et dix-sept nuidz est expiré et passé, ledict sergent doit derechief aller signifier

au debteur la vendue des biens meubles; et se lors ledict debteur ne satisfait, le sergent les doit vendre, à place et à cry publicque, au plus offrant le (*sic*) enchérisseur; et [avec] les deniers venans de ladicte vendue [le dernier enchérisseur?] doibt payer la debte pour laquelle exécution est faicte; et s'il y a deniers de demeurans, il en doit rendre compte du reliqua [au debteur?] qui partant est tenu de rendre les fraiz de l'exécution à la partie qui icelle a fait faire; et laquelle partie [ne?] doit soustenir iceulx fraiz, et se le debteur ne luy rend, le peult faire adjourner par-devant ledict juge à les veoir tauxer.

[v.] Se l'exécution est assise sur les héritaiges, ou biens meubles, de l'auctorité du sergent faisant exécution, après qu'il a esté sur les lieux des héritaiges les saisir, et mectre en main de justice, doit signiffier au debteur sur lequel fait l'exécution, en parlant à sa personne, ou en son hostel et domicille à la personne d'aucun de sa famille, que desdicts héritaiges les cryées se feroient à l'auditoire de la justice de l'auctorité de laquelle l'exécution se faict, et que la première criée sera *tel* jour, à la fin des plaidz d'icelle justice, et les autres cryées de quinzaine en quinzaine, jusques à la fin des quatre cryées, de quoy les trois sont ordinaire, et la quarte extraordinaire et d'abondant; et à chacun desdicts jours ledict sergent, ou autre pour luy, [procédera à?] faire et continuer lesdictes cryées, en déclairant de chacune la quantiesme elle est.

[vi.] Se durant le temps desdictes cryées, tant de meubles, comme de héritaiges, le debteur s'oppose, il doit estre receu en garnissant premièrement, et avant toute œuvre, la main de justice de biens non périssables, de la valleur et effect de la somme pour laquelle exécution est faicte, se la debte est telle qu'il y chet main plaine, autrement ne sera receu; et au moyen d'icelle opposition, et garnison de main, cesseront les cryées et vendues, et sera assigné jour à l'opposant par-devant le juge ordinaire auquel la congnoissance doit appartenir, pour procedder à l'exécution, et en oultre, selon raison; laquelle assignation doit estre signifiée à celluy qui a faict faire l'exécution, affin qu'il y compart et faice sa demande (?).

[vii.] Mais se l'opposant est une tierce personne autre que le debteur, il y doit estre receu à opposition sans garnyr la main, quelque

debte que ce soit ; mais les cryées ne cesseront, ne se différeront pas pourtant ; ains se parferont, et après qu'elle seront parfaictes, sera jour assigné audict exposant (*sic*), et à tous autres opposans, s'aucuns en y a autre que le debteur, et aussy à icelluy qui a fait faire l'exécution, par-devant le juge ordinaire, pour procedder et aller avant sur lesdictes oppositions, et en oultre, selon raison.

[VIII.] Au jour qui sera assigné, doivent comparoir celluy qui a fait faire l'exécution qui est demandeur, à sa personne, ou par procureur, garnye de ses obligacions (?) et explois, et prest à faire sa demande, sans avoir délay pour ce faire, fors les délais d'absence de conseil ; ou sinon les opposans comparans en personne, ou par procureur, auront contre luy congié de court, à tel prouffit que ledict demandeur décherra de son exécution, et sera condampné en leurs dépens.

[IX.] Et se audict jour assigné, lesdicts opposans, ou aucun d'eulx, ne comparent en personne, ou par procureur, le demandeur aura deffault contre eulx, portant tel prouffit que lesdicts deffaillans seront déboutez de leur opposition, et condampnés en ses despens, chacun *prorata*.

[X.] Et [se?] les parties...., et [*sic*, tant?] les opposans que le demandeur, comparent tous, le demandeur [1] doit faire sa demande en proposant son cas, et ramenant à faict ces lettres et exploitz, et en concluant tout partinent tout [*sic*, partinament?] selon la matière ; sur quoy les opposans, tant obligié comme autres, peuvent avoir pluseurs délais, comme jour de conseil, absence de conseil, et leur procureur advit au premier jour qu'il occupe, sans [*sic*, et aussi?] avoir veue [et?] garand ; [et?] doivent proposer toutes leurs exceptions, deffences, et causes d'opposition tant affin déclinatoire, comme péremptoire, en plaidant tout à une foys, et requérant droit, par ordre, sur chacune fin ; et sur ce peult avoir le demandeur visions des lectres et tittres des opposans, et délay pour réplicquer ; et de là en avant y peult estre proceddé en gardant le stil cy-devant déclairé ou chappitre *des exécutions péremptoires*.

[XI.] Après que le procès des opposans [en?] tierce personne sera vuidé (?), le juge requis par celluy quy a faict faire l'exécution de dé-

[1] Le manuscrit porte : « *Et les parties que le demandeur et les opposans comparent* « *tous, le demandeur, etc.* »

créter la vendue, sera représenté au debteur l'héritaige sur luy mis en cryées, [affin qu'il empesche?] [1] la vente en faisant satisfaction au créditeur; sinon luy sera assigné jour de comparoir par-devant ledict juge, pour luy veoir par luy procedder à la vendicion et admodiacion de décrès (?) desdicts héritaiges; et n'est ledict obligié receu à quelconques choses dire pour empescher le décret, sinon bailler les deniers pour lesquelz l'exécution se fait.

[XII.] Se audict jour, dedans [*sic,* devant?] icelluy, ledict debteur paye, et fay satisfaction audict créditeur, ou autre faisant faire l'exécution de la debte pour laquelle est faicte ladicte exécution, tout le procès cessera, et ne sera plus avant procédé à la vendue, ny au décret, ne à riens juger sur le droict des oppositions, s'il n'estoit jà fait; et en ce cas sera tenu ledict debteur de tous les despens de celluy qui a fait faire l'exécution, et non de ceulx soustenus par les opposans, mais se le demandeur [s'estoit rendu?] folement contraire à leurs oppositions depuis qu'il a esté informé de leur droict, il leur rendra leurs despens, selon le jugement, à la taxation du juge.

[XIII.] Sy ledict debteur ne satisfaict au créditeur, viengne ou nom au jour à luy assigné à veoir procedder à la vendue et décret des héritaiges, le juge y procédera à son absence, et sans plus appeller ne entendre, et délivrent [*sic,* délivrera?] judicièrement les héritaiges mis en cryées au dernier marchant, au pris qui luy seront demourez, à la charge du droict des opposans qui auront juste cause d'opposition, et autres charges deppandances (*sic*) de l'exécution; et à ce interposera son décret, et en baillera ses lectres; et s'il n'y a aucun marchant qui ait mis à pris, ou enchéry lesdicts héritaiges, ilz seront délivré au créditeur pour payement de sa debte, s'il ne les mest à mendre pris, et que autre ne renchérisse dessus.

[XIV.] Et au regard des exécutions qui se font par prise de corps, le debteur doit demourer prisonnier jusques à ce qu'il ayt satisfait de la debte, ou bailler biens exploictables pour fournir à l'exécution.

[1] Le manuscrit porte : .... « *en cryées*, se avoit *la vente*, *etc.* »

[X.] *Des reivendications et rentreries des biens meubles.*

[I.] L'action de reivendicacion de leurs [*sic,* tous?] biens meubles, que l'on nomme vulgairement à Reims et à l'environ, rentreries, se peult intenter et mouvoir par un chacun soy-disant propriétaire d'aucune pièce de meubles, soit cheval, jument, bœuf, vache, pourceau, ou autre beste, ou quelque autre espèce de beste, et chose mobiliaire, chéant en reivendicacion dont il se trouve désaisy, et la vend-on (?), [ou?] s'il [*sic,* s'elle?] estoit en la possession d'ung autre.

[II.] Pour intenter ceste rentrerie, ou action de reivendicacion, peult ledict propriétaire faire saisir et arrester, et mectre ladicte chose mobiliaire en la main de la justice du lieu où elle est trouvé, et par ung sergent ou officier d'icelle justice, qui icelle chose mectera en garde et dépost en lieu seur, ès termes d'icelle justice, jusques à ce que par le juge soit ordonné; et signiffira ledict sergent, ou officier, son exploit à la personne de celluy en qui possession ladicte chose sera trouvé, ausquelz (*sic*) doit estre et comparoir en personne à l'heure (?) de l'arrest.

[III.] S'il y a opposition créé par le possesseur, ou par autre, sera assigné aux parties certains brief jour et heure, mesmement se les parties ont [*sic,* ou?] l'une d'icelles [sont?] forainnes, par-devant le juge en qui jurisdicion la chose aura esté trouvé et arresté; auquel jour et heure le propriétaire, comme demandeur, doit estre et comparoir en personne, ou par procureur fondé de procuracion en forme deue, prest à faire sa demande [1] d'absence de conseil, sans avoir quelque délay.

[IV.] Et au contraire, se au jour assigné sur l'opposition [du possesseur?], le demandeur deffault de venir et comparoir, le deffendeur et opposant comparant aura congié de court, portant telz prouffits, qui dès lors se doibt jugier par [*sic,* que?] ledict deffendeur aura mainlevée et délivrance de la chose arrestée, en payant l'amende de la saisine de justice, sauf à la recouvrer, ensemble ses autres despens,

[1] Ici quelques mots ont dû être omis ou intervertis par le copiste. Nous serions tenté de croire que l'original portait : « prest à « faire sa demande, sans avoir quelque délai « pour ce faire, sinon le délai d'absence de « conseil. »

dommaiges et interrestz, qui semblablement luy seront adjugiez, sur et contre ledict demandeur.

[v.] Et se audict jour et heure assigné, les deux parties sont comparans, et le demandeur fait sa demande, et ses conclusions pétitoires, comme il appartient à faire en matière de reivendication, l'opposant pourra avoir ses délaiz ordinaires, qui se donnent avant deffences proposées à ung deffendeur, et qui sont à plain déclairez ou chappitre *des délaiz en action personnelle après demande fait, et avant deffences proposées.*

[vi.] Avec ce aura l'opposant, s'il le requiert, la recréance et joïssance de la chose arresté, en baillant caution fidéjussoire et subject de la valeur et prisée d'icelle chose arresté; mais avant que la recréance luy soit faict, ladicte chose arresté sera monstré et exhibé s'il plaist au demandeur de le requérir à tous ceulx par lesquelz il entend prouver le droict qu'il prétend en la chose; et sy promectera ledict opposant de la monstrer et exhiber à tous à qui le demandeur requierra, et oultre plus en sera interdicte à icelluy opposant l'aliénacion frauduleuse.

[vii.] Oultre et avec les délaiz dessus mentionnez, aura l'opposant, s'il luy plaist, avant litiscontestation, trois délaiz ordinaires de garans; et se durant ung il fait quelque dilligence de faire adjourner, il aura encores le quart délay de garand, pendant lesquelz délay il poura faire adjourner telz garands que bon luy semblera.

[viii.] Mais advise bien l'opposant s'il y a aucune exeption déclinatoire à proposer dont il [se?] puisse aider, qu'il la propose et mect avant, ainçoys qu'il prengne quelque délay de garand; [car aultrement, quant?] à l'exeption déclinatoire, il en seroit débouté comme ayant tacitement prorogué la jurisdicion, ainsy qu'il est dict devant, ou chappitre *des actions personnelles et yppothecquaires.*

[ix.] Et quant à la manière de procedder par l'opposant contre son garand, et comment ledict garand se doit deffendre et procedder; aussy du garand que peult avoir le deffendeur, et des autres garand qui y peuvent estre, [et?] de toute la forme de procedder en la poursuitte, l'on peult du tout ensuir le stille déclairé ou chappitres devant alléguez, c'est à savoir *des actions personnelles et yppothecquaires.*

[x.] Et se aucun soy-disant propriétaire d'aucune chose mobiliaire [en fait la reivendication, et que le soy-disant possesseur affirme?] qu'elle soit ès mains ou en la possession d'aucun autre, il le pourra faire adjourner par ung sergent par-devant le juge dont il est personnellement subject, et requérir audict juge qu'il le contraigne à exhiber ladicte chose mobiliaire; et s'il nye la avoir en sa puissance, peult ledict soy-disant propriétaire requérir audict juge que de son office il interrogue par serment ledict adjourné, assavoir s'il possède ou nom ladicte chose mobiliaire, ou se, par dol et fraulde, il l'a point mise hors de sa possession; et le doit ainsy faire le juge, s'il en est requis; ou si bon semble audict propriétaire, il peult soustenir et offrir prouver que ladicte chose mobiliaire est en la possession dudict adjourné, ou qu'il [y?] estoit à l'heure de l'adjournement; et, en [ce?] cas ne sera plus [l']adjourné interrogué sur ce par serment, mais sera oy et receu en ses deffences, et se conduira et sera démené les procès entre les parties en gardant le stille introduict en action personnelle, comme il est cy-devant escript.

[XI.] *Des actions et exécutions pour louyers et pensions de maisons et héritaiges.*

[I.] Le locateur d'une maison, grange, logis et habitacion, pour les louyers et pensions d'icelle, procède se bon luy semble contre le conducteur et habitateur en action personnelle, par le juge ordinaire dudict conducteur, par vertu d'un simple adjournement faict par le sergent de ladicte justice ordinaire, sans commission par escript; ou, se bon luy (*sic*) semble audict locateur, il y peult faire procéder par exécution, prise et arrest de biens meubles, trouvé en la maison ou habitacion, [sur l'habitateur?] à qui ilz appartiengnent; laquelle exécution se doibt ou peult faire sans commission par escript, par ung sergent de la justice du lieu, où de (*sic*) ladicte maison et habitacion est assise; et s'aucun s'oppose à icelle exécution, la main de justice premièrement garnye pour ung an de la somme de laquelle l'exécution sera faicte, ou de biens vallans icelle somme, jour doit estre assigné à l'opposant par-devant ledict juge d'icelle justice.

[II.] Pareillement pour la cense, moisson, pensions, des terres arrables, vignes, prez, bois, jardins et autres héritaiges ruraulx et champestres, peult le seigneur propriétaire, ou l'usuffructiaire d'iceulz, procéder, se bon luy semble, par action personnelle contre le censier et conducteur d'iceulx, par-devant son juge ordinaire, ou par exécution, saisine et arrest des fruicts pandans et concreus èsdictz héritaiges, ou estans rentrez en la maison, grange ou logis de la cense, par la justice du lieu où ilz sont assis; et en cas d'opposition, la main de justice demourée garnie pour une année, doit estre assigné jour à l'opposant par-devant le juge d'icelle justice.

[III.] Et les parties comparans en jugement, doit le demandeur faire sa demande et ses conclusions pertinentes, selon la matière, sans avoir quelque délay pour ce faire, sinon le délay d'absence de conseil, et se ledict demandeur [ne?] fait sa demande, ou si il ne vient au jour assigné, ou procureur pour luy, le deffendeur aura congié de court, et condampnacions de dépens contre ledict demandeur; et s'il y a exécution fait[e?] et opposition, ledict deffendeur aura avec ce main-levée des biens saisiz; et de là en avant ne pourra plus le demandeur procedder par exécution pour ceste mesme debte; mais bien y pourra procedder par simple action personnelle, pourveu que, avant toute œuvre, il ayt deffendu [*sic*, reffondu?] au deffendeur ses despens dudict congié de court.

[IV.] Et depuis la première journée, est tenu le demandeur toutes les autres journées subséquentes de comparoir en jugement, ou procureur pour luy, prest et appareillé de procedder [en?] la cause, de sa part, selon l'estat d'icelle cause, autrement (?) le deffendeur d'icelle auroit contre luy congié de court, lequel, avant litiscontestacion, seroit de tel prouffict que dessus est dict.

[V.] Mais après litiscontestacion, il ne seroit pas de tel prouffict, ains en [r]apporteroyt le deffendeur prouffit tel seulement, que le demandeur seroit pronuncé descheu de ce qu'il en avoit à faire au jour que le congié seroit contre luy donné.

[VI.] Au regard du deffendeur, se l'on a procédé contre luy par action, se il deffault de comparoir au jour de l'adjournement, il décherroit de déclinatoire par vertu de ce premier deffault; se il def-

fault la seconde foys, il décherra [de?] dilatoire; et par le tiers deffault, décherra de péremptoire; et fauldra procéder contre luy par coutume avec [*sic,* contumace?] de [*sic,* en?] désercion de procès, en gardant le stille devant déclairé ou chappitre *des adjournemens et deffaults en [actions personnelles, et des procès conduicts par deffaulx et désercion*, et chappitres suivans, jusqu'au chappitre *des?] actions personnelles et yppothecquaires* exclusivement.

[VII.] Et se les parties comparans [*sic,* comparent?] l'un et l'autre, sera procédé en icelle action en la manière cy-dessus déclairé, depuis le chappitre *des délaiz en [action personnelle après demandes faictes, et avant deffenses proposées,* et chappitres suivans, jusqu'au chapitre *des?] actions personnelles et yppothecquaires* exclusivement.

[VIII.] Mais se l'en a procédé contre le deffendeur par exécution, se il deffault de comparoir en jugement en personne, ou par [procureur?] au jour à luy assigné à dire les causes de son opposition, ou aucunes des autres journées subséquentes, jusques à litiscontestacion inclusivement, le demandeur aura deffault contre luy, qui sera de tel prouffict qu'il décherra de son opposition, et sera tenu des despens du demandeur, lequel prouffict sera adjugié sans autre r'adjournement.

[IX.] Et se les deulx parties comparent, se la demande est faicte en icelle matière d'exécution, le deffendeur peult avoir s'il veult les délaiz de [*sic,* d'advis?] de procureur, puisque y a procureur pour luy, jour de conseil, et avec ce ung délay de garand, se il le requiert; pendant lequel délay de garand il pourra faire adjourner son garand, s'aucuns en y a; et lors est à procéder selon le stille déclairé ou chappitre *des actions personnelles et yppothecquaires*, depuis l'article commançant : « Se ledit adjourné en garand[1], » et lesdictz [*sic,* jusques à?] deux articles inclus, et depuis aussy l'article commançant : « Et se ledict adjourné en garand à », jusques à l'article commançant : « Et pour réputer [*sic,* rentrer] en nostre matière[2], » exclusivement.

[X.] Et se ledict deffendeur n'a aucun garand, et il a eu tous ses délaiz précédens litiscontestacion, il viendra à proposer ses deffenses

[1] Titre VII, art. XIII. Nous pensons qu'il y a erreur dans le texte, et que le manuscrit original devait indiquer ici l'art. XI du même titre, commençant par ces mots : « Pendant « lesquels délays de garand.... »

[2] Titre VII, art. XVII.

tant déclinatoires et dilatoires comme péremptoires, en requerrant droitz par ordre sur chacune fin, et protestant que, par (?) la chose qu'il entre en ses deffenses péremptoires, il n'entend renoncer aux dilatoires ne aux déclinatoires; car le stille [est?] que les deffendeurs doivent tous playdoyer à une foys, et ne peuvent plaider à diverses foys par retenues, comme l'on peult faire en simples actions.

[XI.] Toutesvoyes, se [en?] une cause en matière d'exécution, l'opposant et deffendeur avoit eu garand, ou seullement eust par [*sic*, pris?] le délay de garand, il seroit forcloz des deffenses déclinatoires; et pareillement en seroit forcloz le garand qui pour l'opposant auroit pris la cause et deffenses.

[XII.] Et depuis, se les deffenses sont proposées, et litiscontestation faicte, est à procedder en la cause selon le stille cy-devant déclairé ou chappitre *des exemptions péremptoires*, depuis le commencement dudict chappitre jusques à la fin d'icelluy.

[XII.] *Des procès en cas de saisine et de nouvelleté.*

[I.] Quiconques a joy et possédé an et jour paisiblement et publicquement d'aucun héritaige, ou d'aucune chose dont l'on se peult dire possesseur, par luy ou par autre dont il a le droict, et depuis il est troublé ou empesché dans la possession et saisine par vray [*sic*, voye?] de fait, il peult dedans l'an et jour [du trouble] à luy faict, et non depuis, ne après l'an passé, intentement [*sic*, intenter?] et mouvoir contre le perturbateur et empescheur son procès et sa poursuicte en cas de saisine et de nouvelleté, par-devant ledict (*sic*) juge royal soubz le ressort duquel la chose est assise, se bon semble à tel intenteur le intenter en court royal; ou, se bon semble, le poura intenter par-devant le juge ordinaire soubz ladicte jurisdicion duquel ladicte chose est assise.

[II.] Se tel possesseur veult intenter son procès par-devant le juge royal, doit prendre et impétrer du juge une commission adressante à ung sergent royal des termes de sa judicatur; et s'il veult intenter par-devant le juge ordinaire, doit prendre sa commission adressant au premier sergent de sa jurisdicion; et laquelle commission, qui est appellé complaincte en cas de saisine et de nouvelleté, doibt avoir

trois parties ou causes principalles : c'est assavoir la majeur, la mineur, de [*sic*, et?] la conclusion.

[III.] En la manière [*sic*, majeure?] doivent estre posez, articuliers et couchiés en bon stille et langaige, les possessions prétandues par le complaignant; en la fin desquelles ne doit estre obmis à mectre, que d'icelles possessions et saisines, et autres (?) pertinentes à la matière, à tout déclaire[r] plus à plain en temps et lieu, ledict complaignant a joy et usé par luy, et ceulx dont il a le droit, par temps suffisant et valable, de bonne possession et saisine, avoir acquis, gardé, continué et retenu; et par les dernières années, cas (*sic*) et exploictz.

[IV.] En la mineur doivent estre les troubles déclairés, et les empeschemens de faict, que depuis ung ou [*sic*, au ont?] esté mis, faict et donné au complaignant, en ses possessions et saisines, et les noms et surnoms des empescheurs; en disant que ce faisant et empeschant, ilz ont troublé et empesché ledict complaingant en sesdictes possessions et saisines à tort, induement, et de nouvel.

[V.] Et en la confusion [*sic*, conclusion?] doibt le juge donneur de la commission mander à son sergent que les parties présentes ou appellées par-devant icelluy sergent, à certain jour et heure compectant, sur et au-devant du lieu pour lequel l'en se complante, ou tel autre lieu que le complaignant veult choisir, il maintiengne, garde ledict complaignant en ses possessions et saisines, [ordonnant aux empescheurs qu'ils?] seuffrent et laissent ledict complaignant joyr et user paisiblement, rendant, restituant, et réparant, et remectre [*sic*, remectant?] ou premier estat tout ce qu'ilz ont faict au contraire, cessent [*sic*, cessant?] doresnavant de telles et semblables troubles et empeschemens, et amendant la nouvelle[té?] par eulx faicte; et en cas d'opposition, refus ou délay, ladicte nouvelle[té?] osté, les débat et choses contencieuses prins et mis en la main du Roy comme souveraine, ou en la main du seigneur, se la commission est donné du juge ordinaire, [(] et s'il est question d'aucune succession où y ay meuble, sera mandé au sergent inventorier et apprécier, et le tout faire régir et gouverner soubz la main du Roy ou dudict seigneur [)], et avec ce restablissement fait premier et avant toutes œuvres des [choses?] prises et levées [?] puis an et jour, [assigner jour?] aux parties certain et compectant par-

devant ledict juge royal, ou ordinaire, pour y procedder et aller avant, et en oultre, selon raison ; et que ledict sergent rescripve ou certifie de ce qu'il aura faict.

[VI.] Par vertu de ceste commission et complaint, le sergent doibt à la requeste du complaignant adjourner les empescheurs, ainsy qu'il luy est mandé et que requis en est, à jour et heure, lieu, certains et compectans, pour veoir mectre par luy à l'exécution la complaincte et commission, selon sa forme et teneur; ou se d'avanture il trouvoit le complaignant, ou les empescheurs, sur le lieu contencieulx, et où il luy est mandé les adjourner, il pouroit bien à ceste heure exécuter sa commission, sinon que lesdictz empescheurs voulzissent avoir délay pour eulx conseiller, ou y mener du conseil, auquel cas le sergent leur devroit assigné jour et heure certain et compectant à y comparoir.

[VII.] Au jour et heure [et ?] lieu assigné, doit le complaignant comparoir en personne, ou par procureur, pour requérir l'exécution de sa complaincte ; et s'il y deffailloit, et ses parties adverses y comparoient, ilz auroit contre luy deffault qui leur vouldroient congié de court, à tel prouffict que ledict complaignant seroit débouté de sa complaincte, et par conséquent pardroit la possession quant à la nouvelleté, non pas [quant?] à la simple saisine; et sy seroit tenu des despens des susdictes parties adverses ; mais ledict prouffict ne se peult adjuger par le sergent, ains fault obtenir commission du juge pour faire adjourner le complaignant à veoir par ledict juge adjuger ledict prouffict.

[VIII.] Et sy lesdictz adjournez à veoir exécuter la complaincte ne comparent audict jour, lieu et heure, le complaignant aura deffault contre eux ; lequel deffault luy sera donné par le sergent, qui de ce rescripvera et baillera sa relation par escript.

[IX.] Après ce deffault ainsy pris, le complaignant doibt impétrer du juge royal [ou] ordinaire une autre commission nommée itérative, adressant audict sergent exécuteur de la première, ou.....[1] autre sergent des termes de la judicature du juge; par laquelle commission

[1] Le manuscrit porte : « *ou autre* première autre *sergent*, etc. »

itérative, après narracion faicte de l'impectracion et exécution de la première, et du deffault ainsy donné, doibt estre mandé audict sergent adjourner derechief lesdictz empescheurs deffaillans, à certain jour et heure, et au lieu premièrement assigné, pour veoir parentériner et paracomplir ladicte première commission, selon sa forme et teneur, avec (?) inthimacion qu'ilz y allent ou nom, l'on procédera, [à] adjuger au complaignant ses possessions et saisines, et en outre, [aller avant en?] la matière comme il appartiendra par raison.

[x.] Et au jour d'icelle seconde assignacion, se les empescheurs ne comparent, doibt le sergent donner le second deffault contre eulx; et par vertu d'icelluy doibt maintenir et garder le complaignant ès possessions et saisines par luy prétendues, et [assigner les empescheurs?] par-devant le juge pour veoir par icelluy juge plus amplement maintenir et garder le complaignant en sesdictes possessions et saisines par luy prétendues, et respondre à luy sur le restablissement et autres choses contenues à la complaincte, procedder, et aller avant en oultre selon raison.

[xi.] Et se au jour ainsy assigné lesdicts empescheurs ne comparent par-devant le juge, il poura en leur absence procedder à l'adjudicacion desdictes possessions et saisines, et condampnacion contre eulx de ce que leur [*sic*, luy?] apparestra avoir esté par eulx pris de et sur la chose contencieuses, et des autres choses du complaignant faict en [*sic*, faisant?] la poursuicte.

[xii.] Mais se au jour de la seconde assignacion lesdictz empescheurs comparent par-devant ledict sergent, il procédera par vertu de ladicte commission itérative au parfaict et [entier?] achèvement d'exécution de la complaincte, comme à maintenir verbalement et de main mise ledict complaignant ès possessions et saisines par luy prétendues, faire les commandemens, deffenses et exploix à luy mandez par ladicte complaincte; et combien qu'il soit mandé audict sergent que en cas d'opposition, refuz ou délay, le restablissement soit faict des choses prises et levées, réalement, et de faict, premièrement, et avant toute œuvre, et que la chose contencieuse soit par ledict sergent séquestré, et inventaire faite de ce qui gist en meubles, néantmoins il a esté tousjours acoustumé que se les opposans ont criée (?) et applicqué leur

opposition à touz les exploix contre eulx faiz, et qu'ilz aient faiz une manière de restablissement par signe, ilz y ont esté receu, saulve la protestacion faicte par le complaignant que jamais lesdictz opposans ne soient receus à riens dire jusques à ce que premièrement ilz aient faict restablissement réelle, et que la complaincte soit fournye.

[XIII.] Et quant au stille et manière de procedder en la cause de nouvelleté par-devant le juge royal, il est à garder et observer en ses termes, selon ce que l'en en use en la court du Roy nostre seigneur à Laon, en laquelle court se traictent les causes de nouvelleté venant par prévencion de Reims, et du pays environ, en ce qui est du baillage de Vermandois.

[XIV.] Comme dict a esté au premier article de ce présent chappitre, se bon semble au soy-disant possesseur qui veult intenter par-devant le juge ordinaire soubz la jurisdicion duquel la chose doibt [*sic,* dont?] il veult faire question est assise, et [*sic,* il?] peult commencer par plusieurs voyes.

[XV.] L'une des voyes est de impectrer dudict juge ordinaire, se en son auditoire l'on plaide par escript, sa commission contenant sa [*sic,* la?] complaincte en cas de saisine et de nouvelleté, telle que devant est dicte, et la faire mectre à exécution [par?] ung sergent de [sa?] justice, en gardant les sollempnitez et le stille cy-devant déclairé.

[XVI.] L'autre voye est faire adjourner par-devant ledict juge ordinaire celluy qui a donné le trouble et empeschement, à certain jour, et à ce jour faire proposer et ramener à faict, de bouche, les possessions et saisines que ledict demandeur et complaignant veult baptiser, et les troubles et empeschemens qui luy ont esté faiz, et sur ce, avant aucune conclusion, requérir au juge que la chose dont le demandeur se complaincte, icelluy juge mectra ou faira mectre en la main du seigneur duquel il est juge, et commectre de par ledict seigneur au gouvernement d'icelle; et ce fait et requis, tout d'un chemin, sans actendre response ou appoinctement de juge, sur ce peult conclure et inferrer ses conclusions pertinentes selon la matière, tant à fin principalle, comme des récréances et restablissement réel.

[XVII.] L'autre voye [qui?] est fort visité [*sic,* usité?] ès villaiges, et [*sic,* est?] de faire faire par les mayeurs, ou sergent, ou autre officier

qui faict les meismes exploix de justice, deffence et inhibicion à ceulx qui ont fait faire, ou menassent faire et donner trouble ou empeschement [à?] celluy qui veult intenter le procès, qu'ilz ne voisent, ne viennent pour aupérer en, ne sur l'éritaige dont il veult faire question; et ce ceulx à qui la deffence est faicte se opposent, peult requérir celluy qui a faict faire la deffense audict sergent, ou officier, qu'il mest en la main dudict seigneur ledict héritaige aucune [*sic,* comme?] chose contencieuse, et commectre au gouvernement d'icelluy personne recéant qui le puisse régir, et en rendre compte en temps et en lieu; laquelle chose icelluy sergent ou officier peut faire de son office, se requis en est, et sans autre commission ne commandement du juge, et, ce faict, assigner jour aux parties par-devant le juge ou les juges ordinaires du lieu où l'éritaige est assis pour procedder et aller avant sur l'opposition, et en oultre selon raison.

[XVIII.] Au jour qui sera assigné par l'usaige et stille des trois voyes et manières de procéder, doit comparoir le demandeur qui a faict faire la deffence, en personne, ou par procureur suffisament fondé, et faire sa demande, et ses conclusions pertinentes à la matière, tant à son principal, comme de récréance et de restablissement réel; et se il ne faict sa demande, ou prent le délay d'absence de conseil, car autre délay ne peult avoir, l'opposant aura congié de court, qui emporte prouffict différent en chacune desdictes trois voyes.

[XIX.] Car en la première voye, où il y a complaincte par escript ramené à faict sur le lieu, le congié de court obtenu par l'opposant contre le complaignant, en quelque journée d'expédition de la cause que ce faict [*sic,* soit?] avient [*sic,* avant?] litiscontestacion, emporte de soy tel prouffict, que le complaignant est débouté de sa complaincte, et des possessions par luy baptisées en icelles, la main de justice mise en la chose contencieuse levée en plain au prouffict de l'opposant, et ledict complaignant condampné en ses despens; et ce ne se faict audict opposant aucune adjudicacion des possessions contraires, pour ce qu'il n'en a aucune baptisées ne proposées de sa part.

[XX.] En la seconde voye, où l'on procède par ung simple adjournement, se le congié est donné avant la demande ouverte ne possessions baptisées du costé du demandeur, le deffendeur emporte seulle-

ment prouffict de ses despens; mais se le congié est donné après demande faicte, et litiscontestacion, le prouffict est tel que le demandeur est de ce mesme faict déboutté des possessions par luy prétendues [en?] sa demande (?); se la chose contencieuse est saisye et séquestré, la main s'en lève au prouffict du deffendeur, et est le deffendeur [*sic,* demandeur?] condampné en ses despens.

[xxi.] En la tierce, où l'on procède par simple deffence, sans séquestracion de la chose contencieuse, le prouffict du congié obtenu avant demande faicte, emporte seullement prouffict de despens au deffendeur, et sy sont les deffences mises au néant; et s'il y a demande faicte, et possessions baptisées avant litiscontestacion, le demandeur déchiet et est déboutté d'icelle; et s'il y a eu saisine et séquestracion de la chose contencieuse, la main s'en lève au prouffict du deffendeur; et en chacun cas emporte prouffict de despens.

[xxii.] Se audict jour assigné aux parens [*sic,* parties?] par vertu de chacune trois voyes et manière de procedder, le demandeur vient à compare, et non le deffendeur, le demandeur aura deffault contre luy, qui sera de tel prouffict que en la [première?] voye, sans quelque autre r'adjournement, les possessions baptisées par le demandeur en sa complaincte luy seroit adjugées selon la forme d'icelle complaincte, la main de justice mise à la chose contencieuse levé à plain à son prouffict, et le deffendeur condampné en ses despens; en la seconde et en la tierce voye, sera de tel prouffict, que se la demande n'a esté faicte, et les possessions baptisées en jugement par le demandeur, il raura r'adjournement contre le deffendeur, et y fera procedder selon le stille déclairé cy-devant ou chappitre *des adjournemens et deffaulz en actions personnelles, et des procès conduicts par deffaulx;* mais se la demande auroit esté faicte, et les possessions baptisées en jugement par le demandeur, le premier deffault par luy depuis obtenu luy seroit de tel prouffict, avant litiscontestacion, que lesdictes possessions lui seroient adjugées; et se la chose contencieuse estoit séquestrée, la main luy en seroit levée, et le deffendeur condampné en ses despens.

[xxiii.] En toutes les trois voyes et manières de procedder dessus déclairées, et chacune d'icelles, les parties comparans, et nulles d'icelles

deffaillant avant litiscontestacion, peult le deffendeur avoir pluseurs délaiz, comme advis [de procureur?], jour de conseil, veue de lieu, se la matière y est disposée, et que la complaincte n'ait esté ramené à faict sur le lieux contencieulx; ou en lieu de veue, déclaracion par escript des choses contencieuses, se c'est chose où chée bailler déclaracion; [et oultre peult avoir l'opposant deffendeur, s'il lui plaist, avant litiscontestation] trois délay [ordinaires de garens?] l'un après l'autre, et le quart délay d'abondant, s'il y a dilligence [de faire adjourner?] durant l'un des trois, avec le délay d'absence de conseil, se prendre le veult; et après tous ces délays, vient (?) le deffendeur à proposer toutes ses exeptions et deffences, tant dillatoires, comme péremptoires, en requérant droit par ordre sur chacune fin, ainsy que dict est cy-devant, au chappitre *des exécutions, criées et subhastacions*.

[XXIV.] Mais avant toute œuvre, ne que le deffendeur puisse délayer, ne estre oy en ses deffences, il fault, se le demandeur le requiert, que la complaincte soit fronie (?), c'est assavoir que la chose contencieuse soit séquestrée et régie soubz la main de justice pendant le procès, tellement que l'une ne l'autre des parties n'ayent quelque joïssance, et aussy que restablissement soit faict réallement, actuellement, des parties ès mains des commis à gouverner ladicte chose contencieuse, du commencement de l'exécution de la complaincte, s'il y a complaincte par escript, sinon du regard au jour de la demande faicte en jugement.

[XXV.] Toutesvoyes, il y a des matierres dont il peult estre question en cas de nouvelleté, esquelles ne se doibt faire séquestracion ne restablissement actuelle, comme quant il est question d'une rente ou prestacion annuelle [*sic*, manuelle?], ou de pasturaiges et aisemens communs entre habitans des deux villes, ou villaige, ou de reddifficacion d'une maison, manoir, pressoir, molin, et autres édiffices qui sont parfaiz et aschevez, ou bien avancez, avant la complaincte exécutée, ou la demande faicte; ouquel dernier cas lesdictz édiffices pour restablissement ne sont pas destruis, ne démolis (?) totalement, mais seullement se ostent aucunes pièces en signe de restablissement.

[XXVI.] Et au surplus, après que le deffendeur, ou son garand, a proposé ses exeptions et deffences, et faict litiscontestacion, le de-

mandeur peult avoir ung délay de garand, s'il y a aultruy qui le doye garandir.

[XXVII.] Toutesvoyes souvent advient que en ceste matierre de nouvelleté ne chiet point de garand, ne au deffendeur, ne au demandeur, comme se l'achapteur d'ung héritaige qu'il achepta de[puis?] plus ung an, et [*sic*, en?] avoit laissé discontinuer et interrompre la possession que en avoit eu son vendeur, et qu'il avoit encores au jour qu'il lui vendit l'éritaige, icelluy vendeur ne seroit pas tenu de entrer en garand pour luy en icelle matière de nouvelleté, car audict achepteur seroit à imputer la discontinuacion de la possession.

[XXVIII.] Le demourant de la conduicte et dém[en]ance de la cause se peult régler selon le stille déclairé cy-dessus, ou chappitre *des exceptions péremptoires*, sauf tant que se les parties, ou l'une d'icelles, veulient faire ung procès à part sur l'instance de la récréance de la chose contencieuse, fairre le pourroit, et rescripveront [*sic*, litigeront?], se bon leur semble, à part, ou avec le précipal cas (?); mais en ceste instance n'y a que ung seul délay de production pour procedder ès faictz des parties, tant par tesmoings, que par lectres.

[XIII.] *Des procès en cas de [simple] saisine*[1]......

[I.] Le possesseur[2] d'aucun héritaige, ou chose gisant en possession, qui en a joy par temps souffisant, soit à tiltre, ou cens, et se trouve troublé ou empesché en sa possession depuis dix ans par trouble de faict, peult dedans le temps d'iceux dix ans, et non après, intenter comme [*sic*, contre?] le perturbateur son procès en cas de saisine simple, par-devant le juge ordinaire desoubz lequel la chose est assise, en impétrant dudict juge, se en son siége l'on plaide par escript, une

[1] Le manuscrit porte : « *Des procès en cas* « *de saisine et de nouvelleté.* » Ce titre est celui du chapitre précédent.

[2] En marge du premier article se trouve la note suivante : « L'action de simple saisine se peult intenter dedans les dix ans, « et adjuge-l'on la possession à celluy qui « prouve la plus ancienne possession auparavant lesdicts dix ans, sans ce que la possession que aucun pourra avoir eu la plus « part desdictz dix ans luy puisse servir ; « mais on s'arreste à l'ancienne possession « auparavant dix ans ; et ainsy a esté délibéré « le IIe novembre mil ve XLIX, par A. Dorigny « et J. Beauchamp, pour ung procès déméné « entre Henri Drussot demandeur, contre « Jacques Hutarout deffendeur. »

commission contenant sa complaincte, en telle forme comme se prent la complaincte en cas de saisine et de nouvelleté, sauf tant [seullement?] que en la mayeur ne doit pas estre mis que de ses possessions il ait joy les dernier[es années?] cas, et exploix; de [*sic*, en?] la mineur aussy ne doit estre mis qu'il n'ait esté troublé depuis ung an, et de nouvel, mais y doibt estre mis que, depuis dix ans en çà, tel trouble luy a esté faict à tort et contre rayson; et en la conclusion ne doivent estre mise la clause de la séquestracion de la chose contencieuse, ne la clause des restablissement.

[II.] Pour l'exécution d'icelle complaincte en cas de simple saisine, fault ung seul adjournement contre le perturbateur à comparoir sur, ou au devant, du lieu choisy pas le complaignant; et au deffault dudict perturbateur, ne se faict par le sergent aucune maintenue, ne le complaignant ne impètre par commission itérative; mais il faict adjourner ledict perturbateur par-devant le juge ordinaire, pour illecq veoir par le juge maintenir pour le complaignant en ses possessions, et respondre sur ce, et procedder selon raison. Et se le perturbateur n'est en deffault au jour à luy assigné à comparoir par-devant le sergent, et s'il s'oppose et reffuse de acquiescer aux exploix du sergent, en ce cas le sergent luy doit assigner jour certain et compectant par devant le juge ordinaire, pour dire les causes de son opposition, reffus, ou délay, respondre au complaignant sur le contenu en sa complaincte, et procedder selon raison.

[III.] Se au jour assigné par-devant le juge, les deux parties comparent, elles ont à procedder et délayer [selon?] le stille des parties en cas de nouvelleté, cy-devant ou chappitre précédant déclairé, exepté qu'il n'y fault toucher au restablissement, ne à fournissement de la complaincte, ne à séquestracion de la chose contencieuse; car le deffendeur peult joïr pendant le procès.

[IV.] Et se ledict demandeur compare, et le deffendeur non, mais enchiet en deffault, il fault continuer les deffaulx, et faire les r'adjournemens tel que sont cy-dessus déclairés, au chappitre *des adjournemens et deffaulx ès actions personnelles*.

[V.] Et se ledict deffendeur compare, et non le demandeur, le deffendeur aura congié de court, avec r'adjournement contre le deman-

deur à veoir juger le prouffict dudict congié de court, à jour, duquel l'adjournement ledict prouffict sera adjugé au deffendeur, tel que le complaignant sera deboutté de sa complaincte, et des possessions par luy baptisées et prétendues, et condampné ès despens dudict deffendeur; et par ce aura le demandeur perdu du tout la possession de la chose, et n'y peult plus intenter que le pétitoire en reffudant premièrement les despens dessus adjugés au deffendeur; et sy doit intenter sur le pétitoire devant l'an du jour qu'il est débouté de possession, car après l'an il n'y seroit pas recepvable.

[VI.] Et sy l'action possessoire de simple saisine se intente par-devant une justice de villaige, ou ville champestre, là où l'on [ne?] plaide par escript, mais par record des eschevins seullement, le demandeur voulant intenter l'action, poura procedder par simple adjournement, ou par faire deffence au perturbateur, de par le seigneur du lieu, qu'il ne voise ne viengne sur l'éritaige dont meust la question; et se il s'oppose, luy sera assigné jour par-devant la justice du lieu pour dire les causes de son opposicion, respondre, et procedder selon raison, sans user de saisine, ne de séquestracion de l'éritaige; et en effect celle deffence ne vault que autant que ung simple adjournement.

[VII.] Et se par la simplesse ou inadvertance de l'officier qui fait la deffence, ou par l'importune requeste de la partie qui la faict faire, ledict officier, en cas d'opposicion, saississoit ou séquestroit l'éritaige contencieulx, sy en auroit l'opposant main-levée, et délivrance, s'il le requiert, puis que le demandeur ne prendroit ses conclusions en matière de nouvelleté; et joïroit icelluy opposant de l'éritaige pendant le procès.

[XIV.] *Des procès en action pétitoire.*

[I.] L'action pétitoire pour le droit de propriété d'aucun héritaige se soit [*sic,* doit?] intente[r] par adjournement par-devant le juge soubz la jurisdicion duquel l'héritaige est assis; et au jour de la demande (?) meust, doivent comparoir en jugement le demandeur intentant l'action, et le deffendeur adjourné, en leurs personnes, ou par procureur de chacun d'eulx souffisamment fondé; et doit le demandeur faire sa demande, et s'il est requis, de [*sic,* doit?] la bailler par escript; et il

ne la doit apporter ne mectre en cour [sinon?] trois foys escriptes en trois rolles ou quaternes tous paraulx, lesquelz [sont?] collationnés par le scribe ou greffier de l'auditoire, qui les doit signer trois foys, et en bailler l'un au deffendeur, l'autre au demandeur, et l'autre demoure en la court.

[II.] Après ceste demande ainsy baillée escripte (?), le deffendeur a ung délay pour la veoir avec son conseil, et après le délay doit avoir, s'il le requiert, tous autres délaiz ordinaires, comme son procureur le délay d'advis de procureur, jour de conseil, veue de lieus, premier, second, trois, et quart délay en garand, en procédant quant à ce et en tout le surplus du domaine [*sic,* desmainé?] du procès comme il est cy-devant [déclairé?] en tous les chappitres *des actions réelles* et *possessoires.*

[III.] Et se le demandeur ou le deffendeur déchiet de sa cause en ceste action pétitoire, il déchiet totallement du droict qu'il prétend en l'éritaige, tant en pétitoire que en possessoire.

[XV.] *Des procès en cas d'appel et d'attamptast, et des amendes des appeaulx.*

[I.] A Reims, et à l'environ, ès lieux qui se gouvernent aux usaiges, stilles, et communes observances de Reims, sont aucuns seigneurs haulx justiciers qui ont ressort et congnoissance des causes d'appel rellevées par les appellans, ou renvoyées par la court de parlement par-devant les baillifz d'iceulx seigneurs; mesmement l'arcevesque et duc de Reims congnoist des appellacions relevées par-devant luy qui sont entrejectées des officiers dudict archevesque subalternes et inférieurs dudict bailly; c'est assavoir de ceulx de la ville et cité de Reims, en son banc, à jour certain et compectant, sans assises, et tous [*sic,* ont?] ces appellans trois mois de rellevées, se reellever veullent illecques leurs appellacions; et des officiers de chastelleries, villes et villaige dudict arcevesque, [et?] de ses vassaulx, et [*sic,* ès?] assises et jour publiées et ordonnés que ledict bailly tient en chacune desdictes chastelleries dudict arcevesque; là où les appellans peuvent rellever leurs opposicions, à dix jours francz près du jour des publications (?) desdictes assises ou jours.

[II.] Ès causes d'appel introduictes par rellevement impétrées pour les appellacions [*sic,* appellans?], ou anticipacions obtenues (?) par les appellez, ou inthimez, ou par renvoye faict par la court de parlement par-devant le bailly de Reims à son siége dudict Reims, hors assises, doit l'appellant, ou l'appelé et inthimé, comparoir au jour de l'adjournement et inthimacion, [ou?] au jour autrement assigné, en personnes, ou par procureur, et doit l'appellant estre prest de faire faire sa demande et proposer ses griefs et sa cause d'appel, et conclure pertinemment selon la matière, et n'a autre délay pour ce faire, sinon le délay d'absence de conseil; et s'il n'en faict son debvoir, ou s'il ne vient et compart audict jour, les appellé et inthimés, ou celluy d'eulx qui est comparant, ont congié de court portant tel prouffict, que de ce mesme faict ledict appellant est décheu et déboutté de sa cause d'appel; et jugement, ou appoinctement, ou exploix, dont il se doit [*sic,* dict?] avoir appellé, confermé, et ledict appellant condampné en l'amende de fol appel, et aux despens de ses parties adverses.

[III.] Se audict jour de l'adjournement et inthimacion, l'appellant est comparant suffisamment, et les appellez et inthimez,...[1] ou l'un d'eulx n'y comparent, l'appellant aura deffault contre eulx, portant tel prouffict que au regard de l'inthimé il ne procédra en la cause; et se peult adjuger ledict prouffict en donnant le deffault; eust [*sic,* et?] au regard de l'appellé, il doit estre r'adjourné pour voir adjuger le prouffict dudict [deffault?] tel, qu'il est dict bien appellé par l'appellant, ou [*sic,* et?] mal jugé, ou appoincté, et exploicté par l'appellé; et sy est condampné ès despens de l'app[ell]ant, et en l'amende de l'appel.

[IV.] Et se audict jour de l'adjournement et inthimacion, les parties comparent toutes et suffisamment, et après que l'appellant a plaidé sa cause d'appel, l'inthimé peult déclairer qu'il ne veult riens soustenir, et partant il est mis hors de court; et dict le juge que ledict inthimé ne prendra aucun prouffict en la cause; et par ainsy demoure seul ou procès l'appellé pour soustenir à ses périlz et fortunes le jugement, et appoinctement, ou exploix, dont a esté appellé.

[V.] Ou se bon semble à l'inthimé, il peult soustenir avec l'appellé,

[1] Le manuscrit porte : *les appelez, et inthimez, et appelé, ou l'un.....*

ou s'il luy plaist peult soustenir seul, à ses périlz et fortunes, et prendre en soy la cause de l'appellé, qui partant est mis hors de court.

[VI.] Les délaiz en cause d'appel, avant litiscontestation, sont, que les appellans et inthimés ont ung bref délay de vision [d'exploix?] qui en.. assises [se?] baille[1] d'eure (?) à autre, et se peuent avoir le délay d'absence de conseil, qui en assises se baille d'assise à l'autre assise, et hors d'assises se baille à jour compectant à l'arbitraige du juge; et après litiscontestacion, les délaiz et procédures sont comme ès causes personnelles, ainsi que cy-devant sont déclairez.

[VII.] Ès causes d'appel qui sont introduictes en assises, les parties doivent [estre?] présentes le premier jour de l'assise, qui est appellé le jour des présentacions, pour tout le jour naturel jusques à la nuict, sur peine de perdicion de cause, se la cause est entierre; et s'il y a litiscontestation, la peine est de cheoir la partie non présentée de ce qu'elle a à faire à icelle assise, et estre tenue des despens de la partie [adverse?] fait et soustains en icelle assise, et taxacion d'iceux réservé en deffinitive.

[VIII.] Se les parties viennent à faire leur présentacion, elles doivent garder la forme entierrement introduicte qui au regard de l'appellant est telle en effect : « *Tel* appellant se présente en personne, ou par *Tel* « son procureur fondé de procuracion mise en court, à l'encontre de « *Tel* officier en *tel* office de *Tel* seigneur, ou dame, ou de *Tel* lieu, « [et de *Telle?*] partie appellée, et de *Tel* partie inthimée; » se jour y a eu, par la manière que jour y a.

[IX.] Et au regard des appellé et inthimé, leur présentacion doit estre faicte en ceste forme, ou en substance : « *Tel* prévost, ou mayre, ou « eschevin, ou sergent, en *tel* office, ou de *Tel* seigneur ou dame, ou « de *Tel* lieu, [et *Telle* partie?] appellé[e], en [*sic*, et?] *Telle* partie « inthimée, et chacun d'eulx endroit soy, se présente en personne, ou « par leur procureur fondé de procuracion mise en court, à l'encontre « de *Tel* soy-disant appellant; » se jour y ont eu, par la manière que jour y ont.

[X.] Et se l'une des parties est qualiffié d'aucun non, office, charge ou qualité, elle la doit déclairer, et mectre en sa présentacion, se la-

[1] Le manuscrit porte : « *qui en* ce *assises baille*, etc.

dicte qualité sert en la cause d'appel; autrement sa présentacion pourroit estre dict moins suffisant; et seront [*sic*, seroit?] en danger de perdre sa cause, car le stille est rigoureulx en cause d'appel, tellement que qui est tesmoings [*sic*, moins?] suffisant, présent, il est réputé non présenté (?), et enchiet en la peine cy-devant déclairé par [*sic*, pour?] présentacion non faicte.

[xi.] Tous les délaiz en cause d'appel pendant en assises, se baillent d'assise à autre, exeptez les délay de vision d'exploix, et de accorder ou discorder escriptures, lequel se baillent durant l'assise du jour, ou lendemain; et y ont cours tous délaiz ordinaires acoustumez en actions personnelles, exeptez advis de procureur, et jour de conseil.

[xii.] Sy en aucune manière de cause d'appel y a adjournement sur aptemptas, la matierre se traicte avec la cause d'appel, ou s'il plaist au juge, il la sépare et divise, et la faict mectre hors d'assise, pour estre plus abrégée; et est l'amende (?) des aptentas arbitraire, selon l'exigence du cas.

[xiii.] Les amendes en cause d'appel sont sur l'appellant, s'il déchiet, de soixante solz parisis, sauf que aucun tiennent qu'il y a aucun corps d'eschevinage, se ilz jugent ou appoinctent mal, qu'il enchiet en amende de soixante livres parisis; et aussy l'appellant de leur jugement, ou appoinctement, s'il appelle mal, il enchiet en amende de soixante livres parisis; et au regard de l'inthimé, il ne doit jamais amende, jà çoit ce que le jugement ou exploix qu'i[l] soustient soit infirmé, sinon qu'il ait pris la cause pour l'appellé.

[xiv.] En aucunes des seigneuries temporelles de Reims, et du pays environ, comme chappitre de Reims, Saint-Remy, et Saint-Basle, y a telle stille ou usaige, que les appellans qui renoncent à leur appel dedans huit jours [enchiènt en amende de?] xx sous par., envers le seigneur duquel il ont appellé; et [se?] il n'y renoncent dedans la viiie, et ne rellevent en temps dict, encourent en amende de soixante solz parisis envers ledict seigneur, comme s'ilz eussent rellevé, et qu'ilz eussent esté dict mal appellé; qui est bon usaige, et bien fondé en raison.

[XVI.] *Des procès criminelz.*

[i.] Se aucun est accusé, ou chargié par informacion, d'avoir commis et perpétré aucun cas criminel, comme larresin, saccreleige, occission,

meurtre, feu bouté, ou semblables causes pour lesquelz se doit imposer peine de mort, ou bannissement, se ledict criminel peult estre appréhandé au corps de la justice de laquelle il est subject, s'il est demourant à Reims, ou au pays environ, ou par la justice du lieu où il a esté pris en présent meffaict; ou s'il n'est demourant ou pays, et il est appréhandé ès termes de l'une des justices dudict pays, l'on doit faire son procès selon droict escript, raison, et justice, comme est acoustumé à faire à ce royaulme; et n'y [a] à Reims, ne au pays environ, aucun stille particulier, ne loyal [*sic*, local?], différent ou dissemblable en ce cas de celluy dont l'en use en ledict royaulme.

[II.] Mais il y a audict Reims contre [*sic*, entre?] les seigneurs haulx justiciers, leurs bourgeois et subjects, aucuns entrecours (?) prévileges, franchises et libertez qui sont escriptes en leur chastres, tiltres et enseignemens, dont ilz ont usé et usent chacun jour, non pas par manierre de stille ou coustume, mais selon les constitucions aucunes [*sic*, anciennes] sur ce faicte; et quant il survient question ou débat, l'en a recours audictes chastres, tiltres, et enseignemens.

[III.] Se celluy qui est acusé, ou chargé d'aucun crisme, s'est absenté de (?) la cité, ou retraict en lieu saing, tellement que l'en ne [le?] puisse appréhander, le juge cappable de la congnoissance de court (?) a coustume de bailler sa commission par escript, narrant le cas en briefz, adressant au premier sergent de sa judicature, auquel il mande prendre au corps de [*sic*, le?] crimineulx, se appréhander le peult hors lieu saint, sinon le adjourner à peinne de bannissement par-devant ledict juge, à comparoir personnellement à trois briefz jours, trois huitaines, trois quinzaines, et la quart d'abondans; et ce faict ledict adjournement au domicille du crimineulx, s'aucun en a audict Reims, et or au lieu où les [*sic*, est?] procès faict (?), et aussy [est?] à publier ès carrefours et places publicques de la ville; et se ledict crimineulx n'y a domicille, il souffert [*sic*, souffict?] de l'adjournement à cry publicque; et sy est mandé par ladicte commission saissir, et inventorier, et apprécier les biens de tel crimineulx, et de commectre à la garde d'iceulx, ou les mectre en seur lieu.

[IV.] Et se doivent déclairer et signiffier en faisant ledict adjournement lesdictz trois briefz [jours?], trois huictaines, trois quinzaines, et le [*sic*, la?] quart d'abondant, en gardant le train qui s'ensuit, ou

en substance. C'est assavoir sy le premier jour est dict comme à ung mercredy, et (*sic*) le tiers bref jour sera comme le vendredy ensuivant, et ainsy des autres jours de la sepmaine, en mectant du moins ung entre deux des briefz jours, combien que le juge en y peult bien plus mectre, s'il luy plaist; et la première huictaine se prent au huitiesme [*sic*, premier?] jour de la seconde [*sic*, première?] huictaine, [jusqu']au huitiesme jours ensuivant [exclus?]; la tierce [*sic*, seconde?] huictaine, [se prend?] au [VIIIe] jour ensuivant icelle première VIII^aine, et la IIIe VIII^aine à l'autre VIIIe jour ensuivant ladicte seconde VIII^aine; la première XV^aine [se prend à l'autre VIIIe jour suivant ladicte IIIe huictaine; la seconde XV^aine au XVe jour suivant la première XV^aine; la tierce XV^aine au XVe jour suivant la seconde XV^aine]; et la quart XVe se prent et eschiet au XVe jour ensuivant la tierce XVe; ainsy en effect tout ledict temps durant [*sic*, dure?] environ trois moys.

[V.] A chacun de ses jours doit comparoir le procureur fiscal de la seigneurie par-devant le juge, et requérir son deffault, lequel luy doit estre donné se l'adjourné ne vient, appellé à haulte voix; et s'il vient, il doit estre arresté prisonnier; et se doit faire son procès comme il est dict dessus au premier article de ce présent chappitre.

[VI.] Chacun de ses dix deffault, exepté le Xme qui est d'abondance, porte amende de soixante solz parisis à prendre sur le deffaillant, ou sur ces biens, supposé qu'ilz aient [*sic*, chéent?] après en confiscacion, sinon que ladicte demande [*sic*, amende?], ou partie d'icelle, viengne ou prouffict du seigneur qui aura la confiscacion; ouquel cas ce que ledict seigneur prent en ladicte amende est confus; mais que [*sic*, se?] le fermier dudict seigneur y prent, se doit payer sur lesdicts biens qui seront déclairez confisquez.

Toutesvoyes il semble que la multiplicquacion de ses deffault, portans sy grande amende que de soixante solz parisis chacun, est bien grève, actendu la pourетté du peuple, et que l'on les pouroit réduire au premier brief jour, première huitaine, et première XV^aine, portant chacun soixante solz parisis pour amende.

[VII.] Et se ledict crimineulx avant déclaration de la confiscation de ses biens obtient du roy rémission, ou pardon, du cas où il est (?), et [*sic*, ou?] est oy, ou [*sic*, et?] trouvé innocent, ou peu coulpable, tellement que ladicte confiscacion soit évitée, il sera tenu de payer les

amendes desdictz deffaultz, jà çoit ce que par la rémission ou pardon luy fut requise [*sic*, remise?] toute peine et amende civille, et tous deffaulx à ban, qui est à entendre là où l'amende des deffaulx vient au prouffict du Roy, et non pas ou prouffict du fermier du Roy, ou d'un royaulx [*sic*, haulx?] justiciers, car en telles lectres le Roy réserve et saulve tousjours le droict d'aultruy en toutes choses.

[VIII.] Se tous les dix deffaulx à ban sont donnez, expirez, et passés, le juge doit veoir et faire les informacions, exploix, deffaulx, et arremens de procès, et s'il trouve qu'il y ait cause de jugier le bannissement contre le crimineulx, qui [*sic*, il?] le jugera et déclairera par sa sentence deffauteur à perpétuel, ou [à?] temps, selon l'exigence des cas.

[IX.] Et [*sic*, Se?] le bannissement est déclairé perpétuel, les biens meubles et immeubles du banny chéent en confiscacion, ou prouffict des seigneurs haulx justiciers, et [de?] chacun d'iceulx en jurisdicion desquelz ilz seront trouvez et assis; mais se ledict bannissement n'est perpétuel, il n'y chiet aucune confiscacion de biens, et en ce cas les amendes et exploix de justice se prennent sur les biens du crimineulx banny à temps.

[X.] En matierre criminelle, ne doit pour quelque appellacion qui soit entrejectée de la part du crimineulx, ou de ses gens, différer de procedder à prise et emprisonnement, adjournement, saisine, inventaire, et garde de biens, faire et parfaire informacions, donner deffault, ne autre procéder, hors interroguer le prisonnier crimineulx, et déclairer le bannissement.

[XI.] Et se le crimineulx appellant est appréhendé, pris au corps, l'on ne [*sic*, le?] doit mener soubz seure conduicte tout prisonnier devers le juge..... qui doibt congnoistre de l'appel, et le garder seurement sans rien innover, ne actempter, jusques à ce qu'il relève son appel; et qu'il s'y face mener à ses despens.

[XII.] Se dedans la ville et cité de Reims, et la banlieue d'icelle, aucun crimineulx est pris prisonnier, en quelque jurisdicion que ce soit, par le seigneur ou les seigneurs d'icelle terre, qui ont haulte justice, congnoissans de crime cappital, et par la justice d'iceulx seigneurs son procès faict, il est trouvé digne de mort, la justice dont il sera subject, ou en qui jurisdicion il aura esté pris, le jugera, et à la fin de sentence le doit déclairer [*sic*, délivrer?] tout jugié au prévost de

Reims de par monseigneur l'arcevesque duc dudict Reims; lequel prévost paie pour ce à la justice qui l'a jugié, et le luy délivre, une grande amende [*sic,* ung guerdonnement?] de deux solz six deniers parisis; et ce faict, incontinant, et sans délay, le doit ledict prévost délivrer au bourrel, et mener exécuter au gibet de Reims, appartenant audit arcevesque, et assis en sa terre.

[XVII.] *Des procès en matière de purgacion* [sic, *pugnicion*] *des crimes imposez.*

[I.] Se aucun soy soutenant innocent et sans coulpe d'aucun crime à luy imposé et mis sus, se veult purger du cas, et en obtenyr sentence purgatoire de son juge ordinaire, il doit à sondict juge remonstrer et exposer comment il est homme de tel estat et habitude, bien famé et renommée, sans avoir jamais esté repris, actaint, ou convaincu d'aucun villain cas, blasme, ou reproche; et que nonobstant, aucun ayneulx, et aucuns malveillans, mes[me]ment *Telz* et *Telz,* luy ont à tort, et contre périle [*sic,* vérité?] imposé et mis qu'il avoit faict et commis un tel larcin, ou sacrelcige, ou meurtre, ou occision, ou rapt, ou efforcement, ou feu boutées, ou autres crimes ou maléfices, lequel se doit déclairer ou spécifier, et ses choses auroient et ont lesdictz aigneulx et malveillans, dit, publié et divulgué en pluseurs personnes, pour vitupérer, diffamer, et déshonnorer l'exposant, en son grand grief, préjudice et dommaige; et plus seroit, et pouroit estre, sy pourveu ne luy estoit de remède de justice; et pour ce doit offrir audict juge duquel il est subject personnellement, soy rendre, et de faict se doit rendre son prisonnier, offrant estre à droict sur les cas imposé, et requérir la voye de justice luy estre ouverte et administré.

[II.] Sur ceste requeste, le juge luy doit octroyer sa commission narative de ce que dit est, adressant au premier sergent de sa jurisdicion, auquel il mandera qu'ilz signifient au dénommé hayneulx et malveuillans de l'exposant prisonnier, au procureur du seigneur, ou de la seigneurie dont il est subject, [et au procureur?] du seigneur du lieu où le cas est imposé, et à tous autres dont ledict sergent sera requis, la détention dudict opposant, en leur inthimant et faisant sçavoir, de par ledict juge, que s'ilz veullent ou entendent aucune chose dire ou maintenir contre

luy, touchant ledict cas, ou autre cas que l'on ne (*sic*) luy saiche ou veuille imposer, soit en accusant ou démunciant, ou partie faisant, administrant tesmoings, soit comment [*sic*, autrement?], il voise devers ledict juge, et il leur offre et administre[ra?] raison et justice; et néantmoins mandra ledict juge audict sergent, par icelle commission, qu'il adjourne tous les dénommez en icelle commission, et autres dont sera requis, d'estre à comparoir par-devant luy, ou son lieutenant, à trois briefs jours, et le quart d'abondant; c'est assavoir à ung jour de la sepmaine qui sera esleu et nommé en ladicte commission, comme à ung lundy xxxe jour d'ung tel moys, pour le premier bref jour, du mercredy ensuivant pour le second, au vendredi ensuivant pour le tiers, et au lundy après ensuivant pour le quart et dernier brefs jours, pour illecques venir dire et alleiguer ce que bon leur semblera, pour empescher la délivrance et absolution dudict prisonnier, ou inthimacion que se ilz n'y viennent ausdictz jours, ou à aucuns d'iceulx, l'on procédera sans plus les évocquer ne actendre à la pugnicion, et correction, et condampnacion, ou absolucion et délivrance du corps dudict prisonnier, comme il appartiendra par raison.

[III.] Par vertu de ceste commission [comme il peult advenir?] que l'en peult faire réquisitoires, pour ce qu'il peult estre aucun de ceulx [qui?] feront à adjourner [qui ne?] seront demourans ès termes de la jurisdicion du juge donneur d'icelle commission, le sergent auquel elle sera présentée doit aller faire son exploict selon ce que mandé luy est par ladicte commission, et se exploicter fault en aultre jurisdicion, présentera icelle commission au juge des termes duquel il aura exploicté, et luy requerra en ayde de droict qu'il luy donne licence et permission de la mectre à exécution en sesdictz termes, ou il luy face mectre à exécution par ung de ses sergens, lequel ne doit reffuser qu'il ne face l'un ou l'autre, mais il choisira lequel qu'il luy plaira; et se bon luy semble baillera sa commission annexée ou attachée à celle à luy présentée, et par vertu d'icelle sera exploicté selon la forme et teneur [dessus dictes?]; et de tout fault faire relation par escript, ou de vive voix, au juge ordinaire dudict prisonnier.

[IV.] Après les exploictz ainsy faict, au premier brief jours qui sera assigné, doibvent comparoir devant ledict juge ordinaire séant en son siége de judicature, et ledict exposant ou prisonnier comme deman-

deur (?) avec son conseil d'une part, et le procureur de la seigneurie, et avec luy les autres adjournez, s'ilz y sont présens, ou procureur pour eulx deffenseurs d'autre [part?]; et illecq doibt le conseiller du demandeur proposer et ramener à faict bien au long le contenu en sa commission, tant en la majeur que en la mineure, ensemble de l'impétracion et exécution d'icelle commission, et sur ce conclure affin que par ledict juge soit ledict prisonnier dit et déclairé innocent et sans coulpe du cas à luy imposé; [et icellui?] prisonnier se peult justiffier en nyant les charges contre luy proposées, en respondant pertinemment à chacun pour [*sic*, jour?] et en persistant en ses premières requestes et conclusions; et sy doibt requérir provision (?) et eslargissement de sa personne, jusques au jour de la sentence, néantmoings en baillant caution subjecte; laquelle provision (?) le juge luy doibt faire par conseil, jusques à ce qu'il y ait cause de recepvoir le prisonnier en procès ordinaire; et lors auront les partyes à procéder ordinairement, selon le stil couché cy-dessus, ou chappitre *des actions personnelles*.

[v.] Se lesdictz adjournez, partyes privées, se veullent constituer par partye contre ledict prisonnier, ilz y seront receuz à leurs périlz et fortunes, et poura estre procédé au regard d'iceulx, ainsy comme dudict procureur fiscal.

[vi.] Mais se lesdictz adjournez ne viennent aux quatre briefs jours à eulx assignez, le prisonnier se doibt à chacun jour présenter et demander deffault contre eulx, lequel luy doibt estre octroyé, eulx appellez à haulte voix, et actenduz suffisamment; et après le quart deffault obtenu, doibt le juge adjuger le prouffict des quatre deffaulx qui seront tel, que sans plus évocquer ne attendre lesdictz deffaillans, il procédera à la condempnacion et pugnition ou absolution et délivrance dudict prisonnier, comme faire se debvera par raison.

[vii.] Pareil procès peult l'en faire pour ung qui pour aucun cas criminel aura esté par justice emprisonné, et ne sera le cas adjugé contre luy, se il se veult purger dudict cas.

[XVIII.] *De quoy est tenu de faire prompte foy en jugement la partye litigante.*

[i.] Le demandeur qui, ou nom d'aultruy, faict poursuicte, action, ou demande, contre ung soy-disant procureur d'aultruy, ung tuteur

et curateur de mineur, ung exécuteur d'aucun testament, ung recepveur officier ou fermier d'aucun seigneur, ou d'aucun abeyes, ou esglise, ou ville, [ou] communaulté, ung soy-disant avoir le droict par achapt traictée du transport de la debte, ou du droict d'aultruy, et aultres semblables, est tenu en faisant sa demande, mesmement s'il en est requis par le deffendeur, de faire obstancion et prompte foy en jugement, et sur-le-champ, de son povoir, tiltre, et qualité, ou par lectres, ou par tesmoings, ou probacions souffisans; et ne souffit proposer de bouche, et offrir le prouver ès termes des probacions, aultrement il n'est recepvable en sa poursuicte et demande; mais aura, s'il le requiert, congié de court, à tel prouffit comme le stil et l'ordonnance [portent?], et selon la nature de l'action et poursuitte.

[II.] Le demandeur qui en faisant sa demande, ou en réplicquant aux deffences du deffendeur, se vente, et fonde sa demande et ses réplicques, de, et sur aucunes sentences, acte, ou exploict, émanés de court séculière, ou spirituelle, où l'on a acoustumé de plaider par escript, est tenu d'en faire prompte foy en jugement, et sur-le-champ, par les actes, et lettres, tel qu'il les propose, ou par autres preuves suffisans, ou sinon il n'est à les proposer recepvables, ains en estre [*sic*, est?] regecté, ensemble du prouffit et séquelle d'iceulx.

[III.] Et se les actes et exploictz dont se vente le demandeur sont advenuz ou émanez, en, et de court où l'en ne plaide pas par escript, le demandeur est tenu, en les proposant, d'en faire apparoir par les recordz, et relation de vive voix des eschevins ou juge d'icelle court, ou par instrument, ou attestacion par escript contenant le recordz desdictz eschevins, ou juges, ou par aucunes autres probacions souffisantes.

[IV.] Le demandeur en touttes causes pendans en court où l'on plaide par escript, et là où l'en lève acte, est tenu, à chascune journée de l'expédition de sa cause, de monstrer au deffendeur l'estat de la cause par acte, ou mémorial, émané d'icelle court, signé du greffier, et scellé du scel dont l'en use en icelle court; et se la cause n'est [litis?] contestée, est tenu de monstrer tous les actes de tout le démainé de la cause, depuis le commencement jusques au jour qu'il en est requis; mais après litiscontestacion, il souffit qu'il monstre l'acte dudict appoinctement, et l'estat de la cause, et se ainsy ne le faict, le deffen-

deur aura [deffault?], s'il le requiert, et comme il est cy-devant touché en pluseurs chappitres précédans.

Touttesvoyes le stile semble bien rigoreux, et peult sembler que il debveroit souffir de faire apparoir de l'estat du procès par le registre du greffier, [ou?] par l'extraict dudict registre signé du greffier.

[v.] Le deffendeur qui pour délayer, retarder, proteller ou assopir le procès de sa partye adverse, ou pour obtenir aucun [deffault?] ou prouffit de sa cause, propose aucun acte, ou exploict, ou faict judiciaire, est tenu d'en faire prompte foy, sur-le-champ, par escripture, ou probation souffisante; autrement il en doibt estre [regecté?], et condampné ès dépens de la retardation du procès dont la taxation se peut par le juge réserver en deffinitive.

Cest article semble trop rigoreux, et doibt avoir le deffendeur délay, comme il semble.

[vi.] Se le demandeur et le deffendeur [1].. proposent l'ung contre l'autre, contre les tesmoings l'ung de l'autre, sentence d'excommunication pour rappeller l'un l'autre, ou reprocher lesdictz tesmoings, [ilz?] sont tenuz de faire prompte foy, sur-le-champ, par leurs arremens (?), de l'excommunication, ou par lectres tesmoingniales de la court dont l'excommunication est émanée; autrement ilz en sont regectez, et tenuz des despens de partye adverse, pour le procès retardé.

[vii.] Se l'une des partyes litigantes propose contre l'autre sentence d'excommunication, et en faict apparoir sur-le-champ, l'autre partye aura, sy elle veult, délay de huictaine pour faire apparoir de son absolucion; et se apparoir n'en faict, la partye qui aura proposé et prouvé l'excommunication et [*sic*, en?] emportera tel prouffit que sa partye adverse sera rappellée de plus avant procéder, et tenue des despens d'icelle partye proposant et prouvant l'excommunication; lesquelz despens, avant litiscontestation, sont de toutte la cause, et après litiscontestacion, sont seullement de l'instance et incident de ceste objection (?), et demourera le procès principal en estat, sans continuacion ne procédure aucune, jusques à ce que l'excommunié ayt obtenu son absolucion.

[viii.] Se ung demandeur ou deffendeur a besoingt du tesmoinaige

[1] Le manuscrit porte : « *le deffendeur* qui *proposent*..... »

d'aucun qui soyent excommuniez, il peult impétrer, pour lesdictz tesmoings, du juge ecclésiasticque qui les peult absouldre, une absolution à cautelle *quoad actum deponendum,* laquelle absolution il doibt attacher avec les brevetz et éticquetz d'iceulx tesmoings, et la bailler au commissaire qui la doibt mectre au sacq du procès, avec les déposicions desdictz tesmoings; en ce cas, ne peuvent estre reprochez lesdicts tesmoings pour occasion d'icelle excommunication.

[XIX.] *Des discontinuations des causes et procès.*

[I.] Les causes et procès se peuvent interrompre et discontinuer par pluseurs moyens, et en diverses manières, car il advient aucune fois que avant et après litiscontestation l'un des litigans va de vie à trespas durant le procès, parquoy en la première journée que la cause enchiet après sont (*sic*) trespas, le vivant doibt demander *comparuit* au juge, qui luy doibt estre octroyé avec r'adjournement, s'il le requiert, contre les héritiers et la vesve dudict trespassé, s'ilz estoyent mariez, pour reprendre ou délaisser le procès, et en icelluy procedder en l'estat qu'il estoit au jour de la mort du trespassé.

[II.] Se ledict *comparuit* estoit donné sans faire mention du r'adjournement, ou se l'adjournement y estoit mentionné sans jour, et sans terrier [*sic,* terme?], celluy qui auroit obtenu le *comparuit* ne seroit pas abstrainct de faire réadjourner la vesve et les héritiers du deffunct, à reprendre ou délaisser le procès, s'il ne luy plaisoit de le faire.

[III.] Mais ce c'estoit le demandeur qui eust obtenu le *comparuit,* il auroit grant intérest de prendre ou faire faire ledict r'adjournement, car ce la cause [estoit?] en matière d'exécution, ou d'appel, ou de nouvelletté, et il laissoit discontinuer de an et jour, ou plus, sa cause seroit en adventure d'estre perdue, et mieulx luy fauldroit obtenir devers le Roy nostre seigneur, ou sa chancellerye, lettres de relief de l'interruption et discontinuacion, aultrement il ne pourroit compeller et contraindre lesdictz vesves et héritiers à reprendre ou délaisser ledict procès.

[IV.] Sy ledict r'adjournement à prendre ou délaisser, est faict en temps deu, la vesve et les héritiers du deffunct peuvent avoir, se bon

leur semble, le délay d'apenssement, qui est de quarante jours, ou six sepmainnes, en la fin duquel temps, et [*sic,* se?] ilz déclairent, s'ilz [*sic,* qu'ilz?] le veullent reprendre, ilz y seront receuz; et de [là?] en avant procéder [*sic,* procèdent?] les partyes oudict procès, selon son estat et le stille de la court.

[v.] Se lesdictes vesves et héritiers délaissent ledict procès, ou l'un d'eulx le délaisse, et l'autre le reprend, celluy qui le délaisse pert le droict qu'il eust peu prendre en la chose dont est question, et n'est tenu d'aucuns despens, puis qu'il y a qui soustient; mais sy tous deux le délaissent, ilz y perdent leur droict comme dessus, et sy sont tenus des despens de tout le procès.

[vi.] Mais se la vesve s'estoit tenue à ses douaire et apport, comme souvent advient, elle ne seroit tenue de reprendre ou délaisser, et sy n'en aurroit aucune perte ny dommaige, et pareillement n'en seroit tenu ung héritier à demy-naissant; et n'y a que héritier à plain qui en soit tenu, et la vesve qui eslit le choix de partir, ou qui est légataire universelle.

[vii.] Autre [dis]continuation peult advenir ès procès, quant par négligence, oubliance, ou inadvertance, du greffier de l'audithoire qui doit appeller les causes, [et?] a tous le registre du demandeur qui n'entend pas à sa poursuitte, la cause demeure dénuée (?), sans procédure ne continuation; et en ce cas fault distinguer ou l'une et l'autre partye ont obmis à procéder, [ou si l'une?] seullement, et [non?] l'autre, après deffault, ou congé, ou *comparuit.*

[viii.] Se toutes les deux parties ont obmis la cause, nulle d'elle [n']en rapportant [*sic,* rapportera?] quelque prouffit, et sy pourra chacune des partyes faire adjourner pour reprendre le procès, et sera tenu de ce faire sans reffusion de quelque despens.

[ix.] Et se l'une des parties, et non l'autre, [a obmis?] après deffault, ou congé, ou *comparuit,* encores faut-il distinguer laquelle des deux, ou le demandeur, ou le deffendeur; sy le demandeur a pris l'exploict, il peult faire réadjourner le deffendeur à procedder, et aller avant en la cause, en l'estat qu'elle estoit au jour de l'exploit obtenu; et à ce sera compellé [le deffendeur?], et condampné ès despens dudict exploict, la taxation réservée en deffinitive, sauf tant que se la cause

est en cas d'appel, ou d'exécution, ou de nouvellетté, et non contestée, le demandeur obtiendra gain de cause, et tous ses despens, et sy [le deffendeur?] deschera de ce qu'il aura affaire à ce jour, et sera tenu des despens dudict jour réservé en deffinitive; et se ledict deffendeur a obtenu l'exploict, il pourra, quant il voudra, faire adjourner le demandeur à veoir juger le prouffit de son congé, ou *comparuit;* et se, au jour assigné, il faict apparoir par acte ou regard des auditoires où l'on plaide [par escript, par tesmoings ou regard des auditoires où l'on plaide?] par registre, et par recordz des eschevins là où il n'y a registre, comment il avoit jour quand il obtint le *comparuit,* icelluy *comparuit* lui portera prouffict du congé de court, qui sera de tel utilité que ce c'est cause d'appel, ou d'exécution, ou de nouvelletté, avant litiscontestation il emportera gain de cause, et tous ses despens; et en autres causes, office [*sic,* congé?] de court, et tous ses despens; et ce c'est après litiscontestation, le demandeur deschera de ce qu'il avoit à faire au jour dudict congié, ou *comparuit* obtenu, et sera condampné ès despens, lequel reffudez sera; au surplus, sera procédé en la cause selon le stil de la court.

[x.] Encores peut-il advenir autre discontinuation des causes et procès par la mort et mutacion du procès [*sic,* procureur?], ou du juge devant lequel la cause est pendante, quant à occision [*sic,* occasion?] de ladicte mort ou mutacion, les plaictz ne se tiennent pas au jour que la cause eschiet, et sy les laisse-l'en discontinuer; auquel cas aucun proufit ne dommaige ne peult advenir au demandeur, ne au deffendeur.

[xi.] Mais ès causes d'appel, d'exécution, ou de nouvelleté, par quelque moyen, ne à quelques causes elles sont discontinuées, le demandeur ne les doibt laisser en discontinuation ung an entier, ne plus d'ung an, mesmement avant litiscontestation; car peult descheoir en perdicion de cause, s'il n'en estoit rellevé du Roy nostre seigneur, ou sa chancellerye.

. . . .

Cy deffault la fin de la seconde partie, et la tierce entière,
[*et aussi la quarte, dans le manuscript*].

[TROISIÈME PARTIE.]

INDICE DES MATIÈRES CONTENUES AUX CHAPITRES DE LA SECONDE [*sic*, TIERCE] PARTIE DES PRÉSENTES COUSTUMES.

[XIX.] Comment, et en quelz cas, peut le seigneur féodal réunir en sa table et domaine le fief tenu de luy.

[XX.] Comment le seigneur féodal peut joyr de son fief tant, et si longuement, que le vassal tardera d'en faire ses devoirs envers luy.

[XXI.] Comment le vassal peut joyr de son fief sans en avoir faict les devoirs féodaulx tant, et si longuement, que le seigneur féodal tardera de le mettre en sa main.

[XXII.] Comment les nobles doibvent estre adjournés, et pardevant quelz juges.

La seconde [*sic,* tierce] partie des coustumes gardées à Reims, touchant les gens nobles; de leurs usages, fiefs et seigneuries.

[I.] *Quelles personnes sont nobles.*

[309.] I. Tous ceulx et celles qui en léal mariage sont nays et yssus [2.]
de parens nobles, mesmement de pères nobles, sont tenuz et réputez nobles, de quelques pays qu'ilz soient venuz, et en quelque pays qu'ilz ayent esté nays, dedans et hors le royaulme de France.

[310.] II. Mais au regard de ceulx et celles qui sont nays à Reims, [2.]
et à l'environ ès termes du bailliage de Vermandois, et sont yssus de pères nobles, supposé que la mère ne soit noble, ilz sont censez et réputez nobles. Et, par le contraire, s'ilz sont yssus de père non noble et mère noble, sont réputez non nobles; car audict pays la noblesse vient et procède du costé du père, et non de la mère.

[311.] III. Ceulx et celles qui sont nays de père noble, et de mère [1.]
de serve condition, ne peuvent estre censez ne réputez nobles, s'ilz appréhendent la succession de leur mère; ains seront de serve condition, comme leur mère estoit. Mais s'ilz se abstiennent de la succession de leur mère, ilz seront censez et réputez nobles.

[1.] [312.] IV. Ceulx et celles qui sont annoblis par le Roy nostre sire, et par ses lettres en forme de chartres expédiées en sa chambre des comptes, et en son trésor, sont nobles personnes.

[3.] [313.] V. Femmes non nobles qui se marient à hommes nobles, sont par ce moyen censées et réputées nobles. Et après la mort de leurs mariz sont tenuz nobles, tant qu'elles vivront en viduité; mais si elles se marient à maris non nobles, elles perdront leur noblesse, et retourneront à leur première condition.

[II.] *Du droit du survivant de deux conjoincts nobles.*

[279.] [314.] I. Le mary noble survivant sa femme a, et emporte de son droit seul, et pour le tout, les biens meubles, debtes, et choses mobiliares qui estoient communes entre eulx au jour du trespas de la femme, à la charge de payer leurs debtes mobiliares, tant celles qui sont faictes et acreues constant leur mariage, comme celles que la femme debvoit, quand ilz espousèrent, et celles dont il a esté chargé depuis leur mariage; et ne peult le mary renoncer ad ce pour soy exempter desdictes debtes.

[281.] [315.] II. La femme survivant son mary noble a, et emporte, s'il luy plaist, tous lesdicts biens meubles, debtes et choses mobiliares, à la charge comme dessus; mais ladicte femme y peult bien renoncer sans pour ce perdre le privilége de noblesse en autres cas.

[282 et 283.] [316.] III. La femme vefve du mary noble a ès héritages nobles que tenoit son mary quand il l'espousa, son douaire coustumier, qui est tel, que s'il a chastel, forteresse, ou maison noble, elle y aura sa demourance sa vie durant, et si joyra sadicte vie durant de la moitié de tous les héritages nobles qu'il tenoit au jour qu'il l'espousa, en quelques lieux qu'ilz soient assis, s'il n'y a coustume localle ad ce contraire; et si durant leur mariage sont escheuz audict mary par succession de ligne directe aucuns héritages nobles assis soubz la coustume de Champaigne, elle y aura son douaire, et en joyra de la moitié sadicte vie durant; aura aussy en tous droitz de propriété et usufruict à tousjours, (si elle ne se tient à ses douaire et apport, là où tenir se peult), la moitié de tous les acquêtz par eulx faictz constant leur mariage, tant en héritages

nobles comme non nobles, en quelques lieux qu'ilz soient assis; et avec ce, quelque choix qu'elle prenne, elle reprendra tous les héritages nobles qu'elle avoit quand elle se maria, et ceulx qui à elle sont escheuz, (durant ledict mariage), des successions de ses parens et amys trespassez, si son mary les tenoit au jour de son trespas.

[317.] IV. Si un homme noble, en traictant le mariage de luy et [279 et 280.]
de sa femme noble, ou non noble, s'obleige envers elle et ses héritiers, en aulcune chose pour l'apport d'elle, en renonçant par les lettres sur ce faictes à tous priviléges, exemptions, libertés, usaiges, stilles et coustumes de pays, ou par général renonciation à tout ce que l'on pouroit dire contre la teneur des lettres; et il advient après que sa femme trespasse avant luy, sans tester de son apport au profict du mary, ou sans avoir faict entre eulx don mutuel de leurs meubles, ledict mary est tenu de restituer ledict apport aux héritiers de sa femme, et perd en ce cas son advantage d'avoir les meubles; et néantmoins est tenu de toutes les debtes faictes et acreues constant leur mariage, ensemble celles que la femme debvoit quand il l'espousa, si en recongnoissant l'apport, les debtes furent desduictes.

[318.] V. Pareillement si l'homme noble ainsy obligé en l'apport [280.]
de sa femme, trespasse avant elle, les héritiers dudict homme noble sont tenus de restituer à icelle femme sondict apport, si elle se tient à ses douaire et apport.

[319.] VI. La femme du mary noble a trois choix : c'est assavoir de [281.]
prendre et appréhender les meubles, debtes et choses mobiliaires, à la charge de payer les debtes, ouquel cas elle aura avec ce son douaire tel que dict sera cy-après; et si reprendra tous ses héritages qu'elle avoit quand elle se maria, et ceulx qui à elle sont escheuz durant ledict mariage des successions de ses parens et amys trespassez, si son mary les tenoit au jour de son trespas; et avec ce aura la moitié de tous les acquestz, tant héritages nobles que non nobles, faictz par son mary et elle, ou l'un d'eux, constant le mariage.

[320.] VII. Ou, s'il luy semble bon, se peult tenir à ses apport et [254 et 281.]
douaire, ouquel cas elle reprent tous ses héritages propres, telz que dessus sont déclarez, ensemble son apport mobiliaire recongneu par son mary, en la manière dessus dict, et non autres; lequel apport gist

en action [personnelle?] seullement, ainsy que dict est en la première partie. Et si doibt avoir son douaire préfix ou coustumier, tel que dict sera cy-après. Mais elle ne doibt rien avoir des acquestz, tant nobles que non nobles faictz par son mary et elle constant leur mariage; et, en ce cas, n'est tenu d'aulcunes debtes, et aussy elle ne doibt rien prendre aux meubles.

[281.] [321.] VIII. Ou, si bon semble à ladicte vefve, peult choisir de partir par moitié; auquel cas tous les meubles, et tous les héritages roturiers, et acquestz nobles, se partent par moitié, en la manière et aux charges dessus déclarées, au chapitre *du droit de la femme vefve qui choisit partir par moitié*. Mais au regard des héritages nobles propres de l'un des conjoints, ilz ne viennent en partage; ains reprent ladicte vevfe tous ceulx qui luy appartenoient devant leur mariage, et ceulx qui lui sont venuz depuis, constant ledict mariage; et pareillement lesdicts héritages du mary noble retournent aux héritiers du mary.

[284.] [322.] IX. Le survivant des deux conjoinctz nobles, ou desquelz le mary est noble, n'est pas tenu, (s'il ne luy plaist), des services, obsèques et funérailles du premier décédant, ne des legs contenus en son testament, ains en sont tenus les héritiers dudict premier décédant; mais le survivant doibt la bierre, l'enterrement et inhumation du corps, comme il est cy-devant dict des non nobles, en la *première* partie, au chapitre *du droict du mary survivant sa femme, et de quoy il est tenu.*

[251.] [323.] X. La femme tenant en douaire maisons, manoirs, édiffices, terres, vignes, prez et héritages subjectz à retenue, réparation et labeur, est tenu de les retenir, entretenir, rendre et délaisser en aussy bon estat qu'il (*sic*) les prent et reçoit, quant à menues réparations; et si par son deffault, ou négligence, il y advient ruine telle que soit besoing faire grosses réparations, elle, ou ses héritiers après le trespas d'elle, sont tenuz des dommages et intérestz que (*sic*) par le deffault ou négligence d'elle en sont advenuz aux héritages du mary.

[III.] *Des successions des nobles en ligne directe.*

[312.] [324.] I. Enfans nobles succèdent à leurs pères, mères, ayeulx, ayeulles et aultres parens ascendans en ligne directe, en tous leurs biens meubles

esgallement, sans prérogative n'adventage d'aynesse, ne de sexe masculin; sauf tant que si l'un des conjoincts demeure survivant l'autre, il forclora lesdicts enfans d'iceulx meubles, car il les aura de son droit, en la manière contenu au chapitre précédant.

[325.] II. Et si lesdicts parens délaissent héritages nobles, ou non nobles, iceulx enfans succèdent ès non nobles esgallement, selon qu'il est dict cy-devant en la première partie, au chapitre *des successions à plain,* et au chapitre *des successions à demy-naissant,* et autres chapitres dépendants. [312.]

[326.] III. Et au regard des héritages nobles assis à Reims, et à l'environ des [*sic,* ès?] terroirs du bailliage de Vermandois, si entre lesdicts enfans y a un ou plusieurs filz, l'aisné filz, (posé qu'il soit maisné des filles), aura pour son droit d'aînesse le principal hostel, ou manoir noble, soit chastel ou aultre, qu'il vouldra choisir, si plusieurs y en a; et s'il n'y en a qu'un, se l'aura-il, et si aura la moitié de touts aultres héritages nobles et féodaulx d'icelle succession, et ses frères et sœurs auront l'autre moitié à partir et diviser entre eulx, en tel manière qu'un filz prendra autant que deux filles. Et s'il n'y a qu'une fille avec un ou plusieurs filz, elle prendra la moitié d'autant qu'un filz. [42.]

[327.] IV. Si en une succession en ligne directe, demeurent succédans et héritiers deux filz seulement, et non aultres enfans, l'aisné aura pour son droit d'aînesse le principal manoir, comme dict est, et le surplus de tous les héritages nobles se partira esgallement entre eulx deux. Et si en icelle succession n'y a que filles, elles succédront esgallement, sans prérogative d'aînesse. [41 et 46.]

[328.] V. Si en une succession en ligne directe, y a fiefz assis soubz diverses coustumes, comme les aulcuns en Champaigne, les aultres en bailliage de Vermandois, l'aisné filz, (s'il y a aultres filz entre les succédans), aura son droit d'aînesse en chascun des pays réglez soubz diverses coustumes, tel et en la manière que chascune coustume l'ordonne; et après se partira le surplus selon lesdictes coustumes, et chascune d'elles endroit soy, sans que l'une des coustumes soit par l'autre rompeu ne diminuée. [49]

[329.] VI. En succession de terres nobles et féodalles, soit en ligne directe, soit en collatéralle, n'a lieu représentation; c'est assavoir que [50 et 309.]

le nepveu ne party pas avec son oncle en la succession directe du père de l'oncle, qui estoit ayeul du nepveu; ne aussy semblablement des lignagiers collatéraulx, car lesdictes successions, (quant aux fiefz et héritages nobles), s'en vont à ceulx qui sont plus prochains en degré de lignage. Mais quant à succéder aux meubles, il y a représentation, comme entre les non nobles.

[42 et 50.] [330.] vii. Si après les trespas de père ou mère tenans terres nobles, le filz aîné, auquel est deu pour son droit d'aînesse le principal manoir à choisir par luy, (si plusieurs en y a), va de vie à trespas avant qu'il ayt choisy et déclaré son choix, et il délaisse enfant masle ou femelle, ledict enfant aura le choix deu et advenu à son père, comme héritier de luy, à qui il est desjà acquis.

[317.] [331.] viii. Les enfans nobles mariez, ausquelz furent par leur père et leur mère donnez en mariage, ou en advancement de succession, aulcuns fiefz, sont tenuz, (s'ils veullent succéder), les rapporter en parçon, ainsy et pareillement qu'il est dict cy-devant en la première partie, au chapitre *comment enfanz doivent rapporter;* lequel chapitre en toutes ses articles a lieu en terres féodalles, comme en terres de censive.

[IV.] *Des successions des nobles en ligne collatéralle.*

[52.] [332.] i. Après le trespas d'aulcun noble, ou non noble, tenant et possédant terres nobles, si elles sont de son acquest, son plus prochain parent et amy charnel en degré de lignage, puis qu'il n'a enfans, luy succédera en tous lesdicts acquestz. Et s'ilz sont plusieurs lignagiers masles aussy prochains l'un comme l'autre, ils y succéderont esgallement, sans advantage ne prérogative d'aînesse.

[51 et 54.] [333.] ii. Les femelles lignagières du trespassé en ligne collatéralle aussy prochaines comme luy sont ses lignagiers masles, ne luy succéderont pas avec iceulx masles en ses héritages de fiefs; ains y succèdent entièrement les masles. Mais si les femelles estoient plus prochaines d'un degré que les masles, elles les forcloroient et y succéderoient entièrement, et n'auroit l'aysné d'elle quelque adventage ne droit d'aynesse.

[334.] iii. Ès héritages nobles de nature de nayssant demourez du décès d'aulcun trespassé sans enfans succédans, ses lignagiers collatéraulx masles, s'aulcuns en y a, et en deffault d'iceulx, les femelles, y succèdent qui sont ses plus prochains du costé et ligne dont lesdicts héritages luy estoient venuz et escheuz. [54.]

[335.] iv. Les meubles du décédant sans enfans s'en vont, (comme les meubles des non nobles), à leur père, mère, ayeul, et ayeulle, ou aultres parens ascendans, s'aucuns en ont, sinon à leurs lignagiers, en la manière déclairé en la première partie de ce traicté, au chapitre *des successions à plein.* [313.]

[336.] v. Si aulcun noble, ou non noble, tenant terres de fiefz, trespasse, et délaisse deux ses nepveux, l'un filz de son frère, et l'aultre filz de sa sœur, ilz lui doivent succéder esgallement èsdictes terres de fief, jà çoit que si lesdicts frère et sœur vivoient, la sœur n'y auroit rien, ains y succéderoit le frère entièrement; mais ou cas présent les deux nepveux sont d'un mesme sexe, et n'a-l'on aucun esgard s'ilz sont issus de masle ou de femelle; car en terres nobles les succédans succèdent par testes, et non pas par branches ou lignes. [55.]

[V.] *Des bail, garde, et tutelle, d'enfans nobles estans en minorité d'aage.*

[337.] i. Enfans nobles mineurs d'aage, c'est assavoir le masle soubz l'aage de quatorze ans accomplis, et la femelle soubz l'aage de douze ans accomplis, doivent estre, et leurs terres nobles aussy, régiz, gouvernez, et administrez, durant leur minorité, ou par garde, ou par bail, ou par tutelle. [337.]

[338.] ii. La garde de l'enfant noble mineur d'ans appartient à son père, quand sa mère trespasse, ou à sa mère, quand son père trespasse, s'il a père ou mère, sinon à son ayeul, ou à son ayeulle, ou autres ses parens en ligne directe ascendans; et s'aucun n'en a, fault recouvrir [*sic,* recourir à?] l'administration en bail. [330.]

[339.] iii. Le bail appartient au plus prochain lignagier de l'enfant mineur en ligne collatéralle, si prendre le veult, car il n'y peult estre contrainct; et si prendre ne le veult, le plus prochain lignagier après [328.]

luy l'aura, s'il luy plaist. Et si l'on ne trouve aulcun des lignagiers collatéraulx qui veullent entreprendre le bail, on doibt avoir recours aux requis [*sic*, régies?] et administrations par tutelle, à l'élection des parens et amys de l'enfant assemblez devant le juge, et en nombre compétant, tant du costé paternel que maternel.

[328 et 329.] [340.] IV. Celluy qui par élection deuement faicte, ainsi que dict est en l'article précédant, est esleu tuteur de l'enfant mineur d'ans, est tenu d'en prendre charge, s'il n'y a excusation légitime, tel que le droit l'ordonne.

[331 et 334.] [341.] V. Celluy ou celle qui a la garde de l'enfant noble mineur, de ses biens meubles et immeubles, peult prendre ceste charge de sa propre auctorité, sans mistère de justice; et doibt, comme un tuteur, prendre les biens par inventaire, car il doibt rendre compte au mineur venu en aage. Et si le mineur trespasse avant qu'il ayt enfans de son corps, ses meubles retourneront à celluy qui a la garde de luy, comme son plus prochain parent en ligne directe ascendant; et si plus prochain y avoit pour luy succéder en meubles, il luy rendroit le compte et reliqua.

[328.] [342.] VI. Celluy qui a le bail, nommé baillistre ou baulx, ne prent aulcuns biens par inventaire, et ne rend aulcun compte; car tous les meubles du mineur sont acquis audict baillistre; et si sont les fruictz siens de toutes les terres nobles du mineur, et non pas des terres non nobles. Et partant, il le doibt nourir, et luy entretenir son estat honnestement, selon le lieu dont il est yssu; doibt aussy réparer, remettre sus et entretenir en bon estat de toutes réparations, les maisons, manoirs, estangs, molins, pressoirs et édiffices nobles du mineur, sans toutesfois qu'il soit tenu de remettre sus ce qui est de longtemps en ruine; doibt avec ce entretenir en labeur ses terres, vignes, prez, bois, jardins et autres héritages subjectz à labeur, payer et acquicter tous les debtes du mineur; et luy venu en aage, luy doibt rendre tous ses héritages nobles ainsy retenuz que dict est, et ses debtes payées, et le monter d'un cheval ou deux selon son estat.

[328.] [343.] VII. Et celluy qui a la tutelle doibt tout prendre et recepvoir par inventaire et prisée, quant aux meubles; et en la fin de sa tutelle rendre compte et reliqua.

[344.] VIII. La garde, ne le baillistre n'auront pas la charge, s'il ne leur plaist, des héritages roturiers du mineur tenus en censive; mais luy doibt le juge prouveoir de tuteur, à l'élection de ses parens, qui en aura l'administration. Toutesfois que si lesdictz garde ou baillistre y estoient esleuz par lesdicts parens, ils pourroient estre contrainctz à prendre la charge. [328.]

[345.] IX. Si un enfant noble n'a parent en ligne directe ascendant, et par ce doibt estre gouverné par baillistre, et il a deux lignagiers, l'un du costé paternel et l'autre du costé maternel, qui luy attiennent en aussy prochain degré l'un comme l'autre, et s'il a fiefz à luy appartenans de chascun costé, s'il n'aura pourtant deux baillistres, mais en aura un seul, c'est assavoir celluy qui luy attient du costé paternel. [328.]

[346.] X. Si la mère d'un enfant noble ayant la garde d'icelluy se remarie à mary noble, elle ne perd pas icelle garde, ains le [*sic*, la?] tient son mary, à cause d'elle; mais si elle se remarioit à mary non noble, elle perdroit la garde de l'enfant, et sa noblesse aussy; et escherroit l'enfant en bail de l'un dé ses lignagiers collatéraulx, se prendre le voulloient, sinon le juge luy prouvoiroit de tuteur. [332.]

[VI.] *Des donnations, legs en testamens, venditions, et alliénations, que nobles peuvent faire en leurs héritages tenus en fief.*

[347.] I. Nobles personnes ayans aage, sens, et faculté pour contracter, peuvent à qui il leur plaist donner entre vifz gratuitement, ou en récompense, à charge, ou autrement, ainsy que bon leur semble, tous leurs héritages nobles tenus en fiefz, sans que leurs héritiers le puissent, après leurs trespaz, contredire ne débattre, s'ilz n'allèguent causes suffisantes; excepté toutesfois que telles donnations, et toutes autres, (si elles ne sont mutuelles), sont prohibées et deffendues entre le mary et la femme noble. [232.]

[348.] II. Le mary et la femme nobles estans en équalité de santé, en manière que l'un ne soit pas mallade de maladie mortelle, et l'autre soit sain, peuvent faire entre eulx l'un à l'autre, et l'autre à l'un, donnation mutuelle de tous leurs biens meubles, de tous leurs héritages nobles, de nature d'acquest, et de la tierce partie de ceulx de [234.]

nature de naissant, ou de telle moindre portion que bon leur semble, pour en joyr par le survivant à tousjours, ou à sa vie, ainsy qu'il leur plaist d'en convenir.

[291.] [349.] III. Homme et femme nobles, mariez ensemble, ne peuvent l'un à l'autre laisser en testament quelque part ne portion de leurs héritages nobles, acquestz, ne naissant; n'aussy à autres personnes, soit estrange, soit conjoinct par lignage à l'un desdicts mariez, pour faire fraude à ceste coustume.

[292.] [350.] IV. Toutes personnes nobles peuvent en leurs testamens laisser à qui il leur plaist leurs héritages nobles de nature d'acquest, et la tierce partie de ceulx de nature de naissant, ou telle portion audessoubz que bon leur semble; excepté que les conjoincts par mariage ne le peuvent faire l'un à l'autre, n'à personne à eulx conjoincte, ou estrangée, en fraude, comme il est dict en l'article précédant.

[10.] [351.] V. Toutes personnes ayans et possédans héritages nobles tenus en fief, à eux appartenans, tant de leur acquest comme de leur naissant, s'ilz ont aage, faculté, et sens de contracter, peuvent vendre, eschanger, permuter, aliéner, engagier, obliger et hypotecquer, ainsy qu'il leur plaist, tous leursdicts héritages, ou tant et telle portion que bon leur semble, sans que leurs héritiers les puissent, après leurs trespas, contredire, ne débattre, soubz umbre d'y prétendre droit de demy-naissant; car en terre noble n'a aulcune réservation ou retour de demy-naissant.

[136.] [352.] VI. En toutes donnations entre vifz, venditions, eschanges, permutations et aliénations de terres féodalles, est requis de nécessité que le donnateur, vendeur et aliénant, se desmette par soy, ou son procureur, de la foy et hommage qu'il en a autrefois faict audict seigneur féodal duquel la terre est mouvant et tenu en fief, et que le donnataire ou l'acquesteur en soit par le seigneur receu en foy et hommage, et qu'il luy paye et face les droits et devoirs féodaulx, desquelz ci-après sera touché, au chapitre *du quint-denier,* et au chapitre *des reliefz ou rachapt;* autrement telz donnataires ou acquesteurs ne se pourroient dire, au regard ne en tant que touche ledict seigneur féodal, possesseurs, ne saisis, d'icelles terres nobles. Et quand telles terres nobles viennent par legs testamentaires, ou par donnation mutuelle, il est

requis que le donnataire survivant des deux conjoincts en ayt délivrance vallable des héritiers des trespassez, ou de justice en leur deffault ou refus, eux sur ce sommez et requis, et, avec ce, que les donnataires et légataires en facent au seigneur féodal les foy, hommages, droitz et devoirs féodaulx.

[VII.] *Des droicz et devoirs féodaulx deuz par le vassal au seigneur féodal.*

[353.] I. Quiconques devient seigneur propriétaire par succession, achapt, don, legs, eschanges, ou autre tiltre, d'aulcun héritage ou terre noble tenue en fief d'aulcun seigneur féodal séculier, ou d'aulcun prélat ou homme constitué en dignité, ou d'aulcune église, il doibt le plus diligemment qu'il peut, mesmement avant qu'il soit contrainct par saisine de son fief, aller devers le seigneur féodal, ou le chef de l'église dont le fief est mouvant, luy dire et déclarer comment il est de nouveau devenu seigneur et propriétaire dudict fief à tel tiltre, lequel tiltre il doit déclarer; comme de succession directe ou collatéralle, de don ou d'achapt, ou d'eschange, ou de leg, ou autre tiltre et moyen, et dont il est tenu l'informer par lettre ou par tesmoings; luy doit après offrir et luy en faire les foy et hommage selon la nature du fief, et luy en payer et acquitter les droitz et devoirs féodaulx qui en peuvent estre deuz, lesquelz icelluy vassal doibt confesser et déclarer, en luy requérant qu'il le vueille à ce recevoir. [99.]

[354.] II. Le seigneur féodal sur ces offres et requestes peult prendre délay, (s'il luy plaist), à soy adviser et conseiller; et cependant le délay (qui luy doibt estre brief et raisonnable, selon que la matière est pesante ou légière), peut faire veoir par son conseil les tiltres du vassal, lesquelz luy doibt communiquer, s'aucuns en y a par escript; et puis doibt recevoir ledict vassal à hommage et serment de fidélité, s'il n'y a cause raisonnable pour laquelle ledict seigneur le doibve refuser, laquelle cause, si elle y estoit, il la doibt déclarer audict vassal, affin qu'il n'ait cause de soy retraire devers le souverain dudict seigneur féodal. [128.]

[355.] III. Et après que le vassal aura esté receu, il doibt payer audict seigneur féodal ses droiz féodaulx, telz que cy-après seront déclarés. [99, 108 et 106.]

Et luy doibt ledict seigneur féodal, (après qu'il l'a receu), enjoindre que dedans quarante jours il luy baille son dénombrement, deuement faict par escript, dudict fief, en forme deue, sur les peines en telz cas acoustumées.

[99.] [356.] IV. Ou s'il plaist audict seigneur féodal, il sera payé et contenté de sesdicts droitz féodaulx, ains qu'il reçoive le vassal à hommage. Et quand le vassal est receu, et qu'il a contenté ledict seigneur féodal desdicts droitz féodaulx, icelluy seigneurs féodal luy en doibt bailler ses lettres portans main levée et délivrance du fief, si saisy estoit; sauf et réservé audict seigneur ce qu'il luy peult estre acquis en pure perte [*sic*, purperd?].

[61.] [357.] V. Au regard des droitz féodaulx qui peuvent estre deuz par le vassal au seigneur féodal, il en y a plusieurs de diverses natures, et qui, pour diverses causes, et en plusieurs et divers cas, sont deuz selon la coustume dont l'on a tousjours usé à Reims, et au pays d'environ se réglants aux usages et coustumes de Reims; desquelz droitz féodaulx, et des cas, causes, et moyens, esquelz et par lesquelz ilz sont deux, sera parlé cy-après.

[59, 61 et 62.] [358.] VI. Mais il est à noter que par plusieurs moyens, et en plusieurs cas, un fief ou terre féodal, peut venir, escheoir, appartenir à un vassal nouveau, sans ce qu'il soit tenu d'en payer aulcuns droitz ou profict au seigneur féodal duquel le fief est mouvant, et d'en faire autre devoir, sinon la foy et hommage de mains et de bouche.

[70.] [359.] VII. Le premier, quand un fief eschet à aulcun par succession de ses père, mère, ayeulz, ayeulles, ou aultres parens ascendans en ligne directe.

[70.] [360.] VIII. Le second, quand par iceulx parens ascendans, ou l'un d'eux, est donné à leur enfant aucun fief en don, ou acroissement de mariage, ou en advancement de succession.

[72.] [361.] IX. Le tiers, quand lesdicts parens donnent à leurs enfans en mariage quelque somme de deniers à payer après la consommation du mariage; et depuis, pour eux en acquicter, baillent à leursdicts enfans un, ou plusieurs, de leurs fiefz qui leur demeurent en héritage.

[82.] [362.] X. Le quart, quand un fief advient à aulcun par don gratuit, pur et simple, à luy faict par un sien parent, ou personne estrange,

puis que le don ne soit causé de rémunération, ou rétribution de service, ou bénéfice faict par le donnataire au donnateur.

[363.] xi. Le quint, quand un fief advient à une femme vefve, pour et en tiltre de douaire à elle deu par le trespas de son feu mary, soit par douaire coustumier, soit par douaire préfix ou conventionnel, ou cas que ladicte femme ne se remarie. [81.]

[364.] xii. Le sixiesme, quand après la mort de la douairière, les héritiers de son feu mary reprennent en leurs mains le fief qu'elle tenoit en douaire, s'il n'y a novation d'héritiers. [65.]

[365.] xiii. Le septiesme, quand par le partage faict entre une femme vefve et les héritiers de son feu mary, aucun fief acquesté par son mary constant le mariage de luy et d'elle, advient et eschet en icelle femme vefve, jà çoit que lesdicts héritiers ayent en ce lieu pour leur part aulcuns héritages de censive, tenus d'autre seigneur que de celluy dont le fief est mouvant. [63.]

[366.] xiv. Le huictiesme, quand une femme vefve, après le trespas de son mary reprent les héritages de fief à elle appartenans de son costé, tant ceulx qu'elle avoit avant son mariage, comme ceulx que (*sic*) durant icelluy luy sont escheuz de quelque ligne que ce soit, desquelz sondict mary à cause d'elle avoit joy, et en avoit faict le devoir des droitz féodaulx envers le seigneur. [64.]

[367.] xv. Le neufiesme, [quand?] un noble homme eschange son fief contre un autre fief sans soultes et sans pris faire, puis que le fief ne soit eschangé contre un autre [héritage?] non noble tenu en censive. [84.]

[368.] xvi. Le dixiesme, quand un fief est donné ou laissé par testament à aulcun, purement et simplement, sans rémunération de quelque service, et sans aulcune charge. [82.]

[369.] xvii. Le unziesme, quand un mineur qui (durant sa minorité a eu garde, ou baillistre, ou tuteur), vient en aage de pouvoir faire son hommage; c'est assavoir, le masle de quatorze ans acomplis, et la femelle de douze ans acomplis, et reprent [*sic*, répond?] de son fief envers le seigneur féodal. [69.]

[370.] xviii. Le douziesme, quand un fief est retraict par un parent ou lignagier de celluy à qui il appartenoit de son propre naissant, qui [68.]

les a vendu à un estrange, lequel ne luy attient de lignage du costé et ligne dont le fief apartenoit au vendeur.

[66.] [371.] XIX. Le treiziesme, quand aulcun seigneur féodal retraict par puissance féodalle le fief tenu de luy, qui par son vassal est vendu à un estrange non estant de son lignage du costé et ligne dont le fief estoit escheu audict vassal.

[67.] [372.] XX. Le quatorziesme, quand ledict seigneur féodal joïssant de son fief, acqueste le fief tenu de luy pour le joindre au corps de son principal fief qu'il tient de son souverain, ou pour le revendre, donner, ou transporter à autre qui en deviendra son homme et vassal.

[71.] [373.] XXI. Le quinziesme, quand enfans nobles succédans à leurs père ou mère, ayeul ou ayeulle, ou autre parent ascendant en ligne directe, rapportent et confèrent en partage les fiefz à eux donnez par leursdicts parens en don de mariage, ou advancement de succession, et que lesdicts fiefz eschéent par ledict partage à autres desdicts enfans que ceulx à qui ils furent donnez.

[73.] [374.] XXII. Le seiziesme, si un père ou une mère, ou autre parent ascendant en ligne directe, donne en mariage à son filz ou à sa fille aulcun fief, soubz condition telle que, si le filz ou la fille trespasse, (sans enfans), avant son parent, ledict fief doibt retourner au parent, icelluy parent le peult reprendre franchement, et n'en devera audict seigneur féodal que l'hommage, serment, et debvoir de bouche et de mains.

[61 et 87.] [375.] XXIII. En tous les cas dessus déclarez, et chascun d'eulx, n'est deu par vassal ou vassalle aulcun droit ne profict au seigneur féodal, combien que l'hommage luy en soit deu; mais en tout autre cas luy est deu profit et droit féodal, qui est l'une des trois façons; c'est assavoir : ou quint denier, ou quint et requint ensemble, ou relief ou rachapt; desquelz trois droitz et profict féodaulx, quand, en quel cas, et en quelle manière ils sont deuz, s'ensuyt cy-après.

[VIII.] *De quint denier, et de quint et requint.*

[85.] [376.] I. Quint denier est un droit féodal deu au seigneur duquel est tenu et mouvant sans moyen le fief ou héritage noble qui est vendu par le détenteur d'icelluy à aulcun achepteur quel qu'il soit, lequel déten-

teur-vendeur est tenu de payer audict seigneur féodal pour sondict quint denier, la cinquiesme partie du pris de la vendition, taut du principal, comme de vin, et des fraiz contenus et apposez en la vendition; comme quoy Jean, qui est détenteur d'un fief tenu et mouvant de Pierre, le vent à Guillaume, parmy cent livres parisis pour le principal marché, et cent solz parisis au vin; ainsi pour le quint denier est tenu Jean de payer à Pierre vingt et une livres.

[377.] II. Quint et requint est un droit féodal deu au seigneur féodal par l'achepteur d'aulcun fief qui l'a achepté au vassal détenteur d'icelluy, parmy certaine somme de deniers francz et netz audict vassal vendeur, deschargé de quint denier; comme quoy Jean vend son fief tenu de Pierre à Guillaume, parmy cent livres tournois francz deniers, ou argent franc; ainsi Guillaume doibt à Pierre pour le quint denier, vingt livres, et pour le quint denier desdicts vingt livres, qui est appellé requint, quatre livres, montant le quint et requint ensemble a vingt-quatre livres tournois. [86.]

[378.] III. Par ce appert que, quand la vendition est pur et simple, sans convention ou expression d'avoir par le vendeur ses deniers francz, il est deu seullement quint denier, qui se doit payer par le vendeur; et s'il est convenu que le vendeur doit avoir ses deniers francs, il est deu quint et requint, qui se doit payer par l'achepteur. Mais par faulte de paye de l'un ou de l'autre, le seigneur féodal se prendra tousjours, (s'il luy plaist), à son fief, et le pourra faire saisir et mettre en sa main pour le quint denier, et aussy pour les quint et requint denier; et en temps et lieu pourra lever les fruictz en purperd, jusques ad ce qu'il soit contenté et satisfaict de sesdicts droitz féodaulx, ainsy que plus à plein sera déclaré cy-après, au chapitre *de purperd*. [62, 84 et 93.]

[379.] IV. En eschange de fief contre héritages de fief, s'il y a deniers baillez pour soultes du costé de l'un des contrahans, est deu quint denier des soultes seullement au seigneur féodal, dont ledict fief, (pour lequel se baillent les soultes), est tenu et mouvant, à payer icelluy quint denier par celluy qui reçoit les soultes à son proffict. [84.]

[380.] V. Mais si en faisant l'eschange estoit convenu que celluy qui reçoit les soultes auroit ses deniers francz, il en seroit deu au seigneur féodal quint et requint, à payer par celluy qui bailleroit les soultes. [84.]

[82.] [381.] VI. En don de fief à cause de rémunération et récompense d'aulcun service ou bénéfice faict ou à faire, par qui, et à qui, que soit faict le don, est deu quint denier de la vallue et prisée du fief, pour une fois, à payer par icelluy à qui est faict le don.

[89 et 94.] [382.] VII. En vendition de rente annuelle, soit perpétuelle, soit viagière, constituée sur aulcun fief, en telle manière que le rentier se puisse payer par ses mains de et sur les revenus du fief, est deu quint denier par le vendeur de la rente; et s'il est convenu qu'il doibt avoir ses deniers francz, il en est deu quint et requint, à payer par le rentier. Mais si la rente est constituée par le vendeur, sans percevoir les fruictz par les mains de l'achepteur, il n'est deu aulcun droit féodal s'il ne le veult infeuder.

[93.] [383.] VIII. En vendue de fief par criée et décret du juge, est deu par l'achepteur quint dernier, tant du pris principal, comme des despens, fraiz, et mises, à la charge desquelz l'achepteur par décret reçoit le marché.

[88 et 90.] [384.] IX. Le vassal ne peult, sans la licence et consentement de son seigneur féodal, engaiger son fief pour deniers par luy empruntez, ou pour autre chose dont il soit tenu, en le mettant hors de ses mains et possession à plus long terme de trois ans, que le seigneur féodal n'ayt quint denier du pris de l'engaigement, à payer par le propriétaire qui l'a engaigé; et quand il le racheptera, et rendera les deniers pour descharger, acquicter ou recouvrer son fief, il n'en devera pour ce rachapt aulcun quint denier. Mais, toutesfois, le vassal peult bailler à louage son fief à tant d'années qu'il luy plaist, en recevant chascun an le louage et pension, sans pour ce devoir aulcun droit féodal.

[91.] [385.] X. Si le vassal vend à plus long terme que de trois ans, son fief, et l'achepteur luy donne terme et délay de pouvoir rachepter, le vassal vendeur ou engaigeur devera quint denier au seigneur féodal du pris du vendage ou engagement; et quand il le racheptera, celluy qui le revend ou rend n'en devera aulcun quint denier. Et si en la vendition faisant, les deniers sont francz, sera deu quint et requint par l'achepteur, et le racheptant sera tenu de luy restituer.

[88, 90 et 94.] [386.] XI. Si un vassal baille ou transporte à toujours son fief à aulcun son parent, ou estranger, à la charge de luy en rendre chascun an

à tousjours en la [*sic,* sa?] vie d'aucun [*sic,* durant?], ou durant certain temps limité et convenu, aulcune reddevance en deniers, grains ou autres choses, il en est deu quint denier au seigneur féodal du pris que la reddevance peult estre estimée valloir pour une fois, à payer par celluy qui le reçoit.

[387.] XII. Si le fief d'aulcun propriétaire et seigneur féodal, duquel [96 et 98.] est mouvant un autre fief, est saisy et mis en la main du seigneur souverain de qui ledict propriétaire tient sondict fief pour deffault de foy, hommage, droitz, et devoirs non faictz, et durant ce temps de ceste saisine ledict propriétaire acquiste le fief tenu de son fief, il en sera deu quint denier par le vendeur, si les deniers du vendage ne lui sont francz; et s'ilz luy sont francs, en sera deu par l'achepteur quint et requint au profict dudict seigneur souverain; car en ce cas ledict propriétaire est réputé privée personne et estrange achepteur, non pas comme seigneur féodal; et si ne peult lors unir le fief acquesté à son fief principal, car il n'en joyst pas, et n'est receu à hommage.

[388.] XIII. Et si ledict propriétaire avoit, depuis la saisine assise sur [98] son fief, obtenu de sondict souverain souffrance de joyr de son fief, et d'en faire l'hommage, les droitz, et deniers [*sic,* devoirs?] féodaulx, durant et jusques à certain temps, et jusques au plaisir du souverain; et durant le temps d'icelle souffrance, il acquestoit le fief tenu de son fief, si en seroit-il néantmoins deu quint denier; ou si les deniers estoient francz au vendeur, en seroit deu quint et requint au profict dudict seigneur souverain, et n'en auroit pas ledict propriétaire le profict, jà çoit qu'il eust souffrance de joyr des fruictz de son fief; car durant la saisine du souverain, les fiefz tenus de son fief sont réputez tenuz dudict souverain sans moyen, et non pas comme arrière-fief, ainsi qu'ilz seroient si ledict propriétaire en avoit faict l'hommage et les devoirs envers ledict seigneur souverain.

[389.] XIV. Le vassal qui, pour rachepter une rente perpétuelle ou [92.] viagère qu'il doibt, baille et transporte son fief à celluy à qui la rente appartient, il doibt quint denier au seigneur féodal du pris que la rente peult estre estimée à valloir pour une foys.

[390.] XV. Si un fief est laissé par testament, ou [*sic,* en?] rému- [82.] nération de services, ou bénéfice, faict par le légataire au testateur, ou

en restitution d'aulcune chose deue par le testateur au légataire, ou à certaine charge du service divin, ou autre chose, il en est deu quint denier du pris que le fief peult estre estimé valloir pour une foys.

[82.] [391.] xvi. Si un vassal donne son fief à aulcun son parent, ou estranger, à la charge de le nourir, alimenter, et luy administrer sa vie et ses nécessitez, il en est deu quint denier.

[89.] [392.] xvii. Si un vassal vend ou constitue rente perpétuelle ou viagère sur son fief, et l'achepteur veult icelle rente infeuder, le seigneur féodal le doibt recepvoir à foy et hommage d'icelle rente, en payant audict seigneur le quint denier du pris de l'achapt de ladicte rente, ou le quint ou requint s'elle a esté vendue à deniers francs; sinon, toutesfois que ledict seigneur vueille icelle rente retraire par puissance de fief sur ledict achepteur, qui n'est du lignage du vassal vendeur du costé et ligne dont le fief luy appartient.

[IX.] *De relief ou rachapt.*

[76.] [393.] i. Relief ou [r]achapt, qui signifient une mesme chose, sont les droitz féodaulx deu, par plusieurs moyens cy-après touchés, au seigneur duquel est mouvant le fief que l'on veult rellever, et en faire la foy et hommage audict seigneur féodal; et pour icelluy relief, en tous cas où il est deu, luy doibt le vassal offrir l'une des trois choses à choisir par icelluy seigneur féodal : c'est assavoir, une somme de deniers telle que l'offrant veult offrir, ou la levée, ou revenu par un an, c'est assavoir le tiers du revenu de trois ans précédans, ou le dict des pers de la prisée et estimation d'icelluy revenu d'un an, icelle prisée et estimation faicte aux despens de l'offrant par les pers de la seigneurie, c'est-à-dire par deux des vassaulx dudict seigneur féodal, s'aulcuns en y a, sinon par deux prud'hommes, l'un à son choix et eslection, et l'autre à l'élection de l'offrant; lesquelz deux, (si le seigneur féodal prent ce choix), se doivent informer de la vraye value dudict fief en revenu pour les trois derniers ans, toutes charges desduictes, et sur ce faire leur prisée et estimation d'une année, faisant le tiers desdicts trois ans; et ladicte prisée faicte, sera le vassal tenu de payer audict seigneur féodal la somme de deniers à quoy monte le tiers desdictes trois années. Et ce faict, le seigneur le doibt recevoir à hommage, et luy bailler délivrance et main levée du fief.

[394.] II. Quand un fief eschet à aulcun par succession d'aulcuns de [78.] ses amis charnelz en ligne collatéralle, celluy à qui il eschet en doibt relief au seigneur féodal.

[395.] III. Quand une fille, (à laquelle appartient un fief, soit de son [79.] propre héritage nayssant paternel et maternel, soit de son acquest), se marie et espouse à homme, il en est deu relief au seigneur féodal par le mary d'icelle femme, comme baulx d'elle, supposé que ce soit le premier mariage d'icelle.

[396.] IV. Quand la femme vefve, (à laquelle apartient un fief, soit [79 et 80.] de nayssant ou d'acquest), se remarie la seconde, ou la tierce, ou aultres foys, son nouveau mary, comme baulx, en doibt relief au seigneur féodal, jà çoit que son mary précédant, ou ses maritz précédans, si plusieurs en a eu, ayent autrefois payé le relief; car, pour autant de fois que fille ou femme se marie, ou remarie, est deu le relief au seigneur.

[397.] V. Quand femme vefve, tenant fief en douaire pour en joyr [81.] sa vie durant, se remarie la seconde, ou la tierce, ou autres fois, son mary nouveau, (comme baulx d'elle), en doibt relief au seigneur féodal, jà çoit que le propriétaire du fief en ayt faict hommage et qu'il déserve le fief; mais tant qu'elle se tient en viduité, elle ne doibt relief, combien qu'elle doive hommage.

[398.] VI. Quand la femme vefve qui a le bail d'aulcuns mineurs [328.] ses lignagiers en ligne collatéralle, se marie la seconde, et tierce, et autres fois, son nouveau mary, (comme baulx d'elle), doibt relief de tous les fiefz appartenans auxdicts mineurs, aux seigneurs féodaulx de qui ilz sont tenuz et mouvants; mais si la femme vefve qui a la garde de ses enfans se remarie, (pour ce qu'elle ne faict pas les fruictz siens), n'en est deu aulcun relief.

[399.] VII. Quand le mary noble et sa femme ont faict don mutuel [234.] ensemble de leurs terres féodalles, ou d'aulcunes, ou parties d'icelles, le survivant d'iceulx qui, au moyen dudict don, a et tient le fief du premier décédé, en doibt relief au seigneur duquel ils sont mouvans; et si en doibt nouveau hommage, posé qu'il soit le mary qui autresfois l'ayt faict.

[400.] VIII. Si à une fille, ou femme vefve, eschet aulcun fief par [79.]

succession ou [*sic*, en?] ligne collatéralle, et avant qu'elle ayt faict [son devoir?] du relief pour ce deu au seigneur féodal, elle se marie ou remarie, son mary en devra deux reliefz audict seigneur féodal.

[328.] [401.] IX. Le baillistre du mineur d'ans doit relief des fiefz dudict mineur, pour ce qu'il en faict les fruictz siens; mais la garde, ne le tuteur, n'en doibvent poinct, pour ce qu'ilz rendent compte et reliqua audict mineur.

[328.] [402.] X. Si à aulcun mineur noble eschet aulcun fief par succession de ligne collatéralle depuis qu'il est orphelin, et avant qu'aulcun de ses lignagiers collatéraulx ayt entrepris le bail de luy, et après l'un d'eulx entreprend ledict bail, iceluy baillistre devra deux reliefz dudict fief au seigneur féodal duquel il est tenu; l'un que devoit le mineur pour l'eschange de ligne collatéralle, et l'autre que doibt le baillistre à cause du bail qu'il a entrepris; mais si le mineur chet en garde ou en tutelle, il ne devroit que le premier relief, pour ce que la garde, et le tuteur, doivent rendre compte et reliqua.

[84.] [403.] XI. En eschange de fief contre héritaige tenu en censive, posé qu'il soit assis en la censive mesmes du seigneur dont le fief est tenu et mouvant, est deu relief au seigneur dont le fief eschangé est tenu.

[83.] [404.] XII. Si gens d'église ont baillé à aulcun seigneur féodal, homme vivant et morant pour un fief qu'ilz ont acquis, mouvant de luy, et ledict homme vivant et morant va de vie à trespas, lesdicts gens d'église sont tenuz de bailler nouveau homme vivant et morant, et payer droit de relief. Et ne peult le seigneur féodal contraindre lesdicts gens d'église à mettre ledict fief hors de leurs mains, puis qu'une foys il a receu homme vivant et morant.

[X.] *De purperd, quant et comment il est acquis.*

[62, 100 et 106.] [405.] I. Purperd est la revenue, levée, et esmolument du fief que, pour deffault d'hommage, quint denier, requint, non payé, ou pour aulcuns droits féodaulx deuz, et non acquittez, est saisi et mis en la main du seigneur féodal duquel il est tenu, puis que la saisine tient plus de quarante jours; excepté quand la saisine est faicte et causée seullement pour deffault d'adveu et de dénombrement baillé; car, en

ce cas, combien de temps que dure la saisine, riens n'est acquis en purperd.

[406.] II. Après quarante jours ensuyvans le jour de la saisine d'aul- [99 et 105.] cun fief faicte, et causée pour deffault des foy et hommage, quint et requint, ou rachapt, et aultres droitz et devoirs féodaulx non faictz et non acquittés, et en tous cas où la saisine se faict à juste cause, excepté, comme dict est, pour deffault d'adveu et de dénombrement, si le vassal ne faict et acquitte les droitz et devoirs pour lesquelz la saisine est faicte, tous les fruictz, levées, revenuz et esmolumens de fief, depuis le jour de la saisine jusques à ce que lesdicts droitz et devoirs soient faictz et acquittez, sont acquis en purperd au profict du seigneur féodal, sans pour ce riens diminuer ne desduire de ses droitz féodaulx; et les peut icelluy seigneur féodal lever, et prendre par ses mains, incontinant après lesdicts quarante jours passez, et non plus[tôt?].

[407.] III. Et si dedans le temps desdicts quarante jours, et avant [105 et 109.] iceulx expirez, le vassal faict son devoir, et acquitte les droitz féodaulx pour lesquelz la saisine est faicte, le seigneur féodal luy doit bailler main-levée du fief et des fruictz et revenuz qui en sont escheuz, en mandant au commis au gouvernement du fief qu'il en rende compte et reliqua audict vassal; sauf les peines, salaires et vaccations dudict commis, et les fraiz et droitz raisonnables des officiers dudict seigneur.

[XI.] *Des saisines de fief, quand et comment elles se peuvent faire.*

[408.] I. Le seigneur féodal, après le trespas de son vassal tenant [105 et 109.] fief dudict seigneur, et pareillement après le trespas du mary qui, à cause de sa femme, tenoit le fief dudict seigneur, et aussy après le trespas de celluy ou celle qui, comme garde, ou baillistre, ou tuteur des mineurs, tient fief d'icelluy seigneur, peut faire saisir et mettre en sa main sondict fief par aulcun son sergent ou officier, en causant la saisine pour deffault des droitz et devoirs féodaulx non faictz et acquittez. Et si ledict seigneur a acoustumé en telle saisine d'appeller deux de ses vassaulx, ilz y doivent estre appellez et présens, et avoir salaires raisonnables selon le temps de la vaccation, et de la distance des lieux; et s'il n'est acoustumée de les y appeller, il suffict que le sergent ayt

avec luy, à faire icelle saisine, le mayeur ou sergent, ou officier du lieu où le fief est assis, ou deux tesmoins. Et suffict de signifier ladicte saisine sur ledict lieu, sans aller devers ceulx qui peuvent succéder au fief. En faisant la saisine, le sergent qui la faict doibt commettre au gouvernement et administration du fief un, ou deux, ou plusieurs hommes récéans et solvables, qui en puissent et sçachent rendre compte et reliqua, où, et quand il apartiendra, desquelz il doibt prendre le serment et promesse de ce faire; et sur ce, leur doibt bailler commission, ou establissement, par escript, narrative de son exploict, ouquel establissement sera transcripte et incorporée la commission du seigneur, ou du juge, par vertu de laquelle il a exploicté.

[93.] [409.] II. Quand le seigneur féodal sçait ou est adverty que son vassal a vendu et transporté, eschangé, donné, ou engagé, ou aliéné son fief, ou que sur luy est vendu par justice, il le peut faire saisir et mettre en sa main pour deffault d'hommage, droitz, et devoirs féodaulx non acquittez, en gardant le stille et manière devant dict.

[89 et 99.] [410.] III. Si le seigneur féodal sçait, ou est adverty, que son vassal ayt constitué rente perpétuelle, ou à vie, sur son fief, à prendre et lever icelle rente par la main du rentier achepteur de la rente, icelluy seigneur peut faire saisir sondict fief pour les droitz et devoirs féodaulx non acquittez, en observant le stille devant déclaré.

[79, 99 et 114.] [411.] IV. Si fille ou femme tenant fief se marie, le seigneur féodal dudict fief le peut faire saisir par deffault d'hommage, et des droitz et devoirs féodaulx non acquittez; et le peult tenir en sa main et exploicter jusques à ce que le mary, (comme baulx de sa femme), luy en ayt faict l'hommage et payé le relief deu pour raison de mariage.

[79, 81 et 99.] [412.] V. Si femme vefve tenant fief en douaire se remarie, le seigneur féodal peut saisir le relief pour deffault d'hommage, droitz et devoirs féodaulx non faictz; jà çoit que le propriétaire du fief en ayt faict hommage pour la propriété, et acquitté le relief s'aucun en devoit; et le peult icelluy seigneur tenir et exploicter jusques à ce que le mary de la douairière luy en ayt faict hommage, et payé le relief pour raison dudict mariage.

[99 et 328.] [413.] VI. Si la femme vefve ayant la garde de ses enfans mineurs, ou le bail d'aulcuns aultres mineurs ses lignagiers collatéraulx, se rema-

rie, le seigneur peut saisir les fiefz tenus de luy, qu'elle tient en garde ou en bail, pour deffault de hommage, droitz et devoirs féodaulx non faicts, jà çoit que estant vefve en eust faict foy et hommage, et acquitté le relief de ce qu'elle tient en bail; et les peut icelluy seigneur tenir et exploicter jusques à ce que le mary luy en ayt faict nouveau hommage, et acquitté le relief deu pour raison du mariage.

[414.] vii. Si un homme ou une femme tenant fief, faict ou commet aucun crime pour lequel son fief puisse cheoir en confiscation, le seigneur féodal peut saisir, et tenir en sa main [ledict fief?], à la conservation de son droit, s'il est informé du crime, ou si le seigneur hault justicier duquel est subject celluy ou celle qui tient le fief en faict procès contre luy, ou s'il est absent pour le crime; et s'il est son subject, demourant en sa justice, doibt faire son procès contre luy. [348.]

[415.] viii. Et si vassal ou vassalle est trouvé sans coulpe du crime à luy imposé, ou s'il en est coulpable et en a rémission ou pardon du Roy, et restitution de ses biens non confisqués, et si ses biens, mesmement ledict fief, n'ont esté déclarez confisquez, en ce cas, et en chascun d'iceulx, le seigneur féodal sur ce requis en doibt lever la main, en payant les fraiz raisonnables de la saisine, et deppendances, sans rien retenir ne lever des revenues en purperd. [348.]

[416.] ix. Si un seigneur féodal a tenu plus de quarante jours en sa main le fief de son vassal pour aulcunes des causes dessus touchez, et dudict fief sont tenuz et mouvans autres fiefz un ou plusieurs, qui par ce sont tenuz en arrière-fief dudict seigneur féodal, et iceulx arriers-fiefz sont mués et destitués d'homme par vendition, transport, don, mariage, eschange, aliénation et autres moyens, ledict seigneur féodal, comme ayant et tenant en sa main le principal fief duquel ilz sont mouvans sans moyens, les pourra saisir, exploicter, lever en purperd, et avoir en son profict les droitz et devoirs féodaulx deuz par lesdictz moyens, tant et si longuement que le fief dont ils sont tenus sans moyens sera en sa main, et comme s'ils estoient tenuz de luy sans moyen. [131.]

[417.] x. Si le vassal ne baille au seigneur féodal duquel sondict fief est tenu et mouvant, le dénombrement d'icelluy fief, en forme deue dedans temps deu, c'est assavoir dedans quarantes jours ensuyvans le jour [106 et 108.]

de son hommage, le seigneur le peult faire saisir et mettre en sa main sans rien lever en purperd, quelque long temps que la saisine dure.

[117.] [418.] XI. Si le vassal desmembre ou diminue son fief par vendre, donner, cedder, transporter, ou aliéner partie d'icelluy, sans le juge dudict seigneur féodal, pour quelque cause que ce soit, si ce n'est pour le partir et diviser entre ses enfans, ou le bailler en assignation de mariage à l'un d'eux, le seigneur féodal le peut pour ces causes saisir et mettre en sa main, et le tenir, exploicter, et lever en purperd, jusques à ce que la portion desmembrée soit conjoincte et réunie au corps du fief, aux despens du vassal, et que ledict vassal l'ayt amendé au jugement des pers de la court dudict seigneur féodal.

[62 et 125.] [419.] XII. Si le seigneur féodal est adverty que aulcun quint denier, ou quint et requint, ou reliefz, soit deu de et pour le fief tenu de luy à cause d'aucune vendition, eschange, don, ou leg, ou aliénation, ou paction, qui aura esté faicte, et dont n'aura esté acquitté autrefois le droit féodal à luy et ses prédécesseurs, il peut, pour deffault de paye dudict droit féodal, faire saisir et exploicter ledict fief, et le tenir en sa main jusques à ce que satisfaction luy en soit faicte, ou qu'il luy soit apparu que autresfois en ayt esté faicte satisfaction à ses prédécesseurs, nonobstant qu'il ayt receu l'hommage du vassal et les droitz féodaulx qui estoient venuz à sa congnoissance, et qu'il en ayt baillé main-levée et délivrance audict vassal, si en ses lettres n'est mis et contenu qu'il se tient content de ses droitz féodaulx qui, jusqu'à ce jour, luy pouroient estre deuz à cause de son fief.

[XII.] *Comment le seigneur féodal peut recevoir à un seul fief plusieurs hommes et droitz.*

[119.] [420.] I. Le seigneur féodal peut recevoir à hommage du fief tenu de luy, tant et tel nombre d'hommes et vassaulx que venir et offrir se veullent, et de chascun recevoir entièrement ses droitz féodaulx, jà çoit que le fief ne puisse appartenir à chascun d'eux, seul et pour le tout, ou que les aulcuns y ayent bon droit, et les autres non; car ledict seigneur n'en enquerrera pas, s'il ne luy plaist, ains peut un chascun recevoir, et luy bailler ses lettres d'hommage, et main-levée, sauf tous droitz.

[421.] II. Si depuis il est trouvé que les aulcuns d'eux qui ont estez receuz à foy et hommage, et à acquitter en droiture le fief, n'ayent aulcun droit, ou qu'ilz en soient évincez par procès, ou par accord, transaction, arbitrage, ou composition, posé que ce soit par le jugement dudict seigneur féodal, ou de sa court, pourtant ne sera tenu ledict seigneur féodal de leur restituer ce qu'il aura levé d'eux pour les droitz féodaulx. [119.]

[422.] III. Si entre deux contendans au droit d'un fief se meuvent question et procès, et l'un d'eux acquitte les droitz féodaulx au seigneur, et l'autre non, et il advient que par sentence, accord, transaction ou arbitrage, celluy qui a droituré le fief en est évincé, et qu'il est adjugé à l'autre, qui n'a rien payé desdictz droitz féodaulx, celluy autre à qui il est adjugé sera tenu de payer iceulx droitz féodaulx entièrement, sans luy profiter ne valoir acquict, ou diminution, ce que son adversaire en avoit payé. [120.]

[423.] IV. Quand un fief est saisy par le seigneur féodal pour deffault de hommage, et des droitz et devoirs non faictz, et plusieurs se viennent offrir à droiturer le fief, le premier qui en est receu faict cesser la saisine; et n'a plus cause le seigneur féodal de le tenir saisy, supposé qu'il voit le fief estre litigieux entre les contendans, sinon que l'un d'eulx voulsist mouvoir sa question en cas de nouvelleté en la court d'un seigneur féodal; ouquel cas ledict fief, (comme chose contentieuse), seroit gouverné soubz ledict seigneur féodal au profict de la partie qui obtient droit en la cause, et ne seroient les fruictz levés en purperd au profict dudict seigneur, car depuis qu'il a receu homme à droicturer le fief, il n'a cause de le plus tenir saisy. [122.]

[424.] V. Si aulcun vient devers ledict seigneur féodal soy opposer à ce qu'il reçoive à foy et hommage du fief tenu de luy, aulcun autre qui se vouldra offrir d'en faire la foy et hommage, et de droiturer le fief envers et au profict d'icelluy seigneur, pourtant ne doit icelluy seigneur féodal cesser, ne différer à recevoir l'autre à faire l'hommage et droiturer le fief; mais le peult à ce recevoir s'il lui plaist, sauf tous droitz, nonobstant l'opposition de l'opposant, et l'appellation qu'il en vouldroit ou pourroit interjecter; car recevoir à hommage et à droiturer fief n'est pas exploict de justice, mais est par le seigneur [121.]

féodal user de son droit; et aussy telle réception à hommage et à droiturer fief n'attribue à celluy qui est receu aulcun droit s'il ne l'a par autre moyen, et si ne faict préjudice ne diminution du droit d'aultruy.

[XIII.] *Comment en succession directe le fils aysné peut faire aux seigneurs féodaulx les hommages pour luy, ses frères et sœurs; et comment ils peuvent reprendre dudict aysné et dudict seigneur féodal.*

[114.] [425.] I. Si en une succession directe sont plusieurs enfans succédans, l'aisné fils, (s'il lui plaist), peut reprendre et faire les hommages de tous les fiefz d'icelle succession pour luy et pour ses frères et sœurs, à et envers les seigneurs féodaulx dont lesdictz fiefz sont tenuz, et le doivent lesdicts seigneurs à ce recevoir, et partant lui octroier main-levée et délivrance desdictz fiefz, sauf tous droitz, et sauf ce que (*sic*) auxdictz seigneurs est acquis en purperd, si aucune chose y est acquise.

[114.] [426.] II. Mais nonobstant ladicte reprinse et réception à hommage, les maysnez, et les sœurs, (s'il y a filles), et chascun d'eulx en tant que toucher luy peut, et pour sa quotité et portion, peuvent, si bon leur semble, tant avant leurs parçons faictes comme depuis, reprendre leurs portions dudict seigneur féodal, et tenir leurs fiefz en tel degré comme est la part de l'aysné.

[115.] [427.] III. Ou si bon leur semble, ilz peuvent dedans l'an après qu'ilz sont âgés, et hors de minorité, et non après ledict an passé, choisir de reprendre et relever leurs portions de leur frère aysné; et par ainsi leursdictes portions seront arrier-fiefz dudict seigneur féodal, dont leur frère aysné demeure vassal, et seront pleins fiefz tenus, sans moyen, dudict frère aysné, lequel en son dénombrement les doibt déclarer et spécifier comme fiefz tenus de luy.

[XIV.] *Comment on peut desmembrer fief sans offense.*

[428.] I. Les enfans succédans en ligne directe à leur parent ascendant, auxquelz escherra un ou plusieurs fiefz tenus d'un ou de plusieurs seigneurs féodaulx, peuvent sans offense démembrer, partir et diviser entre eulx ledict fief, ou lesdicts fiefz; et chascun, ou aucun d'eux relever sa part de leur frère aysné, ou du seigneur féodal, lequel qu'il leur plaist, ainsi et par la manière déclarée au chapitre précédant. [116.]

[429.] II. Pareillement les succédans à leurs lignagiers en ligne collatéralle peuvent entre eux, sans offence, desmembrer, partir et diviser en plusieurs parties les fiefz à eux escheus; mais ils sont tenuz chascun pour sa part et portion d'en relever et reprendre du seigneur féodal, et n'en peuvent pas reprendre de leur aysné; car en succession collatéralle n'y a aulcun advantage d'aynesse. [116.]

[430.] III. Le père et la mère peuvent, en leur vivant, donner à un ou plusieurs enfans partie et portion de leurs fiefz, à le tenir d'eux à hommage, en faisant un ou plusieurs membres de leurs fiefz; lesquelz membres seront fiefz tenuz sans moyens dudict père ou de ladicte mère, et arriers-fiefz du seigneur féodal; et semblablement peuvent faire l'ayeul ou ayeulle et parens ascendans en ligne directe, mais les collatéraulx non. [116.]

[XV.] *Comment un seigneur féodal tenant son fief saisy, doibt user des fruictz d'icelluy tenuz en purperd.*

[431.] I. Le seigneur féodal qui a saisy et tient en sa main le fief tenu de luy, et en liève les revenues en purperd à son profict, ès cas où faire le peult, doibt user des fruictz et revenues dudict fiefz raisonnablement, et ainsi comme en useroit le vassal s'il en joïssoit, en telle manière que s'il y a bois ou forest, il les doibt ou peut couper, quand ils viennent en taille, selon l'usage du pays; et s'il y a estangs ou viviers, les doibt ou peut pescher s'ilz sont en saison de pescher; et, s'il les pesche, les doibt repeupler d'alvins. Et ne peut ou doibt, par raison, anticiper les tailles des bois et forestz, ne les pesches des [100 et 103.]

estangs ou viviers, aultrement il seroit tenu d'en restituer le dommage et intérest à son vassal.

[101] [432.] II. Si, avant la main-mise du seigneur à son fief, celluy qui auparavant en joïssoit avoit vendu les tailles des bois et forestz, ou la pesche des estangs ou viviers, en la manière acoustumée à les vendre, le seigneur devroit entretenir les marchans en leurs marchez; et aussy il levroit à son profict les termes et payemens qui devront escheoir durant le temps de la saisine, nonobstant que le vassal qui par avant en joïssoit eust esté payé de tous les termes et payemens dès l'entrée du marché, ou plus tost qui n'est acoustumé de s'en faire payer.

[101.] [433.] III. Et pareillement doibt ledict seigneur féodal entretenir les autres marchez, comme censes, moictairies, fermes, et aultres marchez acoustumez à vendre à années, faictz et commancez par le vassal joïssant du fief avant la saisine, puis que lesdicts marchez n'excèdent trois ans, et qu'ilz ont estez baillez en la manière acoustumée, et au plus grand profict de la terre que l'on les a peut bailler.

[102.] [434.] IV. Et si ledict seigneur féodal trouve que aulcuns des marchez de la terre féodalle tenue de luy ayt esté faict autrement qu'à poinct, comme si une ferme qui a acoustumé d'estre baillée au plus offrant, et à cry publique, a esté baillé secrettement à tel pris que l'on a voulu, ou qu'il y en ayt aulcune collusion, ou déception, commise par les officiers de celluy qui joyt du fief avant la saisine, en ce cas ledict seigneur féodal peut, s'il luy plaist, rompre lesdicts marchez, et les bailler à nouveaulx marchans, le plus profitablement qu'il peut.

[103] [435.] V. Si durant le temps que le seigneur féodal tient son fief en sa main par deffault d'homme, des droitz et devoirs, non faictz, il survient aulcune ruyne ès édiffices, maisons, manoirs, granges, estables, pressoirs, molins, fours, estangs, viviers, et autres membres et appartenans du fief, ou que en iceulx soit mestier de faire aulcunes réparations nécessaires, ledict seigneur féodal les doibt faire et soustenir des proffictz et revenues du fief; et en tout, et par tout, s'y doibt verser et conduire comme bon père de famille.

[XVI.] *Comment et quand les vassaulx doivent réitérer les hommages au nouveau seigneur féodal.*

[436.] I. Si en une seigneurie féodal, soit duché, conté, baronnie, chastellenie, ou autre seigneurie, de laquelle soient tenuz ou mouvans un ou plusieurs fiefz, survient mutation ou renovation de seigneur ou de la dame, soit par mort, ou mariage, ou achapt, ou don, ou autre moyen quel qu'il soit, les vassaulx d'icelle seigneurie, (supposé qu'ilz ayent faict leurs hommages au seigneur ou à la dame précédant), sont tenuz de réitérer, et derechef faire leursdicts hommages au nouveau seigneur, ou à la nouvelle dame, si requis en sont par signification et inthimation généralle ou spécialle. [58.]

[437.] II. Et est acoustumé à Reims, et au pays à l'environ, quand il y a novation de seigneur en aulcune seigneurie, que ledict seigneur, ou son baillif, faict crier, publier, inthimer, et assavoir par crys publicques, au-devant du chasteau ou manoir du seigneur, ou, s'il a divers chasteaulx ou diverses seigneuries de chascun desquelz il a fiefz mouvans et tenans de luy, au-devant de la porte de chascun chasteau, et au carrefour et lieu publicque de la ville, que dedans quarante jours ensuyvans la cryée, tous et chascun ses vassaulx soient devers ledict seigneur, ou son baillif, ou commis, en lieu certain qui se doibt déterminer, et luy facent et renouvellent les foy, hommage, droitz et debvoirs féodaulx à luy deuz à cause de leurs fiefz, sur les peines en tel cas acoustumées. [58.]

[438.] III. Si dedans lesdicts quarante jours lesdicts vassaulx et chascun d'eulx ne vont devers ledict seigneur, ou son baillif, ou son commis, réitérer et renouveller lesdicts hommages, et ne luy faict apparoir, (si requis en sont), comment ilz ont esté par son prédécesseur receuz à hommage, et faict des droitz féodaulx, ledict seigneur poura, après quarante jours passez, faire saisir et mettre en sa main lesdicts fiefz dont les hommages n'auront esté renouvellez; et quarante jours passez après la saisine, poura lever les fruictz en purperd. Mais si lesdicts vassaulx vont dedans lesdicts quarante jours après la saisine devers ledict seigneur, ou son baillif, ou commis à recevoir ses hom- [58.]

mages, et ilz luy font et offrent faire leurs hommages en faisant apparoir qu'ilz en estoient en l'hommage de son prédécesseur, il les doibt à ce recevoir, et leur octroier ses lettres de réception et main-levée, en payant les fraiz de sa saisine et des deppendances; car, puisqu'ilz en estoient en l'hommage du prédécesseur, ilz ne doivent au nouveau seigneur que main et bouche.

[62.] [439.] IV. Toutesfois, si ledict nouveau seigneur estoit informé qu'aulcuns droitz féodaulx fussent deuz à luy, ou à ses prédécesseurs, pour et à cause desdictz fiefz, ou d'aulcuns d'iceulx, par quelque moyen que ce feust, il les pouroit demander, et pour iceulx retenir les fiefz saisiz et mis en sa main, jusques à ce qu'il en fust décidé; car il ne doibt pas plaider dessaisy de son fief, contre son vassal, pour ses droitz féodaulx.

[XVII.] *De retraict de fief.*

[129 et 222.] [440.] I. Fief vendu par les propriétaires vassaulx qui les tiennent et possèdent, ou qui en iceulx prétendent droit, se peuvent retraire sur l'achepteur d'iceulx, ou sur celluy qui succède au lieu de l'achepteur, par deux voyes et manières de retraict, ou par l'une d'icelle; c'est assavoir par voye de proximité de lignage, ou par retraict de puissance féodal.

[189.] [441.] II. Le retraict par proximité de lignage est tel, que si un vassal propriétaire d'aulcun fief à luy appartenant de son propre naissant, venant de la succession d'aucuns de ses parens et amis charnelz, vend icelluy fief à un estrange qui à luy n'atient de lignage du costé et ligne dont le fief est escheu et venu audict vendeur, il est loisible à un parent ou lignagier dudict vendeur qui luy atient de lignage dudict costé et ligne, retraire, recouvrer, et ravoir par retraict ledict fief ainsi vendu, si dedans l'an dudict jour de la vendition parfaicte, c'est assavoir dedans l'an après que l'achepteur en est entré en foy et hommage, il rend, ou offre actuellement rendre à l'achepteur, ou détenteur (ayant le droit de l'achepteur), les deniers de l'achapt avec les fraiz raisonnablement faictz et soustenus par ledict achepteur à cause dudict achapt, et les méliorations que l'achepteur y auroit faict.

[442.] III. Et le retraict par puissance féodal est tel, que si le vassal vend son fief à luy appartenant, soit de son naissant, soit de son acquest, à aulcun qui ne soit son parent ou lignagier, il est loisible au seigneur féodal duquel le fief est tenu et mouvant, de [*sic,* le?] r'avoir et reprendre pour les deniers du pris de l'achapt, avec les fraiz raisonnables dudict achapt, et méliorations s'aulcunes en a faictes, en les rendant, et offrant rendre et restituer à l'achepteur desdictz fiefs, ou à celluy qui succède en son droit, avant qu'il soit receu à foy et hommage. [139, 190 et 220.]

[443.] IV. Si au retraict d'aulcun fief vendu appartenant au vendeur de son propre naissant, concurrent et s'advancent deux parens ou lignagiers du vendeur du costé et ligne dont le fief luy vient et eschoit, venans et eulx advançans au retraict l'un plus tost que l'autre, avant toutesfois que nul d'eux y ayt esté receu, et l'un d'eux est plus prochain en degré de ligne au vendeur que n'est l'autre, et soit question entre eulx lequel sera préféré au retraict, le plus diligent, (qui premier s'est advancé), y sera préféré, posé ors que le dernier venant soit plus prochain de ligne au vendeur, car il suffict que l'héritage rentre en la ligne dont il est sailly. [195.]

[444.] V. Si au retraict d'un fief vendu appartenant au vendeur de son naissant, concurrent et viennent le seigneur féodal, et un parent ou lignagier du vendeur, de la ligne dont le fief luy eschet, et s'advencent aussytost l'un que l'autre, ou le dernier soy advençant avant que le plus diligent soit receu au retraict, ou avant litiscontestation faicte en la cause et procès sur ce meu entre le plus diligent et l'achepteur, en ce cas le parent lignagier sera préféré au seigneur féodal par la faveur du droit naturel. [188 et 190.]

[445.] VI. Es retraictz qui se font par lignage, le retrayant est tenu de rendre ou offrir actuellement à l'achepteur du fief, ou au détenteur d'icelluy, le vray pris de l'achapt principal, et d'y offrir verballement, à la taxation de la justice, les mises faictes à cause des vins, s'aucuns sont convenuz en faisant l'achapt, du droit des lettres de l'achapt, des méliorations du fief, s'aucunes en ont esté faictes depuis l'achapt, et de tous autres fraiz, mises, et despens raisonnables, faicts pour et à cause de l'achapt, en faisant protestation d'y augmenter ou supplier, se mestier est, au dict et arbitrage de justice. [196.]

[196.] [446.] VII. Et si le vendage avoit esté faict à deniers francz au profict du vendeur, tellement qu'il en fût deu par l'achepteur au seigneur féodal quint et requint denier, le retrayant seroit tenu d'offrir actuellement le pris et valleur desdictz quint et requint.

[220 et 221.] [447.] VIII. Es retraictz qui se font par le seigneur féodal, et par puissance de fief, fault distinguer où l'achapt est fait purement et simplement parmy certaine somme de deniers sans convention de payer deniers francz au vendeur, [et?] où l'achapt est faict à deniers francz au profict du vendeur.

[220 et 221.] [448.] IX. Au premier cas, le seigneur féodal, pour parvenir au retraict, doibt offrir actuellement le pris de la vendition, et déduction faicte de son quint denier; c'est asçavoir offrir autant du pris de la vendition qu'il en vient au profict du vendeur, et non plus; et si l'achepteur a le tout payé au vendeur, il peut avoir son recours contre luy pour recouvrer ce à quoy monte le quint denier deu au seigneur féodal de son droit. Et oultre ladicte offre actuelle doibt ledict seigneur féodal offrir verballement, à la taxation de justice, les vins du marché, les droitz des lettres, de méliorations, et autres fraiz, mises, et despens raisonnables.

[220 et 221.] [449.] X. Et au second cas, le seigneur féodal doit offrir actuellement le pris de la vendition, sans quelque déduction ne rabat de ses quint et requint, car ilz ne sont pas compris au pris de ladicte vendition, parce que lesdicts quint et requint sont à payer par l'achepteur, si le seigneur le vouloit recevoir à homme.

[228.] [450.] XI. Si le seigneur féodal achepte de son vassal le fief qu'il tient de luy en foy et hommage, qui audict vassal apartenoit de son naissant, le parent ou lignagier dudict vassal du costé et ligne dont ledict fief luy estoit venu le pourra retraire sur ledict seigneur, jà çoit que où ledict vassal l'auroit vendu à un estrange, et ledict seigneur le retraioit par puissance de fief, icelluy parent ou lignagier ne le pouroit retraire sur ledict seigneur; mais quand il est achepteur du fief, il est réputé estrange personne, et n'use pas de sa puissance féodalle.

[195.] [451.] XII. Si le vassal vend son fief à luy appartenant de son naissant à un sien lignagier de ce costé, et un autre son lignagier, à luy attenant en plus prochain degré que n'est l'achepteur, le veult sur luy

retraire, il n'y sera pas receu, car le fief par telle vendition ne sault pas hors de sa ligne, et le retraict lignagier n'est introduict, sinon affin que les fiefz n'aillent hors de la ligne dont ilz vindrent.

[452.] XIII. Si un vassal ayant plusieurs fiefz luy appartenans de son naissant d'un mesme costé et ligne, et tenus d'un seul ou de divers seigneurs, les vend ensemble par un mesme marché, son parent ou lignagier de son costé, qui en vouldra retraire l'un, ou moins que tous, ne sera pas receu s'il ne retraict tout ce qui a esté vendu à une fois, puis qu'ilz sont, (comme dict est), d'une mesme condition. [208.]

[453.] XIV. Si le parent ou lignagier du vassal qui aura vendu son fief à un estranger de la ligne dont le fief estoit venu audict vassal, s'advance au retraict, et y est receu avant que l'achepteur (*sic*) ou le vendeur en ayt payé le quint denier, ou l'achepteur le quint et requint au seigneur féodal duquel le fief est tenu, et le retrayant vient après devers ledict seigneur requérir en estre receu à hommage, il ne sera pas receu, s'il ne plaist audict seigneur, sans premièrement luy en payer ledict quint denier, ou les quint et requint se deuz sont, jà çoit que à cause du retraict il doive seullement l'hommage. [68.]

[454.] XV. L'action de retraict se doibt intenter contre le détenteur du fief, posé qu'il n'ayt pas esté l'acheteur au parent du retrayant, et par-devant le juge immédiat soubz lequel le fief est assis; en telle manière que si le seigneur féodal duquel le fief est tenu sans moyen, a jurisdiction en et sur icelluy fief, l'action se doibt intenter par-devant icelluy seigneur, ou son lieutenant, ou son autre juge. Et si ledict seigneur féodal n'a aucune jurisdiction, comme sont plusieurs qui ont seullement l'hommage de leurs fiefs sans jurisdiction, en ce cas l'action du retrayant se doibt intenter par-devant le juge qui sans moyen a jurisdiction sur ledict fief; sinon toutesfois que le retrayant impètre sur ce lettres royaulx portans *committimus* à aulcun juge royal. [198.]

[XVIII.] *Des confiscations et forfaictures des fiefs.*

[455.] I. Le vassal peut par plusieurs voyes, causes et moyens, perdre, confisquer, et forfaire son fief qu'il tient d'aulcun seigneur féodal, tellement que par telle forfaicture ledict fief est acquis audict seigneur féodal. [126.]

[129.] [456.] II. Si le vassal a machiné ou conspiré contre son seigneur féodal sa mort, ou sa destruction, ou son déshonneur, ou à son villain dommage, et il en est atteint et conveincu suffisamment, il forfaict son fief, et est icelluy fief acquis au seigneur féodal.

[129.] [457.] III. Si le seigneur féodal a saisy et mis en sa main le fief tenu de luy pour deffault de ses droitz ou devoirs féodaulx, ou aulcune juste cause, et le vassal faict et commect force, batture, injure de faict, expulsion et rébellion contre la personne dudict seigneur féodal en faisant la saisine, et en contempt d'icelle, et ne s'en sçait ou peult justifier, mais en est attaint et conveincu, il forfaict son fief, et est acquis audict seigneur féodal; et si l'offense est commise à la personne du sergent dudict seigneur, faisant ladicte saisine, ou des commis en exerçant leur commission, telle offense se doibt amender à l'arbitrage du juge.

[126.] [458.] IV. Si un vassal désadvoue tenir son fief du seigneur féodal duquel il est véritablement tenu, et par contempt et mesprisement de la personne dudict seigneur, ou malitieusement et en fraude dudict seigneur l'advoue tenir d'un autre, pourveu que ce ne soit du Roy, ou du seigneur souverain dudict seigneur féodal, et ledict vassal pour ce sommé et requis ne se veult désister, ne corriger son erreur, et faire réparation et amende au vray seigneur féodal, s'il en est conveincu, il forfaict et confisque sondict fief, et est acquis audict seigneur féodal.

[348.] [459.] V. Si un vassal est attainct et conveincu par justice d'aucun crime pour lequel ses biens sont déclairez confisquez, les fiefz à luy appartenans escherront et appartiendront par icelle confiscation aux seigneurs desquelz ilz sont tenuz et mouvans sans moyen ; si ainsi n'estoit que lesdicts fiefz fussent assis en la haulte justice d'aulcuns haults justiciers autres que lesdicts seigneurs féodaulx, et qu'iceulx seigneurs féodaulx n'eussent aulcune justice sur lesdictz fiefz ; ouquel cas la confiscation desdicts fiefz appartiendroit aux seigneurs haults justiciers, lesquelz, audict cas, seroient tenuz d'en faire foy et hommage ausdicts seigneurs féodaulx, ou de les mettre hors de leurs mains, en main d'homme suffisant pour en faire lesdictes foy et hommage et payer les droitz féodaulx qui en seront deuz.

[348.] [460.] VI. De ce est excepté la confiscation venant du crime de lèse-

majesté, car, en ce cas, ladicte confiscation appartient au Roy, seul et pour le tout, qui a acoustumé d'en bailler homme aux seigneurs féodaulx, lequel leur en face hommage et serve selon la nature des fiefs.

[XIX.] *Comment, et en quelz cas peut le seigneur féodal réunir en sa table et domaine le fief tenu de luy.*

[461.] I. Le seigneur féodal qui par puissance féodalle retraict le fief [222.] tenu de luy vendu par son vassal, pour le pris de la vendition, comme faire le peut ès cas et ainsi qu'il est déclaré cy-dessus, au chapitre *des retraictz de fiefz*, le peut après tel retraict réunir et joindre à la table et au domaine de son fief principal; et depuis ceste réunion le doibt incorporer, et déclarer en son adveu et dénommement [*sic*, dénombrement?] qu'il baillera au seigneur dont il tient sondict fief principal, et ne le peut depuis lors desmembrer, départir, et séparer du corps de sondict fief principal sans le consentement de sondict seigneur féodal, sinon ès cas déclarez cy-devant, au chapitre *comment on peut desmembrer fief sans offense.*

[462.] II. Si bon semble au seigneur féodal que (*sic*) par puissance du [98 et 222.] fief a retraict le fief vendu par son vassal pour les deniers de la vendition, il le remettra, et peut, dedans l'an ensuyvant son retraict, remettre en la main d'un autre, par vendage, don, cession, eschange ou transport, lequel autre en sera et demourera son homme et vassal, et partant n'en fera ledict seigneur féodal aulcun hommage à son souverain, ne luy en payera quelque droit ne devoir féodal; mais demourera ledict fief en telle nature envers ledict seigneur féodal, comme il estoit avant la retraicte.

[463.] III. Si par forfaicture, confiscation, félonnie commise, ou [222.] autre moien, le fief tenu d'un seigneur féodal advient et eschet audict seigneur, il le peut, (s'il luy plaist), réunir et joindre à sa table, ou dedans l'an après ensuyvant le vendre, donner, cedder et transporter à autre qui en sera son vassal, ainsi et par la manière déclarée ès deux articles précédans.

[464.] IV. Si un seigneur féodal non joïssant de sa terre, et non [96 et 97.]

ayant faict d'icelle envers son souverain les droitz et devoirs féodaulx, acqueste le fief mouvant de ladicte terre, il ne le peut par telle acquisition unir à sa table ou au domaine d'icelle terre féodalle, pour ce que en faisant ledict acquest luy estant en hommage de sadicte terre, ne joïssant d'icelle, il est réputé estrange acquesteur, et sy en est deu à son seigneur féodal et souverain le quint denier d'icelle acquisition, ou le quint et requint se l'achapt est faict à deniers francz; lequel seigneur souverain a et prent ce profict, et non pas ledict acquesteur, posé qu'il eust en ce temps souffrance de joyr de la terre, puisqu'il n'en a pas faict l'hommage et le devoir féodal.

[222.] [465.] v. Mais si ledict acquesteur, pour augmenter le domaine et le revenu de sa terre, veult unir et joindre à icelle ledict fief par luy acquis, il le peut faire par le congé et octroye de son souverain, après que de sadicte terre il luy a faict hommage et devoir, ou mesme en faisant ledict devoir en comprenant ledict acquest en son hommage et son dénombrement, quand il le baillera par escript à sondict souverain; et depuis ce faict, il ne le peut séparer ne desmembrer, sinon ainsi que contient le premier article du chapitre.

[XX.] *Comment le seigneur féodal peut joyr de son fief tant et si longuement que le vassal tardera d'en faire ses devoirs envers luy.*

[57.] [466.] i. Le seigneur féodal peut joyr du fief tenu de luy depuis qu'il l'aura faict saisir et mettre en sa main par deffault d'homme, et des droitz et devoirs féodaulx non faictz, tant et si longuement que le vassal tardera et sera négligent d'en faire les devoirs féodaulx, et jusques ad ce que devers luy vienne homme suffisant ayant droit au fief que (*sic*) luy en face ou offre faire et acquitter les foy, hommage, droitz et devoirs féodaulx; et tant que la négligence du vassal le fera dormir, la dilligence du seigneur veillera. A ce propos sert le commun proverbe disant : « Tant que le vassal dort, le seigneur veille. »

[XXI.] *Comment aussy le vassal peut joïr de son fief sans en avoir faict les devoirs, tant et si longuement que le seigneur tardera de le mettre en sa main.*

[467.] I. Semblablement le vassal auquel sera escheu ou advenu aulcun fief par succession, don, legs, achapt, ou autre tiltre et moyen, et se bouttera audict fief qui n'est saisy n'empesché de par le seigneur féodal, pourra joyr des revenus dudict fief à son proffict, sans en avoir faict hommage ne acquisté les droitz féodaulx, tant et si longuement que ledict seigneur féodal tardera et sera négligent de le saisir et mettre en sa main; et n'offense aucunement ledict vassal en ce faisant; car, comme dict le commun proverbe à l'opposite du précédant : « Tant que le seigneur dort, le vassal veille. » [57.]

[468.] II. Mais quelque longue joïssance que le seigneur et le vassal ayent eu du fief par la manière devantdicte, ilz n'acquièrent aucune prescription l'un sur l'autre; car si le seigneur féodal avoit tenu cent ans et plus le fief tenu de luy, par deffault d'homme, des droitz et devoirs féodaulx non acquittez, se n'auroit-il pas extainct ne prescript le droit de celluy à qui le fief doibt appartenir, mais le devroit en tout temps recevoir en luy faisant apparoir de son droit, [et?] en faisant et offrant suffisamment luy en faire les foy et hommage, payer et acquitter les droitz et devoirs féodaulx. Et aussy par semblable raison, pour quelque long temps que le vassal tienne et occupe le fief qu'il dict luy appartenir, il ne peut extaindre le droit féodal du seigneur de qui à la vérité le fief est tenu et mouvant. Mais si autre seigneur avoit joy d'en avoir l'hommage et les droitz féodaulx, il les pourroit prescripre contre ledict seigneur féodal, par le temps et selon ce que le droit escript l'ordonne. [133 et 134]

[XXII.] *Comment les nobles doibvent estre adjournés, et par-devant quelz juges.*

[469.] I. Nobles personnes, en toutes causes, actions, et poursuittes qu'on veult impétrer contre eulx, doivent estre convenuz et adjour-

nez hors huictaine; c'est assavoir que entre le jour que l'adjournement se faict, et le jour assigné à comparoir par-devant tel juge, doibt avoir l'espace et intervale de huict jours francz du moins; et si à plus bref terme sont adjournez, l'adjournement est moins que suffisant, et peuvent iceulx nobles, pour ceste cause, tendre affin de non recevoir, et d'avoir congé de court, et de condemnation de despens, et leur doibt ce profict estre octroyé.

[470.] II. Toutesfois, ceste coustume, usage, ou stil, n'a pas lieu ès adjournemens qui se font en cas et matière d'asseurement d'arrestz coustumiers, ne à veoir exécuter et ramener à faict les complainctes en cas de nouvelleté, ou en cas de simple saisine; car èsdicts cas les adjournemens se peuvent faire de jour à autre, voir d'heure à heure.

[471.] III. Les nobles ne sont pas subjectz ne responsables en actions personnelles, en deffendant, par-devant les prévostz ne les mayeurs des villes où ils sont demourans, mais sont seulement subjectz et responsables èsdictes actions par-devant les baillis desdictz lieuz, ou leurs lieutenans; et si on les faict convenir en icelles actions par-devant lesdictz prévostz ou mayeurs, ilz peuvent décliner la jurisdiction, et requérir congé de court et despens.

[QUATRIÈME PARTIE.]

INDICE DES MATIÈRES CONTENUES EN LA TIERCE [*sic*, QUARTE] PARTIE.

LA TIERCE [*sic*, QUARTE] PARTIE DES COUSTUMES OBSERVÉES A REIMS, SUR LE FAICT DES ÉDIFFICES.

[472.] I. Toutes personnes qui ont héritages dedans la cité dudict [360 et 361] Reims, si aucuns des édiffices sont ruynez, et que l'un d'eux requiert clausure contre son voisin, tel voisin est tenu y contribuer, tant en maneuvres que à la peine de l'ouvrier, jusques à quatorze piedz de haulteur, et non plus, si bon ne luy semble.

[473.] II. Si telles personnes veullent monter leurs murs, soient [362, 363 et 365.] layresses, ou pignons, à fraiz communs, telz murs demoureront communs entre eulx, en telle manière que perpétuellement ilz pourront édiffier l'un contre l'autre, et percer le mur pour y mettre sommiers ou doubleaux, jusques à la moittié dudict mur, franchement, sans ce qu'il soit tenu d'en demander aucun congé, ne que son voisin le puisse en ce empescher.

[474.] III. Et si telle personne ne veult contribuer aux fraiz dudict [360.] mur, oultre clausure, il ne pourra faire édiffier pour percer, ny appuyer contre ledict mur, oultre ladicte clausure.

[475.] IV. Et en la ville dudict Reims, hors la cité, quand aucuns [361.] veullent édiffier, le voisin, s'il ne luy plaist, ne contribuera aux murs

dudict édiffice que jusques à huict piedz de haulteur; aussy il n'aura rien au par-dessus de ladicte clausure, et n'y pourra appuyer ne percer icelluy mur sans le congé et consentement de son voisin, comme est cy-devant escript des édiffices faictz dedans la cité.

[362.] [476.] v. Toutesfois, si le voisin qui n'aura contribué à faire ledict mur voulloit après récompenser celluy qui l'auroit faict faire pour la moitié, à l'arbitrage des ouvriers et gens de bien à ce congnoissans, icelluy qui auroit fait faire ledict mur, ou ses héritiers, ou ayans-cause, seroient tenuz à ce le recevoir, quelque temps qu'ilz en ayent joy au contraire; et en ce cas pourroit tel voisin dresser et appuyer contre, et le perser jusques à la moitié.

[370.] [477.] vi. Si aucun ayant héritage ne peut contribuer à faire clausure, soit dedans ou hors la ville, il sera quitte, si bon luy semble, de bailler de sa place à l'estimation raisonnable que le mur pourra couster, et vault tel mur pour clausure seullement; et si la partie veult édiffier plus hault, il s'en faict comme cy-devant est escript.

[365 et 371.] [478.] vii. Ès murs qui sont communs entre deux parties, icelles parties peuvent chascun de son costé édiffier cheminées et prendre creux èsdicts murs, sans que l'un puisse empescher l'autre, se n'estoit qu'il y eust sommier ou aultre pièce de bois à l'endroict du lieu où l'on prendroit tel creux qui l'empeschât, pourveu que le mur soit tellement retenu que faulte n'en advînt.

[372.] [479.] viii. Si entre deux parties y a aucun mur que (*sic*) soit commun entre eulx, il n'est loisible à l'aultre y faire arche, ne autre creux, sans le consentement de son voisin, supposé que audit mur y ayt [1] sommier ou autre pièce de bois à moitié d'icelluy, ou qu'il soit à plain mur.

[351.] [480.] ix. En la ville de Reims, on ne peut faire saillies au-dessoubz de vingt-deux piedz et demy, ne planter boucquestz ou estaches sur le chemin publicque, ne faire goullotz ou bassins de pierre sur ledict chemin, sans congé et permission des seigneurs en la jurisdiction desquelz telz édiffices se font; c'est assavoir au ban et justice de monsieur l'arcevesque de Reims, sans la permission de monsieur le bailly

[1] Voyez l'art. 372 de la coutume de 1556, et la note qui l'accompagne.

de Reims, des eschevins dudict Reims, et de monsieur le vidame, de chascun desquelz fault obtenir ladicte permission, si lesdicts goullotz ou bassins sont assis en partie soubz la muraille de la maison où ilz sont; et s'ilz sont seullement joingnans de ladicte muraille et assis sur la chaulcée, il n'en fault congé que desdicts eschevins, ou de leurs greffiers ou gouverneurs des chaussées; et en la terre de chapitre, des séneschaulx et bailliz dudict chapitre; en la terre de Sainct-Remy, du baillif dudict Sainct-Remy; au ban de Sainct-Nicaise, de monsieur l'abbé dudict Sainct-Nicaise, ou de son baillif; mais au-dessus desdicts vingt-deux pieds et demy, on peut mettre notz, et faire saillies sur rue, sans congé.

[481.] x. Pareillement, on ne peut faire goustières, ou notz, sur rue [351 et 353.]
plus bas que de vingt-deux piedz et demy, sur peine de l'amende de soixante solz parisiz, si ce n'est que l'on obtienne congé de ce faire des dessusdicts, dont les greffiers de la chaussée, procureur, et sergens, dudict eschevinage, ont acoustumé prendre les mesures, qui se mettent en dépost en un coffre audict eschevinage, et s'ilz [*sic,* sy?] sont escriptes en un livre à ce faire ordonné en icelluy eschevinage.

[482.] xi. Nul ne peut chever ne faire entreprise sur la chaussée [373.]
d'icelle ville sans l'exprès congé et licence desdicts eschevins, ou des greffiers dudict eschevinage, qui ont regard et gouvernement de ladicte chaussée, sur peine d'amende de soixante solz parisis.

[483.] xii. Si aucun veult édiffier en une vielle maison, où y a sail- [374.]
lie, ou contre édiffice sur rue, et il veult retenir le privilége de ladicte saillie, avant qu'il l'abbate il est tenu d'en faire prendre les mesures par les greffiers de ladicte chaussée; et ce faict, il peut abatre et refaire ladicte saillie ou autre édiffice saillant sur rue en l'estat qu'il estoit, sans en demander autre congé pour ce faire aux officiers où l'édiffice se faict.

[484.] xiii. Les eschevins dudict Reims sont voyers au ban, justice [373.]
et jurisdiction de monsieur l'arcevesque; et à cause de ce ont le regard sur les chemins et lieux publicques, en telle manière que s'ilz treuvent aucunes entreprises, comme goustières mises sur les rues publicques plus bas que de vingt-deux pieds et demy, saillies, goullotz, boucquestz, estaches, ou entreprinses sur le chemin publicque, ilz en peuvent

faire quérimonie ou doléance à mondict seigneur de Reims, ou ses officiers, qui incontinant doibvent faire réparer ladicte entreprinse. Et en signe de ce, lesdicts eschevins ordonnent et commettent chascun an aucuns d'entre eulx qui vont veoir quelles entreprinses y a faictes sur la chaussée de ladicte ville de Reims. Toutesfois, desdictes saillies est excepté la Cousture de Reims; car, par priviléges anciennement octroyés à ceulx qui y ont voullu et veullent édiffier, ilz y peuvent faire avant-loges, mur, estaches et boucquetz, et y faire puys sur rues, degré ou marches, sans pour ce en demander aucun congé, n'estre tenu d'aucune amende.

[375.] [485.] xiv Quiconcques veult édiffier audict Reims, et en faisant ledict édiffice faict faire caves, il doibt faire les fondemens bons et suffisans, et monter la muraille à ses despens jusques au rez de la chaussée; et de là en avant, son voisin sera tenu y contribuer de clausure, comme dessus est dict; c'est assavoir de quatorze piedz en la cité, et de huict piedz hors la cité; mais en contribuant au par-dessus, il aura la moitié audict mur, et pour [*sic,* peut?] appuyer contre, et prendre creux de cheminée, ainsi que dessus est dict.

[357.] [486.] xv. Nul ne peut offusquer n'empescher les veues et fenestres de son voisin, dont il est possesseur; c'est assavoir fenestres de pierre, lucarnes de pierre, ou fenestres de boys gravées, et estant en forme et manière de fenestre, soit coulisse ou à battement, ne faire édiffice que y puisse préjudicier, si n'est que tel édiffice soit à deux piedz et demy arrière desdictes veues ou fenestres.

[352.] [487.] xvi. Nul ne peut acquérir possession sur autre, ne maintenir avoir veue, par quelque long temps qu'il l'ayt possédé, si n'est que telles veues soient par fenestres de pierre, ou croyes, ou lucarnes massonnées d'ancienneté, et qu'il y ayt forme et manière de fenestre, ou parement de fenestres de boys à batement, ou entrelas, ou coulisses sur un pendefust. Et toutes autres veues qui sont prinses autrement que dict est sont tenues et réputées veues furtives, en telle manière que si bon semble au royé, il peut édiffier et lever son mur à l'encontre, si hault qu'il luy plaist, et en ce faisant offusquer les veues, ou si bon luy semble les faire restoupper.

[352.] [488.] xvii. S'aucun faict aucun édiffice, et en icelluy faisant faict

saillies sur rue, du congé et permission du seigneur, et aux deux costez desdictes saillies faict deux fenestres, celluy qui faict faire lesdictes fenestres, par quelque long temps qu'elles y soient, ne peut acquérir possession d'avoir lesdictes veues; car si ses voisins veullent édiffier et ont permission d'avoir saillie sur rue, comme il a eu, ilz pourront dresser leurs saillies et édiffices contre la maison et saillie de leurdict voisin, et estoupper et offusquer ladicte veue, sans que vallablement le puisse ou doive empescher.

[489.] XVIII. Toutes personnes ayans héritages peuvent faire puys en leurs héritages contre leur voisin, et eulx ayder du tiers du mur, s'il est moitoyen entre eulx, ou s'il n'est moitoyen le rembourser pro rata d'autant que le mur a cousté, à l'arbitrage de gens de bien à ce cognoissans. [353 et 376.]

[490.] XIX. Nul ne peut faire soulcis ou ordes fosses à deux piedz et demy près de puys de son voisin; et le peut bien contraindre à le reterrer et réparer s'il l'avoit faict, quelque possession qu'il en ayt eu, car telles fosses se peuvent faire secrettement au desceu de son voisin, s'il n'en a joy par quarante ans, ou autre plus long temps; ne pareillement ne peut-on faire ordes fosses à deux piedz près du mur de son voisin. [367.]

[491.] XX. Si aucun mur est commun entre deux parties, et sur icelluy l'une des parties veult encores faire édiffice et pendefust de boys, il pourra poser et asseoir sa solle et pendefust à la moitié dudict mur, en délaissant à son voisin l'autre moitié dudict mur franc. [365 et 377.]

[492.] XXI. Depuis qu'un mur est édiffié de neuf, et faict à fraiz communs des deux royés, et par ce commun entre eulx, l'un ne peut faire veue sur l'aultre sans son congé et permission. [364.]

[493.] XXII. Mais si un homme édiffie entièrement dedans son héritage, tellement que la goutte de son toict chet sur le sien, il peut faire en son édiffice tant de veues, clarestées, et fenestres que bon luy semble. [356.]

[494.] XXIII. Si entre deux parties y a un mur qui soit commun entre eulx, et sur icelluy mur y a un nau qui reçoive les eaues des toitz des maisons d'icelles parties, et l'un d'eulx veult monter son mur et édiffier sur icelluy en haulteur, comme faire le peut, l'autre sera tenu [359.]

retirer le nau sur luy en manière qu'il puisse recevoir l'eaue de son toict, et sera ledict nau particulier à luy; mais si après il veult édiffier et haulser son édiffice, faire le peut en contribuant à la façon du mur que aura faict l'autre; et s'il ne veult monter telz édiffices plus hault que ainsi que l'a faict faire son voisin, il pourra rapporter son nau et le percer [*sic,* placer?] sur ledict mur pour recevoir les eaues de leurs toictz; et demourra ledict nau commun entre eulx comme il estoit auparavant.

[360.] [495.] XXIV. S'il y a aucuns mur commun entre deux parties, qui menasse ruine, auquel soit besoing de réparation, et il [*sic,* l'un?] veult dire qu'il soit bon, et en ce ayt apparance de son costé, le juge le peut faire visiter par ouvriers et gens à ce congnoissans; et s'il est rapporté qu'il y ayt péril et ayt besoing de réparation, le contraindre à contribuer à ladicte réparation.

[355.] [496.] XXV. Si entre deux parties y a mur qui face séparation, et tel mur a besoing de réparation, elle se doibt faire à fraiz communs desdictes parties jusques à clausure, nonobstant que l'un voulsist dire qu'il n'eust rien au mur, si n'estoit qu'il en eust tiltres, ou qu'il y eust apparance de boys ou fenestres qui le démonstrassent; car il est à présumer que tel mur est commun, s'il n'appert du contraire.

[378.] [497.] XXVI. S'il est besoing de recouvrir un toict, et la goutte tumbe sur son voisin, tel voisin est tenu bailler place pour dresser les eschelles, et ne le pourra empescher.

[379.] [498.] XXVII. Si aucuns a fenestres, ou lucarnes, ou creux d'ancienneté, et il démolie sa maison sans prendre mesure, il pert sa possession.

[354.] [499.] XXVIII. Tous habitans et demourans en la ville de Reims peuvent faire faire a[u]vants, ou avantoictz, et fenestres, en leur maison sur front de rue, sans pour ce estre tenu d'en demander congé, ne que pour raison d'iceulx on les en puisse, n'aucuns d'eux, tirer en amende, pourveu que lesdicts a[u]vants, ou avantoictz, et fenestres se puissent haulcer ou avaller.

Ce sont ceulx qui ont vacqué à besoigner au fait des coustumes de la ville de Reims, et des villaiges eulx réglans à icelles, les jours cy-après déclairez du mois d'aoust, l'an mil cinq cens et sept. [(] Autant de ceste déclaracion est baillée à J. Coquillart, recepveur. [)]

Taxé à L sols tournois.	Maistre Jehan Bourguet, bailli de Reims,
Taxé à L s. t.	Maistre Regnault Cauchon,
Taxé à L s. t.	Maistre Pierre Grossaine,
Taxé à XXXV s. t.	Pierre Boulet,
Taxé à XXXV s. t.	Jehan Pioche,
Taxé à XXXV s. t.	Jacques Charlot,
Taxé à XXXV s. t.	Jehan Pussot,
	ont vacqué à besoigner ès dictes coustumes les lundy second, mardi tiers [jour d'aoust?], mercredi, jeudi et vendredi ensuivans, à lire lesdictes coustumes, et à faire articles sur les corrections faictes desdictes coustumes.
Taxé à XX s. t.	Audict Pierre Boulet, pour avoir fait ung quaterne déclaratif [du fait?] des ouvrages ou édiffices, mis ès dictes coustumes.
Taxé à C s. t.	Lesquelles coustumes ont esté doublées en papier par pluseurs clers que l'en a pris pour ce faire, et contiennent cinq mains de papier escriptes.
Taxé à chacun X s. t. par jour.	Maistre Pierre Grossaine, Maistre Jhérôme Grossaine, Maistre Jehan Hennequin, Maistre George Chevalier, Pierre Boulet, Jehan Pioche, Jehan Coquillart, Maistre Ponce Petit, Jehan Pussot, ont porté lesdictes coustumes à Laon par ordonnance et conclusion du conseil de la ville de Reims, où ilz ont vacqué, c'est assavoir lesdictz maistre Pierre, et maistre Jhérosme, chacun huit jours, et chacun à II chevaulx; maistre Ponce Petit ainsy, Pierre Boulet pareillement, Jehan

Pioche autant, seul; Jehan Pussot ainsi; maistre Jehan Hennequin, maistre George Chevalier, et Jehan Coquillart, chacun cincq jours, chacun à ung cheval.

Taxé à chacun d'eulx pour la dilligence par eulx faicte audict voyage, à chacun XXXV s. t.

Le XVIIIe jour du mois d'aoust, l'an mil cinq cens et sept, lesdictz maistre Jhérosme et Pierre Boulet, chacun à deux chevaulx, alèrent à Paris vers messeigneurs les commissaires, afin de faire recevoir les coustumes de Reims par monseigneur le bailli de Vermandois, ou son lieutenant, sans estre contrainctz à acorder celles de Vermandois contraires à celles dudict Reims.

Taxé audict maistre Pierre Grossaine, pour son salaire du contenu en cest article, LXX s. t.

Durant leur voyage, ledict maistre Pierre Grossaine a sur les coustumes de Vermandois veu celles de Reims, et pour ce qu'elles estoient fort contraires, et que à les laisser ainsy s'estoit le dommaige de Reims, et de tout le pays, il a faict et nommé audict Pussot pluseurs articles que ledict Pussot a soubz luy escript en pluseurs cahiers, en quoy ledict maistre Pierre a pris et eu grande peine.

Taxé audict Pioche XXXV s. t., et à Jehan Pussot XXXV s. t.

Ledict Jehan Pioche a mis au net ce que ledict Pussot faisoit en minutte, où il a aussi continuelement escript.

Taxé pour chacun d'eulx dix solz t.

Lesdictz maistre George Chevalier, et Jehan Coquillart, ont vacqué encores ung jour à aler à Laon pour affermer lesdictes coustumes, et en retournèrent ledict jour, pour ce que les autres devant nommez les rencontrèrent, et firent revenir à Reims.

Au retour de tous les dessus nommez, qui fut le lundi XXIIIe jour dudict mois d'aoust, et par ordre du conseil, lesdictz :

Taxé à chacun d'eulx XXXV s. t.

Maistre Pierre Grossaine,
Maistre Jhérosme Grossaine,
Maistre Ponce Petit,
Pierre Boulet,
Jehan Pioche,
Jehan Pussot,
vacquèrent les mardy, mercredi, jeudi, et vendredi ensuivans, à corriger, augmenter et diminuer lesdictes coustumes.

Taxé à XX s. t.

A maistre Regnault Cauchon pour avoir depuis reveu lesdictes correctionz, et choses faictes ès dictes coustumes.

Taxé à c s. t.	Lesquelles coustumes ont esté depuis doublées en cincq mains de papier égal par pluseurs clercs qui les ont faictes en diligence.
Taxé vi s. iii den. t.	Pour lesdictes cincq mains de bon papier.
Taxé à xx s. t.	Pour pluseurs doubles faiz desdictes correctionz.
Taxé xxx s. t.	Pour la procuration des habitans de ladicte ville faicte pour ceste cause.
Taxé vi s. iii d. t.	Pour avoir fait lyer et couldre lesdictes coustumes entre deux aiz.
Taxé à chacun x s. t. par jour.	A maistre Jhérosme Grossaine, Pierre Boulet et Jehan Pioche, pour avoir porté à Laon lesdictes coustumes où ilz ont vacqué chacun deux jours à cinq chevaulx.

Le vendredi xxiie d'octobre, l'an mil v^c et sept, au conseil, il fut conclud que Jehan Coquillart, recepveur des deniers communs de la ville de Reims, se rembourse, des deniers de sa recepte, de la somme par luy payée et soustenue en la despence faicte par les déléguez à aler à Laon et à Paris, pour les coustumes de Reims, et à retourner desdictz lieux à Reims, ès mois d'aoust et septembre derrain passez.

Collationné, Pussot.

Ladicte despence monte à la somme de quarante-quatre livres unze solz deux deniers tournois, payée par ledit receveur; certiffié par nous,

Pussot, Grossaine, Boulet.

COUTUME DU XVI[e] SIÈCLE.

COUSTUMES [1] de la cité et ville de Reims, villes et villaiges régiz selon icelle, rédigées par escript en présence des gens des trois Estatz, par nous Cristofle de Thou, président, Barthélemy Faye, et Jacques Violle, conseillers du Roy en sa court de parlement, et commissaires par luy ordonnez.

Archives du Royaume, section judiciaire, registre 18.

[PROCÈS-VERBAL GÉNÉRAL

DE LA RÉFORMATION

DES COUTUMES DE VERMANDOIS]

L'an mil cinq cens cinquante-six, le samedy dernier jour d'octobre, Nous Christofle de Thou, président, Berthelemy Faye, et Jacques Viole, conseillers du Roy en sa court de parlement à Paris, sommes arrivez en la ville et cité de Reims, pour en icelle procéder à la rédac-

[1] Cette Coutume est celle dont la rédaction est demeurée officielle jusqu'à la promulgation du Code civil. Les éditions que l'on en a faites sont nombreuses, mais aucune n'offre la reproduction parfaitement identique du texte des manuscrits originaux dressés en 1556 par les commissaires royaux, en présence des gens des trois États. Ces manuscrits contiennent, l'un le texte de la Coutume, l'autre les Procès-Verbaux de réformations. Ils sont déposés aux Archives du Royaume, réunis dans le même volume, et nous les publions intégralement et littéralement. Richebourg s'en était déjà servi pour son *Nouveau Coutumier général* (II, 495 et 559); nous espérons qu'en comparant son édition à la nôtre on nous pardonnera d'avoir reproduit un monument déjà tant de fois imprimé. Nous y avons joint d'ailleurs un commentaire entièrement inédit du titre XIV, *des servitudes*. Ce commentaire a été rédigé en 1600, par l'historien Jehan Pussot (voir la notice bibliogr. placée en tête des *Archives administratives*, p. 119), et durant près de deux siècles a été regardé par les tribunaux de Reims comme un appendix de la même Coutume. Le manuscrit de Pussot, dont un heureux hasard nous avait rendu possesseur, a été déposé par nous dans la bibliothèque de la ville de Reims.

tion des coustumes du bailliage de Vermandoys, et anciens ressortz d'icelluy, suivant les lectres patentes du Roy nostredict seigneur; desquelles lectres patentes, et autres dudict seigneur adressées aux officiers dudict Laon, ensemble des commissions de nous, et dudict bailly de Vermandoys, suivant lesdictes lectres, la teneur ensuit :

Henry, par la grâce de Dieu, roy de France, à noz amez et féaulx maistres Christofle de Thou, président, Berthelemy Faye, conseiller en nostre court de parlement à Paris, et Gilles Bourdin, nostre advocat en ladicte court, salut et dilection. Comme en ensuivant les vestiges des feuz noz très-honnorez seigneurs, père et ayeul, et autres noz prédécesseurs roys de France, pour le soullaigement de noz subjectz, et obvier aux inconvéniens qui journellement adviennent par défault de ce que plusieurs coustumes, en diverses provinces et siéges de nostre royaume ressortissans par appel en nostredicte court de parlement, n'ont encores esté rédigées et arrestées, ou, si elles ont esté rédigées et arrestées, les procès-verbaulx des commissaires qui par nosdictz prédécesseurs roys ont esté à ce faire commis et depputez, auroient esté perduz; au moyen de quoy nosdictz subjectz seroient tumbez en involutions de procès, confusion, difficultez, et despences de faire preuve par turbes des articles desdictes coustumes, desquelz deppendoit la décision desdictz procès; à ceste cause, vous aurions naguères commis pour réduire et arrester les coustumes du bailliage de Sens, et anciens ressortz d'icelluy, à quoy auroit esté procédé par deux de vous, et nostre amé et féal Cristofle de Harlay, lors conseiller, et à présent président en nostredicte court, à ce par nous commis et depputé pour l'empeschement du tiers; et depuis ayant entendu que les coustumes de noz bailliage de Vermandoys, de Montfort, Mante, Meulant, et Estampes, n'auroient encores esté réduictes et accordées, et que les procès-verbaulx des coustumes de la séneschaulcée de Poictou, et bailliage d'Auxerre, auroient esté perduz, dont s'ensuivent journellement les inconvéniens cy-dessus mentionnez; savoir faisons que nous, désirans le bien et soulaigement de nosdictz subjectz [et?] lesdictes coustumes, et celles des autres provinces ressortissans en nostredicte court, qui n'auroient encores esté rédigées et arrestées, ou si elles avoient esté

rédigées et arrestées, néantmoins les procès-verbaulx d'icelles auroient esté perduz, estre de nouvel par vous de Thou, Faye, et Bourdin, noz président, conseiller, et advocat dessusdictz, ou deux de vous, par le deffault et empeschement du tiers, pourveu que vous, de Thou, président, y puissiez assister, rédigées et arrestées, vous mandons, et commandons, que ayez à vous transporter en la ville de Laon, ville cappitale dudict bailliage de Vermandoys, ou en la ville de Reims, ainsi qu'il sera par vous advisé pour le mieulx, pour le regard dudict bailliage de Vermandoys, et ès autres siéges cappitaulx et convenables, pour le regard des autres provinces, pour illec faire convocquer et assembler les troys Estatz de chacune desdictes provinces, lesquelz à ce faire seront contrainctz; assavoir les gens d'église par prinse et saisye de leur temporel, et les gens laiz par prinse et saisie de leurs biens meubles et immeubles, et ce nonobstant oppositions ou appellations quelzconques, et sans préjudice d'icelles; en présence, et du consentement desquelz estatz, vous enjoignons de nouvel rédiger et accorder, et si besoing est modérer, corriger, muer, et abroger lesdictes coustumes, ou partye d'icelles, et faire voz procès-verbaulx des débatz et oppositions qui seront faictes, en procédant par vous à la rédaction et accord d'icelles, en la manière deue et acoustumée, pour lesdictes coustumes, ainsy rédigées, accordées et modérées, comme dict est, estre publiées et enregistrées èsdictz bailliages, et doresnavant gardées et observées comme loy, et édict perpétuel et irrévocable; de ce faire vous donnons pouvoir, auctorité, commission, et mandement spécial, mandons et commandons à tous noz justiciers, officiers et subjectz, que à vous, en ce faisant, soit obéy : car tel est nostre plaisir. Donné à Paris, le dix-neufiesme jour d'aoust, l'an de grâce mil cinq cens cinquante-six, et de nostre règne le dixiesme. Et au-dessoubz : Signé par le Roy, en son conseil, Hurault. Et scellées sur simple queue du grant scel de cire jaulne.

Henry, par la grâce de Dieu, roy de France, au bailly de Vermandoys, ou son lieutenant à Laon et à Reims, salut. Nous avons, par autres noz lectres patentes, commis et depputez noz amez et féaulx maistres Cristofle de Thou, président, Berthelemy Faye, conseiller, et

Gilles Bourdin, nostre advocat, en nostredicte court de parlement à Paris, pour faire accorder et arrester les coustumes d'aucuns bailliages de nostre royaume non encores accordées, et entre les autres celles dudict bailliage de Vermandoys; et pour ce que nosdictz commissaires nous ont faict entendre qu'ilz sont prestz de eulx transporter en nostre ville de Reims, laquelle nous avons esleue comme lieu plus commode à l'effect et prompte exécution de nosdictes lectres, joinct qu'avons entendu que de présent y a aucun danger de peste en nostre ville de Laon, où est le principal siége de nostredict bailliage, à la prehéminence et prérogative duquel siége n'entendons par nozdictes lectres patentes aucunement desroger ne préjudicier; nous voulons et mandons que, assiette préalablement faicte sur les habitans dudict bailliage des deniers qu'il sera besoing lever, pour les fraiz qu'il conviendra faire à l'exécution de nosdictes lectres, selon le congé et pouvoir qui en sera obtenu de nous à ceste fin, vous faictes appeller tous ceulx qui par nosdictes lectres avons ordonné estre appellez pour accorder et arrester lesdictes coustumes, ausquelz jour sera par vous assigné, soubz les peines et contrainctes plus amplement contenues en nosdictes lectres; duquel jour et assignation advertirez nosdictz commissaires, pour eulx transporter en ladicte ville de Reims, en temps convenable : car tel est nostre plaisir. Donné à Paris, le dix-neufiesme jour d'aoust, l'an de grâce mil cinq cens cinquante-six, et de nostre règne le dixiesme. Et au-dessoubz : Par le Roy en son conseil, signé Hurault. Et scellées sur simple queue du grant scel de cire jaulne.

Henry, par la grâce de Dieu, roy de France, à nostre amé et féal Me Jacques Viole, conseiller en nostre court de parlement à Paris, salut. Comme pour le faict de la rédaction des coustumes de noz bailliages, prévostez, et séneschaulcées de Vermandoys, Auxerre, Montfort, Mante, Meulant, Estampes, et Poictou, et générallement de toutes les autres coustumes des provinces, et siéges présidiaulx, ressortissans par appel en nostredicte court de parlement, qui n'ont esté par cy-devant arrestées ne accordées, ou desquelles, si accordées et arrestées ont esté, les procès-verbaulx ont esté perduz et adhirez, aions commis noz amez et féaulx Mes Cristofle de Thou, président, Barthe-

lemy Faye, conseiller, en nostredicte court de parlement, et Gilles Bourdin, nostre advocat en icelle, comme plus amplement est contenu en noz lectres patentes sur ce données à Paris, le dix-neufiesme jour d'aoust dernier, et depuis ayons deschargé ledict Bourdin de ladicte commission, auquel avons enjoinct vacquer à autres noz affaires, en nostredicte ville de Paris; pour ce est-il que nous vous avons commis, et commectons, au lieu dudict Bourdin, pour, avec lesdictz de Thou et Faye, vacquer à la rédaction desdictes coustumes, tout ainsi que eust faict ou peu faire ledict Bourdin, et comme mandé luy estoit par nosdictes lectres de ce faire, vous donnons pouvoir, auctorité, et mandement spécial, par ces présentes. Donné à Vauluisant, le quinziesme jour de septembre, l'an de grâce mil cinq cens cinquante-six, et de nostre règne le dixiesme. Signé par le Roy, Clausse. Et scellée à simple queue de cire jaulne.

Christofle de Thou, président, Berthelemy Faye et Jacques Viole, conseillers du Roy notre sire en sa court de parlement à Paris, au bailly de Vermandoys, ou son lieutenant, et autres officiers pour ledict seigneur à Laon, salut. Comme il ayt pleu au Roy par ses lectres patentes dactées du dix-neufiesme jour d'aoust dernier, et pour les causes y contenues, nous commectre et depputer pour procéder à la rédaction des coustumes du bailliage dudict Vermandoys, et de toutes les terres et seigneuries qui se gouvernent selon les us et coustumes d'icelluy, desquelles par cy-devant on souloit informer par turbes, ainsi qu'elles seront accordées et arrestées par les gens des troys Estatz du pays, et par leur advis, à ce que plus aisément et commodément il soit procédé à l'exécution et acomplissement du vouloir dudict seigneur, vous mandons, et, en vertu du pouvoir à nous donné, enjoignons et ordonnons, que incontinent ces présentes receues, appellez ceulx que pour ce faire verrez estre à appeller, vous ayez à vous assembler, et en l'assemblée qui sera faicte mectre et rédiger par escript les coustumes dudict bailliage, en ce que concerne vostre ressort et destroict, pour les rapporter au jour qui sera assigné aux estatz du pays, en la ville de Reims, choisye et esleue par ledict seigneur pour cest effect seullement, sans aucunement diminuer la prérogative et prééminence de vostre siége, qui est

le siége présidial, principal et cappital dudict bailliage de Vermandoys, ny desroger à icelle; vous mandons et ordonnons en oultre, que aïez à faire donner assignation aux gens desdictz Estatz du pays, savoir est : de l'église, de la noblesse, et autres, affin de se trouver en ladicte ville de Reims au troisiesme jour de novembre prochainement venant, pour ce faire arresté et déterminé, et autres subséquens, pour, par leur advis, et de tous autres dudict bailliage, estre proceddé à la rédaction, publication, et arrest, desdictes coustumes, ainsi qu'il se debvra faire par raison; de ce faire vous donnons pouvoir, mandons et commandons à tous les justiciers et officiers du Roy, nostredict seigneur, qu'à vous en ce faisant soit obéy. Donné à Paris soubz noz seings et seelz, le dix-huictiesme jour de septembre, l'an mil cinq cens cinquante-six. Signé : de Thou, Faye, Viole, et scellées de troys cachetz de cire rouge.

Regnault de Bossu, escuier, seigneur de Lyerval, mareschal héritier de Laonnoys, chastelain de Choilly, conseiller du Roy nostre sire, bailly de Vermandoys, et commissaire en ceste partye du Roy nostre sire, au premier sergent royal dudict bailliage, ou autre sergent royal sur ce requis, salut. Veues les lectres patentes du Roy en dabte du dix-neufiesme jour d'aoust, l'an de grâce mil cinq cens cinquante-six, par lesquelles nous est mandé, entre autres choses, faire appeller tous ceulx qu'il est mandé appeller par autres lectres patentes, et commission, adressantes à messeigneurs de Thou, président, et autres commissaires y desnommez, à estre et comparoir en la ville de Reims, pour estre présens à accorder et arrester les coustumes dudict bailliage; avec autres lectres de commission particulière desdictz seigneurs commissaires, par lesquelles aussi nous est mandé et enjoinct, ou à nostre lieutenant, et autres officiers pour ledict seigneur, à Laon, que, appellez ceulx qui pour ce feront à appeller, à eulx assembler, et, en l'assemblée qui sera faicte, mectre et rédiger par escript les coustumes dudict bailliage, et en ce qui concerne le ressort et destroict, pour les rapporter au jour assigné, aux Estatz du pays, en la ville de Reims, choisie et esleue par ledict seigneur, pour cest effect seullement, sans autrement diminuer la prérogative et préhéminence du

siége de Laon, principal et cappital du bailliage de Vermandoys, ny desroger à icelle, et en oultre faire donner assignation aux gens desdictz Estatz du pays, savoir est : d'église, de noblesse, et autres, affin de se trouver en ladicte ville de Reims au jour assigné de se y trouver, qui est le troisiesme jour du moys de novembre prochain venant; vous mandons et ordonnons, que suivant lesdictes lectres de commission, et à la requeste du procureur du Roy oudict bailliage, adjournés tous et uns chacuns, les prélatz, abbez, chappitres, colléges, et personnes ecclésiasticques, ducz, contes, barons, chastelains, et seigneurs justiciers, les officiers du Roy, advocatz, procureurs, et bourgeois, les manans et habitans des villes et villaiges, lieulx enclavez tant audedans dudict bailliage que prévosté foraine de Laon, à comparoir audict Laon, au vingt-cinqiesme jour d'octobre prochain venant, pour icelles coustumes accorder audict lieu, et icelles porter à Reims, lieu choisy et esleu par icelluy seigneur Roy, sans toutesfois desroger à la préhéminence et previlége du siége principal et capital de la ville de Laon, le troisiesme jour du mois de novembre prochain, pour en leur présence, et de leur procureur en cas d'excusation légitime, veoir estre proceddé à la rédaction desdictes coustumes, icelles accorder, mectre et rédiger par escript, lire, publier, et enregistrer ès registres dudict bailliage, pour doresnavant estre gardées et observées comme loy, au-dedens dudict bailliage et ancien ressort d'icelluy, et pour les choses qui y sont assises, nonobstant oppositions, ou appellations quelzconques, éclipses, arrestz, previléges, et exemptions, et autres choses que l'on pourroit alléguer, et sans préjudice d'icelles, leur enjoignant d'eulx trouver à ladicte assemblée, sur les peines èsdictes lectres patentes déclairées, le tout conformément à icelles; et s'ilz prétendent coustumes localles, ou autres que celles dudict bailliage, qu'ilz le viennent alleguer audict jour, et dire ce qu'ilz vouldront sur chacun article desdictes coustumes, pour en délibérer et ordonner par lesdictz commissaires; et ausquels, et à chacun d'eulx, laisserez coppye de vostre exploict, sans pour raison de ce, ne de vostre voïage et exploict, prendre ne recevoir d'eulx aucune chose pour vostre sallaire, lequel vous sera cy-après taxé, en nous certiffiant, ensemble lesdictz seigneurs commissaires, de vostre exploict; mandons à tous les justiciers, offi-

ciers, et subjectz du Roy, du ressort dudict bailliage, à vous, en ce faisant, estre obéy, et entendu diligenment, sans pour ce faire demander assistance ne *pareatis*. Donné à Laon, soubz le contrescel dudict bailliage, le quinziesme jour d'octobre, l'an mil cinq cens cinquante-six. Ainsi signé : N. Barengier, et scellé sur simple queue de cire rouge.

Et le mardy troisiesme jour de novembre, oudict an, nous commissaires susdictz, sommes transportez au pallays archiépiscopal dudict Reims, lieu esleu et préparé pour procéder à ladicte rédaction, réformation, et arrest desdictes coustumes; auquel lieu, après lecture faicte desdictes lectres patentes par Me Nicole Barengier, greffier du bailliage de Vermandoys, et siége présidial de Laon, Me Nicole Boschet, advocat du Roy, pour Me Anthoine de Mouchy, procureur dudict seigneur oudict bailliage de Vermandoys présent, a dict que, suivant le commandement d'iceluy seigneur, il avoit faict adjourner et donner assignation audict jour, en ladicte ville de Reims, par-devant nous, aux gens des trois Estatz dudict bailliage, et anciens ressortz d'icelluy, requérant qu'ilz feussent appellez; ce que aurions ordonné estre faict par ledict greffier;

Et ont comparu, et se sont présentez pour l'estat de l'église ceulx qui s'ensuivent : c'est assavoir le révérendissime cardinal de Lorraine, archevesque et duc de Reims, premier pair de France, abbé commandataire de l'abbaye de Sainct-Remy de Reims, perpétuellement unye avec ledict arcevesché; ledict révérendissime, à cause de sondict arcevesché, duché et pairye, seigneur de la chastellenye de Nogent-en-la-Montaigne, de Chamery en partye, de Heudrégiville, de Villiers-Franqueux, de la chastellenye de Chaumusy, de Taissy, des Maigneux, de Mombret, de la chastellenye de Neufville, de Ruffy, de la terre et chastellenye de Cormissy, de la terre, seigneurie et chastellenye de Attigny, de la Neufville-lez Cormissy, de Coulommes-lez-Attigny, des Aleudz, de la terre seigneurie et chastellenye de Sept-Saulx, de Thuissy, de Veez, du péaige de Beaumont, de la terre seigneurie et chastellenye de Bethniville, de Sainct-Clément, de Haulvinet, de Sainct-Martin-le-Heureux, de Dontrian, du Mont Sainct-Remy, de la chastellenye de Courville, de Mons-sur-Courville, de la ville de

Vailly, de Pargny, de Filain, Aizy, et Loy [*sic,* Jouy?], seigneur d'une partye de la ville de Reims, appellée le Banc de Sainct-Remy, de Corbeny, Cransle [*sic*, Craone?] et Chevreux, de Alendhuy, de Givry [-sur-Aisne?], de Bayron, de Bazincourt [*sic,* Bazancourt?], de Paumacle, de Coulommes-en-la-Montaigne, de Beynes en partye, de Chamfleury, de Cru[g]ny, de Chaigny [*sic,* Chigny?], de Rilly, de Villiers-Allerant, de Villiers-en-Selve, du Chesne-le-Populeux, de [H]erpy, de Ysle, de Janvry, de Plivis, de Pauvre, de Railicourt, de Sacy, des Maigneux-lez-Reims en partye, de Sauville, de Sapicourt, de Victry, de Saulx-Sainct-Remy, Roizy, du Vieil-Sainct-Remy, de La Pereuse, de l'Aesle, de Chamery, de Juville [*sic,* Juniville?], et de Damery, comparant par Me Thomas Cauchon, grant-archidiacre en ladicte église de Reims, vicaire général dudict seigneur cardinal, Mes Pierre Laignelet, bailly de Reims pour ledict seigneur cardinal, et Pierre Béguyn, procureur fiscal dudict arcevesché. Les prévost, doyen, chanoines, et chapitre de l'église Nostre-Dame de Reims, seigneurs en partye de la ville de Reims, et des villaiges, terres et seigneuries de Mailly, Bourgongne, Beru, Ville-en-Tardenoys, Avansson, Courte-Martin [*sic,* Courmartin-près-Caurel?], Boult-sur-Suippe, Courcelles-lez-Reims, Ormes, les Maigneux-lez-Reims, Marfault, Marquise [*sic,* Marqueuse?], Brymontel, Brimont, Espoie, Lavannes, Caurel-lez-Lavanne, Coulumeulx-lez-Caurel et Lavanne, Tilloy, Warmeriville, Prez-lez-Warmeriville, Heudrégiville, Sainct-Masme, Burigny-lez-Victry, Cernay-lez-Reims, le Grant Mourmelon, Seisaulx [*sic,* Septsaulx?] en partye, Pont-Farvergier, Loyvre, Fresne, Troix-Puytz, Aumenancourt-le-Petit, Aubigny, Mauberfontaine, Gehily, Lavalmoransy, Estalle, Blombey, Marby, Fleignes, Sernion, Ligny [*sic,* Logny?], Lesperon, Vilaines, Marlemont, Justines, Prez, Baulx [*sic,* Vaulx?], Jonchery-sur-Veesle, Pévy, Tramery, Janvery, Vergny [*sic,* Vrigny?], Bonnay [*sic,* Rosnay?], Nogent, Pargny, Hermonneville, la Neufville-lez-Reims, Villiers-Franqueux, Germigny, Clarizet; ledict chapitre comparant par Me Jehan de Sailly, prévost, Guillaume Noblin, doyen, Jehan Roland, licencié en loix, bailly dudict chapitre, et Me Nicole Lepoyvre, procureur dudict chappitre. Et encores ledict seigneur cardinal, comme abbé de l'abbaye Sainct-Martin de Laon, et les religieux, prieur, et cou-

vent dudict lieu, par M[e] Thomas de Bloys, leur procureur. Le révérendissime cardinal de Bourbon, comte d'Anisy, et abbé commandataire des abbayes de Sainct-Vincent de Laon et de Cuissy, les relligieux, prieurs, et couventz desdictes abbayes, comparans par M[es] Pierre Robert et Claude de Lamer. Le révérendissime cardinal de Vendosme, abbé commandataire de Cigny; les relligieulx, prieur, et couvent dudict lieu, par ledict de Bloys. Le révérendissime cardinal de Guise, abbé commandataire de Sainct-Thierry du Mont-d'Or-lez-Reims, et les religieux, prieur, et couvent, par maistre Jehan Pussot. Le révérendissime cardinal de Ferrare, abbé commandataire de Sainct-Marc-lez-Soissons, et les religieulx, prieur, et couvent, dudict lieu, par ledict de Lamer. Le révérendissime cardinal de Pisan, abbé commandataire de l'abbaye de Prémonstré, et les religieulx, prieur et couvent dudict lieu, par maistres Jehan de Haste, et Pierre Morlin, leurs procureurs. Révérend père en Dieu, messire Jehan Doc, évesque et duc de Laon, per de France, seigneur de Praesle, Thiergny, Monampthueil, Chevrigny, Urcel, Nouvyant-le-Vaigneux, Laval, Chivy Estouvelle, Mons en Laonnoys, Bourguignon, Fouquerolles, Merlieu, Lezy [*sic,* Lizy?] Wisignicourt, Brancourt, Vausselles, Befrecourt [*sic,* Beffecourt?], Valavregny, et Penancourt, comparant par M[e] Jacques de Lamer, bailly de Laonnoys, pour ledict évesque, et Sébastien Chauveau. Les doyen, chanoines, et chappitre de Laon, seigneurs d'Athies, Aesle, Aignicourt, Barenton-Bugny, Barentoncel, Baranton-sur-Sère, Poissy [*sic,* Poilly *ou* Boissy?], Bray en Laonnoys, Alaincourt, Crécy et Sply en partye, Cheveilles [*sic,* Chavailles?], Chailleurs [*sic,* Chaillevois?], Festieux, Glenne, Moussy, Mortiers, Molins en partie, Menessies, Monbavain, Montarcenne, Montigny, Montberault, Montigny-le-Franc, Paissy en partie, Remye, Rouny [*sic,* Rogny *ou* Rouy?], Avigny [*sic,* Amigny?], Thaveau, Poncignicourt [*sic,* Pontsericourt?], Verneul-sur-Serre, et Vivaise, et administrateurs du collége Saincte-Geneviefve de Laon, comparans par M[es] Christofle de Héricourt, doyen de ladicte église, Jehan Chevalier, receveur, aussi chanoine de ladicte église, et dudict de Lamer. Révérend père en Dieu, messire Jhérosme Burgensis, évesque et conte de Chaallons, pair de France, à cause desdictz évesché, conté, et

pairye, seigneur des terres et seigneuries de Sarcy [*sic,* Sarry?], Sainct-Germain-la-Ville, Vezigneul-sur-Marne, Francheville, Dauxerre [*sic,* Dampierre?], Sainct-Jehan-sur-Moivre, Thonnance, Suzannecourt, Heiz-l'Évesque, Banc-l'Évesque, Sainct-Mange, et Faulx-sur-Cosle. Ledict évesque, abbé commandataire de Sainct-Pierre-au-Mont de Chaallons, à cause de ladicte abbaye seigneur de Vignez, Sainct-Martin-sur-le-Pré, dudict Vezigneul-sur-Marne en partye, et de Compertrix en partye; les religieulx, prieur et couvent dudict lieu, par Me Jehan Garnier, advocat à Chaalons, son procureur général audict éveschê. Les doyen, chanoines et chappitre dudict Chaalons, seigneurs en leur banc temporel dudict Chaalons, Poingni [*sic,* Pogny?], Sainct-Amand, Amblincourt [*sic,* Ablancourt?], et Aulnay-l'Aistré en partye, Villotte, Sapignicourt, Trépal, Billy, Vaudemange, Champineules, Jalon, Thibye et Ambonnay, comparans par maistres Claude Buat, trésorier, Jacques Daoust, soubzchantre, et chanoine dudict Chaallons, et Me Ambroise Jacobé. Révérend père en Dieu, messire Jehan d'Angest, évesque et conte de Noyon, pair de France, seigneur de ladicte ville de Noyon, Passec [*sic,* Passel?], Chiric [*sic,* Chiry?], Pont-l'Evesque, Carlepont, Ercheu, Espeville, et Vrelaigne [*sic,* Verlaines?], comparant par maistre Pierre Cordelier, procureur général dudict comté de Noyon. Les doyen, chanoines et chappitre dudict Noyon, seigneurs de l'A[r]broye, Suzoy, Espinay [*sic,* Espinoy?], Évericourt [*sic,* Évrincourt?], Thiecourt, Contencourt [*sic,* Contescourt?], Grandreu, Potier-Pizit [*sic,* la Potière-Pesée], Hombleux, Guignery [*sic,* Quiquery?], Appilly et Mondescourt, comparans par Me Anthoine Hurderu, advocat à Noyon. Et révérend père en Dieu, frère Tristand Bizet, évesque de Xainctes, comme abbé de l'abbaye de Sainct-Nicolas-au-Boys, et les religieulx, prieur et couvent dudict lieu, comparant par ledict de Bloys. Me Charles des Ursins, abbé commandataire de l'abbaye de Sainct-Nicaise de Reims, en personne; les religieux, prieur et couvent dudict lieu, par Me Pierre Tropmignot, leur procureur. Maistre Claude Cauchon, abbé de l'abbaye de Sainct-Denys de Reims, en personne, et les religieux, prieur et couvent dudict lieu, comparans par messire Remy Frizon, prieur, Thomas Mahin, prévost

dudict lieu, assistez dudict Lepoyvre. Maistre Pierre Cauchon, conseiller et aulmosnier du Roy, abbé commandataire de l'abbaye de Sainct-Jehan de Laon, les relligieulx, prieur et couvent dudict lieu, seigneurs de Sauvrezy, Suzy, Nouviant-l'Abbesse, Montigny, Bourlette, Boys et Pargny, Crécy, Chalendry, Cohartil, Froymont, Voyennes, Fontaines, Hanaples, Mont-Sainct-Jehan, Chamery en partie, Bignicourt-en-Champaigne, Meslette et l'Espine, Crandelain, Coulegis en partye, Tr[o]ucy, Malval, Courtecon, Paissy, Molins en partye, Troyon, Vanderesse et Cerny-en-Laonnoys en partye, comparans par ledict de Lamer. Me Robert de Coucy, abbé commandataire des abbayes de Foisny, Bohory, et Sainct-Michel en Tirasche, et les religieulx, prieur et couvent desdictz lieux par ledict de Lamer. Maistre Raoul de Coucy, abbé commandataire de l'abbaye de Bonnefontaine, et les religieux, prieur et couvent dudict lieu par maistre Jehan Aubry. Me Charles de Roussy, abbé commandataire de l'abbaye de Laval-le-Roy, et les religieux, prieur et couvent dudict lieu, par maistre Nicole du Castel, chanoine de Laon, et ledict de Haste. Me Guillaume de La Marlz, abbé commandataire de l'abbaye Sainct-Basle-lez-Reims, d'Eslan, et prieur de Thin; les religieulx, prieur et couvent desdictes abbayes, comparans par Me Jehan Brillet, et ledict Hurderu. Me Jacques de Beleau, abbé commandataire de l'abbaye de Cheminon, chanoine et trésorier de l'église Nostre-Dame de Reims, seigneur de la Neufville, Veret [*sic,* Merlet?], Cormissy, Villiers-Franqueux, Marzilly, et des bourgs de Porte-Chacre de Reims en partye, en personne, et par ledict Roland. Maistre Geoffroy de Laverin, abbé commandataire de l'abbaye de Thenailles, et les religieulx, prieur et couvent dudict lieu, par Me Pierre de Bloys. Révérend père en Dieu, frère Jehan de Folembray, abbé de Clairefontaine, et les relligieux, prieur et couvent dudict lieu, comparans par Me Jehan de Navarre. Les religieux, prieur et couvent de Vauclers, comparans par ledict de Lamer; Me Jacques de la Magdaleyne, abbé de Sainct-Mange, prieur de Sainct-Pierre de Bretigny, par Me Pierre de Longueville. Me Claude Godet, abbé de l'abbaye de Toussainctz, par ledict Jacobé. Me Jacques de La Mothe, abbé commandataire de l'abbaye de Sainct-Pry, et les relligieulx, prieur et couvent dudict lieu,

par ledict Laignelet. Maistre Jehan de Bours, abbé commandataire de Sainct-Quentin-en-l'Isle, les religieux, prieur et couvent dudict lieu, par ledict Laignelet. Les religieux, abbé et couvent de Sainct-Éloy, et de Sainct-Bartholomy, comparans par ledict Cordelier. Les religieux, abbé et couvent de Auvilliers, comparans par maistre Jehan Cadart, et Me Denys Roland. Me Jehan de Longueval, abbé commandataire de l'abbaye de Nogent, et les religieulx, prieur et couvent dudict lieu, par maistre Pierre Morlin; les religieux, prieur et couvent de Sainct-Pierre de Houencourt, par ledict Cordelier. Les religieux, abbé et couvent d'Auvillers, comparans par Me Jehan Cadart. Les religieux, prieur et couvent du Mont-Dieu, comparans par ledict Brillet. Me Jehan de Sailly, prévost en l'église de Reims, en personne. Me Guillaume Noblin, doyen d'icelle église, aussi présent. Maistre Thomas Cauchon, grant-archidiacre en ladicte église de Reims, et vicaire général dudict seigneur cardinal de Lorraine, en personne. Me Jehan Blavier, chantre en ladicte église, en personne. Me Pierre Remy, vidame en ladicte église, et l'un des officiaulx de Reims, en personne. Maistre Guillaume Wiart, escolatayre en ladicte église, en personne. Me Nicole Moyen, doyen de l'église Sainct-Simphorian, en personne. Me Cristofle de Héricourt, doyen de l'église cathédralle de Laon, en personne. Me Jhérosme Desmolins, chanoine et official de Laon, curé de Mayot, par ledict de Lamer. Me Claude Buat, chanoine et trésorier en l'église de Chaalons, en personne, et par ledict Lepoyvre. Les doyen, chanoines et chappitre de l'église collégialle de la ville de Sainct-Quantin, par ledict maistre Jehan Laignelet. Les doyen, chanoines et chappitre de Nostre-Dame de Neesle, par ledict Cordelier. Les chanoines et chappitre de Sainct-Thimothée; les chanoines et chappitre de Saincte-Balsamye, autrement dicte Saincte-Nourrice, par ledict Béguyn. Les chappelains de l'ancienne congrégation fondée en l'église de Reims, par Béguyn. Les maistres, proviseurs, boursiers et religieux de l'Hostel-Dieu de Reims, présens, par ledict Lepoivre. Me Guillaume de Miremont, prieur du Val-des-Escoliers de Reims, en personne. Domp Jehan de Montigny, prévost de Courtisot, par maistre Raoul Boissonnet. Les doyen, chanoines et chappitre de l'église collégiale Sainct-Jehan au bourg de Laon, par ledict de Haste. Les doyen,

chanoines et chappitre de Sainct-Julien-le-Paouvre de Laon, par ledict de Lamer. Les doyen, chanoines et chappitre de Sainct-Montain de La Fère, par icelluy de Lamer. Les doyen, chanoines et chappitre de Rozoy, par maistre Phelipes de Cambray. Les doyen, chanoines et chappitre de Mont-Nostre-Dame, par ledict de Lamer. Les doyen, chanoines et chappitre de Sainct-Gervais et Sainct-Prothais de Guise, par Mes Nicoles Boquilon, et Jehan de Navart. Les maistres, boursiers et administrateurs de l'Hostel-Dieu de Laon, par ledict de Cambray. Les chanoines de l'église collégial de Chaalons, par Me Ambroise Jacobé. Les chanoines et curez de Nostre-Dame-en-Vaulx dudict Chaalons, par ledict Jacobé. Les religieuses, abbesse et couvent de Sainct-Pierre de Reims, dames d'une partye de ladicte ville de Reims, de Courmonstereuil, de Sernais-lez-Reims en partye, de Nogent-l'Abbesse, de Auberive, de Blanzy, de Gerzicourt, de Gombrezicourt, de Godelencourt, de Guyencourt, de Hermonville, de Courtémont, de Thourizet, de Bezannes en partie, de Vaulx-Montrueuil, de Wignicourt et de Grantchamp, comparans par ledict Béguyn. Les religieuses, abbesse et couvent d'Origny Saincte-Benoiste, dames de Beaurieu, Cuiry, Chaudarde, et Craonnelle; et les religieuses, abbesse, et couvent de Sainct-Estienne-lez-Soissons, par ledict de Bloys. Les religieux, prieur et couvent des chartreux du Val-Sainct-Pierre, par ledict de Haste. Les religieux, prieur et couvent du Mont-Dieu, ordre des chartreux, par ledict Brillet. Les religieux, prieur et couvent des Célestins de Soissons, par ledict de Lamer. Les religieux, prieur et couvent de Sainct-Thibault, par ledict Tropmignot. Damp Crespin Dupuis, prieur de Plainchastel [-Sous-Coucy, *ruiné*], par ledict de Bloys. Damp Jehan Danet, prieur de Barzis, comparant par Me Denis Floreau. Damp Jehan Loste, prieur de Sainct-Erme; damp Prime de Maldy, prieur d'Évrégnicourt, par ledictde Bloys, et ledict Roland. Damp Anthoine de Lyon, prieur de Nostre-Dame de Landesve, par ledict Roland. Damp Nicole d'Angillard, prieur de Sainct-Julien de Maizières, par ledict Roland. Frère Jehan Grouleau, soubz-prieur de Sainct-Nicolas-du-Val-des-Escoliers, à Laon, et damp Éverard d'Athye, prieur de Chantond, par ledict de Bloys. Mes Jehan Warin, prieur de Donchery, par Me Benoist Bordeau. Lambert Drouart, prieur de Saincte-Preuve, curé de Carune [*sic*,

Craonne?], par ledict Tropmignot. Ledict de Héricourt, comme prieur de Sainct-Gobin, en personne. Me Joachin de Mayencourt, prieur de Bellefontaine, par ledict Morlin. Me Jhérosme Jacquyn, prieur de Sainct-Remy, par ledict Floureau. Me Loys de Piennes, prieur de Vailly, par ledict de Lamer. Frère Pierre Spifame, commandeur de Puisieulx et Castillon, par Doulcet. Frère Françoys Piédefer, commandeur de Boncourt et Serincourt, par ledict Bouleul. Frère Regnault Dupuy, docteur en théologie, curé de Reneville, par ledict Angier. Damp Jehan Chastelain, curé de Deuillet, par ledict Robert. Damp Jehan Cachet, curé de Fressencourt; damp Nicole Hurtault, curé de Chincheny [*sic,* Sincenis?]; frère Jorrant-le-Grant, curé de Missy; frère Pierre Charpentier, curé du Mont-Sainct-Martin, par Me Pierre de Martigny. Frère Anthoine Vassongne, curé de Rubigny et Blandimont [*sic,* Vadimont?]; frère Loys Le Roy, curé de Serincourt, par ledict Angier. Damp Martin Fainctif, curé de Sainct-Pierremont et Raris; damp Henry Watier, curé du Mont-Sainct-Jehan, par ledict Grignon; et frère Gilles Songny, curé de Bouconville, par ledict Robert. Frère Jehan Normand, curé de Crannuelle [*sic,* Craonnelles?], par de Martigny. Frère Jehan Brondon, curé de Saprongne, par ledict Tropmignot. Damp Georges de Sirepreux, curé de Thrigny, par ledict Lepoyvre. Me Nicole de Castel, chanoine de l'église de Laon, et curé de Sainct-Julien de Reaulcourt, et de Amisi-le-Court, en personne. Me Estienne Coulebault, aussi chanoine de ladicte église, curé de Amye-Fontaine, et chanoine, par ledict Robert. Me Jehan Chevalet, curé de Nouvyant-l'Abbesse, en personne. Me Regnault Adam, curé et chanoine de Landricourt et de Bassolles; maistre Charles Berault, chanoine de Laon, curé d'Aubigny, par Lepoyvre. Maistre Jehan Gally, chanoine de Laòn, docteur en théologie, curé de Mortiers et Warissecourt; Me Gery Laumosnier, chanoine de Laon, et curé de Neufville-en-Laonnoys; Me Jehan de La Place, chanoine, et curé de Dercy; maistre Jacques Manesse, aussi chanoine et curé de Cossières; maistre Jehan Tripache, chanoine et curé de Beru, comparans par ledict de Bloys. Me Olivier Santerre, chanoine et curé de Bruyères; Me Jehan Gobelet, chanoine et curé de Crandelain; Me Hilaire Mariot, chanoine de Laon et curé de Villiers-le-Sec; Me Nicole de Cour-

tonne, aussi chanoine, curé de Montigny-sur-Crécy; maistre Noel Bertrand, aussi chanoine et curé de Montcornet; Me Françoys Laumosnier, chanoine de ladicte église de Laon, et curé de Voulpaix, comparans par ledict de Lamer. Me Anthoine de Héricourt, chanoine, curé de Verneul; Me Hector de La Mare, chanoine et curé de Martigny; de Sainct-Remy-à-la-Place de Laon; Me Claude Desmasures, curé de la Neufville-soubz-Laon, et de Monceau-lez-Leups; Me Anthoine Goret, chanoine, curé de Amigny et Rouy; Me Pierre Bochet, curé de Courtecon et A[i]zy, comparans par ledict de Lamer. Me Phelipes Alix, curé de T[r]oussy; Me Henry de La Hoye, chanoine et curé de Chivy et Beaulne; Me Quantin de Douay, curé de Sainct-Montain de La Fère; Me Jehan Grave, curé de Soupir et Moussy; Me Guillaume d'Estrées, curé de Praesle-l'Évesque; Me Gaspart Trouillet, curé de Cerny; Me Pierre Houet, curé de Bourg-[Commin?]; maistre Baulde Drouart, curé de Vailly; maistre Gilles Prévost, chanoine et curé de Pynon; Me Absalon de Neufville, curé de Fontaine-le-Roy; Me Robert Boutroy, curé de Bièvre; Me Nicole Macart, curé de Ynves [*sic*, Yviers, *ou* Yvoi-le-Petit?]; Me Raoul Fouacier, curé de Guignicourt; maistre Pierre d'Argongne, curé de Venderesse; Me Françoys Bosseux, curé de Dannemarie; Me Adam Champion, curé de Baranton-sur-Serre; Me Nicole Chardon, curé de Chermisy; Me Jehan Pleugeron, curé de Godelencourt; Me Nicole Juliart, curé de la Tour-Sainct-Remy sur les remparts de la ville de Laon; Me Adrien Dumoustier, curé de Baulthor et d'Andelain; maistre Pierre Caigny, curé de Fresnes et Septvaulx; Me Martin de la Tour, curé de Chermes et de Danisy, comparans par ledict Robert. Me Jehan Copineau, curé de Lizy, et Me Nicole de May, curé de..... (*sic*), par ledict de Haste; les chapelains royaulx de Sainct-Cornille de Laon; Me Jehan Baudet, curé de Fest[i]eux; Me Jehan Duchesne, curé d'Aipe; Me Jehan May, curé de Fourdrain; Me Jehan du Moustier, curé de Sainct-Nicolas-au-Boys; Me Jacques Hurtault, curé de Montenault; Me Godeffroy Mayre, curé de Vauresaine; maistre Absalon de Neufville, curé de Neufville-lez-Vrevin; maistre Sébastien Champaigne, curé de Montchaalons, Marcy et Berhaine [*sic*, Behaine?], par ledict de Bloys. Me Jehan Drouart, curé de Neufchastel, par ledict de Bloys. Me Jehan Moreau, curé de

Grandlud; Me Pierre Piédepièce, curé de Anissecourt [*sic*, Laniscourt?]; Me Pasquier de Mesle, curé d'Aysel; maistre Jehan Charpentier, curé de Faye-le-Sec; Me Robert Levarrier, chanoine de Laon, curé de Athy[es]et Urcel; Me Nicole Charpentier, curé de Beaurieu; maistre Claude Chenu, curé de Chaudarde, comparans par ledict de Martigny. Maistre Robert Achet, curé de Neufville-sur-Margival; maistre Simon Cartier, curé de Chevregny, par ledict Chauveau. Maistre Raoul Grandroul, curé de Haveraulcourt [*sic*, Haraucourt?]; maistre Jacques Tigeou, curé de Vregne-aux-Boys; Me Pierre Coppin, curé de Devigny; maistre Nicolle Verde, curé de Sery; maistre Jehan Blondet, curé de Bourgongne; maistre Gérard Bricot, curé d'Avègres et Marvault; maistre Jehan Massy, curé de Chesnay et Merfy; maistre Nicole Périn, curé d'Alancourt [*sic*, Alincourt?] et Héricourt [*sic*, Bernicourt, *ou* Dricourt?]; maistre Jehan Jacquet, curé de Sarcy; Me Pierre Grossaine, curé des Alleux; maistre Odart Porcheret, curé de Septsaulx; maistre Nicole Esmery, curé de Pont-à-Farvergier; maistre Jehan Duchesne, curé de Lafaulx; maistre Anthoine Foveret, curé de Landres; maistre Guery Veresse, curé de Vregny, comparans par ledict maistre Raoul Bossonnet. Maistre Jehan Tavernier, curé de Sainct-Hilaire de Reims, en personne, et par ledict Angier. Maistre Mengyn, curé de Aure; maistre Toussainctz Grosselain, curé de Terron-sur-Aixne; maistre Paoul Maletot, curé de Vieux; maistre Thomas Jourdain, curé de Fraillicourt; maistre Gérard le Bueur, curé des Aires, de Plevy [*sic*, Pevy?], Malemont [*sic*, Mesmont?]; maistre Léonnard Mavonay, curé de Parfondereu; maistre Augustin Soreau, curé de Cormissy et de la Neufville-lez-Cormissy, par maistre Aubry. Maistre Barthélemy Chaisneau, curé des Bouleaulx; maistre Jehan Bossu, curé de Daigny, par ledict Grignon. Maistre Guillaume Herbelot, curé de Romigny; maistre Jacques Noblin, curé de Jonchery; maistre Rémon Reguesson, curé de Vieil-Sainct-Remy; maistre Nicole Roland, curé de Bergnicourt; maistre Pierre Legresle, curé de Beaumont [-sur-Vesle?]; maistre Nicole Grant-Amy, curé de Chatelet; maistre Jehan Dupuys, chanoine de Reims, curé des cures de Warmeriville, Heudrégisville et Sainct-Masme; maistre Jehan Humières, curé de Sainct-Thierry au Mont-

d'Or-lez-Reims; maistre Nicole Pertat, curé de Sainct-Thimothée; maistre Jehan Barbier, curé de Ysle, Bazancourt et Pommacle, par ledict Roland. Maistre Françoys Thion, curé de Vernueil, Sainct-Remy et Roizy, par ledict Roland. Me Denys Rety, curé de Charbongne et Suzanne; maistre Raoul Gautier, curé d'Omont; maistre Augustin Mary, curé de Sainct-Martin-sur-Bar, de Hanongne et Boutencourt, par ledict Roland. Maistre Girard de Malaise, curé de Grignicourt [*sic,* Guignicourt?], par ledict Roland. Maistre Nicole Pichot, curé d'Espoix, par ledict Lepoyvre. Me Pierre Champenoix, curé de Verizy [*sic,* Verzy?]; Maistre Claude Charpentier, chanoyne de Reims, prieur de Semuy; maistre Pierre Wyet, docteur en théologye, chanoine de Reims, curé de Sainct-Estienne, et de Ludes; maistre Henry Philippes, curé de Thannay et des Petites-Armaises; maistre Nicole Buat, chanoine de Chaalons, curé de Sainct Remy de Masson [*sic,* de Marson?], par ledict Brillet. Maistre Claude Leclerc, curé de Sainct-Aignen et de Sainct-Remy, par ledict Boileau. Maistre Guillaume de Gueux, curé de Chufily; maistre Nicole Benard, curé de Sainct-Pierre-le-Long; maistre Nicole Macard, curé de Pré; maistre Jehan Garin, curé de Selingny [*sic,* Sevigny?]; maistre Nicole Dupuy, curé de Sainct-Maurice; Jehan Herion, curé de Saint-Sixte de Reims, Sainct-Gly, Villiers-le-Tigneux et Buz; Loys Grandaillier, curé de l'église de Main[e]ville-aux-Prez; Oudart Constant, curé de Aumenancourt-le-Petit; Pierre Gaultier, curé de Vaubray [*sic,* Vaux, Bray *ou* Bay?], et Mainbresson; Loys de Sugny, curé de Senuc, par ledict Tropmignot. Maistre Guillaume Punye, curé de Sissonne, par ledict Tropmignot. Maistre Claude Regnier, curé d'Athis; Adam Lespée, curé de Campcelles [*sic,* Nampcelles?] et Bancigny; Thomas Boucher, curé de Beaumont et Cury [*sic,* Cuiry]; Jehan Hamet, curé de Scy; Jacques Bordeur, curé de Boult-sur-Su[i]ppe; Claude Willant, curé de Sainct-Lambert et de Mondejeux; Simon le Mayeur, chappelain de l'église de Cauroy; Jehan Delacroix, curé de Sainct-Denys de Vaulx-sur-Aixne; Jehan Ravineau, chanoine de Reims, curé de Bounont [*sic,* Mouron?]; Jehan Beroche, curé d'Ormes; Jehan Dumesnil, curé de Aigny-sur-Marne; Pierre Gaudina, curé de Villenselve; Jehan Dorcheuil, chanoine de Montfaulcon et curé dudict lieu; Alard Duval, curé de

Cuissey; Anthoine Colard, curé de Sainct-Crespin de Saulce-Champenoise; André Bailly, curé de Troispuis et Mombret; Hillaire Boucher, curé de Gueux; Henry Harpedane, curé de Fla[i]ngnes; Guy l'Évesque, curé de Sainct-Martin-l'Heureux et de Ville-en-Tardenoys; Pierre de Veesle, chappelain de Marlemont; Pierre Hurpin, chappelain du Pont-à-Farvergier; Thibault Le Roy, curé d'Herpy et de Sainct-Vaubourt; Jacques de Roussy, curé de Regnicourt; Magdelain de Lefèvre, curé de Dizy et Champilon; frère Jehan Soizard, curé de Sainct-Jehan-au-Boys; Claude Petit, curé de Sergnyon; Quantin Pierrot, curé de Blombel et Blombuisieux; Jehan Allart, curé de Neufville-en-Mayre; Nicole Wyart, chanoine de Reims, curé de Venderesse; Jacques Duboys, curé de Hourges; Jehan Maubourneau, curé de G[u]yencourt; Guillaume Patelette, curé de Bazoche et Montigny; Simon Robille, chanoine de Reims, curé de Blanzy et Ayres; Pierre Le Roy, aussi chanoine, curé de Montmarin; et Jacques Levasseur, curé de Thay [*sic,* Day *ou* Thy?], et Fremys Du Mas, chappelain de Vendueil, comparans par ledict Lepoyvre. Maistre Jehan d'Orincourt, curé de Terme, et chanoyne de Laon; Servais Bouvyer, curé de Laval et de Horis; Pierre Des Bordes, curé d'Estouvelles; Thomas Surzeau, curé de Chiry [*sic*, Chery?], près Rozoy; Jehan Couart, curé de Vincy; Pierre Bazin, curé de Gisy; Pierre Charles, curé de Haris; Gilles Horleville, curé de Dougnolles [*sic*, d'Ognolles?]; Jehan Lesaige, curé de Chevesne; Remy Le Temps, curé de Thouly; Lambert Parent, curé de Harcigny, par ledict de Cambray. Maistre Charles Jourdhieu, curé de Sainct-Sauveur de Coucy, par ledict Morlin. Maistre Hillaire Maufroy, curé de Coucy-la-Ville, par ledict P. Jourdhieu. Maistre Loys Domal, curé de Folembray, par Floreau. Maistre Raoul Lombard, par ledict Floreau. Maistre Charles Salle, curé de Troly, par ledict Morlin. Maistre Laurent Jourde, curé de Blerancourt, par ledict de Bloys. Me Julien Giffart, curé de Sainct-Martin de Troly, par Floreau. Maistre Jehan Brisard, curé de Pierremande, par Morlin. Maistre Robert Maret, curé de Crécy; Damp Jehan de Mailly, curé de Luilly; Me Nicole Laillier, chapelain de la chappelle du chasteau de Coucy; Me Jacques Caron, curé de Brétigny, par ledict Morlin. Maistre Jehan Grégoire, curé de Quincy, par ledict Jourdieu. Maistre Pierre Caigny, curé de

Fresnes, par Floreau. Maître Raoul Moisy, chappelain de la chappelle des unze mil Vierges du chasteau de Coucy, par ledict Jourdhieu. Maistre Wallerand Roland, curé de Vaudesson, par ledict Floreau. Maistre Claude Thierry, curé de la Trinité de Chaalons; maistre Nicolle Baudesson, curé de Sainct-Germain; frère Nicole Loisy, curé de Sainct-Nicolas-en-l'Isle; M[e] Nicole Balemy, curé de Sainct-Éloy; M[e] Pierre Clément, curé de Sainct-Loup; frère Jehan Jourdain, curé de Sainct-Sulpice, ès bourgs de Chaalons; les curez des Prez et de Tranancourt [*sic,* Bazancourt?]; M[e] Jehan-Jacques, curé de Saroy [*sic,* Sarry?]; les curez de Sainct-Martin-lez-Sainct-Manlge [*sic,* Sainct-Memye de Courtisolz?], de Poigny, de Marson, de Heiz-l'Évesque, de Rambe[r]court, par ledict Jacobé. Maistre Jehan Poignart, curé de Thiloy; Pierre Poignart, curé de Bethigny [*sic,* Bretigny *ou* Betheny?]; M[es] Jehan Pierrot, curé de Vaumonstreuil; Martin Galoteau, curé de Beru; Pierre Camus, curé de Lor et de Chemery-sur-Bar; Nicole de Germigny, curé de Hermonville; Jehan Grignon, curé de Balhan; Estienne Witasse, curé de Ralicourt; Dam Gilles Egret, religieulx de Sainct-Hubert, prieur de Bouillon, seigneur de Chameuses [*sic,* Cheveuge?], Chaumont, Ygnes [*sic,* Yges?] et Fresnoy; Nicole Clocquet, curé de Beth[en]iville; André Tacheron, curé de Bezannes; Nicaise Cinuel, curé de Sainct-Michel de Reims; Nicole Maupyn, curé de Brimont; frère Jehan Peletier, curé de Sainct-Fregeux et de Chaudyon; Claude Pyot, curé de Chaumisy et de Sernais, comparans par ledict maistre Pierre Béguyn. Les curez de Pierrepont, de Bray-en-Thiérache, de Saincte-Croix et de Clamecy, par ledict de Lamer. Les curez de Molins, d'Aesle, Chamery, Verneul-sur-Serre, par ledict Robert. Les curez de Chermes [*sic,* Thermes?], d'Anisy, de la Ferté-sur-Peron, de Mausloué [*sic,* Montloué?], de Lislet, de Noirecourt, de Bucy-lez-Cerny et d'Hostel, par ledict de Bloys. Les curez de Vauclers, de Chivres, de Machecourt, par ledict de Lamer. Les curez de Suzy, de Celles, de Montigny-le-Franc, de Sons, de Cilly, de Fro[i]mont, de Bomont, d'Autremancourt, de Prouvais, de Proviseux, de Guignicourt et Agnericourt [*sic,* Agnicourt?], de Blerencourt [*sic,* Berlancourt?] et de Thenalles, par ledict de Bloys. Les curez de Longueval, d'Arency, de Thaveau et Pougnicourt [*sic,* Pignicourt?],

par ledict de Martigny. Les curez de Margival, de Saincte-Cécile de Terny, de Montbavain, par ledict Chauveau. Les curez de Chaigny, de Vonc et Semuyd, de Sapongne, par ledict Aubry. Les curez de Saincte-Geneviefve, d'Olignon, de Nampcelles, de Bancignys, d'Amye [*sic,* Cuiry-]lès-Ymiers, de Sainct-Clément et Morigny, par ledict Grignon. Les curez de Ma[c]quigny, Estreuil [*sic,* Etreux?], Monstreuil [*sic,* Montreux?], Sainct-Germain et Lesquielles, comparans par Mes Nicolle Boquillon, lieutenant de Guise, et Jehan Navarre, procureur fiscal au duché de Guise. Le curé de la Horgne, par ledict Lepoyvre. Les curés de Courcy, de Godelencourt et Chavigny, par ledict de Cambray.

Et pour l'estat de la noblesse, sont comparuz : Le roy de Navarre, conte de Marle, pour les villes, baronnyes et chastellenye de Ham, Bohain, Beaurevoir, Vendeuil, Deuilly, [*sic,* Douilly?], et La Fère-sur-Oise, comparant par Mes Pierre de Flavigny, bailly dudict conté, Claude Dennet, bailly de Ham, et ledict Grignon. Loys de Bourbon, prince de Condé, chevalier de l'ordre du Roy, conte de Roussy, seigneur et chastelain de Pierrepont, Nysy-le-Conte, Muret, la Ville-au-Boys, Tony, vidame de Laon, chastelain, seigneur et viconte de Bertheuil, Villiers-le-Viconte, Francastel, La Fallaize-de-Roye, Crapaumesnil, Le Plessiers-de-Roye, Guerbigny, des Tournelles de Montdidier, et leurs appartenances, assizes au bailliage de Vermandoys, comparant par maistre Simon Forest. Le duc de Guise, pair et grant-chambelain de France, gouverneur et lieutenant-général pour le Roy en ses pays de Dauphiné, Savoye et Salucc, marquis propriétaire de Neesle, baron de Rumigny, chastelain d'Aubenton, Hérisson, [*sic,* Hirson?], Cornier, [*sic,* Corny, *ou* Gergny?], Watefal, Martigny, Nouvyon et Oizy, comparant par Mes Nicole Bocquilon, licencié ès-loix, lieutenant du bailly de Guise, Jehan de Navarre, procureur fiscal dudict Guise, et Pierre de Flavigny, escuier. Les contes de Soissons, par maistre Jehan de Lannoy, et bailly [de?] Viez. Ledict cardinal de Lorraine, comme seigneur de Marchaiz et Lyesse, par ledict de Bloys. Messire Loys de Saincte-Maure, marquis de Neesle, par M. Anthoine Cornet, son bailly. Dame Guillemette de Sarrebruche, contesse de Brayne, dame de Montagut et de Neufchastel, par ledict

de Lamer. Messire Jehan de La Marche, chevalier de l'ordre du Roy, seigneur de Jamet, et de Sainct Loup-au-Boys, à cause d'icelle seigneurye de Sainct-Loup, par ledict Tropmignot. Messire Claude Gouffier, chevallier, grant-escuier de France, seigneur de Maigny, Cavennes [*sic*, Lavenne?], Baynettes [*sic*, la Bennette?], Béthencourt, Armentières, Rouverel [*sic*, Rouvroy?] et Manicourt [*sic*, Maucourt?], par maistre Hilaire de Normandye. Messire Jehan d'Estrées, chevallier de l'Ordre, grant-maistre de l'artillerye de France, et cappitaine de Folembray, par ledict Morlin. Révérend père en Dieu, maistre Nicole de Pelevé, évesque d'Amyens, conseiller du Roy et maistre des requestes ordinaire de son hostel, comme seigneur de Romigny, Sarcy, Go[u]ssencourt, Germigny, et Villes-en-Tardenoys, par Médard Noblyon, assisté dudict Brisserat. Me André Guillart, seigneur de l'Isle et Escumery [*sic*, Esmery?], premier président au parlement de Bretaigne, et maistre des requestes ordinaires de l'hostel du Roy à Paris, par Me Gérard de Buyères. Me Pierre Brulard, conseiller en parlement, seigneur d'Espineul [*sic*, Espinois, *ou* Sapigneul?], par Me Laurens Cauchon. Messire Jehan de Horgues, chevalier, baron de Bouxtel, seigneur de Bancigny et apendances, par ledict Grignon. Messire Loyz des Ursins, seigneur de Sonpy et Lislet, par ledict de Lamer. Messire Jehan de Cauny, chevallier, seigneur de Bucy et Sommette, par ledict Cordelier. Jehan de Halevin, seigneur de Piennes, par ledict Cordelier. Messire Georges de Béthune, chevallier, seigneur d'Hostel, gouverneur et cappitaine de la ville de Laon; Cristofle de Lamet, chevallier, seigneur de Pynon, Bucy-sur-Aixne, Laniscourt, Classy et Thieretz, viconte de Laon, et d'Anysy-le-Chastel, par ledict de Martigny. Raoul de Coucy, escuier, seigneur de Vrevyn, Voulpaix, Fontaine, Landouzis, Bu[i]revilles, Sainct Pierremont, et Aubigny, par ledict Boileau. Jacques de Coucy, escuier, seigneur de Chemery, Connaiges, Sainct-Aignen-au-Boys, Sainct-Baasle, et Landrecourt, par ledict Boileau. Loys de Proisy, seigneur et baron de La Bove, par ledict de Lamer. Regnault de Bossu, escuier, seigneur de Lyerval, présent. Jacques des Ortyes, escuier, seigneur de La Neufville-soubz-Laon, par ledict de Lamer. Messire Françoys de Barbenson, chevallier, seigneur de Varennes, Babeuf, Pontoise, Coarcy, et Mor-

lancourt par ledict Cordelier. Claude de Bossu, escuier, seigneur de Longueval, baron de Bazoches; Loys de Proisy, escuier, seigneur dudict lieu, baron de La Bove, par ledict de Lamer. Messire Jacques de Humières, chevallier, seigneur de Héricourt, Grantrue, et Drelincourt, par ledict Cordelier. Sébastien de Pestivyen, seigneur de Libermont, par Hurderu. Messire Pierre Despoix, chevallier, seigneur de Gricourt, par ledict Cordelier. Jacques Duhamel, seigneur d'Apilly, par ledict Hurderu. Dame Françoyse de Contay, dame de Lassigny, et La Toilette, [*sic,* La Taulette?]; messire Jehan de Sabrevoys, chevallier, seigneur de Ville et Eraymneux; Gabriel Daulcy, seigneur de Beaurains; Françoys de La Viefville, seigneur et baron de Sermaize, et Porquéricourt; messire Anthoine de Neufville, chevallier seigneur de Laigny, par ledict Cordelier. Robert d'Espoix, seigneur d'Orgival; Me Michel Dey, escuier, seigneur d'Aillon, lieutenant-général dudict bailliage au siége présidial de Laon, par ledict Me Jacques Faustré. Jehan de Carsue, seigneur du Plessis, par ledict Hurderu. Joachin de Roussy, seigneur de Saincte-Preuve, par de Haste. Jehan de Bossu, escuier, seigneur de Lyerval, en personne. Mes Pierre de Flavigny, et Claude Dennet, seigneur de Mesbrecourt; Jehan de Miremont, seigneur de Bérieu; Charles de Chambly, seigneur de Chamouille; messire Pierre de Chepoix, seigneur de Deuillet; Charles Postel, seigneur de Sons, en partye; Guilain de Condé, seigneur de Fussigny, par ledict de Lamer. Messire Pierre de La Viefville, chevallier, seigneur de Chailevet, et Royaucourt, guidon du roy de Navarre; Jehan des Ursins, seigneur de Neufville; Jehan de Chambly, seigneur de Montenault; Me Jehan Hennuyer, docteur en théologie, seigneur de Sainct-Thomas; Anthoine de Marginval, seigneur dudict lieu, Salency, Résigny, Menbrecy et Menbresson, Neufville-sus-ledict-Marginval, en partye, Cuffie et Montaignes, séneschal de Novyon, et mareschal de Soissons; Ferry de Bommont, seigneur en partye de Neufville-sur-Marginval; Françoys de Fay, seigneur dudict lieu, Mathieu de Flavigny seigneur de Jancourt; Anthoine de Mailly, escuier, séneschal de Sainct-Quentin; damoiselle Françoyse de Bernes, dame de Noirecourt et les Hostelz; Anthoine d'Amerval, seigneur dudict lieu, de Cerfontaine, Maignières [*sic,* Margnières?], et Liencourt; Jehan

l'Évesque, seigneur de Cuiry; damoiselle Catherine des Ursins, vefve de feu Françoys de Renty, en son vivant chevalier, douairière de la Ferté-sur-Péron, par de Bloys. Anthoine de Mailly, séneschal de Vermendoys; Claude de Sancourt, viconte de Rigny [*sic*, Regny?]; Jehan de Vaulx, escuier, seigneur en partye d'Escordal; Cristofle de Vaulx, seigneur en partie dudict lieu; Loys de Vaulx, seigneur de Suzanne; Nicaise de Serval, seigneur de Talemas, Baillay, La Grangette, et La Follye; Guillaume de Bézannes, seigneur de Taissy; Nicolas le Verjeur, seigneur usucfrutuaire de Chaalons-le-Merdeux, du fief de chevaliers au villaige de Nausson, du fief de la porte à Veesle de la ville de Reims, et de Sainct-Aubeuf, seigneur en partye des terres de Ora[i]nville, Lehan, Dampierre, La Malmaison et de Bayencourt, par Bossonnet. Nicolas de Lafons, seigneur de Camas; Gilles Baudet, seigneur en partye de Brégny; Charles de Merelessart, seigneur de Missy; Jehan de Romerye, seigneur de Fressencourt; Geoffroy de Sainct-Thaon, seigneur d'Aizela [*sic*, d'Aizelle?], d'Angleberne; Jehan Laumosnier, seigneur de Tournevel, de Travecy en partye; Jacques de Walon, seigneur de Fresny et d'Espourdon en partye, par ledict Grignon. Ferry de La Bove, seigneur de Cilly et Estrées-au-pont-de-Crécy, seigneur de Bligny, prévost héréditaire de Laonnoys; Ferry de La Bove, seigneur en partye d'Erlons; Anthoine de Crécy, seigneur en partye de Sons-lez-Chastillon; Charles de Crécy, seigneur de Housset; Françoys de Blécourt, sieur de Neufville-Housset; Charles des Coustes, seigneur de Pavant, et Amye-Fontaine en partye; Jacques de La Faye, seigneur de Marfontaine; Raoul et Jacques Dufay, seigneur de Rogeris, et Vauharus [*sic*, Vauharis?]; Geoffroy de Lauvin, seigneur de Blérencourt, Lombray, Bosmez, Dampcourt, de Murclis, Lahevy, Fay, Gendeville, La Court, Celyommelles, et Le Boys Chastelain; M[e] Guérin Sanguyn, escuier, seigneur de Bosmont; Nicolas de Bézannes, seigneur de Prounais; Philippes Legras, seigneur de Guignicourt et Warissecourt en partye; Alexandre d'Assonville, seigneur aussi en partye desdictz lieux; Robert Laireau, aussi escuier, seigneur en partye desdictz lieux; Claude de Novyon, seigneur de Radouel; Charles de La Pierre, seigneur de Lugny près Marle; Claude de Novyon et Philippes Le Gras, escuiers, tuteurs des enfans de feu Jehan de

Novyon, sieur d'Aguilecourt; Regnault Cauchon, escuier, seigneur de Condé-sur-Suippe, par ledict de Bloys. Pierre du Wez, escuier; Pierre du Favyn, escuier, seigneur de La My-Voye, cappitaine de la ville de Vailly; Anthoine de Favyn, escuier, seigneur de Hameretz; Jehan de Grebère, seigneur de Prouille, par ledict Chauveau. Damoiselle Claude de Condé, dame de Coucy-lez-Aipe; Anthoine le Sergent, seigneur d'Espourdon; Pierre de Jumont, seigneur de La Faulx; damoiselle Jacqueline de Grant-Champ, douarière de Sissonne, par ledict de Haste. Allard Baudier, seigneur de La Chappelle-Amont; Guilain Baudier, seigneur de Neufville, seigneur en partye de Ville-en-Tardenoys, par ledict Angier. Messire Anthoine de Héricourt. . . . . (*sic*), seigneur de Baratre et Tramecourt; Me Jhérosme Grossaine, escuier, lieutenant de Fismes, seigneur de Barbonval, par ledict Tropmignot. Pierre Goujon, escuier, et Jhérosme Goujon, tant pour maistre Guillaume Goujon, leur frère, et pour les enfans de Jehan de Paris et de feue damoiselle Anne Goujon, en personnes, héritiers de Nicolas Goujon, en son vivant, séneschal héréditaire de la ville de Reims, seigneurs de Thou, Athies, Bouzy, Thuizy en partie, et Luches; Jehan du Boys, seigneur d'Escordal, par ledict Roland. Jehan de Maubeston, seigneur de Celles; Balthazard Delchez, seigneur de la Ville-au-boys-lez-Brieules-sur-Meuze, et de Danemoux en partye; Cristofle Duboys, seigneur en partye d'Escordal; Jehan de Pavant, seigneur de La Neufville, par ledict Roland. Pierre Duliz, seigneur de Croiseau et de Chechery, par ledict Boileau. Thomas de Bohan, et Jehan Dupuis, seigneur de Vonc en partye; Jehan de Houllefret, seigneur de Thahure et Marvaulx; Anthoinette de Macyault, dame de Chafilly [*sic,* Chufilly?]; Joachin de Noirefontaine, seigneur de Don; Jehan et Nicolas Chinoirs, seigneurs de Chambrecy; Pierre de Gurard, et Jacques du Maire, seigneurs d'Artaises et du Ban du Vivier en partye; Robert Fillette, escuier, en son nom, et comme tuteur de Jehan Cauchon, seigneur de Jonval et de Vorsanne en partye; Habert de La Fontaine, seigneur de Belhère et de Neufvizy en partye; Charles de La Haye, escuier, seigneur de Villesavoye et du Mont-Sainct-Martin; Nicolas de Harzillecourt, seigneur de Loupines, par Tropmignot. Jehan Pyat, escuier, seigneur de Tom-

belles; Claude de Rocquemorel, seigneur de Barzy, par ledict Robert. Jehan-Françoys de Sainct-Baussonne, seigneur de Bertricourt et Ongny, par ledict le Poyvre. Henry de Riencourt, seigneur de Perfonderue; Françoise Mouet, dame de Courtrizy; la dame de Chevesnes; Florent du Belloy, escuier, seigneur dudict lieu, d'Amy et de Branges, par ledict de Cambray. Noël de Flavigny, seigneur de Ribauvilles, et Renaussart; Françoys du Monceau, escuier, seigneur des Essars; Georges du Monceau, seigneur dudict lieu, et de Landiefay, par ledict Béguyn. Hubert Ferret, escuier, seigneur de Montlaurens, vidame de Chaalons, et capitaine de Reims; Pierre de Warigny, escuier, seigneurs dudict lieu lez Sedan, et d'Escordail en partie; Jehan Hanus, seigneur de La Horgne, dicte La-Folye, et de La-Grangette en partie; Jehan de Bohain le jeune, seigneur en partye d'Escordail et de Bove, par ledict Brillet. Jehan Rocq, seigneur de la Ville en partye; les seigneurs de Halunoy et de Fénicourt, par ledict Doulcet. Nicolas Gaudier, escuier, seigneur de Warissecourt en partie; Regnault d'Allonville, escuier, seigneur de Pavilon, Artaise, et le Banc du Vivier en partye; Regnault de Bezannes, seigneur dudict lieu, des Maigneux, Montbret, et Roquignicourt en partye; Charles de Mauly, seigneur d'Artaises, du Banc du Vivier en partye; Geoffroy de Savigny, seigneur de Vaulx; Jehan de Verrière, seigneur de Mondejeux; Nicolas d'Ambly, seigneur dudict lieu; Jehan d'Apremont, seigneur de Vendy, Bove et Semuyd, par ledict Béguyn. Me Laurens Cauchon, seigneur de Verzenay, en personne. Anthoine de Baiencourt, bailly et gouverneur de Coucy, seigneur de Quincy et Grant-Faulx, comparans par maistre Nicole Lefèvre, lieutenant-général oudict bailliage et gouvernement. Jehan de Coland, et Jehan de Mailly, chastelain de Coucy, en personnes. Hugues de Vaulx, seigneur de Cu[t]s, par ledict Moilin (*sic*). Philippes de Longueval, viconte de Verneul, et seigneur de la Viefville, par Floreau. Jehan de Courtignon, seigneur de Landricourt, présent, et par ledict Floreau. Philippes de Courtignon, seigneur de Monthéamery et Housson, présent, assisté dudict Moilin (*sic*). Magdelaine de Launay, tutrice de Anne de Dampierre, seigneur de Lhuilly, par ledict Moilin. Jacques d'Eslincourt, seigneur de Maurepaire, par ledict Moilin. Françoys de Blécourt, seigneur de Troly, en partye,

par ledict Floreau, son procureur. Pierre de Salenove, pour son fief de Cauny, par ledict Floreau. Godefroy de Baudye, seigneur de Pierremande, par ledict Moilin. Charles de Maiencourt, seigneur de Corval et Creunes [*sic*, Creuttes?]; Françoys du Passaige, à cause de ses fiefz de Chincheny [*sic*, Sincenis?], et d'Autreville; Mathieu de Flavigny, seigneur de Courbessault [*sic*, Courbetaulx?]; Nicolas de Gouvelieu, pour son fief de Jumencourt; Jacques Abrahan, pour son fief de la Tour-Carrée; René de Lignières, seigneur de Charus, présent, par ledict Moilin. René de Fressencourt, seigneur de Briquenay, et du Plessier, par ledict Floreau. Jacques de Mouy, pour son fief de Gouveron; Françoys Laumosnier, pour son fief de Crécy; Hubert de Calouet, seigneur de Valoret, par ledict Floreau. Simon de Lair, seigneur de Mongon, par ledict de Courtignon. Messire Léon Desjours, pour son fief de Crécy; Charles de Guynes, seigneur du fief de Piat, et Amigny; Anthoine Cocterel, seigneur de Homencourt; Jehan de Rozel, pour son fief de Luilly, présent; et Me Loys Tavernier, viconte de Crécy, par ledict Moilin. Jehan Jourdieu, pour son fief du Rouaige et de la Maire commune; Jehan Tavernier, pour son fief de Radimer; Me Raoul Lamisse, pour son fief de Neufville; Loys Treslecat, pour son fief de Jumencourt, et Jacqueline Hegat, pour son fief de Folembray, par ledict Moilin. Robert Violant, homme vivant et mourant pour les religieux de Nogent, à cause de leur fief de Malhostel, par ledict Floreau. Nicolas Poussin, pour son fief de Nantheuil-la-Fosse, et encores comme tuteur de Jacques Alvequin, seigneur de Sercy en personne. Mathieu de Flavigny, seigneur de Jancourt; Adrien Dupuys, escuier, seigneur de Bracheux et Serizy; Jehan Carpentier, seigneur de Villecholles; Anthoine Tassart, escuier, seigneur du Belloy; Anthoine de Faussonnes, escuier, seigneur dudict lieu; Jehan de Couloincourt, escuier, seigneur dudict lieu, Tombes, Vrecy et Viencourt, comparans par ledict Faustré;

Et pour le Tiers-Estat, sont aussi comparuz les officiers du Roy dudict bailliage, et autres, qui s'ensuivent : assavoir lesdictz Regnault de Bossu, escuier, seigneur de Lyerval, mareschal héritier de Laonnoys, chastelain de Choily, conseiller du Roy nostre sire, et bailly de

Vermandoys; et maistre Michel Dey, escuier, seigneur de Daillon, lieutenant-général dudict bailliage et siége présidial de Laon, comparant par Me Jacques Faustré, qui l'a excusé de maladie. Me Jehan de Mange, licencié en loix, seigneur de Berlemont, lieutenant particulier civil et criminel dudict bailliage, comparant par maistre Claude de Mange, qui l'a excusé pour son ancien aage. Me Guillaume de Flavigny, seigneur d'Espuisart, et Jehan Maynon, conseiller et magistratz dudict siége de Laon, en personnes. Me Jhiérosme Grossaine, escuier, lieutenant civil et criminel du bailliage de Vermandois à Reims; Guillaume Colin, Georges Chevallier, Pierre Frizon, Robert Dupuys, Pierre Roland, Claude Dorigny, Aymery Pioche, Pierre Robillart, conseillers et magistratz au siége présidial de Reims, tous en personnes. Me Loys le Chastelain, escuier, seigneur de Sizancourt, lieutenant de Noyon; Claude Macaire, lieutenant de Sainct-Quentin; Jacques de Morilon, seigneur de Marne, lieutenant de Chaalons; Nicole Lefèvre, lieutenant-général au gouvernement de Coucy; Mathieu d'Ofay, lieutenant de Ribemont, tous aussi en personnes. Mes Nicolas Boschet, seigneur de Wandignis, et Guillaume Lorisse, seigneur de Cirnelles, advocatz dudict seigneur oudict bailliage de Vermandoys et siége présidial de Laon, en personnes. Me Anthoine de Mouchy, seigneur de Chastillon en partye, procureur du Roy, ès bailliage de Vermandoys, siége présidial dudict Laon, prévostez des cité et foraine de Laon, en personne. Me André Dorigny, et Nicole Moet, advocat et procureur dudict seigneur au siége de Reims, en personne. Me Pierre de Longueville, procureur dudict seigneur au siége de Chaalons, en personne. Mes Pierre Dorigny, Nicole de Beaugrant, advocat et procureur dudict seigneur au siége de Sainct-Quentin, en personnes. Me Estienne Maigret, procureur dudict seigneur à Coucy, en personne. M^e^. . . . . . (*sic*) procureur dudict seigneur à Ribemont, aussi en personne. Me Isaac de Hodicq, escuier, prévost de la cité de Laon, juge et garde de la prévosté foraine dudict Laon, en personne. Me Anthoine Courteau, prévost de Crespy en Laonnoys, par ledict Leclerc, son procureur. Me Jehan Garnier, seigneur de Puys-soubz-Moyvre, prévost de Compertrix, en personne. Me Robert Dey, prévost de Sainct-Quentin, en personne. Me Jehan le Conte, prévost royal à Noyon, présent.

Maistre Jacques de Sainct-Quentin, prévost de Coucy, par ledict Moilin. Me Mathieu Capron, lieutenant, Guillaume Hue, prévost, et Jehan de Meulan, procureur fiscal, du marquisat de Nesle, par lesdictz Charles Martin, et Anthoine Feret. Mes Jehan Desmaretz, et Jehan Robert, esleuz en l'élection de Laon, comparans par Me Anthoine Leclerc, leur procureur. Ledict Me Nicole Barengier contrerolleur sur le faict des tailles et aydes en ladicte élection, présent. Maistre Nicaise Lemaire, contrerolleur du magasin dudict Laon, par ledict Chauveau. Mes André Serval, Jehan Brifault, Nicolas Boulet, esleuz de Reims, et Oudart Noël, receveur général du taillon dudict Reims, en personnes. Me Jehan de Lannoy, escuier, esleu de Soissons, bailly des contes dudict Soissons, en personne. Mes Claude Robert, lieutenant de courte-robbe au bailliage de Vermandoys, et siége présidial de Laon, comparant par ledict Leclerc; et Claude Le Voirier, lieutenant de courte-robbe à Reims, comparans par ledict Roland. Ledict Me Pierre Laignelet, bailly, pour l'archevesque de Reims; Me Jacques de Lamer, bailly, pour le révérendissime cardinal de Bourbon, des duché de Laonnoys et conté d'Anisy; Me Nicole Boqueron, bailly du duché de Guise; Me Nicole Clément, bailly de l'évesché de Chaalons; et Me Anthoine Cornet, bailly du marquisat de Néesle, tous aussy en personnes. Me Jehan Pestelu, receveur général du domaine du Roy au bailliage de Vermandoys, lieutenant du gouverneur de la ville de Laon, et cappitaine des harquebuziers, et Me Claude Pioche, receveur général en la généralité de Champaigne, en personne. Me Jehan Marquette, receveur des tailles en l'élection de Laon, et Me Guillaume Godet, escuier, seigneur de Sainct-Hilayre, receveur général du taillon en la généralité de Champaigne, en personne. Claude Chauveau, prévost des exploictz et amendes en la prévosté de la cité de Laon, seigneur des Cailleaux, comparans par Leclerc. Me Michel le Caussonnier, contrerolleur du magazin estably à Chaalons, en personne. Me Pierre Doulcet, escuier, seigneur de Chastillon en partye; Jacques Faustrez, licencié ès-droictz; Pierre de Bloys, procureur, et Jehan Donnet, l'un des gouverneurs députez de par les estatz de ladicte ville de Laon, en personnes. Me Guillaume Colin, Georges Chevallier, Pierre Frizon, et Émery Pioche, conseillers; Guillaume Vaurouar, et Jehan Bauchamp,

advocatz; Me Guillaume Pioche, Gilles Gaultier, Nicolas Chertemps, Oudart Bachelier, Gérard Colebert, Jehan Coquilart, Anthoine Bourdon, Henry Choily, Drouyn Bachelier, Françoys Blondel, Gobert Frizon, Jacques Angier, Claude Mothe, Gilles Bignicourt, et Gibrian du Pont, députez par les estatz de la ville de Reims. Mes Claude Buat, thésaurier et chanoine de l'église cathédralle de Chaalons, et Jacques d'Aoust, soubz-chantre de ladicte église et official de l'évesché de Chaalons; et lesdictz de Morilon, de Longueville, Garnier et Clément; Me Jehan Conort, seigneur de Moncel, licencié ès-droictz, Godet Caussonnier, et Ambroise Jacobé, députez de par les estatz de la ville dudict Chaalons. Ledict Me Nicole Lefèvre, lieutenant, Jehan Gallet, mayeur de Coucy, Georges Cauche, grenetier du grenier à sel et garde des sceaulx royaulx audict Coucy, députez par les estatz dudict gouvernement de Coucy. Me Pierre Lespaulart, escolâtre de l'église de Soissons, et ledict de Lannoy, bailly pour le Roy au conté de Soissons, Guillaume Racquet, gouverneur, et Sébastien Lefèvre, argentier, dudict Soissons, députez de par les estatz d'icelle ville de Soissons. Mes Jehan Courtier, enquesteur audict siége de Laon; Guillaume Lemoyne, greffier de la cité et prévosté foraine de Laon; Mes Pierre Doulcet, seigneur de Chastillon; Jacques Faustret, Me Jehan Griffon, Anthoine Bougier, Me Claude de Mange, en personnes. Mes Jehan de Haste, Pierre de Bloys, Thomas de Bloys, Sébastien Chauveau, Claude de Lamer, Pierre de Montigny, Pierre Robert, Philippes de Cambray, Claude Grignon, procureur audict siége présidial de Laon; Raoul le Conte, huissier; Jehan Robert, Gérard Herbin, Nicolas Pasquet, et Regnault Lefèvre, sergens royaulx oudict bailliage, audict siége de Laon, tous aussi en personnes. Mes Galarche Souyn, enquesteur; Jehan Cadart, Nicole Mymyn, Jehan Roland, Guillaume Vaurouart, Henry Frizon, Philippes Frémyn, Jehan Bauchamp, Nicole Hennequin, Nicole Béguin, Guillaume Chuffet, Claude Lescot, Claude Lyénart, Françoys Rousselet, Jehan Collebert, Gérard Pussot, Jehan Noblet, advocatz au siége de Reims; Mes Pierre Béguyn, Jehan Brillet, Jehan Aubry, Raoul Baussonnet, Françoys Moreau, Nicole le Poivre, Pierre Troptmignot, Benoist Bedeau, Denys Roland, Henry Oudinet, Gérard Bossenet, Jehan Angier, procureurs; ledict Moreau, greffier des appeaulx;

Pierre Thomas, huissier et audiencier; Me Claude Chemery, greffier ordinaire dudict siége de Reims; Me Didier Tartier, greffier des priviléges royaulx de l'université de Reims; Estienne de Bloys, Claude Mothet, Watrin Roussellet, Robert Le Coq, Jehan le Poivre, François Roze, Guillaume Beutier, Raoul Ancelet, sergens royaulx audict Reims. Les advocatz, procureurs, et praticiens, de la ville de Noyon, comparans par ledict Doulcet. Me Martin Motet, greffier du bailliage de Chaalons, présent. Philippes Jourdieu, greffier de Coucy; Denys Floureau et Pierre Moilin, procureurs à Coucy, en personnes. Me Anthoine Chauveau, lieutenant du bailly de Vailly; Me Jehan Navarre, licencié en loix, procureur fiscal du duché de Guise, en personnes. Mes Robert Barlet, receveur du domaine du Roy, à Coucy; maistre Raoul Saquespée, contrerolleur dudict domaine, par ledict Moilin. Jehan La Biche, contrerolleur du magazin, Jehan Catoire, procureur du Roy ès eaues et forestz de Coucy; Denys Cathoire, Anthoine Halade, Jehan Halade, par ledict Moilin. Jehan Donnay, par ledict Floreau. Jacques Jourdieu, par ledict Jourdieu. Charles Delapierre, notaire, Jehan Bavyn, Estienne Le Roux, par ledict Lefèvre. René Grojeu, Bertrand Chopin, Robert Violance, Pierre Agligot, sergens; Philippes Jourdieu, greffier, et Guillaume Michel, greffier des insinuations dudict Coucy, en personnes. Jehan Leprévost, mesureur du grenier à sel de la ville de Vailly, et archer des toilles du Roy, seigneur de Toutefille près dudict Vailly, en personne, et assisté par Philippes de Cambray, son procureur. Jehan Fouasse, notaire royal; Anthoine de Meulan, praticien; Pierre Deshayes, Jehan Langlet, Pierre Arlés, sergent; Jacques de Morailles, bourgeois; Philippes Bourbier, Jehan Huet, Anthoine Martin, Jehan Crapier, Dominicque Viéle, Adrian Vignon, Pierre Houdin, Anthoine Ancel, Nicolas Soussetiere, Hilaire de Sainct-Meur, Anthoine l'Enfant, Jehan Caron, Jehan Marot, Nicolas Precueil, Jacques Le Roy, Jehan de Nieulx, Simon de Leuroy, Andrieu Pesloël, Pierre Daillot, Mathurin Lynot, Ancelot Coquerel, Jehan Bourbon, Jehan des Granges, Jason Lefé, Mahieu de Lastre, Guillaume Despriez et Guillaume Mathieu, marchans dudict Neesle, tous comparans par lesdictz Charles Martin et Anthoine Feret. Les manans et habitans de la ville de Laon, comparans par ledict de Bloys,

leur procureur. Les manans et habitans de la ville de Reims, comparans par Me Pierre Noël, leur procureur. Les manans, habitans et communaulté de la ville de Chaalons, comparans par ledict Jacobé. Les maire, jurez, manans et habitans de la ville de Noyon, comparans par Doulcet, leur procureur. Les maieur, eschevins, manans et habitans de la ville de Sainct-Quentin, comparans par Me Pierre Doulcet, advocat. Les manans et habitans de la ville de Coucy, comparans par ledict Lefèvre, Gallet et Cauche, députez par ladicte villes. Les manans et habitans de la ville de Guise, par ledict Coquillon, et Navarre. Les manans et habitans de la ville de Neesle, comparans par Charles Moilin. Les manans et habitans de Montagut, de Yviers, de Montchaalons, de Chamouille, de Vlly, de Voyennes, de Souppy[r?], de Clercy, Clamecy, Courtecon, Pancy, Bray et [*sic*, en?] Laonnoys, Malval, Pergnant, Crandelain, Courligis, Montigny, Chuim-lez-Beauce [*sic*, Chivey-lez-Beaulne?], Saincte-Croix, Orgeval, Bray en Thierrache, Ployart et Arency, de Chevregny, de Monceau, de Trussy, de Dizy, de Nouvyon-le-Vigneulx, de Berrieu, de Lierval, de Montigny, de Fussigny, de Moucy, de Bieuvres, de Machecourt, d'Aippe, de Vorges, de Verneuil, de Sainct-Dome [*sic*, Saint-Erme?], Outre, et Ramecourt, la Court-de-Souppir, de Glennes, de Rouzoy; les ma[i]re, jurez, et commune de Cerny, tous comparans par ledict de Lamer, leur procureur. Les manans et habitans de Paissy, de Molin-en-Laonnoys, de Chamery, de Barzis, de Goudelencourt, de Jouy, de Deuillet, de Gisy, de Chermisy, de Verneuil-sur-Serre, de Barenton-sur-Serre, de Foucancourt, de Fresnes et Sepvaulx, tous comparans par ledict Robert, leur procureur. Les manans et habitans des villes et villaiges de Marle, de Rougny, Montigny-soubz-Marle, Horis, Gronnart, Prisas [*sic*, Prisces?], Gercis, Sainct-Pierre, Franqueville, Sainct-Gobert, Mesbrecourt, Assy, Chery-en-Laonnoys en partye, Dercy, Marcy, Behaingne, Sarteau, Montcornet, Rayneval, Origny-en-Thiérasche, Roye, La Ville de la Fère, Bauthor, Audelain, Barsis-deçà-le-Rieu, No[r]maisières, Suizy, Cessières, Molmehart [*sic*, Molinchart?], Subacourt, Bertaucourt, Nouviant-l'Abesse, le Pont-à-Bussy, Rogiercourt, Monceau-lez-Leups, Danizy, Travesy, de Saincte-Geneviefve; les maires, jurez, et commune de la ville de Fère, Dolignon,

de Jantes, de Boulleaux, de Noirecourt, de Montigny-le-Franc, de Rainbal, de Beaucignys [*sic*, Bancigny?], de Nancelles, de Dohis, de Thuery-lez-Yviers, de Saincte-Lemène, de Morigny, de Marcy, de Behaingne, de Sainct-Piermont, de Raris, de Foucancourt et Marcilly, du Mont-Sainct-Jehan, de Vivaise, tous comparans par ledict Grignon, leur procureur. Les manans et habitans de Chermes, de Festieulx, de Sainct-Goubain, de Chaillevet, de Sainct-Nicolas-au-Boys, de Fourdrain, de Monthenault, de Vauresaine, des Creutes, de Marchay et Liesse, de la Ferté-Superon, de Sainct-Thomas, de Neufville-en-Lannoys, de Chastillon-lez-Sons, de Lauregny, de Bris et Pargny, de Bussy-lez-Pierepont, de Lislet, de Soize, de Chaources, de Bucy-lez-Sarny, de Vigneux, de Chery-lez-Rosoy, de Mauloué, de Vincy, de Terny, de Parfondeval, d'Hostel, de Margival, de Berlize, de Dercy, de Mortier, d'Erlons, tous comparans par ledict de Bloys, leur procureur. Les manans et habitans de Sainct-Thibault, de Troyon, de Vendresse, d'Aille, de Villery, comparans par ledict Chauveau, leur procureur. Les manans et habitans de Chaillevoye, Commiers, et de Bruyères, comparans par ledict de Haste, leur procureur. Les manans et habitans de Molinchart, de Garny près Bucy, de Chevailles, de Celles, de Fillaines, de Sons-lez-Chastelain, de Houssel, de Silly, de Voulxpaix, de Froimont, de Bomont, de Aultremencourt, de Neufville-Houssel, de Marfontaines, de Rougeois, de Vaucharis, de Guignicourt, d'Amye-Fontaine, de Radouel, d'Aguillecourt, de Condé-sur-Aippe, de Proviseulx, de Juvigny, de Bouconville, de Vaussaillon, de Blérencourt, tous comparans par ledict de Bloys, leur procureur. Les manans et habitans de Grantlud, les maire, jurez et communers de Beaurieu, de Laniscourt, de Craonne, de Tanières, d'Aisel, d'Oligny, de Fay-le-Secq, de Dame-Marye, de Pierpont, de Montbavain, de Belud [*sic*, Vesslud?], de Neufville-soubz-Margival, de Longueval, de Fontaines, de Thaveaulx et Poncignicourt [*sic*, Pontsericourt?], de Coucy-lez-Aippe, de Bureville, d'Agnicourt, de Fressencourt, tous comparans par ledict Martigny. Les manans et habitans du villaige de Pinon, par ledict Lefèvre, lieutenant, et Maigret, procureur du roy à Coucy. Les manans et habitans de Thosny, comparans par Me Henry Frizon. Les manans

et habitans de Champfleury, de Taissy, de Pargny, de Courmeloys, de Villiers-Marmery, des Petittes-Loges, de Crugnys, Broullet, de Hiermonville, de Verzenai, de Chainy-lez-Emont [*sic*, Omont?], du villaige de Trespal, du Fresnoys, de Montfaulcon et Sept-Forges [*sic*, Septsarges?], de Drulancourt [*sic*, Drillancourt?] et Gericourt, de Cu[i]zy, de la Malmaison, de Merlet, de Saincte-Probves, de Vregny, comparans par ledict Baussonnet, leur procureur. Les manans et habitans de Rubigny et Vaudemont [*sic*, Wadimont?], de Ville-en-Tardenois, de Romigny en ladicte ville de Tardenoy, de Vongues près Atigny, d'Aure-lez-Menre, de Sainct-Pierre-sur-Vanze, de Maubrecy [*sic*, Maimbressy?], de Vaulx-lez-Rubigny, de Maubresson, de Semigny [*sic*, Sévigny?], du villaige de Menre, de Viv[i]ers (?), tous comparans par ledict Angier, leur procureur. Les manans et habitans de Sainct-Lambert, de Sery, de Longueval, de Meineville, de Prouvaix, de Bazencourt et Férières, de Loniot, de Loyvre, tous comparans par Me Henry Houdinier, leur procureur. Les manans et habitans d'Orainville, comparans par ledict Angier, leur procureur. Les manans et habitans de Cauroy, comparans par Baussonnet. Les manans et habitans de Donchery-sur-Meuze, Vrigne-Meuze et Le Dancourt ses secours, d'Omicourt, de Villiers-sur-Bar, de Sainct-Aignyen, de Cherchery [*sic*, Chehery?], de Connaige, de Don, de Villiers-sur-le-Marne [*sic*, Bar?], d'Oue, de Balèv[r]e, de Flèze [*sic*, Flize?], de Boutancourt, de Sapongnes, tous comparans par ledict Boileau, leur procureur. Les manans et habitans du villaige de Tours-en-Marne, comparans par Me Denys Roland, leur procureur. Les manans et habitans de Nouvion et Manicourt hors les bourgs, de Sainct-Mard, de Cernay-lez-Reims, de Nogent, de Courcy, de Tuisy, d'Isle, de Beffort [*ou* l'Ecaille]-lez-Cernicourt [*sic*, Bernicourt?], de Sainct-Pierre-Accourant, de Nogent, des Baufinaiges [*sic*, Bau Finaige?] et terroir de Ville-Fourdrin, de Neufvizy, de Sainct-Bris et Courcelles-lez-Reims, de Puiseulx, de Sapicourt, de Villers, de Sainct-Remy-le-Petit, Rincourt [*sic*, Regnicourt?], et Le Molin, paroisse dudict Rincourt, de Bernicourt, du Chastel d'Eparvulle, Yvory et Clopfontaine [*sic*, Éclipsefontaine?], et les Moreulx, de Thin-le-Moutier, tous comparans par ledict Roland, leur procureur. Les manans et habitans de

Beaumont-en-Argonne, d'Escordal, assis èz termes de la prévosté de Reims, du villaige de la Vendresse, de Chambrecy, d'Omont le-Chastel, de Sainct-Jehan-au-Boys, de Reguigny, de Boulzicourt, de la Neufville, de Bou[ve]llemont, de Braslon [*sic*, Baaslon?], de Charbon[g]ne, de Brieulles-les-Bourgeois, Mard, de Pignicourt, de Brengne, en la terre et seigneurie de Mergnicourt [*sic*, Evergnicourt?], de Bricquet, en la terre et seigneurie du prieur d'Ouche-le-Chasteau, de Mergnincourt [*sic*, Evergnicourt?], de Neufchastel, tous comparans par ledict Roland, leur procureur. Les manans et habitans d'Hanap, de Vendy, de Maserny, d'Avaulx-sur-Aixne, de Nisy-le-Comte, de La Selve, de Bertricourt, d'Athis, de Bazoches, de Bazancourt-sur-Bar, de Pontfaverger, de Brymont, de Brymontel, de Montigny, de Champigny, de Troispuis, de Haulvinet, de Vieulx-sur-Aixne, de Sainct-Thiéry, Thil, Pouillon, Villiers-Saincte Anne et Merfy, de Junchery-sur-Veesle, de Paouvre en Champaigne, de Bazancourt-sur-Bare [*sic*, sur-Suippe?], de Mailly, de Pomacle, de Savigny-sur-Ardre, de Hourges, de Villers-Franqueux, de Ormes, de Gueulx, de Saulce-Champenoise, d'Aumenancourt-le-Petit, de Bourgogne, de Nauson, d'Espoye, de Lavanne, de Caurel-Lavanne, de Beru, de Wamerivil, de Bouleuze, de Courcelles-lez-Romain, de Vrigny, de Trigny, de Alincourt, de Roches, d'Amenecourt-le-Grant, de Chenay, de la Neufville-lez-Reims, de Boul-sur-Suippe, de Marfault, de Cauroy-lez-Harmonville, de Marlemont, de Fresnes en ce qui est en la terre du chappitre de Reims, de Lor, de Laval, de Moransy, de Frailicourt, tous comparans par ledict Poyvre, leur procureur. Les manans et habitans de Prilicourt [*sic*, Poilecourt?], de Aire, de Bairon, de la ville du Chesne-Populeux, de Tanay, de La Horgne, des Grandes-Armaises, des Petites-Armaises, de Sauville, de la Villedemenge, de Belle en Selve [*sic*, Villenselve?], de Bezannes, de Sainct-Liénard, de Verzy, de Prunay, de Beaumont, de Erpy, de Corbeny, tous comparans par ledict Brilet, leur procureur. Les manans et habitans de Yges et Chaulmont, prévosté d'Onchery, de Floing, de Mouthiemont, de Villette, de Vrigny-en-Bris [*sic*, Vrigne-aux-Bois?], de Bousseval, de Chemery-sur-Bare, tous comparans par ledict Boileau, leur procureur. Les manans et habitans de Sainct-Hilaire-le-Petit, de Sainct-Martin-le-Heureux, de Doictoyan [*sic*, Dontryan?], de Chuffilly, de Mairye, de Ger-

migny, de Janvry, de Coulongnes et [*sic*, en?] la Montaigne, de Tilloy, de Sillery, de Romain, de Sarigent, de Roizy, de Saulx-Sainct-Remy, de Jarson, de Pouilly, de Ham-les-Moisnes, de Muretin, de Tahure, de Justine, Laonnois [*sic*, Launois?], de Sainct-Estienne-sur-Suippe en la jurisdiction du chapitre de Reims, et de Guillaume des Forges, esleu de Chaalons, seigneur en partie dudict villaige; les habitans de Seine, de Faissaut, des Alleux, de Terron, d'Escharson, de Lomegny [*sic*, Logny?], de Plain, de Turberon [*sic*, Tourteron], de Semuyd, de Jonquery, de Torcy et Glaire, de Variscourt, de Jonval, Poncelet, Moizet et Mosnier, du Molin-Rigault, de Sissonne, de Sainct-Martin et Villesavoye, de Loupignet [*sic*, Loupeigne?], tous comparans par ledict Tropmignot, leur procureur. Les habitans de la ville de Guise comparans par M[es] Nicole Bosquillon, et Jehan Canart, licencié ès-loix. Les habitans de Maubert-Fontaine, de Sergnyon, Aubigny, Vaulx-l'Esperon et Villaines, d'Estables, de Flaignes, de Preez, de Geilly [*sic*, Géhilly?], de Blombay, d'Aigny-sur-Marne, comparans par ledict Poyvre, leur procureur. Les habitans de Vrevyn, de Haris, de Horis, de Brunehamel, et [l]es Hostelz, de Rezigny et de Train, de Ternu [*sic*, Thiernu?], de Montigny-sur-Marle, de Rougny près Marle, de Athis, de Mons-en-Laonnoys, de Vaucelles et Beffecourt, d'Estouvelles, de Laval, de Dongnolles [*sic*, d'Ognolles?] près Roye, de Chevennes, Roye, Coupet, Censier, de Chaumont; les habitans de Thoulis, de Goudelencourt, de Charcigny [*sic*, Harcigny?], de Nussy-sur-Aixne, de Condé, de Bris et Fourdrain, de Chavignon, de Courtrisy, de Parfondrue, d'Angicourt [*sic*, Agnicourt?], de Daigny, et Lambrecy, tous comparans par ledict de Cambray, leur procureur. Les manans et habitans de Seraincourt, de Chappes-en-Portien, de Terier, et Cherpet, d'Auvilliers et Cumiers, de Guyancourt, de Sainct-Vaulx-Bourgs, de Sarzy-lez-Maupas, de Sainct-Quentin-le-Petit, de Dizy et Champillon, tous comparans par ledict Boisserel, leur procureur. Les manans et habitans d'Actigny, de Coulonnes-lez-le-dict-Actigny, de Berthineville, de Heuderegivaille, de Saincte-Masme, d'Alendhuy, de Guiry [*sic*, Givry?], de Sainct-Clément, d'Amberue [*sic*, Auberive?], de Rilly, de Villiers-Alleraine, de Maigneux, de Mombret, de Mons-sur-Carville [*sic*, Courville?], de Berius [*sic*, Beine?], de Victry,

Berthemy [*sic,* Berthenay *ou* Betheny?] et Touriset, [et?] autres habitans des villes et villaiges de la prévosté de Reims [1], comparans par

[1] Voici l'indice des lieux qui ressortissaient au siége présidial, bailliage et prévôté foraine de Reims, tel que le fournissent les éditions des Coutumes générales du Vermandois, et celles des Coutumes particulières de Reims. Comme les secondes contiennent quelques noms de plus que les premières, nous ferons suivre ces noms de l'indication (*part.*). Nous mettrons en italiques les noms qui seront cités par rappel, hors de leur véritable ordre alphabétique, ainsi que ces mots *en partie*, lorsqu'ils seront empruntés seulement aux listes des coutumes particulières, pour indiquer des morcellements de juridiction dont ne parlent point les listes des coutumes générales. Enfin nous ferons précéder d'une * les noms des lieux qui, ressortissant des tribunaux de Reims, se régissaient cependant par la coutume générale de Vermandois.

Aignan (Saint-).
* Aigny.
Aire.
Alendhui.
Alincourt.
Alleux (les).
Ambli-sur-Bar.
Ardenay (*part.*).
Arguincourt.
* Armoises (les Grandes-).
Armoises (les Petites-).
Arpi, voir Erpy.
Artague.
Artaise.
* Arzillière (*part.*)
Athis.
Attigny.
Auberive.
Aubigny.
Aumenancourt-le-Grand.
Aumenancourt-le-Petit.
Aure.
Auvillers, voir *Hautvillers*.
Avansson.
Avaux-la-Ville (*part.*).
Avaux-sur-Aisne, *en partie*.
Avaux-sur-Suippe, en partie (*part.*).
Avegne (*part.*)

Baaslon.
* Bailleux-les-Fismes.
Bairon.
* Balèvre-les-*Chemeri*.
* Balèvre-les-*Romigny*.
* Ballais.
Barbèze.
Bary (*part.*).
Bay.
Bazancourt.
Bazancourt-sur-Bar.
Bazancourt-sur-Suippe et Ferrières.
* Beaumont en Argogne.
Beaumont-sur-Vesle.
Beffort, voyez *Écaille* (l').
Beine, en partie (*part.*)
* Belzy (*part.*)
Bergnicourt.
Bermericourt.
Berthenay.
Berru.
Betheniville.
Betheny.
Bezace (la).
Bezannes.
Biermes.
Billy, paroisse de Vaudemange (*part.*).
* Billy-le-Grand (*part.*).
* Billy-le-Petit (*part.*)
* Blanchefosse (*part.*).
Blanzy.
Blombey.
* Bogny, dépendant de *Bonnefontaine* (*part.*).
Bois-Planté (le).
* Bonnefontaine.
Boul-aux-Bois.
Bouleuze.
Boul-sur-Suippe.
Boulzicourt.
Boureu.
Bourgogne.

Me Pierre Béguyn, leur procureur. Les manans et habitans de Beaulieu en Argonne, de La Voye, de Briseau, de Prez, de Sommesnes [*sic*, Som-

* Boutancourt.
Bouvellemont.
* Bouzy.
Bray.
Brice (Saint-)
* Brieules-sur-Meuse.
Brimont.
Brimontel.
Brouillet.
Burigny (*part.*), voir *Witry*.
* Buz.

Cannoy proche *Landèves* (*part.*).
Cassine (la) (*part.*).
Caurel-lez-*Hermonville*.
Cauroy-lez-*Lavanne*.
Cernai-lez-*Reims*.
Chaigny-en-la-Montagne.
Chaigny-lès-*Omont*.
* Chambrecy.
Chamery en partie.
Champfleury.
Champigny.
Champillon.
Chappes.
* Charbogne.
Charpet.
Chastelet (le), en partie.
Chaudion.
Chaumont vers *Chavenge* (*part.*).
Chaumussi.
Chavenges.
* Chehery.
* Chemery.
Chenay.
* Chesne-le-Populeux (le).
Chesnoy (le), près *Allendhui* (*part.*).
* Chierville.
Chii, voir *Sii*.
Chuffilly.
Clément (Saint-).
Clérizet (*part.*).
Cohan en partie (*part.*).
Cohemy.
* Condé-sur-Marne.

Connage.
Cormissi.
Cormonstreuil.
Cormoyeux près *Romery* (*part.*)
Coulommes-en-la-Montagne.
Coulommes-les-*Attigny*.
Courcelles-les-*Reims*.
Courcelles-les-*Ronnay*.
Courcy.
Courmelois.
Courtaumont, en partie.
Courville.
Covoville (*part.*).
Crugny.
Cuitron.
* Cuizy.
Cumières, en partie.

Daucourt.
Denis (la paroisse de Saint-).
Dizy.
Dommery.
Don.
* Donchery-sur-Meuse.
Dontrian.
Drèze.
Dricourt (*part.*).
* Drillencourt.

Ecaille (l') ou Beffort (*part.*).
* Eclipse-Fontaine.
* Emorieux (*part.*).
Erpy.
* Erpy-sous-*Omont* (*part.*).
Escaille (le Moulin à l').
Escharson.
Esclain.
Escle.
* Escordail.
* Escry.
Eslan-l'Abbaye.
* Espenonville (*part.*).
Espoye.
Estalle.
Estrebé.

maisne?], de Sénart, de l'Espine, de Marson, de Heilz-l'Évesque, de Thonnance, de Susannecourt, et de Sainct-Gibryen, tous comparans

Etienne-à-Arne (Saint-) (*part.*).
Etienne-sur-Suippe (Saint-), en partie.

Faisseau.
Fassinel (*part.*).
Ferrière, voir *Bazancourt-sur-Suippe*.
Flaigne.
Fleury.
Flize.
Folie (la).
* Forest.
Fraillicourt.
Frenoy.
Fresne, *en partie*.
* Fretis (le) (*part.*).

Gehilly.
Geofroyville.
* Gennes.
* Gericourt.
Germigny.
Gerson.
Glaire.
Gly (*Saint-*), voyez *Saingly*.
Grangette (la).
Gueux, en partie.
* Guicourt.
Guiry.
* Guyencourt.

Han-les-Moines.
Hannaples.
Hanongne.
Hardois (*part.*).
Hautvillers.
Hauvinet.
Hermonville, *en partie*.
Heudrégiville.
Hillier-le-Petit (Saint-).
Horgne (la).
Houdillecourt.
Hourges.

Isaucourt (*part.*).
Isle.
Ivoi-le-Petit (*part.*).
* Ivoiry.

Janvry.
* Jean-aux-Bois (Saint-).
Jonchery-sur-Vesle.
Joncq.
* Joncquery.
Jonval.
Julien (*Saint-*), voir *Maizières*.
Juniville.
Justine.

* Lambert (Saint-).
* Lamez.
Landeve (*part.*).
* Laubrelle (*part.*).
* Launois.
Laval-le-Roy.
Laval-Morancy.
Lavanne.
Leschelle.
Lesperon.
Leu-aux-Bois (Saint-).
Liénart (Saint-).
Loges (les Petites-).
Logny, proche *Chaumont* (*part.*)
* Logny-Bogny (*part.*).
Longwé.
* Lor.
* Louvergny.
Loyvre.

Mailly.
* Maimbrecy.
Maimbresson.
Maire.
Maisneux-lez-*Reims* (les).
Maisoncelles.
Maizières (le faubourg Saint-Julien de).
Malmy.
Manimont.
Manre.
Maranwé.

par ledict Jacobé. Les manans et habitans du Plessier-de-Roye, de Ponthoise, de Coharcy [*sic*, Couarcy?], de Bribeuf [*sic*, Babeuf?], de

Marby.
Marfaut.
Marlemont.
Marquegny-aux-Bois.
Martin-l'Heureux (Saint-).
Martin-sur-Bar (Saint-).
Marvaut.
Masme (Saint-).
Maubert-Fontaine.
Maucourt.
* Maudigny (*part.*).
Maugarni.
Mazerny.
Merfy.
Mery-les-Chufilly.
Mesnil (le).
Molin (*le*), voir *Regnicourt*.
* Mont-de-Jeux.
* Mont-de-Pierre (*part.*).
* Mont-Dieu (le).
* Montfaucon.
Montigny-sur-Vesle.
Mont-sur-*Courville*.
Moronvillers.
Morteaue (la).
Mourmelon (le Grand-).
Mourmelon (le Petit-), *en partie*.
Murtin.

Naples.
Nauroy (*part.*).
Neufvizy.
Neuville-en-Morancienne (la).
Neuville-lès-*Cormicy* (la).
Neuville-lès-*Maire* (la).
Nogent.
Nogent-l'Abbesse.
Nouville.
Nouvion-sur-Meuze.

Obeuf (Saint-).
Omicourt.
* Omont-le-Chastel.
Oncq, voir *Joncq*.
Ormes.

Pargny.
Pauvre, en Champagne.
Penonville.
Perthes, en partie (*part.*).
Pevy.
Pierre (Saint-), *en partie*.
Pierre-à-Arne (Saint-), en partie.
Plain.
* Ployaux, prévôté *d'Omont* (*part.*).
Poilecourt.
Pont-Faverger, *en partie*.
Pouillon.
Pouilly.
Poumacle.
Pré.
Prosne, en partie.
Provisy.
Prumecy, en partie (*part.*).
Prunay.
Puiseux.
Puisine.

Quentin-le-Petit (Saint-).

* Raillicourt (*part.*).
Raineville.
Regnicourt et le Molin.
Reims.
Remaucourt.
Remy-le-Petit (Saint-).
Revillon.
Rigaut (*le Moulin*), voir *Vrignemeuse*.
Rilly.
Rilly-aux-Oies.
Rocau (*part.*).
Roches.
* Rognac, fief dans *Vonc* (*part.*).
Rognan, paroisse de *Chehery* (*part.*).
Roizy.
Romery (*part.*).
* Romigny.
Ronnay, en partie.
Roquigny.
* Rubigny.
Ruisselois.
Rumme (*part.*).

Lannoy et Chigny, de Fretoy, de Libremont, de Griecourt et Ribecourt, de Moyencourt, de Campaigne, d'Escuvilly, de Catigny, de Gre-

Sacy.
* Saingly.
Sapicourt.
Sapigneul (*part.*).
Sapignicourt.
Sapongne.
* Sarcy.
* Sartes (les), paroisse de *Venderesse* (*part.*).
Sarzy-les-Maupas, en partie.
Saulce champenoise.
* Sauville.
Saux Saint-Remy.
Savigny-sur-Ardre.
* Sée (*part.*).
Seeles (les moulins de).
* Semeuze.
* Semuid.
Senuc.
* Sept-Sarges.
Sept-Saulx.
Seraincourt.
Serlau (*part.*).
Sermiers.
Sernion.
* Sevigny (*part.*)
Signy-l'Abbaye (*part.*).
* Sii.
Sillery, en partie.
Somme-à-Arne, village ruiné près *Saint-Etienne-à-Arne* (*part.*).
Spilly.
* Suzanne.

Tahure.
Taissy.
Tannay.
* Terrière.
* Terron-sur-Aisne.
Thierry (Saint-).
* Thierry-Prés, dépendant de *Bonnefontaine* (*part.*).
Thil.
Thillois.
Thin-le-Moutier.
Thuisy.
Torsy.
* Tours-sur-Marne.
* Tourteron.
* Trahon, dépendant de *Bonnefontaine* (*part.*).
Tramery.
Trespail.
Trigny.
Troispuis.

Vallée (la), ban de *Savigny-sur-Ardre* (*part.*).
Vallée (la) *ruinée* (*note manuscrite*).
Vaubourg (Sainte-).
Vaudestré.
Vaulx.
* Vaumonstreuil.
* Vaux-les-*Rubigny*.
* Vaux-sur-Aisne.
Veez.
* Venderesse.
* Vendy.
* Verrières.
Verzenay.
Verzy.
Vilaine.
Ville-aux-Bois (la).
Villedommange.
Ville-en-Selve.
* Ville-en-Tardenois.
Vieil Saint-Remy.
Vieux-les-*Cheheri*.
Vieux-les-*Escri*.
Vieux-lez-*Manre*.
Vieux-sur-Aisne.
Villiers-Allerand.
Villiers-aux-Nœuds.
Villiers devant Raucourt.
Villiers, paroisse de *Sainte-Euphraise* (*part.*).
Villiers-Franqueux.
Villiers-le-Tigneux.
Villiers-le-Tourneur.
Villiers-Marmery.

da[in]ville, de Commoy, de Béhéricourt, de Grantrus, d'Apilly, Béthancourt et Crespigny, de U[g]ny-le-Gay et Pressier-Godin, tous comparans par ledict Doulcet. Les manans et habitans de Wery-Navoveille [*sic,* Wiry-Noureuille?], par ledict de Flavy. Les manans et habitans de Martel, de Lassigny, de Ville, de Doyne [*sic,* Dyves?], et Dyvettes, et Plessier-Casseleux, de Cuy, de Veaucamus, de Sermaize, de Moancourt [*sic,* Manancourt?], de Porquericourt et Vauchelle, d'Olezy, de Cayne, du Pont l'Évesque, de Maucourt, de Maigny, Cavence [*sic,* Lavenne?], Beynette [*sic,* La Bennette?], Bétancourt, Sermantiers [*sic,* Armentières?], Rouveray et Maucourt [près Lihons?], Laigny, Bucy, Passelles, Chiry, Carlepont, Ercheu, Thiecourt, Cretancourt, Sezois [*sic,* Suzoy?] et La[r]broye, tous comparans par ledict Doulcet. Les manans et habitans de Troly, de Vasselles [*sic,* Bassoles?], de Landricourt, de Frinsnes, Blerencourdel, Folembray, Verneuil, d'Alemant, Prémonstré, Quincy, Sainct-Seny [*sic,* Sinceny?], Pierremande, d'Auvigny [*sic,* d'Amigny?], de Cu[t]s, de Crécy, de Nogent-Thuilly, de Serny, par ledict Moilin; de Blerencourt, tous comparans par ledict Floreau. Les manans et habitans d'Actigny, de Coulonnes-lez-Actigny, de Berthenville, de Heudréguiville, de Sainct-Masme, de d'Alendhuy, de Givry, de Sainct-Clément, de Auberive, de Rilly, de Villiers-Allerant, des Maigneux, de Mombret, et de Mons-sur-Courvelles, de Beine, de Victry, de Bethenys, Thourizet, de Jumille [*sic,* Juniville?], de Chamery, de Sept-Saulx, de Veez, du Petit-Mourmelon, de Courmonstreuil, de Chamusy, de Cormissy, de Sainct-Leu-aux-Boys, de Artaize, de Dommery, de Suzanne, de Singly, de Buz, de Mondejeux, de Vaulxmonstreuil, de Chamuses [*sic,* Chevizeu?], de Chamuzes [*sic,* Cheveuge?], de Bailleux, de Blanzy, de Malmy, de Semeuses, de Sainct-Martin et Hanongne, de Marvaulx, de

Villiers Sainte-Anne.
Villiers-sur-Bar.
Villiers-sur-le-Mont.
* Vivier (le).
* Vonc.
Vrigne-aux-Bois.
Vrignemeuse et le Moulin Rigaut.
Vrigny.
Wadimont.
Walleppe (*part.*).
Warigny, village ruiné près Cauroy-lez-Machault (*part.*).
Warmeriville, *en partie.*
Wignicourt.
Witry et Burigny.

Verrières, d'Ambly, du banc du Vivier, de T[r]amery, de Viarmes [*sic,* Biermes?], de Lamec, de Sainct-Gilles, de Maraulbez [*sic,* Maranvez?], de Signy, de Drèze, de Chaudyon et Bray, de Guyencourt et de Sarcy-en-Tardenois, tous comparans par ledict Béguyn. Jehan Duboys le jeune et Gérard Lambin, coustres et marguilliers de l'église Thilloy; Jacques Godefrin et Jehan Muyron, coustres et marguilliers de Bethigny; Richard Oudard, Jehan Moreau et Jehan Maguyn, coustres et marguilliers de Vaulxmonstreuil; Jehan Languille et Lyonnet Provignon, coustres et marguilliers de Beru; Gabriel Wiet le jeune, et Martin Aubert, coustres et marguilliers de Lor; Éloy Hurteaulx et Raoullin du Dain, coustres et marguilliers de Mombret; Jehan Ludin, et Pierre Adenet, coustres et marguilliers d'Auberive; Nicolas Blondel, l'un des marguilliers et coustres de Emicourt; Jehan Le Doulx, l'un des coustres et marguilliers de Malmy; Estienne Magastre, et Jacques Contesse, marguilliers de Sainct-Gilles; Pierre Julion le jeune et Anthoine Rivière, marguilliers de Cha[u]misy; Poussy Coquetel, et Jacques Duboys, coustres d'Athigny; Jehan Moret et Jesson Courlet, coustres de Verzy; Jehan Chauffin et Gérard Baudier, coustres de Heudrégiville; Quentin Lormy et Nicolas Homo, coustres de Veez; Pierre de Warmont et Raoullin Roussy, coustres de Sainct-Masme; Jehan Liévin et Jehan Le Gros, coustres de Armonstreuil [*sic,* Cormonstreuil?]; Jehan Charny et François Careur, coustres de Lavanne; Jehan Colleson et Jehan Le Franc, coustres d'Artaize; Jehan Boucher le jeune et Symon La Joye, coustres de Damery; Jehan Guillemart, coustre de Coulonnes-lez-Actigny, Jehan Delect et Nicolas Flavart, coustres et marguilliers de l'église parochialle de Dresse, comparans par ledict Béguyn. Les manans et habitans de Beaulieu; les coustres et marguilliers des églises parochialles des villaiges de Boul-sur-Suppe, de Avensson, de Mieulx [*sic,* Vieulx], de Mondejeux, de Sainct-Lambert, de Cauroy, de Breuil-sur-Bar et Verrières, de Vaulx, de Boincourt, d'Escy [*sic,* Acy-Romance?], de Hocqués, de Sainct-Brice, de Villiers-Franqueux, de Agny-sur-Marne, de la Neufville-en-Maire, de Champigny, de Vaulx-sur-Aixnes, de Chaigny-lez-Omont, de Montfaulcon, Saulce-Champenoise, Trois-Puis et Mombret, Sainct-Pierre-le-Viel de Reims, Marlemont, Sainct-Martin-l'Heureux, Pont-Faver-

ger, Coulonnes-lès-Reims, Herpy et Saincte-Vaubourc, Ville-en-Tardenois, Dizy, Champilon, Bosmont, Sainct-Jehan-au-Boys, d'Aubigny, de Flaignes, Sergnyen, de Blambuisieux, de Mailly, du Boys-sur-Aixne, d'Athis, de La Neuville-lez-Reims, de Givry, de Sermiers-en-la-Montaigne de Reims, de Bourgongne, d'Au[me]nencourt-le-Petit, de Marfault, de Vendresse, d'Au[me]nencourt-le-Grant, de Hourges, de Tarteron [*sic*, Tourteron ?], de Chamery, de Maigneux, d'Iems, tous comparans par ledict Lepoivre. Les manans et habitans de Sissonne, par ledict Troptmignot. Les manans et habitans de Pargny, d'Olincourt, de Septvaulx, de Crugny, de Saincte-Horien [*sic*, Symphorien ?] de Reims, des Aleud, de Sarcy-en-Tardenois, de Marvault, de Merfy, de Boulzicourt, de Champfleury, de Margival, tous comparans par ledict Baussonnet. Les manans et habitans de Rubigny, d'Espoy, de Pomacle, de Chaigny, de Nogent-l'Abbesse, de Rilly, de Harmonville, de Sacy, de Sainct-Hillaire de Reims, tous comparans par ledict Angier. Les manans et habitans de Apie, de Menre, de Vonc, de Semuyd, d'Alendhuy, de Sapongne, de Maubrecy, du Vieulx-Escry, de Blanzy, de Chapes, de Sernicourt, de Frailicourt, de Mauberfontaine, de Raineville, tous comparans par ledict Angier. Les manans et habitans d'Escry, de Loyvre, de Caurel-lez-Lavanne et de Witery, tous comparans par ledict Audinet.

En procédant auxquelles comparutions, et à l'appel des dessusdictz comparans, ont esté par aucuns d'eulx cy-après nommez, faict les remonstrances, protestations et déclarations qui s'ensuivent : par Me François Hocart, procureur du Roy au siége de Saincte-Manehoult, au bailliage de Victry, a esté dict que puis trois ou quatre jours ençà il a esté adverty que l'on avoit appellé à la présente assemblée les villaiges de Barbèze, Hanongne et Brieules-soubz-Meuze, et a remonstré que lesdictz villaiges de Barbèze et Hanongne, de tout temps et ancienneté, ont esté et sont encores de présent du bailliage de Victry, soubz le ressort de la prévosté de Saincte-Manehoult; pour ces causes ledict Hocart, audict nom, a protesté que, si les habitans desdictz villaiges sont comparuz, que telle comparution ne puisse préjudicier audict bailliage de Victry et ressort de Saincte-Manehoult; et quant

audict de Brieules-sur-Meuze, a aussi remonstré que le Roy et le duc de Lorraine en sont seigneurs chacun pour moictié et par indivis, et que le domaine dudict Brieules, de tout temps et ancienneté, est de la recepte dudict Saincte-Manehoult, et ont esté faictz les baulx dudict domaine de temps immémorial, de deux ans à deux ans, par les officiers dudict Saincte-Manehould, et si ont esté faictes les ventes des boys et forestz dudict Brieules, par chacun an, par le lieutenant particulier des eaues et forestz estably audict Saincte-Manehoult, lequel a tousjours eu la congnoissance des dégastz commis en ladicte forest et non autres; pour ces causes a aussi protesté que la présentation faicte par les habitans dudict Brieules en la présente assemblée, soit sans porter préjudice à la congnoissance qui appartient aux officiers de Saincte-Manehoult, tant sur le faict du dommaine, que sur le faict desdictes eaues et forestz de Brieules, requérans lesdictes remonstrances et protestations estre insérées en nostre procès-verbal, et luy en bailler acte pour luy servir à l'advenir ce que de raison.

Pareillement a esté remonstré par Me Guillaume Colin, bailly de la baronnye du Tour, pour les seigneurs dudict lieu, absens, et non appellez, que ledict villaige de Hanongne estoit assis au bailliage de Victry, en fief mouvant de ladicte baronnye du Tour, que les appellations des officiers de Hanongne ressortissoient par appel par devant le bailly du Tour, et dudict bailly du Tour par devant le bailly de Victry, ou son lieutenant à Saincte-Manehoult; requéroit à ceste cause, que lesdictz habitans de Hanongne ne fussent comprins èsdictes coustumes de Vermandoys, comme subjectz aux coustumes dudict bailliage de Victry.

Ledict Dorigny, procureur du Roy audict siége de Reims, a dict que lesdictz villaiges de Barbèzes, Hanongne et Brieules-sur-Meuze, sont assis au-dedans de la prévosté de Reims, ont les habitans d'iceulx acoustumé de tout temps et ancienneté sortir jurisdiction, tant en première instance que par appel, pardevant le bailly de Vermandoys, ou son lieutenant audict siége de Reims, et qu'ilz se trouveront infiniz actes et registes concernans les procès des habitans desdictz lieux au greffe dudict siége; et quant à la remonstrance faicte par icelluy Colin, que ledict Colin n'avoit preuve ny procuration pour ce faire.

Par Me Anthoine Cornet, esleu pour le Roy en la ville de Roye, soy disant procureur de Me Gabriel Cornet, lieutenant civil et criminel du gouverneur de Roye, et de Me Robert de Biéclaine, et Florent Aulne, advocat et procureur du Roy audict Roye, a esté dict et remonstré que le gouvernement de Péronne, Montdidier et Roye, estoit distinct et séparé dudit bailliage de Vermandoys, n'estoit aucunement subject au ressort d'icelluy, et que par cy-devant, et de tout temps, ledict gouvernement de Péronne, Montdidier, et Roye, a esté régy et gouverné par coustumes différentes à celles dudict bailliage de Vermandoys; que pour exercer la justice audict gouvernement, y a ung gouverneur, lieutenants généraulx et particuliers, ausquels sont adressées commissions pour le Roy pour ce qui concerne le gouvernement dudict pays, tant pour le ban, arrière-ban, emprunctz sur les villes closes, soulte de cinquante mille hommes de pieds, que autres subcides et aydes, dont l'argent se porte en la générallité et recepte de Picardie, en la ville d'Amyens, tant par les receveurs du domaine que des aydes et tailles; davantaige que le roy Loys douziesme, dès l'an cinq cens et six, avoit faict expédier lectres patentes adressantes audict gouverneur de Péronne, Montdidier et Roye, pour accorder et reigler les coustumes dudict gouvernement, suivant lesquelles en a esté faict et rédigé ung cayer, en la présence des gens des troys Estatz d'icelluy gouvernement, à ce deuement appellez, lequel toutesfois n'a encores esté porté en la court de parlement, à Paris, ne par icelle émologué; et que ledict sieur de Humières, gouverneur dudict pays, estoit à la poursuicte pour obtenir lectres patentes du Roy à nous adressantes, affin de nous transporter sur les lieux dudict gouvernement pour rédiger les coustumes, pour soulager des fraictz les gens des trois Estatz du pays, qui est à distance de trente à quarante lieues de ceste ville de Reyms; nous requéroit, par ce moyen, vouloir tenir excusez lesdictz lieutenant, advocat, et procureur du Roy, s'ilz ne comparoissoyent à l'assignation qui leur avoit esté donnée, et s'est offert, audict nom, de obéyr aux commissions du Roy, et de faire le debvoir de leurs offices pour le faict de la rédaction desdictes coustumes quant il nous plaira nous transporter ès-dictes villes de Péronne, Montdidier et Roye, ou l'une d'icelles. Le procureur du Roy a dict que ledict Cornet n'avoit

procuration souffisante pour faire ladicte déclaration, requérant par ce moyen défault allencontre desdictz officiers de Roye, lequel défault a esté par nous octroyé, à faulte de fournir de procuration vallable, portant tel prouffict que de raison.

Me Estienne Millet, bailly de Rozoy, assisté de Me Denys Rolland, a remonstré pour le duc de Nivernoys, qu'il estoit seigneur de Novyon-sur-Meuse, et des faulxbourgs de Sainct-Julien de la ville de Maizières, qu'il avoit justice et mayeur audict Novyon qui ressortissoient en la ville de Maizières, et que les habitans desdictz faulxbourgs de Maizières estoient justiciables et responsables en tous cas pardevant les prévost et eschevins dudict Maizières, et par appel pardevant le bailly de Rétheloys, ou son lieutenant audict Maizières, l'appel duquel ressortissoit pardevant le bailly de Victry, ou son lieutenant à Saincte-Manehoult, et qu'il estoit soubz la coustume générale dudict bailliage de Victry; que toutesfois ledict duc, à cause desdictes seigneuries, avoit esté appellé à la rédaction des coustumes de Vermandoys; a requis acte de ladicte déclaration, protestant que ce qui se fera ne luy puisse préjudicier; et pareille déclaration a esté faicte par ledict Rolland, pour lesdictz habitans du bourg lès-Maizières, et qu'ilz ne furent jamais subjectz à autres coustumes que celles de Victry, ainsi que sont les habitans de la ville de Maizières, estans soubz une mesme seigneurie, protestant que ce qui s'en feroit en ladicte assemblée ne leur puisse préjudicier. Le procureur du Roy a dict que ledict Millet n'estoit fondé de procuration pour faire ladicte déclaration, a maintenu que Novyon-sur-Meuse, et les faulxbourgs de Sainct-Julien-sur-Meuze, estoient du ressort et siége présidial de Laon, et que les habitans dudict lieu ont par cy-devant sorty jurisdiction en toutes instances civilles et criminelles.

Ledict Rolland, pour domp Nicolle d'Anguillart, prieur du prieuré de Sainct-Julien-lez-Maizières, deppendant de l'abbaye de Mouzon, a dict et déclairé que ledict prieuré de Sainct-Julien estoit assis audict bailliage de Victry, prévosté de Saincte-Manehoult, et non au bailliage de Vermandoys, et qu'il est soubz la coustume de Victry, protestant que ce qui sera faict ne luy puisse préjudicier; et en a requis acte. Le procureur du Roy a maintenu au contraire, que ledict

prieuré estoit en la prévosté de Reims, et que de tout temps ledict prieur a acoustumé de respondre pardevant ledict bailly de Reims.

Par ledict Roland, pour les manans et habitans de Beaumont-en-Argonne, a esté dict que en ladicte ville de Beaumont y a loy et coustumes fondées en chartres anciennes, dont ilz ont acoustumé de user de tout temps, selon lesquelles ilz se veullent régler, et non par autres, protestant que ce qui se fera en ladicte assemblée ne leur puisse préjudicier, et en a requis acte.

Et encores par ledict Roland, pour les manans et habitans dudict Novyon, et pour les marguilliers de l'église parochialle de Nostre-Dame dudict Novyon, et aussi pour les habitans de Manicourt, a esté dict que lesdictz habitans de Novyon et Manicourt avoient justice séparée des bourgeois de Sainct- (*sic*) qui sont du bailliage de Vermandoys, les appellations de laquelle justice ressortissoient pardevant le bailly de Victry, ou son lieutenant à Saincte-Manehoult; n'estoient lesdictz habitants du bailliage de Vermandoys, ne soubz la coustume d'icelluy, mais ont tousjours esté de la coustume du bailliage de Victry, à laquelle ilz se veullent reigler, protestant que ce qui se fera au contraire ne leur puisse préjudicier, dont il a requis acte. Le procureur du Roy a soustenu au contraire que lesdictz villaiges sont assis en la prévosté de Reims et que de tout temps ilz ont respondu pardevant le bailly de Vermandoys, ou son lieutenant à Reims.

Pour maistre Anthoine Dupré, prévost de l'abbaye de Sainct-Jehan-des-Vignes-lez-Soissons, et Nicole le Poyvre, procureur à Reims, a esté dict et remonstré que ladicte abbaye est assise ès fins et limittes de la prévosté de Pierrefons, bailliage de Valloys, auquel lieu les abbé et couvent dudict Sainct-Jehan-des-Vignes ont tousjours respondu sans controverse, et ne sont assis au bailliage de Vermandoys.

Maistre Jehan Garnier, prévost et garde pour le Roy de la prévosté de Compertrix, a remonstré pour les troys Estatz de ladicte prévosté, appellez à la rédaction des coustumes du bailliage de Vermandoys, que combien que dès l'an mil cinq cens quarante-troys ladicte prévosté de Compertrix ayt esté éclipsée du bailliage et prévosté foraine de Sens, et dès lors unie et anexée au siége particulier du bailliage de Vermandoys, à Chaalons, ce néantmoings les demou-

rans en ladicte prévosté de Compertrix se sont tousjours gouvernez, et gouvernent, selon les coustumes du bailliage de Sens, leur ancien ressort, où ilz ont esté appellez à la rédaction des coustumes qui furent arrestées au mois de novembre cinq cens cinquante-cinq; y ont la pluspart comparuz, et accordé lesdictes coustumes, et contribué pour leur part aux fraiz; requéroit qu'il fust par nous dict qu'ilz n'estoient tenuz de comparoir à la rédaction des coustumes de Vermandoys, ne abstrainctz à garder et observer ce qui seroit par nous rédigé desdictes coustumes, ne pareillement de contribuer et fournir aux fraiz nécessaires. Le procureur du Roy au siége de Chaalons a dict estre d'accord que ladicte prévosté de Compertrix a esté d'ancienneté du bailliage et ressort de Sens, et se reigler et gouverner à la coustume dudict Sens; toutefois que par l'édict du Roy, faict en l'an cinq cens quarante-troys, sur l'érection du siége particulier de Vermandoys audict Chaalons, publié et enregistré en la court de parlement, a esté distraicte dudict bailliage de Sens, unie et incorporée au siége et bailliage de Chaalons; et dès lors toutes les appellations interjectées dudict prévost ont ressorty pardevant ledict bailly de Vermandoys, ou son lieutenant à Chaalons; se sont rapportez à nous d'ordonner sur la remonstrance faicte par ledict prévost de Compertrix, pourveu que en riens ne soit préjudicié au ressort dessusdict, et unyon d'icelle prévosté audict siége de Chaalons.

Par ledict de Longueville, procureur du roy audict Chaalons, a esté remonstré que l'an mil cinq cens quarante-troys, pour l'establissement audict siége, fusrent deslaissez de l'ancienne prévosté foraine, les villaiges de Cherville, Athis, Thou-sur-Marne, Trépal, Vaudemange, Billy et Aigny, et depuis ledict temps les habitans desdictz villaiges ont ressorty et respondu, tant en matière civille que criminelle, au siége de Chaalons, et se sont toujours reiglez à la coustume dudict Chaalons. Et par ledict Mouet, procureur du Roy audict Reims, a esté soustenu au contraire, disant que en l'an mil cinq cens trente-troys, ledict siége royal de Reims fust érigé, et à icelluy attribué lesdictz villaiges, lesquelz sont de tout temps du diocèse et élection dudict Reims; et auparavant ledict temps estoient de la prévosté foraine de Laon, bailliage de Vermandoys, et depuis ledict temps les habitans d'iceulx

villaiges ont sorty jurisdiction, tant en matière civille que criminelle, pardevant le lieutenant du bailly de Vermandoys audict siége de Reims; ont aussi les curez et vicaires desdictes paroisses représenté par chacun an les registres des baptêmes au siége présidial dudict Reims; néantmoins les officiers dudict Chaalons se sont efforcez, par entreprinses clandestines, tirer à leur ressort lesdictes villes et villaiges; requérant que ledict de Longueville fust débouté de la requeste par luy faicte, tendante à ce que lesdictz villaiges ne soient comprins soubz la coustume dudict Chaalons, et que au contraire iceulx villaiges soient comprins soubz la coustume de ladicte ville de Reims; sur lequel différend avons renvoyé et renvoyons lesdictes partyes, à ladicte court, au lendemain des Roys prochainement venant, pour, icelles oyes, avec le procureur général du Roy, leur estre faict droict ainsi que de raïson.

Me Pierre Moilin, procureur de damoiselle Françoise Fretel, vefve de feu Françoys de Bossebec, écuier, seigneur d'Autresche et Ponlandon, tant en son nom que comme ayant la garde noble des enfans dudict deffunct et d'elle, a remonstré que ladicte damoiselle avoit esté adjournée à comparoir par-devant le lieutenant de Noyon, pour veoir accorder le cayer des coustumes de Noyon, qui nous devoit estre présenté, où elle auroit envoyé procuration pour remonstrer que les terres et seigneuries de Chevilecourt, Martroys et d'Autresche, appartenens à ladicte damoiselle, en ladicte qualité, n'estoient du bailliage de Vermandoys, ains de Valloys, où il y avoit coustumes rédigées et émologuées, selon lesquelles se gouvernoyent lesdicts seigneurs; et parce que les officiers dudict Noyon n'avoient voulu recevoir sa remonstrance, ains auroient donné deffault contre elle, estoit comparu pardevant nous, par vertu de la procuration spécialle de ladicte damoiselle, pour nous faire ladicte remonstrance, à ce qu'elle ne soit comprinse ès dictes coustumes de Vermandoys, requérant acte de sadicte protestation.

Par ledict Me Nicole Lefèvre, lieutenant général au bailliage et gouvernement de Coucy, a esté remonstré que ledict bailliage de Coucy est du tout distinct et séparé dudict bailliage de Vermandoys, que en icelluy y a bailly et gouverneur, et que la comparition qu'il faict avec le procureur du Roy audict lieu de Coucy, est sans préjudice de leurs droictz et prérogatives, sans entendre assubjectir et subalterner le

siége de Coucy au bailliage de Vermandoys, ains seullement pour obéir au Roy et à la commission par luy à nous adressée, et d'accorder et rédiger aucuns articles des coustumes localles et particulières dudict Coucy, en ce qui est de l'ancien ressort du bailliage dudict lieu.

Par ledict Lefèvre, lieutenant, et Meigret, procureur du Roy audict Coucy, a esté remonstré que ledict bailliage de Pynon estoit du ressort de Coucy, et partant qu'il ne debvoit estre comprins soubz le bailliage de Vermandoys et prévosté foraine de Laon; soustenu au contraire par le procureur du Roy audict Laon, maintenant icelluy bailliage estre du bailliage de Vermandoys, et non dudict Coucy.

Nous, sur lesdictes remonstrances, déclarations et protestations faictes, tant par lesdictz officiers du Roy, que autres partyes sur lesquelles n'avons cy-dessus dict et prononcé particulièrement, avons ordonné qu'elles en auront acte pour leur servir et se pourvoir sur icelles, ainsi qu'ilz verront estre à faire par raison.

Ce faict, ledict procureur du Roy a dict que à sa requeste, et par vertu que dessus, et aux fins de ladicte rédaction, il avoit fait donner assignation à révérend père en Dieu messire Mathieu de Longuejoue, évesque de Soissons; aux religieux, abbé et couvent de Sainct-Nicolas de Ribemont; aux religieulx, abbé et couvent de Hombliéres; aux religieulx, abbé et couvent de Mouzon, seigneurs de Ont, et Thuy; aux religieulx, abbé et couvent de Nostre-Dame de Ham; aux religieulx, abbé et couvent du Mont-Sainct-Martin; aux religieulx, abbé et couvent de Sainct-Pierre; aux religieulx, abbé et couvent du Reclus; aux doyen, chanoines et chappitre de Sainct-Pierre-au-Parvy de Soissons; aux doyen, chanoines et chappitre de Nostre-Dame-des-Vignes dudict Soissons; aux religieulx, abbé et couvent de Sainct-Crespin-le-Grant, Sainct-Crespin-en-Chaye dudict Soissons; aux religieuses, abbesse et couvent d'Audecy; Domp Jehan Chauveau, prieur de Neufville; au commandeur du Mont de Soissons; aux doyen, chanoines et chappitre de l'église de Paris, à cause de leur seigneurye de Wiry-Maurende [*sic*, Wiry-Noureuil?] et Sernicourt; aux religieux, abbé et couvent de Longbé [*sic*, Longvé?]; aux religieux, abbé et couvent de Sainct-Denis en France, seigneurs de Vieulx-les-Escry; aux religieux, abbé et couvent de Sainct-Cornille de Compiègne; à l'aumosnier de l'abbaye de

Sainct-Pierre-au-Mont, seigneur de Thougny en partye; aux religieuses, prieuse et couvent de Veignetz; aux curez d'Espourdon, de Chailleurs [*sic*, Chaillevey?], de Roquécourt, de Danisy, de Wisignicourt, de Valauregny, de Bourguignon, de Vaucelles, de Sissonne, de Lapyon, de Boncourt, de Saincte-Preuve, d'Antigny, de Troyen, de Crespy, de Chivres, de Veesle, de Curieux, de Angnicourt, de Plouvon [*sic*, Plomion?], de Maigny, de Grantrieu, de Romerye, Brenot, Haris, Gronard, Laigny, Haultion, Bosmont, Fremont, Chalevery, Barentoncel, Barenton-Vigny [*sic*, Barenton-Bugny?], Crécy-sous-Berlencourt, Lugnys, Ternu, Lauregny [*sic*, Mauregny?], d'Athis, Courtrizy, Chaugnon, Sainct-Martin et Sainct-Quentin de Soissons, de Serches, de Muret, de Matz, de Violaines, de Jouannes, de Thanières, de l'Huys, de Bruy, de Quincy, de Bazoches, de Villesavoye, de Loupignés, de Foufry, de Bray-soubz-Clamecy, de Nantheuil-La-Fosse, d'Aizy, de Lafaulx, de Pargny; aux deux curez de Sainct-Alpin de Chaalons; aux curez de Sainct-Nicaise et Sainct-Jehan de Chaalons; aux curez de Brizeau, de Favraumont [*sic*, Yvraumont?], de Maugarny, d'Esclères, de Villesacousine [*sic*, Vile-sur-Cousance?], de Rampon, de Ypecourt, de Fleury, de Charmontois-l'Abbé, de l'Espine, de Sainct-Martin à Courtisot, de Poix, de Sainct-Germain-la-Ville, de Francheville et Dampierre-sur-Moyvre, de Coupesville-les-Ormes, de Sainct-Amand et Coulevancier [*sic*, Coulevagnier?], de Moncelz, d'Amblincourt [*sic*, Ablancourt?] et Aulnay-l'Estrée, de Villotte, de Sapignicourt, Corbeile, Songy, Cernon-sur-Cosle, Thosin, l'Estrée, Compertrix, Sainct-Jubrian, Matougues, Jallon, Cherville, Champigneles, Therie [*sic*, Thibie?], de Sevoy-sur-Cosle, de Nuisement, de Brevay [*sic*, Breuvery?], de Sainct-Quentin-sur-Cosle, de Chenières, de Faulx, de Coupez-sur-Cosle, du Petit Trouan, de Bussy-Lestrée, de Villevenart [*sic*, Villeseneux?], de Formentières, de Bay, de Bainet, de Toillus, de Josse [*sic*, Joche?], de Courgenay, de Sainct-Martin-sur-le-Pré et Veignelz, de Champaubert, de Aigny-sur-Marne, de Thou[r]-sur-Marne, de Billy, de Trépal, de Vaudemange; au duc de Lorraine, seigneur par indivis avec le Roy de Brieules-sur-Meuze, et de Boureu[illes]; à messire Jehan Bertrand, garde des sceaulx de France, seigneur de Dyve et Escuy; à messire Philippes d'Aguère, che-

vallier, seigneur de Moulincourt; à messire Anthoine de Neufville, chevallier, seigneur de Vaulx; au seigneur de Winy-[*sic,* Ugny?]-le-Gay et Plichy-Godan [*sic,* Plessier-Godain?]; au seigneur de Crespigny; à madame Françoise de Luxembourg princesse d'Aigremont, dame de Flain [*sic,* Flavy?]-le-Martel; à dame Charlotte Dupuys, dame de Chevesnes; à Jehan de Suzanne seigneur de Terve; à Jehan-Jacques, escuier, seigneur de Cerny; à dame Charlotte de Humières; à dame de Campaigne, Ozias, de Longueval; au seigneur de Chermisy; à dame Jehanne de Tinteville, vefve de feu Anthoine de Cuvillières, seigneur d'Aipe; à dame Claude de Condé, vefve de feu Jehan de Cuvillières, en son vivant seigneur de Coucy et de l'Estue; au seigneur d'Assy devant Soissons; au seigneur de Frestois; au seigneur de Quincy; au seigneur de Feufroy [*sic,* Foufry?]; au seigneur de Jo[u]y; au seigneur de Bray; au seigneur de Loupigné; à Jehan de Nogentel, seigneur de Trolly; à Me Estienne Farou; au seigneur de Nançay, à cause de ses terres d'Estrées, viconté et seigneurie de Maisenay [*sic,* Maissemy?] et Wadencourt; au seigneur de Marteville; au seigneur de Sainct-Simon; au seigneur de Braheu [*sic,* Bracheul?]; au seigneur de Joncourt; au seigneur de Champeau; au seigneur de Villecholles; à Jehan de Longueval, seigneur de Thenelles; à Georges de Vaupergues [*sic,* Vaupargny], seigneur de Fay; à Claude Dupin, seigneur de Serizy; à Anthoine Thassart, seigneur de Belly; à Raoul d'Amerval, seigneur de Noyale; à Loys Desfossez, seigneur de Longchamp; à Anthoine d'Amerval, seigneur de Parpe-la-Ville, et Maisières-sur-O[i]ze; à Gilles de Monsart, seigneur d'Aure; à messire Anthoine de Marnes, chevallier seigneur de Montgenoux; à Me François Picart, seigneur de Sévigny; au seigneur de Seelles; à Anthoine de Cadevet, et dame Magdaleine de Grand-Pré, sa femme, seigneurs de Sery; à Jacques de Chastillon, seigneur dudict lieu; à Jehan de La Berquère et Guillaume de Montdoulcet, seigneur dudict lieu; à Pierre de Warigny-Artaize, escuier, seigneur pour moictié dudict Artaize; à Regnault de Lonvillé, Pierre de Couarde, et Jacques du Maire, aussi escuiers, seigneurs en partye dudict Artaise; à Charles de Vaudemenche, seigneur d'Omicourt; à Jehan de Boutilac, seigneur de Sermeuze [*sic,* Semeuze?]; à Jehan de Lamos [*sic,* La Mets?], escuier, seigneur dudict lieu; au seigneur de

Neufvizy; à Jacques de Cuvillières, escuier, seigneur de Roche; à Thomas de Bohan, et Jehan d'Apremont, seigneurs, par indivis de Vonc; à Foucault de Joyeuse, escuier, seigneur des Aleud; au seigneur des Petites-Armaises; à Adelphe de Lyon, chevallier, seigneur de Chy; François de Cadevet, seigneur des Grandes-Armaises; à Jehan de Richebourg, seigneur de Marquigny; à Jehan d'Avochart, seigneur de Gui[n]court; à Alonce d'Eroly, escuier, seigneur de Mugnimont; à Charles Changirault, seigneur de Chaigny; à maistres Anthoine le Doulx, Jehan Genaille, Françoys l'Aumosnier, Nicaise Pezé, et Loys l'Espinoys, conseillers et magistratz au siége présidial de Laon; Pierre Marquette, enquesteur; Adam Robert, lieutenant du prévost de la cité de Laon; Innocent de Martigny, garde du scel de la baillye de Vermandoys; Loys de Cloistre, enquesteur en ladicte prévosté; à maistres Jehan de Martigny l'aisné, Lancelot de Mange, Jacques Marquette, Jehan de Menge le jeune, Quentin de Martigny, Charles de Flavigny, Jehan Martin, Jehan Regnyer, Claude Constant, Jehan Mochy, Jehan Chauveau, Jacques Mayrel, Françoys Mayrel, Pierre de Menge, Pierre Cartin, Claude Marquette, tous advocatz audict siége présidial; maistres Pierre Benoît, Françoys Morel, Jehan de Montzay, Regnault Doulcet, Jehan Benoist, Noël Bredaine, Pierre Gamelin, Hugues Angier, Adam Martin, Nicolas Estienne, Nicolas Robert, Pierre Cauche, Claude Faustré, Pierre Guynet, tous procureurs audict siége; à Philippes de Bloys, Jacques de Bloys, Jehan Duchesne, Nicolas de Bloys, Regnault de Mouchy, Phelippes Manet, Richard de Lamer, Pierre Robillard, Nicolas d'Assonneville, tous sergens royaulx audict bailliage de Vermandoys; contre tous lesquelz, et plusieurs autres manans et habitans audict bailliage de Vermandoys, sur les frontières de ce royaume, adjournez à son de trompe, pour assister à la rédaction desdictes coustumes, non comparans, ne aultres pour eulx, ledict procureur du Roy a requis défault, que luy avons octroyé; et par vertu d'icelluy ordonné que nonobstant leur défault, il sera par nous proceddé à ladicte rédaction desdictes coustumes, suivant le vouloir du Roy, sauf, où pendant nostre scéance, et non autrement, ilz, ou aucuns d'eulx, vouldroyent comparoir, ilz seront par nous oyz, et leur sera faict droict comme de raison.

Et ledit jour nous a esté, par ledict Me Anthoine de Mouchy, procureur du Roy audict Laon, présenté ung cayer des Coustumes de la prévosté dudict Laon escript à la main, qui nous a dict avoir esté dressé par les lieutenans, etc., etc.... Et le douziesme, et autres jours en suivans, dudict mois de novembre, audict an, nous ont esté présentez par lesdicts de Longueville, le Chastelain, Macaire, d'Offay, et Lefèvre, lieutenans de Noyon, Sainct-Quentin, Ribemont et Coucy, certains cayers de Coustumes d'iceux siéges, aussi escriptz à la main, etc. .... Et par ledict Mouète, procureur dudit sieur audict siége de Reims, nous a aussi esté présenté ung livre intitulé : *Coustumier de Reims*, imprimé par Nicolas Bacquenoys, l'an mil cinq cens cinquante-troys, nous requérans tant ledict Moüet, que lesdictz de Longueville....., que lecture fust faicte d'iceulx livre imprimé et cayers escriptz à la main, en procédant par nous à la rédaction desdictes coustumes; ce que avons pareillement ordonné estre faict par ledict Barenger, et enjoinct aux gens desdictz troys Estatz de nous dire, en leurs consciences et loyaultez, et par le serment que leur avons faict faire par cy-devant, sur chacun article contenu èsdictz cayers et livre imprimé, s'il, et en quoy, il est ancien, subject à réformation, correction, ou totale abrogation; à laquelle nostre ordonnance et injunction ilz ont pareillement obtempéré.

Ce faict, pour ce qu'il nous est apparu que les rubriches et articles contenus tant auxdictz cayers que audict livre imprimé, n'estoient dressez et disposez en bon ordre et langaige convenable, les avons, de l'advis desdictz Estatz, et en tant que besoing estoit, de nouvel rédigez et digérez, ainsi que sont de présent. Et advenant les sabmedy vingt-ung et lundy vingt-troisiesme jours desdictz mois et an, avons faict faire de nostredicte rédaction lecture en plaine assemblée desdictz Estatz; et depuis avons cotté en ce présent nostre procès-verbal, les réformations, corrections, innovations, et abrogations faictes par l'advis d'iceulx Estatz, ainsi et en la manière qui s'en suit :

Premièrement, etc. Secondement, etc.

Tiercement, et de nostre ordonnance a esté faicte lecture dudict livre imprimé, intitulé *Coustumier de Reims*, duquel ensuivent les

additions, réformations, corrections, abrogations et débatz faictz sur les articles contenuz en icelluy [1].

[TABLE DES TITRES CONTENUS AUX COUTUMES DE REIMS.]

---

[1] A dater d'ici, le procès-verbal de réformation devenant exclusivement relatif à la coutume de Reims, nous avons pensé qu'il serait plus commode de trouver sous chaque article de la coutume, l'article de la réformation qui s'y rapporte, et nous nous sommes décidé à en rejeter le procès-verbal dans les notes. Nous avons pensé qu'il serait également commode de trouver vis-à-vis de chacun des articles de la nouvelle coutume, en marge, l'indication des articles correspondants de l'ancienne coutume.

[TEXTE DE LA COUTUME DE REIMS.]

[I.] *De la qualité et différence des personnes.*

[311 et 312.] 1 [1]. [I.] Par la coustume de la cité et ville de Reims, villes et villaiges qui se reiglent selon icelle, toutes personnes sont franches, et n'y en a aucune de serville condition, et sont icelles personnes nobles et roturiers.

[Vitry, art. 241 et suiv.; Chaalons, 17 et 18, contre.
Voyez Loris, page 283; Gousset sur Chaumont, art. 1.]

[309 et 310.] 2. [II.] Celuy qui est né en loyal mariage de père et mère nobles, ou de père noble seullement, encores que la mère feust de roturière condition, est noble et joyst du prévillége de noblesse; au contraire, s'ilz sont yssuz de père non noble et de mère noble, sont réputez non nobles.

[Laon, 14; Chaalons, 1, 3.
Voyez la distinction de Forcatule, pag. 44, *ult. lin. et pagina seq.* Voyez Gousset sur Chaumont, art. 2.]

[313.] 3. [III.] Femme roturière mariée à homme noble, constant leur mariage et tant qu'elle est en viduité, joïst du prévillége de noblesse; mais se remariant à homme roturier, retourne à sa première condition, et y demeure, encores qu'elle retourne en viduité par le décès dudict roturier.

[Laon, 15; Chaalons, 4; Saint-Quentin, 5; Ribemont, 96.]

4 [2]. [IV.] Femme noble mariée à homme roturier ne joïst du prévil-

[*Procès-verbal particulier de la réformation de la Coutume de Reims.*]

[1] [1.] Le premier article, commençant par ces mots : *Par la coustume*, a esté mis et adjousté par l'advis desdictz Estats, qui nous ont dict icelluy avoir esté anciennement et de tout temps observé, combien qu'il ayt esté omis audict livre imprimé.

[2] [4.] Au quatriesme article, commençant par ces motz : *Femme noble*, par l'advis desdictz Estats, qui nous ont dict que par l'ancienne coustume, ores qu'elle ne fust rédigée audict livre, il estoit requis que la vefve noble qui avoit esté mariée à un homme roturier obtînt relief du Roy, et qu'elle ne pouvoit, avant que ledict relief fust enteriné, joïr du prévilége de noblesse, qui estoit ung circuit et fascherie répugnante à toute raison, ont esté adjoustez ces motz : « Mais si « après le trespas de son mary elle faict décla- « ration par-devant juge compectant qu'elle « entend de là en avant vivre noblement, « elle joïst dudict prévilége de noblesse, « pourveu qu'elle ne se marie derechef à « homme roturier. »

lége de noblesse constant le mariage ; mais si, après le trespas de son mary, elle faict déclaration par-devant juge compectant qu'elle entend de là en avant vivre noblement, elle joyst dudict prévillége de noblesse, pourveu qu'elle ne se remarye derechef à homme roturier.

[Laon, 16; Chaalons, 29, contre. — Voyez Vitry, art. 70 et 83.]

5 [1]. [v.] Toutes personnes sont joïssans et usant de leurs droictz, ou soubz la puissance d'aultruy.

[Chaalons, 7. — Voyez Loris, pag. 285, et Melun, art. 64.]

6 [2]. [vi.] Filz et filles de famille sont en la puissance de leur père, [83.]
et n'en sortent qu'ilz ne soient aagez de vingt ans, ou qu'ilz ne soient mariez ou émancipez.

[Chaalons, 7. — Voyez Loris, pag. 285.]

7 [3]. [vii.] Sont lesdicts enfans censez et réputez émancipez, quant, au veu et sceu de leur père et mère, ilz font, et exercent à part, négociation, estatz, ou charges publicques.

[Chaalons, 7.]

8 [4]. [viii.] Si quelque héritaige est donné à filz ou fille de famille, [83.]
les fruictz et prouffictz dudict héritaige appartiennent au père tant et si longuement qu'il a son enfant en sa puissance, et jusques à ce qu'il soit émancipé par luy, ou tenu pour émancipé, comme dict est, marié,

[1] [5.] Le cinqiesme article, commençant par ces mots : *Toutes personnes*, a esté, par l'advis desdictz Estats, adjousté pour servir d'ordre et disposition pour les articles ensuivans.

[2] [6.] Le sixiesme article, commençant par ces mots : *Fils et filles*, est nouvel en ce que les filz et filles de famille parvenuz en l'aage de vingt ans sortent hors de la puissance de leur père ; car par l'ancienne coustume, ores qu'elle ne soit contenue audict livre imprimé, iceulx enfans estoient soubz la puissance de leurdict père jusques en l'aage de vingtcinq ans, laquelle ancienne coustume, par l'advis desdictz Estatz, a esté pour ce regard abrogée.

[3] [7.] Le septiesme article, commençant par ces mots : *Sont lesdictz enfans*, a esté, par l'adviz desdictz Estatz, de nouvel introduict, pour doresnavant estre gardé et observé pour coustume, sans préjudice du passé.

[4] [8.] Le huitiesme article, commençant par ces motz : *Si quelque héritaige*, est nouvel, en ce que la propriété de l'héritaige donné à filz de famille, ainsi et en la manière qu'il est contenu audict article, demoure audict filz donataire ; et conséquanment, par l'advis desdictz Estats, a esté abrogé certain ancien article contenu oudict livre imprimé, duquel ancien article la teneur ensuit :

« L'héritaige laissé ou donné à ung enfant « ayant père en la puissance duquel il est, « sans estre émancippé de luy, est acquest « audict père et non à l'enfant, s'il n'estoit « conditionné expressément qu'il vienne au « prouffict de l'enfant et non du père. »

ou aagé de vingt ans, demourant toutesfois la propriété dudict héritaige au donataire enfant de famille; sinon que l'héritaige feust donné à la charge et condition expresse que lesdicts fruictz et prouffficts ne appartinssent au père, ouquel cas ledict héritaige appartiendra audict donataire en propriété et usuffruict, sans ce que le père y puisse prétendre aucune chose.

[Laon, 56; Chaalons, 8.]

9 [1]. [IX.] Hommes et femmes aagez de vingt ans sont usans de leurs droictz.

[Chaalons, 7. — Voyez Loris, pag. 287, art. 5 et suiv.]

[106, 108, 109 et 351.] 10 [2]. [X.] Homme et femme conjoinctz par mariage ensemble sont réputez usans de leurs droictz, quant à la poursuicte, administration, et disposition de ce qui est meuble, censé et réputé pour meuble, sans pouvoir toutesfois ypothecquer ou aliéner leurs immeubles, jusques à l'aage de vingt-cinq ans.

[Paris, 239; Saint-Quentin, 13.
Voyez Coquille, sur Nivernois, art. 26, et Labbé, sur Berry, art. 3, 4 et 5, *hoc tit.*]

11. [XI.] Homme ou femme non mariez, mineurs de vingt-cinq ans, majeurs, assavoir le masle de vingt, et la femelle de dix-huit, ne peuvent disposer par disposition entre vifz de leurs biens immeubles; peuvent toutesfois disposer par testament, comme il est contenu cy-après [art. 290 et suivant].

12. [XII.] Femme mariée ne peult vendre, aliéner, ne hipothecquer ses héritaiges sans l'auctorité et consentement exprès de son mary; peult toutesfois en disposer par testament, sans ledict consentement et auctorisation, comme aussi est porté cy-après [art. 292].

[Paris, 223; Chaalons, 24 et 122; Saint-Quentin, 15. — Voyez Loris, pag. 301.]

[1] [9.] Le neufiesme article, commençant par ces motz : *Hommes et femmes*, a esté, par l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduit, sans préjudice du passé.

[2] [10, 11, 12.] Les articles dixiesme, commençant par ces motz : *Homme et femme conjoinctz;* unziesme, commençant par ces motz : *Homme ou femme non mariez;* et douziesme, commençant par ces motz : *Femme mariée ne peult vendre*, ont esté adjoustez pour avoir esté omis audict livre imprimé, comme le premier article.

13 [1]. [XIII.] Femme mariée ne peult ester en jugement, et ne se peult obliger, sans le consentement de son mary, soit au préjudice d'elle ou de sondict mary, si elle n'est séparée, ou marchande publicque; ouquel cas elle peult obliger elle et sondict mary, touchant le faict d'icelle marchandise, ou de ce qui en dépend, sinon que sondict mary luy eust publicquement interdict ou révocqué l'administration de ladicte marchandise, auparavant les obligations par elle en ce nom contractées.

[Paris, 224, 234, 235, 236; Laon, 19; Chaalons, 24, 25; Saint-Quentin, 15. — Voyez Loris, p. 301 et suiv.]

14 [2]. [XIV.] Le mary est seigneur des actions mobiliaires et possessoires, posé qu'elles procèdent du costé de sa femme, et peult ledict mary agir seul, et desduire les droictz et actions réelles, sans le consentement de sadicte femme, et tant qu'il y a intérestz, autrement non.

[Paris, 233; Laon, 30; Chaalons, 23; Saint-Quentin, 16. — Voyez Loris, p. 299.]

15. [XV.] Le mineur de vingt-cinq ans, ores qu'il fût majeur de quatorze ans, masle, et la fille de douze ans, ne peuvent contracter ne disposer de leurs meubles, sans l'auctorité de leur tuteur et curateur; et quant aux inmeubles, peuvent contracter d'iceulx solemnellement avec leur tuteur, par décrect et auctorité de justice, et non autrement

[1] [13.] A l'article treiziesme, commençant par ces motz : *Femme mariée ne peult ester*, pour obvier aux différendz advenuz sur icelluy, ont esté, par l'advis desdictz Estats, adjoustez ces motz : « Soit au préjudice d'elle « ou de sondict mary, si elle n'est séparée, « ou marchande publicque, ouquel cas elle « peult obliger elle et sondict mary, tou- « chant le faict d'icelle marchandise et de « ce qui en deppend, sinon que sondict mary « luy eust publicquement interdict ou révoc- « qué l'administration de ladicte marchan- « dise, auparavant les obligations par elle en « ce nom contractées. »

[2] [14 et 15.] Les articles quatorziesme, commençant par ces mots : *Le mary* ; quinziesme, commmençant par ces mots : *Le mineur*, ont esté adjoustez pour avoir esté omis, comme le premier article.

[II.] *De la qualité et différence de biens.*

16 [1]. [I.] Tous biens sont meubles ou inmeubles, censez ou réputez pour meubles ou inmeubles.

[Paris, 88; Laon, 99; Chaalons, 108.]

17. [II.] Or, argent, monnoyé, ou à monnoyer, debtes et actions passives, sont meubles.

[Paris, 89.]

18 [2]. [III.] Cédules, obligations, rentes constituées à pris d'argent, soit que icelles cédules, obligations, et rentes, soient nantyes, réalisées, et infeudées, ou non, acquisitions des aydes, gabelles, et fondz de terre, estans du domaine du Roy, rachaptables à perpétuité, sont censez et réputez meubles; toutesfois ne pourront lesdictes rentes, et acquisitions dudict domaine, estre aliénées par les tuteurs des mineurs sans décrect et auctorité de justice.

[Paris, 89 et 94, contre, pour la rente; Laon, 107, contre, pour la rente; Vitri, 131; Chaalons, 121, contre.]

[164.] 19 [3]. [IV.] Foings à coupper la my-may passée, raisins aussi à coupper la my-septembre passée, et tous les autres fruictz pendans par racines la feste de nativité sainct Jehan-Baptiste aussi passée, poissons qui ont esté en estang, vivier, ou fosse, par l'espace de trois ans, ou que (*sic*), par quelque espace de temps que ce soit, sont mis en garde, en huches, ou autres lieux fermez, et boys tailliz le temps de leur couppe ordinaire passé, sont aussi censez et réputez meubles.

[Paris, 91, 92; Laon, 103, 104, 105, 106; Vitri, 37, 114; Chaalons, 110, 112, 113.]

[1] [16, 17.] Aussi les articles seiziesme, commençant par ces mots : *Tous biens*, et dix-septiesme, commençant par ces mots : *Or, argent*, ont esté adjoustez pour avoir esté omis comme ledict premier article.

[2] [18.] Le dix-huitiesme article, commençant par ce mot : *Cédules*, est nouvel, en ce qu'il est contenu par icelluy, que les acquisitions des aydes, gabelles, et fondz de terre, estans du dommaine du Roy, rachaptables à perpétuité, sont censez et réputez meubles.

[3] [19.] Le dix-neufiesme article, commençant par ces mots : *Foings à coupper*, a esté adjousté par l'advis desdictz Estats, et conséquenment abroge l'ancienne coustume, par laquelle, selon disposicion de droict escript, tous fruictz pendans par racines estoient réputez fruictz inmeubles jusques à ce qu'ilz fussent couppez, au [*sic*, ou?] jus de l'estoc.

20 [1]. [V.] Utanciles de maisons, qui se peuvent transporter d'icelles sans fraction et grande détérioration d'iceulx, sont aussi censez et réputez meubles; mais s'ilz tiennent à fer et à cloudz, et aultrement ne peuvent estre transportez sans fraction et grande détérioration d'iceulx, seront censez et réputez inmeubles.

[Paris, 90; Laon, 99, 100, 101; Chaalons, 101, 109.]

21. [VI.] Par ladicte coustume de Reims, tous biens meubles, ou censez et réputez meubles, comme dict est, suivent les coustumes des lieux où estoient les domiciles de ceulx par le trespas desquelz ilz ont esté délaissez, ores que ailleurs au contraire lesdicts biens feussent dictz, censez et réputez inmeubles. [1.]

22. [VII.] Mais les biens inmeubles autres que ceulx qui par ceste coustume sont censez pour meubles suivent tousjours les coustumes des lieux où ilz sont assis; et sont lesdicts inmeubles naissant, autrement dictz propres, ou acquestz, ou conquestz. [2.]

[Laon, 57; Chaalons, 66.]

23. [VIII.] Moulins tournans à vent et à eaue, pressouers à viz, et tordouers, et aussi thuilleries, sont réputées inmeubles; pareillement l'artillerye, et instrumens servans à icelle, estans en chasteau et place forte pour la garde du lieu, en pays de frontière, sont réputez inmeubles.

[Paris, 90; Laon, 102; Chaalons, 108, 109.]

24. [IX.] L'héritaige escheu par succession en ligne directe, ou colatérale, tant que la consanguinité se peult estendre, est naissant et propre héritaige à celuy à qui il est escheu. [3, 191 et 192.]

[Paris, 230; Laon, 79; Chaalons, 86.]

25. [X.] L'héritaige que père et mère, ayeul, ayeule, ou autres ascendans, donnent à leurs enfans, ou enfans de leurs enfans, ou autres [4, 82 et 84.]

[1] [20, 21, 22, 23.] Les articles vingtiesme, commençant par ces motz : *Ustenciles de maisons;* vingt-unguiesme, par ces motz : *Par ladicte coustume;* vingt-deuxiesme, par ces motz : *Mais les biens*, et le vingt-troisiesme, par ces motz : *Moulins tournans*, ont esté, par advis desdictz Estatz, adjoustez pour avoir esté omis comme ledict premier article.

leurs descendans, en don de mariage, ou avancement d'hoirrye, est naissant.

[Laon, 112; Vitri, 116; Chaalons, 117; Noyon, 22.]

[5.] 26[1]. [XI.] L'héritaige laissé par ung testateur à son enfant, ou autre son proche parent, ou lignaiger descendant ou colatéral, soit par legs universel ou particulier, ou par donnation à cause de mort, en quelque manière qu'il aura esté accepté ou apréhendé, sortit nature de naissant, si icelluy légataire, ou donataire, aultrement devoit succéder audict testateur; sinon que par exprès ledict testateur luy eust particulièrement laissé et légué pour estre acquest audict légataire, ou donataire, ou que ledict legs fût faict en rémunération d'aucun service ou bienfaict, ouquel cas, et chacun d'iceulx, tel héritaige est réputé acquest.

[Vitri, 116; Laon, 112.]

[6.] 27[2]. [XII.] Pécune donnée par père, mère, ayeul, ayeule, ou autre ascendant, à leurs enfans, ou enfans de leurs enfans, en contemplation de mariage, pour icelle pécune estre employée en achapt d'héritaiges, encores qu'elle n'ayt esté à ce convertye et employée, néantmoins est de nature de naissant audict donataire, s'il doit médiatement, ou immédiatement, succéder audict donateur.

[Paris, 93; Laon, 111; Chaalons, 32, 87; Saint-Quentin, 9, 10, 11; Ribemont, 91.]

[7.] 28. [XIII.] L'héritaige acquis de deniers donnez en la manière que dessus, est censé réputé naissant, encores que l'acquisition faicte d'iceulx deniers, eust esté faicte durant et constant leur mariage.

[Laon, 108, 110; Chaalons, 87.]

29[3]. [XIV.] Tel naissant dont est parlé aux troys articles précédens,

[1] [26.] Au vingt-sixiesme article, commençant par ces motz : *L'héritage laissé*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « ou par donnacion à cause de mort. »

[2] [27.] A la fin du vingt-septiesme article, commençant par ces motz : *Pécune donnée*, ont esté, par l'advis que dessus, adjoustez ces motz : « s'il doibt immédiatement, ou « médiatement, succéder audict donna« teur. »

[3] [29.] L'article vingt-neufiesme, commençant par ces motz : *Tel naissant*, de l'advis desdictz Estatz, a esté de nouvel introduict.

remonte, c'est-à-dire revient au père, mère, ayeul, ayeule, ou autres ascendans testateur ou donateur, ou cas que ledict légataire ou donataire feust décédé sans enfans procréez de son corps en loyal mariage, encores qu'il eust parens colatéreaulx.

[Paris, 312, 313; Vitri, 83; Laon, 81, 109, 110; Chaalons, 87, 88, 96; Noyon, 22; Saint-Quentin, 42.]

30. [xv.] L'héritaige que le mary achapte ou baille à sa femme, en récompense de celuy qu'il a vendu du naissant de sadicte femme, sortira nature de naissant à icelle femme du costé et ligne dont vient l'héritaige vendu, encores que telle vendition ayt esté faicte du consentement de sadicte femme. [8.]

[Laon.]

31. [xvi.] Tous héritaiges sont censez et réputez estre de nature de naissant du costé et ligne paternelle de celuy à qui lesdicts héritaiges apartiennent, s'il n'appert du contraire. [12 et 35.]

32 [1]. [xvii.] Acquest est ce qui a esté acquis par aucun auparavant qu'il eust esté maryé, ou après la dissolution de son mariage; comprent toutesfois en sa générallité ce mot conquest, qui s'entend d'acquisition faicte constant le mariage, où toutesfois la femme n'a rien pendant ledict mariage, comme dict sera cy-après [art. 239]. [14 et 15.]

[Vitri, 116; Laon, 113; Chaalons, 118.]

33. [xviii.] Héritaige donné ou légué par testament à personne estrange, qui n'est enfant, ou plus prochain habile à succéder au testateur, est acquest au donataire, ou légataire. [16.]

[Vitri, 116; Laon, 112; Chaalons, 117.]

34. [xix.] Pareillement, l'héritaige donné ou légué à une femme maryée par autres que par ses père et mère, ou parens desquelz elle ne seroit ou ne debvroit estre héritière, est acquest au mary aussi bien que à la femme, s'il n'estoit dict expressément par le testateur ou donateur que tel héritaige sera naissant à ladicte femme. [17 et 81.]

[Paris, 246; Chaalons, 117.]

[1] [32.] L'article trente-deuxiesme, commençant par ce mot : *Acquest*, a esté adjousté pour avoir esté omis comme ledict premier article.

[18 et 83.] 35 [1]. [XX.] Héritaige donné à enfant estant en puissance de père, et non émancipé de sondict père, est acquest audict enfant; toutesfois sondict père en joyra par ususfruict jusques à ce que ledict enfant, s'il est masle, ayt actaint l'aage de vingt ans acompliz, ou qu'il soit marié, ou entré aux saincts ordres, ou, si c'est fille, jusques à ce qu'elle ayt actainct l'aage de dix-huit ans aussi acompliz, ou que le père soit décédé; auquel cas sera l'ususfruict consolidé à la propriété au prouffict dudict enfant tant masle que fille, encores qu'il n'ayt actainct lesdicts aages, s'il n'est autrement dict par le donateur.

[Laon, 56; Vitri, 110; Chaalons, 8.]

[9, 10, 11, 19 et 21.] 36 [2]. [XXI.] L'héritaige eschangé est de pareille nature que celluy qui est prins par contre-eschange; et où il y aura soulte de deniers sera acquest au prorata de ladicte soulte; et sera tenu l'héritier de celuy à qui n'appartient ledict héritaige eschangé, prendre sa part de ladicte soulte de deniers, et ce faisant laisser la totalité dudict héritaige à celuy à qui appartenoit ledict héritaige laissé en contre-eschange d'icelluy, ou à ses héritiers.

[Paris, 143; Vitri, 115; Laon, 115; Chaalons, 119.]

[20.] 37. [XXII.] L'héritaige du naissant du vendeur est acquest au retrayant lignaiger d'icelluy. [Voyez l'art. 215.]

[Laon, 247; Paris, 139; Chaalons, 250.]

[22.] 38. [XXIII.] L'héritaige donné par donation entre vifz, aultrement que par don de mariage, ou advancement d'hoirrye, est acquest au donataire.

[Laon, 112; Chaalons, 117.]

39 [3]. [XXIV.] Héritaige prins à surcens perpétuel, ou viaiger, et à temps, est acquest au preneur.

[Laon, 114; Chaalons, 120.]

[2.] 40. [XXV.] Tous biens inmeubles, soient de naissant ou acquest,

[1] [35.] L'article trente-cinquiesme, commençant par ces motz : *Héritaige donné*, a esté introduict de nouvel, et l'ancien article, transcript cy-dessus en ce procès-verbal à l'endroict du huitiesme article, abrogé.

[2] [36.] L'article trente-sixiesme, commençant par ces motz : *L'héritaige eschangé*, aussi, par l'advis desdictz Estats, a esté de nouvel introduict, et conséquanment abroge l'ancienne coustume, par laquelle l'héritaige acquis par eschange estoit acquest à celluy qui l'avoit acquis, combien que l'héritaige qu'il avoit baillé à l'encontre feust de son naissant.

[3] [39, 40.] Les articles trente-neufiesme, commençant par ces motz : *Héritaige prins*,

sont tenuz ou noblement en fief, ou roturièrement en censive, ou en franc alleu.

[Paris, 68; Vitri, 19, 20; Chaalons, 165.]

[III.] *De fiefs.*

41. [I.] Le filz, en succession directe, à cause des fiefz advenuz en icelle, exclud sa soeur au droict et prérogative d'ayneesse, encores que sadicte soeur fust plus aagée que luy; mays s'il n'y a que filles, elles succéderont égallement en ladicte succession sans prérogative d'ayneesse. [327.]

[Paris, 19; Vitri, 58; Laon, 152, 153; Chaalons, 156, 160; Noyon, 3, 7, 6, 13, contre; Saint-Quentin, 33, contre, 49; Ribemont, 59, contre.]

42 [1]. [II.] Le filz aisné, en chacune succession de père, mère, ayeul, ayeule; ou autre ascendant, soit noble ou roturier, pour son droict d'ayneesse, prent par préciput et advantaige le principal manoir ou hostel noble, encores qu'il n'y en ayt que ung, et, s'il y en a plusieurs, celuy qu'i[l] vouldra, avec la basse-court destinée audict manoir, et jardin joignant audict manoir ou basse-court; prent en oultre la moictié des autres héritaiges nobles et feudaulx, et ses frères et soeurs auront l'autre moictié, en telle manière que ung filz prendra autant que deux filles; et s'il n'y a que une fille avec ung ou plusieurs filz, elle prendra la moictié de ce que prendra ung desdictz filz. [326 et 330.]

[Paris, 13, 15, 16; Vitri, 53, 55, 57; Laon, 147, 150; Chaalons, 150, 151, 154, 156, 159; Noyon, 2, 4; Saint-Quentin, 32, 33; Ribemont, 61; Coucy, 5, 6.]

43 [2]. [III.] Si dedens ledict manoir, basse-court, ou jardin, y a moulins, pressouers, ou fours bannaulx, le corps desdictz moulins, pressouers, ou fours bannaulx, appartient audict aisné; mais le prouffict de la bannalité se partist comme les autres choses partyes noblement.

[Paris, 13, 14; Vitri, 55, 61; Laon, 149; Chaalons, 152, 153.]

et le quarantiesme, commençant par ces motz : *Tous biens inmeubles*, ont esté adjoustez pour avoir esté omis comme le premier article.

[1] [42.] Au quarante-deuxiesme article, commençant par ces motz : *Le filz aisné*, par l'advis desdictz Estatz, ont esté adjoustez ces motz : « avecques la basse-court destinée « audict manoir, et jardin joignant audict « manoir et basse-court. »

[2] [43, 44, 45.] Les articles quarante-troisiesme, commençant par ces motz : *Si dedens*; quarante-quatriesme, commençant par ces motz : *Si près*, et quarante-cinquiesme, commençant par ces motz : *Peult aussi*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduictz.

44. [IV.] Si près dudict manoir y a parc cloz de vigne, verger, ou garenne, fermez de muraille ou fossez, qui soit pour l'embellissement ou aornement de la maison, ledict aisné en faisant partaige le peult prendre, en récompensant les puisnez en terres de fiefz et seigneuries, se tant en y a, sinon ès plus proches terres de la succession, à la commodité des puisnez, le plus que faire se pourra.

[Paris, 13; Vitri, 55, 61; Laon, 148; Chaalons, 155; Ribemont, 53.]

45. [V.] Peult aussi ledict aisné prendre l'autre moictié du fief où est assis ledict principal manoir, en récompensant, dedans l'an et jour de la succession advenue, ses puisnez, en terres d'autres fiefz estans de ladicte succession, de pareille prééminence, valeur et commodité que est ladicte moictyé, autrement non.

[Paris, 14; Chaalons, 155; Noyon, 5; Saint-Quentin, 33; Coucy, 6; Ribemont, 62, 63.]

[327.] 46. [VI.] Et s'il n'y a que deux filz seullement, l'aisné pour sondict droict d'ayneesse prent par préciput et avantaige lesdictz manoir, bassecourt et jardin; et le surplus de ladicte succession directe tant meubles qu'immeubles, soit fief ou roture, se partira entre luy et son frère puisné égallement.

[Laon, 152; Chaalons, 157; Noyon, 4; Ribemont, 60; Coucy, 6.]

47. [VII.] Et s'il n'y a que ung filz et une fille, le filz, oultre ledict manoir, prent les deux tiers desdicts fiefz, et la fille aura l'autre tiers.

[Paris, 15; Laon, 15; Chaalons, 158; Noyon, 4; Ribemont, 60.]

48 [1]. [VIII.] Et si en ladicte succession directe n'y a que ung hostel tenu en fief, et y ayt autres héritaiges tenuz en roture, le filz aisné pour son droict d'ayneesse prent entièrement et par préciput tel hostel ou manoir, et oultre partira lesdictz héritaiges esgallement avec ses frères et soeurs.

[Paris, 17; Laon, 147; Chaalons, 151.]

[328.] 49 [2]. [IX.] S'il y a plusieurs fiefz tant en succession de père que de

[1] [48.] Le quarante-huitiesme article, commençant par ces motz : *Et si en ladicte succession*, par l'advis desdictz Estatz, a esté de nouvel introduict.

[2] [49.] Au quarante-neufiesme article, commençant par ces motz : *S'il y a plusieurs*, par l'advis desdictz Estatz, au lieu de ces anciens motz « assis soubz diverses coustumes », ont

mère, assis en divers bailliages, assavoir l'ung au bailliage de Vermandoys, et l'autre au bailliage de Victry, ou autre bailliage que celuy de Vermandoys, le filz aisné en chacun desdictz bailliages prent par préciput et advantaige le droict d'ayneesse qui luy est deu en chacun desdictz bailliages.

[Paris, 15; Vitri, 53, 56, contre; Chaalons, 150.]

50 [1]. [x.] Représentation a lieu en ligne directe infiniement, pour le [329 et 330.]
regard des fiefz; toutesfois la fille du filz aisné ne représentera au droict d'ayneesse son père, ains en sera excluse par ses oncles, et luy sera baillé seullement ce que eust eu sondict père s'il eust esté puisné; et appartiendra ledict droict d'ayneesse au plus aagé de sesdictz oncles, et à sesdictz enfans représentans icelluy, s'il y en a de masles.

[Paris, 324; Vitri, 66; Laon, 154, 155, 156; Chaalons, 161, 162, 163; Noyon, 15.]

51. [xi.] En succession colatéralle, quant aux fiefz, le masle en [333.]
pareil degré exclud la fille. [Voyez l'art. 54.]

[Paris, 25; Vitri, 59; Laon, 163; Chaalons, 174; Saint-Quentin, 49; Ribemont, 64.]

52. [xii.] En succession colatéralle n'y a droict d'ayneesse. [332.]

[Paris, 331; Vitri, 59; Laon, 162; Chaalons, 173; Noyon, 12, 14, contre; Saint-Quentin, 48; Ribemont, 65; Coucy, 1, 7, contre, 8.]

53. [xiii.] Représentation en ligne colatérale a lieu jusques aux enfans des frères et soeurs inclusivement, selon la disposition de la raison escripte, quant aux fiefz; car, quant aux rotures, ladicte représentation a lieu infiniement, comme sera dict cy-après [art. 309].

[Paris, 322, 323; Laon, 75; Chaalons, 82; Noyon, 15; Vitri, 66.]

54 [2]. [xiv.] En ladicte ligne les femelles ne succèdent en fief avec les [333 et 334.]

esté mis ces motz « assis en divers bailliages »; et conséquanment audict article sont mis ces motz « bailliage ou bailliages », au lieu de ces motz « coustume ou coustumes ».

[1] [50, 53.] Les cinquante et cinquante-troisiesme articles, commençans par ce mot : *Représentation*, ont esté de nouvel introduictz; et l'ancienne coustume par laquelle, en succession de terres nobles ou feudalles, feust en ligne directe ou collatérale, représentacion n'avoit lieu, par l'advis desdictz Estatz, a esté abrogée.

[2] [54.] Au cinquante-quatriesme article, commençant par ces motz : *En ladicte ligne*, ont esté, par l'advis desditz Estatz, adjoustez ces motz : « Mais où le masle viendra par « représentacion, les femelles succèdent avecques luy, comme la tante avec ses nepveuz masles, enfans de leurs frères prédécédez; et hors ledit degré de représentacion, ledict masle est exclud par la femelle « plus prochaine en degré. »

masles estans en pareil degré; mais où le masle viendra par représentation, les femelles succèdent avec luy, comme la tante avec ses nepveuz masles, enfans de leur frère prédécédez; et hors ledict degré de représentation, ledict masle est exclud par la femelle plus prochaine en degré.

[Paris, 25, 323; Vitry, 59, 67; Laon, 163; Chaalons, 174; Noyon, 11; Ribemont, 64; Coucy, 8.]

[336.] 55. [XV.] Si aucun décédoit sans enfans, frère, ou soeur, délaisse plusieurs nepveuz dont aucuns feussent enfans du frère, et les autres enfans de la soeur, lesdictz nepveuz, tant du frère que de la soeur, succéderont esgallement; et pareillement luy succéderont les niepces filles desdictz frères ou soeurs, s'il n'y avoit aucuns nepveuz.

[Laon, 164; Chaalons, 175.]

56 [1]. [XVI.] Et s'il y a ung nepveu venant de la soeur d'ung costé, et une niepce venant du frère de l'autre, ledict nepveu exclud la niepce de la succession de l'oncle, encores que ledict frère eust exclud sa soeur et les enfans d'elle.

[Paris, 322; Laon, 165; Chaalons, 176.]

[466 et 467.] 57. [XVII.] Quant le vassal dort le seigneur veille, et quant le vassal veille le seigneur dort; qui est à dire qu'avenant mutation ou du costé du seigneur, ou du costé du vassal, ledict seigneur par faulte de foy et hommaige non faictz, ou droictz et debvoirs non payez, selon et au cas dont sera cy-après parlé, peult saisir le fief mouvant de luy, et au moyen de ladicte saisye faire les fruictz d'icelluy fief siens, et non aultrement.

[Paris, 61, 62; Vitri, 41; Laon, 212; Chaalons, 182, 211; Saint-Quentin, 60; Ribemont, 21.]

[436, 437 et 438.] 58 [2]. [XVIII.] Le nouveau seigneur peult, se bon luy semble, faire proclamer et signiffier à ses vassaulx, qu'ilz luy viennent faire la foy et hommaige dedans quarante jours; et si dedens ledict temps lesdictz

[1] [56.] Le cinquante-sixiesme article, commençant par ces motz : *Et s'il y a*, par l'advis desdictz Estatz, a esté adjousté pour obvier aux difficultez que (*sic*) journellement advenoient sur le contenu en icelluy.

[2] [58.] A l'article cinquante-huictiesme, commençant par ces motz : *Le nouveau seigneur*, par l'advis desdictz Estatz, a esté adjoustée la forme des significations et proclamations contenues en icelluy.

vassaulx ne se présentent, il peult saisir et exploicter les fiefz tenuz et mouvans de luy, et faire les fruictz siens d'iceulx; pourveu toutesfois que la signiffication et publication ayt esté faicte, c'est assavoir quant aux fiefs estans ès comtez, baronnyes, et chastellenies dont ilz sont mouvans, par proclamation, et à son de trompe, et cry publicq, par trois jours de dimenche et de marché, si marché y a; et quant aux autres fiefz estans hors desdictz comtez, baronnyes, et chastellenyes dont ilz sont mouvans, par signiffication faicte au vassal, à sa personne, ou au lieu des fiefz s'il y a manoir, ou au procureur dudict seigneur, si aucun en y a, sinon au prosne de l'église parochialle dudict lieu, au jour de dimenche, ou de feste solemnelle.

[Paris, 65; Laon, 219; Chaalons, 219, 220, 221 et 222; Saint-Quentin, 85, 87, 88; Ribemont, 19.]

59. [XIX.] Et ne doibt l'ancien vassal audict nouveau seigneur feudal, seullement que la foy et hommaige, qui est la bouche et les mains; et ledict debvoir faict, il doibt avoir main-levée de son fief, en payant les fraiz de ladicte saisye. [358.]

[Paris, 66; Laon, 222; Ribemont, 22; Saint-Quentin, 89.]

60. [XX.] Si la mutation advient du costé du vassal, en tous cas ledict vassal doibt audict seigneur la bouche et les mains.

61. [XXI.] Et est à entendre que en aucuns cas est deu audict seigneur feudal, par son vassal, la bouche et les mains seullement; aux autres ladicte bouche et les mains, avecques droict de relief ou rachapt; aux autres la bouche et les mains, avec droict de quint seullement, ou avec droict de quint et requint ensemblement. [357, 358 et 375.]

62. [XXII.] Le vassal ne debvant, tant pour luy, que pour son prédécesseur, aucuns droictz et debvoirs à son seigneur feudal, lequel aultrement, à faulte d'iceulx non faictz, ne payez, pourroit saisir son fief, et luy dényer sa réception en foy et hommaige, doibt la bouche et les mains seullement ès cas qui s'ensuivent : [358, 378, 405, 419 et 439.]

[Paris, 3.]

63. [XXIII.] Assavoir quant la vefve, partaige faisant avec les héritiers de feu son mary des conquestz faictz durant le mariage dudict deffunct et d'elle, prent pour sa part aucuns fiefz estans desdictz con- [365.]

questz, encores que lesdictz héritiers ne preignent pour leur part d'iceulx conquestz que héritaiges roturiers n'estans de la censive dudict seigneur dont sont lesdictz fiefz mouvans;

[Paris, 5; Vitri, 28.]

[366.] 64. [XXIV.] Quant ladicte vefve, après le trespas de son mary, reprend les fiefz à elle appartenans, tant ceulx qu'elle avoit avant sondict mariage que ceulx qui luy sont escheuz durant icelluy, et pour lesquelz sondict mary, à cause d'elle, en son vivant, avoit faict les foy et hommaige, et payé les droictz et debvoirs audict seigneur feudal;

[Paris, 39; Laon, 169, 189; Chaalons, 179.]

[364.] 65. [XXV.] Quant les héritiers dudict deffunct, après le trespas de ladicte vefve, reprennent les fiefz qui avoient esté délaissez par ledict deffunct à icelle vefve, pour son douaire préfix, ou coustumier;

[371.] 66. [XXVI.] Quant le seigneur feudal, par puissance de fief, retire le fief mouvant de luy sur celuy qui l'avoit nouvellement acquis, et que ledict acquéreur, pour n'estre lignaiger de son vendeur, n'a sceu empescher ne dénier ledict retraict audict seigneur feudal;

[Laon, 258; Chaalons, 256, *in fine*.]

[372.] 67. [XXVII.] Quant ledict seigneur feudal, ayant aussi retiré le fief tenu et mouvant de luy, le unist et incorpore à son fief principal, ou vend, cedde, et transporte le fief ainsi acquis à autre qui en deviendra son homme et vassal;

[Laon, 260.]

[370 et 453.] 68. [XXVIII.] Quant ung fief a esté retiré par le parent ou lignaiger de celuy à qui il appartenoit de son naissant, sur celuy qui estoit estrangier, ou qui n'estoit parent du costé et ligne dont le fief appartenoit au vendeur;

[Vitri, 50; Saint-Quentin, 69; Ribemont, 24.]

[369.] 69. [XXIX.] Quant ung mineur, ayant eu gardien, ou tuteur, parvenu en l'aage pour pouvoir faire la foy et hommaige à son seigneur (assavoir en l'aage de quatorze ans acompliz, s'il est masle, et de douze ans aussi acompliz, si elle est femelle), reprent et reliefve son fief de sondict seigneur feudal;

[Paris, 32, contre; Laon, 171, contre, requiert 15 et 20 ans; Chaalons, 180.]

70. [XXX.] Quant ung fief eschet à aucun par succession directe, ou luy est donné par père, mère, ayeul, ayeule, ou autre ascendant, en faveur de mariage, ou avancement d'hoyrrye; [359 et 360.]

[Paris, 26, 33; Vitri, 29; Laon, 157, 159; Chaalons, 166; Noyon, 25, 27; Saint-Quentin, 62; Ribemont, 3.]

71. [XXXI.] Quant, en partaigeant avec enfans nobles ladicte succession directe, le fief donné en faveur de mariage, ou avancement d'hoirrye, par raport et colation d'icelluy tumbe à autre desdictz enfans que celuy à qui il avoit esté ainsi donné; [373.]

[Vitri, 47; Laon, 160; Saint-Quentin, 65; Ribemont, 15.]

72. [XXXII.] Quant ung fief est baillé par père, mère, ayeul, ayeule, ou autre ascendant, à son enfant, enfant de son enfant, ou autre descendant, au lieu et en l'acquict et payement de deniers qui par ledict père avoient esté promis audict enfant, en faveur de mariage; [361.]

[Paris, 26, 27; Vitri, 34, contre; Laon, 179; Chaalons, 184; Saint-Quentin, 65; Ribemont, 14.]

73. [XXXIII.] Quant ledict fief retourne audict père, advenant la condition soubz laquelle il l'avoit donné en faveur de mariage à sondict enfant, assavoir ou cas que sondict enfant décédast sans hoirs procréez de son corps. [374.]

[Paris, 4; Vitri, 26.]

74 [1]. [XXXIV.] Et n'est tel donataire, soit icelle donation en faveur de mariage ou avancement d'hoirrye pure ou conditionnelle, tenu de soy porter héritier de sondict père, ayeul, ayeule, ou autre ascendant.

[Laon, 91.]

75. [XXXV.] Toutesfois, où il ne se porteroit héritier, et ladicte donation excéderoit la portion qui luy appartiendroict *ab intestat*, pour ce regard seroit deu relief ou rachapt audict seigneur feudal;

[Paris, 26, contre; Laon, 179, contre.]

76. [XXXVI.] Lequel droict de relief ou rachapt, qui n'est que une mesme chose, est le revenu du fief par ung an; c'est assavoir le tiers du [393.]

[1] [74, 75.] Les articles soixante-quatorziesme, commençant par ces motz : *Et n'est tel donataire*, et soixante-quinziesme, commençant par ce mot : *Toutesfois*, ont esté introduictz de nouvel.

revenu des trois années précédentes, faisans des troys années ensemble meslées une année commune au dire de preud'hommes, c'est assavoir de trois pers et hommes dudict fief, ou autres gens de bien, qui feront la prisée et estimation dudict revenu d'un an, ou une somme de deniers pour une fois offerte par le vassal, au choix et option dudict seigneur feudal.

[Paris, 47; Vitri, 29; Laon, 166; Chaalons, 177; Saint-Quentin, 64.]

77. [XXXVII.] Et est deu icelluy droict de rachapt par le vassal, oultre et par-dessus ladicte bouche et les mains, ès cas qui s'ensuivent :

[Laon, 166; Chaalons, 177.]

[394.] 78. [XXXVIII.] Assavoir quant le fief eschet audict vassal par succession colatérale;

[Laon, 166; Paris, 38; Chaalons, 177; Noyon, 25; Saint-Quentin, 63; Ribemont, 5; Coucy, 4.]

[395, 396, 400, 411 et 412.] 79 [1]. [XXXIX.] Quant une femme à laquelle appartient ung fief se remarye, ou estant maryée luy advient ung fief par succession directe, ou colatéralle, son mary payera ung rachapt au seigneur feudal; sinon que pour le regard de ladicte succession directe elle eust esté acquictée de son premier mariage par son frère aisné ou puisné, comme sera dict cy-après [art. 114];

[Paris, 36, 38; Vitri, 21, 97; Laon, 168; Chaalons, 177, contre, 178, 179; Noyon, 26; Saint-Quentin, 65; Ribemont, 4, contre.]

[396.] 80. [XL.] Et est à entendre que autant de foys que ladicte femme se remarira est deu rachapt audict seigneur feudal;

[Paris, 37; Vitri, 21, 97; Laon, 168; Chaalons, 178; Noyon, 26.]

[363, 397 et 412.] 81. [XLI.] Non-seullement est deu rachapt pour fief advenu en succession à ladicte femme se remaryant, mais aussi pour le fief qui luy a esté délaissé par son feu mary à tiltre de douaire, pour lequel toutesfois, demourant en viduité, elle ne doibt aucun rachapt audict seigneur feudal;

[Paris, 39; Vitri, 97; Laon, 189; Chaalons, 179.]

[1] [79.] A l'article soixante-dix-neufiesme, commençant par ces motz : *Quant une femme*, par l'advis desdictz Estatz, et pour obvier aux difficultez qui pouvoient advenir sur le contenu d'icelluy, ont esté adjoustez ces motz : « Sinon que pour le regard de ladicte « succession directe, elle eust esté acquittée « de son premier mariage par son frère aisné « ou puisné, comme sera dict cy-après. »

82[1]. [XLII.] Quant ung fief advient par legs testamentaire simple, ou rémunératif, ou par donations entre vifz simples, ou rémunératoires, est deu rachapt au seigneur feudal, s'il n'y a bourse deslyée, ouquel cas seroit deu droict de quint, ou de quint et requint, selon le contract et qu'il sera dict cy-après; ou se le legs, ou don, n'ont esté faitz en avancement d'hoirrye, ou en faveur de mariage, à celuy qui debvoit succéder en ligne directe audict testateur, ou donateur, auquel cas ne seroit deu audict seigneur feudal que la bouche et les mains; [362, 368, 381 et 391.]

[Paris, 33; Vitri, 30, contre; Laon, 176; Chaalons, 184; Noyon, 23; Saint-Quentin, 67; Ribemont, 6.]

83[2]. [XLIII.] Pour fiefz admortiz par le roy, encores que ledict seigneur feudal ayt receu homme vivant et mourant, est deu rachapt à chacune mutation, s'il n'y a convention au contraire; [404.]

[Vitri, 4; Laon, 208, 209, 210; Chaalons, 208, 209; Ribemont, 25, 26; Saint-Quentin, 84.]

84. [XLIV.] Par eschange d'un fief à aultre héritaige non noble estant ou n'estant de la censive du seigneur dont ledict fief est mouvant, se ledict eschange est faict but à but, sans soulte, et sans fraulde, est deu à cause dudict fief rachapt seullement; mais s'il y a soulte de deniers, jusques à la concurrence des deniers sera deu droict de quint; [367, 378, 379, 380 et 403.]

[1] [82.] L'article quatre-vingt-deuxiesme, commençant par ces mots : *Quand un fief advient*, a esté introduit de nouvel, nonobstant les remonstrances et empeschemens desdictz Laignelet et Beguyn pour ledict cardinal de Lorraine, comme arcevesque et duc dudict Reims, abbé commandataire de l'abbaye Sainct-Remy, et des relligieux, prieur, et couvent dudict Sainct-Remy, et encores dudict Beguyn pour le cardinal de Vendosme, abbé de Signy, et les relligieux, prieur, et couvent dudict Signy, qui ont dict avoir droict, et estre en possession immémorialle, suivant l'ancienne coustume, de parcevoir droict de quint denier pour laigs et donnacion rémunératoires; et par le surplus desdictz Estatz a esté remonstré que par ladicte coustume tous seigneurs feudaulx n'avoient droict de percevoir droict de rachapt, ains seullement leur estoit deue la foy et hommaige de la bouche et les mains, que c'estoit chose déraisonnable que pour lesdictz laigs et donnacions rémunératoires, lesdictz seigneurs feudaulx perceussent droict de rachapt, au moyen de quoy avons ordonné, de l'advis desdictz Estatz, que ladicte ancienne coustume seroit réformée ainsy et en la manière qu'est contenu audict article, sans préjudice ausdictz cardinaulx, relligieulx, et prieurs, et couventz, de leursdictz droictz et possession immémoriale, à la charge que où ilz se vouldroyent ayder d'iceulx droictz et possession, ilz ne prandront le prouffict introduict par ce présent article.

[2] [83.] A la fin du quatre-vingt-troisiesme, commençant par ces motz : *Pour fiefz admortiz*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « S'il n'y a convencion « au contraire. »

et s'il est dict : « Francs deniers au vendeur, » sera deu droict de quint et requint.

[Laon, 177, 178; Chaalons, 195; Noyon, 23; Saint-Quentin, 68; Ribemont, 6, 7 et 8.]

[376.] 85[1]. [XLV.] Le droict de quint est la cinquiesme partye du pris de la chose vendue, non comprenant en icelle le pris du vin du marché, sinon qu'il fust excessif.

[Vitri, 49; Laon, 175; Chaalons, 183; Saint-Quentin, 75; Ribemont, 10, 11.]

[377.] 86. [XLVI.] Droict de requint est le cinquiesme denier dudict quint, tellement que de mil livres le quint font deux cens livres, le requint quarante livres; conséquemment quint et requint, douze vingtz livres pour lesdictz mil livres.

[Paris, 23; Laon, 175; Chaalons, 183; Saint-Quentin, 75; Ribemont, 10, 11.]

[375.] 87. [XLVII.] Est deu icelluy droict de quint seullement, ou droict de quint et requint ensemblement, oultre la bouche et les mains, ès cas qui s'ensuivent :

[384 et 386.] 88. [XLVIII.] Assavoir pour engaigement faict par le vassal, sans le consentement du seigneur feudal, de son fief, mectant icelluy hors de ses mains et possession à plus long terme que de troys ans, est deu par le propriétaire d'icelluy fief quint denier de la somme pour laquelle a esté engaigé ledict fief; néantmoins, peult ledict vassal bailler à louaige son fief à tant d'années qu'il luy plaist, au dessoubz de dix ans, en recevant par chacun an les louages d'icelluy, sans qu'il doibve aucun prouffict pour ce audict seigneur feudal;

[Vitri, 22; Chaalons, 192; Laon, 191, 192.]

[382, 392 et 410.] 89. [XLIX.] Aussi pour rente constituée sur ung fief, soit perpétuelle, ou racheptable, pourveu qu'elle ne feust infeudée, n'est deu aucun prouffict;

[Paris, 83; Vitri, 31, contre; Laon, 193.]

[384 et 386.] 90[2]. [L.] Pour ung bail faict à vyes, ou à plus de neuf ans, à la charge

[1] [85.] L'article quatre-vingt-cinquiesme, commençant par ces motz : *Le droict de quint*, est nouvel en ces mots : « Non comprenant « en icelle le pris du vin du marché, sinon « qu'il feust excessif. »

[2] [90.] L'article quatre-vingt-dixiesme, commençant par ces motz : *Pour un bail*, a esté de nouvel introduict, et certain article ancien contenu audict livre imprimé, par l'advis des gens desdictz troys Estatz, abrogé, duquel article la teneur ensuit :

« Si ung vassal baille ou transporte à tous-

d'aucunes redevances en deniers, grains, ou autres choses, s'il y a eu bourse deslyée par le preneur, est deu quint denier pour raison des deniers desboursez; autrement, s'il n'y a bourse deslyée, n'est deu que relief;

[Laon, 191; Vitri, 32, contre; Chaalons, 192; Saint-Quentin, 73.]

91 [1]. [LI.] Pour vendition faicte soubz grâce de rachapt, ou réméré, pour trois ans, n'est deu quint denier; mais si l'achapteur proroge ladicte grâce, sera ladicte prorogation réputée faicte en fraulde du seigneur feudal; auquel cas, pour raison d'icelle prorogation, sera deu quint denier, et si ladicte vendition faisant est dict : « Francs deniers au vendeur, » sera deu quint et requint par l'achapteur, auquel le vendeur rachaptant par après sondict fief sera tenu faire remboursement desdictz quint et requint payez audict seigneur feudal; [385.]

[Vitri, 22 et 33; Chaalons, 193.]

92. [LII.] Celuy à qui le vassal, pour se acquicter envers luy d'une rente perpétuelle ou viagère, baille et transporte son fief, doibt quint denier au seigneur feudal, à la raison du pris que valloit pour une foys ladicte rente; [389.]

[Paris, 23; Vitri, 51; Chaalons, 183.]

93. [LIII.] Pour vendition de quelque fief, ou rente infeudée, ou autre contract équipolent à vendition, soit telle vendition vouluntaire, ou nécessaire, comme faicte par décrect de juge, est deu quint denier au seigneur feudal par le vendeur; et s'il est dict : « Franc denier au vendeur, » est deu quint et requint par l'achapteur; [378, 383 et 409.]

[Paris, 83, 84; Vitri, 48, 52; Laon, 174, 175; Chaalons, 183; Noyon, 23; Ribemont, 9.]

94. [LIV.] Le semblable est en la vendition d'une rente non infeudée, soit perpétuelle, ou viagère, constituée sur aucun fief, de manière que [382 et 386.]

« jours son fief à aucun, son parent, ou estranger, à la charge de luy en rendre chascun an à tousjours, en la vie d'aucun, ou « durant certain temps limitté et convenu, « aucune redevance en deniers, grains, et « aultres choses, il en est deu quint denier « au seigneur feudal du pris que la redevance peult estre estimée valloir pour une « fois, à paier par celuy qui le reçoyt. »

[1] [91.] A l'article quatre-vingt-onziesme, commençant par ces motz : *Pour vendition*, ont esté, par advis desdictz troys Estatz, adjoustez ces motz : « Mais si l'achapteur « proroge ladicte grâce, sera ladicte proro- « gation réputée faicte en fraulde du sei- « gneur feudal; auquel cas, pour raison « d'icelle prorogation, sera deu quint de- « nier. »

le rentier se paye de ladicte rente par ses mains sur le revenu dudict fief, auquel cas est deu quint denier, et requint ou cas dessusdict.

[Laon, 193.]

95 [1]. [LV.] Pour ung retraict lignaiger exécuté contre le seigneur feudal qui avoit acquis le fief mouvant de luy, est deu audict seigneur feudal droict de quint et requint par le retrayant.

[Paris, 22.]

[387 et 464.] 96. [LVI.] Si pendant l'ouverture d'un fief saisy par faulte d'homme, droictz, et debvoirs, non faictz et payez, le propriétaire d'un fief saisy acquiert aucun fief mouvant de sondict fief saisy et tenu en arrière-fief dudict seigneur saisissant, sera deu audict seigneur par le vendeur d'icelluy fief tenu et mouvant de luy, comme dict est, quint denier du pris de ladicte acquisition, sinon qu'il feust dict : « Francs deniers au vendeur, » ouquel cas sera aussi deu audict seigneur quint et requint par ledict achapteur.

[Chaalons, 183.]

[464.] 97. [LVII.] Et a lieu l'article précédent ou cas que ledict propriétaire, depuis la main-mise de sondict fief, ayt eu souffrance et permission de joyr et percevoir les fruictz d'icelluy fief à certain temps, ou tant qu'il plaira audict seigneur feudal, et que pendant icelle souffrance et permission il eust faict ladicte acquisition d'icelluy fief mouvant de sondict fief saisy.

[387, 388 et 462.] 98 [2]. [LVIII.] Et ne peult ledict propriétaire, ou cas dessusdict, et pendant ladicte main-mise, réunir et incorporer à sondict fief le fief nouvellement acquis, si ce n'est par la permission dudict seigneur saisissant, ou que la foy et hommaige faictz depuis à sondict seigneur feudal, et adveu et dénombrement baillez audict seigneur, il eust comprins

[1] [95.] L'article quatre-vingt-quinziesme, commençant par ces motz : *Pour ung retraict*, a esté adjousté pour avoir esté omis, comme ledict article premier.

[2] [98.] A l'article quatre-vingt-dix-huitiesme, commençant par ces mots : *Et ne peult*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « Si ce n'est par la permission du« dict seigneur saisissant, ou que la foy et « hommaige faictz depuis à sondict seigneur « feudal, et adveu et dénombrement baillez « audict seigneur, il eust comprins à son« dict adveu et dénombrement ledict fief « nouvellement acquis, et que ledict adveu « et dénombrement eust esté simplement et « sans blasme receu par ledict seigneur feu« dal. »

à sondict adveu et dénombrement ledict fief nouvellement acquis, et que ledict adveu et dénombrement eust esté simplement et sans blasme receu par ledict seigneur feudal.

99. [LIX.] Le vassal est tenu incontinent après ladicte mutation venant de son costé, si elle est autrement que par mort, et si c'est par mort dedens les quarante jours après, aller devers son seigneur luy faire les foy et hommaige de sondict fief seullement, et oultre ladicte foy et hommaige faicte, payer audict seigneur rachapt, ou quint, ou requint, selon les cas dessus spécifliez; aultrement, par faulte de ce avoir faict, peult ledict seigneur feudal mectre en sa main le fief mouvant de luy, et icelluy faire exploicter en pure perte, et en faire les fruictz siens pendant la main-mise. [353, 355, 356, 406, 410, 411, 412 et 413.]

[Paris, 1; Vitri, 41; Laon, 182, 195; Chaalons, 186, 187, 188, 222; Saint-Quentin, 58, 59, 61; Ribemont, 16, 18, 20.]

100 [1]. [LX.] Exploicter en pure perte le fief, est joyr par le seigneur par ses mains d'icelluy fief, selon et ainsi que en joyssoit le vassal auparavant ladicte main-mise; quoy faisant, sera tenu payer les charges anciennes dudict fief. [405 et 431.]

[Paris, 1; Vitri, 41; Laon, 184; Chaalons, 187, 222; Ribemont, 16.]

101. [LXI.] Pareillement, si le vassal, auparavant ladicte main-mise, avoit baillé à ferme pour trois ans sondict fief, et pour ledict temps vendu les couppes de boys et pesches de ses estangs, seroit tenu ledict seigneur feudal d'entretenir les fermes et marchez faictz par ledict vassal, auquel cas les fermiers et marchans seront tenuz luy payer les loyers et pris desdictes couppes et pesches, aux termes et payemens convenuz entre eulx, qui escherront durant ladicte saisye, encores qu'ilz eussent anticippé lesdicts termes, et en tout, ou partye, avancé audict vassal lesdicts loyers et payemens. [432 et 433.]

[Paris, 56, 57, 58; Vitri, 37.]

102. [LXII.] Si toutesfois ledict vassal avoit faict lesdictes fermes ou ventes pour plus de troys années, ne sera tenu le seigneur feu- [434.]

[1] [100.] A la fin du centiesme article, commençant par ces motz : *Exploicter*, par l'advis desdictz Estatz, ont esté adjoustez ces mots : « Quoy faisant, sera tenu payer les « charges anciennes dudict fief. »

dal les entretenir, ains, lesdictes troys années escheues, pourra de nouvel bailler à ferme ledict fief saisy, et faire les ventes desdictes couppes à autres fermiers ou marchans; et se, auxdictes fermes ou marchez faictz pour troys ans, se trouve deffectuosité notable par la colusion desdicts vassal, fermiers, marchans, ou aultrement, pourra ledict seigneur feudal rompre lesdictes fermes et marchez, et de nouvel les bailler au plus offrant et dernier enchérisseur, en la manière acoustumée.

[Paris, 56, 57, 58, 59.]

[431 et 435.] 103. [LXIII.] Sera tenu ledict seigneur feudal faisant les fruictz siens ès manières que dessus, entretenir les bastimens, et autres appartenances dudict fief, de réparations menues et nécessaires, comme ung bon père de famille, et oultre payer les charges anciennes dudict fief.

[Paris, 1, 28; Laon, 211; Chaalons, 210; Saint-Quentin, 61.]

104 [1]. [LXIV.] Le vassal qui a enfrainct ladicte main-mise estant auparavant venue à sa congnoissance, est tenu de rendre les fruictz et levées par luy, ou de par luy receues, durant et depuis ladicte main-mise.

[Paris, 29; Ribemont, 21, 23.]

[406, 407 et 408.] 105 [2]. [LXV.] Le seigneur, incontinent après le trespas de son vassal, peult faire saisir le fief tenu de luy; mais si dedens les quarante jours après icelluy trespas, l'héritier faict ses offres, et se mect en debvoir, ledict seigneur ne faict les fruictz siens escheuz depuis ledict trespas, ains en doibt avoir ledict héritier main-levée, sans qu'il soit tenu des fraiz ne des despens de la saisye.

[Paris, 7; Vitri, 41; Laon, 183; Chaalons, 187, 188; Saint-Quentin, 58; Ribemont, 17.]

[355, 405 et 417.] 106. [LXVI.] Mais si dedens les quarante jours icelluy héritier ne faict son debvoir, icelluy seigneur faict les fruictz siens, dès et depuis le

[1] [104.] L'article cent quatriesme, commençant par ces motz : *Le vassal*, a esté adjousté, pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

[2] [105.] L'article cent cinquiesme, commençant par ces motz : *Le seigneur*, est nouvel seullement en ces motz : « Sans qu'il soit tenu des fraiz ne des despens de la saisye; » car, par l'ancienne coustume, l'héritier du vassal ayant faict dedans les quarante jours après le décez dudict vassal, ses offres et debvoirs audict seigneur feudal, estoit néantmoings tenu des fraiz et despens de la saisye.

jour de la saisye, et jusques au jour que ledict héritier est venu devers luy faire ses offres; et paye ledict héritier les fraiz de ladicte saisye.

[Paris, 7; Laon, 184; Chaalons, 188; Saint-Quentin, 59.]

107 [1]. [LXVII.] Le seigneur feudal qui faict les fruictz siens pendant ladicte main-mise, au moïen qu'il a opté pour son droict de rachapt le revenu d'une année du fief, s'il y a bois, taillis, ou estangs, prent le prouffict desdicts boys et estangs pour portion du temps seullement, eu esgard à ce que la couppe de boys, et pesche d'estangs, peult revenir par chacun an.

[Paris, 48, 49, 50; Vitri, 37; Laon, 211; Saint-Quentin, 61.]

108 [2]. [LXVIII.] Le vassal dedens quarante jours après la foy et hom- [355 et 417.]
maige par luy faicte à son seigneur feudal, doibt bailler son adveu et dénombrement audict seigneur feudal, et, quarante jours après icelluy baillé, doibt retourner pardevers ledict seigneur feudal le reblandir, c'est-à-dire savoir de lui s'il veult débattre ledict adveu et dénombrement; et où ledict seigneur ne le débattera, lesdicts quarante jours passez, sera ledict adveu et dénombrement tenu pour receu; et à faulte d'avoir faict ce que dessus par ledict vassal, peult ledict seigneur feudal faire saisir ledict fief, mais ne faict en ce cas les fruictz siens;

[Paris, 8, 9, 10, 11; Laon, 203, 204, 205; Chaalons, 204, 205, 206, 223; Saint-Quentin, 83; Ribemont, 32, 33.]

109. [LXIX.] Tellement que audict vassal, ayant depuis faict son deb- [407 et 408.]
voir, sera rendu compte de relicqua par les commissaires establiz au gouvernement de son fief, payant par lui les fraiz de la saisye, sallaire, et vacations des commissaires.

[Paris, 9; Vitri, 42; Laon, 203; Chaalons, 206; Saint-Quentin, 83.]

[1] [107.] L'article cent septiesme, commençant par ces motz : *Le seigneur feudal*, a esté de nouvel introduict par l'advis desdictz Estatz.

[2] [108, 109.] L'article cent huitiesme, commençant par ces motz : *Le vassal*, en ces mots : « Et quarante jours après icelluy « baillé, doibt retourner pardevers ledict seigneur feudal le reblandir, c'est-à-dire « savoir de luy s'il veult débattre ledict adveu et dénombrement; et où ledict seigneur « ne le débattera, lesdictz quarante jours « passez, sera ledict adveu et dénombrement « tenu pour receu; et à faulte d'avoir faict « ce que dessus par ledict vassal, peult ledict « seigneur feudal saisir ledict fief, mais ne « faict en ce cas les fruictz siens », a esté par l'advis desdictz Estatz de nouvel introduict; et conséquemment l'article cent neufiesme commençant par ce mot : *Tellement*, a esté aussi de nouvel introduict.

110 [1]. [LXX.] Le vassal est tenu faire la foy et hommaige, et offres acoustumées, audict seigneur feudal, au lieu seigneurial duquel meust et dépend ledict fief, s'il y est, sinon à son procureur, receveur, et officiers ayans charge de ce faire, si aucuns en y a, et s'il n'y en a, la doibt faire sur le lieu seigneurial, en présence de notaires ou tesmoings, et le signiffier aux plus prochains voisins, et leur en bailler coppie audict lieu seigneurial; et, s'il n'y a lieu seigneurial destiné pour ce faire, la doibt faire au lieu où le seigneur a acoustumé recepvoir ses droictz seigneuriaulx, et le signiffier aux plus prochains voisins, et leur en laisser coppie comme dessus, et laisser pareille coppye atachée à la porte dudict lieu, ou à la porte de l'église parochiale d'icellui lieu; et vallent telles offres tout ainsi que si elles estoient faictes audict seigneur, qui ne peult, icelles faictes, tenir ledict fief saisy en dommaige du vassal.

[Paris, 63; Vitri, 44; Laon, 187, 188; Chaalons, 190; Saint-Quentin, 79.]

111 [2]. [LXXI.] Ledict seigneur feudal n'est pas tenu recevoir son vassal à foy et hommaige par procureur, si le vassal peult faire la foy et hommaige en personne, ou s'il n'a excuse, au cas toutesfois que le seigneur feust sur le lieu pour en personne recevoir ses vassaulx; car s'il n'y estoit en personne, et avoit laissé audict lieu ung procureur pour recevoir les foy et hommaige, seroit tenu ledict procureur pareillement [le] recevoir par procureur.

[Paris, 67; Laon, 188, 217, 220; Chaalons, 191, 217, 220; Saint-Quentin, 79.]

112 [3]. [LXXII.] Souffrance, tant qu'elle dure, vault foy, et est tenu le seigneur feudal bailler ladicte souffrance au tuteur ou gardien de mi-

[1] [110.] L'article cent dixiesme, commençant par ces motz : *Le vassal est tenu*, a esté adjousté, pour avoir esté omis, comme ledict premier article; a esté aussi introduict de nouvel en ces motz : « Et le signiffier aux « plus prochains voisins, et leur en bailler « coppie, et attacher pareille coppie audict « lieu seigneurial; et s'il n'y a lieu seigneu- « rial destiné pour ce faire, la doibt faire au « lieu où le seigneur a acoustumé recepvoir « ses droictz seigneuriaulx, et le signiffier « aux plus prochains voisins, et leur en laisser « coppie comme dessus, et laisser pareille « coppye attachée à la porte dudict lieu, ou à « la porte de l'église parochiale d'icellui lieu; « et vallent telles offres tout ainsi que si elles « estoient faictes audict seigneur, qui ne « peult, après icelles faictes, tenir ledict fief « saisy au dommaige du vassal. »

[2] [111.] L'article cent onziesme, commençant par ces motz : *Ledict seigneur feudal*, a esté, par l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduict.

[3] [112.] L'article cent douziesme, commençant par ce mot : *Souffrance*, a esté adjousté pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

neurs, jusques à ce qu'ils soient devenuz en aage pour porter la foy et hommaige.

[Paris, 41, 42; Laon, 170; Chaalons, 180.]

113. [LXXIII.] L'aage pour porter la foy et hommaige est aux masles de quatorze ans, et aux femelles de douze ans, acompliz, comme il est dict cy-dessus [art. 69].

[Paris, 32, contre; Laon, 171, contre; Chaalons, 181, contre; Saint-Quentin, 77.]

114. [LXXIV.] Le frère aisné peult porter la foy et hommaige au seigneur feudal, pour ses frères et soeurs puisnez; ce faisant, acquicte sesdictes soeurs de leur premier mariage, pour le regard des fiefz qui leur adviennent en succession directe; et où ledict aisné seroit refusant porter ladicte foy, les puisnez successivement la pourront porter et acquicter comme dessus; et ne pourra l'aisné estre contrainct porter ladicte foy, ou cas que les puisnez voulsissent optenir de tenir leurs portions de fief de leur seigneur feudal, et non de leur aisné. [411, 425 et 426.]

[Paris, 35; Vitri, 62; Laon, 159, 167; Chaalons, 167, 168, 169; Saint-Quentin, 35.]

115. [LXXV.] Car, par ladicte coustume, lesdictz puisnez frères et soeurs peuvent, si bon leur semble, tenir leur portion de fief de leur frère aisné, et en ce cas ledict aisné en faict arrière-fief au seigneur feudal; ou bien lesdicts puisnez peuvent tenir leursdictes portions de fief du seigneur feudal, à leur choix et option, et ce dedens l'an après qu'ilz sont aagez, et hors de minorité; car, ledict temps passé, n'y seront plus receuz, et tiendront leursdictes portions en fief de leurdict frère aisné, et en arrière-fief dudict seigneur feudal. [427.]

[Vitri, 25; Laon, 159; Chaalons, 168, 172.]

116. [LXXVI.] Le pareil peult faire le père, mère, ayeul, ou ayeule, à leurs enfans, ou enfans de leurs enfans; assavoir leur partaiger son fief, et faire que les membres d'icelluy tiendront en foy et hommaige de luy, ou de son fils aisné, sans moyen, et du seigneur dudict fief en arrière-fief; ce que ne peuvent faire lesdicts enfans en succession colatérale, en laquelle aussi leur est permis partaiger entre eulx ung fief, mais ne peuvent tenir leurs partz et portions dudict fief de leur frère aisné, ains seullement du seigneur dudict fief. [428, 429 et 430.]

[Vitri, 25; Chaalons, 170, 171.]

[418.] 117 [1]. [LXXVII.] Le vassal ne peult, sinon aux cas contenuz ès deux articles précédens, desmembrer son fief au préjudice du seigneur feudal; peult toutesfois s'en jouer jusques à démission de foy; c'est assavoir les bailler à cens et à rente, en portant la foy dudict fief à son seigneur feudal; ouquel cas, et advenant mutacion de fief, pourra ledict seigneur saisir et exploicter ledict fief à pure perte, selon les cas dessus spécifiez, sans avoir esgard aux baulx à cens et rentes faictz par son vassal sans son consentement, et non infeudez par luy.

[Paris, 51, 52; Vitri, 23, 24, 25; Laon, 161, 192; Chaalons, 194, 195; Saint-Quentin, 70, 71.]

118 [2]. [LXXVIII.] Si le vassal vend, donne, ou autrement aliène, son fief, et le mect en la main de l'acquéreur qui se inmisce en icelluy sans avoir relevé, ny faict offres raisonnables au seigneur feudal, ledict seigneur peult faire saisir icelluy fief, et en faire les fruictz siens, jusques au jour que tel acquéreur ayt relevé de luy, et faict lesdictes offres; mais si le vassal l'avoit vendu, donné, et aliéné, sans l'avoir déclairé et notiffié audict seigneur, ou sans soy en estre dessaisy, icelluy seigneur ne pourroit faire saisir ledict fief tant que ledict vassal le tiendroit entre ses mains, ains est tousjours icelluy vassal tenu et réputé homme dudict seigneur.

[Paris, 1; Vitri, 38, 124; Laon, 195; Chaalons, 257; Ribemont, 16.]

[420 et 421.] 119 [3]. [LXXIX.] Le seigneur feudal peult, si bon luy semble, recevoir à ung fief tenu de luy tous les vassaulx qui se présentent, et de chacun d'eulx prendre ses droictz; et s'il se trouve que aucun d'eulx n'y ayt droict, ou en soit évincé par procès, ou autrement, ledict seigneur n'est

[1] [117.] A l'article cent dix-septiesme, commençant par ces motz : *Le vassal ne peult*, ont esté, de l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « Peult toutesfois s'en jouer jus« ques à démission de foy, c'est assavoir le « bailler à cens et à rente en portant la foy « dudict fief à son seigneur feudal; ouquel « cas, et advenant mutacion de fief, pourra « ledict seigneur saisir et exploicter ledict « fief à pure perte, selon les cas dessus « spéciffiez, sans avoir esgard aux baulx à « cens et rentes faictz par son vassal sans « son consentement, et non infeudez par « luy. »

[2] [118.] L'article cent dix-huitiesme, commençant par ces motz : *Si le vassal*, a esté, par l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduict.

[3] [119.] A la fin de l'article cent dix-neufiesme, commençant par ces motz : *Le seigneur feudal*, par ledict advis, ont esté adjoustez ces motz : « Sinon que le vassal, « voulant user de répétition, eust juste et « probable cause d'erreur. »

tenu de restituer ce qu'il aura receu, sinon que le vassal voulant user de répétition, eust juste et probable cause d'erreur.

[Laon, 214 ; Chaalons, 213.]

120 [1]. [LXXX.] Celluy qui a obtenu adjudication du fief par sentence, est tenu de le relever du seigneur du fief dominant, encores que celuy qui a succombé au procès eust relevé ledict fief, et ce sans restitution, compensation, ny diminution dudict droict de relief qui auroit esté payé, sinon au cas d'erreur probable, comme dessus. [422.]

[Laon, 215 ; Chaalons, 214.]

121. [LXXXI.] Le seigneur feudal ne différera, si bon luy semble, à recevoir aucun vassal à son fief pour opposition, ou appellation, qui pourroit estre faicte par autre prétendant droict audict fief; et suffist qu'il déclaire qu'il n'entend préjudicier au droict d'autruy. [424.]

[Laon, 216; Chaalons, 215.]

122. [LXXXII.] Le premier desdicts contendans qui a faict lesdictes foy et hommaige, et a payé les droictz et debvoirs seigneuriaulx, y ayant esté receu, faict cesser la saisye dudict seigneur feudal, lequel n'a plus cause d'empescher ledict fief, supposé qu'il demeure contentieulx entre lesdicts contendans. [423.]

123 [2]. [LXXXIII.] Il est permis au vassal, pour le refus faict par son seigneur feudal de le recevoir à foy et hommaige, se faire recevoir par main souveraine, en consignant les droictz et debvoirs acoustumez.

[Laon, 186; Chaalons, 189.]

124. [LXXXIV.] Aussi le vassal, en cas de débat de deux seigneurs contendans la supériorité de son fief, se peult faire recevoir à foy et hommaige par main souveraine, en consignant comme dessus.

[Laon, 202; Chaalons, 202; Ribemont, 30.]

125 [3]. [LXXXV.] Si le seigneur feudal reçoit en foy et hommaige son [419.]

[1] [120.] Pareillement, à la fin de l'article six vingtz, commençant par ce mot : *Celluy*, ont esté, par ledict advis, adjoustez ces motz : « Sinon au cas d'erreur probable, comme « dessus. »

[2] [123, 124.] Les articles six vingtz-troys, commençant par ces motz : *Il est permis au vassal*, et six vingtz-quatre, commençant par ces motz : *Aussi le vassal*, ont esté adjoustez pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

[3] [125.] L'article six vingtz-cinquiesme, commençant par ces motz : *Si le seigneur feudal*, a esté, par ledict advis, introduict

vassal, sans aucune réservation, il ne peult saisir le fief pour les prouffictz prétenduz au précédent, mais le peult demander par action.

[Laon, 223.]

[455 et 458.] 126 [1]. [LXXXVI.] Le vassal désadvouant son seigneur feudal, et dényant tenir de luy, doibt avoir pendant le procès main-levée; mais s'il se trouve, par l'issue dudict procès, qu'il l'ayt mal désadvoué, ledict fief et fruictz d'icelluy tumbent en commis, et sont confisquez audict seigneur.

[Paris, 43, 45; Vitri, 40; Laon, 199, 218; Chaalons, 203, 218; Saint-Quentin, 81; Ribemont, 28.]

127 [2]. [LXXXVII.] Ne suffist au vassal de dire qu'il tient son fief du Roy, contre le seigneur supérieur; ains fault que expressément il advoue, ou désadvoue, celuy qui prétend estre son seigneur feudal, sinon ou cas que deux prétendissent la teneure feudale leur appartenir, auquel cas le vassal n'est tenu d'advouer, ou désadvouer, l'un ny l'autre, mais suffist d'offrir faire la foy à celuy qui obtiendra.

[Laon, 198; Chaalons, 199; Saint-Quentin, 80; Ribemont, 29.]

[354.] 128. [LXXXVIII.] Est tenu le vassal communicquer tous ses tiltres qu'il a de son fief à son seigneur feudal, et s'en purger par serment s'il en est requis; et en pareil est le seigneur feudal envers son vassal, avant qu'il soit tenu advouer, ou désadvouer.

[Paris, 44; Laon, 200, 201; Chaalons, 200, 201.]

[440, 456 et 457.] 129. [LXXXIX.] Si le vassal a machiné la mort et destruction de son seigneur feudal, ou pourchassé son villain déshonneur, ou autre dommaige notable, ou en hayne de la saisye de son fief, et autre exploict

de nouvel, et conséquanment a esté abrogée l'ancienne coustume par laquelle le seigneur feudal pouvoit faire saisir et exploicter le fief de son vassal, combien qu'il l'eust receu en foy et hommaige sans aucune réservation, sinon qu'en baillant main-levée et délivrance audict vassal, feust contenu ès lectres sur ce faictes, que ledict seigneur se tenoit content de ses droictz feudaulx qui luy pouvoient estre deubz à cause de son fief dominant.

[1] [126.] Le commencement de l'article six vingtz-sixiesme commençant par ces motz : *Le vassal désadvouant,* jusques à ces motz *Mais s'il se trouve*, a esté, par l'advis que dessus, de nouvel introduict.

[2] [127.] Aussi les articles six vingtz-septiesme, commençant par ces motz : *Ne suffist;* six vingtz-huit, commençant par ces mots : *Est tenu le vassal;* cent trentiesme, commençant par ce mot : *Pareillement,* et le cent trente-deuxiesme article, commençant par ces motz : *La saisie*, ont esté de nouvel introductz par l'advis que dessus.

feudal, par rébellion ayt bastu ou injurié à sa personne, et de faict expulsé du fief sondict seigneur, et de tout ce il soit attainct et convaincu suffisanment, icelluy vassal confisque son fief; mais si le semblable est faict à la personne du sergent faisant la saisye, ou des commissaires par luy establiz exerçans leurdicte commission, sera tenu tel vassal amender telle offence à l'arbitraige du juge, sans commise du fief.

[Laon, 196; Chaalons, 197; Ribemont, 31.]

130. [xc.] Pareillement le seigneur commectant félonnye envers son vassal, en machinant sa mort, ou destruction, en luy pourchassant villain déshonneur, ou dommaige notable, s'il en est attainct et convaincu suffisanment, pert son droict et teneure feudale qu'il avoit sur ledict fief de sondict vassal, qui tiendra du seigneur immédiat duquel tient son seigneur de fief, si bon semble audict vassal.

[Laon, 197; Chaalons, 198; Ribemont, 31.]

131. [xci.] Le seigneur feudal qui mect en sa main aucun fief par faulte d'homme, droictz, et debvoirs, non faictz et non payez, peult semblablement mectre en sa main tous les arrière-fiefz ouvers, deppendans d'icelluy fief; et en ce cas les propriétaires et seigneurs dudict arrière-fief, et chacun d'eulx, peuvent faire la foy et hommaige au seigneur dont ils tiennent en arrière-fief, lequel est tenu de les recevoir, et leur bailler main-levée, et faire délivrance, en luy payant les droictz et debvoirs seigneuriaulx, si aucuns en sont deubz à cause de l'arrière-fief qui leur appartenoit. [416.]

[Paris, 54, 55; Vitri, 43.]

132. [xcii.] La saisye faicte pour plusieurs causes conjoinctement, ou divisément, comme pour hommaige, droictz, et debvoirs, non faictz et non payez, et dénombrement non baillé, est vallable, pourveu que pour l'une d'icelles causes elle se puisse soustenir, encores que le vassal eust satisfaict à aucunes d'icelles.

[Laon, 206; Chaalons, 207.]

133 [1]. [xciii.] Le vassal ne peult prescripre contre son seigneur feudal, [468.]

[1] [133.] A la fin de l'article six-vingtz-treize commençant par ces motz : *Le vassal ne peult*, par l'advis desdictz Estatz, ont esté adjoustez ces mots : « Mais le proffict de rachapt, ou de quint et requint, se prescript « par trente ans. »

ne le seigneur contre son vassal, pour quelque temps que ce soit, et feust de cent ans; mais le prouffict de rachapt, ou de quint et requint, se prescript par trente ans.

[Paris, 12; Vitri, 49, 136; Laon, 185, 212, 213; Chaalons, 211, 212; Ribemont, 54.]

[468.] 134. [XCIV.] Se peult prescripre aussi par trente ans la teneure dudict fief, contre le vray seigneur d'icelluy, par autre prétendant ledict fief luy appartenir.

[442.] 135. [XCV.] Le seigneur feudal peult prendre, et retenir, par puissance de fief, le fief vendu par son vassal, en remboursant l'achapteur du sort principal, avec les fraiz et loyaulx coustz, comme est couché par cy-après au tiltre : *Des retraictz* [art. 220].

[Paris, 20; Vitri, 38; Laon, 257, 258; Chaalons, 256; Ribemont, 2.]

[252.] 136. [XCVI.] Pour acquérir droict de propriété et possession des fiefz venduz, donnez, léguez, ou aultrement advenuz que par succession, donnation faicte en advancement d'hoyrrye, ou en faveur de mariage, par ceulx à qui l'on debvoit succéder, est requis que les vendeurs, donateurs, et [héritiers des?] testateurs d'iceulx, ou procureurs pour eulx, se démectent et dessaisissent ès mains des seigneurs dont sont tenuz lesdictz fiefz, ou de leurs baillifz et officiers, et que les achapteurs, donataires, ou légataires, soient receuz en foy et hommaige par iceulx seigneurs, bailliz, ou officiers, et en soient mis en possession.

[Paris, 82, contre; Laon, 172; Chaalons, 123, contre.]

137 [1]. [XCVII.] Toutesfois la dilligence du vassal envers le seigneur pour se faire recevoir et vestir, ou de celuy dont il a le droict, qui se sera desmis et dévestu, vauldra pour possession, tout ainsi que s'il avoit esté receu par lesdicts seigneurs [bailliz, ou officiers. Voyez l'art. 169].

[Laon, 173, 228.]

138. [XCVIII.] Le fief servant se gouverne selon la coustume du lieu où il est assis, et non selon la coustume du lieu où es sis (*sic*) le fief dominant.

[Laon, 224; Chaalons, 224.]

[1] [137, 138.] Les articles six-vingtz-dix-septiesme, commençant par ce mot : *Toutesfois*, et six-vingtz-dix-huitiesme, commençant par ces motz : *Le fief servant*, ont esté de nouvel introduictz, par l'advis que dessus.

[IV.] *Des héritaiges tenuz en roture, et droicts de cens, vestures et ventes deues à cause d'iceulx.*

139 [1]. [I.] Pour héritaiges de franc alleu ne sont deubz aucuns droictz ou debvoirs, seigneuriaulx ou feudaulx; néantmoins, pour acquérir la propriété d'iceulx, est requis veest et deveest, duquel droict sera parlé cy-après [art. 162; et ci-devant, art. 136].

[Paris, 82, contre; Laon, 133, contre; Chaalons, 123, contre.]

140. [II.] La pluspart des héritaiges roturiers sont tenuz en censive; y en a toutesfois aucuns pour lesquelz l'on n'a acoustumé payer aucun droict annuel, et ne doibvent au seigneur foncier sinon que vestures et ventes, ou vestures seulement, comme sera dict cy-après [art. 151 et suivans]. [230 et 231.]

141. [III.] Consiste tel cens en deniers, en grains, en vin, ou en autre chose, selon l'usaige des lieux. [230.]

142 [2]. [IV.] Vesture et veest est une mesme chose; toutesfois vesture s'entend aussi pour ce que l'on paye pour le veest d'héritaige acquis de nouvel, faict par les officiers de la justice où est assis ledict héritaige; pour lequel veest est deu à ladicte justice la somme de deux deniers parisis seullement. [Voyez, ci-après, l'art. 177, pour le salaire du greffier.] [214.]

[Chaalons, 125; Coucy, 3.]

143. [V.] Vente est le droict deu au seigneur censuel pour l'acquisition dudict héritaige, assavoir le douziesme denier du pris d'icelluy héritaige, qui est à raison de vingt deniers pour livre; lequel droict est deu par l'achapteur audict seigneur, en aucuns lieux, fins, et limittes subjectz à ladicte coustume, ès cas dont sera cy-après parlé. [222.]

[Paris, 76, 78; Vitri, 117; Laon, 137; Chaalons, 125; Noyon, 24; Coucy, 3.]

[1] [139, 140.] Les articles six-vingtz-dix-neufiesme, commençant par ces motz : *Pour heritaige*, et sept-vingtiesme, commençant par ces motz : *La pluspart*, ont esté adjoustez pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

[2] [142.] L'article sept-vingtz-deuxiesme, commençant par ces motz : *Vesture et veestz*, a esté, de l'advis que dessus, de nouvel introduict, en ce que le droict de vesture est partout et uniformément réduict à deux deniers parisis; car, par l'ancienne coustume, estoit deu en aucuns lieux ung denier, en autres deux, et autres douze deniers, ou plus ou moings, selon la diversité des usances.

[227, 228, 233 et 234.] 144 [1]. [VI.] Ung seigneur censuel, ores qu'il ne soit hault-justicier, peult procéder par voye d'arrest ou brandons, sur les fons, et fruictz pendans par les racines, des héritaiges à luy redevables d'aucuns cens, pour les arréraiges à luy deubz, et est pour ce regard censé et réputé avoir justice foncière et domaniale; et en consignant par celuy sur lequel on avoit saisy la dernière année dudict cens, aura main-levée (les partyes demourans en procès), pour le surplus, par-devant le juge ordinaire où est assis ledict héritaige, sans que le détenteur puisse décliner.

[Paris, 74, 75; Laon, 136; Chaalons, 126, 209; Saint-Quentin, 90, 91, contre; Ribemont, 52, 53.]

[229.] 145 [2]. [VII.] Si l'achapteur n'ayant consigné et eu main-levée, comme dessus, enfrainct ladicte saisye estant venu à sa congnoissance, sera tenu de rendre les fruictz et levées par luy receues, et payer l'amende de six sols parisis.

[237.] 146. [VIII.] Le nouveau et tiers détenteur de l'héritaige chargé de cens, et autres droictz seigneuriaulx, peult, si bon luy semble, renoncer audict héritaige, et le laisser au seigneur censuel, en payant et acquictant seullement tous les arréraiges et droictz seigneuriaulx deubz et escheuz de son temps.

[Paris, 102, 103, 109 et 110.]

[238.] 147. [IX.] Au cas que ledict héritaige ayt esté saisy soubz couleur que

[1] [144.] L'article sept-vingtz-quatriesme, commençant par ces motz : *Ung seigneur censuel*, en ce qu'il est permis audict seigneur censuel, n'ayant haulte justice, de procéder par saisye, par faulte de cens non paiez, a esté, par l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduict.

[2] [145.] L'article sept-vingtz-cinquiesme, commençant par ces motz : *Si l'achapteur*, a esté débattu et empesché par lesdictz Aignelet et Beguyn pour lesdictz sieurs cardinaulx de Lorraine et Vendosme, religieux, prieurs, et couventz desdictes abbayes de Sainct-Remy, et Signy, et par ledict Le Poyvre pour lesdictz prévost, doyen, chantre, et chappitre de l'église dudict Reyms, et encores par ledict Beguyn pour les relligieuses, abbesse, et couvent dudict Sainct-Pierre de Reims, et les doyen, chanoines, et chappitre de l'église Sainct-Symphorien dudict Reyms, et par Troptmignot pour les religieulx et couvent de Sainct-Nicaise dudict Reyms, disans que, par l'ancienne coustume, celuy qui avoit enfrainct la saisye contenue audict article estoit émendable de soixante solz parisis, et que lesdicts seigneurs ont droict et possession immémorialle de parcepvoir ladicte amende; ausquelz Laignelet, Beguyn, Poyvre et Troptmignot, èsdictz noms, avons octroyé acte de leur déclaration pour leur servir et valloir en temps et lieu ce que de raison; et néantmoings passera l'article pour coustume, suivant l'advis desdictz Estatz, sans préjudice de leursdictz droictz et possessions, pour lesquelles ilz demoureront en leur entier.

ledict seigneur censuel prétend luy estre deu plusieurs années d'arréraiges desdicts cens, sera tenu ledict seigneur, sinon qu'il voulsist faire apparoir de son deu par lectres, defférer le serment au détenteur dudict héritaige saisy; lequel détenteur faisant ledict serment sera creu, excepté pour le cens de la dernière année, du payement duquel il doibt faire preuve par lectres ou tesmoings.

[Paris, 109, 120.]

148 [1]. [x.] Par deffault de cens, vestures, et ventes, non payées, sont deues amendes au seigneur foncier, assavoir de quatre solz parisis pour ledict cens, et de six solz parisis pour lesdictes vestures et ventes. [222 et 232.]

[Paris, 77, 85; Laon, 135.]

149. [xi.] S'il n'y a qu'une saisye faicte par ledict seigneur, encores qu'elle soict faicte par défault de payer le cens de plusieurs années, n'y aura que une seulle amende; mais s'il y a plusieurs saisyes, en debvra pour chacune saisye une amende de quatre solz parisis. [214 et 236.]

150 [2]. [xii.] Le nouveau seigneur d'aucun héritaige de franc alleu, ou roturier, hors les cas où n'est requis veest et deveest, desquelz sera cy-après parlé, ne se doibt mectre et inmiscer dedans ledict héritaige que premièrement il n'en soit vestu, ou ensaisiné, par la justice en laquelle est assis ledict héritaige, aultrement il encheoit en amende de [214, 215 et 216.]

[1] [148.] Pareillement l'article sept-vingtz-huitiesme, commençant par ces motz : *Par deffault,* a esté débatu et empesché par lesdictz Laignelet, et Beguyn, et Le Poyvre, et Troptmignot, èsdictz noms, disans aussi que par l'ancienne coustume, tant pour raison de cens non paiez, que droict de vesture non payé, estoit aussi deue l'amende de soixante solz parisis, et que lesdictz seigneurs ont droict et immémoriale possession de parcevoir ladicte amende; ausquelz avons octroyé acte de leur remonstrance et déclaration, pour leur servir et valloir en temps et lieu; et néantmoings passera l'article par coustume, suivant l'advis desdictz Estatz, sans préjudice ausdictz seigneurs de leursdictz droictz et possessions, à la charge que où ilz se vouldront ayder d'iceulx droictz et possessions immémoriales, ilz ne prendront le prouffict introduict en ce présent article de coustume.

[2] [150.] L'article sept-vingtz-dixiesme, commençant par ces motz : *Le nouvel seigneur,* a esté pareillement débatu et empesché par lesdictz Aignelet, Beguyn, Le Poyvre et Troptmignot, èsdictz noms, en ce que l'amende de *tost entrée,* qui estoit anciennement de soixante solz parisis, a esté réduicte à la somme de six solz parisis seullement, disans que lesdictz seigneurs ont droict et possession immémoriale de parcevoir ladicte amende de soixante solz parisis; ausquelz avons octroyé acte de leurdicte déclaration, pour leur servir et valloir en temps et lieu, ce que de raison; et néantmoins passera l'article pour coustume, suivant l'advis desdictz Estatz, sans préjudice ausdictz seigneurs de leursdictz droictz et possessions pour lesquelles ilz demeureront en leur entier.

six solz parisis, laquelle est vulgairement appellée l'amende de *tost entrée* [art. 171, 172].

[Laon, 133, contre.]

[224.] 151 [1]. [XIII.] Pour donations d'héritaiges faictes entre vifz, soient simples, gratuites, ou rémunératoires, ou faictes à quelques charges, et aultrement, ne sont deubz droictz de ventes, sinon qu'il y eust bourse deslyée; auquel cas seroit deu ventes, jusques à la concurrance des deniers desboursez.

[Chaalons, 125; Noyon, 24.]

[225 et 226.] 152 [2]. [XIV.] En eschange faict d'héritaige à autres, de but à but, et sans soulte de deniers, encores que lesdictz héritaiges feussent assis en diverses censives, ne sont deues ventes; et s'il y a soulte de deniers, sont deues ventes jusques à la concurrence d'icelle. [Voyez l'art. 84.]

[Laon, 139; Noyon, 24.]

153 [3]. [XV.] Pour héritaiges prins à tiltre de surcens, emphitéose, ou louage à plus de trente ans, ne sont deues ventes, s'il n'y a bourse deslyée; auquel cas seront deues ventes au seigneur censuel par le preneur, jusques à la concurrance des deniers par luy desboursez

[1] [151.] Aussi l'article sept-vingtz-unziesme, commençant par ces motz : *Pour donnations d'héritaiges*, a esté empesché et débattus par lesdictz Laignelet, Beguyn, Poyvre et Troptmignot, èsdictz noms, en ce que, pour donnations rémunératoires, et à charges, faictes entre vifz, ne sont deubz droictz de vente, disans qu'ilz ont droict et possession immémoriale de parcevoir prouffict en ce cas, pour raison desdictes donnations rémunératoires; assavoir pour le regard des héritaiges feudaulx, droict de quint, comme il a esté cy-dessus remonstré sur l'article quatre-vingtz-deuxiesme, et pour les héritaiges roturiers, droictz de ventes; ausquelz avons octroyé acte de leur déclaration, pour leur servir comme de raison; et néantmoings passera l'article pour coustume, suivant l'advis desdictz Estatz, sans préjudice ausdictz seigneurs de leursdictz droictz et possessions, pour lesquelz ilz demoureront en leur entier.

[2] [152.] L'article sept-vingtz-douziesme, commençant par ces motz : *En eschange*, a esté principallement débatu et empesché par lesdictz Laignelet, Beguyn, et Poyvre, et Troptmignot, èsdictz noms, disans que par l'ancienne coustume, pour eschange d'héritaiges assis en diverses censives, estoient deues ventes, et qu'ilz ont droict et possession immémoriale de percevoir lesdictes ventes audict cas d'eschange; ausquelz semblablement avons octroyé acte de leur déclaration, pour leur servir et valloir en temps et lieu, ce que de raison; et néantmoings passera l'article pour coustume, suivant l'advis des gens desdictz troys Estatz, sans préjudice ausdictz seigneurs de leursdictz droictz et possessions, pour lesquelles ilz demoureront en leur entier.

[3] [153, 154.] Les articles sept-vingtz-treiziesme, commençant par ces motz : *Pour héritaiges*, et sept-vingtz-quatorziesme, commençant par ces motz : *Aussi pour rentes*, ont esté, par l'advis que dessus, de nouvel introduictz.

154. [XVI.] Aussi pour rentes constituées à pris d'argent sur aucuns héritaiges, soient lesdictes rentes rachaptables ou non, ne sont deues ventes audict seigneur, ores que l'achapteur pour l'asseurance d'icelles s'en feust faict vestir par ledict seigneur.

155 [1]. [XVII.] Si aucun achapte aucun héritaige à pris d'argent, à faculté de rachapt, sont deues ventes au seigneur censuel au pris dessusdict, par l'achapteur seul, sans que ledict seigneur soit tenu attendre ledict rachapt.

[Chaalons, 129.]

156 [2]. [XVIII.] Pour héritaige baillé à rente rachaptable, sont deues ventes, soit que ladicte rente se rachapte, ou non, et sans que ledict seigneur soit aussi tenu attendre ledict rachapt, ores que le temps d'icelluy feust préfix.

[Paris, 78.]

157. [XIX.] Du jour que le contract est passé et accordé entre les partyes, est acquis droict de vente, où ventes ont lieu, sinon que dedans huit jours après, lesdictes partyes, sans fraulde, eussent renoncé audict contract, auquel cas ne seroit deu ventes.

[Laon, 138; Noyon, 24; Coucy, 3, contre.]

158 [3]. [XX.] Pour deffault de payer ventes, le seigneur censuel ne [227 et 228.]
peult procéder par saisie; ains seullement doibt et peult venir par

[1] [155.] L'article sept-vingtz-quinziesme, commençant par ces motz : *Si aulcun*, a esté adjousté, pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

[2] [156, 157.] L'article sept-vingtz-seiziesme, commençant par ces motz : *Pour héritaige*, et sept-vingtz-dix-septiesme, commençant par ces motz : *Du jour*, ont esté de nouvel introduictz, par l'advis que dessus.

[3] [158.] Le sept-vingtz-dix-huitiesme article, commençant par ces motz : *Par défault*, a esté empesché et débattu par lesdictz Laignelet, Beguyn, Le Poyvre et Troptmignot, èsdictz noms, disans que par l'ancienne coustume, à faulte de vesture et payement de ventes, le seigneur peult faire saisir et mectre en sa main ses [*sic*, les?] héritaiges venduz pour lesquelz luy sont deues vestures et ventes, et si sur ce y a opposition, lesdictz héritaiges demoureront en la possession dudict seigneur, sans en donner recréance ou mainlevée audict opposant pendant le procès, jusques à ce qu'il ayt nanty et garny la main du droict d'icelles vestures et ventes, et qu'ilz ont droict et possession immémoriale des droictz dessusdictz; ausquelz avons octroyé acte de leur déclaration, pour leur servir et valloir en temps et lieu ce que de raison; et néantmoins passera l'article par coustume, suivant l'advis desdictz Estatz, sans préjudice ausdictz seigneurs de leursdictz droictz et possessions, pour lesquelles ilz demoureront en leur entier.

action; pour laquelle néantmoings il se peult adresser au détenteur de l'héritaige tenu de luy en censive, affin d'estre payé desdictes ventes, lequel détenteur, ne pareillement celuy qui pourra estre appellé en garend par ledict détenteur, ne pourront décliner la jurisdiction ordinaire, ores qu'ilz feussent demourans en autre jurisdiction.

[Paris, 81; Laon, 140; Coucy, 3, contre.]

[223.] 159. [XXI.] S'il se trouve que l'achapteur d'aucun héritaige tenu en censive, soy faisant vestir d'icelluy, recelle le vray pris de son achapt, donnant à entendre au seigneur censuel qu'il luy couste moings qu'il ne faict, pour fraulder ledict seigneur dudict droict de ventes, icelluy achapteur eschet en l'amende de soixante solz parisis.

160 [1]. [XXII.] Et pour obvier à telle fraulde, il est loisible au seigneur censuel de poursuivre l'acquéreur et nouvel détenteur d'aucuns héritaiges estans en sa censive, encores qu'il ne se soit faict vestir desdictz héritaiges, affin d'apporter et exhiber les lectres d'acquisition d'iceulx dictz héritaiges, s'aucunes en y a, pour estre payé des droictz de ventes, vestures et amendes s'ilz y eschéent.

[Paris, 73; Vitri, 45.]

[235.] 161. [XXIII.] Pour surcens, winaiges, rentes, et autres droictz seigneuriaulx dont les héritaiges tenuz en censive sont chargez, y a pareille contraincte et exécution que pour le cens, excepté que en aucuns lieux ne sont deues aucunes amendes en deffault de payement d'iceulx droictz, et en ce se fault reigler selon la coustume des lieux et joïssance des seigneurs, entre lesquelz ceulx qui ont haulte justice ont plus de pouvoir, n'ayant recours à autre justice que à la leur pour contraindre les détenteurs desdictz héritaiges audict payement.

[1] [160.] L'article huict-vingtz, commençant par ces motz : *Et pour obvier*, a esté de nouvel introduict par l'advis que dessus.

[V.] *De dessaisine, saisine et hipothecque, vulgairement appellé deveest, veest, nantissement.*

162 [1]. [I.] Pour acquérir droict de propriété en aucun héritaige tenu [214 et 215.]
en roture, est requis deveest et veest, c'est-à-dire dessaisine et saisine qui équipolle à démission que faict celuy qui aliène son fief, au seigneur feudal, et à réception en foy dudict seigneur faicte au nouvel acquéreur d'icelluy fief, sans lesquelles ne peult le nouvel détenteur dudict fief acquérir aucun droict de propriété en icelluy, comme il a esté dict cy-dessus au tiltre des fiefz [art. 136].

[Paris, 82, contre; Laon, 126, 172; Chaalons, 123, contre.]

163. [II.] Dessaisine ou deveest n'est autre chose que la permission que faict le vendeur à son achapteur d'entrer en la possession de la chose par luy vendue; et pour l'effect et solemnité d'icelluy deveest, est requis que le vendeur, ou procureur pour luy suffisamment fondé, se transporte par-devant le juge de la justice foncière du lieu où est assis ledict héritaige par luy vendu, et illec déclaire qu'il se deveest et démect de la possession dudict héritaige au prouffict de l'achapteur d'icelluy héritaige.

[Laon, 126.]

164 [2]. [III.] Le porteur des lectres d'acquisition est suffisamment fondé pour faire ledict deveest, encores que par lesdictes lectres il ne soit constitué procureur pour ce faire.

[Laon, 127.]

165 [3]. [IV.] Saisine ou veest est un acte solemnel faict par le seigneur

[1] [162, 163.] Les articles huict-vingtz-deuxiesme, commençans par ces motz : *Pour acquérir,* et huict-vingtz-troisiesme, commençant par ce mot : *Dessaisine,* ont esté adjoustez, par avoir esté omis, comme ledict premier article

[2] [164.] Le semblable est de l'article huict-vingtz-quatriesme, commençant par ces motz : *Le porteur,* à la fin duquel, par l'advis desdictz Estatz, aussi ont esté adjoustez ces motz : « Encores que par lesdictes lectres, « il ne soit constitué procureur pour ce « faire. »

[3] [165, 166, 167, 168.] Les articles huict-vingtz-cinquiesme, commençant par ces motz : *Saisine ou veest ;* huict-vingtz-sixiesme, commençant par ce mot : *L'acquéreur ;* huict-vingtz-septiesme, commençant par ces motz : *Et combien,* et huict-vingtz-huitiesme, commençant par ces motz : *Mais si ledict,* ont esté adjoustez, pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

foncier, ou sa justice, par la tradition d'un petit baston ou buschette à l'acquéreur, par lequel ledict acquéreur acquiert droict de propriété et possession, en l'héritaige par luy acquis, pourveu qu'il [le vendeur?] se soit préalablement dévestu dudict héritaige au prouffict d'icelluy achapteur, et non autrement.

[Laon, 126.]

166. [v.] L'acquéreur d'un héritaige, supposé qu'il ne soit le premier en tiltre, si toutesfois, le vendeur s'estant dévestu à son prouffict, se faict vestir et ensaisiner par la justice du lieu où l'héritaige est assis, il acquerra droict de propriété au préjudice du premier acquéreur.

[Laon, 128.]

167. [vi.] Et combien que ledict premier acquéreur eust joy par ung, deux, troys, quatre, cinq, six, sept, huit et neuf ans, sans soy faire vestir dudict héritaige par luy acquis, et qu'il s'en peust deffendre au possessoire, néantmoings au pétitoire sera mal fondé, et ne s'en pourra dire seigneur et propriétaire par le moyen de telle acquisition, ne par quelque joïssance qu'il en ayt eu, moindre que de dix ans.

[Laon, 129.]

168. [vii.] Mais si ledict achapteur avoit joy paisiblement par dix ans entiers de l'héritaige par luy acquis, il seroit faict vray seigneur et propriétaire par le moyen d'icelle acquisition et joïssance; et équipole telle joïssance de dix ans à tradition et vesture.

[Laon, 130 et 226.]

169 [1]. [viii.] Si toutesfois ledict premier acquéreur, au prouffict duquel ledict vendeur se seroit dévestu, a faict son debvoir envers la justice foncière pour s'en faire vestir et ensaisiner, et ladicte justice ayt esté reffusante ou délayante de ce faire, tel reffuz ou délay servira de veest à l'encontre dudict second achapteur, et tous autres, lesquelz auroient esté vestuz et ensaisinez par ladicte justice, après ledict reffuz ou délay, lesquelz pour ce n'auroient acquis aucun droict de propriété contre ledict premier achapteur, auquel au contraire ledict droict de

[1] [169, 170.] Les articles huict-vingtz-neuviesme, commençant par ces motz : *Si toutesfois,* et huict-vingtz-dixiesme, commençant par ces motz : *Peult ledict premier,* ont esté, par l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduicts.

propriété sera acquis par le moyen de sadicte diligence envers ladicte justice, et nonobstant ledict reffuz ou délay.

[Laon, 131.]

170. [IX.] Peult ledict premier achapteur, depuis l'an et jour d'icelle acquisition, intenter cas de nouvelleté contre ledict second achapteur qui le vouldroict troubler en sa possession, soubz umbre qu'il eust esté le premier vestu et ensaisiné dudict héritaige par luy acquis.

[Laon, 128.]

171. [X.] Veest et deveest n'a lieu en succession d'héritaige, soit directe ou colatéralle, ny en legs d'héritaige délivré par les héritiers d'un testateur, ou par justice au reffuz desdictz héritiers, ny en donnations mutuelles faictes entre conjoinctz, ou donnations faictes en advancement d'hoirrye, ou faveur de mariage, ny en acquisition faicte par retraict lignager. [27, 88, 217, 218, 219, 220 et 221.]

[Noyon, 27.]

172 [1]. [XI.] Veest et deveest n'est nécessaire en prinse d'héritaige à quelque tiltre que ce soit, ne en acquisition de rente, pour acquérir droict de propriété; toutesfois pour rentes constituées sur fief, est requis infeudation par le seigneur.

[Laon, 132; Chaalons, 124, 133, contre.
Voyez les Commentaires de Buridan sur Laon, art. 132.]

173. [XII.] Mais pour seureté de ladicte rente constituée sur héritaiges roturiers, et acquérir hipothecque pour raison d'icelle sur ledict héritaige, et aussi pour acquérir ypothecque pour quelque cause que ce soit, est requis nantissement qui se faict en deux manières :

[Laon, 119; Chaalons, 133, contre.]

174. [XIII.] L'une que celuy à qui est deu ladicte rente, ou autre debte, doibt faire nantir les lectres de constitution d'icelle rente, ou debte, sur lesdicts héritaiges sur lesquelz ladicte rente est constituée, ou qui sont obligez au payement de ladicte rente, qui est à dire exhiber les lectres de la constitution de ladicte rente aux maire, eschevins, ou autres [294.]

[1] [172, 176.] Les articles huict-vingtz-douziesme, commençant par ces motz : *Veest et deveest n'est nécessaire*, et huict-vingtz-seiziesme, commençant par ce mot : *Préjudiciera*, ont esté adjoustez, pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

officiers de la justice foncière du lieu où sont assis lesdictz héritaiges, et illec les requérir en présence de tesmoings, que pour seureté de ladicte rente, ou debtes, ilz nantissent lesdictes lectres, ou les tiennent pour bien nampties, sur lesdictz héritaiges, à ce que ladicte justice ne reçoyve de là en avant aucun autre namptissement, veest ou deveest, que ce ne soit à la charge dudict deu, ou rente, et priorité de son droict en iceulx, dont acte luy doibt estre délivrée à part, signé du greffier, ou endossé en sesdictes lectres, et enregistré au greffe de la justice des lieux où sont assis lesdictz héritaiges;

[Laon, 119; Chaalons, 133, contre; Ribemont, 51.]

[295.] 175. [XIV.] L'autre manière est que ledict acquéreur, ou créditeur, d'icelle rente, ou debte, obtienne commission du bailly de Vermandois, ou son lieutenant en ladicte prévosté de Reims, ou des prévostz royaulx oudict bailliage et prévosté de Reims, ou leurs lieutenans, adressant au premier sergent royal sur ce requis, lequel, en présence de tesmoings, fera pour ledict acquéreur, ou créditeur, semblable exhibition des lectres et requeste ausdictz maire et eschevins ou autres justiciers fonciers, en prenant acte à part, le faisant endosser ou enregistrer comme dessus, lequel sergent, au reffuz desdictz justiciers, fera ledict namptissement, et deffence ausdictz justiciers de ne recevoir de là en avant autre nantissement, veest ou deveest, desdictz héritaiges, au préjudice de celuy qui auroit esté faict par luy au reffuz desdictz justiciers; et de tout ledict sergent en fera son rapport, qui servira d'acte audict acquéreur, ou créditeur.

[Laon, 119; Chaalons, 133, contre; Ribemont, 51.]

176. [XV.] Préjudiciera tel nantissement aux subséquens sur mesmes héritaiges, de sorte que le dernier nampty pert sa debte, ou rente, si la valleur desdictz héritaiges est totallement entrée ou employée au payement et acquict de tout, ou partie, de ladicte debte, ou rente, du premier nampty.

[Laon, 119; Chaalons, 133, contre.]

177[1]. [XVI.] Sont tenuz lesdictz justiciers fonciers par-devant les-

[1] [177, 179, 180, 181.] Les articles huictvingtz-dix-septiesme, commençant par ces motz : *Sont tenuz;* huict-vingtz-dix-neuviesme, commençant par ce mot : *Supposé;*

quelz se font lesdictz veestz et deveestz, et namptissemens, faire faire par le greffier registre à part d'iceulx veestz, deveestz, et namptissemens, en luy payant les sallaires pour ce acoustumez, qui sont, quant aux héritaiges tenuz en fief, dix solz parisis, et quant à ceulx qui sont tenuz en roture, cinq solz parisis; et moiennant ce, sera ledict greffier tenu de délivrer les lectres ou endossement signez de luy, sinon que lesdictes lectres excédassent ung quart de peau, auquel cas sera payé du plus à raison de seize solz parisis pour peau.

[Laon, 120; Chaalons, 133, contre.]

178. [XVII.] Est requis que lesdictes lectres, ou contractz, soient [295 et 296.]
scellez de scel royal, ou autre autenticque, comme sont les scelz des bailliage, prévosté, et eschevinaige de Reims, séneschaucée de l'église dudict Reims, et du bailly de Sainct-Remy dudict Reims.

[Laon, 119.]

179. [XVIII.] Supposé que de ladicte rente, ou debte, n'y eust lectres passées, ainsi que dict est, pourra ledict acquéreur, ou créditeur, namptir l'acte de recongnoissance judiciaire ou condempnatoire d'icelle debte, ou rente, sur lesdictz héritaiges, en la forme que dessus.

[Laon, 121; Chaalons, 133, contre.]

180. [XIX.] Sentence de juge n'emporte hipothecque, sinon du jour qu'elle sera namptye ou exécutée par le juge, auquel cas hipothecque est créé du jour du namptissement ou exécution d'icelle, s'il n'y a appel, ou, y ayant appel, si elle est confirmée.

[Laon, 125, contre, en partie, pour le nantissement.]

181. [XX.] N'est requis, pour faire ledict nantissement, d'appeller les obligez à ladicte rente, ou debte, ne leurs héritiers après leurs trespas, ains se peuvent faire telz namptissemens sans leur consentement.

[Laon, 122, 123.]

182 [1]. [XXI.] Pour ypothecque que les mineurs ont sur les biens de [297.]

neuf-vingtiesme, commençant par ces motz : *Sentence de juge*, et neuf-vingtz-uniesme, commençant par ces motz : *N'est requis*, ont esté de nouvel introduictz, de l'advis que dessus.

[1] [182.] L'article neuf-vingtz-deuxiesme, commençant par ces motz : *Pour ypothecque*, est nouvel en ce que, pour les debtes actives des mineurs contre leurs tuteurs, n'est requis nantissement, ce qui estoit nécessaire par l'ancienne coustume, laquelle, pour ce regard, a esté abrogée.

leurs tuteurs pour l'administration de leurs tutelles, et les femmes sur les biens de leurs mariz pour leurs apportz et douaires, et les seigneurs pour leurs droictz seigneuriaulx, n'est requis namptissement, et, sans icelluy, est acquis ausdictes femmes, myneurs, et seigneurs, et héritiers de chacun d'eulx, droict réel.

[Laon, 124.]

183 [1]. [XXII.] L'acquéreur de rente namptie et réalisée peult, si bon luy semble, poursuivre personnellement ceulx qui ont constitué ladicte rente ou leurs héritiers, ou bien hypothecquairement le tiers détenteur des héritaiges sur lesquelz ladicte rente est namptye, affin de faire déclairer lezdictz héritaiges hipothecquez à ladicte rente, cours et continuation d'icelle, pour les faire vendre pour les arréraiges, et sans discution préalable.

[Paris, 100, 101; Vitri, 133; Laon, 116; Chaalons, 130, 131.]

184. [XXIII.] Si ceux qui ont constitué ladicte rente, ou leurs héritiers, détiennent leurs héritaiges ypothecquez à ladicte rente, celuy auquel est deu ladicte rente peult conclure personnellement et ypothecquairement contre eulx.

[Laon, 117; Chaalons, 31.]

185. [XXIV.] Si les héritiers d'aucune personne ayant constitué sur ses biens aucune rente, partissent entre eulx les héritaiges chargez de ladicte rente, celuy à qui est deu ladicte rente peult néantmoings poursuivre personnellement et ypothecquairement, pour le tout, celuy auquel sont escheuz les héritaiges ypothecquez à ladicte rente ou partie d'iceulx, lequel a son recours contre ses cohéritiers, qui sont obligez avec luy personnellement à icelle rente.

[Laon, 118.]

186. [XXV.] Meuble n'a suicte par hipothecque, sinon pour loyer de maison.

[Paris, 170, 171; Laon, 274; Chaalons, 273.]

[1] [183, 184, 185, 186.] Les articles neuf-vingtz-troisiesme, commençant par ce mot : *L'acquéreur;* neuf-vingtz-quatriesme, commençant par ces motz : *Si ceulx;* neuf-vingtz-cinquiesme, commençant par ces motz : *Si les héritiers;* neuf-vingtz-sixiesme, commençant par ce mot : *Meuble*, ont esté adjoustez, pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

[VI.] *De simple saisine.*

187 [1]. [I.] Celuy qui par deffault d'avoir la première année posseddé et joy paisiblement d'aucuns héritaiges, cens, rentes, ou autres droictz incorporelz, n'est recevable pour raison d'iceulx à intenter cas de nouvelleté, si toutesfois dès et depuis dix ans, et par la plus grande partie dudict temps de dix ans, il a joy paisiblement, soit continuellement, ou par intervalle, desdictes choses, encores qu'il ne soit fondé en tiltre, néantmoings est bien recepvable d'intenter le cas de simple saisine, afin d'estre remys en la possession qu'il avoit perdue, et icelle recouvrer.

[Paris, 97, 98; Laon, 134; Chaalons, 128.]

[VII.] *Du retraict, lignaiger, et feudal.*

188. [I.] Le retrayant lignaigier est préféré au seigneur feudal voulant avoir le fief tenu de luy, par retraict feudal. [444.]

[Paris, 22, 159; Vitri, 124; Laon, 259; Chaalons, 257; Noyon, 37; Ribemont, 2, 36.]

189. [II.] Quant aucun a vendu son héritaige de naissant, noble, ou roturier, à personne estrange, ou à son parent n'estant du costé et ligne dont luy est venu et escheu ledict héritaige, il est loisible au lignagier et parent du vendeur du costé et ligne dont ledict héritaige luy est escheu, de le demander et avoir par retraict lignagier, dedans l'an et jour de la réception en foy et hommaige, ou de la saisine et vesture faicte dudict héritaige par le seigneur feudal, ou foncier, ou ses officiers, sinon que ledict achapteur n'estant receu en foy et hommaige, ou vestu, eust joy unze ans acompliz dudict héritaige, en remboursant ledict achapteur du sort principal et loyaulx coustemens. [195 et 441.]

[Paris, 129, 130, 131, contre; Vitri, 126; Laon, 225, 226; Chaalons, 225; Noyon, 33, 34; Ribemont, 34, 35.]

190 [2]. [III.] Mais si tel héritaige n'estoit du propre, ou du naissant, [197, 442 et 444.]

[1] [187.] L'article neuf-vingtz-septiesme, commençant par ce mot : *Celuy*, a esté de nouvel introduict par l'advis que dessus.

[2] [190.] A la fin de l'article neuf-vingtz-dixiesme, commençant par ces motz : *Mais si tel héritaige*, par l'advis desdictz Estatz,

ains feust seullement de l'acquest dudict vendeur, audict cas retraict lignager n'auroit lieu, ains seullement retraict feudal, qui a lieu en tous cas pour ledict acquest, et pour lesdictz propres et héritaiges de naissant, ou cas qu'il n'y eust concurrance de lignager estant dudict costé et ligne, venans dedans ledict an et jour, lequel an et jour a cours contre majeurs, mineurs, absens, furieulx, et tous autres previllégiez, sans espérance de restitution.

[Paris, 131; Laon, 229; Chaalons, 254.]

191 [1]. [IV.] Pour réputer aucun estre parent lignager du vendeur du costé et ligne dont est procédé l'héritaige vendu, n'est requis qu'il soit descendu de l'estocq et branchaige commung; ains suffict qu'il soit parent du vendeur du costé et ligne dont l'héritaige vendu luy est escheu, tellement qu'il suffict que la chose vendue, au commencement ayt faict souche en la personne du vendeur du costé d'où vient le retrayant.

[Vitri, 126; Laon, 255; Chaalons, 235.]

192 [2]. [V.] A lieu ledict retraict tant en venditions volontaires, que nécessaires faictes par décrect de juge.

[Paris, 151, 152, 153, 159; Laon, 252; Chaalons, 253.]

[196.] 193 [3]. [VI.] Le filz est recevable à retraire l'héritaige vendu par son père, encores qu'il ne soit émancipé, ou que depuis soit devenu héritier de son père estant décédé dedans l'an de ladicte vendition.

[Paris, 142; Laon, 253; Chaalons, 240.]

[196.] 194 [4]. [VII.] Est aussi recepvable ledict filz, ou autre parent, à retirer

ont esté adjoustez ces motz : « Lequel an et « jour a cours contre majeurs, mineurs, « absens, furieulx et tous autres privilégez, « sans espérance de restitution. »

[1] [191.] L'article neuf-vingtz-unziesme, commençant par ces motz : *Pour réputer*, par l'advis desdictz Estatz a esté adjousté, pour obvier aux difficultez que l'on faisoit sur le contenu en icelluy.

[2] [192.] A l'article neuf-vingtz-douziesme, commençant par ces motz : *A lieu*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « Que nécessaires faictes par décret de « juge, » pour la difficulté qu'on faisoit sur le contenu audict article.

[3] [193.] L'article neuf-vingtz-treiziesme, commençant par ces motz : *Le filz est recepvable*, a esté de nouvel introduict, par l'advis que dessus, et l'ancienne coustume abrogée par laquelle le filz non émancipé, estant en puissance de père, ne pouvoit retraire l'héritaige qui estoit du naissant et vendu par sondict père à ung estrangier de la ligne.

[4] [194.] L'article neuf-vingtz-quatorziesme, commençant par ces motz : *Est aussi*, a esté de nouvel introduict, par l'advis que dessus.

ledict héritaige venant de son costé et ligne, encores que tel héritaige eust esté vendu auparavant qu'il eust esté né et conceu, pourveu qu'il vienne dedens le temps introduict par la coustume.

[Laon, 254; Chaalons, 241.]

195 [1]. [VIII.] Le lignager qui premier a faict adjourner l'acquéreur, exclud le plus prochain du vendeur, qui depuis auroit faict adjourner icelluy acquéreur; mais s'ilz sont concurrens d'un mesme jour, le plus prochain doibt estre préféré, encores qu'il ayt esté prévenu de l'heure; et, en concurrence de proximité et du jour, celuy que l'achapteur vouldra recongnoistre et choisir sera préféré, pourveu qu'il n'y ayt fraulde, argent desboursé, ou autre chose donnée, ou promise, pour ladicte recongnoissance et gratiffication, dont icelluy achapteur sera creu par serment; et, si la fraude est descouverte, sera l'autre préféré au retraict. [199, 443 et 451.]

[Paris, 141; Laon, 230; Chaalons, 228, 229; Ribemont, 35; Noyon, 35.]

196 [2]. [IX.] Le retrayant lignager, à l'adjournement qu'il faict donner à l'achapteur pour avoir les choses achaptées, par retraict, doibt faire offre, présens notaires ou deux tesmoings, des deniers ou loyaulx coustemens, et à parfaire; et doibt réitérer lesdictes offres à tous les appoinctemens de la cause, et jusques à l'appoinctement de la contestation inclusivement; et où il ne le feroit, il décheit dudict retraict. [203, 204, 211, 445 et 446.]

[Paris, 140; Vitri, 126; Laon, 231; Chaalons, 230, 231; Noyon, 35; Ribemont, 39.]

197 [3]. [X.] Il suffist l'adjournement de retraict estre faict dedans l'an [202.]

[1] [195.] A l'article neuf-vingtz-quinziesme, commençant par ces motz : *Le lignaigier,* ont esté, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « Mais s'ilz sont concurrans d'un mesme jour, le plus prochain doibt estre préféré, encores qu'il « ayt esté prévenu de l'heure; et, en concurrance de proximité et du jour, celuy que « l'achapteur voudra recongnoistre et choisir « sera préféré, pourveu qu'il n'y ayt fraulde, « argent desbourcé, ou aultre chose donnée, « ou promise, pour ladicte recongnoissance ou « gratiffication, dont icelluy achapteur sera « creu par serment; et, si la fraulde est descouverte, sera l'autre préféré au retraict. »

[2] [196.] L'article neuf-vingtz-seiziesme, commençant par ces motz : *Le retrayant,* par l'advis desdictz Estatz a esté de nouvel introduictz, pour le regard des offres mentionnées en icelluy qui se doibvent faire à l'adjournement.

[3] [197.] A la fin de l'article neuf-vingtz-dix-septiesme, commençant par ces mots : *Il suffist,* par l'advis desdictz Estatz, ont esté adjoustez ces motz : « Pourveu que l'assignation n'excède quarante jours après ledict an, « laquelle néantmoings l'achepteur pourra « faire abrévier par requeste. »

et jour comme dessus, pourveu que l'assignation n'excède quarante jours après ledict an, laquelle néantmoins l'achapteur pourra faire abrévier par requeste.

[Paris, 130; Vitri, 126; Laon, 232; Chaalons, 234.]

[201 et 454] 198 [1]. [XI.] Est au choix du retrayant de faire adjourner l'acquéreur par-devant son juge ordinaire, ou par-devant le juge du lieu où la chose est assise.

[Laon, 233; Chaalons, 231; Ribemont, 38.]

199 [2]. [XII.] Congé de court obtenu contre le retrayant, emporte gaing de cause.

[Vitri, 126; Laon, 234; Chaalons, 242.]

[203.] 200 [3]. [XIII.] N'est requis d'offrir tous les deniers à descouvert; mais suffist offrir une pièce d'argent, et à parfaire.

[Vitri, 126; Laon, 235; Chaalons, 231.]

201 [4]. [XIV.] Le demandeur en retraict, soit qu'il ayt consigné au greffe par auctorité de justice, ou qu'il ayt faict ses offres telles qu'il est tenu faire par la coustume, gaigne les fruictz dès et depuis lesdictes offres, ou cas qu'il obtienne audict retraict; et demourera la consignation au péril de celuy qui succumbera audict retraict.

[Paris, 134; Laon, 245, 246; Chaalons, 238 et 249.]

202. [XV.] Le retrayant recongneu à retraict, ou à qui, par sentence non suspendue, l'héritaige a esté adjugé, est tenu rembourser l'acquéreur de ses deniers dedans vingt-quatre heures après ladicte recong-

[1] [198.] L'article neuf-vingtz-dix-huitiesme, commençant par ces motz : *Est au choix*, a esté de nouvel introduict, par l'advis que dessus, et l'ancienne coustume abrogée, par laquelle il estoit loisible au demandeur en retraict, d'adjourner et intenter son action contre l'achapteur ou détempteur de l'héritaige subject à retraict [seulement] par-devant le juge soubz la juridiction duquel ledict héritaige est assis.

[2] [199.] L'article neuf-vingtz-dix-neufiesme, commençant par ces motz : *Congé de court*, a esté adjousté, pour avoir esté omis, comme le premier article.

[3] [200.] L'article deux-centiesme, commençant par ces motz : *N'est requis*, a esté de nouvel introduict, par l'advis que dessus, et l'ancienne coustume abrogée, par laquelle le retrayant n'estoit recepvable, s'il ne faisoit offre actuellement du pris principal, des vins, ventes et vestures, s'aucunes en estoient dues à raison de la vendition.

[4] [201, 202.] L'article deux-cens-ungniesme, commençant par ces motz : *Le demandeur*, et deux-cens-deuxiesme article, commençant par ces motz : *Le retrayant recongneu*, ont esté de nouvel introduicts par l'advis que dessus.

noissance, ou adjudication, pourveu que l'acquéreur luy ait exhibé ses lectres d'acquisition, ou icelles mises au greffe luy présent, ou appellé, et affermé le pris contenu en icelle estre véritable, et pareillement rembourser les loyaulx coustz vingt-quatre heures après la liquidation d'iceulx faicte, ou iceulx consigner en justice, ou cas qu'il y eust appel de ladicte liquidation; autrement, et à faulte de ce avoir faict, est débouté dudict retraict.

[Paris, 136; Laon, 236; Chaalons, 232; Ribemont, 46.]

203 [1]. [XVI.] Le retrayant est tenu de se purger par serment, où [204.
requis en seroit, que le retraict qu'il faict est de ses deniers, pour son prouffict, et sans fraulde.

[Laon, 237; Chaalons, 228.]

204 [2]. [XVII.] Si le retrayant doubte que l'on luy ayt faict fraulde au pris de la vendition, pour empescher le retraict, peult contraindre l'achapteur d'affermer en justice le vray pris, et soy purger par serment de toutes fraulde et simulations; et où il y en auroit quelque apparence, le vendeur pourra estre produict en tesmoignage pour avérer la fraulde maintenue par le retrayant.

[Laon, 238; Chaalons, 233.]

205 [3]. [XVIII.] Il est au choix du demandeur en retraict lignager, de [206.
s'adresser contre le premier achapteur qui depuis et dedans l'an et jour auroit vendu l'héritaige subject à retraict, ou bien contre le second achapteur et détenteur dudict héritaige, auquel il sera seullement tenu payer ce que ledict premier achapteur aura desboursé, sauf au second achapteur son recours contre icellui premier achapteur. [Voir l'art. 216.]

[Laon, 248; Chaalons, 243; Vitri, 127.]

[1] [203.] L'article deux-cens-troisiesme, commençant par ces motz : *Le retrayant est tenu*, a esté adjousté, pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

[2] [204.] Pareillement l'article deux-cens-quatriesme, commençant par ces motz : *Si le retrayant*, a esté adjousté pour avoir aussi esté omis; et par l'advis desdictz Estatz, y ont aussi esté adjoutez ces motz : « Et où il « y en auroit quelque apparence, le ven« deur pourra estre produict en tesmoignage « pour avérer la fraulde maintenue par le « retrayant. »

[3] [205.] L'article deux-cens-cinquiesme, commençant par ces motz : *Il est au choix*, par l'advis desdictz Estatz, a esté amplié, en ce qu'il est permis au demandeur en retraict de s'adresser contre le premier achapteur qui depuis l'an et jour auroit vendu l'héritaige subject à retraict.

206 [1]. [XIX.] Si par une mesme vendition plusieurs héritaiges sont venduz, les ungs venans d'acquest, et les autres de naissant, ou venans de divers naissans, le retraïant peult retraire ce qui est de naissant de son costé et ligne, en payant l'estimation qui se doibt faire eu regard au total, et par appréciation des autres choses vendues, encores que l'achapteur luy voulsist délaisser tous les héritaiges ensemblement venduz pour le pris qu'il les auroit euz; sinon qu'icelluy achapteur eust grand et notable intérest et incommodité de laisser une des choses sans l'autre, auquel cas tel retrayant est tenu de tout prendre, ou tout laisser.

[Laon, 239; Chaalons, 236; Ribemont, 41, contre.]

207 [2]. [XX.] Si les héritaiges venduz estoient du naissant de plusieurs et divers lignagers qui les vouldroient retraire, chacun d'eulx peult avoir ce qui est de son costé et ligne, en payant l'estimation qui seroit faicte, eu esgard au pris principal de la vendition.

[Laon, 240; Chaalons, 236; Vitri, art. 129, contre; *nisi capiatur in sensu articuli sequentis.*]

[210 et 452.] 208. [XXI.] Mais si aucun avoit vendu plusieurs héritaiges par ung mesme contract tenuz en fief, ou censive, ou que aucuns fussent en fief, et les autres en censive, de mesme costé et ligne, le lignager ne peult retraire l'un sans l'autre, s'il ne plaist à l'achapteur.

[Vitri, 129; Laon, 241; Chaalons, 237.]

209 [3]. [XXII.] En bail d'héritaiges à rente, surcens perpétuel, ou à vye, desquelz héritaiges la propriété demeure au bailleur, n'eschet retraict.

[Paris, 149, contre; voyez le 147; Laon, 242; Chaalons, 245, contre; Ribemont, 42, contre.]

[198.] 210. [XXIII.] En eschange non équipolent à vendition, dons gratuits, rémunératoires, ou faictz pour cause et à charge aucune, pareillement en transaction, ou autres contractz où n'y a bourse deslyée, et

[1] [206.] L'article deux-cens-sixiesme, commençant par ces motz : *Si par une,* par l'advis desdictz Estatz, a esté de nouvel introduict.

[2] [207.] L'article deux-cens-septiesme, commençant par ces motz : *Si les héritaiges,* a esté adjousté pour avoir esté omis, comme ledict premier.

[3] [209.] L'article deux-cens-neufiesme, commençant par ces motz : *En bail d'héritaige,* a esté de nouvel introduict par l'advis que dessus.

qui aussi ne équipolent à vendition, n'y eschet retraict, soit feudal, ou lignager.

[Paris, 145; Vitri, 39, 125; Chaalons, 245; Noyon, 38; Ribemont, 43.]

211[1]. [XXIV.] Le retrayant est tenu de rendre et restituer à l'achapteur les impences nécessaires qu'il avoit faictes, en la chose achaptée, auparavant l'adjournement en retraict; et où il en auroit faict d'autres, encores qu'elles fussent utilles, n'est tenu de les rendre, mais peult l'achapteur les enlever sans détérioration de la chose. [207, 208 et 209.]

[Paris, 146; Vitri, 128; Laon, 243; Chaalons, 247.]

212. [XXV.] Depuis l'adjournement en retraict ne peut l'achapteur faire aucunes réparations, encores qu'il voulsist prétendre qu'elles feussent nécessaires, sans auctorité de justice, et partie appellée. [207, 208 et 209.]

[Paris, 146; Vitri, 128; Laon, 244; Chaalons, 248.]

213. [XXVI.] N'est loisible à l'acquéreur, soit devant ou après l'adjournement à luy baillé en retraict lignager, faire aucune démolition ou détérioration aux héritaiges par luy acquis, dedans l'an du retraict

[1] [211, 212.] Les articles deux-cens-unziesme, commençant par ces motz : *Le retrayant,* depuis ces motz : « Et où il en auroit faict « d'autres »; deux-cens-treiziesme, commençant par ces motz : *N'est loisible,* ont esté de nouvel introduictz par l'advis que dessus, et conséquanment troys articles anciens contenuz audict livre imprimé, réformez et modérez, desquelz articles la teneur ensuict :

« Qui retraict héritaige subject à labeur et « cultivement, comme sont vignes, terres « arables, et jardinaiges, et l'achapteur ou « détempteur y a faict labourer et cultiver « depuis le vendaige faict par le parent du « retraïant, et n'en a recueilly encores au- « cuns fruictz, le retrayant est tenu de luy « rendre les amendemens qu'il y aura faictz « et mis, s'aucuns en y a; et aussi le retrayant « aura les fruictz.

« Mais si l'achapteur ou détempteur avoit, « depuis le vendaige faict par le parent du « retrayant, receu et perceu une fois les « fruictz de l'héritaige avant l'adjournement « faict contre luy en matière de retraict, le « retrayant ne seroit tenu de luy offrir resti- « tuer aucunes mises de labour, cultivement, « ou amendement, car aussi lesdictz fruictz « demourent audict achapteur ou détemp- « teur; sauf tant que si la despouille n'est « souffisante pour récompenser les labours « et amendemens, le retrayant sera tenu en « suppléer et fournir.

« Qui retraict maison, manoir, ou édiffice, « auquel l'achapteur et détempteur a faict, « depuis le vendaige faict par le parent du « retrayant, aucunes réparations nécessaires, « ou utiles, et non superflues ne volontaires « par excès, le retraïant est tenu de restituer « lesdictes réparations, tant nécessaires que « utiles, si elles ne sont trop volontaires et « superflues. Et ne les perdra pas le dé- « tempteur; pofirtant s'il a perceu aucuns « loyers, pensions, ou revenuz de l'héritaige. « Et si ne seront pas les réparations com- « pensées contre lesdictz revenuz, ainsi qu'il « se faict ès vignes, terres, et jardins, comme « dict est dessus en l'article précédent. »

et procès intenté pour raison d'icelluy, soubz peine de tous despens, dommaiges et intérests, où ledict achapteur succumberoit.

[Paris, 146; Vitri, 128; Laon, 244; Chaalons, 248.]

[207 et 208.] 214 [1]. [XXVII.] L'acquéreur n'est tenu de rendre les fruictz des héritaiges acquis et perceuz auparavant l'adjournement en retraict; et si entre la récollection d'iceulx fruictz et l'adjournement depuis à luy faict, il a faict labourer et ensemencer lesdictes terres, les impences qu'il aura pour ce faictes luy seront restituées, et imputées sur les loyaulx coustz et autres fraiz.

[Laon, 246; Chaalons, 249.]

[200.] 215 [2]. [XXVIII.] L'héritaige retraict par lignager, encores qu'il luy soit acquest, toutesfois s'il est revendu tumbe en retraict. [Voir l'art. 37.]

[Paris, 133; Laon, 247; Chaalons, 250.]

[206.] 216. [XXIX.] Si l'héritaige subject à retraict a esté revendu par le premier acquéreur dedens l'an et jour de la première vendition, et que par le moyen de divers contractz il ayt esté en plusieurs mains, le parent et lignager est recevable néantmoins à le retraire du détenteur dedans ledict temps, en offrant les deniers de la première vendition, avec les fraiz et loyaulx coustz comme dessus [art. 196, 202 et 205].

[Laon, 248; Chaalons, 243.]

217 [3]. [XXX.] Quant l'héritaige propre est acquis durant et constant le mariage de deux conjointcz, dont l'un est parent ou lignager du vendeur du costé et ligne dont ledict héritaige luy appartenoit, tel héritaige ainsi vendu ne gist en retraict durant et constant le mariage;

[1] [214.] L'article deux-cens-quatorziesme, commençant par ce mot : *L'acquéreur,* a esté adjousté, pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

[2] [215, 216.] Les articles deux-cens-quinziesme, commençant par ces motz : *L'héritaige retraict* : et deux-cens-seiziesme, commenceant par ces motz : *Si l'héritaige*, ont este, par l'advis que dessus, de nouvel introduictz, et certain article ancien contenu audict livre imprimé abrogé, duquel ancien article la teneur s'ensuict :

« Si le retraïant, après qu'il est receu en « son retraict, vend à qui que ce soit l'hé- « ritaige par luy retraict, il ne pourra plus « estre retraict, pour ce que c'est l'acquest du « retrayant, et que en acquest ne chet point « de retraict. »

[3] [217, 218, 219.] Les articles deux-cens-dixseptiesme, commençant par ces motz : *Quant l'héritaige propre* : deux-cens-dix-huitiesme, commençant par ces motz : *En ce cas* ; et deux-cens-dix-neufiesme, commençant par ces motz : *Où l'acquéreur*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduictz.

mais, après le trespas de l'un d'iceulx conjoinctz, la moictié d'icelluy héritaige tumbe en retraict à l'encontre de celuy qui n'est lignager, ou ses hoirs, dedans l'an et jour du trespas du premier mourant de l'un desdictz conjoinctz, supposé qu'il y eust vesture, ou réception en foy et hommaige, faicte durant icelluy mariage, en rendant et payant par le retrayant la moictié du sort principal, fraiz et loyaulx coustemens, sinon qu'il y eust enfans dudict mariage; car s'il y a enfans, ne tumbe en retraict, pour l'espérance qu'il y a que tel héritaige demoure aux enfans du décédé.

[Paris, 155; Laon, 249; Ribemont, 45; Chaalons, 251.]

218. [xxxi.] En ce cas où, à l'encontre de l'un desdictz conjoinctz survivant, ou des héritiers du décédé, le lignager retrairoit moictié des héritaiges venans de son costé, est tenu rembourser la moictié de toutes les impenses, encores qu'elles fussent utiles seullement, ou volontaires.

[Laon, 250, 251; Chaalons, 251; Ribemont, 44, 45.]

219. [xxxii.] Où l'acquéreur seroit absent, et n'auroit domicile au pays où la coustume a lieu, suffict au lignager de le faire adjourner au lieu où est située la chose acquise, en parlant à ses receveurs, fermiers ou laboureurs, si aucuns en a, sinon à deux personnes des plus proches voisins dudict lieu, en faisant atacher l'exploict et rapport du sergent à la porte dudict lieu, s'il y a maison, sinon à la porte de l'église parochialle où est assis ledict lieu, pour interrompre la prescription d'an et jour.

[Laon, 256; Chaalons, 244.]

220[1]. [xxxiii.] Le seigneur feudal peult retenir, par puissance de fief, le fief mouvant de luy, vendu par son vassal, dedens quarante jours après que l'on luy a notiffié ladicte vente, et exhibé les contractz, si aucuns en y a, par escript, et auparavant que d'avoir receu son vassal en foy et hommaige, en payant le pris que l'acquéreur a baillé et payé, avec les fraiz raisonnables. [440, 442, 447, 448 et 449.]

[Paris, 20, 21; Vitri, 38; Laon, 257, 258; Chaalons, 256; Noyon, 36; Ribemont, 2.]

[1] [220.] A l'article deux-cens-vingtiesme, commençant par ces motz : *Le seigneur feudal*, par l'advis desdictz Estatz, ont esté adjoustez ces motz : « Dedans quarante jours « après que l'on luy a notiffié ladicte vente « et exhibé les contractz, si aucuns en y a, « par escript. »

[447, 448 et 449.] 221 [1]. [XXXIV.] Le seigneur retenant par puissance de fief le fief mouvant de luy, de celuy qui de nouvel l'a acquis, ne peult desduire, précompter, ni demander, audict acquéreur le quint ou requint des deniers que icelluy acquéreur luy debvroit payer s'il le recevoit à foy et hommaige, comme estant confuz en sa personne.

[Laon, 248.]

[461, 462, 463 et 465.] 222. [XXXV.] L'arrière-fief que le seigneur a retenu par puissance de fief, n'est réuni au fief dont il est mouvant, sinon qu'iceluy vassal l'ayt employé, par son adveu et dénombrement baillé à son suzerain, comme tenu de luy en plain fief; et n'est tenu ledict vassal retrayant le réunir, si bon ne luy semble, ains demoure tousjours arrière-fief pour le regard dudict suzerain, comme il estoit auparavant; et le peult ledict retrayant vendre, donner et alienner, sans le consentement dudict suzerain, et sans ce qu'il luy en soit deu aucun prouffit.

[Paris, voyez le 53 et le 21 sur la fin; Laon, 260; Chaalons, 250.]

[205.] 223 [2]. [XXXVI.] Le mary seul sans sa femme, en qualité toutesfois de mary, peult retraire l'héritaige vendu par le parent de sadicte femme, estant de la ligne d'icelle. [Voir art. 14.]

[Paris, 233; Laon, 30; Chaalons, 23.]

[212.] 224 [3]. [XXXVII.] Père et mère peuvent retraire les héritaiges par eulx donnez en mariage ou advancement d'hoirrie à leurs enfans, ausquelz ilz pourroient succéder s'ilz décédoient sans hoirs.

[213.] 225. [XXXVIII.] Le retraïant de l'héritaige vendu par son parent à payer à certains termes non escheuz au temps du retraict, est tenu rembourser l'achapteur entièrement du sort principal, sinon que le

[1] [221.] L'article deux-cens-vingt-ungiesme, commençant par ces motz : *Le seigneur retenant*, a esté de nouvel introduict par l'advis que dessus, et l'ancienne coustume abrogée, par laquelle le seigneur feudal voulant retirer par puissance de fief l'héritaige mouvant de luy, pouvoit desduire et précompter à l'acquéreur dudict héritaige le quint ou requint du pris dudict héritaige.

[2] [223.] L'article deux-cens-vingt-troisiesme, commençant par ces motz : *Le mary seul*, a esté, par l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduict, et l'ancienne coustume abrogée, par laquelle le mary ne pouvoit seul, et sans sadicte femme, intenter ladicte action de retraict.

[3] [224.] L'article deux-cens-vingt-quatriesme, commençant par ces motz : *Père ou mère*, a esté de nouvel introduict, par l'advis que dessus.

vendeur consente par exprès que l'achapteur soit deschargé du payement du pris envers luy, et luy rende son obligation comme solutte et acquictée, et se tienne audict retraïant pour la somme qui sera deue.

[Vitri, 126, contre; Chaalons, 239, contre.]

226 [1]. [XXXIX.] Usuffruict d'héritaiges de ligne venduz, ne cheoit en retraict.

[Paris, 147.]

227. [XL.] Qui n'est habile à succéder, n'est habile à retraire.

[Paris, 158.]

228. [XLI.] Si le seigneur feudal achapte de son vassal le fief qui tient de luy en foy et hommaige, qui audict vassal appartenoit de son naissant, le parent ou lignager dudict vassal, du costé et ligne dont ledict fief luy estoit venu, le pourra retraire sur ledict seigneur. [450.]

[Paris, 159; Vitri, 38, 124; Laon, 259; Chaalons, 257, 258; Noyon, 37; Ribemont, 2, 36.]

[VIII.] *De donnations simples ou mutuelles, et autres dispositions faictes entre vifz.*

229 [2]. [I.] Donner et retenir ne vault; qui s'entend quant le donnateur réserve la faculté de pouvoir disposer de la chose donnée, ou bien quant d'icelle ne se dessaisist naturellement, ou civillement par clause translative de possession, comme rétention d'usuffruict, constitud, précaire, ou autre.

[Paris, 273, 274, 275; Vitri, 111; Laon, 54, 55; Chaalons, 64.]

230. [II.] Donnation simple faicte entre vifz, de soy, et sans la tradition naturelle ou civille qui emporte pareil effect, ne saisit le donna- [81.]

[1] [226, 227.] L'article deux-cens-vingt-sixiesme, commençant par ce mot : *Usuffruict*, et l'article deux-cens-vingt-septiesme, commençant par ces mots : *Qui n'est habile*, ont esté adjoustez pour avoir estez omis, comme ledict premier article.

[2] [229, 230.] Les articles deux-cens-vingt-neufiesme, commençant par ces motz : *Donner et retenir*, et deux-cens-trentiesme, commençant par ces motz : *Donnation simple*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez pour obvier aux difficultez advenuz sur le contenu d'iceulx.

taire; peult néantmoins icelluy donnataire agir contre le donnateur, à ce qu'il se déveste, et luy face tradition de ladicte chose donnée, s'il est en son entier, et a le pouvoir de ce faire; car si, depuis ladicte donnation faicte, il en avoit faict autre donnation ou disposition vallable, et en eust saisy le second donnataire, le premier donnataire ne sera plus recevable d'agir contre ledict donateur, sinon ou cas que ledict donateur se feust obligé à le garentir de ladicte chose donnée.

[Laon, 53; Chaalons, 64.]

[81 et 82.] 231. [III.] Pour acquérir droict de propriété ès choses données, est requis veest et deveest, excepté en donnation faicte en advancement d'hoirrye, ou en faveur de mariage, et en donnation mutuelle faicte entre le mary et la femme, comme a esté dict cy-dessus [art. 171].

[Laon, 54, 55; Chaalons, 65.]

[79, 80 et 347.] 232 [1]. [IV.] Chacun peult par donnation entre vifz donner tous ses biens meubles, acquestz et conquestz inmeubles, et la moictié de son naissant, à personnes habiles et cappables, sauf et réservé la légitime à ses enfans; excepté que deux conjoinctz par mariage ne se peuvent donner l'un à l'autre entre vifz, sinon que les donnations soient mutuelles. [Voir l'art. 292.]

[Paris, 272, 282; Vitri, 112; Laon, 50, 51; Chaalons, 27, 63; Noyon, 20, 21, contre; Ribemont, 47, 48, 49, 50.]

233 [2]. [V.] Père et mère, ayeul ou ayeule, peuvent donner à l'ung de ses enfans, venant ou non venant à sa succession, telle partye de ses biens meubles, acquestz et conquestz inmeubles, qui luy plaira, et l'advantaiger par-dessus ses autres enfans, réservant toutesfois à iceulx la légitime, selon la raison escripte; et quant aux héritaiges estans de son naissant, ne peult en iceulx advantaiger l'un de sesdictz enfans plus que l'autre.

[Paris, 303, contre; Laon, 52.]

[1] [232.] A l'article deux-cens-trente-deuxiesme, commençant par ces motz : *Chacun peult*, par l'advis desdictz Estatz, ont esté adjoustez ces motz : « à personnes habiles et « capables, sauf et réservé la légitime à ses « enfans. »

[2] [233.] A l'article deux-cens-trente-troisiesme, commençant par ces motz : *Père et mère*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « réservant toutesfois à « iceulx la légitime, selon la raison es- « cripte. »

234[1]. [VI.] Homme et femme ensemble mariez, estans en bonne santé, quoy que soit non malades de maladie dont vraysemblablement ilz seroient décédez, peuvent, par donnation mutuelle faicte entre vifz, donner l'un à l'autre, et au survivant d'eulx, tous les biens meubles à tousjours, et l'usuffruict de tous leurs acquestz et conquestz inmeubles du premier mourant, pour en joïr par le survivant en usuffruict seullement, encores qu'ilz ayent enfans, soit dudict mariage, ou d'autre; et sera le survivant saisy des choses à luy données, pour intenter complaincte contre les héritiers du donnateur, ou autre qui le vouldroict troubler; sera néantmoings tenu faire inventaire des tiltres des héritaiges à luy donnez, et bailler caution de rendre les choses en bon estat, l'usuffruit finy; et où le survivant sera en demeure de faire inventaire et bailler caution, les héritiers du prédéceddé pourront requérir pardevant le juge la surcéance de l'usuffruict, et le séquestre des choses données. [87, 88, 318 et 399.]

[Paris, 280, 284, 285, 287, 288; Vitri, 113; Laon, 47, 48; Chaalons, 36, 37; Saint-Quentin, 18.]

235[2]. [VII.] Le survivant qui joïst du don mutuel, est tenu de payer les debtes personnelles du deffunct, faire les fraiz funéraulx, et acomplir son testament pour le regard du legs ès choses mobiliaires; et néantmoings pourra icelluy survivant soy rembourser sur la part des meubles et conquestz inmeubles qui lui auront esté donnez, de tout ce qu'il aura payé et frayé en l'acquict dudict deffunct, à raison de ce que dessus.

[Paris, 286; Laon, 49; Chaalons, 38.]

[1] [234.] L'article deux-cens-trente-quatriesme, commençant par ces motz : *Homme et femme mariez*, par l'advis desdictz Estatz, a esté de nouvel introduict, et l'ancienne coustume abrogée, par laquelle don mutuel se pouvoit faire par homme et femme mariez, de tous leurs biens meubles, et acquestz inmeubles, et de la moictié de leurs héritaiges de naissant, pour en joyr par le survivant desdictz mariez à tousjours, ou à la vie du survivant, soyt qu'il y eust enfans ou non; par laquelle aussi tel don mutuel ne saisissoit, ains estoit requis en avoir délivrance par les mains des héritiers du premier décеddé.

[2] [235, 236.] Les articles deux-cens-trente-cinquiesme, commençant par ces motz : *Le survivant*, et deux-cens-trente-sixiesme, commençant par ces motz : *Femme ayant enfans*, par l'advis desdictz Estatz, ont esté de nouvel introduictz, et l'ancienne coustume réformée, par laquelle estoit permis à l'un des conjoinctz bailler par testament tous ses biens meubles, et acquestz inmeubles, et la moictié de son héritaige de naissant.

[94 et 95.] 236. [VIII.] Femme ayant enfant de son premier mary, ne peult disposer par donnation entre vifz, ne autrement, au prouffict de son second mary, ou autre personne, de ce qui luy auroit esté donné par son premier mary en faveur du mariage, et le doibt entièrement garder aux enfans du premier mariage; mais si elle n'avoit enfans dudict premier mariage, en peult disposer à son plaisir.

[Paris, 279; Laon, 29; Chaalons, 35.]

[86.] 237. [IX.] Toute personne débile, ou constituée en vieillesse, ou maladie, se peult donner et admortir à tel qu'il luy plaira, en luy donnant entre vifz tous ses biens meubles, acquestz et conquestz inmeubles, et la moictié de son naissant, ou telle portion d'iceulx biens que bon luy semblera, non excédant la moictié dudict naissant, mais dedans et au dessoubz d'icelle, à la charge d'estre nourry, alimenté et subvenu à sa nécessité par le donnataire, d'estre acquicté de ses debtes, et enfin de payer ses obsecques et funérailles, et autres choses que vouldra ledict donnateur apposer au contract d'icelle donnation.

[Vitri, 39, 125.]

[1.] 238 [1]. [X.] Les héritaiges délaissez par vertu de donnations, ou autres dispositions entre vifz, se règlent selon les coustumes des lieux où ilz sont assis, et non selon les lieux des domiciles des personnes qui en disposent.

[Laon, 57; Chaalons, 66.]

[IX.] *Des droictz appartenans à gens mariez.*

[15 et 113.] 239. [I.] Homme et femme conjoinctz par mariage ne sont ungs et communs en biens meubles, et conquestz inmeubles faictz durant et constant le mariage; ains le mary seul, sans l'advis et le consentement de sa femme, en peult disposer comme et à qui bon luy semblera. [Voir l'art. 265, contradictoire.]

[Paris, 220, contre, 225; Laon, 17, contre, 18; Chaalons, 19, 20, contre, 21; Saint-Quentin, 1, contre, 17, 18; Coucy, 1.]

[130.] 240. [II.] Néantmoins après le décès dudict mary, est au choix et

[1] [238.] L'article deux-cens-trente-huitiesme, commençant par ces motz : *Les héritaiges*, a esté adjousté, pour avoir esté omis, comme ledict premier article cy-dessus.

option de ladicte femme survivant sondict mary, de partir contre l'héritier de sondict mary, ainsi qu'il sera dict cy-après, ou de se tenir à ses douaire et apport, ou de soy tenir à l'ordonnance testamentaire de son mary.

[Paris, 220, contre, 237; Vitri, 91; Laon, 17, contre, 26, convient; Chaalons, 19, contre, 30; Saint-Quentin, 2; Coucy, 2, contre.]

241. [III.] Et se doibt faire ladicte option par ladicte femme, dedens quarante jours après qu'elle aura été sommée de ce faire par les héritiers de son feu mary; autrement, et ledict temps passé, elle ne sera plus receue à choisir et opter de partir contre eulx, si bon ne leur semble, ains seullement prendre sesdictz douaire et apport. [131.]

[Paris, 220, contre; Laon, 26; Chaalons, 19, 20, contre; Saint-Quentin, 2.]

242 [1]. [IV.] La femme vefve qui choisist partir par moictié entre les héritiers de son mary, a et emporte moictié de tous les biens meubles demourez après le trespas de sondict feu mary, son apport mobiliaire demourant confuz à la totallité desdicts meubles; et oultre ladicte moictié, prend hors part ses habitz qu'elle portoit le plus communément les dimanches et festes, avec moictié de tous les acquestz et conquestz immeubles faictz des deniers dudict deffunt durant et constant ledict mariage, en propriété; et encore la moictié de tous les héritaiges qui appartenoient à sondict mary au jour de son trespas, autres que lesdicts acquêtz et conquestz, pour en joïr sa vie durant seullement, à la charge de les entretenir, et payer les charges foncières comme usufructuaire; est tenue aussi de payer la moictié des debtes, services, obsecques, et funérailles, de sondict mary, et non les legs testamentaires [72, 156, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170 et 171.]

[1] [242.] L'article deux-cens-quarante-deuxiesme, commençant par ces motz : *La femme vefve*, a esté introduict de nouvel en ces motz : « et encores la moictié de tous les héritaiges qui appartenoyent à son mary au « jour de son décès, autres que les acquestz « et conquestz, pour en joyr sa vie durant « seullement, à la charge de les entretenir « et paier les rentes foncières comme ung « ususfructaire est tenu. » Et pareillement nouvel en ces motz : « et si reprend icelle vefve « tous ses héritaiges du naissant et propre » ; car, par l'ancienne coustume, à la femme vefve qui choisissoit partir contre les héritiers de son mary, appartenoient en propriété, oultre les choses mentionnées au surplus dudict article, la moictié de tous héritaiges appartenans audict mary [de] son naissant, et délaissez par son trespas; aussi ladicte femme, partissant contre lesdictz héritiers, estoit tenue de conférer tous ses héritaiges de naissant; laquelle ancienne coustume, de l'advis desdictz Estatz, a esté abrogée.

dont les héritiers demoureront chargez, sinon que lesdictz legs fussent restitutoires, desquelz elle seroit tenue payer la moictié; et si reprend icelle vefve tous ses héritaiges de naissant et propre.

[Paris, 221, 229; Vitri, 75, 92, contre; Laon, 17, 22, 27; Chaalons, 19, 20; Ribemont, 90, 92.]

[110, 114, 115, 116, 119, 120, 141, 143 et 144.] 243. [v.] Douaire s'entend par ladicte coustume, comme ailleurs, assavoir pour une donnation faicte par le mary à sa femme en faveur de mariage contracté entre eulx, de certaines sommes de deniers, rentes, ou héritaiges, assignez à ladicte femme, pour d'iceulx en joïr après le décès de sondict mary, ou cas qu'elle le survive, par forme d'usuffruict, ou en propriété, selon qu'il aura esté convenu; et s'appelle ledict douaire accordé et spéciallement assigné par contract de mariage : *douaire préfix;* et cessant la convention des partyes, prend ladicte femme survivant sondict mary douaire coustumier, qui est la moictié de tous les héritaiges que possédoit sondict mary au jour de la bénédiction nuptiale, pour desdictz héritaiges, ensemble des fruictz, revenuz et esmolumens d'iceulx, en joïr par ladicte vefve sa vie durant, à la charge de les entretenir, et de payer les rentes foncières, comme dict est [article précédent].

[Paris, 247, 248, 260; Vitri, 86, 87; Laon, 32, 33, 43; Chaalons, 39, 40, 41, 44; Noyon, 28; Saint-Quentin, 92; Ribemont, 82, 83, 85.]

[117.] 244. [vi.] Le douaire préfix faict cesser le coustumier, n'estoit qu'il eust esté réservé à la femme, pour l'assignation dudict douaire préfix, de pouvoir choisir le coustumier, auquel cas elle pourra, dedans quarante jours après le trespas de sondict mary, prendre et opter lequel il luy plaira; et lesdictz quarante jours passez, elle sera tenue de prendre ledict douaire préfix. [Voir l'art. 282.]

[Paris, 261; Vitri, 88; Laon, 34; Chaalons, 43; Noyon, 29, contre; Saint-Quentin, 94; Ribemont, 88, contre.]

[84, 89, 90 et 91.] 245. [vii.] Y a différence par ladicte coustume entre douaire, et dons de nopces; car dons de nopces est ce que ledict futur espoux, durant ses fiançailles, et auparavant ses espousailles, donne à sa fiancée et future espouse, soit en bagues, joyaulx, vestemens, et autres meubles, et aussi ce que les parens et amys desdictz fiancez baillent à ladicte fiancée le

jour de ses espousailles, et avant la solemnité et célébration d'iceulx; car tout ce qui leur est donné par après n'est dons de nopces, ains appartient au mary seul.

246. [VIII.] Sont comprins lesdictz dons de nopces soubs le nom d'apport, qui est ce qu'elle, contractant mariage, apporte à sondict mary en biens meubles et inmeubles, tant de son conquest, que de son naissant; aussi, soubz le nom d'apport, sont comprins tous les biens meubles et immeubles qui luy sont advenuz de succession, depuis le mariage contracté. [85, 121, 122, 123, 126 et 127.]

247. [IX.] Ladicte vefve, avant que avoir faict lesdictz choix et option, peult, si bon luy semble, faire sa demourance en la maison de son feu mary, y vivre, elle et sa famille, raisonnablement, et selon son estat, sans soy entremectre de l'administration des biens dudict deffunt, autre que de ce qui concerne sadicte nourriture; sinon qu'il luy feust permis d'administrer lesdicts biens par les héritiers dudict deffunt, ou par auctorité de justice, iceulx héritiers estans mineurs ou en bas aage, ou que encores ne feust apparu aucun héritier. [131, 132 et 133.]

[Paris, 240, 241, contre; Laon, 265, contre; Chaalons, 59.]

248 [1]. [X.] Aussi ladicte vefve ayant opté et choisy lesdictz douaire et apport, est par ladicte coustume saisie desdictz douaire et apport, si ledict apport est inmobiliaire, sans apréhension de faict; tellement qu'elle peult intenter cas de nouvelleté contre les héritiers dudict deffunct, et tous autres qui la vouldroient troubler à la perception desdictz douaire et apport inmobiliaire; et n'est pour raison d'iceulx, les ayant opté et choisy comme dict est, chargée de payer les debtes, services, obsecques, et funérailles, de sondict mary; ce qu'elle feroit si elle avoit opté et choisy de partir contre lesdictz héritiers, ainsi qu'il a esté dict cy-dessus [art. 242]. [115, 116, 142 et 180.]

[Paris, 221, contre, 256; Vitri, 86, 89; Laon, 27, 36; Chaalons, 42, 45; Saint-Quentin, 93; Ribemont, 84.]

[1] [248.] L'article deux-cens-quarante-huictiesme, commençant par ces motz : *Aussi ladicte vefve*, est nouvel en ce que généralement il est dict que ladicte vefve est saisie du douaire; car par l'ancienne coustume, pour le regard du douaire préfix, elle n'estoit saisye, ains seullement pour le regard du douaire coustumier; laquelle ancienne coustume, pour ce regard, par l'advis que dessus, a esté abrogée.

249 [1]. [XI.] Les héritaiges subjectz à douaire se partissent entre la vefve et les héritiers du deffunt, si commodément faire se peult, auquel cas ladicte vefve peult joyr de sa part séparément et à divis, si bon luy semble; sinon que lesdictz héritaiges ne se peussent commodément partir, seront baillez à ferme le mieulx que faire se pourra; et des deniers, ou prouffict d'iceulx, chacun en prendra sa moictié par les mains des fermiers.

[Laon, 25, 44; Chaalons, 49; Ribemont, 100.]

250 [2]. [XII.] Desdictz héritaiges partissables, ladicte vefve doibt faire les lotz et partaiges, et en bailler le choix aux héritiers, ou cas qu'elle ne vueille partir contre eulx, et qu'elle se tienne à sesdictz douaire et apport; et où elle seroit reffusante de faire lesdictz lotz et partaiges quarante jours après qu'elle en sera sommée ou requise, l'héritier, à son reffuz, pourra joyr du total desdictz héritaiges, sans luy bailler son douaire, jusques à ce qu'elle aura faitz lesdictz lotz et partaige.

[Laon, 25, 45; Chaalons, 50; Saint-Quentin, 96, 97; Ribemont, 101.]

[323.] 251. [XIII.] Douairières sont tenues à l'entretenement du labeur et semences des héritaiges qu'elles tiennent en douaire, aux réparations menues des édiffices assis sur iceulx; car, quant aux grosses réparations, le propriétaire en est tenu; et en fin du temps, sont tenuz les héritiers d'icelles douairières rendre lesdictz héritaiges en bon estat, et acquictez de tous les arréraiges des cens et rentes antiennes foncières, escheues durant ledict temps dudict douaire.

[Paris, 262; Vitri, 87, 96; Laon, 37, 38; Chaalons, 51, 52, 53; Ribemont, 86, 103.]

252. [XIV.] Si lesdictz héritaiges estoient prestz à despouiller au temps du trespas de ladicte douairière, le propriétaire, en rendant aux héritiers d'icelle les labeurs et semences, doibt avoir la despouille d'iceulx.

[Paris, 231; Vitri, 94, 95; Laon, 40; Chaalons, 54.]

[1] [249.] L'article deux-cens-quarante-neufiesme, commençant par ces motz : *Les héritaiges*, a esté, par l'advis que dessus, adjousté pour obvier aux difficultez sur le contenu d'icelluy advenues.

[2] [250, 252, 253.] Les articles deux-cens-cinquantiesme, commençant par ces motz : *Desdictz héritaiges*; deux-cens-cinquante-deuxiesme, commençant par ces motz : *Si lesdictz héritaiges*, et deux-cens-cinquante-troisiesme, commençant par ces motz : *Si les héritaiges*, ont esté de nouvel introduictz, par l'advis que dessus.

253. [xv.] Si les héritaiges baillez en douaire sont tenuz en fief, les héritiers du deffunt les doivent acquicter, pour ladicte vefve, envers le seigneur feudal, de tous prouffictz; et à faulte de ce avoir faict, seront tenuz en tous ses despens, dommaiges et intérestz.

[Paris, 40; Vitri, 97; Laon, 41; Chaalons, 56; Ribemont, 87.]

254. [xvi.] L'apport mobiliaire de ladicte vefve gist en poursuicte et action personnelle; et ne peult ladicte femme, ne ses héritiers, pour raison d'icelle [*sic,* d'icelui?], intenter action possessoire, ne procéder par exécution, n'estoit que le mary se feust obligé par lectres, ayant exécution parée à certaine somme limittée, à laquelle ledict apport auroit esté estimé avant le mariage; auquel cas lesdictz héritiers pourroient contre luy procéder par exécution, ou par action, à leur choix, pour avoir et recouvrer ladicte somme, laquelle il, ou ses héritiers après son trespas, seroient tenus payer, sans avoir esgard à autre prisée, estimation et desclaration de biens de la valleur dudict apport; sur laquelle somme toutesfois ledict mary, ou ses héritiers, desduiront et rabatteront les debtes que ledict mary avoit payé pour sadicte femme, dont elle estoit tenue auparavant leur mariage, n'estoit que ladicte appréciacion eust esté faicte toutes choses desduictes. [124, 175, 179, 180 et 185.]

255. [xvii.] Si ledict apport consiste en biens meubles non estimez à certaine somme de deniers, soit que lesdictz biens meubles ayent esté apportez en mariage, ou qu'ilz soient advenuz à ladicte femme durant ledict mariage par succession d'aucuns de ses parens, et que du temps qu'il convient restituer lesdictz meubles, ilz soient encores en nature et en l'espèce qu'ilz furent apportez audict mary, ladicte femme, ou ses héritiers, seront tenuz de reprendre en l'estat qu'ilz seront du temps de ladicte restitution, supposé qu'ilz soient usez ou diminuez; et quant à ceulx qui seront consommez et ne se trouveront en nature, ledict mary, ou ses héritiers, seront tenuz rendre l'estimation du pris qu'ilz valloient au jour qu'ilz furent apportez et advenuz à ladicte femme par succession; sur laquelle apréciacion sera faict déduction des debtes deues par ladicte femme auparavant ledict mariage, et à cause des successions qui luy seroient advenues par le décès de sesdictz parens. [124, 125 et 151.]

256. [xviii.] Le douaire et l'apport de ladicte femme doibvent estre payez avant toutes autres debtes faictes et accreues par le mary depuis [145 et 152.]

la bénédiction nuptiale de luy et sadicte femme, et doibvent lesdicte vefve et héritiers estre préférez à tous autres créditeurs postérieurs.

[Laon, 46; Chaalons, 48.]

[146, 147 et 148.] 257. [XIX.] Les héritiers de la première femme sont préférez, à la restitution de son apport, à la seconde femme, qui se seroit aussi tenue à semblable douaire et apport, n'estoit que entre les biens dudict mary feussent demourez aucuns biens meubles de ladicte seconde femme en espèces et nature; car elle les reprendroit franchement sur et tant moings de son apport, sans que les héritiers de ladicte première femme puissent sur iceux meubles demourez en nature recouvrer ledict premier apport; comme aussi ne pourroient les autres créditeurs dudict mary sur iceulx recouvrer leurs debtes, encores qu'elles feussent accreues avant le mariage de luy et de sa seconde femme.

[142, 174, 184 et 185.] 258. [XX.] Si ladicte vefve, durant le mariage, s'estoit obligée avecques son mary en quelque somme de deniers, et, pour le paiement d'icelle somme, elle, ou ses héritiers, eussent esté poursuiviz, elle, ou iceulx dictz héritiers, auront leur recours contre l'héritier dudict mary pour faire cesser ladicte poursuicte, ou pour estre remboursez de ce qu'elle, ou eulx, auront esté contrainctz de payer au moyen de ladicte poursuicte.

[71 et 154.] 259. [XXI.] Si le mary durant le mariage a vendu ou aliéné aucuns héritaiges appartenans à sadicte femme, avec elle ou de son consentement, il est tenu rendre aux héritiers de sadicte femme s'il la survit, ou ses héritiers à ladicte femme si elle survit et se tient à ses douaire et apport, le pris que lesdictz héritaiges auront esté venduz; ou si aliennez ont esté par autre manière, seront tenuz rendre le prix à l'estimation commune, eu regard au temps de l'aliennacion.

[Paris, 232; Laon, voyez l'art. 111; Chaalons, 22; Saint-Quentin, 10, 18; Ribemont, 91.]

[155.] 260[1]. [XXII.] Mais s'il les avoit aliennez sans son consentement, ladicte femme, ou ses héritiers, les pourra recouvrer des détenteurs, et

[1] [260.] A l'article deux-cens-soixantiesme, commençant par ces motz : *Mais s'il les avoit*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « et contre eulx intenter cas « de nouvelleté dedans l'an et jour du décès « dudict mary, ou autre action vallable. »

contre eulx intenter cas de nouvelleté dedans l'an et jour du décès dudict mary, ou autre action vallable, nonobstant l'aliennation, et sans ce que lesdictz détenteurs puissent alléguer prescription pour le laps de temps encouru durant ledict mariage.

[Paris, 226; Saint-Quentin, 19.]

261. [XXIII.] La vefve qui s'est tenue à ses douaire et apport, ne prent [15 et 157.] part aux acquestz et conquestz faictz durant le mariage, mais appartiennent totalement aux héritiers de son mary.

262. [XXIV.] La femme vefve à laquelle son mary auroit faict par [141.] testament aucuns legs particuliers, aura avec ses douaire et apport lesdictz legs particuliers, en faisant déclaracion que, avecques lesdictz douaire et apport, elle veult et entend avoir lesdictz legs particuliers.

263. [XXV.] Si sondict mary luy avoit faict legs généraulx ou universelz, elle les pourra accepter si bon luy semble; mais en les prenant sera forclose et privée desdictz douaire et apport mobiliaire, et prendra seullement ses héritaiges avec lesdictz legs.

264 [1]. [XXVI.] Si le mary durant le mariage, par faulte de soing, dil- [149 et 150.] ligence, ou bon gouvernement, a laissé venir l'héritaige de sa femme en friche, savart ou ruine, ou a faict desmolir les bastimens estans sur lesdictz héritaiges, ledict mary, ou ses héritiers, seront tenuz remectre et restablir lesdictz héritaiges et bastimens en l'estat qu'ilz estoient quant il les receut.

265. [XXVII.] Aux héritiers de la femme décédée avant son mary, [158, 177, 178, 181 et 182.] oultre l'apport mobiliaire ou inmobiliaire de ladicte femme, appartient la moictié des conquestz faictz durant et constant le mariage, en propriété, à la charge de l'usuffruict de ladicte moictié qui demoure audict mary pour en joïr sa vie durant; et après le décès, est ledict usuffruict consolidé avec la propriété.

[Paris, 229.]

266. [XXVIII.] Reprenant par lesdictz héritiers lesdictz apport, et moic- [152, 175, 176, 183 et 186.] tié d'acquestz et conquestz, sont tenuz desduire sur iceulx les debtes

[1] [264.] L'article deux-cens-soixante-quatriesme, commençant par ces motz : *Si le mary*, a esté de nouvel introduict par l'advis que dessus, et l'ancienne coustume abrogée, par laquelle le mary, ou ses héritiers, n'estoient tenuz, sinon des desmolitions par ledict mary faictes des bastimens estans sur les héritaiges de sa femme.

que ladicte femme debvoit avant que espouser son mary, et celles dont elle auroit esté chargée durant le mariage par succession de ses parens, ausquelz elle auroit succédé, et qui auroient esté payez par le mary, ou dont il se seroit obligé à l'acquict de ladicte femme; et oultre sont tenuz lesdictz héritiers des services, obsecques, et funérailles, et acomplissement du testament de ladicte femme, excepté de l'inhumation du corps, dont ledict mary est tenu, comme sera dict cy-après [art. 277].

[Paris, 244, 245; Laon, 31; Chaalons, 34.]

267 [1]. [XXIX.] Sont aussi tenuz lesdictz héritiers payer moictié des debtes faictes et accreues par ledict mary pour le paiement desdictz acquestz et conquestz, au cas qu'elles ne feussent acquictées à l'heure du décès de ladicte femme.

[Laon, 22.]

268. [XXX.] Pareillement sont tenuz lesdictz héritiers d'acquicter la moictié des rentes constituées par ledict mary sur ses héritaiges, et contribuer au rachapt qu'il conviendra faire pour avoir les héritaiges que ledict mary avoit venduz soubz grâce et faculté de réméré, pour fournir au paiement desdictz acquestz et conquestz, ou cas qu'il apparust lesdictz deniers avoir esté employez ausdictz acquestz et conquestz.

269. [XXXI.] Aura ledict mary, ou ses héritiers, rétention de la moictié desdictz acquestz et conquestz, jusques à ce que les héritiers de ladicte femme ayent faict le contenu des trois articles précédens.

[134 et 138.] 270. [XXXII.] La femme pert son choix et option quant, après le trespas de son mary, elle se immisce ès biens demourez du décès de sondict mary, de son auctorité, sans permission de justice, ou consentement de l'héritier, en administrant iceulx biens, ou quant après le trespas de sondict mary, sans avoir faict déclaration de sondict choix, elle demeure en ung mesme hostel avecques les héritiers de sondict mary, par an et jour, vivant en commun; et en chascun desdits cas

[1] [267, 268, 269, 275, 276.] Les articles deux-cens-soixante-septiesme, commençant par ces motz : *Sont aussi*; deux-cens-soixante-huitiesme, commençant par ce mot : *Pareillement*; deux-cens-soixante-neufiesme, commençant par ce mot : *Aura*; deux-cens-soixante-quinziesme, commençant par ces motz : *Si le mary*, et deux-cens-soixante-seiziesme articles, commençant par ces motz : *Si durant*, ont esté de nouvel introduictz par l'advis que dessus.

est censée et réputée avoir prins et esleu le choix de partir contre les héritiers dudict mary.

271. [XXXIII.] Si ladicte femme, après qu'elle est sommée de déclairer son choix, laisse passer et expirer le terme de quarante jours qu'elle a pour ce faire, a seullement son douaire et apport, s'il plaist à l'héritier. [135]

[Laon, 35.]

272. [XXXIV]. Si elle décède avant avoir déclairé sondict choix, ses héritiers reprennent seullement son apport avecques moictié des acquestz et conquestz, comme dict est cy-dessus, et ne peuvent lesdictz héritiers prendre le choix de partir contre ledict mary ou ses héritiers. [136]

[Laon, 26.]

273. [XXXV.] Si, en traictant le mariage, y avoit convention entre le mary et la femme, par laquelle soit convenu que la femme survivant aura quelque part et portion des meubles ou des héritaiges de son mary, ou autre convention de ce qu'elle doibt avoir après le trespas de sondict mary, ladicte femme sera tenue se régler à ladicte convention, et n'aura aucun desdictz choix. [139, 153 et 185.]

[Saint-Quentin.]

274. [XXXVI.] Pert aussi ladicte femme ledict choix, si durant la maladie de son mary, de laquelle il seroit déceddé, ou après le trespas d'icelluy, elle avoit transporté ou détourné aucuns des biens dudict mary, et iceulx déniez et recellez, estant sur ce interrogée par justice, et en eust esté convaincue; auquel cas est à l'héritier dudict mary luy bailler tel choix qu'il luy plust. [137]

[Laon, 26; Chaalons, 31.]

275. [XXXVII.] Si le mary, durant et constant le mariage, avoit acquis des deniers ou autres biens estans de l'apport de ladicte femme, aucuns héritaiges, et après le décès de sadicte femme il veult quicter et laisser lesdictz héritaiges, par luy acquis, aux héritiers d'elle, pour et au lieu de ladicte somme de deniers et biens dudict apport, il sera quicte et deschargé de la restitution desdictz deniers et autres biens employés à l'achapt desdictz héritaiges. [128, 129 et 149.]

276. [XXXVIII.] Si, durant et constant le mariage, escheoit à la femme aucuns biens meubles, deniers, héritaiges, debtes ou créances, par succession d'aucuns ses parens, dont n'y ait inventaire faict, le mary est tenu en faire déclaration, par le menu, ès espèces des meubles, debtes, et autres choses mobiliaires, et l'estimation d'iceulx qu'il signera avecques deux parentz; et s'il ne sçait signer, le fera signer par autres, et rapportera après icelle déclaration par-devant le juge ordinaire du lieu de sa demourance, et affermera par serment, avec sa femme, qu'il n'y a riens faict pour l'advantaiger; et servira telle déclaration pour preuve à ladicte femme, ou ses héritiers, pour la restitution de son apport; et à faulte d'avoir par ledict mary faict ladicte déclaration, ladicte femme, ou ses héritiers, seront creuz par serment, jouxte la commune renommée, de la quantité, qualité, estimation et valleur, à l'encontre dudict mary et ses héritiers.

[172, 173, 176, 177, 181, 182, 183 et 184.]

277. [XXXIX.] Le mary survivant sa femme est seigneur de tous les biens meubles demourez après le trespas de sadicte femme, en quelques lieux qu'ilz soient, et luy appartiennent seul et pour le tout, à la charge de payer toutes les debtes par luy faictes et accreues, tant auparavant le mariage que depuis icelluy, et de restituer aux héritiers d'icelle femme l'apport d'elle, tel que dessus est déclairé, si elle n'en avoit disposé au prouffict de sondict mary, et encores à la charge de l'inhumation du corps de sadicte femme; et avec ce a la moictié des conquestz, tant feudaulx que roturiers, faictz durant le mariage, qui luy appartient en tous droitz de propriété et usuffruict; et si luy appartient l'usuffruict de l'autre moictié desdictz acquestz et conquestz, pour en joyr sa vie durant, à la charge de tenir et entretenir ladicte moictié, comme usufructuaire doibt et est tenu faire; et aussi d'acquitter les charges foncières.

[Paris, 221, contre; Vitri, 76; Laon, 17, contre; Chaalons, 20, contre; Saint-Quentin, 7, contre; Coucy, 2, contre.]

[107, 110, 111, 112 et 145.]

278 [1]. [XL.] Le mary ne peult vendre, alienner, obliger ne ypothec-

[1] [278.] A l'article deux-cens-soixante-dix-huitiesme, commençant par ces motz : *Le mary ne peult*, ont esté adjoustez, par l'advis desdictz Estatz, ces motz : « et où elle « l'auroit consenty, elle en doibt estre récom-« pensée sur les autres héritaiges restans à « sondict mary, soit de naissant, acquest, ou « conquest. »

quer ses héritaiges chargez de douaire coustumier, ou conventionnel, au préjudice dudict douaire, sans le consentement exprès de sadicte femme; et où elle l'auroit consenty, elle en doibt estre récompensée sur les autres héritaiges restans à sondict mary, soit de naissant, acquest, ou conquest, sinon que le pris desdictz héritaiges venduz fust tourné au prouffict de la communaulté, au cas qu'elle vouldroict partir contre les héritiers de son mary; et où lesdictz héritaiges défauldroient en tout ou partye, la fortune en doibt tumber sur elle, au moyen de son consentement.

[Paris, 249; Vitri, 98; Chaalons, 57, 58; Ribemont, 89; Laon, 42.]

279. [XLI.] Tout ce que dessus, pour le regard des droictz appartenans à gens mariez, a lieu entre roturiers; mais quant aux nobles, le mary survivant sa femme est tenu de prendre tous les meubles et debtes actives mobiliaires demourées après le décès et trespas de sa femme, à la charge de payer les debtes passives mobiliaires, tant celles qui sont faictes constant le mariage, que celles que la femme debvoit quant ilz s'espousèrent, et celles dont elle avoit esté chargée par succession à elle advenue durant leur mariage. [314 et 317.]

[Vitri, 82; Laon, 20; Chaalons, 28.]

280. [XLII.] Toutesfois si ledict mary noble, par son traicté de mariage, s'estoit obligé à la restitution de l'apport de la femme, sera tenu de restituer icelluy apport à sadicte femme et à ses héritiers; quoy faisant, ne prendra tous les meubles, et néantmoings sera tenu de payer toutes les debtes faictes et accreues durant et constant ledict mariage, avecques celles que sa femme debvoit quant il l'espousa, pourveu que en prenant ledict apport il s'en feust chargé; autrement doibvent estre précomptées à la restitution dudict apport. [317 et 318.]

[Laon, 20; Noyon, 31; Saint-Quentin, 3.]

281[1]. [XLIII.] Quant à la vefve du mary noble, oultre les choix cy-dessus déclairez, qui sont permis aux femmes roturières, elle peult prendre tous les meubles et debtes actives mobiliaires aux mesmes [315, 319, 320 et 321.]

[1] [281.] A l'article deux-cens-quatre-vingtz-ungiesme, commençant par ces motz : *Quant à la vefve*, par l'advis desditz Estatz, ont esté adjoustez ces motz : « mais y peult renoncer « dedans quarante jours. »

charges que son mary; mais y peult renoncer dedans quarante jours; et néantmoings peult prendre les choix et options qui appartiennent ausdictes roturières, aux charges et conditions d'icelles roturières.

[Paris, 238; Vitri, 71, 74, 82, 86, 104; Laon, 21, 22, 35, contre; Saint-Quentin, 3; Ribemont, 93.]

[316.] 282 [1]. [XLIV.] La femme vefve du mary noble a, ès héritaiges nobles que tenoit son mary quant il trespassa, son douaire coustumier, qui est tel, qu'elle joïra sa vie durant desdictz héritaiges; et s'il y a chastel, forteresse, ou maison noble, elle y aura sa demourance tant et si longuement qu'elle demourera en viduité; néantmoings ayant par son contract option de douaire préfix ou coustumier, doibt choisir dedens quarante jours celuy des deux que bon luy semblera, autrement sera tenue de prendre le préfix; et où elle aura choisy l'un des deux, elle ne pourra varier. [Voir l'art. 244.]

[Vitri, 60; Laon, 24, 35; Chaalons, 33; Noyon, 30; Ribemont, 95, 97, 98, 99; Saint-Quentin, 95.]

[316.] 283. [XLV.] Ladicte vefve noble ayant prins tous les meubles, oultre iceulx, a en propriété la moictié de tous les acquestz et conquestz, tant feudaulx que roturiers, faictz durant et constant leur mariage; et reprent tous ses héritaiges.

[322.] 284. [XLVI.] Le survivant des deux conjoinctz nobles qui emporte les meubles et debtes actives mobiliaires, comme dict est, est tenu de payer les services, obsecques, et funérailles, du prédécédé, selon l'estat et qualité de leurs maisons, sans qu'il soit tenu des legs testamentaires, desquelz l'héritier dudict prédécédé seul demoure chargé.

[Laon, 20; Chaalons, 28; Saint-Quentin, 3, 4, contre; Noyon, 31; Ribemont, 93.]

[1] [282, 284.] Les articles deux-cens-quatre-vingt-deuxiesme, commençant par ces motz : *La femme vefve,* et deux-cens-quatre-vingtz-quatriesme, commençant pas ces motz : *Le survivant,* ont esté, par l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduictz, en ce que la femme vefve du mary noble n'a sa demourance au chastel, forteresse, ou maison noble, sinon que pendant qu'elle demourera en viduité; car, par l'ancienne coustume, elle y avoit sa demourance sa vie durant; et en ce que le survivant des deux conjoinctz nobles est tenu paier les services et obsecques du décedde, et qu'il n'estoit tenu par l'ancienne coustume, sinon pour la bière et inhumation dudict corps prédéceddé, laquelle ancienne coustume a esté pour ces regardz abrogée.

[X.] *Des testamens, et autres dispositions de dernières volontez, et exécutions d'icelles.*

285 [1]. [I.] Institution d'héritiers n'a lieu; qui est à dire qu'elle n'est requise ne nécessaire pour la validité d'un testament, ains vault par forme de legs testamentaire, jusques à la concurrence de ce dont le testateur peut valablement disposer.

[Paris, 299; Vitri, 101; Chaalons, 69.]

286. [II.] Peult ung testateur donner ou léguer quelque chose à ses enfans, ou autres personnes, par forme de fidé-commis subject à restitution à autruy; ou bien le donner ou léguer sans charge, ou à charge. [103.]

[Laon, 70.]

287 [2]. [III.] Pareillement père ou mère ayant enfans, peult advantaiger par testament ou ordonnance de dernière volonté l'un d'iceulx, en luy laissant telle part de ses biens meubles et acquestz inmeubles que bon luy semble; pourveu toutesfois qu'il ne touche à son naissant, pour le regard duquel ne peult faire la condition de l'un meilleure que l'autre; pourveu aussi que la légitime introduicte par la raison escripte, demoure aux autres enfans. [96 et 104.]

[Paris, 298, contre, 201; Vitri, 99, 110, contre; Laon, 94, contre; Chaalons, 100, contre; Noyon, 16.]

288. [IV.] L'enfant qui prent par préciput ce qui luy est donné ou légué, la légitime sauvée aux autres, peult néantmoings estre et se porter héritier, sans estre subject à rapport, et sans estre tenu des debtes, que pour le regard de sa part héréditaire.

[Noyon, 16.]

289 [3]. [V.] Avant que ung testament soit réputé solennel, est requis [92 et 93.]

[1] [285.] L'article deux-cens-quatre-vingt-cinquiesme, commençant par ces motz : *Institution d'héritier*, a esté de nouvel introduict par l'advis que dessus.

[2] [287]. A la fin de l'article deux-cens-quatre-vingtz-septiesme, commençant par ce mot : *Pareillement*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « et que « la légitime introduicte par la raison es- « cripte, demeure à leurs autres enfans. »

[3] [289]. A l'article deux-cens-quatre-vingtz-neufiesme, commençant par ces motz : *Avant que ung testament*, ont esté, de l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « qu'il soit « signé et escript de la main dudict testateur». et ces motz : « De quatre tesmoings ydoines

qu'il soit escript et signé de la main du testateur, ou passé par-devant deux notaires, ou par-devant ung notaire et tabellion, en présence de deux tesmoings, ou par-devant le curé de la parroisse, ou son vicaire receu par le diocézain, et ung notaire, ou par-devant lesdictz curé ou vicaire et deux tesmoings, ou par-devant la justice du lieu, ou que le testateur ayt déclairé sa volonté en présence de quatre tesmoings, iceulx tesmoings ydoynes et suffisans, non légataires, et n'ayant intérestz audict testament, et que icelluy testament ayt esté dicté ou nommé par icelluy testateur aux notaires, tabellion, curé, vicaire, justice ou notaires, en présence de tesmoings, et sans suggestion d'aucune personne, et depuis à luy releu aussi en présence desdictz tesmoings, et qu'il soit faict mention audict testament qu'il a esté ainsi dicté, nommé et releu.

[Paris, 289, 290; Vitri, 102; Laon, 58; Chaalons, 67; Saint-Quentin, 21.]

290 [1]. [VI.] L'aage pour pouvoir faire testamens est, aux masles de vingt ans, et aux filles de dix-huit ans, acomplis, pour disposer de leurs meubles, acquestz et conquestz inmeubles; mais pour pouvoir disposer de leur naissant, fault qu'ilz ayent attainct l'aage de vingt-cinq ans, tant masles que filles; et où ils n'auroient aucuns meubles et conquestz inmeubles, ou qu'ilz en eussent si peu qu'ilz ne deussent venir en considération, ou n'eussent que propres, lesdictz masles aagez de vingt ans, et les femelles de dix-huict ans, comme dessus, pourront disposer de leur naissant jusques à la concurrence de la moictié d'icelluy, tant pour œuvres pitoyables, que pour autres causes raisonnables; toutesfois où lesdictz masles et femelles seroient mariez auparavant

« et souffisans, non légataires, et non ayans « intérestz, » et ces mots : « et que icelluy « testament ayt esté dicté ou nommé par « icelluy testateur aux notaire, tabellion, « curé, vicaire et justice, en présence des- « dictz tesmoings, et sans suggestion d'au- « cune personne, et depuis à luy releu aussi « en présence desdictz tesmoings, et qu'il « soit faict mention audict testament qu'il a « esté ainsi dicté, nommé et releu. »

[1] [290, 291.] Les articles deux-cens-quatre-vingtz-dixiesme, commençant par ce mot : *L'aage*, et deux-cens-quatre-vingtz-unziesme, commençant par ces motz : *Homme et femme*, ont esté de nouvel introduictz par l'advis que dessus, et certain article ancien dudict livre imprimé, réformé, duquel article ancien la teneur ensuit :

« Homme et femme mariez ensemble peu- « vent, par leur testament et ordonnance de « dernière volonté, deuement faictes, donner « et laisser l'un à l'autre, et l'autre à l'un, tous « leurs biens meubles, tous leurs acquestz, « et la moictié de leur naissant, ou tant et « telle portion, et au-dessoubs, que bon leur « semblera, soit qu'ilz ayent enfans de leur « mariage, ou d'aultres mariages, ou qu'ilz « n'en ayent aucuns. »

ledict aage de vingt ou dix-huit ans, pourront tester de leurs meubles, acquestz et conquestz inmeubles; et quant à leurdict naissant, tout ainsi que s'ilz avoient attainct l'aage de vingt ou dix-huit ans, en la manière que dessus, et non autrement.

[Paris, 293, 294; Laon, 59; Chaalons, 68; Saint-Quentin, 20; Ribemont, 55.]

291. [VII.] Homme et femme conjoinctz par mariage se peuvent [94 et 349.] advantaiger l'un l'autre, par testament et ordonnance de dernière volonté, de tous leurs meubles et acquestz inmeubles faictz durant leur mariage, en propriété; et de la moictié de leur naissant, et acquestz faictz auparavant ledict mariage, en usuffruict seullement, soit qu'il y ayt enfans dudict mariage, ou d'autre, ou non; réservant toutesfois ladicte légitime aux enfans; [le tiers s'il y a quatre enfans, ou moins; et moitié s'il y en a plus de quatre.]

[Paris, 282, contre; Vitri, 113, contre; Laon, 50, contre; Chaalons, 27, contre; Noyon, 19, 21; Ribemont, 55, contre.]

292 [1]. [VIII.] Toutes personnes franches, mariées ou non mariées, [95 et 350.] ayans enfans ou non, peuvent disposer par testament de tous leurs biens meubles, et conquestz inmeubles, et de la moictié de leur naissant, à telle personne qui leur plaira, réservé aux enfans la querelle de testament inoficieux. [Voir l'art. 232.]

[Paris, 292; Vitri, 100, 108, 109, contre; Laon, 60; Chaalons, 26, 70; Noyon, 17; Saint-Quentin, 22; Ribemont, 55.]

293 [2]. [IX.] Toutesfois la femme ayant enfans de son premier mariage, ne peult disposer par testament et ordonnance de dernière volonté, ne autrement, au prouffict de son second mary, ou autre personne, de ce qui luy aura esté donné par son premier mary en faveur de mariage, qu'elle doibt, oultre la légitime susdicte, entièrement garder aux enfans dudict premier mariage; mais si elle n'avoit enfans dudict premier mariage, en peult disposer à son plaisir.

[Paris, 279; Laon, 29; Chaalons, 35.]

[1] [292.] A la fin de l'article deux-cens-quatre-vingtz-douziesme, commençant par ces motz : *Toutes personnes*, ont esté, de l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « réservé « aux enfans la querelle de testament inofficieulx. »

[2] [293.] L'article deux-cens-quatre-vingtz-treiziesme, commençant par ce mot : *Toutesfois*, a esté de nouvel introduict, par l'advis que dessus.

[97.] 294. [x.] Aussi le mary ne peult disposer par testament, au prouffict de quelque personne que ce soit, au préjudice du choix que ladicte femme survivant sondict mary vouldroict faire de partir contre les héritiers de sondict mary; car, nonobstant les legs faictz par ledict sieur [*sic*, sien?] mary de ses meubles ou héritaiges subjectz audict choix, elle joïra de la moictié d'iceulx trouvez au jour du décès de sondict mary, sauf aux légataires leurs recours contre les héritiers dudict mary.

[Paris, 296; Laon, 66, 67; Chaalons, 21, 73; Saint-Quentin, 23, 24; Ribemont, 55, 94.]

[98.] 295. [xi.] Pareillement ladicte femme ne peult disposer par testament des héritaiges acquis constant ledict mariage, au préjudice de l'usuffruict qu'aura sondict mary la survivant en la moictié d'iceulx; toutesfois les légataires auront la propriété, avecques laquelle sera consolidé l'usuffruict après le trespas de sondict mary.

[Chaalons, 26.]

[100.] 296[1]. [xii.] Le légataire des choses mobiliaires ne peult de son autorité prendre les choses à luy léguées, ne soy en dire saisy, mais est requis qu'elles luy soient baillées et délivrées par l'exécuteur du testament; toutesfois la délivrance des legs inmeubles ne peult estre faicte par ledict exécuteur, ains par l'héritier seullement.

[Laon, 63; Chaalons, 72; Saint-Quentin, 26.]

[105.] 297[2]. [xiii.] L'exécuteur testamentaire ayant accepté la charge de l'exécution dudict testament, inventaire préalablement faict des biens délaissez par le trespas dudict testateur, est saisy par an et jour d'iceulx meubles; toutesfois, où l'héritier du deffunct vouldra promptement

[1] [296.] A l'article deux cens quatre-vingtz-seiziesme, commençant par ces motz : *Le légataire*, ont esté, de l'advis que dessus, adjoustez ces motz : « mais est requis qu'elles « luy soient baillées et délivrées par l'exécu- « teur du testament. »

[2] [297, 298, 299, 301, 303, 304.] Les articles deux cens quatre-vingtz-dix-septiesme, commençant par ces motz : *L'exécuteur testamentaire*; deux cens quatre-vingtz-dix-huitiesme, commençant par ces motz : *Mais où*; deux cens quatre-vingtz-dix-neufiesme, commençant par ces motz : *L'exécuteur du testament*; trois cens ungiesme, commençant par ces motz : *Et où il y auroit*; trois cens troisiesme, commençant par ce mot : *Cellui*, et trois cens quatriesme, commençant par ces motz : *Mais si*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, introduictz de nouvel.

bailler, denier[s], ou délaisser meubles, suffisans pour exécuter ce qui est liquide, pour l'accomplissement dudict testament, luy sera le reste des meubles rendu : quoy faisant, sera l'exécuteur chargé de ce qu'il aura receu, et pour le surplus desdictz meubles délaissez, demourera deschargé; et néantmoings ledict héritier fournissant dès le commencement promptement deniers ou meubles pour ce qui est liquide, peult empescher la confection dudict inventaire; auquel cas est ledict exécuteur chargé de ce seullement qu'il auroit receu, et pour le surplus, deschargé comme dict est.

[Paris, 297; Vitri, 105, 106, 107; Laon, 61; Chaalons, 74, 75, 76; Saint-Quentin, 25.]

298. [XIV.] Mais où le testateur auroit faict quelques legs particuliers à ses héritiers présumptifz, délaissé le surplus de ses biens aux paouvres, ou pour les distribuer à œuvres pitoyables, en ce cas le contenu en l'article précédent n'aura lieu, ains doibt demourer ledict exécuteur saisy, jusques à l'entier acomplissement dudict testament.

[Laon, 62; Chaalons, 77.]

299. [XV.] L'exécuteur d'un testament peult prendre par ses mains le legs mobiliaire à luy légué par le testateur, et s'en peult dire saisy contre l'héritier; mais si le testateur luy a légué quelque héritaige, fault qu'il luy soit baillé et délivré par ledict héritier, ou par auctorité de justice, au reffuz dudict héritier à ce appellé.

[Laon, 64.]

300. [XVI.] Les héritiers du deffunct sont tenuz de payer les debtes, obsecques et funérailles, et d'acomplir le testament, sinon ou cas que par la coustume le survivant des deux conjoinctz par mariage prent les meubles communs; lequel, en ce faisant, est tenu paier les debtes. [99, 101 et 102]

[Paris, 332; Laon, 83; Chaalons, 90, 131; Saint-Quentin, 56; Noyon, 9.]

301. [XVII.] Et où il y auroit divers héritiers, les aucuns de meubles, autres des acquestz, et autres de naissant, chacun desdictz héritiers est tenu, pro rata de ce qu'il prent desdictz biens, d'acomplir ledict testament et payer les debtes du deffunct.

[Paris, 334, 335; Vitri, 81, 82; Laon, 65, 83; Chaalons, 90; Saint-Quentin, 57.]

[104.] 302. [XVIII.] Par ladicte coustume aucun peult estre légataire et héritier ensemble.

[Paris, 300, contre, 301; Vitri, 100, contre; Chaalons, 71, contre; Noyon, 16; Saint-Quentin, 28, 29, contre.

Voir les *Observations du Droit françois*, par Bernard, p. 692.]

303. [XIX.] Celuy qui est légataire et héritier ensemble, ou celuy qui, par ladicte coustume, emporte plus de la succession que ses cohéritiers, n'est chargé des debtes plus que sesdictz cohéritiers, pour le regard de ce qu'il prent plus en ladicte succession, si ce n'est pour les charges foncières anciennement assignées sur l'héritaige qui luy est advenu par ladicte succession ou prélégat.

[Laon, 68, 69, de l'aîné; Chaalons, 98; Saint-Quentin, 55; Ribemont, 59.]

304. [XX.] Mais si lesdictes charges avoient esté constituées par père ou mère, sesdictz cohéritiers seroient tenuz en porter esgallement chacun sa part et portion, avec ledict héritier et légataire, ou autres qui prendront le plus en la succession.

[99.] 305. [XXI.] L'héritier à plain, c'est-à-dire l'héritier simple, n'est tenu d'acquiescer au testament dudict deffunct, et icelluy acomplir, en ce que le testateur auroit disposé oultre et par-dessus ce qui luy est permis par ladicte coustume.

306. [XXII.] Doibt néantmoins l'héritier simple payer et acquicter toutes les debtes dudict testateur, èsquelles seront comprins les tortz et dommaiges que ledict testateur déclairera avoir par luy esté faictz à aultruy, affin de les restituer et réparer en ses biens; toutes lesquelles debtes seront en tous cas payées par ledict héritier simple, et préférées ausdictz legs, lesquelz seront aussi payez par l'héritier simple, sinon que iceulx legs excédassent le pouvoir et faculté donnée par ladicte coustume audict testateur de disposer de sesdictz biens.

[XI.] *Des successions, et rapportz qu'il convient faire en partaigeant icelles.*

[25, 27 et 217.] 307. [I.] Le mort saisist le vif, son plus prochain et plus habille à luy succéder.

[Paris, 318; Vitri, 71; Laon, 71; Chaalons, 78; Noyon, 1; Saint-Quentin, 54; Ribemont, 56.

Voyez Alexand. ab Alexand. *Genialium dierum*, lib. III, cap. 7.]

308 [1]. [II.] L'héritier par bénéfice d'inventaire, ores qu'il feust le plus prochain du deffunct, est exclud par l'héritier simple venant dedens l'an que ledict héritier par bénéfice d'inventaire aura présenté ses lectres.

[Paris, 342, 343, 344; Laon, 72; Chaalons, 79.]

309 [2]. [III.] Représentation a lieu, tant en ligne directe, que collatérale, infiniement, quant aux rotures; et quant aux fiefs, représentation en ligne directe a aussi lieu infiniement, et en ligne collatérale, jusques aux enfans des frères seullement, comme il a esté dict cy-dessus [art. 50 et 53]. [28, 29 et 329.]

[Paris, 319, 320; Vitri, 66; Laon, 74, 75; Chaalons, 81, 82; Saint-Quentin, 43; Ribemont, 57, 58.]

310 [3]. [IV.] Les enfans de divers frères ou sœurs, ou de divers cousins ou cousines germains, en la succession de leur oncle ou tante, grant-oncle ou grande-tante, ou autres colatéraulx en degré ultérieur, quant ausdictes rotures, succéderont avecques leurs autres oncles ou tantes, grans-oncles ou grandes-tantes, ou autres consanguins colatéraulx, par souches, et non par testes; mais estans en pareil degré, succéderont par testes. [26, 28, 29 et 34.]

[Paris, 320, 321; Laon, 76; Chaalons, 83, 91, 92; Saint-Quentin, 46.]

311. [V.] Si ung trespassé délaisse ung frère germain de père et de mère, et l'autre frère non germain, attenant à luy seullement de l'un des costez ou paternel ou maternel, le germain aura la moictié de tous ses meubles et acquestz, pour raison du costé dont il luy attenoit seul; et si aura la moictié de l'autre moictié, c'est assavoir un quart en la totalité desdictz meubles et acquestz, pour raison de l'autre costé dont il estoit aussi prochain au trespassé comme le non germain, et ledict non germain aura seullement l'autre quart; et quant au naissant, il suivra sa ligne, comme dict est cy-devant. [30, 31, 32, 33 et 34.]

[Paris, 340, contre, 341; Vitri, 83; Laon, 80, contre; Chaalons, 89; Saint-Quentin, 50, contre.]

[1] [308.] L'article trois-cens-huitiesme, commençant par ce mot : *L'héritier* a esté, par l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduictz.

[2] [309.] A la fin de l'article trois-cens-neufiesme, commençant par ce mot : *Représentation*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « et quant aux fiefz, re« présentation en ligne directe a aussi lieu « infiniement; et en ligne colatéralle, jusques « aux enfans des frères seullement, comme « il a esté dict cy-dessus. »

[3] [310.] L'article trois-cens-dixiesme, commençant par ces motz : *Les enfans*, a esté, par l'advis desdictz Estatz, adjousté, pour obvier aux difficultez qui adviennent journellement sur icelluy.

[25, 324 et 325.] 312. [VI.] Les enfans, soient filz ou filles, succèdent égallement à leurs pères ou mères, en tous meubles et héritaiges, roturiers ou censuelz, soient d'acquest ou de naissant; et quant à la succession des fiefs, ilz y succéderont comme il a esté dict cy-dessus au tiltre *des fiefz* [art. 41 et suivans].

[Paris, 302 ; Laon, 73 ; Chaalons, 80 ; Noyon, 8 ; Saint-Quentin, 31 ; Ribemont, 80.]

[36, 38, 39, 40, 193 et 335.] 313[1]. [VII.] Les père et mère succèdent à leurs filz et filles décédez sans hoirs de leurs corps, en tous meubles, et conquestz inmeubles; et s'ilz sont mortz, ou qu'ilz ne veulent accepter la succession, leurs ayeulz et ayeules leur succèdent, et sont réputez plus prochains que les frères ou sœurs des trespassez, quant ausdictz meubles, et acquestz inmeubles; mais les frères et sœurs héritent en héritaiges de naissant du costé et ligne dont ilz sont procédez.

[Paris, 311, 325 ; Vitri, 81 ; Laon, 77, 78 ; Chaalons, 84, 85, 87, 88 ; Noyon, 10 ; Saint-Quentin, 41, 42 ; Ribemont, 67, 68.]

314. [VIII.] Lesdictz ayeulz et ayeules succèdent avant les cousins germains ès meubles, conquestz, acquestz inmeubles, et héritaiges de naissant, qui par eulx auroient esté donnez aux trespassez.

[Paris, 312, 313, 325 ; Vitri, 81 ; Laon, 78, 81 ; Chaalons, 88, 96.]

315[2]. [IX.] L'héritaige acquis par père ou mère, ayant faict souche à la personne de leur filz ou fille, est réputé naissant du costé de celuy qui l'a acquis; en manière que si ledict filz ou fille, décédé sans enfans, délaisse ung frère ou sœur d'un costé seullement, et qu'il ne soit filz ou fille de celuy qui a acquis lesdictz héritaiges, l'oncle ou tante dudict deffunct, assavoir le frère ou la sœur de celuy qui aura acquis ledict héritaige, succédera audict enfant en icelluy héritaige; tellement qu'il n'est nécessaire à aucun, pour estre réputé héritier dudict deffunct du costé et ligne dont procède ledict héritaige, qu'il soit nay, ou autrement

[1] [313, 314.] Les articles trois-cens-treiziesme, commençant par ces motz : *Les père et mère*, et trois-cens-quatorziesme, commençant par ces motz : *Lesdictz ayeulz*, sont nouveaulx en ce que les père, mère, ayeulx et ayeules succèdent à leurs enfans, et filz de leurs enfans, non-seulement en meubles, mais aussi en leurs acquestz inmeubles ; car par l'ancienne coustume ilz ne succédoyent seullement que aux biens meubles, laquelle ancienne coustume pour ce regard a esté de l'advis desdictz Estatz abrogée.

[2] [315.] L'article trois-cens-quinziesme, commençant par ce mot : *L'héritaige*, a esté adjousté, pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

descendu en ligne directe, de celuy qui aura acquis ledict héritaige; mais suffit, pour succéder audict héritaige, qu'il soit parent du costé paternel ou maternel de l'acquéreur d'icelluy héritaige.

[Voyez Paris, 230, 326, 329; Laon, 79; Chaalons, 85, 86; Saint-Quentin, 47; Ribemont, 68.]

316 [1]. [x.] Si aucun va de vie à trespas sans hoirs procréez de son corps en loyal mariage, délaissez aucuns héritaiges de divers naissant, ses parens d'un costé et ligne seullement, en deffault qu'il n'y ayt parent d'autre costé et ligne, succéderont totalement ès héritaiges de divers naissant, ensemble à tous les meubles, acquestz et conquestz inmeubles dudict deffunct, exclus le fisque, et tous autres haultz justiciers des lieux où sont assis lesdictz biens, lesquelz ils ne pourront prétendre, comme vaccantz, leur appartenir. [33.]

[Paris, 327, 328, 329, 330; Vitri, 80; Laon, 82; Chaalons, 96, 97.]

317 [2]. [xi.] Les enfans venans à la succession de leur père, mère, ayeul, ayeule, ou autre ascendant, sont tenuz de rapporter, et mectre en partaige, ce qui leur a esté par eulx, autrement que par prélégat et préciput ou advantaige, donné, soit en advancement d'hoirrie, ou en faveur de mariage, ou autrement, ou moings prendre en ladicte succession : se doibt faire ledict rapport, quant aux inmeubles, en espèces, [70, 71, 74, 75, 77, 78 et 331.]

[1] [316.] L'article trois-cens-seiziesme, commençant par ces motz : *Si aulcun*, a esté de nouvel introduict, comme dessus, et certain ancien article contenu audict livre imprimé, abrogé, nonobstant les remonstrances et empeschemens faictz par lesdictz Beguyn, Poyvre, et Troptmignot, ès noms desdictz cardinaulx de Lorraine, de Vendosme, abbé de Saint-Nicaise, prévost, doyen, chantre et chappitre de l'église dudict Reims, doyen et chappitre dudict Sainct-Simphorian, relligieulx et couventz desdictes abbayes de Sainct-Remy et Signy, et relligieuses, abbesse et couvent dudict Sainct-Pierre, ausquelz avons octroyé acte de leur déclaration pour leur servir et valloir en temps et lieu ce que de raison, et néantmoings passera l'article pour coustume, suivant l'advis desdictz Estatz, sans préjudice auxdictz seigneurs de leurs droictz et possessions, pour lesquelles ilz demoureront en leur entier, duquel article la teneur ensuyt :

« Et si ledict trespassé délaisse ung ou plu-« sieurs frères, ou cousins, ou lignagiers à luy « attenantz de l'un des costez seullement, et « ne délaisse aucun lignager de l'autre costé, « la moictié de ses meubles et acquestz ap-« partiendra auxdictz lignagers, et l'autre « moictié sera dévolue, comme vaccant, aux « seigneurs temporels, haultz justiciers, en la « seigneurie desquelz seront trouvez et assis « lesdictz meubles et acquestz. »

[2] [317.] L'article trois-cens-dix-septiesme, commençant par ces motz : *Les enfans*, est nouvel en ce que lesdictz enfans sont tenuz de rapporter les meubles; car, par l'ancienne coustume, ilz n'estoient tenuz seulement que de rapporter les héritaiges; laquelle coustume, par l'advis desdictz Estatz, a esté abrogée.

s'ilz sont en nature et en la possession de celuy qui doibt rapporter, sinon la juste valleur et estimation d'iceulx, eu esgard au temps qu'ilz ont esté baillez, ou moings prendre, comme dit est.

[Paris, 304, 305; Vitri, 73; Laon, 88, 89; Chaalons, 100, 101, 103; Noyon, 16; Saint-Quentin, 44; Ribemont, 78.]

[71.] 318[1]. [XII.] Le rapport se faict en telle manière : assavoir que si telle donnation a esté faicte en deniers de bourse commune, se rapportera, moictié à la succession de l'un, et moictié à la succession de l'autre; et si elle a esté faicte d'acquestz, ou de naissant, elle se rapportera entièrement en la succession de celuy qui a faict ledict acquest, ou duquel est procédé ledict naissant.

[Paris, 304; Vitri, 73; Laon, 90, 93; Chaalons, 102.]

[71 et 73.] 319. [XIII.] Si l'héritaige donné est du naissant de la mère, et elle en est récompensée, se rapportera tel héritaige, moictié à la succession du père, et moictié à la succession de la mère; et si elle n'a esté récompensée, ledict héritaige se rapportera à la succession de la mère seullement.

[Vitri, 73; Laon, 90; Chaalons, 102.]

[76.] 320[2]. [XIV.] Toutesfois, si les enfans ausquelz auroient esté donnez en advancement d'hoirrye, ou en faveur de mariage, lesdictz meubles et héritaiges, se veullent tenir à leur don, et renoncer à la succession, ilz y seront receuz, pourveu que la légitime soit gardée aux autres enfans. [Voir art. 291.]

[Paris, 307; Vitri, 73, 99; Laon, 91; Chaalons, 100; Ribemont, 81.]

[1] [318, 319.] Les articles trois-cens-dix-huitiesme, commençant par ces motz : *Le rapport*, et trois-cens-dix-neufiesme, commençant par ces motz : *Si l'heritaige*, ont esté de nouvel introduictz, comme dessus, et certain article ancien contenu audict livre imprimé, abrogé, duquel ancien article la teneur ensuit :

« Et jàçoit que ledict père leur eust donné « héritaiges qui feussent du costé et ligne de « sa femme, leur mère, et du consentement « d'elle, si s'en debvoit-il faire rapport en la « succession dudict père, et non de la mère, « si autrement n'estoit convenu par exprès « en faisant la donnation, pour ce que telz « dons d'héritaiges, faictz à enfans par leurs « père et mère, sont repputez naissant du « costé paternel, et non du costé maternel; et « aussi le mary qui par telz dons a aliéné « l'héritaige de sa femme, est tenu, ou ses « héritiers, d'en restituer ladicte femme, ou « les héritiers d'elle, ou cas qu'elle, survivant « son mary, ne choisiroit partir par moic- « tié contre et avec ses héritiers. »

[2] [320.] A la fin de l'article trois-cens-vingtiesme, commençant par ce mot : *Touteffois*, par l'advis desdictz Estatz, ont esté adjoustez ces mots : « pourveu que la légitime soit « gardée ausdictz enfans. »

321[1]. [xv.] Peuvent telz donnataires venir à l'une desdictes successions de père ou mère, et renoncer à l'autre, en rapportant la moictié, comme dict est [art. 318 et 319].

[Laon, 92.]

322. [xvi.] Deniers desboursez par père, mère, ayeul ou ayeule, pour la nourriture de leurs enfans, ou pour le faict d'armes au service du Roy, ou pour l'entretenement et institution d'iceulx, tant ès artz libéraulx, que mécanicques, ou pour acquérir degré èsdictz artz libéraulx jusques au degré de licence inclusivement, ou pour fraiz de nopces, pour le regard de la despence de bouche et banquetz, ne viennent en rapport.

[Laon, 95, 97; Chaalons, 104, 105; Noyon, 16.]

323. [xvii.] Mais si telz deniers estoient employez pour acquérir aucun degré èsdictz artz libéraulx, maistrise de quelque mestier mécanicque, ou pour l'achapt de quelque office, ou payement de rançon, viennent à rapport.

[Paris, 304, contre; Laon, 96; Chaalons, 104, 105, 106.]

324. [xviii.] Rapport n'a lieu en ligne colatérale, s'il n'est dict.

[Laon, 98; Chaalons, 107.]

325. [xix.] En successions, testamens, et autres dispositions de dernière volonté, les héritaiges délaissez en vertu d'icelles, se reiglent selon la coustume des lieux où ilz sont assis, et non selon les domiciles des

[1] [321, 322, 323, 324, 325, 326 et 327] Les articles trois-cens-vingt-ungniesme, commençant par ce mot: *Peuvent*; trois-cens-vingt-deuxiesme, commençant par ce mot: *Deniers*; trois-cens-vingt-troisiesme, commençant par ces mots: *Mais si*; trois-cens-vingt-quatriesme, commençant par ce mot: *Rapport*; trois-cens-vingt-cinquiesme, commençant par ces motz: *En successions*; trois-cens-vingt-sixiesme, commençant par ces motz: *Si aucun*, et trois-cens-vingt-septiesme, commençant par ces motz: *Les parens*, ont esté de nouvel introduictz par l'advis desdictz Estatz.

Aussi, par l'adviz d'iceulx Estats, plusieurs articles contenuz audict livre imprimé, par lesquelz nul ne pouvoit disposer oultre la moictié de son naissant, au préjudice de ses héritiers en ligne directe ou colatéralle, sinon en troys cas, assavoir [1°.] que le père et mère, ayeul ou ayeule, ayant enfans ou descendans, ensemblement et d'un accord eussent faict ladicte aliénation, ou que [2°.] l'aliénant en cas de nécessité, eust le consentement de son héritier présumptif, ou [que, 3°.] audict cas de nécessité, eust ce faict par décret et auctorité de justice, sondict héritier présent ou appellé; lesquelz articles, nonobstant l'empeschement d'aucuns particuliers, ont esté par l'advis desdictz Estatz, abrogez pour l'advenir, sans préjudice du passé.

personnes qui disposent, ou ausquelz l'on succède, ou ausquelz ladicte succession est advenue, ou au prouffict desquelz est disposé.

[Laon, 57; Chaalons, 66.]

326. [xx.] Si aucun entre en religion approuvée, dès lors il est exclud de tous ses biens temporelz, s'il n'en avoit disposé paravant que d'entrer en ladicte religion, estant personne habile pour ce faire; et aussi est exclud de toutes successions qui luy pourroient advenir après qu'il est entré en religion; et viendront ses biens à ses parens, tout ainsi que s'il estoit mort quant il entra en ladicte religion, et n'y succédera aucunement le monastère, pourveu qu'il demeure en ladicte religion; car s'il en yssoit sans fraulde, avant avoir faict profession taisible, il retourneroit à ses droictz, comme si tousjours avoit esté au siècle.

[Paris, 337; Vitri, 77; Saint-Quentin, 51.]

327. [xxi.] Les parens ou lignagers des arcevesques, évesques, et autres gens d'église séculiers, leur succèdent.

[Paris, 336; Vitri, 85.]

[XII.] *De tuteur, curateur et gardien.*

[1] [339, 340, 342, 343, 344, 345, 398, 401, 402 et 413.] 328 [1]. [i.] Bail d'enfans mineurs n'a lieu, et quant à la tutelle et curatelle, se décerne par le juge compectant.

[Vitri, 64; Chaalons, 9; Loris, 36; Chartres, 108.]

[340.] 329 [2]. [ii.] Toutes tutelles et curatelles sont datives; toutesfois, si par testament y a tuteur nommé, il sera confirmé, si les parens appellez

[1] [328.] L'article trois-cens-vingt-huitiesme, commençant par ces motz : *Bail d'enfans*, a esté, par l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduict, et l'ancienne coustume abrogée, par laquelle le bail des enfans mineurs de quatorze ans, quant aux masles, et de douze ans, quant aux filles, estoit déféré aux plus prochains lignaigiers et collatéraulx desdictz mineurs, sans que lesdicts lignaigiers feussent tenuz de faire inventaire des biens meubles, et rendre compte d'iceulx ausdictz mineurs, ne des fruictz de leurs héritaiges nobles, lesquelz meubles et fruictz iceulx lignaigiers faisoient leurs, à la charge seullement de nourrir, alimenter et entretenir lesdictz mineurs, selon leurs estatz et lieu dont ilz estoient yssuz, les acquicter de leurs debtes, et aussi d'entretenir lesdictz héritaiges, et les rendre, ledict bail finy, en bon estat.

[2] [329.] L'article trois-cens-vingt-neufiesme, commençant par ces motz : *Toutes tutelles*, a esté adjousté, pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

par-devant le juge n'allèguent cause que le testateur ayt peu vraysemblablement ignorer.

330 [1]. [III.] Par ladicte coustume y a garde noble, et garde bourgeoise [338.]
ou roturière; appartient ladicte garde, tant noble que bourgeoise, aux père et mère, si l'un des deux est vivant, sinon à l'ayeul premièrement, ou à l'ayeule ledict ayeul estant décédé, soyent lesdictz ayeul ou ayeule paternelz ou maternelz; en concurrance desquelz paternelz et maternelz, pour le regard des nobles, sont préférez les ayeulz et ayeule paternelz en la garde et administration de la succession paternelle, et les maternelz en la maternelle; mais pour le regard des roturiers, l'ayeul paternel est préféré au maternel, comme l'ayeule paternelle à la maternelle; et en concurrance d'ayeulz et ayeules de divers costez, les ayeulz sont tousjours préférez aux ayeules.

[Paris, 265, 266; Vitri, 63; Laon, 261; Chaalons, 10, contre.]

331 [2]. [IV.] Le gardien noble faict les meubles délaissez par le def- [341.]
funct, ensemble le revenu et fruict des rentes et héritaiges tant feudaulx que roturiers appartenant à ses mineurs, siens; à la charge d'acomplir le testament dudict deffunct, paier les debtes que doibvent lesdictz mineurs, les nourrir, alimenter, et entretenir, selon leurs qualitez et facultez de biens, de payer aussi et acquicter les charges et redevances desdictz héritaiges, et enfin de rendre iceulx en bon et suffisant estat; et est ce que l'on dict : Qui garde prend, quicte et [*sic*, le?] rend.

[Paris, 46, 267; Vitri, 63, contre; Laon, 261, 262; Chaalons, 10, contre.]

332 [3]. [V.] Dure ladicte garde noble quant aux masles jusques à qua- [337 et 346.]

[1] [330.] L'article trois-cens-trentiesme, commençant par ces motz : *Par ladicte coustume,* est nouvel en ce qu'est parlé de la garde bourgeoise, laquelle n'avoit lieu par l'ancienne coustume, qui a esté, par l'advis que dessus, abrogée.

[2] [331.] L'article trois-cens-trente-ung, commençant par ces motz : *Le gardien*, a esté de nouvel introduict, par l'advis desdictz Estatz, qui ont remonstré ladicte ancienne coustume estre desraisonnable en ce que le baillistre, qui estoit parent colatéral desdictz mineurs, faisoit les meubles et fruictz des héritaiges d'iceulx dictz mineurs siens, et non le père, mère, ayeul ou ayeule qui avoient la garde noble d'iceulx mineurs leurs enfants.

[3] [332.] A la fin de l'article trois-cens-trentedeuxiesme, commençant par ces motz : *Dure ladicte garde noble*, ont esté, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « pour- « veu que lesdictz père ou mère ne se rema- « rient, auquel cas finist ladicte garde noble, « et doibt estre pourveu ausdictz mineurs de « tuteur et curateur », et conséquemment ladicte coustume ancienne a esté abrogée,

torze ans, et quant aux femelles jusques à douze ans acompliz, pourveu que lesdictz père ou mère ne se remarient, auquel cas finist ladicte garde noble, et doibt estre pourveu ausdictz mineurs de tuteurs et curateurs.

[Paris, 268; Vitri, 65, contre; Laon, 261, 262; Chaalons, 10, contre.]

333 [1]. [VI.] Le gardien bourgeois ou roturier ne faict les meubles, revenuz et fruictz des rentes et héritaiges, soient nobles ou roturiers, siens, ains est tenu de faire inventaire et rendre compte et reliqua de sadicte garde et administration desdictz biens, tout ainsi que le tuteur et curateur; et dure ladicte garde jusques à ce que lesdictz mineurs, tant masles que femelles, ayent vingt-cinq ans acompliz.

[Paris, 267, 268; Chaalons, 9.]

[341] 334 [2]. [VII.] Garde noble se doibt accepter en jugement, le procureur du Roy, ou du seigneur hault justicier, à ce appellé, sans qu'il soit besoing de convocation de parens; et doibt le gardien qui la vouldra accepter, en faire déclaration dedans trois mois après la mort du premier déceddé, si plus tost il n'est sommé de ce faire par ledict procureur du Roy, ou de justice, ou des parens dudict deffunct; et quant à la garde bourgeoise ou roturière, elle se doibt donner les parens appellez, qui pourront empescher pour causes raisonnables que ladicte garde soit baillée ausdictz père, mère, ayeul ou ayeule, et requérir qu'il soit au lieu d'icelle pourveu de tuteur et curateur ausdictz enfans mineurs.

[Paris, 269; Vitri, 64; Laon, 263; Chaalons, 9.]

[XIII.] *De bastardz, aubeins, espaves, biens vaccans, forfaictures et confiscations.*

335 [3]. [VIII.] Aux haultz justiciers appartient la succession des bastardz, quant lesdictz bastardz sont nez en leurs terres, et leurs biens y

par laquelle la mère, qui se remarioit à homme noble, ne perdoit pour ce ladicte garde noble, ains seullement la perdoit au cas qu'elle se remariast à homme roturier.

[1] [333.] L'article trois-cens-trente-troisiesme, commençant par ces motz : *Le gardien bourgeois*, a esté de nouvel introduict de l'advis que dessus.

[2] [334.] Pareillement l'article trois-cens-trente-quatriesme, commençant par ces motz *Garde noble*, a esté de nouvel introduict, comme dessus, et l'ancienne coustume réformée en ce que la garde noble se pouvoit prendre sans mistère et auctorité de justice.

[3] [335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342.] Les articles trois-cens-trente-cinquiesme,

sont assis, et y sont iceulx bastardz domiciliers, et décédez sans hoirs procréez de leur corps en loyal mariage.

[Vitri, 1; Laon, 4; Chaalons, 11, 13.]

336. [IX.] Peuvent toutesfois iceulx bastardz, par donnation entre vifz, ou ordonnance de dernière volonté, disposer de leursdictz biens, particulièrement, et universellement.

[Laon, 5; Chaalons, 11.]

337. [X.] Et si lesdictz bastardz ont des enfans nez en loyal mariage, lesdictz enfans, et enfans de leurs enfans, leur succeddent.

[Laon, 5; Chaalons, 12; Saint-Quentin, 45.]

338. [XI.] Hors les cas dessusdictz, la succession desdictz bastardz appartient au Roy, sinon que lesdictz haultz justiciers soient fondez en tiltre ou privillége au contraire, ou possession immémoriale équipolente à tiltre.

[Vitri, 1; Laon, 6; Chaalons, 13.]

339. [XII.] Les bastardz se peuvent marier librement, et ainsi que bon leur semble, sans encourir la peine de formariage.

[Vitri, 141, contre; Laon, 7; Chaalons, 16.
Gousset, p. 8, nom. 5.]

340. [XIII.] Aubeins, qui sont entenduz estre estrangiers, nez de pays qui n'est de la souveraineté de la couronne de France, peuvent acquérir biens en ladicte cité et ville de Reims, villes et villaiges régiz selon icelle, et d'iceulx disposer entre vifz, ainsi que bon leur semble.

[Laon, 8; Chaalons, 14.]

341. [XIV.] Toutesfois ne peuvent disposer, par testamens, de leurs dictz biens, sinon modérément, pour leurs obsecques et funérailles.

[Laon, 9; Chaalons, 14.]

commençant par ces motz : *Aux haultz justiciers*; trois-cens-trente-sixiesme, commençant par ce mot : *Peuvent*; trois-cens-trente-septiesme, commençant par ces motz : *Et si lesdicts bastardz*; trois-cens-trente-huitiesme, commençant : *Hors les cas*; trois-cens-trente-neufiesme, commençant par ces motz : *Les bastards*; trois-cens-quarantiesme, commençant par ce mot : *Aulbains*; trois-cens-quarante-ungniesme, commençant par ce mot : *Toutesfois*, et trois-cens-quarante-deuxiesme, commençant par ces motz *Et appartient*, ont esté de nouvel introduictz de l'advis que dessus.

342. [xv.] Et appartient au Roy la succession desdictz aubeins, s'ilz n'ont eu lectres de naturalité, et non aux haultz justiciers, sinon qu'ilz ayent tiltres ou previléges au contraire.

[Vitri, 1, 72, contre, 78, 79; Laon, 10; Chaalons, 14.]

[239 et 244.] 343. [xvi.] Biens vacans et espaves appartiennent au Roy, et aux haultz justiciers, chacun en son endroict et limite de sa haulte justice; et s'entendent biens vacans, les biens délaissez par celluy qui est décédé sans héritiers habiles à luy succéder, d'un costé ou d'autre; espaves s'entendent bestes esgarées, qui ne sont advouées par aucun seigneur.

[Paris, 167; Vitri, 3, 15; Laon, 3; Chaalons, 15, 93.]

[37 et 239.] 344 [1]. [xvii.] Si aucun va de vie à trespas sans hoirs procréez de son corps, et n'y a autres héritiers apparens habiles à luy succéder, les biens dudict deffunt sont réputez vacans; et les peult le hault justicier du lieu où ilz sont assis, faire saisir et régir par commissaires qui sont tenuz en faire inventaire.

[Paris, 167, Vitri, 3, 15; Laon, 84; Chaalons, 15, 93.]

[239; 240 et 241.] 345 [2]. [xviii.] Si dedans les dix ans que le seigneur hault justicier aura mis en ses mains lesdictz biens comme vacans, apparoist aucun héritier, le seigneur est tenu de luy faire délivrance desdictz biens tant meubles que inmeubles, vériffiant et prouvant qu'il estoit parent et habile à succéder au deffunct, en payant aussi audict seigneur les fraiz raisonnables qu'il aura faict pour la conservation desdictz biens; mais après ledict temps de dix ans passez, ledict seigneur n'est tenu rendre compte audict héritier des meubles ne des fruictz desdictz inmeubles, ains seullement luy délaisser la possession vague desdictz inmeubles; et après vingt ans ledict héritier n'est recevable à demander lesdictz biens, ains demoureront audict seigneur, sinon que ledict héritier feust mineur, auquel cas luy doibt estre entièrement rendue la succession dudict deffunct.

[Vitri, 3; Laon, 85; Chaalons, 94.]

[1] [344.] L'article trois-cens-quarante-quatriesme, commençant par ces motz : *Si aucun*, a esté adjousté, pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

[2] [345, 346.] Les articles trois-cens-quarante-cinquiesme, commençant par ces motz : *Si dedans*, et trois-cens-quarante-sixiesme, commençant par ces motz : *S'il y a biens vaccans*, ont esté de nouvel introduictz, comme dessus.

346. [xix.] S'il y a biens vacans en divers lieux, chacun seigneur hault justicier doibt avoir ceulx qui sont en sa seigneurie et haulte justice, tant meubles que inmeubles; et en ce cas les meubles ne suivent le domicile. [246.]

[Vitri, 15; Laon, 86; Chaalons, 99.]

347. [xx.] Le seigneur ou seigneurs prenans lesdictz biens en déffault d'héritiers, sont tenuz d'acomplir le testament et payer les debtes du deffunct, chacun pro rata, et jusques à la concurrance desdictz biens. [159, 242, 243 et 245.]

[Laon, 87; Chaalons, 95.]

348 [1]. [xxi.] Qui confisque le corps confisque les biens, et appartient la confiscacion au Roy et aux seigneurs haulx justiciers, chacun en son endroict et limitte de sa haulte justice, excepté en crime de lèze-majesté, dont la confiscacion appartient au Roy seul, à la charge de payer les debtes par le seigneur qui prendra ladicte confiscacion, et ce, jusques à la concurrance des biens confisquez. [247, 248, 249, 250, 251, 414, 415, 459 et 460.]

[Paris, 183; Vitri, 17; Laon, 11; Chaalons, 260, 261, 262.]

349 [2]. [xxii.] Le forfaict du mary ne peult préjudicier au choix qu'a [140, 252 et 253.]

[1] [348.] Sur l'article trois-cens-quarante-huitiesme, commençant par ces motz : *Qui confisque le corps,* ledict Mouet, procureur du Roy, a soustenu que la confiscation, en cas de crime de lèze-majesté, soit divine ou humaine, appartient au Roy seul; et par lesdicts seigneurs haulx justiciers a esté dict, quant au crime de lèze-majesté humaine, ilz accordoyent les confiscations à cause d'icelles appartenir au Roy, mais empeschoient que celles provenans du crime de lèse-majesté divine appartinssent audict seigneur Roy seul, prétendans icelles entièrement leur appartenir en leurs terres et seigneuries de haulte justice; sur lequel différent avons renvoyé les partyes à la court, au lendemain des Roys prochainement venant, pour icelles oyes en estre ordonné par icelle ainsi que de raison.

[2] [349.] L'article trois-cens-quarante-neufiesme, commençant par ces motz : *Le forfaict,* a esté de nouvel introduict, comme dessus, et, procédant oultre à la lecture dudict livre imprimé, mesmes de la rubriche *Des essongnes et amendes pour ce deues,* et de la rubriche *Des mesures, poix, balances et amendes pour ce deues,* de l'advis desdictz Estatz, ont esté abrogez tous les articles faisans mention desdictes essongnes, comme desraisonnables, et avons ordonné que le contenu soubz ladicte rubriche *Des mesures, poix, balances et amendes pour ce deues,* comme appartenans à police de ville, ne seroit couché en article de coustume, sauf aux manans et habitans de ladicte ville de Reims, villes et villaiges régiz selon icelle, en user comme ilz ont acoustumé de faire par cy-devant, et selon les ordonnances et esdictz royaulx sur ce faictz; et ce, nonobstant les empeschemens faitz en termes généraulx par ledict Béguyn, ou nom desdictz seigneurs, disant que tant lesdictes deux rubriches que les rubriches jà par nous leues en l'assemblée desdictz Estatz, assavoir la rubriche *Des biens vaccans, mortemains, et estrayères,* et la rubriche *Des confiscations et for-*

la femme survivant sondict mary, de partir contre les héritiers d'icelluy, ne aux douaires et autres droictz et conventions matrimoniales de ladicte femme; comme aussi le forfaict d'icelle femme ne peult préjudicier à l'usuffruict des conquestz, et autres droictz qu'auroit ledict mary la survivant, dont a esté parlé cy-dessus; tellement que le survivant desdictz deux conjoinctz joïra desdictz droictz, nonobstant la confiscacion ensuivye à raison dudict forfaict.

[Paris, 183; Laon, 12, 13; Chaalons, 263, 264, 265.]

[XIV.] *De servitutes et droictz réelz* [1].

350 [2]. [I.] En la cité et ville de Reims, et autres villes régies selon icelle, et ès faulxbourgs desdictes cité et villes, droictz de veues, d'esgoutz, et toutes autres servitutes, ne s'acquièrent par prescription de longue joïssance, quelle qu'elle soit, sans tiltre, ou chose équipolente à tiltre, comme destination de père de famille, et feust de cent ans et

faictures de biens, estans audict livre imprimé, debvoient demourer, et estre gardées et observées ainsi qu'elles sont couchées audict livre, et que lesdictz seigneurs, pour lesquelz ilz comparoissent, avoient intérestz à l'observation d'icelles, parce que ce sont leurs droictz seigneuriaulx et dommaniaulx, nous requérant acte de son dire pour luy servir et valoir en temps et lieu; ce que luy avons octroyé pour la conservation de leursdictz droictz seigneuriaulx et patrimoniaulx, affin d'en joïr par eulx, ainsi comme bonnement et raisonnablement par cy-devant ils ont faict, et, à ceste fin, avons ordonné que lesdictes rubriches et articles contenuz en icelles seront couchées en ce présent nostre procès verbal, desquelles la teneur ensuit :

Ici le manuscrit de la réformation reproduit mot pour mot, sauf quelques erreurs de copiste, les titres XXVII, XXVIII, XXIX et XXX, *depuis l'art.* 259 *jusqu'à l'art.* 262 *inclus, de* l'ancienne coutume, *tels que les contient l'imprimé de* Bacquenois. *Voir plus haut, pages* 717-726.

[1] Pour chacun des articles de ce titre, voyez plus bas le commentaire de J. Pussot, placé en note, sous l'article 368 et suivans.

[2] [350.] L'article trois-cens-cinquante, commençant par ces motz : *En la cité*, a esté de nouvel introduict par l'advis que dessus, et certain article ancien réformé duquel la teneur ensuit :

« Nul ne peult acquérir possession sur au« cun, ne maintenir avoir veue par quelque « long temps qui l'ayt possédée, si n'est que « telles veues soyent par fenestres de pierre, « ou croyes, ou lucarnes maçonnées d'ancien« neté, et qu'il y ayt forme et manière de « fenestre, ou parement de fenestre de boys, « à batement, ou entrelaz, ou colissez sur « ung pendefust; et toutes autres veues qui « sont prinses autrement que dict est, sont « tenues et réputées veues furtives, en telle « manière, que si bon semble au royé, il « peult édiffier et lever son mur à l'encontre « si hault que luy plaist, et en ce faisant, « offusquer les veues, ou, si bon luy semble, « les faire restouper. »

plus; et hors lesdictes cité, et villes, et faulxbourgs, telz droictz et servitutes s'acquièrent par prescription de droict [1].

[Paris, 186, 215, 216; Laon, 145, contre; Chaalons, 140, 144, contre; Noyon, 32. Voyez la Coutume de Loris, p. 334 et suiv.]

351. [II.] Nul habitant ou ayant maisons ès dictes cité, villes et faulxbourgs, ne peult édiffier et construire de nouvel au dedans [*sic*, au devant?] de sesdictes maisons, avenues, saillies, goullotz, boucquestz, estaches, ou autre entreprinse sur rue et chemin publicque, sinon que lesdictes saillyes soient de vingt-deux piedz et demy de haulteur, et qu'il ayt obtenu congé et permission des seigneurs en la jurisdiction desquelz telz édiffices se font, de planter lesdictz boucquestz et estaches, ou de faire lesdictz goullotz, ou bassins de pierre, sur ledict chemin, c'est assavoir en ban et justice de l'arcevesque de Reims, du baïlly, eschevins, et vidame dudict Reims, de chacun desquelz fault obtenir ladicte permission; et en la terre de chappitre, de leurs séneschaulx et bailly; et en la terre de Sainct-Remy et Sainct-Nicaise, des baillifz desdictz lieux; excepté en la Cousture dudict Reims, en laquelle est permis de construire et édiffier de nouvel, sans le congé des eschevins de ladicte ville, et sans péril d'amende, saillyes, goullotz et estaches de la haulteur de dix piedz seullement, laquelle haulteur seront tenuz les ayans maisons en ladicte Cousture observer, et à ce faire contrainctz par lesdictz eschevins; comme aussi les ayans maisons ès autres endroictz de ladicte ville et faulxbourgs seront tenuz et contrainctz d'observer ladicte haulteur de vingt-deux piedz et demy par les seigneurs, et autres justiciers, des jurisdictions où sont assises les maisons èsquelles seront lesdictes saillies de nouvel construictes et édiffiées. [480 et 481.]

352. [III.] Si aucun ayant maison èsdictes cité, villes, et villaiges, faict, à costé desdictes saillies, fenestres, les voisins qui vouldront bastir autres saillies à costé d'icelles, ayans droict et pouvoir de ce faire, pourront estouper lesdictes fenestres, sans que l'on les puisse empescher, ne alléguer contre eulx aucun droict de prescription. [487 et 488.]

[1] « Cet article s'entend pour acquérir de « nouveau, et non pour conserver les an« ciennes [servitudes?]. Jugé au bailliage, « pour un nommé Morel, qui avoit droit de « servitude avant la réformation de la cou« tume, contre Jacques Oudart. » — *Note de Buridan, dans son commentaire sur cet article.*

[489.] 353. [IV.] Pourront aussi les ayans maisons en ladicte Cousture édiffier puitz, degrez, ou marches, en lieu le plus convenable, et moings nuisible à l'aisance et commodité de ladicte Cousture, et chemin publicq d'icelle, lesdictz eschevins à ce appellez.

[499.] 354. [V.] Pareillement lesdictz ayans maisons, tant en ladicte Cousture que ailleurs, èsdictes cité, villes et faulxbourgs, pourront faire fenestres en front de rue, a[u]vantz, et avantz-toictz, sur icelle rue, sans demander congé, ne encourir l'amende, pourveu que lezdictz a[u]vantz et avant-toictz se puissent haulser et avaller.

[496.] 355 [1]. [VI.] Tous murs et clostures èsdictes cité, villes, et faulxbourgs, sont réputez communs et moytoyens, sinon qu'ilz portassent entièrement le corps d'hostel et édifice de l'un des voisins, auquel cas appartiennent à celuy auquel est tel édifice, ou qu'il y eust tiltre au contraire ou marque et significacion qui dénotassent, par l'art de maçonnerie, que tel mur n'est moictoyen.

[Paris, 211, 214; Laon, 271; Chaalons, 135.]

[493.] 356. [VII.] Si ung homme édiffie entièrement dens son héritaige, tellement que l'esgout de son toict chée sur le sien, il peult faire en son édifice tant de veues, claretées, et fenestres, que bon luy semble.

[Paris, 202, contre.]

[486.] 357. [VIII.] Et ne pourra ledict voisin obfusquer et du tout empescher lesdictes veues et fenestres, et bastir à l'endroict d'icelles, à plus près que de deux piedz et demy.

[Paris, 202; Chaalons, 136.]

[481.] 358. [IX.] Nul ne peult faire goutières, ou nocz, sur rue publicque, plus bas que de vingt-deux piedz et demy, sur peine de l'amende de soixante solz parisis, aplicquable au seigneur de la jurisdiction où sont les édifices sur lesquelz lesdictes goutières et nocz seront assis.

[494.] 359. [X.] Si, sur aucun mur moictoïen et commun, est assis ung nau qui reçoive les eaues de deux voisins, et l'un d'iceulx voisins veult haulser ledict mur, et édifier à l'esgal dudict haulsement, l'autre voisin

[1] [355.] A l'article trois-cens-cinquante-cinq, commençant par ces motz : *Tous murs,* ont estez, par l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces motz : « Sinon qu'ilz portassent entière« ment le corps d'hostel et édiffice de l'un « des voisins, auquel cas appartiennent à « celluy auquel est tel édiffice, ou qu'il y eust « tiltre au contraire, ou marque et significa« tion qui dénotassent, par l'art de maçonne« rie, que tel mur n'est moictoyen. »

sera tenu de retirer ledict nau sur luy, qui luy sera audict cas propre et particulier, pour recevoir ses eaues; mais si, par après, ledict autre voisin veult haulser et bastir à l'égal de sondict voisin, faire le pourra, en contribuant et payant la moictié de la despence dudict mur, et rapporter ledict nau sur ledict mur moictoyen, qui sera commun entre eulx comme il estoit auparavant.

360[1]. [XI.] Il est loisible à ung voisin, pour se loger, et édifier, èsdictes cité, villes et faulxbourgs, contraindre, ou faire contraindre par justice, son aultre voisin à faire refaire le mur et édifice pendant et corrompu d'entre luy et sondict voisin, et d'en payer selon son hébergement, et pour telles portions que lesdictes parties ont et peuvent avoir audict mur et édifice moictoyen; et où ledict voisin, sommé de contribuer aux fraiz, seroit reffusant de ce faire, six moys après ladicte sommation deuement faicte, demourera ledict mur propre à celuy qui l'aura faict et construict de nouvel, ou faict refaire, si bon luy semble. [472, 474 et 495.]

[Paris, 211; Laon, 272; Chaalons, 134.]

361[2]. [XII.] Pareillement si deux édifices contingens sont de nouvel, ou par la ruyne d'un mur moictoyen, ou de toute ancienneté, descloz, le propriétaire de l'un desdictz édifices se voulant clorre contre son voisin, pourra, au refuz de sondict voisin, faire entièrement construire et édifier ladicte closture jusques à douze piedz de roy à rez-de-chaulsée, oultre et par-dessus les fondements, èsdictes cité et villes, et jusques à neuf piedz ès faulxbourgs d'icelle, à ses despens, la moictié desquelz il répétera sur sondict voisin; et où ledict voisin seroit refusant de le rembourser d'icelle moictié, six mois après sommation de ce faire par luy deuement faicte, toute ladicte closture et muraille demourera propre à celuy qui l'aura faict faire, si bon luy semble. [472 et 475.]

[Paris, 205, 209, 211; Laon, 272; Chaalons, 134, 139.]

362. [XIII.] Il est loisible à ung voisin haulser à ses despens le mur [473 et 476.]

[1] [360.] Aussi à l'article trois-cens-soixante, commençant par ces motz : *Il est loisible*, ont esté, de l'advis desdictz Estatz, adjoustez ces mots : « et où ledict voisin, sommé de « contribuer aux fraiz, seroit reffusant de ce « faire, six moys après ladicte sommation « deuement faicte, demourera ledict mur pro- « pre à celluy qui l'aura faict et construict de « nouvel, ou faict refaire, si bon luy semble. »

[2] [361, 364, 366.] Les articles trois-cens-soixante-ungniesme, commençant par ce mot *Pareillement*, trois-cens-soixante-quatriesme, commençant par ces motz : *Il est loisible*, et trois-cens-soixante-sixiesme, commençant par ces motz : *A quiconques*, ont esté de nouvel introduictz, comme dessus.

moictoyen d'entre luy et son voisin si hault que bon luy semble, et se loger, et édifier en icelluy, sans le consentement de sondict voisin, en payant la moictié d'icelluy mur moictoyen, s'il n'y a tiltre au contraire, et pourveu que ledict mur soit suffisant et fort pour ce faire.

[Paris, 195, 196, 212; Chaalons, 138.]

[473.] 363. [XIV.] Il est loisible à ung voisin faire percer le mur moictoyen d'entre luy et son voisin, pour se y loger, et édifier, en le faisant refaire à ses despens, s'il n'y a tiltre au contraire.

[Paris, 198, 204; Chaalons, 138.]

[492.] 364. [XV.] Il est loisible à ung voisin faire percer le mur moictoyen d'entre luy et son voisin au-dessus de neuf piedz de rez-de-chaulsée, et de sept piedz au-dessus du second estaige, le tout à fer et verre dormant, mais où sondict voisin vouldra derechef bastir, luy est lors permis de clorre et estouper lesdictes veues jusques à la haulteur de son nouvel bastiment.

[Paris, 299, contre, 200, 201; Laon, 268; Chaalons, 136, 137.]

[473, 478 et 491.] 365. [XVI.] Il n'est loisible à ung voisin de faire mectre et asseoir sommiers et doubleaux, c'est-à-dire poultres et solives, dedens le mur d'entre luy et son voisin, si ledict mur n'est moictoyen; et s'il est moictoyen, ne peult faire mestre et asseoir lesdictes poultres et solives que jusques à la moictié de l'espesseur et poinct du meilleur [*sic*, milieu?], dudict mur, en le restablissant et y faisant faire jambes, chesnes, et corbeaux de pierre de taille, ou autres suffisans, selon l'usance et commodité du lieu, pour porter lesdictes poultres en restablissant ledict mur.

[Paris, 206, 207, 208. Voyez l'art. 194. Chaalons, 138, contre.]

366. [XVII.] A quiconques appartient le sol, c'est-à-dire l'estage du rez-de-chaulsée, appartient le dessus et dessoubz du sol, s'il n'y a tiltre au contraire.

[Paris, 187; Laon, 146; Chaalons, 143.]

[490.] 367 [1]. [XVIII.] Quiconques a ledict sol, il peult et doibt avoir le dessus

[1] [367.] L'article trois-cens-soixante-septiesme, commençant par ce mot : *Quiconques*, a esté de nouvel introduict, de l'advis que dessus, et l'ancienne coustume abrogée, par laquelle il estoit loisible prescripre, par l'espace de quarante ans, les ordes fosses, ou soulciz faicts joignant le puyz du voisin : et aussi qu'il estoit permis de faire ordes fosses, ou soulciz, à deux piedz et demy près du puiz de sondict voisin.

et le dessoubz, et faire caves, puitz, aisances, ordes fosses, soulciz, et autres choses licites, pourveu que lesdictes aisances, ordes fosses, et soulcyz, et chaulsées d'iceulx, soient distantes de dix piedz du puytz de son voisin; ou y faisant à ses despens bon et suffisant contremur de chaulx et sable, de fondz en comble, de deux piedz d'espesseur pour le moins.

[Paris, 191, 218; Laon, 269; Chaalons, 142, 143.]

368 [1]. [XIX.] Contre le mur, four, ou forge, d'un boulangier, mares-

[1] [368, 369.] Les articles trois-cens-soixante-huitiesme, commençant par ce mot : *Contre*, et trois-cens-soixante-neufiesme, commençant par ces mots : *Le fossé*, ont esté de nouvel introduictz de l'advis que dessus.

A la suite de ce dernier article de la réformation du titre XIV, nous croyons devoir donner un commentaire dont le même titre a été l'objet, et dont nous avons parlé plus haut, page 869.

Traité sur les difficultés, obscurités, et contrariétés, qui se trouvent aux articles du chapitre des Servitudes et Droits réels *de la coutume de Reims, avec les considérations et raisons requises à l'explication, et intelligence, et résolution d'iceux, par Jehan Pussot, charpentier, en* 1600*.

Pour entrer en claire intelligence, premier est besoin d'entendre que c'est de *servitude* mentionnée en cette matière ; peu, comme j'estime, en sont ignorans. Toutefois ne sera trouvé impertinent de dire que *servitude* en ce fait s'entend une maison, bâtiment, ou autre place, qui sont assujettis et asservis d'une ou plusieurs vues sur icelle, de la maison voisine, ou d'une ou plusieurs gouttes tombant sur icelle, ou d'un ou plusieurs canaux ou égouts entrant en icelle, ou de la jouissance par le voisin de cave, creux, orde fosse, et souci, étant sous icelle, ou de plein creux, cheminée, ou arche à plein mur, d'icelle maison voisine, en la séparation de deux, ou de plusieurs autres choses, dont une maison, bâtiment, et place peuvent être chargés, et tenus de souffrir, pour la commodité de l'autre maison voisine, tant par titre, destination de père de famille, partage, que tolérance de tems immémorial; même quelquefois, et le plus souvent, les servitudes étant réciproques l'une envers l'autre. Mais convient bien noter, comme de longtems j'ay plusieurs fois médité sur la commodité qu'on peut avoir desdittes servitudes sur autruy, qui sont presque pour la pluspart autant pernicieuses et dommageables que profitables aux possesseurs d'icelle, et sur la méditation, j'ay finement colligé une petite sentence, de laquelle me sers ordinairement comme pour ma devise, qui est : *Nulle commodité sans incommodité*, laquelle j'ay principalement tirée, comme incité par laditte méditation sur la considération des commodités et incommodités qui reviennent d'icelles servitudes ; et si, outre, icelle méditation m'a fait comprendre que, bien de près considéré,

* « Depuis 1600, ce traité fut souvent produit aux « juges, tant au présidial, qu'au bailliage ducal, et « souvent y faisoit loi, dans les grandes difficultés. « En 1780 et années suivantes, les avocats de Perthes, Vieillart, Jacob, Pitat, Colardeau, et autres, « le citoient dans leurs plaidoyers, et même dans le « commentaire par eux de la coutume de Reims. » *Note marginale de* M. Besnard-Duval, *avocat à Reims en* 1781, *à qui appartenait alors notre manuscrit.*

chal, ou autre personne, joignant ung mur commun ou moictoyen, doibt avoir ung contremur d'un pied d'espois pour le moins.

[Paris, 190, 193; Chaalons, 141.]

laditte sentence et devise se peut s'étendre et entendre sur la pluspart des choses, et que presque ne se trouve chose dont on reçoit commodité, qui n'aporte aussy une incommodité. Or, ainsy soit que les servitudes aportent incommodité à ceux qui les possèdent, et en reçoivent commodité, se prouveroit suffisament par la considération de chacun chef d'icelles :

Premier, si en l'une ou plusieurs vues de fenêtre, soit de pierre ou de bois, donnant ou étant sur l'héritage voisin, il n'est secrètement en son hôtel, il est sujet à être vu et ouï, il est sujet à être fureté tant par mauvais servans et domiciliers de luy et de son voisin, que d'autres étranges malfaiteurs; il est sujet aux vapeurs, et recevoir mauvais air venant de la maison voisine; il n'a point d'aide à la réédification de la muraille étant corrompue en cet endroit; il n'a la puissance de rasseoir ses vues plus haut, plus bas, changer, ni çà, ni là, ny agrandir plus qu'elles ne sont sans le consentement du voisin, encor avec la sujétion portée par laditte coutume pour les mesures, art. 379; et si ne peut relever les airs et planchers de son côté pour rendre lesdittes vues plus proches qu'elles n'étoient auparavant, au préjudice de la hauteur d'icelles vues de fenêtre, pour y avoir plus aisé regard sur le voisin que devant; il n'a moïen son bâtiment rebâtir en autre usage, contre la conservation, la qualité, et assiette, d'icelle vue; il est sujet à être oposé dudit voisin, à deux pieds et demy, de quelque obstacle odieux aux spectateurs et à la vue; et si est incité à plusieurs querelles, noises, et débats, le tout tirant et amenant procès, y consommant quelquefois le prix et la valeur des héritages, et plusieurs autres incommoditées que peut aporter telle commodité. Donc *nulle commodité sans incommodité.*

Si tel a la jouissance de la goute, et la couverture de son corps de logis, ou autre bâtiment de sa maison, tout tenu dans et sur l'héritage de son voisin, la commodité qu'il en reçoit aporte telle incommodité que dessus est dit : c'est à sçavoir, qu'il ne peut changer en aucune manière la qualité d'icelle, en longueur, largeur et hauteur, même ne peut y faire tourner et conduire plus d'égout et chute d'eau que devant; pourquoy est empêché si son bâtiment convenoit rebâtir, et le construire à autre commodité et façon, s'il veut conserver son droit; tellement qu'il a convenu à plusieurs quitter leur droit d'egout pour librement rebâtir, quand la nécessité ou volonté s'y est présentée : comme en pareil sur la commodité et incommodité des vues de fenêtre. [De plus, lorsque?] telles gouttes [tombent?] sur lesdits héritages voisins, ou elle tombe à terre, en cour, ou jardin, ou elle tombe sur le comble d'iceluy [héritage voisin?], dans un nau étant sur le bâtiment atenant de la séparation commune, ou sur ledit comble sans nau. Que si elle tombe en terre dans lesditz cour et jardin, c'est proche le pied de laditte séparation, soit muraille, ou pandefeus, causant la ruine d'icelle séparation, la conservation de laquelle [est?] plus nécessaire à luy qu'à sondit voisin, d'autant qu'elle porte entièrement son édifice, ne servant que de clôture audit voisin; et le plus souvent ayant cave sous iceux bâtimens, comme s'est trouvé grand nombre audit Reims, les eaux de son bâtiment mesme pourissant et imbibant le pied d'icelle séparation, pénétrant dans la cave, causent la ruine d'icelle cave, séparation, et bâtimens; et si ledit voisin, ou par malice, ou ignorance, peut aider à telle ruine à venir, en faisant tourner la pente des eaux, tant pluviales que ménagères, dudit bâtiment, cour, et jardin, de sa maison, et icelle faire, ou laisser faire, au pied d'icelle séparation, sans le su duquel ledit bâtiment pouroit être offencé et ruiné; et si n'auroit de

369. [xx.] Le fossé qui est entre deux pièces de terre appartient à

compagnon à la réédification de laditte séparation, en cas qu'il convint réédifier, si l'article du droit d'échelle avoit lieu, comme sera cy-après mentionné, et que ledit voisin ne puisse rien attacher. Que si laditte goutte tombe ou se continue sur la couverture d'un bâtiment de la maison voisine, dans un nau, ou sans nau, l'incommodité est au jouissant et [*sic*, de?] cette commodité, qu'il faut qu'il continue la couverture, avec l'entretenement d'icelle, sur la séparation, de [*sic*, et?], partie du dessus dudit bâtiment voisin, jusques dans ledit nau de laditte partie plus sujette à fraction qu'ès autres endroits, à cause de la fréquentation d'iceluy nau; et si du dessus de la couverture dudit bâtiment voisin, et dans le long dudit nau, iceluy est plus sujet au furt et larcin, d'autant que facilement on peut monter et descendre de l'un à l'autre. Donc souvent en peut avenir procès et plusieurs autres incomoditées, sans comprendre le doute qu'on fait à qui appartien faire les frais de l'entretenement et révocation dudit nau, que je résoudray cy-après. Donc *nulle commoditée sans incommoditée.*

Si tel jouit aussy du droit de faire tomber ses eaux, tant pluviales que ménagères, en la maison voisine, par canaux souterreins, découverts, ou airs [*sic*, couverts?], et que lesdittes eaux soient reçues en orde fosse, soucy, ou cloaque, ou quelque siége privé conduisant la matière fécale et ordinaire en la fosse de la maison voisine, l'incommodité qu'il reçoit, ou peut recevoir, est que les percées de ces canaux, en la séparation d'entre les deux maisons, sont sujettes à être souvent bouchées, par faute, ou paresse, ou par les gelées qui offencent mesme la muraille et [*sic*, ès?] environ desdits canaux, ou par malice, pourquoy lesdittes eaux n'ont leur cours, et regorgent en la place dudit jouissant avec une grande infection ; et si en vient de grands procès pour sçavoir qui doit vuider ces soucis et cloaques, par quel moïen, et par quel côté, d'autant que personne ne veut recevoir, s'il peut, tel et si vil empêchement et encombres, dont je pouray cy-après faire mention au traitté *des réparations utiles et nécessaires*, et en donner quelque résolution. Donc *nulle commodité sans incommodité.*

S'il jouit encor du droit de quelque cave ou creux sous la maison voisine? s'est autrefois vu un grand procès à Reims pour le sort d'une telle cave. Le voisin en faisoit, et s'en servoit d'un privé; et s'il y a grande difficulté sur cette jouissance, d'autant que le bâtiment dudit voisin, qui est au-dessus, est en danger de démolition et de ruine, tant pour sa caducité, voire invétérée, que pour le changement de mutation, et l'usage de laditte maison voisine, pourquoy laditte cave pouroit demeurer découverte, conséquemment tôt ruinée ; de ce, procès, pour sçavoir si ledit voisin est tenu d'icelle entretenir de couverture, [et?] s'il ne peut changer son bâtiment? Et aussy, que par la négligence du jouissant d'icelle cave, faute de l'entretenir de réparations, et rempiétement, même par la chute des eaux pluviales tombant de la goutte du toit, ils venoient à ruiner conséquemment le bâtiment du-dessus, à qui les frais, dommages et intérêts? Donc *nulle commodité sans incommodité.*

S'il a aussi le droit d'une ou plusieurs cheminées à plein-creux, ou arches, en la muraille de séparation d'entre luy et son voisin, reçoit l'incommodité d'être ouï de la maison de sondit voisin, d'autant que le dossier n'est ordinairement que de l'épaisseur de quatre pouces, qui est la largeur d'une tuille et d'un parpin, par conséquent plus aisé à faire ouverture par les larons, danger de feu, et sujet seul à l'entretenement de cet endroit; et si les cheminées à plein-creux sont incommodes et non aisées, si elles ne sont fort larges; et en petite chambre, ou cuisine, si grande largeur est præjudiciable à la commodité, et si la construction en est plus foible, et [a?] moins de durée. Bref plusieurs autres incommoditées aviennent de telle commodité qu'on reçoit desdittes servitudes, tellement que, si j'étois capable d'avoir la puissance d'y donner ordre, j'en abolirois la plus grande partie, avec moïens licites, discrets, et

celuy sur lequel est le reject d'icelluy fossé; et si la terre est jectée d'un chacun costé, le fossé sera réputé commun.

[Loris, art. 12. Voyez Orléans, art. 252, *ubi* Duret. Labbé sur Berri, p. 459.]

modérés, pour la conservation du droit des parties, ensevelissant doucement le différend avec le consentement d'icelles, comme a été plusieurs fois transeigé, changé, et cela de mon tems, et par invention tant de moy que de mes compagnons à ce apellés, et le tout fait avec peu de frais, qui seroit aussy le bien publique; et le fisc y a intérest, à cause des dangers. Donc *nulle commodité sans incommodité.*

[*Sur l'art.* 350.] D'autant que toutes espèces de servitudes ne sont généralement d'une même force pour la jouissance, convient faire distinction des servitudes occultes et cachées, comme sont bien cotté en la coutume de Noion, *art.* 328 [*sic,* 32?], contre celles qui sont oculaires, à la vue et su du voisin; car les vues [*sic,* unes?] se doivent confirmer, par leur æquitable tolérance de tems immémorial, ou destination de père de famille, et les autres retrancher et abolir pour avoir été furtivement entreprises. Et semble cette clause, portée audit article pour la jouissance desdittes servitudes, assés rudes et absurdes, disant que droit de toute servitude ne sçaquiert par præscription de longue jouissance, quelle qu'elle soit, sans titre, n'étoit qu'il est adouci et modéré par ces mots *ou chose æquipolent à titre, comme destination de père de famille;* pourquoy plusieurs légistes ont maintenu que pour la jouissance faut avoir titre titre, de même que la destination de père de famille n'étoit valable sans être par écrit, se fondant sur la coûtume de Paris, *art.* 216, disant : *destination de père de famille vaut titre, quand elle est, ou a été, par écrit, et non autrement;* avec lesquels ne suis d'accord, d'autant, premier, qu'on ne suit à Reims laditte coûtume de Paris qu'en ce que celle dudit Reims défaut, et joint qu'elle n'astraint du tout à la nécessité d'être aprouvée par écrit disant ces mots, *quand elle est, ou a été, par écrit,* voulant quasi céder, selon la coûtume de Chaalons, *art.* 144, disant *vues, égouts, et autres servitudes, se prescrivent par 30 ans, encor que le possesseur n'eût titre; et en considération,* dit le procès-verbal, *que les titres se peuvent perdre;* pourquoy me semble que pour la jouissance des servitudes par destination de père de famille, n'est nécessaire qu'elle soit approuvée par écrit, méditant de près ces mots, *ou choses æquipolentes, comme destination de père de famille,* principalement contemplant sur ce *comme,* qui est démonstratif, donnant à entendre que chose æquipolente à titre n'est un titre même, et qui seroit un titre, s'il convenoit que la destination fût par écrit pour valider, ce [*sic,* et?] que les servitudes reconnues par icelle destination, sans titre, ny par écrit, doivent être tolérées et gardées selon leur ancien usage, spéciallement celles qui sont de longtemp maintenues à la vue et su du voisin, comme dit est. Que s'il falloit prendre laditte clause selon la lettre, simplement, et aussy que les servitudes par la destination de père de famille pour la jouissance fût par écrit, ce seroit un moyen de faire ruiner une grande partie des bâtiments de laditte ville, d'autant qu'il se trouvera audit Reims une infinité de gouttes et égouts, de vues, de creux, de sujettions et aisance l'une sur l'autre partie qui sont tolérées et aprouvées, sans titre ny écrit; car autrefois les gens étant de bonne foy, ne s'amusoient à rédiger par écrit telles aisances et servitudes, même, par partage volontaire entre eux, jouissoient tant commodément qu'incommodément chacun de sa part, comme ils se l'auroient partagé, tellement qu'avec contentement avoient chambres, allées, et greniers, l'un au-dessus de l'autre, portion de cour, et de jardin, l'un oposite à l'autre, comme sont encor en plusieures maisons, et si ne laissoient [d'être?] en paix; de sorte que qui voudroit præsentement révoquer en doute la jouissance sans faire aparoir par écrit, on mettroit, comme

370. [XXI.] Si aucun ayant héritaige ne peult contribuer à faire [477.]

dit est, une grande partie des bâtiments en combustion; et si les deux derniers articles dudit chapitre, 378 touchant le droit d'échelle, et 379 pour la mesure des fenêtres de cour, et plusieurs autres articles, seroient inutilement rédigés, d'autant qu'ils contrarient du tout à icelle clause, la prenant ainsy littérallement. Pour laquelle ainsy prendre, faut entendre seulement des servitudes occultes, sousterraines, et cachées, qui se peuvent entreprendre furtivement, sans la vue et su dudit voisin, comme devant est dit, et non encor l'entendre générallement, d'autant qu'il y a encor plusieurs servitudes cachées et souterraines qui doivent être tolerées et gardées au jouissant de longtems, pour plusieurs considérations, comme sera dit cy-après. Mais on pouroit demander en quoy donc, et par quel moïen, pourra-t-on connoître et juger les servitudes qui sont par destination de père de famille, et qui doivent être maintenues, voire sans titre ny écrit? Répondant faut entendre que la principale remarque est que, quand il y a servitudes réciproques entre les parties, de façon requise pour les servitudes, comme pour lesdittes vues est déclaré sur ledit article, en l'article ancien, réformé au procès-verbal, commençant par ces mots: *Nul ne peut,* et autre semblables, comme l'un a une vue sur l'autre, et l'autre a une goute aussy de façon requise à la jouissance sur l'un; *item* l'un a un creux de cave, ou autre creux, sous l'autre, et l'autre a un égout ou canal conduisant les eaux en l'héritage de l'un; plus l'un a une allée sous ou sur l'héritage de l'autre en un endroit, et l'autre en un autre endroit a une allée ou passage élargi sur l'un, c'est à sçavoir que l'un a le dessus, l'autre a le dessoust, de tout temps, qui fait qu'usant réciproquement de leurs servitudes, et aisances d'icelles, est jugée et réputé ordinairement être une destination de père de famille; et faut bien se donner [*sic,* garder?] de la vouloir reconnoître seulement pour [*sic,* par?] certaine huisserie, fenêtre, et autre creux, et vestige d'icelles, bouchés, étant à la muraille mitoïenne faisant séparation d'entre les parties, quelles qu'elles puissent être, et que telle remarque n'est suffisante pour la aprobation d'une destination de père de famille, ny pour vouloir faire aparoir et maintenir que les deux maisons aient apartenu à un seul propriétaire, d'autant qu'une ou plusieurs huisseries étant ainsy dans une muraille mitoïenne, ne peut faire juger la destination ny jouissance des deux maisons par un même seigneur; car à Reims s'en trouvera grand nombre de semblables, tant anciennes que nouvelles, qui se sont permises et tolérées, les unes pour avoir loué quelque temps l'héritage tenant à soy, appartenant à un autre, comme encor se fait ordinairement, et, fin du terme, se bouche de massonerie, sans ôter lesdittes huisseries; les autres se font, et ont étée faittes, pour faire plaisir et gratifier un voisin, à l'autre pour l'usage de quelque festin, pressoir, celier, grange, jardin, et autres semblables commodités et nécessités que ledit voisin en veut, ou a voulut, acommoder l'autre, puis sont bouchés et massonnés comme dessus. Toutefois ne convient si étroitement tenir et observer cette règle et connoissance de laditte destination, par lesdittes servitudes réciproques, qu'il ne soit loisible, voire nécessaire, aprouver aussy aucunes qui seroient particulières à l'un pour sa commodité, et à l'autre pour servitude et incommodité, sans en avoir réciproquement aucunes en contre-servitudes, pourvu qu'elles soient de telle façon requise, et de la jouissance de tems immémorial, à la vue et su de celui qui en reçoit l'incommodité; d'autant qu'il peut être qu'elle a été anciennement permise, et aquise, sans en avoir fait écrit, pour les causes que dessus, comme les vues, fenêtres, vitres et ouïes d'une partie des églises de Reims, ensemble partie des gouttes et vues tombant directement sur les maisons voisines, desquelles une grande partie ne s'en trouvera titre ny écrit, ou qu'autrefois les deux maisons n'ont été qu'une, étant à un même seigneur; et en tout cas étant de longtems tole-

closture, soit dens ou hors la ville, il sera quicte, si bon luy semble,

rées, comme dit est, fait croire que si la jouissance d'icelle n'appartenoit de droit à celuy qui l'a possédée, n'eût été sans contention judiciaire, comme on dit : *Qui tacet consentire videtur;* pourquoy telles qu'elles sont, ne les faut condamner sans bonne raison ; mais les confirmer avec discrétion. Davantage, j'ay trouvé d'autres souterrains comme bierre ou ber de cave, orde fosses, et soucis, qui sont sous aucuns héritages, la jouissance de chacune desquelles appartient à un voisin qui en a l'usage de son côté, par montée, descente, entrée, siége, tuïau, bassin de canal, quoiqu'elle soit occulte et cachée, si est-ce que, sans bonne considération, ne les convient condamner, mais apporter par ceux qui seroient apellés une grande discrétion pour le jugement du différend; comme de près considérer et aviser si lesdittes caves, orde fosse, et souci, ne sont innovés et mal entrepris, si la massonnerie est récente, et mal massonée; car une voûte, et autre massonnerie, furtivement prise dans terre, et principalement sous l'héritage voisin, ne se peut si proprement coucher, conduire et dresser, que ledit voisin n'en soit aucunement averti, comme si, de consentement commun, elle étoit construite ; et étant dûment faite, faut præsumer qu'elle n'est dérobée ny mal prise ; faut aussy considérer de quelle façon et qualité sont les montées et essors, les siéges, tuïau, et bassin, pour les fosses, et comme ils peuvent avoir été faits, d'autant qu'en la chose furtivement prise, pour en avoir le jugement, on ne regarde seulement le corps de la chose dérobée, mais on considère encor la qualité des membres, circonstances et dépendances ; comme s'est trouvé autrefois, où j'étois appellé avec autres, sur la difficulté de la jouissance de la cave dessus mentionnée, trouvâmes construit un grand bier de cave ancien, bien ceintré et massonné, et l'essort de même qualité, toutefois l'entrée et descente plus récemment faite ; mais étoit accusé qu'elle avoit été changée, et déplacée, qui fut cause quasi de perdre le droit de celle qui la possédoit, étant sous l'héritage de son voisin ; et pour bonne considération et raison, par sentence, ou appointé, la jouissance de laquelle luy fut confirmée. Ce pourroit être de telles servitudes qu'il conviendroit avoir titre, pour obvier aux abus qui s'y commettent.

Si la nécessité d'avoir titre pour la jouissance des servitudes étoit requise, comme dit la clause mentionnée audit article, d'autant que de telles [servitudes oculaires?] pourroient être tolérées sans titres pour bonnes raisons, si est-ce que par l'usage d'icelles étant ainsy occultes et cachées, on peut plus facilement en abuser ; comme fut trouvé visitant laditte cave, au bout de laquelle on a, depuis sa construction, fait une percée en forme d'arche improprement voûtée, et d'icelle furtivement creusée dans le crouin, sans voussure, un grand long et large creux de passage entrepris sous la maison voisine, outre que celle des parties, et sans le su d'iceluy voisin, et ledit creux commencé à continuer sous l'autre maison d'après, tellement que de la continuation de telle entreprise se pourroit encourir grand inconvénient, tant aux particuliers que généralement au public ; car par tel moyen on peut faire allées et sorties souterraines, voire même conduisant hors la ville au détriment d'icelle, considéré que celle-cy mentionnée pour exemple est proche des remparts, et plusieurs semblables qui se peuvent trouver en laditte ville, et principalement au ban Saint-Remi, Saint-Nicaise, et en descendant jusques proche la cité; pourquoy on devroit mettre ordre à telle entreprise et les faire boucher et massiver, afin de jouir chacun de son héritage de fond [en?] comble, au cas qu'icelle entreprise, ainsi comme par bon jugement, ne fût reconnue par écrit ; et c'est de quoy s'entend, ou doit être entendu par les mots portés en laditte clause, *s'il n'y a titre au contraire*, et non autrement ; joint que cette clause, même l'article entier, a été de nouvel introduit, comme dit le procès-verbal, en sorte qu'elle n'a force que depuis l'homologation d'icelle coutume pour le futur, et non

de bailler de sa place à l'estimation raisonnable que le mur pourra

pour ce qui étoit fait et construit d'ancienneté en tous les édifices, bâtimens, et héritages, desquels ledit chapitre fait mention, ce qu'il convient bien noter et observer, tant pour ce point que pour plusieurs difficultés ci-après mentionnées ; pourquoy tout ce qui est encor en bon état et usage construit au tems de l'ancienne coutume doit se maintenir et conserver en tel usage et condition jusqu'à ce qu'il avienne la ruine à chacune chose, causant le tout convenir réédifier de neuf, pour en user après suivant la præsente coutume. Voyez fin de ce traitté.

[*Sur les articles* 351, 352.] Encor que, par ordonnances et édits *, les saillies qui sont ou pourront être faittes aux bâtimens sur rue publique sont abolies et deffendues, même en la plus grande partie des villes de France ont été démolies et retirées, la ville de Reims toutefois, pour plusieurs raisons, ayant égard à la commodité et incommodité d'icelles, a différé de les abolir promptement et incontinent, avec deffenses, en rebâtissant, d'en plus réédifier ny entreprendre, selon qu'on le voit pratiquer, [(]j'entend les saillies, lieux, aires [*sic*, les saillies en l'air?], et non les saillies possessives qui sont portées sur pilliers de pierre, ou étaches de bois, voire même autres que celles qui sont en la Couture dudit Reims, desquelles les ayant maisons sont en jouissance aux charges et observances accoutumées[)], si est que pour le réglement d'icelles, avant laditte deffence, laditte coutume par ledit article voulant donner l'ordre et sujettion qu'il convient garder en faisant saillies, goulots, bouquets, étaches, ou autre entreprise, s'est, suivant la lecture, grandement tranchée [*sic*, trompée?] par ces mots : *au-dedans de sesdittes maisons*; au contraire on doit dire *au-dehors*; qui est une faute, si elle n'étoit corrigée par les suivants disant, *ou autre entreprise sur rue, ou chemin public*; car il n'y a apparence qu'elle eût voulut entreprendre de faire saillies, goulots, etc., au-dedans des maisons, pour la commodite de chacun ayant maison ; et se doit entendre qu'elle deffend, en bâtissant, faire au-dehors des maisons, aucunes saillies, goulots, etc., ou autre entreprise sur rue, ou chemin public, sans permission. Et encor qu'il soit permis à chacun faire saillies, etc., telles que bon leur semblera, dans leur maison, pour leur commodité, sans præjudice aux voisins, ce nonobstant je conseille aux entrepreneurs de bâtimens de n'y faire aucunes saillies, d'autant qu'elles sont pernicieuses, affoiblissant le bâtiment auquel une saillie est gardée, si elle n'est portée sur étache ; car quelque peu qu'elle puisse saillir, le dessus étant porté à faux, avec le pied débilitant, faut qu'elle tire en bas, de quelque bon assemblage qu'elle puisse être ; et est ordinairement cause de la ruine du bâtiment, principallement quand le comble, de sa longueur, est porté sur icelle, et non du bout; d'autant que le bout du comble étant sur saillie, est plus facile à retirer, et à moins de frais, que quand il y est porté en sa longueur ; et si les saillies offucquent les chambres et places du dessous, causant la vue venir de loin, tellement que grande incommodité et danger en avient, pourquoy elles ont été deffendues, tant aux assemblages de bois, qu'aux massonneries, qui sont sur rue publique. S'en trouve aucunes de massonnerie, tant sur coins, qu'aux pans quarrés, signament pour quelques tournelles portées sur cul de lampe, aussy des marches coulisse, saillant, comme en courtines de ceinture de ville, châteaux, tours et forteresses d'icelle; même, en plusieurs lieux en y a au dessus des entrées et huis, de tours, d'église, et clochers, de massonnerie, qui sont appellées meurtrières, le tout pour deffendre et empêcher l'aproche mauvaise du pied desdittes tours, et entrées d'icelles; toutefois peu s'en trouve qui soient de durée, d'autant que telles saillies sont lourdes, pesantes, sujettes à gelée, apportant leur ruine et des corps desquels elles

* Ordonnance d'Orléans, *art.* 96 *et* 97.

couster; et vault tel mur pour closture seullement; et si la partie veult édifier plus hault, il s'en faict comme cy-devant est escript [art. 362].

[Paris, 209, 210, contre; Chaalons, 134, 139.]

sont membres; tellement que c'est un très mauvais ouvrage que de saillie en quelque bâtiment que ce soit. Or, par ledit article, est donné ordonnance à la hauteur à les poser, disant *sinon que lesdittes saillies soient de 22 pieds et demi de hauteur,* avec la permission mentionnée; laquelle ordonnance semble avoir été de longtemps négligée et non observée, d'autant qu'en la ville de Reims se trouve grande partie de saillies, aires [*sic,* en l'air?] tant anciennes que modernes, qui ont été et sont encore tolérées au dessous de la hauteur, même en y a de si basse construction que le passant y peut toucher de la tête, qui est une chose intolérable; mais, d'où vient la faute, sinon de la négligence ou ygnardise de ceux qui se veulent immiscer et sont introduits à la charge des maîtres voiers et enseigneurs, l'office desquels est de voir ce qu'ils doivent faire à la recherche desdittes sallies posées au désavantage du public, d'aviser sur l'assiette des étaches, bouquets, goulots, et bassins, que chaque particulier peut poser sur lesdittes rues, pour y faire garder l'ordre requis, et, qui est le plus nécessaire, prendre garde si sur icelle rue n'y a l'arrête, ou pignon, comble, fenestre, huisserie, saillie, nau, et autre chose menaçant ruine en la rue, pour enjoindre au propriétaire des maisons d'y remédier, et réparer le tout, en sorte qu'il n'en puisse venir inconvénient; et si prenne garde à ce que le pavé des rues publiques ne soit trop haussé en un endroit, et penchant en l'autre, et en le réparant lui faire donner partout douce pente, telle qu'il est nécessaire pour la conduite des eaux, et commodité desdites rues, où y en a à Reims qui ont été très mal conduits; la cause de laditte faute est que ledit office doit être exercé par maîtres massons et charpantiers, comme il l'est en la plus grande partie des villes de France, où ils ont l'office de voïeurs et enseigneurs, lesquels il faut appeller quand il est question de démolir, rebâtir, et entreprendre quelque chose sur rue, prennent les mesures, tendent le plomb, la ligne, et en dressent rapport; et quand ils voient aucune chose, aussi sur rue, menaçant danger imminent, et desornant icelle rue, les font abatre, et rebâtir en bonne forme, bref font observer tout ce qui dépend dudit office; outre ce, font toutes les visites, estimations, licitations, partages, mesurages, requis en une ville privativement à tous autres; plus, en plusieurs villes, sont gagés de somme notable par chacun an, non seulement les maistres massons et charpantiers, même un maistre couvreur et serrurier, et qui sont en aucuns lieux vêtus aux dépends de la ville de vêtemens à deux couleurs, selon les livrées de chaque ville, comme portent les quatres sergents de ville dits *de la forteresse* dudit Reims, lesquels font, et entreprennent faire, et non autres, tous les ouvrages de leurs métiers d'icelle ville, tant aux portes, ponts, ceintures, tours, forteresse, artillerie, maison commune de la ville, et eux de ce païés selon l'avis des magistrats, avec raison, et plusieurs autres bienfaits qu'ils reçoivent dont ils sont honorés, et desquels on tient grand compte, ce qui est cause d'inciter à ouvrager autre jeune homme, et de moïen âge, à s'étudier aux sciences concernant leur vacation, et à la lecture des excellens livres d'architecture et géométrie, comme Vitruve, Batiste Léon, Saint-Martin, dialogue de Toupelo (?), et Picart de Carme, Bouville, et plusieurs autres semblables bons livres, même quelquefois prenant peine d'en écrire et traitter pour l'instruction des autres, le tout tendant à se rendre capable à l'avenir de parvenir à l'état et place des premiers décédans d'iceux maistres voieurs, et enseigneurs, et ouvriers de ville, afin d'eux pouvoir aussy entièrement et fidellement acquitter du dû au public, selon leur métier, et d'en recevoir les gages et salaires pour ce accoutumés; car la cause

371. [XXII.] Es murs qui sont communs entre deux partyes, icelles [478.

et l'affection qu'on prend à la science, est l'épreuve de la récompense; et [l']espérance du prix soulager [*sic*, soulage?] leur labeur. Or, à mon grand regret, je puis dire que tels hommes ne se trouvent en cette ville de Reims, d'autant qu'on ne trouve aussy telle rémunération; au contraire sont méprisés comme gens de basse condition, et salariés de promesses et non d'effet; sembleroit que je touchasse ce point à cause de moy, et de ma vacation, mais je suis bien éloigné de cette intention, d'autant que, pour ma débilité, je ne puis profiter au public comme ayant atteint la condition de ceux qui sont parvenus à l'âge de soixante-dix ans, si bien qu'il est dit au pseaume 86 [*sic*, 89?] : ***Et*** *amplius eorum, labor et dolor;* mais tel regret me provient à cause de l'affection que j'ay pour la ville de Reims, et désire qu'elle fût pourvue de gens expérimentés, capables de rendre service au public, résoudre les difficultées, et donner avis sur les édifices, autant que la nécessité la requière, comme elle l'étoit cy-devant; étoit aussy douée de notables cytoïens zélés pour le bien public, et amateurs, inventeurs, et conducteurs de signallés édifices, qui les [susdits maîtres] entretenoient et honoroient de leurs moiens et faveurs, et se sentoient heureux de les avoir à leur table pour le plaisir qu'ils recevoient de leurs devis et avis; les princes même en faisoient cas: quoy faisant, tout se portoit bien. Donc ladilte faute vient du défaut et privation de tels experts en ladilte ville, et du mépris d'iceux, estimés comme gens mécaniques, et tels sont nommés à Reims; vient aussy du boulversement de l'ordre qu'on tenoit anciennement en l'élection des douze échevins, comme on peut remarquer par plusieurs moyens, c'est que trois ou quatre notables habitans y étoient élus et installés pour prévôt, receveur, à l'exercice de la justice, et autres degrés de l'Échevinage, faisant laquelle élection n'étoient dédaignés, et y étoient aussy élus et installés notables gens de métier, tel qu'il étoit requis, comme un boulanger pour la police du pain, un boucher pour la police de la boucherie, un marchand [de poissons?] pour la poissonnerie, et ainsy pour les autres charges; et pour les regard des voieurs, et enseigneurs, y étoient nommés experts massons, et charpantiers, tous les ans, qui s'acquittoient par expérience du devoir de leurs vacations; et le reste du nombre étoient gens de métiers, comme tanneurs, corroieurs, cordonniers, mégissiers, tonneliers et semblables, l'un après l'autre, à cause que le corps dudit échevinage a été et est pourvu de toute ancienneté de l'office de m[es] voieurs, et enseigneurs; de quoy ne faut douter par un édit dont j'ay copie, d'érection du titre des m[es] jurés massons et charpantiers par toutes les villes du royaume, pour faire les visitations et estimations privativement à tous autres, par lettres patentes de sa majesté, données à Lion au mois d'octobre 1574, où sont ces mots : *N'entendons par cette création præsente aucunnement præjudicier ny déroger aux droits et autoritées des m[es] de nos oeuvres de massonnerie et charpanterie, de nos m[es] voieurs, ayant le serment à nous, et pourvus desdittes offices par lettres patentes, qui demeureront et seront conservés en la possession et jouissance des droits et autoritées anciens à eux attribuées, pour en jouir tout ainsi qu'ils faisoient auparavant cette création.* Mais on est mintenant dans ladite ville bien éloigné de cette discrette et tant bonne élection, d'autant que chacune année, longtemps avant le premier jour de carême que se fait la renovation des échevins, les brigueurs sont jour et nuit courant les rues, et de maison en maison, à gagner illicitement gens pour y comparoir de bonne heure, et donner voix à ceux pour lesquels ils sont commis; et sans avoir égard à la capacité, par pernicieuse brigue, parenté, affinité, et autre, empêchant le bien, y sont souvent, avec gens d'honneur et capables, nommés et installés jeune homme marchand, ou marchandreau, et iceux commis à l'exercice desdites offices de m[es] voieurs et enseigneurs, ignorant que c'est de mesurer et

peuvent, chacun de son costé, édiffier cheminées, et prendre creux

enligner, niveller, triangler, jetter le plomp au contentement de l'oeil, pourpente, ou froier, ny la connoissance des entreprises sur rue publique, et des choses intolérables aux bâtimens, ny de l'inconvénient qu'il en peut avenir faute d'y remédier; de sorte que autrefois me suis trouvé, en passant, en rue où semblable des m[es] de l'Échevinage, voulant enligner pour faire remarque d'une devanture de maison qu'on prétendoit démolir et rebâtir, comme on est tenu faire, et à cette fin les apeller, tendoit un grand cordeau tout à travers de la rue qui étoit fort large, touchant l'un des bouts dudit cordeau contre le parement du pied de la séparation voisine d'un côté, et de l'autre bout touchant contre le parement du pied de la maison au devant, de l'autre côté de ladite rue, sans aviser s'il triangloit leur cordeau ou non, et puis le mesura[ie]nt avec leur toise, et mettoient en leur mémoire telle mesure, et en pareille mesuroit l'autre côté de la devanture d'ycelle maison, tellement qu'il n'y avoit moïen qu'après laditte devanture rebâtie, ils eussent pu retrouver la même mesure; et voiant ce, fus contraint, par mépris ou autrement, leur montrer le moien facile à ce nécessaire, qui fut leur faire tendre leur cordeau contre les parements des pieds des deux séparations voisines d'icelle devanture, lesquelles séparations ne se démolissoient, leur disant : « Voiez si le mitant, et autre endroit, du pied de ladite devanture, fait ventre ou creux au dedans, ou bouge et bosse au dehors, et de combien, et en faire [*sic*, faites?] mémoire pour y avoir recours, » qui est un moyen très aisé à gens qui sont expérimentés. Voilà que c'est d'entreprendre contre sa vacation ; et quant à la police, n'en ont grand' cure, d'autant que leur trafic principalement est de bled, de vin, pourquoy en désirent plustôt le désordre que le bien public. Je prie le grand architecte vouloir inspirer le magistrat à donner ordre à telle élection, en sorte que par ignorance, et incapacité, le nombre des abus qui se commettent puisse être retranché, au soulagement des aïans cause, et en ce fait suivre l'avis qu'en donne M. Guille de La Periere, toulousain, en son Mémoire politique, p. 87 et 88.

Et est à noter que suivant ledit article, pour pouvoir faire chacun en sa maison aucune saillie de la hauteur que dessus, et planter sur rue et chemin public bouquets, étaches, goulots, et bassins de pierre, convient obtenir congé et permission des seigneurs en la juridiction desquels tels édifices se font, c'est à sçavoir au ban et justice de l'archevêché du bailly, et échevins, et vidame, dudit Reims, de chacun desquels faut obtenir lesdittes permissions, et ainsy des autres seigneurs, tellement que sur la terre dudit archevêque faut obtenir congé des trois mentionnées. Mais si nécessairement faut prendre les articles comme littéralement sont rédigés, ainsy que m'ont maintenu iceux gens de justice, on ne seroit tenu demander et obtenir congé pour mettre ou dresser étançons sur rue, qui ne servant [*sic*, servent?] que pour grande nécessité, aux remèdes des ruines qui pourroient avenir en attendant la réédification de quelques édifices, quelquefois pour deux heures de tems, ou une journée, et le moins qu'on les peut laisser, en sorte qu'ils ne sont chose stable, ny arrêtée pour y demeurer; d'autant que la sujettion d'obtenir ledit congé contenu audit article est pour choses qui demeurent toujours, faisant partie de tels édifices, pourquoy étançon n'est vraie entreprise, comme sont les autres points cy mentionnés avec les creux pris sous rue publique, et chose semblable, pour demeurer. Que si tel étançon eût été réputé vraie entreprise, eût été aussy nommé audit article avec les autres points y mentionnés comme étant le plus nécessaire, commun, et usité, que les autres ; tellement qu'il semble qu'on n'est tenu d'obtenir telle permission pour dresser étançons en cas de nécessité, attendu qu'une ruine, menaçant tout à coup, pourroit incontinent encourir grand danger s'il falloit attendre à étançonner après les trois congés obtenus,

pour lesquels obtenir faut souvent consommer beaucoup de tems; davantage pour lesdits congés on ne donnoit cy-devant que douze deniers parisis, et maintenant en faut paier trois sous parisis. Toutefois n'entens toucher ce fait, pour vouloir entreprendre chose au præjudice des droits d'iceux seigneurs, car peut-être qu'ils ont autre moien d'approbation pour la sujettion d'obtenir lesdits congés pour dresser étançons, et d'en pouvoir prendre ladite somme de trois sous parisis; [mais?] ledit article n'en fait mention. Ce qui me fait doutter si ces sujettions de demander congé pour iceux étançons, et d'en payer ladite somme, soit loïalement due, et ne soit usurpée, c'est que ledit prévôt, et un autre avant luy, ont par là, avec l'ygnardise des craintifs inexperts charpentiers, réeus, et retiennent par usurpation, le congé de pouvoir relever les avantoits servants aux devantures des maisons sur rue, quand il est question par nécessité les refaire et réparer par leur caducité, ou en faire de neufs, encor qu'ils se haussent et avalent; qui est chose du tout contre l'article de la coutume, et la liberté des habitans dudit Reims, ce qui est pernicieux et digne de répréhension; et pourroit être que la sujettion d'obtenir ledit congé pour lesdits étançons, ensemble du paiement d'icelle somme, seroit ainsy glissée par les mêmes, et tournée en mauvaise coutume, le tout, *propter lucrum*; la réformation de quoy appartient aux supérieurs, auxquels Dieu fasse grâce d'y donner ordre, et trancher le cours de tel et si intolérable abus, car par la tolérance de telle usurpation, fait et en fera dire par lesdits seigneurs à l'avenir : « Par la jouissance nous en sommes en possession de temps immémorial », qui est une manière de preuve très dangereuse pour acquérir la jouissance de tels droits prétendus. Donc pour les saillies n'est besoin d'aucune contention, d'autant qu'on ne doit permettre icelle, ny leur réédification, et par conséquent l'article suivant 352 est de nul effet.

[*Sur l'art.* 353.] Combien que la franchise pour les saillies et avant-loges ès rues de la Coûture dudit Reims, soit suffisamment approuvée par cet article, et le 351, avec les charges portées par iceux, si est-ce que depuis quelque tems, on a, par plusieurs sentences, obtenu, sur les remonstrances des prévôts dudit seigneur archevêque, la restriction de pouvoir sous lesdittes saillies et avant-logis édifices [*sic*, édifier?] puits, degrés, ou marches, [et dispositions pour les placer?] en lieu le plus convenable, et moins nuisible à l'aisance et commodité de laditte Coûture; et par ce moïen on ne peut plus sans grande difficulté obtenir permission pour y pouvoir construire icelles commodités particulières. Telle privation, à la vérité, me semble équitable, d'autant que tels puits, degrés, ou marches ainsi construits et gardés par tolérance sous lesdites saillies et avant-logis, sont préjudiciables, attendu que l'étage ou rez-chaussée sous lesdittes saillies est chemin commun, ne sont aucunement aux propriétaires et particuliers ayant maison, de sorte que les marches pour les montées et descentes qui y sont à présent, sont très-nuisibles, et aportent grand danger et incommodité. Et semble, si de près on considère, qu'ils ont été très-mal entrepris, abusant de cet article, d'autant qu'il n'est dit que telles entreprises se pourront faire sous lesdits avant-logis en laditte Coûture; et pour confirmation voiez le premier chef, qui est le puit, et le plus nécessaire de tout le public, toutefois ne s'en trouve aucun construit sous iceux avant-logis, ains seulement en plusieurs creux et place d'icelle Coûture, hors iceux avant-loges, comme en autre rue dudit Reims, lesquels par négligence ont laissé ruiner, et l'usage d'iceux délaissé, faute d'entretien, qui est contre le bien public, en quoy lesdits échevins, ou ceux qui en ont le pouvoir, devroient avoir égard, ou faire qu'ils puissent être remis en bon usage, pour les causes pourquoy ils ont été inventés et construits en telle place; donc, prenant cet article mal à propos, a fait que plusieurs ayans maison en laditte Coûture ont ainsy, et peut-

faire, sans que l'un puisse empescher l'autre, si n'estoit qu'il y eust

être avec indiscrette permission, faits des degrés et marches, tant pour monter que descendre, entrepris sous lesdits avant-logis, ce qui ne se doit permettre pour les causes et dangers que dessus, n'étoit que ces entreprises voulussent signifier que les propriétaires des maisons y eussent quelque aisance particulière, ou par dessus du public, comme on voit durant les foires, ce qui se pourroit connoître par les anciennes chartres.

[*Sur l'art.* 354.] Comme par cy-devant est fait mention sur la fin du discours de l'article 351, un grand abus se commet sur cet article 354, par les derniers prévôts de mon tems, sans y avoir égard, ny en faire répréhension, touchant les congés qu'ils reçoivent par usurpation, et illicites moïens d'augmenter les droits du seigneur, pour la réparation, réédification, et innovation, des avantoits qui se font au devant des maisons dudit Reims, pour la conservation des entrées, huits, fenêtres, tant marchandes qu'autrement, même des sous-toits, aux détenteurs d'icelles, et iceux demandés et obtenus par ignardise des craintifs et inexpérimentés charpantiers, ne pensant à la conséquense du fait; desquels charpantiers j'ay été averti que, depuis seulement huit ou dix ans, ils demandent congé audit prévôt pour ce faire, encore que lesdits auvents et avantoits se haussent et avalent, et luy donne pour chacun 3 sous parisis, ou quelquefois 12 deniers parisis selon la dévotion d'iceluy prévôt, pourquoy les ai aigrement repris, comme étant cause de choses si détestables, et entreprises par usurpation, du tout contre cet article, qui est si clairement couché et arrêté, auquel on ne peut donner d'autre interprétation que le seul sens littéral, et même contre la liberté des habitans de Reims; d'autant que [dans?] ledit article, sans contrariété ny difficulté, après la confirmation et pouvoir à tous ayant maison, tant à ladite Coûture, qu'ailleurs èsdites cité, ville, et fauxbourgs, faire fenêtre en front de rue, s'ensuit le même pouvoir d'y faire auvants, et avantoits sur icelle rue, sans demander congé, ni encourir amande, pourvu que lesdits auvants et avant-toits se puissent hausser et avaler. Et par tels abus, tels droits par tolérance se peuvent tourner en mauvaise possession, sur laquelle on se veut souvent fonder quand il est question de vouloir prouver la jouissance de quelques droits seigneuriaux, aux cas de contredits faisant compeller [*sic*, compulser?] les registres des anciens congés, et autres actes à ce requis. Mais combien que ledit article ainsy clairement couché, et observé, sans aucune difficulté autant [*sic*, ôteroit?] l'abus cy-dessus qui se commet, au contraire si est-ce qu'en iceluy est une grande omission d'une chose qui devroit être nécessairement ajoustée, sçavoir, que pour la construction des avantoits, se devroit faire d'une certaine mesure ordonnée à tous, tant pour les largeurs des saillies, que pour les hauteurs, et les poser et attacher, à cause des dangers et abus qu'il en est avenu, avient, et pourra avenir; laquelle hauteur, à mon avis, [est?] la goute d'iceluy n'estre plus basse que de 8 pieds et au-dessus, et de six pieds en largeur pour le plus, et pourvu qu'il puisse couvrir la vantelle avalée des fenêtres marchandes, d'autant qu'il en est fait, et sont encor, d'une si grande largeur saillant, et la goute si bas posée, que les passans y touchent la tête; même on a vu aucun jeune homme monté sur cheval indomptable, par contrainte rangé sous iceux avantoits, et n'en pouvoir sortir sans danger, s'il n'eût été secouru; et si apert que tels et si larges avantoits ainsy bas posés, même garnis de planches pendantes, ou serpillères tendues au-dessous de la goute, ne sont faits pour seulement couvrir les fenestres marchandes, et autres choses susdites, mais, comme semble, pour aider à quelque abus qui se peut commettre au fait de marchandise, afin de rendre la boutique ténébreuse et obscure; et outre on fait encor noircir lesdites boutiques, tellement qu'elles sont rendues quasi semblables à four sans feu, privant les acheteurs de l'oculaire connoissance de leurs marchandises. Je sçais bien que plusieurs

sommier, ou autre pièce de boys, à l'endroict du lieu où l'on prendroit

marchands mettent en avant, comme il peut être en aucune espèce, qu'il y ait toutte sorte de marchandises, la vraie qualité desquelles ne se peut connoître en lieu si clair et lumineux, et que le trop grand jour lui donne un mauvais lustre, voire plus défectueux qu'il n'est de soi; en cela me rapporte à leur conscience, car je n'entend toucher au désavantage et l'honneur dû à ceux qui, selon Dieu et raison, s'exercent pour le bien public au commerce et trafic, étant une vacation très louable et honorable; mais cette difficulté ne s'étend à toute espèce de marchandise, pourquoy pourroit avoir quelque abus à raison de telle obscurité; et encor que [en?] l'ostension que plusieurs font de leurs marchandises aux acheteurs en telles boutiques aussy ténébreuses, si est-ce que sur le doute qu'ils ont eu quelque pièce d'or ou d'argent qu'ils reçoivent du prix, qu'elles ne soient bonnes, ou fausses, ne sont parresseux sortir en pleine rue, afin d'en avoir l'assurée connoissance. Tant y a ledit avantoit ainsy bas posé, et de si grande largeur de saillie en la rue, est préjudiciable au public, et devroit être retranché et rehaussé du moins aux mesures susdites, et icelles faire observer, comme est nécessaire d'être inséré audit article; et aussi donner ordre à ce que la liberté contenue en iceluy soit gardée, et trancher l'abus qui se tolère ainsy, de demander congé pour la restitution ou renouvellement desdits avantoits et fenêtres marchandes qui se peuvent hausser et avaler; joint que de mon temps quelques officiers de l'Échevinage ont pris argent d'aucuns particuliers pour leurs droits, comme ils disoient, de la permission ou vue desdits renouvellemens d'iceux avantoits, dont les reprennant avec honte de leurs abus, ai causé faire restitution comme chose mal prise, n'étant tenus de demander congé pour ce fait, et sans péril d'amande, comme bien clairement est contenu audit article, ce qu'il convient, dis-je, trancher, et empêcher telles exactions, afin que de telles usurpations nul ne se puisse prévaloir à l'avenir d'une furtive jouissance, et possession de tems immémorial, qui est une approbation dangereuse.

[*Sur l'art.* 355.] Sur cet article convient bien noter qu'il est plus difficile, sans comparaison, de vouloir nier une muraille et clôture faisant séparation d'entre deux voisins être mitoïenne, qu'il n'est à la prouver telle, à cause qu'il dit en bons termes : *tous murs et clôture èsdittes cité, ville et fauxbourgs sont réputés communs et mitoiens* : se doit entendre, *s'il n'apert du contraire*, encor que ces mots soient omis, d'autant que ce qui est dit après le supose; car se trouve plusieurs s'abusant grandement, quand ils ont quelques goutes de leurs toits tombant sur autruy, ou quelques vues de fenêtre possessives directement répondant sur le voisin, même seulement une cheminée à plein-creux, estiment la séparation leur être propre et particulière, sans que le voisin s'en puisse aider, ni rien attenter en icelle, qui est une lourde présomption; d'autant que telles servitudes n'empêchent que laditte séparation ne serve de clôture audit voisin, sauf que si icelles servitudes sont tolérables, et de la jouissance requise, ledit voisin ne les peut empêcher, ny offusquer, qu'avec les conditions susdittes, et en tout le reste de laquelle séparation iceluy voisin s'en peut aider, bâtir contre, et poser bois en icelle, jusqu'à la hauteur de la goute, et sans préjudice d'icelle, s'il n'y avoit titre au contraire, ou qu'il aparût que laditte muraille de séparation eût été prise, fondée, et construite du tout sur l'héritage de celuy qui la prétend posséder; car il ne suffit de faire aparoir d'avoir icelle séparation été faite aux dépens, tant en matériaux, que façon, dudit prétendu possédant, pour en jouir en propriété, et priver le voisin de la communauté d'icelle, s'il ne faisoit aparoir qu'elle a été construite sur son fond, et non sur la place commune; d'autant que souvent avient que la séparation d'entre deux voisins est débile, et de simple construction, toutefois assez suffisante pour durer encor selon l'état et petitte qualité d'iceux bâti-

tel creux qui l'empeschast; pourveu que le mur fust tellement retenu que faulte n'en advînt.

[Orléans, art. 233; Paris, voyez l'art. 189.]

mens, et l'un veut faire édifice de plus grande hauteur, pour lequel laditte séparation ne seroit assez forte, pourquoy feroit démolir l'ancienne, et icelle réédifier plus solide à ses dépens, comme luy est permis, sans pouvoir contraindre ledit voisin à la contribution d'icelle nouvelle réédification, et pour ce laditte muraille construite nouvellement ne laisse d'être commune et mitoïenne entre les parties, de toute la hauteur, voire quand elle seroit plus haut élevée que le bâtiment dudit voisin, d'autant qu'elle est construite sur la place commune, sauf que quand iceluy voisin voudroit hausser sondit bâtiment après, doit être tenu rembourser à celuy qui auroit fait faire de nouvel laditte muraille moitié du par-dessus d'icelle, à dire des gens à ce connoissans, pour matériaux et façon seulement; et est à præsumer qu'avant le renouvellement d'icelle muraille, l'ancienne étoit encore suffisante entre les parties pour pouvoir encor servir selon les qualités des bâtimens et clôtures d'iceux, pourquoy l'un ne pourroit [*sic*, pouvoit?] contraindre l'autre à faire meilleure laditte séparation. Donc c'est mal à propos de se vouloir ainsy attribuer la propriété, pour telle cause, de telle muraille, et séparation, faisant clôture entre deux parties, d'autant qu'en plusieurs endroits le voisin ne demande pas mieux, afin de n'être tenu de la réédification, au cas d'une nouvelle construction nécessaire pour sa caducité, ou autrement, luy servant aussy de clôture seulement.

Mais je trouve une grande absurdité en ce qui suit dudit article, voulant donner la raison et signal de connoître pourquoy un mur entre deux parties est propre à l'une privativement à l'autre, disant par exception ces mots : *sinon qu'il portât entièrement le corps d'hôtel et édifice de l'un des voisins, auquel cas appartient à celui auquel est tel édifice;* ne déplaise à ceux qui ont mis cette clause en avant, je ne sçais pour quelle fin l'ont ainsy inséré, et comme ils prétendent qu'elle soit entendue, et apert bien qu'elle n'a été inventée par massons et charpantiers expérimentés, ni gens qui ont la connoissance des droits qu'il convient garder réciproquement aux réparations qui sont faites et se font entre deux héritages où édifices voisins; d'autant que, prenant ladite clause à la lettre, et comme elle est couchée, fait le plus grand abus que je trouve de toutes les fautes remarquées en tous les articles de ce chapitre; et encor pour icelle mieux faire aparoir a été, dit le procès-verbal, ajoutté par l'avis desdits États. Je m'étonne encor qu'en toutes les autres coutumes de ce pays, cette clause tant mal à propos y est insérée, sans avoir égard à un si manifeste abus, et ne sais d'où elle est prise, si ce n'est de la coutume générale de Vermandois, laquelle auroit causé l'abus à toutes les autres qui l'ont suivie; et si n'y a que ceux qui l'ont inventée [qui?] fussent [*sic*, pussent?] résous de [*sic*, résoudre?] la signification d'icelle clause, et semble s'en être servi seulement d'échapatoire de quelque raison absurde, comme n'étant de l'article de ceux [*sic*, duquel?] dépendent les raisons à ce point propres et nécessaires. Bien est que tout mal couchée qu'elle soit, si peut-on luy donner quelque propre interprétation, pourquoy les excuserois si leur intention avoit été telle; [mais?] la convient entendre selon la lettre, qui me fait douter que non, pour les causes que dessus. Voulant donc prendre icelle clause à la lettre, disant : *sinon qu'il portât entièrement le corps d'hôtel et édifice de l'un des voisins, auquel cas apartient à celuy auquel est tel édifice,* faut entendre ces mots, et non autrement, d'une muraille qui seroit entre deux voisins, aïant bâtiment contre d'une part et d'autre, et l'un d'iceux ne porteroit sur ni dans icelle, ce qui ne se trouve que bien rarement; quelque perquisition qu'on pourroit faire, j'estime qu'il ne

372. [XXIII.] Si entre deux parties y a mur qui soit commun entre [1479.]

s'en pourroit trouver à Reims [aucun?], ou bien peu de tels; pourquoy semble que ceux qui l'ont ainsy mis, ne l'ont couché à cette fin; et si n'y a moïen de la pouvoir expliquer autrement, car quand, en une muraille d'entre deux voisins, il n'y a bâtiment contre et dessus que d'un côté, [et?] elle ne porte que ce seul bâtiment, n'y en ayant point de l'autre côté, [cela ne tire à conséquence?]; autrement faudroit conclure que touttes les murailles qui font clôture des cours ne seroient communes à ceux qui possèdent lesdittes cours, mais appartiendroient pour le tout à celuy qui auroit son bâtiment dessus, qui est chose très ridicule, et dont toutefois plusieurs veulent se prévaloir. Que si cela avoit lieu, de dire : « cette muraille porte entièrement mon corps d'hôtel, mes cheminées y sont à plein-creux, mes sommiers y sont en plein mur, autre chose semblable, partant elle m'appartient du tout, et le voisin ne peut attenter dans ni sur icelle, » ce seroit priver de la possession de moitié d'icelle, et de communauté, tous ceux qui ont cour en leur maison, et qui n'ont aucun bâtiment contre icelle muraille, par conséquent plusieurs mauvaises entreprises se feroient, même oculairement, par l'un ou l'autre des voisins pour priver laditte communauté d'une muraille nue de bâtiment, faisant séparation tant des cours que de jardins, où il n'y a doute qu'elle ne soit mitoïenne; et [pour?] la faire juger selon cette clause propre et particulière, ne faudroit que par l'un y construire un petit ou grand bâtiment de son côté, et icelui faire porter dans icelle muraille comme luy est permis; ce fait, pouroit donc dire : « la muraille m'apartient du tout, d'autant qu'elle porte entièrement mon corps d'hôtel, » voire quand ce seroit seulement auvant ou étable à porc. Messieurs les clairvoïans voïez quelle clause! les abus, absurdités, inconvéniens et procès qu'il en peut avenir! et jugez quelle interprétation on en pourroit faire autre que ce que dessus, sçavoir que, selon la lecture, ne doit avoir force [que?] quand il y a bâtiment de part et d'autre, et l'un ne portant dans icelle muraille, si telle s'en trouve. Et encor qu'il s'en trouvât quelqu'une accompagnée de bâtiment de chaque côté, et que le bois de l'un d'iceux ne fût posé ny porté d'icelle, si ne convient pour cela déroger à la communauté, ny dénier que telle muraille ne soit mitoïenne, et n'est un point suffisant à cette dénégation, d'autant qu'il peut être que ledit bâtiment a été ainsy construit, sans avoir égard à la contention qui en pourroit avenir, tant y a que cette muraille ne peut qu'elle ne serve de clôture entre les deux, et qui bien examineroit et visiteroit, encor qu'il n'y eût bois au dedans dudit côté, si est-ce que telle qu'elle soit, elle [*sic*, il y?] seroit trouver [*sic*, trouvé], ou y pourroit trouver, autres lignes, et remarques pour lesquelles elle seroit déclarée mitoïenne, commune [*sic*, comme?] par quelque arche, creux, ou couvert d'icelle; pourquoy laditte clause doit être encor [*sic*, tenue?] à mépris, sans y avoir égard, comme chose couchée à la volée, et de nul effet, sinon que pour troubler, et consommer par procès les moïens de ceux qui s'en voudroient mal et opiniâtrément aider et prévaloir; tellement que le plus certain et assuré sur cette difficulté, est à suivre ce qui est écrit au commencement dudit article disant : *tout murs et clôtures èsditte cité, ville, et fauxbourgs, sont réputés communs et mitoïens;* voire même quand il seroit dit *s'il n'apert du contraire*, et se faut sur ce arrêter, sans avoir égard à laditte clause suivante, en sorte qu'il ne se trouvera quasi muraille faisant clôture entre deux voisins qu'elle ne doive être réputée mitoïenne, totalement, ou aucunement; et n'y a moyen pour y contredire, et ne doit-on recevoir autre raison au contraire à cette résolution, que ces mots de la fin dudit article disant : *ou qu'il y eût titre au contraire.*

C'est principalement pour telle chose qu'il convient avoir titre; de manière qu'il est nécessaire pour faire aparoir et emporter la propriété et possession entière d'une muraille ainsy faisant séparation d'entre deux

voisins, d'en avoir titre à celuy qui la pretend seul posséder; autrement doit demeurer commune, et réputée telle, pour en user et jouir par les parties respectivement, suivant laditte coutume de Reims, sans toutefois præjudicier aux poins de servitudes qui sont d'ancienneté aux murailles; pourquoy doivent être appellées et réputées aucunnement communes et mitoïennes, et sans avoir égard aussy à ce qui suit audit article, disant : *ou marques, ou significations, qui dénotassent par l'art de massonnerie que tel mur n'est mitoïen*, ce qui est encor une autre absurdité brouillante ces objets, déraisonnée, inutilement avancée pour ces aprobations; car qui est le masson qui pourroit dire à propos quelle marque, ou signification, pour valider se doit faire en une muraille, pour connoistre et juger par l'art de massonnerie si une muraille, faisant clôture entre voisins, est propre et particulière à l'un privativement à l'autre, si ce n'étoit par ce moïen d'en avoir titre, et qu'il aparût que l'un l'eût fait construire totalement à ses dépens, et icelle posée, et fondée, et massonnée, du tout sur sa place. Que si [on?] disoit [qu']on y peut mettre quelque créneau, ou simple percée, comme plusieurs font par usurpation, ou feignant de mettre verre dormant, [(] car pour les fenêtres et vues possessives, c'est autre chose, dont j'ay cy-devant traitté [)], [qu']on y peut mettre courbeaux saillans et autre marques semblables, ou la couverture de l'épaisseur d'icelle muraille est du tout pendant du côté et sur l'héritage de celuy qui prétend seul la posséder; on peut répondre que tout cela n'est que éblouissement et fantastique remarque où il ne se faut arrêter, d'autant qu'il peut avenir que telles façons et couvertures se font par ouvriers couvreurs ignares, n'entendant l'importance de ce fait, ni quelles difficultés et contentions en pourra avenir, et quelquefois pour obvier aux frais qui sont plus grands pour icelles couvrir en faîte et à deux gouttes, duquel seul point mal à propos aucuns se sont voulu servir pour juger que telle muraille étoit mitoïenne, ou non, pour la diversité d'icelle couverture, qui est un très léger avis, fondé sur la volonté d'un ignare ouvrier, ou sur l'intention mauvaise de celuy qui l'auroit mis en oeuvre; si, pour icelle remarque, on y faisoit quelque créneau, ou simple percée, ou on y posoit quelque courbeau, ou pierre saillante, ou autre marque semblable, ce nonobstant, pour icelle valider, conviendroit nécessairement en avoir titre, ou on seroit ordinairement en débat pour la probation et signification de telle remarque, selon qu'il est dit audit article 350, d'autant que telle propriété particulière d'une muraille entre deux voisins est une espèce de servitude, partant seroit sujette d'avoir titre pour la jouissance et la possession d'icelle. Mais pour bien entendre la vraie signification du dit article, faudroit iceluy abréger, et dire seulement ces mots : *tous murs et clôtures èsditte cité, ville, et fauxbourgs, sont réputés communs et mitoïens, s'il n'y a titre au contraire*; sur lesquels mots seroit entendu une clause non impertinente, disant : *et qu'il aparût que l'un des voisins l'auroit fait faire à ses dépens et construire du tout sur son héritage*; et quand au reste duquel article, n'est qu'abus, et allusion frivole, voulant repaître les entendements d'obscurité, et brouiller l'intelligence qu'on doit tirer dudit article, faisant connoître que ceux qui l'ont ainsy couché étoient éloignés de la connoissance du vray sens qui doit être contenu en iceluy.

[*Sur les art.* 356 et 357.] Voicy encor, par cet article, et par le 357, une grande et absurde difficulté, n'étant les deux qu'un même sujet; car personne ne doute qu'il ne soit loisible à un homme édifiant entièrement dans son héritage, faire en son édifice tant de vues de fenêtres que bon luy semble, tellement que c'est révoquer en doute, et puis aprouver, ce qui n'est sujet à contention; pourquoy en vain ce commencement d'article est couché; mais limitant le sujet par ces mots suivants, disant : *tellement que l'égout de son toit choie sur le sien*, c'est où gist l'obscurité

pour faire cheminées, comme est dict à l'article immédiatement pré-

d'iceluy article, et semble que tels articles ayent été couchés, non pour le soulagement et l'instruction des aïans maison, plustost pour les embrouiller et amener journellement à procès, d'autant qu'il ne se trouve en iceux qu'ambiguités et contredits, et illusions plus ridicules et inexplicables que les questions énigmatiques, qui est du tout contraire au bien prétendu recevoir du réglement que doivent aporter lesdits articles, lesquels, à cette fin, devoient être clairement dictés, rendus faciles à entendre, en sorte qu'il n'y eût aucune difficulté; d'autant que la connoissance des points contenus en iceux est principalement laissée à gens de métier d'édifice, peu ou non lettrés. En quoy on peut connoître ce qui est mis en avant, et on dit que remontrant à un des commissaires à l'homologation de la coutume de Reims, le priant de régler et éclaircir les difficultés et obscurités d'aucuns articles, ny réglés, ny arrêtés, il répondit qu'il n'en étoit besoin, et qu'il falloit réserver quelque chose pour eux et leurs successeurs. Ceux qui ont intérest entendent bien le son de cette réponse; tant y a [que?] telles obscurités et ambiguités ne sont rédigées à bonne fin, et particulièrement de cet *égout* contenu en ces mots, disant : *tellement que l'égout de son toit choie sur le sien*; qui est celui qui peut entendre à quelle fin iceux mots sont insérés audit article, quelle instruction on en peut tirer, cela suposé : *n'aïant separation entre les deux voisins?* d'autant qu'il ne désigne la distance dudit édifice jusques contre ladite séparation, ou point milieu du lieu d'icelle; et pourroit être [que?] iceluy édifice, encor que bâti sur le sien, fût si près du lieu où conviendroit faire ladite clôture, ou d'icelle, si fait[e] étoit, que ladite goutte, selon qu'elle auroit de saillie, tomberoit proche ou sur le lieu où conviendroit faire ladite clôture et séparation mitoïenne, et selon la grandeur ou petitesse d'icelle goute, laquelle n'est limitée par cet article; joint que toutes les goutes des édifices ne sont tournées du côté où sont les vues des fenêtres. Or, tout cela ne peut empêcher le voisin de demander clôture, même par contrainte faire séparation entre les deux héritages, et icelle hausser suivant la permission de ladite coutume, laquelle pourra offusquer les vues de celuy auquel apartiendroit tel édifice, étant construit à moins de deux pieds et demi près du lieu de l'épaisseur de ladite clôture : car que peut chaloir à un homme ayant maison, si son voisin édifiant sur son propre, fait en son édifice tant de vues que bon luy semble, et que la goute dudit édifice soit tournée du côté desdittes vues, ou non, pourvu que la liberté à luy octroyée par ladite coutume luy soit gardée, et pouvoir luy demander clôture à la conservation de son héritage selon le point milieu de la séparation des héritages voisins et contigus? par laquelle liberté il est loisible à tous ayant maison, cours, et jardin, de demander clôture l'un envers l'autre, et icelle contraint de faire à la hauteur de douze pieds, et le par-dessus le monter si haut que bon lui semble, à ses dépens, soit qu'il offusque les vues et fenêtres de son voisin, ou non, s'il n'y avoit titre au contraire; de sorte que ces deux articles sont du tout inutiles, ne servant que d'allusions frivoles, tendant plustôt à troubler qu'à édifier.

[*Sur l'art.* 358.] Attendu la négligence de ceux qui ont l'office de maistres voïeurs et enseigneurs, cet article, comme les deux precédens, est quasi inutilement couché, disant : *Nul ne peut faire goutière, ou nau, sur rue publique, plus bas que de 22 pieds et demy*, sur peine y contenue; d'autant qu'il y en a grand nombre à Reims, tant anciennes que nouvelles, qui sont posées et tolérées au-dessous de ladite mesure, comme est dit parlant des saillies, voire même plusieurs qui se posent chacun jour sans y avoir égard ni répréhension; mais à bien prendre iceluy article, le faisant bien observer, seroit utile, et l'observance nécessaire, pourvu qu'il ne soit entendu par ces mots : *goutières, ou nau*, que des naux même tant seulement, à cause

cédent, sans le consentement de son voisin, supposé que audict mur,

que les naux des édifices sur rue qui ont comme de coutume grande saillie, sont préjudiciables d'être trop bas posés, comme nuisant en plusieures manières, même dangereux à se rompre selon la caducité de saillie, de tomber en la rue; et qui voudroit prendre ces mots de *goutières* pour toutes goutes indifféremment, signamment les goutes des combles qui sont posés sur les arrêtes des devantures et édifices sur rue, défendant de les poser au-dessous d'icelle mesure, ce seroit grand préjudice aux aïans maison, et les astraindre de n'en pouvoir poser plus bas que laditte hauteur de 22 pieds et demi, d'autant que nul ne seroit reçu à construire aucun bâtiment sur rue, d'un étage de hauteur seulement, quelque assaussement (*sic*) qu'il y fît faire; et on seroit contraint de le faire de deux étages pour le moins, avec l'aussement, si la goute y tomboit; pourquoy n'est si nécessaire d'icelles mesures faire entretenir au-dessous de telle goute, comme il est nécessaire de la faire observer au-dessous des naux ainsy saillans, joint qu'icelle goute, composée de l'atour (?), ne saille ordinairement que de 2 pieds pour le plus sur la rue, de sorte qu'elles sont peu nuisibles, et n'aportent telle incommodité que fait la saillie desdits naux; partant est expédient et raisonnable d'en faire distinction et différence, et avec prudence en prendre la reconnoissance, ce qui se pourra faire quand sur telles difficultés les hommes expérimentés, et à ce connoissans, y seront commis et apellés, et non gens n'étant de cette vacation à telle affaire tant nécessaire.

[*Sur l'art.* 559.] De tous les articles insérés et contenus en ce présent chapitre des *servitudes et droits réels*, ne s'en trouve où convient aporter plus de considérations qu'en cet article 559, pour les grandes difficultés qui sont en l'usage et explication d'iceluy, d'autant qu'il fait mention d'un nau assis sur aucun mur mitoïen et commun qui reçoit les eaux des deux voisins, d'une manière que ne sais s'il y en a de semblable à Reims, du moins s'en trouve bien peu; car pour se servir en communauté d'un nau posé sur le mur mitoïen, recevant les eaux des deux combles contigus, ne se peut faire, pour luy donner sa part [*sic*, pente ?], qu'il soit posé sur laditte muraille que d'un bout seulement, si lesdits combles n'étoient à cette fin assemblés en pente, ainsy qu'il est requis pour ledit nau, et pareillement la muraille élevée plus haut à l'un des bouts qu'à l'autre; de laquelle façon de nau ne s'en trouve que quelques uns qui ont été inventés pour aisance depuis peu de tems, dont aucuns ont été assemblés par moi-même. Et pense font ainsy, tant pour l'ignardise des ouvriers, que pour n'y occuper le tems, n'y ayant le salaire pour ce faire; et n'aïant ceux qui ont inventés cet article, pris garde à cette difficulté, regardant seulement un nau qui, comme quasi sont tous audit Reims entre deux bâtiments, recevant les eaux de deux, estimant qu'il est posé sur le mur mitoïen et commun, comme y peut être à aucuns, le bout bas seulement, et pour la pente, posée sur l'un ou l'autre, ont pensé beaucoup faire pour le réglement de ce point, de dire : *et l'un d'iceux voisins veut hausser ledit mur et édifier à l'égal dudit haussement, etc.*, en quoy, sont [*sic*, sauf?] correction, se sont trompés, et fait que ledit article est rendu corrompu, et qu'il n'y a moïen d'en tirer aucune résolution, qui fait croire qu'il n'a été inventé et couché par gens connaissant la façon d'un nau qui doit être commun et mitoïen entre deux voisins; car en la ville de Reims, se trouvent deux manières de naus communs et mitoïens entre deux bâtimens, l'une desquelles est la susditte dont fait mention ledit article, laquelle est si rare que peu s'en trouve audit Reims, et le nau étant posé de cette façon, sur un extraordinaire assemblage, est commun en réception d'eau, et sujettion, tant d'entretenement, que de frais et intérêts qui en pourroient encourir, comme étant posé du tout sur la muraille et place commune; mais l'autre façon de nau qui est la plus commune, reçoit les eaux communes

à l'endroict dudict creux, y ait* sommier ou autre pièce de boys à moictié d'icelluy, ou qu'il soit à plain-mur.

de [*sic*, et?] propres et particulières à l'un et à l'autre, d'autant qu'il ne se peut faire, sans ledit assemblage extraordinaire, qu'un nau recevant les eaux de deux combles contigus ne soit posé du tout, et de sa longueur, sur l'un ou l'autre des combles, pour avoir sa pente nécessaire à fluer les eaux reçues par iceluy nau, et le plus souvent n'étant même le bout bas sur la muraille ou séparation mitoïenne, ains sur l'héritage où est posé ledit nau, à cause de la contrainte du renflement de saillie hors muraille, quelquefois des tuyaux de cheminée, signamment quand lesdits tuyaux sont doubles, ou plus, qui fait qu'encor que tel nau étant entre deux bâtimens ainsy commun en réception, si est-ce que la sucjettion est à celui sur lequel iceluy nau est mis et posé; car, avenant la fraction et caducité dudit nau, soit simple de bois, ou couvert de plomb, et ledit plomb rompu, caduc, et dessoudé, ou par regorgement des eaux et neiges receues en iceluy, en reçoit du tout l'intérest, les eaux pénétrant et tombant sur le comble où il est posé, pourissant, par succession de tems, les planchers du dessous, aportant en aucuns endroits grande ruine et incommodité dont l'autre n'est participant, tellement que c'est un très mauvais voisin qu'un nau, et conseille chacun de bâtir de façon qu'on puisse s'en passer, s'il est possible; donc iceluy article ne fait rien pour cette façon de nau qui est si commun, que d'en obscurcir la connoissance et la distinction d'avec l'autre, ne rendant raison ny résolution des difficultés qu'il aporte. Et ne faut douter que, selon la première manière de nau posé toute leur longueur sur la muraille mitoïenne d'entre les deux bâtimens, par le moïen desdittes extraordinaires assemblages, encor que rarement se trouve ledit nau, ne le doive fournir et faire à frais communs, s'il n'y avoit titre au contraire, puisqu'il est posé sur la muraille commune, et reçoit les eaux des deux bâtimens; mais quant à l'autre manière de nau, lequel est du tout posé sur l'un des bâtimens, encor qu'il reçoive les eaux des deux, nonobstant l'avis et obstination de plusieurs, et même soutenu d'aucuns légistes, tel nau se doit

* La plupart des éditeurs de la coutume ont prétendu qu'il y avait ici une faute d'impression, et que le texte original de la rédaction portait : *Supposé qu'audit mur, à l'endroit dudit creux,* n'y *ait sommier,* etc., etc. Nous avons vainement cherché dans notre manuscrit la particule négative, que l'on supposait omise dans les imprimés; les imprimés sont conformes au manuscrit, qui reproduit lui-même cet article d'après la rédaction de 1481. (Voir plus haut, p. 860, art. 479.) Nous ne croyons cependant pas inutile de transcrire ici un passage du commentaire de Buridan relatif au point qui nous occupe :

« Au lieu de ces mots : *y ait*, il doit y avoir : *n'y* « *ait*, comme je l'ai appris de quelques anciens avo« cats de cette ville qui m'ont dit que la lettre *n n'*a « été omise par la faute de l'imprimeur ; d'autant « que de tout temps l'article a été ainsi entendu et « pratiqué, selon le commun usage, qu'aucun creux « autre que pour faire cheminée ne pouvoit être fait « ou pris dans le mur mitoyen, sans le consente« ment de l'autre voisin; supposé même qu'à l'en« droit de la place en laquelle l'on le voudroit pren« dre, il n'y ait point de sommier, ou d'autre pièce « de bois qui l'empêchât, soit qu'il soit posé seu« lement à demi, ou bien à plein mur.

« Il semble toutefois que l'on peut laisser l'article « en la sorte qu'il est, sans y rien ajouter ou chan« ger, si l'on veut adapter ou rapporter cette clause « au creux de la cheminée seulement, et dire, comme « il est porté en l'article précédent, qu'ès murs qui « sont communs entre deux parties, icelles peuvent, « chacun de son côté, édifier cheminées et prendre « creux esdits murs, jusqu'à la tierce partie d'iceux, « pour faire lesdites cheminées, sans que l un puisse « empêcher l'autre. Ce qui toutefois n'est aussi per« mis, non plus que des autres creux, supposé qu'au « mur, à l'endroit du creux où l'on voudroit faire la « cheminée, y ait sommier, ou autre pièce de bois « posée, soit à moitié seulement, soit à plein mur; « auquel cas il est certain que le creux de la chemi« née ne s'y peut prendre, comme il a été dit en « l'article précedent. »

[482 et 484.] 373. [XXIV.] Nul ne peult chever, ne faire entreprinse sur la chaulsée

fournir et entretenir aux frais de celui sur lequel il est posé; et pourra, si bon lui semble, obvier et remédier aux ruines, intérests et incommodités qu'il pourroit lui seul encourir, auxquels il est sujet par forme de servitude, pourvu que telle sujettion soit tolérée d'ancienneté, de son vu et su, et de la construction première des bâtimens, et qu'elle ne fût innovée en lieu occulte, ou qu'il y eût titre au contraire, démontrant que le voisin n'ayant la sujettion, n'en fut tenu pour moitié, ou pour le tout; car la présomption est que la partie sur laquelle est posé non furtivement ledit nau, est tenue de la réception des eaux provenant de la couverture du toit dudit voisin s'écoulant ainsy audit nau commun est [*sic,* en?] réception, d'autant qu'elle a été ainsy délignée, ou par accord mutuel, ou par destination de père de famille, ou que le bâtiment sur lequel est posé ledit nau a été bâti et construit depuis l'autre, sur la place en laquelle tomboit la goutte dudit bâtiment non sujet, quoi faisant, pour ne pouvoir ou ne vouloir empêcher laditte goute, et pour obvier à plus grande incommodité, reçoit dans un nau par luy posé sur son bâtiment les eaux pluviales, tant de luy que de sondit voisin, et par iceluy fait conduire et fluer en la rue ou en la cour, et autre lieu à soy le plus convenable et moins nuisible; et quelquefois, ce qui seroit en plusieurs endroits, retournent et s'écoulent par canaux à rez-de-chaussée, ou sousterrains, en l'héritage dudit voisin, ou ailleurs, de maison en maison, selon laditte ancienne destination. Donc, pour les causes que dessus, et plusieurs autres raisons, celuy qui a la sujettion d'un tel nau est tenu seul de la fourniture et entretenement d'iceluy, et n'y a équitable moïen d'y pouvoir contredire, sans titre; autrement on seroit contraint de changer et démolir une grande partie des édifices de la ville, en laquelle est grand nombre de bâtimens composé avec semblable nau commun en réception d'eaux, et particulier à l'un pour la sujettion; en quoi se faut résourdre, et ne soutenir ni amuser à la cécité et incertitude d'iceluy article, comme étant déraisonné, tant pour le commencement, qu'en ce qui suit après, disant : *l'autre voisin sera tenu retirer ledit nau sur luy, qui sera audit cas propre et particulier pour recevoir ses eaux.* Voilà un beau passe-droit qu'on fait à tel voisin : quel abus, quelle absurdité pleine de difficultés! car pour la contrainte de retirer le nau sur le sien et à ses dépens, comme le faut prendre, ne se peut entendre de cette manière de nau dernière mentionnée, d'autant que d'une commodité qu'il auroit par servitude sur son voisin, il fût contraint à ses dépens la perdre, et en tirer l'incommodité et intérest sur soy; se doit entendre de l'autre façon de nau comme ce vénérable titre le porte, sçavoir, quand il est posé sur le mur mitoïen; or, il s'en trouve bien peu, et encor inventé depuis [peu?] de tems, qui fait aparoir que ledit titre a été mis légèrement en avant, pour éblouir les aïans cause, sans être éclaircis de quelques petites raisons; voyez, je vous prie, les difficultés sans résolution, démontrant encor que ce point n'est certain; car mettez qu'il se trouvât de semblable nau posé de toute sa longueur sur le mur mitoïen, et commun tant en sujettion que réception, et que l'un fût contraint de le retirer du tout sur soy pour le haussement dudit mur par le voisin, ne se pourroit en plusieurs lieux rasseoir et poser sur le sien, s'il étoit de grande [*sic,* telle?] longueur que le bout de haut ne vînt proche, ou si haut, que la faîte de son comble, et si le comble étoit long, et peu large, comme y en a plusieurs à cause des tuyaux de cheminée ainsy saillans hors l'épaisseur du mur, et si par ce moïen ne recevoit ledit nau que moitié de ses eaux, et seroit en peine pour la réception des eaux du reste de sa couverture, étant au-dessous de la hauteur de la pente dudit nau, on conviendroit de nécessité faire un grand et incommode revers, comme les ouvriers sçavent, qui seroit haut, sans aisance au-dessous, ou autrement seroit un grand réceptacle à neiges, pourissant et

d'icelle ville, sans l'exprès congé et licence des eschevins, ou des gref-

corrompant le surhaussement dudit mur ; et si, nonobstant telle incommodité aportée par ledit haussement du nau, haut et grand revers, on le voudroit encor contraindre à la contribution pour moitié du haussement dudit mur, à cause de la hauteur dudit revers. Davantage, quand ledit article astraint ledit voisin de retirer ledit nau sur luy, qui lui sera audit cas propre et particulier pour recevoir ses eaux, devroit donner quelque réglement sur la qualité dudit nau, faute de quoy se peut encourir entre les parties plusieures contentions et débats ; à sçavoir, si au tems qu'il conviendroit retirer ledit nau commun et mitoïen par ledit voisin sur luy, et à ses dépens, et iceluy nau étoit invétéré, et en partie corrompu, tellement qu'il ne puisse longtemps servir en laditte communauté, pourroit-il être tenu, tel que seroit ledit nau, sans aide de frais, de le retirer et poser sur son toit ; pourquoy recevroit-on l'intérêt et incommodité à raison de la caducité d'iceluy, avec la sujettion de le porter. Et autrement, si ledit nau étoit de grande longueur, et auroit été de naguères renouvellé et mis de neuf par les parties, à frais communs, sur ledit mur mitoïen, et même qu'il fût du tout garni de plomb, en sorte qu'il pourroit être de plus grande valeur que l'un des combles d'iceux voisins, sçavoir si celui y aïant moitié, voulant faire le surhaussement, seroit tenu de quitter laditte moitié dudit nau, et en donner tout le profit à ce voisin le retirant sur soy, pour luy être propre en particulier, ce qui pourroit avenir à plusieurs, lesquels ne demanderoient pas mieux que d'être contraint de retirer tel nau sur soy, le prix duquel pourroit être suffisant pour satisfaire aux frais d'abatre son comble et icelui réédifier en meilleur façon et usage, en sorte que ne seroit sujet à nau, et déchargé de l'entretenement et incommodité d'iceux ; lequel point n'est si étrange pour la résolution que le premier, d'autant que telle perte ne proviendroit de l'affection et contrainte du voisin auquel doit apertenir ledit nau, l'aïant retiré, ains à l'occasion du propre mouvement et volonté de celuy qui voudroit faire iceluy rehaussement, causant ainsy la sujettion totale audit voisin. Mais l'autre point seroit trop rigoureux, à vouloir astraindre ledit voisin à retirer le nau commun et mitoïen sur luy à ses dépens, étant ainsy de petite valeur pour sa caducité et corruption, sans être aidé aux frais, considérant la sujettion et incommodité venant d'iceluy nau ; de sorte que jugeant d'équité, ledit contraignant voulant faire ce changement, doit être tenu du moins pour moitié des frais dudit changement, fourniture d'un bon nau, et de tout ce qu'il y convient faire, desquels points cet article ne fait mention ; et fait seulement comme font les maîtres d'un métier, ordonne quelques pièces d'oeuvres pour chef-d'oeuvre à un jeune homme dudit métier, le contraignant, pour son expérience, de faire quelques pièces d'un édifice d'étrange façon, de laquelle puis après l'oportunité ne se trouve d'en faire de semblable, faute d'utilité ; ainsy ledit article a mis en avant, le prenant littérallement, une chose qui peut-être ne se pourra jamais faire à Reims, parce qu'il n'y a personne qui vueille effectuer ce fait avec telles difficultés, qui fait que cet article me semble inutillement rédigé, ne se pouvant entendre, comme ne doit être entendu, que de la seconde manière de nau, commun en réception d'eau, et propre et particulière à la sujétion, laquelle a été ainsy confirmée et approuvée par plusieurs avis de gens à ce connoissans ; par exemple quand il a été question entre autres, par nécessité, pour sa caducité, rebâtir le comble du devant de la maison où pend pour enseigne l'image Saint Lié, en la Couture, ne la put le propriétaire d'icelle refaire et redresser de plus grande hauteur qu'il n'étoit, à cause du nau posé du tout d'ancienneté sur ledit comble, du côté de la maison où pend pour enseigne le Mouton-Noir, auquel nau sont reçues de tout tems les eaux pluviales provenantes des deux toits, et par iceluy lesdittes eaux jettées en la rue, comme étant ledit nau commun et mitoïen en réception d'eau, mais propre et

fiers de l'eschevinaige qui ont le regard et gouvernement sur ladicte chaulsée, sur peine d'amende de soixante solz parisis.

particulier en forme de servitude, pour la sujettion à laditte maison de Saint-Lié; en quoy ledit propriétaire fit ce qu'il put pour la liberté et commodité de son nouvel bâtiment, se pensant même aider du titre de cet article, afin de faire retirer le nau sur le comble de laditte maison du Mouton-Noir; il ne perdit que ses peines, avec les frais qu'il avoit causé encourir sur ce fait, et craignant plus grands frais qu'il eût pu soutenir sur cette difficulté, se contenta des raisons à luy données, et en accorda sentence confirmant la jouissance et l'usage ancien dudit nau, comme étant tenu à la réception des eaux de son voisin en cet endroit; ce que je trouve toutefois, sans préjudice à tel droit, chose assez rigoureuse, d'être astraint à cette sujettion de ne pouvoir, en cas de nécessité, réédifier son bâtiment plus haut qu'auparavant, et contraint par caducité avec grands frais le rebâtir d'une si incommode façon qu'il étoit, faute de le pouvoir hausser et élever au préjudice d'icelle réception d'eaux; mais se convient contenter comme étant ainsy assujettis de droit par vraye tolérance de tems immémorial, et qui voudroit s'opiniâtrer, se mettroit en danger d'y consommer en frais la valeur de l'un des héritages, pour quoy tels procès sont très dangereux; sage qui les obvira. Auquel article fait encor une autre amusette, disant : *mais si par après ledit autre voisin veut hausser et bâtir à l'égal de sondit voisin, faire le pourra, en contribuant et païant la moitié de la dépense dudit mur, et raporter ledit nau sur le mur mitoïen qui sera commun entre eux comme il étoit auparavant*; qui est long discours, clause sans effet, car où est le lieu où cela est jamais avenu? et si n'y a aparence que peut-être n'aviendra jamais. Quelle occasion aura celuy qui voudroit puis après rehausser son bâtiment, pour s'assujétir à le hausser justement à la hauteur du premier rechaussé, pour y reposer le nau qu'il auroit à soy sur le mur commun et mitoïen, et pour demeurer tel comme il étoit auparavant? il choisiroit plustôt le moyen libre pour la construction volontaire de son bâtiment; et iceluy faire réédifier à sa volonté, selon ses commodités, peut-être comme est le mellieur, d'une façon sans nau, ou en tout cas se servir encor dudit nau, si de telle façon le vouloit réédifier, sans derechef se mettre en la peine servile de communauté d'icelui nau, considéré que rien n'est en communauté sans encourir difficulté, et encor à la sujettion de grands frais pour iceluy nau proprement racommoder, avec le racordement nécessaire des deux gouttes, et d'ôter le nau que le premier haussant auroit mis sur soy, qui seroit inutile, de sorte que les deux voisins seroient incités à se priver l'un l'autre de chacun recevoir les eaux endroit soi, qui seroit le plus assuré expédient aux parties, joint qu'il ne conviendroit toucher en la couverture du comble qui auroit premier surhaussé, d'autant que faisant ledit surhaussement, il auroit garni et accommodé sa couverture d'un nau recevant ses eaux à luy propre et particulier; et si en faisant ledit surhaussement, il auroit, comme luy seroit loisible, fait édifier son comble d'une façon non sujette au nau, et par conséquent élevé un pignon entre luy et son voisin, comment se pourroit faire que l'autre voisin rehaussant le sien puisse raporter ledit nau sur le mur mitoïen pour être commun entre eux, comme il étoit auparavant? notable clause! et se dement soy-même, disant : *faire le pourra en contribuant et païant la moitié de la dépense dudit mur*; or convient seulement dire, la moitié du par-dessus du revers que le voisin auroit été contraint faire en tirant le nau sur luy, d'autant qu'il auroit jà païé moitié dudit mur jusqu'à la hauteur dudit revers. Davantage raportant, si faire se pouvoit, ledit nau sur le mur commun et mitoïen pour demeurer tel comme il étoit auparavant à la réception des eaux des parties, seroit retomber sur laditte difficulté,

sçavoir, si ledit nau étoit alors défectueux et en partie corrompu, celuy qui le doit ou veut reposer seroit reçu à le fournir de telle qualité, pour puis après être chargé le voisin à la rénovation et entretenement d'iceluy pour moitié; et particulièrement si ledit nau étoit de telle valeur que devant est dit, augmenté et enrichi par le possédant, s'il seroit contraint le fournir tel pour en donner moitié et servir en commun, et plusieurs autres difficultés qu'on pourroit aporter. Qui voudroit se mettre en peine d'effectuer iceluy article, si mal à propos couché, ne servant qu'à troubler l'entendement de ceux qui auroient telles affaires en main? de manière que pour faire bonne résolution de tout ce discour sur cedit article, et sans avoir égard à tout ce qui est contenu en iceluy, convient s'arrêter sur deux points, sçavoir : que le nau posé d'ancienneté sur le toit du comble d'une maison, au vu et su du propriétaire d'icelle, et ledit nau, de tems immémorial, reçoit oculairement les eaux du comble du voisin, d'une façon et conduit non innové, et comme de la construction première des édifices contigus, doit ledit nau demeurer en tel état, commun en réception d'eaux, et propre et particulier par forme de servitude, pour la sujettion, à celuy sur lequel il est ainsy de longtemps posé, et [qui est?] tenu seul de l'entretenement, s'il n'y avoit titre au contraire, ou que du consentement commun, pour obvier à la sujettion réciproque provenant de l'usage dudit nau ainsy commun en réception, aportant plusieures incommodités, et avec quelque modération accompagnée de discrette récompense l'un envers l'autre, si besoin étoit, selon le jugement des gens à ce connoissans, les parties se missent en liberté pour la réception particulière de leurs eaux, afin de pouvoir librement, quand besoin sera, démolir, changer, et rehausser chacun ses édifices selon leur volonté, sans être assujettis l'un envers l'autre, ce qui seroit le plus expédient pour entretenir la paix et obvier aux procès; autrement conviendroit conclure à la démolition et changement d'une partie des édifices qui sont audit Reims, voire des plus anciens, où sont telles commodités et incommodités de tout tems tolérées.

[*Sur les art.* 360, 361.] Quant au commencement de cet article, et jusques passé le milieu d'iceluy, me semble couché d'équitable avis, et de facile intelligence, comme est nécessaire à gens de métier, à la connoissance des gens de métiers desquels on prend l'avis sur les difficultés qui se présentent sur les bâtimens; sauf toutefois que sur ce, faut entendre quand il permet *le voisin de contraindre à faire pour moitié le mur et édifice corrompu d'entre luy et sondit voisin, et d'en payer selon son ébergement, et pour telle portion que les parties peuvent avoir audit mur et édifice mitoïen*, qu'il est besoin de sçavoir, premièrement, si ledit mur n'auroit été corrompu par celuy qui le pourroit avoir surchargé par la trop grande hauteur de son bâtiment, pourquoy ledit mur n'étoit alors suffisant pour telle recharge; en ce cas le voisin qui auroit petit bâtiment contre et dans iceluy mur, ou qui n'y auroit que clôture, ne seroit tenu contribuer à la réparation et réédification d'iceluy mur, et se doit réparer du tout aux frais de celuy qui l'auroit ainsy surchargé; pourquoy sur ce convient clauser, disant : *pourvu que ledit mur ne fût corrompu par bas pour avoir été surchargé et par trop haussé par l'un desdits voisins*. Mais tirant sur la fin de cet article, j'y trouve une grande absurdité et chose inutilement couchée, disant : *et où ledit voisin, sommé de contribuer aux frais, seroit refusant de ce faire, six mois après laditte sommation dûment faitte, demeurera ledit mur propre à celuy qui l'aura fait et construit de nouvel, ou fait refaire, si bon lui semble*; d'autant que cela ne s'est jamais pratiqué, et ne se doit pratiquer; car si un mur mitoïen se trouve corrompu par caducité, ou débile construction, sans être intéressé plus de l'une desdittes parties que de l'autre, et en péril des planchers qui font séparation d'entre les chambres de l'un, et les chambres ou greniers du dessus de l'autre, c'est chose

raisonnable et notoire qu'il se doit réédifier à frais communs, et chacun pour moitié à ce faire peut l'un contraindre l'autre, selon son ébergement, outre la hauteur de clôture comprise, sans avoir égard à cette clause portant sommation pour la contribution, et à faute de ce faire demeurer ledit mur propre à celuy qui l'aura fait faire, clause, dis-je, sans raison ny à propos; car que servira à l'un de sommer l'autre pour, à faute de contribution, luy demeurer ledit mur propre, vu que cela ne peut empêcher que ledit mur ne serve de clôture audit non contribuant, [qui ?] soit qu'il ait bâtiment contre, ou que ce soit simple clôture de cour ou de jardin, ne demandera pas mieux, pour être exemt de moitié de telle réédification ou réparation, de consentir qu'il luy soit délivré acte de la sommation, et en laisser par opinion la propriété dudit mur à celuy qui voudroit ainsy seul refaire, tellement que telle clause, encor qu'ellé soit autorisée et ajouttée de nouvel, est superflue et inutillement couchée, ne servant que d'ombrage pour obscurcir l'intelligence du sujet pour lequel ledit article est mis en avant; comme pareillement est inutile semblable clause contenue à la fin de l'article suivant, 361, d'autant que ce n'est qu'un même sujet, portant pareil abus, et mal à propos admis et ajoutté de nouvel; et pour ôter les ambiguités d'icelle clause, et en donner facile résolution, suffit de s'arrêter sur ce que tel voisin doit être contraint à la contribution, sans être reçu à quitter le droit de la muraille, d'autant qu'elle ne se peut réédifier sans luy servir de clôture, ce qui est confirmé en la coutume de Paris, article 209; et par ce moïen tout ledit article 361 est quasi de nul effet, composé de grands discours, ne servant seulement qu'à donner la mesure et hauteur ordinaire des clôtures mitoïennes, selon lesquelles les voisins se peuvent contraindre l'un l'autre à la contribution pour moitié, sçavoir: jusqu'à douze pieds de roi à rez-de-chaussée outre et dessus les fondemens èsditte cité et ville, et jusqu'à neuf pieds ès fauxbourgs d'icelle, qui est un point bien arrêté, sans [*sic*, sauf?] les considérations cy-après, en traittant de bailler place pour clôture.

[*Sur l'art.* 362.] Je trouve en iceluy article une grande contrariété, disant: *Il est loisible à un voisin hausser à ses dépens le mur mitoïen d'entre luy et son voisin, si grant que bon luy semble, et se loger, et édifier en iceluy, sans le consentement de sondit voisin*, ce qui est raisonnable, mais se contredisant les mots suivants, *en païant la moitié d'iceluy mur mitoïen*. Cette contrariété est aisée à juger; car si ledit mur qu'il peut hausser à ses dépens est mitoïen, comme il le dit, il ne doit être tenu d'en payer aucune chose, cela est clair et notoire; et ne sçais où avoient l'entendement ceux qui ont ainsy couchés cet article, d'autant que véritablement chacun peut hausser à ses dépens, sans autres frais, le mur mitoïen d'entre luy et son voisin, si haut que bon luy semble, et pour ce faire, le découvrir, se loger et édifier en iceluy sans le consentement de sondit voisin, *s'il n'y a titre au contraire*, et *pourvu que ledit mur soit suffisant et fort pour ce faire*, d'autant que cet article commence, disant: *Il est loisible à un voisin*, etc.; et pourroit avenir qu'il seroit alors suffisant pour la charge de sa hauteur, mais n'étant suffisant pour porter la charge du haussement qu'on prétend faire en ce cas, celuy qui le voudroit hausser doit être tenu le démolir du tout, et le réédifier de neuf de suffisante force, sans être tenu le voisin de contribuer, combien que ledit mur doit demeurer mitoïen comme il étoit auparavant, selon l'ancienne hauteur, et si ne doit le réédifiant, sans le consentement de son voisin, sans [*sic*, s'en?] aider à se loger autrement que d'une muraille commune et mitoïenne, suposé que ce qui la répute telle, est qu'elle est prise et construite sur la place commune entre les parties; et doit être encor tenu ledit réédifiant et surhaussant, de dûment recouvrir ledit mur, et de réparer ce qu'il pourroit détériorer de la couverture, ou autre chose, du bâtiment voisin, si bâtiment y avoit contre et dans ladite muraille; et

saillye avant qu'il l'abatte, il est tenu de faire prendre les mesures par

où après ledit voisin voudroit hausser son bâtiment, et s'aider dudit surhaussement, doit être tenu rembourser moitié dudit surhaussement, selon sondit bâtiment, à dire de gens à ce connoissans, et encor moitié du prix de la mieux-value de laditte muraille au-dessous dudit surhaussement, qu'elle auroit coûté à faire de neuf par le premier, si rebâtie avoit été depuis peu de temps, lorsque ledit voisin voudroit aussy rehausser sondit bâtiment; et n'aiant un bâtiment contre laditte muraille, et y en voudroit construire et s'aider d'icelle, ne doit être tenu à la contribution que pour moitié du par-dessus de clôture, selon les mesures que dessus, n'étoit qu'elle eût été rebâtie renouvellement (*sic*), pour en être tenu.

[*Sur l'art.* 363.] A juste cause cet article a été continué et aprouvé pour coutume, d'autant que la nécessité pour l'usage du sujet est grande; car on ne se pourroit, sans grande difficulté, réciproquement loger et édifier, n'étoit la permission donnée d'iceluy, et que d'autant qu'il n'est permis de mettre sommiers à plein mur sans le consentement du voisin, seulement pour les mettre à demy-mur, ne se peut revêtir et poser sans percer l'une des murailles mitoïennes d'une part ou d'autre; pourquoy discrettement il donne liberté de les pouvoir percer par ces mots, *il est loisible*, s'entend sans le consentement du voisin, ny être tenu envers luy d'aucun congé, comme l'ont voulu plusieurs ouvriers par ignardise contredire, disant qu'il falloit demander congé au voisin pour ce faire, qui est opinion mal fondée et sans raison, comme avint un jour en présence de gens de justice, où convint débatre cette ignarde opinion, revenant de quelque visite fondée sur cette difficulté, moi quatrième, sçavoir, deux massons, et deux charpentiers, desquels j'étois le moindre, disputant de ce fait par mes trois compagnons contre moy, maintenant par eux qu'il falloit demander congé au voisin de pouvoir percer le mur mitoïen pour revêtir et poser sommier seulement à demy-mur, moi soutenant le contraire alléguant ces mots : *il est loisible;* et pour ce que lesdits trois, mes compagnons, étoient respectés et tenus pour des plus expérimentés, encor qu'ils ne sçavoient lire ny écrire, alléguant que l'un des voisins peut dire : « percez-la de l'autre côté, et non du mien, » chose ridicule, car l'autre en pourroit dire de même, pourquoi n'y auroit de liberté; en la præsence des gens de justice fus quasi déclaré opiniâtre, voulant gagner contre l'avis des trois autres, et pour obvier à l'exubérance, et me fortifier, fus contraint faire gageure pourchapatoire, ce qui fit différer le jugement au lendemain, où me fut déclaré par les présens au débas, après s'être informés du fait, que j'emportay gain de cause. On peut connoître combien il est dangereux s'arrêter à la définition de gens mal expérimentés qui ne sont pas lettrés, et n'ont jugement naturel, principallement quand il est question de résolution sur les difficultés des servitudes et drois réels ainsy occultes et inexpliqués, où convient y aporter un bon jugement, lequel ne se peut donner avec les circonstances requises, si ce n'est par l'ouverture de la science et lecture, et d'une assurée et artificielle pratique. Nonobstant cette nécessaire liberté donnée par iceluy article, faut entendre qu'elle ne doit être si étroite qu'il ne soit convenable d'y observer un point à ce nécessaire, c'est à sçavoir, qu'il est plus que raisonnable, fondé sur le respect réciproque, d'avertir le voisin sur ou contre lequel on voudroit percer ledit mur quoique mitoïen, non pour lui demander congé, mais pour détourner de son côté ce qui pourroit périr, en peine de tous dépens, dommages, et intérests, contre celuy qui l'auroit indiscrettement ainsy fait; car pourroit avenir qu'on feroit telle percée au droit d'un buffet chargé de vesselle prétieuse et délicate, ou autre chose, dont la fraction seroit de grand dommage, et en plusieurs autres endroits où ledit voisin pourroit recevoir grande perte et incommodité, faute d'avertissement préalable; pourquoy, avec l'obligation et l'amitié due au voisin, est raisonnable de l'avertir de la nécessité de telle

les greffiers de ladicte chaulsée; et, ce faict, il peult abbatre et refaire

percée, tellement qu'il est convenable d'insérer audit article cette clause, disant : *de quoy faisant avertir le voisin, pour détourner ce qui pourroit de son côté périr*, comme disertement est confirmé en la coutume de Paris, article 203 et 204; et si on doit après dûment réparer ce qui avoit [*sic*, auroit?] été percé et détérioré, et le tout remettre en l'état qu'il étoit, aux dépens du déparant.

[*Sur l'art.* 364.] Encor que cet article soit couché et inséré en la pluspart des coutumes, tant de la ville de Reims qu'autres, mentionnées au livre où la coutume de Reims est écrite, et même en laditte coutume de Paris, si est-ce que le contenu en iceluy article est de petit effet, n'étant guères en usage à cause des incommodités et sujettions qu'il y convient observer pour la commodité qu'on en peut tirer; car se trouve peu de bâtimens ou édifices audit Reims, ayant nécessité d'en tirer vues, qui soient disposés aux conditions requises pour pouvoir prendre vues de la façon mentionnée audit article, d'autant que les étages desdits bâtimens ne sont ordinairement que de neuf à dix pieds de hauteur, de sorte qu'il n'y a moïen aux étages ordinaires de rez-de-chaussée y prendre telle vue. Où l'étage auroit jusqu'à douze pieds de hauteur, la vue qu'on y pourroit prendre au-dessus de neuf pieds de hauteur donneroit peu de clarté au bas de l'édifice où elle seroit prise. Vray est qu'il diminue la mesure y en prenant au second étage, aussy de coutume le second étage se fait de moindre hauteur que le premier; et si la commodité qu'on reçoit de telles vues aporte aussy incommodité à celuy qui la possède, comme est cy-devant déclaré au premier article, outre ces telles vues ne sont stables, ny assurées, d'autant qu'on est en danger, chacun jour, d'être privée d'icelle vue, comme est déclaré sur la fin de cet article, par lequel il est permis au voisin, en bâtissant contre, de les boucher; et si faut bien noter ce qu'il dit, *le tout à fer et verre dormant*, c'est-à-dire qu'on ne peut prendre vue, encor qu'elle fût à la hauteur y mentionnée, que la percée ne soit garnie de barreaux de fer propres à la deffense d'y pouvoir passer chose au préjudice des parties, selon qu'il est disertement expliqué en laditte coutume de Paris, article 201, disant : *Fer maillé, est treillis dont les trous ne peuvent être que de quatre pouces en tout sens et verre dormant est verre attaché, scellé en plâtre, qu'on ne peut ouvrir*. Mais convient bien considérer que lesdits fer et verre dormant se doivent poser en la percée, au point mitant de l'épaisseur de la muraille, suposé qu'elle soit mitoïenne, comme peu s'en trouve d'autre, ou dedans soit, afin qu'en tirant par ce moïen vue par clarté seulement, on ne puisse faire vue oculaire dans l'héritage voisin duquel telle vue est tirée, c'est-à-dire qu'on ne puisse regarder ce qui se fait en la maison du voisin; et il seroit plus expédient de trouver autre moien d'avoir vues à ces conditions, d'autant que peu s'en font sans difficultés et débats entre les parties; considéré aussy que par laditte coutume de Paris, article 199, telles vues ne se peuvent prendre en mur mitoïen, par l'un des voisins, sans l'accord et consentement de l'autre. Sur lesquelles formes et façons de vues plusieurs en abusent, voulant prendre vue par créneaux, et percés, sans y garder les hauteurs contenues audit article, feignant y mettre et poser verres dormans, ce qu'ils ne font, pourquoy telles vues sont entreprise intolérable, et peut-on contraindre à les boucher et remplir, en sorte qu'il n'y demeure aucun vestige; car par la tolérance de tels créneaux et percées, sans l'observance des hauteurs requises, et sans fer et verre dormant, on les pourroit à l'avenir prendre pour marque signifiant que la muraille où elles sont prises apartiendroit du tout à celuy auquels lesdittes percées serviroit, comme quasi le veut montrer l'article 355, si cette marque devoit être reçue pour ce fait.

[*Sur l'art.* 365.] Pour la liberté et droit de communauté que les parties ont réciproquement en une muraille mitoïenne, cet article, les voulant régler, donne à entendre le moyen

ladicte saillie, ou autre édifice saillant sur rue, en l'estat qu'il estoit, sans

de s'en pouvoir aider et servir, à mettre et asseoir au dedans d'icelle, chacun de son côté, sommiers et doubleaux ; c'est à sçavoir, qu'il ne permet à nul de les poser en icelle que jusqu'à la moitié de l'épaisseur et point du milieu dudit mur, en le rétablissant, lesquels mots il n'oublie, le réitérant à la fin d'iceluy ; mais sur ce qu'il dit, *il n'est loisible,* se doit toujours entendre : sans le consentement de son voisin, combien qu'il ne soit déclaré audit article ; quoy faisant, convient faire sous iceux bouts de sommiers, bons échamels de pierre, blocaille, ou craye, au cas que la muraille fût faitte de carreaux de terre, lesquels échamels de tels matériaux suffisent selon l'usage du païs ; et quant aux courbeaux de pierre de taille, qui seroient mis et posés sous lesdits bouts de sommiers, faisant lesdits échamels, et depuis la construction première d'icelle muraille, comme il aidoit [*sic,* est dit?] faire, c'est chose inutile, ne fortifiant de rien, ains nuisible à cause de la saillie ; ou faudroit qu'il fût de longueur à l'épaisseur d'icelle muraille, avec ladite saillie, pour valider, et pour lequel mettre et assurément poser, conviendroit percer la muraille entièrement, pour iceluy massonner, et charger sur le dernier, afin de le tenir sans pente ; autrement en vain il seroit mis et posé, et ne serviroit que de trois choses, sçavoir : d'ombre, de nombre, et d'emcombre. Mais bien le meilleur moyen pour la construction d'icelle muraille [seroit?] de permettre que lesdits sommiers fussent mis et posés en plein mur, n'étoit qu'il y eût de côté du voisin une cheminée, ou autre empêchement légitime et non léger ; car pour peu d'incommodité qu'il pourroit recevoir, ou de percer laditte muraille, en réparant incontinent en cet endroit, ne doit le voisin refuser la permission de mettre lesdits sommiers en plein mur, à la charge d'autant, pourvu que l'intérest ne soit grand ; et c'est le profit des parties, fortificatifs et conservatifes d'icelle muraille.

[*Sur les art.* 366 et 367.] Si selon la lettre, simplement, cet article étoit pris, et avoit lieu sans considération de raisons contradictoires données aux discours précédents, et signamment sur l'article 350, comme devant est dit, ce seroit journellement mettre en contention une grande partie des maisons de Reims, auxquelles sont plusieurs sujetions l'une sur l'autre tolérées entre les parties, tant par ancien partage que par destination de père de famille, et autres moyens susdits ; et ne se doit prendre à la rigueur d'iceluy, disant : *à quiconque apartient le sol, c'est-à-dire l'etage du rez-de-chaussée, apparticnt le dessous du sol, s'il n'y a titre au contraire ;* et se convient modérer d'une partie [*sic*, petite?] clause en continuant, disant : *ou chose æquipolent à titre, ou qu'il y eût sujettion réciproque :* car se trouvera à Reims grand nombre de maisons desquelles la jouissance n'est entière, tellement qu'à un apartient le dessous, à l'autre apartient le dessus, et aucune fois à un troisième apartient le mitant, et en aucunes se trouve que celuy à qui apartient l'étage du rez de-chaussée, n'a autres droits en laditte maison ; et ne laisse de jouir paisiblement ensemble chacun de leur part, sans en avoir titre, ny écrit, comme étant ainsy partagé ou destiné d'ancienneté, tellement que qui voudroit révoquer en doute telle possession et jouissance, ce seroit nier la destination de père de famille, et la rendre de nul effet, car c'est principallement à tel point qu'elle a force, et est reconnue ; sans le secours de laquelle grande partie des bâtiments se mettroit en combustion, et en faudroit beaucoup ruiner et changer, tant par contrainte qu'autrement ; pourquoy ne se faut fier ny assurer audit article ainsy qu'il est couché, ny au 367ᵉ, qui porte pareils termes, pour empêcher plusieurs possédans et jouissans de quelque partie d'une maison partagée. Et quoy qu'on trouvât la proposition bonne, si est-ce que la conséquence ne vaut rien, comme se connoît par l'article 367, disant : *de faire cave, puits, aisance, orde fosse, souci et autre chose licite.* Si à un seul homme apartient ainsy le tout d'une maison,

en demander autre congé pour ce faire aux officiers où l'édifice se faict.

sçavoir : le sol, qui est l'étage du rez-de-chaussée, avec le dessous, qu'est-il besoin d'embarbouiller la coutume en cet article, luy donnant le pouvoir d'y faire *cave, aisance, orde fosse, souci, et autre chose licite*, n'étoit qu'il voulût entendre qu'à quiconque apartient ledit sol, apartient le dessous seulement, d'autant que c'est autre chose du dessus que le dessous pour la jouissance, au cas qu'il y eût audit dessous quelques creux furtivement et occultement entrepris par le voisin, et non d'une façon requise à la vraie possession, lequel creux, en ce cas, il pourroit, à juste cause, le faire perdre à celuy qui l'auroit fait, et par luy en jouir comme de son propre; cela suposé, faut conclure que plusieurs creux, principalement pour caves, qui sont au-dessous de la maison et de l'étage du rez-de-chaussée, ne sont intolérables, étant de la façon requise à la possession et jouissance d'ancienneté, et par destination de père de famille, voire même tolérées sans titre; et par conséquent celuy auquel apartiendroit ledit étage du rez-de-chaussée ne pourroit faire cave, puits, aisance, orde fosse, souci, ny autre chose, au præjudice de telle cave et creux ainsy apartenant à son voisin; voilà comme tels articles sont embrouillés, mal couchés et rédigés; et qui voudroit les prendre littérallement, malaisément s'en pourroit retirer. Et à quiconque apartient ledit sol dessus et dessous, c'est-à-dire le tout, y pouvant ainsi faire cave, puits, aisance, etc., ne peut toutefois être astraint de les faire de si grande distance de dix pieds du puits de son voisin, s'il ne luy plaît, d'autant qu'il peut être que son édifice et héritage est de petite largeur et contenance; pourquoy il ne pourroit laditte mesure observer; mais suffit, faisant orde fosse et soucy, l'approchant plus près du puits que laditte mesure, faire bon et suffisant contremur, de bons matériaux et bon mortier, de deux pieds d'épaisseur pour le moins, et de la hauteur à ce nécessaire; considéré aussy que par laditte coutume de Paris, article 191, on peut faire aisance et privé contre un mur mitoïen, pourvu qu'il y ait un contremur d'un pied d'épaisseur entre deux; tellement que c'est chose vraye [*sic*, vaine?] de dire : *pourvu que lesdittes aisances, orde fosse, soucy, et chaussée d'iceux, soient distans de dix pieds du puits de son voisin.*

[*Sur l'art.* 368.] Combien que cet article, comme plusieurs autres, a été de nouvel introduit, selon que dit ledit procès-verbal, si est-ce qu'il a été inventé et mis en avant avec peu de considération et intelligence, disant : *Contre le mur, four, ou forge, d'un boulanger, maréchal, et autres personnes, joignant un mur commun et mitoïen, doit avoir un contremur d'un pied d'épais pour le moins*; d'autant qu'il faut faire distinction d'entre le danger et dommage que peut apporter dans la muraille mitoïenne un four de boulanger, pain-d'épicier, et autres semblables, contre la forge d'un maréchal, taillandier, serurier et autre de pareil métier; car un four de boulanger et semblables, le feu et chaleur d'iceluy y étant assidument, est partout environnant ledit four, tellement que la muraille mitoïenne entre deux voisins, contre laquelle il seroit journellement échauffé, [seroit?] conséquemment sujet à se manger et miner, selon que [le feu a?] la propriété de consommer; et y auroit danger s'il n'y avoit opposition par le moyen d'un bon contremur contre la muraille, et par la continuation de la chaleur, d'avenir grand inconvénient. Pourquoy le voisin peut constraindre d'y faire, entre le creux d'un mur, et le parement du côté d'iceluy d'une muraille mitoïenne, un bon et suffisant contremur de l'épaisseur d'un pied pour le moins; encor ne se peut faire que laditte muraille n'en reçoive diminution. Mais ayant peut-être égard à la nécessité du métier, et considéré que plusieurs maisons se trouveroient incommodées pour y construire des fours, et y loger boulangers, et semblables, s'il convenoit en telle sorte poser lesdits fours que laditte muraille n'en fût aucunement échauf-

375. [xxvi.] Quiconques veult édifier audict Reims, et en faisant les [485]

fée, à cette cause a donné la sujettion modérée d'y faire, comme se doit entendre, les fours, et le parement d'icelle dudit côté, un contremur d'un pied d'épais pour le moins, ce que je trouve raisonnable et non tortionnaire, pour obvier aux inconvénients qui en pourroient arriver, tant aux particuliers qu'au public; mais de faire comparaison de la forge d'un maréchal, taillandier, et autres semblables, à un four de boulanger, et pareil métier, pour la sujettion et dégât que pourroit faire l'un et l'autre, n'y a aucune apparence, et sont grandement différens; car ordinairement le feu d'une forge n'est qu'en un seul petit endroit, la chaleur se dilatant seulement au soupirail, ne se conservant en icelle forge, à cause qu'elle est faitte à jour, et airée, tellement que laditte chaleur n'est enclose ny retenue en icelle; qui plus est, le lieu tout petit qu'il est où on fait le feu, n'est jamais contre ny tourné du côté de la muraille mitoïenne, et se fait contre le pignoneau de la forge, du côté de la souflerie, qui est le plus souvent au milieu de la place où est laditte forge; en sorte que ordinairement le feu d'icelle est du moins deux ou trois pieds arrière du parement d'icelle muraille mitoïenne, pourquoy ne peut être offensée par le feu de laditte forge, ny par la chaleur d'iceluy; seulement peut être sujette à être noircie en quelques petits endroits par la fumée dudit feu, et signamment quand il opère par l'usage de la houille, appliquée au lieu ou mélangée par le charbon, laquelle couleur ne peut endommager icelle muraille, contre laquelle pour ces causes et considérations que dessus n'est besoin d'y faire de contremur, ou du moins ne seroit si nécessaire, sans comparaison, qu'entre le four et laditte muraille. Et encor, à prendre à la rigueur de la lettre, faudroit qu'il y eût entre l'épaisseur de la massonnerie d'un four qui est de tuille, et le parement de la muraille mitoïenne, ledit contremur d'un pied d'épaisseur pour le moins, disant : *contre le mur, four, ou forge, d'un boulanger*, etc.; et pour le mieux entendre au lieu de ce premier mot, *contre*, on doit dire *entre le mur*, signifiant que laditte épaisseur du contremur, d'un pied pour le moins, se doit observer entre le dessous desdits tuilleaux, hors le creux dudit four, et contre laditte muraille mitoïenne. Toutefois, par observance de mon tems, on s'est toujours contenté, en cas de contention, d'y faire un contremur d'un pied d'épaisseur à prendre au parement des tuilleaux du dedans dudit four, et jusques contre le parement de laditte muraille mitoïenne; et en telle difficulté on y doit discrètement procéder, d'autant que pour la nécessité du fait n'est requis tenir rigueur, et y doit-on aporter les raisons et soumissions requises à la conservation du droit et commodités réciproques des parties, sans se contredire aigrement, ains s'aider l'un l'autre, tant qu'il sera possible.

[*Sur l'art.* 369.] Par la considération de cet article, on peut aisément connoistre que l'observant littérallement, c'est-à-dire qui voudroit faire simplement le contenu en iceluy, sans avoir égard à ce qui pouroit avenir, il seroit facile d'en abuser, et pour lequel abus maintenir, s'aider même de la lecture et signification de la lettre d'iceluy, disant : *Le fossé qui est entre deux pièces de terre, apartient à celuy sur lequel est le rejet d'iceluy fossé, et si la terre étoit jettée d'un chacun côté, le fossé seroit réputé commun*; car combien sont de manouvriers faisant fossé, tous pauvres gens ignares, qui n'ont la connoissance de la conséquence du rejet de la terre d'un fossé qu'ils pourroient faire, pour être jetté d'un côté, ou d'autre, seulement, ou de tous les deux côtés; et quand s'en trouveroit de si expérimentes et entendus en ce fait, si estce que par malice volontaire ils en pourroient abuser faisant un fossé du tout sur une pièce de terre, et jetter le rejet d'iceluy de côté, ou d'autre, ou le faisant par le mitant de l'entre-deux, jetter la terre tout d'un côté; tellement que cette simple marque n'est assurée pour la conservation du droit des parties. Et suivant plusieurs articles cy-

édifices faict faire les caves, il doibt faire les fondemens bons et suffisans,

devant traittés, quand il est question de la confirmation de l'observance du sujet d'iceluy, la maintient avec quelque condition réservée, disant : *S'il n'y a titre au contraire*, ou *si tel mur est mitoïen*, ou de semblable clause, pour la modération desdits articles ; ce qui a été omis en cet article, lequel doit être du moins modéré de cette exception, disant : *d'autant qu'étant les présens voisins bornés sur le lieu de la séparation d'icelle, le fossé, ny le rejet d'iceluy, soit bien ou mal fait et rejetté, ne doit empêcher ny faire contre le droit de la séparation représentée par les bornes, étant de qualité pour être réputées vraies bornes*. Donc cet article se trouve fort crû, n'ayant grande force, ains simplement fondé sur la volonté d'un pauvre ignare manouvrier quelquefois mal conduit, et moins assisté des parties ayant cause, joint que tels fossés ne se font principalement à cette fin pour désigner proprement la séparation de deux pièces de terre voisines, mais se font ordinairement pour empêcher le charrois, chemin, et marche-pieds, de préjudicier à icelles pièces, signamment quand elles sont empouillées, lesquels fossés sont sujets à souvent se renouveller, d'autant qu'en peu de tems ils se peuvent remplir. Et pour obvier à la difficulté qui pourroit encourir d'un tel fossé, fait peut-être au præjudice de l'un ou l'autre pour s'en vouloir prævaloir, selon ledit article, le plus expédient est de faire éborner les entre-deux des héritages contigus et voisins, afin de n'avoir égard à tel fossé servant seulement pour la conservation d'iceux héritages, et opposition aux dégâts qui se pourroient faire par les charrois, chemin, et marche-pieds, et non pour remarque certaine dénotant la séparation des deux héritages joignant l'un l'autre.

[*Sur l'art.* 370.] On ne peut connoistre si l'intention de ceux qui ont mis cet article en avant, étoit qu'il fût pratiqué et observé selon qu'il est dicté littéralement ; et le doute qu'on en peut avoir [vient?] de ce qu'ils ont ainsy par ci-devant couché plusieurs articles, lesquels convient entendre d'un autre sens qu'ils ne sont écrits, en quoy se découvre grande absurdité, d'où on connoît qu'ils les ont dits comme gens non de l'art requis à la connoissance du sujet d'iceux. Mais semble ce présent article couché avec considération requise pour aucunnement favoriser à aucuns ayant quelques héritages, n'étant pour cela des plus aisés, et les désobliger de la rigueur qu'on leur pourroit tenir à la contribution des frais pour moitié de quelque clôture, lorsqu'ils n'en auroient la commodité et moïen de ce faire, selon les mesures ci-mentionnées, disant : *si aucuns ayant héritages ne peut contribuer à faire clôture*, sur quoy convient noter qu'il ne dit : *si aucun aiant héritage ne veut contribuer*, mais dit : *ne peut*, seulement, alléguant une impossibilité pour laquelle on ne doit être forcé et tortionné, mais en cas de nécessité pourvoir de quelque autre moyen plus facile, avec bonne considération, selon l'avis de gens de bien, et pour cette impossibilité. Ne doive toutefois être exclu de la contrainte par la contribution de la moitié d'une clôture mitoïenne qui seroit à faire entre deux voisins, un qui auroit moïen de ce faire, [ains?] y doit être contraint, si bon semble à l'autre voisin qui le requéreroit, d'autant que l'option portée audit article ne se doit entendre être donnée qu'à ceux qui n'ont la puissance de ce faire, disant : *si aucun aiant héritage ne peut contribuer à faire clôture*, ce qui est encor confirmé par ces premiers mots, *si aucun* ; ne dit : *si ceux aiant héritages*, démontrant une spécialité requise à la connoissance et la qualité d'iceluy auquel il entend donner l'option, et non indifféremment à tous ; et modérant sur laquelle impossibilité, soit en héritages, tant dedans que dehors la ville, dit : *il sera quite, si bon lui semble, de bailler de la place à l'estimation raisonnable, que le mur pourra coûter*. Il est à noter que cet article n'entend parler de clôtures qu'il conviendroit faire ès lieux, où y en auroit été autrefois fait, desquels les vestiges seroient apparentes, y étant

et monter la muraille à ses despens jusques au rez de la chaulsée; et

encor réservé les fondations, ou quelque partie du pied de l'ancienne clôture, d'autant que telle espèce de clôture est réglée cydevant en l'article 361, faisant mention de la ruine d'un mur mitoïen, de toute ancienneté déclos, lesquels sans doute se doivent refaire, et par contrainte de l'un contre l'autre, à frais communs, selon les hauteurs y contenues, et pour tel droit que les parties ont audit mur. Mais entend seulement parler de deux héritages contigus entre lesquels n'y auroit encor eu clôture pour la séparation d'iceux, et l'un les voulant séparer, luy étant loisible contraindre l'autre, comme faire ce peut, le contraint de la qualité que dessus, ne pouvant contribuer, sera quitte, si bon lui semble, de bailler de sa place à l'estimation raisonnable que le mur poura coûter; où faut de près considérer principalement sur ce mot, disant : *à l'estimation raisonnable que le mur pourra coûter*, sans dire, *par moitié du mur*, voulant donner à entendre qu'il ne veut astraindre tous tenans et roiés de tels héritages, à la rigueur de contribuer pour moitié de clôture contre celuy qui la demanderoit, et la voudroit faire construire du tout, à frais communs; ce qui ne seroit, en plusieurs endroits, raisonnable, nonobstant la règle donnée par ledit article 361. Car il n'y a règle si étroite qu'il n'y ait quelque exception, et, le cas avenant, faut user de discrétion, ayant égard aux personnes, aux lieux, valeur et qualité des héritages dont seroit question, à cause qu'il se pourroit trouver que toute la place, et l'héritage de celuy qu'on voudroit constraindre à faire clôture où n'y en auroit encore eu, ne vaudroit le prix que pourroit coûter pour moitié la clôture prætendue à faire, s'il étoit contraint la faire à la rigueur de la coutume, et des hauteurs portées par iceluy article, pour être ladite place longue et étroite, tellement qu'il seroit par ce moïen contraint de quitter et perdre sa place s'il n'y étoit pourvu raisonnablement; pourquoy dit *à l'estimation raisonnable*, non tant pour égaler par estimation le prix de laditte muraille contre la valeur d'une partie de la place, que pour entrer à la considération équitable de la conséquence de ce fait; d'autant qu'il peut être que l'héritage du demandant clôture pourroit valoir dix ou vingt fois autant et plus que la valeur de l'héritage contigu, pourquoy ne seroit raisonnable que pour si petite valeur d'héritage, il fût contraint, pour la conservation d'un atenant de plus grande valeur, sans comparaison, contribuer pour moitié à la clôture entre les deux, selon la volonté du contraignant, ayant l'héritage de si grande valeur inégale à l'autre; ce qui a été de longtemps considéré, et dès ma jeunesse, comme l'ay receu de mes prædécesseurs ouvriers, voire expers de ma vacation, s'étant trouvés à ce appellé sur cette difficulté, d'un qui étoit sommé de contribuer à faire clôture pour moitié, de quelque place en jardin de cette ville, en lieu de petite valeur; et voyant que la place étant estimée n'eût pu valoir que les frais qu'il eût coûté à la construction pour moitié de la clôture demandée par le contraignant, et selon la hauteur portée par laditte coutume, pour quoy équitablement modérer, fut avisé, sans toutefois penser si l'un auroit héritage de plus grande valeur que l'autre, la considération de quoy n'étant encor en usage, que nonobstant la rigueur de laditte coutume, et sans y avoir égard, que laditte clôture se feroit par les parties à frais communs, seulement de la hauteur de six pieds, et non plus, s'il ne plaisoit à l'un ou à l'autre la monter plus haut à ses propres frais et dépens. Mais depuis peu de tems, sur cette difficulté s'est encouru une plus louable invention sur la considération requise pour la modération équitable de ce fait, par un procès intenté d'un nommé Curlu, jardinier, qui avoit un grand spacieux jardin, en largeur, contre et atenant d'une petite maison, et au derrière un long et étroit jardin dépendant pour le fond des 12 chartriers de Reims, toutefois détenu encor pour quelque tems viager d'une bonne veuve n'aïant grand moïen, lesquels jardins assis en lieu où n'avoit eu encor

de là en avant son voisin y sera tenu contribuer de telle mesure que

de clôture, d'autant que le lieu est aucunement aqueux et marécageux ; et étant laditte veuve contrainte par ledit Curlu, en partie à cause de quelque haine particulière, pour, au lieu d'une haie vive y étant entre deux, comme le lieu le requiert, contribuer à y faire une muraille de la longueur d'iceux jardins, par-devant messieurs les échevins de Reims, laquelle veuve y fut condamnée sauf son recours, la jugeant selon laditte coutume et sans autre considération ; de quoy voïant icelle veuve, et qu'elle n'étoit que simple détentrice à viager et non foncière de cet héritage, fit appeller les 12 receveurs chartriers comme vrais propriétaires, audit nom, pour prendre la cause pour elle et la dédomager, attendu qu'elle n'étoit tenue que de simple réparation, et non d'augmentation et mélioration, lesquels receveurs chartriers prenant la cause, se portant pour appellans de la sentence rendue par lesdits sieurs échevins, et par-devant monsieur le bailly de l'archevêché de Reims, qui étoit M. Pierre Robillart, offrirent de contribuer à faire clôture et à y fraïer au prorata de l'estimation et valeur des héritages, chacun à son égard ; et sur la difficulté que faisoit iceluy sieur bailli de juger le procès, sinon que suivant laditte coutume pour confirmation de la première sentence, et oposant son avis par bonnes raisons, se déportant du jugement, trouva moïen de le faire voir et juger par son lieutenant, qui étoit M. Claude Chevalier, lequel sans difficulté le jugea, suivant les offres desdits receveurs chartriers, à sçavoir qu'il ne seroit tenu de contribuer à la construction d'une clôture mitoïenne que chacun au prorata de la valeur et estimation d'iceux héritages ; ce qui a été confirmé par arrest de la cour du parlement à Paris, sur l'appel dudit Curlu, demandeur, nonobstant l'article de laditte coutume, et sans y avoir égard ; pourquoy ne se faut du tout fier à ce qui est porté par une grande partie des articles d'icelle coutume, pour les prendre ainsy littérallement, et comme ils sont vulgairement couchés ; témoin ce qui suit, disant : *et vaut tel mur pour clôture seulement*. Qui est celuy qui peut entendre à quel sujet ces mots ont été par clauses insérés, sinon pour servir d'amusettes, ou dénottant que ledit mur servira pour clôture mitoïenne entre les parties, ce qui se doit entendre sans le révoquer en doute ? Mais nonobstant les moïens modératifs cy-dessus, avec les raisons pour ce données, sçavoir, la muraille mitoïenne étant ainsy faitte, à frais chacun à équipolent de la valeur de son héritage, si l'entretien de laquelle à l'avenir se doit faire selon ledit équipolent, ou à frais chacun pour moitié, attendu que ledit arrêt, ny le premier moïen, n'en fait mention ? qui est une assez belle question, laquelle pour résolution je remets la définition aux légistes et mieux avisés que moy ; toutefois me semble, attendu que par l'usage réciproque d'icelle muraille, elle pourroit être offencée, aussitost d'un côté que de l'autre, et quelquefois plutôt par le côté où la place seroit plus étroite que de l'autre partie, pour plusieurs raisons qu'on y pourroit aporter, joint que la jouissance en est commune et mitoïenne, sauf meilleur avis, elle doit être entretenue à frais communs de chacun pour moitié, nonobstant la mieux-value de l'un des héritages contigus que de l'autre. Aussy convient noter que quand a été livré terre pour clôture par cy-devant faitte entre deux voisins, par l'une des parties, est à præsumer qu'il n'en a été donné que pour le prix de l'estimation pour moitié du mur, pour une fois seulement, s'il n'étoit prouvé, par titre ou témoins, en avoir été livré pour moitié dudit mur, et pour l'entretennement à l'avenir.

[*Sur les art.* 371 et 372.] D'autant que ces deux articles ne dénotent qu'un même sujet, pour l'interprétation desquels les ai conjoints ensemble, lesquels je trouve d'assez facile intelligence, avec peu d'ambiguité, n'étoit qu'au lieu qu'il est dit au 371, *sans que l'on puisse empêcher l'autre*, semble qu'il convient dire, *sans que l'un* puisse*

* La faute que signale ici Pussot ne se trouve pas dans le manuscrit original de la coutume.

dessus est dict, c'est assavoir de quatorze piedz de roi en la cité, et de huit

empêcher l'autre, qui est bien petite difficulté, laquelle on peut supporter peut-être pour la faute de l'impression; mais on peut tirer dudit article une belle conséquence, et très nécessaire pour la conservation d'un ou plusieurs sommiers mis d'ancienneté, et posés à plein-mur dans la muraille mitoïenne de l'un ou de l'autre côté d'icelle, sur ce qu'il est dit audit article : *si n'étoit qu'il y eût sommier, ou autre pièce de bois, à l'endroit du lieu où l'on prendroit tels creux qui l'empêchât*; voulant donner à entendre que chacun de son côté, ès murs mitoïens, y puisse édifier cheminées, et prendre creux ès dits murs, jusqu'à la tierce partie d'iceux, pour icelles cheminées faire, ne se pouvant faire au préjudice d'iceux sommiers et autres pius de bois mis d'ancienneté à plein-mur, contre ceux de plusieurs qui ont voulu par cy-devant faire couper les bouts des sommiers de leurs voisins, mis et posés voire dès la construction première dudit mur, pour y faire cheminées à l'endroit; et s'en est encouru grands procès pour iceux faire retirer ou recouper, eux fondant mal à propos sur ledit article 365, par lequel n'est permis de mettre sommiers dans le mur mitoïen que jusqu'à la moitié de l'épaisseur et point du milieu dudit mur, sans aviser que cette clause n'a force que depuis l'homologation dernière de laditte coutume, et pour l'avenir ne doit præjudicier à la tolérance d'un ou plusieurs sommiers mis ainsy d'ancienneté audit mur, et dès la construction première. Et pour mieux entendre que tel voisin n'est tenu ny retirer, ny souffrir couper iceux sommiers, ou autres pièces de bois, et qu'il peut empêcher y faire cheminées à l'endroit d'iceux au præjudice desdits sommiers, si bon luy semble, et que c'est d'un sommier mis à plein-mur que l'article entend par conséquent conserver, sans y pouvoir faire cheminées au droit, et non d'un sommier mis à demy-mur, convient poser que ledit mur soit de 24 pouces d'épaisseur, plus ou moins, chacune moitié étant de 12 pouces, et le sommier mis et posé de l'un des côtés à demi-mur, et prenant pour une cheminée qu'on voudroit faire au droit de l'autre côté, le tiers de l'épaisseur de tout ledit mur pour le creux d'icelle, qui seroit de 8 pouces, resteroit encor entre ledit creux et le bout dudit sommier mis ainsy à demi-mur, 4 pouces d'épais dudit mur, tellement qu'iceluy sommier ne pourroit empêcher et ne recevroit præjudice d'une cheminée qui seroit de l'autre côté au droit d'iceluy prise d'un tiers de creux au mur mitoïen, comme est porté par cet article; pourquoy on peut aisément juger que cette clause disant : *si n'étoit qu'il y eût sommiers, ou autre pièce de bois, à l'endroit du lieu où l'on prendroit tel creux, qui l'empêchassent* n'entend donc parler des sommiers mis à demi-mur, ains pour la conservation de ceux qui sont mis et posés d'ancienneté à plein-mur, lesquels on ne peut contraindre d'être retirés ou recoupés, s'il ne plaît à celuy qui les possède; et doivent ainsy demeurer comme étant chose oculaire, et tolérée de longtemps à la vue et su du voisin; ce qui se trouve même confirmé par ledit article 372 sur la fin, disant : *supposé qu'audit mur, à l'endroit dudit creux, y ait sommier, ou autre pièce de bois, à moitié d'icelui, ou qu'il soit à plein-mur*. De manière qu'on ne doit être reçu à pouvoir contraindre personne pour retirer ou recouper sommiers, ny retirer les cheminées qui seroient d'ancienneté prises à plein-creux, ou plus que de la tierce partie d'un mur mitoïen, ny les gouttes qui tombent d'ancienneté sur le voisin, pour les causes que dessus; autrement faudroit conclure à la mutation et démolition d'une partie des bâtiments de la ville de Reims, d'autant qu'il s'en trouve grand nombre ainsy construits, et qui ont été tolérés depuis la construction première jusqu'à présent, et sont tels murs appellés aucunnement mitoïens, et les autres où ne sont telles sujettions appellés totalement mitoïens. Se peut et doit entendre tirer une autre conséquence dudit article 372, sur ces mots, disant : *si entre*

piedz hors la cité; mais en contribuant au par-dessus, il aura la moictié

deux parties y a un mur qui soit commun entre eux, il n'est loisible à l'autre, se doit entendre à l'une, *y faire arche, ou autre creux, excepté pour faire cheminée, sans le consentement de son voisin*; sçavoir, qu'il n'est permis, par la considération de ces mots, *à l'une* ou *à l'autre* des parties, en une muraille commune et mitoïenne, y faire ny prendre aucun creux, par arche, ou autrement, si ce n'est pour cheminée, sans le consentement du voisin, ou pour faire puits contre le pied d'icelle, prenant seulement le tiers de l'épaisseur des fondements en rotondité, comme sera dit cy-après, contre ceux, voire quasi tous, qui veulent maintenir être loisible prendre creux de leur côté dans le mur mitoïen jusqu'à la tierce partie dudit mur, soit pour armoire, ou élargissement de leur place ou aisance, selon leur commodité, et comme plusieurs y sont pris pour avoir abusé de la permission donnée de prendre creux pour cheminée, ou puits, seulement, comme se doit entendre selon la lecture d'iceluy article, ce qui est considérable; d'autant qu'il faut faire distinction d'entre la nécessité des cheminées, et la nécessité des autres creux, à cause que pour la construction des cheminées la nécessité de prendre creux en la muraille est généralle, ne pouvant édifier ordinairement une cheminée sans luy donner et prendre quelque creux en la muraille où on la voudroit poser, pour sa rétention, liaison, et assurance; pourquoy a été ainsy permis pour les cheminées seulement, et sans præjudice à ce que dessus. Mais la nécessité de prendre creux à autre usage n'est que particulière, et plutost utilité que nécessité, se voulant particulièrement accommoder, et le plus souvent, au détriment de la muraille où tel creux seroit pris, car on pouroit en prendre en tant d'endroits, soit par arche, ou autrement, que laditte muraille en seroit grandement débilitée, ou le voisin en recevroit intérest, joint que tels creux se peuvent mal prendre sans le su dudit voisin, et ne se doivent approuver que par titre; de sorte que, tout considéré, en une muraille mitoïenne on n'y peut prendre autre creux que pour cheminées et puits, sans le consentement dudit voisin, ou avoir titre pour la jouissance de tel autre creux, n'étoit quelque arche ancienne de tout tems tolérée à la vue et su du voisin, et faite dès la construction première de la muraille; autrement ce seroit rendre laditte muraille en plusieurs endroits nouveaux non mitoïenne pour l'usage de la communauté, d'autant qu'au droit de plusieurs d'iceux creux ainsy innovés on n'y pouroit assurément poser sommiers, ny faire cheminée, pour la débilité de ce qui se pouroit trouver entre les deux. Et afin de maintenir la liberté d'icelle communauté, ne pouvant l'un plus que l'autre prendre nouveau creux en icelle muraille mitoïenne, autre que pour y faire des cheminées, selon la générale nécessité fondée sur la raison, est dit audit article, ces mots : *il n'est loisible à l'autre y faire arche, ou autre creux, excepté pour faire cheminée, comme est dit en l'art.* 371, *sans le consentement de son voisin*; pourquoy semble que démolissant les murailles où tels autres creux ont été par cy-devant pris, ne doivent être soutenus à la conservation du droit d'iceux creux, sans le consentement du voisin, ou qu'il y eût titre de la possession et jouissance desdits creux, pour être de nouvel gardés en réédifiant icelle muraille; autrement la présomption est que tels creux ont été pris pour abuser de la permission qui est donnée de prendre creux jusqu'à la tierce partie, mais pour cheminées seulement, comme dessus, et sans præjudice. Et est à noter encor sur ces deux articles que combien qu'il soit loisible à chacun de son côté faire cheminée en la muraille mitoïenne, et y pouvoir, pour icelle, prendre creux jusqu'à la tierce partie de l'épaisseur d'icelle muraille, supposé qu'elle fût faite, si est-ce qu'en creusant pour les faire, celuy qui le fait doit être tenu de dûment fortifier à ses dépens, et assurément, sur ce qui reste de l'épaisseur d'icelle muraille, au droit de la cheminée, avec le dossier d'icelle cheminée, et plustot démolir à cette

audict mur, et pourra appuyer contre, et prendre creux de chemynée, ainsi que dessus est dict [art. 371; voir l'art. 361].

fin toute l'épaisseur de laditte muraille pour massoner ensemble par bonne liaison iceluy dossier et le reste de laditte épaisseur; et à faute de ce faire, où il viendroit ruine de laditte muraille au derrière de la cheminée, celuy qui l'a fait faire ainsy simplement creusée, doit être tenu de la réparation de laditte muraille, encor que telle réparation soit à faire du côté du voisin, et peut ledit voisin contraindre à ce faire et réparer; comme en pareil cas le voisin qui auroit une cheminée à plein-creux en la muraille mitoïenne, n'est tenu et ne peut être contraint à contribuer aux frais de la réparation du dossier d'une telle cheminée ni autre détérioration à cause d'icelle, encor que telle réparation fût à faire de son côté, d'autant qu'il ne se peut aider de la muraille en cet endroit, luy servant seulement de simple et inassurée clôture; et en doit être tenu des frais du tout celuy à qui appartient telle cheminée, n'étoit qu'il aparût que, par fait exprès du voisin, ou par sa faute, il y eût de son côté en cet endroit aucune détérioration, dont, en ce cas, il pouroit être tenu de la réparation.

[*Sur les art.* 373 et 374.] Comme de plusieurs articles cy-devant traittés, s'en trouve aucuns qui sont quasi, ou du tout, couchés inutilement, ne servant que d'ombrage, d'amusette, et d'ambiguité, celui-cy me semble être à peu près du nombre d'yceux, tant pour son sujet, que pour la négligence de l'observation duquel, disant : *nul ne peut chever, ny faire entreprise sur la chaussée, etc.*; d'autant qu'en laditte ville se trouve grand nombre de telles entreprises sur les rues et chaussées, tant anciennes que modernes, qui sont tolérées sans opposition ny répréhension; et quelque ancienne qu'elle puisse être, qui demanderoit aux particuliers possédant icelle, s'ils ont titre ou lettres de congé de leur possession, seroient la pluspart rendus muets. Pourquoy on peut accuser de négligence ou connivence ceux qui ont la charge des voïeurs et enseigneurs, et qui ont le regard sur laditte chaussée; car, d'avoir fait cet article défendant une chose, et tolérer le contraire par ceux à qui en appartient la réformation, c'est rendre ledit article inutile, et donner liberté et moïen d'abuser des creux et servitudes souteraines, qui se peuvent furtivement prendre sans le su du voisin, et de ceux qui doivent avoir le regard sur telle entreprise, voulant ainsy négliger le dû de leur charge; lesquels creux ainsy entrepris sont dangereux, tant pour le particulier que pour le public, partant sont intolérables, s'ils n'étoient approuvés par titre suffisant. N'a été omis audit article, sur la fin, ces mots disant : *sur peine d'amande de* 60 *s. parisis*, mais on ne devoit omettre de dire : *et de remplir, reboucher et duement massonner lesdittes entreprises,* autrement qu'en feroit-il à un de vouloir pour sa commodité particulière s'élargir souterainnement, au désavantage d'autruy et de l'intérêt des rues et chaussées publiques, pour être seulement condamné à l'amande de 60 s., ou autres petites amandes pécuniaires, s'il n'étoit en doute d'être condamné et contraint à la réparation des forfaits de telle entreprise et à ses dépens? mais à telle affaire on a été plus soigneux à constituer des amandes, que de trancher la racine de laquelle elles sont produittes; tellement qu'on peut conclure que tous les creux qui sont pris et se prennent journellement, tant sous autruy, que sous lesdites rues et chaussées publiques, principalement les nouveaux et modernes, se doivent boucher et remplir et massonner, s'ils n'étoient approuvés par titre, ou par les considérations cy-dessus, ou ne faire état de cet article, comme étant inutilement couché. Et [est?] pareillement inutile l'article 374, d'autant, comme est traitté sur les articles 351 et 352, [que?] les saillies sont abolies, deffendues par édit, en sorte qu'il n'est plus besoin de s'arrêter ni disputer sur le contenu d'iceluy, combien qu'il soit composé de plusieurs gloses de langage; et quand il seroit encore en usage, si est-ce

[489.] 376. [XXVII.] Toutes personnes ayans héritaiges peuvent faire puitz

qu'il auroit besoin d'une petite correction de la faute commise par omission, sur ce qui est écrit, parlant du previlége des saillies, disant : *avant qu'il l'abatte, il est tenu de faire les mesures par le greffier de laditte chaussée*, est notoire qu'il faut dire, *il est tenu de faire prendre les mesures par le greffier*, aiant omis ce mot *prendre* *, mais semble être une faute plustôt faitte par l'impression qu'autrement; pourquoy, et attendu l'inutilité dudit article, pour les causes que dessus, n'est besoin se mettre en peine pour l'explication d'iceluy, n'étoit qu'attendu la tolérance qui est permise par exception en laditte ville de Reims, de la jouissance des anciennes saillies jusqu'à la réédification des édifices où elles sont présentement bâties, pour puis après n'étant loisible d'en réédifier et rebâtir suivant laditte défense, le voisin proche d'un bâtiment où y auroit saillie, voulût empêcher ou troubler la jouissance de quelque fenêtre, ou autre droit étant en icelle; celuy qui la possède en ce cas ne le [*sic*, se?] pourroit empêcher ni troubler, et doit ledit possédant être maintenu à l'usage de son ancienne saillie, particularité de fenêtre y étant d'ancienneté, jusqu'à la démolition d'icelle, nonobstant la clause mentionnée en l'article 351 [*sic*, 352?]; d'autant que tel voisin n'a moïen de les offusquer et étouper selon qu'il est contenu en iceluy, à cause qu'audit voisin ne seroit loisible faire aucune saillie en son édifice.

[*Sur l'art.* 375.] Si les expers massons et charpantiers eussent été mandés lors de l'homologation de la coutume pour donner avis sur cet article, disant : *quiconque veut édifier audit Reims, et en faisant les édifices fait faire les caves, il doit faire les fondements bons et suffisants, et monter la muraille à ses dépens jusqu'au rez-de-chaussée*, me semble qu'ils n'eussent été d'avis qu'il eût été ainsy rédigé, à cause que ce point se trouveroit tortionnaire, n'étant fondé sur l'équité ny raison, d'autant que de droit il est permis sans difficulté à chacun dans son édifice y faire cave, sans préjudice au voisin; quelle raison donc il y auroit-il, quoy faisant, le charger de faire tous les fondements bons et suffisants, et monter la muraille à ses dépens jusqu'au rez-de-chaussée, si laditte muraille étoit mitoïenne? En ce cas les fondements ne doivent-ils pas être faits à frais communs, comme le reste de la hauteur et longueur d'icelle, jusqu'à la profondeur du terme suffisant et qu'il convient, selon la qualité de laditte muraille, non toutefois jusqu'à la profondeur requise pour faire cave, si bonne semble à l'une des parties n'en voulant faire de son côté contre le pied d'icelle. Si le ferme se trouvoit plus haut, et proche du rez-de-chaussée, pour quoy, selon l'équité, faisant et construisant une muraille de neuf étant mitoïenne, et la réédifiant, y doivent les parties chacune pour moitié contribuer aux frais tant dedans que dehors terre, jusqu'au premier ferme de la fondation d'icelle, selon le contenu de l'article 361, sans avoir égard si l'un ou l'autre veut de son côté contre le fondement y édifier cave, ou non, pour la liberté que les parties doivent avoir, chacune à leur égard, de l'usage d'une telle muraille mitoïenne. Mais faisant, par l'un ou l'autre, cave en son édifice atenant de la fondation d'icelle muraille, creusée plus bas que le fondement de laditte muraille, c'est chose raisonnable de rempiéter de bonne et suffisante massonnerie, et à plein-mur, le dessous dudit fondement jusques plus bas que le rez des aires des eaues [*sic*, caves?] qu'on y feroit, aux frais du creusant plus bas que ledit fondement, si bien et en telle sorte que ruine n'en puisse arriver; et à faute de ce faire, doit être tenu de tous dépens, dommage et intérests qui pouroient s'en encourir. Et pour démontrer que cet article ne se doit ainsy entendre à la lettre, à sçavoir que celuy qui voudroit édifier de son côté cave contre le pied d'une muraille

* La faute que signale ici Pussot ne se trouve pas dans le manuscrit original de la coutume.

en leurs héritaiges contre leur voisin, et eulx ayder du tiers du mur,

mitoïenne, il [*sic*, ne?] fût tenu faire les fondemens bons et suffisans, et monter la muraille à ses dépens jusqu'au rez-de-chaussée, faut et convient noter que quand une telle muraille se trouve faitte entre deux édifices dûment fondée, n'y aïant cave de part et d'autre, ou y en aïant de l'un des côtés seulement, celuy qui veut édifier cave de son côté n'est tenu de rembourser pour moitié les frais de la valeur des fondemens d'icelle muraille, et n'a jamais ce fait été pratiqué à Reims, ce qu'il seroit tenu faire par conséquence, s'il étoit tenu faire lesdits fondemens à ses dépens, faisant une cave contre le pied d'icelle muraille; donc, c'est en vain que cet article est ainsy couché, faisant aparoir qu'il n'a été inventé et mis en avant par gens de qualité requise au jugement et connoissance de telle difficulté. Mais sur ce point convient entendre et résoudre une difficulté qui avient ordinairement entre massons, signamment par ignards et inexpers, et qui sont le plus souvent contraires sur le jugement de la réparation et réédification d'une muraille, ou seulement le pied d'icelle, qui seroit commune et mitoïenne entre deux maisons, l'une étant plus haute que l'autre au rez-de-chaussée, tant entre les édifices, cour, que jardins; à savoir à quels frais se doit monter ou réparer le pied d'une telle manière, ou à celuy qui a les aires plus basses, ou à celuy qui a ses terres [*sic*, aires?] plus hautes. Les uns veulent maintenir que c'est aux frais de celuy qui a ses aires plus basses, eux voulant fonder par conséquence sur ces mots dudit article, disant : *il doit faire les fondemens bons et suffisans, et monter la muraille à ses dépens jusqu au rez-de-chaussée*, ci-joint que les eaux demeurant en une maison plus basse que celle de son voisin, avec l'humidité du lieu, pouvant [*sic*, peuvent?] causer la ruine du pied de la muraille. Les autres étant contraires, veulent maintenir que c'est aux frais de celuy qui a les aires de son héritage plus hautes que celle de la maison voisine, d'autant que les terres plus hautes, tant de la charge d'icelle, que pour leur humidité, avec le renflement par les gelées, pousse le pied d'icelle muraille, la faisant pendre, verser, et finalement tomber sur la partie plus basse qui est la plus débile, et joint qu'il y a souvent aparence que le haussement desdits aires a été fait depuis la construction première des deux maisons, et au préjudice de celle qui est demeuré plus basse; toutes lesqueles raisons semblent mal à propos, d'autant qu'il n'est question de faire cave. Pour la resolution de laquelle difficulté convient entendre et noter que la pluspart des maisons ainsy bâties, pour les aires y descendant du rez-de-chaussée, sont comme elles ont été faites de leur construction première, sans y avoir rien creusé ni hausser, à cause, comme plusieurs sont d'avis, qu'il étoit anciennement difficile d'obtenir congé et permission de pouvoir faire fluer les eaux des maisons en la rue, tant pour obvier aux inondations qui pourroient avenir par grande pluye aux rues publiques, que pour le danger de la contagion; une autre raison qui fait que plusieurs maisons de Reims sont ainsy basses pour les aires et entrées descendant en icelle, provient du renouvellement et rehaussement des rues pavées, qui se sont haussées par ouvriers n'entendant le moïen et industrie de donner et conduire douce pente ès lieux où il est nécessaire d'observer pour l'ornement d'une rue, et de l'assiette du pavé d'icelle, comme en plusieurs endroits où se sont sur ce fait commises plusieurs grandes fautes en la réparation d'iceluy; et si ledit pavé est sujet par succession, chaque année, d'être haussé par le renflement de la gelée qui le fait élever, et puis au dégel ne se peut rasseoir si bas qu'il étoit auparavant, à cause de l'arène, boue, et matière, qui se distile au-dessous, et aux joints et entre-deux d'iceux, pour quoy ordinairement se hausse par chacun an plutost que se baisser; et si principalement est haussé au-devant de l'entrée des maisons frontissant sur le pavé, pour empêcher les eaux des inondations entrer en icelles, tellement que plusieurs maisons sont par ce moïen ente-

s'il est moictoyen entre eulx; et s'il n'est moictoyen, le rembourser

rées; pareillement sont entérées les maisons qui sont sur rues et ruelles non pavées, à cause des terres renflées par les gelées, et des herbages y croissant, ensembles des immondices et décombres provenant des maisons jettées en la rue, et venant des autres rues, poussés par les eaux en tems de pluies et orages, de sorte que lesdites rues et ruelles montent toujours et ne s'abaissent jamais, n'étoit qu'elles fussent exprès curées et baissées. Les autres maisons qui sont plus hautes pour les aires du rez-de-chaussée ont été construites depuis, ou, sans les avoir rebâties, plusieurs en ont relevé les aires, pour donner pente, et jetter les eaux à l'huis, comme maintenant est toléré, sans être en peine d'obtenir grande permission pour la commodité des aïans maisons à Reims, sauf le petit congé acoutumé, de sorte que nul n'est empêché de bâtir maison, soit qu'on y monte, ou qu'on y descende, ou qu'elle soit au niveau de rez-de-chaussée, pourvu que rien n'empêche le cours et ornement des rues publiques; de façon que pour la pente des pavés et conduits des eaux, tant desdittes rues et ruelles, que pour la pente du plan et partère de toutes les places d'icelles ville, ne se peut faire que toutes les maisons soient d'un même nivau et hauteur des aires, et sont ordinairement plus hautes les unes que les autres pour le rez-de-chaussées, tellement que les aires qui sont de part et d'autre d'une muraille mitoïenne ne sont ordinairement d'une même hauteur. Donc de disputer pour savoir aux frais de qui, de celui qui est plus haut, ou plus bas, se réparera le pied d'une muraille mitoïenne qui seroit pendante et corrompue, et haussera le pied jusqu'au rez-de-chaussée en réédifiant icelle muraille, ce seroit disputer en vain et révoquer en doute ce qui est indubitable. Et pour ce point conclure, sans avoir égard à toutes les raisons de part et d'autre sur les avis contraires, ains pour les causes et les raisons déduites, puis après telles détériorations avenues pour ce fait au pied de la muraille mitoïenne, même où il y conviendroit réédifier de neuf, icelle muraille se doit faire et réparer à frais communs, depuis le ferme du fondement jusqu'à la hauteur portée par laditte coutume, sans en remettre aucuns frais particuliers à celuy qui est plus haut, ny à celuy qui est plus bas, s'il ne se trouvoit que l'un ou l'autre par malice faitte exprès, ou négligence, fît tourner ses eaux tant pluviales que ménagères contre le pied de laditte muraille et lesdittes eaux pénétrassent en icelle, y aportant et causant quelque ruine; en ce cas tel pouroit être tenu seul de la réparation et rétablissement de laditte muraille, où elle ne seroit qu'une simple clôture entre deux cours, ou jardins, ou qu'il n'y eût édifice que d'un côté, et qu'il ne la convînt construire que de la hauteur de 12 pieds, ou 9, selon l'article 361, sans comprendre les fondemens. En cas de contention, conviendroit, mesurant laditte hauteur, prendre le rez-de-chaussée au mitant des deux aires de part et d'autre, pour garder le droit des partie.

Mais en cet article se trouve une lourde faute, aportant une grande difficulté à ceux qui auroient petit jugement, d'autant que parlant des mesures dont chacun, ayant maison à son regard, pourroit être tenu, à la contribution de la hauteur de clôture mitoïenne, et voulant répéter, dit ces mots : *c'est à savoir de 14 pieds en la cité, et de huits pieds hors la cité*, en quoy se contrarie audit article 361, où est dit que les clôtures *se doivent faire par contribution commune jusqu'à la hauteur de 12 pieds de roi, du rez-de-chaussée, outre et par-dessus les fondemens, esditte cité et ville, et jusqu'à 9 pieds esdits fauxbourgs*, laquelle contrariété peut être odieuse à plusieurs aïant égard à tel article, si solennellement rédigé, en un livre de telle qualité, qui sont loix et coutumes pour être observés à toujours, et tenir et régler chacun à son droit, et homologué; mais considérant de près, cette contrariété ne se trouvera si difficile à corriger qu'il sembleroit à gens de la qualité que dessus, à cause qu'il est aisé à entendre que

prorata d'autant que le mur a cousté, à l'arbitraige de gens de bien à ce congnoissans.

pensant réitérer lesdits mots contenus audit article 361 pour les mesures des clôtures mitoïennes, a pris ces mots [de 14 pieds, et de 8 pieds], pour icelle mesure, à l'ancienne coutume, article 485; et encor qu'il s'y soit abusé littérallement, si est-ce qu'il n'y a grande difficulté de l'une des mesures à l'autre pour les clôtures de la cité; d'autant que, selon l'ancienne coutume, icelle mesure étoit de 14 pieds, mesure de la viconté, et maintenant est de 12 pieds de roi revenant l'un à l'autre; mais y a différence pour les clôtures hors de la cité, d'autant que présentement sont comprises à même mesure que dans laditte cité, et par laditte ancienne coutume n'étoit que de la hauteur de 8 pieds de viconté. Ne feray difficulté de dire encor qu'il est très dangereux de vouloir par trop s'arrêter à ce qui est ainsi couché audit article 375, sur la fin duquel se trouve encor une clause inutilement couchée, et superflue, disant : *mais en contribuant au par-dessus, il aura la moitié audit mur, et poura apuïer contre, et prendre creux de cheminée, ainsy que dessus est dit*; car quel besoin étoit-il d'insérer ces mots en iceluy article, veu que nul ne peut douter qu'en faisant une muraille commune et mitoïenne, c'est à savoir étant prise et fondée sur la place commune et mitoïenne, et chacun y contribuant pour moitié au par-dessus des fondemens, ils n'aient moitié audit mur, et peuvent apuïer contre, et y prendre creux de cheminée, ainsy que dessus est dit; cela est bien aisé à juger, attendu qu'il est ainsy en plusieurs précédens [articles] faisant mention des clôtures de muraille commune et mitoïenne, tellement que c'est brouiller iceux articles de langage, causant plus d'obscurité que facile connoissance nécessaire au sujet.

[*Sur l'art.* 376.] Tout ainsy que sans doute ny difficulté il est loisible à chacun ayant maison en la ville de Reims, faugbours, et autres lieux régis selon icelle, de faire cheminée contre et dans la muraille commune et totalement mitoïenne, et y prendre creux pour ce faire jusqu'à la tierce partie du mur, ainsy on peut contre le pied et fondement d'icelle muraille y faire puits chacun de son côté, et prendre creux pour iceluy jusqu'au tiers du mur mitoïen, comme est contenu en cet article, disant : *Toutes personnes aiant héritages peuvent faire puits en leur héritage contre leur voisin et eux aider du tiers du mur, s'il est mitoïen entre eux.* A bon droit, cette permission est donnée par ledit article, d'autant qu'il y a quelque nécessité pour l'usage d'une maison et commodité d'icelle, que le puit soit assis et posé proche de la muraille, de quelque côté que ce soit, afin de moins occuper de place, et, pour moins faire nuisance, le prendre dans la muraille jusqu'à la tierce partie du pied des fondemens d'icelle, car le creux ainsy pris pour un puit, n'est si préjudiciable à laditte muraille que le creux d'une cheminée, et d'autant que tel creux pour cheminée est de plus grande largeur, même pris au plus débile de laditte muraille, qui est au-dessus de rez-de-chaussée, et continuant jusqu'au sommet; mais le creux qui [est?] ainsy pris pour un puit, est de petite largeur, et encor enrotondi, [et?] seulement pris dans le pied et fondement d'icelle qui sont contreboutés de terre ou de bonne massonnerie, de sorte que tel creux n'est dangereux, n'aportant les incommodités et débilités telles que les creux pris pour cheminées. Et ce qui est dit au suivant dudit article, disant : *s'il n'est mitoïen, le rembourser prorata d'autant que le mur a coûté, à l'arbitrage de gens de bien à ce connoissans*, semble quasi inutile, du moins est de petit effet, d'autant qu'il se trouve peu de muraille entre deux voisins qui ne soit mitoïenne, totalement, ou aucunement; et encor qu'il y en eût aucune, si est-ce qu'y posant un puit, et prenant un tiers du creux par le voisin n'ayant rien en icelle muraille, il ne seroit tenu que de payer quelque petite somme de deniers pour si petit creux ainsy peu nuisible, non pour la

[491.] 377. [XXVIII.] Si aucun mur est moictoyen entre deux partyes, et

valeur dudit mur, comme dit cette clause, ains seulement de ce qu'il occupe et tient du pied d'iceluy, et de quatre à cinq pieds de hauteur au-dessus du rez-de-chaussée; qui [*sic*, car?] arbitrant discrettement, convient considérer toutes les circonstances requises, entre autres que laditte muraille ne se trouvant commune et mitoïenne, si est qu'elle sert de clôture à celuy qu'on prétend [empeché d'y?] rien attenter, ny pouvoir; en sorte que, tout le bien considérer, se trouvera que telles murailles sont quasi autant de service à ceux qui n'y ont droit de communauté, qu'à ceux qui les prétendent du tout seuls posséder, comme a été cy-devant dit; pourquoy ne se faut arrêter sur aucune clause, parce qu'il n'est question que des fondemens, et non du mur.

[*Sur l'art.* 377.] A la vérité, cet article, ainsy qu'il est couché, semble être de droit et raison, n'aportant aucune ambiguité touchant l'effet et sujet d'iceluy, disant: *Si aucun mur est mitoïen entre deux parties, et sur iceluy l'une des parties veut faire encor édifice et pandefeu de bois, il pourra poser et asseoir sa sole et pandefeu à la moitié du mur, en délaissant à son voisin la moitié dudit mur franc.* Toutefois, par omission, y est laissé une petite difficulté, à savoir que, supposé que ledit mur fût préalablement couvert de quelque couverture que ce fût, ne charge celuy qui voudroit plus haut élever d'un pandefeu de bois, et poser sa sole et pandefeu à la moitié dudit mur, de recouvrir l'autre moitié, duquel il doit être tenu, voire d'une bonne couverture d'aissy, tuile, ou ardoise, encor que le mur ne fût premièrement couvert que d'éteule, glu, ou paille; d'autant que telle couverture de paille, avec la charge de la terre au-dessus, [est bonne matière?] pour couverture de toute l'épaisseur d'un mur; mais, pour couvrir moitié de l'épaisseur seulement, qui seroit comme une retraite contre le pandefeu de bois ainsy fait pour le surhaussement de l'une des parties, ne se peut faire de pareille couverture; ains doit être tenu celuy qui l'auroit découvert, recouvrir laditte muraille dudit voisin à ses dépens, de tuile, ardoise, ou aissi, et icelle moitié dûment ainsy couvrir pour une fois seulement, sans être obligé à l'avenir de l'entretenement d'icelle, duquel celuy qui la possède est tenu. Et sur ce point se peut former une belle question assez douteuse, laquelle toutefois convient résoudre, sur ce qu'un pignon ou autre muraille qui seroit commune et mitoïenne, couvert à même hauteur d'un bâtiment de chacun côté, ou l'un étant plus haut que l'autre, qui auroit du tout couvert ledit pignon ou muraille, et celuy qui auroit édifice plus bas ou qui seroit de même hauteur, et qui voudroit monter son édifice plus haut que celuy contigu, à ses dépens, à telle hauteur que bon luy sembleroit, pourvu que le pied en fût bon, pour quoy faire conviendroit découvrir icelle muraille ou pignon, et ôter les chevrons de dessus pour icelle renfler de massonnerie, savoir à qui doit appartenir lesdits chevrons et couverture du dessus de la muraille ou pignon? On ne doit douter qu'elle n'appartienne, avec iceux chevrons, à celuy qui voudroit monter le plus haut, d'autant qu'il est tenu, puis après, recouvrir du tout iceluy pignon ou muraille ainsy par luy rehaussé, de réparer la couverture de celuy qui demeureroit plus bas, proche ledit pignon, laquelle auroit été dérompue faisant ledit surhaussement; mais où ledit pignon ne seroit recouvert, par le montant plus haut, que de glu, et semblable débile couverture, dont il couvriroit son nouveau bâtiment, ne seroit raissonnable qu'il prît millieur couverture, comme d'ardoise, et tuile plate, provenant de son voisin demeurant plus bas, qui auroit devant couvert ledit pignon, pour les recouvrir de couverture de peu de valeur, non équipolente à celle qu'il prendroit; pourquoy, après avoir réparé la couverture du demeurant plus bas, atenant dudit pignon, des tuiles ou ardoises en provenant, savoir ce qui étoit [*sic*, n'estoit?] à réparer auparavant que d'y toucher, le reste doit retourner au profit de celuy qui l'auroit

sur icelluy l'une des parties veult faire encores édifice et pendefeu de

premièrement couvert, et non au profit de celuy qui monteroit son édifice plus haut, le recouvrant seulement de glu et couverture semblable, lequel toutefois doit avoir les chevrons pour, si bon luy semble, les faire servir en sa couverture; d'autant qu'en quelque façon de couverture et de fourniture que ce soit, faut que ledit pignon ou muraille pour sa couverture fût garni de chevrons, aussi considéré que celuy qui seroit plus bas, puis après, voulant monter son édifice encor plus haut, ne pourroit prendre que la couverture de glu et semblables, peut-être invétérée et pourrie, pour le recouvrir de neuf, ou même de bonne tuile ou ardoise, selon qu'il couvriroit son nouvel édifice montant plus haut. Si celui [qui bâtit?] voulant [*sic*, voulait?] monter quelque édifice contre et sur une muraille haussée par le voisin plus haut que la hauteur de clôture, laquelle auroit été couverte du tout par le voisin, iceluy voisin doit reprendre laditte couverture par luy fournie, et [est?] tenu celuy qui voudroit bâtir contre et hausser, de dûment couvrir icelle muraille comme auroit fait ledit voisin. Plus par la considération dudit article, on peut tirer une belle conséquence, sur ce qu'en tous les articles de ce chapitre, desquels plusieurs font mention de clôture et séparation entre deux voisins, n'est parlé ni mis en avant aucun pandefeu, pour quelque chose que ce soit, qu'en iceluy article, encor est-ce pour un qui *voudroit sur une muraille mitoïenne monter son édifice et pandefeu de bois plus haut, posant la sole et pandefeu à la moitié de laditte muraille, en délaissant à son voisin la moitié du mur franc*; pourquoy tel pandefeu ne seroit mitoïen, et appartiendroit du tout à celuy qui l'auroit fait faire; ce qui démontre que tous pandefeus ne sont suffisantes clôtures entre deux voisins, tant pour la débilité d'iceux que pour l'inassurance des détenteurs des maisons entre lesquels les pandefeus font clôture, soit pour n'être secrettement, que pour le danger de feu et de la contagion, et autres plusieurs grandes incommodités qui peuvent avenir par tel pandefeu; de sorte que chacun peut être contraint par son voisin à faire entre les deux édifices de maison, au lieu d'un pandefeu pendant et corrompu qui seroit mitoïen, une bonne et suffisante muraille, à frais communs, pour respectivement en user et jouir par les parties suivant laditte coutume, afin d'être assurés chacun dans leur maison, et y poser cheminées selon leur commodité, et nécessité des lieux; n'étoit toutefois que ce fait fût de par trop grand préjudice, comme se pourroient trouver maisons audit Reims, savoir [en la boucherie?] et autres lieux et marchés, où seroit maisons fort petites et étroites, et de grand prix, qui ne sont séparées de toute ancienneté que de pandefeu commun entre les deux, et que les murailles qu'on y voudroit faire causeroient manifestement grande perte et incommodité. Pour ces causes, en tels lieux, on ne pourroit être contraint d'y faire muraille pour clôture au lieu desdits pandefeus, seulement, on seroit contraint à la réparation et restauration d'iceux pandefeux, au cas qu'ils fussent détériorés et corrompus; connoissant de quoy, on y doit apporter une bonne discrétion, avec les considérations requises. Mais à toutes les autres maisons où telles grandes pertes, et extraordinaires incommodités, ne se trouveront, on peut être contraint d'y faire une muraille pour la séparation des deux maisons. Pour confirmation de quoy, voiez tous les deux articles faisant mention de clôture et séparation entre deux voisins, ne font nullement mention de pandefeu, ainsy qu'il apert en l'article 355 parlant des clôtures mitoïennes, finit, disant *tel mur est mitoïen*; et ne dit que *tel mur, ou pandefeu, est mitoïen*; aussy se montre en l'article 359 parlant du même fait, disant *si sur aucun mur mitoïen*, répétant et continuant dit *veut hausser ledit mur*, et le dit encor deux fois sans parler de pandefeu par option; pareillement l'article 361 faisant mention d'un mur mitoïen pour clôture, et des mesures d'iceux, dit *Toute laditte*

boys, il pourra poser et asseoir sa solle et pendefeu à la moictié dudict mur, en délaissant à son voisin l'autre moictié dudict mur franc.

clôture et muraille demeurera propre à celuy qui l'aura fait faire, ne parlant de l'option d'aucun pandefeu ; et l'article 362 parlant du haussement du mur mitoïen, dit par deux fois, *iceluy mur*, sans y apporter ce mot de pandefeu ; l'article 363 parlant de percer le mur mitoïen pour y édifier, et non de pandefeu ; l'article 364 fait mention de percer le mur pour y prendre vues à fer et verre dormant, et ne fait nulle mention de pandefeu ; l'article 365 fait mention de mettre sommiers et doubleaux dans le mur d'entre luy et son voisin, sans parler de pandefeu ; l'article 368 fait mention des fours et forges qui se posent contre le mur mitoïen, et ne dit, pandefeu ; l'article 370 parlant de la contribution à faire clôture avec le voisin, ne fait mention que de mur et non de pandefeu ; l'article 371 et le 372, ne parlant que du mur ; l'article 375 répétant les mesures qu'on doit tenir pour clôture mitoïenne ne fait mention que de mur ; l'article 376 ne parle non plus que de mur ; le tout démontrant qu'un pandefeu de bois ne doit être approuvé ny tenu suffisant pour clôture et séparation entre deux voisins : ce qui est encor confirmé par cet article 377 seul faisant mention d'un pandefeu de bois qui se peut poser sur une muraille mitoïenne, mais non le pandefeu pour servir en communauté, ny de clôture mitoïenne, seulement pour demeurer propre et particulier à celuy qui le feroit ainsy faire, *le posant avec la sole à la moitié du mur, en délaissant à son voisin l'autre moitié dudit mur franc*, tellement que si le voisin puis après vouloit monter son édifice à pareille hauteur, ne se pourroit aider dudit pandefeu sans le consentement de celuy qui l'auroit fait faire, et seroit contraint, pour sondit édifice, faire un autre pan de bois contre iceluy, et poser sur l'autre moitié dudit mur qui luy auroit été réservé ; de façon que ce seroit deux pandefeu de bois l'un contre l'autre au lieu d'un simple, causant réceptacle à vermine, rats et souris. Donc, non suffisant un seul pandefeu pour clôture entre deux voisins, autrement conviendroit prier le premier haussant de permettre démolir son pandefeu, pour, au lieu des deux, y faire par le second haussant un bon haussement de muraille par continuation sur ledit mur ; lequel premier haussant encor ne le permettroit, si bon ne luy sembloit, d'autant que sondit édifice pourroit être partout assemblé et lié avec sondit pandefeu. Pour ces causes, on peut tenir et conclure qu'un seul pandefeu de bois n'est suffisante clôture mitoïenne pour servir entre deux voisins, si les parties n'en sont d'accord et ne veulent ainsy user, sauf l'exception cy-devant mentionnée, et pour les causes et raisons y apportées.

[*Sur l'art.* 378.] Avant que pouvoir s'assurer sur le fait de cet article, il est nécessaire premier savoir si généralement, pour la jouissance de la goutte y mentionnée, faut avoir titre ou non, d'autant qu'en cette ville se trouvent plusieurs goutes tombant sur autruy sans avoir titre, et que l'article premier de ce chapitre dit que droit de vues, d'égout, et toutes autres servitudes, ne s'aquièrent par prescription de longue jouissance, quelle qu'elle soit, sans titre, ou chose équipolente à titre ; pourquoy plusieurs légistes veulent conclure qu'on ne peut avoir la jouissance d'aucune servitude sur autruy sans en avoir titre, ce qui semble contraire à cet article, disant : *s'il est besoin de recouvrir un toit, et la goute tombe sur son voisin, tel voisin est obligé de bailler place pour placer les échelles, et ne le pourra empêcher.* Mais pour ce que cet article, selon que littéralement est couché, est observé à Reims, et a été ainsy pratiqué de tout tems sans contention, savoir quand il a été besoin de recouvrir un toit, et la goute tombe sur le voisin, tel voisin a toujours livré place dans la maison pour dresser les échelles pour la réparation de telle couverture, ce qui démontre grande contrariété en la clause dudit article 350 ; pourquoy ne peut être généralement entendu ny observé sans la considé-

378. [xxix.] S'il est besoing de recouvrir ung toict, et la goutte [497.]

ration du suivant, disant : *ou chose équipolente à titre*, comme destination de père de famille. Or telle goute que fait mention cet article, à cause que c'est une servitude au voisin qui est oculaire, et à la vue et su de tous, principalement de celuy qui de tout tems la reçoit, ne faut donc par obstination la vouloir faire abolir à faute d'en avoir titre pour la jouissance; nonobstant l'avis de tels légistes se fondant seulement sur la rigueur de ce premier article de ce chapitre, sans aviser au sens de ce pénultième article qui se trouve contraire; et doivent être telles gouttes conservées et gardées en leur possession, n'étant de nouvel entreprises, encor qu'elles ne soient vérifiées ny approuvées par titre, ce qui a été approuvé et confirmé par plusieurs sentences, entre autres par celle d'un nommé Morel, contre Jacques Oudart, rue de Contray; autrement faudroit conclure à la démolition et mutation d'une grande partie des bâtimens de laditte ville de Reims, et autres lieux se gouvernant sur icelle, où sont si grand nombre de telles goutes de tout tems tolérées et gardées par forme de servitude, provenant par destination de père de famille, ou ancien partage, sans écrit, ou possession et jouissance de tems immémorial, et semblable. Et afin d'éclaircir derechef le trouble qui pourroit être sur la jouissance et usage de la muraille et clòture faisant séparation d'entre deux voisins, sur laquelle seroit posée telle goute d'un bâtiment, tombant sur l'héritage de l'autre, sur ce qu'aucun voudroit maintenir que telle muraille et clòture portant telle goute appartient du tout à celuy qui possède du tout le bâtiment duquel provient icelle goute, et que le voisin ne peut rien attenter dans icelle muraille et clòture, quoiqu'elle serve de clòture entre les deux voisins; pour résolution faut conclure que, sans avoir égard à tel avis, s'il n'y a titre au contraire pour ce point, et sans préjudice à l'usage et jouissance de telle goute, la muraille et clôture doit être réputée commune et mitoïenne entre les parties, et y peut le voisin bâtir contre et dans icelle, jusqu'à la hauteur d'icelle goute, s'il n'y avoit fenêtre en icelle, et vue possessive, de façon requise pour l'usage et commodité de celuy auquel appartiendroit ledit bâtiment et goute, étant servitude à son voisin; le tout ainsy qu'il est expliqué en l'article 355, ne pouvant toutefois être empêché celuy duquel provient laditte goute, par ledit voisin, qu'il ne luy soit livré place en la maison voisine pour dresser les échelles pour la réparation et couverture de tel toit, comme luy étant acquis le droit d'échelle suivant ledit article.

[*Sur l'art.* 379.] Pour la confirmation, encor que laditte clause du 1er article ne se doit entendre généralement, selon qu'elle est couchée, que pour la jouissance de toutes servitudes il convient avoir titre, est montré le contraire par cet article, disant : *si aucun a fenêtres, lucarnes, ou creux, d'ancienneté, et il démolit sa maison sans prendre la mesure d'icelles, la partie présente ou appellée, il perd sa possession*; car ce mot *d'ancienneté* suppose n'en ayant titre; d'autant que si celuy auquel appartiendroit telle fenêtre, lucarne, ou autre creux, en avoit titre pour la possession d'icelle, ou qu'il fût besoin, pour la jouissance, en avoir titre, n'eût été nécessaire d'user de cedit mot, *d'ancienneté* ou de *nouvauté*, pour la distinction de la jouissance d'une telle possession. Pourquoy, comme l'article 378, cet article me semble du tout contraire à icelle clause, tellement que, pour la prendre littérallement, ces deux derniers articles seroient inutilement couchés et rédigés; or, ils ont été et sont encore en usage, et de longtems jusqu'à présent toujours observés et pratiqués à Reims, ainsy qu'ils sont mis en avant, et si sont encor contraires à icelle clause; donc à bon droit on peut conclure que laditte clause ne doit avoir force pour toutes servitudes généralement, et qu'il y a, comme est cy-devant montré, plusieurs servitudes, voire la pluspart, qui se doivent tolérer sans titre, et pour les causes cy-dessus. Mais une petite absurdité se trouve en cedit article, d'une omission glisée sans y

tumbe sur son voisin, tel voisin est tenu de bailler place pour dresser les eschelles, et ne le pourra empescher.

penser, disant : *si aucune fenêtre, lucarnes, ou creux, d'ancienneté*, devroit dire, *sur autruy*, et le faut ainsy entendre, autrement ledit article est cru, est vray qu'il le supposse, étant pris par gens qui ont les considérations requises à la connoissance de telles difficultés; tant y a qu'il est expédient d'être ainsy écrit et enttendu, pour dire ces mots : *si aucun a fenêtre, lucarne, ou creux, d'ancienneté, sur autruy, et il démolit sa maison sans prendre la mesure d'icelle, la partie présente ou appellée, il perd sa possession*; surquoy toutefois convient entendre, qu'où il aviendroit ruine à coup, et par inadvertance, d'une muraille où il auroit telle fenêtre, lucarne, ou creux, d'ancienneté, sur autruy, réédifiant laditte muraille de neuf, on y pourroit reposer lesdittes fenêtres, lucarnes, ou creux, selon les mêmes hauteur, largeur, et épaisseur, pour en jouir comme devant, et selon la preuve des gens qui auroient connu telles servitudes avant la ruine d'icelle muraille, et sans pouvoir changer ny augmenter icelle sans la permission de celuy sur lequel telles servitudes sont acquises; car pour telle ruine la possession ne doit être perdue, autrement seroit donner moïen d'inciter un mauvais voisin chargé de telle servitude d'avancer la ruine d'une telle muraille, afin de faire terminer la jouissance de telle fenêtre, lucarne, ou creux, d'ancienneté, et être déchargé de la tolérance et incommodité qu'il recevroit d'icelle; et ce que dessus suposé, faut conclure que les fenêtres qui sont d'ancienneté répondant sur autruy, étant de façon requise pour être déclaré possessives, doivent demeurer : ce qui a été approuvé par plusieurs sentences et arrêts sur ce fait, entre autres de celle d'entre Claude Lelarge et Nicolas Miteau; par tant que ne faut bien à point s'arrêter, ny s'opiniâtrer sur le sens littéral de tous les articles contenus en ce chapitre, d'autant que les difficultés, obscurités, et contrariétés, y sont grandes, dangereuses, et obscures à ceux qui n'auroient le sentiment de la raison, et le jugement de l'équité en main, ensemble la connoissance artificielle pour en pouvoir déterminer et discerner, selon les considérations requises qu'il convient aporter au sujet d'iceux; lesquelles considérations feront connoître que plusieurs desdittes clauses sont quasi inutiles, ne servant que d'amusettes ombrageuses, encor qu'ils aient été introduits de nouvel; et en a-t-on ôté et abrégé autres qui y étoient très nécessaires, principalement l'article parlant *des vues*, au suivant du premier article du procès-verbal, disant : *nul ne peut acquérir possession sur aucun, etc.*; d'autant que cedit article donne facile connoissance au jugement et distinction des vues possessives, lesquelles se doivent tolérer, contre celles qui doivent être déclaré furtives et intolérables, où on connoît, vu ce que dessus, qu'on a voulu laisser quelque chose en homologuant lesdittes coutumes, pour les successeurs de ceux qui en avoient les affaires en main, et empêcher l'éclaircissement et facille intelligence des articles y mentionnés, afin de tenir aucunement en suspens les parties et aïans cause, d'autant qu'il faut que chacun vive; et puis couvertement, quand il est question du jugement de quelque difficulté touchant lesdittes servitudes, les juges et légistes n'en pouvant venir à bout, se déchargent sur les ouvriers, disant pour échapatoir, tel jugement appartient aux ouvriers, ou expers, qui ont quelquefois peu d'expérience, tellement qu'il y a souvent peu d'adresse; joint que les ouvriers absolument ne peuvent juger du fond d'un point contentieux, et appartient au juge qui connoît le cours du procès, considérant les débats et raisons des parties, aidé des ouvriers qui sont seulement pour remarquer l'état, circonstances, et qualité, de la contention, dûment remarqués par le raport; trop bien s'il leur étoit ordonné et permis de leur donner avis d'équité, tendant pour accorder les parties, le pourroient faire, avec les considérations suivant leur article; seulement, pour ce point, plusieurs juges et lé-

379. [xxx.] Si aucun a fenestres, lucarnes, ou creux, d'ancienneté, et il desmolist sa maison sans prendre la mesure d'icelles, la partie présente ou appellée, il pert sa possession. [498.]

[XV.] *De prescription.*

380 '. [1.] Quant aucun à juste tiltre, de bonne foy, a joy franchement et paisiblement d'aucun héritaige, ou autre droict réel, censé et réputé inmeuble, avecques tiltres de bonne foy, tant par luy que par ses prédécesseurs, par dix ans entre présens, et vingt ans entre absens, aagez, et non previlégiez, il acquiert droict de prescription desdictes choses, et aussi de la rente dont seroit chargé ledict héritaige, si pen-

gistes se sont trouvé contraires, sçavoir, si les ouvriers le peuvent faire sans particulière ordonnance; et pour démontrer que les ouvriers ne peuvent absolument juger par leur rapport judiciairement ordonné desdits points contentieux, l'ouvrier pourra dire : « Je sçais bien ce que c'est de servitude avec titre, d'une servitude par destination de père de famille, d'une servitude oculaire par tolérance de tems immémorial, d'une servitude observée et gardée par certain partage écrit, ou non écrit, et de plusieurs autres servitudes; » ne pouront toutefois juger laquelle doit plustôt valider, avoir plus de force, et être préféré, d'autant que les loix de droit y peuvent servir et aider, ce qui n'est principalement du fait et connoissance de simples ouvriers. Se trouve encor maintenant audit Reims, et principalement hors la cité, plusieurs maisons où sont nombre d'anciennes clôtures de séparation mitoïenne, de massonnerie, entre cour et jardin, qui ne sont montées que de 8 pieds de hauteur suivant l'ancienne coutume, même seulement de 15 pouces d'épaisseur, sur lesquelles d'un côté on a fait hauts bâtiments de pan de bois, la sole posée depuis le mitant de laditte épaisseur, et tirant du côté dudit bâtiment, ce qui démontre laditte muraille être faitte d'ancienneté, et avant l'homologation de cette coutume, encor que lesdittes murailles soient fort bonnes et en bon état, en quoy la nouvelle coutume ne déroge. De vouloir maintenant contraindre celuy qui n'a que simple clôture de contribuer à la restauration de la sole et autres bois, dudit pan de bois, qui seroient vieux, pourris et corrompus, étant au-dessus desdits 8 pieds de hauteur, et de vouloir faire monter la muraille jusqu'à 12 pieds de hauteur, comme aucuns ont voulu faire, ne seroit raisonnable; et n'y doit le voisin être tenu ny contraint, pourvu qu'il apparût évidemment que laditte muraille a été ainsy construite au tems de l'ancienne coutume, laquelle nouvelle ne condamne d'abatre promptement ce qui se trouve à icelle non convenable, pourquoy me semble, sauf meilleur avis, que tout ce qui se trouve encor en bon et suffisant état de muraille, clausures de bois, vues, cheminées à plein-creux, caves, fosses, sommiers à plein-mur, et autres choses, ès maisons audit Reims, doivent demeurer en tel état, jusqu'à ce qu'ils soient du tout défectueux, convenant les refaire, ou réédifier de neuf.

' [380, 381.] Les articles trois-cens-quatre-vingtiesme, commençant par ces motz : *Quant aucun à juste tiltre*, et trois-cens-quatre-vingtz-ungniesme, commençant par ces motz : *Quant aucun a joy*, ont esté adjoustez, pour avoir esté omis, comme ledict premier article.

dant ledict temps il n'a esté par contestation en cause inquiété, tant dudict héritaige que de ladicte rente.

[Paris, 113; Vitri, 16, 134; Laon, 141, 143; Chaalons, 145.]

381. [II.] Quant aucun a joy et possedde aucun héritaige, ou autre droict réel et incorporel, par l'espace de trente ans, continuellement et paisiblement, tant par luy que ses prédécesseurs, supposé qu'il n'ayt tiltre, il a acquis droict de prescription, tant dudict héritaige que de ladicte rente dont il pourroit estre chargé, entre aagez et non previllégez; toutesfois hipothecque demourera, et ne se prescript que par quarante ans.

[Paris, 118; Laon, 142; Chaalons, 146, 148.]

382[1]. [III.] Le chef cens, qui est à dire le premier cens, ne peult estre prescript par quelque laps de temps que ce soit, et fust de cent ans; mais la quotité dudict chef cens, ensemble les arréraiges d'icelluy, se peuvent prescripre par trente ans.

[Paris, 123, 124; Laon, 142.]

383. [IV.] Toute action personnelle se prescript par trente ans; mais quant à l'hipotécaire, ne se prescript que par quarante ans.

[Vitri, 137; Chaalons, 148.]

384. [V.] Quiconques a joy avecques tiltre et bonne foy d'aucun héritaige chargé d'hipothecque, et l'a tenu et possédé paisiblement par dix ans entre présens, et vingt ans entre absens, aagez et non previllégez, sans avoir esté poursuivy ou inquiété par celuy qui a le droict d'hipothecque, il prescript et extainct l'hipothecque, et en demoure l'héritaige deschargé.

[Paris, 114; Vitri, 16, 135; Laon, 143; Chaalons, 145.]

[1] [382, 383, 384.] Les articles trois-cens-quatre-vingtz-deuxiesme, commençant par ces motz : *Le chef cens;* trois-cens-quatre-vingtz-troisiesme, commençant par ces motz : *Toute action,* et trois-cens-quatre-vingtz-quatriesme, commençant par ce mot : *Quiconque*, ont esté, de l'advis desdictz Estatz, de nouvel introduictz.

[XVI.] *Autres coustumes.*

385 [1]. [I.] Société n'a lieu, sinon qu'elle soit convenue par exprès. [187, 188, 189, 190 et 194.]

[Laon, 267; Chaalons, 59, 60, 61, 62.]

386 [2]. [II.] Quant aucun est exécuté pour debte en ses biens, il peult empescher la vente d'iceulx, en baillant les deniers pour lesquelz il est exécuté dedans huictaine.

[Laon, 273; Paris, 172.]

387 [3]. [III.] Il est permis à celuy qui a loué une maison de procéder [286, 287 et 290.] par exécution, avecques auctorité de justice, sur les biens meubles du conducteur qui seront en ladicte maison, soit clerc ou lay, encores que tel conducteur ne soit condamné, ne obligé par contract passé soubz scel authentique; et en cas d'opposition, demourera la main de justice

[1] [385.] L'article trois-cens-quatre-vingtz-cinquiesme, commençant par ces motz : *Société n'a lieu*, a esté de nouvel introduict de l'advis que dessus, et trois articles anciens contenuz audict livre imprimé, abrogez, desquelz la teneur ensuit :

« Si après le trespas de père et mère, leurs « enfans à eulx succédans se gouvernent, « tiennent, et habitent, ensemble, en ung « mesme hostel, et l'un, ou aucun d'eulx, « vend et achapte de leurs biens communs, « supposé que les autres ne s'en meslent, « chacun desdictz enfans y particippe; et « sera l'acquest et proffict, et la perte, si « elle y est, commun et commune entre « tous lesdictz enfans, jà çoit que les au- « cuns portent le nom de ce qui sera faict, « et que lectres en soient faictes ou nom « et au prouffict des aucuns, et non des « autres, pour [ce] que tout est faict de « leurs biens communs.

« Si après le trespas d'un père, ses en- « fans demourent avecques leur mère qui « aura survescu le père, et qu'elle et eulx « vivent ensemble de leurs biens communs, « sans en faire partaige ne division, et ilz « demourent en cest estat par an et jour, ilz « acquièrent tacitement contract de compai- « gnye, et communité de biens.

« Si après le trespas d'une mère, ses en- « fans demeurent avec le père survivant leur- « dicte mère, vivans ensemble de leurs biens « communs, sans partaige faire, ilz ne peu- « vent acquérir compaignye ne communaulté « de biens, pour quelque long temps qu'ilz « soient avecques leurdict père, et ne peu- « vent au despartir plus demander que l'ap- « port de leur mère. »

[2] [386.] L'article trois-cens-quatre-vingtz-sixiesme, commençant par ces motz : *Quant aucun*, a esté de nouvel introduict, de l'advis que dessus.

[3] [387.] A la fin de l'article trois-cens-quatre-vingtz-septiesme, commençant par ces motz : *Il est permis*, de l'advis que dessus, ont esté adjoustez ces motz, « et peuvent « iceulx biens, encores qu'ilz soient hors de « laditte maison, estre poursuiviz par hipo- « thecque en quelque main qu'ils soient, « sinon qu'ilz ayent esté venduz à ung autre; « et où ilz se vendroient publicquement par « auctorité de justice, sera ledict locateur « préféré à tous autres, pour son louage, sur « les deniers qui en procéderont. »

garnye; et peuvent iceulx biens, encores qu'ilz soient hors ladicte maison, estre poursuiviz par hipothecque en quelque main qu'ilz soient, sinon qu'ilz aient esté venduz à ung autre; et où ilz se vendroient publicquement par auctorité de justice, sera ledict locateur préféré à tous autres, pour son louage, sur les deniers qui en procéderont.

[Paris, 161, 162, 171; Laon, 274; Chaalons, 271.]

[289, 290.] 388 [1]. [IV.] Et peut le locateur contraindre le conducteur à garnir la maison de meubles exploictables, et suffisans pour la seureté de son louage; et à faulte de ce faire, le peult faire sortir de la maison par justice, encores que le louage ne soit expiré.

[Laon, 275; Chaalons, 272.]

[288.] 389. [V.] Les censes, moisons, ou pentions des terres arables, vignes, prez, jardins, saulsoys, ozerois, boys et héritaiges rusticques, sont pareillement previllégez comme les loyers des maisons; car pour iceulx on peult faire saisir et arrester, par la justice du lieu, les grains, raisins, et fruictz, qui y sont creuz, jà çoit qu'ilz soient encore pendans, ou ameublez; et en cas d'opposition, doibt la main de justice demourer garnye, pour la pension d'un an, pendant le procès.

[Laon, 276; Chaalons, 273.]

[291.] 390. [VI.] Si le conducteur a habité ou tenu une maison ou habitation jusques au jour de sainct Jehan-Baptiste, auquel jour se commence à Reims l'an du louage des maisons, et ledict conducteur continue et entretient oultre le jour de feste sainct Pierre et sainct Pol, qui est cinq jours après ledict jour saint Jehan, il est censé et réputé avoir reprins à louage icelle maison ou habitation pour tout l'an qui est entamé et commencé, et au pris mesme de l'an précédent, s'il ne faict apparoir d'autre louage et convention faicte entre luy et le locateur.

[Orléans, art. 420. Voyez Chopin, sur Paris, liv. III, tit. III, nomb. 304; Chaalons, 274.]

[292.] 391. [VII.] Si ung censier ou conducteur de terres arables, vignes, prez, jardins et autres héritaiges rusticques, est en la dernière année

[1] [388.] Aussi à l'article trois-cens-quatre-vingtz-huitiesme, commençant par ces motz : *Et peult*, ont esté adjoustez ces motz, « et à « faulte de ce faire, le peut faire sortir de sa « maison par justice, encores que le louage « ne soit expiré. »

de son louage, et il n'asseure suffisamment le locateur de luy payer sa cense ou pension au terme qu'elle doibt escheoir, il est loisible audict locateur de faire saisir les fruictz estans en et sur son héritaige par ladicte justice du lieu, jà çoit que pendant soient en l'héritaige, ou qu'ilz soient couppez et abbattuz, et que le terme ne soit escheu; et en cas d'opposition, la main de justice doibt demourer garnye pendant le procès, à la valleur de ce qu'il sera deu audict locateur pour une année.

[Laon, 277; Chaalons, 275.]

392 [1]. [VIII.] Lectres de respit n'auront lieu contre celuy qui aura obtenu par jugement et sentence donnée, et contre ceulx à qui sont deubz louages de maisons, arréraiges de rentes foncières, moison de grains, alimens, médicamens, ou deniers deubz pour fourniture de bled, vin, ou autres victuailles pour la provision du debteur ou de sa famille, ou pour vin ou pour autre victuaille vendue en détail, ou pour debte deue à mineurs créé pendant leur minorité, ne pour intérestz civil d'excès adjugé, ny pour prix d'aucun héritaige vendu; et pourra le créancier, nonobstant lesdictes lectres de respit, arrester la marchandise par luy vendue estant encores en la possession dudict debteur.

[Coquille, p. 798 et suiv.
Paris, 111; Laon, 279; Chaalons, 269.]

393. [IX.] Cession de biens n'a aussi lieu pour amendes, dommaiges et intérestz civilz, adjugez pour raison d'excès, crimes et délictz.

[Laon, 280; Chaalons, 270.]

[1] [392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405.] Les articles trois-cens-quatre-vingtz-douziesme, commençant par ces motz : *Lectres de respit*; trois-cens-quatre-vingtz-treiziesme, commençant par ces motz : *Cession de biens*; trois-cens-quatre-vingtz-quatorziesme, commençant par ces motz : *Tous vendeurs*; trois-cens-quatre-vingtz-quinziesme, commençant par ce mot : *Despens*; trois-cens-quatre-vingtz-seiziesme, commençant par ces motz : *En matière*; trois-cens-quatre-vingt-dix-septiesme, commençant par ce mot : *Compensation*; trois-cens-quatre-vingt-dix huitiesme, commençant par ces motz : *Qui vend*; trois-cens-quatre-vingtz-dix-neufiesme, commençant par ces motz : *Les courtiers*; quatre-cens, commençant par ces motz : *Tous achapteurs*; quatre-cens-ungniesme, commençant par ces motz : *Toute personne*; quatre-cens-deuxiesme, commençant par ces motz : *Tous seigneurs*; quatre-cens-troisiesme, commençant par ces motz : *Et si lesdictes bestes*; quatre-cens-quatriesme, commençant par ces motz : *Et si celuy*, et quatre-cens-cinquiesme, commençant par ces motz : *Et s'il y a opposition*, ont esté, par l'advis que dessus, de nouvel introduictz.

394. [x.] Tous vendeurs de denrées et marchandises en détail, chirurgiens, barbiers, orfévres, espiciers, apoticaires, maçons, charpentiers, laboureurs, manouvriers et serviteurs demourans ès cité, ville, et fauxbourgs de Reims, et autres lieux régis selon icelles, ne pourront faire demande de leur denrée, marchandise, louyers et sallaires de leursdictz labeurs, ouvraiges et services, après six mois passez d'iceulx ventes, ouvrages, et services, faictz, sinon qu'ilz fussent recongneuz par obligation, ou autrement deuement.

[Paris, 125, 126, 127, contre; Vitri, 147, 148, contre.]

395. [xi.] Despens d'hostelaiges livrez par hostes à gens passans, ou à leurs chevaulx, sont previlégiez, et viennent à préférer devant tout autre sur les biens et chevaulx hostelez, et les peult l'hostelier retenir jusques à payement; et si aucun autre créancier les vouloit enlever, il auroit juste cause de soy opposer.

[Paris, 175.]

396. [xii.] En matière de desconfiture, chacun créancier vient à contribution, au solt la livre, sur les biens meubles du debteur; et n'y a poinct de prérogative pour debte pure personnelle.

[Paris, 179, 180, 181, 182.]

397. [xiii.] Compensation a lieu de debte liquidée à autre debte liquide, et non autrement.

[Paris, 105.]

398. [xiv.] Qui vend aucune chose mobiliaire sans jour et sans terme, espérant d'en estre payé promptement, il peult poursuivir et arrester ladicte chose, en quelque lieu qu'elle soit transportée, pour en estre payé du pris qu'elle a esté vendue.

[Paris, 176, 177, 178.]

399. [xv.] Les courtiers de vins qui conduisent marchans forains, ou autres, achaptans vins, après le pris faict et convenu, seront tenuz de payer ledict pris, et se pourront les marchands vendeurs adresser contre eulx pour le paiement d'icelluy pris, sinon qu'il en feust autrement convenu entre le vendeur et l'achapteur.

[Nivernois, titre *des exécutions*, art. 21.]

400. [XVI.] Tous achapteurs de vins et autres marchandises seront tenuz, dedens vingt jours après l'achapt, lever ladicte marchandise, autrement les erres seront perdues; et ne sera tenu le vendeur de la délivrer, s'il ne luy plaist, et néantmoins sera au choix du vendeur de poursuivre son achapteur pour raison de ses dommaiges et intérestz.

[Laon, 278; Chaalons, 268.]

401. [XVII.] Toute personne bien famée et renommée sera creue par serment de sa prinse de bestes, et du dommaige à luy faict, jusques à cinq solz parisis seullement; et où il prétendera plus grand dommaige luy avoir esté faict, sera tenu icelluy faire voir et visiter dedans vingt-quatre heures, partie présente ou appellée; et ledict temps passé, n'y sera plus receu.

[Chartres, 115; Chaumont, 105; Melun, 97 et 98; Orléans, 151.]

402. [XVIII.] Tous seigneurs qui ont jurisdiction pourront prendre ou faire prendre, par leurs sergens, gardes ou messiers, les bestes qui seront trouvées malfaisantes, et en dommaige, à leurs seigneuries et territoires; et les pourront tenir en leur hostel, ou autre lieu, en prison, jusques à ce que ceulx à qui elles sont les viennent requérir ou advouer par gaige et pleige suffisant, pour l'amende et le dommaige qu'elles auront faict, et en ce cas luy seront rendues.

[Chaumont, 97 et suiv.]

403. [XIX.] Et si lesdictes bestes estoient trouvées en dommaige ou meffaict par ceulx ausquelz appartiendront les héritaiges, et ilz n'avoient sergens ou messiers présens, les pourront prendre ou faire prendre, et les pourront détenir par ung jour et une nuict, et après les mener aux prisons du seigneur, pour après recouvrer leurs dommaiges et intérestz.

404. [XX.] Et si celuy à qui sont lesdictes bestes ne les requiert et délivre par pleige et gaige comme dessus, ledict seigneur, ou son procureur, fera assavoir à celuy à qui elles sont qu'il les fera exposer et mectre en vente à certain jour qui sera déclairé, auquel jour les fera publier; et si elles sont mises à pris, les pourra délivrer à la huictaine suivant, au dernier enchérisseur, qui en sera faict seigneur; et si elles ne sont mises à pris, ledict seigneur les pourra retenir pour le meffaict.

[303.] 405. [XXI.] Et s'il y a opposition par celuy à qui sont lesdictes bestes, luy seront rendues sans gaige ny caution, ou cas qu'il soit habitant du lieu, y ayant et possédant biens pour en répondre.

406. [XXII.] Toute personne dessaisy d'aucun meuble, bestial, ou autre chose mobiliaire, qu'il sçait et congnoist estre en la possession d'un autre, peult faire saisir et arrester la chose mobiliaire en la main de la justice du lieu où elle sera trouvée, et la faire mectre en garde et dépost en lieu seur, jusques à ce que, les partyes oyes, en soit ordonné par justice; lequel arrest sera signiffié à celuy en la possession duquel elle sera trouvée lors dudict arrest.

[298, 306 et 307.] 407. [XXIII.] Par ancien usage gardé de temps immémorial audict Reims, est loisible à ung chacun, de quelque estat qu'il soit, demeurant audict Reims, ou hors, ayant à intenter action personnelle pour debte, ou autre chose, contre aucun forain non demeurant audict Reims, non clerc ou non noble, qui est trouvé audict Reims, le faire arrester par ung sergent de la justice du lieu où il est trouvé; ou, si semble bon à celuy qui a à intenter ladicte action, faire arrester les biens meubles de tel forain, soit qu'il soit clerc, marié, ou noble; et au moyen de tel arrest, soit de corps ou de biens, est tenu ledict forain sortir jurisdiction, pour la chose pour laquelle il est arresté, par-devant la justice de l'autorité de laquelle il aura esté arresté.

[Paris, 173.

Chopin, sur Paris, lib. III, tit. III, *per totum;* Loris, tit. *des Exécutions*, art. 8.]

[299, 300, 301, 302, 304, 305, et 307.] 408. [XXIV.] Et n'aura ledict arresté provision de son corps ou biens arrestez, qu'il n'ait baillé caution fidéjussoire et subjecte de fournir le juge, tant pour principal, que despens.

Signé De Thou, B. Fay, et Viole.

Et tout ce que dessus certifions avoir esté faict, comme est contenu en ce présent nostre procez-verbal; lequel, en tesmoing de ce, nous avons signé de nos seings manuels, et séelé de nos armes.

Signé De Thou, B. Fay, et Viole.

[HOMOLOGATION EN PARLEMENT

DES COUTUMES DE REIMS].

Présentées à la cour par lesdictz maistres Christofle de Thou, président, Barthélemy Faye, et Jacques Viole, conseillers, en la court de céans, à ce commis et depputez par le Roy; lesquelles Coustumes receues par l'ordonnance de ladicte court, ont esté mises au greffe d'icelle, en la manière acoustumée, le deuxiesme jour de juillet, mil cincq cens cinquante-sept.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

